

Karl Radek (1885-1939)

L'Europe et les Europes

19^e et 20^e siècles



Collection de l'Association internationale d'histoire contemporaine de l'Europe publiée sous la direction de Jean-Claude Favez.

Vol. 4

Construire l'Europe, ce n'est pas seulement élargir l'Union ou doter les institutions communes de nouvelles compétences. C'est aussi promouvoir l'Europe dans la diversité de ses cultures et de ses passés qui participent tous à la conscience que les peuples européens ont de leur destin commun. Préparer l'avenir de l'Union demande donc de se souvenir de ce passé. Car la connaissance de l'histoire contribue à maîtriser la mémoire collective.

La collection *L'Europe et les Europes* se donne comme objectif de publier des travaux historiques consacrés aux Etats et aux nations européennes, à leurs relations, entre eux et avec l'ensemble du monde. Elle privilégie l'étude des crises internationales, la démarche comparative et l'histoire de l'histoire. Si le politique, qu'il s'agisse d'institutions, de doctrines ou de mentalités occupe une place de choix, la collection est également ouverte aux sciences sociales et humaines, en souhaitant refléter ainsi les activités de l'Association internationale d'histoire contemporaine de l'Europe.

Jean-François Fayet

Karl Radek (1885-1939)

Biographie politique



PETER LANG

Bern · Berlin · Bruxelles · Frankfurt am Main · New York · Oxford · Wien

Information bibliographique publiée par «Die Deutsche Bibliothek»
«Die Deutsche Bibliothek» répertorie cette publication dans la «Deutsche Nationalbibliografie»; les données bibliographiques détaillées sont disponibles sur Internet sous <http://dnb.ddb.de>.

Ouvrage publié avec le soutien

- du Fonds Casaubon de la Faculté des Lettres de l'Université Genève
- de la Faculté des Lettres de l'Université de Genève
- du Fonds André Aubert de la Société académique de Genève
- de la Fondation Ernst et Lucie Schmidheiny

Illustration couverture: *Enlèvement d'Europe*. Statère en argent de Gortyne (Crète).
Dessin de Monique Halm-Tisserant. d'après C.M. Kraay-M. Hirmer, *Greek Coins* (1966), pl. 164, n° 538
Réalisation de la couverture: Thomas Jaberg, Peter Lang SA

ISBN 3-906770-31-1
ISSN 1422-9846

© Peter Lang SA, Editions scientifiques européennes, Bern 2004
Hochfeldstrasse 32, Postfach 746, CH-3000 Bern 9
info@peterlang.com, www.peterlang.com, www.peterlang.net

Tous droits réservés.

Réimpression ou reproduction interdite par n'importe quel procédé, notamment par microfilm, xérophage, microfiche, microcarte, offset, etc.

Imprimé en Allemagne

Remerciements

Ce livre est la version complétée de la thèse de doctorat ès lettres que j'ai soutenue en novembre 1999 à l'Université de Genève. Il doit donc beaucoup au département d'histoire générale de l'Université de Genève et en particulier au professeur J.-C. Favez, mon directeur de thèse. Grâce à lui, et au professeur L. Mysyrowicz, je fus amené à donner des séminaires sur l'Allemagne, la Chine, la France, l'URSS; tous furent source d'inspiration et de lectures nouvelles dont ma recherche a largement bénéficié.

En 1995 j'ai obtenu grâce au professeur A. Giovannini qui a bien voulu soutenir ma candidature auprès du Fonds national suisse de la recherche une bourse d'une année. Libéré de toute contrainte professionnelle et matérielle j'ai pu me consacrer totalement au dépouillement des archives allemandes et russes. C'est un privilège dont j'ai parfaitement conscience.

Ma gratitude va aussi aux professeurs B. Baczko et P. Broué, aux bibliothécaires de la BPU et de la BDIC, et aux archivistes russes et allemands qui se sont donnés beaucoup de mal pour me comprendre.

Je tiens enfin à remercier pour leur aide amicale, scientifique ou technique: K. Anderson, J.-L. Babel, A. Battaglia, B. Bayerlein, W. Berelowitch, D. Bolchakov, C. Bricogne, M. Caillat, M. Da Silva, J. Droux, F. Dubosson, R. Durler, M. Fafalen, les Fayet, M. Ferro, A. Fleury, M. Flückiger, P.A. Graezer, J. Haegler, P. Huber, H.-U. Jost, O. Ken, J. Koulisher, S. Krioutchkov, O. Labiadh, F. Laugrand, A. Liebich, O. Luban, S. Mamedrzaëv, C. Megevand, P. Mischol, D. Nelles, E. Pajot, les Planchot, M. Porret, J. Pulowska, E. Reumann, E. Schultz, C. et N. Soukharev, B. Studer, A. Tchoubarian, H. Thivent, B. et P. Treyer, N. Ulmi, L. Van Dongen, A. Watlin et ma femme Sabine Planchot. Je ne peux dire ici tout ce que je dois à cette dernière.

Table des matières

Liste des sigles et des abréviations	XIII
--	------

Introduction

<i>Dis-moi où sont tes archives et je te dirai qui tu es</i>	1
--	---

Chapitre 1

<i>Les origines culturelles, sociales et politiques de Radek</i>	11
--	----

1. Un «Maskil» de Galicie	11
La mosaïque galicienne	12
Une famille de Juifs «modernistes»	14
Les Lumières juives	17
Limites et ambiguïtés de l'assimilation	18
2. La naissance d'un «Zeromszczyzna»	23
Le culte de la génération de 1831	23
Un patriote polonais	29
Karl Sobelsohn rencontre Radek	31
3. Du nationalisme polonais à l'internationalisme prolétarien	34
Le carrefour cracovien	34
Deux approches du socialisme	37
Une rencontre décisive	40
4. Parmi les révolutionnaires professionnels	46
Des révolutionnaires en exil	46
Aux côtés de Rosa Luxemburg à Berlin	52
A l'école de la révolution	56

Chapitre 2

<i>«L'affaire Radek»</i>	61
--------------------------------	----

Introduction	61
--------------------	----

1. L'affrontement de tendances au sein du SPD et l'affaire de Göppingen	66
Radek en Allemagne	66

Premières tensions avec les camarades polonais	71
La cristallisation des tendances	74
L'affaire de Göppingen	84
2. La crise polonaise et le procès Radek	90
La crise de la SDKPiL	90
L'attitude de Radek dans la crise de la SDKPiL	96
La convocation du tribunal	102
Le procès	107
Le verdict et sa signification	112
3. La Lex Radeka: une question de politique ou de droit?	116
Les réactions en Allemagne au procès polonais	116
La décision de Chemnitz et la réaction des Brêmeois	126
Une question de politique ou de droit?	134
4. Russes et Polonais	140
L'intervention des Russes	141
La contre-offensive des «Roslamowcy»: la commission de Paris	149
Une réhabilitation escamotée	153
Quelques remarques sur les conséquences de l'affaire Radek ..	156

Chapitre 3

<i>La métamorphose du paria en vice-commissaire du peuple</i>	159
---	-----

Introduction	159
--------------------	-----

1. «Mais qui est Parabellum?»	165
Réfugié en Suisse	165
Le noyau de la nouvelle Internationale	174
La renaissance de la gauche allemande	189
La gauche de Zimmerwald, Grimm et le PSS	195
2. Porte-parole des bolcheviks en Europe	203
La traversée de l'Allemagne	203
Le bureau à l'étranger du comité central bolchevique	208
Radek, Lénine et la rupture avec Zimmerwald	219
3. Le vice-commissaire du peuple à la propagande	224
Le Lord Beaverbrook bolchevique	224
Communiste de gauche	232
Les premiers groupes communistes non-russes et la double politique	242

Chapitre 4	
<i>Une passion allemande déçue</i>	253
Introduction	253
1. Flux et reflux de la première vague révolutionnaire	262
Les retrouvailles des frères ennemis de la gauche allemande	262
Un parti communiste qui n'en est pas un	266
Suivre l'initiative des masses ou sonner la retraite?	270
2. Le procès raté de l'ingérence bolchevique en Allemagne	276
L'arrestation	276
Une enquête préliminaire embarrassante	282
3. «Le salon politique»	289
Débats économiques	293
Débats militaires	297
Débats avec le PC allemand	303
Portée des entretiens de 1919	311
4. Petits marchandages diplomatiques: le retour de Radek	315
Chapitre 5	
<i>Révolutionnaire, diplomate, intrigant</i>	319
Introduction	319
1. La force d'attraction de la Révolution d'Octobre	331
Bienvenue au pays des Soviets	331
Nouvelles perspectives révolutionnaires en Europe:	
la révolution au bout des fusils de l'Armée rouge	337
Le congrès de l'enthousiasme révolutionnaire	340
L'appel aux masses orientales	
contre l'impérialisme occidental	344
La formation de partis communistes de masse	
dans les pays occidentaux	350
2. Au service de l'exécutif	359
Radek-Levi: deux conceptions du communisme allemand	
ou de l'internationalisme prolétarien?	359
La crise italienne du parti allemand	366
Un exécutif ambigu	372
«Oui je vais leur apprendre à faire une révolution»	377

«Il était en définitive nécessaire d’agir. Et je crois que dans tous les cas cela fera avancer le parti»	381
Un compromis préalable au sein du parti russe	386
De la difficulté de faire du Levi sans Levi	391
3. La confusion des genres	397
Radek, Römer, Bremer, Viator et les autres	397
Le retour de Radek dans les couloirs de la diplomatie	400
Berlin, Gênes, Rapallo: le bal des conférences internationales	412
Le front uni malgré tout	422
4. Révolution allemande: dernier acte	433
L’occupation de la Ruhr:	
une nouvelle situation révolutionnaire?	433
La crise du parti allemand	436
L’Union soviétique face à la menace d’une nouvelle intervention	441
La ligne Schlageter	445
Une ligne difficile à appliquer	455
Des résultats ambigus	459
L’Octobre allemand n’aura pas lieu	467

Chapitre 6

<i>Radek et l’opposition</i>	479
------------------------------------	-----

Introduction	479
--------------------	-----

1. La crise russe de l’Internationale	500
Le parti allemand au lendemain du fiasco d’Octobre	500
L’implication de l’Internationale dans la lutte de pouvoir au sein du parti russe	502
Un retournement de circonstance	507
L’analyse sans les Allemands de la question allemande	511
Le «trotskysme» expliqué aux Allemands	515
Radek et Brandler dans la tourmente de l’exécutif	516
Le congrès de la «bolchevisation»	520
L’acharnement de la nouvelle direction allemande contre Radek, Brandler et Thalheimer	524
2. Le moment chinois de l’opposition	530
A l’écart des luttes du parti	530

Les origines de l'alliance entre le Guomindang, le PCC et la Russie soviétique	534
Recteur de l'Université Sun Yat-sen	543
Un premier avertissement passé inaperçu	550
Les hésitations de Radek face à la réorganisation de l'opposition	556
La trahison de Tchang Kai-chek ramène Radek dans le camp de l'opposition unifiée	566
La question chinoise devient celle de l'opposition	576
3. De l'intransigeance à la capitulation	583
Un combat inégal	583
L'opposition en exil: «Exclus nous restons fidèles au parti»	593
Des initiatives personnelles qui affaiblissent la cohésion de l'opposition	599
Le double jeu de Radek	607
Les raisons d'une capitulation	611
La crise de l'opposition	617
La trahison de la «commission des trois» sème la panique dans les rangs de l'opposition	622

Chapitre 7

<i>Dans les abîmes du stalinisme</i>	627
--	-----

Introduction	627
--------------------	-----

1. Une plume servile	638
Des débuts modestes	638
Hagiographe de Staline	642
Censeur de la littérature	647
La vitrine antifasciste d'un régime répressif	655
Historien révisionniste	657
2. Radek et la politique extérieure soviétique des années trente ...	661
La place de Radek dans l'élaboration de la politique étrangère soviétique des années trente	661
Le pouvoir stalinien face à la poussée fasciste	669
Porte-parole de la nouvelle politique stalinienne de «paix» ..	672
Mythe et réalité de l'imposture de la politique stalinienne de «paix»	682

3. Dernier acte: accusé-accusateur	691
Le pays le plus démocratique du monde	691
L'arrestation	695
Pourquoi Radek a-t-il été arrêté ou pourquoi n'aurait-il pas été arrêté?	698
La préparation du procès	701
L'accusation	707
Entre invention et falsification	710
La faille des procès mise à nu	714
D'un procès à l'autre: une mécanique bien rodée	716
Sentences et réactions	719
 Conclusion	
<i>Mais où est passé Karl Radek?</i>	723
 <i>Bibliographie générale</i>	731
I. Sources	731
II. Travaux	754
 <i>Notices biographiques</i>	773
 <i>Index biographique</i>	803

Liste des sigles et des abréviations

Agit-prop.	Département d'agitation et de propagande
AA	Ministère allemand des affaires étrangères
AAUD	Union générale des travailleurs d'Allemagne
ADAP	<i>Akten zur deutschen auswärtigen Politik</i>
AFL	Fédération américaine du travail
AN	Archives nationales, Paris
AP	Archives présidentielles, Moscou
AUS	Association internationale des Amis de l'Union soviétique
AVPRF	Archives de politique étrangère de la Fédération de Russie
BBZ	<i>Bremer Bürgerzeitung</i>
BDEPE	Bureau d'Etudes de la presse étrangère de l'armée française
BDIC	Bibliothèque de documentation internationale contemporaine
BMI	Bureau d'information pour les questions internationales auprès du comité central du PCUS
BP	Bureau politique
BPU	Bibliothèque publique universitaire, Genève
BSI	Bureau socialiste international de la II ^e Internationale
BTW	<i>Berner Tagwacht</i>
Bund	Union générale des travailleurs juifs
CC	Comité central
CCC	Commission centrale de contrôle du PCR(b)
CEC	Comité exécutif central du Guomindang
CEIC	Comité exécutif de l'Internationale communiste
CIC	Commission internationale de contrôle de l'IC
CLT	<i>Cahiers Léon Trotsky</i>
Comintern	Internationale communiste (IC)
<i>Corrint</i>	<i>Correspondance internationale</i> (en allemand <i>Inprekorr</i>)
CSI	Commission socialiste internationale du mouvement de Zimmerwald
DDS	<i>Documents diplomatiques suisses</i>
Décistes	Groupe du centralisme démocratique
DPF	Département politique fédéral de la Confédération helvétique
DVFP	Parti völkisch allemand
FSB	Ministère de la sécurité d'Etat de Russie
GARF	Archives d'Etat de la Fédération de Russie
IC	Internationale communiste
IFTU	Fédération internationale des syndicats, aussi appelée Internationale syndicale d'Amsterdam
IKD	Communistes internationaux d'Allemagne
IKKI	CEIC

IML	Institut marxiste-léniniste
ISD	Socialistes internationaux d'Allemagne
IWK	<i>Internationale Wissenschaftliche Korrespondenz zur Geschichte der Deutschen Arbeiterbewegung</i>
IWW	Travailleurs industriels du monde
JC	Jeunesses communistes
KAG	Communauté communiste de travail
KAPD	Parti communiste ouvrier d'Allemagne
KIM	Internationale de la jeunesse communiste
KPD	Parti communiste d'Allemagne
KPD(s)	Parti communiste d'Allemagne (Spartakus)
KPO ou KPD-O	Parti communiste d'Allemagne-Opposition.
KUTV	Université communiste des travailleurs d'Orient
MID	Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie
NEP	Nouvelle politique économique
NKID	Commissariat du peuple aux affaires étrangères, Narkomindel
NKVD	Commissariat du peuple aux affaires intérieures
OC	<i>Œuvres complètes</i>
Orgesh	Organisation Georg Escherich
PC	Parti communiste
PCC	Parti communiste chinois
PCP	Parti communiste polonais
PCR(b)	Parti communiste russe (bolchevique)
PCUS	Parti communiste d'Union soviétique
PG	Prisonnier de guerre
Politburo	Bureau politique (BP)
Polpred	Représentant plénipotentiaire soviétique
POSDR	Parti ouvrier social-démocrate de Russie
PPS	Parti socialiste polonais
PPSD	Parti social-démocrate de Galicie
PPS-Lewica	La gauche du PPS ayant fait scission en novembre 1906
Profintern	Internationale syndicale rouge
PSI	Parti socialiste italien
Rabkor	Correspondant ouvrier
Rabkrin	
(ou RKI)	Inspection ouvrière et paysanne
RDA	République démocratique allemande
Revkom	Comité révolutionnaire polonais provisoire (1920)
RGASPI	Archives d'Etat de Russie d'histoire sociale et politique
RF	<i>Rote Fahne</i>
RKP(b)	PCR(b)
RSFSR	Fédération de la République socialiste russe
RUP	Rassemblement universel pour la paix
SA	Troupes d'assaut du parti nazi (NSDAP)
SD	Social-démocratie
SDKP	Social-démocratie du Royaume de Pologne

SDKPiL	Social-démocratie du Royaume de Pologne et de Lituanie
SdN	Société des Nations
SOI	Secours ouvrier international
Sovnarkom	Gouvernement de l'URSS
SPD	Parti social-démocrate allemand
SR	Parti socialiste révolutionnaire
SRI	Secours rouge international (MOPR en russe)
Tchéka	Commission extraordinaire pour la lutte contre la contre-révolution et le sabotage. Désignation courante de la police politique. En 1922 devient Guépéou, puis Oguépéou qui sera absorbé en 1934 par le NKVD
TsAP-IML	Archives centrales du parti de l'Institut marxiste-léniniste
TUC	Congrès des syndicats britanniques
USPD	Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne
UTK	Université Sun Yat-sen des travailleurs de Chine
VKP(b)	PCUS(b)
VKPD	Parti communiste unifié d'Allemagne
Vorstand	Direction du SPD
WEB	Bureau d'Europe occidentale de l'IC
WES	Secrétariat d'Europe occidentale de l'IC, Berlin
ZK	Comité à l'étranger de la SDKPiL

Introduction

Dis-moi où sont tes archives et je te dirai qui tu es

Qui, sinon des bureaucrates incurables, peut se fier aux seuls documents-papiers? Qui donc, sinon des rats d'archives, ne comprend qu'il faut vérifier les partis et les leaders avant tout d'après leurs actes, et pas seulement d'après leurs déclarations?¹

Cet homme qui traverse les frontières déguisé en soldat, passe la moitié de sa vie dans la clandestinité, jongle avec les pseudonymes et les faux passeports, parvient néanmoins dans ce contexte mouvementé, malgré les péripéties de son itinéraire, à conserver ses lettres, articles, calepins et notes. Signe de faiblesse bien compréhensible de celui qui aime les vieux papiers² ou prétention légitime de celui qui aspire à jouer un rôle important sur la scène de l'Histoire, Radek semble en tout cas avoir pris très tôt l'habitude de garder un double de sa correspondance et de tous ses écrits.³ Mais en URSS moins qu'ailleurs les traces de l'histoire ne peuvent appartenir aux individus et surtout pas à ceux qui avaient personnellement connu Lénine. La question de l'utilisation des archives fut dès 1923 au centre de la lutte pour la succession de Lénine. La prétention qu'avait chaque successeur potentiel de démontrer sur la base de ses documents personnels sa proximité avec le dirigeant d'Octobre et son orthodoxie «léniniste» entraîna une série d'affrontements. La rocambolesque affaire du *Testament de Lénine* ne constitue que l'un des multiples épisodes de cette longue histoire. Conscient de cet enjeu, le bureau politique (BP) adopta en 1924 une résolution imposant à tous les membres du parti en possession de lettres ou de papiers en relation avec le défunt de les déposer aux archives

1 И.В. Сталин, *Сочинение*, Т. 13, Москва, Политической литературы, 1953, p. 96.

2 Radek aimait beaucoup les documents d'archives et les débats historiques. En 1926 il se rendait fréquemment chez l'ambassadeur Brockdorff-Rantzau, muni de documents empruntés aux archives du NKID, pour discuter de la politique des hommes d'Etat prussiens comme le baron von Stein ou de la politique étrangère de Bismarck.

3 Radek, *Meine Abrechnung*, Bremen, Im Selbstverlag des Verfassers, 1913, p. 30.

du comité central (CC); ce qui, à terme, revenait à les mettre à la disposition exclusive de Staline.⁴

Jusqu'à la défaite de l'opposition en 1929, il semble pourtant que cette résolution ne fut pas appliquée aux dirigeants de premier plan.⁵ Relégué à Alma-Ata, Trotsky réussit à emporter ses archives, puis à les sortir d'URSS.⁶ Radek, qui conservait les siennes dans son appartement du Kremlin, les déposa chez Riazanov avant de prendre à son tour le chemin de la déportation. Le choix de Riazanov représentait un double intérêt pour Radek. Vieil érudit marxiste, David B. Riazanov était un spécialiste reconnu en matière d'archives. Dès 1900 il s'était occupé de rassembler et de publier l'héritage littéraire de Marx et Engels. En 1918 il avait organisé la création d'un fonds d'archives d'Etat de la Russie et il devint, dès sa création en 1921, le premier directeur de l'Institut Marx-Engels. En laissant ses papiers à Riazanov, Radek ne pouvait être accusé de les soustraire aux autorités compétentes. Mais Riazanov avait aussi l'avantage d'être une personnalité à l'écart des luttes de tendance au sein du groupe dirigeant. Bien avant la révolution il s'était efforcé avec le groupe *Borba* de réconcilier *iskristes* et économistes. Après 1903 il s'était refusé à choisir entre bolcheviks et mencheviks et il demeura après la révolution un partisan résolu de la réconciliation entre ces deux courants du mouvement ouvrier russe. Retranché dans son Institut, Riazanov faisait partie de ces personnalités respectées qui ne prirent pas parti dans les combats de l'opposition. En mars 1931 cependant, ou justement parce qu'il ne faisait pas figure de stalinien et qu'on faisait alors la chasse aux «spécialistes», Riazanov fut arrêté, ses papiers confisqués et son procès organisé. Inquiet des éventuelles répercussions de cette arrestation sur son destin personnel, Radek, qui venait d'être réintégré dans le parti, se sentit obligé d'écrire à Staline afin de lui expliquer pourquoi il avait confié ses archives à cet homme désormais accusé d'avoir participé à un prétendu «complot menchevique»:

-
- 4 N. Valentinov, *Mes rencontres avec Lénine*, Paris, Gérard Lebovici, 1955, p. 79.
 - 5 Le regroupement systématique des archives du parti et du Comintern fut décidé en 1929 pour les premières et en 1930 pour les secondes. С.В. Якушев, «Центральный партийный архив в 30-е годы», *Вопросы Истории*, № 4-5, 1991, p. 26, et M. Panteleiev, «Les archives du Komintern à Moscou: possibilités et limites», in S. Wolikow (dir.), *Une histoire en révolution? Du bon usage des archives, de Moscou et d'ailleurs*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 1996, p. 79.
 - 6 Il s'agit des archives Trotsky déposées à Harvard.

La camarade A.L. Riazanov m'a annoncé que l'Oguépéou a soustrait de son appartement la malle contenant mes archives personnelles. [...] Pour éviter tout malentendu je souhaiterais vous expliquer comment ces archives sont arrivées chez D.B. Riazanov. Quand en décembre 1927 j'ai quitté le Kremlin, j'ai divisé mes archives en quatre parties. Les livres totalement secrets furent transmis à Iagoda par Belenki. Les livres sur le Comintern et le Narkomindel moins importants sont restés sous clé dans l'appartement du Kremlin alors que Peterson s'était personnellement engagé à les donner à qui de droit. Mes archives personnelles contiennent ma correspondance d'avant la guerre, les documents concernant Zimmerwald et Kienthal, les événements allemands de 1923, le matériel sur la question chinoise et dans une certaine mesure le matériel sur nos débats internes de 1926 et 1927. Les lettres de Lénine étaient séparées.

Quand j'ai emménagé dans mon nouvel appartement, je n'avais nulle part où les mettre, compte tenu du volume de documents et de l'étroitesse de cet appartement. Je craignais en outre que ma femme me rejoignant dans mon exil, ces documents historiques se trouvent sans logis ou se perdent, j'ai donc demandé à Riazanov s'il pouvait les conserver à l'Institut. Il me répondit que cela était impossible mais il me proposa de les conserver dans son appartement personnel à l'exception des lettres de Lénine qui, étant le bien du parti, furent transmises à l'Institut léniniste. [...] Après mon retour d'exil, j'ai plusieurs fois essayé de reprendre ces archives pour, comme je l'avais promis aux collaborateurs de l'Institut léniniste, qu'elles soient utilisées pour constituer des fonds Kienthal et Zimmerwald. Je n'ai pu tenir cette promesse car je n'avais pas de lieu disponible, c'est pourquoi elles sont restées chez Riazanov.⁷

Radek ne récupéra pas ses archives, elles furent confiées au CC du parti communiste soviétique (VKP(b)) – certainement dans la perspective de pouvoir les utiliser à des fins politiques contre les oppositionnels – où elles demeurèrent jusqu'en 1971, date de leur transfert dans les archives centrales du parti de l'Institut marxiste-léniniste (TsAP-IML, aujourd'hui RGASPI).⁸ Pour l'essentiel elles furent alors réparties conformément à la classification qu'il avait lui-même proposée. Sa correspondance avec Lénine, soigneusement mise à part, a été pour l'essentiel placée dans les Archives du bureau politique, désormais rebaptisées Archives présidentielles (AP); les documents relatifs au mouvement de Zimmerwald, au parti allemand et à la Chine figurent dans les fonds et collections liés à l'histoire du mouvement ouvrier et communiste international (RGASPI); le matériel relatif à ce que Radek appelle pudiquement «nos débats

7 Lettre de Radek à Staline du 19.2.1931, F.326/1/71, RGASPI.

8 С. В. Якушев, «Центральный партийный архив в 30-е годы», p. 28.

Les TsAP-IML furent rebaptisées en 1991 Centre russe de conservation et d'étude des documents d'histoire contemporaine (RTsKhIDNI), puis en mars 1999 Archives d'Etat de Russie d'histoire sociale et politique (RGASPI).

internes» est classé dans les fonds du parti russe (RGASPI); quant à ses papiers personnels ils ont été rassemblés dans un fonds nominatif (F.362/1, RGASPI) comme il en existe pour la plupart des dirigeants bolcheviques.

Tous ces documents concernent les années 1912-1929, mais qu'en est-il de la période 1930-1939? Répondant en 1988 à une requête de la commission de réhabilitation, la commission historique de l'IML auprès du CC du VKP(b) effectua une recherche dans ses archives pour constituer le dossier de Radek. Le rapport des archivistes confirme l'existence de nombreux documents relatifs à son activité jusqu'à sa première exclusion du parti lors du XV^e congrès en 1927, mais pour la période suivante, qui commence en octobre 1929, la commission historique se contente de reprendre sans autre détail les dates officielles de sa réhabilitation – le 10 janvier 1930 – de son exclusion – le 7 octobre 1936 – puis de sa condamnation – le 30 janvier 1937 – avant de conclure: «Nous ne disposons d'aucune information sur le destin ultérieur de Radek.»⁹ Le caractère très lacunaire des informations fournies par la commission sur les activités de Radek pour la séquence 1930-1939 permet de conclure que les documents de la période concernée n'avaient jamais figuré dans les fonds de l'IML.¹⁰

Des documents relatifs aux activités de Radek pendant les années trente se trouvent effectivement dans les Archives d'Etat de la Fédération de Russie (GARF, anciennement Archives d'Etat et Archives de la Révolution d'Octobre) et dans les Archives de politique étrangère de la Fédération de Russie (AVPRF), mais les «dossiers Radek» les plus importants demeurent dans les Archives présidentielles (AP) et dans celles de la Sécurité d'Etat (FSB)¹¹ qui sont toujours inaccessibles aux chercheurs «normaux» comme disent les Russes.

9 F.17/100/Radek, doc. 2-3, RGASPI.

10 Selon un collaborateur de l'IML, de nombreux documents furent immédiatement confisqués par le NKVD lors des arrestations. С. В. Якушев, «Центральный партийный архив в 30-е годы», p. 29. On retrouve la même hypothèse chez М. Пантелеiev, «Les archives du Komintern», p. 73.

11 Concernant les archives du FSB, j'ai déposé quatre demandes et n'ai reçu qu'une seule réponse m'indiquant un article de 1988 publié dans le prolongement des réhabilitations.

La réglementation relative à la consultation des archives ex-soviétiques a connu pendant la dernière décennie des mouvements erratiques. L'ouverture légalisée en 1991¹², l'année de putsch raté et de la dissolution du VKP(b), a été relativisée en 1994, lors de l'adoption par la Douma et le gouvernement de nouvelles restrictions au nom de la défense du patrimoine et des intérêts de l'Etat.¹³ De nombreux fonds qui étaient alors accessibles commencèrent à se refermer ou furent placés en attente.¹⁴ D'autres, qui avaient échappé à l'ouverture, restèrent fermés comme les fonds de la commission centrale de contrôle et de la commission internationale de contrôle déposés au RGASPI. Dans certains centres comme les AVPRF, mais aussi pour des fonds spécifiques du RGASPI¹⁵, l'inventaire n'est simplement pas, ou plus, mis à la disposition des chercheurs, ce qui rend tout à fait aléatoire l'identification des documents et une approche comparative. Mais les restrictions de l'année 1994, rapidement dénoncées par la communauté historique internationale comme une «nouvelle fermeture», furent compensées par un gigantesque et remarquable travail de publication de sources par des revues et des maisons d'édition spécialisées.¹⁶ De plus, le processus de déclassification des fonds – les archivistes russes usent du terme *расекретить* qui signifie littéralement «exclure du secteur secret» – s'est traduit par deux vagues importantes de transfert de documents des AP au RGASPI. La première concerne quelques «dossiers spéciaux» du bureau politique (*osobyje papki*) arrivés en décembre 1995 et les dossiers personnels de plusieurs personnalités arrivés au printemps 1996. Ainsi, les fonds Radek et Zinoviev déposés au RGASPI, pour ne citer que ceux qui nous intéressent directement, contiennent désormais un deuxième

12 Décret du président «Sur les archives du parti», 24.8.1991, et arrêté du conseil des ministres du 12.10.1991. РЦХИДНИ, *Краткий путеводитель*, Москва, Благовест, 1993, p. III.

13 S. Wolikow, «L'histoire du communisme à l'épreuve des archives russes», *Traverse*, Revue d'histoire, Zurich, 1995, n° 3, p. 20.

14 B. Studer, «Secrets d'organisation» et accès au savoir: ce que les archives russes nous apprennent sur les pratiques du pouvoir dans le Komintern», S. Wolikow, *Une histoire en révolution?*, p. 194.

15 Fiches biographiques des dirigeants, F.17/100, RGASPI.

16 Pour les revues citons *Источник* et *Исторический Архив*, et parmi les maisons d'édition Росспэн, АИРО-XX et Материк pour l'immense collection «Россия хх Век. Документы».

inventaire.¹⁷ Certes, nombre des «dossiers spéciaux» du bureau politique, qui constituent le plus haut degré de confidentialité dans la hiérarchie du parti, demeurent inaccessibles, mais la lecture des protocoles qui sont, eux, bien disponibles¹⁸, permet de repérer les questions ayant fait l'objet d'une résolution classée «dossier spécial».¹⁹ La deuxième vague de transfert, intervenue en 1999, a permis au RGASPI d'ajouter de nouveaux inventaires aux fonds personnels des principaux dirigeants comme Staline, Kaganovitch, Molotov, etc.²⁰ Même limité – nous savons par exemple qu'il existe d'autres fonds Staline aux AP²¹ – le processus de déclassification est donc demeuré une réalité. Mais ces nouveaux documents lèvent-ils le voile sur les activités de Radek durant les années trente? Le 11^e inventaire du fonds Staline représente à cet égard la contribution la plus importante.²² D'un point de vue quantitatif, nous disposons maintenant de près de 600 pages de documents relatifs aux activités de Radek en tant que directeur du bureau d'information pour les questions internationales auprès du CC du VKP(b) (BMI). Pour l'essentiel, il s'agit de rapports et de brouillons d'articles de Radek, annotés par Staline, sur la Pologne, l'Allemagne et le Japon. Mais le plus important est ce que ces documents nous apprennent sur la mutation opérée par le régime soviétique à cette époque et les conséquences de cette dérive de type totalitaire sur la conservation des documents. Dès le début des années trente, c'est en effet l'ensemble du processus décisionnel qui se

-
- 17 Il s'agit du 2^e inventaire de Radek F.326/2 et de celui de Zinoviev F.324/2, RGASPI. Le fonds 326/2 regroupe environ 10000 documents. Pour l'essentiel il s'agit moins de documents sur Radek (de 49 à 50) que des dossiers constitués par Radek sur les questions importantes des années vingt: luttes dans le parti (de 1 à 20), révolution en Allemagne (de 21 à 23), révolution en Chine (24 à 48).
- 18 Les protocoles du BP (F.17/3, RGASPI) ont aussi été publiés: *Политбюро ЦК РКП(б)–ВКП(б). Повестки дня заседаний. 1919-1952*, 3 Т., Москва, Росспэн, 2000-2001.
- 19 C'est le cas par exemple de la réintégration de Radek en 1930, F.17/3/871, et de sa destitution en 1936, F.17/3/981, RGASPI.
- 20 Une partie de ces nouveaux documents a été publiée: L. T. Lih, O. V. Naumov, O. V. Khlevniuk (ed.), *Stalin's Letters to Molotov*, New Haven, Yale University Press, 1995; *Сталин и Каганович переписка. 1931-1936*, Москва, Росспэн, 2001 et P. Chinsky, *Staline: archives inédites*, Paris, Berg International, 2001.
- 21 Cf. la liste fournie par D. Volkogonov, *Staline. Triomphe et tragédie*, Paris, Flammarion, 1991.
- 22 En septembre 2000, j'ai obtenu du directeur K. M. Anderson la possibilité de consulter les dossiers F.558/11/789-793, RGASPI.

modifie, le pouvoir glissant progressivement des instances officielles du parti – bureau politique, comité central et congrès – vers son secrétaire général, les commissions parallèles, les officines directement reliées à Staline et l'appareil policier. Le BMI dirigé par Radek de 1932 à 1936 représente l'une de ces officines dont l'existence nous était connue sans que nous puissions en définir le statut et identifier les fonds.²³ Grâce aux nouveaux documents, nous savons, maintenant, qu'il s'agit d'une instance qui selon les propres termes du BP russe devait «travailler de façon secrète» et «sans s'exprimer officiellement».²⁴ Une lettre circulaire figurant dans le 11^e inventaire précise d'ailleurs les règles d'utilisation des documents issus du BMI: ces documents ne doivent pas porter la marque du BMI, ils doivent être impérativement rendus dans un délai fixé à l'avance et ne peuvent en aucun cas être conservés dans les archives personnelles.²⁵ Ainsi, à défaut d'avoir accès à l'ensemble des documents, nous savons désormais pourquoi les «dossiers Radek» n'ont jamais été déposés dans les archives du parti et demeurent retenus dans les AP et dans celle du FSB. Il est d'ailleurs fort possible, «sans exclure totalement l'hypothèse selon laquelle les sténogrammes existeraient et seraient enfouis dans les archives présidentielles»²⁶, que de nombreux débats sur des questions tendancieuses n'aient pas fait l'objet d'un compte rendu sténographique ou que ces documents aient été détruits.²⁷ Les archives contiennent à cet égard des documents dans lesquels il est explicitement demandé de «discuter des questions secrètes dans des réunions strictement fermées et sans secrétaire».²⁸ On peut donc légitimement

23 Cf. N. E. Rosenfeldt, *Knowledge and Power: the Role of Stalin's Secret Chancellery in Soviet System of Government*, Copenhagen, Rosenkilde and Bagger, 1978, pp. 135-136.

24 Annexe, immédiatement classée dossier secret, du protocole de la réunion du BP du PCUS(b) du 16.5.1932, point 8. Publiée dans *Политбюро ЦК РКП(б)–ВКП(б) и Европа. Решения «особой папки» 1923-1929*, Москва, Росспэн, 2001, p. 283.

25 F.558/11/793, doc. 13, RGASPI.

26 O. Khlevniouk, *Le cercle du Kremlin. Staline et le Bureau politique dans les années 30: les jeux du pouvoir*, Paris, Seuil, 1995, p. 20.

27 La polémique qui s'est développée en 1995 sur l'éventualité de la destruction en 1953 de la correspondance de Staline avec les autres membres du bureau politique est révélatrice des incertitudes qui demeurent sur la réalité des fonds encore disponibles. Z. Medvedev, «What Happened to Stalin's Personal Archives?», *The Moscow Times*, 16.8.1995.

28 F.17/3/633, point 13, RGASPI.

penser que Staline n'a pas souhaité conserver des documents aussi «chauds» que les sténogrammes des discussions qu'il a eues avec Radek dans son bureau de 1932 à 1936 sur les contacts avec l'Allemagne nazie. Dans ces conditions, je me suis efforcé à chaque étape de mon travail de m'interroger sur le pourquoi de la disponibilité et même de la conservation de tel ou tel document; il n'existe pas d'information totalement neutre.

Cette documentation largement inédite provenant de Moscou, à laquelle il convient d'ajouter pour notre sujet les archives de l'ex-RDA²⁹ et d'autres fonds déposés en Allemagne de l'Ouest, aux Pays-Bas et en Suisse, offre sans conteste de nouvelles perspectives, mais demeure loin d'être suffisante pour lever toutes les zones d'ombres. Dans une certaine mesure il faudrait même dire que l'état actuel des sources permet davantage de poser de nouvelles questions que d'apporter des réponses définitives (N. Werth). Ainsi sur les moments les plus importants de l'itinéraire de Radek, comme la Révolution allemande d'octobre 1923, le mouvement révolutionnaire chinois des années 1925-1927 et la politique extérieure soviétique des années trente, c'est moins la ligne politique défendue par Radek que les informations et la réalité du pouvoir dont il disposait véritablement à ce moment qui doivent désormais être interrogées. La masse des documents secondaires permet à cet égard d'avancer de nouvelles problématiques en favorisant une approche plus «fonctionnaliste», par analogie avec l'historiographie du nazisme, liant la question de la ligne politique à celle du processus décisionnel et de son cadre institutionnel. En confrontant les différents documents personnels de Radek, ses calepins et les annotations qu'il porte sur des lettres, des articles et des rapports, il est possible de reconstituer le complexe et tortueux cheminement de ses prises de position et de ses hésitations, des informations à partir desquelles il travaille, des résistances auxquelles il est confronté, bref du jeu de pouvoir auquel il participe.

Mais les archives ne sont pas tout. Publiciste prolifique, peut-être même le plus prolifique de sa génération, Radek a laissé une «œuvre» propagandiste considérable, éparpillée dans plus d'une cinquantaine de journaux et de revues de plusieurs pays. Sa correspondance avec les journaux et les maisons d'édition allemandes, polonaises et russes, constitue un chapitre

29 En particulier la *Stiftung Archive der Parteien und Massenorganisationen der DDR im Bundesarchiv* (SAPMO) où sont déposées les archives du KPD.

important de l'histoire de la presse du mouvement ouvrier, de ses luttes internes et de son financement. Chaque fois que cela a été possible, je me suis donc efforcé d'utiliser ses écrits pour contextualiser son action et ses choix à partir de son vocabulaire et de ses catégories politiques. J'ai aussi accordé une grande importance aux témoignages et aux souvenirs de contemporains car les archives et les journaux n'expliquent pas tout. Ils ne disent rien par exemple de la séduction ou de la haine suscitées par Radek chez nombre de ses contemporains, de son sens de l'amitié et de son cynisme, de son penchant pour les anecdotes et les bons mots, bref de sa personnalité. Les archives ne sont pas mieux à même de reconstituer le contexte de l'époque, les espoirs et les déceptions de ces milliers de communistes, prêts à surmonter toutes les difficultés pour participer à l'édification d'un monde meilleur, qui furent les interlocuteurs et souvent les amis de Radek. Les archives permettent de quantifier la force d'attraction de la révolution, pas de l'expliquer. Partiaux sur les faits, par définition subjectifs, ces récits portent en eux les limites du genre et d'une façon générale on peut dire qu'ils nous apprennent moins sur la réalité soviétique telle qu'elle fut, que telle qu'ils avaient envie de la voir. Tous les textes ne sont pourtant pas du même type. Le journal de Pierre Pascal est une source de premier ordre pour comprendre l'évolution des mœurs politiques à l'époque de la NEP, la désaffection de l'opinion à l'égard du régime et l'indifférence des militants pour la lutte de l'opposition. Les mémoires de Victor Serge et de Curt Geyer nous entraînent dans les arcanes de l'Internationale, ceux de Gustav Hilger dans les couloirs des relations germano-soviétiques. Quels que soient leurs défauts, tous m'ont en définitive permis d'approcher Radek d'un peu plus près.

La richesse de la documentation désormais disponible m'a ainsi semblé suffisante pour entamer une nouvelle biographie de Radek, une histoire du tissu relationnel constitutif de l'objet biographique, et pour interroger le sens de cette aventure collective qualifiée par J. Berger de «nauffrage d'une génération».³⁰ Cette biographie ne prétend pas faire table rase des travaux passés et en tout cas pas de la biographie pionnière réalisée par Warren Lerner en 1969.³¹ Il fut le premier à reconstituer le fil de l'itinéraire de Radek, ce «voyage au sein du socialisme européen». Je

30 J. Berger, *Le naufrage d'une génération*, Paris, Denoël, 1971.

31 W. Lerner, *Radek, The Last Internationalist*, Stanford, Stanford University Press, 1970.

me suis efforcé de prolonger son travail, en l'enrichissant de nouveaux documents et donc de nouvelles problématiques, sans faire la liste de ses erreurs, de ses omissions et de nos divergences d'interprétation; pour la plupart elles me semblent d'ailleurs intrinsèquement liées à l'ouverture des archives dont n'a pas pu bénéficier W. Lerner. Enfin, je n'ai pas oublié que c'est lors d'une lecture, maintes fois renouvelée depuis, du tome III de la célèbre histoire de *La révolution bolchevique* d'E. H. Carr que ma curiosité fut piquée par ce personnage énigmatique, trop longtemps confiné dans les notes de bas de page. Durant toutes ces années de recherche, cette curiosité ne fut jamais déçue.

Chapitre 1

Les origines culturelles, sociales et politiques de Radek

Je pense qu'avec Radek il importe de ne pas s'en tenir aux apparences. Au fond, il est au bolchevisme ce que Chaplin est au cinéma [...]. Sa vie est une grimace amère. Il cherche une revanche contre son enfance misérable partagée entre la crasse et le ronron du Talmud. Une revanche contre le monde bourgeois qui a fait de lui un paria. Une revanche contre ses amis révolutionnaires qui n'ont pas tout de suite admis à leur table ce bohémien encore mal dégrossi. [...] La satire de Radek est la réaction instinctive d'un révolutionnaire terrorisé à l'idée que sa course vagabonde puisse être interrompue dans un monde en repos, à l'idée que la révolution elle-même cesse d'être en mouvement et devienne une norme et un principe comme les autres valeurs.¹

1. Un «Maskil» de Galicie

Plus le lieu d'origine du juif est occidental, plus il y a de juifs qu'il regarde de haut. Le juif de Francfort méprise le juif de Berlin, le juif de Berlin méprise le juif de Vienne; le juif de Vienne méprise le juif de Varsovie. Puis, bien au-delà, viennent encore les juifs de Galicie que tous les autres regardent de haut, et c'est de là que je viens, moi le dernier des derniers des juifs.²

Saladin à Nathan:

Un homme comme toi ne reste pas fixé là où le hasard de la naissance l'a jeté.³

1 Ypsilon, *Stalintern*, Paris, La Table Ronde, 1948, p. 62.

2 Déclaration de Joseph Roth, citée par D. Bronsen, *Joseph Roth*, Paris, Seuil, 1994, p. 27.

3 G.E. Lessing, *Nathan le Sage*, Paris, José Corti, 1991, p. 124.

*La mosaïque galicienne*⁴

Créée en 1773 afin d'accommoder les territoires cédés à l'Autriche lors du premier partage de la Pologne, la Galicie a connu plusieurs réorganisations territoriales – 1795, 1809 et 1815 – avant d'être consolidée, par l'incorporation de Cracovie en 1846, dans une forme qui ne sera plus altérée jusqu'en 1918. Cette nouvelle entité, qui selon les discours officiels était la restauration d'un vieux domaine médiéval ayant appartenu à la couronne hongroise, possédait peu de cohérence naturelle. Située sur le versant septentrional des Carpates qui formait sa frontière au sud avec la Hongrie, la Galicie s'étendait de l'Oder, à l'ouest, au Zbroutch, à l'est, avec une limite au nord sur la jonction de la Vistule et de la rivière San. Un ensemble de territoires d'une superficie de 78,474 km² qui faisait de la Galicie la plus grande province des Habsbourg.

Mais le peu de cohérence de ses frontières naturelles n'était pas le seul problème de la Galicie. A l'écart de Vienne, l'autorité des Habsbourg s'exerçait en Galicie par les gouverneurs et les vice-rois qui, du comte Johann Pergen, nommé en 1773, au comte Karl Huyn, nommé en 1917, furent tous des serviteurs très loyaux de la couronne autrichienne. Une nouvelle période devait s'ouvrir avec la réforme constitutionnelle de 1867, mais le gouvernement autonome gagna vite une réputation de corruption que les réformes électorales successives ne parvinrent jamais à modifier vraiment. Économiquement, elle formait l'une des provinces les plus arriérées de l'Empire. Ses faibles ressources naturelles – les mines de sel de Wieliczka et le gisement pétrolifère de Boryslaw – l'absence de véritables transformations dans le domaine agricole et la surpopulation rurale contribuèrent à maintenir la plus grande partie de la population (6 millions de personnes en 1880) dans une pauvreté extrême. Surtout la société galicienne de l'époque offrait le visage d'un déséquilibre extrême entre une poignée de puissantes familles aristocratiques et l'immense majorité de la population paysanne (81% de la population globale en 1887) qui vivait dans l'indigence en dépit de la parcellisation des terres qui avait suivi l'abolition du servage en 1848. Malgré un certain nombre d'initiatives en faveur de l'industrialisation, l'utilisation par l'Autriche de la Galicie

4 Cf. N. Davis, *God's Playground*, Oxford, Clarendon Press, 1981, P. Wandycz, *The Lands of Partitioned Poland*, Seattle, University of Washington Press, 1974, et A. Wandruszka, *Die Habsburgermonarchie: 1848-1918*, Vienne, Verlag der österreichischen Akademie der Wissenschaften, 1980.

comme débouché pour ses produits finis, empêcha toujours la mise en place d'un véritable tissu industriel local.

Ces multiples problèmes étaient encore amplifiés par l'enchevêtrement des nationalités. En 1880 la population se composait de 3 % d'Allemands, de 45 % de Polonais, très largement implantés à l'ouest où ils constituent 88,7 % de la population contre 23 % à l'est, de 41 % d'Ukrainiens, aussi appelés Ruthènes, presque exclusivement installés à l'est, et de 11 % de Juifs. L'impression qu'avait chaque groupe d'être opprimé par les autres affaiblissait encore la cohésion de cet ensemble instable. Car le seul domaine dans lequel la Galicie disposait d'une situation relativement privilégiée par rapport aux autres territoires polonais et aux autres provinces de l'Empire était celui de l'autonomie politique et culturelle. Or en permettant l'épanouissement de la vie culturelle polonaise, l'autonomie attisa encore les rivalités entre les différents groupes nationaux. Ainsi, lorsqu'en 1869 la langue polonaise obtint un statut égal à celui de l'allemand, les Ruthènes se mirent logiquement à revendiquer les mêmes droits pour leur langue.

La situation des Juifs était plus difficile encore du fait de la commune hostilité qu'ils suscitaient dans toutes les autres communautés. Tout au long du XIX^e siècle, la Galicie regroupait la plus grande communauté juive de l'Empire des Habsbourg.⁵ Cette population s'était multipliée par deux de 1857 à 1890 pour atteindre 11,5 % de la population totale, et dans huit villes les Juifs représentaient 75 % des habitants. Les Juifs de Galicie avaient un caractère très citadin qui ne cessa de se renforcer jusqu'à la fin du siècle, créant ainsi un facteur de tension supplémentaire avec le reste de la population plus majoritairement rurale. L'autre cause des relations tendues entre les Juifs et les autres groupes nationaux résidait dans leur répartition socioprofessionnelle. En 1881, les Juifs détenaient environ 75 % du commerce local, 24 % de l'industrie et de l'artisanat et 16,2 % des domaines agricoles. Mais la communauté juive était marquée par les mêmes déséquilibres que le reste de la population galicienne et la grande masse des Juifs vivait dans des conditions de grande misère, typique des couches sociales inférieures de Galicie.

5 R.S. Wistrich, *Socialism and the Jews. The Dilemmas of Assimilation in Germany and Austria-Hungary*, London, Harrap, 1982, et D. Tolle, *Histoire des Juifs en Pologne*, Paris, PUF, 1992.

L'égalité des droits obtenue en 1867 par les Juifs autrichiens et massivement approuvée par le *Sejm*, la Diète de Galicie, leur ouvrit de nouvelles perspectives professionnelles et sociales. Dès les années 1870, la participation des Juifs à la vie politique et administrative se révéla proportionnellement plus importante que celle des Ukrainiens puisqu'ils comptaient cinq députés au *Sejm*, plusieurs conseillers municipaux, des représentants à la Chambre du commerce et quelques maires. Une plus grande participation des Juifs était cependant freinée par la persistance, dans les ghettos, d'une population très peu assimilée, la multiplication des mesures discriminatoires détournées et la méfiance des paysans polonais et ukrainiens à l'égard des intermédiaires juifs. Néanmoins le mouvement d'émancipation, bien qu'hésitant dans un premier temps, allait devenir un fait irréversible et une intelligentsia restreinte, surtout concentrée dans les villes, entendait réussir l'assimilation.

Une famille de Juifs «modernistes»

Bien que toujours marquée par une réputation de capitale provinciale, Lwow (Lemberg en allemand) commençait à bénéficier des nouvelles prérogatives accordées par la Constitution de 1867. Karl Baedeker, auteur d'encyclopédies de voyages, décrit la ville, alors qualifiée de «Vienne de l'Est»⁶, comme un subtil mélange d'influences slaves et impériales où les références au passé polonais cohabitent avec les représentations de l'autorité autrichienne.⁷ Pour une famille juive, Lemberg constituait surtout le dernier bastion occidental avant l'Empire des tsars, une terre qu'ils préféreraient ignorer. En fait, dans un premier temps, le processus d'assimilation des Juifs à la société russe avait été largement soutenu par les autorités tsaristes.⁸ Celles-ci espéraient en effet s'en servir comme d'un instrument

6 P. Fässler (Hrsg.), *Lemberg, Lwów, Lviv, Eine Stadt im Schnittpunkt europäischer Kulturen*, Köln, Böhlau Verlag, 1993, p. 11.

7 K. Baedeker, *Autriche-Hongrie, Manuel du voyageur*, Paris, Paul Ollendorff, 1911, 13^e édition, et J. Rudnicki, *A Page of Polish History. Lwow*, Londres, Polish Research Center, 1944.

8 Partout le modèle de l'émancipation fut celui inauguré par la Révolution française, en 1791, et malgré des retards l'Autriche-Hongrie octroya l'émancipation en 1867, l'Allemagne entre 1869 et 1871 puis la Russie en 1917 (par le gouvernement provisoire). Mais la réalité de l'assimilation fut très différente selon les pays: en France

pour désagréger les liens de solidarité de la communauté juive, puis la mettre sur la voie de la soumission politique. Mais la participation des Juifs aux activités économiques du pays favorisa l'émergence d'un mouvement antisémite qui prit une ampleur sans précédent au début des années 1880. Aussi, la nouvelle de l'assassinat d'Alexandre II, en 1881, fut-elle suivie de pogroms et d'une nouvelle législation très répressive qui marquaient la fin de toute tentative d'assimilation aux populations locales. Le traumatisme psychologique qui s'ensuivit eut des répercussions sur l'ensemble des populations juives d'Europe centrale qui désormais préféreront se tenir à l'écart de l'Empire des tsars. A l'inverse Lemberg semblait offrir aux Juifs, qui représentaient 27% de la population en 1880, des possibilités de vie hors du ghetto. Certes, les Juifs «modernistes» ne représentaient qu'une minorité, mais l'ouverture de la fonction publique autrichienne à toutes les nationalités et la participation croissante de Juifs aux activités administratives et politiques de la ville modifièrent favorablement leur situation. La ville de Lemberg fut la première, et longtemps la seule ville de Galicie, à posséder un lycée allemand ouvert aux Juifs, fils d'officiers et de fonctionnaires autrichiens. C'est pour cette raison que la famille Sobelsohn vint s'y établir au début des années 1880.⁹

Le père de Radek, Berysz (Bernhard) Sobelsohn¹⁰, occupait une place dans l'administration des postes de Lemberg. Après un premier mariage dont il eut une fille, il se maria une seconde fois avec Zosia (Sophie) Lobert en 1883. Ensemble ils eurent deux filles, Adele et Ida, nées respectivement en 1884 et en 1890, et un garçon né le 31 octobre 1885¹¹,

l'émancipation individuelle eut progressivement pour conséquence l'intégration des Juifs à la nation, en Europe centrale la reconnaissance de l'égalité des droits fut séparée de la question de leur appartenance à la nation, enfin en Europe orientale, Russie et Pologne russe, l'assimilation ne toucha qu'une infime minorité à côté de l'immense majorité continuant à vivre dans les ghettos.

- 9 W. Lerner, *Karl Radek*, p. 2.
- 10 A l'exception de cette indication tirée de l'autobiographie de Radek, nous ne disposons d'aucune source sur Bernhard Sobelsohn. Néanmoins un ouvrage formé de mémoires de fonctionnaires galiciens de la fin du XIX^e à Lemberg permet de se faire une idée générale de leur mode de vie, de leurs plans de carrière et de leurs opinions politiques, *Pamiętniki urzędników galicyjskich*, Krakow, Wydawnictwo, 1978.
- 11 Plusieurs auteurs contestaient que 1885 fut la véritable année de naissance de Radek. En Pologne, M. Koszutska, *Pisma i Przemowienia*, Vol. I, Warsaw, Ksiazka i Wiedza, 1961, p. 312 donne 1883. On retrouve souvent la même date dans l'historio-

Karl Bernhardovitch, le futur Radek. La famille offrait l'exemple d'une assimilation récente mais réussie; le poste de fonctionnaire du père et l'utilisation systématique de l'allemand en famille alors que le yiddish constituait encore la langue maternelle de 90% des Juifs de Galicie¹², tout concourait à leur assurer une place parmi les Juifs «modernistes» de la ville. Mais l'existence confortable et rassurante de ces premières années allait être remise en question par la mort précoce du père en 1889, trois mois avant la naissance de la petite dernière.¹³

Se retrouvant seule avec trois enfants, Pani Zosia prit la décision de déménager à Tarnow où résidaient ses deux frères. «Le plus vieux des oncles était brasseur, l'autre officier dans l'armée.»¹⁴ Mais la présence de ses deux frères à Tarnow n'était pas la seule raison qui avait poussé la famille à quitter Lemberg. Depuis quelques années l'aggravation des conditions faites aux Juifs en Russie avait eu pour conséquence l'émigration massive des Juifs de Lituanie, *Litwaks*, en Galicie orientale. L'arrivée à Lemberg de ces *Litwaks*, plus engagés politiquement et dont les élites parlaient presque exclusivement le russe, semblait devoir remettre en question la récente et relative harmonie qui s'était installée dans les relations de la communauté juive avec les autres populations. La ville de Tarnow, moins importante que Lemberg, mais bénéficiant d'une influence allemande plus marquée, apparut dès lors comme un cadre plus favorable pour l'épanouissement de la famille. La majorité de la communauté juive de la ville – 42,4% de la population en 1890 – était composée de *Hassidim*¹⁵, mais grâce à l'écrivain Mordecar David Brandstaedter, les Juifs favorables à l'*Haskala* commençaient à jouir d'une influence considé-

graphie est-allemande, L. Stern (Hrsg.), *Die Auswirkung der grossen sozialistischen Oktoberrevolution auf Deutschland*, Bd. IV, Berlin, Rütten and Loening, 1959, p. 200. Mais l'acte de naissance de Radek retrouvé à Moscou porte la date du 31.10.1885. Livret de famille de K. Sobelsohn, 1906, F.326/1/1, doc. 1, RGASPI.

12 N. Davis, *God's Playground*, p. 250.

13 Livret de famille de K. Sobelsohn, 1906, F.326/1/1, doc. 1, RGASPI.

14 Радек, «Автобиография», *Энциклопедический словарь Гранат*, Москва, Гиз, 1927. 7 издание, т. 41, часть 2, p. 138. Il existe une traduction française légèrement abrégée, G. Haupt et J. J. Marie, *Les bolcheviks par eux-mêmes*, Paris, Maspero, 1969. Je me suis servi de la version originale uniquement pour les parties manquantes.

15 *Hassidisme*: courant mystique et populaire d'abord hostile aux institutions juives orthodoxes puis proche de celles-ci pour lutter contre l'influence croissante de l'*Haskala*. D. Tollet, *Histoire des Juifs*, pp. 200 et 316.

nable.¹⁶ Dans ce contexte favorable et du fait de la germanophilie de ses deux frères, Zosia Sobelsohn espérait bien faire de Karl un jeune *maskil*, un partisan de l'*Haskala*.

Les Lumières juives

L'*Haskala*, terme hébreu, qui désigne le mouvement des Lumières, avait commencé à toucher la société juive dans les années 1770.¹⁷ Dans un premier temps, les *maskilim* s'étaient surtout efforcés de faire reconnaître la légitimité des sujets séculiers dans l'éducation des Juifs, puis progressivement ils avaient cherché à étendre leurs idées aux sphères politiques et sociales. L'*Haskala* encouragea ainsi les Juifs à renoncer à leur spécificité – langue, habillement, mœurs – en participant pleinement à tous les domaines de la vie publique. D'abord limitée à Berlin autour du cercle de Moses Mendelssohn, l'*Haskala* se répandit en une génération au sein de la communauté juive d'Allemagne, avant de propager ses idées en Galicie, puis en Lituanie et enfin dans les autres provinces de l'Empire russe.

La singularité de l'*Haskala* réside dans sa volonté de placer la culture générale et la philosophie au centre de toutes les valeurs. Les *maskilim* considèrent qu'une telle formation est seule à même d'élever la stature tant spirituelle que sociale de l'homme juif. Comme les Lumières européennes, l'*Haskala* est profondément rationaliste, n'acceptant qu'une seule vérité, celle de la raison comme mesure de toutes choses. L'objectif de l'*Haskala* est donc de donner une éducation moderne aux Juifs afin de restaurer leur dignité et surtout de permettre l'amélioration de leur statut social; un idéal qui correspond parfaitement aux aspirations de l'entourage familial du jeune Karl. Toute son éducation familiale est ainsi subordonnée – pour des raisons d'ambitions sociales mais aussi par amour de la culture allemande – aux principes de l'*Haskala*, à la vénération de ses idoles et au culte de la langue allemande.¹⁸

16 *Encyclopedia Judaica, Jewish Encyclopedia*, T. 15, p. 819.

17 Sur l'*Haskala*, cf. S. J. Zipperstein, «Haskalah, Cultural Change and Nineteenth Century Jewry: A Reassessment», *Journal of Jewish Studies*, n° 35, 1983, p. 193 et surtout les nombreux textes de J. Katz dont *Zur Assimilation und Emanzipation der Juden*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1982 et *Out of the Ghetto*, Harvard, Harvard University Press, 1973, qui font le lien entre *Haskala* et assimilation.

18 Радек, «Автобиография», p. 138.

Moses Mendelssohn tout d'abord, qui est la figure emblématique de l'*Haskala*. Son extraordinaire succès en tant que philosophe allemand et homme de lettres a révélé les multiples opportunités qui s'ouvraient aux Juifs cultivés pour autant qu'ils se donnent les moyens linguistiques de l'assimilation. Par sa traduction allemande du *Pentateuque*, texte qui pendant plusieurs siècles a servi de manuel scolaire aux enfants juifs, il mit à la disposition de ses coreligionnaires un pont entre les deux cultures. Pour les Juifs de Galicie, l'allemand apparut dès lors comme la langue universelle par excellence, parlée à Vienne comme à Berlin.¹⁹ Et tout au long du siècle, la tendance à la germanisation fut l'un des traits caractéristiques des Juifs de Galicie²⁰, au point que de nombreux *maskilim* se considéraient à l'instar de Moses Mendelssohn comme culturellement allemands.

Mais la véritable idole de la famille est G.E. Lessing et son *Nathan le Sage*, œuvre inspirée par la figure de Moses Mendelssohn, que le jeune Karl Sobelsohn est encouragé à lire et relire. Cette pièce philosophique, consacrée à la glorification de la tolérance, évoque le conflit des trois grandes religions – chrétienne, juive et musulmane – incarnées par les trois héros. La «parabole des trois anneaux», empruntée au *Décameron* de Boccace, illustre la vanité des querelles idéologiques. La sagesse de Nathan le juif a finalement raison de l'orgueil de Saladin le musulman, du sectarisme du templier chrétien, et une commune tolérance les fait adhérer à une foi nouvelle fondée sur la raison, la croyance au progrès et à l'universalité de l'homme.²¹

Limites et ambiguïtés de l'assimilation

Cette culture familiale, exclusivement basée sur les écrits judéo-allemands, n'est cependant pas aussi ouverte et tolérante qu'elle prétend l'être. L'assimilation linguistique et culturelle s'accompagne en effet d'une attitude

19 «L'Allemand est la langue universelle. Pourquoi irais-tu enterrer ton talent en utilisant une langue provinciale?», I. Deutscher, «L'éducation d'un enfant juif», *Essais sur le problème juif*, Paris, Payot, 1969, p. 30.

20 Dès le début du XIX^e siècle, les *maskilim* avaient obtenu sous l'impulsion de J. Perl, directeur de l'école juive de Tarnopol, l'ouverture d'écoles juives privilégiant la langue allemande et la culture générale. D. Tollet, *Histoire des Juifs*, p. 193.

21 H.E. Allison, *Lessing and the Enlightenment*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 1966, pp. 139-146.

très hostile à l'égard du yiddish, que Mendelssohn considérait comme ridicule, agrammatical et cause de corruption morale²². Pour les Sobelsohn, qui fuient tout ce qui touche de près ou de loin à la vie du ghetto, l'abandon du yiddish est une marque distinctive, indissociable de leur appartenance à la société des Juifs éduqués, et jamais Karl n'aura la possibilité de l'apprendre. Il racontera d'ailleurs ultérieurement, non sans malice, que parmi le cercle dirigeant de la SDKPiL auquel appartenait de nombreux Juifs, seul Dzierjinski, gentilhomme catholique polonais, pouvait lire le yiddish.²³ Ce sectarisme s'applique de la même manière à la culture polonaise considérée comme catholique et chauvine. Et même si depuis 1869 la langue polonaise disposait en Galicie du même statut que la langue allemande, pour de nombreux Juifs «modernistes» de la génération des parents de Radek, elle demeurerait une langue provinciale peu susceptible de répondre à leurs aspirations culturelles et sociales. Bien que résidant en terre polonaise la mère et les deux oncles de Radek demeurèrent toujours très exclusivement attachés à la culture allemande.

L'éducation familiale constitue ainsi un ensemble de valeurs assez manichéen, opposant la culture allemande à la culture polonaise, les Juifs assimilés au reste de la communauté, le «moderne» à l'«archaïque». Les Juifs de langue allemande partageaient d'ailleurs bon nombre des stéréotypes qui circulaient sur les Ruthènes bien sûr, mais aussi sur les «Ostjuden». Un ouvrage publié en 1876 par Karl Emil Franzos, romancier de langue allemande, presque oublié de nos jours mais influent à l'époque, donne une idée des relations qui existaient au sein même de la communauté juive. Sous le titre d'*Aus Halbasien*, qui désigne en fait les Juifs originaires d'Europe centrale, considérés comme déjà à moitié asiatiques, l'auteur brosse un tableau très sombre de l'existence misérable que menait cette population juive avant son arrivée en Galicie. Au nom des normes occidentales de nombreux Juifs assimilés adoptaient ainsi une posture de condescendance supérieure à l'égard de la culture et des valeurs juives traditionnelles; mais leur condescendance était fondée sur l'ignorance et le rejet de leur propre identité. Peu marquée par l'idéal

22 *Encyclopedia Judaica*, T. 4, p. 1437.

23 Radek, «Felix Dzerzhinski», *Portraits and pamphlets*, New York, Robert McBride & Company, 1935, p. 100 et M. Pearson, *Le wagon plombé*, Paris, Belfond, 1987, pp. 301-302, dans lequel l'auteur raconte que Radek prétendait avoir reconnu parler ukrainien alors qu'il s'agissait du yiddish.

démocratique, cette culture élitiste cherchait avant tout à favoriser l'obtention d'un statut social pour les Juifs modernistes à l'exemple du père, fonctionnaire des postes, et de l'oncle, cadre dans l'armée autrichienne.

Mais les limites de cette éducation ne sont pas seulement philosophiques. Derrière la façade légale, la réalité de l'assimilation doit être nuancée. Si la lettre de la Constitution de 1867 est bien appliquée, les lois locales sont souvent interprétées de façon à maintenir bon nombre des restrictions s'appliquant aux Juifs. Les désillusions de l'assimilation seront vécues de manière inégale par les Juifs qui se sont engagés dans cette voie: alors que les «parvenus» s'accrocheront désespérément à leur nouvelle identité²⁴, de nombreux intellectuels, enfants de l'*Haskala*, s'efforceront d'assumer leur condition de «paria» pour incarner «la tradition cachée du judaïsme».²⁵ S'étant affranchis de leur milieu originel, mais encore marginalisés dans les classes sociales correspondantes, ils se radicaliseront par le rejet de la société environnante et l'impossibilité d'accéder à des fonctions correspondant à leurs compétences et à leurs ambitions.

Le mouvement de radicalisation, qui va mener un grand nombre d'entre eux dans les rangs des partis révolutionnaires²⁶, renouait avec les événements de 1848, lorsque dans la ferveur messianique, alors que perçait l'espoir que l'Ancien Régime allait être balayé, des Juifs épousèrent la cause de la révolution. Après l'échec des Révolutions de 1848 et la désillusion croissante suscitée par les mouvements libéraux, ceux qui aspirent à s'assimiler à une société plus ouverte s'orienteront vers le mouvement socialiste. Dans l'Europe centrale germanophone comme en Russie et dans les territoires de l'ancienne Pologne, nombreux seront les intellectuels juifs qui comme Radek trouveront dans le mouvement socialiste un nouveau mode d'affirmation et d'assimilation répondant à leurs aspirations d'émancipation universelle. Le socialisme et le marxisme les placeront

24 E. Traverso, *Les Juifs et l'Allemagne*, Paris, Ed. de la Découverte, 1992, pp. 110-132.

25 *Ibid.*

26 De nombreux ouvrages traitent de cette question. Cf. R.S. Wistrich, *Revolutionary Jews from Marx to Trotsky*, London, Harrap, 1976, *Socialism and the Jews*, M. Löwy, R.S. Wistrich, *Rédemption et Utopie. Le judaïsme libertaire en Europe centrale. Une étude d'affinité élective*, Paris, PUF, 1989; J. Frankel, *Prophecy and Politics. Socialism, Nationalism, and the Russian Jews, 1862-1917*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981; E. Traverso, *Les Marxistes et la Question juive*, Paris, La Brèche-PEC, 1990.

au centre des grands mouvements politiques, sociaux et culturels. De fait, non seulement ils échappent à la marginalisation que leur impose la société et aux restrictions qui résultent de leur milieu d'origine, mais encore la vision globale d'une société sans classes, sans clans et sans nations, basée sur la fraternité humaine et l'égalité correspond bien à l'idée qu'ils se font d'une société ouverte. Cette solution universelle à laquelle aspirent les Juifs radicaux ne touchera pas, loin s'en faut, la majorité de la communauté. L'adhésion au socialisme – toutes tendances confondues – demeurera toujours limitée à une portion très infime de la classe moyenne éduquée et déjà largement émancipée de son milieu originel. Mais ceux qui prendront cette voie joueront souvent comme Radek un rôle de tout premier plan dans les différents mouvements et événements révolutionnaires.²⁷ Cette forte implication des «Juifs non-croyants» dans les différents mouvements révolutionnaires d'Europe centrale et orientale a même favorisé l'idée d'une filiation spirituelle entre le messianisme juif et le socialisme utopique, puis le marxisme lui-même. Dans ce dernier cas, l'hypothèse développée par Karl Lowith dans *Meaning in History* (1949) d'une religion sécularisée – le marxisme – reprenant les traits fondamentaux de la foi messianique juive se heurte pourtant à l'attitude générale du marxisme à l'égard des religions, à la nature réelle du messianisme juif et surtout à «l'impossibilité de lui trouver un fondement dans la formation culturelle de Karl Marx».²⁸ L'intensité de la relation entre les «Juifs non-croyants»²⁹ et le mouvement révolutionnaire relève donc moins d'une tradition spirituelle, largement reniée, que des aspects sociologiques, historiques et culturels de la condition juive moderne. Là encore pourtant la relation doit être nuancée: «Une chose est de constater qu'une minorité persécutée, placée par des conditions historiques particulières en porte-à-faux avec les sociétés où elle vit, fournit des penseurs et des idéologues

27 On peut citer à titre d'exemples en Allemagne, Moses Hess, Karl Marx, Ferdinand Lassalle, Paul Singer, Eduard Bernstein, Hugo Haase, Otto Landsberg, Kurt Eisner, Gustav Landauer, Ernst Toller, Eugen Leviné; en Autriche, Victor et Friedrich Adler, Otto Bauer; en Hongrie, Bela Kun, Jenö Landler, Györky Lukacs; en Pologne, Rosa Luxemburg, Leo Joguiches, Karl Radek; en Russie, Léon Trotsky, Lev Kamenev, Grigori Zinoviev, Maxime Litvinov, Paul Axelrod, Lev Deutsch, Fedor Dan, etc.

28 M. Löwy, «Le messianisme juif et les idéologies politiques modernes», in *La société juive à travers l'histoire*, Paris, Fayard, 1993, T. III, p. 142.

29 I. Deutscher, «Les Juifs non-croyants», dans *Essais sur le problème juif*, p. 36.

qui identifient émancipation et bouleversement social; une autre est d'affirmer que de tout temps cette même minorité fut porteuse d'espérance révolutionnaire»³⁰. La condition de paria de l'intelligentsia juive assimilée – ou semi-assimilée – d'Europe centrale et orientale demeure néanmoins un facteur essentiel de sa radicalisation politique, sa vulnérabilité liée à la précarité de son statut offre un motif de révolte contre l'ordre social établi et le déracinement une base réelle pour un internationalisme militant.

L'itinéraire de Radek semble s'inscrire parfaitement dans ce schéma et nombre de ses contemporains l'interpréteront comme «une revanche contre le monde bourgeois qui a fait de lui un paria».³¹ Son autobiographie escamote pourtant totalement cette question de l'assimilation et de la singularité de sa culture familiale. Certes, Radek cite M. Mendelssohn et G.E. Lessing, mais au lieu de les présenter comme les figures emblématiques de l'*Haskala* et de montrer ce que la lecture de ces auteurs représente dans l'éducation d'un enfant juif de l'époque³², il les qualifie de «classiques de la littérature allemande humaniste» et nie de ce fait toute la spécificité de cette éducation. Dans la même perspective, la situation de la famille, pourtant privilégiée du fait de son enracinement au sein de la communauté des Juifs modernistes alors que la plupart des Juifs vivaient encore dans le ghetto, est envisagée sous un angle purement socio-économique – «gêne de ma mère, maigre salaire, misère des artisans formant notre entourage» – pour éviter d'aborder la question pourtant primordiale dans son entourage de la situation de la communauté juive dans le pays. Les raisons de ce silence sont multiples. La première me semble paradoxalement découler en partie des principes même de son éducation. Enfant de l'*Haskala*, nourri de culture assimilationniste, Radek demeura tout au long de sa vie favorable à une assimilation complète, allant jusqu'à la négation d'une quelconque conscience juive et le refoulement de tout problème juif. Une autre raison tient à la philosophie marxiste elle-même. Imprégnés de positivisme et de déterminisme évolutionniste, les marxistes considéraient l'assimilation comme la conséquence logique du déve-

30 P. Vidal-Naquet, préface à l'ouvrage d'E. Traverso, *Les Marxistes et la question juive*, p. 14.

31 Ypsilon, *Stalintern*, p. 62.

32 Cf. E. Mendelssohn, «Jewish Assimilation in Lvov», in *Slavic Review*, 1969, pp. 577-590.

loppement historique de la société juive et l'émancipation des Juifs était exclusivement liée à l'émancipation de toute la société à l'égard du capitalisme. La troisième et dernière raison me semble être liée au fait que les héros de l'*Haskala*, personnages de paix incarnés par des savants, des administrateurs et des financiers, étaient peu à même d'enthousiasmer un adolescent.

Au contact de l'école, instrument privilégié du renouveau polonais, Radek va alors tomber «sous l'influence de la littérature et de l'histoire polonaises».³³ Ainsi commence une nouvelle phase dans la vie de Karl qui, dès lors, se considérera comme un enfant polonais, élevé dans une école polonaise pour qui les Autrichiens, les Allemands et les Russes sont des oppresseurs ayant privé la Pologne de son indépendance. Pour lui l'empreinte sera profonde, la littérature patriotique polonaise constituera l'univers de sa jeunesse, il va y trouver un modèle auquel s'identifier, un nom qu'il portera jusqu'à la fin de sa vie et surtout un style: il sera un *zeromsczyk*. C'est donc à ces sources qu'il faut chercher sa représentation du monde et le rôle qu'il entend y jouer.

2. La Naissance d'un «Zeromsczyzna»

Quand des images reviennent à ma mémoire, ce ne sont pas des images de Pouchkine, mais des images de Mickiewicz.³⁴

Le culte de la génération de 1831

L'introduction en 1873³⁵ d'un nouveau système d'éducation primaire dont l'enseignement devait être entièrement assuré en langue polonaise va avoir sur l'évolution des relations entre les diverses communautés de Galicie une influence considérable. Pour les Juifs, la légitimité de l'assimilation linguistique prit une forme nouvelle: au modèle idéal de la culture allemande, dont la valeur repose sur l'universalité, succède une éducation

33 Radek, «Автобиография», p. 138.

34 Radek, «My Country», cité par A.J. Cummings dans son introduction à Radek, *Portraits and Pamphlets*, p. XI.

35 N. Davis, *God's Playground*, p. 150.

largement consacrée à la revitalisation de la conscience polonaise et dépendant, au moins au niveau des petites classes, de l'Église catholique romaine.³⁶ Ainsi dans la plupart des familles juives l'assimilation va se traduire par un enracinement culturel totalement différent selon les générations; à celle des années 1860-1870, majoritairement germanophile, succède dans les années 1880-1890 une génération de Juifs formée à l'école polonaise. La question de la conformité d'un tel enseignement aux aspirations sociales et culturelles de l'*Haskala* oblige les Juifs «modernistes» à renouveler leur approche de l'assimilation; car derrière l'opposition entre culture polonaise et culture allemande c'est tout l'édifice des valeurs qui va être bouleversé. Cette rupture constitue d'ailleurs l'un des objectifs avoués de la polonisation mise en place par le *Sejm* de Galicie. Dans la perspective d'une éventuelle émancipation politique, les autorités galiciennes espèrent bien, par l'intermédiaire de l'école, cimenter les différentes communautés autour d'une culture, celle de la tradition historique et littéraire polonaise.

Le noyau de cette tradition historico-littéraire est bien sûr la génération de 1831, génération marquée par l'influence des désastres nationaux et enrichie des expériences acquises parmi les émigrés pendant les années d'exil.³⁷ De fait, la période douloureuse qui a suivi l'insurrection manquée de 1830 fut aussi une époque où la culture polonaise connut un essor magnifique. «Alors que les hommes politiques perdaient le contact avec le pays, ou vivaient dans la clandestinité, la poésie patriotique gagnait un auditoire de plus en plus large, en se consacrant presque uniquement à l'histoire du peuple polonais. Le poète devint l'éducateur de la nation, le chantre de la cause polonaise»³⁸ et plusieurs générations de Polonais allaient être nourries de leurs œuvres. Le barde le plus célèbre est Adam Mickiewicz³⁹: dans la troisième partie des *Dziady* (Les Aïeux),

36 W. L. Harwood, *Ignacy Daszynski. The Making of An Austro-Polish Statesman, 1866-1918*, Ann Arbor, Michigan Microfilm, 1977, p. 26.

37 Sur la génération de 1831: C. Milosz, *Histoire de la littérature polonaise*, Paris, Fayard, 1986; M. Hermann, *Histoire de la littérature polonaise*, Paris, A. G. Nizet, 1963.

38 *Histoire de la Pologne*, sous la direction de S. Kieniewicz, PWN, Varsovie, Editions scientifiques de Pologne, 1971, p. 539.

39 Ouvrages utilisés: L. Kolodziej, *Adam Mickiewicz au carrefour des romantismes européens*, Gap, Editions Ophrys, 1966; C. Milosz, «Mickiewicz», *Histoire de la littérature polonaise*, pp. 287-320.

il prend à partie Dieu lui-même en lui reprochant le martyre de la Pologne; dans le *Livre des Pèlerins Polonais* il guide le pas des émigrés, ces chevaliers de la liberté; dans *Pan Tadeusz* (Monsieur Thadée) il chante la patrie immortelle pour ce peuple d'exilés et de prisonniers. Juliusz Slowacki insiste sur l'ambiguïté des relations de la classe nobiliaire polonaise avec la révolution, dans *Kordian* il dépeint le drame d'un révolutionnaire noble puis s'en prend directement à la *szlachta* – la noblesse polonaise – dans *La Tombe d'Agamemnon*. Zygmunt Krasinski, le dernier des trois grands poètes du romantisme polonais, reprend dans sa *Non-Divine Comédie*, mais de manière conservatrice, le thème de la future révolution sociale qui allait agiter les esprits européens.

Pour Radek, ces écrits des poètes polonais contiennent des souffles d'épopées qui manquent tant à Mendelssohn et à Lessing. Mickiewicz restera toujours la référence non pas seulement de son enfance mais de son enracinement culturel et passionnel. Radek racontera en 1930 dans un article intitulé «Mon pays»⁴⁰ que «lorsque apparaissent des images à sa mémoire, ce ne sont pas des images de Pouchkine mais de Mickiewicz et lorsqu'il parle d'amour ce sont des mots polonais qui viennent à ses lèvres». Mais cette littérature est aussi porteuse de toute une mythologie historique et d'une approche singulière de l'activité politique qui constitueront autant de traits caractéristiques de sa personnalité. Le premier de ces traits est une conception messianique de l'Histoire et de la politique. Marquée par l'influence d'Andrzej Towianski, «prophète illuminé» qui en appelait au seul perfectionnement moral pour sauver le monde et la nation polonaise, cette littérature est un acte de foi mystique où la Pologne devient le «Christ» des nations appelée comme lui à ressusciter un jour.⁴¹ Dans ce cadre, l'exil se conçoit comme un pèlerinage, un processus purificateur indissociable de la quête de justice et de liberté. L'exil est une pratique traditionnelle des milieux révolutionnaires, mais bien avant qu'elle ne s'impose à lui comme une nécessité, Radek lui voue un véritable culte; elle représente le moyen même de son ascension politique, sa véritable école et l'idéal d'une société transcendant les frontières. L'image de cette émigration incarnant l'élite culturelle et politique de la nation

40 Cité par A. J. Cummings dans sa préface à l'ouvrage de Radek, *Portraits and Pamphlets*, p. XI.

41 A. Walicki, *Philosophy and Romantic Nationalism: The Case of Poland*, Oxford, Clarendon Press, 1982.

demeurera toujours une clé pour comprendre son itinéraire. Avec la génération de 1831 le jeune Karl découvre l'atmosphère romantique d'un mouvement politique et la relation étroite entre culture et politique se retrouvera dans nombre de ses écrits.

Enfin, bien que nationale, cette révolution à laquelle travaillent ces exilés n'est qu'une partie d'un processus révolutionnaire plus général devant embrasser toute l'Europe. Né de la tragédie polonaise, le messianisme de Mickiewicz est largement le reflet de la crise européenne. L'Europe a perdu de son enthousiasme, de sa foi en l'avenir et l'activisme politique polonais, basé sur l'enthousiasme et l'exaltation, est une quête spirituelle visant à réveiller le monde. En franchissant les frontières allemandes et françaises les émigrés contribuèrent ainsi à l'élaboration, un peu mythique, d'une solidarité internationale regroupant autour d'une même cause les combattants de la liberté des différentes nations. Présentés comme l'avant-garde d'une armée révolutionnaire européenne, ces patriotes suscitent chez Radek la conscience d'une Histoire dépassant les frontières.

Ouverte sur l'extérieur cette culture politique développe aussi l'idée d'une commune solidarité entre les différentes communautés vivant sur le territoire polonais. Au-delà de la figure idéalisée du peuple polonais Joachim Lelewel, historien médiéviste et chef du comité national en exil, développa l'idée d'une fraternité entre Juifs et Polonais. De fait de nombreux Juifs participèrent directement à l'insurrection de novembre 1830 et une milice juive fut formée pour la défense de Varsovie.⁴² La participation très active des Juifs au mouvement patriotique polonais jusqu'à l'insurrection manquée de 1863 fit croire qu'une commune humanité pourrait surmonter leur rivalité et leur suspicion réciproque. Dans le cadre de ce nouvel enthousiasme la littérature polonaise allait offrir une nouvelle image des Juifs.

La place faite aux Juifs dans la littérature polonaise est un bon révélateur des relations ambiguës qu'entretiennent les deux communautés et des espoirs que les héritiers des Lumières du XVIII^e siècle placent dans l'assimilation. Selon D. Tollet⁴³, J.U. Niemcewicz et J. Czynski interprétaient les échecs des Polonais comme la conséquence de leur incapacité à mobiliser les masses juives et après l'échec de l'insurrection de 1831, le

42 A. G. Duker, *The Polish Great Emigration and the Jews*, Ann Arbor Michigan microfilm, 1956.

43 D. Tollet, *Histoire des Juifs*, p. 202.

personnage du Juif dans la littérature polonaise est mieux décrit; il s'intègre aux descriptions idéalisées de l'ancienne Pologne rurale.⁴⁴ Le personnage le plus célèbre est celui de l'aubergiste Jankiel du *Monsieur Thadée* de Mickiewicz. Jankiel avec son allure d'ancien prophète possède toutes les qualités: populaire et éduqué, il anime les conversations, est connu pour son honnêteté, ne trompe jamais personne, hait l'ivrognerie, parle parfaitement la langue du pays et met ses talents de musicien au service du patriotisme polonais.⁴⁵ Selon la légende, c'est dans l'écoute de sa mélodie patriotique – «la Pologne n'est pas morte puisque nous vivons [...] Marche, marche Dabrowski, de la terre italienne jusqu'en Pologne»⁴⁶ – que Dabrowski puisa la force d'atteindre la Lituanie. La figure de ce Jankiel, qui aime sa patrie comme un «véritable Polonais», marque un tournant essentiel de l'image du Juif dans la littérature polonaise comme dans l'imaginaire de Radek.

Avec Jankiel, Mickiewicz contribue à convaincre les émigrés, mais surtout les Polonais restés sur leurs terres, qu'il est possible d'obtenir des Juifs, en particulier ceux des classes moyennes et inférieures, un soutien honnête à la cause patriotique.⁴⁷ Ce faisant il tempère le mythe, qu'il avait lui-même contribué à forger dans *Le Livre de la nation polonaise*, de l'espion juif au service du tsarisme.⁴⁸ Mais la contribution de Mickiewicz à cette alliance entre Juifs et Polonais prônée par Lelewel dépasse le personnage de Jankiel pour se nourrir aux sources du messianisme juif. Pour Mickiewicz⁴⁹ les Juifs et les Polonais sont deux nations en exil et un lien mystérieux unit les deux messianismes dans une même quête pour la régénération du monde. Peu importe ici de savoir si sa philosophie messianique fondée sur une analogie entre l'histoire des Juifs et celle des Polonais est le résultat d'une influence frankiste⁵⁰ – du nom de Jacob Frank

44 E. Szuyska, «Les Juifs dans la littérature romanesque polonaise du XIX^e siècle», in *Yod*, 1987(23), pp. 155-206.

45 Sur Jankiel cf. A. G. Duker, *The Polish Great Emigration*, pp. 553-560.

46 *Encyclopaedia Universalis*, article Dabrowski.

47 D'autres personnages du même cru apparaîtront dorénavant dans la littérature polonaise (I. Chodzko, *L'ermitage*, 1858, cité par D. Tollet, *Histoire des Juifs*, p. 203) mais Radek ne les mentionne pas.

48 A. G. Duker, *The Polish Great Emigration*, p. 559.

49 A. Walicki, *Philosophy*, p. 266.

50 Une thèse développée par A. Walicki, *Philosophy*, p. 267 et C. Milosz, *Histoire de la littérature polonaise*, p. 319.

qui embrassa la foi catholique sans abandonner le judaïsme – pour Radek elle ouvre une brèche dans laquelle il va s’engouffrer totalement; la fascination qu’exerce sur lui l’œuvre de Mickiewicz est telle qu’il envisage de se convertir au catholicisme.⁵¹

Faut-il en conclure, comme le font Warren Lerner⁵² et Jim Tuck⁵³, qu’il s’agit d’un acte de défiance pour scandaliser son entourage, d’une réponse à l’impopularité et à la moquerie dont l’entourent ses camarades de classe⁵⁴, d’une rébellion typique de l’adolescence? Dans cette perspective, son engouement pour la cause polonaise serait la première d’une succession de ruptures qui le conduiront au socialisme révolutionnaire. Certes, en tant que vision du monde et style de pensée, le romantisme polonais est une forme de révolte particulièrement séduisante pour un adolescent, mais cette interprétation ne prend guère en considération le contexte de l’époque. Loin d’être un acte marginal l’identification au patriotisme polonais est un comportement extrêmement conformiste pour un jeune écolier, fût-il juif, de l’époque. Elle témoigne à mon sens d’une assimilation très réussie, en parfaite adéquation avec la problématique de sa génération et renouant, bien que dans un autre contexte culturel, avec l’idéal de l’*Haskala* d’une intégration à la culture environnante.

Surtout, l’image d’une personnalité en rupture avec son entourage, étape indispensable du parcours d’un bolchevik pour valoriser sa volonté de rompre avec son milieu, ne correspond pas au cheminement de Radek. Sa personnalité se nourrit des différentes expériences intellectuelles et culturelles plus qu’elle ne les oppose, ses glissements successifs parmi des constellations intellectuelles variées sont pour lui le moyen d’enrichir sa propre problématique au contact d’individualités qui le séduisent plus que des véritables choix idéologiques, et, à chaque fois, la volonté de dépassement prévaudra sur la rupture. A ce moment de sa vie, le messianisme polonais dans sa volonté romantique de millénariser certaines idées politiques lui ouvre de nouveaux espaces, mais par tâtonnement, empiriquement il va prendre conscience de l’étroite articulation qui existe entre la

51 Радек, «Автобиография», p. 138.

52 W. Lerner, *Karl Radek*, p. 4.

53 J. Tuck, *Engine of Mischief. An Analytical Biography of Karl Radek*, Greenwood Press, Westport, 1988, pp. 7-9.

54 S. Shaynfeld, «Der yunger Karol Radek», dans *Torne: Kigum un Khurbn fun a yidisher shtot*, Tel Aviv, Landsmanschaftn fun torner yidn, 1954, pp. 318-319.

réalisation de l'indépendance polonaise et la transformation des structures sociales, entre la lutte contre les Empires et le socialisme.

Un patriote polonais

L'intérêt que porte le jeune Karl à l'histoire polonaise va progressivement l'amener à s'intéresser aux causes de la division de la Pologne et aux moyens nécessaires à son redressement. Par l'intermédiaire d'un vieux valet de ferme, son attention va se porter sur la «révolte paysanne de 1846».⁵⁵ Cette révolte, dont les autorités autrichiennes surent au moment voulu se servir habilement contre l'insurrection cracovienne, bouleversa profondément toute la Pologne. Traditionnellement la *szlachta* – la noblesse polonaise – était à l'avant-garde du mouvement de libération nationale contre les autorités autrichiennes et dans cette lutte elle comptait sur l'appui de la paysannerie; or cette fois les paysans ruthènes s'étaient retournés contre elle. Non que ceux-ci aient voulu défendre l'Empereur ou que leur mouvement fût inspiré par les Autrichiens. Leur élan était spontané, mais dirigé contre l'exploitation féodale. Dans de nombreux endroits d'ailleurs, les paysans portèrent aussi leurs armes contre l'opresseur étranger et partout où les troupes autrichiennes n'étaient pas aux prises avec les insurgés, elles tiraient sur les paysans qui tentaient de se soulever; globalement pourtant, en se laissant utiliser contre les insurgés cracoviens, les paysans portèrent un coup fatal au mouvement. L'échec fut douloureux pour toutes les composantes de la nation polonaise, mais les suites fâcheuses du mouvement paysan portèrent l'attention des démocrates sur la nécessité de lier le problème de l'indépendance nationale à la disparition des structures féodales. Alors seulement les paysans soutiendraient l'indépendance polonaise.

Dans le prolongement de ces discussions, Radek prend conscience des problèmes sociaux et oriente ses lectures sur «les écrits démocratiques et patriotiques qui attribuaient la chute de la Pologne au pouvoir de la noblesse et liaient l'avenir du pays au mouvement révolutionnaire international».⁵⁶ Ce glissement de la question nationale à la question sociale ne signifiait aucunement un abandon du nationalisme traditionnel, la référence au «mouvement révolutionnaire international» est d'ailleurs un ana-

55 Радек, «Автобиография», р. 138.

56 *Ibid.*

chronisme à ce moment de son itinéraire; mais progressivement il acquit la conviction que la libération de la Pologne ne pouvait se faire sans bouleverser les structures sociales en place. Dans la ligne de cet engouement Karl devient un lecteur régulier de *Naprzod* (En Avant), un journal de Cracovie, créé en 1892 pour servir de porte-parole à la social-démocratie de Galicie.⁵⁷ Très lu à Tarnow qui ne dispose pas d'une presse cosmopolite propre, *Naprzod* offre l'exemple d'un patriotisme teinté de socialisme réformiste, très proche du programme de la social-démocratie autrichienne, peu encline aux spéculations théoriques et se méfiant de la violence d'une révolution sociale de type marxiste.⁵⁸ L'apport essentiel de *Naprzod* à Radek réside certainement dans la récurrence d'une problématique qui lie la lutte pour l'indépendance nationale à la lutte contre l'exploitation capitaliste. D'abord intrigué par cette nouvelle façon d'envisager l'indépendance polonaise, Radek va satisfaire sa curiosité en fréquentant plusieurs groupes d'artisans de Tarnow et son appétit de lecture en dévorant «de jour comme de nuit et aux dépens de sa scolarité»⁵⁹ les classiques de la littérature socialiste.

À l'inverse de ce qui se passe à Cracovie, où le mouvement ouvrier subit l'influence des socialistes polonais de Russie, les mouvements de Tarnow, comme ceux de Lemberg, s'appuient sur les anciennes structures d'artisans.⁶⁰ Après les cours du lycée, Radek entre en contact avec l'un de ces groupes d'artisans appelé le cercle des ouvriers chapeliers. «Les chapeliers étaient membres d'une union pan-autrichienne qui diffusait dans ses sections de la littérature en allemand, et dans l'appartement d'un boulanger juif où ils se réunissaient, une armoire renfermait les œuvres de la social-démocratie allemande.»⁶¹ Grâce à son excellente maîtrise de la langue allemande Radek découvre ainsi *Le Programme d'Erfurt* rédigé en 1892 par Kautsky, avec l'approbation d'Engels, pour servir de support théorique au programme proprement dit. Les thèses développées popularisent un marxisme caractérisé par la foi dans l'effondrement économique «néces-

57 Radek raconte qu'il découvre *Naprzod*, le jour où sur le chemin de l'école un ouvrier illettré lui demanda de lire son exemplaire à haute voix, *ibid.*, p. 139.

58 W.L. Harwood, *Ignacy Daszynski*, p. 40.

59 Радек, «Автобиография», p. 139.

60 Pour une présentation très documentée des mouvements socialistes et ouvriers en Galicie, voir J.-P. Himka, *Socialism in Galicia (1860-1890)*, Harvard, Harvard University Press, 1983.

saire» et «conforme aux lois naturelles» du capitalisme, une foi ayant pour corollaire la volonté politique radicale d'émancipation du prolétariat et pour fin l'abolition de toute domination de classe. Ce texte fera autorité dans les instances de la II^e Internationale et l'on peut dire que plusieurs générations d'Européens – Lénine y compris – connurent les œuvres de Marx à travers Kautsky. Le très populaire livre de Bebel, *La femme et le Socialisme* (1879) et *Les Discours* de Lassalle (1883) élargissent encore la culture politique de Radek; mais c'est avec Mehring et son *Histoire de la social-démocratie allemande* (1898) qu'il peut satisfaire sa curiosité historique et appréhender l'ampleur du socialisme.

Karl Sobelsohn rencontre Radek

Dans l'enthousiasme de ces nouvelles lectures, Radek «entreprend, bien entendu, de faire de la propagande au lycée». ⁶² Les organisations clandestines y ont déjà leur tradition et il rejoint un groupe nommé l'«Organisation Patriotique Nationale» dont l'activité militante relève plus du folklore étudiant que du véritable militantisme politique. ⁶³ Fort de cette première expérience Radek se procure des brochures socialistes en polonais puis participe à la mise sur pied de cercles socialistes regroupant une vingtaine d'étudiants parmi lesquels Marian Kukiel. ⁶⁴ Convaincu que le socialisme est lié au mouvement pour l'indépendance de la Pologne, Radek ne peut pourtant pas ignorer que tous les socialistes ne partagent pas ses certitudes.

Le Parti Socialiste Polonais (PPS) ⁶⁵, créé en 1892 sous l'impulsion de Limanowski et Mendelson par l'unification des différentes tendances du socialisme polonais autour d'un programme proche de celui d'Erfurt, s'était

61 Радек, «Автобиография», p. 140.

62 *Ibid.*

63 «Les objectifs de cette organisation qui nous envoyait au cimetière, tard dans la nuit, pour éprouver notre force de caractère demeurèrent pour moi imprécis.», *ibid.*

64 Marian Kukiel prendra une voie très différente de celle de Radek puisqu'il sera membre du gouvernement Pilsudski de la Pologne indépendante, puis ministre de la défense du gouvernement polonais basé à Londres.

65 W. Strobel, *Quellen zur Geschichte der Kommunismus in Polen*, Köln, Verlag Wissenschaft und Politik, 1968 et M.K. Dziewanowski, *The Communist Party of Poland. An Outline of History*, Cambridge Mass, Harvard University Press, 1976, 2^e édition.

scindé l'année suivante sur cette question de la primauté à accorder à la question nationale ou au socialisme. Si la majorité du PPS et le Parti social-démocrate de Galicie (PPSD, Polska Partia Socjalno-Demokratyczna)⁶⁶ restaient toujours attachés au patriotisme polonais, une minorité regroupée autour de Julian Marchlewski (Karski) et Rosa Luxemburg fit scission pour créer la Social-Démocratie du Royaume de Pologne (SDKP), qui après la fusion en 1899 avec le parti lituanien deviendra la SDKPiL, et concentrer son attention sur la Pologne russe afin de montrer sa volonté de privilégier la révolution sur l'unité nationale.

Radek prétend que «la social-démocratie marxiste de Pologne et de Lituanie», la SDKPiL, leur «était encore inconnue»⁶⁷, mais les pages de *Naprzod*, proche du PPS, sont régulièrement utilisées pour débattre de ces questions et attaquer les positions de la SDKPiL. Certes Radek commence à ressentir «que la lutte pour les revenus n'était pas directement liée à la lutte pour l'indépendance polonaise et que la première devait être liée à celle des ouvriers autrichiens, allemands et russes»⁶⁸, mais en réalité il reste surtout très attaché au patriotisme polonais et à Boleslaw Limanowski, vétéran du patriotisme polonais, dont le subtil mélange de patriotisme, de démocratie et de socialisme constitue l'essence de ses convictions politiques. Dans son ouvrage *Patriotisme et Socialisme* (1882) Limanowski définit le patriotisme comme la forme moderne de la sociabilité, sans ce lien social ni l'individu ni la collectivité ne peut survivre.⁶⁹ Le socialisme en équilibrant la distribution des revenus renforce la cohérence du patriotisme. Pour Limanowski, la résurrection de la Pologne est donc aussi liée au socialisme; mais en dernier ressort, même les intérêts des travailleurs devront être subordonnés à la cause nationale. C'est dans cette perspective que se cantonne alors l'intérêt que Radek porte au socialisme.

Au même moment Radek va lire le premier roman de Stefan Zeromski, *Les Travaux de Sisyphe* (1898)⁷⁰. Lui-même admirateur de Limanowski, Zeromski conte dans ce texte l'histoire de lycéens polonais dans une ville

66 Créé en 1892 sur la base du programme de la social-démocratie autrichienne, mais indépendant depuis 1897, ce parti dirigé par I. Daszynski, partage les thèses du PPS et le soutiendra dans sa lutte contre la SDKPiL.

67 Радек, «Автобиография», p. 140.

68 *Ibid.*, pp. 140-141.

69 K. J. Cottam, *Boleslaw Limanowski. A Study in Socialism and Nationalism*, New York, Columbia University Press, 1978, p. 79.

70 Cf. C. Milosz, *Histoire de la littérature polonaise*, pp. 495-501.

provinciale sous administration russe, à une époque où les autorités tsaristes s'emploient à détruire l'identité polonaise. Les personnages, bien que sous le charme de la littérature russe, s'organisent en groupuscules pour résister à l'oppression. Sur le point de céder les lycéens retrouvent leur âme polonaise le jour où Andrzej Radek, fils d'un ouvrier agricole, récite en leur présence *La Redoute d'Ordon* de Mickiewicz. Ce Radek, qui par ses origines sociales lie la lutte pour la sauvegarde de l'identité nationale à la rébellion contre le système social, va donner naissance au terme de *zeromszczyzna* qui est une référence aux préoccupations idéalistes des héros de Zeromski; il va aussi suffisamment frapper l'imagination du jeune homme pour qu'il prenne le pseudonyme de Radek⁷¹. Le modèle dont s'inspira Zeromski pour créer son personnage est lui-même porteur d'un itinéraire qu'il est intéressant de rapprocher à celui du futur Radek. Derrière la figure d'Andrzej Radek se dissimule en fait Waclaw Machajski⁷², un camarade de classe de Zeromski. D'abord jeune patriote polonais, Machajski deviendra un révolutionnaire marxiste puis un anarchiste très hostile aux intellectuels qu'il définit comme une nouvelle classe sociale dont les travailleurs doivent s'affranchir. Sa pensée, la *Machajszczyzna*, aura une influence prépondérante sur les anarchistes russes et nombres de marxistes polonais, mais en raison de son intransigeance et de sa marginalité, il ne parviendra jamais à s'intégrer complètement dans les différents mouvements qu'il fréquenta. Isolement, singularité du parcours et déchéance seront autant de caractéristiques susceptibles d'être appliquées

71 Le pseudonyme de Radek appartenait déjà à la tradition du socialisme polonais. Kunicki, membre du premier Prolétariat de Warynski s'en était déjà servi lors de son voyage de Breslau à Varsovie. Selon Drobner, vétéran du socialisme polonais, Karl utilisera encore le nom de Sobelsohn jusqu'en 1903, mais dès 1904 il l'abandonnera complètement pour s'appeler Karl Radek. B. Drobner, *Bezustanna Walka: Wspomnienia, 1883-1918*, Warszawa, Panstwowy Instytut Wydawn, 1962, pp. 133-134. Confirmé par Radek qui déclarera en 1919 avoir adopté le nom de Radek dès ses 18 ans. O. Luban, «Karl Radek im Januaraufstand 1919 in Berlin. Drei Dokumente», *IWK*, n° 3, 2000, p. 385. Ainsi, l'hypothèse de Ruth Fischer selon laquelle Karl Sobelsohn aurait adopté le pseudonyme de Radek en référence au mot polonais *Kradziez* (vol) à partir de 1912, lorsqu'il est accusé de malhonnêteté, n'est plus recevable. R. Fischer, *Stalin and German Communism. A Study in the Origins of the State Party*, Cambridge, Harvard University Press, 1948, pp. 201-202.

72 A. d'Agostino, «Intelligentsia Socialism and the Workers revolution: the Views of J. W. Machajski», *International Review of Social History*, Vol. XIV, 1969, pp. 54-89.

à l'itinéraire de Karl Radek-Sobelsohn. En attendant, l'identification de Karl à Andrej Radek est telle qu'il réussit, en 1901, à se faire exclure du lycée de Tarnow en raison de ses activités politiques.⁷³

Ayant acquis la possibilité de terminer ses études secondaires dans une autre ville, Radek va se consacrer ouvertement durant l'été 1901 à l'organisation des ouvriers, activité qui lui permettra d'apparaître à Cracovie comme un bon connaisseur des questions ouvrières de Tarnow et de publier plusieurs articles sur la question.⁷⁴ Enfin, à l'automne de la même année il franchit la Vistule pour rejoindre Cracovie, première étape d'un itinéraire qui l'amènera dans les principales villes du socialisme européen.

3. Du nationalisme polonais à l'internationalisme prolétarien

Je connais une nation encore plus malheureuse que la Pologne: la classe ouvrière.⁷⁵

Un retour au romantisme national, au combat pour l'indépendance polonaise était pour elle [Rosa Luxemburg] impossible, car l'idéologie nationaliste, qui avait conduit à la défaite de l'insurrection de 1863, était l'idéologie de la noblesse en voie de perdition.⁷⁶

Le carrefour cracovien

En se faisant exclure du lycée de Tarnow pour activisme politique Radek a brisé les espoirs formulés par son entourage familial de le voir accomplir une carrière dans la fonction publique autrichienne. Mais pour ce jeune adolescent, fasciné par la littérature des exilés et en quête de bouleversements, quitter Tarnow signifie surtout échapper à un cadre social et familial contraignant pour entrer sur la scène de l'Histoire. Ce n'était en

73 S. Shaynfeld, *Der junger*, p. 319 et Radek, «Autobiographie», p. 341.

74 Radek, «Autobiographie», p. 322.

75 Déclaration de L. Warynski, citée par E.K. Poretzky, *Our Own People*, London, Oxford University Press, 1969, p. 34.

76 Radek, *Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht, Leo Jogiches*, Hamburg, Berlin, Verlag der K.I., 1921, p. 5.

effet pas dans cette petite ville un peu provinciale, à l'abri du monde et de ses tourments, que cet adolescent aurait pu puiser des idées neuves, subir l'influence exaltante de personnalités révolutionnaires, bref vivre le monde. A l'inverse, à Cracovie, Radek entre dans une sphère nouvelle et, tout en poursuivant ses études secondaires, il va pouvoir s'imprégner du foisonnement offert par cette ville.

Au tournant du siècle Cracovie est le théâtre d'une effervescence littéraire et politique qui compensait les frustrations de ses élites. Pour «la nation éclairée dont les droits politiques sont restreints, la littérature et le journalisme tiennent lieu de tribunes politiques».⁷⁷ Les sociétés savantes, les bibliothèques, les maisons d'édition, les librairies, les cafés littéraires et les multiples revues et journaux de la ville sont la source d'un activisme intellectuel qui transcende les frontières des trois Empires. C'est là que naquit le mouvement «Jeune Pologne»⁷⁸, une littérature patriotique teintée de conscience sociale qui accompagna l'éveil de Radek aux problèmes politiques. C'est aussi là, à la frontière des trois Empires, à cinq heures de train de Varsovie, que nombres de révolutionnaires viennent se réfugier pour échapper à la police du tsar et profiter de la proximité géographique pour continuer leur travail de propagande.

Cette ambiance constitue un cadre extrêmement favorable pour Radek, il va pouvoir se nourrir de cet étrange amalgame d'influences culturelles et politiques qui fait de Cracovie un véritable miroir des aspirations de son époque. Car Radek aime les villes et Jim Tuck a raison de souligner son caractère passionnément citadin.⁷⁹ A l'exception de brefs séjours à la campagne pour des raisons de santé et ses départs «forcés» pour la Sibérie, l'histoire de Radek est celle d'une progression continue de ville en ville. A la différence de Rosa Luxemburg, de Lénine et même de Trotsky, il n'éprouve aucune attirance pour la vie rurale et les charmes de la nature; son univers est celui des cafés enfumés, ces salons politiques et littéraires du socialisme, des salles de réunion et de la rue avec ses foules.⁸⁰ Cette

77 D. Tollet, *Histoire des Juifs en Pologne*, p. 201.

78 J. Duzyk et S. Salmonowicz, *Cracovie et son Université*, Krakow, Wydawnictwo Artystyczko-Graficzne, 1966, p. 35.

79 J. Tuck, *Engine of Mischief*, p. 20.

80 Radek laisse apparaître à plusieurs reprises dans ses écrits son goût pour les cafés de Cracovie «où l'élite des vieux camarades ainsi que le monde de la littérature et des arts venaient se rencontrer». Radek, *Meine Abrechnung*, p. 40.

identité citadine ne se limite pas à un style de vie, elle déterminera largement son approche de la révolution. Radek ne comprendra jamais l'importance des influences paysannes sur la pratique révolutionnaire de la classe ouvrière russe; la violence spontanée et le fanatisme des révoltes du peuple russe susciteront toujours chez lui une certaine méfiance, peut-être nourrie par le souvenir des pogroms de son enfance. Ce manque d'intérêt, pour ne pas dire l'indifférence totale, que Radek manifeste à l'égard de la paysannerie est d'ailleurs une lacune de la SDKPiL, comme plus tard de la Ligue spartakiste.⁸¹ Dans ce contexte, la ville demeurera toujours pour lui un lieu de séduction certainement synonyme de civilisation, fût-elle «bourgeoise et décadente». Chaque ville constitue d'ailleurs une étape indispensable de son itinéraire durant laquelle il se crée des réseaux d'amitié politique, mais aussi de fortes inimitiés, prend part à toutes les querelles et surtout se façonne une réputation de journaliste et de polémiste de talent.

L'étape de Cracovie est à cet égard tout à fait primordiale, puisque c'est durant cette période de trois années que son engouement encore romantique pour la politique va se transformer en un engagement total pour la révolution, et que ses talents d'écrivain vont lui permettre se faire remarquer. Dès son arrivée, Radek prend contact avec Haecker, rédacteur du journal social-patriote de la Galicie, *Naprzod*. Impressionné par les dons d'écriture du jeune homme Haecker l'encourage à lire la littérature socialiste publiée par le PPSD et lui offre, en 1902, la possibilité d'écrire ses premiers articles.⁸² Certes, il ne s'agit encore que de comptes rendus de livres comme *L'histoire de la production du sucre* de Max Schippel ou de sujets locaux comme la situation des boulangers de Tarnow, mais ces premières contributions séduisent suffisamment Haecker pour qu'à l'automne 1902 ce dernier offre à Radek, alors âgé de 17 ans, un emploi fixe dans la rédaction de *Naprzod*. Depuis ce jour et jusqu'à la fin de sa vie, il se passera rarement un jour sans que Radek n'écrive un article; avec l'aisance de son style et sa capacité sans limites de retourner à son avantage n'importe quel événement, il offre l'exemple assez rare dans la presse politique de l'époque d'un homme qui écrit comme il parle, avec le même enthousiasme, mais aussi le même manque de retenue. Grâce à

81 Il justifie lui-même ce manque d'intérêt pour les questions paysannes par la spécificité du mouvement paysan polonais, où le gros propriétaire tenait encore une place centrale. Radek, «Autobiographie», p. 325.

82 *Ibid.*, p. 323.

cette prodigieuse capacité littéraire, tant en volume qu'en qualité, mais aussi de par l'incroyable insolence dont il fait parfois preuve, Radek va rapidement s'affirmer comme l'une des figures les plus marquantes de la presse social-démocrate, affrontant tour à tour ses adversaires de droite comme de gauche en fonction de sa position du moment; et n'hésitant pas au besoin, une fois épuisée sa réserve d'arguments, à traîner ses adversaires dans la boue avec une rare impudence.

Dès les premiers écrits, il est facile de comprendre pourquoi le jeune Radek fascine immédiatement comme journaliste; l'ironie de son style, plein de verve, de venin et de vitriol, typique des polémiques juives de la fin du XIX^e⁸³, contrastait trop franchement avec l'ambiance pondérée, et souvent soporifique, qui régnait dans la presse socialiste traditionnelle pour ne pas révéler toute son efficacité. Conscient de cette qualité, Haecker, bien décidé à faire de Radek un publiciste pour le PPSD, lui témoigne beaucoup d'attention, joue le rôle de tuteur politique et «analyse pour lui les positions de Rosa Luxemburg sur la division de la Pologne et celles de l'un des jeunes sociaux-démocrates de Galicie, Zygmunt Zulawski».⁸⁴

Deux approches du socialisme

Les débats sur la question polonaise et l'éventualité d'une incompatibilité entre les idées socialistes et l'aspiration des peuples à disposer d'eux-mêmes n'eurent pas seulement de fortes conséquences sur l'histoire du mouvement ouvrier polonais. Malgré l'attitude des principaux dirigeants de la II^e Internationale qui les considéraient comme des «querelles désagréables sur des problèmes secondaires, aussi insolubles qu'obscur»⁸⁵, Rosa Luxemburg réussit à transformer ce débat en un affrontement entre deux conceptions du marxisme et à provoquer de sérieuses brèches dans la cohésion de l'Internationale. La question est tout aussi essentielle pour comprendre l'évolution politique de Radek, elle constitue le symptôme de sa radicalisation et une source permanente de conflits dans ses relations futures avec Lénine.

83 E. Pawell, «Karl Radek: a forgotten pillar of bolshevism», *Midstream*, Mai 1972, Vol. XVIII, p. 35.

84 Radek, «Autobiographie», p. 322.

85 J.-P. Netti, *La vie et l'œuvre de Rosa Luxemburg*, Paris, Maspero, 1972, p. 106.

Si la question nationale fut largement à l'origine de la scission du PPS en 1893, ce n'est qu'en 1895 que la SDKP publia un premier exposé théorique de sa position.⁸⁶ Entre 1895 et 1897, Rosa Luxemburg écrivit une série d'articles dans les revues de la social-démocratie allemande et italienne qui tous développaient les fondements théoriques de son anti-nationalisme en s'efforçant d'en faire une question de principe dépassant le contexte polonais. Son antinationalisme repose sur deux arguments: d'une part, les aspirations nationales et socialistes sont, selon elle, incompatibles, car un parti socialiste qui se fait le champion de l'autodétermination se soumet par là même au nationalisme bourgeois; d'autre part, le concept de l'autodétermination ne peut s'appliquer au contexte de l'Empire russe. Dans le cas de la Pologne russe, les aspirations nationales, loin de renforcer le mouvement socialiste de Pologne, écartent les ouvriers de leurs vrais intérêts. Surtout, elle est convaincue qu'en cas de révolution sociale, la bourgeoisie polonaise n'hésiterait pas à trahir ses alliés pour demander l'appui de l'autocratie contre-révolutionnaire tsariste. La Pologne russe et les autres territoires non-russes de l'Empire tsariste ne doivent donc pas attendre leur émancipation d'une hypothétique indépendance nationale, mais de la révolution prolétarienne qui se produira en Russie même. S'appuyant sur sa thèse de doctorat soutenue à Zurich en 1897, *Le développement industriel de la Pologne*, elle défend l'idée que la révolution se produira plus tôt en Pologne russe si l'industrie polonaise, et donc le prolétariat, peut se développer au sein du territoire russe dans son ensemble. Toute revendication d'indépendance nationale n'a pas seulement pour conséquence de placer le mouvement socialiste dans un rapport de subordination aux intérêts bourgeois, elle risque aussi, en coupant l'industrie polonaise de ses marchés russes, de freiner le développement de la lutte des classes.

Ces thèses furent attaquées de toutes parts: au sein de l'Internationale parce qu'elles remettaient en question les idées, ou du moins ce qui à l'époque passait pour telles, de Marx et Engels⁸⁷, et sur la scène polonaise par le PPS qui contestait la thèse économique de Rosa Luxemburg et l'accusait de faire le jeu de l'autocratie russe. L'argumentation de Rosa Luxem-

86 M. Rozga (Rosa Luxemburg), *La Pologne indépendante et la cause des ouvriers*, Paris, 1895.

87 A. Walicki, «Marx, Engels and the Polish Question», *Philosophy and Romantic Nationalism*, pp. 358-391.

burg ne manquait d'ailleurs pas de contradictions; ainsi, lorsqu'elle affirmait que la classe ouvrière polonaise était théoriquement assez puissante pour contribuer au renversement du tsarisme mais incapable de réaliser seule l'indépendance nationale. Au-delà de ces contradictions et des positions souvent doctrinales adoptées lors de ce débat, l'essentiel demeurerait que Rosa Luxemburg et ses amis «regardaient la position en faveur de l'indépendance polonaise non seulement comme une erreur, mais comme un chancre susceptible de ronger et de détruire le mouvement socialiste». ⁸⁸ Toute la campagne de Rosa Luxemburg contre le PPS consista donc à opposer l'orientation exclusivement nationale de ce parti à la politique virtuellement internationale du sien. Cette identité internationaliste comportait certes un certain nombre de limites comme par exemple le refus des Polonais de la SDKPiL de dissoudre leur organisation pour se fondre dans le parti russe, mais l'implication croissante et souvent au tout premier plan de nombre de ses membres dans les partis sociaux-démocrates de Russie et d'Allemagne témoigne de la sincérité de leurs convictions. ⁸⁹

Il est difficile de déterminer exactement le moment à partir duquel Radek va «rompre définitivement avec l'idéologie du social-patriotisme polonais» ⁹⁰ pour embrasser les thèses de Rosa Luxemburg. Radek prétend dans son autobiographie que la rupture intervint en 1902, alors qu'il était encore lycéen, à la lecture des articles de Warszawski publiés dans la revue marxiste *Przegląd Socjaldemokratyczny*: «Bouleversé par le programme des marxistes polonais je passai toute l'année à lire les premiers tomes des œuvres de jeunesse de Marx publiés par Mehring et pénétrai ainsi dans le laboratoire où naquit le marxisme.» ⁹¹ Ce texte pourtant publié en 1927, c'est-à-dire à un moment où l'internationalisme intransigeant n'est plus vraiment à l'ordre du jour en URSS, dissimule mal son embarras, pour ne pas dire sa volonté manifeste de dissimuler la vérité sur cette question. D'abord il est peu probable qu'Heacker ait offert à Radek une place de rédacteur dans un journal ouvertement en guerre avec les

88 J.-P. Netti, *Rosa Luxemburg*, p. 66.

89 Parmi les principales figures de la SDKPiL, seul Adolf Warszawski se consacra uniquement à la Pologne: Rosa Luxemburg et Joguiches (Tyszka) participeront à la création du parti communiste allemand; Dzierzinski, Marchlewski, Hanecki et Oun-schlicht occuperont par la suite des positions élevées dans la Russie soviétique.

90 Radek, «Autobiographie», p. 323.

91 *Ibid.*

thèses internationalistes si celui-ci avait véritablement opéré un changement de position si radical. D'autre part, il me semble beaucoup plus plausible, dans le cas d'une personnalité comme Radek, plus sensible à l'influence concrète de personnalités marquantes qu'aux querelles théoriques, de lier cette mutation à ses futures rencontres avec Dzierjinski, puis avec Warszawski lui-même.

Cela ne signifie pas que Radek partageait encore totalement les convictions du PPSD, mais il est clair qu'il anticipe et exagère des clivages théoriques qui suscitent des querelles passionnées lors des congrès internationaux mais restent relativement sans suite en Pologne même où il n'y a pas toujours de séparation nette entre les membres du PPS et ceux de la SDKPiL.⁹² Des groupes proprement SDKPiL n'existent d'ailleurs que dans certaines grandes villes – Varsovie, Lodz et Bialystock –, alors qu'à Cracovie la SDKPiL n'a aucune influence avant l'arrivée de Dzierjinski même si nombre de cercles étudiants commencent à s'irriter de la modération politique du PPSD.

Une rencontre décisive

A l'automne 1902, muni de son diplôme de fin d'études secondaires⁹³, Radek s'inscrit à l'Université Jagellon; une institution prestigieuse, créée en 1364 par Casimir le Grand, où se côtoient plus de 2 500 étudiants qui formeront l'élite culturelle et politique de Cracovie. Il choisit la faculté de droit qui jouit à l'époque d'une excellente réputation bien au-delà des frontières de la Pologne⁹⁴, mais très tôt Radek va délaisser ses études pour se consacrer presque exclusivement au militantisme politique.⁹⁵ Pour un jeune homme comme lui, déjà expulsé une fois pour activisme, l'Université de Cracovie offre une scène politique inespérée, de par la multitude des organisations de jeunesse⁹⁶ et le nombre très important d'étudiants politisés provenant du Royaume de Pologne. L'Université Jagellon

92 J.-P. Netti, *Rosa Luxemburg*, p. 250.

93 Diplôme de fin d'études secondaires, F.326/1/1/, doc. 3, RGASPI.

94 J. Dusyk et S. Salmonowicz, *Cracovie et son Université*, p. 82.

95 Radek, «Autobiographie», p. 323.

96 Cf. H. Dobrowolski, M. Francis et S. Konarski, *Postępowe Tradycje Młodzieży Akademickiej w Krakowie*, Kraków, Wydawnictwo, 1962.

qui a été pendant longtemps un bastion du conservatisme commence en effet à subir au tournant du siècle l'influence croissante du socialisme.⁹⁷ Libéré de toute obligation de cours et relativement à l'abri du besoin grâce à son poste de rédacteur au sein de *Naprzód*⁹⁸, Radek va pouvoir déployer pleinement ses talents au sein du *Ruch*, une association d'étudiants socialistes qui malgré son affiliation au PPSD va progressivement s'identifier à des thèses plus radicales sous l'influence de Zygmunt Zulawski, porte-parole d'un courant dissident du PPSD.⁹⁹ Bien qu'il ne désire pas rejoindre la SDKPiL dont la position sur la question nationale lui apparaît intenable en Pologne même, ce groupe partage en grande partie les analyses de Rosa Luxemburg et des marxistes polonais sur la priorité à accorder à l'action révolutionnaire. Minoritaire au sein du parti, cette tendance favorable à un travail en commun de tous les mouvements socialistes polonais dispose d'une très grande influence au sein des étudiants socialistes du *Ruch*¹⁰⁰ et sur les conseils de Zulawski¹⁰¹, dont il a fait la connaissance par l'intermédiaire de Haecker¹⁰², Radek va participer aux activités du *Ruch* et devenir un collaborateur permanent du journal étudiant *Promien*.¹⁰³ Cet activisme débordant, ainsi que l'agilité intellectuelle dont il fait preuve¹⁰⁴, lui valent d'être rapidement nommé secrétaire du

97 J. Duzyk et S. Salmonowicz, *Cracovie et son université*, p. 86.

98 Il gagne à ce moment 70 couronnes, Radek, *Meine Abrechnung*, p. 39.

99 G.W. Strobel, *Die Partei Rosa Luxemburgs, Lenin und die SPD*, Wiesbaden, F. Steiner, 1974, p. 174. Sur le *Ruch* cf. J. Buszko, *Ruch socjalistyczny w Krakowie, 1890-1914*, Kraków, Wydawn. Literackie, 1961.

100 G.W. Strobel, *Die Partei*, p. 174.

101 Selon Radek «Autobiographie», p. 323, Zulawski serait devenu dès 1903 «un membre orthodoxe du PPS et un adversaire convaincu du communisme». Cette affirmation est démentie par les bonnes relations politiques qu'entretiennent encore Zulawski et Dzierzinski en 1904. G. Strobel, *Die Partei*, p. 174.

102 Radek, «Autobiographie», p. 322.

103 Le premier article que Radek écrit dans *Promien* est une étude sur le matérialisme historique. Radek «Autobiographie», p. 323. Initialement *Promien* était l'organe des *Promienski*, la société des étudiants polonais, mais dès 1899 le journal est pris en main par la minorité socialiste. K.J. Cottam, *B. Limanowski*, p. 147, et M. Francis et S. Konarski, *Postepowe Tradycje*, pp. 89-131.

104 B. Drobner, l'un des leaders du mouvement socialiste de la jeunesse à Cracovie raconte que Radek lui a fait l'impression d'un «jeune homme extraordinairement doué», B. Drobner, *Bezustanna Walka*, p. 133.

*Ruch*¹⁰⁵, un poste qui lui aurait sans doute ouvert de grandes perspectives de carrière au sein de l'appareil du PPSD si Dzierzinski n'était pas arrivé à Cracovie à ce moment-là.

Quand Felix Dzierzinski arrive à Cracovie, en janvier 1903, il est déjà une figure légendaire des cercles socialistes polonais. Issu d'une famille de hobereaux de la petite noblesse catholique de Lituanie, il avait rejeté très tôt son milieu familial pour «s'identifier totalement à la classe ouvrière»¹⁰⁶ et en particulier aux ouvriers juifs qui étaient les mieux organisés de Russie. Grâce à des évasions spectaculaires des prisons tsaristes, il s'était aussi fait une réputation d'homme d'action et de spécialiste des missions dangereuses. Par la suite il avait joué un rôle déterminant dans l'adhésion des sociaux-démocrates de Lituanie à la social-démocratie du Royaume de Pologne. La situation en Lituanie était la même qu'en Pologne: deux partis, l'un à tendance nationaliste, l'autre totalement internationaliste, cohabitaient, mais en 1899 Dzierzinski opéra la fusion des internationalistes lituaniens avec la SDKP de Rosa Luxemburg, donnant naissance à la social-démocratie du Royaume de Pologne et de Lituanie, la SDKPiL.¹⁰⁷ Immédiatement après la fusion, Dzierzinski partit pour Varsovie où il entreprit avec succès, notamment grâce à l'appui du Bund, de recréer l'organisation de la SDKPiL, alors presque morte. Son travail énergique, bien que de courte durée puisqu'il fut presque immédiatement arrêté, se révéla d'une extrême efficacité: augmentation considérable des adhérents et première implantation véritable dans la région minière de Dabrowa.¹⁰⁸ Mais

105 J. Buszko, *Ruch Socjalistyczny*, p. 213 et A. Kochanski dans le lexique biographique des Polonais ayant participé à la révolution d'octobre: *Księga Polaków uczestników Rewolucji Październikowej 1917-1920; biografie*, Warszawa, Książka i Wiedza, [1967], p. 705 attribuent à Radek le poste de secrétaire alors que M. Francis et S. Konarski, *Postepowe Tradycje*, p. 82 déclarent pour leur part que Radek était vice-président du mouvement.

106 Radek, «Felix Dzerzhinski», *Portraits and Pamphlet*, p. 101.

107 M.K. Dziewanowski, *The Communist Party of Poland* et surtout l'ouvrage de G.W. Strobel, *Die Partei Rosa Luxemburgs, Lenin und die SPD*, qui outre l'utilisation systématique d'archives polonaises encore inédites prend en compte, dans son titre et dans toute son analyse, la spécificité internationaliste de cette organisation alors que Dziewanowski se place lui uniquement dans la perspective, plus restrictive, du futur parti communiste polonais. Sur le rôle particulier joué par Dzierzinski, voir R. Blobaum, *Feliks Dzierzynski and the SDKPiL: A Study of the Origins of Polish Communism*, New York, Columbia University Press, 1984, pp. 55-72.

108 M.K. Dziewanowski, *The Communist Party of Poland*, p. 27.

Dzierjinski demeurait très inquiet de la faible implantation du parti sur le terrain. Le décalage entre la grande renommée intellectuelle de son élite en exil et l'impuissance du parti dans le pays même était contraire à l'idée qu'il se faisait de la pratique révolutionnaire, c'est pourquoi de passage à Berlin en 1902 il avait demandé et obtenu la création d'un comité à l'étranger (Komitet Zagraniczny: ZK) qui allait lui permettre de jeter les bases d'un véritable enracinement de la SDKPiL à Cracovie.¹⁰⁹ Le premier objectif de Dzierjinski était de créer un nouveau journal, le *Czerwony sztandar* (la Bannière rouge), basé à Cracovie, qui devait servir à diffuser la littérature social-démocrate parmi la masse des ouvriers. Le parti disposait déjà d'un organe de presse avec *Przegląd Socjaldemokratyczny* (la Revue social-démocrate), qui paraissait de façon intermittente en différents endroits avant la révolution de 1905, mais celui-ci était surtout un organe théorique illustrant sur le modèle de la *Neue Zeit* les exigences intellectuelles des leaders en exil.¹¹⁰ A l'inverse, le *Czerwony sztandar* devait toucher les ouvriers du Royaume de Pologne, il contient donc à côté des articles visant à familiariser ses lecteurs avec les thèses internationalistes de la direction en exil, une rubrique permanente intitulée «de l'intérieur» qui fait le compte rendu des activités locales du parti. Une fois le *Czerwony sztandar* lancé, Dzierjinski se consacra à la création d'une section SDKPiL à Cracovie qu'il définit comme «un nouveau type d'organisation où les seuls droits sont ceux de travailler pour appliquer les instructions du ZK, de s'instruire soi-même, de diffuser la littérature du parti, etc.»¹¹¹ Cette dévotion révolutionnaire, proche du catéchisme révolutionnaire de Netchaïev, contribuera à la formation de l'image idéalisée de Dzierjinski comme l'exemple même du révolutionnaire professionnel, elle aura aussi un formidable impact sur les jeunes activistes de Cracovie comme Radek.¹¹²

Dès le début de son séjour Dzierjinski s'efforce en effet d'utiliser les contacts de son ami Bronislaw Koszutski, un ancien étudiant de l'Université Jagellon très actif au sein du *Ruch* dont il fut le premier président, pour pénétrer au sein de la jeunesse et des mouvements étudiants de Cracovie. Grâce à Koszutski, il participe à de nombreuses réunions du *Ruch*

109 R. Blobaum, *Feliks Dzierzinski*, p. 85.

110 G. Strobel, *Die Partei*, p. 164 et J.-P. Netti, *Rosa Luxemburg*, p. 262.

111 Feliks Dzierjinski à Cezaryna Wojnarowska, 13 février 1903, cité par J.-P. Netti, *Rosa Luxemburg*, p. 255.

112 Radek, «Felix Dzerzhinski», p. 99.

au sein duquel il va recruter plusieurs personnalités qui joueront un rôle essentiel tant dans la nouvelle section SDKPiL que dans la rédaction et la distribution du *Czerwony sztandar*.¹¹³ Radek est bien sûr du nombre et au contact de Dzierzinski son engagement politique va prendre rapidement une nouvelle ampleur. Bien que toujours membre du PPSD, Radek participe dès le printemps 1903 à la création de la nouvelle section de la SDKPiL¹¹⁴; en raison de son poste de secrétaire du *Ruch* il est aussi chargé d'organiser des cycles de conférences portant sur des thèmes politiques proches des internationalistes polonais¹¹⁵ pour favoriser une radicalisation des étudiants. Mais son goût pour l'action clandestine va aussi le porter à servir d'agent de liaison entre Cracovie et les sociaux-démocrates du Royaume de Pologne; en compagnie de Rudolf Moszoro, lui-même membre du *Ruch*, Radek organise la distribution par-delà la frontière de journaux sociaux-démocrates et de brochures de propagande.¹¹⁶ Ce travail clandestin lui vaut d'ailleurs d'être rapidement surveillé par la police de Cracovie qui découvre chez lui en février 1904 plus de cinq mille exemplaires d'un tract rédigé par la SDKPiL appelant à la guerre contre le tsarisme et à la paix avec le Japon.¹¹⁷ Radek ne renonce pas pour autant à sa passion du journalisme, en plus de ses contributions régulières à *Naprzod* et *Promien*, il prend en charge le compte rendu des activités de la social-démocratie en Galicie pour *Czerwony sztandar*.¹¹⁸

Mais Radek, qui n'entend pas cantonner son talent à la seule ville de Cracovie, manifeste dès l'été 1904 son intention de quitter la Galicie. Dans son autobiographie, il explique son départ par sa volonté de militer dans le Royaume de Pologne et tout particulièrement à Varsovie, dont la tradition ouvrière contraste avec la social-démocratie de Galicie, «ce pays petit-bourgeois sans prolétariat industriel»¹¹⁹. Il faut effectivement noter que malgré les efforts déployés, le *Ruch* ne compte, de l'aveu même de

113 R. Blobaum, *Feliks Dzierzinski*, p. 89.

114 Formellement Radek n'adhérera à la SDKPiL qu'en 1905 lors de son séjour à Varsovie. G. Strobel, *Die Partei*, p. 221.

115 «Korespondencja z Krakowa Karola Radka», *Promien*, n° 2, février 1904, cité par J. Buszko, *Ruch socjalistyczny*, p. 215, note 51.

116 A. Kochanski, «Radek», dans *Polski Słownik Biograficzny*, T. XXIX, Warszawa, 1986, p. 681 et M. Francis et S. Konarski, *Postepowe Tradycje*, p. 82.

117 Rapport de police cité par J. Buszko, *Ruch socjalistyczny*, p. 213.

118 R. Blobaum, *Feliks Dzierzinski*, p. 89.

119 Radek, «Autobiographie», p. 323.

Radek, qu'une petite poignée de membres qui malgré leur qualité ne parviennent pas à briser l'apathie générale de la jeunesse¹²⁰, et la section cracovienne de la SDKPiL à peine plus de dix personnes.¹²¹ Mais pour se préparer correctement à cette tâche, et peut-être aussi pour se faire un peu oublier, Radek souhaite d'abord partir pour la Suisse où il pourra rencontrer les principaux dirigeants en exil de la SDKPiL.

Car il existe une raison supplémentaire, bien moins avouable, à ce départ précipité. En juin 1904, suite aux plaintes pour usurpations déposées par l'un de ses camarades du *Ruch*, Zembaty, et par le rédacteur en chef de *Naprzod*, Emile Haecker, Radek doit se défendre devant un tribunal d'arbitrage composés de membres du PPSD et du *Ruch*.¹²² Certes Radek est acquitté, mais la lecture des documents qu'il publiera ultérieurement ne laisse planer aucun doute sur sa culpabilité puisqu'il doit promettre de dédommager les parties lésées.¹²³ Compte tenu de sa jeunesse, et surtout de l'appui des militants les plus proches de Dzierzinski comme R. Moszoro, il n'est pas exclu du *Ruch* mais il doit quitter la rédaction de *Naprzod*, ce qui ne l'empêchera pas de continuer à publier régulièrement des articles dans la presse socialiste de Galicie.¹²⁴ Au-delà de la question de la moralité de Radek, cette affaire, première d'une longue série, témoigne déjà de sa capacité à susciter des controverses passionnées autour de sa personne et donne, du fait même de la présence parmi ses accusateurs comme parmi ses défenseurs de personnalités de première importance comme Ignacy Daszynski et Felix Dzierzinski, une idée de sa renommée à ce moment de sa carrière. Ainsi, alors que les dirigeants de la SDKPiL, pourtant au fait de cette histoire, n'hésitent pas à accueillir Radek parmi eux¹²⁵, au sein du PPSD, nombre de responsables ne cachent pas leur satisfaction de voir Radek – qu'ils considèrent comme «un adversaire politique peu commode»¹²⁶ – quitter la Galicie pour la Suisse.

120 J. Buszko, *Ruch socjalistyczny*, p. 52.

121 G. Strobel, *Die Partei*, p. 171.

122 A. Kochanski, «Radek», p. 681 et Radek, *Meine Abrechnung*, pp. 18-20.

123 *Ibid.*, p. 19.

124 Déclaration de Radek aux accusations de Haecker, 10.10.1920, F.326/1/5, doc. 4, RGASPI.

125 Il ne fait aucun doute que Rosa Luxemburg, Warszawski et même Joguiches ont eu connaissance des accusations portées contre Radek, car lorsqu'il avait demandé son adhésion à la SDKPiL, il leur avait fait part de ces accusations. Déclaration de Tyszka [Joguiches], 14.9.1905, F.270/1/27, doc. 1, RGASPI.

126 G. Strobel, *Die Partei*, p. 221.

4. Parmi les révolutionnaires professionnels

La révolution russe se déchaîna pendant deux années, attirant l'attention de notre génération sur l'importance des masses dans la dynamique révolutionnaire.¹²⁷

Des révolutionnaires en exil

La Suisse fut pour les révolutionnaires polonais et russes du XIX^e et du XX^e siècle non seulement une terre d'asile et un havre de paix favorable aux études, mais aussi le centre d'un réseau clandestin dont le travail allait toucher toute l'Europe. C'est là que se trouvent les origines du mouvement social-démocrate russe¹²⁸, c'est là aussi que Rosa Luxemburg commença à développer la plupart des thèmes porteurs du marxisme polonais et que paraît la presse théorique de la SDKPiL. Cette étape est donc d'une grande signification pour Radek, elle va lui offrir la possibilité d'entrer en contact avec la plupart des leaders révolutionnaires contemporains, mais aussi de renouer avec la tradition des figures légendaires de son adolescence comme Mickiewicz et Herzen.

Lorsqu'il arrive à Berne, à l'automne 1904¹²⁹, Radek n'a nullement terminé son adolescence politique; sa renommée dépasse déjà largement le cadre de la Galicie, mais en dépit de son activisme débordant, sa formation théorique et sa connaissance du monde ouvrier demeurent pour le moins superficielles. Le choix de la Suisse comme nouvelle étape de son itinéraire témoigne pourtant d'une conscience très claire de la façon dont il entend mener son engagement politique. Au travail sur le terrain, parmi les ouvriers du Royaume de Pologne, activité qu'il aurait pu mener aux côtés de Dzierjinski, il préfère la poursuite de sa formation théorique au contact des membres en exil du mouvement socialiste européen. Ce choix n'a d'ailleurs rien d'original pour un militant polonais. A l'exception de Dzierjinski, la direction polonaise de la SDKPiL était presque totalement disséminée à l'étranger. Rosa Luxemburg vivait à Berlin depuis 1898, Joguiches (Tyszka) à Zurich, puis en Algérie avant de rejoindre Rosa

127 Radek, *Rosa Luxemburg*, p. 16.

128 A. E. Senn, «Les révolutionnaires russes et l'asile politique en Suisse avant 1917», dans les *Cahiers du Monde Russe et Soviétique*, Paris, 1968, p. 325.

129 Radek, «Autobiographie», p. 324.

Luxemburg à Berlin, Marchlewski (Karski) à Dresde, puis à Munich où il séjournera jusqu'en 1905, quant à Warszawski (Warski) il ne cessait de changer de résidence. De cette dispersion découle la nature très souple de l'organisation dans le parti. Il existe certes une hiérarchie, mais celle-ci est très formelle et ne représente pas toujours la répartition du pouvoir entre les différentes personnalités, ainsi Rosa Luxemburg qui exerce pourtant l'essentiel des tâches politiques n'est plus officiellement membre de la direction depuis 1900. Le terme de parti est d'ailleurs peu adapté à la réalité de la SDKPiL. Dans sa biographie de Rosa Luxemburg, Nettl utilise le concept sociologique de *peer group* (groupe de pairs), qui «désigne des liens qui ne dépendent pas tant d'une origine commune ou d'une unité organisationnelle que d'éléments plus spontanés: la collaboration de gens d'une même génération, unis par un sentiment d'égalité exceptionnelle. Cette collaboration ne s'exerce qu'en vue de certains objectifs et le groupe n'impose rien à ses membres qui n'ait été volontairement accepté.»¹³⁰ Plus qu'avec des résolutions de parti ou des décisions majoritaires, les membres de ce groupe s'efforcent de convaincre par des échanges de lettres, mais chaque membre conserve une grande initiative au plus grand mécontentement de Dzierzinski. L'élément personnel prédomine d'ailleurs le plus souvent dans les rapports entre les différents dirigeants disséminés qui constituent une élite unie par une commune vision du monde et de la vie, plus que par des liens politiques classiques. C'est dans cette spécificité organisationnelle que réside la grande différence entre les Polonais de la SDKPiL et les bolcheviks de Lénine, et c'est sur cet arrière-plan que se fondera en partie la dispute de 1904 entre Rosa Luxemburg et Lénine. Notons d'ailleurs que la seule organisation qui reproduira en partie ce modèle singulier sera la gauche allemande de la Ligue spartakiste, mouvement dont Rosa Luxemburg et Leo Jogiches seront les initiateurs.

L'autre spécificité de la SDKPiL est de viser l'influence plus que le pouvoir. Ses membres entendent faire avancer leurs positions au sein d'instances existantes et non pas se perdre dans l'organisation proprement dite du prolétariat, c'est pourquoi ils accordent une plus grande importance au prestige intellectuel induit par les publications théoriques et les discours lors des congrès internationaux qu'au nombre des adhérents. L'organisation très souple de la SDKPiL est donc la traduction en termes de statut des ambitions politiques de ses chefs en exil: être un groupe de pression

130 J.-P. Nettl, *Rosa Luxemburg*, pp. 33 et 260.

au sein du mouvement socialiste international plus qu'un véritable parti.¹³¹ Ce type d'activité est celui auquel aspire Radek en venant s'installer en Suisse, il correspond aussi bien à ses talents qu'à son caractère. Son goût pour le verbe plus que pour la révolution les armes à la main, sa maîtrise des langues, sa culture internationale, sa conception d'une élite en exil, sa marginalité même: tout cela s'accorde très bien avec le style de la SDKPiL et même lorsqu'il n'appartiendra plus formellement à ce mouvement il en gardera les caractéristiques mais aussi les limites. Il faut pourtant noter que si Radek s'associe très rapidement aux objectifs et aux méthodes de ce groupe, il ne sera jamais considéré comme un pair par la direction collégiale constituée par Rosa Luxemburg, Joguiches, Warszawski et Marchlewski. Avec Hanecki, Leder et Ounschlicht, il appartient plutôt à la deuxième génération des militants, celle qui finira par se révolter contre la direction en exil pour former en 1911 un groupe dissident.

Dès son arrivée à Berne, Radek se présente à la section bernoise de la SDKPiL à laquelle il adhère immédiatement en tant que membre émigré¹³² et propose à Warszawski de collaborer aux publications du parti. La rencontre avec Warszawski est essentielle pour Radek, ce vétéran du socialisme polonais issu d'une famille juive est un excellent agitateur et un orateur hors pair. Il est surtout l'un des écrivains que Radek admire le plus.¹³³ Son style n'a pas le raffinement de celui de Rosa Luxemburg, mais il excelle à transformer en formules simples et très persuasives l'argumentation souvent difficile du marxisme; très impressionné par les dons de Radek il va remplacer Haecker comme mentor politique et parachever sa métamorphose politique.¹³⁴ L'influence exercée à Cracovie par Dzierzinski fut incontestable mais elle concernait les méthodes de l'agitation révolutionnaire plus que la formation théorique. A l'inverse en Suisse, au contact de Warszawski, Radek passe définitivement du socialisme comme moyen au service de la cause polonaise, au socialisme révolutionnaire comme unique finalité. Pour financer son séjour Radek va travailler pour *Glos* (la Voix), hebdomadaire édité à Varsovie dans lequel Warszawski

131 *Ibid.*, p. 254.

132 A. Kochanski, «Radek», p. 681.

133 Radek, «Autobiographie», p. 323.

134 La correspondance de Warszawski n'est malheureusement pas publiée et les volumes de ses écrits et discours pourtant très annotés ne contiennent aucune référence sur ses relations avec Radek en Suisse. A. Warski (Warszawski), *Wybor Pism i Przemowien*, Vol. I, Warszawa, Ksiazka i Wiedza, 1958.

joue un rôle de premier plan. Il débute par «un article sur le mouvement paysan en Galicie puis écrit chaque semaine des articles sur le mouvement ouvrier occidental et des comptes rendus de livres traitant de l'économie de la Pologne et du mouvement ouvrier international». ¹³⁵ Mais contrairement à ce qu'affirme Radek *Glos* n'est pas un hebdomadaire marxiste, c'est une revue d'intellectuels varsoviens très ouverte sur les questions politiques. Certes sous l'influence de son rédacteur en chef, Jan Wladyslaw Dawid, le journal s'intéresse particulièrement depuis 1904 aux positions de la SDKPiL, mais il tient à rester indépendant et surtout légal ¹³⁶. Pour les marxistes polonais dont les publications sont systématiquement interdites *Glos* fournit l'occasion de pénétrer de nouvelles sphères et de quitter le ghetto de la presse clandestine. Cette collaboration, pourtant reconnue comme très utile par Rosa Luxemburg, se terminera en 1905 lorsque Joguiches exigera, en vain, de Dawid qu'il subordonne totalement son journal à la ligne politique de la SDKPiL. ¹³⁷ Mais d'août 1904 à septembre 1905, grâce à Warszawski, Radek est un correspondant régulier de *Glos*, puis de *Gazeta Ludowa* ¹³⁸, un journal publié par les Polonais de Posnanie proche des positions de Rosa Luxemburg et financé jusqu'en 1905 par la social-démocratie allemande.

Au début 1905 Radek se rend aussi à Zurich où il va travailler comme libraire ¹³⁹. Dans cette ville qui comprend la plus grande communauté de sujets de l'Empire russe hors de Russie – 2155 personnes en 1910 ¹⁴⁰ – le mouvement ouvrier suisse favorise, à la différence de ce qui se fait dans les autres villes, les liens entre militants suisses et étrangers. Dès son arrivée, Radek adhère à l'*Eintracht* ¹⁴¹, un cercle socialiste essentiellement composé d'étrangers, allemands et autrichiens. Par l'intermédiaire de l'*Eintracht*, qui jouit d'un statut officiel en tant qu'organisation socialiste du premier district de Zurich, les étrangers deviennent membres de fait du parti socialiste suisse, appartenance particulièrement utile aux émigrés dont les papiers d'identité ne sont pas en règle. ¹⁴²

135 Radek, «Autobiographie», p. 323.

136 G. Strobel, *Die Partei*, p. 225.

137 *Ibid.*, p. 226.

138 A. Kochanski, «Radek», *Polski*, p. 681.

139 B. Drobner, *Bezustanna Walka*, p. 133.

140 A.E. Senn, «Les révolutionnaires russes», p. 328.

141 A. Kochanski, «Radek», *Polski*, p. 681.

142 A.E. Senn, «Les révolutionnaires russes», p. 330.

Ce mélange d'influences ne reste pas sans effets sur l'évolution du mouvement ouvrier suisse. A côté des marxistes russes, on trouve bon nombre d'Allemands très favorables aux thèses anarcho-syndicalistes et dès 1905 de nombreux corps de métiers commencent à organiser des grèves autonomes contre l'avis des instances syndicales. Cette pratique ne heurte pas seulement les centrales syndicales, elle s'oppose aussi à la conception des marxistes qui comme Rosa Luxemburg entendent cantonner les syndicats à l'obtention de meilleurs salaires pour les ouvriers mais en aucun cas leur laisser la possibilité d'une activité politique autonome.¹⁴³ En bon élève marxiste, Radek s'indigne violemment contre ces tendances anarchistes, utilise son talent d'orateur pour essayer d'imposer ses vues et subit les sarcasmes de militants bien plus expérimentés comme le socialiste libertaire Fritz Brupbacher.¹⁴⁴ Il est tellement convaincu de la justesse de ses positions qu'il intervient sans aucune retenue lors de réunions politiques et réussit même à se faire expulser physiquement d'un meeting après avoir raillé un orateur anarchiste en sous-entendant qu'il était vendu à la bourgeoisie.¹⁴⁵

De retour à Berne durant l'été 1905 Radek va rencontrer les représentants des différentes tendances de la social-démocratie russe: bundistes, bolcheviks et mencheviks. Les relations qu'entretient la SDKPiL avec ces différentes organisations se caractérisent par une grande ambiguïté; les marxistes polonais ont toujours insisté sur le caractère pan-russe de la révolution, c'est même ce qui constitue leur spécificité par rapport au PPS, mais l'histoire de leurs rapports avec le parti russe révèle surtout leurs difficultés à établir une unité réelle. Le Bund, Union générale des travailleurs juifs, était la principale organisation socialiste de toute la Russie, c'est sur son modèle et grâce à ses efforts que put se constituer, en 1898, le Parti des ouvriers sociaux-démocrates russes (POSDR). Dès le début, il y avait eu dans le parti russe de nombreux tiraillements entre ses différentes composantes et la création officielle du POSDR ne fit guère impression sur les dirigeants polonais qui se considéraient comme des précurseurs. Les premières tentatives de rapprochement furent le fait des Russes, mais elles n'apparurent pas assez sérieuses aux Polonais pour

143 Rosa Luxemburg n'aura d'ailleurs que peu d'admirateurs parmi les syndicalistes.

144 F. Brupbacher, *60 Jahre Ketzer, Selbstbiographie*, Zürich, B. Ruppli, 1935, p. 135.

145 M. Nomad, *Dreamers, Dynamiters and Demagogues*, New York, Walden Press, 1964, pp. 35-36.

qu'ils y prêtent une véritable attention. Avec le Bund les relations étaient plutôt meilleures, Joguiches avait participé à sa création et John Mill, le représentant de l'organisation à l'étranger, entretenait des contacts réguliers avec Rosa Luxemburg; mais si la SDKPiL admettait le droit du Bund d'avoir une organisation autonome avec des pouvoirs limités, elle acquit peu à peu la conviction qu'il existait un nationalisme latent au sein du parti juif.¹⁴⁶ Ces relations étaient encore compliquées par la scission intervenue à la tête de la direction du POSDR entre Plekhanov, Lénine et les jeunes autres émigrés autour de l'*Iskra*, d'une part, et, d'autre part, le groupe plus ancien de l'Union des sociaux-démocrates de l'étranger, les futurs «économistes», Teplov et Kritchevsky.

Dès 1902 cependant, la direction exilée russe travaillait à la préparation d'un congrès qui permettrait enfin d'établir l'unité réelle. Celui-ci eut lieu en 1903, à Bruxelles puis à Londres, mais loin de réaliser l'unité il laissait les différentes tendances plus divisées que jamais. La direction de la SDKPiL refusait de se soumettre à la direction russe: elle exigeait d'être reconnue comme le représentant exclusif de la social-démocratie polonaise et revendiquait le droit de conserver sa structure d'organisation. Les exigences polonaises allaient à l'encontre des principes fondamentaux d'organisation soutenus par Lénine et Martov, mais la cause véritable de l'échec de ce rapprochement résidait ailleurs. La SDKPiL souhaitait une nouvelle interprétation du point 7 du programme traitant de la question nationale et la condamnation sans équivoque du social-patriotisme du PPS, alors que Lénine refusait de renoncer aux potentialités révolutionnaires du droit à l'autodétermination. Quant au Bund, tout le congrès avait été organisé pour rendre son adhésion au parti russe impossible, aussi finit-il par quitter le congrès; puis Lénine et Martov entrèrent en conflit à propos des statuts du parti, et le congrès finit par se diviser en deux fractions, les bolcheviks et les mencheviks.

Cette situation de division extrême n'a guère évolué en 1905 lorsque Radek commence à fréquenter des sociaux-démocrates russes.¹⁴⁷ L'effet que firent sur lui ces différentes personnalités est particulièrement difficile à interpréter tant son autobiographie semble marquée, sur cette question, par le contexte des luttes qui divisent le parti bolchevik à la fin des années vingt. Ainsi sa méfiance envers Plekhanov, «pour qui je ressentis

146 J.-P. Netti, *Rosa Luxemburg*, p. 264.

147 Radek, «Autobiographie», p. 324.

peu d'attrance»¹⁴⁸, la description émue de sa première rencontre avec Lénine, alors qu'il ne parle pas russe et sa retenue à l'égard de Zinoviev avec lequel il ne cessera de rivaliser, montrent ici les limites de son témoignage. C'est sur une autre figure du socialisme et sur d'autres événements que se porte de toute façon l'attention de Radek à ce moment de son itinéraire.

Aux côtés de Rosa Luxemburg à Berlin

Depuis le début de la guerre russo-japonaise, les révolutionnaires russes et polonais n'ont cessé d'encourager la classe ouvrière à profiter de l'affaiblissement du tsarisme pour lutter contre le gouvernement et élargir ainsi les perspectives révolutionnaires; c'est cependant le massacre du 22(9) janvier 1905 et l'indignation qu'il suscita à travers tout l'Empire russe qui marquèrent le début de la révolution tant espérée. Les Polonais réagirent spontanément aux événements russes en organisant de nombreuses manifestations. L'état d'urgence fut proclamé, mais l'élan révolutionnaire allait se maintenir pendant quelques mois.¹⁴⁹ Les internationalistes de la SDKPiL n'étaient pas à l'origine de cette «accélération de l'histoire», la simultanéité de la lutte des ouvriers polonais et russes contre l'ennemi commun renforçait néanmoins leur position par rapport au PPS.¹⁵⁰ Au printemps 1905, tous les dirigeants importants de la SDKPiL qui séjournaient à l'étranger comme Joguiches, Marchlewski et Warszawski revinrent à Cracovie pour installer l'organisation centrale du parti dans l'ancienne ville libre, alors que Dzierzinski et Hanecki partirent clandestinement pour Varsovie.¹⁵¹ La direction demanda à Rosa Luxemburg de rester à Berlin pour représenter le parti auprès du Bureau socialiste international (BSI) et donner aux Allemands une interprétation des événements conforme à la ligne de la SDKPiL. Radek souhaitait bien sûr partir pour la

148 *Ibid.*

149 S. Kolabinski et F. Tych, «La révolution des années 1905-1907 dans le Royaume de Pologne», *Annali dell'Intituto Giangiacomo Feltrinelli*, 1962, pp. 183-259 et H. Kiepuska, *Warszawa w rewolucji*, Warszawa, Wiedza Powszechna, 1974.

150 Le manque de foi en la révolution russe était une constante de la politique du PPS et l'un des principaux sujets de querelle avec la SDKPiL. S. Kolabinski et F. Tych, «La révolution des années 1905-1907», p. 196.

151 Radek, *Rosa Luxemburg*, p. 43.

Pologne et devenir l'un de ces révolutionnaires professionnels¹⁵²; sur les conseils de Rosa Luxemburg il se rendit pourtant d'abord à Berlin pour travailler dans la presse du parti.¹⁵³ Pour être fasciné par la révolution il restait avant tout soucieux de sa renommée d'écrivain révolutionnaire, ambition dont la route passait par Berlin et Rosa Luxemburg avant même la révolution en Pologne.

Malgré leur appartenance à deux générations différentes il existe de nombreuses similitudes entre Rosa Luxemburg et Radek: leur commune origine juive, leur milieu social, leur grande implication dans le mouvement ouvrier allemand, leur formation initiale dans la social-démocratie polonaise, leur passion pour la littérature polonaise et leur internationalisme intransigeant. Mais la similarité la plus importante réside certainement dans le rejet commun de leurs origines. Tous deux enfants de l'*Haskala*, favorables tout au long de leur vie à une assimilation complète, allant jusqu'à la négation d'une conscience juive, ils entrent parfaitement dans la définition des «Juifs non-juifs» qui participent, selon la formule d'Isaac Deutscher, à la tradition juive dans le dépassement même du judaïsme. Comme Radek l'opposition de Rosa Luxemburg à toute spécificité juive, en termes d'approche des problèmes et d'appartenance politique, révèle surtout une méconnaissance totale de la culture et du milieu juif. Elle ne parle pas plus le yiddish que Radek et a fait ses études dans une école russe de Varsovie. Dans sa typologie de l'intelligentsia marxiste juive d'Europe orientale, Enzo Traverso n'intègre pourtant pas Rosa Luxemburg parmi les «cosmopolites sans racines» dont Radek est le symbole.¹⁵⁴ Selon Traverso, comme d'ailleurs pour Nettl¹⁵⁵, Rosa Luxemburg «s'inquiétait du sort de la culture et de la nationalité polonaise, auxquelles elle appartenait malgré sa violente hostilité au nationalisme polonais».¹⁵⁶ Une telle distinction entre l'internationalisme politique de Rosa Luxemburg et son attachement à la culture et au peuple polonais me semble néanmoins pouvoir s'appliquer de la même façon à Radek et la différence doit être recherchée ailleurs.

152 Lettre de Radek à R. Luxemburg, [1905], F.163/1/155, doc. 1, RGASPI.

153 Radek, «Autobiographie», p. 324.

154 Il faut cependant noter que Rosa subissait elle-même, hors des cercles socialistes, l'accusation d'être une «vagabonde sans patrie», J.-P. Nettl, *Rosa Luxemburg*, p. 42.

155 *Ibid.*, p. 855.

156 E. Traverso, *Les Marxistes et la question juive*, p. 72.

Ils représentent en fait deux images assez antagonistes du Juif assimilé. Rosa Luxemburg fournissait un exemple d'assimilation réussie, non pas à la société polonaise, dans laquelle elle ne vécut que quelques années, ou à la société allemande qu'elle n'appréciait guère¹⁵⁷, mais à la social-démocratie allemande et surtout à l'Internationale socialiste, véritable gouvernement de sa patrie prolétarienne. L'internationalisme de Rosa Luxemburg n'était pas une simple négation du patriotisme, mais plutôt le remplacement d'un patriotisme national, polonais ou allemand, par un patriotisme social, celui des ouvriers¹⁵⁸, et dans cette société parallèle son intégration fut très réussie. Grâce à sa lutte acharnée dans la querelle révisionniste, à sa participation aux différentes institutions socialistes – comme par exemple l'école du parti – et à ses liens d'amitiés avec les principales figures du socialisme allemand elle représentait incontestablement une autorité dans la II^e Internationale. Les ambitions de Radek n'étaient d'ailleurs pas très différentes, mais dans son cas l'intégration fut moins réussie. Quels que soient son talent et sa dévotion révolutionnaire il ne sera jamais totalement accepté comme un des leurs et demeurera toujours un trublion, un franc-tireur. La différence est du même type lorsqu'il s'agit d'aborder la question de leur identité juive, même rejet de leur part mais perception très différente de leur entourage. Certes Rosa Luxemburg subissait régulièrement les attaques antisémites de ses adversaires qui voyaient dans son judaïsme la cause première de son internationalisme, mais pour Rosa de telles insinuations traduisaient surtout leur incapacité à la réduire au silence par des arguments purement politiques. Dans le cas de Radek, la perception de son identité juive était beaucoup plus présente. Sans parler de ses interlocuteurs non-Juifs, même ses compagnons de la SDKPiL voyaient en lui l'archétype du *Galizianer*, tel qu'il apparaissait dans les caricatures allemandes, et son apparence bohème¹⁵⁹, comme sa moralité douteuse, suscitaient

157 Pour une analyse des préjugés de Rosa Luxemburg à l'égard de l'Allemagne, cf. J.-P. Netti, *Rosa Luxemburg*, pp. 40-41.

158 *Ibid.*, p. 42.

159 Lors de leur première rencontre Rosa Luxemburg fut suffisamment marquée par l'allure originale de Radek pour en faire la description à Joguiches dans une lettre du 20 octobre 1905. *Rosa Luxemburg. Listy do Leona Jogichea-Tyszki*, T. 2, Warszawa, Ksiazka i Wiedza, 1971, p. 503. Il existe deux versions abrégées de ces lettres, l'une en allemand, un volume paru en 1971, l'autre en français, 2 volumes, 1971. Je me suis reporté à l'édition polonaise uniquement pour les lettres qui ne figurent pas dans l'édition française; l'édition allemande est encore plus abrégée.

chez Rosa Luxemburg une forte hostilité. Car l'engagement révolutionnaire de Rosa Luxemburg s'accompagnait d'un très grand conformisme dans sa vie personnelle et ses goûts culturels, une attitude en opposition avec le rôle «d'épouvantail de la bourgeoisie» qu'affectionnait tant Radek. Même libérée de sa connotation négative, la catégorie de «cosmopolite sans racine» s'applique donc d'autant mieux à Radek que celui-ci n'est pas seulement un apatride, mais aussi un franc-tireur politique et surtout un marginal dont personne ne revendiquera l'héritage.

Leurs premiers contacts, établis par l'intermédiaire de Warszawski, furent pourtant positifs, le talent de ce jeune homme ne lui échappe pas et elle note à plusieurs reprises la proximité de leurs positions. En juin 1905 elle encourage même Joguiches à lire les articles de Radek dans *Glos*¹⁶⁰, et lui propose de venir la rejoindre à Berlin pour l'aider à défendre la position de la SDKPiL auprès du BSI. L'offre était trop flatteuse pour que Radek la refuse et il partit pour la capitale allemande en septembre 1905.¹⁶¹ Là, il se familiarise pour la première fois avec les organisations de la social-démocratie allemande, rencontre Kautsky chez Rosa Luxemburg et place ses premiers articles dans la *Leipziger Volkszeitung* dirigée par Mehring.¹⁶²

Rapidement pourtant Rosa Luxemburg va manifester sa méfiance envers Radek. Ses lettres à Joguiches sont pleines de sarcasmes et de dédain à son égard.¹⁶³ Cette aversion, Nettl parle même de dégoût, n'a pas que des bonnes raisons, elle connaissait, avant même qu'il vienne la rejoindre à Berlin, ce qu'il appelle ses péchés de jeunesse¹⁶⁴, mais comme

160 Rosa Luxemburg, *Lettres à Leo Joguiches*, Paris, Denöel, 1971, T. 2, p. 125, «Observe comme Radek écrit des choses excellentes pour nous!»

161 Radek, *Meine Abrechnung*, p. 41.

162 Radek, «Autobiographie», p. 324. En 1901 Rosa Luxemburg fut rédactrice en chef de la *Leipziger Volkszeitung* avec Mehring, mais leur collaboration fut de courte durée et les relations entre ces deux personnalités de la presse du SPD devinrent très houleuses. J.-P. Nettl, *Rosa Luxemburg*, pp. 184-185. En 1904, alors que leurs relations s'étaient améliorées, Mehring démissionna aussi mais il garda suffisamment d'influence pour permettre à Radek, alors le protégé de Rosa Luxemburg, de placer plusieurs articles dans cette revue. *Ibid.*, p. 194.

163 La plupart des fois qu'elle cite son nom dans les lettres à Joguiches, elle ajoute «le pauvre» et sous-entend qu'il n'est pas le bienvenu. Cf. lettres du 20 octobre 1905, édition polonaise, p. 502; et du 23 octobre 1905, édition française, p. 170.

164 Radek parle d'une lettre du 20 septembre 1905, adressée à Rosa Luxemburg pour demander son adhésion officielle à la SDKPiL, dans laquelle il lui aurait fait part de ses démêlés avec son ancien parti. Radek, *Meine Abrechnung*, p. 39.

le souligne Nettl, il y avait quelques personnes que Rosa Luxemburg ne pouvait souffrir, et cela sans raison apparente. Son antipathie ira jusqu'à lui faire refuser et même ignorer le soutien qu'il lui offrira, alors que Radek était certainement parmi les militants de la jeune génération, celui qui était le plus proche de ses positions sur les questions du révisionnisme et de l'impérialisme.¹⁶⁵ En décembre 1905, les qualités de Radek étaient néanmoins suffisamment utiles pour que Jogoiches l'emmène avec lui à Varsovie.¹⁶⁶

A l'école de la révolution

Lorsque Radek arrive à Varsovie, en décembre 1905¹⁶⁷, c'est l'inquiétude qui règne dans la ville et non plus la révolution. L'état de siège proclamé par le tsar à la suite des affrontements d'octobre-novembre, a rejeté l'activité révolutionnaire dans la clandestinité, et l'arrestation du Soviet de Saint-Pétersbourg, comme l'échec de l'insurrection armée à Moscou, semblent marquer la fin de l'élan révolutionnaire russe¹⁶⁸. Pour les dirigeants polonais, il s'agissait néanmoins d'une simple accalmie provisoire qu'il convenait d'utiliser pour mieux préparer un nouvel assaut. Alors qu'en janvier 1905 la SDKPiL était entrée dans la révolution avec à peine quelques centaines de militants clandestins, après une année de lutte elle était devenue un parti puissant disposant d'organisations dans tous les centres industriels du Royaume de Pologne et pouvant compter, malgré la répression sanglante, sur près de 30 000 adhérents, essentiellement issus du prolétariat industriel.¹⁶⁹ Dans ces conditions, il lui fallait avant tout rappeler ses cadres encore à l'étranger pour pallier aux arrestations et appliquer sur le terrain le nouveau programme du parti. Sous la direction de Dzierzinski,

165 J.-P. Nettl, *Rosa Luxemburg*, p. 31. «Ironie du sort: ce qu'elle reprochait à Radek – à savoir de se mêler de tout ce qui ne le regardait pas – c'est précisément ce que lui reprochaient, à elle, Kautsky, Adler, Bebel et d'autres dans le SPD», *ibid.*, p. 454.

166 Radek, *Meine Abrechnung*, p. 41.

167 La date exacte de son arrivée n'est pas connue, mais Warszawski signale sa présence à Varsovie dès le 11 décembre. A. Warski, *Wybor Pism i Przemowien*, T. 1, p. 594; A. Kochanski, «Radek», *Polski*, p. 681, parle lui du 5 ou du 6 décembre mais sans référence.

168 J.-P. Nettl, *Rosa Luxemburg*, p. 319.

169 S. Kolabinski et F. Tych, «La révolution des années 1905-1907», p. 247.

Joguiches et Marchlewski, la SDKPiL avait tenu fin novembre une conférence visant à préparer le parti à l'insurrection armée. Lors des premiers soulèvements, les événements surprirent les révolutionnaires et dans de nombreuses régions les manifestations se limitèrent à des revendications économiques, aussi convenait-il cette fois de se préparer par la propagande à transférer l'attention des masses sur le programme politique de la SDKPiL, une activité à laquelle Radek va pouvoir apporter tout son talent.

Même si durant ces premiers mois de l'année 1906 l'intense activité de propagande de la SDKPiL contrastait avec le reflux du mouvement révolutionnaire lui-même, Varsovie fut pour Radek une magnifique école révolutionnaire, une expérience qui lui vaudra le respect de ses camarades allemands malgré son jeune âge. Pour la première fois, il «entre en contact avec le prolétariat des grandes usines, parle devant des milliers de personnes»¹⁷⁰ et prend conscience de l'influence de la propagande révolutionnaire sur les masses. Surtout Radek se retrouve enfin parmi toutes les figures importantes que compte le mouvement révolutionnaire polonais et dans l'effervescence du moment tous l'accueillent comme un des leurs. Dans un premier temps, il est détaché comme collaborateur à la rédaction de l'organe central du parti, le *Czerwony Sztandar*, et prend part à la publication de la revue qui remplace *Przegląd Socjaldemokratyczny: Przegląd Robotniczy* (la Revue ouvrière). L'activité de propagande journalistique prend à ce moment une importance toute nouvelle pour la SDKPiL et sa presse clandestine connaît ses plus forts tirages. Il ne s'agit plus comme par le passé de toucher une élite internationale, mais de faire pénétrer les positions du parti au sein des couches les plus larges de la population du Royaume de Pologne; aussi, à côté des publications habituelles, le parti se met à éditer *Z Pola Walki* (Du champ de bataille) et *Trybuna Ludowa*¹⁷¹, le premier hebdomadaire légal du parti. La cible privilégiée de la propagande de la SDKPiL est toujours le PPS et en particulier sa direction cracovienne qui, par l'intermédiaire de Daszynski, encourage les ouvriers à séparer la lutte des Polonais de celle des Russes.¹⁷²

170 Radek, «Autobiographie», p. 324.

171 *Trybuna Ludowa* paraît pour la première fois le 10 décembre, lors de l'interruption momentanée de l'état de siège. S. Kolabinski et F. Tych, «La révolution des années 1905-1907», p. 224.

172 «Lettre ouverte de Daszynski», *Naprzod*, 3/5.1.1906, citée par J.-P. Netti, *Rosa Luxemburg*, p. 321.

En fait Daszynski s'en prend ouvertement à la vague continue de grèves qui ruinent l'économie du pays sans atteindre aucun objectif révolutionnaire visible. Pour les internationalistes polonais, cette analyse est particulièrement inacceptable et Rosa Luxemburg, relayée par Radek¹⁷³, multiplie les articles pour montrer que le bilan de la révolution est au contraire très positif pour l'organisation du mouvement ouvrier.¹⁷⁴

Mais la terreur contre-révolutionnaire n'était pas en mesure d'étouffer entièrement la révolution et, malgré un net ralentissement, le mouvement gréviste garda une ampleur suffisante pour qu'en mars les autorités procèdent à des arrestations en masse.¹⁷⁵ Les prisons se remplirent de révolutionnaires. On arrêta non seulement des centaines de militants, mais aussi une grande partie de la direction de la SDKPiL, du Bund et du PPS. Joguiches, Rosa Luxemburg et Warszawski furent du nombre. L'édition du *Czerwony Sztandar* reposait dès lors uniquement sur Marchlewski¹⁷⁶, Malecki et Radek.¹⁷⁷

C'était alors le début de la campagne électorale pour la première Douma. Je [Radek] dus avec un groupe d'ouvriers m'emparer des imprimeries des journaux bourgeois, pour assurer la parution quotidienne de notre organe central clandestin. [...] En même temps il fallait parler dans les réunions autorisées organisées par les partis bourgeois qui prenaient part aux élections à la première Douma. Non seulement notre parti boycottait les élections, mais il interrompait les réunions électorales, souvent par la force.¹⁷⁸

La campagne électorale et les élections elles-mêmes se firent en plein état de siège et l'arrestation de Radek dans la rue, «par hasard»¹⁷⁹, révèle bien l'ambiance de suspicion qui régnait alors à Varsovie. Libéré sous caution, il est arrêté une nouvelle fois le 12 mai. Condamné à six mois de déten-

173 Selon G. Strobel, *Die Partei*, p. 280, c'est sa participation à ce débat qui vaudra ultérieurement à Radek d'être diffamé par Daszynski.

174 La réponse de Rosa Luxemburg fut publiée dans le *Czerwony Sztandar* du 16 et du 24 janvier. Cette interprétation divergente de 1905 allait cependant se prolonger toute l'année et même contribuer à la scission du PPS lors de son IX^e congrès en novembre 1906.

175 J.-P. Netti, *Rosa Luxemburg*, p. 332.

176 Marchlewski fut aussi arrêté, mais non identifié, il fut donc relâché. J.-P. Netti, *Rosa Luxemburg*, p. 333.

177 A. Kochanski, «Radek», *Polski*, p. 681.

178 Radek, «Autobiographie», p. 325.

179 L'arrestation eut lieu en avril parce que «son visage n'avait pas plu». Radek, «Autobiographie», p. 325.

tion, il les «passe agréablement à Paviak, à étudier le russe, et à lire Lénine, Plekhanov, et la théorie de la plus-value de Marx, que venait de publier Kautsky». ¹⁸⁰

Mais Radek ne se désintéresse pas pour autant des activités du parti et grâce aux liens qu'il entretient avec l'extérieur, il réussit à faire sortir de prison son premier article pour la *Neue Zeit*, intitulé «Le mouvement syndical en Pologne russe». ¹⁸¹ Les syndicats étaient l'un des principaux acquis de la classe ouvrière depuis la révolution. Dès la fin 1905, la SDKPiL et le PPS avaient commencé à former les premiers syndicats et, au cours de l'année 1906, le mouvement syndical social-démocrate connut une grande progression; mais pour la SDKPiL, loin de renforcer le potentiel révolutionnaire, les syndicats détournaient l'énergie des ouvriers de l'action politique en l'orientant vers les revendications économiques immédiates. Radek dénonce ainsi dans son article la prétendue neutralité politique des syndicats du PPS et rappelle la volonté de la SDKPiL de les soumettre à l'action politique du parti. Les efforts de la SDKPiL pour maintenir le caractère politique des nouveaux syndicats furent nuisibles à leur influence et lorsque les syndicats devinrent légaux, en mars 1906, les marxistes polonais doutaient de leur valeur. A dire vrai, les doutes de la SDKPiL résultaient surtout des querelles allemandes de Rosa Luxemburg et Radek demeurait favorable à une participation aux syndicats légaux ¹⁸². Peu novateur dans son contenu, l'article paraît néanmoins dans la *Neue Zeit*, ce qui signifie pour son auteur la reconnaissance de son talent de journaliste au sein du socialisme européen.

Le 24 octobre 1906 Radek sort de prison ¹⁸³, son article lui vaut d'être nommé à la tête de la commission centrale des syndicats de la SDKPiL et de prendre en charge son journal, la *Trybuna Ludowa*. ¹⁸⁴ A ce titre il entreprend de nombreux voyages à Cracovie, Lwow et surtout Lodz. Depuis le milieu 1906, la ville de Lodz, bastion de l'industrie textile, était à la pointe des luttes révolutionnaires dans le Royaume de Pologne, mais à

180 *Ibid.*

181 Radek, «Die Gewerkschaftsbewegung in Russisch-Polen», *Die Neue Zeit*, Stuttgart, 1906, T. 2, pp. 564-569.

182 Une présentation très complète des conceptions de la SDKPiL sur les syndicats se trouve dans G. Strobel, *Die Partei*, pp. 316-328.

183 Il est libéré sous caution (300 roubles). A. Kochanski, «Radek», *Polski*, p. 682.

184 Radek, «Autobiographie», p. 325 et G. Strobel, *Die Partei*, p. 318.

la fin de l'année les autorités et les milieux économiques décidèrent de passer à l'action en déclarant le lock-out dans les plus grandes usines de la ville. Lorsque Radek rejoint le mouvement, en janvier 1907, les comptes rendus officiels relèvent déjà plus d'une cinquantaine de morts parmi les ouvriers et malgré les fonds réunis dans les autres villes de Pologne pour soutenir une grève qui dure depuis 18 semaines, les syndicats finissent par céder. La participation de Radek à ce qui fut la dernière grande grève de la période lui valut d'être à nouveau arrêté le 27 avril 1907. De Lodz, il fut transporté au célèbre Pavillon X de la citadelle de Varsovie, prison réservée aux politiques particulièrement dangereux.¹⁸⁵ Radek demanda une intervention du service consulaire de l'Empire des Habsbourg à Saint-Pétersbourg pour hâter sa libération, mais les autorités de Vienne ne firent rien pour accélérer le retour d'agitateurs dont l'action pouvait fort bien se retourner contre elles.¹⁸⁶ Durant six mois, il va ainsi utiliser son temps pour apprendre l'anglais en lisant les œuvres de Ricardo et d'Adam Smith, écrire pour le *Czerwony Sztandar*, et le 8 octobre 1907, il sera expulsé sans droit de retour par une décision du gouverneur général de Varsovie. Une fois refoulé à la frontière galicienne, le 13 novembre, il décide de partir pour Berlin où réside désormais la direction de la SDKPiL.

Agé d'une vingtaine d'années Radek dispose déjà d'un parcours remarquablement riche au sein des milieux socialistes polonais. A l'instar des plus célèbres révolutionnaires de son époque il a déjà vécu «l'université» de l'exil, de la révolution et de la prison. Certes, son engagement est largement celui d'une génération, marquée par la spécificité de l'époque, mais Radek manifeste une aptitude particulière à gravir les échelons de cette société parallèle; journalisme, propagande orale, travail clandestin: il n'y a guère de domaines qui échappent à son engagement. Et c'est sûr d'appartenir aux «hommes nouveaux», cette nouvelle figure qui fait la synthèse entre la littérature romantique de son adolescence et la littérature révolutionnaire russe, qu'il part pour l'Allemagne, à la rencontre de ce qui sera la passion révolutionnaire de sa vie.

185 C'est là que furent détenus les révolutionnaires de 1863 et les membres du premier Prolétariat.

186 Lettre du consul de l'Empire austro-hongrois à K. Sobelsohn, Pavillon X de la citadelle de Varsovie, 19.9.1907, F.326/1/86, doc. 1, RGASPI.

Chapitre 2

«L'affaire Radek»

Les grandes leçons de la Révolution russe [de 1905], dont les conséquences furent déterminantes pour l'élaboration des conceptions révolutionnaires de chacun de ceux qui avaient participé à ces événements, demeurèrent pour les dirigeants de la social-démocratie allemande aussi claires qu'un ouvrage de chinois.¹

Les combats inhérents au processus d'adaptation du mouvement ouvrier aux nouvelles conditions de la lutte des classes expliquent sans les excuser le réveil des passions et les efforts déployés par certains pour me tuer politiquement.²

De même que certaines personnes n'ont aucune perception des couleurs, Radek, lui, n'avait aucune perception des valeurs morales.³

Introduction

Lorsque l'écho de la Révolution de 1905 atteignit l'Allemagne, celle-ci était confrontée à une vague de grèves sans précédent liée à l'aggravation des tensions économiques et sociales. Depuis 1904 des mouvements de grèves avaient éclaté dans de nombreuses branches de l'industrie et dans les bassins miniers de la Ruhr. «Sans en être la cause, la fraîche brise révolutionnaire venue de l'est»,⁴ stimula encore le mouvement allemand qui répondit avec enthousiasme à l'annonce de la Révolution russe. Pendant plusieurs mois, le *Vorwärts* retraça au jour le jour l'évolution de ces événements alors que les manifestations de Munich, Dresde et Leipzig, relayées au Reichstag par les interpellations de Bebel, soulignaient la solidarité des socialistes allemands avec les revendications des peuples

1 Radek, *Rosa Luxemburg*, p. 16.

2 Radek, *Meine Abrechnung*, p. 5.

3 A. Balabanoff, *Ma vie de rebelle*, Paris, Ballard, 1981, p. 244.

4 Radek, «Vor dem Parteitag», *Bremer Bürgerzeitung* (désormais *BBZ*), septembre 1911, republié dans *In den Reihen der deutschen Revolution, 1909-1919, Gesammelte Aufsätze und Abhandlungen von Karl Radek*, München, Kurt Wolff Verlag, 1921, p. 38.

soumis au tsarisme. Dans plusieurs villes, des manifestations furent organisées en faveur de l'extension du suffrage universel à tous les Parlements des Etats allemands. A la différence des grèves économiques, ces manifestations étaient plus étroitement en rapport avec les événements russes et pendant un moment il sembla que les destins des ouvriers allemands et russes étaient liés. Mais derrière le volontarisme affiché dans les congrès et les résolutions, les dirigeants du SPD et les syndicats avaient en réalité de plus en plus peur d'une révolution de style russe, et davantage encore d'une insurrection comme ce fut le cas en Pologne.

L'attitude des socialistes allemands envers les Polonais et les Russes avait d'ailleurs toujours revêtu une forme ambiguë, mélange de fascination et de crainte pour ce messianisme révolutionnaire violent. Pour eux, le radicalisme des Polonais et des Russes était la conséquence de l'archaïsme de leurs structures politiques et économiques. Ces considérations n'étaient pas totalement exemptes de présupposés culturels: véritable contre-société, le SPD partageait aussi bon nombre des préjugés de la société wilhelmienne à l'égard des étrangers, fussent-ils socialistes.⁵ Le SPD accueillait certes ces militants étrangers dans ses rangs et célébrait leur courage, mais il s'efforçait aussi de limiter la contagion révolutionnaire en Allemagne car la tradition polonaise d'héroïsme et de martyr inquiétait les Allemands plus qu'elle ne les enthousiasmait. Le débat sur la nature de la révolution et les conséquences qu'il fallait en tirer pour la tactique du SPD révélèrent rapidement le décalage entre l'enthousiasme révolutionnaire des discours et les objectifs véritables des dirigeants du parti allemand.

Alors que pour Rosa Luxemburg⁶ et une minorité d'Allemands la Révolution de 1905 était la première des révolutions prolétariennes et devait à ce titre servir de modèle aux révolutionnaires européens, la droite du SPD et les dirigeants syndicaux, qui venaient d'obtenir la reconnaissance de l'égalité entre le parti et les syndicats, considéraient que la Révolution de 1905 n'était rien d'autre que le prolongement en Russie des révolutions démocratiques bourgeoises du XIX^e siècle. En ce sens, elle ne correspondait absolument pas à la situation allemande et il était inutile de vouloir en tirer des conclusions pour modifier la tactique du SPD. Entre

5 J.-P. Nettl, «The German Social Democratic Party 1890-1914 as a Political Model», *Past and Present*, n° 30, April 1965, p. 81.

6 R. Luxemburg, *Die Revolution in Rußland*, 1905.

les deux, Kautsky⁷ considérait que le temps d'une révolution bourgeoise au sens du XIX^e siècle était certes dépassé dans la mesure où le prolétariat ne constituait plus une force d'appoint, comme ce fut le cas lors de la Révolution française, mais une force indépendante avec ses propres objectifs politiques. Pour autant, 1905 n'était pas une révolution socialiste devant amener le prolétariat à exercer la totalité du pouvoir. La position de Kautsky était ambiguë, elle annonçait en réalité l'éclatement des marxistes orthodoxes et la formation d'une troisième tendance qualifiée de «centre marxiste».

«De ces analyses divergentes sur la nature de la révolution découlaient évidemment des appréciations opposées des leçons qui pouvaient en être tirées pour le SPD, notamment sur la question de la grève générale.»⁸ L'ampleur du mouvement de grève qui avait éclaté en Allemagne en 1905 et les événements de Russie avaient remis à l'ordre du jour le problème de la grève de masse comme alternative révolutionnaire au parlementarisme. Pour les Polonais de la SDKPiL, la gauche allemande et hollandaise, il n'existait pas de différence fondamentale entre la situation russe et la situation allemande, de ce fait il était nécessaire d'envisager en Allemagne même de recourir à la grève de masse pour prendre le pouvoir et réaliser la révolution sociale. Cette conception suscitait bien sûr une profonde hostilité dans la majorité du parti et les milieux syndicalistes allemands qui la qualifiaient d'aventurisme et d'anarchisme sans rapport avec la lutte économique qu'ils entendaient mener.⁹ La période qui suit la Révolution de 1905 inaugure donc dans l'histoire du mouvement ouvrier allemand ce que Schorske a appelé «le développement du grand schisme»¹⁰ marqué par la naissance puis l'affrontement des tendances.

Le parti allemand n'est d'ailleurs pas le seul parti à être confronté à des crises. Après le congrès de 1906, dit d'unification du POSDR, la social-démocratie russe traverse, elle aussi, une période de troubles liés aux

7 K. Kautsky, *Triebkräfte und Aussichten der russischen Revolution*, 1906.

8 C. Weill, «La révolution de 1905 et le mouvement ouvrier allemand», *1905 la première révolution russe*, Actes du colloque édités par F.X. Coquin, Paris, Institut d'Etudes Slaves, 1986, p. 444.

9 C'était d'ailleurs pour éviter l'analogie avec les thèses anarchistes que les radicaux préféreront en général utiliser l'expression grève de masse plutôt que grève générale.

10 C. Schorske, *German Social Democracy 1905-1917. The Development of the Great Schism*, Cambridge, Harvard University Press, 1955.

luttons politiques internes qui divisent ses deux grands courants. Des divergences de fond à propos de l'interprétation de 1905 et de l'organisation du parti, mais aussi toute une succession de conflits financiers et de rivalités personnelles vont faire éclater l'unité de façade et contribuer à la désagrégation de l'organisation social-démocrate de Russie.

En Pologne, le reflux de la révolution et la vague de répressions, d'arrestations et d'exils qui s'ensuivent vont affaiblir les organisations polonaises et créer un décalage entre la direction en exil et les militants restés sur place. Confrontée aux nécessités du travail quotidien, une nouvelle génération qui supporte de moins en moins d'être totalement subordonnée au noyau des dirigeants en exil va chercher à s'émanciper de sa tutelle et tenter un rapprochement avec d'autres groupes socialistes polonais. Progressivement, des divergences qui ne sont d'abord que d'ordre tactique vont prendre une tournure plus politique et conduire le parti à la scission dans un processus complexe mêlant de façon presque inextricable les motifs politiques et personnels. C'est donc l'ensemble de la social-démocratie d'Europe du Centre et de l'Est qui, dans le prolongement de la Révolution de 1905, au moment où se pose la question de la tactique que les partis doivent adopter pour conquérir le pouvoir, est travaillé par les affrontements de tendances.

Souvent étudiées dans un cadre spécifiquement national ces crises sont plus rarement abordées dans la perspective de leur interdépendance, de leurs influences réciproques. Or ces dernières sont très nombreuses et «l'affaire Radek» en est une bonne illustration. Inscrits dans le parti allemand, Rosa Luxemburg, Marchlewski et Radek exerceront ensemble une influence théorique prédominante sur la formation de la gauche radicale allemande, posant bien avant la guerre les bases théoriques de la scission du mouvement ouvrier allemand.¹¹ Grâce à leur connaissance du milieu, de la langue et des hommes, ils joueront aussi un rôle ambigu d'experts des questions russes auprès du parti allemand, utilisant leur influence pour amener les Allemands à soutenir tel ou tel groupe en fonction de leurs propres intérêts. Mais en franchissant la frontière allemande les révolutionnaires polonais vont aussi apporter avec eux leurs luttes intestines. Ce

11 Selon Radek c'est la publication de l'essai de R. Luxemburg sur la grève de masse qui fut à l'origine du processus qui aboutira quelques années plus tard à «la séparation du mouvement communiste de la social-démocratie». Radek, *Rosa Luxemburg*, pp. 13 et 15.

que l'on nomme dans la presse socialiste de l'époque «l'affaire Radek» n'est que l'une de ces incessantes intrigues polonaises «totalement incompréhensibles pour un Allemand»¹² qui déchirent la SDKPiL; à ce titre elle n'aurait pas dû avoir de retentissement particulier au sein du SPD habitué à considérer ce genre d'affaires avec mépris. Mais Radek n'est pas un anonyme en Allemagne. En quelques années, il est devenu l'un des journalistes les plus célèbres de la presse radicale allemande. «Son audace et son manque de scrupules firent qu'il s'autorisa à fréquenter très tôt ceux qui brillaient au ciel socialiste international: la violence de ses attaques n'épargnait personne, pas même Kautsky»¹³. Ses articles enflammés irritent d'autant plus les sphères dirigeantes que «toutes les qualités de Radek n'étaient pas à la hauteur de son intelligence»¹⁴, son comportement était loin d'être toujours exemplaire et même ceux qui partageaient ses idées subissaient parfois les effets de sa moralité douteuse, sa négligence et son cynisme. Pour la direction allemande qui souhaite se débarrasser de cette figure un peu trop remuante depuis que celle-ci l'accuse de vouloir bâillonner les journaux radicaux en utilisant sa puissance financière, le procès polonais est une chance inespérée et elle saura la saisir avec opportunité pour porter un coup contre une aile radicale désormais empêtrée dans les ressentiments personnels. Mais la direction du SPD ne sera pas la seule à faire preuve d'opportunisme en utilisant le procès Radek et la scission polonaise, Lénine s'en servira aussi dans la lutte de pouvoir qu'il mène à l'intérieur du POSDR contre la direction polonaise.

Issue du contexte galicien, «l'affaire Radek» va donc étendre ses ramifications dans les partis polonais, allemand et russe, avant de remonter jusqu'aux plus hautes instances de l'Internationale. Le bruit suscité par ce scandale peut sembler en décalage avec la nature souvent mesquine des débats et la stature encore modeste de Radek. Mais si Radek appartient selon le mot de Rosa Luxemburg au «type des putains»,¹⁵ il dispose aussi d'un extraordinaire instinct politique. Il saura ainsi tourner en sa faveur les

12 R. Franz «Aus Briefen Konrad Hänisch», *Archiv für die Geschichte des Sozialismus und der Arbeiterbewegung*, XIV, 1929, p. 474.

13 G. Haupt, commentaire sur l'autobiographie de Radek, *Les bolcheviks*, 340.

14 Lettre de Bebel à Knief du 2.4.1913, R. Franz «Aus Briefen Konrad Hänisch», p. 478.

15 Lettre de R. Luxemburg à Kostja Zetkin 30.4.1912, R. Luxemburg, *Gesammelte Briefe*, Berlin, Dietz Verlag, 1983, Bd. 4, p. 206.

scandales et se poser, non sans raison, en victime des dirigeants centristes et opportunistes allemands et en symbole de résistance à la dérive dictatoriale de la direction polonaise. C'est là son talent et la raison pour laquelle une histoire aux «origines si obscures» va devenir le symbole de la crise de la social-démocratie dans cette période de reflux de la révolution.

1. L'affrontement de tendances au sein du SPD et l'affaire de Göppingen

Radek appartient au type des putains. N'importe quoi peut arriver lorsqu'il est dans les parages, il vaut donc mieux le tenir à l'écart.¹⁶

L'affaire de Göppingen n'était pas une histoire locale, mais une tragédie dont le titre est: la progression du révisionnisme et les défaillances de l'exécutif dans la lutte pour s'y opposer. Et le fait que ce drame soit encore pimenté par des scènes montrant l'arrogance, chaque année plus grande, de la bureaucratie du parti ne rend l'affaire que plus remarquable.¹⁷

Radek en Allemagne

Au printemps 1908, suite aux poursuites policières, Radek quitte la ville de Terioka sur le golfe de Finlande où s'étaient réfugiés provisoirement quelques dirigeants polonais. En compagnie de Joguiches, récemment libéré, il se rend en Suède puis franchit la frontière allemande pour venir s'établir à Berlin¹⁸, qui constitue une base de retraite traditionnelle pour les révolutionnaires polonais fuyant la répression de la police tsariste. Rosa Luxemburg et de nombreuses personnalités de la SDKPiL y séjournaient déjà et l'organe central du Parti, *Czerwony Sztandar*, ainsi qu'une multitude d'autres publications du parti y étaient édités avant d'être acheminés illégalement en Pologne. L'intérêt des socialistes polonais pour l'Allemagne ne se limitait pas à la possibilité de pouvoir continuer à éditer du matériel de propagande sans risquer la déportation en Sibérie. La classe

16 *Ibid.*

17 Radek, A. Thalheimer, «Unser Schlusswort», *BBZ*, 20.6.1912.

18 Radek, «Autobiographie», p. 325.

ouvrière allemande était la plus nombreuse d'Europe et son organisation, le SPD, disposait au sein de la II^e Internationale d'un prestige à peu près équivalent à celui dont bénéficiera le parti russe dans l'Internationale communiste la décennie suivante. Grâce à la puissance de son organisation, la richesse de ses journaux et la réputation de ses théoriciens, le parti allemand exerçait une attraction constante sur les socialistes étrangers, et en particulier sur les plus radicaux d'entre eux.¹⁹ Comme la plupart des militants polonais exilés en Allemagne, Radek va mener une double activité, s'investissant en même temps dans les partis polonais et allemand.

Dès son arrivée, il se met en contact avec Rosa Luxemburg et Marchlewski qui dirigent les activités du parti depuis Berlin. Sur la base de la correspondance de Rosa Luxemburg et de Joguiches, il est possible de se faire une idée du travail effectué par Radek pour la SDKPiL. L'essentiel, pour la direction en exil, consistait à fournir du matériel de propagande aux organisations locales, une tâche que les imprimeries situées en territoire russe, le plus souvent clandestines, avaient bien du mal à remplir. Ainsi après avoir été rédigés et imprimés en Allemagne, les journaux étaient acheminés illégalement dans la zone russe par des militants qui n'étaient pas trop connus des services de police. Radek n'effectua qu'exceptionnellement ce genre de mission, en revanche son goût pour l'écriture fut largement mis à contribution par la direction. Pour la *Przegląd Socjaldemokratyczny*, l'organe théorique polonais édité à Cracovie, il fait une revue de la presse social-démocrate allemande²⁰; dans le *Sztandar* il défend la politique syndicale du parti²¹; à la *Trybuna*, le quotidien du parti, il envoie des articles sur «la situation actuelle du mouvement ouvrier aux Etats-Unis»²² ou des polémiques contre l'intelligentsia de Varsovie. Mais Radek écrit aussi de façon régulière pour le *Młot* (le Marteau), le journal légal de Varsovie qui succéda à la *Trybuna*, et pour *Nasze Drogi* (Nos Chemins). Comme cela n'occupe pas tout son temps Radek collabore également à la presse du parti allemand. Les dirigeants de la SDKPiL

19 Outre les Polonais, il faut noter la présence en Allemagne durant ces années des principales figures de la gauche hollandaise, Pannekoek et Gorter qui exerceront une influence importante sur la jeune génération des militants allemands.

20 Lettre de Radek à Tyszka [Joguiches], 20.12, 1908, F.163/1/138, doc. 2, RGASPI.

21 Article non signé de Radek paru dans le *Czerwony Sztandar*, 30.10.1909, R. Luxemburg, *Gesammelte Briefe*, Bd. 3, p. 86.

22 La *Trybuna*, quotidien de la SDKPiL, paraît à Varsovie d'avril à juillet 1910. L'article parut le 16.7.1910, n° 16.

entretenaient de très bons contacts avec de nombreux rédacteurs allemands et ils n'hésitaient pas à utiliser cet avantage pour développer dans les journaux du SPD les conceptions de la SDKPiL contre celles de leurs rivaux du PPS. Rosa Luxemburg demandera ainsi très souvent à Radek d'écrire pour le *Vorwärts* et la *Neue Zeit* des articles sur le mouvement ouvrier polonais, les syndicats ou tout autre sujet concernant la Pologne. Après une courte mission pour le parti à Cracovie, Radek revient s'établir en Allemagne; mais sur les conseils de Rosa Luxemburg il s'installe en septembre 1909 à Leipzig, où il va travailler aux côtés de Paul Lensch dans la rédaction de la *Leipziger Volkszeitung*.²³

Dès son arrivée à Leipzig, Radek s'inscrit aussi à l'Université où il suit pendant deux ans les cours d'histoire de la Chine et le séminaire de Karl Lamprecht sur la politique internationale.²⁴ Il va ainsi accumuler dans ses calepins personnels une quantité incroyable de notes, de citations, de graphiques et de cartes sur l'Angola, l'Inde, le Japon, la Chine...²⁵ dont il se servira pour étayer ses articles. Avec la crise des Balkans et la révolution chinoise qui se préparait, la politique internationale était bien sûr d'actualité et Radek encourageait ses amis les plus proches à s'intéresser à ces questions. Dans son cas, il ne s'agissait pas d'un engouement passager, mais bien de la naissance d'une vocation: au sein du Comintern, à la tête de l'Université des peuples d'Orient, puis directement auprès de Staline, Radek exercera le rôle de conseiller en politique internationale; et même lors des années de «disgrâce», il continuera à gagner sa vie en écrivant sur ces sujets.

Pour lui «le monde était une vaste question coloniale»²⁶ et «il pouvait lors de réunions avec des camarades discuter jusque tard dans la nuit de problèmes de politique internationale qui pour la plupart des délégués du Reichstag, et en particulier ceux du SPD, n'étaient que du chi-

23 Selon les actes de la police, il séjourna à deux reprises à Leipzig: du 4.7.1909 au 15.10.1909, puis du 15.4.1910 au 29.4.1911. Publié par O.E. Schüddekopf, «Der Revolution entgegen. Materialien und Dokumente zur Geschichte des linken Flügels der deutschen Sozialdemokratie vor dem Ersten Weltkrieg», *Archiv für Sozial-Geschichte*, Bd. IX, 1969, p. 469.

24 A. Kochanski, «Radek», *Polski*, p. 682 et R. Cruchet, *Les Universités allemandes au XX^e siècle*, Paris, Colin, 1914, p. 167.

25 Calepins de Radek, F.326/1/41, RGASPI.

26 Oscar Blum cité par G. Haupt, *Les bolcheviks*, p. 342.

nois.»²⁷ Grâce à un premier article théorique sur «la politique extérieure de la social-démocratie allemande»²⁸ Radek se forge rapidement une réputation de spécialiste parmi les radicaux sur cette question de l'impérialisme et pendant plusieurs années il va publier ses chroniques internationales dans une quinzaine d'organes du SPD. Parmi les rédacteurs allemands, on considérait certes que Radek avait une «conception souvent partielle des choses», une «tendance à l'exagération, ce qui parfois affaiblissait la cause qu'il entendait servir»²⁹, mais «ses articles révélaient une finesse exceptionnelle, une infatigable activité et de vastes connaissances. Ils furent d'autant plus remarqués, qu'à cette époque on accordait en général peu d'importance à la politique étrangère dans les milieux de la social-démocratie allemande»³⁰. Les Allemands ne furent pas les seuls à remarquer les compétences de Radek, la *Pravda* de Trotsky à Vienne et l'organe des bolcheviks de Moscou, le *Proletariat*, lui demandèrent aussi d'écrire des articles sur l'Angleterre, la Turquie, l'Espagne ou la Chine.³¹

Ces années à Leipzig marquent aussi un tournant dans sa vie privée. Agé de vingt-cinq ans, Radek s'était déjà marié à deux reprises: une première fois en 1905 avec Mirra Sarnovska, dont nous savons seulement qu'elle participera à la guerre civile, deviendra membre de l'Académie militaire soviétique et sera exécutée en 1937³²; une deuxième fois, en 1909, avec Helena Bogojawlenska, plus connue sous les pseudonymes de *Noc* («nuit» en polonais) et de *Mucha-Muchina* («la mouche»).³³ Cette militante du POSDR, puis de la SDKPiL dans l'organisation de Lodz,

27 G. Mayer, *Erinnerungen, Vom Journalisten zum Historiker der deutschen Arbeiterbewegung*, Hildesheim, Georg Olms Verlag, 1993, p. 196.

28 Radek, «Die Auswärtige Politik der deutschen Sozialdemokratie», *BBZ*, juillet 1909. Republié dans *In den Reihen*, pp. 17-36.

29 R. Franz, «Aus Briefen Konrad Hänisch», pp. 466-467.

30 K. Haenisch, «Radek», *Düsseldorfer Nachrichten*, 11.1.1918.

31 Lettre de Siemkovski, rédaction de la *Pravda*, à Radek, 19.12.1910, F.163/1/580, doc. 44-45 et lettre de la rédaction du *Proletariat* à Radek, 9.8.1909, F.326/2/49, RGASPI.

32 Ф. Н. Медведев, «Софья Радек о своем отце и о себе», *Цена прозрения: специальный корреспондент «Огонька» берет интервью, 1986-1988*, Москва, Книга, 1990, p. 246. Kochanski («Radek», *Polski Słownik*, p. 687) évoque aussi un premier mariage mais sans donner de nom.

33 A. Kochanski, «Radek», *Polski Słownik*, p. 682.

était membre de l'organisation militaire du parti. Elle avait rempli de nombreuses missions clandestines en territoire russe mais à la fin de l'année 1909, à la suite des arrestations qui avaient touché l'organisation de Lodz, elle avait été accusée de collaboration avec la police russe.³⁴ Radek se démena pour la défendre, intervenant directement auprès de Joguiches, mais la commission d'enquête convoquée par le bureau des sections étrangères de la SDKPiL refusa sa participation. Jamais les accusations ne furent démontrées et la commission ne terminera pas son travail. Cependant, en raison des soupçons qui continuaient à peser sur elle, il lui était interdit de fréquenter les autres membres du parti et elle se sépara de Radek en 1911, date à laquelle elle revient apparemment en Pologne.³⁵

Cette même année 1911, Radek écrivit à son ami Auguste Thalheimer pour lui annoncer qu'il vivait maintenant avec Rosa, une femme qui «ravit son cœur et son esprit.»³⁶ Même si elle était membre de la SDKPiL depuis 1905, et de l'organisation SPD de Leipzig³⁷, Rosa Mawrikijewna Abramowicz n'était pas, à la différence des deux premières compagnes de Radek, une révolutionnaire professionnelle.³⁸ Née à Petrikov en 1881³⁹ elle avait vécu à Genève où elle avait épousé un certain Goldblum dont elle eut un enfant en 1904. Mariés très jeunes, ils se séparèrent dès la naissance de Witold et elle partit s'établir à Berlin où elle obtint en 1905 son diplôme de médecine. En 1911 elle demanda le divorce,⁴⁰ certainement pour pouvoir se marier avec Radek avec lequel elle entretenait déjà une correspondance régulière depuis 1908.⁴¹ Sur une photographie des années trente, la seule que j'ai pu retrouver d'elle, Rosa offre l'apparence d'une jolie femme, calme et douce, au regard plein de compréhension;

34 Protocoles de la commission d'enquête sur l'affaire Noc-Muxa, 1909-1911, F.163/1/498, doc. 57, RGASPI.

35 *Ibid.*, doc. 4/5, RGASPI.

36 Lettre de Radek à Thalheimer, 28.6.1911, Nl. K. Haenisch, Nr. 393: A. Thalheimer, ZStA.

37 *Protokoll über die Verhandlungen des Parteitagés der SPD*, Chemnitz, 15-21 September 1912, p. 283.

38 La seule notice biographique de Rosa que j'ai trouvée est celle de A. Kochanski, *Księga Polaków*, p. 706. Elle contient surtout des informations sur les fonctions qu'elle exerça en Russie après la Révolution.

39 Rep. 30, Berlin C Polizeipräsidentium, Tit. 95, Sekt. 8, 16491, n° 197, 201, Brandenburg, LHA.

40 Acte de divorce des conjoints Goldblum-Abramowicz, F.326/1/155, RGASPI.

41 F.326/1/84-85, RGASPI.

des qualités essentielles pour traverser les tourmentes de la vie professionnelle mais aussi affective de Radek. Elle fera en effet preuve de tolérance, lui pardonnant toujours ses infidélités, même lorsque celles-ci prendront la forme d'une véritable liaison comme ce sera le cas avec la belle Larissa Reissner, et d'abnégation en partageant son destin politique dans la clandestinité, l'exil, puis la mort.

Premières tensions avec les camarades polonais

Au début septembre 1910 Radek se rend à Copenhague au congrès de l'Internationale socialiste en compagnie de Karl Liebknecht et de Trotsky⁴². Loin d'être impressionné par la présence dans cette enceinte de toutes les grandes figures du socialisme international, il se lance en public dans une diatribe contre le parti allemand. Il accuse le *Vorwärts* et la fraction social-démocrate au Reichstag, qui soutiennent le projet d'un accord sur la limitation des armements, de mener une politique «utopique et antisocialdémocrate.»⁴³ Le président de la commission refusa de lui redonner la parole, les représentants allemands s'indignèrent publiquement de ces propos et comme la presse bourgeoise commençait à les utiliser pour attaquer le parti, Radek dut envoyer au congrès une déclaration, rédigée par Rosa Luxemburg, dans laquelle il expliquait qu'il n'avait «évidemment pas eu l'intention de diminuer l'action socialiste en faveur de la paix».⁴⁴ Comme à son habitude Radek s'était illustré en voulant jouer au trouble-fête et même si ses déclarations annonçaient en partie la position adoptée ultérieurement par les radicaux, son attitude irritait de plus en plus les dirigeants polonais et en particulier Rosa Luxemburg. Elle avait dans le passé souvent recouru à ses services, lui demandant de traduire ses articles en allemand ou d'en écrire lui-même afin d'appuyer ses positions dans la presse du SPD, que ce soit sur les questions allemandes ou polonaises. Mais son goût pour la provocation et les «polémiques vulgaires», son allure bohème⁴⁵ et ses blagues douteu-

42 Radek, *Rosa Luxemburg*, p. 31.

43 *Congrès socialiste international de Copenhague*, 28 août-3 septembre 1910, Genève, Minkoff-Reprint, 1981, p. 182.

44 *Ibid.*, p. 208.

45 R. Franz, «Der Fall Radek von 1913», *Das Forum*, Heft 5, Februar 1920, p. 393.

ses⁴⁶, tout cela suscitait chez Rosa Luxemburg une aversion presque physique. Lorsqu'ils se croisaient dans un café, elle le fuyait «comme la peste»⁴⁷, refusant toujours de s'asseoir à sa table. Bien qu'elle fût dans une large mesure à l'origine de son engagement, elle avait toujours conservé une certaine distance avec Radek, comme en témoigne le fait qu'il ne fut jamais invité à suivre les cours qu'elle donnait à l'école du SPD à Berlin. Progressivement la distance s'était transformée en antipathie et elle avait dû se réjouir qu'il s'installe à Leipzig. Rosa continuait bien à lire ce qu'il écrivait, nombre de ses articles suscitaient même son intérêt, mais elle faisait tout son possible pour éviter de le rencontrer⁴⁸.

Avec Joguiches, les relations n'étaient guère meilleures. Ce dernier avait joué un rôle prépondérant dans la formation de Radek: c'est à son contact qu'il avait appris, dans le feu de la révolution, que «chaque ligne écrite devait servir un but précis, que le journalisme révolutionnaire n'était pas de la littérature mais une bataille livrée la plume à la main.»⁴⁹ A leur arrivée à Berlin Joguiches avait encore fait preuve de beaucoup d'attention à son égard, l'associant à des tâches prestigieuses comme la rédaction de résolutions pour le VI^e congrès de 1908.⁵⁰ Mais depuis quelques mois Joguiches critiquait sa négligence⁵¹ et exigeait de lire tous ses articles avant qu'ils ne soient envoyés aux rédactions.⁵² De son côté, Radek se plaignait de ne pas être suffisamment pris au sérieux dans son travail, de devoir systématiquement couper ou modifier ses articles.⁵³

46 Radek s'amusait à signer ses lettres «Kradek» mot très proche de *Kradziez*, qui en polonais signifie vol. Ce «bon goût» suscitait l'indignation de Rosa et Marchlewski. Lettre de Tyszka [Joguiches]-Karski [Marchlewski] à Radek, 3.12.1910, F.270/1/257, doc. 1-4, RGASPI.

47 F. Stampfer, *Erfahrungen und Erkenntnisse: Aufzeichnungen aus meinen Leben*, Köln, Verlag für Politik und Wirtschaft, 1957.

48 Lettre de R. Luxemburg à C. Zetkin du 20.7.1910. R. Luxemburg, *Gesammelte Briefe*, Bd. 3, p. 196.

49 Radek, *Rosa Luxemburg*, p. 43.

50 Projet de résolution pour le VI^e congrès, signé Tyszka [Joguiches], Radek, Leder [Feinstein], 1908, F.164/1/45, doc. 1-2, RGASPI.

51 Lettre de Tyszka [Joguiches] à Leder [Feinstein], 17.2.1910, F.270/1/153, doc. 1, RGASPI.

52 Lettre de Tyszka [Joguiches] à Leder [Feinstein], 11.12.1909, F.270/1/134, doc. 1, RGASPI.

53 Lettre de Radek au CC polonais, [1910], F.163/1/554, doc. 42-43, RGASPI.

Les dirigeants de la SDKPiL souhaitaient utiliser les talents de Radek, mais «le plus doué de leurs élèves»⁵⁴ était trop «indépendant»⁵⁵, trop ambitieux peut-être aussi, pour se contenter de tâches subalternes. Radek conservera une admiration sans limites pour ce que Rosa représentait en tant que théoricienne de la gauche et ce que Joguiches incarnait dans l'histoire du mouvement socialiste polonais, mais il lui fallait s'émanciper du joug du noyau dirigeant qui n'était apparemment pas prêt à le considérer comme l'un des siens.

La social-démocratie allemande offrait d'ailleurs, par la multitude de ses journaux, un large éventail de possibilités pour un propagandiste talentueux comme Radek et il pouvait envisager son avenir avec optimisme car ce qui irritait les dirigeants polonais et allemands séduisait de nombreux rédacteurs de la presse radicale. Pour Haenisch, rédacteur dans l'*Arbeiterzeitung* de Dortmund, Radek était un «penseur conséquent et cultivé»,⁵⁶ l'incarnation de l'élan révolutionnaire qui faisait tant défaut en Allemagne. Paul Lensch, rédacteur en chef de la *Leipziger Volkszeitung*, admirait l'aisance de son style et son sens politique. A Brême, où il commence à se rendre de plus en plus fréquemment,⁵⁷ Radek ne tarde pas à séduire Henke, le dirigeant de l'organisation locale et rédacteur de la *Bremer Bürgerzeitung*, sur lequel il va exercer une «grande influence».⁵⁸ Depuis le départ d'Ebert en 1905, l'organisation de Brême était devenue l'enfant terrible du parti et son journal l'un des plus radicaux d'Allemagne. Dans cette rédaction, Radek fait la connaissance d'Anton Pannekoek, le théoricien marxiste hollandais, mais aussi de Johann Knief, une figure centrale de la gauche allemande durant la guerre, et de Wilhelm Pieck qui

54 P. Frölich, *Rosa Luxemburg. Sa vie son œuvre*, Paris, Maspero, 1965, p. 231.

55 Tyszka [Joguiches] à Radek, 3.12.1910, F.270/1/258, RGASPI.

56 R. Franz, «Aus Briefen Konrad Hlänisch», p. 466.

57 Selon les actes de la police Radek vécut à Brême du 4 juillet 1909 à octobre 1913. En fait il résida à Brême de façon temporaire à trois reprises jusqu'au 15.10.1913, date à laquelle il revient à Berlin. A Brême il voulait, comme il l'annonce à la police «étudier le commerce du coton», mais la police de Brême savait qu'il travaillait pour la BBZ et qu'il appartenait à l'aile gauche du mouvement et faisait donc partie d'une «catégorie peu désirée d'émigrés». Publié par O.E. Schüddekopf, «Der Revolution», p. 469.

58 A. Pannekoek, *Erinnerung*, p. 10. Cité par K.E. Moring, *Die Sozialdemokratische Partei in Bremen 1890-1914. Reformismus und Radikalismus in der Sozialdemokratischen Partei Bremens*, Hannover, Verlag für Literatur und Zeitgeschehen, 1968, p. 176.

sera le premier président de la RDA. Sans partager totalement les vues de ses camarades, Henke était séduit par cette jeune génération de journalistes radicaux et il va offrir à Radek la possibilité de développer librement ses conceptions dans ses colonnes. Radek n'abandonnera pas totalement le parti polonais, mais il ne pouvait laisser passer l'occasion de participer directement aux débats du parti allemand, en particulier dans un contexte marqué par la réapparition des tendances réformistes.

La cristallisation des tendances

L'année 1910 va en effet révéler autour de la question de la démocratisation du régime les limites de la volonté révolutionnaire du parti et convaincre Radek que le SPD était bien «différent de l'image que s'en faisaient les révolutionnaires polonais et russes d'après les résolutions des congrès ou la littérature.»⁵⁹ Face à l'immobilisme gouvernemental, le parti social-démocrate avait organisé de février à mars de vastes manifestations populaires dans toutes les grandes villes d'Allemagne pour revendiquer la transformation du régime électoral. L'ampleur de ces démonstrations de force, l'aggravation des tensions économiques et surtout le refus du gouvernement d'envisager sérieusement toute transformation véritable du régime relancèrent, comme en 1905, le débat sur l'utilisation de la grève de masse pour préparer les ouvriers à la révolution.⁶⁰ Face aux thèses de Rosa Luxemburg et de la gauche du parti, Kautsky apporta cette fois son appui à la direction, insistant sur le devoir du parti d'utiliser son pouvoir pour empêcher les ouvriers de se lancer dans une action prématurée qui conduirait à un échec sanglant.⁶¹ En se faisant l'avocat d'un retour à la tactique parlementaire, Kautsky rompait avec les radicaux et posait les premiers jalons d'une tendance, qualifiée ultérieurement de «centre

59 Radek, «Autobiographie», p. 326.

60 R. Luxemburg envoya au *Vorwärts* un article intitulé «Was weiter?» dans lequel elle encourageait le parti à transformer ce mouvement de démonstration en grève générale. Le *Vorwärts* et la *Neue Zeit* refusèrent de publier l'article, mais il parut dans les journaux tenus par des radicaux, à Dortmund, Brême et Leipzig. J.-P. Netti, *Rosa Luxemburg*, p. 407.

61 K. Kautsky, «Was nun?», *Die Neue Zeit*, republié dans K. Kautsky, *Der politische Massenstreik. Ein Beitrag zur Geschichte der Massenstreikdiskussion innerhalb der deutschen Sozialdemokratie*, Berlin, 1914, pp. 224-245.

marxiste». ⁶² Cette dernière s'efforcera de défendre une ligne moyenne entre les réformistes de Bade, favorables à la collaboration avec les partis bourgeois ⁶³, et l'impatience révolutionnaire des radicaux, prêts à jeter le parti dans l'aventure d'un affrontement pour stimuler la conscience révolutionnaire des masses. Les différences théoriques encore latentes en 1905 se cristallisaient désormais autour de positions tactiques divergentes. ⁶⁴

En septembre 1910, le congrès de Magdebourg confirma cette évolution: pour conserver du moins au niveau des paroles l'idéologie marxiste, les dirigeants condamnèrent une ultime fois les thèses «révisionnistes»; soucieux de préserver l'unité d'un parti profondément divisé ils s'engagèrent néanmoins dans la voie d'un compromis. ⁶⁵ Bebel et Kautsky continuaient à affirmer que la chute du capitalisme était inévitable, mais qu'elle interviendrait, non pas par une action violente, mais par la conquête du pouvoir dans le cadre du suffrage universel. Or cet objectif plaçait le parti dans la dépendance des syndicats qui, acquis au réformisme, lui apportaient l'essentiel de sa clientèle et de son électorat. Les différences théoriques entre les centristes et les réformistes s'effaçaient en réalité devant leur commune hostilité à l'égard de toute agitation trop révolutionnaire. Battu sur le plan des principes, le «révisionnisme» prenait sa revanche sur le terrain de la pratique du parti.

Tout le parti ne renonçait pourtant pas à la révolution prolétarienne: diverses personnalités, que l'on regroupera sous le qualificatif de «radicaux de gauche», refusaient «l'attentisme révolutionnaire» de la direction et souhaitaient engager le parti dans la voie d'une tactique révolutionnaire conséquente. Pour eux, la résurgence du «révisionnisme» n'était pas liée à l'action de quelques députés au Landtag de Bade, mais bien le résultat de la politique du parti dans son ensemble, du rejet des actions de masse et de la dérive parlementaire du parti. Il ne s'agissait nullement d'un groupe organisé, mais plutôt de personnalités disparates, souvent isolées comme Franz Mehring, Karl Liebknecht, Julian Borchardt, Konrad

62 L'article de Kautsky, «Zwischen Baden und Luxemburg», *Neue Zeit*, 1909-1910, Vol. II, pp. 652-667, consacra l'émergence de ce «centre marxiste».

63 En juillet 1910 les délégués sociaux-démocrates du Landtag de Bade avaient voté le budget avec le parti national-libéral contrairement aux résolutions du parti.

64 G.E. Schorske, *German Social Democracy*, p. 183.

65 Tout en fulminant contre les délégués de Bade, Bebel s'opposa au principe de leur expulsion automatique.

Haenisch, Paul Lensch, Alfred Henke, Johann Knief, Wilhelm Pieck, Anton Pannekoek, Clara Zetkin, Auguste Thalheimer, Hermann et Käte Duncker, Johann Westmeyer. Seuls les radicaux de Brême, dirigés par Henke, disposeront pendant plusieurs années de la majorité dans leur organisation, partout ailleurs la gauche du parti était minoritaire et plutôt que d'une tendance structurée il vaut mieux parler de réseaux d'amitiés et d'une solidarité d'idées. L'influence des Polonais sur cette mouvance était considérable.⁶⁶ Les controverses au sein du parti allemand sur l'utilisation de la grève de masse se référaient toujours à l'expérience de la Révolution de 1905. L'impatience révolutionnaire des radicaux était l'incarnation en Allemagne de cet esprit de 1905, le signe d'un volontarisme politique plus proche de la tradition russo-polonaise que de celle des Allemands. La figure centrale de la gauche radicale allemande était bien sûr Rosa Luxemburg reconnue pour ses compétences théoriques et admirée pour son courage pendant la révolution. Mais Rosa n'était pas seule: Marchlewski, Feinstejn (Leder) et surtout Radek se faisaient les représentants de ses conceptions dans les journaux des organisations de Leipzig, Dortmund et Brême. Le cas de la *Bremer Bürgerzeitung* est particulièrement révélateur de cette autorité doctrinale exercée par les Polonais sur les radicaux allemands: le rédacteur en chef était Johann Knief, mais, depuis 1911, c'est Radek qui rédige la plupart des éditoriaux et c'est sous son impulsion que le journal va devenir une plate-forme de réputation nationale des idées radicales.

L'unité des radicaux de gauche était précaire, jamais la question d'une opposition organisée à l'intérieur du parti, et plus encore d'une scission, ne sera sérieusement envisagée avant la guerre. Cette singularité de la gauche allemande par rapport à la gauche russe avait bien sûr des causes spécifiquement nationales – niveau relativement élevé des libertés civiles qui ne rendait pas nécessaire la création d'un appareil clandestin et sentiment que la force du parti tenait pour beaucoup à l'unité –, mais sur cette question encore l'influence des Polonais me semble avoir été déterminante. D'un point de vue théorique, les radicaux considéraient avec Rosa

66 U. Cartarius, «Zum Einfluss der polnischen Arbeiterbewegung auf die Entwicklung der Radikalen Linken im Deutschland des Ersten Weltkrieges: Leo-Joguiches-Tyszka contra Lenin», *Zeitschrift für Ostforschung*, 1980, Heft 2/3, pp. 193-223. L'auteur insiste en priorité sur la période de la guerre, mais il fait remonter l'influence des Polonais sur la gauche allemande à la période qui nous intéresse dans ce chapitre.

Luxemburg que la bonne organisation ne précédait pas l'action, mais qu'elle en serait le produit.⁶⁷ Et, dans cette perspective, l'essentiel était pour les Polonais de radicaliser la ligne politique du SPD, qui demeurait le parti de la majorité des ouvriers, et non pas de se couper des masses en favorisant une scission. Au niveau pratique, l'exemple de Ledebour et des personnalités du centre gauche qui se regrouperont contre la direction en 1911 révélera l'extrême difficulté de constituer une opposition organisée à l'intérieur du SPD. Enfin, d'un point de vue humain – et les facteurs humains jouent un rôle important dans l'histoire des radicaux – toute tentative d'organisation trop rigide se heurtait à la multitude des querelles de personnes⁶⁸ et à la personnalité de Rosa Luxemburg qui «par goût tout autant que par nécessité, agissait individuellement et en son nom propre».⁶⁹ Confrontés aux rigidités d'un parti qu'ils suspectaient d'entraver l'élan révolutionnaire des masses, les radicaux n'accorderont en définitive que peu d'importance aux questions d'organisation.

La correspondance de Radek montre néanmoins que dans le contexte difficile pour eux de la préparation de la campagne électorale, les radicaux s'efforcèrent d'unir leurs forces en préparant des motions communes, en s'invitant pour donner des conférences et en reproduisant leurs articles dans les différentes revues radicales.⁷⁰ Mais durant toute l'année 1911 un «seul leitmotiv retentit dans le parti: les élections au Reichstag»⁷¹ et les radicaux eurent bien du mal à se faire entendre.

Au premier tour, le SPD recueillit les suffrages d'un électeur sur trois et, au terme des élections, il était devenu le premier parti du Reichstag. Avec les nationaux-libéraux et les progressistes, les sociaux-démocrates

67 «La conception rigide et mécanique de la bureaucratie n'admet la lutte que comme résultat de l'organisation parvenue à un certain degré de force. L'évolution dialectique vivante, au contraire, fait naître l'organisation comme produit de la lutte.» Cité par J.-P. Netti, *Rosa Luxemburg*, 489. Pour une illustration de cette thèse par Radek: «Die Arbeitermasse und die Parteiorganisation», *BBZ*, série du 22.6.1912 au 28.6.1912. Cette conception était aussi celle de Pannekoek et de la gauche hollandaise; c'est d'ailleurs en partie sur cette question de l'organisation qu'aura lieu en 1920-1921 l'affrontement entre l'IC et le KAPD dont Pannekoek sera l'un des théoriciens.

68 R. Luxemburg se fâcha successivement avec Radek, Haenisch, Lensch, Mehring et Henke. J.-P. Netti, *Rosa Luxemburg*, p. 444.

69 *Ibid.*, p. 443.

70 Nl. K. Haenisch, Nr. 393: A. Thalheimer, ZStA.

71 Radek, «Vor dem Parteitag», *BBZ*, septembre 1911, *In den Reihen*, p. 40.

pouvaient espérer constituer une majorité favorable aux réformes et obtenir des concessions importantes du pouvoir. En fait cette victoire allait révéler les contradictions de la nouvelle tactique et les limites d'une transformation du régime par la seule voie du Parlement. La transformation du régime imposait au SPD de trouver des alliés sur le terrain de la politique intérieure, mais son opposition à la politique étrangère et militaire de l'Allemagne était incompatible avec ce premier objectif. Pendant la campagne électorale, le SPD s'était efforcé de taire cette contradiction en minimisant les risques de l'impérialisme allemand, en évitant toute dénonciation de la politique militaire et en canalisant le débat sur le terrain de la politique intérieure pour ne pas effrayer ses alliés libéraux et progressistes.⁷² Mais dès la première session du Reichstag les ambiguïtés refirent surface, révélant à tous l'illusion d'une coalition avec les partis bourgeois. Soumis à la pression de ses électeurs le parti national-libéral abandonna ses alliés; l'alliance du SPD et du parti progressiste, redevenue minoritaire au sein de l'assemblée, n'était plus en position d'imposer la moindre transformation constitutionnelle du régime et lorsque fut soumis le projet de loi proposant l'augmentation du budget militaire le groupe parlementaire du SPD se retrouva totalement isolé dans son opposition. L'éclatement de la coalition suscita un silence embarrassé chez ceux qui, au sein du SPD, s'étaient faits les avocats de l'alliance avec les libéraux; le désarroi était d'autant plus grand que l'isolement du parti n'était pas le résultat de la persistance au sein du SPD d'un radicalisme irresponsable, mais bien de la «trahison» des partis bourgeois. L'idéal d'une transformation pacifique du régime au moyen des élections se heurtait à l'impossibilité de constituer un bloc uni; principale force électorale d'Allemagne, le SPD demeurait impuissant, incapable d'exercer une quelconque influence sur la politique du gouvernement.

Pour les radicaux, relativement marginalisés et parfois même censurés pendant la campagne⁷³, «la période de silence [imposée par la direction] ne pouvait plus continuer»⁷⁴, l'heure était à la riposte. Au nom du culte des élections, le parti avait renoncé à faire de l'agitation révolutionnaire

72 Quand Bebel attaquait la politique d'armement de l'Allemagne c'était moins en raison de sa signification pour la paix en Europe que dans la perspective de ses conséquences financières sur les revenus des ouvriers.

73 L'année 1911, celle de la campagne électorale, marque un tournant dans la pratique de la censure à l'intérieur du parti. J.-P. Nettle, «The German Social Democratic Party», p. 72.

74 R. Franz, «Aus Briefen Konrad Hänisch», p. 470.

pour ne pas effrayer l'électeur; au nom de l'espoir illusoire de constituer une majorité réformiste au sein du Reichstag il avait écarté toute campagne d'agitation sur les questions du militarisme et de l'impérialisme. Cette tactique n'était pas seulement une «illusion»⁷⁵, elle révélait aussi, par l'incapacité du parti à «appréhender l'étape actuelle du développement du capitalisme»⁷⁶, sa dégénérescence intellectuelle. Car à la différence du centre et de la droite du parti, les radicaux considéraient que les questions du militarisme et de l'impérialisme formaient l'axe central de la vie politique; «ce sont elles et non pas les questions de responsabilité du gouvernement ou tout autre revendication purement parlementaire qui déterminent la situation politique actuelle»⁷⁷ et c'est sur ce thème que va se construire politiquement la gauche radicale en 1912.⁷⁸

La passion de Radek pour le sujet était bien connue: depuis quelques années il ne cessait de marteler dans les journaux de Leipzig et de Brême «qu'une partie des réformistes voulait faire entrer le parti dans la lutte pour les colonies».⁷⁹ Au printemps 1911, il avait écrit à la *Neue Zeit* pour demander l'ouverture d'un débat sur le désarmement et l'attitude de la fraction social-démocrate au Parlement sur cette question; mais Kautsky lui avait répondu que la «discussion était inutile [...] qu'elle allait simplement déchaîner dans le parti des querelles superficielles et inopportunes au moment où se préparaient les élections».⁸⁰ Mais avec la seconde crise marocaine de 1911 et le vote au Reichstag du nouveau budget militaire, la question de la politique du parti à l'égard de l'expansion coloniale du Reich était revenue au centre de l'actualité, aussi Radek va-t-il y consacrer toute une série d'articles.⁸¹ Ni les articles de Radek, ni d'ailleurs ses

75 Radek, «Vor dem Parteitag», *BBZ*, septembre 1911, *In den Reihen*, p. 42.

76 Radek, «Unser Kampf gegen den Imperialismus», *Neue Zeit*, Mai 1912, *In den Reihen*, p. 171. Pour les radicaux l'égaré du parti tenait pour une bonne part au faible niveau de connaissances théoriques de ses dirigeants qui confrontés aux revendications quotidiennes des travailleurs ou évoluant dans les cercles parlementaires ne prêtaient guère d'importance aux querelles idéologiques des radicaux.

77 *Ibid.*

78 C. Geyer, *Der Radikalismus in der deutschen Arbeiterbewegung. Ein soziologischer Versuch*, Jena, Thüringer Verlagsanstalt und Druckerei, 1923, p. 14.

79 Radek, «Autobiographie», p. 326.

80 Lettre de K. Kautsky à Radek, 20.4.1911, Kautsky Collection, G 6/24, IISG.

81 Radek, *Der deutsche Imperialismus und die Arbeiterklasse*, Brême, 1912, reproduit dans *In den Reihen*, pp. 48-155; Radek, «Unser Kampf gegen den Imperialismus», *Neue Zeit*, Mai 1912, *ibid.*, pp. 156-176; Radek, «Wege und Mittel im Kampfe gegen

textes plus longs comme *L'impérialisme allemand et la classe ouvrière*, ne constituent vraiment un apport théorique déterminant à l'analyse marxiste de l'impérialisme, mais écrits dans un style plus à la portée des ouvriers que les textes théoriques de Rosa Luxemburg et des autres théoriciens socialistes, ils contribuèrent fortement à populariser un débat qui au début se limitait à quelques spécialistes.⁸² Car Radek ne considérait pas l'analyse de l'impérialisme comme une fin en soi, mais comme un moyen de radicaliser la politique du parti en révélant aux masses que derrière les formules savantes de Kautsky se dissimulaient en réalité les tendances «révisionnistes» de la direction. L'analyse de Kautsky sur la possibilité d'un accord militaire international entre l'Allemagne et l'Angleterre entretenait la légende d'un capitalisme pacifique⁸³; celle de Bernstein, pour qui «l'impérialisme n'était que le produit des menées d'une petite clique, contre lesquels peuvent s'opposer de larges couches de la bourgeoisie»⁸⁴, justifiait la collaboration de classe initiée par le parti lors

den Imperialismus», prévu initialement pour la *Neue Zeit* paraîtra dans un supplément de la *BBZ*, 14.9.1912, *ibid.*, pp. 177-207; Radek, «Kapitalistisches Wettrüsten, Volksherr und Sozialdemokratie», série dans la *BBZ* du 11.3.1913 au 26.3.1913, *ibid.*, pp. 208-270 et R. Franz (Hrsg.), *Neudrucke marxistischen Seltenheiten*, Bd. IV, 1929, sans auteur mais avec une lettre de Bebel du 21.4.1913; Radek, «Miliz, Demokratie und Sozialdemokratie», série dans la *BBZ*, débute le 16.7.1913. Outre ces articles généraux Radek est l'auteur d'études particulières sur différents pays subissant les pressions des puissances européennes. Cf. Radek, «Türkei Glück und Ende», série dans la *BBZ* de novembre 1912.

- 82 O. Bauer, *Nationalitätenfrage und die Sozialdemokratie*, 1907; Parvus, *Kolonialpolitik und Zusammenbruch*, 1907; K. Kautsky, *Kolonialpolitik*, 1907; R. Hilferding, *Finanzkapital*, 1910; J. Marchlewski, *Imperialismus und Sozialismus*, 1912; R. Luxemburg, *Die Akkumulation des Kapitals*, 1913.

Pour l'essentiel, les vues de Radek sur ces questions étaient partagées par les radicaux, R. Luxemburg recommandait d'ailleurs la lecture de la brochure de Radek sur l'impérialisme (Lettre de R. Luxemburg à Kostja Zetkin du 31.3.1912. R. Luxemburg, *Gesammelte Briefe*, Bd. 4, p. 191), mais il pouvait arriver que Pannekoek, Thalheimer ou encore Lensch critiquent tel ou tel point de l'argumentation de Radek dans la mesure où il n'existait pas de «programme officiel» des radicaux. Lettre de Thalheimer à Radek du 8.4.1911, Nl. K. Haenisch, Nr. 393, doc. 5. ZStA.

- 83 Cf. U. Ratz, «Karl Kautsky und die Abrüstungskontroverse in der deutschen Sozialdemokratie 1911-1912», *International Review of Social History*, n° 11(2), 1996, pp. 197-227.

- 84 Radek, «Unser Kampf gegen den Imperialismus», *Neue Zeit*, Mai 1912, reproduit dans *In den Reihen*, p. 162.

de la campagne électorale. De leur côté, Radek et les autres radicaux déduisaient de leur propre interprétation de l'impérialisme la nécessité de mobiliser le prolétariat contre l'ensemble de la bourgeoisie par le retour aux actions de masses. Derrière le débat sur l'impérialisme c'était donc bien «le refus du parti d'envisager le socialisme comme une question actuelle» qui était en cause.⁸⁵ L'antinomie entre les positions des radicaux et celles de la direction du parti était totale: les luttes à l'intérieur du parti étaient désormais inévitables.

Harcelée par les critiques de la gauche et confrontée au mécontentement d'une base qui s'irritait du décalage entre la puissance électorale du parti et son incapacité à obtenir des réformes de fond, la direction répondit sur le terrain de l'organisation.

Parallèlement à la bataille idéologique, la direction avait en effet consacré toutes ses forces au renforcement de son pouvoir sur l'appareil du parti. L'initiative d'une réforme de l'exécutif et des principaux organes de direction était apparue en 1911, au congrès de Iéna, sous la pression des radicaux et de plusieurs personnalités centristes mécontentes de la passivité de la direction lors de la deuxième crise marocaine.⁸⁶ Minoritaires et souvent divisés, les radicaux furent incapables d'imposer leurs vues. La première partie des mesures adoptées concernait la nomination dans l'exécutif de deux nouveaux secrétaires payés et l'élection d'un nouveau vice-président du parti. Sur les trois nouvelles nominations, Otto Braun et Philipp Scheidemann comme nouveaux secrétaires et Hugo Haase comme vice-président, une seule apparut comme une victoire relative de la gauche, celle de Haase. Sans partager toutes les idées des radicaux, Hugo Haase avait toujours manifesté une profonde hostilité à l'égard du «révisionnisme» et des tendances colonialistes qui se développaient dans le parti. L'élection de Haase, alors que les syndicats et les réformistes soutenaient Friedrich Ebert, pouvait donc bien être interprétée comme

85 *Ibid.*, p. 172.

86 Par crainte de détourner l'attention du public à six mois des élections et en raison des profondes divergences qui existaient sur cette question entre le SPD et son allié potentiel, le parti progressiste, mais aussi à l'intérieur du parti, l'exécutif n'avait rien fait pour encourager une réunion du BSI sur la question de la crise marocaine. La négligence de la direction dans cette affaire et le scandale suscité par la publication d'une circulaire «secrète» dans laquelle l'exécutif demandait aux chefs de district de modérer les attaques contre les syndicats dans la presse du parti, créèrent un contexte de crise favorable à une réforme de l'organisation du parti.

une progression de la gauche dans les instances supérieures du parti. En réalité cette nomination ne modifiait pas le cours des choses: derrière la façade institutionnelle c'est bien Ebert qui, grâce à son talent d'organisateur et sa grande expérience de l'appareil, détenait le pouvoir dans l'exécutif. Sa nomination à la présidence du parti en 1913, après la mort de Bebel, ne fera que confirmer cette réalité. Le deuxième pan de mesures concernait la réforme des organes de direction. Au terme d'une année de travail, il fut décidé que la compétence de la commission de contrôle, qui avait plusieurs fois par le passé émis des jugements très critiques sur le travail de l'exécutif, se limiterait désormais exclusivement à l'examen des activités administratives du parti, fonctionnant comme une cour d'appel, et que ses anciennes fonctions, comprenant son droit implicite de participer à l'élaboration de la politique du parti, seraient transférées à une nouvelle institution: la commission du parti (*Parteiausschuss*) composée de 32 représentants des organisations locales. Loin de répondre aux aspirations des radicaux la transformation des structures avait donc conforté les tendances bureaucratiques – par l'augmentation des secrétaires «payés»–, et renforcé le poids des réformistes – la commission du parti assurait aux organisations réformistes une représentation artificiellement élevée par rapport à la composition de la commission de contrôle.⁸⁷

Pour scandaleuses qu'elles apparussent alors aux radicaux, ces modifications institutionnelles reflétaient en réalité l'évolution profonde du SPD. Avant même la réforme des institutions du parti de 1912, la multiplication des organismes centraux de contrôle et des comités locaux avait favorisé l'émergence d'une nouvelle catégorie de militants dans le parti: les permanents. Payés par le parti, totalement absorbés par les problèmes de gestion et d'organisation, ils constituaient une force autonome, hostile à toute aventure révolutionnaire susceptible de fragiliser le parti. Avec la victoire électorale de 1912, l'embourgeoisement et la bureaucratisation du parti tant dénoncés par Radek ne firent que s'accroître. Les permanents, qui formaient les deux tiers du groupe parlementaire au Reichstag, pouvaient désormais s'appuyer sur leur nouvelle légitimité d'élus et la force de leurs positions dans l'appareil du

87 C. Zetkin était à la tête de la commission de contrôle, ce qui constituait un atout non négligeable pour les radicaux.

parti.⁸⁸ Au nom de l'unité du parti, la direction allait systématiquement recourir aux mesures disciplinaires pour faire taire les critiques et éliminer tous les contestataires; le principe de la discipline du parti, auquel les radicaux avait recouru par le passé pour briser les réformistes, se retournait maintenant contre eux.

Les radicaux pouvaient bien comme Radek dénoncer la dérive du parti et réclamer la création d'une commission ouvrière de contrôle pour renforcer l'importance de la classe ouvrière face à «l'autosuffisance de la direction et à l'isolement du groupe parlementaire»⁸⁹, leur influence se limitait à quelques journaux et quelques organisations. Mais même dans ce cadre limité le malaise était trop général dans le parti pour que la direction tolère les critiques radicales: tenus à l'écart des principaux organes de direction, les radicaux devaient l'être aussi de la presse du parti. En avril 1912 Kautsky profita de la réorganisation du comité de rédaction de la *Neue Zeit* pour écarter Mehring, qui avait critiqué dans la *Neue Zeit* la politique parlementaire du parti, de son poste d'éditorialiste.⁹⁰ La même année Pannekoek dut renoncer à ses correspondances dans divers journaux⁹¹, et même la *Leipziger Volkszeitung* commença aussi à changer d'orientation sous l'influence d'Hans Block, le remplaçant de Paul Lensch durant l'été 1912. La tension était à son comble et la psychose du complot se développa à un point tel parmi les radicaux que le moindre geste de la direction qui pouvait être interprété comme un acte de censure était susceptible de dégénérer en affrontement de tendances. C'est pourquoi l'affaire de Göppingen, qui représente pour les radicaux une tentative très symptomatique de la direction d'étouffer les critiques de l'opposition, va déchaîner tant de passions et devenir autour de la défense de Radek le symbole de la résistance des radicaux à la censure exercée par la direction.

88 Les élections de 1912 eurent pour conséquence le renforcement du pouvoir du groupe parlementaire à l'intérieur du parti. J.-P. Netti, «The German Social Democratic Party», p. 83.

89 Radek, «Die Arbeitermasse und die Parteiorganisation», *BBZ*, série du 22.6.1912 au 28.6.1912.

90 C.E. Schorske, *German Social Democracy*, p. 253.

91 O.E. Schüddekopf, «Der Revolution», p. 463.

L'affaire de Göppingen

La *Freie Volkszeitung*⁹² avait été créée dans le but servir de «feuille de combat pour le socialisme révolutionnaire et l'instauration d'une tactique radicale»⁹³ et dès son premier numéro, le 24 septembre 1910, elle avait suscité l'irritation de la direction de l'organisation du Wurtemberg. Isolé dans une Allemagne du Sud largement favorable aux tendances réformistes, le journal de Göppingen réussit néanmoins à trouver une certaine audience en publiant dans ses colonnes des articles de quelques-unes des principales figures de la gauche comme Rosa Luxemburg. L'orientation radicale du journal s'accentua encore lorsque Thalheimer prit la direction de la rédaction.⁹⁴ Recommandé par Clara Zetkin, «qui avait une très grande estime de ses capacités, de ses connaissances et de son caractère»⁹⁵, Thalheimer appartenait à la même génération de journalistes radicaux que Radek, Pannekoek et Knief. Sa nomination à la tête de la rédaction de la *Freie Volkszeitung* apparut aux radicaux comme une occasion unique de diffuser leurs idées dans une région jusqu'ici totalement «hermétique aux courants d'air radicaux».⁹⁶ Mais les motivations de Thalheimer n'étaient pas seulement locales. Aidé par Radek qui en plus de lui envoyer de nombreux articles, le conseillait sur la ligne rédactionnelle, le nouveau rédacteur entendait porter la *Freie Volkszeitung* à la pointe du combat contre la tactique électorale du parti. La rédaction fit si bien son travail qu'une crise ne tarda pas à éclater entre Thalheimer et les réformistes de la direction.

Fin décembre 1911, soit juste avant les élections au Reichstag, le journal publia un article intitulé «A l'encontre de la Révolution», dont le contenu allait susciter de violents débats dans l'organisation social-démocrate du Wurtemberg. Pour l'auteur de l'article «le monde était à la veille

92 Le titre complet est *Freie Volkszeitung, Tagblatt für die Oberämter Göppingen, Gmünd, Schondorff und Welzheim*. Organ der Sozialdemokratie des 10. Württembergischen Reichstagswahlkreises. Le journal a un tirage de 5000 exemplaires.

93 Radek, «Tatsachen zum Fall Göppingen», *BBZ*, 8.6.1912.

94 A. Thalheimer dirige la rédaction du 1.7.1911 au 8.8.1912. O.E. Schüddekopf, «Der Revolution», p. 451.

95 Lettre de Clara Zetkin à Henke, 28.4.1911, NI. Henke, doc. 38, AdSD.

96 Lettre de Thalheimer à Radek, 21.6.1911, NI. K. Haenisch, Nr. 393: A. Thalheimer, doc. 12, ZStA.

d'une guerre, mais cette guerre ce serait la révolution européenne». ⁹⁷ La Révolution chinoise gênait les possibilités d'expansion du capitalisme européen et accélérait de fait la révolution. Ce processus était inéluctable, mais la presse socialiste devait jouer son rôle de flambeau pour éclairer le chemin de la classe ouvrière vers la révolution. Immédiatement les critiques se multiplièrent contre l'article de Thalheimer et la presse «révisionniste» du Wurtemberg – *Schwäbische Tagwacht* ⁹⁸ et *Donauwacht* – en profita pour dénoncer plus généralement l'attitude des radicaux lors de la campagne électorale: les tracts électoraux de Westmeyer et les conférences de Pannekoek étaient jugés négativement dans la perspective du scrutin. Sur le fond, l'article ne donna lieu à aucune réponse et les réformistes se contentèrent de souligner que son auteur était «trop jeune», que l'article était «trop long» et surtout qu'il était «incompréhensible pour des ouvriers». Plusieurs réformistes déclarèrent même que l'article avait fait perdre plusieurs voix au parti. Or, pour l'exécutif régional, seules comptaient les élections et il lui était totalement indifférent de savoir si l'on votait pour lui en raison de son programme révolutionnaire ou en raison d'intérêts personnels et opportunistes. Cette opinion n'était bien sûr pas partagée par la rédaction de la *Freie Volkszeitung* qui pour bien montrer sa position publia dans ses colonnes le texte d'un discours de Rosa Luxemburg dans lequel elle critiquait l'attitude politicienne du parti lors des élections. ⁹⁹

Le contexte du Wurtemberg était bien sûr favorable à l'éclatement d'une crise; entre les radicaux et les réformistes l'affrontement était devenu permanent ¹⁰⁰ et, lors de l'élection au conseil municipal, Bebel avait dû venir personnellement à Stuttgart pour rappeler ses troupes à la discipline. ¹⁰¹ Rapidement les critiques quittèrent le terrain de l'argumentation politique pour entrer sur celui de la calomnie: on reprochait maintenant à la *Freie*

97 «Der Revolution entgegen», *Freie Volkszeitung* du 30.12.1911. L'article n'était pas signé, mais il ne fait pas de doute que Thalheimer en est l'auteur.

98 La *Schwäbische Tagwacht* avait eu pendant une courte période une rédaction radicale, mais le journal était depuis peu repassé entre les mains des réformistes.

99 R. Luxemburg, «Unser Wahlsieg und seine Lehren», *Freie Volkszeitung*, 5.3.1912 et *BBZ* du 2.3.1912.

100 Dans ses lettres à Radek, 8.4 et 21.4.1911 A. Thalheimer ne cesse d'évoquer des querelles avec les réformistes. Nl. K. Haenisch, Nr. 393: A. Thalheimer, *ZStA*.

101 A. Bebel, «Stuttgarter Gemeinderatswahl und Parteidisziplin», *Freie Volkszeitung*, 22.12.1911.

Volkszeitung «d'utiliser l'argent des ouvriers pour entretenir des journalistes bourgeois» parmi lesquels Rosa Luxemburg, Radek et Pannekoek.¹⁰² Mais la diffamation ne suffisait pas et, comme ultérieurement dans «l'affaire Radek», l'exécutif du parti allait devoir s'appuyer sur un problème annexe pour régler la question.

Le journal s'était endetté pour créer sa propre imprimerie afin de garantir son indépendance vis-à-vis du *Schwäbische Tagwacht*, mais il lui fallait maintenant demander une aide financière pour éviter la faillite. L'exécutif de l'organisation du Wurtemberg utilisa cette situation pour exiger le remplacement de Thalheimer par un rédacteur réformiste comme préalable à l'assainissement financier; cette exigence émanerait selon lui de la direction du parti à Berlin.¹⁰³ Le 17 mars 1912, le président du comité, Schepperle, qui soutenait Thalheimer, décide de contre-attaquer et convoque une assemblée de district pour adopter une résolution marquant sa volonté de défendre la rédaction actuelle. Sa résolution souligne la totale adhésion des membres de l'assemblée à la façon dont la *Freie Volkszeitung* a mené la campagne et rappelle que cela fait pleinement partie des tâches du parti que de présenter son programme révolutionnaire.¹⁰⁴ Face à l'insistance de l'exécutif régional pour modifier la rédaction, les radicaux proposèrent que la nouvelle rédaction comprenne deux rédacteurs, l'un représentant les idées réformistes, Erich Rossmann du *Donauwacht d'Ulm* – le journal qui devait fusionner avec la *Freie Volkszeitung* –; l'autre l'opinion des radicaux. La matière des textes de politique générale devrait pour des raisons d'économie provenir du *Schwäbische Tagwacht* de Stuttgart.

En marge des négociations sur l'assainissement financier de la presse du Wurtemberg, la querelle se transforme en débat sur la tactique du parti. La majorité réformiste présentait les radicaux de Göppingen comme un petit groupe d'anarcho-socialistes qui se servaient de la *Freie Volkszeitung* pour leurs propres intérêts. Mais derrière les qualificatifs il s'agit en réalité des moyens à utiliser pour conquérir le pouvoir et sur ce point les

102 Le fonds de roulement de 30 000 Reichsmark du journal avait été constitué par l'apport financier de 1100 ouvriers.

103 Rien à ma connaissance ne permet de confirmer cette hypothèse, mais elle sera systématiquement reprise par Radek. Cf. Radek, «Autobiographie», p. 327, et *Portraits and Pamphlets*, p. 49. Pour une présentation favorable à Ebert voir G. Kotowski, *Friedrich Ebert. Eine politische Biographie*, Wiesbaden, Band I, Franz Steiner Verlag GMBH, 1963, pp. 188-196.

104 O.E. Schüddekopf, «Der Revolution», p. 456.

radicaux n'entendaient pas renoncer à la pression que les ouvriers devaient exercer dans la rue, quelles qu'en soient les conséquences électorales.¹⁰⁵ Le refus de la direction allemande de laisser éclater au grand jour des divergences fondamentales explique dans une large mesure la façon dont elle va s'efforcer d'étouffer l'affaire.

La position de l'exécutif local se raidit encore lorsque fin mai 1912, Thalheimer, qui part en vacances, choisit pour le remplacer Radek, dont les positions radicales étaient déjà très connues. Dès son arrivée Radek dénonce l'alliance secrète entre la direction provinciale et la direction centrale contre les radicaux. Pour lui, «toute l'affaire était menée au su d'Ebert»¹⁰⁶ et il était nécessaire de l'envisager dans la perspective plus large de l'affrontement des tendances qui divisent le parti. Les propos outranciers de Radek accentuèrent la colère de la direction centrale qui niait avoir eu une quelconque responsabilité dans le chantage fait à la rédaction. Otto Braun, son représentant lors des discussions, accusa Radek de contribuer au krach de la presse plutôt qu'à son assainissement. Les radicaux entendaient bien sûr utiliser l'affaire de Göppingen pour mettre en avant leurs revendications, quitte à prêter à la direction du parti des intentions qui n'étaient, du moins au début, pas les siennes, mais la suspicion qui régnait dans le parti et les nombreux précédents de censure expliquent dans une large mesure cette attitude. Car même si la responsabilité de la direction du parti ne peut être prouvée, la volonté de l'exécutif du Wurtemberg de juguler la propagande de la gauche radicale était quant à elle incontestable.¹⁰⁷ La pratique du chantage financier était une pratique courante pour museler la critique à l'intérieur du parti et quelles que fussent les motivations initiales des uns et des autres, l'affaire du journal de Göppingen faisait donc ressortir tous les ressentiments accumulés depuis plusieurs années entre la gauche et la direction centriste.

Le 11 juin 1912, l'organisation social-démocrate de Stuttgart vote une résolution soulignant la volonté de la direction régionale d'utiliser la crise financière pour transformer la *Freie Volkszeitung* en journal révisionniste.¹⁰⁸

105 «Der parlamentarische und ausserparlamentarische Kretinismus», *Freie Volkszeitung*, 13.4.1912.

106 Radek, «Autobiographie», p. 327.

107 Radek, A. Thalheimer, «Die Rückzugskanonade des Parteivorstandes», *Leipziger Volkszeitung*, 14.6.1912.

108 «Die Resolution der Stuttgarter Parteiversammlung zum «Fall Göppingen»», *BBZ*, 14.6.1912.

Quelques jours plus tard lors de l'assemblée du parti de Gmünd, Radek est élu représentant du district pour le congrès, après avoir présenté un rapport sur les divergences tactiques qui existent dans le parti entre «révisionnisme» et radicalisme. Mais les représentants de l'exécutif national, Braun et Ebert, comme de l'exécutif du Wurtemberg, refusèrent la participation de Radek au congrès. Un représentant de Göppingen demanda à Radek de renoncer à son mandat sous le prétexte qu'il n'habitait pas dans la 10^e circonscription électorale du Wurtemberg. Radek et Thalheimer, accompagnés de quinze délégués de Gmünd et sept de Göppingen préférèrent quitter l'assemblée de la circonscription.¹⁰⁹

Convaincu de l'importance politique de cette affaire, Radek avait fait jouer ses amitiés dans la *Bremer Bürgerzeitung* et la *Leipziger Volkszeitung* pour qu'elles reprennent ses attaques dans leurs colonnes et donnent ainsi à l'affaire une dimension nationale. Cette «médiatisation» était d'autant plus importante que rapidement Radek et Thalheimer perdirent la possibilité de s'exprimer dans la *Freie Volkszeitung*¹¹⁰: «Le seul organe de combat des radicaux du Wurtemberg est resté sur le carreau.»¹¹¹ Le 1^{er} juin, le journal de Brême publia un éditorial de Westmeyer, la grande figure radicale de Stuttgart, intitulé «un scandale dans le parti»¹¹², le 4 juin la *Leipziger Volkszeitung* reproduisit un article de Radek évoquant un «coup de force». En réalité Radek n'avait pas eu besoin de pousser beaucoup les radicaux de Brême et de Leipzig. L'affaire de Göppingen confirmait les critiques qu'ils avaient l'habitude d'adresser à la direction: alors que la «diffusion des principes du socialisme révolutionnaire aux dépens du révisionnisme aurait due être considérée par l'exécutif comme une tâche utile, celui-ci travaillait à la disparition du journal de Göppingen».¹¹³ Malgré les démentis et les tentatives d'explication de la direction¹¹⁴, l'af-

109 «Frieden im Göppinger Parteistreit?, Parteinachrichten», *BBZ*, 18.6.1912 et «Erklärung Radeks», *Freie Volkszeitung*, 18.6.1912.

110 Selon Ebert «Thalheimer se serait retiré volontairement de la rédaction» le 30 mai 1912. *Protokoll*, Chemnitz, p. 212. Démenti par l'intéressé. Radek, A. Thalheimer, «Die Rückzugskanonade des Parteivorstandes», *Leipziger Volkszeitung*, 14.6.1912.

111 Radek, A. Thalheimer, «Unser Schlusswort», *BBZ*, 20.6.1912.

112 Westmeyer était avec Radek la personnalité radicale la plus contestée dans le parti; les réformistes n'hésitaient pas à répandre les pires rumeurs sur sa vie privée pour le déconsidérer. *Protokoll*, Chemnitz, p. 232.

113 *BBZ*, 20 et 21.6.1912.

114 Ebert, *Protokoll*, Chemnitz, p. 211.

faire de Göppingen devenait bien un symbole de la résistance des radicaux à la censure exercée dans la presse du parti.

Considérant qu'elle était attaquée à tort et que Radek et la gauche souhaitaient seulement «mettre en scène un scandale»¹¹⁵, la direction du parti personnalisait le débat en s'en prenant directement à Radek, dont elle avait déjà souhaité se débarrasser au printemps 1912.¹¹⁶ Elle répandit la rumeur que, contrairement à toutes ses déclarations, il n'était pas membre du SPD bien que cela constitue une condition préalable quand «on désire prendre part aux discussions du parti»¹¹⁷. Le reproche était assez fallacieux concernant un membre étranger comme Radek, Pannekoek ou Marchlewski. En situation souvent illégales en Allemagne, dépourvus de moyens financiers et recourant la plupart du temps à des pseudonymes, les militants étrangers participaient à la vie du parti allemand sans toujours répondre aux exigences d'inscription formelle.¹¹⁸ Quand leurs positions plus radicales finissaient néanmoins par irriter la direction allemande, celle-ci pouvait alors évoquer la précarité de leur situation du fait de leur «qualité d'étranger»¹¹⁹ pour les amener à plus de retenue. La presse bourgeoise était bien sûr la première à qualifier Radek «de dangereux agitateur et d'agent provocateur»¹²⁰, mais même dans la presse du SPD on commençait à trouver des références au fait que Radek soit Juif et Polonais. Radek prit d'abord l'affaire de haut en rappelant qu'il intervenait de façon régulière depuis plusieurs années sur les principales questions

115 K.E. Moring, *Die Sozialdemokratische Partei*, p. 177.

116 Le CC avait interdit à l'un de ses permanents, K. Haenisch, que Radek se serve de son adresse pour recevoir son courrier. Pour la direction du SPD, du moins le justifiait-elle ainsi, le fait que Radek soit étranger pouvait aboutir à ce que Haenisch «soit tenu juridiquement responsable du contenu de cette correspondance [...] ce qui éventuellement pourrait avoir des conséquences politiques fatales pour le parti.» Lettre de Haenisch à Zetkin du 10.4.1912, citée par K.E. Moring, *Die Sozialdemokratische Partei*, p. 177.

117 Ebert, *Protokoll*, Chemnitz, p. 214. Le protocole reproduit aussi les lettres des caissiers de Berlin et Leipzig selon lesquelles Radek s'était effectivement inscrit mais n'avait pas payé ses cotisations. *Ibid.*, p. 282-283.

118 Lors de son arrivée à Berlin en 1908 Radek s'était inscrit dans le SPD sous le pseudonyme de Kropasc. Lettre de Rosa Abramovitch à Kropasc [Radek], 1908, F.326/1/84, doc. 1, RGASPI.

119 R. Franz, «Aus Briefen Konrad Hänisch», p. 471.

120 Les articles antisémites contre Radek sont particulièrement nombreux à l'époque de sa collaboration à la *BBZ*.

politiques dans une douzaine d'organes du SPD. Radek était bien une «célébrité»¹²¹ dans la presse du SPD, mais cela ne suffisait pas à prouver son appartenance au parti, d'autant que la direction exigeait des pièces justificatives. Tout en ne cessant de répéter qu'il était un membre inscrit du parti, il ne pourra jamais prouver ses déclarations. D'avril 1911 à juillet 1912, lorsqu'il quitta Leipzig pour revenir à Berlin, Radek n'était d'ailleurs pas formellement membre du parti et c'est seulement le 1^{er} juillet lorsqu'il demanda à la section de Berlin-Wilmersdorf de renouveler son admission au parti, qu'il obtint son livret de membre et paya sa cotisation.¹²²

Les révélations de l'exécutif sur la non-appartenance de Radek au SPD lors de l'affaire de Göppingen fragilisaient sa position en Allemagne, mais sans l'aide de la direction polonaise, elle-même aux prises avec une opposition intérieure, la direction allemande aurait eu beaucoup plus de difficultés à se débarrasser de lui.

2. La crise polonaise et le procès Radek

Ce jugement n'est pas une erreur judiciaire mais une tentative pour tuer moralement un adversaire. [...] Sous l'influence de Tyszka [Joguiches], le comité central a fait de l'assassinat moral un système politique.¹²³

La crise de la SDKPiL

Pour des raisons essentiellement liées à la spécificité de la situation polonaise, la SDKPiL avait toujours été marquée par une prédominance de son noyau dirigeant. Avant d'être un parti, la SDKPiL était un «groupe de pairs»¹²⁴ unis par des liens personnels. Pour la première fois elle avait obtenu lors de la révolution l'appui des masses, mais loin de se soumettre à un contrôle plus démocratique, la direction, au sein de laquelle Joguiches s'était constitué une position dominante, resserra encore les liens de l'organisation. La période de la contre-révolution caractérisée par l'aggrava-

121 G. Mayer, *Erinnerungen*, p. 195.

122 *Vorwärts*, 6.9.1912.

123 Radek, *Meine Abrechnung*, pp. 42-43.

124 J.-P. Nettel, *Rosa Luxemburg*, p. 548.

tion de la répression policière et son cortège d'arrestations, de déportations en Sibérie ou plus simplement d'exils volontaires à l'étranger, avait contribué, en désorganisant les structures nationales du parti, à renforcer la toute-puissance du comité central, dont la plupart des membres résidaient à l'étranger. Malgré leurs faiblesses, les organisations locales, au sein desquelles avait émergé dans le feu des combats révolutionnaires de 1905-1907 une nouvelle génération de jeunes militants, n'entendaient pourtant plus se contenter du travail sur le terrain en laissant à la direction la possibilité de définir les grandes options stratégiques sans aucune participation de la base.

Cette revendication prenait d'autant plus d'importance que de nouvelles perspectives semblaient s'offrir au parti. Depuis le printemps 1906, il était en effet possible de former des syndicats légaux, ce que firent d'ailleurs la plupart des partis. Pour la direction de la SDKPiL, et en particulier pour Joguiches, Luxemburg et Dzierzinski, la légalisation des syndicats signifiait la fin de leur subordination aux intérêts du parti, une indépendance organisationnelle qu'ils n'étaient pas prêts à accepter. A la différence des autres syndicats, les syndicats illégaux de la SDKPiL conservaient d'ailleurs une spécificité d'implantation qui illustrait bien leur vocation plus politique: presque absents des grandes usines, ils recrutaient surtout parmi les artisans et les ouvriers plus spécialisés des petites fabriques. Mais l'illégalité et la subordination au parti empêchaient la formation de syndicats de masse. Aussi, au sein même de la commission centrale des syndicats dirigée par Radek et dans laquelle figuraient plusieurs personnalités de la future opposition, une tendance favorable à la légalisation soutenait cette revendication des organisations locales.¹²⁵

Le V^e congrès de la SDKPiL, de juin 1906, avait adopté sur cette question une résolution de compromis, considérant que la légalisation des syndicats était certes «souhaitable» mais encore «impossible dans les circonstances actuelles».¹²⁶ Chacune des parties en présence considérait cette résolution comme une victoire, mais la décision du CC de dissoudre la commission des syndicats montrait les limites de la transformation et suscita de nouvelles critiques. Au sein même de la direction centrale, Leder (Feinstein) et Malecki (Rubinstein) avaient défendu la nécessité de mettre un terme à la subordination des syndicats au parti et les divergences

125 G.W. Strobel, *Die Partei*, p. 318.

126 *Ibid.*, p. 321.

commencèrent à apparaître publiquement dans la presse du parti.¹²⁷ Zalewski (Trusiewicz), qui avait été membre de la direction du parti de 1899 à 1901, encourageait pour sa part les syndicats de la SDKPiL à fusionner avec ceux du PPS-Lewica, la gauche du parti qui avait fait scission en novembre 1906.¹²⁸

Ces propos suscitaient d'autant plus la colère de la direction que sur le terrain il lui était bien difficile d'empêcher les différents syndicats de travailler en commun: dès 1906 le syndicat SDKPiL des tailleurs de Varsovie avait formé avec le PPS et le Bund le premier comité intersyndical de grève et l'exemple fut rapidement suivi à Lodz où les syndicats de la SDKPiL et du PPS-Lewica travaillaient «main dans la main».¹²⁹ Mais l'aspiration à un rapprochement entre la SDKPiL et le PPS-Lewica ne se limitait pas au niveau syndical. Compte tenu de la vacuité des divergences politiques entre les deux partis, la fusion entre eux apparut dans plusieurs sections locales comme possible et même indispensable. Leder, Zalewski et l'organisation de Varsovie étaient bien sûr à la pointe dans ce combat, mais même Marchlewski, pourtant un fidèle de Joguiches, exprima dans l'intimité une opinion favorable à la réunification des deux partis.¹³⁰ Seule l'hostilité de Joguiches et Rosa Luxemburg, essentiellement dominée par des ressentiments personnels, empêchait un rapprochement pourtant inéluctable.¹³¹

Le VI^e congrès, organisé à Prague en décembre 1908, fut l'occasion d'un premier affrontement ouvert entre la direction et les représentants des organisations de Varsovie, Dabrowa et Lodz. L'origine de ce conflit n'était pas politique, la grande masse des délégués approuvait encore

127 Z. Leder [Feinstein], «Kwestia zwiazkow zawodowych na naszym zjezdzie», dans *Czerwony sztandar*, 5.11.1908 et la réponse de Radek, «Sprawy zwiazkowe na zjezdzie», dans *Czerwony sztandar*, 23.11.1908.

128 La scission de novembre 1906 du PPS, fondé en 1892, avait donné naissance à deux partis: le PPS-Lewica (PPS de gauche) favorable à une révolution internationaliste et le PPS-Frakcja Rewolucyjna (PPS-fraction révolutionnaire) dirigé par un groupe nationaliste lié à J. Pilsudski, le futur président de la II^e République polonaise.

129 G.W. Strobel, *Die Partei*, p. 327.

130 Lettre de Marchlewski aux membres du CC de 1908 citée par F. Tych et H. Schumacher, *Julian Marchlewski. Szkic biograficzny*, Warszawa, Ksiazka i Wiedza, 1966, p. 205.

131 R. Luxemburg craignait que la «SDKPiL perde un peu de sa renommée d'intransigeance». R. Luxemburg, *Gesammelte Briefe*, Bd. 3, p. 145.

l'orientation politique du comité central; il s'agissait néanmoins d'un problème important car derrière les divergences tactiques – attitude à l'égard des syndicats légaux, du PPS-Lewica et du parti russe – se profilait en fait la question de l'autonomie des organisations locales par rapport aux dirigeants en exil.¹³²

Mais Joguiches sut, sans faire aucune concession sur le fond, museler ses adversaires et utiliser les rivalités de personnes pour jouer les opposants les uns contre les autres.¹³³ Quand cela ne suffisait pas il pouvait aussi s'appuyer sur les règlements du parti comme l'illustre l'exemple de la commission sur les syndicats composée de Joguiches, Leder, Malecki, Radek et Matuszewski. Radek proposait que le parti s'efforce de gagner au socialisme les ouvriers organisés dans les syndicats et les organisations national-démocratiques; de tels ouvriers existaient même si Joguiches refusait de les voir. Tout en étant favorable à la réunification des syndicats de la SDKPiL et du PPS-Lewica pour réaliser l'unité du mouvement socialiste, il envisageait de conserver le noyau politique des syndicats de la SDKPiL en recourant aux caisses de résistance.¹³⁴ A l'exception de Joguiches lui-même, tous étaient favorables à l'adoption d'une nouvelle tactique, mais en raison de la discipline de vote imposée aux membres du CC, seuls Radek et Matuszewski purent voter dans ce sens. Toute évolution de la tactique du parti était ainsi bloquée par Joguiches qui parvint en outre à faire inscrire dans les nouveaux statuts le renforcement du pouvoir du CC sur les autres instances du parti.¹³⁵ Au terme de plusieurs péripéties et malgré l'absence d'un véritable accord de principe, le comité central – Joguiches, Marchlewski, Warszawski, Dzierzinski, Hanecki,

132 *Gazeta Robotnicza*, 16.7.1912, cité par Radek, *Meine Abrechnung*, p. 44.

133 D'office devant un tribunal du parti Trusiewicz ne put prendre part au congrès. Leder et Malecki bien que tous deux opposants à Joguiches étaient en désaccord sur de nombreux points. Marchlewski, qui sur la question du rapprochement avec le PPS-Lewica était proche de l'opposition, demeurait isolé en raison de ses conceptions sur les questions agraires. Enfin, une rivalité personnelle entre Matuszewski, membre de la direction de 1902 à 1906, et Hanecki (Fürstenberg) empêcha, malgré la convergence de leurs vues, la constitution d'un front commun entre eux.

134 G.W. Strobel, *Die Partei*, p. 340.

135 Les pouvoirs, autrefois importants, du comité des organisations à l'étranger étaient remis en totalité au CC. Ce dernier s'octroyait aussi le droit de dissoudre de son propre chef une organisation en «cas de grave violation de la discipline et des intérêts du parti». G.W. Strobel, *Die Partei*, p. 342.

Malecki, Leder – était reconduit dans sa totalité.¹³⁶ A l'exception de Leder, Malecki et Hanecki, le groupe dirigeant restait ainsi largement composé de partisans loyaux de Joguiches et Luxemburg et ces derniers, bien que résidant à l'étranger¹³⁷, avaient bien l'intention de conserver leur prépondérance sur le parti.

Rapidement, sans tenir compte des critiques apparues lors du congrès, Joguiches allait abuser de tous les avantages que lui donnait sa position dans le parti pour museler, puis éliminer les oppositions.¹³⁸ Soucieux de rétablir son influence à Varsovie, Joguiches commença par s'en prendre à Hanecki qu'il accusa de travailler pour la police tsariste.¹³⁹ L'effet escompté n'eut pas lieu: l'organisation de Varsovie qualifia les accusations de Joguiches de calomnies et Hanecki accentua son opposition en réclamant, non sans une certaine pointe de provocation, le transfert du comité central de Berlin à Varsovie. En mai 1909 Hanecki, suivi quelques mois plus tard par Malecki, mettait fin à son travail dans le comité central; dès ce moment l'organisation de Varsovie se développa sans aucune aide du CC qui perdait ainsi définitivement toute influence sur la plus importante section du parti. Joguiches ne se contenta pas de diffamer ses adversaires, il empêcha aussi la convocation, pourtant inscrite dans les statuts, des principaux organes élus, comme le congrès annuel du parti dont la fonction était justement de contrôler le travail du CC. Sous son influence, le CC polonais devenait ainsi de plus en plus ouvertement une instance dictatoriale à l'intérieur du parti et le parti lui-même, un instrument docile que Joguiches et Luxemburg utilisaient dans les négociations avec le

136 Seules différences: Warszawski qui était représentant devint membre à part entière alors que Leder devint lui représentant. Leder qui fut réélu sans s'être représenté fut chargé avec Radek de publier le protocole du congrès. Il en profita pour regretter que le parti ne dispose pas de programme publié et proposa de joindre les résolutions du congrès au programme du POSDR puisque la SDKPiL en faisait partie. Une proposition refusée par Joguiches.

137 Joguiches, Luxemburg et Marchlewski résidaient à Berlin, Warszawski à Paris, Leder à Berlin puis à Paris.

138 G.W. Strobel, *Quellen zur Geschichte*, p. 70. La dureté des méthodes de Joguiches était célèbre dans le parti. J.-P. Netti, *Rosa Luxemburg*, p. 549.

139 Joguiches prit pour prétexte l'arrestation, en mars 1909, d'une militante polonaise chargée de transporter du matériel de propagande de Saint-Petersbourg à Varsovie. Après la révolution de 1917 les historiens soviétiques démontreront à l'aide des archives de la police le caractère totalement infondé de cette accusation. G.W. Strobel, *Die Partei*, p. 348.

POSDR, et avec Lénine en particulier. Le pouvoir personnel du chef¹⁴⁰ atteignit des sommets: Joguiches était l'auteur de la plupart des documents officiels du parti, il contrôlait les journaux, dirigeait les finances du parti, réglait tous les problèmes d'organisation et de personnes, représentait le parti dans la plupart des instances du POSDR. Grâce à ce quasi monopole Joguiches et ce qui restait du CC pouvaient qualifier d'«hérésies»¹⁴¹ toutes les propositions de l'opposition: «aveuglé par sa foi d'être le sauveur du parti sans le parti, le comité central considérait toute critique de ses conceptions comme une tentative pour conduire le parti sur la fausse voie de l'*otzovisme* et de la liquidation».¹⁴²

Les conséquences étaient dramatiques, la SDKP il qui comptait en 1906 plus de 30 000 membres, se transformait progressivement en une petite secte et même parmi les fidèles de Joguiches des voix se firent entendre pour critiquer son exercice solitaire du pouvoir et dénoncer les risques d'une rupture.¹⁴³ Pour de nombreux militants, la direction qui résidait à l'étranger, les «Berlinois», était incapable de diriger le travail du parti sur le terrain polonais et de lui ménager une place au sein du POSDR. Le problème n'était pas nouveau: en 1905 Dzierjinski avait déjà évoqué les risques de désorganisation liés aux tensions permanentes entre la direction à l'étranger et les organisations locales du parti¹⁴⁴, mais les récents événements convainquirent les opposants que la situation allait en s'aggravant et menaçait l'avenir du parti. C'est pourtant la décision de Joguiches de bâillonner définitivement ses principaux opposants, et en particulier

140 Lettre de Leder [Feinstein] au CC polonais, 17.1.1913, citée par Radek, *Meine Abrechnung*, p. 47.

141 G.W. Strobel, *Quellen zur Geschichte*, p. 70.

142 Radek, *Meine Abrechnung*, p. 45. Pour Joguiches l'*otzovisme* était une déviation syndicale. En réalité l'*otzovisme* (rappelisme) désignait dans le parti russe le groupe qui autour de Bogdanov et Krassine était en 1908 partisan d'un rappel des délégués sociaux-démocrates de la Douma. Le terme servait dans la bouche de ceux qui l'employaient à déconsidérer l'aile gauche du parti, pour Joguiches il avait simplement la connotation négative de déviation.

143 Marchlewski mit plusieurs fois en garde Joguiches contre les risques d'une scission et évoqua à plusieurs reprises son impossibilité de continuer à travailler avec lui. (Lettre de Marchlewski à Dzierjinski du 8.4.1910, citée par F. Tych et H. Schumacher, *Julian Marchlewski*, p. 202.) Comme Dzierjinski, Marchlewski demeura pourtant toujours loyal envers Joguiches, espérant réussir à l'influencer en restant dans la direction du parti.

144 G.W. Strobel, *Die Partei*, p. 340.

Radek qu'il considérait comme l'un des maillons faibles de l'opposition, qui allait déclencher une guerre ouverte et provoquer la scission.

L'attitude de Radek dans la crise de la SDKPiL

Le respect de la chronologie est essentiel pour comprendre l'enchevêtrement de la crise intérieure de la SDKPiL avec la dégradation des relations entre Radek et la direction polonaise. Elle seule permet de souligner les motivations politiques de la direction polonaise dans le «procès Radek» et de démontrer que l'engagement de Radek aux côtés de l'opposition n'était pas un choix opportuniste pour dissimuler ses problèmes juridiques comme le prétendirent toujours Joguiches et Luxemburg.

Les divergences tactiques entre Radek et le CC polonais apparurent clairement durant l'hiver 1909-1910. Fin octobre 1909, un groupe d'oppositionnels auquel se joignit Radek envoya au CC un mémorandum qui critiquait le comportement dictatorial de Joguiches, sa gestion financière et sa mainmise sur la presse du parti. Prétextant la négligence de Radek dans son travail pour la *Przegląd Socjaldemokratyczny*, Joguiches commença par écarter Radek des réunions du CC auxquelles il avait l'habitude de participer.¹⁴⁵ Au printemps 1910, considérant que la discussion publique de leurs désaccords était encore possible, Radek décida d'en faire une présentation dans un article envoyé à l'organe du parti, le *Czerwony sztandar*. La publication de l'article qui défendait l'idée d'une fusion des syndicats de la SDKPiL avec ceux du PPS-Lewica fut reportée pendant plusieurs mois sous le prétexte de «difficultés techniques»¹⁴⁶, mais six mois plus tard, lors de la préparation de la conférence nationale prévue pour le mois d'août¹⁴⁷, Radek recevait de Joguiches une autre explication de ce retard: «La publication de cet article ne serait d'aucun avantage pour le parti [...] elle susciterait une lutte inutile et nous obligerait à réduire votre travail dans le parti.»¹⁴⁸ Joguiches, qui avait profité de

145 Déclaration de la direction polonaise, 19.2.1910, F.270/1/155, doc. 1-3, RGASPI.

146 Lettre de Tyszka [Joguiches] à Radek, 13.7.1910, F.270/1/213, doc. 3, RGASPI.

147 Les organisations locales exigeaient depuis plusieurs mois la convocation du congrès annuel conformément aux statuts du parti. Joguiches consentit seulement à l'organisation d'une conférence nationale à Cracovie, mais celle-ci ne disposait nullement des mêmes prérogatives qu'un congrès.

148 Lettre du 14.8.1910, citée par Radek, *Meine Abrechnung*, p. 56.

l'absence de Leder pour prendre l'initiative de ce refus, ne se contenta pas d'obstruer le débat préparant la conférence, il considéra aussi la participation de Radek à celle-ci comme inutile et lui conseilla d'y renoncer afin d'éviter tout préjudice.¹⁴⁹ Le message de Joguiches était sans ambiguïté: Radek devait choisir entre exposer ses divergences ou continuer son travail dans la presse du parti.

Joguiches savait pourtant se montrer habile; dans l'espoir de convertir Radek à ses vues ou du moins de le tenir à l'écart de la lutte dans le parti, il lui fit miroiter de nouvelles perspectives de travail à l'étranger. A quelques jours de la conférence, il avait reçu du CC un mandat pour représenter le parti au congrès international de Copenhague. De son côté, Rosa Luxemburg proposait à Lénine de prendre Radek comme collaborateur dans le *Sozialdemokrat*.¹⁵⁰ Dans la mesure où il acceptait de taire ses divergences sur les questions intérieures au parti, Radek pouvait compter sur le soutien du CC et pendant plusieurs mois il put ainsi continuer à publier dans la presse du parti.

Malgré l'absence de Radek, la conférence se caractérisa par un affrontement entre Joguiches et les organisations locales et n'aboutit qu'à des résolutions de compromis, incapables de dissimuler longtemps la profondeur des divergences. Le fait le plus marquant fut la décision de Leder de ne plus participer au travail de la direction. Après le retrait de Hanecki et de Malecki, les critiques émises par Dzierzjinski, qui déclarait considérer sa collaboration au CC comme une «fiction» et ne pas démissionner pour ne pas encore aggraver la désorganisation du parti¹⁵¹, l'initiative de Leder soulignait, si cela était encore nécessaire, la faible légitimité du CC que

149 Lettre du 10.8.1910, *ibid.*, p. 56.

150 Lénine, «Rosa Luxemburg und der polnische «Parteivorstand» in den Fuß[s]tapfen Martows», in J.-P. Netti, «Ein unveröffentlicher Artikel Lenins vom September 1912», in *International Review of Social History*, Amsterdam, 1964, Vol. IX, p. 447.

151 Lettre de Dzierzjinski à Joguiches du 3.7.1910 citée par G.W. Strobel, *Die Partei*, p. 363. Dzierzjinski partageait certaines critiques de l'opposition sur le manque de collégialité dans le travail du parti et le décalage entre la direction en exil et les organisations locales, mais sur la question des syndicats et du rapprochement avec le PPS-Lewica il était pleinement en accord avec Joguiches. Réélu au CC alors qu'il est en exil en Sibérie, où il demeurera jusqu'à son évasion en novembre 1909, il ne pourra empêcher le développement de la lutte fratricide qui divise le parti. De retour en Pologne il appliquera sans état d'âme les décisions de Joguiches. En 1912 il sera de nouveau arrêté et envoyé en Sibérie où il séjournera jusqu'en 1917. R. Blobaum, *Feliks Dzierzynski*.

les opposants qualifiaient désormais de «comité croupion du parti».¹⁵² Dès lors, convaincus de l'impossibilité d'une évolution favorable des relations avec la direction, l'opposition regroupée autour de Malecki et Hanecki s'organisa de façon indépendante. Elle commença par évoquer la création de son propre organe de presse et, au début d'octobre 1910, Malecki écrivit à ses partisans pour leur demander de déclarer ouvertement la guerre à Joguiches.

De son côté, Hanecki se rendit à Leipzig, fin octobre 1910, pour rencontrer Radek et obtenir son soutien. Au terme de la rencontre, Radek prenait publiquement parti pour l'opposition en déclarant qu'il était «indispensable de laisser apparaître publiquement les divergences d'opinion qui couvent dans le parti pour éviter qu'elles ne dégénèrent en combat de cliques».¹⁵³ Sous-estimant le rôle de Dzierjinski dans le durcissement des positions de la direction à l'égard des oppositionnels en général et de Radek en particulier¹⁵⁴, Malecki et Radek s'efforcèrent sans succès de le gagner à leur cause. A la mi-novembre 1910, informé de cette tentative de rapprochement, comme d'ailleurs du projet d'édition d'un journal d'opposition,¹⁵⁵ Joguiches déclarait qu'avec Radek la guerre avait commencé, car ce dernier n'avait pas mis un terme à ses critiques sur l'organisation et la tactique du parti.¹⁵⁶

Les divergences entre Radek et la direction étaient donc, de l'aveu même de Joguiches, bien réelles et cela plus d'une année avant la convo-

152 Brief Radek an SPD-Vorstand, 27.8.1912, Kautsky-Archiv G 6: Fall Radek, IISG. Leder avait demandé à être officiellement relevé de ses fonctions. Joguiches refusa mais Leder ne participa plus jamais aux réunions. Depuis août 1910 l'exécutif ne comprend plus que quatre membres, Joguiches, Marchlewski, Warszawski et Dzierjinski, sur les sept élus en 1908.

153 Communication de la commission de Paris au BSI, 1913, F.166/1/140, doc. 38, RGASPI.

154 La correspondance de Dzierjinski (F.76/1/RGASPI) montre que c'est lui et non pas Joguiches qui souvent prit l'initiative de recourir à la calomnie et aux procès pour éliminer les opposants les plus en vue. Dans le cas de Radek, il était très irrité par ses appels en faveur des syndicats libres et il fit son possible pour casser sa réputation dans le parti, «conseillant» même à Warszawski de ne pas le défendre. Lettre de Dzierjinski à Warski, 7.11.1911, F.76/1/740, doc. 1, RGASPI.

155 Explication de Hanecki, Malecki, Leder. Kautsky-Archiv: In Sache Radek, G 6/74-75, IISG.

156 *Ibid.*

cation d'un tribunal. Sans tenir compte des attaques personnelles, mais aussi sans renier l'héritage des années passées, Radek va désormais s'impliquer plus franchement dans l'opposition. En février 1911 il est élu rédacteur du journal de l'opposition, *Gazeta Robotnicza*¹⁵⁷, et son engagement se confirme en décembre à la conférence nationale regroupant toutes les organisations favorables à l'opposition. Radek n'était pas la figure centrale de l'opposition, Malecki lui reprochera d'ailleurs souvent de ne pas participer assez aux activités d'organisation du parti¹⁵⁸, mais libéré de la censure exercée par la direction centrale il allait se faire l'ardent défenseur de la légalisation des syndicats, parfois même contre l'avis d'une partie de l'opposition¹⁵⁹, et prouver à la direction en exil qu'il disposait bien d'une influence réelle en Pologne.¹⁶⁰

L'adhésion de Radek à l'opposition constituait un danger sérieux pour la direction: comme Joguiches, Luxemburg et Marchlewski, il résidait à l'étranger et pouvait à ce titre servir de relais à l'opposition au sein de la presse du SPD. Elle révèle aussi les limites d'une interprétation de la scission sous l'angle unique d'une rivalité entre les militants en exil et ceux restés sur place. Assumant le travail sur le terrain, il était logique que les militants restés en Pologne soutinssent les revendications d'un rapprochement avec le PPS-Lewica et de la légalisation des syndicats, les deux revendications étant d'ailleurs indissociables¹⁶¹, mais les divergences de vues sur ces questions devaient aussi beaucoup à l'ancienneté dans le parti. L'intransigeance des partisans de Joguiches sur ces questions prenait ses sources dans les expériences passées de la SDKPiL, lorsqu'elle avait combattu au tournant du siècle un PPS dont elle venait de se séparer. Avec la révolution et la scission de 1906 les choses avaient beaucoup

157 Communication de la commission de Paris au BSI, 1913, F.166/1/140, doc. 38, RGASPI.

158 Lettre de Malecki à Radek, 13.3.1911, F.163/1/691, doc. 4-5, RGASPI.

159 *Ibid.*

160 Cf. Radek, «Krysis w SDKPiL a zadania ruchu robotniczego w Krolestwie Polskim», dans *Pismo Dyskusyjne*, n° 1, août 1913. La légalisation ne signifiait pourtant pas que les partis sociaux-démocrates devaient renoncer à avoir une influence politique sur les syndicats, mais celle-ci devait s'exercer de façon plus lâche pour qu'ils puissent se développer en organisations de masse selon le modèle des syndicats du PPS-Lewica.

161 Radek soulignait avec lucidité que la légalisation des syndicats conduirait par la force des choses à l'unification des partis sociaux-démocrates. *Ibid.*

changé, mais Rosa Luxemburg «refusait de voir qu'une nouvelle direction, plus radicale et plus jeune, montait derrière les anciens chefs, et que ses objectifs étaient vraiment très proches de ceux de la SDKPiL». ¹⁶² La jeune génération de la SDKPiL, à laquelle appartenaient toutes les principales personnalités de l'opposition, ne partageait pas le souvenir des affrontements passés. Arrivée au parti après la scission constitutive de 1893, elle avait fait ses premières expériences de lutte aux côtés de la nouvelle garde du PPS-Lewica et considérait avec Radek que ce groupe était mûr pour une politique vraiment social-démocrate. ¹⁶³ Au-delà de la rivalité entre le noyau en exil et les organisations locales, la scission de la SDKPiL était aussi un affrontement entre deux générations. ¹⁶⁴

La réponse de Joguiches à l'engagement de Radek ne se plaça nullement sur le terrain politique. Dans un premier temps, il multiplia les allusions aux accusations portées par Haecker, laissant sous-entendre qu'il était maladroit de se lancer dans un combat politique alors que pesait sur lui une accusation de vol. ¹⁶⁵ L'affaire n'était pas nouvelle puisqu'elle remontait à 1904 lorsque Radek était un collaborateur de Haecker dans la rédaction du journal *Naprzod*. A chaque fois que la tension grandissait entre la SDKPiL et les autres tendances du socialisme polonais, elle ressortait à la surface. ¹⁶⁶ A deux reprises, en 1909 puis en 1910, Joguiches mais aussi Rosa Luxemburg, Marchlewski et Warszawski avaient pris la

162 J.-P. Netti, *Rosa Luxemburg*, p. 543.

163 Brief Radek an Henke, 1913, Nl. Henke, doc. 100, AdSD.

164 Il est intéressant de noter que les principales figures de l'opposition – Hanecki (1879), Malecki (1879), Ounschlicht (1879), Leder (1880), Radek (1885) – ont en moyenne une bonne dizaine d'années de moins que le groupe dirigeant Joguiches (1867), Marchlewski (1866), Warszawski (1867), Luxemburg (1871). Seul Dzierzinski (1877) fait exception, en fait cela coïncide avec la singularité de sa position politique intermédiaire. Dans un parti où les liens personnels primaient souvent sur les considérations purement politiques la solidarité générationnelle me semble être un facteur à prendre en compte pour expliquer certains regroupements.

165 Radek, *Meine Abrechnung*, p. 59.

166 Le journal *Naprzod* attaqua une première fois Radek sur ce point en 1906 à un moment où Radek s'en prenait violemment à la lettre ouverte de Daszynski, le dirigeant du PPSD. En 1909 c'est Stanislas Ossarz qui dans le journal *Przedswit*, n° 1, relançait la question. En septembre 1910 c'est Andrzej Niemojewski qui dans *Mysl Niepodlegla* (La pensée indépendante) n° 147 présentait à nouveau Radek comme un voleur, avec en accompagnement une notice rédigée par Haecker. Enfin le 3.11.1910 Haecker avait envoyé au *Vorwärts* une lettre dans laquelle il insistait une

défense de Radek, considérant qu'il s'agissait d'une «tentative pitoyable pour déconsidérer moralement un adversaire politique en l'absence d'arguments intellectuels».¹⁶⁷ Sans accuser ouvertement Radek, Joguiches appréciait maintenant différemment cette «tentative pitoyable» et n'hésitait pas à s'en servir pour tenter d'exercer sur lui un chantage.¹⁶⁸ Quelques mois plus tard, au printemps 1911, Radek apprenait que plusieurs camarades l'accusaient de s'être approprié en 1906 l'argent qui aurait dû lui permettre de se rendre à une assemblée du parti. Pour Radek, il ne faisait guère de doute que les rumeurs provenaient de l'entourage de Joguiches. Comme celui-ci refusait néanmoins de lui communiquer les noms des auteurs de ces accusations, Radek demanda une nouvelle fois que la SDKPiL convoque une commission d'enquête pour le réhabiliter.¹⁶⁹ Pendant deux ans, la direction polonaise avait mis peu d'empressement à satisfaire la requête de Radek et Dzierjinski, à qui Joguiches avait proposé de présider la commission, avait par le passé décliné l'offre.¹⁷⁰ En octobre 1911, au moment où l'engagement de Radek dans l'opposition ne faisait plus aucun doute, Dzierjinski et Joguiches changèrent d'avis, comprenant l'utilisation qu'ils pourraient faire de cette commission.

Outre les rumeurs, la commission serait chargée par la direction polonaise d'examiner les accusations soulevées par Haecker dans le journal *Mysl Niepodlegla*. Ultérieurement le CC transmet à la commission toute une série d'autres accusations émanant de différentes personnes et devant selon lui faire l'objet d'une clarification. Il ne s'agissait pas alors, selon les déclarations officielles du CC, «d'une mise en accusation, mais simplement d'un examen du matériel pour estimer si ces accusations possédaient une base suffisamment solide pour justifier la convocation d'un tribunal du parti».¹⁷¹

nouvelle fois sur les délits de Radek évoquant aussi le vol d'une montre. La lettre ne fut pas publiée. Lettre d'Haecker, «Moral und Sozialdemokratie», au *Vorwärts*, Bestand SPD, Parteivorstand, II 145/36, SAPMO.

167 *Przegląd socjaldemokratyczny*, n° 11 de mai 1909 et *Mlot* des 1^{er}, 8, 15 et 29 octobre 1910.

168 Tyszka [Joguiches]-Karski [Marchlewski] à Radek, 3.12.1910, F.270/1/257, doc. 1-4, RGASPI.

169 Radek avait formulé cette requête pour la première fois en 1910. Lettre de Radek au CC polonais, 14.8.1910, F.163/1/554, doc. 72-73, RGASPI.

170 Lettre de Dzierjinski au CC SDKPiL du 4.4.1910, F.76/1/22, doc. 1, RGASPI.

171 Radek, *Meine Abrechnung*, p. 7.

La convocation du tribunal

La commission formée le 2 décembre 1911 et composée de Dalski (A. S. Ettinger), Krakus (H. Stein) et Domanski (Dzierjinski)¹⁷², prit sur elle d'examiner toutes les accusations comme les rumeurs car cela allait, selon elle, «dans le sens de l'intérêt du parti comme d'ailleurs de Radek».¹⁷³ A la suite d'une première série d'interrogatoires Radek demanda que soient formulées par écrit la compétence de la commission et les accusations portées à son encontre afin qu'il puisse préparer sa défense. La première exigence ne sera satisfaite que quelques mois plus tard en raison des réticences du CC, et celui-ci empêchera tout au long des sept mois que va durer le travail de la commission que soit rédigée une liste des accusations portées contre lui.

Constamment harcelée par Joguiches, la commission fut aussi fortement gênée dans son travail par les absences répétées de Dzierjinski, celui-ci refusant que Radek soit entendu en son absence. Début juillet 1912, Dzierjinski finit néanmoins par se retirer et le CC proposa Joguiches pour le remplacer. Cette proposition apparut à tous comme une provocation: commençant à comprendre que le CC voulait utiliser cette affaire pour affaiblir sa position dans le parti, Radek envoya plusieurs lettres de protestation à la commission qui demanda pour sa part que le remplaçant de Dzierjinski ne soit pas membre de la direction.¹⁷⁴ La détérioration des relations entre les deux membres restants de la commission et le CC fut telle que le 20 juillet 1912, Krakus reçut de cette dernière instance une lettre lui annonçant la dissolution de la commission et la convocation de Radek devant un tribunal du parti sur la base du matériel rassemblé par la commission.¹⁷⁵

Dans une lettre publique, Krakus et Dalski déclarèrent que la convocation d'un tribunal allait à l'encontre du mandat accordé à la commission puisque celle-ci n'avait pu procéder à l'interrogatoire de plusieurs témoins, Radek lui-même n'ayant pas pu être interrogé depuis décembre 1911, puisque le matériel d'accusation était encore incomplet et que surtout,

172 Dans les documents contemporains des faits comme *Meine Abrechnung* Dzierjinski est évoqué sous le pseudonyme de Domanski.

173 Radek, *Meine Abrechnung*, p. 7.

174 Brief Krakus und Dalski, 5.7.1912, citée par Radek, *Meine Abrechnung*, p. 7.

175 Radek, *Meine Abrechnung*, p. 8.

pour le moment, il ne justifiait en rien la convocation d'un tribunal du parti.¹⁷⁶ Pour Krakus, il n'y avait dès lors aucun doute que la direction polonaise était prête à tout pour que Radek soit convoqué devant un tribunal afin d'empêcher son travail dans le parti. Une lettre de Rosa Luxemburg datée de mars 1911 prouve d'ailleurs que Joguiches avait déjà le projet de convoquer Radek devant un tribunal du parti bien avant la création de la commission.¹⁷⁷ Le 18 août, la conférence nationale qui se réunit à Berlin mit néanmoins sur pied un tribunal extraordinaire chargé du procès de Radek. La procédure était illégale puisque la conférence prétendait ainsi se substituer au congrès du parti, la seule institution qui selon les statuts disposait de ce pouvoir; elle était aussi fortement contestable du point de vue de sa légitimité dans la mesure où les représentants de l'opposition n'avaient pas été admis à la conférence et n'avaient donc pas pu participer à l'élection des juges.¹⁷⁸ Trois juges furent nommés au lieu de cinq comme cela était la règle et sans que Radek ait eu la possibilité d'en récuser la moitié. Un tel tribunal privait l'accusé des garanties légales habituelles, comme le droit d'appeler des témoins.

Pourquoi Radek était-il convoqué devant un tribunal extraordinaire et non pas devant un tribunal régulier? Dans une lettre qu'il envoie à la direction du SPD, Leder, militant de premier rang, connu pour sa volonté de se placer au-dessus des divisions du parti, définissait l'attitude du CC comme un «comportement arbitraire inouï et une violation des principes démocratiques du parti».¹⁷⁹ Les statuts du parti, adoptés lors du dernier congrès de 1908, prévoyaient en effet que seule la section à laquelle appartenait le camarade sur lequel portaient les accusations – dans le cas de Radek il s'agissait du bureau des sections étrangères puisqu'il appartenait à la section SDKPiL de Berlin – et non pas le CC, avait le pouvoir de décider s'il convenait de le déférer devant un tribunal du parti (en cas de crime contre le parti) ou devant un tribunal d'arbitrage (en cas de différend de nature personnelle). Outre ce premier point et le fait que le CC

176 Lettre de Dalski et Krakus à Radek, 21.7.1912, F.163/1/796, doc. 3-4, RGASPI.

177 Brief R. Luxemburg an Joguiches, fin mars 1911, *Gesammelte Briefe*, Bd. 4, p. 40.

178 Les délégués de l'organisation oppositionnelle de Varsovie avaient été remplacés par ceux de la nouvelle organisation de Varsovie créée par la direction polonaise à la veille de la conférence. Communication de la commission de Paris au BSI, 1913, F.166/1/140, doc. 39, RGASPI.

179 Lettre de Leder à la direction du SPD, s.d., citée par Radek, *Meine Abrechnung*, p. 12.

avait nié l'autorité de la commission qu'il avait lui-même nommée, il n'existait dans les statuts du parti, ni d'ailleurs dans sa pratique, aucune référence à un quelconque tribunal extraordinaire.¹⁸⁰ Selon Leder, «la seule raison pour laquelle le comité central avait organisé un tribunal extraordinaire était sa volonté de condamner Radek à tout prix, ce dont il pouvait douter dans le cas d'une procédure normale».¹⁸¹

Toute l'opposition polonaise au CC regroupée autour du comité de Varsovie, son organe la *Gazeta Robotnicza* et la majorité du bureau des sections étrangères de la SDKPiL, partageaient l'analyse de Leder. Mais le CC, ou plus précisément les quatre membres restants, ne tenait plus compte de l'opinion de l'opposition. Les dernières tentatives de conciliation s'étaient soldées par un échec et la direction avait prononcé la dissolution de l'organisation de Varsovie en l'accusant d'être à la solde de la police secrète tsariste.¹⁸² Le 8 juillet Rosa Luxemburg avait envoyé une circulaire au BSI et au parti allemand pour les informer de l'existence d'organisations dissidentes sans rapport avec le parti et noyautées par la police tsariste.¹⁸³ Dans ce contexte, il était facile de présenter comme un bandit l'un des membres de l'opposition que le CC polonais qualifiait d'instrument d'une provocation policière. Le moment était d'autant plus favorable que Joguiches n'avait pas à redouter, compte tenu de la tournure que prenait en Allemagne l'affaire de Göppingen, l'apparition d'un mouvement de soutien en faveur de Radek dans le SPD. Joguiches avait d'ailleurs pris soin, avant la dissolution de l'organisation de Varsovie, d'informer Mehring, Kautsky et Clara Zetkin pour obtenir l'appui des Allemands et ceux-ci avaient déclaré par écrit approuver la politique de la direction polonaise.¹⁸⁴ Grâce à ses contacts personnels, et surtout à ceux de Rosa Luxemburg, Joguiches recevait ainsi une légitimité internationale qui ne pouvait que le conforter dans son intransigeance.

180 Radek, *Meine Abrechnung*, p. 12.

181 *Ibid.*

182 La dissolution du comité de Varsovie fut prononcée en avril 1912. Ounschlicht qui en était le dirigeant exigea la convocation d'une commission d'enquête. La majorité des membres de la commission refusa de confirmer les accusations de Joguiches, mais, comme dans l'affaire Radek, la direction centrale n'en tint pas compte. L'expérience du procès Radek aurait dû susciter la méfiance d'Ounschlicht! La section de Cracovie fut rayée de la liste des organisations du parti en juillet 1912.

183 Comité exécutif du BSI, 8.7.1912, cité par J.-P. Netti, *Rosa Luxemburg*, p. 567.

184 Déclaration de juillet 1911, Kautsky-Archiv. G 4: Akte über Tyszka, IISG.

Ayant acquis la certitude qu'il ne parviendrait pas à obtenir les garanties légales que «même un tribunal de guerre tsariste n'avait jamais refusées», Radek écrivit au CC pour exiger que trois représentants du parti allemand, Haase, le vice-président du parti, Kautsky et Hilferding, examinent l'acte d'accusation et se prononcent sur la légalité de la procédure.¹⁸⁵ Une telle revendication n'avait rien de surprenant. Il arrivait souvent que le parti allemand, qui faisait autorité dans l'Internationale, arbitre des querelles dans les partis polonais et russes. Dans ce cas précis, cela pouvait sembler d'autant plus légitime que Radek était, ou du moins le prétendait-il, aussi membre du SPD. Joguiches n'avait-il pas lui-même en 1910, lorsque Haecker avait fait parvenir ses accusations à la presse allemande,¹⁸⁶ encouragé Radek à porter l'affaire devant une commission allemande?¹⁸⁷ Le tribunal déclina pourtant l'offre de Radek, apparemment sans tenir compte de la suspicion que cette décision pouvait susciter. En réalité, la direction polonaise s'inquiétait bien de la faible crédibilité de ce tribunal et elle aurait bien aimé pouvoir se couvrir du prestige du parti allemand, mais l'exécutif allemand avait décliné la proposition.

Au début juillet 1912, soit avant la dissolution de la commission, la direction polonaise s'était en effet adressée à ses collègues allemands pour leur annoncer qu'une commission établie en Pologne avait rassemblé de nombreux documents contre Radek.¹⁸⁸ Comme Radek était aussi membre du SPD, les Polonais considéraient que cela «pourrait intéresser le SPD» et qu'il serait souhaitable que les Allemands y participent afin d'«accroître

185 Radek, *Meine Abrechnung*, p. 16.

186 Lettre de Haecker «Moral und Sozialdemokratie» au *Vorwärts*, 3.11.1910. Bestand SPD, Parteivorstand, II 145/36, SAPMO.

187 Comme Haecker avait porté ses accusations devant la presse allemande les Polonais encouragèrent Radek à exiger de la *Verein Arbeiterpresse* (l'association de la presse du SPD) qu'elle convoque un tribunal d'arbitrage pour examiner les faits. Lettre de Tyzcka [Joguiches] à Radek, 22.9.1910, F.270/1/241, doc. 1-5, RGASPI.

Dirigé par R. Schmidt, le tribunal ne réussit pas à réunir les témoins des deux parties et dut renoncer. Cet échec n'était pas le résultat de la mauvaise volonté de Radek, et encore moins de Marchlewski et Luxemburg qui s'étaient déclarés prêts à venir témoigner, mais bien de Haecker qui après avoir repoussé les réunions pendant plus d'une année fut accusé par Schmidt d'entraver le travail du tribunal d'arbitrage. Correspondance entre R. Schmidt et Haecker, janvier à décembre 1911, F.166/1/106-110,150, RGASPI.

188 Dzierjinski encourageait Joguiches en ce sens depuis le mois de mai, Lettre de Dzierjinski à Joguiches, 13.5.1912, F.76/1/919, doc. 1, RGASPI.

la force et la crédibilité du jugement». ¹⁸⁹ En obtenant la participation des Allemands, Joguiches espérait surtout faire taire les critiques sur l'orientation politique du procès et, compte tenu de l'hostilité suscitée par Radek dans le cercle dirigeant allemand, la direction polonaise pensait ne pas devoir craindre un examen trop minutieux des faits. Mais pour cela il fallait faire vite: les Allemands entendaient régler l'affaire Radek lors du congrès de Chemnitz fixé pour septembre, soit dans moins de deux mois. C'est pourquoi Joguiches, encouragé en ce sens par Dzierjinski ¹⁹⁰, n'attendit pas que la commission ait rendu ses conclusions pour évoquer avec les dirigeants allemands la question d'un procès contre Radek.

A la suite de plusieurs échanges de lettres, Müller accepta de rencontrer Joguiches dans les bureaux du parti à Berlin. ¹⁹¹ Cette rencontre a quelque chose d'assez surréaliste: les directions polonaise et allemande incarnaient deux tendances radicalement opposées du socialisme qui en 1919, lors de la semaine sanglante, se retrouveront face à face sur les barricades, mais à ce moment leur commune volonté d'écarter Radek les transformait en «alliés objectifs». Il n'existe aucun compte rendu de cette réunion, ni de la séance du bureau restreint du SPD qui s'ensuivit, mais le 23 juillet, Müller annonçait à Joguiches que les Allemands renonçaient à participer à un tribunal inter-partis. Sur le fond, le refus des Allemands était un signe de la faiblesse du dossier. Si celui-ci avait été suffisamment solide, ils auraient eu tout avantage à participer à une commission puis au procès. En refusant de se joindre aux Polonais, les Allemands reconnaissaient implicitement que pour un jury allemand les preuves n'étaient pas suffisantes.

Pourtant les Allemands ne freinèrent pas les Polonais, ils les encouragèrent même à «amener l'affaire à son terme» ¹⁹², tout en s'engageant à ne pas demander le réexamen de l'affaire en Allemagne. Ainsi, tout était joué avant même que le tribunal n'ait été convoqué et la sentence prononcée.

189 Lettre de Karski [Marchlewski] à la direction SPD, [début juillet] 1912, F.166/1/115, doc. 1-2, RGASPI. C'est certainement à l'initiative des archivistes russes que la lettre figure dans ce fonds car ni Leder, ni Radek n'avaient été informés de cette tentative de la direction polonaise d'impliquer les Allemands. S'il l'avait su, Radek aurait pu s'en servir pour démontrer que tous les arguments ultérieurs de la direction polonaise pour refuser un tribunal mixte n'étaient que des prétextes.

190 Lettre de Dzierjinski au CC SDKPiL, 13.5.1912, F.76/1/919, doc. 1, RGASPI.

191 Lettre de Müller à Tyszka [Joguiches], 15.7.1912, F.166/1/115, doc. 3, RGASPI.

192 Lettre de Müller à Tyszka [Joguiches], 23.7.1912, F.166/1/115, doc. 5, RGASPI.

Le procès

Malgré les réserves émises par les Allemands sur la solidité du dossier et les protestations de Radek, qui finit par se retirer n'ayant pu obtenir satisfaction sur aucune de ses exigences¹⁹³, le tribunal polonais examina le 21 août 1912 les accusations suivantes: détournement et vente d'un livre appartenant à Zembaty; détournement et vente de livres appartenant à la rédaction de *Naprzod*; divers petits délits; détournement de 300 roubles appartenant au syndicat et, enfin, dissimulation aux instances du parti lors de son adhésion en 1905 des faits qui lui sont reprochés dans les deux premiers points de l'accusation.

1 – L'affaire Zembaty

L'affaire remonte à 1903 lorsque Radek étudiait à Cracovie et militait dans le mouvement de la jeunesse socialiste *Ruch*. Lors des fêtes de fin d'année, Zembaty avait proposé à Radek son appartement pour lui rendre service. Mais lorsqu'il revint plus tard, un livre de valeur, qui ne lui appartenait pas, avait disparu. Quelques semaines plus tard, le livre fut retrouvé chez un antiquaire, celui-ci avait pris la peine de noter sur la première page que le livre lui avait été vendu par Karl Sobelsohn (Radek). Après avoir sans succès exigé de Radek qu'il lui restitue le livre, Zembaty porta l'affaire devant un tribunal d'arbitrage qui selon Zembaty reconnut la responsabilité de Radek.¹⁹⁴ Pour Zembaty, l'affaire aurait dû aboutir à l'exclusion de Radek, mais à la demande de Moszoro et Dzierjinski, deux membres du tribunal qui ne voulaient pas briser l'avenir d'un jeune camarade, Zembaty retira sa plainte contre la promesse que Radek restitue le livre, ce qui ne fut jamais fait.¹⁹⁵

Radek contestait la déclaration de Dzierjinski selon laquelle la conviction intime des juges était la culpabilité; cette version des faits n'était d'ailleurs confirmée par aucun des deux autres arbitres et ne figurait bien

193 Les juges refusèrent à Radek le droit de choisir ses témoins. Communication de la commission de Paris au BSI, 1913, F.166/1/140, doc. 37, RGASPI.

194 Le tribunal était composé de Domanski (Dzierjinski), R. Moszoro, Grossmann. A l'exception de Dzierjinski aucun des membres du tribunal de 1904 n'était ou ne devint membre de la SDKPiL.

195 Déclaration de Zembaty au tribunal. Radek, *Meine Abrechnung*, p. 19.

entendu dans aucun document écrit.¹⁹⁶ Toute tentative de rejuger l'affaire, sur la seule base des déclarations de Zembaty et Dzierjinski, et sans aucune nouvelle pièce, était donc pour Radek une violation du droit et cela d'autant plus que dans cette affaire, Dzierjinski, qui était membre du tribunal d'arbitrage, intervenait comme juge et témoin. En fait Radek ne niait pas les faits, mais il rappelait que le tribunal d'arbitrage de 1904 l'avait acquitté et s'était engagé à ne rien divulguer.¹⁹⁷

2 – L'affaire du détournement et de la vente de livres appartenant à la rédaction de *Naprzod*

Au début de 1904, lorsqu'il travaillait pour la rédaction de *Naprzod*, Radek avait vendu plusieurs ouvrages qui avaient été envoyés au journal pour faire l'objet d'un compte rendu. Selon Radek, la pratique était courante au sein de la rédaction et «si de tels faits peuvent être qualifiés de vols alors tous les rédacteurs sont des voleurs».¹⁹⁸ En 1910 l'affaire avait pourtant été portée à la connaissance du public par un article de Haecker dans le journal *Mysl Niepodlegla*. A ce moment l'affrontement politique entre les deux tendances du socialisme polonais était très dur et il apparut à tous, et en particulier à Joguiches qui connaissait parfaitement les faits¹⁹⁹, qu'il s'agissait d'une manœuvre de Haecker et du PPSD pour discréditer Radek. Dans une lettre qu'il avait envoyée à Joguiches pour s'en expliquer, Radek ne niait pas les faits et c'est sur la base de cette lettre de 1910 que le tribunal extraordinaire condamnait Radek, huit ans après les faits et deux ans après que Radek eût été publiquement défendu par toute la direction de la SDKPiL dans la presse polonaise et allemande.²⁰⁰

196 Grossmann, qui ne fut pas convoqué par le tribunal extraordinaire de 1912, refusa de confirmer la déclaration de Dzierjinski par écrit et Moszoro était décédé entre-temps.

197 Lettre de Grossmann à Radek, 17.9.1912, citée par Radek, *Meine Abrechnung*, p. 24.

198 *Ibid.*, p. 27.

199 Le tribunal cite lui-même dans son jugement une lettre de Radek à Tyzyska du 24.9.1910 dans laquelle Radek raconte l'histoire en détail. *Ibid.*, p. 26.

200 Dans un article paru le 1.10.1910 dans le journal de Varsovie *Mlot*, Joguiches qualifiait les accusations de Haecker de «tentative pitoyable pour déconsidérer moralement un adversaire politique en l'absence d'arguments intellectuels». *Ibid.*, p. 27.

3 – Divers petits délits qui remontent à ses années de lycée à Tarnow

En 1901, Radek aurait «souillé le lit» d'un étudiant appelé Joseph Heynar et se serait approprié l'un de ses manteaux. Sur le fond Radek écrivit plus tard en reconnaissant les faits, qu'il s'agissait «du seul point de l'accusation sur lequel le tribunal avait réussi à obtenir, en écrivant à son lycée, de vrais documents».²⁰¹ Mais il prétendit toujours qu'il s'agissait d'une simple espièglerie relevant plus des coutumes étudiantes que du larcin proprement dit. D'ailleurs, affirmait-il, «lorsqu'ils se revirent en 1907 à Cracovie, Heynar lui en voulait si peu qu'il lui proposa à nouveau son appartement!»²⁰² L'utilisation de ces vieilles anecdotes – Radek avait alors 16 ans – illustre bien le terrain nauséabond sur lequel se plaçait Joguiches pour déconsidérer un adversaire politique.

Pour Radek la mesquinerie de cette affaire, comme des précédentes, aurait été amusante si elle n'avait eu pour but de préparer le public à accueillir avec un sens critique moindre le jugement du tribunal sur la question du détournement de l'argent du syndicat: «la boue servait pour ainsi dire de garniture à l'affaire».²⁰³

4 – L'affaire du détournement des 300 roubles du syndicat

En 1908, Radek avait reçu une lettre de Dzierzinski dans laquelle il lui demandait au nom du CC s'il pouvait l'aider à élucider plusieurs questions financières relatives aux syndicats. Il était normal que la direction s'adressât à Radek puisqu'il avait été membre de la commission centrale des syndicats sociaux-démocrates de décembre 1905 à janvier 1907. En fait Radek travaillait comme rédacteur et propagandiste et ne s'occupait pas des questions d'argent. Il se souvenait pourtant avoir été chargé, fin novembre 1906, par le secrétaire de la commission des syndicats, Makar, qui était malade, de remettre à un certain Stanislas la somme de 300-500 roubles qu'allait lui amener Julian, le secrétaire du syndicat des tailleurs. Une fois la somme en sa possession Stanislas devait, grâce à son statut de médecin, pouvoir la mettre à l'abri sur un compte personnel. A l'époque de la révolution, les syndicats étaient illégaux et ne pouvaient donc avoir

201 *Ibid.*, p. 28.

202 *Ibid.*, p. 29.

203 *Ibid.*

de relation directe avec les banques; il fallait donc utiliser des militants qui disposaient d'une activité justifiant un compte bancaire, ce qui était le cas de Stanislas. Mais en 1908, ce dernier qui habitait Paris écrivait, selon Radek, ne pas se souvenir des faits.²⁰⁴ Radek déclara n'avoir pas signé de reçu à Julian lorsqu'il prit l'argent, il n'en avait pas exigé non plus de Stanislas en lui remettant la somme, car un tel document aurait pu être compromettant en cas d'arrestation par la police. Il ne restait donc aucune trace écrite de cet échange et il n'était en outre pas possible d'indiquer avec certitude si les 300 roubles manquaient vraiment.

Dans le chaos financier qui avait marqué les années de la révolution – suite aux arrestations, de nombreux livres de comptes avaient été détruits ou confisqués – des milliers de roubles avaient disparu sans qu'il fût possible de l'expliquer et l'échange de lettres entre Radek, Dzierjinski et Stanislas semblait devoir rester sans suite.²⁰⁵ De 1908 au printemps 1910, Dzierjinski séjournait en prison mais à sa sortie, ses soupçons ne devaient pas être très forts puisqu'il accepta d'envoyer Radek au congrès de Copenhague comme délégué du parti et qu'il prit même une part active à récuser les accusations lancées par Haecker. S'il avait eu le moindre doute, Dzierjinski, qui avait présidé le tribunal d'arbitrage de 1904 et connaissait à ce titre la totalité des faits reprochés à Radek, aurait dû demander la convocation d'un tribunal du parti. Or il n'en fit rien, et les notes qu'il a prises en 1911-1912, lorsqu'il présidait la commission d'enquête, laissent clairement apparaître qu'il considérait les preuves comme insuffisantes.²⁰⁶ Mais en 1912 le tribunal extraordinaire considère que: 1) Radek a bien reçu cet argent, 2) l'argent n'est jamais arrivé au dépôt, 3) rien ne prouve que Radek ait remis à Stanislas les 300 roubles en le chargeant de transmettre l'argent au dépôt, 4) Radek a dissimulé aux juges une lettre de 1908 dans laquelle Stanislas niait catégoriquement avoir reçu de Radek cet argent. D'autre part les nombreuses imprécisions dans les décla-

204 Il ne m'a pas été possible de retrouver cette lettre.

205 Dalski et Krakus qui avaient consulté les papiers relatifs au financement des syndicats déclarèrent que la lecture de ces documents «révélaient la situation très chaotique de la gestion des finances des syndicats. Il manquait certes de l'argent mais il n'existait aucune preuve qu'il s'agissait de la somme que Radek était supposé s'être appropriée». Déclaration de Krakus et Dalski à la commission de Paris, 1.1.1913, F.166/1/127, RGASPI.

206 R. Blobaum, *Feliks Dzierzynski*, p. 207. Blobaum a retrouvé dans les archives polonaises les notes personnelles de Dzierjinski sur cette question des 300 roubles.

rations de Radek – s’agit-il de 300 ou de 500 roubles, a-t-il reçu l’argent de Makar ou de Julian? – apparaissent au tribunal comme une tentative pour banaliser cette affaire.²⁰⁷

Toute l’accusation reposait sur le témoignage de Stanislas; or contrairement aux déclarations du tribunal, son honnêteté était loin d’être reconnue par tous. Leder et Hanecki qui appartenaient au CC lorsque Stanislas était un permanent du parti firent plusieurs témoignages qui soulignaient sa mauvaise réputation dans les questions d’argent.²⁰⁸ Dans cette affaire c’est donc la parole de Stanislas contre celle de Radek, l’accusation comme la défense ne pouvant fournir la moindre preuve.²⁰⁹

5 – Dissimulation des deux premières accusations aux instances du parti lors de sa demande d’adhésion en 1905

L’accusation repose sur l’extrait d’une lettre du 6 septembre 1905 dans laquelle Radek reconnaissait avoir commis «quelques péchés de jeunesse»²¹⁰ mais sans nommer explicitement l’affaire Zembaty et l’accusation de Haecker. Radek ayant été acquitté, il n’avait aucune raison d’en faire mention, le parti était d’ailleurs parfaitement au courant de cette affaire, puisque Dzierzinski avait présidé le tribunal d’arbitrage. Quant à l’affaire des livres de la rédaction de *Naprzod*, mentionnée par Haecker pour la première fois en 1909, soit quatre ans après l’adhésion de Radek au parti et cinq ans après les faits, rien ne lui permettait de supposer qu’elle puisse être considérée comme un délit. D’ailleurs Joguiches, Marchlewski et Warszawski considéraient alors que «les fautes commises par Radek dans sa vie privée n’étaient pas suffisamment sérieuses pour gâcher sa vie. [...] Durant la période turbulente de la révolution le camarade Radek remplit loyalement son difficile devoir de membre du parti, et cela autant en liberté que lors de ses deux séjours en prison.»²¹¹

207 Radek, *Meine Abrechnung*, p. 20.

208 *Ibid.*, p. 32.

209 Dzierzinski écrit à Stanislas le 22.8.1912 pour lui demander s’il possédait des documents pour appuyer ses accusations, Stanislas répondit que non. Stanislas à Dzierzinski, 22.8.1912, F.77/1/1010, doc. 1, RGASPI.

210 Lettre de Sobelsohn [Radek] à R. Luxemburg et Tyszka [Joguiches], 6.9.1905, F.163/1/155, doc. 3, RGASPI.

211 *Mlot*, 1.10.1910, cité par Karl Radek, *Meine Abrechnung*, p. 42.

Ainsi, non seulement le parti connaissait les faits, mais encore avait-il pris la peine de soutenir publiquement Radek. Ce soutien n'était bien sûr pas exempt de considérations politiques, c'est pourquoi deux années plus tard, sans aucune preuve supplémentaire, mais dans un autre contexte politique, les accusations devenaient suffisamment sérieuses pour justifier sa condamnation.

Le verdict et sa signification

Au terme de son travail, le tribunal arrivait à la conclusion que

si les affaires Zembaty et Haecker avaient été les seules reprochées à Radek, on aurait pu considérer, compte tenu de sa jeunesse et de son comportement pendant la révolution, qu'il s'était racheté. Le détournement de l'argent des syndicats témoignait pourtant que même la révolution n'avait réussi à l'élever moralement. [...] Le tribunal considère ainsi ce délit comme la suite logique de ses crimes de jeunesse et inscrit ceux-ci dans un même contexte. [...] Au nom de sa conduite en désaccord avec la morale du parti et de ses actions contraires aux intérêts du parti, Radek était exclu de la SDKPiL.²¹²

Ce qui initialement ne devait être qu'un moyen de pression sur Radek avait abouti, en grande partie par esprit de vengeance, à son exclusion.

De l'aveu même du tribunal, le verdict ne se justifiait que par l'affaire des 300 roubles du syndicat, les autres délits pouvant être excusés par sa jeunesse et son dévouement pour le parti. Or cette accusation ne repose sur aucune preuve tangible, et cela quels que soient les doutes que l'on peut émettre sur l'honnêteté de Radek et son «attitude particulière à l'égard de la notion de propriété».²¹³ L'amalgame sciemment organisé par l'accusation entre des petits larcins de nature personnelle, qui pour partie n'étaient pas niés par Radek mais avaient déjà été jugés, et le détournement des fonds du syndicat, qui constitue un crime véritable contre le parti mais qui ne repose sur aucune preuve, permit au tribunal de condamner Radek sur la seule base du témoignage de Stanislas. Pour Radek, il serait pourtant faux de faire porter la responsabilité du jugement aux trois juges du tribunal. Comme l'a écrit Leder dans sa lettre ouverte à la direction polo-

212 Radek, *Meine Abrechnung*, p. 22.

213 La formule est de G.W. Strobel, *Die Partei*, p. 372.

naise «ce jugement fut attribué à tort aux juges, le véritable auteur du texte est Joguiches lui-même» auquel il faut ajouter pour Radek les trois autres membres du CC, Warszawski, Dzierzinski et Julian Marchlewski. Ces hommes connaissaient les faits reprochés à Radek depuis plusieurs années et en 1910 ils l'avaient encore soutenu face aux attaques. Mais depuis Radek s'était rangé du côté de l'opposition à la direction, à laquelle appartenaient Joguiches et Dzierzinski, les deux principaux initiateurs du procès. Dans ce contexte de lutte fratricide, Radek était une cible de choix et ses péchés de jeunesse firent de lui une proie facile.

Ainsi «ce jugement n'est pas une erreur judiciaire mais bien une tentative pour tuer moralement un adversaire».²¹⁴ Le procès Radek n'était pas un cas isolé. Joguiches et Dzierzinski utilisèrent systématiquement la calomnie et la diffamation pour éliminer les opposants les plus en vue. Dès 1909, une procédure avait été intentée contre Zalewski par la commission des conflits. Malecki, dont l'influence à Lodz était très grande, fut accusé de proxénétisme sous le seul prétexte d'avoir épousé une femme plus âgée et fortunée. Ounschlicht était présenté comme un agent provocateur et Hanecki fut accusé, à partir de fausses rumeurs, d'entretenir des «relations privilégiées avec un agent de police», il fut exclu du parti en juillet 1912. Le recours systématique à la diffamation et aux intrigues était bien devenu une méthode de pouvoir dans la SDKPiL.

Derrière la confiance apparente des dirigeants polonais, plusieurs signes témoignent pourtant de leur fragilité. Loin d'affaiblir l'opposition polonaise, l'exclusion de Radek ne fit que la renforcer et au cours de l'année 1912 la scission semblait tourner à son avantage. Consciente du recul de son influence et de son incapacité à s'y opposer, la direction ne fit ainsi jamais publier le jugement du tribunal en polonais, alors que sa version allemande fut largement distribuée.²¹⁵ Car plus Radek obtenait de soutien en Pologne, plus Joguiches allait insister pour que le SPD adopte une disposition similaire. Or, dans le contexte allemand, la direction polonaise disposait d'un très net avantage sur les *Roslamowcy*. D'abord le choix du moment était extrêmement favorable puisque Radek était empê-

214 Radek, *Meine Abrechnung*, pp. 42-43.

215 De son côté l'opposition polonaise s'efforcera néanmoins de tenir ses lecteurs au courant des suites de l'affaire en publiant des comptes rendus de *Meine Abrechnung*, *Gazeta Robotnicza*, Warszawa, 28.7.1913. Publié par O.E. Schüddekopf, «Der Revolution», p. 494.

tré dans l'affaire de Göppingen. La précipitation avec laquelle avait été rendu le verdict ne laissait que peu de doutes sur les intentions du CC polonais d'utiliser le congrès SPD de Chemnitz pour entériner l'exclusion de Radek. Ensuite Joguiches avait obtenu, avant même le jugement, l'engagement du SPD de ne pas faire réexaminer le procès en Allemagne. Enfin il pouvait compter sur Rosa Luxemburg, qui résidait à Berlin où elle représentait les Polonais auprès du SPD, pour défendre le jugement polonais.

La question de la responsabilité de Rosa Luxemburg dans le développement de la scission et de l'affaire Radek illustre bien l'importance de l'imbrication des motifs personnels et politiques dans le fonctionnement de la SDKPiL. Depuis 1909 sa participation au fonctionnement intérieur du parti polonais n'avait cessé de diminuer. Pour des raisons qui relèvent essentiellement de sa relation personnelle avec Joguiches, Rosa Luxemburg avait recentré ses activités sur le terrain allemand, laissant à Joguiches la direction de l'organisation du parti et se contentant de sa représentation dans les instances internationales.²¹⁶ Sur les questions tactiques de la légalisation des syndicats, du rapprochement avec le PPS-Lewica et de la place de la SDKPiL dans le POSDR, elle était en plein accord avec les positions de Joguiches. Mais Rosa connaissait mieux que personne les penchants autoritaires de Joguiches, et elle avait à plusieurs reprises critiqué son exercice solitaire du pouvoir et menacé de mettre un terme à son travail pour le parti si elle ne pouvait participer à l'élaboration de la ligne contre les *Roslamowcy*; mais Joguiches ne tenait pas

216 Pour Nettl «l'altération des rapports entre Joguiches et Rosa est un facteur essentiel pour comprendre la position qu'elle occupait à l'époque dans le mouvement polonais». J.-P. Nettl, *Rosa Luxemburg*, p. 550. La rupture de leurs relations personnelles qui intervint en 1907 ne remet nullement en question l'admiration que Rosa éprouvait pour Joguiches en tant que dirigeant du parti. Mais il lui était difficile de supporter sa présence, ce qui contribua certainement à l'éloigner du fonctionnement intérieur du parti qui était le domaine «réservé» de Joguiches. Même ses contributions à la presse du parti polonais, qui entre 1907 et 1910 étaient encore très nombreuses, finirent par devenir quantitativement insignifiantes. Nettl propose aussi, page 370 note 37, d'établir un lien entre la jalousie éprouvée par Joguiches à l'égard de Rosa et son comportement autoritaire qui mena le parti à la scission. Si cette interprétation est vraie, elle me semble expliquer en partie la difficulté qu'éprouva Rosa à s'opposer à la politique de Joguiches lors de ces événements. La crise de la SDKPiL en 1911-1912 devait trop à la personnalité de Joguiches pour que Rosa ait pu s'y opposer sans remettre en cause le fragile équilibre sur lequel reposait désormais leur collaboration.

compte de ses avis.²¹⁷ Selon Nettl, il ne faut pas pour autant «voir d'opposition dans l'attitude de Rosa, seulement de l'indifférence à l'égard de la politique brutale de la direction polonaise».²¹⁸ Vis-à-vis de l'extérieur elle s'efforça d'ailleurs de maintenir la façade d'une entente unanime du groupe dirigeant et se fit ainsi la porte-parole d'une politique qu'elle n'approuvait pas, du moins sur la forme, mais à laquelle elle était incapable de s'opposer. Bien que n'étant pas membre de la direction, elle signera toutes les déclarations de la direction contre l'opposition et représentera avec dynamisme ses intérêts au sein du BSI.

Dans le cas de l'affaire Radek, l'ambiguïté de sa position, subtil mélange de réticence et d'approbation passive, prenait toute sa dimension. Son aversion pour Radek était légendaire, mais comme lors de la dissolution de l'organisation de Varsovie, elle avait néanmoins commencé par émettre des réserves, écrivant à Joguiches qu'elle était «contre son projet [de tribunal du parti.]».²¹⁹ Joguiches n'en tint pas compte et quelles que fussent ses réticences, elle fera preuve d'une fidélité sans faille envers Joguiches et de «soumission à la discipline du parti», remplissant ses «devoirs à l'égard des Polonais».²²⁰ Mais son rôle ne se limitera pas à transmettre les résolutions de la direction centrale et à répondre aux accusations. Rosa va utiliser tous ses réseaux d'amitié et d'influence, qui étaient nombreux au sein du SPD, pour gagner les Allemands aux vues de la direction polonaise et les pousser à adopter une résolution sur l'exclusion de Radek. C'était certainement par son intermédiaire que Joguiches avait réussi à obtenir une entrevue avec Müller, le représentant de l'exécutif, et c'est aussi elle qui, le 12 août 1912, soit avant même la fin du procès, annonçait à Joguiches que la direction allemande «allait prévenir la presse du parti [allemand] pour qu'elle ne s'engage pas du côté de Radek, car elle le regretterait plus tard».²²¹

Par fidélité au parti et par antipathie pour Radek, qui selon elle «ne représentait rien en Allemagne», elle va se faire l'alliée de la direction allemande sans comprendre la signification qu'allait prendre en Allemagne

217 *Ibid.*, p. 552.

218 *Ibid.*, p. 570.

219 Lettre de R. Luxemburg à Joguiches, fin mars 1911, *Gesammelte Briefe*, Bd. 4, p. 40.

220 J.-P. Nettl, *Rosa Luxemburg*, p. 550.

221 Lettre de R. Luxemburg à Joguiches, 12 août 1912, *Gesammelte Briefe*, Bd. 4, pp. 235-236.

l'exclusion de Radek et surtout l'utilisation que l'exécutif allemand entendait en faire dans ses efforts pour bâillonner les radicaux auxquels elle appartenait.

3. La Lex Radeka: une question de politique ou de droit?

Mieux vaut être jugé par le tribunal de guerre d'Erfurt que par vous [l'exécutif du SPD].²²²

Vous n'avez pas choisi Radek comme collaborateur en raison de ses qualités humaines [...] mais en raison de son extraordinaire talent politique.²²³

Les réactions en Allemagne au procès polonais

En raison de l'affaire de Göppingen, la majorité du SPD était mobilisée contre Radek et la centrale polonaise espérait bien que la procédure d'exclusion ne rencontrerait pas dans ce contexte de grosse résistance en Allemagne. Un espoir d'autant plus fondé que les dirigeants allemands avaient fait savoir à ceux du parti polonais qu'ils n'entendaient pas faire réexaminer par un tribunal allemand les accusations portées contre Radek.

Le 24 août 1912, la direction allemande était informée officiellement à Berlin de l'exclusion de Radek du parti polonais. Pour elle, l'exclusion de Radek était une occasion inespérée de se débarrasser d'un élément gênant en s'appuyant uniquement sur des arguments formels et en laissant de côté les motifs politiques. Elle pouvait ainsi espérer mettre fin à son activité journalistique sans avoir vraiment à se justifier. Malgré la satisfaction qu'elle lui procurait, l'exclusion de Radek du parti polonais posait néanmoins un problème à la direction allemande: quelle attitude devait-elle adopter à l'égard du jugement d'un parti étranger dont la légalité pouvait être contestée? Un problème encore compliqué par le fait que Radek était aussi membre du parti allemand. Deux solutions s'offraient au SPD: soit reconnaître le jugement du parti frère sans examen du maté-

222 E. Heilmann, «Partei Justiz», *Sozialistische Monatshefte*, Heft 21, 1913, p. 1275.

223 Lettre de Pannekoek à Henke du 11.9.1913. Publiée par O.E. Schüddekopf, «Der Revolution», p. 497.

riel, soit exiger des Polonais la mise sur pied d'un tribunal conforme aux règles pour que l'affaire soit réexaminée par le SPD.

Dès que la nouvelle de l'exclusion fut connue par la direction du SPD, Radek fit son possible pour l'amener à une décision rapide. Il s'entretint en privé avec Haase et officiellement avec Scheidemann et Pfannkuch. De ces entretiens Radek acquit la conviction qu'aucune décision définitive n'avait été prise²²⁴ et qu'il conservait entre-temps la pleine possession de ses droits de membre du SPD.²²⁵ Parallèlement Radek fit toutes les démarches possibles pour obtenir du parti allemand l'examen du matériel ayant servi à l'accusation par un tribunal du parti polonais. Il mobilisa pour cela le soutien de l'opposition polonaise et obtint que celle-ci critique dans un texte envoyé à la direction allemande le verdict et la légalité du jugement polonais.²²⁶ Radek lui-même stigmatisa dans deux lettres le procédé de la centrale polonaise et exigea, en tant que membre du SPD, une juridiction allemande²²⁷ car il s'agissait de son «existence politique».²²⁸ Malgré l'affirmation selon laquelle l'exécutif allemand n'avait pas encore pris de position et qu'à ce titre Radek conservait la totalité de ses droits, notamment celui de participer à la presse du SPD, l'attitude de la rédaction de la *Neue Zeit* allait révéler, avant même son annonce officielle, la position de la direction allemande. Sur la base d'un communiqué de la direction annonçant qu'une procédure contre Radek était en cours en Pologne, la rédaction de la *Neue Zeit* avait empêché la publication d'une série d'articles de Radek sur l'impérialisme.²²⁹ Radek, qui harcelait depuis des mois la

224 Lettre de Radek à Henke, 25.8.1912, *ibid.*, p. 483.

225 Lettre de Radek à la rédaction de la *Neue Zeit*, 25.8.1912, Kautsky Collection, G.6/43, IISG.

226 Explication de Leder-Malecki-Hanecki au SPD-Vorstand, 23.8.1912. Kautsky Collection: In Sache Radek, G.6/74-75, IISG.

227 «Je n'exige rien d'autre qu'un strict et objectif examen. Et je suis sûr qu'à la suite de celui-ci je pourrai continuer à combattre dans les rangs de la social-démocratie allemande en tant que membre de plein droit». Radek an den Parteivorstand, 27.8.1912, Kautsky Collection: In Sache Radek, G.6/65-66, IISG.

228 Lettre de Radek à Henke, 25.8.1912, publiée par O.E. Schüddekopf, «Der Revolution», p. 483.

229 Il s'agissait de l'article «Wege und Mittel im Kampfe gegen den Imperialismus». Prévu initialement pour la *Neue Zeit* il paraîtra dans un supplément de la *BBZ* du 14.9.1912. Cet article était la suite de la polémique entre Radek et Kautsky sur l'impérialisme, mais Radek était cette fois particulièrement agressif à l'égard de Kautsky l'accusant d'utiliser «le marxisme comme une planche pour faire des cabrioles, un

rédaction de la *Neue Zeit* pour qu'elle insère dans ses colonnes ses nouveaux articles²³⁰, expliqua dans une lettre de protestation qu'il s'agissait d'un acte préventif de la rédaction pour le faire taire à un moment où cela n'était pas encore possible de façon officielle par les instances du parti.²³¹ Pour la *Neue Zeit*, le «simple tact» aurait dû amener Radek à évoquer son exclusion ou à renoncer à la publication de sa polémique aussi longtemps que l'accusation de comportement malhonnête n'était pas réfutée.²³² Aussi, lorsque Radek accusa dans une seconde lettre la *Neue Zeit* de lui refuser les droits liés à sa qualité de membre du parti²³³, le rédacteur Wurm lui répondit que le SPD n'avait pas le droit de rétablir son honneur contrairement à la résolution d'un parti frère.²³⁴ Certes la rédaction ne considérait pas son exclusion comme définitive, elle renvoyait cependant Radek aux instances même de la SDKPiL et insistait sur le fait que la social-démocratie allemande ne pouvait pas «ignorer ou contester le jugement rendu.»²³⁵ Les démêlés avec la *Neue Zeit*, qui fournissent selon Radek un éclairage significatif sur la réalité de sa position dans la presse du parti et dans le parti lui-même²³⁶, vont se conclure à son désavantage. L'échange de lettres entre Radek et la *Neue Zeit* était le signe que, malgré les efforts de Radek et la protestation de l'opposition polonaise, les Allemands s'apprétaient à reconnaître son exclusion.

La direction allemande arrêta officiellement sa position le 28 août 1912 et, le 1^{er} septembre 1912, le *Vorwärts* rendit publique l'exclusion de Radek de la SDKPiL. L'annonce, accompagnée de la notice «sans commentaire», suscita l'indignation de plusieurs figures de la presse radicale qui notèrent, non sans perspicacité, que celle-ci intervenait «14 jours avant le congrès du parti, justement pendant la réunion régionale de la social-démocratie du Wurtemberg, qui sans aucun doute va traiter de l'affaire de Göppingen».²³⁷ En plus de l'annonce, l'exécutif envoie aux secrétaires du parti et à la

moyen d'élaborer un schéma sur un thème intéressant», *ibid.*, p. 186. Cette personnalisation du débat dut certainement aussi jouer un rôle dans le refus de la rédaction.

230 Radek à la rédaction de la *Neue Zeit*, [1912], Kautsky Collection, G.6/36-38, IISG.

231 Radek à la rédaction de la *Neue Zeit*, 25.8.1912, Kautsky Collection, G.6/43, IISG.

232 E. Wurm à Radek, 26.8.1912, Kautsky Collection, G.6/55, IISG.

233 Radek à la rédaction de la *Neue Zeit*, 29.8.1912, Kautsky Collection, G.6/44, IISG.

234 E. Wurm à Radek, 30.8.1912, Kautsky Collection, G.6/61, IISG.

235 *Ibid.*

236 Radek à la rédaction de la *Neue Zeit*, 29.8.1912, Kautsky Collection, G.6/44, IISG.

237 R. Franz, «Aus Briefen Konrad Hänisch», p. 472.

presse social-démocrate son «matériel sur l'affaire Radek», qui contient le jugement polonais, les protestations de Radek et de l'opposition polonaise ainsi que les informations données par le CC polonais à la direction allemande. De cette façon, le parti allemand prenait sans ambiguïté position du côté du groupe dirigeant polonais, accréditait la thèse d'une exclusion qui n'avait «pas de raison politique»²³⁸ et proposait à Radek pour seul recours d'épuiser les voies prévues par les statuts du parti polonais. En confirmant la sanction polonaise et en refusant de poser la question de la légalité de la procédure, le SPD semblait considérer que, du moins dans sa dimension juridique, l'affaire Radek était terminée. Ainsi disparaissaient les espoirs de Radek d'obtenir la mise sur pied d'une juridiction du parti en Allemagne. Mais les radicaux de Brême n'entendaient pas en rester là.

Radek avait été élu le 13 août 1912, lors de l'assemblée des membres de l'organisation de Brême, pour représenter au congrès de Chemnitz la position de la gauche radicale sur la question de l'impérialisme et sa propre position dans l'affaire de Göppingen.²³⁹ Radek va ainsi utiliser l'influence dont il dispose sur Henke et les radicaux de Brême pour qu'ils continuent à le soutenir. Dans une lettre envoyée le 25 août à Henke pour le mettre au courant des suites à donner au transfert de son procès de Pologne en Allemagne, Radek avait déclaré que les radicaux ne pouvaient se contenter d'être de «simples spectateurs alors qu'on lui brise le cou».²⁴⁰ Comme il ne travaillait pas à Brême en tant que simple pigiste, mais comme «représentant d'une conception du monde, il était de leur devoir de le défendre».²⁴¹ L'appel de Radek à la solidarité des radicaux de Brême fut entendu: la séance de l'exécutif élargi de Brême, du 30 août 1912, fut consacrée à l'affaire Radek. Ce dernier dut commencer par exposer sa position à l'égard des accusations portées contre lui par les Polonais et confirmer son appartenance au SPD. Radek expliqua qu'il n'était pas coupable des fautes qui lui étaient reprochées et que la procédure d'exclusion était illégale. En ce qui concerne sa qualité de membre du SPD, il présenta sa carte du district de Berlin-Wilmersdorf estampillée du timbre de

238 *Vorwärts*, 3.9.1912.

239 *BBZ*, 14.8.1912.

240 Lettre de Radek à Henke, 25.8.1912, reproduite dans O.E. Schüddekopf, «Der Revolution», p. 483.

241 *Ibid.*

septembre 1912.²⁴² La séance se termina par un vote de confiance unanime en faveur de Radek qui confirmait la volonté de l'organisation de Brême de ne pas cantonner l'affaire à sa seule dimension juridique. Au-delà de la question de l'exclusion de Radek du parti polonais, puis allemand, il s'agissait bien, et les radicaux de Brême le comprirent immédiatement, d'un épisode important de la lutte opposant la gauche radicale allemande à la direction. Deux jours après l'annonce officielle du *Vorwärts*, la *Bremer Bürgerzeitung* publia sa position sur l'affaire Radek: l'organisation de Brême «ne reconnaît pas le procès comme équitable». Il se peut, écrit la *Bremer Bürgerzeitung*, que «Radek ne soit pas moralement irréprochable [...] mais nous accordons à l'homme, au politique et au camarade toute notre confiance comme par le passé».²⁴³ Il était donc indispensable que l'affaire fût réexaminée en Allemagne par un tribunal régulier.

La *Bremer Bürgerzeitung* fut le seul organe radical du parti à prendre position pour Radek. Même la *Leipziger Volkszeitung* sur laquelle Radek avait aussi placé ses espoirs se tint à l'écart.²⁴⁴ Paul Lensch, son rédacteur en chef, adopta une position d'extrême neutralité de peur que Rosa Luxemburg cesse de lui envoyer des articles.²⁴⁵ Une première faille apparaissait entre les deux principaux groupes de la gauche radicale allemande. A Berlin dans les cercles dirigeants du parti, l'ambiance n'était guère favorable à Radek. Haenisch, qui pourtant était un proche, hésitait à s'engager de son côté. Il admirait la sagacité de Radek, la cohérence de sa pensée et le considérait comme l'un des «journalistes les plus cultivés du parti»²⁴⁶; mais selon lui Radek n'aurait pas dû «s'exposer personnellement dans l'affaire de Göppingen»²⁴⁷ alors qu'il était menacé d'exclusion en Pologne. Surtout «Radek n'avait pas été jugé par des révisionnistes mais par Rosa Luxemburg et Marchlewski, deux personnalités radicales de confiance».²⁴⁸ Haenisch connaissait le tempérament excessif de Rosa, mais il

242 *BBZ*, 13.9.1912.

243 *BBZ*, 3.9.1912.

244 Haenisch à Franz, 13.9.1912, «Aus Briefen Konrad Hänisch», p. 475.

245 Paul Lensch avait une grande admiration pour R. Luxemburg et il lui avait proposé en 1911 un contrat de travail selon lequel elle devait écrire des articles régulièrement. Ces articles étaient d'une grande importance pour la renommée du journal et Lensch ne voulait pas y renoncer.

246 R. Franz, «Aus Briefen Konrad Hänisch», p. 466.

247 *Ibid.*, p. 472.

248 *Ibid.*, p. 473. Ultérieurement Haenisch finira par considérer que Marchlewski pouvait avoir été abusé par les autres membres du CC polonais.

avait pour Marchlewski une grande estime personnelle qui datait de leurs années de collaboration à la *Leipziger Volkszeitung*, aussi lui était-il difficile de dire lequel de ses deux amis, Radek ou Marchlewski, était un «gre-din». ²⁴⁹ Sans se prononcer sur la moralité de Radek, Haenisch arrivait néanmoins à la conclusion qu'il s'agissait d'une pitoyable querelle d'é-migrants et, qu'à ce titre, il ne pouvait abandonner Radek. Il allait ainsi faire jouer ses nombreux appuis dans les différents courants du parti pour essayer d'obtenir un réexamen du procès polonais par les Allemands ²⁵⁰, alors que de son côté Radek organisait sa défense depuis Brême. Radek avait vécu à Berlin dans l'espoir que la police prussienne n'établirait pas le lien entre lui et le parti polonais ²⁵¹, or lorsque le premier septembre 1912 le *Vorwärts* rendit publique son exclusion de la SDKPiL, il donna aussi son véritable nom, ainsi que son adresse. Pour éviter d'être arrêté, puis expulsé par la police, Radek préféra partir s'établir à Brême chez son ami Rudolf Franz, avant que les autorités ne décident de son expulsion. ²⁵²

Dès son arrivée à Brême Radek s'inscrivit dans l'organisation social-démocrate sur la base de sa carte de membre du district de Berlin-Wilmersdorf. Mais le 6 septembre 1912, le *Vorwärts* annonça que le comité de district de Teltow-Beskow refusait de reconnaître l'appartenance de Radek à la section socialiste de Berlin-Wilmersdorf. Radek ne faisait donc plus partie de la communauté des camarades du parti allemand. De ce fait son mandat pour le congrès de Chemnitz devenait caduc. La décision du district berlinois allait avoir une autre conséquence: n'étant plus membre du SPD, Radek était désormais privé du droit de porter les accusations du

249 *Ibid.*

250 *Ibid.*, p. 474. Haenisch rencontra, outre les radicaux, de nombreuses personnalités centristes et réformistes, il écrivit même à Bebel qui séjournait en Suisse.

251 Selon les actes de la police Radek vivait à Berlin depuis le 3.5.1911, sauf le mois de juin 1912 qu'il passa à Göppingen. Il habita d'abord dans la Klopstockstrasse, puis Hektorstrasse in Halensee, «dans une chambre garnie où il s'est bien conduit» et «gagne sa vie, comme le confirme le Königliche Polizeipräsidium, en tant que journaliste». Il reviendra s'établir clandestinement à Berlin en octobre 1913. Lettre de Knief à Haenisch, 24.10.1913, Nl. Haenisch, Nr. 184, ZStA.

252 Selon le rapport d'un fonctionnaire de police du 14 septembre 1912 il apparaît pourtant qu'une expulsion immédiate n'était pas envisagée: «L'expulsion de Radek en ce moment ne serait pas opportune car elle ferait de lui un martyr, donnerait de la publicité à son affaire et poserait des difficultés au parti dans ses efforts pour se débarrasser de Radek». Mais Radek ne pouvait pas le savoir. Radek 1912-1918, Rep. 30, Berlin C Polizeipräsidium, Tit. 95, Sekt. 8, 16491, Nr. 35, Brandenburg, LHA.

parti polonais devant un tribunal du parti allemand pour qu'il les examine. Henke et Pannekoek trouvèrent une nouvelle solution pour détourner la décision des Berlinoises. Le paragraphe 3 des statuts de l'organisation social-démocrate de Brême comportait une clause selon laquelle toute personne de plus de 18 ans résidant sur le territoire de l'Etat de Brême et se reconnaissant dans les principes fondamentaux du SPD pouvait devenir membre. Conformément à ce texte Radek fut inscrit sur la liste des membres²⁵³ et Henke pouvait annoncer triomphalement à Haenisch que Radek «était un membre flambant neuf du SPD». ²⁵⁴ La nouvelle suscita un large écho dans le parti. Kautsky la qualifia de procédé extraordinaire, unique dans l'histoire de l'Internationale et constituant un «empiètement au comportement internationaliste et un précédent douteux». ²⁵⁵

Dès son admission Radek requit aussi du comité de Brême la convocation d'un tribunal d'arbitrage qui devait selon Henke «étudier l'arrière fond du procès polonais afin d'extraire le venin du procès». ²⁵⁶ Afin de préparer le parti, Knief, un proche de Radek, rédigea en l'absence de Henke un éditorial intitulé «L'affaire Radek», qui parut le 9 septembre dans la *Bremer Bürgerzeitung*. ²⁵⁷ Selon Knief, l'action du CC polonais avait été déterminée par une «haine profonde» et marquée par un «manque total de scrupule» au point de devenir un «procès de tendance politique». Et si l'exécutif allemand approuve le procès polonais c'est aussi pour des raisons politiques, parce que Radek, par son radicalisme intransigeant et son intervention dans l'affaire de Göppingen, suscitait une haine profonde dans les milieux dirigeants du parti allemand et parmi les réformistes. ²⁵⁸ La séance du 12 septembre consacrée à la question de la convocation d'une commission sur l'affaire Radek vit se reconstituer l'ancienne opposition entre radicaux et réformistes. Pour les seconds, l'exclusion de Radek du parti polonais signifiait aussi son exclusion de l'Internationale et il ne pouvait plus à ce titre revendiquer qu'une commission du parti de Brême réexamine son cas. ²⁵⁹ Mais après que Knief et Pannekoek eurent

253 *BBZ*, 9.9.1912.

254 Lettre de Henke à Haenisch, 7.9.1912, *Nl. Haenisch*, Nr. 138. *ZStA*.

255 Cité par K.-E. Moring, *Die Sozialdemokratische*, p. 183.

256 Lettre de Henke à Haenisch, 7.9.1912, *Nl. Haenisch*, Nr. 138. *ZStA*.

257 Henke était en campagne électorale depuis le 8 septembre et revint à Brême le même jour. Cité par K.E. Moring, *Die Sozialdemokratische*, p. 184.

258 *BBZ*, 9.9.1912.

259 *BBZ*, 13.12.1912.

répété que Radek avait été injustement exclu et que Wellmann, le secrétaire de l'organisation, eut confirmé cette opinion en conclusion, l'assemblée des membres de Brême adopta la requête à une large majorité. L'élection des membres de la commission donna le résultat suivant: Henke, Knief, Lungen, Opfermann et Pannekoek, pour les radicaux; Ahlemeier, Donath et Peine pour les réformistes. A Brême, l'affaire Radek devenait de plus en plus ouvertement une lutte entre les deux tendances de la social-démocratie allemande.

Toute la gauche radicale n'acceptait pourtant pas cette polarisation politique autour de l'affaire Radek. Si les Brémois avaient clairement interprété l'exclusion de Radek comme une menace pour leurs idées, la constitution d'un front radical se heurtait au refus de Rosa Luxemburg d'y participer. Or personne en Allemagne, et surtout pas Radek, qui lui avait rendu visite en juin pour solliciter son soutien²⁶⁰, ne lui contestait le titre de principale théoricienne de la gauche. Mais dans cette affaire, Rosa Luxemburg intervenait en tant que porte-parole de la direction polonaise et elle ne pouvait laisser sans réponse les critiques émises par Knief dans son article du 9 septembre. Pour elle, la *Bremer Bürgerzeitung* menait une «agitation larmoyante [...] qui a pour but de déconsidérer publiquement les instances du parti polonais». Surtout, il serait tout à fait «absurde de faire de la personne de Radek un étendard du radicalisme». Ce dernier n'incarne pas plus la gauche que les représentants du parti polonais en Allemagne et «la nature de son opposition politique au comité central polonais demeure pour moi un secret». Elle concluait: «Un tel zèle aveugle [blinder Eifer] ne sert pas la cause du radicalisme, il risque au contraire plutôt de lui nuire.»²⁶¹ Cette interprétation de Rosa Luxemburg ne correspondait nullement à la réalité: les dirigeants allemands se moquaient totalement des querelles internes au parti polonais. S'ils souhaitaient se débarrasser de Radek c'était en raison de son radicalisme en Allemagne

260 Lettre de R. Luxemburg à Kostja Zetkin 10.6.1912, R. Luxemburg, *Gesammelte Briefe*, Bd. 4, p. 222.

261 Cette réponse de R. Luxemburg ne sera d'abord pas intégrée dans les colonnes du journal de Brême et c'est seulement après une première parution dans le *Vorwärts* du 14.9.1912 et à la suite des reproches d'Ebert au congrès, que la *BBZ* la présentera à ses lecteurs dans un dossier intitulé «Erklärungen von R. Luxemburg und Karl Radek, aus dem *Vorwärts* übernommen von der *BBZ*», 19.9.1912. Contient: R. Luxemburg, «Blinder Eifer» et la réponse que Radek avait envoyée à la rédaction du *Vorwärts*. Publié par O.E. Schüddekopf, «Der Revolution», pp. 486-489.

et cette orientation politique qui les irritait tant était aussi celle défendue par Rosa Luxemburg.²⁶² Sur la grève de masse, la dérive parlementaire du parti et surtout l'impérialisme, Radek était plus proche des thèses de Rosa Luxemburg que n'importe qui d'autre dans le parti; mais, bloquée par l'aversion que lui suscitait la personne de Radek, elle refusait de tenir compte de ses positions.

Malgré ses efforts, Radek se transformait pourtant en bannière du radicalisme en Allemagne. Pour les radicaux allemands, même ceux qui étaient des proches de Rosa Luxemburg, il était impossible de prendre position indépendamment du contexte politique allemand et pour eux il ne faisait aucun doute «qu'il s'agissait de faire disparaître Radek en tant que théoricien radical».²⁶³ En s'en prenant à Radek, la direction allemande avait d'ailleurs parfaitement conscience d'affaiblir l'ensemble de la gauche, Rosa Luxemburg comprise. Mais, pressée par Joguiches, elle fit l'impasse sur les répercussions que cette affaire allait avoir sur la gauche radicale allemande, refusant jusqu'à l'absurde d'envisager les motivations réelles du comité central allemand. Sa position relevait «presque de la schizophrénie: la pression polonaise la poussait à prendre en Allemagne une attitude qu'elle ne pouvait que désapprouver en fin de compte».²⁶⁴

Pourtant Radek s'efforça dans un premier temps de ne pas envenimer leurs relations. Avant le verdict polonais, il avait confié à Henke que le pire dans son affaire était que désormais entre lui et Rosa Luxemburg toute relation était devenue impossible. Il faisait néanmoins la promesse que dans «l'intérêt du radicalisme allemand il renonçait à toute attaque contre Rosa».²⁶⁵ Mais, comme en Pologne, l'engrenage des insultes et des attaques personnelles allait prendre le pas sur la conscience des intérêts politiques et Radek finit par déclarer que si Rosa Luxemburg ne compre-

262 Quand Kautsky évoquait l'affrontement entre la direction et les radicaux il mentionnait systématiquement R. Luxemburg et Radek. Voir par exemple la lettre à Adler du 30.6.1913 publiée dans V. Adler, *Briefwechsel mit August Bebel und Karl Kautsky*, Wien, Verlag der Wiener Volksbuchhandlung, 1964, p. 574.

263 Lettre de Hermann à Käte Düncker, 2.9.1912, NI. Hermann und Käte Düncker, NY 4445, Nr. 5/909, doc. 94, SAPMO. On retrouve le même type de remarques dans les correspondances de Knief, Mehring, Westmeyer, etc... Même C. Zetkin comprenait, tout en le déplorant, la signification en Allemagne des attaques portées contre Radek.

264 J.-P. Netti, *Rosa Luxemburg*, p. 565.

265 Lettre de Radek à Henke, s.d., NI. Henke, doc. 114, AdSD.

nait pas les «facteurs politiques de son opposition à la direction polonaise c'est qu'elle réside depuis presque vingt ans à l'étranger et ne participe plus aux discussions du parti».²⁶⁶ Tous ceux qui soutenaient Radek devaient maintenant s'attendre à subir ses attaques et lorsque Henke, en novembre 1912, lui demandera de polémiquer contre Kautsky dans les colonnes de la *Bremer Bürgerzeitung* elle déclinera l'offre en rappelant qu'elle ne lui avait jamais fait confiance. Henke avait, écrit Luxemburg le 15 novembre, «injurié le parti polonais et ses instances sans la moindre connaissance des faits sur la seule base des insinuations d'un individu». Ce faisant, il avait «gravement nuit à la réputation du journal et de l'organisation de Brême, et cela uniquement pour sauver un individu qui était devenu pour eux l'incarnation du radicalisme. [...] Je n'appelle pas cela une politique radicale sérieuse mais un système de cliques.»²⁶⁷ L'ancienne communauté de combat qui existait entre Luxemburg et les radicaux de Brême était cette fois bien finie. La première soutenait en Allemagne la position de la direction polonaise indépendamment de sa signification politique en Allemagne, les seconds combattaient cette position et défendaient Radek justement au nom de ce qu'il représentait en Allemagne. Les deux allaient perdre dans l'affaire un soutien pourtant nécessaire dans l'affrontement de tendance qui divise le SPD. Le gouffre ainsi créé allait se révéler insurmontable et l'affaire empoisonner les relations entre les deux groupes jusqu'à la fin de la guerre.

Paradoxalement c'est dans la presse bourgeoise et révisionniste que l'engagement des Brêmois aux côtés de Radek rencontra le plus de compréhension. Longtemps victimes des mesures disciplinaires de la direction du parti, les réformistes étaient devenus très sensibles aux droits des minoritaires dans le parti et la très «révisionniste» *Volkstimme* de Francfort se félicitait que «dans notre parti même l'homme le plus haï puisse toujours trouver un défenseur».²⁶⁸ A l'extérieur du parti on insistait sur la dimension politique tout en rappelant que le SPD avait «toujours accueilli les étrangers exclus de leur propre parti comme les marxistes hollandais».²⁶⁹ Même les adversaires traditionnels de Radek avaient compris

266 Radek à la rédaction du *Vorwärts*, publiée par O.E. Schüddekopf, «Der Revolution», p. 489.

267 Lettre de R. Luxemburg à Henke, 15.11.1912, R. Luxemburg, *Gesammelte Briefe*, Bd. 4, p. 257.

268 *Volkstimme* de Francfort, 10.9.1912.

269 *Frankfurterzeitung*, 20.8.1913.

que, derrière les prétextes administratifs et malgré les dénégations de la direction²⁷⁰, c'était bien un adversaire politique que l'on essayait d'éliminer.

La décision de Chemnitz et la réaction des Brêmois

Grâce aux divisions de la gauche, la direction disposait, lors du congrès SPD de Chemnitz en septembre 1912, de tous les atouts pour régler selon ses vœux l'affaire Radek: pour la majorité des délégués, l'exclusion, approuvée par le SPD, de Radek de la SDKPiL constituait déjà au niveau moral comme au niveau juridique un jugement sans appel. Sur l'affaire de Göppingen, le rapporteur Ebert commença par justifier la conduite de la direction qui devait être lavée de toutes les accusations portées contre elle par les radicaux. Sans jamais entrer dans la dimension politique du débat, Ebert souligna les défauts du matériel publié par Radek sur cette question²⁷¹ et insista sur le manque de scrupule de Westmeyer, Thalheimer et Radek dans la manipulation des faits. A la suite de la direction de Stuttgart, Ebert répéta qu'il s'agissait uniquement d'une querelle de personnes et qu'il était bien décidé à soigneusement séparer les cas Radek et Thalheimer, pour ne pas laisser croire que, derrière ces deux personnalités, il existerait un programme commun dont la *Freie Volkszeitung* serait l'organe dans le Wurtemberg. Westmeyer, personnellement mis en cause par les réformistes de Stuttgart²⁷², et Henke, le représentant de Brême, répondirent sur le fond en dénonçant la tentative de l'exécutif de réduire l'affaire à une question de personne pour tenter d'effacer la réalité des

270 Le *Vorwärts*, 7.9.1912, écrivait qu'il fallait refuser la légende selon laquelle l'affaire Radek était un affrontement entre réformistes et radicaux: «Radek n'était pas une figure radicale». [sic]

271 L'accusation aurait été rédigée par Radek à la demande de la sœur de Thalheimer, Lettre de B. Thalheimer à Radek, 7.7.1912, Nl. Konrad Heanisch. Nr. 393, doc. 31, ZStA.

272 Les réformistes de Stuttgart faisaient courir la rumeur que Westmeyer s'était octroyé un dédommagement de 700 marks sans l'avis des camarades. (Brief Westmeyer an *Schwäbische Tagwacht*, 29.7.1912, F.306/1/1, RGASPI.) En réalité «Ebert voulait mettre Westmeyer dans le même sac que Radek» car il le soutenait dans l'affaire de Göppingen. Lettre d'Hermann à Käthe Düncker, 7.9.1912, Nl. Düncker, NY 4445, doc. 101-102, SAPMO.

divergences politiques car, derrière la question de l'assainissement financier de la *Freie Volkszeitung*, c'est surtout celle de «son orientation politique qui est en cause». ²⁷³

Malgré les efforts d'Ebert, de nombreux intervenants soulignèrent donc la signification politique de l'affaire de Göppingen et le protocole du congrès consigne les multiples explosions de mécontentement ou d'enthousiasme liées aux interventions des radicaux. Mais Ebert connaissait son auditoire; il savait lui aussi dissimuler les faits et sut profiter habilement des doutes qui pesaient sur la réalité de l'appartenance de Radek au parti: «Oui, cet homme se comporte d'une façon si irresponsable, qu'il ne se sent même pas obligé d'appartenir au parti en tant que membre. (*Vive émotion. Ecoutez! Ecoutez!*) Toutes les remarques contradictoires de Radek sur son appartenance au parti sont fausses.» ²⁷⁴ Et si Radek avait par le passé collaboré à la presse du parti sans être membre du SPD, c'était en tant que membre d'un parti frère, ce qui n'était plus le cas depuis l'annonce de son exclusion du parti polonais. Les délégués réformistes et centristes étaient en parfait accord avec les déclarations d'Ebert. Le parti pris politique et l'aversion suscitée par Radek déterminèrent le jugement. ²⁷⁵ Bebel lui-même déclara:

Il est temps de mettre un terme à cette affaire nauséabonde. Nous en avons déjà trop débattu. Je vous prie de prendre en considération le fait que les accusations qui ont permis [à la *Freie Volkszeitung*] un véritable chantage d'usurier [sur la direction du Wurtemberg] émanent d'une personnalité sur la moralité de laquelle il n'existe pas, selon ce qu'on a entendu ici, d'opinions divergentes. Je ne veux plus une seule fois faire l'honneur à cette personne de nommer son nom. ²⁷⁶

Aussi lorsque Henke dut prendre la défense de Radek en affirmant qu'il allait récuser les déclarations d'Ebert et authentifier son appartenance au parti, Ebert rétorqua sèchement que «concernant la question de

273 *Protokol*, Chemnitz, p. 237.

274 *Ibid.*, p. 214.

275 Selon le caissier de Leipzig, Radek était membre mais «wie alle diese Leute [Juifs-étrangers?]", il n'avait pas payé. *Ibid.*, p. 282.

276 *Ibid.*, p. 253. Knief s'efforcera l'année suivante, en envoyant à Bebel une série d'articles de Radek sur les questions militaires, d'obtenir une révision de ce jugement, mais tout en reconnaissant le talent de Radek, Bebel répétera ses réserves sur ses qualités morales. Lettre de Bebel à Knief, du 2.4.1913, citée par R. Franz, «Aus Briefen Konrad Hänisch», p. 478.

l'appartenance de Radek au SPD [...] il ne restait plus rien à examiner».²⁷⁷ En position difficile Henke déclara qu'il n'avait aucune raison de mettre en cause la parole de Ebert et qu'il avait téléphoné le matin même à la rédaction de la *Bremer Bürgerzeitung* afin de mettre fin à la collaboration de Radek au journal jusqu'au règlement définitif de l'affaire.²⁷⁸

Le congrès se terminait sans conteste par une victoire de la direction allemande. La question de savoir si elle avait voulu utiliser l'arme financière pour écarter la rédaction radicale de la *Freie Volkszeitung* avait été remplacée par une question de pure forme, celle de l'appartenance de Radek au parti. Cette défaite n'était pas seulement celle de Radek; même Rosa Luxemburg, qui avait tout fait pour distinguer la cause de Radek de celle des radicaux, devait reconnaître que «grâce à l'affaire Radek la direction pouvait célébrer son triomphe»²⁷⁹ sur les radicaux dans leur ensemble. La confiance de Henke en Radek déclina lorsqu'il dut admettre que ce dernier lui avait menti sur la réalité de son appartenance au parti. Mais les critiques très sévères émises par Franz sur l'attitude de Henke lors du congrès²⁸⁰ et la confiance réitérée de Pannekoek et Knief à Radek l'amènèrent à s'aligner une fois encore sur une ligne de résistance à l'exécutif. Une unité d'autant plus indispensable que les radicaux de Brême devaient faire face au renforcement de l'opposition réformiste au sein même de leur organisation.

L'opposition réformiste de Brême avait, avant même le congrès de Chemnitz, protesté dans un texte destiné au congrès contre la réintégration de Radek et la convocation d'une commission d'enquête. Après le congrès, lors des assemblées d'octobre et de novembre, elle ne cessa de répéter qu'il fallait renvoyer Radek aux instances de la SDKPiL, réhabili-

277 *Protokoll*, Chemnitz, p. 288.

278 *Ibid.*, p. 287.

279 Brief R. Luxemburg an Clara Zetkin, 20.9.1912, *Gesammelte Briefe*, Bd. 4, p. 246. Elle regrettait tout particulièrement «qu'on [les radicaux] n'aient pas fait front contre l'exécutif et défendu Westmeyer». Mais c'est justement en raison de son soutien à Radek dans l'affaire de Göppingen que Westmeyer avait été attaqué par les réformistes et la direction, et c'est sa position à elle qui avait empêché la constitution d'un front de résistance à la direction. Ce regret était donc pour le moins ambigu mais il montre que progressivement elle prenait conscience des conséquences désastreuses de cette affaire sur la position des radicaux dans le parti. *Ibid.*, p. 245.

280 Aux yeux des amis de Radek, Henke «s'était comporté comme un minable». Franz à Haenisch, 18.9.1912, Nl. Haenisch, Nr. 94, ZStA.

ter le comité central qui avait été calomnié et mettre un terme à la collaboration de Radek à la *Bremer Bürgerzeitung*.²⁸¹ Une conception qui selon eux était partagée par de larges cercles du parti. Mais les radicaux disposaient encore d'un atout: grâce à ses propres investigations Radek était en mesure d'attester de son appartenance à la section social-démocrate de Leipzig d'octobre 1909 à avril 1911.²⁸² Henke et Knief reprochaient maintenant à la direction de n'avoir pas jugé nécessaire de s'adresser directement à Radek sur cette question et de l'avoir traité comme un «chien»²⁸³. Ils étaient si sûrs d'avoir ébranlé les certitudes de l'exécutif qu'ils proposèrent à Radek de reprendre sa collaboration à la *Bremer Bürgerzeitung*.²⁸⁴ Pour les radicaux, il apparaissait clairement que dans cette affaire la direction allemande et les réformistes de Brême n'avaient cherché, comme l'écrit Pannekoek, qu'à faire taire un critique gênant.²⁸⁵ Le combat contre Radek ne pouvait donc être interprété autrement que comme une attaque contre le radicalisme de gauche.²⁸⁶ L'organisation de Brême, dont la majorité des membres partageait cette orientation, confirma dans sa réunion du 14 novembre la nécessité de soutenir Radek en faisant réexaminer son cas par la commission.²⁸⁷

L'espoir des Brémois était en réalité que l'exécutif allemand s'investirait dans le travail de la commission, car sans son intervention il y avait peu de chance que les Polonais en reconnaissent l'autorité.²⁸⁸ Après avoir fait son possible pour empêcher la convocation de cette commission²⁸⁹ la direction allemande avait maintenant intérêt à jouer le jeu. D'une part, elle savait par Rosa Luxemburg que le CC polonais n'accepterait pas de

281 Ahlemeier dans la *BBZ* du 19.10.1912.

282 La *BBZ*, 2.10.1912, avait publié une déclaration de Rosa Röthing, membre de l'organisation SPD de Leipzig, qui témoignait avoir connu Radek lorsqu'il travaillait dans cette ville et qu'il était alors déjà un membre organisé du SPD. Cette révélation inquiéta suffisamment R. Luxemburg pour qu'elle demande à Marchlewski, qui devait se rendre à Leipzig, d'aller vérifier sur place!

283 Brief Henke/Knief an den Parteivorstand, September 1912, citée par K.E. Moring, *Die Sozialdemokratische*, p. 187.

284 Des articles de Radek réapparaissent dans la *BBZ* à partir du 2.10.1912.

285 Pannekoek dans la *BBZ* du 10.10.1912.

286 *BBZ*, 8.11.1912.

287 *BBZ*, 16.11.1912.

288 Pour sa part Pannekoek ne se faisait aucune illusion sur ce point. Lettre de Pannekoek à Henke, s.d., NI. Henke, doc. 45a, AdSD.

289 *BBZ* du 13.9.1912.

reconnaître la commission de Brême comme une instance supérieure²⁹⁰, d'autre part elle pouvait ainsi faire taire ceux qui en Allemagne l'accusaient de bloquer le réexamen de l'affaire. Le 2 octobre 1912, elle offrit donc sa médiation à l'organisation de Brême, lui proposant d'intercéder en sa faveur auprès des Polonais.²⁹¹ La réaction des Polonais fut à la hauteur de ses espérances: ils refusèrent la proposition du SPD et insistèrent pour rappeler que l'affaire avait été traitée dans le cadre des statuts du parti et qu'il restait à Radek de faire recours selon ces mêmes statuts. La situation était confortable pour la direction allemande qui pouvait ainsi faire porter aux Polonais la responsabilité du statu quo, mais ce double jeu finit par irriter le CC polonais. Lassé d'être montré du doigt, il plaça l'exécutif allemand devant l'alternative suivante: examen de l'affaire par le SPD ou exclusion de Radek du SPD. Craignant de ne plus pouvoir se retrancher derrière le refus des Polonais, la direction allemande exigea de la section de Brême, le 6 février, que Radek soit déchu de sa qualité de membre aussi longtemps qu'il ne serait pas réhabilité par la SDKPiL.²⁹²

En informant Radek de cette décision, Henke précisait que ce serait une erreur d'impliquer la section de Brême dans une querelle contre la direction sur la nécessité d'appliquer ou non sa sommation. Ce combat mobiliserait beaucoup d'énergie et ferait beaucoup de bruit sans aboutir à sa réintégration, aussi Henke préférait-il demander à Radek de cesser sa collaboration à la *Bremer Bürgerzeitung*, mais sans l'annoncer publiquement.²⁹³ Une fois encore Henke semblait renoncer, par crainte des consé-

290 R. Luxemburg écrivait à Joguiches que l'exécutif allemand considérait la commission comme une simagrée et qu'il n'entendait pas exercer de contrainte sur les Polonais. Brief R. Luxemburg an Joguiches, fin août 1912, *Gesammelte Briefe*, Bd. 4, p. 240.

291 Brief Müller an Henke, 2.10.1912, reproduite dans SPD, *Aktenstücke zum Fall Radek*, Berlin, Vorwärts Buchdruckerei, 1913, p. 2.

292 Les Allemands se gardèrent cependant bien de dire publiquement que la direction polonaise avait accepté le principe d'un tribunal allemand convoqué par l'exécutif du SPD; ils déclarèrent au contraire que les Polonais se refusaient à tout réexamen de l'affaire ce qui était un mensonge. Pour R. Luxemburg, la situation était embarrassante car cette présentation des faits confortait les doutes émis par les Brémois sur la nature du procès polonais et elle envisageait maintenant de démasquer le CC allemand en publiant les documents. Bien que je n'aie pas trouvé la réponse de Joguiches, il est peu probable que ce dernier ait approuvé cette proposition. Brief R. Luxemburg an Joguiches, [16.2.1913], R. Luxemburg, *Gesammelte Briefe*, Bd. 4, p. 267.

293 Lettre de Henke à Radek, 6.2.1912, publiée par O.E. Schüddekopf, «Der Revolution», pp. 489-491.

quences que cela pourrait avoir sur l'organisation de Brême, à affronter la direction du parti pour défendre Radek. Mais Henke allait devoir compter avec l'engagement des plus radicaux de ses camarades. Il régnait parmi la gauche de Brême une forte inquiétude: en renonçant à défendre Radek, Henke n'allait-il pas aussi abandonner le radicalisme? Aussi, bien que ne se faisant guère d'illusion sur un dénouement heureux de cette histoire, Pannekoek et Knief apportèrent une fois encore leur appui à Radek qui n'était nullement décidé à se laisser exclure sans résister. Grâce à leur unité, les trois hommes parvinrent à vaincre les réticences de Henke et à le convaincre, lors de l'assemblée déterminante du 8 février 1913, qu'il ne s'agissait pas d'un affrontement sur la légalité de la procédure d'exclusion de Radek mais bien d'un combat politique pour le radicalisme. Si par leur unité les radicaux avaient offert une résistance suffisante pour surmonter les hésitations de Henke, les divergences ne cesseront cependant de s'approfondir au cours de l'année 1913. En refusant de rayer Radek de la liste des membres²⁹⁴, la direction de l'organisation de Brême entraînait ouvertement en conflit avec la direction du SPD.

Grâce aux absences répétées de Henke, qui devait se rendre à Berlin pour exercer son mandat au Reichstag, Knief et Pannekoek allaient néanmoins pouvoir organiser la défense de Radek en toute indépendance. Ils commencèrent par l'encourager à rédiger une brochure intitulée *Meine Abrechnung* (Mon règlement de compte) qui devait selon l'expression de Knief «lui rendre, ainsi qu'à nous, de grands services»²⁹⁵ en s'efforçant notamment de dissiper les doutes de Henke et d'amener la direction polonaise à remettre le matériel d'accusation à la commission allemande. Publié en allemand à compte d'auteur, ce texte s'efforce de présenter aux Allemands les motivations véritables de la direction polonaise à l'égard de Radek en montrant, outre les irrégularités du procès, que la calomnie était devenue une pratique de pouvoir systématiquement utilisée par Joguiches pour éliminer ses adversaires.²⁹⁶ Et à ceux de ses camarades allemands qui regardaient ces querelles polonaises avec mépris, Radek rappelait que

le temps n'est pas si loin où des luttes personnelles affligeantes et les sentiments de haine se développaient dans les rangs du parti allemand [...] Ce que vit en ce moment

294 Rapport de la BBZ du 18 août 1913 sur l'assemblée des membres.

295 Lettre de Knief à Henke, 27.2.1913, Nl. Knief, NY 4004, doc. 32, SAPMO.

296 R. Franz, «Der Fall Radek von 1913», p. 390.

le parti polonais n'est pas pire que l'affrontement avec les lassaliens et les schweizeriens et les raisons de ce combat ne sont pas moins profondes que celles qui divisèrent le mouvement allemand dans les années 70.²⁹⁷

Le deuxième aspect du plan des radicaux concernait la commission de Brême. Contestée par les directions des partis allemand et polonais, négligée par Henke qui espérait en retardant son travail ne pas devoir une fois encore affronter publiquement l'exécutif lors du prochain congrès²⁹⁸, la commission avait néanmoins continué son travail et, grâce à l'impulsion de ses membres les plus radicaux, elle entendait bien remettre ses conclusions avant septembre, date du congrès de Iéna. En réalité le résultat avait été arrêté dès la fin juin, mais les luttes de tendances au sein de la commission ne permirent pas sa publication dans la *Bremer Bürgerzeitung* avant le 14 août.²⁹⁹ La majorité radicale de la commission était arrivée au résultat que les accusations étaient, pour une part, réglées ou insignifiantes et, pour l'autre part, insuffisamment prouvées; et qu'en aucun cas elles ne pouvaient justifier l'introduction d'une procédure d'exclusion du SPD. La minorité réformiste arguait au contraire du fait qu'un camarade exclu d'un parti frère pour des raisons touchant à son honneur ne pouvait devenir membre du SPD.³⁰⁰ Aucune des deux tendances ne sous-estimait l'enjeu politique du débat et lorsque le réformiste Donath déclara à l'assemblée du 15 août qu'une «défaite de Radek signifierait une défaite de Henke»³⁰¹, ce dernier abandonna ses doutes pour s'engager de nouveau aux côtés de Radek. L'engagement de Henke et un discours habile de Radek permirent aux radicaux d'obtenir une nouvelle victoire sur les réformistes puisque, sur la base du rapport de la majorité de la commission³⁰², l'assemblée déclara que Radek était de nouveau membre de plein droit du SPD.

Les quelques semaines précédant le congrès virent cependant apparaître de nouvelles révélations: la lettre ouverte d'un des principaux témoins du jugement polonais qualifiant les déclarations de Radek de «calomnie

297 Radek, *Meine Abrechnung*, p. 5.

298 Henke à Haenisch, 21.5.1913, NI. Haenisch, Nr. 138, ZStA.

299 *BBZ*, 14.8.1913.

300 *Ibid.*

301 *BBZ*, 18.8.1913.

302 Ce rapport sera intégré dans la brochure intitulée *Der Fall Radek*, Bremen, 1913, distribuée par l'organisation de Brême aux délégués lors de l'ouverture du congrès de Iéna.

infâme»³⁰³ et les accusations portées par Thalheimer sur la moralité douteuse de Radek³⁰⁴ ébranlèrent profondément la confiance de Henke en Radek. Peu avant le congrès, il sembla prêt à rompre définitivement avec lui. Dans une longue lettre qui met clairement en avant les qualités et les faiblesses de Radek, Pannekoek mit en garde Henke de ne pas précipiter sa décision, car se séparer de Radek n'était «pas un acte de nature personnelle, mais bien politique».³⁰⁵ Il ne s'agissait pas dans cette affaire de considérations personnelles sur la moralité de Radek. Il était plus qu'un journaliste: il avait donné à la *Bremer Bürgerzeitung* sa valeur et son caractère et chacun savait que c'est «seulement grâce à son travail que le journal était devenu, lorsque Henke travaillait au Reichstag, un acteur politique important de notre parti». Bebel lui-même avait reconnu l'importance du travail de Radek dans l'évolution intellectuelle du parti.³⁰⁶ La gauche radicale de Brême ne pouvait se séparer de Radek sans remettre en question toute l'orientation du journal et donner d'elle une image de faiblesse et de division. Pour Pannekoek, les reproches adressés à Radek devaient d'ailleurs être relativisés à défaut de pouvoir être contestés:

Le vol d'un livre et d'un pardessus remet-il en question la valeur d'un homme et d'un combattant. Que cela vaut-il en comparaison du sacrifice de soi pour le parti, de son courage et de son zèle? Rien [...] J'ai fréquenté de nombreux étudiants et intellectuels russes et je connais le peu de valeur qu'ils accordent au concept de propriété [...] il ne s'agit pas d'une mise en pratique du socialisme mais d'une conception issue du communisme paysan [!]

En ce qui concerne le manteau de Thalheimer il faut tenir compte de l'énergie et du temps que Radek lui a consacrés et sous cet angle «Thalheimer n'est pas le volé mais le voleur».³⁰⁷ Sur un plan personnel, Pannekoek

303 Lettre de Stanislas Turski [Goldenberg]. Publiée dans le *Vorwärts* 11.9.1913. La réponse de Radek «Das Opfer meiner Skrupellosigkeit» parut le jour suivant dans la *BBZ*.

304 Thalheimer accusait maintenant Radek de s'être approprié l'un de ses manteaux. Ultérieurement il affirmera qu'il n'avait jamais eu l'intention de présenter cette affaire comme un vol.

305 Lettre de Pannekoek à Alfred Henke, 11.9.1913, Nl. Henke, doc. 45, AdSD, publiée par O.E. Schüddekopf, «Der Revolution», p. 494.

306 Lettre de Bebel à Knief, du 2.4.1913, citée par R. Franz, «Aus Briefen Konrad Hänisch», p. 478.

307 Lettre de Pannekoek à Alfred Henke, 11.9.1913. Publiée par O.E. Schüddekopf, «Der Revolution», p. 495.

reconnaissait le manque de sérieux et la légèreté de Radek – «qui nous rend la vie si dure» –, mais en tant qu'«homme politique il fallait savoir se décider à partir des faits objectifs et non pas des ressentiments subjectifs [...] Radek n'avait pas été engagé pour ses qualités humaines – Rhein, Donath etc... sont des hommes bien plus braves et bien plus vertueux – mais en raison de son extraordinaire talent politique.»³⁰⁸ Devant les arguments et les menaces de Pannekoek, Henke accepta de repousser sa décision jusqu'au congrès.

Une question de politique ou de droit?

Il était clair à ce moment que les radicaux plaçaient l'affaire Radek dans la seule perspective d'un affrontement de tendances et soutenaient Radek pour son rôle dans le développement et le renforcement des groupes de gauche dans le SPD. Mais sans que cela ne modifie leur conviction, les Brêmois étaient bien obligés de tenir compte du rapport de force défavorable aux radicaux dans l'ensemble du SPD. D'abord, la possibilité d'offrir un front uni des radicaux se heurtait toujours à l'hostilité de Rosa Luxemburg. Ensuite, Henke et les autres radicaux d'Allemagne savaient que s'ils étaient majoritaires dans l'organisation de Brême, cette situation demeurerait un cas presque unique en Allemagne. En transposant au niveau du SPD l'affrontement de tendance qui existait à Brême autour de l'affaire Radek, ils n'avaient aucun espoir de sortir vainqueurs. Enfin, dans d'autres cercles du SPD, ce n'était pas la dimension politique mais bien la dimension juridique du problème qui suscitait des résistances à la direction, même s'il régnait en Allemagne une grande indifférence à l'égard des dissensions et des querelles des partis polonais et russe, indifférence renforcée par la réputation déplorable dont jouissait Radek. Pour toutes ces raisons, les amis de Radek, et Haenisch en particulier, préféraient maintenant orienter le débat sur le terrain, moins défavorable pour eux, du caractère juridiquement douteux de la procédure d'exclusion.

Haenisch, qui l'année précédente avait déjà envisagé d'adresser à l'ensemble des membres du parti une déclaration en faveur d'un réexamen en Allemagne de l'affaire Radek, reprit cette initiative peu avant Iéna.³⁰⁹ En

308 *Ibid.*, p. 497.

309 Lettre de Haenisch à Franz, 12.4.1913. Publiée par R. Franz, «Aus Briefen Konrad Haenisch», p. 480.

sollicitant des signatures il insistait pour dire qu'il ne s'agissait pas d'une «question de tendance mais bien de droit».³¹⁰ Radek devait, comme il l'écrivit au révisionniste Heine, bénéficiaire d'un «procès régulier conformément au droit allemand. Le procès polonais ne fut rien d'autre qu'une farce pitoyable.»³¹¹ Un manifeste contenant le même genre de considérations et la même revendication rassembla par-delà les divergences de tendances les signatures de personnalités aussi variées que Mehring, Heine, Adolf Müller, Ledebour, Schippel et encore beaucoup d'autres.³¹² Alors que Henke n'accordait que peu de valeur à cette initiative et lui déniait la force de rassembler contre l'exécutif la majorité de ceux qui demeuraient hostiles à Radek et aux radicaux de Brême, le CC polonais réagit d'une façon extrêmement violente. Il caractérisa le manifeste de tissu de mensonges et exprima sa surprise que plusieurs «camarades bien intentionnés aient apporté leur soutien à cette initiative sans avoir une connaissance précise des faits».³¹³ La direction allemande ne fut nullement impressionnée par cette contestation et parmi ses requêtes, publiées huit jours seulement avant l'ouverture du congrès, figurait la résolution 45 qui stipulait que les «personnes exclues d'un parti frère pour des raisons qui conduiraient aussi à l'exclusion dans le parti allemand, ne peuvent acquérir la qualité de membre du SPD sans le consentement du parti qui a pratiqué l'exclusion».³¹⁴ L'exécutif maintenait, comme le craignait Henke, la radiation de Radek. Comme le déclara Knief à son ami Franz, quelques jours avant les débats, l'affaire Radek était sur le «fil du rasoir».³¹⁵

La commission des réclamations élue par le congrès et chargée d'examiner formellement l'affaire recommanda d'accepter la résolution 45 de l'exécutif et de l'appliquer à Radek avec effet rétroactif.³¹⁶ Le représentant de la direction, Müller, mit en garde ceux qui souhaitaient transférer le cas au bureau international. La question avait occupé la presse allemande pendant des mois, elle devait maintenant être réglée en Allemagne. Certes

310 Lettre de Haenisch à W. Dittmann, 19.8.1913, Nl. Dittmann, Nr. 1, Mappe 9. AdSD.

311 Lettre de Haenisch à Heine, 19.8.1913, citée par K.E. Moring, *Die Sozialdemokratische*, p. 191.

312 *Vorwärts*, 28.8.1913.

313 *Vorwärts*, 31.8.1913. La réponse de Haenisch est publiée dans la *BBZ* du 4.9.1913.

314 *Protokoll über die Verhandlungen des Parteitages der SPD*, Jena, 14-20 September 1913, p. 536.

315 Lettre de Knief à Franz, 19.9.1913, Nl. Franz, 90 Fr 1, ZStA.

316 *Protokoll*, Jena, p. 113.

il n'existait pas dans les statuts du parti allemand de règle sur cette question³¹⁷, mais selon Müller il convenait d'appliquer dans de tels cas «l'esprit de l'Internationale» et le fait que Radek soit membre du SPD malgré les protestations du parti polonais allait à l'encontre de «l'esprit de fraternité internationale devant exister entre les partis socialistes».³¹⁸ La direction déclara en outre que le jugement d'une organisation de l'Internationale devait avoir force de loi. Deux pôles de résistance seulement apparurent: d'une part Liebknecht, Katzenstein et Oscar Cohn qui avaient l'intention de faire examiner l'affaire par le BSI, d'autre part Rosa Luxemburg qui fit campagne pour que l'affaire soit réexaminée par un tribunal du parti allemand.³¹⁹ Mais cette opposition était minoritaire et la proposition de Rosa Luxemburg n'avait aucune chance d'être acceptée puisqu'il existait sur cette question un accord tacite entre les directions polonaise et allemande.³²⁰ Aussi, lors du vote, la résolution de l'exécutif proposant d'appliquer l'effet rétroactif à Radek fut approuvée à une écrasante majorité.³²¹ Selon la décision du congrès, Radek n'était plus membre de l'organisation de Brême.

Comme cela avait été le cas lors de l'exclusion du droitier Gerhard Hildebrand, l'exclusion de Radek suscita des regroupements qui transcendaient les fronts politiques.³²² Plusieurs personnalités de droite et de

317 Si les statuts du parti ne contenaient pas de règlement spécifique sur cette question, il existait néanmoins un précédent sur lequel le parti aurait dû s'appuyer. En 1901, le Polonais Kasprczak avait été présenté par le SPD sur la liste des candidats au Reichstag dans les territoires polonais, mais le PPS, qui en 1892 l'avait exclu de ses rangs sous l'accusation de s'être approprié de l'argent du parti, protesta contre cette décision. Non seulement la direction allemande exigea du PPS qu'il fournisse les preuves de la culpabilité de Kasprczak, mais lorsque celles-ci se révélèrent insuffisantes il refusa de le rayer des listes du SPD. *Der Fall Radek*, Bremen 1913, pp. 11-12. Müller connaissait bien sûr ce précédent puisque toute la presse du SPD l'avait évoqué dans les semaines qui précédèrent le congrès mais il refusa d'en parler.

318 *Protokoll*, Jena, p. 530.

319 *Ibid.*, p. 448.

320 R. Luxemburg savait parfaitement que le parti allemand ne voulait pas réexaminer l'affaire puisqu'elle s'en était personnellement entretenue avec Müller, mais elle avait néanmoins décidé de faire cette proposition au cas où le congrès refuserait l'exclusion automatique de Radek. Müller n'avait aucun doute à cet égard, mais si cela devait arriver «au moins on ne pourra pas nous [le CC polonais] calomnier». Brief R. Luxemburg an Joguiches, 15.9.1912, 18.9.1912, R. Luxemburg, *Gesammelte Briefe*, Bd. 4, pp. 302-303 et 305-306.

321 *Protokoll*, Jena, p. 545.

322 L'exclusion de Gerhard Hildebrand par une organisation provinciale de tendance radicale avait été critiquée par des gens de gauche comme Mehring et Laufenberg.

gauche s'interrogeaient désormais, au-delà des divergences politiques, sur la signification morale et l'aspect juridique de l'exclusion de Radek. Dittmann, rappela qu'une procédure pouvant conduire à l'exclusion dans un parti frère serait différemment appréciée en Allemagne.³²³ Mehring s'émut qu'avec la Lex Radeka le parti eût adopté une loi à effet rétroactif.³²⁴ Pour lui il s'agissait d'une question de principe et il convenait de se demander si «la réputation morale d'un membre du parti était protégée à l'intérieur du parti par les mêmes garanties juridiques que celles dont bénéficient tous les individus, y compris ceux issus de la classe ouvrière, dans la société bourgeoise».³²⁵ La décision de Iéna était selon lui la «honte du parti»³²⁶ et selon Haenisch une «injustice criante».³²⁷ Heilmann et Heine, deux figures importantes du courant réformiste, profitèrent de l'occasion pour rappeler, dans des articles qui constituent de véritables manifestes contre les méthodes de la direction, que le recours aux procédures illégales n'était pas une nouveauté.³²⁸ Comme Hildebrand et d'autres, «Radek fut la victime d'un pitoyable bourrage de crâne»³²⁹ et si on n'y prenait pas garde, le risque était réel que le SPD évolue «vers le modèle russe»³³⁰ où d'infimes divergences de vue pouvaient conduire à des procédures d'exclusion. Mais le malaise à l'égard des procédés de l'exécutif ne se limitait pas aux marges du parti, même Kautsky, qui soutenait la ligne politique de la direction, devait reconnaître que, dans cette affaire, l'exécutif agit avec «peu de bonheur».³³¹

La focalisation des critiques sur l'aspect juridique de l'affaire avait laissé de côté sa dimension politique, aussi lorsqu'il apparut que, malgré l'ampleur de l'indignation et les protestations, l'exécutif n'entendait pas casser la décision du procès, Radek et la gauche radicale de Brême décidèrent de relancer le combat sur ce terrain: puisqu'il «ne s'agissait pas

323 W. Dittmann, «Ein verfehelter Vorschlag», *Die Bergische Arbeiterstimme*, 10.9.1910.

324 *BBZ*, 26.9.1913.

325 *BBZ*, 29.9.1913.

326 Mehring à Henke, 1.10.1913, NI. Henke, doc. 22a, AdSD.

327 Hänisch à W. Heine, 26.9.1913, cité par K.E. Moring, *Die Sozialdemokratische*, p. 193.

328 E. Heilmann, «Parteijustiz», *Sozialistische Monatshefte*, Heft 21, 1913, pp. 1267-1276, W. Heine, *Bremer Bürgerzeitung* du 30.9.1913.

329 *Ibid.*, p. 1272.

330 *Ibid.*, p. 1269.

331 Lettre de Kautsky à Adler, 8.10.1913, publiée dans V. Adler, *Briefwechsel*, p. 585.

d'une question de droit, il ne pouvait s'agir que d'une question de pouvoir». ³³² A la suite du congrès Henke était désespéré par le caractère petit-bourgeois des camarades du parti, la «négligence de Radek et la bassesse inouïe avec laquelle on a comploté contre lui pour, sous couvert du droit, trahir sa qualité de membre» ³³³; mais pour sa part il se déclarait prêt à ne plus considérer Radek ni comme un membre du parti de Brême ni de la rédaction de la *Bremer Bürgerzeitung*. Avec la grève des chantiers navals, la situation de Henke à Brême était en effet très défavorable, nombreux étaient ceux qui à Brême s'irritaient du soutien inconditionnel de la *Bremer Bürgerzeitung* à Radek. ³³⁴ Henke reconnut donc la décision du congrès en considérant que la minorité devait se soumettre à la majorité. Il ne voulait pas exposer la social-démocratie de Brême au reproche d'une rupture de discipline.

Le 1^{er} octobre 1913 cependant, à la suite des résistances apparues au grand jour, il prenait une autre position: ne pas accepter l'exclusion et au contraire se faire le porte-parole d'une opposition absolue à la direction. Le cas Radek devait être détaché des querelles diffamantes sur sa moralité et des querelles mesquines sur la réalité de son appartenance au parti pour devenir un combat contre la violation flagrante de la justice: «Ne pas se soumettre aux tentatives de violences mais au contraire y résister est le devoir d'une organisation locale et peut même se révéler être un bien pour le parti.» ³³⁵ Lors de l'assemblée des membres de l'organisation de Brême du 7 octobre 1913, Henke lança donc un appel en faveur d'une rébellion à l'égard de la plus haute instance du parti allemand. La proposition de Henke ne suscita d'abord aucun enthousiasme. Son isolement était tel que même le secrétaire du parti, Wellman, qui avait toujours soutenu Henke dans cette affaire, manifesta son intention d'être loyal à l'égard de la majorité et de rayer Radek de la liste des membres. ³³⁶ Même les plus radicaux comme Knief et Pannekoek s'opposaient à la tactique de Henke. Par crainte d'exposer la section de Brême au reproche de rupture de discipline, ils proposaient de ne pas exclure Radek mais de mettre en veilleuse la question de sa qualité de membre jusqu'au prochain congrès. Ainsi,

332 R. Franz, «Der Fall Radek von 1913», p. 392.

333 Lettre de Henke à Haenisch, 25.9.1913, NI. Haenisch, 90Ha4, ZStA.

334 K.E. Moring, *Die Sozialdemokratische*, p. 193.

335 Lettre de Henke à Haenisch, 1.10.1913, NI. Haenisch, 90Ha4, ZStA.

336 K.E. Moring, *Die Sozialdemokratische*, p. 194.

alors que le groupe réformiste était unanimement favorable à l'application de la Lex Radeka, une grande confusion régnait dans les rangs de la gauche et il semblait même probable que lors du prochain comité élargi de l'organisation de Brême une révolte ait lieu contre Knief, Pannekoek, et aussi contre Henke, et qu'avec l'appui d'une partie de la gauche les réformistes déjouent tous les plans.

Le jour de l'assemblée des membres, le 14 octobre 1913, Henke distribua une déclaration de Radek dans laquelle ce dernier expliquait que le comité élargi du parti étant de l'avis que le refus de le rayer des listes du parti constituerait une rupture de la discipline, il se sentait forcé de quitter l'organisation de Brême. Ainsi tous les débats sur l'attitude ultérieure de la social-démocratie de Brême étaient-ils superflus: Radek n'appartenait plus au SPD. Les radicaux s'efforcèrent de sauver ce qui pouvait encore l'être et firent adopter par 182 voix contre 181 une résolution de Pannekoek selon laquelle, en dépit de la décision sur sa qualité de membre, la collaboration de Radek à la *Bremer Bürgerzeitung* n'était pas remise en question.³³⁷ Knief et Pannekoek, aidés de Mehring et Haenisch, avaient atteint leur but: Radek pourrait continuer sur la base de cette décision à défendre dans le journal de Brême les idées et les principes des radicaux de gauche. La commission de presse de l'organisation de Brême devait encore s'exprimer sur la question de savoir dans quelle mesure l'activité d'un correspondant non inscrit dans le parti était possible. Lors de la séance de la commission de la presse du 23 octobre 1913, Henke s'exprima en faveur d'une correspondance de Radek, étant entendu que celui-ci ne pourrait pas s'exprimer sur les thèmes relatifs à l'organisation du parti. Cette présentation obtint l'assentiment de la grande majorité de la commission et la collaboration future de Radek à la *Bremer Bürgerzeitung* fut largement approuvée. Quelques jours plus tard Haenisch informait Knief que les articles de Radek seraient aussi publiés à Nordhausen et à Solingen.³³⁸ Les radicaux prirent immédiatement conscience de l'importance de cette décision: «Ce que nous avons obtenu pour le renforcement de la position de la gauche radicale est énorme – c'est le principal.»³³⁹

337 *BBZ*, 16.10.1913.

338 R. Franz, «Aus Briefen Konrad Hänsch», p. 481. Haenisch obtiendra aussi de Block en mars 1914 que Radek puisse écrire pour la *Leipziger Volkszeitung*. *Ibid.*, p. 482.

339 Knief à Mehring, 23.10.1913, cité par K.E. Moring, *Die Sozialdemokratische*, p. 195.

A l'exception de Henke, la gauche avait soutenu Radek pour son importance politique indépendamment des sympathies et des antipathies personnelles; le fait qu'il puisse continuer à écrire dans la presse du SPD, même si sa signature était souvent remplacée par «Man schreibt uns», était une grande victoire. Ainsi la décision du congrès ne mit en aucune façon un terme à l'influence de Radek; en revanche il ne sera jamais réhabilité en Allemagne et toutes les tentatives ultérieures viendront non plus du SPD mais de la social-démocratie russe.

4. Russes et Polonais

Ce n'est pas la différence d'opinion qui produit nos scissions. On peut dire plutôt que ce sont nos scissions qui produisent les nuances de nos opinions politiques et tactiques.³⁴⁰

Même Kautsky a fini par se rendre compte que le groupe de Rosa Luxemburg et de Tyszka [Joguchis] ne représente pas les travailleurs sociaux-démocrates polonais.³⁴¹

Parallèlement aux décisions du parti allemand, la dimension fondamentalement politique de l'affaire Radek avait été confirmée au cours de l'année qui suivit le congrès de Iéna par l'apparition de nouveaux intervenants. En raison de l'indignation suscitée par l'arbitraire des procédures mais aussi, ou surtout, en raison de considérations tactiques et stratégiques, l'exclusion de Radek était devenue un enjeu essentiel dans la lutte pour le pouvoir que menait chaque fraction à l'intérieur de son parti. Au sein des partis allemand et polonais, comme dans le POSDR et le parti danois³⁴², chaque groupe prenait parti en interprétant l'affaire Radek à l'aune de ses propres considérations. L'affaire Radek devenait celle de l'Internationale et le symbole de la cristallisation des tendances.

340 Lettre de Plekhanov à Kautsky en 1911, citée par D. Geyer, *Kautskys Russisches Dossier. Deutsche Sozialdemokraten als Treuhänder des russischen Parteivermögens 1910-1915*, Frankfurt, Campus Verlag, 1981, p. 86.

341 Lénine, *O Polsce i polskim ruchu robotniczym*, Warszawa, Ksiazka i Wiezda, 1955, p. 224.

342 L'organe central de la social-démocratie danoise avait publié le rapport de la commission de Brême avec un commentaire favorable à Radek. Marchlewski avait écrit au nom de la direction polonaise pour protester. Lettre de Marchlewski au CC du SPD, 1913, F.163/1/903, doc. 1-2, RGASPI.

L'intervention des Russes

C'est l'intervention des Russes, et de Lénine en particulier, qui marqua une nouvelle étape dans cette affaire. Dès l'annonce du jugement polonais, plusieurs personnalités de premier plan du parti russe, parmi lesquelles Axelrod, Trotsky, Semkovski, Igorev, Schwartz et Martynov, avaient envoyé aux journaux allemands une déclaration dans laquelle, sans se prononcer sur le fond des accusations, elles critiquaient la violation des garanties légales élémentaires et expliquaient que plusieurs faits apparus au sein du parti polonais – comme par exemple l'exclusion de Zalewski – confirmaient le soupçon qu'il s'agissait dans cette affaire de tuer moralement un adversaire politique de la direction.³⁴³ Riazanov, qui n'avait pas de lien particulier avec Radek, le considérant même comme un « caractère faible », écrivit à Kautsky pour évoquer la « malveillance de Joguiches » dans cette affaire.³⁴⁴ Trotsky considérait pour sa part que le plan des Allemands « d'utiliser l'affaire polonaise, était infâme » et cela indépendamment de la culpabilité de Radek, car celui-ci « pouvait bien être un gremlin, ce n'était pas la question ».³⁴⁵

Les soutiens à Radek dans le POSDR ne se limitaient pourtant pas aux « vieillards fondateurs du parti » comme le déclara Rosa Luxemburg : Lénine envoya ultérieurement une lettre à la *Bremer Bürgerzeitung* pour s'associer à cette déclaration et fit parvenir au *Vorwärts* un article intitulé « Rosa Luxemburg et le comité central polonais sur les traces de Martov ».³⁴⁶ En comparant, sous prétexte de défendre Radek, les procédés de la direction polonaise dans l'affaire Radek aux « calomnies » publiées par Martov sur les agissements politico-financiers des bolcheviks, Lénine cherchait à ébranler l'autorité dont disposait les Polonais, et Rosa Luxemburg en particulier, en Allemagne sur les questions russes. Les bolcheviks avaient du mal à se faire entendre de l'exécutif allemand dont la majorité des membres considérait avec mépris les querelles incessantes qui divisaient les partis polonais et russe. Kautsky, qui était l'un des rares Allemands à suivre ces questions de près, persistait à nier la réalité des divergences de

343 *BBZ*, 7.9.1912. Radek, *Meine Abrechnung*, p. 15.

344 Lettre de Riazanov à Kautsky, début septembre 1912, publiée par D. Geyer, *Kautskys Russisches Dossier*, p. 617.

345 Lettre de Trotsky à Hilferding, début octobre 1912, *ibid.*, p. 619.

346 Pour une présentation détaillée de l'article voir J.-P. Nettel, « Ein unveröffentlicher Artikel ».

fond existant entre les bolcheviks et les autres groupes de la social-démocratie russe, mais aussi entre Lénine et Rosa Luxemburg. Or, cette dernière, qui passait en Allemagne pour une experte des problèmes russes, s'opposait désormais ouvertement à Lénine. C'est pourquoi Lénine saisit l'occasion pour présenter son interprétation des divergences au sein du parti russe et faire comprendre aux Allemands que Rosa Luxemburg et Joguiches n'étaient pas sur ces questions des experts aussi neutres qu'ils voulaient le faire croire. La prise de position publique de Lénine surprit les Allemands qui ne comprirent jamais vraiment les dessous de cette querelle russo-polonaise et encore moins le rapport entre celle-ci et l'affaire Radek. La direction du SPD n'avait pas l'intention d'ouvrir un débat sur ces obscures questions et encore moins de faire de la publicité à Radek au moment où elle préparait son exclusion du parti. L'article de Lénine ne fut jamais publié et demeura dans les archives jusqu'aux années soixante! Cet article avait en réalité assez peu de rapport avec Radek lui-même, mais il soulignait l'intention de Lénine d'utiliser l'affaire Radek et la scission de la SDKPiL dans le combat qu'il menait en même temps à l'intérieur du parti russe contre la direction polonaise.³⁴⁷

Les relations entre les bolcheviks et la SDKPiL n'avaient pas toujours pris la forme d'un affrontement comme c'était le cas en 1912. Lors du congrès de Stockholm, en 1906, la SDKPiL était devenue un membre autonome du POSDR. Bien que ce congrès restât dans l'histoire sous le titre de congrès d'unification, l'unité ne fut qu'apparente et jusqu'en 1912, date de la rupture officielle, les conflits ne firent que s'approfondir entre les bolcheviks et les mencheviks. Malgré une certaine unité de vue avec les bolcheviks sur des questions fondamentales comme celle du rôle du prolétariat dans la révolution, les Polonais avaient commencé par adopter en général une attitude de neutralité à l'égard des fractions russes, se considérant comme une «troisième force» à l'intérieur du parti. Progressivement pourtant, en raison de l'aide financière qu'ils recevaient du centre bolchevique et aussi pour obtenir le soutien de Lénine contre le PPS, avec lequel les mencheviks étaient en rapport étroit, la SDKPiL s'était liée à

347 Même s'il s'en sert, Lénine n'était pourtant pas à l'origine de la scission comme le laisse entendre L. Schapiro (*De Lénine à Staline, Histoire du Parti communiste de l'Union soviétique*, Paris, Gallimard, 1967, p. 156) pour qui Lénine «s'étant brouillé avec Tychko [Joguiches] à l'automne 1911 avait peu après monté une sécession au sein du parti social-démocrate polonais».

Lénine.³⁴⁸ Pendant plusieurs années, la collaboration fut très bonne et la SDKPiL joua ainsi, grâce à ses deux représentants au sein du comité central russe et à son représentant à la rédaction de l'organe du parti, le *Sozialdemokrat*, un rôle important pour assurer à Lénine une majorité au sein de la social-démocratie russe.³⁴⁹ Rosa Luxemburg avait elle-même mis son prestige au sein du SPD au service de Lénine et celui-ci lui avait offert un mandat du parti russe lors du congrès international de Stuttgart. «Tant qu'il s'agissait d'assurer la supériorité des bolcheviks dans un parti uni et d'assurer le succès de la politique de Lénine, les bolcheviks pouvaient compter sur les Polonais.»³⁵⁰ Mais dès 1910, Lénine ne se contentait plus de cette suprématie et il réussit grâce à l'aide de Joguiches, et en créant de nouveaux organismes, à expulser les mencheviks et les délégués du Bund du comité central du parti russe. Nombre des partisans de Lénine, ceux que l'on appelait les «conciliateurs», et Joguiches lui-même ne souhaitaient pourtant pas en arriver à une scission officielle. Ceux-ci contrôlaient deux organismes récemment créés par Lénine et disposaient d'un atout de poids en la personne de Joguiches. L'une des principales sources de conflits entre les fractions était en effet la répartition des fonds, en particulier l'héritage Schmidt qui devait revenir au POSDR, mais qui avait été placé sous le contrôle de trois Allemands: Kautsky, Mehring et Clara Zetkin.³⁵¹ Or, Joguiches était le seul à pouvoir exercer, par l'intermédiaire de Rosa Luxemburg qui était une amie de Mehring et surtout de Clara Zetkin, une influence sur les dépositaires allemands.³⁵² Lénine ne pouvait accepter de dépendre de Joguiches, qui semblait vouloir

348 *Ibid.*, p. 133.

349 Les représentants de la SDKPiL étaient Warszawski et Dzierzinski pour le comité central du parti et Warszawski pour la rédaction du *Sozialdemokrat*. La collaboration entre Lénine et Warszawski fut si bonne qu'en septembre 1910 Joguiches exigea le remplacement de Warszawski, considérant que celui-ci défendait désormais les positions des Russes auprès des Polonais et non plus l'inverse. Son successeur Leder, finit aussi par soutenir Lénine contre sa propre direction. J. Sobczak, *Z Pola Walki*, 1963, n° 4 (24).

350 J.-P. Netti, *Rosa Luxemburg*, p. 556.

351 Pour une description détaillée de cet héritage et des querelles qui s'ensuivirent cf. L. Schapiro, *De Lénine à Staline*, pp. 134, 149-150, 156-157 et D. Geyer, *Kautskys Russisches Dossier*.

352 L'influence de R. Luxemburg sur C. Zetkin était telle que Joguiches pouvait «contrôler le comportement de Clara Zetkin jusque dans la formulation de sa position». *Ibid.*, p. 68.

désormais s'attribuer un rôle d'arbitre, et les rapports entre les deux hommes se détériorèrent rapidement: Joguiches, qui contrôlait l'argent, refusa de fournir des fonds pour la publication du *Sozialdemokrat* et Lénine fit dissoudre en novembre 1911 les deux organismes contrôlés par les conciliateurs. Joguiches, déjoué par Lénine et frustré dans ses propres projets, rompit avec Lénine qui, après avoir récupéré une partie des fonds, parvint à reconstituer à la conférence de Prague, en janvier 1912, un comité central composé exclusivement de ses proches.³⁵³

Dans ce contexte d'affrontement avec Joguiches, Lénine sut saisir avec opportunisme l'occasion fournie par l'affaire Radek pour démontrer que la scission dans le parti polonais reflétait les divergences qui s'étaient développées dans le parti russe et avait conduit à la rupture avec les «liquidateurs» et les «conciliateurs» auxquels appartenait Joguiches. Selon Lénine, Joguiches «faisait la loi dans le POSDR» et menait «une politique russe en cachette des ouvriers polonais» qui pour leur part «désiraient se lier plus étroitement avec les camarades russes [les bolcheviks]». ³⁵⁴ Le parallélisme suggéré par Lénine entre son combat et celui des *Roslamowcy* était un peu malhonnête: si les scissions dans les partis russes et polonais avaient un point commun, celui-ci résidait surtout dans la commune intransigeance de leurs dirigeants respectifs et nombre des reproches que les *Roslamowcy* avaient formulés à l'encontre de Joguiches auraient pu s'appliquer à Lénine.³⁵⁵ La question de la place de la SDKPiL dans le POSDR suscitait certes quelques appréciations divergentes parmi les Polonais, mais les partisans d'un rapprochement avec Lénine se retrouvaient aussi bien parmi les membres de la direction que parmi les oppositionnels.

Rien dans ses positions passées ne permet d'ailleurs d'évoquer une quelconque opposition de vue entre Radek et les dirigeants polonais sur les questions de la place de la SDKPiL dans le POSDR et de la lutte de

353 L. Schapiro, *De Lénine à Staline*, p. 151.

354 Lénine, «La scission dans la social-démocratie ouvrière», *Œuvres complètes*, (désormais *OC*) Paris, Ed. Sociales, 1958-1970, T. 18, pp. 497 et 500. L'opposition interprétait la rupture entre la SDKPiL et les bolcheviks de Lénine comme le résultat de l'intransigeance de Joguiches soupçonné de poursuivre des objectifs et des ambitions personnels. En réalité la quasi-totalité des membres de la SDKPiL était hostile à une désagrégation du POSDR, et même si Joguiches avait effectivement essayé de jouer un jeu personnel, le refus d'entériner la scission de fait entreprise par Lénine était conforme à la tactique que le parti suivait depuis 1906.

355 Trotsky notait avec perspicacité que les méthodes de Lénine ressemblaient beaucoup à celles de Joguiches. Lettre de Trotsky à [Radek], 24.7.1912, F.326/2/49. RGASPI.

pouvoir qui opposait les bolcheviks aux mencheviks. Le lien entre Lénine et Radek remontait bien à ces années, c'était d'ailleurs à la suite de recommandations émanant des proches de Joguiches que Radek était entré en contact avec Lénine et surtout pour lui servir d'intermédiaire dans la presse radicale allemande et l'aider dans ses traductions. C'était aussi sur le conseil de Rosa Luxemburg que Radek avait publié dans la *Leipziger Volkszeitung* de mars, puis de juillet 1910, plusieurs articles soutenant les conceptions de Lénine dans le parti russe.³⁵⁶ Selon Radek, l'expulsion des mencheviks du comité central n'était «pas seulement la victoire de la tendance du salut du parti sur celle du naufrage [...] elle était aussi celle du caractère révolutionnaire du parti sur la tentative opportuniste de priver le parti de ce caractère».³⁵⁷ Mis personnellement en cause par Martov parce qu'il avait critiqué les mencheviks, Radek intervint une dernière fois sur cette question en envoyant à la *Neue Zeit* une brève explication dans laquelle il faisait de nouveau porter aux mencheviks la responsabilité de la désagrégation du parti russe.³⁵⁸ Lénine écrivit à Radek pour lui dire qu'il trouvait cette déclaration «très bonne»³⁵⁹, mais comme lors des articles précédents, les vues présentées par Radek étaient identiques à celles de la majorité de la SDKPiL et en particulier à celle de ses dirigeants.³⁶⁰ Ultérieurement Radek ne fit apparemment rien pour encourager Lénine dans sa lutte contre ses rivaux russes³⁶¹ et lorsque les divergences apparurent entre Lénine et les dirigeants polonais, Radek était bien trop empêtré dans l'affaire de Göppingen pour pouvoir jouer un rôle quelconque dans cet affrontement.

356 Radek, «Die Wandlungen in der Sozialdemokratie Russlands», *Leipziger Volkszeitung*, 12 et 14.3.1910 et [Radek], «Von der russischen Partei», *Leipziger Volkszeitung*, 7.7.1910.

357 Radek, «Die Wandlungen in der Sozialdemokratie Russlands», *Leipziger Volkszeitung*, 14.3.1910.

358 Radek, «Erklärung», *Die Neue Zeit*, 7.10.1910.

359 Lettre de Lénine à Radek, 9.10.1910, Lénine, *OC*, T. 18, p. 163.

360 A. Reisberg, *Lenins Beziehungen zur deutschen Arbeiterbewegung*, Berlin, Dietz Verlag, 1970, p. 116.

361 Lénine avait demandé à Radek de l'aider à publier dans la *Leipziger Volkszeitung* un article intitulé «La portée historique de la lutte à l'intérieur du Parti en Russie», constituant une réponse à Trotsky et Martov sur cette question. Radek ne donna apparemment pas suite à cette requête. Lettre de Lénine à Radek, 9.10.1910. Lénine, *OC*, T. 18, pp. 163-164.

Comme la quasi-totalité de la SDKPiL, la future opposition comprise, Radek avait donc dû avoir, selon le propre aveu de Lénine, une «attitude oscillante»³⁶², soutenant les bolcheviks contre les mencheviks mais refusant d'aller jusqu'à la scission. Radek entretenait d'ailleurs de bonnes relations avec les autres tendances du POSDR, comme le cercle viennois de Trotsky et le Bund auxquels il envoyait volontiers des articles. Car contrairement aux affirmations de Martov, Radek n'était pas un «bolchevik polonais»³⁶³ mais bien un fidèle de Rosa Luxemburg et c'est uniquement en tant que tel, et en accord avec la direction de la SDKPiL, qu'il était intervenu en 1910 dans le débat russe. Sur les nombreuses questions qui séparaient Lénine de Rosa Luxemburg – autodéterminations des peuples, organisation du parti, spontanéité des masses – Radek défendra encore bien des années après son exclusion de la SDKPiL les thèses polonaises contre celles des bolcheviks. Sur d'autres points comme le rôle des coopératives dans le cadre de la société capitaliste, le désaccord était total entre les deux hommes et Radek n'hésitait pas à polémiquer ouvertement avec Lénine.³⁶⁴ Même sur la question du désarmement et de l'impérialisme, Lénine considérait, tout en reconnaissant l'intérêt du radicalisme des thèses de Radek, que théoriquement il n'avait «pas absolument raison.»³⁶⁵ Radek n'était donc pas, sur le plan politique comme sur le plan personnel, un proche de Lénine à la différence de Hanecki, ou même de Dzierzinski.

Mais en 1912, leur opposition commune à Joguiches rendait inéluctable le rapprochement entre les deux hommes. Radek possédait d'ailleurs de nombreux atouts pour Lénine, dont les seuls contacts en Allemagne provenaient de Rosa Luxemburg: même exclu du SPD et fortement haï par la plupart de ses dirigeants, Radek était devenu une figure très célèbre

362 J.-P. Netti, «Ein unveröffentlicher Artikel», p. 476.

363 Cité par D. Geyer, *Kautskys Russisches Dossier*, p. 79.

364 Au congrès international de Copenhague Lénine avait contesté la légitimité des coopératives dans le cadre d'une société capitaliste; en décembre de la même année Radek publia dans le *Sozialdemokrat* un article sur le sujet dans lequel il insistait au contraire sur la nécessité pour les socialistes d'utiliser le potentiel révolutionnaire des coopératives. Радек, «Кооперативы и Интернационал», *Социал Демократ*, 12.30.1910, pp. 2-3.

365 Lettre de Lénine à Radek, 30.9.1910, Lénine, *OC*, p. 161. Les historiens soviétiques exagéreront ultérieurement leurs désaccords et présenteront les positions de Radek comme «partiales, sectaires et doctrinaires». Cf. Б.А. Айзин, *Революционные германские социал-демократы против империализма и войны, 1907-1914*, Москва, Изд. Наука, s.d., p. 224.

dans les milieux radicaux et disposait encore de nombreux contacts dans la presse allemande. En utilisant les talents de polémiste de Radek, sa maîtrise exceptionnelle de la langue et ses réseaux personnels, Lénine espérait bien se rapprocher des groupes les plus radicaux en Allemagne. Lénine pouvait bien avoir quelques réserves à l'égard de la moralité de Radek, pour lui «aucune vilénie ne doit être blâmée, si elle vient d'un homme utile au Parti».³⁶⁶ L'affaire Radek, l'isolement dans lequel se trouvaient les *Roslamowcy* et la volonté de Lénine de trouver de nouveaux alliés en Pologne et en Allemagne déterminèrent donc, bien plus que les affinités idéologiques, la mise en place d'une collaboration effective entre les deux groupes. Profitant des bons contacts personnels qu'il entretenait depuis plusieurs années avec les dirigeants de l'opposition polonaise, Lénine décida de venir s'établir à Cracovie pour mener le combat sur le terrain de la SDKPiL. Quelle qu'en fût la motivation première, Lénine se présentait dès lors comme l'avocat de Radek et le porte-parole de toute l'opposition polonaise dans les instances de l'Internationale.

Le 31 août 1912 Lénine, qui représentait le POSDR au BSI, écrivit à Huysmans, le secrétaire du BSI, pour protester catégoriquement contre le texte du comité directeur polonais relatif à la dissolution des sections oppositionnelles de Varsovie et Cracovie. Pour Lénine cette circulaire écrite par Rosa Luxemburg, le représentant officiel de la SDKPiL au BSI, était un texte tendancieux présentant les faits de façon inexacte et hypocrite, surtout il n'était «pas du ressort de la direction centrale de la SDKPiL, qui n'appartient plus elle-même à notre parti, de décider de l'appartenance de qui que ce soit au POSDR».³⁶⁷ Lénine avait attendu deux mois pour contester la légitimité de la direction polonaise et révéler aux plus hautes instances de l'Internationale la «perfidie de ses méthodes».³⁶⁸ La concordance des dates – son intervention tombait quelques jours à peine

366 C'est ce qu'avait déclaré Lénine, à propos d'un camarade accusé d'avoir utilisé l'argent du parti pour aller au lupanar, N. Valentinov, *Mes rencontres avec Lénine*, p. 281.

367 G. Haupt (éd.), *Correspondance entre Lénine et Camille Huysmans 1905-1914*, Paris, Editions Mouton, 1963, p. 113. Le texte fut publié par l'opposition dans la *Gazeta Robotnicza*, n° 19, de novembre 1912.

368 La déclaration du comité central polonais avait été envoyée au BSI le 8 juillet 1912, soit juste avant la convocation du tribunal extraordinaire chargé de juger Radek. La réponse de Lénine intervenait, elle, une semaine après l'annonce en Allemagne de l'exclusion de Radek de la SDKPiL.

après l'annonce en Allemagne du procès polonais de Radek – et une lettre de Radek à Henke³⁶⁹ indiquent que Radek espérait, en mobilisant le représentant du parti russe au BSI, forcer l'exécutif allemand à convoquer en Allemagne un tribunal du parti pour réexaminer son cas. Si le comité central polonais apparaissait aux yeux de tous comme une direction illégitime utilisant la calomnie morale pour éliminer ses adversaires politiques, la direction allemande ne pourrait plus refuser de réexaminer le procès Radek sous prétexte qu'il ne s'agissait pas d'un procès politique. En réalité Radek surestimait l'influence de Lénine au sein du BSI et le pouvoir de ce dernier sur les Allemands.

Lénine était intervenu au BSI à un moment où celui-ci était submergé de documents révélant les profondes divergences, les disputes et les scissions qui éclataient dans les rangs du POSDR.³⁷⁰ Sa circulaire renforça surtout la conviction des autres membres du BSI que le cas des *Roslamowcy* était lié à la lutte interne du POSDR. La virulence du ton employé par Lénine et Rosa Luxemburg dans l'échange de notes polémiques et de protestations suscita l'irritation d'Huysmans qui leur demanda de ne pas se servir du BSI comme d'un intermédiaire pour la propagation de leurs querelles.³⁷¹ Mais l'autorité de Rosa Luxemburg au sein du BSI demeurait grande et il était difficilement envisageable qu'elle soit désavouée sur une affaire aux origines si obscures à un moment où la politique du BSI consistait plutôt à encourager les Russes à surmonter leurs divergences pour rétablir l'unité du parti. Rapidement l'affaire Radek, qui pour la majorité des membres du BSI représentait l'exemple type de ces querelles mineures ne dissimulant rien d'autre que les conflits personnels entre émigrés, s'effaça donc devant l'ampleur des menaces de désagrégation du POSDR. Isolé au sein du mouvement socialiste international, Lénine continua à publier dans l'organe des bolcheviks, le *Sozialdemokrat*, ses attaques contre Rosa Luxemburg,³⁷² mais il apparut de plus en plus im-

369 Lettre de Radek à Henke, 25.8.1912, NI. Henke, AdSD. Publiée par O.E. Schüddekopf, «Der Revolution», p. 483.

370 G. Haupt, *Correspondance entre Lénine et Camille Huysmans*, p. 95.

371 Huysmans demanda par exemple à R. Luxemburg de modifier sa déclaration du 18.10.1912 dans laquelle elle s'en prenait à l'immixtion de Lénine dans les affaires polonaises. G. Haupt, *Correspondance entre Lénine et Camille Huysmans*, p. 102.

372 «La scission dans le mouvement social-démocrate polonais» est paru anonymement dans le *Social-démocrate* du 12 janvier 1913. Texte français dans Lénine, *OC*, T. 18, pp. 496-502.

probable que l'Internationale adoptât une position embarrassante pour la direction polonaise et la toute-puissante direction du SPD.

La contre-offensive des «Roslamowcy»: la commission de Paris

Toujours confronté à l'intransigeance des directions allemande et polonaise, Radek ne pouvait plus compter que sur l'appui de l'opposition polonaise pour défendre sa cause: c'est de Pologne que tout était parti, c'est là que l'affaire devait trouver son dénouement. L'organisation oppositionnelle de Varsovie n'avait d'ailleurs pas disparu à la suite de la circulaire de la direction ayant décrété sa dissolution. Dans un contexte pourtant rendu difficile par les calomnies répandues par Joguiches et la création systématique d'organisations locales soumises à la direction, les *Roslamowcy* conduisirent «avec succès les élections à la curie ouvrière de Varsovie».³⁷³ Sur les trente-quatre délégués sociaux-démocrates élus et constituant la majorité, trente et un étaient des partisans de l'opposition, deux hésitaient et un seul était un partisan de Joguiches.³⁷⁴ Les élections à la IV^e Douma confirmèrent ainsi l'impression que la direction à l'étranger était une direction sans parti et l'organisation oppositionnelle de Varsovie, la véritable force militante de la social-démocratie polonaise même si dans les congrès internationaux elle n'avait toujours pas droit de cité.³⁷⁵

Forte de cette nouvelle légitimité, l'opposition relança le projet adopté à la fin décembre 1912, lors de la conférence des sections étrangères de la SDKPiL, d'une commission d'enquête chargée de réexaminer l'affaire Radek.³⁷⁶ Reprenant les termes de la résolution adoptée à l'unanimité par

373 *Ibid.*, p. 500.

374 Dans la province où le travail était assuré par la direction centrale et ses partisans, la campagne électorale fut partout un échec.

375 Lors du congrès international de Bâle, novembre 1912, l'organisation de Varsovie envoya cinq délégués qui furent intégrés au parti russe, mais à la suite de la plainte de la direction centrale polonaise le BSI proposa que les délégués de l'opposition puissent participer aux séances mais sans droit de vote et sans qu'apparaissent leurs noms. Le dossier des «5 X», comme on les appela ultérieurement, se trouve dans les archives Huysmans. G. Haupt, «Quelques lettres inédites de R. Luxemburg», *Partisans*, n° 45, 1969, pp. 94-99.

376 Résolution du bureau à l'étranger de la SDKPiL, décembre 1912, F.166/1/120, doc. 1-2, RGASPI.

les sections de Berlin, Zurich, Berne, Vienne, Cracovie et Paris, l'opposition rappelait pour justifier sa démarche que le CC polonais avait convoqué un tribunal extraordinaire en totale contradiction avec les statuts du parti, que le jugement avait manqué de toutes les garanties légales et que la motivation du CC dans cette affaire n'avait pas été la recherche de la vérité mais bien l'élimination d'un adversaire politique.³⁷⁷ Comme d'autre part Radek ne pouvait espérer la révision de son procès par les voies décrites dans les statuts du parti, c'est-à-dire par un appel au congrès, puisque aucun congrès n'était prévu dans un avenir proche et que de toute façon la direction refusait désormais de discuter avec les organisations oppositionnelles, Leder prit sur lui, en septembre 1913³⁷⁸, d'organiser le travail de la commission. Pour libérer la commission du soupçon de partialité qui allait forcément peser sur elle, il fut décidé qu'elle serait composée des représentants de toutes les tendances du POSDR. Ainsi, à l'exception de la direction centrale de la SDKPiL³⁷⁹, les principaux groupes de la social-démocratie russe acceptèrent d'envoyer un représentant à Paris où siégeait la commission: le comité central de Prague, c'est-à-dire les bolcheviks de Lénine, délégua Edischeroff; le comité d'organisation, qui regroupait tous les autres groupes adverses, envoya Pawlowitch; Lounatcharsky représentait le groupe *Vperiod* (En Avant) et les *Roslamowcy* confièrent leur mandat à Leder; le délégué du Bund, Fraenkel, ne prit pas part aux réunions de la commission, mais comme le délégué letton, il approuvera après consultation des documents les décisions de la commission.³⁸⁰

Parmi toutes les personnalités qui s'opposaient à Joguiches, Leder était certainement la plus apte à présider la commission. Membre du parti depuis 1903, de la direction depuis 1904, il avait décidé en 1910 de ne plus participer au travail du CC en raison de ses désaccords politiques avec Joguiches; nommé représentant du parti auprès du POSDR à Paris, il ne rejoindra pourtant pas l'opposition et fera preuve d'une grande impartialité dans l'exercice de sa nouvelle fonction, adoptant une position neutre,

377 Communication de la commission de Paris au BSI, 1913, F.166/1/140, doc. 39, RGASPI.

378 Lettre de Leder au PV du SPD, 13.9.1913, F.166/1/122, doc. 1, RGASPI.

379 R. Luxemburg avait conseillé à Joguiches de s'y rendre, mais ce dernier refusa. Brief R. Luxemburg an Joguiches, 15.9.1913, R. Luxemburg, *Gesammelte Briefe*, Bd. IV, p. 301.

380 *BBZ*, 18.4.1914.

proche de celle de Trotsky dans le parti russe avant 1914. Outre cette indépendance, Leder avait l'avantage de disposer d'une grande expérience des commissions d'enquête, c'est lui qui avait dirigé celle consacrée à Bogojawlenska-Muchina, la deuxième femme de Radek, et en septembre 1912 il avait aussi été l'un des premiers à dénoncer publiquement les irrégularités du procès polonais.³⁸¹ A la tête de la commission, il déploya, comme en témoignent les archives de la commission de Paris³⁸², une énergie sans limites, allant jusqu'à écrire à l'Université Jagellon de Cracovie³⁸³, au mouvement étudiant *Ruch*, à l'association allemande *Arbeiterpresse*, pour retrouver des témoins³⁸⁴ et toute autre personne ayant joué un rôle dans les commissions précédentes.

Ces efforts étaient d'autant plus méritoires que la direction polonaise fit son possible pour perturber le travail de la commission. Non seulement elle refusa de lui fournir le matériel d'accusation³⁸⁵, mais encore s'efforça-t-elle, par l'intermédiaire de Stefan Bratman, récemment coopté au CC pour remplacer les opposants démissionnaires, de faire pression sur les principaux témoins polonais pour qu'ils refusent de se présenter devant la commission.³⁸⁶ Mais désormais conscients de l'utilisation politicienne de l'affaire, certains des principaux accusateurs de 1912 déclaraient maintenant à la commission de Paris leur indignation à l'égard de la façon dont la direction polonaise avait utilisé de vieilles histoires réglées pour condamner Radek.³⁸⁷

Au terme de cinq mois de travail, et après avoir entendu 25 témoins, la commission arrivait à la conclusion qu'il n'existait pas de motif suffisant

381 Lettre de Leder au PV SPD, 6.9.1912, Kautsky Collection, G6/29-34, IISG.

382 Les originaux des archives du bureau des sections étrangères de la SDKPIL sont déposés à Moscou au RGASPI, Fonds 166.

383 Lettre de Leder à l'Université de Cracovie, 5.12.1913, F.166/1/141, doc. 9, RGASPI.

384 F.166/1/124, RGASPI.

385 La commission s'était adressée à trois reprises à la direction polonaise lui demandant, puisqu'elle ne souhaitait pas participer à son travail, de lui fournir le matériel d'accusation et le nom des juges pour qu'ils puissent venir défendre leur jugement. A la suite du refus de la direction polonaise, Leder s'adressa au BSI avec la même exigence, mais le BSI n'eut pas plus de succès. Communication de la commission de Paris au BSI, 1913, F.166/1/140, doc. 39, RGASPI.

386 Lettre de Florianski-Bratman à un témoin polonais, citée dans le rapport de la commission de Paris, fév. 1914, F.166/1/131, doc. 47, RGASPI.

387 Déclaration de Zembaty devant la commission de Paris, 30.10.1913, F.166/1/131, doc. 47, RGASPI.

pour poursuivre Radek en justice ou pour l'exclure du parti. La commission acquitta Radek et proposa à toutes les organisations du POSDR de continuer à le considérer comme un membre de la SDKPiL et du POSDR.³⁸⁸ Le rapport de la commission inter-fraction publié en février 1914 signifiait la pleine réhabilitation de Radek.

Lénine fut le premier à réagir en soulignant que la décision de la commission faisait autorité: Radek était «membre de plein droit du POSDR».³⁸⁹ Le comité d'organisation confirma son appartenance au parti en insistant sur l'unanimité du vote de confiance en faveur de Radek et le cercle viennois regroupé autour de Trotsky se rallia à cette position.³⁹⁰ Les *Roslamowcy* exprimèrent par le biais du comité national, qui s'était constitué en Pologne en direction concurrente du CC en exil, leur satisfaction à l'égard du jugement de cette instance neutre et constatèrent que la «soi-disant affaire Radek était une création du soi-disant comité central pour détruire moralement un adversaire politique».³⁹¹ Pour Radek, il n'existait plus d'affaire Radek dans les partis polonais et russe: les accusations avaient été qualifiées d'insignifiantes ou d'infondées et l'exclusion du parti d'illégal. «Si la clique de Tyszka [Joguiches], qui n'a en Pologne personne derrière elle, veut lutter contre ce jugement reconnu par toutes les sections de la social-démocratie russe, qu'elle ne se prive pas de ce plaisir.»³⁹² Radek pouvait aussi annoncer avec fierté à Henke qu'il allait pouvoir collaborer à la revue social-démocrate russe *Borba* dont le rédacteur en chef était Trotsky et avoir ainsi «de l'influence sur toutes les questions tactiques et politiques du parti russe».³⁹³ Joguiches et Luxemburg qui n'étaient plus membres de la social-démocratie russe ne pourraient l'empêcher.

Mais de l'aveu même de Haenisch, la réhabilitation de Radek en Allemagne ne semblait pas à l'ordre du jour malgré le jugement de la commission de Paris.

388 Rapport de la commission de Paris, fév. 1914, F.166/1/131, doc. 47, RGASPI.

389 Lénine au comité national de la SDKPiL, 31.3.1914, Kautsky Collection, G.6/35, IISG.

390 Lettre de Trotsky à Radek, 5.5.1914, F.486/1/128, doc. 2. RGASPI.

391 Hanecki à Radek, 2.4.1914, Kautsky Collection, G.6/28, IISG.

392 Lettre de Radek à Henke, s.d., Nl. Henke, doc. 101, AdSD.

393 Lettre de Radek à Henke, 26.6.1914, Nl. Henke, doc. 104, AdSD.

Une réhabilitation escamotée

Les perspectives d'une réhabilitation de Radek dans ses anciens droits demeuraient très incertaines. La direction se refusait d'imposer à la presse du parti la publication du rapport de la commission de Paris. Le premier journal à publier ce rapport ne sera pas la *Bremer Bürgerzeitung*, mais la *Leipziger Volkszeitung* du 8 avril 1914, avec laquelle Radek avait repris la semaine précédente, grâce à la médiation de Haenisch, son activité de correspondant.³⁹⁴ Henke pour sa part rechignait à publier ce document, il ne voulait pas réveiller l'affaire Radek en Allemagne et accordait peu de poids au jugement de la commission de Paris. Radek prit personnellement Henke à partie, lui rappelant qu'après s'être engagé personnellement dans l'affaire pendant deux années, il ne pouvait taire ce tournant décisif.³⁹⁵ A la suite des remontrances de Radek le rapport parut dans la *Bremer Bürgerzeitung* du 18 avril 1914, accompagné d'un éditorial soulignant que l'organisation social-démocrate de Brême considérait Radek comme réhabilité, mais qu'il reviendrait au SPD de prendre position sur ce point lors du prochain congrès de Würzburg. Pour le moment cette perspective n'était nullement envisagée par la direction allemande. Mis sur la défensive par l'initiative du parti russe, elle campait sur sa position avec son seul allié, le comité directeur polonais. Pour eux la décision de la commission de Paris ne modifiait en rien la situation de droit créée par le congrès de Iéna³⁹⁶ et il n'était pas souhaitable que la presse allemande fasse de la publicité à cette réhabilitation illégitime.³⁹⁷

Il en résultait que Radek n'était pas considéré comme membre du SPD et d'une partie de la social-démocratie polonaise, mais que cette qualité lui était reconnue dans le parti russe et l'opposition de la SDKPiL. L'absurdité de cette situation augmenta encore dans le contexte de la préparation du prochain congrès de l'Internationale. L'opposition polonaise avait décidé avant le congrès de se joindre officiellement au parti russe si le

394 Haenisch à Franz, 5.3. et 9.4.1914, R. Franz, «Aus Briefen Konrad Haenischs», p. 482.

395 Lettre de Radek à Henke, s.d., NI. Henke, doc. 101, AdSD.

396 Rundschreiben des Parteivorstandes, 2.5.1914, Kautsky Collection: In Sache Radek, G.6/137-141, IISG.

397 Lettre de R. Luxemburg au PV SPD, s.d., NI. Emil Eichhorn, 131/11ü, doc. 55, SAPMO.

BSI refusait de partager entre les deux groupes rivaux les voix attribuées à la SDKPiL. Radek, qui avait reçu un mandat des *Roslamowcy*, devait donc participer au congrès de Vienne, et cela d'autant plus facilement que la vérification des mandats relevait des seules délégations. Cette participation signifierait une reconnaissance implicite de la réhabilitation de Radek par le SPD.

En Pologne même, malgré les réticences de Joguiches et Rosa Luxemburg, la collaboration entre les deux groupes de la SDKPiL, mais aussi avec le PPS-Lewica, n'avait cessé de se renforcer au cours de l'hiver 1913-1914. Appuyé en ce sens par les représentants allemands au BSI qui souhaitaient lier la question de la réunification de la social-démocratie polonaise avec celle du POSDR³⁹⁸, Warszawski entama au nom de la direction centrale des négociations avec les *Roslamowcy*. En raison du déclenchement de la Première Guerre mondiale, mais aussi de la méfiance réciproque, le processus allait durer quelques années, mais au printemps 1914 la perspective d'une réunification du parti semblait enfin offrir la possibilité d'une réhabilitation véritable de Radek en Pologne.

Tous ces nouveaux éléments convainquirent Radek qu'il était temps d'exiger une révision de la résolution de Iéna. Comme par le passé, c'est l'organisation de Brême qui devait prendre en Allemagne l'initiative de cet ultime combat. Mais Henke n'envisageait pas de s'impliquer à nouveau dans ce combat; pour justifier sa position, il émit la crainte qu'une nouvelle intervention de la section de Brême n'altère la poursuite de la collaboration de Radek à la *Bremer Bürgerzeitung*. Les réticences de Henke révélaient sa crainte que cette affaire ne réveille le ressentiment des réformistes de Brême et le place à nouveau dans une situation inconfortable dans son organisation. A l'extérieur de la ville hanséatique, il voulait bien néanmoins, par le biais de sa fonction de délégué au Reichstag, servir de relais aux revendications de Radek. A la séance de la fraction SPD du Reichstag du 15 mai 1914, Henke et Lensch déposèrent une requête qui proposait la convocation d'une nouvelle commission d'enquête pour examiner l'ensemble du matériel relatif à l'affaire: la décision de la commis-

398 Le lien entre les deux questions suscita quelques désaccords entre Lénine et les *Roslamowcy*. Hanecki, le représentant de l'opposition polonaise qui fut pourtant invité grâce à l'ultimatum des bolcheviks à la conférence de Bruxelles, organisée en 1914 par le BSI pour recréer l'unité du POSDR, finit par voter pour la résolution favorable à l'unité du parti contre celle des bolcheviks.

sion de Paris constituait un tournant que le SPD, malgré l'intransigeance de sa direction, ne pouvait ignorer.

L'exécutif a-t-il compris que Radek, que nous avons exclu, représente dans les instances internationales une organisation de la social-démocratie russe? C'est une sottise de l'exclure de notre parti et de représenter avec lui dans les instances internationales les intérêts communs du prolétariat. S'il est assez digne pour représenter les intérêts du prolétariat international, il l'est aussi pour être membre du SPD.³⁹⁹

Malgré les protestations de Scheidemann, la convocation de la commission fut votée par 59 voix contre 43.⁴⁰⁰ C'était une importante défaite pour la direction. Pour la première fois une instance allemande, représentative de l'ensemble du parti et non plus de la seule organisation de Brême, donnait satisfaction à Radek.

Après la réhabilitation dans le POSDR, Radek pouvait donc attendre avec espoir l'annulation de la décision de Iéna au sein même du parti allemand, mais le début de la Première Guerre mondiale bouscula ce scénario. «En démasquant les sociaux-traîtres, en plaçant la question de l'impérialisme au centre du débat, et en confirmant de surcroît la justesse de ses analyses sur cette question»,⁴⁰¹ la guerre mondiale réhabilita pourtant Radek bien mieux que n'aurait pu le faire le parti. Ainsi, «l'histoire avait tourné de telle façon qu'être reçu au sein du SPD n'avait plus rien de flatteur pour un révolutionnaire».⁴⁰²

Radek conservera pendant plusieurs années un profond mépris pour tous ceux qui avec une pleine conscience de la situation avaient voulu, «par soif de vengeance ou pour des raisons formelles, enterrer vivant un camarade».⁴⁰³ A chaque occasion, la presse bourgeoise réutilisera cette affaire pour le diffamer,⁴⁰⁴ le présentant comme «le juif galicien Radek [...] exclu pour vol [...] cosmopolite haineux [...] énerguemène dange-

399 *Protokoll der Fraktionssitzung*, 15.5.1914, cité par K.E. Moring, *Die Sozialdemokratische Partei Bremens*, p. 198.

400 Les membres délégués à la commission étaient Liebknecht, Noske, Herzfeld, Feuerstein, Albrecht, Reichshaus, Hoffmann-Kaiserlautern, Büchner et Hoch. *Protokoll der Fraktionssitzung*, 15.5.1914, p. 198.

401 R. Franz, «Der Fall Radek von 1913», p. 392.

402 Radek, «Autobiographie», p. 328.

403 Entretien de Radek avec Herzog en été 1920. W. Herzog, «Russisches Notizbuch», *Das Forum*, 4/2, 1920, pp. 807 et 901.

404 R. Franz, «Der Fall Radek von 1913», p. 393.

reux aux attitudes énigmatiques». ⁴⁰⁵ Mais loin de desservir Radek cette présentation semble même lui avoir conféré une certaine auréole au sein de l'extrême gauche allemande. Si l'exécutif avait présenté Radek comme un «escroc et un agent provocateur» c'était parce que la bureaucratie du parti avait «perçu en lui un ennemi mortel». ⁴⁰⁶ Pour eux il incarnait désormais la figure du martyr de la cause radicale et du bandit révolutionnaire tant célébrée par la littérature russe.

Quelques remarques sur les conséquences de l'affaire Radek

Si la façon dont chaque groupe, allemand, polonais et russe a utilisé «l'affaire Radek» dans la lutte de pouvoir qu'il menait à l'intérieur de son propre parti témoigne bien de la simultanéité et de l'interdépendance des crises, les conséquences sont très différentes d'un parti à l'autre.

En Allemagne, l'autorité peu contestée du vieux Bebel et l'écrasante victoire électorale de 1912 permirent de cacher à l'extérieur l'ampleur des dissensions qui menaçaient le parti d'éclatement. Pour des raisons que nous avons déjà évoquées, le passage de la reconnaissance des tendances à la formation d'une opposition organisée à l'intérieur du parti ou à la scission, était difficilement envisagé par les Allemands. Malgré les efforts déployés en ce sens par les historiens communistes, il n'est pas possible d'évoquer l'existence avant la guerre d'une opposition «communiste» à l'intérieur du SPD. ⁴⁰⁷ L'affaire Radek constitua certes une étape importante dans la prise de conscience de l'antinomie des positions entre les radicaux et la direction. En s'engageant totalement derrière Radek, les radicaux de Brême ont marqué leur volonté d'interpréter l'affaire dans sa

405 L. Nadeau, «Diplomatie bolchevique», *La Revue hebdomadaire*, n° 48, 27.11.1920, Paris, p. 425.

406 R. Franz, «Der Fall Radek von 1913», p. 391.

407 Non seulement il n'existe aucune trace d'une quelconque organisation, mais même au niveau des personnes il n'est pas toujours possible d'établir un lien direct entre les radicaux et le parti communiste allemand. Quelques-unes des principales figures du futur parti communiste allemand – Zetkin, Levi, Thalheimer, Brandler, Walcher, Frölich, Pieck – figuraient bien parmi la gauche radicale, mais comme le montre l'exemple de Lensch et de Haenisch, tous les radicaux ne deviendront pas pour autant communistes.

seule perspective politique. Pour eux ce combat était celui de la position du radicalisme dans le parti et ils seront parmi les premiers à envisager la scission. L'affaire Radek apparaît malgré tout comme un rendez-vous manqué de la gauche radicale allemande. La constitution d'un front uni des radicaux avait achoppé sur l'hostilité de Rosa Luxemburg et les regroupements effectués pour défendre Radek ont montré les limites d'une interprétation trop exclusivement orientée dans la perspective d'un affrontement de tendance.

Pour le parti polonais, la situation était tout autre. A la différence de ce qui se passait en Allemagne, la moindre querelle pouvait déboucher sur une scission sans que cela prouve vraiment l'existence de deux conceptions opposées du socialisme. L'intervention de Lénine, pour motivée qu'elle était par des intérêts tactiques, avait conforté un moment l'impression que, par-delà les questions de la moralité de Radek et de la légalité des procédures, c'était bien un combat politique que menaient dans cette affaire les deux tendances du mouvement révolutionnaire international. En réalité le processus de réunification de la social-démocratie polonaise, initié pendant la guerre et parachevé dans le prolongement de la Révolution russe, révélera le caractère un peu superficiel des divergences politiques entre les deux groupes de la SDKPiL. La lutte fratricide gênera pendant plusieurs années l'influence des Polonais en Allemagne, mais lorsqu'en 1919 éclatera la révolution allemande, Rosa Luxemburg et Joguiches se retrouveront du même côté des barricades que Radek, et c'est ensemble qu'ils se battront contre les Ebert, Scheidemann et Noske.

Sur le terrain, la scission polonaise et l'intervention de Lénine ont néanmoins contribué au rapprochement de la génération montante des révolutionnaires polonais avec les bolcheviks. L'arrivée de Lénine à Cracovie, son soutien à l'opposition et à Radek, vont marquer durablement l'avenir de toute une génération de révolutionnaires polonais qui lieront leur destin à celui du parti russe bien avant 1917. Plusieurs des principales personnalités de l'opposition polonaise deviendront en effet des proches de Lénine et feront après la révolution de 1917 une carrière de premier plan en Union soviétique.⁴⁰⁸ C'est le cas de Radek bien sûr, mais aussi de Hanecki qui deviendra l'homme des missions de confiance de Lénine,

408 Cf. A. Kochanski, *Księga Polaków*.

d'Ounschlicht et de Malecki, et de bien d'autres encore, y compris parmi ceux qui étaient restés fidèles à Joguiches.⁴⁰⁹

Les facteurs spécifiquement nationaux furent bien sûr déterminants dans le développement de chacune des crises, mais elles ont en commun la crispation des appareils et la dureté des méthodes utilisées par les dirigeants pour réduire au silence leurs adversaires. Les Polonais et les Russes s'étaient fait une réputation de spécialistes en la matière, mais l'affaire Radek a largement révélé les potentialités bureaucratiques de la direction allemande et sa capacité à nier les droits les plus élémentaires pour étouffer une opposition politique. De part et d'autre on avait recouru à des procédés déloyaux et le constant amalgame entre les arguments politiques et personnels avait favorisé le caractère passionnel et souvent irrationnel du débat. Les ressentiments demeureront parfois insurmontables et nombreux furent ceux qui, comme Henke, perdirent ce qui dans le parti leur semblait «cher et important».⁴¹⁰ Mais seules quelques personnalités comprirent que par-delà ce qui était reproché à Radek c'était le fonctionnement du SPD qui était en cause. La guerre pour le pouvoir avait entraîné le flottement des procédures légales et la volonté d'abattre un adversaire politique justifié des alliances contre-nature. Dans ce domaine aussi le parti allemand fut le modèle du parti russe.

409 Les opposants n'étaient pas les seuls à être attiré par Lénine. Warszawski était tombé sous son influence lorsqu'il collaborait avec les Russes dans le comité central et l'organe de presse du POSDR à Paris et Marchlewski rejoindra les bolcheviks en 1918. Une place spéciale doit être faite à Dzierjinski. Bien qu'il demeurât toujours fidèle à Joguiches, il avait été dès le début le plus chaud partisan de Lénine sur les affaires russes chez les Polonais. Durant les quelques mois de liberté dont il bénéficia encore après la scission, Dzierjinski mena une politique ambiguë, soutenant Joguiches sur la question polonaise, mais appuyant à Cracovie la tactique scissionniste de Lénine dans le parti russe. Au moment où Lénine intervint dans la dispute polonaise Dzierjinski était arrêté et il n'eut pas à prendre position; libéré en 1917 par la révolution il sera chargé par Lénine de fonder et de diriger la Tchèque. (Une présentation détaillée des positions de Dzierjinski dans ces années se trouve dans R. Blobaum, *Feliks Dzierzynski*.)

410 Lettre de Henke à Haenisch, 7.9.1913, Nl. Haenisch, ZStA.

Chapitre 3

La métamorphose du paria en vice-commissaire du peuple

La guerre mondiale, destinée à étouffer la révolution prolétarienne, a provoqué la révolution.¹

La génération formée par la guerre et la révolution ne produira plus d'Ebert. Ou elle produira de vaillants révolutionnaires ouvriers, ou elle produira des canailles opportunistes et des saltimbanques.²

Introduction

Réfléchissant depuis de nombreuses années à la possibilité d'une guerre impliquant les puissances européennes, les sociaux-démocrates avaient défini lors des congrès internationaux de Stuttgart et de Copenhague l'attitude qu'ils devraient adopter si un tel scénario se réalisait:

Si une guerre menace d'éclater, c'est un devoir de la classe ouvrière dans les pays concernés, c'est un devoir pour leurs représentants dans les Parlements avec l'aide du Bureau international, force d'action et de coordination, de faire tous leurs efforts pour empêcher la guerre par tous les moyens qui leur paraissent les mieux appropriés [...] Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, ils ont le devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste.³

Durant le mois de juillet 1914, alors que s'enchaînent les déclarations de guerre, les réactions sont conformes aux résolutions des congrès. L'exécutif

1 Tract de la CSI du 20 mars 1917, F.286/1/24, RGASPI.

2 Radek, «Ebert: traître par conviction», *La Correspondance internationale* (désormais *Corrint.*), n° 20, 18.3.1925, p. 170.

3 *Compte-rendu analytique du VII^e congrès socialiste international tenu à Stuttgart du 16 au 24 août 1907*, publié par le BSI, Bruxelles, 1908, pp. 421 et s.

du SPD demande au gouvernement allemand de modérer les revendications de l'Autriche sur la Serbie et publie dans le *Vorwärts* un appel d'une extrême fermeté:

Pas une seule goutte de sang d'un soldat allemand ne doit être sacrifiée à l'appétit de pouvoir du despote autrichien, aux intérêts commerciaux impérialistes. Camarades, nous vous demandons d'exprimer immédiatement par des meetings de masse le désir inébranlable de paix du prolétariat [...] Partout doit résonner aux oreilles des despotes le cri: nous ne voulons pas la guerre! A bas la guerre! Longue vie à la fraternité internationale.⁴

De son côté, le BSI organise des rencontres et décide de hâter le congrès prévu pour le 23 août. Dans une déclaration publiée dans la presse socialiste d'Europe il félicite les socialistes russes pour leur opposition résolue au tsarisme, mais en ce qui concerne les socialistes allemands et français il se contente pourtant d'encourager les groupes parlementaires à accentuer la pression sur leur gouvernement. Au cours des entretiens qui se multiplient durant les derniers jours de juillet les deux partis ne parviennent pas à se mettre d'accord sur le refus simultané du vote des crédits de guerre alors que cette exigence avait été réaffirmée à chaque congrès international. Le 31 juillet, le BSI lance encore un appel à la lutte contre la guerre, mais celle-ci s'installe dans les esprits. L'exécutif allemand commence à parler d'«efforts inutiles» et de «devoir accompli»⁵, et le lendemain de l'assassinat de Jaurès par un nationaliste ni les socialistes allemands ni les socialistes français n'envisagent encore sérieusement d'appeler les masses ouvrières à l'action contre la mobilisation et la guerre. «La menace de la révolution et du spectre rouge»⁶ qui devait effrayer l'Europe bourgeoise au cas où les gouvernements prépareraient la guerre s'était évanouie d'elle-même.

Revenu à Berlin, Radek n'assiste pas passivement à la tragédie. En compagnie de Liebknecht et des radicaux, il s'efforce

d'aggraver les manifestations organisées par le parti, de provoquer des heurts avec la police, pour forcer les masses à intensifier la lutte. L'attitude de la police berlinoise,

4 *Vorwärts*, 25.7.1914. C. Schorske, *German Social Democracy*, p. 286 note pourtant que la fermeté du manifeste du 25 juillet 1914 doit beaucoup à l'absence des principales figures de l'exécutif.

5 P. Broué, *Révolution en Allemagne*, Paris, Editions de Minuit, 1977, p. 56.

6 Lettre de Kollontaï citée par G. Haupt dans son introduction au *Congrès international de Bâle*, Genève, Minkoff, 1980, p. 9.

d'habitude si brutale et qui cette fois évitait les heurts à tout prix, révélait clairement que le gouvernement avait décidé de faire la guerre. [...] Les ouvriers appelés sous les armes étaient totalement désorientés. Le parti se taisait. Les cabarets retentissaient de beuveries, la chair à canon tentait d'étouffer son angoisse.⁷

Conscient de la force du sentiment russophobe parmi la population allemande, Radek essaie de démontrer que les dirigeants allemands utilisent en réalité la crainte de la Russie et l'hostilité au tsarisme pour «réaliser leurs propres projets impérialistes».⁸ Mais, durant ces semaines de folie, le sentiment, légitime ou non, que la patrie était vraiment menacée rendait impossible tout débat sur les buts de guerre des gouvernements. Le dernier espoir des radicaux portait de fait sur l'attitude de la fraction social-démocrate du Reichstag: «Les plus pessimistes d'entre nous craignaient qu'elle ne s'abstienne de voter, mais personne n'était assez pessimiste pour supposer qu'elle pourrait voter les crédits de guerre.»⁹ Radek apprend pourtant la nouvelle de Henke au soir du 3 août, lorsqu'ils se rencontrent à la sortie d'une session du groupe parlementaire. Ensemble ils décident que Henke voterait contre et que Radek écrirait une déclaration justifiant son vote. Mais au matin il est visible que «Henke ne se déciderait pas à nager contre le courant»¹⁰. Le ralliement des socialistes allemands à la guerre ne concerne pas seulement les «révisionnistes» et la direction centriste, Karl Liebknecht lui-même suit la majorité, considérant comme il l'explique à Radek qu'«à son avis il n'y avait aucun doute que le gouvernement se mettrait rapidement à persécuter le parti, et alors le parti tout entier ferait front contre la guerre».¹¹

L'attitude des socialistes français fut identique à celle de leurs camarades allemands, et en réalité conforme à celle de la plupart des partis sociaux-démocrates. Seuls, en Russie et en Serbie, des socialistes, très peu représentés dans les Parlements, refusèrent de se joindre à l'Union sacrée, mais même parmi les bolcheviks nombreux furent ceux qui cédèrent au vent de folie nationaliste qui balaya l'Europe. Les raisons de ce reniement sont multiples et elles trouvent des justifications différentes selon les pays.

7 Radek, «Autobiographie», p. 329.

8 [Radek], «Wofür sollen wir bluten?», *BBZ*, août 1914, cité dans Radek, *In den Reihen*, p. 281.

9 Radek, «Autobiographie», p. 329.

10 *Ibid.*

11 *Ibid.*

Dans le cas du parti allemand, Konrad Haenisch, qui fut longtemps un radical des plus intransigeants, en fait un exposé détaillé et poignant dans une lettre qu'il envoie à Radek pour le convaincre de la légitimité de son choix. Selon lui l'attitude du parti allemand se justifie par la nature actuelle du mouvement ouvrier allemand. A la différence du parti serbe, le parti allemand «est devenu un parti de masse et au moment crucial de la guerre, où se joue le destin de la nation, il n'est pas possible que la social-démocratie refuse de voter les crédits militaires». Si elle l'avait fait, «nous serions redevenus une secte sans influence et sans pouvoir comme c'était le cas il y a plusieurs décennies». ¹²

Tirailée entre la solidarité internationaliste et la fidélité à la nation, la majorité des socialistes choisit la défense de la patrie. L'unanimité du vote allemand est particulièrement étonnante. Le SPD était le parti le plus puissant de l'Internationale, le mieux organisé et le mieux à même de survivre dans la clandestinité. A la différence du parti français il ne pouvait d'ailleurs revendiquer aucun héritage de l'histoire nationale allemande. En s'abstenant de voter en 1870 les crédits de guerre, Bebel et W. Liebknecht avaient exprimé clairement leur refus de s'identifier au régime, quelles qu'en soient les conséquences sur leur organisation. Depuis, les rapports de la social-démocratie avec l'Etat allemand n'avaient cessé d'être conflictuels. Toute son histoire, son organisation et sa doctrine sont le produit de cette opposition, non pas seulement à la politique du Reich mais au régime tout entier. Premier parti du Reichstag depuis 1912, il demeure une entité parallèle dont personne ne souhaite vraiment qu'elle s'intègre au régime et, pour une large partie de l'opinion, il constitue un corps étranger à la nation allemande, une société humaine sans patrie. Le paradoxe est que les socialistes choisirent de transcender cette opposition au moment où la politique du Reich était la moins conforme à leurs intérêts et à leur tradition. En votant les crédits militaires, ils pensaient faire la preuve de leur volonté d'intégration et acquérir ainsi leur droit à participer aux destinées du pays; ils deviendront en fait les otages de la politique de guerre allemande et seront ainsi des victimes toutes désignées lorsque le moment sera venu de trouver des boucs émissaires à la défaite. Cédant au mythe séculaire de la barbarie slave, ils refusèrent de distinguer la défense de la patrie de celle du régime, et firent ainsi le sacrifice de leur

12 G. Krüschet, «Ein Brief Konrad Haenischs an Karl Radek zur Politik des 4. August», *IWK*, n° 14, déc. 1971, p. 11.

idéal et de leur capacité à incarner, dans une Allemagne qui sortira de la guerre traumatisée par la défaite, une conception sociale et démocratique de la nation.

Dans une certaine mesure la guerre confirmait les analyses de Radek sur l'inexorabilité d'une conflagration mondiale comme aboutissement des rivalités entre puissances impérialistes. Même le vote du 4 août pouvait être interprété comme l'illustration de ses critiques sur l'embourgeoisement de la direction du parti et de sa représentation parlementaire. En revanche, le ralliement de la classe ouvrière, ou du moins son apathie, constituait un violent démenti de ses illusions selon lesquelles la «classe ouvrière voyait instinctivement dans l'impérialisme et le nationalisme son ennemi mortel».¹³ Pierre Broué a bien montré que «l'attitude des masses ne peut être posée indépendamment de celle des chefs»¹⁴: le soutien du parti à la politique de guerre fut décidé sans consultation de la base et ultérieurement chaque ouvrier socialiste opposé à la guerre se retrouva seul, désavoué par son organisation et confronté à la menace d'un conseil de guerre. Mais Radek avait, comme nombre de radicaux allemands élevés dans la tradition de Rosa Luxemburg et non pas dans celle de Lénine, une conception presque mystique de l'instinct des masses, de leur volonté de lutte indépendamment des décisions du groupe parlementaire et de leur capacité à surmonter les obstacles placés par la bureaucratie du parti. Il n'existe à ma connaissance aucun texte dans lequel il se soit efforcé d'analyser ce démenti mais son glissement progressif des conceptions spontanéistes de Rosa Luxemburg vers le volontarisme de Lénine est certainement en partie la conséquence de cette déception à l'égard de l'attitude des masses durant cet été 1914.

Pendant un bref moment, Radek eut l'impression qu'il ne servait plus à rien d'écrire puisque quarante années de propagande socialiste n'avaient pu préserver le parti de ce 4 août fatal.¹⁵ «Toute une époque du mouvement ouvrier s'était effondrée [...] Je n'y croyais plus. La social-démocratie allemande n'était déjà plus qu'un cloaque infect, empoisonnant de sa puanteur la masse ouvrière.»¹⁶ Mais une fois la stupeur passée, il se

13 Cité par C. Geyer, *Der Radikalismus*, p. 19.

14 P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 60.

15 Ce n'est qu'en mars 1915 que Radek répondra vraiment à Haenisch: Parabellum, «Zwei Parteien» 5.3.1915 et «Bettler!», 6.3.1915 dans la *Berner Tagwacht* (désormais *BTW*).

16 Radek, «Autobiographie», p. 329.

remet en contact avec tout ce que la gauche compte encore de partisans, en particulier dans les organisations du nord-ouest de l'Allemagne avec lesquelles il est très lié. A Brême, malgré la mobilisation de Paul Frölich et de Johann Knief, le noyau des radicaux demeure hostile à la guerre et la *Bremer Bürgerzeitung* «fait preuve de courage à une époque où la plus grande partie de la presse du parti capitule devant la direction». ¹⁷ A Hambourg, le rapport de force est beaucoup plus défavorable à la gauche, mais Radek rencontre en septembre deux militants de base, le docteur Laufenberg et Wolffheim qui prendront en charge l'organisation de l'opposition dans cette ville pendant la guerre. Ensemble ils décident de publier des brochures contre la guerre et de coordonner leur action avec celle des autres centres d'oppositionnels. Dans la capitale, Julian Borchart met à la disposition des minoritaires sa revue *Lichtstrahlen* et son école de propagande; sous couvert de cours d'histoire, Radek multiplie ainsi les conférences «pour préparer nos agitateurs à lutter contre la trahison de Scheidemann». ¹⁸ Si la censure n'est pas encore totale, la situation de Radek devient pourtant difficile lorsque ses lettres à Konrad Haenisch tombent entre les mains des réformistes de Hambourg qui en font une brochure. S'appuyant sur cette publication, plusieurs journaux allemands commencent à attirer l'attention des autorités sur «l'attitude antipatriotique d'une personnalité notoire exclue du SPD». De nationalité autrichienne, déclaré apte au service jusqu'en 1927¹⁹, Radek risque d'être appelé sous les drapeaux, aussi préfère-t-il se rendre en Suisse pour échapper à la police allemande.

A l'automne 1914, Radek fait plus que jamais figure de paria: homme marqué, réduit au silence, totalement impuissant face aux événements il dut avoir l'impression qu'il n'existait plus de place pour quelqu'un comme lui dans cette Europe. Mais la guerre qui vient de commencer n'est pas une guerre comme les autres. En labourant de fond en comble les pays européens pendant plusieurs années, elle va déstructurer les hiérarchies traditionnelles, renverser les équilibres économiques et sociaux, et remettre en question les valeurs et les croyances sur lesquelles s'étaient appuyées les sociétés du XIX^e siècle. Face aux vieux partis, aux vieilles élites, des hommes profondément marqués par l'expérience de la guerre

17 Lettre de Mehring à Henke, 25.8.1914, NL. Henke, doc. 23, AdSD.

18 Radek, «Autobiographie», p. 330.

19 Militärbescheinigung, F.326/1/1, doc. 5, RGASPI.

formeront de nouveaux mouvements dont l'idéologie inédite déterminera toute l'histoire du siècle. Ces changements n'apparaîtront pas immédiatement aux contemporains, mais le retour à la normale, constamment proclamé par les dirigeants, n'aura jamais lieu. Ceux qui ont compté sur la guerre pour «bloquer» la transformation des sociétés européennes se sont trompés: la guerre sera une révolution et elle va métamorphoser le paria en vice-commissaire du peuple.

1. «Mais qui est Parabellum?»²⁰

On peut prendre Parabellum pour un fanatique et un obsessionnel mais certainement pas pour un espion ou un traître.²¹

Réfugié en Suisse

Terre d'accueil traditionnelle des opposants politiques et des étudiants slaves depuis le milieu du XIX^e siècle, la Suisse avait progressivement perdu de son attrait au tournant du siècle, en particulier pour les socialistes. Profitant de l'ouverture des Universités allemandes et autrichiennes aux étrangers, attirés en outre par la puissance du parti social-démocrate allemand, la plupart des révolutionnaires polonais et russes avaient, comme Radek, préféré dès lors venir s'établir en Allemagne ou en Autriche, mais le début de la guerre renversa la tendance et la Suisse redevint la destination privilégiée des révolutionnaires en exil.²² Dès octobre 1914, les révolutionnaires polonais de citoyenneté russe sont menacés d'internement par les autorités autrichiennes s'ils ne quittent pas Cracovie. C'est ainsi que Warszawski pour la direction centrale de la SDKPiL, Lapinski pour le PPS-Lewica, puis Hanecki et les frères Stein pour la direction nationale se rendent à Zurich où ils retrouvent d'anciens camarades comme

20 «Wer ist Parabellum?», *Vossische Zeitung*, 4.3.1915.

21 K. Haenisch, *Vorwärts*, 28.2.1915.

22 Cf. L. Mysyrowicz, «Université et révolution: les étudiants d'Europe orientale à Genève au temps de Plékhanov et de Lénine», *Revue suisse d'histoire*, T. 25 (1975), pp. 514-562 et A.E. Senn, *The Russian Revolution in Switzerland, 1914-1917*, Madison, University of Wisconsin Press, 1971.

Mieczyslaw Bronski qui appartient depuis 1907 à l'organisation zurichoise du PSS. Outre les Polonais, on retrouve aussi en Suisse de nombreux Russes comme Trotsky, Martov, Axelrod, Lénine, Zinoviev et de nouvelles figures bolcheviques comme Boukharine, Piatakov, Riazanov, Sokolnikov. Radek en avait déjà rencontré quelques-uns lors de son premier séjour en 1904-1905, ou dans des congrès internationaux, mais il ne parlait pas alors le russe. Profitant de cette nouvelle occasion, c'est avec «enthousiasme»²³ qu'il va participer aux querelles de l'émigration russe, se créant comme à son habitude de nombreuses inimitiés en multipliant les polémiques.

Pour la plupart ces émigrés connaissaient la Suisse pour y avoir déjà séjourné pendant plusieurs années. Les slaves y possédaient déjà leurs traditions, leurs bibliothèques spécialisées²⁴ et de nombreuses facilités d'édition dans les imprimeries de Genève²⁵ et de Zurich. La majorité des partis russes et polonais avaient d'ailleurs maintenu en Suisse des sections liées à leur organisation²⁶, reproduisant ainsi à l'étranger le cloisonnement qui existait en Russie entre les différentes composantes de la social-démocratie, mais en raison de leur forte concentration dans quelques villes, rarement ces révolutionnaires de toutes tendances eurent l'occasion de se rencontrer si souvent, du moins en liberté! Parfois cette «promiscuité» attisera encore les conflits, mais dans le cas des Polonais elle favorisera au contraire le rapprochement. Divisée d'un point de vue institutionnel en trois organisations, s'associant le plus souvent à des groupes rivaux dans les conférences internationales, la gauche polonaise partage néanmoins dès 1914 le même refus des thèses patriotiques. Totalement coupés de leurs organisations, prenant conscience dans le contexte dramatique de la guerre de la vacuité de leurs divergences, les émigrés polonais entament ainsi durant l'exil en Suisse les pourparlers qui mèneront en deux étapes, novembre 1916 pour la réunification de la SDKPiL, puis décembre 1918 pour la fusion avec le PPS-Lewica, à la réunification du

23 *Ibid.*, p. 85.

24 Pensons à la bibliothèque du célèbre bibliographe N. Roubakine installée à Baugy-sur-Clarens, à la Russische Leseverein à Zurich, à la bibliothèque russe de Lausanne, à la bibliothèque Tolstoï à Genève et à la bibliothèque bolchevique de Genève.

25 L. Mysyrowicz, *Editions et imprimeries «révolutionnaires russes» à Genève (1865-1917)*, [Genève], [Société d'histoire et d'archéologie de Genève], s.d.

26 Les *Roslamowcy*, qui avaient toujours maintenu une section en Suisse, étaient mieux placés que la direction centrale à Berlin pour développer leurs activités.

mouvement sous l'impulsion de Warszawski.²⁷ Phénomène unique, d'un parti communiste qui ne se constituera pas par scission mais au contraire par un processus d'unification.

Dans certaines villes comme Zurich les émigrés socialistes peuvent aussi participer directement aux activités du parti suisse en s'inscrivant à l'*Eintracht*, association fondée en 1836 par des émigrés allemands. Dissoute en 1850, sous la pression du gouvernement allemand, par le Conseil fédéral pour activité révolutionnaire, elle s'était immédiatement reconstituée et compte en 1914 environ 1000 membres de plusieurs nationalités et une excellente bibliothèque socialiste.²⁸ Lieu de rencontre et de socialisation, l'*Eintracht* sert aussi de tribune publique aux principales figures socialistes de passage en Suisse. Lénine, Trotsky et Radek, à de nombreuses reprises pour ce dernier, pourront y faire des conférences bien rémunérées²⁹ et confronter leurs analyses de la situation.

Dans le prolongement de ces rencontres de nombreux émigrés vont publier des articles dans la presse socialiste suisse et toucher ainsi, par-delà les frontières, un public dont ils étaient coupés depuis le début des hostilités. C'est d'ailleurs dans cette perspective que Radek choisit, après un bref séjour à Zurich, de venir s'établir à Berne où réside Robert Grimm, le rédacteur en chef de la *Berner Tagwacht*.

Agé seulement d'une trentaine d'années, Grimm jouit déjà d'une forte autorité dans le parti suisse. Membre de son comité central, il dirige l'organisation de Berne et son journal, la *Berner Tagwacht*. D'origine allemande, il est l'un des rares socialistes suisses à avoir collaboré à la prestigieuse

27 Radek suscite encore trop d'hostilité pour pouvoir y participer directement, mais il est l'un des premiers à en évoquer «l'absolue nécessité». Lettre de Radek à Jakob Fürstenberg [Hanecki], 27.10.1914, F.486/1/52, doc. 44, RGASPI.

28 En 1916, elle sera à nouveau dissoute, mais d'autres cercles de discussion, comme le *Kegelklub*, prendront le relais sans avoir l'appui des instances du parti. *Vorwärts*, 30.8.1916.

29 Radek donna à partir du 4 janvier 1915 un cycle de 7 conférences, pour lesquelles il reçut 196 francs provenant des auditeurs, mais aussi de l'*Eintracht* et du Cartel syndical. Titres des conférences: «Die Rolle der Kolonialpolitik bei der Entstehung des Kapitalismus», «Die auswärtige Politik des englischen Freihandels», «Kapitalistische Entwicklung des Kontinents und die Entstehung des englischen Imperialismus», «Die Entstehung des kontinentalen Imperialismus», «Das Wesen des Imperialismus», «Zwei Jahrzehnte imperialistischer Kämpfe», «Der Weltkrieg». Protokoll Vorstand Eintracht, 15 février 1915, cité par H.U. Jost, *Die Altkommunisten, Linksradikalismus und Sozialismus in der Schweiz 1919-1921*, Schweiz, Verlag Huber Frauenfeld, 1976, p. 76.

Neue Zeit et à entretenir des contacts réguliers avec des personnalités socialistes étrangères aussi éminentes que Martov, Axelrod, Angelica Balabanoff et Rosa Luxemburg.³⁰ Lorsque les colonnes de la presse social-démocrate allemande se ferment aux radicaux, c'est donc tout naturellement qu'ils se tournent vers la presse social-démocrate des pays neutres et en particulier vers la *Berner Tagwacht* de Grimm. Grâce à la publication dès l'automne 1914 des déclarations de Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg, Franz Mehring et Clara Zetkin contre la politique de la direction du SPD, le journal prend immédiatement une dimension internationale sans commune mesure avec son audience passée. Comme ultérieurement le journal continuera à présenter les principaux textes et les actions de la gauche allemande et internationale, de nombreux socialistes en Allemagne s'y abonnèrent et «la *Berner Tagwacht* se transforma ainsi pour plusieurs années en organe de liaison»³¹ des opposants socialistes à la guerre. Radek est l'un des premiers de ces opposants à venir frapper à la porte de Grimm dans les semaines qui suivent le début de la guerre pour échapper à la censure allemande. Leur première rencontre date vraisemblablement des années 1904-1905, lors du premier séjour en Suisse de Radek. Depuis, ils avaient polémique ensemble dans les colonnes de la *Neue Zeit* sur la question des milices et s'étaient fait tous deux une sérieuse réputation de journaliste socialiste. Les deux hommes s'entendirent fort bien et Radek obtint de Grimm de pouvoir publier sous le pseudonyme de Parabellum ses analyses de la situation allemande. Sans lien institutionnel avec le SPD depuis son exclusion, écarté physiquement des événements par son exil en Suisse, Radek va ainsi pouvoir continuer à peser sur les débats du parti allemand grâce à ses articles dans la *Berner Tagwacht*. L'écho de Parabellum en Allemagne est si grand que rapidement la presse allemande s'interroge sur la personnalité qui se cache derrière ce pseudonyme.³² Lorsque le nom de Radek est avancé, les dirigeants du SPD³³ et ses rivaux radicaux³⁴ renouent avec la diffamation, évoquant même la possibilité qu'il «travaille pour un gouvernement étran-

30 Voir sa correspondance déposée à Amsterdam, Nl. Grimm, IISG.

31 H. Wohlgemuth, *Burgkrieg, nicht Burgfriede!*, Berlin, Dietz Verlag, 1963, pp. 67 et s.

32 «Wer ist Parabellum?», *Vossische Zeitung*, 4.3.1915.

33 V. Adler, *Briefwechsel*, p. 610.

34 Lettre de [Joguiches] à [C. Zetkin], 1.2.1915, Nl. Levi, Mappe 39, Box 18, AdSD.

ger».³⁵ Mais cela ne limite nullement son action³⁶ et dans certains milieux radicaux cela conforte même son prestige d'opposant à la politique de l'exécutif. La confiance de Grimm lui permet d'échapper à l'ostracisme auquel semblaient le contraindre son «affaire»³⁷ et le déclenchement de la guerre.

Pourtant lorsque Radek arrive à Berne, Grimm n'a rien d'un opposant. Yves Collart, qui a suivi dans les détails l'évolution de ses positions de 1914 à 1915, note qu'il applique alors rigoureusement dans son organisation de Berne les consignes de sa direction sur l'Union nationale et que c'est seulement durant le premier hiver de la guerre qu'il commence à plaider en faveur d'une restauration de la lutte des classes contre l'illusion patriotique.³⁸ En dépit de la concordance des dates – arrivée de Radek à l'automne, radicalisation des positions de Grimm dans les mois qui suivent – il est difficile de mesurer la part réelle de l'influence exercée par Radek, mais aussi par d'autres émigrés, sur Grimm³⁹. Certes, depuis janvier 1915 leur collaboration s'intensifie, Radek commence à publier dans la *Neues Leben*, la nouvelle revue théorique de Grimm, des articles plus généraux sur l'avenir de l'Internationale⁴⁰, il multiplie aussi les conférences⁴¹ et les

35 «Wer ist Parabellum?», *Vossische Zeitung*, 4.3.1915. La rumeur selon laquelle Parabellum travaillait pour un gouvernement étranger avait été avancée par Scheide-mann.

36 Radek n'hésite d'ailleurs pas à écrire à la rédaction de la *Neue Zeit* pour se plaindre de ces affronts. Radek à la rédaction de la *Neue Zeit*, 13.5.1915, Kautsky Collection: G6 45, IISG.

37 En février 1915 un socialiste suisse (Sigg) s'efforcera bien d'éconduire Radek du PSS, mais cette tentative restera sans suite grâce à l'opposition de Platten. PV Geschäftsleitung PSS, 4 février 1915, H.U. Jost, *Die Altkommunisten*, p. 76.

38 Y. Collart, *Le parti socialiste suisse et l'Internationale, 1914-1915, De l'Union nationale à Zimmerwald*, Genève, Publication de l'Institut universitaire des hautes études internationales, 1969, p. 210.

39 Selon H. Guilbeaux, Radek succéda au social-patriote Salomon Grumbach comme mentor de Grimm et c'est sous son influence que la *BTW* devint un journal internationaliste. H. Guilbeaux, «Souvenirs sur la seconde conférence de Zimmerwald», *Bifur*, s.d., n° 6, p. 147.

40 Cf. A. Struthan [Radek], «Zwei Wege, zwei Ziele», *Neues Leben*, Heft 2, Februar 1915, pp. 33-36, A. Struthan [Radek], «Die Triebkräfte des Imperialismus», *ibid.*, Heft 3, März 1915, pp. 70-79 et Radek, «Die internationale Friedensaktion des Proletariats», *ibid.*, Heft 7, Juli 1915, pp. 211-216.

41 18.3.1915, Internationaler Arbeiterverein Bern, «Die Märztag 1848, 1871 und 1915»; 21.4.1915, Internationaler Arbeiterverein Bern, «Der Kampf um Frieden und die

cours⁴² dans les organisations socialistes de Berne proches de Grimm, et c'est certainement par son intermédiaire que Grimm fait la connaissance de Pannekoek et de plusieurs autres figures de la gauche radicale, mais cette collaboration ne signifie nullement une totale adhésion de Grimm aux thèses de Radek.

S'il se démarque désormais clairement de la politique de sa direction, les positions de Grimm ne sont pas dénuées d'ambiguïtés, puisqu'il préconise à la fois «la rupture et la continuité».⁴³ Ses articles sont d'ailleurs toujours exempts de la violence oratoire et des prophéties révolutionnaires qui font la singularité du style de Radek. Le grand dessein de Grimm consiste à mobiliser, à partir des partis des pays neutres, les éléments minoritaires au service de la paix, objectif qui lui permet de se poser dès le printemps 1915 comme l'un des précurseurs du mouvement de Zimmerwald, et son principal organisateur. Mais cet objectif auquel il consacra toutes ses forces délimite aussi clairement le terrain sur lequel il entend développer son action et nous permet déjà d'identifier la cause de ses futurs affrontements avec les éléments plus radicaux de la gauche internationale comme Radek. L'homme qui donne une tribune à la gauche, lui apporte son appui, est aussi celui qui s'efforcera durant la période cruciale du printemps de 1917 de bloquer le processus de scission qu'elle n'avait cessé de poser comme son but ultime même si Grimm avait parfois feint de l'ignorer.

Relation paradoxale, qui illustre à sa façon toute l'«ambivalence»⁴⁴ des relations entre le mouvement suisse et le socialisme international. Car malgré leur commune adhésion aux préceptes du marxisme, les différences de traditions politiques, en particulier avec les Russes, seront une source de malentendus et de désillusions réciproques. La plupart des émigrés auraient d'ailleurs préféré pouvoir se rendre à Paris ou à Londres, malgré les incertitudes de la guerre. Mais en raison de sa situation géographique et de la résistance de ses autorités aux pressions du gouvernement tsa-

Sozialdemokratie»; 24.4.1915, Jeunesse socialiste de Berne, «Utopischer und wissenschaftlicher Sozialismus»; 26.8.1915, Sozialdemokratischer Frauenverein Bern, «Was will die sozialdemokratische Frauenbewegung»; 22.9.1915, Internationaler Arbeiterverein Bern, «Zimmerwald».

42 20.8.1915 et 6.10.1915, cours chez la jeunesse socialiste de Berne.

43 Y. Collart, *Le parti socialiste suisse*, p. 211.

44 H.U. Jost, *Linksradikalismus in der Deutschen Schweiz: 1914-1918*, Bern, Verlag Stämpfli, 1973, p. 76.

riste⁴⁵, la Suisse allait bien constituer pendant plusieurs années le bastion du socialisme international, du moins dans sa composante la plus radicale, puisque par définition ils sont les seuls à avoir préféré l'exil à l'Union sacrée, à avoir fui pour échapper à la convocation sous les drapeaux. C'est dans cette mouvance de gauche, peu représentative de la diversité des tendances socialistes habituellement présentes dans les congrès internationaux mais plus déterminée, que va naître l'idée d'une nouvelle Internationale. C'est aussi au cours de ces années que Radek va véritablement acquérir sa stature de personnalité de premier plan du socialisme international et sceller son destin, en se liant au groupe de Lénine.

Pourtant lors des premiers contacts, tous les interlocuteurs de Radek notent son pessimisme et son profond désarroi. Trotsky qui le rencontre à Zurich raconte dans *Ma Vie* qu'il avait espéré «trouver en lui un partisan de ses idées», mais qu'il dut constater «qu'il ne croyait pas à la possibilité d'une révolution prolétarienne à l'occasion de la guerre, ni en général dans un prochain avenir». C'est d'ailleurs à la suite de cet entretien et pour lutter contre ce défaitisme que Trotsky se mit à écrire une nouvelle préface pour sa brochure *La Guerre et l'Internationale*.⁴⁶ Fritz Brupbacher, socialiste zurichois aux sympathies libertaires, qui assiste le 15 octobre 1914 à une conférence que donne Radek dans les locaux de l'*Eintracht*, confirme l'impression de Trotsky. Après avoir exposé la nature impérialiste de la guerre, expliqué que le vote du 4 août était la suite logique de l'évolution opportuniste de SPD, de la contagion des masses par l'idéologie bourgeoise, Radek suscita la stupeur de son auditoire en déclarant que «c'était un non-sens de vouloir arrêter la guerre par une action de masse [...] Le temps de la révolution n'était pas venu».⁴⁷ Pessimiste sur les chances d'une révolution dans un proche avenir, Radek est aussi en retrait par rapport aux conceptions de Lénine sur la question de l'avenir du SPD et de la II^e Internationale. En septembre, ce dernier a en effet publié des thèses qui laissent peu de doute sur sa volonté de rompre définitivement avec la II^e Internationale et le parti allemand qui ont «deshonoré le socialisme».⁴⁸ Même si ces thèses semblent constituer le prolongement presque

45 A.E. Senn, *The Russian Revolution in Switzerland*, p. 13.

46 Trotsky, *Ma Vie*, Paris, Gallimard, 1989, p. 284.

47 F. Brupbacher, *Erinnerungen eines Revolutionärs*, Zürich, Unionsdruckerei, 1927, pp. 43-44.

48 Lénine, «Les tâches de la social-démocratie révolutionnaire», *OC*, T. 21, p. 24.

inévitables des critiques émises par Radek durant les années passées, il refuse alors de franchir le pas, portant encore, comme il écrira quelques années plus tard, «la marque de la social-démocratie allemande et de la prudence de ses initiatives».⁴⁹ A l'automne 1914 ce n'est d'ailleurs pas Lénine, mais Axelrod avec lequel il a de longs entretiens, qui représente son principal interlocuteur parmi les socialistes russes.⁵⁰ Convaincu qu'une «scission dans le parti était hors de propos», Radek conserve ainsi l'espoir que le parti allait se ressaisir et tous ses articles de l'époque dans la *Berner Tagwacht* témoignent de cette volonté d'infléchir la politique des socialistes allemands.⁵¹

Cette conviction que l'avenir du socialisme dépend d'un sursaut du parti allemand est si forte qu'il prend le risque de revenir à Berlin en novembre 1914 pour assister à la deuxième session du Reichstag. Dès son arrivée, il se met en contact avec Karl Liebknecht qui cette fois est bien décidé à rompre avec la discipline du parti en votant contre les crédits de guerre. Comme en août, Radek s'efforce de convaincre Henke et rédige une déclaration que Liebknecht promet d'accepter si elle obtient l'accord de Henke. Quelques heures avant l'ouverture de la session les trois hommes se retrouvent au café Iosti, mais après avoir approuvé l'esquisse de Radek, Henke réitère son refus de voter comme Liebknecht, doutant même que ce dernier ose se dresser seul contre le parti⁵². Liebknecht n'a de son côté pas eu plus de succès auprès des autres députés opposés à la guerre et il sera le seul à s'opposer au vote. Ayant assisté au vote du haut des galeries du Reichstag, Radek prend immédiatement conscience de la force du symbole malgré l'isolement de Liebknecht et la violence des réactions au sein du groupe socialiste contre cet acte de défiance. Pour la première fois, une voix qui allait être le drapeau de l'opposition à la guerre en Allemagne s'était fait entendre publiquement; l'opposition était sortie de la clandestinité et la «lutte passa au grand jour».⁵³ Avec le vote du troisième budget de guerre en mars 1915, l'amertume

49 Radek, «Autobiographie», p. 331.

50 *Ibid.*

51 Parabellum, «Vor dem Zusammentritt des Reichstages», *BTW*, 26.11.1914, p. 1; Parabellum, «Von Stufe zu Stufe», *BTW*, 8.12.1914, p. 1 et Parabellum, «Die Hetze gegen Deutschland», *BTW*, 23.1.1915, p. 1.

52 Radek, «Autobiographie», p. 331.

53 *Ibid.*

commence à gagner Radek, mais ses articles ne contiennent toujours pas d'appel à la scission.⁵⁴ Certes, Radek ne conteste pas qu'il existe bien deux tendances, «deux partis parlent bien au nom de la social-démocratie»,⁵⁵ mais c'est au prolétariat de dire lequel a trahi les idéaux de cinquante années d'histoire ouvrière, et non aux opposants de prendre le risque de se couper de la masse des militants. D'ailleurs, selon lui, «l'idée de scission n'est pas présente dans l'esprit des éléments radicaux»; si néanmoins la droite du parti devait prendre prétexte des critiques de la gauche à l'égard de la politique du 4 août pour écarter l'opposition, elle porterait seule la responsabilité de la rupture.⁵⁶ Pour Radek ce serait logiquement aux tenants de la politique du 4 août de prendre l'initiative de constituer un nouveau parti puisque, «sans avoir convoqué de congrès, sans avoir adopté officiellement un nouveau programme et sans avoir changé de nom», ils sont en réalité bien un nouveau parti.⁵⁷ De retour en Suisse, il continue à chercher désespérément la moindre trace d'un redressement de la gauche allemande. En avril il salue l'apparition d'un nouveau journal de gauche dirigé par Rosa Luxemburg et Franz Mehring, *Die Internationale*.⁵⁸ Mais l'espoir est de courte durée: dès le premier numéro la revue est interdite par les autorités militaires et judiciaires. A la même époque Liebknecht est mobilisé malgré son âge, Rosa Luxemburg est emprisonnée et la liste de journaux suspendus ne cesse de s'allonger.

Désespéré par la tournure des événements, Radek n'écrit presque plus sur le SPD depuis le printemps 1915⁵⁹ et il semble se rapprocher durant l'été du jugement de Lénine sur l'incapacité du BSI et du SPD à rassembler le prolétariat contre la guerre. Sur le fond, il demeure pourtant hostile à l'idée léniniste de la scission immédiate dans le contexte allemand, car à la différence de ce qui se passe en sein de la social-démocratie russe, «l'opposition en Allemagne est le fruit de l'effervescence des masses». A ce titre elle ne peut pas, comme les bolcheviks qui «représentent l'orientation d'un petit groupe de révolutionnaires»⁶⁰, prendre une position qui

54 Parabellum, «Das Budget angenommen», *BTW*, 23.3.1915.

55 Parabellum, «Zwei Parteien», *BTW*, 5.3.1915.

56 Parabellum, «Die Lage der deutschen Sozialdemokratie», *BTW*, 9.4.1915.

57 [Radek], «Eine neue Partei», *Lichtstrahlen*, 5.9.1915.

58 Parabellum, «Ein Schritt vorwärts in Deutschland», *BTW*, 21.4.1915.

59 Un seul article pour les mois de mai, juin et juillet.

60 Lettre de Lénine à Radek, 4.8.1915, *OC*, T. 36, p. 336.

ne serait pas largement partagée par la base.⁶¹ Radek était bien conscient que cette effervescence des masses pouvait prendre du temps et c'est certainement ce qui explique que, désespéré par la perspective de cette attente, il ait même envisagé pendant un moment de revêtir l'uniforme militaire autrichien. Ainsi espérait-il peut-être pouvoir agir directement parmi les masses, mais comme le lui écrivit Lénine: «Il est absurde d'aider l'ennemi. Vous rendrez service aux Scheidemann. Emigrez plutôt. C'est préférable, je vous assure.»⁶²

Le noyau de la nouvelle Internationale

Dans un premier temps ce n'est d'ailleurs pas d'Allemagne que viennent les signes d'une opposition à la guerre au sein de la communauté socialiste, mais des partis des pays neutres, en particulier du parti italien et de son émissaire Morgari. En l'absence de toute initiative du BSI, les partis socialistes suisse et italien organisent une conférence à Lugano, le 27 septembre 1914. L'appel de la conférence avait rappelé les vieux principes de l'Internationale à propos de la guerre et proposait de «créer les bases d'une action commune contre la continuation de l'effroyable massacre»⁶³. Mais l'appel était signé des seuls partis suisse et italien, tous deux représentant d'un pays neutre, et le BSI refusa de cautionner les projets d'action commune. Les premières conférences rassemblant des socialistes des pays belligérants et appartenant aux deux coalitions furent la troisième conférence internationale des femmes socialistes réunie à Berne en mars 1915, suivie une semaine plus tard par une conférence internationale de la jeunesse socialiste. Conçues par leurs organisateurs comme une première étape pour réanimer l'Internationale socialiste, ces conférences ne cherchaient pas la scission et toutes les déclarations témoignent au contraire de la volonté des participants de s'inscrire dans le cadre des déci-

61 En juin 1915 il interprète d'ailleurs la position de Haase comme le signe d'une rupture au sein de la direction du SPD et croit à la possibilité d'une progression de l'opposition dans le cadre des institutions du parti. Parabellum, «Die durchbrochene Front», *BTW*, 28.6.1915.

62 Lettre de Lénine à Radek, 4.8.1915, *OC*, T. 36, p. 336. Dans le post-scriptum Lénine écrit: «Je ne vous conseille pas de vous faire soldat.»

63 Cité par J. Humbert-Droz, *L'origine de l'Internationale communiste, de Zimmerwald à Moscou*, Neuchâtel, La Baconnière, 1968, p. 99.

sions des derniers congrès de la II^e Internationale. L'unanimité obtenue lors des votes ne doit pourtant pas dissimuler les divergences qui existaient entre les socialistes opposés à la guerre sur l'avenir de l'Internationale. C'est à cette occasion qu'apparut pour la première fois publiquement le mot d'ordre de Lénine de fondation d'une nouvelle Internationale⁶⁴ mais lors de ces conférences les thèses de Lénine et de ses partisans – Nadejda Kroupskaïa et Inessa Armand pour la conférence des femmes, Inessa Armand et Egorov pour la conférence des jeunes – furent systématiquement rejetées. Isolés par la radicalité de leurs thèses, les bolcheviks avaient néanmoins posé pour la première fois «l'exigence formelle, officielle, d'une nouvelle Internationale, exigence qu'ils réitéreront en l'appuyant avec plus d'énergie encore lors du mouvement de Zimmerwald».⁶⁵

Ces premières manifestations d'internationalisme depuis le début de la guerre convainquirent Radek qu'il existait bien des forces socialistes hostiles à la guerre, même si celles-ci n'étaient pas encore totalement orientées dans une perspective révolutionnaire. La situation d'extrême faiblesse dans laquelle se trouvaient les opposants à la guerre lors de cette année 1915 favorisa d'ailleurs les rapprochements autour des rares journaux qui acceptaient de publier leurs articles. Radek envoie ainsi des textes à la revue pacifiste de Guilbeaux *Demain*⁶⁶ et devient aussi un collaborateur régulier de *Jugend-International*, le très antimilitariste journal de l'Internationale socialiste de la jeunesse, dirigé par Willi Münzenberg depuis son secrétariat de Zurich⁶⁷.

Dans le prolongement de ces premières conférences le parti socialiste italien, dont le pays était entré en guerre, souhaitait maintenant organiser, contre les carences des organes officiels, une réunion de tous les socialistes restés fidèles à l'internationalisme en luttant dans leurs pays contre l'Union sacrée. Le parti suisse ne prit pas part à l'organisation mais Grimm, qui entretenait d'étroites relations avec Morgari, fut chargé de la préparation de la conférence préliminaire à Berne. Tenu au courant des détails de l'organisation par Grimm, Radek s'inquiétait de ne pouvoir y participer

64 A. Balabanova, «Lénine et la création du Comintern», dans J. Freymond (éd.) *Contributions à l'histoire du Comintern*, Genève, Droz, 1965, p. 30.

65 *Ibid.*, p. 31.

66 Lettre de Guilbeaux à Lounatcharsky, 4.1.1917, F.142/1/437, doc. 4, RGASPI.

67 Sous son nom ou sous pseudonyme Radek publia 23 articles dans les 11 numéros parus de 1915 à 1918. *Jugend-Internationale, Die elf historischen Nummern der Kriegsausgabe 1915-1918*, Berlin, Neudruck vom EK der KJL, 1921.

compte tenu du fait qu'il n'appartenait à aucun parti reconnu par le BSI. Comme les bolcheviks n'y avaient pas été conviés, intentionnellement selon Lénine, par inattention selon lui⁶⁸, Radek prit l'initiative d'écrire au dirigeant des bolcheviks pour lui annoncer que la conférence préliminaire était prévue pour le 11 juillet 1915. Lénine était en réalité très méfiant à l'égard de ce projet de conférence. Selon lui, Grimm et beaucoup d'autres voudront surtout «apaiser les ouvriers avec des phrases de gauche [...] pour étouffer les germes de l'esprit révolutionnaire.» Si néanmoins les bolcheviks étaient invités, ils feraient tout «ce qui est nécessaire au nom du CC»⁶⁹ pour obtenir la participation de Radek.

Zinoviev, qui participa à cette conférence, en fit un rapport dans lequel il soulignait le caractère conciliateur des décisions, le risque que cette «soit-disant conférence des gauches ne soit qu'une conférence des conciliateurs et du centre avec les sociaux-chauvinistes»⁷⁰ si on ne prenait pas garde au choix des participants. Plusieurs délégués refusaient en effet d'établir des liens avec les groupes les plus radicaux comme celui de Borchartd et de Pannekoek, alors que les calomnies réitérées contre Radek auguraient mal de l'éventualité d'une participation de l'opposition polonaise.⁷¹ De leur côté, les bolcheviks refusaient d'accepter le critère de la reconnaissance du BSI comme condition de participation et souhaitaient au contraire que soit appliqué le principe d'une opposition effective à la guerre, ce qui incluait de fait l'opposition polonaise dont le représentant en Suisse était Radek.⁷² La situation était embarrassante pour les organisateurs qui ne voulaient pas donner l'impression de se constituer en institution rivale du BSI, mais les bolcheviks, aidés de la gauche polonaise, finirent par obtenir gain de cause car sinon «on risquait de se retrouver en compagnie des Scheidemann et des Ebert puisque l'opposition allemande n'était pas non plus reconnue comme organisation par le BSI».⁷³

68 Lettre de Lénine à Radek, juillet 1915, *OC*, T. 36, p. 330.

69 *Ibid.*, p. 331.

70 Report by Zinoviev, O.H. Gankin, H.H. Fisher, *The Bolsheviks and the World War: The Origins of the Third International*, Stanford, Stanford University Press, 1940, p. 315.

71 *Ibid.*, p. 314.

72 H. Lademacher (Hrsg.), *Die Zimmerwalder Bewegung. Protokolle und Korrespondenz*, T. 1, The Hague, Mouton, 1967, p. 32.

73 Ausländisches sekretariat des Landesvorstandes der SDKPiL an Robert Grimm. 3.8.1915. *Ibid.*, T. 2, p. 87.

Sans l'appui des bolcheviks Radek n'aurait donc certainement pas été invité et il va s'efforcer de collaborer plus ouvertement avec Lénine. Comme en 1912, Lénine et Radek avaient en réalité autant besoin l'un de l'autre. Homme seul, sans reconnaissance institutionnelle puisque l'opposition SDKPiL n'a toujours pas été reconnue par le BSI, Radek est néanmoins une pièce centrale de la future Internationale que Lénine entend commencer à organiser. D'abord, il est l'un des rares non-Russes établi en Suisse à être proche des positions de Lénine sur la guerre et Lénine avait pris l'habitude lorsqu'il séjournait à Berne de questionner Radek sur l'opinion des socialistes européens à propos des mots d'ordre bolcheviques.⁷⁴ Ensuite, il constitue le lien avec toutes les personnalités qui en Allemagne et en Hollande partagent en partie les conceptions de Lénine sur la trahison de la II^e Internationale: les futurs socialistes internationaux d'Allemagne (ISD) rassemblés à Berlin autour de Julian Borchardt et de sa revue *La Lichtstrahlen*, et les radicaux de Brême, Knief et Fröhlich, qui formeront pendant la guerre le groupe le plus proche des bolcheviks. Certes Radek est en froid avec de nombreuses personnalités du groupe *Internationale*, composé de proches de Rosa Luxemburg, mais pour la plupart – Bertha et August Thalheimer, les époux Duncker – ce sont aussi d'anciens camarades de Radek et progressivement la conscience des intérêts communs prendra le pas sur les vieilles animosités. Parmi les Hollandais, Lénine a quelques contacts avec les tribunistes⁷⁵, mais Pannekoek, Gorter et Henriette Roland-Holst⁷⁶ sont surtout des proches de Radek, des amis mêmes dans le cas de Pannekoek. Lénine a bien conscience de l'isolement de ces groupuscules⁷⁷ mais à ce moment ils représentent le seul moyen de constituer

74 Au soir de la conférence de Berne réunissant les sections bolcheviques Lénine questionna Radek sur l'opinion des socialistes européens à l'égard des Etats-Unis d'Europe. O.H. Gankin et H.H. Fisher, *The Bolsheviks and the World War*, p. 179.

75 Par tribunistes on désigne le groupe rassemblé autour du journal *De Tribune* fondé en 1907 par Wijnkoop et Ravensteyn. Ce groupe fera scission en 1909 pour former le SDP, parti rival du SDAP.

76 Les correspondances de Radek avec H. Roland-Holst et H. Gorter sont publiées par H. Lademacher, *Die Zimmerwalder Bewegung*, T. 2. Celle de Pannekoek a malheureusement disparu pendant la Deuxième Guerre. L'intérêt de Lénine pour ces groupes apparaît clairement dans sa correspondance avec Radek.

77 «Les Hollandais + nous + les Allemands de gauche + 0, ce n'est rien; plus tard ce ne sera pas zéro, mais tout!» Lettre de Lénine à Radek, juillet 1915, *OC*, T. 36, p. 331.

une plate-forme internationale et Radek en est la pièce maîtresse. Il devient donc «l'objet des attentions de Lénine qui voyait en lui le moyen de toucher les internationalistes allemands».⁷⁸

Ultérieurement l'historiographie, et pas seulement celle provenant d'Union soviétique, aura tendance à «gonfler» l'importance de Lénine dans la formation du noyau de gauche du mouvement de Zimmerwald, cantonnant Radek dans un rôle de simple porte-parole. S'appuyant sur la décision prise en juin 1915 par les *Roslamowcy* de soutenir Lénine dans les instances internationales⁷⁹, cette présentation néglige pourtant la profondeur des divergences idéologiques, la réalité des prétentions de Radek à incarner contre Lénine la direction de la gauche internationaliste et les multiples affrontements qui vont en découler.

Si, depuis le début du mouvement de Zimmerwald et jusqu'à sa fin, Radek agit de concert avec Lénine, il est en effet loin de partager sa position à l'égard du mouvement de Zimmerwald dans son ensemble. Ni les réticences initiales de Lénine à l'égard du mouvement, ni son projet de rompre immédiatement avec les éléments centristes ne trouvent le moindre écho dans les textes de Radek. Hostile comme Lénine aux thèses purement pacifistes, désireux comme lui de radicaliser les motions, il appréhende pourtant avec difficulté, comme d'ailleurs l'ensemble des Polonais⁸⁰, la question d'une scission qui risque de les couper des masses européennes. L'alignement sur Lénine suscite d'ailleurs de nombreux remous dans une opposition polonaise traversée depuis l'exil en Suisse par une lutte de pouvoir entre ses dirigeants. Pour contrecarrer la prédominance de Hanecki, un proche de Lénine qui dirige la représentation à l'étranger du comité national, Radek participe au début de 1915 en compagnie de Mieczyslaw Bronski à la création de la revue *Gazeta Robotnicza*⁸¹. Grâce à cette revue Radek s'assure une position centrale au sein des *Roslamowcy*, espérant même un moment prendre le pas sur Hanecki, puisque l'accord passé entre la rédaction de la *Gazeta Robotnicza* et la représentation à l'étranger du comité national accordait à la rédaction, donc à Radek, la tâche de

78 P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 848.

79 La décision résultait d'un accord entre les deux institutions qui prétendaient diriger la SDKPiL-opposition, le comité national et la rédaction collégiale de la *Gazeta robotnicza*. G. Strobel, *Quellen zur Geschichte*, p. 77.

80 F. Tych, «La participation des partis ouvriers polonais au mouvement de Zimmerwald», *Annali*, Instituto Giangiacomo Feltrenelli, 1961, p. 100.

81 G. Strobel, *Die Partei*, p. 485.

représenter le parti dans les instances internationales. Parti s'établir à Copenhague en mai 1915, Hanecki réussira en quelques mois à rétablir le contact avec l'organisation varsoivienne de la SDKPiL-opposition, ce qui confortera de fait sa position de principal dirigeant du parti, mais Radek garde le contrôle des sections étrangères et le mandat du parti pour les conférences internationales.⁸² Malgré la méfiance réciproque – Hanecki soupçonnera toujours Radek de mener son propre jeu contre Lénine⁸³ – les deux hommes travailleront efficacement dans leur domaine respectif, organisation du travail clandestin pour Hanecki, rédaction et présentation des résolutions pour Radek, assurant ainsi une forte présence de la SDKPiL sur le terrain et dans l'arène internationale, mais la marge de manœuvre ainsi acquise par Radek gênera Lénine qui aurait certainement préféré collaborer avec une personnalité plus sûre comme Hanecki.⁸⁴

La relation entre les deux hommes sera d'ailleurs souvent ombrageuse et aux périodes de collaboration succéderont des moments d'affrontements tenaces. Certes Radek va apporter son aide à Lénine, s'occupant par exemple de la traduction en allemand de son manifeste, *Le socialisme et la guerre* et défendant dans ses articles les positions des bolcheviks dans les questions russes, au point d'apparaître selon l'expression d'Axelrod, comme un exemple navrant de «Netchaïev à la Lénine», de «canal léniniste»⁸⁵ dans les milieux internationalistes de l'émigration, mais une lecture plus précise des documents relatifs aux débats des conférences témoigne aussi des ambitions de Radek, de son acharnement à imposer ses textes contre ceux de Lénine et à se présenter contre ses protégés dans les différents comités liés à l'émigration.⁸⁶ N'en déplaise à Axelrod, Radek

82 *Ibid.*, p. 487.

83 Selon Hanecki, il manque à Radek «le calme, la prudence, la capacité d'influence, et surtout la confiance des autres». Lettre de Hanecki à Stein-Kamienski. *Ibid.*, p. 534.

84 Dans ses lettres à Radek de 1915 Lénine conserve une distance formelle qu'il n'a pas à l'égard d'autres de ses collaborateurs.

85 P. Axelrod an Grimm, 18.10.1915, H. Lademacher, *Die Zimmerwalder Bewegung*, T. 2, p. 175. L'indignation d'Axelrod faisait suite à un article de Radek publié dans la *BTW* du 15 octobre 1915 sur l'arrestation des députés bolcheviks à la Douma alors que le tsar avait permis à «d'autres députés socialistes [proches d'Axelrod] de rester à la Douma comme décoration».

86 Voir par exemple l'élection, en juin 1915, du comité chargé de publier les documents de l'opposition prolétarienne à la guerre. A.E. Senn, *The Russian Revolution in Switzerland*, p. 85.

n'est donc pas encore une «créature» de Lénine et il continuera pendant bien des années à défendre publiquement les thèses de l'opposition polonaise «indépendamment des relations de sympathie avec les léninistes». ⁸⁷ Lénine ne dispose d'ailleurs pas encore de l'aura internationale qui sera la sienne quelques années plus tard et dans leurs souvenirs, lorsqu'ils sont écrits dans le prolongement immédiat des faits et non pas après la Révolution d'Octobre, plusieurs contemporains présentent Radek «comme l'âme du kienthalisme intransigeant, son théoricien le plus clair et le plus logique». ⁸⁸ Présentation flatteuse, en partie exagérée, mais qui donne du crédit aux prétentions de Radek d'incarner seul la direction des internationalistes.

Le premier affrontement a lieu durant l'été 1915. Désirant s'assurer l'appui de Radek, Lénine lui propose de rédiger un projet de thèses devant servir de base à la gauche. Mais ces thèses intitulées *La guerre mondiale et les tâches de la social-démocratie* sont désavouées par Lénine, qui reproche à Radek «d'enjoliver ainsi le mal et de cacher aux masses ouvrières leur principal ennemi dans les partis social-démocrates», le tout dans un «style trop académique, qui n'est pas un vibrant appel». ⁸⁹ La deuxième version, rédigée en allemand, ne rencontre toujours pas l'assentiment de Lénine et ce dernier propose maintenant son propre projet de thèses. Par crainte de voir Radek se lier à un groupe rival des bolcheviks, comme celui de Trotsky ⁹⁰, Lénine accepte de mettre leurs projets aux voix lors d'une réunion rassemblant les représentants de la *Gazeta robotnicza* et des bolcheviks. ⁹¹ Battu, Lénine tente alors de jouer sur la

87 Lettre de Radek du 6.1.1914, citée par G. Strobel, *Die Partei*, p. 450.

88 S. Grumbach, *L'erreur de Zimmerwald-Kienthal*, Paris, Édition de l'Humanité, 1917, p. 36.

89 Lettre de Lénine à Radek, fin août 1915, *OC*, T. 35, p. 33.

90 En 1915 Radek et Trotsky entretiennent une correspondance régulière. Radek informait Trotsky de la situation allemande alors que Trotsky présentait à Radek les militants français qui «partageaient nos positions». (Lettre de Trotsky à Radek, 15.1.1915, F.325/1/394, doc. 2-3, RGASPI.) Trotsky considérait que la participation de Radek à son journal, *Naché Slovo*, «était souhaitable au plus haut point» (Lettre de Trotsky à Radek, 1915, F.325/1/394, doc. 5-6, RGASPI) et Radek demandait souvent son avis à Trotsky, «pour rester solidaire avec lui», avant de participer à une nouvelle revue bolchevique. Lettre de Radek à Trotsky, 4.5.1915, Ms 79/4, SAPMO, Berlin. Il est donc tout à fait légitime de dire qu'à ce moment Lénine ménageait Radek par crainte de le voir se solidariser complètement avec Trotsky.

91 G. Strobel, *Die Partei*, p. 533.

rivalité opposant Radek à Hanecki pour modifier le vote ou obtenir le remplacement de Radek; mais tout en confirmant son désir de voir son parti appuyer les bolcheviks, Hanecki exprime son soutien aux thèses de Radek et le refus des Polonais d'inscrire dans la résolution l'exigence chère à Lénine de constitution d'une III^e Internationale⁹².

La veille du départ pour Zimmerwald, Lénine tente une nouvelle fois d'imposer son texte contre celui de Radek. Mais la majorité des huit délégués qui constitueront le bloc de gauche – Lénine et Zinoviev pour le parti bolchevik, Berzine du parti letton, l'Allemand Borchardt, Höglund et Nerman du parti suédois, Platten du parti suisse et Radek – rejettent encore une fois les thèses de Lénine.⁹³ Inquiet d'un éventuel retournement de Radek, Lénine ne veut pas prendre le risque de se retrouver totalement isolé, aussi accepte-t-il, après avoir apporté quelques modifications⁹⁴, de soutenir le projet de Radek.

Les comptes rendus du travail de la conférence révèlent la profondeur des désaccords entre les participants. Même la délégation polonaise composée, en plus de Radek, de Lapinski, pour le PPS-Lewica, et de Warszawski, pour la direction centrale de la SDKPiL, confirmait, malgré une analyse commune de la nature impérialiste du conflit et de ses conséquences révolutionnaires pour le prolétariat européen⁹⁵, la difficulté de se mettre d'accord sur un texte commun. Face à la majorité des délégués, seules quelques personnalités semblaient vraiment désireuses de transformer la conférence en une démonstration de gauche, et encore celles-ci n'étaient-elles pas les plus célèbres. Liebknecht et Rosa Luxemburg, par exemple, ne purent pas se rendre en Suisse et parmi les dix délégués allemands seul Julian Borchardt incarnait une conception vraiment radicale, mais sa renommée ne pouvait en rien être comparée à celle de Liebknecht qui fera néanmoins parvenir une lettre de solidarité à la conférence.

92 Lettre citée par Я. Г. Темкин, «Ленин и образование циммервальдской Левой», *Вопросы Истории*, 1965, № 8, p. 23.

93 Souvenirs de Ture Nerman, représentant de la jeunesse socialiste suédoise, publiés dans la *BTW* du 5 septembre 1915.

94 Pour une présentation détaillée des corrections apportées par Lénine au texte de Radek cf. Д. Баевский, «Большевики в Циммервалде», *Пролетарская Революция*, 1935, № 5, pp. 32-33.

95 F. Tych, «La participation des partis ouvriers polonais au mouvement de Zimmerwald», pp. 101-102.

Le deuxième jour Radek présente le projet de résolution de la gauche. Le texte commence par reprendre ses thèses sur la responsabilité de l'impérialisme dans le déclenchement de la guerre. Elles dénoncent ensuite l'Union sacrée et expriment la nécessité d'un appel au prolétariat pour le retour à la tactique socialiste, à la lutte des classes et aux actes révolutionnaires. La résolution contient aussi, conformément au souhait de Lénine, une liste dans laquelle sont cités les principaux «sociaux-nationalistes» qui devaient être dénoncés devant les masses. Pas un mot en revanche d'une action spécifique pour la paix, car il ne pourrait y avoir d'action pour la paix qui ne s'inscrirait pas dans une perspective strictement révolutionnaire.⁹⁶ Trotsky déclara que pour l'essentiel la résolution de Radek était conforme à ses convictions⁹⁷, mais elle jeta un froid chez les Français⁹⁸, suscita de nombreuses critiques parmi les Allemands, en particulier en la personne de Ledebour⁹⁹, alors que les Italiens craignaient pour leur part qu'elle ne divise les groupes plus qu'elle ne les rassemble. Même en faisant abstraction du paragraphe qui dénonçait en les nommant les «sociaux-traîtres», le texte demeurait beaucoup trop radical pour être accepté par la majorité des délégués qui préférèrent le programme pacifiste. Au terme de la conférence, le manifeste adopté, grâce aux efforts de conciliation de Trotsky, apparaît comme un compromis entre les tendances divergentes et même contradictoires des opposants à la guerre réunis à Zimmerwald, entre les pacifistes et les partisans d'une transformation de la guerre impérialiste en guerre révolutionnaire. Ce texte, ne contenant aucune condamnation des opportunistes allemands, ni aucun appel à la guerre civile ou à la révolution, était particulièrement décevant pour la gauche. Mais, comme elle souhaitait surtout voir en lui un appel à la lutte, elle signa néanmoins le manifeste après avoir joint une déclaration dans laquelle elle rappelait la responsabilité des opportunistes dans la débâcle de l'Internationale.

La conférence apporta aussi à Radek une déconvenue personnelle. Au moment de signer, la délégation allemande avait refusé d'apposer sa signature à côté de celle de Radek. Or un manifeste qui n'aurait pas été

96 H. Lademacher, *Die Zimmerwalder Bewegung*, T. 1, pp. 79-80.

97 *Ibid.*, p. 133.

98 Rosmer à Monatte, [25.9.1915], *Syndicalisme révolutionnaire et communisme. Les archives Monatte, 1914-1924*, Paris, Maspero, 1968, p. 203. Rosmer évoque la réaction de Merrheim d'après le compte rendu que lui en a fait Trotsky.

99 H. Lademacher, *Die Zimmerwalder Bewegung*, T. 1, p. 129.

signé par les Allemands n'aurait pu avoir le moindre impact, le nom de Radek fut donc remplacé par celui de Hanecki, bien que ce dernier fût absent.¹⁰⁰ Cette hostilité à son égard allait perdurer, comme en témoignent les remarques désobligeantes de Clara Zetkin lors de la conférence de Kienthal¹⁰¹, mais Radek ne dut pas s'inquiéter de ces tentatives pour l'écarter du mouvement car, comme l'écrivit Grimm en réponse à la plainte d'un délégué allemand qui le questionnait sur le bien-fondé de la présence de Radek: «Sans lui nous n'aurions aucun service d'information et serions totalement isolés.»¹⁰²

Malgré ces contrariétés Radek émet d'ailleurs un jugement favorable sur la conférence, puisque «sans vouloir surestimer le travail effectué», il considère que se fut le début «d'un lien durable entre tous les éléments qui considéreraient la solidarité internationale du prolétariat et la lutte des classes comme le seul chemin pouvant conduire au socialisme».¹⁰³ La gauche était bien sûr encore minoritaire, mais comme il l'écrivit aux Hollandais il ne fallait pas que cela soit une excuse pour rester à l'écart du mouvement et ne pas signer le manifeste. Après tout, «la commission socialiste internationale [CSI: le nouvel exécutif institué à Zimmerwald et composé de Morgari, Grimm, Naine et Balabanoff] sera ce que la majorité des partis qui y participent voudra qu'elle soit!»¹⁰⁴ De toute façon, il est encore «impossible de constituer une organisation de combat à partir des restes de la II^e Internationale».¹⁰⁵

Convaincu que la CSI de Berne refuserait toute approche révolutionnaire, le bloc des gauches décida, malgré leur petit nombre et leur faible représentativité, de créer un bureau composé de Lénine, Zinoviev et

100 Selon sa déclaration Radek apposa la signature de Hanecki, qui était à Copenhague, car il n'était pas personnellement membre du comité national, mais c'est bien le refus des Allemands qui posait problème et non pas «des décisions internes» au parti polonais. *Ibid.*, p. 164.

101 T. Sender, *Autobiography of a German Rebel*, London, The Labour book service, 1940, p. 63.

102 Grimm à Thalheimer, 25.10.1915, cité par H. Lademacher, *Die Zimmerwalder Bewegung*, T. 2, p. 211. C'est la femme de Radek qui fit parvenir les invitations à l'opposition allemande. Radek, «Autobiographie», p. 332.

103 A. Struthan [Radek], «Die internationale sozialistische Konferenz», *Neues Leben*, Heft 9, 1915, p. 262.

104 Lettre [Radek] aux marxistes hollandais [Wijnkoop], [après le 8.9.1915], F.340/3/104, doc. 2. RGASPI.

105 Radek, «Das erste Schritt», *Lichtstrahlen*, 3.10.1915, p. 5.

Radek, et un journal pour représenter les vues de la gauche de Zimmerwald et renforcer son poids dans le mouvement. La majorité de la gauche de Zimmerwald était composée de Russes, mais dans l'espoir de toucher une large audience il était indispensable de publier les textes en allemand. Lénine et Zinoviev avaient bien quelques connaissances de la langue allemande mais aucun d'eux ne l'écrivait avec l'aisance de Radek. C'est donc lui qui fut chargé de la préparation de l'unique numéro de l'*Internationales Flugblatt*, le premier journal publié par la gauche de Zimmerwald. Outre les résolutions présentées par la gauche lors de la conférence, le journal contient une longue introduction, écrite par Radek, dans laquelle il reprend les réserves de la gauche à l'égard du manifeste. Il regrette ainsi que le manifeste n'ait pas évoqué la trahison des principaux partis de l'Internationale, que les moyens d'action d'une politique vraiment révolutionnaire n'aient pas été adoptés par la majorité comme il l'avait souhaité. La raison en est que, «tout en étant opposé à la politique des sociaux-patriotes, la majorité voulait à tout prix éviter la rupture avec les gros partis». En tant que minoritaires «nous ne sommes que les représentants d'une partie du prolétariat en progression continue [...], mais nos slogans aujourd'hui décriés comme illusoire, seront demain le bien commun du prolétariat révolutionnaire, son porte-drapeau lors des combats à venir».¹⁰⁶

Minoritaire et dépourvue de moyens¹⁰⁷, la gauche est aussi victime de la rivalité qui continue à opposer Radek à Lénine. Conforté par l'obtention d'un mandat permanent au sein de la commission socialiste élargie établie à Berne, Radek recourt aux plus obscures méthodes pour affirmer sa position d'élément clé de la gauche. Il n'hésite pas à remplacer une lettre de Borchart à Grimm par un faux, écrit de sa main, dans lequel le droit de représentation du groupe *Lichtstrahlen*, originellement accordé à Lénine, Zinoviev et Radek, lui revient exclusivement.¹⁰⁸ Ainsi parvient-il, malgré les plaintes de Bertha Thalheimer, à s'imposer comme le seul représentant de l'opposition allemande dans les réunions de la com-

106 [Radek], «Die Zimmerwalder Linke über die Aufgaben der Arbeiterklasse. Zur Einführung», *Internationales Flugblatt*, n° 1, novembre 1915.

107 Selon Radek le bloc de gauche disposait de seulement 50 francs et la seule publication de l'*Internationales Flugblatt* leur coûtait 90 francs. Radek, «Autobiographie», p. 332. Les seuls revenus de Radek provenaient de ses articles dans la *BTW* et dans la *BBZ*. Lettre de Radek à Henke, 18.12.1915, NL. Henke, doc. 110, AdSD.

108 Lettre de Borchart à Grimm, 15.11.1915 et Radek à Grimm, H. Lademacher, *Die Zimmerwalder Bewegung*, T. 2, pp. 296-297.

mission socialiste en l'absence de tout représentant du groupe Internationale.¹⁰⁹ Mais Radek travaille aussi en direction des Russes. Pour «neutraliser» Lénine, il cherche à rétablir le contact avec Boukharine et lorsqu'il lance à l'automne, grâce à l'aide financière de ses amis hollandais, Pannekoek et Henriette Roland-Holst¹¹⁰, son projet d'un nouveau journal international de la gauche, il propose aussi à Trotsky d'y participer, sachant très bien que cela suscitera l'hostilité de Lénine.¹¹¹ Des rivalités de personnes empêcheront néanmoins d'obtenir l'accord de tous et la direction de la rédaction reviendra à Pannekoek, Roland-Holst, Radek, Lénine et Zinoviev¹¹². Mais Pannekoek était un proche de Radek et Lénine dut envisager sans enthousiasme cette nouvelle situation: la direction des publications du bloc de gauche risquait de lui échapper au profit de proches de Radek, marqués comme lui par les conceptions de Rosa Luxemburg. Or, sur de nombreux points, les divergences étaient profondes entre ces deux courants de la gauche socialiste.

Outre les désaccords sur la création d'une nouvelle Internationale, Radek continuait en effet à défendre avec acharnement les thèses de Rosa Luxemburg sur la question de l'autodétermination des nationalités, alors que Lénine considérait que les socialistes devaient porter les revendications légitimes des nationalités opprimées par les puissances impérialistes. Une fois le socialisme réalisé, ces aspirations à l'indépendance finiraient par disparaître, mais en attendant il fallait les soutenir. Pendant des années, Lénine s'était battu sur ce point contre les conceptions de Rosa Luxemburg. Plus récemment, il avait même dû argumenter contre quelques bolcheviks

109 Lettre de B. Thalheimer à Grimm, 15 et 30.11.1915. *Ibid.*, pp. 299 et 325.

110 Radek à H. Roland Holst, 12.10.[1915] et A. Pannekoek à W. Van Ravensteyn, 22.10.1915. *Ibid.*, pp. 165-166 et 188-189.

111 Trotsky avait déjà refusé de participer à *Kommunist*, et Radek devait bien se douter qu'il se méfierait d'une rédaction trop proche de Lénine, mais s'il avait réussi à convaincre Trotsky (Lettre de Radek à Trotsky, [1915], F.325/1/394, doc. 11-12, RGASPI), et par lui les Français, il aurait été le premier à réunir dans une même revue la plus grande partie de la gauche internationale, confortant ainsi sa position vis-à-vis de Lénine.

112 Outre les réserves des tribunistes à l'égard de Henriette Roland-Holst, il fallait tenir compte de l'hostilité de R. Luxemburg, «le général en chef du groupe Internationale», à l'égard de Radek, Pannekoek et Lénine. Conscient de l'importance d'un rapprochement de toutes les personnalités de gauche Radek avait néanmoins «peu d'espoir» sur ses chances de réussite. Lettre de Radek à H.R. Holst-Anton [Pannekoek], 17.2.1916, F.340/3/219, doc. 9-11, RGASPI.

dans le cadre de la revue *Kommunist*, fondée en 1915 comme organe de la direction bolchevique. La rédaction, composée de Lénine, Zinoviev, Boukharine, Piatakov et Evguéni Bosch était divisée par des conceptions totalement divergentes sur cette question et après la publication dans le premier numéro d'un article de Radek¹¹³ dont le contenu était très proche des thèses de Boukharine et Piatakov¹¹⁴, Lénine avait exigé au nom du comité central la dissolution du comité éditorial. L'affaire avait menacé l'unité des bolcheviks et s'était conclue par la disparition du journal. Dans la perspective de faciliter l'unité de la gauche, Lénine avait momentanément accepté d'écarter ce point du projet de résolution de la gauche pour la conférence de Zimmerwald, mais l'opposition polonaise, qui éditait à Zurich la *Gazeta Robotnicza*, interprétait maintenant ce compromis comme une reconnaissance implicite de ses thèses.¹¹⁵ De son côté, Radek utilise les colonnes de la *Berner Tagwacht* et de la *Lichtstrahlen* pour exposer sa conviction que les facteurs économiques doivent prévaloir sur toutes les autres considérations, en particulier ethniques, dans la détermination des frontières des Etats modernes.¹¹⁶ Car selon lui, il est de «l'intérêt du prolétariat que les forces de production se développent librement, que le monde entier se transforme en une organisation économique unique»¹¹⁷, tout encouragement des masses dans la voie des luttes nationales était donc une façon de les détourner de la révolution sociale. Dans le cas de l'Autriche-Hongrie, il est ainsi favorable à la constitution d'une fédération libre des peuples du Danube, qui forment déjà un espace économique cohérent, favorable à une transformation socialiste, et en 1916 il présentera le soulèvement des nationalistes irlandais à Dublin comme un «putsch puéril et petit-bourgeois».¹¹⁸ Lénine répondit à Radek en l'accusant d'ignorer la poussée des luttes nationales en Afrique et en Asie. Argument fallacieux, puisque Radek avait strictement limité sa démonstration aux populations vivant dans le cadre de sociétés capitalistes. Mais le dirigeant bolchevique reprochait surtout à Radek d'oublier que le but premier du socialisme était

113 Радек, «Четверть века развития империализма», *Коммунист*, 1915, n° 1, pp. 49-69.

114 C'est Piatakov qui avait demandé à Radek d'envoyer un article sur la question au journal. Lettre de Lialine [Piatakov] à Radek, 1915, F.437/1/18, RGASPI.

115 *Gazeta Robotnicza*, janvier 1916, n° 25.

116 Parabellum, «Annexionen und Sozialdemokratie I», *BTW*, 28.10.1915.

117 Parabellum, «Annexionen und Sozialdemokratie II», *BTW*, 29.10.1915.

118 Radek, «Ein ausgespieltes Lied», *BTW*, 9.5.1916.

de renverser le capitalisme et, dans cette perspective, il fallait aussi s'appuyer sur les revendications des peuples qui contribuaient à la déstabilisation des puissances capitalistes, et tout particulièrement de la Russie tsariste.¹¹⁹ Loin d'être impressionné par les critiques de Lénine, Radek profite de chaque occasion qui lui est offerte pour répéter que «le droit à l'autodétermination est un slogan petit-bourgeois n'ayant rien en commun avec le marxisme».¹²⁰

Les articles de Radek irritent Lénine qui note dans la marge «Nicht richtig», mais le débat commence vraiment à prendre une tournure plus dramatique quand Radek prit l'initiative de publier dans le second numéro du *Vorbote* les thèses du comité de Varsovie sur cette question.¹²¹ Convaincu que la révolution approchait, Lénine était d'une humeur particulièrement intransigeante durant cette année 1916¹²², et il lui était difficile d'accepter que Radek, qui prenait une importance croissante au sein de la gauche de Zimmerwald, profite de sa situation dans la rédaction du *Vorbote* pour imposer ses vues. Lénine avait exigé que tous les articles obtiennent l'accord des cinq membres de la rédaction avant d'être publiés¹²³, mais Pannekoek partageait les vues de Radek¹²⁴ et il décida de rétrograder Lénine et Zinoviev de la direction éditoriale du *Vorbote* pour en faire de simples collaborateurs. Lénine avait sous-estimé l'influence de Radek sur Pannekoek, mais la victoire fut de courte durée puisqu'en raison du manque de fonds le journal n'eut pas de nouveau numéro.¹²⁵ Comme toujours avec Lénine, les divergences doctrinales étaient

119 Lénine, «Le prolétariat révolutionnaire et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes», 29.10.1915, *OC*, T. 21, pp. 423-430.

120 Parabellum, «Das Selbstbestimmungsrecht», *Lichtstrahlen*, 5.12.1915, p. 54. Lors d'une conférence tenue en juin 1916 à Berne, Radek se permit même d'ironiser sur le fait que Salomon Grumbach, un membre de la majorité du parti socialiste français, ardent défenseur de la participation des socialistes à la défense nationale, fasse l'éloge des conceptions léninistes sur le droit des nations à l'autodétermination. S. Grumbach, *L'erreur de Zimmerwald-Kienthal*, p. 94.

121 «Das Selbstbestimmungsrecht der Völker», *Vorbote*, n° 2, pp. 44-51.

122 N. Kroupskaïa, *Ma vie avec Lénine, 1893-1917*, Paris, Payot, 1933, p. 260.

123 Lettre de Radek à Pannekoek, 1916, F.340/3/219, doc. 5, RGASPI.

124 Il est significatif que Lénine parle d'une position «hollando-polonaise» en ce qui concerne la question du droit des peuples.

125 Radek proposa à la gauche zurichoise de participer au financement d'un 3^e numéro du *Vorbote*, Radek à Nobs et Platten, [fin 1916], W. Gautschi (Hrsg.), *Dokumente zum Landesstreik 1918*, Zürich, Benziger Verlag, 1971, p. 45. Apparemment il essuya un refus.

indissociables des luttes de pouvoir pour le contrôle d'une organisation ou d'un journal, c'est pourquoi le débat sur le droit des peuples à l'auto-détermination provoqua une rupture au sein de la gauche de Zimmerwald. Convaincu que Radek avait sciemment œuvré pour l'écarter de la direction du *Vorbote*, Lénine se déchaîne désormais contre ce qu'il appelle les «manœuvres de Radek et Cie», met fin à leur correspondance et exige même qu'il ne soit pas invité à collaborer à la nouvelle revue bolchevique, *Sbornik Sotsial Demokratsia*.¹²⁶ La collaboration avec Radek, «le meilleur des Polonais»¹²⁷, n'était pas définitivement exclue. Lénine continuait d'ailleurs à lire ses articles avec attention et il maintenait le contact par l'intermédiaire de Zinoviev, mais il fallait que Radek comprenne qu'il ne pouvait «plus tolérer la moindre hésitation sur l'essentiel».¹²⁸

Lors de la deuxième conférence du mouvement de Zimmerwald, réunie à Kienthal en avril 1916, Radek va s'efforcer de garder ses distances avec Lénine. Cela lui était d'autant plus facile qu'il avait réussi à se procurer, en plus du mandat polonais, un mandat de l'association révolutionnaire de Hollande dont les délégués n'avaient pas réussi à obtenir de visa pour la Suisse.¹²⁹ Radek et Lénine surent passer outre leurs ressentiments personnels et, lorsqu'en réponse à un refus de Grimm de faire passer au vote l'une de ses motions Radek et les Polonais quittèrent la salle, Lénine et ses camarades les suivirent¹³⁰. Ils firent aussi front contre les thèses de Brizon, député socialiste français dont Radek moquait le chauvinisme en brandissant «au-dessus de sa tête une tête de coq».¹³¹ La gauche de Zimmerwald demeurait donc bien un bloc uni face au centre, et cette unité lui permit de radicaliser les textes de la conférence. Mais Radek n'était plus la figure clé de la gauche. Grâce à l'appui de Warszawski¹³², le représentant de la direction centrale de la SDKPiL, Lénine avait conforté sa

126 Lettre de Lénine à Radek, 1.2.1915, *OC*, T. 43, p. 518 et lettre de Lénine à Chliapnikov, mai 1916, *OC*, T. 36, p. 404.

127 Lettre de Lénine à Chliapnikov, mars 1916, *OC*, T. 35, p. 211.

128 A ce moment, l'essentiel pour Lénine était d'obtenir une condamnation définitive du CO dominé par les conciliateurs et le groupe de Tchkhéidzé qui étaient demeurés à la Douma. Mais les Polonais hésitaient à prendre une position trop tranchée dans les questions russes. Lettre de Lénine à Chliapnikov, mars 1916, *OC*, T. 35, p. 211.

129 F.340/3/75, RGASPI. La commission des mandats exigea qu'il en abandonne un. H. Lademacher, *Die Zimmerwalder Bewegung*, T. 1, pp. 310 et 361.

130 *Ibid.*, p. 372.

131 H. Guilbeaux, *Du Kremlin au Cherche-Midi*, Paris, Gallimard, 1933, p. 97.

132 G. Strobel, *Die Partei*, p. 551.

position en marginalisant Radek dans une commission moins vitale pour la gauche. Regroupée autour de Lénine, renforcée par de nouveaux soutiens, la gauche réussit à obtenir le tiers des voix sur sa proposition de manifeste. «Le rejet des utopies social-pacifistes»¹³³ avait nettement progressé et même si le texte définitif demeurait encore évasif sur la révolution, l'organe de la gauche, le *Vorbote*, l'interprétait comme une «étape historique dans la voie de la III^e Internationale».¹³⁴

Pour autant Lénine ne renoua pas immédiatement avec Radek. Ses lettres de l'automne 1916 à Inessa Armand sont encore pleines d'insultes à son égard, mais Lénine avait réussi, malgré les craintes de Zinoviev¹³⁵, à cantonner «la rupture avec Radek dans une sphère déterminée», celle des affaires russes et polonaises, alors que dans le cadre de la gauche de Zimmerwald, ils continuaient bien à «marcher ensemble».¹³⁶ Radek ne dut d'ailleurs pas s'inquiéter outre mesure de cette distance. A la différence des bolcheviks, il n'avait jamais totalement renoncé à l'espoir d'un sursaut de la gauche allemande, or, en cette année 1916, après deux années de guerre, plusieurs faits semblèrent enfin justifier cet espoir.

La renaissance de la gauche allemande

Les organes dirigeants du SPD avaient critiqué très sévèrement les conférences de Zimmerwald et de Kienthal, dont ils contestaient la légitimité et les objectifs, accusant ces «individualités de jeter l'opprobre sur les efforts déployés par le parti en faveur de la paix». Cette hostilité se nourrissait aussi de l'aversion suscitée par Radek au sein du parti allemand: la presse du SPD n'hésitait pas à présenter le mouvement de Zimmerwald comme la «troisième Internationale sobelsohnienne» et à railler ce «noble groupe de combattants» que constituait l'équipe «Grimm-Sobelsohn-Radek-Kradek-Parabellum».¹³⁷

133 H. Lademacher, *Die Zimmerwalder Bewegung*, T. 1, p. 379.

134 *Vorbote*, n° 2, p. 59.

135 «Au printemps j'ai [Lénine] eu une dispute avec Grigori [Zinoviev] qui ne comprenait absolument rien à la situation politique d'alors et me reprochait d'avoir rompu avec la gauche de Zimmerwald.» Lettre de Lénine à I. Armand, 30.10.1916, *OC*, T. 35, p. 253.

136 Lettre de Lénine à I. Armand, 30.10.1916, *OC*, T. 35, p. 253.

137 *Internationale Korrespondenz*, 12.10.1915 et 7.3.1916.

Malgré ces attaques, le manifeste de Zimmerwald eut pour effet de stimuler les groupes oppositionnels, désormais convaincus que leur résistance à la politique d'Union sacrée, aussi minoritaire fût-elle, s'inscrivait dans le cadre d'un mouvement international. Confortés par les multiples signes de lassitude de la population et les critiques que suscitait l'appui inconditionnel du parti à la politique de guerre du gouvernement, les opposants commencèrent à relever la tête.¹³⁸ Au sein du groupe parlementaire, l'opposition de Liebknecht au vote des crédits militaires reçut de nouveaux appuis et à la séance du Reichstag du 23 décembre 1915 vingt députés socialistes votèrent contre et vingt-deux s'abstinrent. Le 12 janvier, Liebknecht est exclu du groupe parlementaire et à la fin du mois ses partisans et ceux de Rosa Luxemburg réunissent une conférence nationale qui marque le début du groupe Spartakus symbolisé par la publication régulière des *Lettres de Spartakus*. Grâce au travail de Joguiches, le groupe parvient à rétablir dans la clandestinité un embryon d'organisation au niveau national.¹³⁹ Parallèlement à ces événements, 33 députés qui se sont prononcés contre l'état de siège sont exclus et constituent au Reichstag un collectif de travail social-démocrate. Proches de Ledebour et de Haase, ils forment ainsi, même si la scission dans le parti n'est pas consommée, le noyau du futur parti social-démocrate indépendant (USPD). Le réveil de la gauche ne se limite d'ailleurs pas au seul cercle des intellectuels radicaux. Dans les usines berlinoises, des militants réussissent à établir à l'intérieur des syndicats des comités d'action clandestins pour continuer la lutte contre le patronat par-dessus la tête des dirigeants réformistes acquis à la politique de guerre.¹⁴⁰ Dans d'autres villes, les opposants constituent des réseaux clandestins et publient plus ou moins régulièrement des feuilles illégales.¹⁴¹

Commentant ces faits avec enthousiasme dans la presse, Radek n'assiste pas passivement au réveil de la gauche allemande. Sous son impulsion, le groupe *Lichtstrahlen* s'organise en «socialistes internationaux d'Allemagne» (ISD). Conscient du manque d'expérience de Borchardt dans le domaine du travail clandestin, il lui recommande d'organiser «un

138 A cette époque le journal de Borchardt, *Lichtstrahlen*, devint quotidien.

139 U. Cartarius, «Zum Einfluss der polnischen Arbeiterbewegung auf die Entwicklung der «Radikalen Linken» im Deutschland des Ersten Weltkrieges: Leo Joguiches-Tyszka contra Lenin», *Zeitschrift für Ostforschung*, 1980, 29 (2-3), pp. 201-203.

140 P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 78.

141 *Ibid.*, p. 76.

cercle plus large qui se chargera de la distribution des tracts» et «d'assurer la protection du centre et des relais dans les autres villes» en maintenant le cloisonnement de l'organisation.¹⁴² A Hambourg, il est en liaison avec un groupe illégal dirigé par l'historien Laufenberg et le syndicaliste Wolffheim. Dans d'autres villes, Radek s'efforce d'établir une correspondance avec des groupes d'opposants pour les amener à rejoindre les positions de la gauche de Zimmerwald. Mais, c'est à Brême, où il est personnellement lié à tous les cadres du parti, que l'influence de Radek est la plus marquée. Malgré la guerre, les radicaux de Brême avaient réussi à défendre leurs positions parmi les jeunes et les dockers. Depuis 1915, ils sont aussi en liaison avec un groupe de soldats. Très implantés localement, ils maintiennent aussi le contact avec les ISD de Berlin et rencontrent les représentants spartakistes d'autres villes. Ayant réussi à réunir des fonds parmi les ouvriers du chantier naval¹⁴³, Knief rompt avec la *Bremer Bürgerzeitung* de Henke et fonde l'*Arbeiterpolitik*, à laquelle collabore aussi Paul Frölich, le représentant des Brêmois à Kienthal. Très attaché à Radek¹⁴⁴, Knief lui propose de devenir un correspondant régulier de cet organe de la gauche qui se pose en concurrent des *Lettres de Spartakus*. De façon anonyme ou en utilisant le pseudonyme de Struthahn, il va ainsi publier plusieurs articles par numéro et l'absence de nom donnera l'impression qu'il s'agit d'opinions acceptées par l'ensemble de la rédaction. Mais l'essentiel pour Radek n'était pas de pouvoir publier des articles dans un nouveau journal. A la différence du groupe de Borchardt, les radicaux de Brême disposaient d'une véritable organisation entretenant des contacts réguliers avec les soldats et les ouvriers, et même si celle-ci n'a pas le poids du groupe Spartakus, grâce à elle, Radek cessait d'être seulement une voix de l'étranger, pour redevenir un élément clé de la gauche révolutionnaire allemande.

Car, à mesure que l'opposition allemande s'organise, elle connaît aussi ses premières tensions. Sans même parler des désaccords avec le groupe de Haase et de Ledebour, que Radek et Lénine qualifient de centriste, c'est-à-dire de pacifiste, les révolutionnaires allemands demeurent profondément divisés, sur le plan organisationnel comme idéologique. Sur le

142 Lettre [Radek] aux ISD, 6.11.1915, F.340/3/152, RGASPI.

143 Radek, «Autobiographie», p. 333.

144 Sa correspondance contient de nombreux témoignages d'amitié à l'égard de Radek, cf. Brief Knief an Henke, 1914, NL Henke, doc. 96, AdSD.

fond, ces divergences recourent en réalité celles qui existaient avant guerre entre Lénine et les radicaux allemands influencés par Rosa Luxemburg, mais pour la première fois Radek va prendre parti pour Lénine contre Rosa Luxemburg. Profitant de son séjour en prison, Rosa Luxemburg avait écrit une brochure intitulée *La crise de la social-démocratie*, aussi connue sous le titre de brochure de Junius puisque tel était le pseudonyme adopté par l'auteur.¹⁴⁵ Selon Radek, Junius avait une bonne appréciation des causes de la guerre, en revanche son appel à une «action révolutionnaire sur le modèle des jacobins français» lui paraissait totalement inapproprié dans le contexte de la guerre impérialiste. Pour dépasser la situation actuelle, intrinsèquement impérialiste, il fallait se doter d'une nouvelle tactique internationale tenant compte des bouleversements sociaux européens. Comme Lénine, Radek reprochait à Junius de vouloir «construire une politique ouvrière sur des réminiscences» au lieu de «rester sur le terrain des faits».¹⁴⁶ Implicitement, Radek défendait maintenant la nécessité de quitter le terrain de la démocratie bourgeoise pour former une avant-garde de révolutionnaires professionnels et c'est à juste titre que Warren Lerner¹⁴⁷ présente cet article comme la marque de la rupture de Radek avec les conceptions de Rosa Luxemburg sur la spontanéité des masses et la direction révolutionnaire. Après la rupture personnelle et institutionnelle, c'est d'un point de vue idéologique que Radek rompait maintenant avec son ancien mentor politique.

La portée de ce débat est fondamentale pour l'avenir de la gauche, puisque derrière la question de la spontanéité des masses se posait en réalité celle de l'organisation révolutionnaire, donc de la scission. Or, si Rosa Luxemburg reconnaît la faillite de la II^e Internationale et la nécessité de construire une III^e internationale, elle se refuse à la scission. Selon elle, c'est précisément l'organisation toute-puissante et la discipline du parti allemand qui ont permis la trahison du 4 août et elle se refuse à envisager la formation d'une organisation indépendante «qui risquerait de devenir une secte». Pour le moment, l'essentiel était de contribuer au réveil de la conscience de classe et, dans cette perspective, il ne fallait pas

145 Ecrite au printemps 1915, la brochure parut seulement l'année suivante. J.-P. Nettl, *Rosa Luxemburg*, p. 611.

146 [Radek], «Im Fangnetz der Widersprüche», *Arbeiterpolitik*, 1916, n° 6, 7 et 8, *In den Reihen*, pp. 347-354.

147 W. Lerner, *Karl Radek*, p. 51.

se couper des masses du parti. Lorsque le moment sera venu, les masses trouveront d'ailleurs par elles-mêmes les formes d'organisation adéquates. Cette confiance en les masses, doublée d'une forte méfiance à l'égard de tout ce qui relève de l'organisation, explique les réticences ultérieures des spartakistes au processus de scission souhaité par Lénine. Très longtemps Radek avait lui-même défendu ces thèses contre celles de Lénine et il s'était refusé à envisager la scission dans le cas du parti allemand. Mais tirant les conséquences de ses critiques sur la spontanéité des masses, il considérait désormais que la scission était devenue «inévitabile et qu'elle constituait une condition préalable à la reconstitution d'une véritable Internationale et au réveil du mouvement ouvrier prolétarien». ¹⁴⁸ Par l'intermédiaire de ses articles dans l'*Arbeiterpolitik*, «les thèmes de Lénine sur la trahison de l'aristocratie ouvrière, la nécessité de la scission, la transformation en guerre civile de la guerre impérialiste, font leur chemin dans l'extrême gauche allemande». ¹⁴⁹

Ces désaccords entre les proches de Rosa Luxemburg, le groupe Spartakus, et les amis de Radek, l'ISD et les Brêmois de l'*Arbeiterpolitik*, vont d'ailleurs apparaître ouvertement lors des conférences de l'opposition. Dès décembre 1916, Knief et un représentant des oppositionnels de Hambourg se fixent comme objectif la construction d'un parti révolutionnaire libéré de l'influence des réformistes, mais aussi des centristes. ¹⁵⁰ Pour démontrer qu'ils ne se sentent plus liés au SPD, les Brêmois refusent désormais de payer leurs cotisations à l'exécutif. Dans les colonnes de l'*Arbeiterpolitik*, Radek et Knief considèrent que le moment est venu de rompre, «mais la plus grande responsabilité se trouve entre les mains du groupe *Internationale* en qui, en dépit des critiques que nous avons dû lui faire, nous reconnaissons le groupe le plus actif et le plus nombreux, le noyau du futur parti radical de la gauche». ¹⁵¹ Malgré les appels répétés de Radek ¹⁵², les dirigeants spartakistes refusent de franchir le pas. Craignant de se couper des masses, ils préfèrent rejoindre les centristes qui, après avoir été exclus du SPD, constituent l'USPD en

148 [Radek], «Einheit oder Spaltung der Partei», *Arbeiterpolitik*, 1916, n° 4, 5, 6, 7, 8, 10, republié dans Radek, *In den Reihen*, p. 310.

149 P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 849.

150 *Ibid.*, p. 90.

151 *Arbeiterpolitik*, n° 10, 10.3.1917.

152 [Radek], «Unterm eigenen Banner», *Arbeiterpolitik*, série de février-mars 1917, n° 7, 8, 9.

avril 1917.¹⁵³ Ce choix suscite l'hostilité des militants radicaux de Brême, de Hambourg et de Berlin qui préfèrent pour leur part rester à l'écart.¹⁵⁴ Sur les conseils de Radek, ils décident de se constituer en comité d'action et, en août, se tiendra à Berlin une conférence des groupes radicaux de gauche en vue de créer un parti socialiste international.¹⁵⁵

La frontière entre les deux groupes n'est cependant pas toujours très nette. Parmi les spartakistes, plusieurs personnalités se sont aussi prononcées en faveur d'une scission avec les éléments centristes et malgré l'hostilité que Radek suscite encore dans l'entourage de Rosa Luxemburg, il réussit à renouer avec les spartakistes par l'intermédiaire de Paul Levi qui lui rend de fréquentes visites en Suisse. Proche collaborateur de Rosa Luxemburg, dont il est l'avocat depuis 1913, Paul Levi est aussi l'une des principales personnalités du groupe spartakiste. Exilé en Suisse depuis l'été 1916, il rencontre Radek qui le met en contact avec Lénine et Zinoviev.¹⁵⁶ Il participe depuis à toutes les réunions de la gauche en Suisse et Lénine dira, quelques années plus tard, qu'il était déjà à ce moment un «bolchevik»¹⁵⁷. Pendant toute cette période, Levi constitue donc le lien entre les bolcheviks et Radek d'une part, Rosa Luxemburg et Spartakus de l'autre. Pourtant, il y a bien désormais deux tendances distinctes à l'intérieur de la gauche allemande; deux traditions soigneusement opposées par l'historiographie communiste de RDA, qui distingue avec précision les points sur lesquels Rosa Luxemburg avait été un précurseur et ceux sur lesquels elle s'était opposée, «à tort», à Lénine.¹⁵⁸

153 La scission divise le parti de haut en bas: 170 000 militants restent dans le vieux parti et 120 000 rejoignent l'USPD.

154 La fondation du nouveau parti donne aussi lieu à un affrontement autour de la personne de Radek qui montre, outre le caractère encore controversé de sa personne, la réalité de son influence sur la gauche allemande. Selon Schurer, (H. Schurer, «Radek and the German revolution», I, *Survey*, n° 53, oct. 1964, p. 64) les intervenants spartakistes auraient présenté ses écrits d'avant-guerre sur l'impérialisme comme la meilleure formulation d'une politique vraiment révolutionnaire. Cette présentation suscita des cris et des protestations parmi la majorité centriste qui aurait déclaré: «Il ne s'agit pas aujourd'hui d'un débat sur Radek.» Radek demeurerait bien un «hors la loi» dans le mouvement allemand.

155 P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 96.

156 P. Broué, «Note sur l'action de Karl Radek jusqu'en 1923», *Les Annales ESC*, XXI, 1966, p. 684.

157 Lénine, *OC*, T. 32, p. 549.

158 Cf. l'introduction de H. Wohlgenuth, *Burgkrieg nicht Burgfriede!*, Berlin, Dietzverlag, 1963.

Au terme de deux années de guerre, le processus de scission avait connu en Allemagne une rapide accélération, mais la rupture était moins le résultat d'un choix de l'opposition que de celui de l'exécutif du SPD. Sur-tout, la scission ne recoupaît pas les véritables divisions politiques de la gauche: alors qu'un groupe fortement influencé par Radek avait définitivement rompu avec les centristes, les spartakistes avaient préféré rejoindre l'USPD, aggravant ainsi la dispersion de la gauche révolutionnaire. Pour la gauche de Zimmerwald, le résultat était bien sûr décevant mais, au moins, pouvait-elle se réjouir de l'éclatement du SPD; en Suisse où elle interviendra pourtant directement les résultats seront bien plus modestes.

La gauche de Zimmerwald, Grimm et le PSS

Pendant plusieurs années, Grimm avait ouvert aux internationalistes les plus intransigeants les colonnes de la *Berner Tagwacht*, dénoncé personnellement le social-patriotisme des partis allemand et français et soutenu l'adoption par le parti suisse des résolutions du mouvement de Zimmerwald dont il était le principal organisateur. Mais durant l'année 1916, le débat sur la question militaire prit une nouvelle tournure: en raison des menaces de plus en plus sérieuses pesant sur le pays, une majorité du groupe socialiste au Conseil national était prête à soutenir une motion sur la défense de la patrie contrairement aux résolutions de Zimmerwald. Pour la gauche de Zimmerwald, il ne pouvait être question d'une exception suisse, la guerre était une guerre impérialiste et les socialistes se devaient de prouver leur internationalisme en refusant de participer à la défense nationale et en brisant la paix sociale. Mais, sans déclarer ouvertement son ralliement aux positions réformistes de la droite du parti, Grimm proposait maintenant de réaliser un accord avec les organes du parti et des syndicats sur cette question de la guerre. Compte tenu de la forte présence des «défensistes» au sein de ces organes, un tel accord n'avait guère de chance de satisfaire la gauche. Pour Lénine, il ne faisait donc aucun doute que, malgré ses phrases «rrévolutionnaires», Grimm servait en réalité de «camouflage» aux sociaux-patriotes¹⁵⁹ et cette attitude était d'autant plus

159 Lénine à Naine, 9.1.1917, *OC*, T. 23, p. 249.

grave, qu'en raison de sa qualité de président de la CSI et de principal représentant du mouvement zimmerwaldien, elle prenait une signification internationale.¹⁶⁰

Le retournement de Grimm était particulièrement douloureux pour Radek. Grimm n'avait pas hésité, malgré certaines réserves à l'égard de la radicalité des thèses de Radek et sa mauvaise réputation, à lui offrir une place dans son journal et Radek lui en était profondément reconnaissant. Mais, retiré à Davos, où sa femme avait trouvé un emploi dans le sanatorium, il ne pouvait rester silencieux sur une question aussi fondamentale. Empêché d'en débattre dans les colonnes de la *Berner Tagwacht*¹⁶¹, Radek essaie de publier sous le pseudonyme d'Arnold Struthahn des articles sur cette question dans le journal de l'organisation zurichoise, *Volksrecht*.¹⁶² Afin de bien convaincre la gauche suisse que l'enjeu était international, il envoie aussi un article sur cette question à l'*Arbeiterpolitik*.¹⁶³ Dénonçant en public le rapprochement de Grimm vers les centristes du PSS, Radek s'efforce néanmoins, dans sa correspondance privée, d'éviter une rupture définitive qui laisserait la gauche bien isolée face aux attaques du reste du parti. L'attitude de la fraction socialiste devait être condamnée, sinon la gauche serait «la risée du monde», mais, jusqu'à la limite des principes, il fallait essayer de s'unir avec Grimm.¹⁶⁴ Ces tentatives de rapprochement ne donnèrent aucun résultat. Considérant qu'il ne lui était plus possible d'accorder aux oscillations de Grimm un caractère «provisoire», Radek finit par encourager la gauche à «mener un combat systématique contre le centre dont Grimm est le dirigeant».¹⁶⁵

Comme lors de la conférence de Kienthal, le combat contre Grimm allait révéler que, lorsqu'il s'agissait de défendre leurs positions, les membres de la gauche de Zimmerwald savaient surmonter leurs divergences pour faire front. Lénine, qui depuis son établissement à Zurich avait pris

160 Radek à Nobs et Platten, [fin 1916], W. Gautschi, *Dokumente zum Landesstreik*, p. 39.

161 Le dernier article de Radek dans la *BTW* date apparemment du 14.9.1916.

162 Radek utilise ce pseudonyme dès 1915 dans *Neues Leben, Jugend Internationale et Lichtstrahlen*.

163 A. Struthahn [Radek], «Vor dem Parteitage der Schweizer Sozialdemokratie», *Arbeiterpolitik*, 21.10.1916.

164 Radek à Nobs et Platten, [fin 1916], W. Gautschi, *Dokumente zum Landesstreik*, p. 42.

165 Radek à Platten, [fin 1916], *ibid.*, p. 43.

l'habitude de réunir régulièrement ses partisans pour discuter de la tactique du parti suisse, organisa, la veille du congrès du PSS des 4 et 5 novembre 1916, une réunion des délégués de gauche. L'assemblée, à laquelle participèrent Platten, Nobs, Münzenberg et tous les dirigeants de la gauche suisse, adopta une résolution, élaborée par Radek et Lénine, engageant le parti suisse à s'aligner sur les résolutions du manifeste de Kienthal.¹⁶⁶ Après avoir salué, au nom de leurs partis respectifs, l'ouverture du congrès, Radek et Lénine se mirent en retrait laissant à Nobs et à Platten la responsabilité de défendre le projet de résolution élaboré par la gauche. Mais la position de Grimm dans le parti était beaucoup plus forte qu'ils ne l'avaient imaginé et comme l'écrivit Radek en guise de bilan du congrès: «Au lieu d'un pas de Zimmerwald à Kienthal, c'est-à-dire de la démonstration radicale à une politique radicale, on a piétiné sur place, faisant même un pas en arrière.»¹⁶⁷ Après le congrès, Lénine fit circuler ses thèses sur *Les objectifs de la gauche de Zimmerwald dans le PSS*. L'objectif était d'obtenir que la commission chargée par le PSS d'élaborer un projet pour le prochain congrès propose la condamnation du groupe parlementaire socialiste et l'adoption d'une résolution qui engagerait le parti à mener une agitation de masse pour la démobilisation comme le faisaient les tribunistes hollandais. Malgré quelques critiques, Radek approuvait «pour l'essentiel»¹⁶⁸ ces thèses et il le fit savoir à Lénine par l'intermédiaire de Platten.

Mais une fois encore, les résultats furent décevants pour la gauche: la majorité de la commission soutint les thèses de Grimm et celui-ci réussit à faire adopter le report du congrès initialement prévu pour février 1917. Le PSS, qui avait été le seul parti européen à avoir adhéré officiellement à Zimmerwald et à avoir soutenu ses résolutions, refusait maintenant de prendre officiellement position sur la question de son attitude à l'égard de la guerre.

Au sein de la gauche, la principale conséquence de cette intervention dans les affaires du parti suisse fut en réalité la réconciliation de Lénine avec Radek.¹⁶⁹ En janvier 1917, Lénine le presse d'écrire une brochure

166 W. Gautschi, *Lenin als Emigrant in der Schweiz*, Zürich, Benziger, 1973, p. 220 et Lénine à I. Armand, 4.11.1916, OC, T. 43, p. 597.

167 A. Struthahn [Radek], «Nach dem Parteitage der Schweizer Sozialdemokratie», *Arbeiterpolitik*, 2.12.1916.

168 Radek à Platten, [fin 1916], W. Gautschi, *Dokumente zum Landesstreik*, p. 43.

169 Lettre de Lénine à I. Armand, 4.10.1916, OC, T. 43, p. 597.

contre le soutien de Grimm aux centristes du PSS¹⁷⁰. En février, ils se rencontrent à nouveau régulièrement et Radek participe à la réunion tenue dans l'appartement de Münzenberg où il est décidé de rompre définitivement avec Grimm.¹⁷¹ Le 1^{er} février, il se rend en compagnie de Zinoviev à une réunion organisée à Bâle par la CSI pour discuter de l'éventualité de la participation des partis zimmerwaldiens à la conférence préparée par les partis socialistes de l'Entente. Tous les représentants s'exprimèrent contre la participation, mais Radek et Zinoviev profitèrent surtout de l'occasion pour exposer publiquement leurs griefs à l'égard de Grimm :

Le comportement de Grimm dans le parti suisse est une honte, un crime, une «scheide-mannerie». Il est certain que le parti suisse est aussi pourri et corrompu que tous les autres partis officiels, la question n'est plus à débattre. Mais Grimm est aussi le dirigeant de Zimmerwald et son attitude jette une ombre détestable sur le mouvement, le moment est donc venu qu'il quitte la commission.¹⁷²

Les attaques contre le secrétaire de la CSI ne vont cesser de s'intensifier durant les mois de février et mars¹⁷³, mais malgré l'intensité de cette «guérilla» engagée contre Grimm et le centre, Radek et Lénine ne réussirent jamais à convaincre la gauche suisse de s'engager dans un combat ouvert contre Grimm et la direction centriste. Le projet de référendum destiné à annuler le report du congrès suisse fut rejeté. Les efforts de Lénine pour contraindre la gauche zurichoise à la scission n'aboutirent pas plus. Platten et Nobs, d'abord, Münzenberg, ensuite, refusèrent même de publier la brochure de Radek.¹⁷⁴

Durant les quelques semaines qui précédèrent leur départ, les remarques de Lénine et de Radek ne laissaient aucun doute sur leur résignation à l'égard des dirigeants de la gauche suisse, qui ne voulaient «pas appren-

170 «Nous sommes des grands amis, comme toujours contre le contre, quand il n'y a pas de terrain pour les tergiversations.» Lettre de Lénine à I. Armand, 30.1.1917, *OC*, T. 35, p. 283.

171 W. Münzenberg, *Die dritte Front. Aufzeichnungen aus 15 Jahren proletarischer Jugendbewegung*, Berlin, Neuer deutscher Verlag, 1930, p. 222.

172 «Ein unoffizieller Bericht», 6.2.1917, H. Lademacher, *Die Zimmerwalder Bewegung*, T. 2, p. 684.

173 Cf. A. Struthahn, «Zimmerwald-Kiental eine Lüge?», *Jugend-Internationale*, 1.3.1917, p. 12.

174 Au printemps 1917 paraîtra néanmoins une brochure d'A. Struthahn [Radek], *Was bedeutet die Ablehnung der Vaterlandsverteidigung?*, Zürich, Sozialistische Jugendbibliothek, 1917.

dre comment on doit organiser un parti révolutionnaire». Pour la première fois, les bolcheviks étaient intervenus directement dans les affaires intérieures d'un parti étranger pour tenter de créer une scission. L'expérience se solda par un échec qui ne fut pas sans conséquences sur leur façon d'aborder ultérieurement la question de la scission au sein des partis européens.

L'hostilité de la gauche de Zimmerwald à l'égard de Grimm avait donc des racines bien plus sérieuses que «l'image du mouvement», avec lequel Lénine envisageait déjà de rompre. Comme dans les autres pays, Lénine et Radek entendaient favoriser des scissions afin de conforter l'autonomie organisationnelle de la gauche internationale. Paradoxalement, c'est seulement après leur départ pour la Russie que le mouvement suisse commença à donner les signes d'une radicalisation et d'une contestation ouverte de ses dirigeants. En octobre 1917, une organisation illégale, *Die Forderung*, est formée par un membre des jeunesses socialistes; le groupe publie une revue du même nom qui lance des appels à l'action révolutionnaire, à la propagande dans l'armée, à la formation de conseils ouvriers, aux expropriations...¹⁷⁵ A l'annonce de la Révolution d'Octobre, des troubles éclatent à Zurich où des socialistes exigeaient la fermeture des usines d'armement. A partir de ce moment, et jusqu'à la grève générale de novembre 1918, les troubles et les manifestations politiques, stimulés par l'aggravation de la situation économique, vont être en progression constante. Dans ce contexte, Grimm prend l'initiative de convoquer par-dessus la tête du parti un comité, dit d'Olten, regroupant des socialistes et des syndicalistes désireux de prendre en main, indépendamment des institutions, les revendications ouvrières. A Zurich et à Bâle, des groupes minoritaires, comme le premier groupe communiste suisse, les *Altkommunisten* formé par Jakob Herzog, le *Kegelklub* animé par Fritz Brupbacher, et des anarchistes contribuent à la radicalisation des revendications.¹⁷⁶ Ces tentatives de débordement des institutions traditionnelles du mouvement ouvrier suisse, conjuguées à l'aggravation des tensions sociales, vont contribuer au durcissement

175 H.U. Jost, *Linksradikalismus*, pp. 138-172.

176 Formé après la dissolution de l'*Eintracht* pour favoriser les discussions entre militants étrangers et suisses le *Kegelklub* prit après l'arrivée de Lénine à Zurich en 1916 une orientation proche de la gauche de Zimmerwald. F. Brupbacher, *Erinnerungen*, p. 65 et W. Gautschi, *Lenin*, p. 193. Sur la formation et la doctrine de ces différents groupes cf. H.U. Jost, *Die Altkommunisten*, et du même auteur *Linksradikalismus*.

des manifestations ouvrières. Bien qu'inégalement suivie dans le pays, la grève générale de novembre 1918 surprend par son ampleur. En plusieurs endroits, les liaisons ferroviaires sont arrêtées, la presse bourgeoise cesse de paraître et les mots d'ordre du comité d'Olten – réélection du Conseil national, droit de vote des femmes, réorganisation de l'armée, pension de vieillesse, monopole de l'Etat sur le commerce extérieur – trouvent de nombreux échos. Par crainte de perdre le contrôle du mouvement, le comité met fin à la grève; une décision approuvée par le congrès du parti qui condamne la «tactique bolchevique» des socialistes zurichois. La révolution, qui entraîne au même moment l'effondrement des Empires centraux, n'aura pas lieu en Suisse et il faudra attendre 1921 pour que le groupe de Herzog et une minorité du PSS fusionnent pour former le PCS, parti dont l'influence sera toujours minime.

Pendant longtemps, note Marc Vuilleumier,

l'historiographie officielle, marquée par l'opinion publique bourgeoise de 1918, vit dans la grève générale le fruit des intrigues bolcheviques qui auraient réussi à gagner une fraction des socialistes suisses et à exploiter le mécontentement populaire dû aux difficultés économiques de la guerre pour opérer, au centre de l'Europe, un bouleversement révolutionnaire.¹⁷⁷

L'expulsion de la mission diplomatique soviétique, dirigée par Jan Berzine, avait donné une légitimité gouvernementale à cette interprétation largement reprise dans la presse.¹⁷⁸ Longtemps après les faits, des journalistes suisses continueront à présenter la grève de novembre 1918 sous l'angle unique du complot bolchevique. Pour nombre d'entre eux, ce n'est d'ailleurs pas Berzine qui en est le principal responsable, mais Radek, qui en cas de succès de la révolution, était appelé à devenir «le dictateur de la République soviétique helvétique».¹⁷⁹ Projection fantasmagorique? Cer-

177 M. Vuilleumier, «Le mouvement ouvrier en Suisse pendant et après la Première Guerre mondiale. Bilan historiographique», *Le mouvement social*, n° 84, 1973, p. 98.

178 Depuis, W. Gautschi, *Der Landesstreik*, Zurich, Benziger Verlag, 1988, a montré que le Conseil fédéral avait décidé, sous la pression de l'Entente, d'expulser la mission soviétique avant même l'annonce de la grève générale. Selon le Ministre de Suisse à Petrograd, «Radek estimait que la Suisse n'avait eu le courage de commettre cet acte que parce qu'elle était assurée de la victoire définitive de l'Entente, c'était pour lui le «coup de pied de l'âne.»» *Suisse-Russie, Contacts et ruptures, 1813-1955*, Berne, Paul Haupt, 1994, p. 318.

179 Cf. «Radek, der Diktator der Schweiz», *Neue Berner Zeitung*, 2.12.1927 et «Le dictateur de la Suisse», *Tribune de Lausanne*, 11.1.1933.

tes, mais qui trouve de nombreux échos dans les rapports des fonctionnaires du département politique fédéral.¹⁸⁰

En réalité, si l'influence des bolcheviks sur les événements de novembre 1918 demeure difficile à mesurer, la plupart des travaux récents démentent l'ingérence des bolcheviks en général et de la mission Berzine en particulier. Aucune source soviétique ne confirme la thèse d'un plan bolchevique pour fomenter la révolution en Suisse, alors que de tels documents existent bien pour d'autres pays. Si un tel plan avait existé, la mission soviétique aurait été d'ailleurs bien en peine de le réaliser tant elle était privée de matériel et manquait, depuis leur retour en Russie, d'hommes expérimentés.¹⁸¹ D'une façon plus générale, les travaux concluent aussi à la faible pénétration des idées bolcheviques en Suisse et à l'absence de toute tentative putschiste.¹⁸²

Pendant plusieurs années, des socialistes qui deviendront les principales figures du mouvement communiste international avaient vécu en Suisse, milité dans ses organisations, écrit dans ses revues, fréquenté ses militants dans ses assemblées et ses clubs de réunions. Malgré leurs efforts, les bolcheviks durent reconnaître que la majorité des socialistes suisses demeurerait largement hostile au «maximalisme» des Russes. Les milieux radicaux de Suisse étaient souvent plus proches de la tradition socialiste libertaire et de l'anarcho-syndicalisme que de la discipline bolchevique et peu nombreux furent en définitive ceux qui étaient convaincus de la possibilité d'appliquer en Suisse les leçons de la Révolution d'Octobre¹⁸³.

180 Dossier Sobelsohn, E 21: 9485, AF, Berne.

181 Dans sa correspondance au NKID, le représentant soviétique à Berne ne cesse de déplorer le manque de matériel de propagande et constate que «malheureusement, nous n'avons et ne pouvons, à l'heure actuelle, avoir d'accès direct aux masses laborieuses en Suisse». *Suisse-Russie*, doc. 106 et 110. A. Fleury et D. Tosato-Rigo, «A propos de la représentation diplomatique soviétique à Berne (mai-novembre 1918): un nouvel éclairage à la lumière des rapports de Jan Berzine», *Traverse*, Zurich, Chronos Verlag, 1995/3, aboutissent aux mêmes conclusions.

182 W. Gautschi, *Der Landessstreik*, p. 171, et M. Vuilleumier et al., *La grève générale de 1918 en Suisse*, Genève, Grounauer, 1977.

183 Dans leur grande majorité les socialistes suisses se trouvèrent surtout des affinités avec les positions de l'USPD et non pas avec celles des Allemands favorables aux thèses des bolcheviks. Quant à l'extrême gauche, les Altkommunisten, ils étaient plus proches des positions de Pannekoek que de celles de Lénine et ils soutiendront souvent les gauchistes du KAPD contre la section allemande de l'IC, H. U. Jost, *Die Altkommunisten*, pp. 171-174.

Les bolcheviks avaient d'ailleurs, souvent, une piètre estime de la gauche suisse. Sans même parler de Grimm qui, malgré un nouveau tournant à gauche au printemps 1918, «marchande des voix avec le Conseil fédéral et trompe les masses laborieuses»¹⁸⁴, Radek considérait Naine et Graber comme des «pacifistes sentimentaux»¹⁸⁵, mais certainement pas comme des révolutionnaires conséquents. Platten était accusé d'opportunisme lorsqu'il s'agissait de la Suisse, Nobs de manquer de courage dans la défense du pouvoir des Soviets¹⁸⁶, et si les bolcheviks font l'éloge de la jeunesse socialiste, dont Herzog est «l'un des représentants les plus remarquables», ils regrettent par ailleurs qu'il y ait parmi elle «beaucoup de têtes ardentes et peu de travailleurs sérieux et de valeur».¹⁸⁷

Pour autant la Suisse a bien tenu «une place importante dans le dispositif de propagande des bolcheviks à la fin de la Première Guerre mondiale»¹⁸⁸, mais Radek en définit clairement les limites: «Une révolution, dans le sens de la révolution russe, est impensable en Suisse en raison de la forte résistance de la paysannerie qui ne veut pas en entendre parler.» De toutes les façons, «le gouvernement soviétique a besoin de relations amicales avec la Suisse qui représente une fenêtre avec vue sur l'Europe, spécialement vers les pays de l'Entente»¹⁸⁹, une fonction somme toute assez conforme à ses traditions et bien loin des fantasmes sur un quelconque complot bolchevique.

184 Le conseiller de légation, Sklovskij à Lénine, 13.8.1918, *Suisse-Russie*, doc. 112.

185 Radek à Nobs, [fin 1916], W. Gautschi, *Dokumente zum Landesstreik*, p. 41. Cette critique sera systématiquement répétée par Berzine ultérieurement.

186 Berzine au NKID, 15.6.1918, *Suisse-Russie*, p. 271.

187 *Ibid.*, p. 270.

188 B. Studer, *Un parti sous influence. Le PCS, une section du Komintern 1931-1939*, Lausanne, L'Age d'Homme, 1994, p. 43.

189 Cité dans une lettre du vice-consul de Suisse à Moscou au DPF, 3.12.1918, *Suisse-Russie*, p. 326.

2. Porte-parole des bolcheviks en Europe

Dans six mois, nous serons ou ministres ou pendus.¹⁹⁰

La traversée de l'Allemagne

L'année 1917 constitue le tournant de la guerre. Pour faire face aux nécessités d'une guerre longue et de plus en plus totale, les militaires exigent que l'ensemble de la nation soit soumis aux impératifs du combat. Partout des gouvernements contrôlés par des militaires recourent à des mesures inédites, prennent la direction de l'économie et de la main-d'œuvre, surveillent les organisations politiques et sociales, censurent la presse et tous les autres moyens d'information. Dans les usines, l'état d'exception et la collaboration des syndicats permettent de renier les avantages acquis par les ouvriers. Les classes moyennes salariées voient leur niveau de vie s'effondrer en raison de la hausse des prix. Dans les campagnes, le manque de bras et les mauvaises conditions climatiques entraînent la chute de la production agricole. La frontière traditionnelle entre l'arrière et le front, entre les planqués et les sacrifiés, commence à s'estomper, le poids de la guerre impose à tous des sacrifices énormes rendus d'autant plus insupportables que les profiteurs de guerre sont légion. Sur le plan militaire, la situation n'est guère meilleure. Les dernières offensives françaises et allemandes se sont soldées par un bain de sang sans réussir à modifier fondamentalement le rapport de force. Lassés d'être envoyés au massacre pour la seule gloire des généraux, les soldats n'acceptent plus de suivre aveuglement leurs officiers. En France, en Allemagne et en Italie, des mutineries éclatent dans l'armée, des soldats malmènent leurs officiers et menacent de marcher sur les capitales. Le plus souvent la contestation est moins une remise en cause de la guerre elle-même, qu'une critique sur la façon de mener cette guerre et, dans la plupart des pays, le mouvement est circonscrit, le calme rétabli pour un temps. Mais en Russie la crise est plus profonde et, comme en 1905, le mécontentement suscité par la guerre et la situation économique se retourne contre le régime, et la révolte se transforme en révolution.

190 Radek à Münzenberg, le 9 avril 1917, *Die dritte Front*, p. 241.

Malgré la censure, la nouvelle se répand rapidement à travers les champs de bataille, suscitant un énorme enthousiasme parmi des peuples de moins en moins convaincus de la justesse des sacrifices imposés par la guerre. Pour les révolutionnaires, qui traînaient leurs déceptions d'exil en exil, le soulagement est encore plus grand: «La révolution vit! Elle, qu'on disait morte, la révolution que l'on considérait comme une impossibilité parmi les peuples armés jusqu'aux dents apparaît au-dessus des ténèbres comme une vivante réalité.»¹⁹¹ Après trois années de guerre, la lutte des classes reprenait ses droits sur l'Union sacrée et ce processus ne faisait que commencer, car «la situation de l'Europe n'a jamais été si révolutionnaire. Le capital est assis sur un volcan. L'ère de la révolution sociale en Europe est ouverte».¹⁹²

C'est lors d'un déjeuner en compagnie de Paul Levi au sanatorium de Davos, «entre la viande et la compote», que Radek apprend la nouvelle de la Révolution russe de Février.¹⁹³ Complètement désarmés par la sérénité avec laquelle le médecin suisse leur avait fait cette annonce, ils courent au village pour lire les télégrammes placardés sur les murs. De retour à son hôtel Radek trouve un message de Bronski lui annonçant que Lénine avait cherché à le joindre et qu'il lui demandait de venir au plus vite à Zurich.¹⁹⁴ Comme en 1905, la plupart des révolutionnaires russes à l'étranger souhaitaient pouvoir rejoindre la Russie pour participer à l'événement qu'ils n'avaient cessé d'appeler de leurs vœux. Pour ceux qui s'étaient réfugiés en Suisse le retour en Russie posait néanmoins un problème: la Suisse était entourée de pays en guerre et il était difficilement envisageable que la France et l'Angleterre, déjà inquiètes des risques d'effondrement du front russe, favorisent le passage d'un groupe ouvertement opposé à la guerre.

Bloqué en Suisse alors que la situation russe était très instable, Lénine s'inquiétait de la montée en force de ses rivaux mencheviks au sein du Soviet de Petrograd. Pourtant l'idée d'un passage par l'Allemagne vint de Martov, le dirigeant des mencheviks-internationalistes, qui, lors d'une réunion du comité pour l'évacuation des émigrés rassemblant des socia-

191 Tract de la CSI du 20 mars 1917, F.286/1/24, RGASPI.

192 Radek, «Die Maien der Revolution», *Jugend-Internationale*, n° 8 et 5, 1.5.1917.

193 Radek, «Autobiographie», p. 334. Selon C. Beradt, *Paul Levi. Ein demokratischer Sozialist in der Weimarer Republik*, Frankfurt/M., Europäische Verlagsanstalt, 1969, p. 19, Levi et Radek habitaient ensemble au village.

194 Radek, «Autobiographie», p. 334.

listes de plusieurs tendances, proposa de négocier avec l'Allemagne afin d'échanger des Russes désirant revenir chez eux contre des Allemands détenus en Russie. Dans un premier temps, Lénine n'imaginait pas traverser l'Allemagne puisqu'il multiplia au contraire les efforts pour obtenir un accord des Anglais et des Français, et c'est seulement lorsqu'il apprit dans les derniers jours de mars la mésaventure de Tchernov, débarqué en Angleterre avec des papiers en règle mais refoulé en France, qu'il envisagea sérieusement la proposition de Martov. Les représentants des trois fractions russes, Zinoviev pour les bolcheviks, Martov pour les mencheviks et Bobrow, le représentant des SR, étaient donc, à ce moment, tout à fait d'accord sur cette question d'un retour à travers l'Allemagne.¹⁹⁵

Si l'on en croit Radek, sa première initiative fut de persuader le docteur Deinhard, le correspondant de la *Frankfurter Zeitung*, d'effectuer un sondage auprès du représentant plénipotentiaire allemand à Berne sur l'éventualité d'un passage par le territoire allemand.¹⁹⁶ L'idée ne fut pas rejetée et Grimm fut chargé des négociations car on souhaitait éviter que les émigrés soient en contact direct avec les autorités allemandes. Grimm eut de multiples entrevues avec Romberg, le représentant allemand, et il s'efforça aussi d'obtenir un appui diplomatique des autorités suisses. Au terme de ces entretiens, il pouvait déclarer le 30 mars devant les représentants du comité des réfugiés de Russie que les Allemands étaient disposés à laisser les émigrés revenir en Russie en traversant leur territoire et que «la suite dépendait uniquement de Kerenski.»¹⁹⁷ Par peur d'être désavoué par leur gouvernement, la majorité du comité, dont Martov en particulier, souhaitait maintenant attendre le consentement du Soviet de Petrograd pour entamer les démarches. Mais Lénine, inquiet de l'évolution des événements, ne pouvait prendre le risque de se laisser marginaliser en soumettant son retour à l'approbation d'une institution au sein de laquelle les bolcheviks étaient minoritaires. Il prit donc l'initiative de demander à Grimm de poursuivre sa mission. Mais ce dernier avait accepté de servir d'intermédiaire dans la mesure où il avait reçu un mandat de l'ensemble

195 W. Gautschi, *Lenin*, p. 257.

196 Dans son autobiographie, Radek prétend ne pas se souvenir du nom exact de ce correspondant, mais il figure dans d'autres témoignages. Cf. F. Platten, *Die Reise Lenin durch Deutschland, Im plombierten Wagen*, Berlin, Neuer Deutscher Verlag, 1920, p. 62.

197 Grimm an Zentralkomitee für die Organisation der Rückkehr der russischen Emigranten, 2.4.1917. H. Lademacher, *Die Zimmerwalder Bewegung*, T. 1, p. 599.

des partis russes affiliés à Zimmerwald. Maintenant que les bolcheviks étaient seuls à vouloir poursuivre, il ne voulait plus en assumer la responsabilité¹⁹⁸. Après avoir accusé Grimm de saboter ses plans, Lénine réunit le 3 avril dans la salle de l'*Eintracht* Radek, Platten et Münzenberg.¹⁹⁹ Il fut décidé de poursuivre les négociations, quelles qu'en soient les conséquences, et d'en confier la responsabilité à Platten.

L'accord de principe avait été obtenu par Grimm. Il ne restait maintenant qu'à définir les conditions de voyage. Le résultat fut un droit de passage pour les «émigrés politiques russes indépendamment des tendances politiques». En tant que sujet autrichien, Radek ne pouvait prétendre appartenir à cette catégorie, c'est pourquoi Lénine demanda à Platten de ne retenir que le terme «d'émigrés politiques», sans distinction de nationalité.²⁰⁰ L'accord final accorde au wagon un statut d'exterritorialité, les voyageurs étant admis sans distinction d'opinions politiques et exonérés de tout contrôle, ce qui permettait d'inclure Radek. Craignant de subir le même sort que sa femme, qui avait déjà été arrêtée en Allemagne²⁰¹, Radek continuait néanmoins à douter de ses chances de pouvoir passer les contrôles. Le jour du départ, les participants durent apposer leur signature sur un papier qui attestait de leur acceptation des conditions imposées pour le voyage.²⁰² La liste contient 30 signatures, alors que Platten parle de 32 personnes, mais avec Platten lui-même et le jeune fils de Zinoviev le compte serait donc exact. La signature de Radek ne figurant nulle part, plusieurs auteurs ont prétendu que Radek se serait abstenu de signer la liste et qu'il serait monté dans le train seulement en gare de Schaffhouse.²⁰³

198 W. Gautschi, *Lenin*, pp. 260-261. L'explication de Radek, (Radek, «Autobiographie», p. 335) selon laquelle les bolcheviks avaient pris la décision de retirer le mandat de Grimm «par crainte que cet ambitieux politicien ne se perde dans des conversations politiques d'intérêt général» est erronée.

199 W. Münzenberg, *Die dritte Front*, p. 235.

200 F. Platten, *Die Reise Lenin*, p. 30.

201 Rosa Radek travaillait depuis le 24.11.1914 comme médecin à l'hôpital Moabit de Berlin, mais le 23.11.1915 elle avait été arrêtée par la sécurité militaire berlinoise. Placée en résidence surveillée à Bodendach le 2.12.1915, elle avait fini par trouver un emploi dans le sanatorium de Davos durant l'hiver 1916-1917. Radek, 1912-1918. Rep. 30 Berlin C (Titel 95, Sekt. 8), Nr. 16491, n° 197, 201, 206, 210, Brandenburg LHA.

202 F. Platten, *Die Reise Lenin*, p. 56.

203 R. Fester, *Die politischen Kämpfe um den Frieden 1916-1918 und das Deutschland*, München-Berlin, J.F. Lehmann, 1938, p. 69 et E. Hölzle, *Lenin 1917, Die Geburt der Revolution aus dem Kriege*, München, R. Oldenbourg, 1957, p. 33.

Si cette deuxième hypothèse ne résiste pas au témoignage de Münzenberg qui accompagna Radek à la gare, le fait de savoir s'il signa ou non la liste demeure une énigme. Dans son autobiographie, Radek raconte qu'il «fit le trajet en se cachant des autorités allemandes, avec un passeport au nom de Boikov si je ne me trompe».²⁰⁴ Aucun Boikov ne figure sur la liste publiée par Platten²⁰⁵ et il est fort possible que, par précaution, il s'abstint de signer la liste même sous un faux nom.²⁰⁶

Le groupe composé de bolcheviks, de bundistes et de partisans de Trotsky prit le départ le 9 avril à la gare de Zurich. Dans un premier temps, Martov et les mencheviks condamnèrent dans une résolution l'organisation de ce retour par l'Allemagne²⁰⁷, mais trois semaines plus tard, refusant d'attendre davantage, ils seront environ 280 à faire le même voyage, dont Martov, Riazanov et Angelica Balabanoff. Ce retour, comme le précédent, n'impliquait aucune connivence politique – la seule contrepartie accordée aux autorités allemandes était que les voyageurs s'engageaient à faire leur possible pour obtenir la libération de prisonniers allemands et autrichiens détenus en Russie – ce qui n'interdit nullement les arrière-pensées.

A la douane allemande, les passagers durent changer de train; pendant quelques minutes la situation sembla critique, mais ils purent reprendre leur route sans le moindre contrôle d'identité, pour la plus grande chance de Radek. Contrairement à la légende, le train n'était nullement plombé: un banal wagon de passagers avec des compartiments de deuxième et de troisième classe. Dans leurs souvenirs, plusieurs des participants notent que par peur d'une «évasion», les autorités allemandes verrouillèrent trois portes sur quatre, mais selon Radek «Il n'y avait aucun plomb sur le wagon; nous avons simplement promis de pas en sortir.»²⁰⁸

204 Radek, «Autobiographie», p. 335.

205 F. Platten, *Die Reise Lenin*, p. 56. Peut-être Radek a-t-il confondu avec Boizow dont le nom figure bien sur la liste.

206 Selon W. Gautschi qui écrit reconnaître «sans peine» l'écriture de Radek, ce dernier aurait signé Aisenhud. Gautschi, *Lenin*, pp. 277-278.

207 Les principaux représentants de la gauche de Zimmerwald signèrent de leur côté une contre-explication justifiant la décision du retour, même si celui-ci avait été rendu possible par des arrière-pensées allemandes. Le texte fut rédigé chez Radek à Berne en présence de Guilbeaux, Zinoviev, Armand, Levi, Lorient, Lénine et Radek. Les deux déclarations sont publiées dans M. Fainsod, *International Socialism and the World War*, Cambridge Mass., Harvard University Press, 1935, p. 148.

208 Radek, «Autobiographie», p. 335.

Les échanges avec la population étaient interdits, seul Platten assurait, en sa qualité d'accompagnateur et de représentant d'un pays neutre, les contacts avec les autorités. Le trajet se passa sans encombre, à l'exception de l'arrêt de Francfort où Radek aurait essayé de fraterniser avec des soldats allemands²⁰⁹. L'incident fut sans suite, mais les passagers firent bien attention de ne plus prendre le moindre risque en refusant systématiquement tout contact avec des Allemands. Après l'Allemagne, le groupe traverse le Danemark, d'où il prend un bateau pour Trelleborg, port suédois où l'attend Hanecki, le 12 avril 1917.

Le bureau à l'étranger du comité central bolchevique

En tant que pays voisin, la Suède était particulièrement sensible aux événements russes et lorsque le groupe de voyageurs arrive le matin du 13 avril à la gare de Stockholm, il est accueilli par une délégation de sociaux-démocrates suédois, dont Ture Nerman, membre de la gauche de Zimmerwald, et Linhagen, le maire de la ville. Lors de cette brève étape, Lénine s'entretient avec des journalistes, puis converse, avec des militants de gauche qui l'ont suivi jusqu'à l'hôtel Regina, sur les perspectives futures de la révolution russe. Une réunion, à laquelle participent les bolcheviks accompagnant Lénine et ceux qui résidaient déjà à Stockholm, se prononce à l'initiative de Lénine pour la création d'un bureau du parti à l'étranger, confié à Radek, Hanecki et Vorovski. En raison de leur nationalité autrichienne, ces trois hommes ne pouvaient de toutes les façons pas prendre le risque de traverser la frontière russe où des officiers alliés aidaient la police russe à surveiller les lignes ennemies. Hanecki et Vorovski résidaient d'ailleurs en Suède depuis plusieurs années. Quant à Radek, il serait mieux placé en Suède qu'en Russie pour suivre l'évolution de l'opposition allemande. Ensemble, les trois hommes vont ainsi assurer la liaison entre la Russie et l'Europe en utilisant les avantages de la Suède neutre.

Le «bureau à l'étranger du comité central bolchevique», comme ils se nomment eux-mêmes, a pour principale mission de publier des journaux présentant les conceptions des bolcheviks en allemand, afin d'expliquer leurs positions aux socialistes européens. La plus grande difficulté était d'obtenir des informations récentes, et précises, sur la situation en Rus-

209 F. Platten, *Die Reise Lenin*, p. 35.

sie. Comme il n'existait aucune communication directe entre Stockholm et les bolcheviks de Russie, le bureau se faisait envoyer le journal bolchevique d'Helsinki, *Volna*, dont la rédaction était reliée par téléphone avec Petrograd.²¹⁰ Rosa, qui rejoignit Radek quelques jours après son arrivée en Suède, et la femme de Hanecki, s'occupaient des traductions en allemand. Radek et Vorovski écrivaient les éditoriaux et les articles de fond, alors que de son côté Hanecki s'occupait des problèmes techniques comme l'approvisionnement en papier. Edités dans un pays neutre, ces journaux pouvaient ensuite être exportés légalement en Allemagne par la poste.²¹¹ La première de ces publications, la *Russische Korrespondenz* «*Prawda*», paraissant aussi en français à Genève, aura deux éditions par semaine. De nature très artisanale, il s'agissait de feuilles ronéotypées, cette publication assurait néanmoins aux bolcheviks une présentation de leurs vues parmi les soldats et les ouvriers allemands.

Parallèlement à ce travail d'édition, Radek continue bien sûr à suivre et essayer d'influencer les événements en Allemagne grâce à ses articles dans l'*Arbeiterpolitik*, mais ce sont bien les événements russes qui en cette année 1917 prennent définitivement le pas sur tous les autres et, même dans l'*Arbeiterpolitik*, Radek multiplie les articles sur la révolution russe et ses conséquences sur le mouvement socialiste en Europe.²¹² Au début de l'été, Radek est d'ailleurs très optimiste sur une évolution favorable de la situation dans la perspective des bolcheviks. S'entretenant avec Gustav Mayer, un journaliste allemand qu'il avait rencontré dans les congrès socialistes internationaux et qui servait maintenant aussi d'informateur au gouvernement allemand, Radek lui explique que «la révolution se développait à grande vitesse, que le gouvernement actuel ne tiendrait guère plus d'un mois et qu'ensuite un gouvernement socialiste homogène prendrait le pouvoir».²¹³ Paralysé par des objectifs contradictoires –

210 M. Futrell, *Northern Underground. Episodes of Russian Revolutionary Transport and Communications through Scandinavia and Finland, 1863-1917*, London, Faber and Faber LTD, 1963, p. 158.

211 E. Drahn et S. Leonhard, *Unterirdische Literatur in revolutionären Deutschland während des Weltkrieges*, Berlin, Verlag Gesellschaft und Erziehung, 1920, p. 137.

212 [Radek], «Die Triebkräfte der russischen Revolution», *Arbeiterpolitik*, 1917, n° 13, 14, 15, 16, 18, *In den Reihen*, pp. 437-455.

213 Rapport de G. Mayer aux autorités allemandes, H. Lademacher, *Die Zimmerwalder Bewegung*, p. 519.

continuation de la guerre et satisfaction des revendications ouvrières – le nouveau gouvernement est confronté à deux oppositions, l’une sur sa droite et l’autre sur sa gauche. Dans cette situation proche du chaos, le parti bolchevique resté à l’écart des responsabilités du pouvoir fait de rapides progrès comme en témoignent tous les votes dans les Soviets locaux et les comités d’usine. Grâce à l’adoption, en juin, du slogan «le pain, la paix et la terre», il parvient à coller à la volonté populaire et lors des manifestations des 4, 5 et 6 juillet il est le seul parti à encadrer le mouvement, même s’il n’en est pas l’initiateur. En quelques jours pourtant, la situation va se modifier et tourner au désavantage des bolcheviks.

Sur la base de documents fournis par le contre-espionnage français aux Russes, le gouvernement provisoire accuse les bolcheviks de collusion avec les Allemands. Le ministre de la justice, Perevercev, évoque l’existence d’un réseau composé de Parvus, Hanecki et Radek qui aurait servi à transférer de Suède en Russie des fonds d’origine allemande destinés au financement des bolcheviks. La presse russe²¹⁴ se fait immédiatement l’écho de ces accusations. Pour échapper aux arrestations qui frappent les dirigeants bolcheviques, Lénine et Zinoviev partent se réfugier dans les forêts de Carélie. Placés au centre de la polémique, Radek et Hanecki vont utiliser la *Russische Korrespondenz* «*Prawda*» pour se défendre. Le 22 juillet, ils publient un premier article intitulé «le complot contre les révolutionnaires russes»²¹⁵ dans lequel ils nient avoir reçu, directement ou indirectement, la moindre somme d’argent provenant des activités commerciales de Hanecki et surtout d’en avoir transféré en Russie à des fins politiques. Les articles et déclarations du bureau de Stockholm s’enchaînent²¹⁶, relayés en Allemagne par les démentis des principaux intéressés, mais la campagne contre les bolcheviks ne cesse pas. De Finlande, où il se cache toujours, Lénine réussit à leur faire parvenir une lettre dans laquelle il conseille à Hanecki de publier les comptes de sa compagnie.²¹⁷ Mais Hanecki avait été expulsé de Copenhague pour commerce illégal et les autorités danoises refusaient de lui accorder un nou-

214 Cf. *Русская Воля*, *Биржевые Ведомости* et *Новое Время* du 19.7.1917.

215 Radek, J. Hanecki, V. V. Worowski, «Das Komplott gegen das russischen revolutionären Sozialdemokraten/Bolschewiki», *Russische Korrespondenz* «*Prawda*», 22.7.1917.

216 Plusieurs de ces déclarations de Parvus, Hanecki, Sklarz et Radek sont conservées dans les archives russes. F.299/1/48-53, RGASPI.

217 Lettre de Lénine au bureau du CC à l’étranger, 30.8.1917, *OC*, T. 35, p. 325.

veau visa.²¹⁸ Un rapport de la légation allemande permet d'affirmer que Radek réussit cependant à se rendre à Copenhague.²¹⁹ Avait-il l'intention de récupérer des documents devant servir à les innocenter ou voulait-il au contraire faire disparaître des preuves? L'énigme demeure entière.²²⁰ Quelle qu'en fut la raison, les comptes de l'entreprise ne furent jamais publiés et le gouvernement Kerenski ne parviendra pas, faute de preuves, à mener l'enquête à son terme.

Depuis, le sujet a suscité une bibliographie pléthorique, encore accrue par la publication aux Etats-Unis de documents issus des archives allemandes²²¹, mais aucun d'entre eux, pas plus d'ailleurs que les archives soviétiques, ne permet de tirer des conclusions définitives. Même Volkogonov, qui a pourtant disposé du privilège unique de pouvoir consulter la totalité des archives soviétiques, reconnaît que la question est encore «loin d'être claire».²²² Les documents allemands révèlent que les Allemands se sont bien efforcés de susciter des troubles en Russie, comme ils le firent aussi en Irlande, mais c'est surtout dans les mouvements séparatistes finlandais et ukrainiens que les services allemands placèrent leurs espoirs.²²³ Dans le cas des mouvements révolutionnaires, des sommes d'argent ont certainement été distribuées, pas seulement aux bolcheviks d'ailleurs, mais il est quasiment impossible de dire, compte tenu de la multitude des intermédiaires impliqués et du caractère par définition secret de ces transactions, si celles-ci sont bien arrivées à destination. Certes, l'absence de document ne suffit pas à elle seule à prouver que les accusations sont erronées: nombre de décisions, prises dans un cercle restreint, purent se transmettre ensuite de bouche à oreille. Certains papiers, s'ils ont existé, ont peut-être été détruits, mais de nombreux faits sont trop invraisemblables pour pouvoir suivre, en l'état de nos connaissances, la

218 M. Futrell, *Northern Underground*, p. 186.

219 Z.A.B. Zeman, *L'Allemagne et la Révolution russe. Documents provenant des archives du ministère des Affaires étrangères d'Allemagne*, New York, Oxford University Press, 1958, p. 69.

220 Selon Futrell, *Northern Underground*, p. 186, Radek se serait rendu à Copenhague pour reprendre les affaires financières de Hanecki. Cette hypothèse me semble peu crédible si l'on songe aux risques qu'aurait représentés une telle entreprise à un moment où ils sont déjà étroitement surveillés.

221 Cf. Z.A.B. Zeman, *L'Allemagne et la Révolution russe*.

222 D. Volkogonov, *Le vrai Lénine*, Paris, R. Laffont, 1995, p. 130.

223 Z.A.B. Zeman, *L'Allemagne et la Révolution russe*, p. VII.

démonstration de Volkogonov, pour ne citer que le plus récent et le seul disposant de documents inédits.²²⁴

Dans le cas précis des bolcheviks, il faut distinguer plusieurs périodes. Selon Volkogonov, les mouvements de fonds d'Allemagne en Russie, par l'intermédiaire de Hanecki à Stockholm, auraient commencé en 1915, date de la fondation d'une firme qui aurait servi de paravent au financement. Comme preuve, Volkogonov évoque un document des «archives spéciales» selon lequel «en 1916, une section spéciale avait été créée à Berlin sous le nom de *Stockholm* par un certain Trautman, qui maintenait le contact avec Parvus et Radek à travers Ganetski [Hanecki]». ²²⁵ Puis, s'appuyant sur un article de l'historien David Shub, il écrit : «Ganetski en tant qu'agent russe distribuait les profits [...] Ils servirent en fait, depuis le premier jour de la révolution, à financer la propagande de Lénine.» ²²⁶ La personnalité controversée de Parvus et le flou qui entoure ses activités pendant la guerre constituent bien sûr une piste attrayante. ²²⁷

D'origine russe, Parvus, de son vrai nom Helphand est une célébrité dans les milieux socialistes. Publiciste brillant, ayant collaboré avec Trotsky dans plusieurs revues, il joue un rôle important lors de la Révolution de 1905. Déporté en Sibérie, il s'évade et se lance dans le commerce, activité dans laquelle il va exceller. Agent littéraire de Gorki en Allemagne, objet d'une condamnation morale du SPD pour avoir détourné des fonds, il part s'établir à Constantinople où il s'enrichit grâce à ses activités commerciales tout en collaborant avec des personnalités du mouvement Jeune Turc. Entretien des relations avec de hautes autorités allemandes, il va en novembre 1915 présenter un mémorandum à Brockdorff-Rantzau, le ministre allemand de Copenhague, dans lequel il préconise la réunification des tendances social-démocrates et la préparation d'une grève de masse en Russie afin de hâter l'écroulement de la forteresse tsariste.

224 Il s'agit des archives spéciales, constituées de fonds confisqués aux Allemands par l'Armée rouge lors de la prise de Berlin.

225 D. Volkogonov, *Le vrai Lénine*, p. 133.

226 *Ibid.*

227 Z.A.B. Zeman et W.B. Scharlau, *The Merchant of Revolution: The Life of Alexander Israel Helphand (Parvus), 1867-1924*, New York, Oxford University Press, 1965, soutiennent la thèse du financement allemand des bolcheviks, mais dans une étude plus récente un historien russe conclut, lui, qu'«il n'existe pas de faits sûrs concernant cette question». О. Ф. Соловьев, «Парвус», *Новая и Новейшая История*, № 1. 1991, p. 178.

Dans cette perspective, il s'efforce de convaincre les Allemands que les bolcheviks ne sont pas leurs ennemis, qu'ils souhaitent comme eux la fin du tsar et du régime.²²⁸ Eblouissant, bien documenté, légitimé par son rôle dans la Révolution de 1905, Parvus suscite l'intérêt de ses interlocuteurs, qui aimeraient croire son plan. Mais Parvus se vante²²⁹, la révolution ne se décrète pas, c'est la durée de la guerre et l'inaptitude du régime à y faire face qui en seront la cause, non pas l'argent et les manigances des Allemands. Comment peut-il aussi prétendre réunifier les groupes socialistes alors que l'attitude face à la guerre n'a cessé d'accroître leurs désaccords, et qu'il n'a aucune influence sur Lénine et les bolcheviks? En mai 1915, Parvus avait bien essayé d'approcher Lénine dans un restaurant de Berne, mais tous les témoignages attestent que ce dernier coupa court à la discussion et qu'il refusera toujours tout contact direct avec celui qu'il qualifie «d'aventurier tombé au plus bas [...] qui lèche les bottes d'Hindenburg».²³⁰ Mais Parvus ne renonce pas. Grâce à son talent, il parvient même à convaincre les Allemands de la réalité de ses contacts avec les bolcheviks et finit par obtenir de l'argent. Etabli à Copenhague pendant la guerre, il fonde un Institut pour l'étude des conséquences de la guerre, dans lequel travaillent des mencheviks comme Ouritski. Parallèlement, Parvus participe au financement d'une firme d'import-export dans laquelle travaillent Hanecki et Kozlovski, autre socialiste polonais proche des bolcheviks.

Cette entreprise, sur laquelle a enquêté Futrell²³¹, se livrait à des opérations commerciales dans la Baltique, plaque tournante d'un immense trafic destiné à détourner le blocus allemand en introduisant en Russie, parfois de façon illicite, du matériel médical et d'autres produits à forte valeur marchande. Les documents publiés par le gouvernement provisoire, en juillet 1917, prouvent l'existence de transferts de fonds entre Stockholm et Petrograd, mais ils sont seulement le reflet de ces activités commerciales.²³² Pourtant, ce commerce rapporte gros et on peut imaginer que ces

228 Z. A. B. Zeman et W. B. Scharlau, *The Merchant of Revolution*, pp. 181-183.

229 En 1917 Riezler, le conseiller de la légation allemande à Stockholm, notera d'ailleurs que Parvus «peut avoir surestimé son influence sur les autres, comme il a surestimé la confiance de Vorovski et de Radek en lui.» Z. A. B. Zeman, *L'Allemagne et la Révolution russe*, p. 129.

230 Lénine, *OC*, T. 27, p. 82.

231 M. Futrell, *Northern Undergrund*, pp. 152-196.

232 B. Nikitine, *Les années fatales*, Paris, Les Editeurs réunis, 1937.

bénéfices exorbitants étaient destinés aux bolcheviks. D'abord et quel que soit le jugement que l'on puisse émettre sur ce type de commerce, il ne s'agirait déjà plus de fonds d'origine allemande, mais de fonds tirés d'une activité commerciale, fût-elle illégale. Mais même cette hypothèse, bien en retrait par rapport aux accusations du gouvernement provisoire, résiste mal à l'examen des faits. Selon Volkogonov, le lien entre Lénine et Parvus était assuré par Radek et Hanecki. Mais en 1915, date donnée dans l'extrait du document cité par Volkogonov, les relations entre Lénine et Radek sont au plus mal. Tous deux totalement démunis, ce qui devrait déjà suffire à les disculper, ils sont obligés d'accepter le patronage des marxistes hollandais pour publier la revue *Vorbote*. Mais leur collaboration se heurte aussi à de nombreuses divergences idéologiques et Radek fait son possible pour supplanter Lénine dans son rôle de dirigeant de la gauche internationaliste. Au terme de plusieurs mois d'insultes et de nombreuses manigances, Radek obtient des Hollandais le retrait des bolcheviks de la rédaction. On imagine donc mal que Lénine ait accepté de confier à Radek un rôle d'intermédiaire dans une affaire aussi importante, alors qu'il refuse même de lui écrire. Même en minimisant tous ces faits, comment imaginer surtout que les autorités allemandes, qui sont parfaitement au courant des activités de Radek²³³, aient pu accepter de faire transiter l'argent par Radek, dont l'activité essentielle consiste alors à publier des papiers appelant les Allemands à l'insubordination, la social-démocratie allemande à reprendre la lutte des classes et les opposants à intensifier leur lutte contre l'impérialisme et le militarisme allemand.²³⁴

L'autre intermédiaire cité, Hanecki, semble plus crédible. Collaborateur de Parvus, ami intime de Lénine dont il a assuré la libération de sa prison galicienne en 1914 et le passage d'Autriche en Suisse, Hanecki dispose aussi d'une grande expérience du travail clandestin puisqu'il a réussi à rétablir le contact avec l'organisation de Varsovie au printemps 1915. Mais une fois encore cette thèse ne résiste pas à l'examen de la chronologie. En 1915-1916, Hanecki n'a apparemment aucun contact avec les organisations bolcheviques de Russie, toute sa correspondance montre

233 La lecture des documents publiés par Z.A.B. Zeman, *L'Allemagne et la Révolution russe*, ne laisse aucun doute sur cette question.

234 Dès 1915 Radek critique d'ailleurs publiquement les positions de Parvus et de son journal *Die Glocke*. Voir Parabellum, «Die Glocke mit dem gesprungenen Herzen», *BTW*, 14.9.1915.

qu'il se consacre plutôt au parti polonais. Même s'il avait disposé d'importantes sommes d'argent, rien ne permet de dire qu'il aurait donc pu ou voulu les donner aux bolcheviks plutôt qu'à l'organisation SDKPiL de Varsovie dont il est le dirigeant.²³⁵ A ce moment précis les relations entre la SDKPiL et les bolcheviks sont d'ailleurs déplorables et Lénine n'hésite pas à mettre en garde toutes les sections du POSDR contre les Polonais, qualifiés de personnes «peu sûres auxquelles il n'est pas possible de faire confiance».²³⁶ Il n'apprécie pas plus le mélange, pratiqué par Hanecki, entre activité politique et commerciale, confusion qui favorise les rumeurs, et il recommande à Chliapnikov de se tenir à l'égard de Hanecki.²³⁷ A l'intérieur du parti polonais, les relations sont aussi loin d'être excellentes. Contrairement à ce qui se passera en 1917, Hanecki et Radek auraient eu de la peine à collaborer durant ces années puisque au même moment ils s'affrontent dans les coulisses pour le contrôle du parti polonais.

Si on les replace dans le contexte des années 1915-1916, et non pas dans celui de 1917, les différentes personnalités censées, selon Volkogonov, avoir formé la chaîne reliant les bolcheviks aux fonds allemands sont donc toutes, durant ces années, mues par des ambitions politiques rivales. Or, sans ce réseau, on imagine mal comment Parvus, qui n'a aucun contact direct avec les bolcheviks, aurait pu entrer en relation avec les organisations bolcheviques de Petrograd. Tous les témoignages montrent d'ailleurs que le comité bolchevique de Petrograd, auquel Parvus prétend avoir remis l'argent, était alors presque inexistant et que Lénine lui-même se plaignait d'avoir perdu tout contact avec ses partisans. Cela ne signifie pas que Parvus n'a pas reçu d'argent des Allemands. Les documents attestent qu'ils lui ont bien donné un million de marks-or fin 1915, mais une étude minutieuse de A.E. Senn conclut que Parvus a certainement dupé ses bailleurs de fonds et que rien de sérieux ne dénote les effets de ses entreprises vantardes.²³⁸ Aucune trace donc de l'utilisation de ce million que

235 Hanecki reconnaîtra ultérieurement avoir modestement aidé financièrement l'organisation de Varsovie, mais comme la ville était sous le contrôle des Allemands il ne s'agit en rien d'une attitude conforme à la politique pro-allemande de Parvus, et encore moins à celle des autorités militaires allemandes.

236 Lénine aux sections du POSDR, février-mars 1916, *OC*, T. 22, pp. 171-174.

237 Lettre de Chliapnikov à Lénine de 1915, citée par M. Futrell, *Northern Undergrund*, p. 165.

238 A. E. Senn, «The Myth of German Money during the first World War», *Soviet Studies*, Vol. XXVIII, n° 1, 1976, p. 86.

le dispendieux Parvus a fort bien pu garder pour lui. Il n'en recevra d'ailleurs jamais plus des Allemands.

Contrairement à ses déclarations, et malgré de réelles tentatives, Parvus n'a pas non plus joué de rôle dans le retour des Russes par l'Allemagne. Le jour de leur arrivée à Stockholm il se rend pourtant à l'hôtel Regina pour tenter de rencontrer Lénine, mais comme en 1915 à Berne, ce dernier refuse de le voir et exige même que l'incident soit reporté dans un compte rendu. Le 13 avril, alors que les Russes font les derniers préparatifs avant le départ, Parvus parvient néanmoins à s'entretenir avec Radek. Il n'existe pas de compte rendu de cet entretien, mais ses biographes suggèrent que Parvus aurait promis aux bolcheviks une assistance financière massive de l'Allemagne.²³⁹ En l'absence de tout document, toutes les hypothèses sont possibles, mais il est peu probable que Lénine ait chargé Radek d'une mission aussi délicate. Le simple fait que Radek ne soit pas encore officiellement membre du parti ne suffit pas, contrairement à ce qu'affirme Souvarine²⁴⁰, à le disculper. A plusieurs reprises Radek jouera effectivement un rôle d'ambassadeur officieux que l'on peut toujours désavouer au dernier moment. Le plus souvent Radek agit pourtant de sa propre initiative, répandant des rumeurs pour tester les réactions de son interlocuteur, comme c'est le cas lors d'entretiens avec Gustav Mayer²⁴¹, mais, comme Parvus, il a aussi tendance à exagérer son pouvoir, à confondre ses désirs avec la réalité. De toutes les façons, sa mauvaise réputation en matière d'argent et ses initiatives souvent incontrôlables, comme par exemple ses appels aux soldats allemands lors de la traversée de l'Allemagne en train, en font un homme peu sûr pour ce type de mission et il serait douteux que Lénine lui ait demandé autre chose que de décourager Parvus. Pourtant l'entretien aurait duré, longtemps même, disent Zeman et Scharlau,²⁴² mais il me semble que Radek dut surtout le questionner sur la situation allemande.

239 Z.A.B. Zeman et W.B. Scharlau, *The Merchant of Revolution*, p. 217.

240 B. Souvarine, «L'or et le wagon», *Le Contrat social*, Vol. XII, n° 1, décembre 1968.

241 Selon Mayer, Radek savait qu'il servait d'informateur pour les affaires étrangères. Radek pouvait d'ailleurs considérer ce fait avec intérêt puisque cela lui donnait la possibilité de faire parvenir aux autorités allemandes des «informations», vraies ou fausses.

242 Z.A.B. Zeman et W.B. Scharlau, *The Merchant of Revolution*, p. 217.

Quel que fût l'objet de ces entretiens, les efforts désespérés entrepris par Parvus pour rencontrer Lénine infirment d'ailleurs un peu plus la thèse d'un réseau de financement ayant existé depuis 1915. Si tel avait été le cas, on ne comprend en effet pas l'intérêt d'un entretien public, dont tout le monde pouvait apprécier les risques. En octobre 1917, juste avant son départ pour Petrograd, Radek rencontrera encore une fois Parvus. Chargé d'un message de félicitations de la part du SPD, Parvus sollicitera son intervention auprès de Lénine, afin de pouvoir revenir en Russie défendre son honneur devant un tribunal populaire.²⁴³ Radek avait de la sympathie pour Parvus, ses relations avec le monde des affaires, ses contacts dans les milieux diplomatiques, sa mauvaise réputation en ce qui concerne l'argent et les femmes. Tout cela semblait le fasciner et lorsqu'il séjournait à Berne, il passa beaucoup de temps dans les cafés à conter des anecdotes à son propos.²⁴⁴ D'un point de vue intellectuel, Parvus était un théoricien sulfureux mais brillant et Radek continuera bien après la révolution à le considérer malgré sa «trahison [...] comme l'un des meilleurs écrivains révolutionnaires de la période de la II^e Internationale».²⁴⁵ Convaincu que ce dernier regrettait ses errements passés et souhaitait maintenant se dédier à la cause bolchevique en utilisant ses énormes ressources financières, Radek accepta. Mais Lénine ne partageait pas les sentiments de Radek et il le chargera de retourner à Stockholm pour délivrer à Parvus le message suivant: «Il est interdit de contaminer la Révolution.»²⁴⁶

Pour la période suivant la Révolution de Février, l'interrogation porte sur le développement impressionnant de la presse bolchevique: 41 journaux et feuilles périodiques, soit 320 000 exemplaires par jour selon Schapiro. Cette activité coûteuse favorisa la rumeur d'un financement allemand. Mais de nombreuses explications sont là encore possibles. D'abord, Futrell évoque l'aide du parti socialiste finlandais qui de mars à août fournit aux bolcheviks de grandes quantités de papier et d'importantes sommes d'argent provenant de sa cassette personnelle.²⁴⁷ Ensuite, il faut tenir compte du caractère souvent artisanal de ces publications et de la réalité du dévouement militant de cette époque. S'appuyant sur les

243 Радек, «Парвус», *Портреты и памфлеты*, Москва, Госиздат, 1927, p. 253.

244 J. Helphand, *Geklibene Schriftn*, New York, s.n., 1945, p. 254.

245 Радек, «Парвус», p. 248.

246 *Ibid.*, p. 253.

247 M. Futrell, *Northern Underground*, p. 159.

archives allemandes, dont une lettre du 3 décembre 1917 du ministre des affaires étrangères, Kühlmann, à destination du Kaiser, dans laquelle le ministre prétend avoir contribué financièrement à la prise du pouvoir par les bolcheviks en octobre²⁴⁸, plusieurs historiens comme Schapiro considèrent «comme fort probable que d'importantes sommes parvinrent aux bolcheviks après mars 1917».²⁴⁹ Boris Souvarine a fait la critique de ce document, montrant – outre le fait qu'il ne donne aucun renseignement sur les canaux utilisés par les Allemands pour financer les bolcheviks, se contentant d'évoquer des «voies diverses» – qu'il s'agit certainement de la tentative d'un ministre de se faire valoir auprès du Kaiser en s'accordant rétrospectivement le mérite d'une action qui ne peut être vérifiée.²⁵⁰

Les seuls documents mentionnant des relations financières entre Lénine et le groupe de Stockholm sont en réalité trois lettres de Lénine du printemps 1917 qui seront saisies par la police. Dans l'une de ces lettres, Lénine se plaint que «nous [n'avons] jusqu'ici rien reçu de vous: ni lettres, ni paquet, ni aucun argent». Dans la deuxième, il confirme avoir reçu une somme (de 2000 roubles)²⁵¹ mais dans la troisième lettre adressée à Radek, c'est Lénine qui propose de leur envoyer 3000-4000 roubles.²⁵² Au terme de cet échange, il semble donc que le bureau de Stockholm ait reçu plus d'argent qu'il n'en a envoyé à Petrograd. La modicité des montants fragilise d'ailleurs la thèse d'un financement allemand, que celui-ci se fasse ou non sous la couverture d'activités commerciales, et une lettre de Lénine d'août indique que les sommes dont avait pu disposer le bureau de Stockholm provenaient en réalité de la gauche suédoise.²⁵³

Enfin, pour la période qui suit la prise du pouvoir par les bolcheviks, il est bien difficile de comprendre pourquoi les bolcheviks, qui ont nationalisé les banques et les caisses publiques, auraient pris le risque d'accepter un financement allemand ou d'origine douteuse. Les très fortes résistances dans le parti à la signature d'une paix séparée et le gigantesque travail de propagande déployé par les bolcheviks auprès des troupes allemandes

248 Z. A. B. Zeman, *L'Allemagne et la Révolution russe*, doc. 94.

249 L. Schapiro, *De Lénine à Staline*, p. 207.

250 B. Souvarine dans *Le Contrat social*, Janvier 1958.

251 Lettre de Lénine à Hanecki et Radek, 27.4.1917, *OC*, T. 36, p. 457.

252 Lettre de Lénine à Radek, 11.6.1917, *OC*, T. 43, p. 649.

253 Lénine au bureau du CC à l'étranger, 30.8.1917, *OC*, T. 35, p. 325.

montrent d'ailleurs les limites, que pour sa part Schapiro refuse d'ailleurs de franchir²⁵⁴, de la thèse du complot germano-bolchevique.

Radek, Lénine et la rupture avec Zimmerwald

Même infondées, ces accusations posèrent néanmoins de gros problèmes aux bolcheviks. En Russie, bien sûr, où les principaux dirigeants sont obligés de se cacher, mais aussi en Suède, où les activités du bureau bolchevique à l'étranger s'en trouvent fortement gênées. Dès le début de la guerre, les bolcheviks s'étaient efforcés, comme en Suisse, de créer une gauche suédoise coupée des centristes. Profitant de leurs contacts avec Höglund et Nerman, tous deux membres de la gauche de Zimmerwald, Lénine et Radek avaient pu exposer leurs conceptions dans les journaux de la gauche suédoise, *Stormklockan* et *Politiken*.²⁵⁵ Durant les premiers mois de 1917, la détresse économique résultant du blocus exercé par l'Entente contre l'Allemagne favorisa la radicalisation du parti et grâce à l'impulsion du mouvement de la jeunesse, Radek et Hanecki purent assister en mai à la fondation d'un parti socialiste suédois de gauche formé par Ström et ses collègues.²⁵⁶ Mais la majorité des socialistes suédois, surtout inquiets de l'éventualité de l'entrée en guerre de leur pays, commençaient à regarder avec suspicion le travail de ces bolcheviks établis en Suède. De leur côté, les autorités suédoises, déjà hostiles à la participation des réfugiés à la vie politique locale et inquiètes de la radicalisation du mouvement ouvrier suédois, craignaient maintenant que l'implication de ces révolutionnaires dans de sombres affaires d'espionnage et de financement occulte ne bouleverse le fragile équilibre que la Suède neutre essayait de maintenir entre les belligérants. Alertée par les accusations lancées dans la presse nationale et internationale, la police renforça sa surveillance et multiplia les perquisitions au domicile de Hanecki et de Radek.²⁵⁷ Pour

254 L'auteur refuse de traiter les bolcheviks d'«agents allemands» considérant qu'il n'existe aucune preuve qu'ils aient reçu des Allemands des directives relatives à leur politique. L. Schapiro, *De Lénine à Staline*, p. 207.

255 A. Kan, *Nikolai Bucharin und die skandinavische Arbeiterbewegung*, Mainz, Decaton Verlag, 1993, pp. 23-33.

256 M. Futrell, *Northern Underground*, p. 157.

257 *Ibid.*, pp. 156-157.

continuer son travail de propagande en direction de l'Allemagne dans de meilleures conditions, le groupe déménage dans le quartier résidentiel de Saltsjöbaden, agréable bord de mer dans la banlieue de Stockholm. Afin de faire peau neuve, la *Russische Korrespondenz* «*Prawda*», trop ouvertement liée à la polémique sur les fonds allemands, est remplacée, grâce à l'appui du socialiste suédois Otto Grimlund, par un nouvel hebdomadaire, *Bote der Russischen Revolution*.²⁵⁸

Calomniés dans la presse internationale, surveillés en Suède, les bolcheviks sont aussi confrontés au niveau international à la concurrence du BSI désireux de rétablir son autorité contre celle la CSI. Profitant du discrédit qui pesait sur le mouvement de Zimmerwald en raison de l'affaire Grimm²⁵⁹ et de la forte concentration de représentants socialistes en Suède²⁶⁰, plusieurs anciens dirigeants de la II^e Internationale apportèrent ainsi leur soutien au projet, lancé par le Soviet de Petrograd dominé par les mencheviks, de convocation d'un congrès international à Stockholm.

Comprenant que le congrès de Stockholm signifierait la marginalisation du mouvement de Zimmerwald, et le «risque» d'une restauration de la II^e Internationale, Lénine entendait bien s'y opposer. Il commença ainsi par exiger la tenue d'une troisième conférence de Zimmerwald comme préalable à une conférence socialiste internationale. Lénine souhaitait en réalité rompre depuis quelque temps avec le mouvement de Zimmerwald qu'il accusait d'être infesté de «pacifistes et de kautskystes»²⁶¹, mais tant qu'existait la menace d'une conférence internationale, il utilisa le mouvement pour empêcher toute velléité de restauration de la II^e Internationale. Depuis son transfert en Suède et la démission de Robert Grimm, la CSI composée de C.N. Carlesson, Höglund et Ture Nerman, trois personnali-

258 Ce journal aura 11 numéros de septembre à novembre 1917.

259 Robert Grimm, qui s'était rendu en Russie à l'invitation de ministres mencheviques, avait envoyé un message codé au conseiller fédéral Hoffmann dans lequel il évoquait les buts de guerre des belligérants. Les messages furent interceptés par des services de l'Entente et Grimm fut accusé par le gouvernement provisoire russe d'être un agent allemand ayant participé à des négociations secrètes. Bien que Grimm ne fût pas un proche des bolcheviks, ces derniers craignaient que le gouvernement ne s'en serve pour les calomnier. Grimm démissionna de ses fonctions, mais le discrédit porta sur l'ensemble du mouvement de Zimmerwald. Une commission d'enquête à laquelle appartenait Radek conclura néanmoins à son innocence. H. Lademacher, *Die Zimmerwalder Bewegung*, T. 1, pp. 642-646.

260 Le BSI, sous la présidence de Huysmans, avait déménagé à Stockholm.

261 Lettre de Lénine à Radek, 30.6.1917, *O.C.*, T. 43, p. 652.

tés de la gauche suédoise, est d'ailleurs de plus en plus soumise à l'influence des gauches. Sans être membre de son exécutif, Radek apparaît de plus en plus comme un acteur de premier plan, «inévitables» commencent à dire certains²⁶², de la commission socialiste élargie. L'activisme de Radek au sein des réunions du mouvement est un atout important pour les bolcheviks. Ainsi, lorsque se pose la question de l'attitude à adopter vis-à-vis du projet d'une conférence devant réunir à Stockholm tous les socialistes opposés à la guerre, Radek menace la CSI du retrait des bolcheviks si elle ne condamne pas ce projet.²⁶³ Mais Radek ne se contente pas d'agir au sein de la commission. Comme il l'avait déclaré à Gustav Mayer, il était prêt à «faire tout son possible pour empêcher cette conférence préparée par la vieille Internationale».²⁶⁴ Ayant appris que Renner, le représentant du parti autrichien, avait, avant son départ pour Stockholm, été reçu en audience secrète par l'empereur d'Autriche, il publie cette information dans la presse, augmentant ainsi la suspicion qui régnait déjà parmi les socialistes de l'Entente à l'égard de leurs camarades des puissances centrales.

En définitive, ce ne sont pas les manigances de Lénine et de Radek qui feront échouer le projet de la conférence de Stockholm, mais le refus des gouvernements alliés d'accorder des droits de sortie aux délégués nationaux.²⁶⁵

L'hypothèse d'une restauration de la II^e Internationale étant écartée, Lénine considère dès lors que le moment est venu de rompre avec le mouvement de Zimmerwald et de convoquer une conférence des gauches pour la fondation de la III^e Internationale.²⁶⁶ Mais Radek et Zinoviev, convaincus que le mouvement zimmerwaldien pouvait encore attirer certains éléments,²⁶⁷ soutiennent la proposition d'une troisième conférence prévue

262 H. Lademacher, *Die Zimmerwalder Bewegung*, T. 1, p. XV.

263 A. Balabanoff, *Ma vie de rebelle*, p. 170. Radek confirme et justifie cette position dans son article «Zimmerwald auf dem Scheidewege», *Jugend-Internationale*, 1.9.1917, n° 9, p. 2.

264 H. Lademacher, Rapport de G. Mayer, *Die Zimmerwalder Bewegung*, T. 2, p. 520.

265 Selon M. Fainsod, *International Socialism*, p. 145, les Alliés contribuèrent de cette façon au renforcement de la position des bolcheviks au sein du mouvement socialiste international.

266 Lénine au bureau du CC à l'étranger, 30.8.1917, *O.C.*, T. 35, p. 327

267 *Седьмая апрельская Всероссийская Конференция РСДРП(б)*, Москва, Гиз, 1958, pp. 228-234 et 253-255.

pour le 5 septembre. Délégués de la SDKPiL réunifiée à cette troisième conférence de Zimmerwald, Radek et Hanecki agissent en réalité désormais en tant que représentants du parti bolchevik.²⁶⁸ De concert avec Vorovski qui a reçu le mandat des bolcheviks, les trois hommes vont imposer aux délégués l'idée que le mouvement de Zimmerwald se solidarise non seulement avec la Révolution russe, mais aussi avec le mot d'ordre bolchevik de «Tous les pouvoirs aux Soviets».²⁶⁹ La résolution adoptée, de loin la plus radicale de toutes, contient le texte suivant:

L'heure est venue pour que dans tous les pays commence la grande lutte commune pour imposer la paix, pour la libération des peuples par le prolétariat socialiste. Le moyen en est la grève de masse internationale. Notre appel s'adresse au prolétariat de tous les pays. Votre propre destin est irrémédiablement lié à celui du prolétariat mondial.²⁷⁰

Alors que Radek exige la publication immédiate, menaçant même d'en prendre seul l'initiative,²⁷¹ l'USPD, inquiet du fait qu'une fois publié le texte pourrait servir de prétexte au gouvernement allemand pour interdire les organisations socialistes, avait envoyé Luise Zietz à Stockholm pour obtenir un report. Tenant compte de la situation allemande, Balabanoff prit la décision, en tant que secrétaire du CSI, de repousser la publication en attendant que les délégués aient pu consulter leurs partis respectifs.

La faible représentativité de cette troisième conférence²⁷², les contestations dont elle fit l'objet durant sa préparation et les désaccords relatifs à la publication du manifeste hâtèrent la désagrégation du mouvement, dont ce fut la dernière manifestation. Lénine n'avait pas réussi à casser formellement le mouvement de Zimmerwald, mais ce dernier était maintenant trop faible et divisé pour pouvoir offrir une solution concurrente à ses plans de création d'une nouvelle Internationale. Pour autant Radek ne se résolut pas, malgré l'insistance de Lénine²⁷³, «à faire le saut [de la

268 F. Tych, «La participation des partis ouvriers polonais au mouvement de Zimmerwald», p. 122. Ils n'ont à ce moment plus aucun contact avec la nouvelle direction de la SDKPiL réunifiée.

269 H. Lademacher, *Die Zimmerwalder Bewegung*, T. 1, p. 471.

270 *Ibid.*, p. 484.

271 A. Balabanoff, *Erinnerungen und Erlebnisse*, Berlin, Laubsche Verlagsbuchhandlung, 1927, p. 172.

272 De nombreux délégués n'avaient pu se rendre en Suède faute d'autorisation de leurs gouvernements.

273 Radek, «Autobiographie», p. 337.

rupture], que je trouvais prématuré». ²⁷⁴ La source de ce désaccord s'explique à mon sens par une différence de perspective. Pour Lénine, l'essentiel à ce moment est la prise du pouvoir en Russie et, dans cette perspective, il n'était pas possible de cohabiter avec les mencheviks au niveau international alors qu'il a l'intention de les écarter en Russie. A l'inverse, Radek interprète le mouvement de Zimmerwald dans une perspective purement européenne et à ce titre la gauche révolutionnaire lui semble trop faible pour pouvoir se priver immédiatement du seul lien qui demeurerait entre les bolcheviks et les révolutionnaires européens. Comme Lénine, il souhaite la création d'une nouvelle Internationale, mais contrairement à lui, il l'envisage par l'intermédiaire du mouvement de Zimmerwald, ou, plus exactement de sa gauche. C'est donc seulement le jour de l'annonce en Europe de la prise du pouvoir par les bolcheviks, événement qui renverse totalement le rapport de force au sein du mouvement comme à l'intérieur du parti bolchevique, qu'il prendra le risque de publier le manifeste de la troisième conférence dans un journal finlandais proche des bolcheviks. Mais même à ce moment il n'est pas sûr que Radek ait interprété son geste comme le signe d'une rupture définitive. Célèbre pour ses retournements, capable de justifier n'importe quel événement même lorsqu'il est contraire à ses prédictions, Radek demeurera étonnamment constant sur cette question de la rupture avec Zimmerwald. Dix années plus tard, dans une autobiographie, pourtant largement consacrée à gommer ses différends avec Lénine ²⁷⁵, Radek décrira encore son opposition à Lénine sur ce point.

Loin d'avoir été le fossoyeur du mouvement, Radek crut ainsi jusqu'au dernier moment, contre l'avis de Lénine, à son utilité politique, aussi infime fût-elle.

Alors que Vorovski reste à Stockholm pour assurer la représentation des bolcheviks, Radek et Hanecki se préparent maintenant à rejoindre la Russie. Mais durant les premières semaines de la révolution la situation était encore incertaine et personne ne savait très bien quelle était l'attitude des garnisons de province à l'égard du nouveau pouvoir bolchevique. Arrivés à Harapanda, petite ville du nord de la Suède reliée par un pont à la ville finlandaise de Tornio, ils apprennent que la frontière est

274 *Ibid.*

275 Il ne consacre qu'une seule phrase à la question du droit des peuples et n'évoque même pas son opposition à la signature du traité de Brest-Litovsk!

fermée. Prudents, ils envoient un camarade finlandais s'informer de la position des gardes. Lorsque celui-ci revient les prévenir que la frontière est aux mains des bolcheviks, ils passent le pont de bois²⁷⁶. Arrivés en Finlande, ils doivent négocier avec le comité de grève des chemins de fer, qui accepte finalement de leur fournir un train spécial pour rejoindre Petrograd, la nouvelle capitale de la révolution mondiale.

3. Le vice-commissaire du peuple à la propagande

Il est assez piquant de se représenter la rencontre et la collaboration de ce «gueux», de ce «conjuré international» avec des diplomates allemands.²⁷⁷

Camarades, nous n'avons pas conclu la paix de Brest, elle nous fut imposée un revolver à la main.²⁷⁸

Le Lord Beaverbrook bolchevique

La Révolution d'Octobre marque un tournant déterminant dans la carrière de Radek. Pendant plusieurs années, l'enfant terrible du socialisme polonais avait suscité l'irritation des autorités de la II^e Internationale. Depuis son exclusion des partis allemand et polonais, suivie de l'exil en Suisse, il apparaissait comme un homme démoralisé, marqué, sans appui, devant recourir la plupart du temps à des pseudonymes pour exposer ses vues. L'établissement à Petrograd d'un nouveau pouvoir, totalement dédié à la révolution mondiale, change sa situation du tout au tout. Le jeune gouvernement soviétique a besoin d'hommes qui partagent ses vues et les talents de Radek peuvent lui être d'une grande utilité, c'est pourquoi il va transformer le paria, le franc-tireur, en vice-commissaire du peuple aux affaires étrangères. La nomination de Radek à un poste important n'est d'ailleurs pas une surprise pour ceux qui suivent avec attention les événements russes. Quelques jours avant son arrivée à Petrograd, Riezler, le

276 В.В. Воровский, *Статьи и материалы по вопросам внешней политики*, Москва, Изд. Соц.-экон, литературы, 1950, pp. 181-182.

277 К. Haenisch, «Radek», *Düsseldorfer Nachrichten*, 11.1.1918.

278 Radek, *Der Zusammenbruch des Imperialismus und die Aufgaben der internationalen Arbeiterklasse*, München, Futurus Verlag, s.d., p. 39.

conseiller de l'ambassade allemande à Stockholm, avait évoqué dans un courrier adressé au chancelier cette éventualité. Selon lui, Radek était parmi les représentants bolcheviques à l'étranger, «le plus énergique, et celui qui a le plus de talent». Connaissant l'intérêt que les bolcheviks portaient à l'Allemagne il ne doutait pas, compte tenu de «son caractère actif et de sa connaissance de la politique allemande», qu'il remplisse bientôt «des missions importantes».²⁷⁹

Dès son entrée en fonction à Petrograd, puis lors de ses activités de représentant du NKID auprès du corps diplomatique des pays de l'Entente à Vologda²⁸⁰, Radek exerce une grande, bien que souvent contradictoire, fascination sur ses interlocuteurs étrangers. Werner Sombart n'hésite pas à placer Radek dans un triumvirat, composé aussi de Lénine et de Trotsky, qu'il compare à celui de Robespierre, Danton et Saint-Just.²⁸¹ Comparaison flatteuse pour Radek, mais qui illustre bien l'attention que les observateurs étrangers accordent alors à son rôle de porte-parole et de propagandiste de la révolution. Radek n'a, et n'aura jamais, la dimension de Lénine ou de Trotsky, ni en tant que dirigeant, ni en tant que théoricien de la révolution. Mais, aucun autre bolchevik ne soutient en cet hiver 1917-1918 la comparaison avec celui qui représente physiquement aux yeux de l'étranger la menace ou l'espoir d'une contagion révolutionnaire en Europe. Tous ceux qui le rencontrèrent étaient saisis par la singularité de son apparence: «Il ressemblait à un croisement de professeur et de bandit»²⁸² écrit le représentant britannique en Russie, Bruce Lockhart, qui fit sa connaissance juste après la révolution, «quelque chose entre Puck et Wolf, une physionomie à la Méphisto, impertinente, drôle et terrifiante» dira de lui le comte Kessler en 1922.²⁸³ Radek pouvait bien manquer, comme l'écrira Trotsky une décennie plus tard, de ce que Lassalle appelait «la force physique de l'intellect»²⁸⁴, et être qualifié par Edgar Sisson, le représentant personnel du président Wilson en Russie, de

279 Z.A.B. Zeman, *L'Allemagne et la Révolution russe*, p. 94.

280 Cf. «Correspondance diplomatique se rapportant aux relations entre la République Russe et les puissances de l'Entente. 1918», Réédité dans *Seeds of Conflict*, Series 4, T. 4, Vol. 1, doc. 3, Germany, Kraus Reprint, 1975.

281 W. Sombart, *Der proletarische Sozialismus, Darstellung und Kritik*, Berlin-Charlottenburg, Buchholz & Weisswange, 1935, pp. 503-505.

282 B. Lockhardt, *Memoirs of a British Agent*, London, Putnam, 1932, p. 255.

283 H. Graf Kessler, *Tagebücher, 1918-1937*, Frankfurt, Insel Verlag, 1961, p. 354.

284 Trotsky, *Les crimes de Staline*, Paris, Maspero, 1973, p. 137.

«charlatan qui ne serait pris au sérieux ni par lui-même ni par les autres»,²⁸⁵ en cette première année de la Russie soviétique ce «cosmopolite haineux», cet «énergumène dangereux»²⁸⁶, comme le qualifie un journaliste français, incarne à merveille les fantasmes que projettent les milieux diplomatiques traditionnels sur ce nouveau régime de «bandits révolutionnaires». Bruce Lockhardt raconte:

Presque tous les jours, il se présentait dans ma chambre avec une casquette anglaise guindée, posée de façon désinvolte sur la tête, des bouffées de fumée sortant de sa pipe, un tas de livres sous le bras et un énorme revolver attaché sur le côté [...] Son habileté intellectuelle ne faisait aucun doute. Il était le virtuose de la presse bolchevique et sa conversation était aussi étincelante que ses éditoriaux. Les ambassadeurs étaient son divertissement [...]. L'après-midi il les recevait et le lendemain matin il les attaquait dans les *Izvestia* sous le pseudonyme à peine déguisé de Viator. Il était un Puck plein de malice avec un délicieux sens de l'humour. Il était le Lord Beaverbrook bolchevique.²⁸⁷

La révolution russe avait besoin d'une voix qui porte son message à l'étranger. En Radek, elle a trouvé un troubadour totalement dévoué à sa cause, tour à tour séduisant²⁸⁸ et menaçant, passant avec une facilité déconcertante d'un auditoire composé d'ouvriers à un salon diplomatique, d'une table de négociation aux barricades. L'incarnation même de ce nouveau style de pouvoir que les bolcheviks entendaient imposer à leurs interlocuteurs du vieux monde bourgeois.

Mais la spécificité de la politique étrangère soviétique ne se résumait pas à une question de style. A la différence du gouvernement provisoire issu de la Révolution de Février, les bolcheviks entendaient rompre avec les vieux concepts de la diplomatie traditionnelle pour renouer avec ceux des révolutionnaires de 1792 et de la Commune de Paris. Le premier acte de politique internationale du gouvernement soviétique fut la proclamation, le lendemain de la prise du pouvoir, du décret sur la paix. Par ce décret Lénine s'assurait l'appui des masses paysannes qui composaient la plus grande partie de l'armée et plaçait les gouvernements des puissances

285 E. Sisson, *One Hundred Red Days*, New Haven, Yale University Press, 1931, p. 99.

286 L. Nadeau, «Diplomatie soviétique», dans *La Revue hebdomadaire*, n° 48, 27.11.1920, p. 425.

287 B. Lockhardt, *Memoirs of a British Agent*, p. 255.

288 Cf. M.A. Bakinska, *Une vie pour l'humanitaire. Ludwik Rajchman, 1881-1965*, Paris, La Découverte, 1995, p. 172.

capitalistes dans une situation embarrassante. D'inspiration plus «wilsonienne que marxiste»²⁸⁹, il proposait une paix immédiate à tous les gouvernements, une paix juste et démocratique, sans annexions ni indemnités. Evoquant cette première année de la politique étrangère soviétique, Radek devait écrire quelques années plus tard : «Eveiller les masses populaires des pays alliés afin que, sous la pression de ces masses, les gouvernements viennent avec nous négocier la paix, une paix générale qui nous soit plus favorable.»²⁹⁰ Aucune référence à la lutte des classes, ni à la révolution, mais la ferme conviction que les ouvriers d'Europe, convaincus par la publication des traités secrets des visées impérialistes de leur gouvernement, refuseraient de continuer à se battre. La vocation universelle du premier «gouvernement des ouvriers et paysans» se traduisit immédiatement dans les faits. La République soviétique offrit la citoyenneté à tous les prisonniers de guerre qui étaient prêts à faire acte d'adhésion idéologique au régime et à tous les étrangers, ouvriers et paysans, travaillant sur son territoire.²⁹¹ L'Armée rouge, elle-même, accueillera volontiers en son sein des combattants étrangers. Responsable de la propagande, Radek déclina ce thème à l'infini pour les besoins de la cause, mais, déserteur autrichien d'origine polonaise, c'est avec une sincérité rare qu'il pouvait écrire : «Nous ne sommes plus des moscovites ou des citoyens de Sovpedie, mais l'avant-garde de la révolution mondiale.»²⁹² La révolution mondiale était donc l'objectif principal du nouveau gouvernement et tous les bolcheviks considéraient que l'avenir du régime dépendait uniquement de l'appui des ouvriers du monde et de l'extension de la révolution en Europe. Cette conviction d'incarner par-delà les frontières le siège du prolétariat international eut pour conséquence un profond mépris à l'égard des formes traditionnelles de la politique étrangère – «Publier les documents secrets puis fermer boutique» aurait déclaré Trotsky en prenant la tête du commissariat du peuple aux affaires étrangères (Narkomindel-NKID) – en revanche, l'aide au développement de la révolution européenne fut immédiatement prise très au sérieux. Le

289 E.H. Carr, *La révolution bolchevique*, T. III, Paris, Editions de Minuit, 1974. p. 22.

290 Радек, *За пять лет*, Москва, Гиз, 1922, p. 22.

291 E.H. Carr, *La révolution bolchevique*, T. III, pp. 27-28.

292 Radek, «Der Krieg und der internationale Bolschewismus», cité par E. Drahn et S. Leonhard, *Unterirdische Literatur*, p. 150.

conseil des commissaires du peuple fit paraître dans la *Pravda* un décret ayant pour objet de «mettre à la disposition des représentants du commissariat des affaires étrangères à l'étranger deux millions de roubles pour subvenir aux besoins du mouvement révolutionnaire».²⁹³ Dans les premières semaines qui suivirent la Révolution d'Octobre, le NKID créa une section pour la propagande internationale, aussi désignée bureau de presse du Narkomindel. Placé à la tête de ce bureau, Radek continuait en réalité ses activités de Stockholm, puisqu'il s'agissait pour l'essentiel de publier du matériel de propagande destiné aux soldats de langue allemande.

La première de ces publications s'intitulait *Die Fackel* et elle portait en en-tête: «publiée par Karl Radek pour être distribuée gratuitement à nos frères allemands». Mais Drahn et Leonhard donnent d'autres exemples de cette littérature de propagande, comme *Der Stern*, édité à Minsk pour le front du centre, et la *Kriegswoche*, pour le front roumain.²⁹⁴ En plus de ces publications régulières de bonne tenue intellectuelle, apparaissent une multitude de feuilles volantes, de tracts, de caricatures et de reportages en images pour les soldats moins éduqués. Mais quelles que soient la forme et la longueur, le message demeure toujours le même: «Frères, nous attendons avec impatience la voix du prolétariat européen.» Destinée initialement aux seules puissances ennemies, la propagande révolutionnaire s'élargit rapidement à l'Angleterre et à la France. Le 19 décembre, la section pour la propagande internationale passa du Narkomindel au comité central exécutif pan-russe de l'union²⁹⁵. Un bureau de propagande révolutionnaire internationale, totalement destiné à la publication de textes en anglais, fut créé, dans lequel on trouve Boris Reinstein, un citoyen américain d'origine russe, et John Reed jeune intellectuel américain sans parti. De son côté, Radek prend la direction de la section Europe centrale, transforme *Die Fackel* en *Die Völkerfriede* et s'installe dans les locaux de l'agence de télégraphe de Petrograd où il dispose de tous les moyens, pour imprimer, puis envoyer ses textes ou transmettre des messages sur les fronts par radiodiffusion.²⁹⁶ Dans les premiers temps, Radek est l'auteur de la plupart de ces textes écrits en allemand, mais, dès la mi-décembre, les

293 H. Carr, *La révolution bolchevique*, T. III, p. 30.

294 E. Drahn et S. Leonhard, *Unterirdische Literatur*, p. 139.

295 E.H. Carr, *La révolution bolchevique*, T. III, p. 31.

296 E. Drahn et S. Leonhard, *Unterirdische Literatur*, p. 140.

colonnes de la *Völkerfriede* se remplissent de déclarations émanant des organisations de prisonniers de guerre.

Conscients que leur retour au pays dépendait de la fin de la guerre, de nombreux soldats avaient en effet pris parti pour le pouvoir soviétique, propageant contre l'avis de leurs officiers la propagande de paix bolchevique auprès de leurs compatriotes encore dans les tranchées.²⁹⁷ Le 16 décembre, une première grande manifestation réunit à Moscou les représentants d'organisations de prisonniers de plusieurs nationalités.²⁹⁸ Le 17 décembre, 200 délégués adoptèrent les statuts de l'organisation des prisonniers sociaux-démocrates internationalistes.²⁹⁹ Répondant à l'appel de Radek³⁰⁰, des organisations de prisonniers disséminées sur l'ensemble du territoire commencèrent à envoyer à la rédaction de la *Völkerfriede* des déclarations de solidarité avec la révolution russe et des appels pour soutenir les efforts de paix du pouvoir bolchevique. La participation de ces prisonniers à la propagande bolchevique suscitait de nombreux espoirs parmi les Russes. Les tentatives de fraternisation entre Russes et Allemands avaient constitué une première manifestation, spontanée, de solidarité internationale entre les soldats, il convenait maintenant de passer à l'étape suivante en envoyant sur le front des soldats d'origine allemande et autrichienne. Quelques dizaines de prisonniers acceptèrent de remplir ce type de mission extrêmement dangereuse, puisqu'il s'agissait, outre le travail d'agitation, de fournir des rapports sur l'état psychologique et militaire des troupes ennemies.³⁰¹ Les effets de ces actions sont difficiles à mesurer, mais elles attirèrent suffisamment l'attention de l'état-major allemand pour qu'il s'essaye lui-même à cette nouvelle forme de guerre en publiant une feuille de propagande en russe.

297 Selon les représentants de la Croix-Rouge suédoise, les bolcheviks exercèrent une forte pression psychologique et physique sur les prisonniers. Cf. A. Krammer, «Soviet Propaganda Among German and Austro-Hungarian Prisoners of War in Russia, 1917-1921», S. Williamson et P. Pastor (ed.), *Essays on World War I: Origins and Prisoners of War*, New York, Brooklyn College, 1981, p. 247.

298 *Lager, Front oder Heimat-Deutsche Kriegsgefangene in Sowjetrußland 1917-1920. Dokumente*, Hrsg. von einem deutsch-russischen Redaktionskollegium unter der Leitung von I. Pardon und W. Shurawljaw. 2 Bde, München, K. G. Saur, 1994. p. 21.

299 *Ibid.*, p. 23.

300 Appel de Radek aux prisonniers allemands et autrichiens, *Völkerfriede*, n° 2, 20.12.1917. *Ibid.*, pp. 26-27.

301 Note d'information de Lénine pour l'envoi de prisonniers sur le front. *Ibid.*, p. 35.

Publicistes peu expérimentés, ils firent figure d'amateur, en comparaison des bolcheviks³⁰², mais conscients des potentialités que recelait ce type de subversion ils envisagèrent, malgré les dangers que cela représentait pour leurs propres troupes, de répandre les écrits révolutionnaires parmi les soldats français et anglais.³⁰³ Les Alliés ne furent pas en reste. Raymond Robins, le représentant de la Croix-Rouge américaine à Petrograd, proposa de fournir des moyens financiers aux agitateurs bolcheviques qui devaient se rendre en Allemagne et en Autriche en espérant que ceux-ci contribueraient à l'affaiblissement des puissances centrales.³⁰⁴ C'est ce type de calcul qui explique certainement l'apparition, sur le front ouest des lignes allemandes, du pamphlet de Radek dédié à Reichnitz, le meneur de la mutinerie des marins allemands, alors que les bolcheviks n'avaient aucun moyen d'assurer eux-mêmes cette diffusion si loin de leur front.³⁰⁵ Malgré une intensité sans précédent, la propagande bolchevique ne réussit pas à faire reculer la menace allemande. Les troupes ont bien connu quelques actes isolés d'insoumission, mais, durant l'hiver, elles semblent à nouveau prêtes à suivre leurs officiers; or comme au même moment l'armée russe ne cessait de se désagréger, il devenait indispensable d'obtenir un répit dans l'attente d'une révolution en Europe.

Le nouveau régime ne souhaitait pas entreprendre de négociation séparée, l'hostilité bolchevique à l'égard des puissances capitalistes étant égale et absolue. Mais le décret sur la paix n'avait suscité aucun écho favorable parmi les Alliés; aussi, menacés par une nouvelle invasion, les bolcheviks proposèrent au commandement ennemi des négociations en vue d'un armistice. Radek ne participe pas aux premières rencontres de Brest-Litovsk, mais, lorsqu'en janvier 1918, Trotsky prend la tête de la délégation soviétique, il intègre Radek car «il a confiance dans sa très vive intelligence, dans sa loyauté politique, et il est convaincu que l'intransigeance et la fougue de cet énergique passionné tonifieront les Joffé, Kamenev et autres délégués

302 J. W. Wheeler-Bennett, *Brest-Litovsk: The Forgotten Peace*, New York, Saint Martin's Press, 1956, p. 91.

303 M. Hoffmann, *Die Aufzeichnungen des Generalmajors Max Hoffman*, Bd. II, Berlin, Verlag für Kulturpolitik, 1929, p. 195.

304 W. Hard, *Raymond Robin's Own Story*, New York, Harper and Brothers Publishers, 1920, p. 85.

305 Il y eut bien quelques tentatives de largages aériens, mais ceux-ci furent peu nombreux. Ce texte intitulé *In Memoriam Reichnitz* est publié dans E. Drahn et S. Leonhard, *Unterirdische Literatur*, pp. 182-184.

russes, plus doux et plus mous». ³⁰⁶ La présence de Radek prend surtout une signification symbolique: autrichien d'origine polonaise, il incarne physiquement les prétentions internationalistes du nouveau pouvoir et sa volonté de se solidariser avec les peuples soumis au joug austro-allemand. Cet acte de provocation scandalise les diplomates des Empires centraux. Ils émettent des objections sur la possibilité de négocier avec «un déserteur autrichien» qui ne peut en aucun cas être considéré comme un représentant des Polonais. ³⁰⁷ Contesté, Radek ne sera pas en reste d'amabilité à l'égard de ses interlocuteurs:

L'Allemagne est une grande nation et la culture de son peuple lui fait honneur, écrit-il, mais qui parle au nom de ce pays? Un vieillard sénile, qui a voulu amener l'Allemagne à la paix en passant par une mer rougie du sang de la guerre mondiale [...] une voix de plus de 70 ans, un professeur de philosophie, un réactionnaire de la tête au pied, un ami des Junkers et du clergé. ³⁰⁸

Sur le fond Radek ne jouera aucun rôle déterminant dans les négociations, se contentant de lire une déclaration accusant les Allemands de violer les droits du peuple polonais à l'autodétermination, revendication assez cocasse compte tenu de ses positions antérieures sur cette question du droit des peuples. ³⁰⁹ En revanche, il va utiliser les négociations comme un tremplin pour son travail de propagande. A peine descendu du train, il commence à distribuer des tracts aux troupes allemandes sous les yeux de leurs officiers, prend des initiatives en matière de fraternisation, alors que depuis Petrograd son bureau continue à émettre par radio des proclamations révolutionnaires. Cette attitude heurte les autorités allemandes, qui considèrent le comportement de Radek comme une rupture des procédés diplomatiques et vont jusqu'à demander son retrait de la délégation soviétique.

306 J. Sadoul, *Notes sur la révolution russe*, Paris, Maspero, 1971, p. 176.

307 Remarque de Hoffmann lors de la séance de la commission politique du 7.2.1918. Fonds «Négociations de Brest-Litovsk», 1/5/63, doc. 46, AVPRF. La presse allemande, même social-démocrate, est pleine d'indignation à l'annonce de la participation de Radek aux négociations. Selon la *Volksstimme* du 10.1.1918, «Sozialdemokratie und deutsch-russische Friedensverhandlungen», «Il ne faudra pas s'étonner si la présence de Radek nuit aux négociations».

308 Télégramme de Radek envoyé de Petrograd le 29.1.1918, intercepté par les services allemands. Radek: R.2042. Abschrift zu 2761, B. II, AA, Bonn.

309 A son retour à Moscou Radek fut sévèrement pris à partie par ses camarades polonais pour avoir défendu des positions contraires au programme du parti. G. Strobel, *Die Partei*, p. 613.

Mais Trotsky tient bon: il «se refuse à tout entretien en cette matière, en invitant Hoffmann à continuer sa propre propagande dans l'armée russe: nous étions à conditions égales, il n'y avait de différence que dans le caractère de la propagande».³¹⁰ En réalité le recours à la propagande joue un rôle spécifique dans la tactique bolchevique de négociation: «Il était temps de remplir le rôle d'accusateur public au procès de la diplomatie impérialiste, d'en appeler à tous les peuples qui entendent les comptes rendus radiodiffusés de tout ce qui se disait à la conférence, qui pourraient être les juges de nos discussions.»³¹¹ L'espoir avoué des bolcheviks était de freiner les négociations pour que les peuples, désormais conscients des ambitions de leurs dirigeants, suivent l'exemple de la révolution russe.³¹²

L'assurance apparente des Russes, une pointe d'insolence même dans le cas de Radek, et l'agacement des Allemands lors de ces négociations ne doivent pourtant pas dissimuler la réalité du rapport de force. Le 18 janvier, Hoffmann lança un ultimatum aux bolcheviks qui marque le début de la première grande crise du régime.

Communiste de gauche

Lorsque la délégation soviétique retourne à Petrograd, l'optimisme des premières semaines n'est plus de mise. Dans un texte intitulé *Thèses sur la conclusion immédiate d'une paix séparée et annexionniste* Lénine expose sa nouvelle analyse de la situation:

La situation internationale, en cette quatrième année de guerre, est telle qu'on ne peut absolument pas prévoir le moment probable de l'explosion révolutionnaire et du renversement d'un quelconque gouvernement impérialiste d'Europe. [...] Il ne fait aucun doute que la révolution socialiste en Europe doit venir et qu'elle viendra. Tous nos espoirs en la victoire définitive du socialisme reposent sur cette conviction et sur cette prévision scientifique. [...] Mais ce serait une erreur que de fonder la tactique du gouvernement socialiste de Russie sur des hypothèses: la révolution socialiste se produira ou non en Europe, et en particulier en Allemagne, dans les six mois à venir?

310 Trotsky, *Ma Vie*, p. 432.

311 Cité par E.H. Carr, *La révolution bolchevique*, T. III, p. 43.

312 Ebert qui connaissait bien Radek avait fait parvenir aux responsables des AA une lettre dans laquelle il les prévenait de la possibilité que Radek et Trotsky «ne se rendent à Brest que dans le but de lancer un appel aux peuples européens avant de mettre un terme aux négociations.» AA, Berlin, an Rosenberg, Brest, 7.1.1918. Radek: R.2042. A 869, Nr. 77, AA, Bonn.

Car si la Russie soviétique se lance dans une guerre révolutionnaire et que «la révolution allemande ne se produit pas dans les mois qui viennent et que la guerre continue [...] l'armée paysanne, épuisée au dernier point par la guerre, renversera le gouvernement ouvrier socialiste dès les premières défaites».³¹³ En attendant, il fallait donc assurer la pérennité de la Révolution russe en signant la paix. Jusque-là tous les bolcheviks restaient convaincus de la validité du slogan: paix démocratique ou guerre à mort contre les puissances impérialistes. Lénine proposait maintenant une nouvelle alternative, en rupture totale avec le programme énoncé avant la prise du pouvoir, et c'est au nom de la fidélité aux principes, aux principes qui furent les siens, que va s'organiser la résistance à ce tournant. A partir de ce moment et jusqu'à la signature du traité en mars, trois grands courants vont s'affronter dans le parti sur cette question. Ceux qui avec Boukharine refusaient la paix, croyant à la possibilité d'une guerre révolutionnaire, les partisans d'une paix immédiate autour de Lénine et ceux qui avec Trotsky ne croyaient pas à la possibilité d'une guerre révolutionnaire mais considéraient, compte tenu de l'imminence de la révolution, qu'il ne fallait pas signer la paix tout de suite, quitte à prendre le risque d'une paix moins favorable plus tard.

Bien que n'étant pas membre du CC, et ne participant donc pas aux votes, Radek joue un rôle de premier plan dans la défense des positions de gauche. Depuis décembre 1917, il attire l'attention de tous sur la nécessité d'une guerre révolutionnaire offensive. Sisson³¹⁴ et Lockhardt³¹⁵ racontent qu'il parlait alors avec enthousiasme de la guerre, la considérant comme la seule voie pouvant mener à la révolution. Lors d'un entretien réalisé fin janvier avec Bronski, par une ligne directe établie entre Brest et Petrograd, il évoque la nécessité d'envisager des dispositions militaires.³¹⁶ Le 28 janvier, Radek repart avec Trotsky pour Brest-Litovsk, le mandat qu'ils ont reçu du CC est conforme aux souhaits de Trotsky: «Arrêter la guerre, ne pas signer la paix, démobiliser l'armée.»³¹⁷

313 Lénine, «Thèses sur la conclusion immédiate d'une paix séparée et annexionniste», *OC*, T. 26, pp. 462-462 et pp. 467-458.

314 E. Sisson, *One Hundred*, p. 101.

315 B. Lockhardt, *Memoirs*, p. 255.

316 E. Sisson, Edgar, *One Hundred*, pp. 277-279.

317 Cité par E.H. Carr, *La révolution bolchevique*, T. III, p. 48.

Pendant quelques jours, la nouvelle que des troubles avaient éclaté à Budapest et à Vienne stimula à nouveau l'optimisme de la délégation. A Berlin, des grèves massives, relayées dans d'autres villes par des manifestations contre la guerre, relancèrent l'espoir d'une révolution en Allemagne. Un conseil d'ouvriers berlinois avait repris à son compte un tract spartakiste demandant l'acceptation d'une paix sans annexion et la participation des travailleurs aux négociations de paix. Radek devait dire plus tard «que la politique exemplaire de Brest déclencha une grève générale en Allemagne, le premier symptôme d'éveil du prolétariat européen, depuis le début de la guerre».³¹⁸ Désormais convaincue que la paix ne se décidait plus à Brest-Litovsk mais «dans les rues de Berlin et de Vienne»³¹⁹, la délégation soviétique mit un terme aux négociations en assurant que la Russie, tout en refusant de signer la paix, déclarait pour sa part terminé l'état de guerre. Dans un premier temps, les Allemands s'inquiètent de ce tournant qu'ils analysent comme le résultat de «l'influence croissante de Radek» au sein de la délégation soviétique et, dans plusieurs courriers internes, ils évoquent même la possibilité que Radek soit à l'origine des émeutes touchant à ce moment la marine allemande.³²⁰ En quelques jours pourtant, les événements vont confirmer les prévisions pessimistes de Lénine. Le gouvernement impérial, aidé par les dirigeants sociaux-démocrates qui jouent les briseurs de grève, parvient à rétablir l'ordre en s'appuyant sur l'armée. Confrontés à des troupes avec lesquelles toutes les tentatives de fraternisation ont échoué, les grévistes berlinois, déjà totalement coupés du reste de l'Allemagne, battent en retraite. Au même moment, interprétant la fin des négociations comme une rupture de l'armistice, l'état-major allemand ordonne la reprise des opérations militaires.

Dans l'espoir d'un hypothétique sursaut du mouvement ouvrier international, une faible majorité du CC repousse une dernière fois la proposition de Lénine de demander la réouverture des négociations, mais «le peuple allemand se tait» et lorsque la nouvelle de l'entrée des troupes allemandes en Ukraine est connue, la motion de Lénine est adoptée par

318 *Седьмой Съезд Российской Коммунистической Партии, март 1918*, Госиздат, 1923, p. 71.

319 Message radiodiffusé de Radek du 6.2.1918, E. Drahn et S. Leonhard, *Unterirdische Literatur*, p. 140.

320 Der Staatssekretär des Reichs-Marine-Amtes an den Herrn Staatssekretär der AA, 31.1.1918, Radek: R.2042. A 4848, AA, Bonn.

sept voix contre quatre – Boukharine, Ouritski, Boubnov et Lomov – grâce à l’abstention de Trotsky, Joffé, Krestinski et Dzierjinski. Conscients de leur avantage, les Allemands font monter les enchères et Radek s’oppose maintenant à tout compromis. La dureté des termes imposés par les Allemands le conforta même dans l’idée que le salut du nouveau régime ne pouvait dépendre d’un hypothétique accord avec les militaires allemands. Une capitulation devant les intérêts de la paysannerie et une trahison à l’égard du prolétariat européen, crient les communistes de gauche alors que Radek expose ainsi les conséquences de la paix sur la situation de la Russie:

La perte de 40% de notre prolétariat industriel, un déclin similaire de la capacité productive de notre industrie. Cela signifie la perte d’importantes sources de matières premières comme le bassin du Donetz qui jusque-là nous alimentait en fer et en charbon [...] les pertes territoriales sont énormes et les pertes en capacité de production colossales [...] ce manque en matière première rend impossible la réalisation d’une économie socialiste.³²¹

Tous les dirigeants bolcheviques avaient bien conscience du coût de la paix et la véritable question était en réalité celle des possibilités de résistance militaire de la Russie soviétique. Dans un entretien qu’il accorde au correspondant du *Manchester Guardian*, Arthur Ransome, Radek laisse d’ailleurs apparaître ses doutes sur les capacités militaires de la Russie³²², mais en évoquant les possibilités d’une guérilla organisée depuis Petrograd, alors que le gouvernement serait transféré à Moscou, il témoigne encore de sa combativité. Radek reviendra sur cette question de l’organisation militaire de la résistance quelques jours plus tard en distinguant soigneusement les soldats russes d’origine ouvrière, conscient de la nécessité de continuer la lutte dans l’intérêt de la révolution mondiale, des troupes d’origine paysanne, la vaste majorité, dont il met en doute le dévouement pour la cause révolutionnaire. Comme la plupart des marxistes polonais et allemands, Radek n’avait jamais attribué de rôle spécifique aux paysans dans le processus révolutionnaire. Maintenant, il leur reprochait de saboter l’énergie révolutionnaire de l’Armée rouge. Pour rétablir la situation, il fallait donc constituer une armée véritablement prolé-

321 Discours de Radek cité par J. Bunyan (ed.), *Intervention, Civil War, and Communism in Russia, April-December 1918. Documents and Materials*, Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1936, p. 387.

322 Cité par E. Sisson, *One Hundred*, pp. 323 et s.

rienne, formée d'ouvriers conscients de leurs intérêts de classe, qui ne laissera pas l'impérialisme allemand réaliser ses objectifs.³²³ «Bavardage», répond Lénine: même «les ouvriers les plus conscients et les plus avancés échappent rapidement à la griserie de la phrase révolutionnaire» car «lors de la fuite panique de l'armée, les partisans de la guerre révolutionnaire n'ont pas réussi à retenir un seul détachement». En «entretenant des illusions» sur un sursaut du prolétariat allemand, en lançant leurs accusations «contre les masses paysannes fatiguées» et en «répondant par des fanfaronnades et des rodomontades» aux premières conditions de paix proposées par les Allemands, les communistes de gauche «ont aidé en fait les impérialistes allemands» et «sont tombés dans le piège tendu par la bourgeoisie russe, qui avait besoin de nous jeter dans la guerre la plus onéreuse pour nous». Et si les nouvelles conditions de paix sont plus mauvaises, plus lourdes, plus humiliantes», ce sont les communistes de gauche qui «en sont responsables devant la grande République des Soviets de Russie».³²⁴

Le 3 mars le traité de Brest-Litovsk est donc signé.³²⁵ Pour défendre librement leurs positions devant le congrès de ratification, prévu pour le 6 mars, les communistes de gauche démissionnent de leurs fonctions. Cette décision trouve un écho au sein du bureau du parti communiste de la région de Moscou qui se déclare prêt à assumer une scission dans le parti si c'est le prix à payer pour sauver la pureté révolutionnaire.³²⁶ Confrontés à des résistances dans la presse nationale, Radek, Boukharine et Ouritski profitent aussi de l'appui de la section de Petrograd pour éditer un quotidien, *Kommunist*.³²⁷ Dans un article intitulé «La victoire de l'impérialisme sur la révolution russe», Radek reprend les critiques de l'opposition: «Arrivé au pouvoir le parti capitule devant la paysannerie au lieu de

323 Радек, «Победа империализму над русской революцией», *Коммунист* (Петроград), № 1, 5.3.1918, p. 1.

324 Lénine, «Leçon sérieuse et sérieuse responsabilité», 5.3.1918, *OC*, T. 27, pp. 75-80.

325 Selon Lénine Radek aurait néanmoins accepté de participer à la délégation devant signer le traité, mais ses camarades polonais le lui auraient interdit. Réunion du CC, 24.2.1918, *OC*, T. 27, p. 49.

326 Lénine, «Chose étrange et monstrueuse», *OC*, T. 27, p. 63.

327 *Коммунист*, coédité par Radek et Boukharine paraîtra quotidiennement à Petrograd du 5 au 9 mars. Le titre de *Kommunist* rappelait celui d'un autre journal qui parut en 1915 dans lequel Boukharine, Piatakov et Radek avaient polémique contre Lénine sur la question du droit des nationalités.

défendre les intérêts du prolétariat.»³²⁸ Et le jour d'ouverture du VII^e congrès du parti, il titre son article «La défense de la révolution.»³²⁹

Dès le premier jour, Riazanov exposa le dilemme auquel est confronté le parti: «choisir de s'appuyer sur les masses paysannes ou sur le prolétariat d'Europe occidentale.»³³⁰ Lénine refusa de poser le débat en ces termes car la révolution mondiale demeurait bien l'objectif du pouvoir, mais il considérait que l'alliance du prolétariat et de la paysannerie était tout autant une condition de la survie du régime. C'était d'ailleurs pour sceller cette alliance que furent promulgués les décrets sur la terre et la paix; relancer la guerre, fût-elle révolutionnaire, c'était prendre le risque que les paysans lâchent le régime. Il n'existait donc, selon Lénine, aucune solution alternative à la signature de la paix. Du côté des opposants, c'est Boukharine qui est le principal orateur, exposant en détail les thèses des communistes de gauche, alors que Radek rappelle qu'il aurait été possible de se préparer à une lutte de partisan en effectuant un repli à l'intérieur du pays dès le début des négociations.³³¹ Malgré les efforts des communistes de gauche et au terme de deux jours de débats houleux, de plusieurs péripéties – démission puis réélection de plusieurs opposants – le congrès approuve la ratification du traité par 28 voix contre 9 «au nom des intérêts de la révolution mondiale, étant donné le rapport des forces du moment dans l'arène mondiale»³³². La synthèse qui s'était progressivement élaborée sous la pression des événements ne ralliait toujours pas l'ensemble du parti et les communistes de gauche, aussi appelés «Moscovites», restaient inébranlablement hostiles aux justifications données.

Battus sur la question de la paix, les communistes de gauche continuent néanmoins à défendre leurs positions dans le domaine économique. Au centre du débat se trouve la question de l'autorité et de la discipline dans la société socialiste, en particulier dans l'organisation de l'industrie. Conformément au programme du parti et aux thèses développées par Lénine dans *L'Etat et la Révolution*, les communistes de gauche réitèrent l'exigence d'un contrôle de l'économie par les masses, au moyen d'une autorité économique pan-russe, basée sur les comités d'usine et représentant les organes d'un contrôle ouvrier. Mais de son côté Lénine

328 Радек, «Победа империализму над русской революцией».

329 Радек, «Оборна революции», *Коммунист* (Петроград), № 2, 6.3.1918.

330 *Седьмой Съезд*, p. 87.

331 *Ibid.*, p. 72.

332 Lénine, Résolution sur la guerre et la paix, *OC*, T. 27, p. 116.

est maintenant favorable au maintien de la structure administrative capitaliste, aussi longtemps que cela reste possible, et n'envisage le contrôle ouvrier que de façon provisoire dans les industries privées, en attendant qu'elles passent sous contrôle étatique. Dans un premier temps, la création d'un conseil suprême de l'économie dominé par des personnalités de gauche sembla confirmer les orientations initiales, mais au courant du mois de mars, profitant de la démission des représentants de la gauche, le conseil rétablit l'autorité administrative, la discipline dans le travail, les salaires au rendement sous le contrôle des syndicats et le retour des spécialistes bourgeois, les *spetsy*.³³³ Face à ce qu'ils considèrent comme une nouvelle atteinte aux principes de la révolution et du parti, Radek, Boukharine, Ossinski et Vladimir Smirnov organisent la publication d'un nouveau *Kommunist*, hebdomadaire édité à Moscou grâce à l'appui du bureau régional acquis à la gauche. Dans un article publié dans le premier numéro, Boukharine et Radek s'en prennent au refus de poursuivre la destruction des rapports capitalistes de production et à la volonté de constituer un capitalisme d'Etat basé sur la formation de grands trusts.³³⁴ Pour Radek, il ne fait aucun doute qu'en politique économique, comme en politique étrangère, on sacrifiait le programme de la révolution prolétarienne au nom du renforcement de l'Etat soviétique.

Malgré les moqueries de Lénine³³⁵, les critiques des communistes de gauche sur le pouvoir désormais «purement formel des Soviets» et le risque d'une évolution vers un «capitalisme d'Etat» ne manquaient pas de pertinence, mais la faiblesse de leur programme tenait au fait qu'il reposait sur l'imminence d'une révolution européenne, et au fur et à mesure que cette perspective reculait et que le chaos s'étendait dans l'économie, ils perdirent leur popularité. C'est avec raison que Lyman H. Legters³³⁶

333 R. V. Daniels, *The Conscience of the Revolution. Communist opposition in Soviet Russia*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1960, p. 84.

334 *Коммунист* (Москва), 4.4.1918.

335 Son texte «Sur l'infantilisme de gauche et les idées petites-bourgeoises», *OC*, T. 27, pp. 339-370, est une longue liste d'arguments visant à démontrer que les communistes de gauche ne sont que des «petits-bourgeois n'ayant rien compris à la transition du capitalisme au socialisme.»

336 L. H. Legters, *Karl Radek als Sprachrohr des Bolschewismus*, Berlin, Forschung zur Osteuropäischen Geschichte, 1959, p. 42. Dans sa traduction allemande, cet article est même présenté comme un complément au texte de Lénine *L'Etat et la Révolution*. C'est d'ailleurs à ce moment que Radek retrouve son poste au NKID.

présente l'article de Radek consacré au désarmement des SR de Moscou comme le premier signe de son ralliement aux thèses de Lénine.³³⁷ Pour la première fois, il justifie en effet la conception léniniste d'un pouvoir centralisé et accepte l'utilisation de la force contre les SR de gauche, une attitude qui annonce déjà son soutien à la politique de terreur initiée en juillet en réponse à la révolte des SR. Lors du premier congrès pan-russe des Soviets de l'économie, tenu en mai 1918, Radek expose une fois encore le coût économique énorme du traité de paix, mais il considère désormais la paix comme un fait accompli et ne réitère pas ses attaques à propos de la perversion du régime.³³⁸ Face aux difficultés économiques que traverse le pays, il appelle à l'extension des mesures socialistes, mais accepte de mettre un terme à la revendication d'un contrôle ouvrier dans les industries. L'attitude de Radek annonce en réalité le compromis économique qui s'imposera dans le parti durant les années du communisme de guerre.³³⁹

Faut-il parler, comme W. Lerner, d'un retournement total, du refus de Radek de sacrifier sa carrière pour une cause perdue?³⁴⁰ Souvent présenté comme une position impulsive, mélange de romantisme et de donquichottisme proche de celui des anciens nobles polonais disait Lénine, l'engagement de Radek auprès des communistes de gauche s'inscrit en fait dans le prolongement de sa formation de socialiste européen. Tous les membres de la SDKPiL, qu'ils résident en Russie comme Radek, Dzierjinski et Ounschlicht, ou en Allemagne comme Rosa Luxemburg, Marchlewski et Joguiches, critiquèrent la signature du traité. Pendant des années, les Polonais s'étaient donnés pour vocation d'«européaniser» le socialisme russe. Maintenant que la révolution était en danger, ils se présentaient comme les «gardiens de sa pureté»³⁴¹, adoptant ainsi les premiers, vis-à-vis de cette Russie «socialiste mais arriérée», cette attitude

337 Радек, «Анархисти и советская Россия», publié en avril 1918 dans les *Izvestia*, puis réédité en allemand: *Anarchismus und Räteregierung*, Hamburg, Carl Hoym, s.d.

338 *Труды I Всероссийского Съезда Советов Народного Хозяйства*, Москва, Гиз, 1918.

339 Quelques personnalités de la gauche, attachées comme Ossinski à la démocratisation de l'industrie, refuseront la centralisation du communisme de guerre et formeront le groupe des «décistes». Pour la plupart, ils se joindront aussi à l'opposition de 1923.

340 W. Lerner, *Karl Radek*, p. 71.

341 G. Strobel, *Die Partei*, p. 614.

de condescendance qui sera commune à tous les communistes européens. Ayant rejoint la Russie soviétique pour préparer les prochaines étapes de la révolution mondiale, les Polonais eurent plus de mal que les autres à accepter le sacrifice du prolétariat européen dont ils étaient issus. Persuadés comme Radek que l'attitude des communistes russes dans les négociations pouvait être comparée à celle du parti allemand en 1914³⁴², ils envisagèrent sérieusement de rompre avec le parti russe auquel ils avaient été rattachés.³⁴³ Loin d'être impulsif, l'engagement de Radek aux côtés des communistes de gauche trahit donc, pour une part, ses origines politiques et c'est son ralliement au nouveau programme de Lénine qui doit être interprété comme un tournant, une ultime rupture avec le socialisme polonais, et la marque de sa nouvelle allégeance au bolchevisme.

Derrière l'apparente liberté des débats, la façon dont la controverse est résolue présage déjà des difficultés de toute opposition dans le parti. En renonçant à leurs fonctions dans l'appareil, les communistes de gauche pensaient pouvoir présenter librement leur vue, mais la marge de manœuvre entre la critique de la politique du parti et l'opposition au pouvoir est étroite: rapidement, ils sont accusés de menacer l'avenir du régime soviétique en affaiblissant le parti.³⁴⁴ Progressivement les partisans de Lénine parviennent à les priver de tout appui dans le parti, de toutes possibilités d'expression publique. Au nom de l'unité, la conférence du parti de Petrograd, désormais acquise à Lénine, ordonna quelques jours après le VII^e congrès la suspension du quotidien de gauche et après que ses partisans eurent repris fin mai le contrôle du bureau régional de Moscou, le dernier numéro de *Kommunist* ressemblait plus à une feuille confidentielle qu'à l'organe d'une organisation du parti. Mais le principal ennemi de l'opposition fut l'autorité de Lénine, alors que, malgré de nombreuses personnalités brillantes, les communistes de gauche ont manqué d'un véritable leader. Conscients de cette faiblesse, Radek et Ouritski avaient proposé à Trotsky de former un «front unique», mais celui-ci avait refusé.³⁴⁵ Margi-

342 Радек, *Социал-Демократ*, 25.1.1918.

343 G. Strobel, *Die Partei*, p. 613.

344 Cf. la déclaration de Staline lors du CC du 24 février. G. Boffa (éd.), *Les bolcheviks et la révolution d'Octobre, procès-verbaux du CC du parti bolchevique août 1917-février 1918*, Paris, Maspero, 1964, p. 302 et R.V. Daniels, *The Conscience*, p. 88.

345 Trotsky, *Ma vie*, p. 458.

nalisés dans le parti, désespérés par la tournure des événements, les communistes de gauche ont-ils vraiment envisagé la possibilité d'une alliance avec les SR de gauche³⁴⁶ contre Lénine pour relancer la guerre? Radek n'avait-il pas lors d'une manifestation publique en janvier laissé entendre à Lénine que ce dernier pourrait être emprisonné?³⁴⁷ Plusieurs documents attestent bien de la réalité de ces contacts³⁴⁸, mais Radek et Boukharine déclareront toujours avoir repoussé les propositions des SR. Boukharine refusa en tout cas d'assumer la responsabilité de la scission et ces entretiens n'eurent pas de suite. Par crainte d'être accusés d'affaiblir le parti, ils refuseront même de joindre leurs voix à celles des SR de gauche et de plusieurs mencheviks lors du IV^e congrès pan-russe des Soviets consacré à la ratification du traité. Paralysés par le fétichisme de l'unité du parti, ce dogme inattaquable qui sera la cause de la faillite de toutes les oppositions à venir, les communistes de gauche n'osèrent pas franchir le pas.

Le débarquement japonais à Vladivostok, bientôt suivi par celui des Alliés, et les contraintes de la guerre civile justifiaient pour un temps les compromis. La plupart des représentants de l'opposition – Dzierjinski, Joffé, Ouritski, Krestinski, Piatakov – reprirent leurs activités dans les

346 Les SR de gauche avaient quitté le conseil des commissaires du peuple pour protester contre la signature du traité.

347 Lénine aurait répondu que le contraire était plus vraisemblable. W. Hard, *Raymond Robin's*, p. 94.

348 La première référence à ces entretiens est un article de Iaroslavski, ancien communiste de gauche rallié à Staline, dans la *Pravda* du 3 juillet 1918, mais l'auteur dément les accusations de coopération entre les deux groupes. En 1923, accusé par Staline dans la *Pravda* du 16.12.1923 d'avoir envisagé de renverser le gouvernement, un groupe de communistes de gauche auquel appartient Radek, prit soin de s'expliquer sur la «réalité de ces projets» entre les communistes de gauche et les SR de gauche. Selon eux, «Kamkov, SR de gauche, s'était approché de Boukharine et Piatakov lors d'une séance du gouvernement. Lors de cette discussion qui n'avait aucun caractère officiel, ni même celui d'un sondage mutuel pour une future négociation», Kamkov demanda aux communistes de gauche ce qu'ils feraient s'ils obtenaient la majorité. La question demeura sans réponse et «ne fut jamais discutée car il n'y avait pas eu de proposition des SR». Après la conclusion de la paix, un autre SR de gauche, Prochian, qui travaillait au commissariat des postes dit une fois à Radek, «en riant, qu'il faudrait arrêter Lénine 24 heures, déclarer la guerre aux Allemands, puis réélire Lénine à la tête du gouvernement, car en tant que révolutionnaire celui-ci prendrait les mesures nécessaires pour défendre la révolution face à l'offensive allemande. A nouveau cette proposition ne fut pas discutée car elle fut simplement considérée comme une fantaisie de Prochian». Lettre d'anciens communistes de gauche aux instances du parti et à la *Pravda*, 20.12.1923, F.17/71/76, doc. 1-2, RGASPI.

mois qui suivirent la crise: Boukharine fut immédiatement réélu par le congrès au CC, quant à Radek il ne cessa jamais vraiment d'exercer ses fonctions au sein du Narkomindel et, l'année suivante, lors du VIII^e congrès du parti il sera pour la première fois élu au CC. Pour la majorité du parti, la politique de Lénine apparut momentanément comme une nécessité imposée par la faiblesse économique et militaire du pays dans un contexte particulièrement hostile. Mais lorsque ces difficultés auront disparu, plusieurs points du programme des communistes de gauche réapparaîtront sous la forme de tracts décistes, puis dans les textes de l'opposition de 1923. Malgré de nombreuses fluctuations, Radek contribuera lui-même quelques années plus tard aux côtés de la plupart des anciens communistes de gauche, à l'exception notable de Boukharine, à la réouverture du débat initié durant cette première année tragique de la révolution. De son côté, Staline n'hésitera pas réutiliser cet épisode pour discréditer ses rivaux – en 1923 contre l'opposition de gauche³⁴⁹ et en 1938 contre Boukharine³⁵⁰ – et se poser en seul héritier légitime du guide.

*Les premiers groupes communistes non-russes et la double politique*³⁵¹

Durant l'hiver 1917-1918, les dirigeants bolcheviques avaient douloureusement appris les contraintes qu'il leur fallait assumer pour survivre en tant qu'Etat. Comme par ailleurs ils n'avaient nullement renoncé à favoriser la révolution mondiale, la «Russie soviétique poursuivit à la fois une politique étrangère révolutionnaire et une politique qui tenait compte du sens de la révolution en termes d'Etat».³⁵² Cette double politique n'apparut à tous que lors des négociations de paix, elle était en réalité la conséquence logique de la prise du pouvoir en octobre 1917. En revanche, la remise en cause du dogme de l'égale hostilité à l'égard de

349 Staline dans la *Pravda* du 16.12.1923.

350 Epargné en 1923, parce qu'il s'oppose à Trotsky, Boukharine sera néanmoins accusé par Vychinski lors de son procès en 1938 d'avoir conspiré contre Lénine avec des SR de gauche.

351 C'est par ce terme qu'E.H. Carr, *La révolution bolchevique*, désigne la politique extérieure soviétique en 1918.

352 *Ibid.*, p. 81.

toutes les puissances capitalistes était bien une conséquence directe de Brest-Litovsk. Ainsi s'était imposée l'idée qu'il était possible de jouer un camp capitaliste contre un autre et Radek écrira quelques années plus tard que «c'est le fait fondamental qui parraina dès lors la politique étrangère soviétique».³⁵³ Pour tenir compte de ces nouvelles données, le pouvoir réorganisa, au lendemain de la signature du traité, les commissariats concernés par les relations avec l'extérieur. Trotsky abandonna le Narkomindel pour assurer à la tête du nouveau commissariat du peuple à la guerre la transformation de la garde rouge en une véritable armée organisée et cohérente. Tchitchérine, diplomate de carrière ayant rejoint les mencheviks en 1904 puis les bolcheviks en 1917, fut chargé d'organiser le Narkomindel sur un modèle plus classique que celui initié par Trotsky. Transféré à Moscou avec le reste du gouvernement, Tchitchérine est rejoint par Radek, qui prend la tête du département européen, dans les nouveaux bureaux du NKID.³⁵⁴

Contrairement aux craintes de Radek et à ce que pouvait laisser supposer cette redistribution des postes, le traité de Brest-Litovsk ne signifia nullement la fin du travail de propagande auprès des soldats des armées impérialistes. Mais, afin de respecter, en apparence du moins, l'article 2 du traité de Brest-Litovsk par lequel les signataires s'engageaient à «s'abstenir de toute agitation, de toute propagande dirigée contre le gouvernement, l'Etat ou les institutions militaires de l'autre pays»³⁵⁵, Sverdlov proposa simplement de «le faire normalement, non plus au nom du Sovnarkom [le conseil des commissaires du peuple], mais au nom du comité central de notre parti».³⁵⁶ La section de propagande internationale, initialement dirigée par Radek et composée pour l'essentiel de groupes de prisonniers de guerre, fut supprimée, et les groupes placés sous la responsabilité directe du parti en tant que sections internationales du PCR(b).³⁵⁷ Cette modification institutionnelle permettait de mettre l'Etat soviétique

353 Radek, *Die Auswärtige Politik Sowjetrusslands*, Hamburg, s.n., 1921, p. 80.

354 L'idée de transférer la capitale de Petrograd à Moscou existait depuis les premiers jours de la Révolution d'Octobre. Pour sa part Radek y était très hostile, considérant que c'était se couper un peu de l'Europe. Radek, «Die Weltlage und die russische Revolution», I, *Arbeiterpolitik*, 10.11.1917.

355 Cité par E.H. Carr, *La révolution bolchevique*, T. III, p. 82.

356 *Седьмой Съезд*, p. 195.

357 Déclaration de Lénine au congrès de fondation des sections internationales du PCR(b), *Lager, Front*, p. 55.

à l'abri de l'accusation d'ingérence, mais la manœuvre était surtout formelle: la fédération des groupes étrangers du parti communiste russe continua à recevoir des subventions³⁵⁸ sans qu'il soit possible de dire si celles-ci provenaient de l'Etat ou du parti, et les hommes chargés d'encadrer ces groupes demeurèrent les mêmes, indépendamment des fonctions qu'ils exerçaient au sein de l'appareil d'Etat. Ainsi, bien que formellement rattaché au Narkomindel en tant que responsable de la section Europe centrale, Radek s'occupe personnellement de l'organisation des premiers groupes communistes d'Europe centrale et de la formation de ses cadres.³⁵⁹

Le 22 avril, une dizaine de ces prisonniers constituent le groupe allemand du PCR(b).³⁶⁰ Organisé sur une base linguistique pour faciliter le travail de propagande, le groupe comprend des Allemands, des Autrichiens mais aussi des Hongrois et des Roumains de langue allemande. Son président, Karl Tomann, est un ancien responsable syndical social-démocrate d'origine autrichienne; le secrétaire, Hermann Osterloh, est un ouvrier social-démocrate de Brême. A la même période apparaissent aussi des groupes hongrois, serbe, roumain, tchèque et turc, formés selon le même modèle et avec les mêmes objectifs. Une fois constitués, ces groupes parcourent la Russie d'un bout à l'autre, organisant le travail auprès des prisonniers de guerre de leur propre nationalité, éditant des journaux, fondant des comités de soutien, recrutant des soldats pour l'Armée rouge. A terme les nouvelles recrues sont surtout destinées «à porter dans leur pays d'origine, quand sonnerait l'heure de leur rapatriement, la doctrine révolutionnaire, telle que le parti bolchevique la concevait et l'appliquait. En attendant, tous ces groupes se consacraient à une propagande active, trouvant surtout parmi les Autrichiens d'origine slave et les prisonniers hongrois une audience de plus en plus large à mesure que s'affirmait la victoire de l'Entente.»³⁶¹

358 J. Reed, «How Soviet Russia conquered Imperial Germany», dans *The Liberator*, II, Janv. 1919, p. 24.

359 Le rôle de Radek apparaît de façon incontestable à la lecture des documents. Cf. *Lager, Front*, p. 213.

360 F.549/4/1, doc. 1, RGASPI.

361 M. Body, *Les groupes communistes français de Russie*, Paris, Allia, 1988, p. 12. Selon W. H. Chamberlin, *Die russische Revolution, 1917-1921*, Bd. II, Frankfurt am Main, Europäische Verlagsanstalt, 1958, p. 381, lors du départ de ces recrues pour leur pays d'origine à l'automne 1918 Radek les aurait néanmoins encouragées à ne pas se contenter de copier le modèle révolutionnaire russe.

Initialement très faible, puisqu'il débuta avec seulement onze membres, le groupe allemand en comptera néanmoins plusieurs centaines l'année suivante. L'organe du groupe, *Die Weltrevolution*, aura à partir de septembre deux tirages hebdomadaires de 12 000 exemplaires chacun, d'août à novembre le nombre des revues distribuées sur le front passe de 30 000 à 150 000 exemplaires par mois, dont 30 000 pour le seul texte de Radek *L'effondrement de l'impérialisme et les tâches de la classe ouvrière internationale*.³⁶² Outre l'édition et la diffusion de ce matériel de propagande, le groupe allemand recrute des hommes pour la brigade Karl-Liebknecht qui se battra aux côtés de l'Armée rouge durant la guerre civile. Plusieurs de ces premiers communistes allemands sont aussi chargés de missions de confiance par le gouvernement soviétique comme la mise sur pied à Saratov d'un commissariat des affaires allemandes qui servira de base au futur territoire autonome des Allemands de la Volga.³⁶³ Dans l'ensemble pourtant, les prisonniers allemands furent peu nombreux à s'identifier à la cause bolchevique. A la différence des Hongrois et des Slaves, ils restèrent pour la plupart attachés à leur ancienne organisation, le SPD, ou à sa branche pacifiste l'USPD.

Comme le regrettait Angelica Balabanoff, les nouvelles recrues manquaient d'ailleurs d'expérience puisque «pratiquement aucune d'entre elles n'avait eu de contact avec le mouvement ouvrier dans son pays».³⁶⁴ Mais cette absence de lien avec les anciennes organisations ouvrières n'avait pas que des désavantages pour les bolcheviks. Désireux de rompre définitivement avec la II^e Internationale, les bolcheviks regardaient souvent avec suspicion les militants trop impliqués dans la politique de compromis de la social-démocratie, leur préférant des hommes plus jeunes prêts «à défendre le pouvoir du prolétariat les armes à la main».³⁶⁵ Entrés en politique par l'intermédiaire de la guerre, avec ce que cela signifie de violence et de souffrance, ils auront moins de réticence que leurs aînés à accepter la dureté, presque militaire, de la discipline communiste. Marqués par l'expérience d'Octobre, ils acceptaient aussi, contrairement à toute la tradition social-démocrate européenne, l'idée d'une prise du pouvoir sans l'appui de la majorité du peuple. Ce triptyque – défense du pouvoir soviétique,

362 *Lager, Front*, p. 166.

363 *Ibid.*, p. 86.

364 A. Balabanoff, *Ma vie*, p. 211.

365 Fiche d'admission du groupe communiste allemand. *Lager, Front*, p. 117.

discipline communiste et prise du pouvoir par la force – constituera le créneau des communistes de tous les pays et c’est avec raison que Lénine pouvait estimer que les sections internationales du PCR(b) avaient surtout posé les bases de la III^e Internationale.³⁶⁶ Lors du congrès de fondation de l’Internationale communiste, en mars 1919, les membres de ces premiers groupes communistes constitueront une partie très importante des délégations étrangères. Plus proches des bolcheviks que les militants issus des mouvements nationaux, ils apporteront une aide déterminante aux Russes pour convaincre les délégués de la nécessité de transformer cette conférence en congrès de fondation.³⁶⁷ D’autres, comme le Tchèque Ferdinand Effenberger et l’Autrichien Karl Tomann, seront envoyés dans leur pays d’origine pour participer à la fondation des PC nationaux. Parmi les prisonniers allemands convertis en Russie, il faut citer Ernst Reuter, jeune journaliste pacifiste qui sera secrétaire du KPD(s) en 1921 sous le pseudonyme de Friesland³⁶⁸, et Werner Rakov, fils d’émigré allemand né en Russie qui deviendra sous le pseudonyme de Felix Wolf[f] l’homme de liaison de Radek dans le parti allemand.³⁶⁹ Mais l’exemple le plus frappant est certainement celui des Hongrois: sept commissaires du peuple du régime de Bela Kun, dont Bela Kun lui-même³⁷⁰, sont des anciens prisonniers et sur les dix-huit membres du comité central six ont été recrutés en Russie.

366 Déclaration de Lénine au congrès de fondation des sections internationales du PCR(b), *Lager, Front*, p. 55.

367 L’Autrichien Karl Steinhardt qui revient en Russie lors du congrès de fondation de l’IC sous le pseudonyme de Gruber jouera un rôle essentiel pour convaincre les délégués de la nécessité de transformer cette conférence en congrès de fondation. Selon A. Balabanoff, l’intervention de Steinhardt était «téléguidée» par Lénine pour forcer la main aux Allemands. A. Balabanova, «Lénine et la création du Comintern», *Contributions à l’histoire*, p. 32. L. Laurat, «Le parti communiste autrichien», *ibid.*, p. 72, ne confirme pas le fait que Steinhardt fut prisonnier en Russie, mais cela est vraisemblable.

368 W. Brandt et R. Löwenthal, *Ernst Reuter. Ein Leben für die Freiheit*, München, Kindler, 1957.

369 M. Wehner, «Kaderkarrieren der Weltrevolution: Die deutsch-russische Geschichte der Brüder Rakow», *IWK*, H. 1, 1994, pp. 29-67.

370 D’origine hongroise, recruté selon plusieurs témoignages par Radek dans un camp de prisonniers autrichiens, il s’impose rapidement comme le président de la fédération des groupes étrangers du PCR(b). De retour en Hongrie, il participera à la fondation du PC hongrois et jouera un rôle de premier plan dans la République hongroise des conseils, avant d’émigrer en Russie où il remplira plusieurs fonctions dans l’appareil de l’IC et de l’Etat soviétique.

Malgré les craintes de Radek, le gouvernement soviétique n'avait donc pas renoncé «à mener une politique d'hostilité envers l'impérialisme».³⁷¹ Dans une certaine mesure le traité de Brest-Litovsk ouvrit même de nouvelles perspectives de subversion, puisque l'une des clauses de celui-ci stipulait la reprise des relations diplomatiques entre les deux pays. Conscient de la portée de l'événement, Radek le décrit en ces termes :

Les représentants de l'impérialisme allemand sont arrivés à Moscou, mais pour obtenir ce droit d'entrée ils ont dû admettre à Berlin l'ambassade rouge de la Russie révolutionnaire. Nos camarades sont partis en Allemagne en tant que représentants du pays le plus faible d'Europe au sens militaire du terme; mais ils sont partis en tant que représentants d'un pays moralement vainqueur. Pas un ouvrier à Berlin ne saluera l'ambassadeur de la République socialiste russe avec la même haine que chaque ouvrier de Moscou accueille aujourd'hui le représentant du capital allemand.³⁷²

Arrivé à Berlin fin avril, Joffé transforme l'ambassade en «quartier général pour l'état-major de la révolution allemande».³⁷³ Régulièrement, des socialistes allemands viennent à l'ambassade pour consulter Joffé sur des problèmes tactiques ou obtenir des informations sur la politique de leur gouvernement. Mais l'essentiel des efforts bolcheviques porte sur la diffusion du matériel de propagande. Des tonnes de publications révolutionnaires furent imprimées et distribuées aux frais de l'ambassade soviétique. Ernst Meyer pour les *Lettres de Spartakus*, Oscar Cohn pour les publications de l'USPD et surtout Knief, qui «appartient aux gens qui nous sont les plus proches»,³⁷⁴ reçurent directement de l'argent. En revanche, le trafic d'armes fut apparemment peu important. Les activités de l'ambassade soviétique, qui soulignent l'importance que les bolcheviks accordaient malgré la signature du traité de Brest-Litovsk à la révolution allemande, accrurent une nouvelle fois la tension entre les deux signataires. Les bolcheviks n'étaient d'ailleurs pas les seuls à violer le traité. En Finlande, une armée allemande commandée par von der Goltz et appuyée par des généraux russes joua un rôle décisif dans le renversement du gouvernement ouvrier finlandais qui avait signé un accord avec le gouvernement soviétique. En Ukraine, les troupes allemandes continuèrent à

371 Вятор (Радек), *Коммунист*, № 2, 27.4.1918.

372 J.W. Wheeler-Bennett, *Brest-Litovsk*, p. 329.

373 L. Fischer, *Men and Politics*, New York, Duell, Sloan and Pearce, 1941, p. 31.

374 Lettre de Radek à Joffé, 14.6.1918, Fonds Tchitchérine, 04/71/996, doc. 68, AVPRF.

progresser jusqu'à l'occupation totale du pays et, dans le sud, elles firent des incursions au-delà des frontières fixées par le traité.

Pendant les quelques mois qui suivirent la signature du traité, les relations germano-soviétiques semblaient donc proches de la rupture. De Moscou, Radek écrit de longues lettres à Joffé pour lui faire part de ses réflexions sur la situation. Selon lui, «l'affaire ukrainienne montre de quel côté le vent tourne, les Allemands rétablissent la bourgeoisie russe en Ukraine pour lancer un appel à la bourgeoisie de Russie».³⁷⁵ Mais Radek est convaincu que «la diplomatie allemande veut surtout éviter la rupture»³⁷⁶, c'est pourquoi «nous devrions chercher à obtenir qu'ils nous apportent une aide économique importante. Nous pouvons recevoir beaucoup des Allemands s'ils ont l'impression de réussir à trouver un *modus vivendi* avec nous.»³⁷⁷ D'ailleurs, «si les Américains veulent éviter que nous n'entamions des relations militaires avec les Allemands, qu'ils nous paient.»³⁷⁸ Mais l'illusion que les bolcheviks disposaient de plusieurs interlocuteurs potentiels fut de courte durée: durant l'été, plusieurs événements convainquirent les Allemands et les Soviétiques de leur dépendance mutuelle. Du côté allemand, les difficultés rencontrées par l'armée sur sa frontière occidentale rendaient peu probable la rupture d'un accord si favorable, même s'il n'était pas scrupuleusement respecté sur tous les points. Dans ce nouveau contexte, les Allemands firent désormais preuve de retenue comme en témoigne la prudence de leurs réactions après l'assassinat de leur ambassadeur en Russie le 6 juillet. Du côté soviétique, le débarquement britannique à Mourmansk, fin juin, suivi d'un débarquement franco-britannique à Arkhangelsk début août et, enfin, l'arrivée des troupes américaines renversèrent les priorités. Convaincu que les Alliés voulaient détruire le régime, Lénine envisage dès lors l'amélioration des relations avec l'Allemagne, malgré l'hostilité que suscite encore cette orientation chez les SR et les mencheviks. Même les Américains que les bolcheviks s'étaient efforcés de ménager, convaincus que Wilson ne voudrait pas se joindre aux opérations menées par les Alliés contre le gouvernement soviétique, étaient maintenant dénoncés.

375 Lettre de Radek à Joffé, 8.5.1918, Fonds Tchitchérine, 04/71/996, doc. 11, AVPRF.

376 Lettre de Radek à Joffé, 14.5.1918, Fonds Tchitchérine, 04/71/996, doc. 32, AVPRF.

377 Lettre de Radek à Joffé, 2.5.1918, Fonds Tchitchérine, 04/71/996, doc. 10, AVPRF.

378 *Ibid.*

L'idée d'un chantage diplomatique entre puissances capitalistes rivales n'étant plus possible, Radek voulait maintenant convaincre les Allemands, par ses articles dans les *Izvestia*, «qu'il n'existait pas de meilleure aide pour l'Entente que la politique actuelle de l'Allemagne à l'égard de la Russie».³⁷⁹ A la différence de ce qui s'était passé durant les négociations de l'hiver 1917-1918, les pourparlers de l'été 1918 furent donc conduits dans un esprit d'intérêt réciproque et, le 27 août, trois accords complémentaires au traité de Brest-Litovsk étaient signés en secret à Berlin. Rien n'illustre mieux la prise de conscience par les Allemands de l'importance du changement qui s'était opéré au sein de la direction bolchevique à leur égard et de leur intérêt à obtenir le plus rapidement possible un accord favorable avec les Russes que l'évolution de leur jugement sur Radek. En janvier, les rapports des services allemands du ministère des affaires étrangères présentaient Radek comme un homme «dangereux, dont il fallait essayer de limiter l'influence en faisant pression sur le gouvernement russe».³⁸⁰ Un mois à peine après la signature du traité, la rumeur avait circulé que Radek avait l'intention de se rendre à Berlin. Très inquiet de cette éventualité, Mirbach s'était efforcé d'obtenir de Tchitchérine qu'il «refuse une éventuelle requête de Radek» en ce sens, car cela était «peu souhaitable pour vous, comme pour nous».³⁸¹ Mais au début août, les Allemands ne voyaient plus aucune objection à ce que Radek se rende à Berlin «en mission spéciale» pour assurer le suivi des négociations, pendant que Joffé faisait un séjour à Moscou.³⁸² Radek était «investi de pouvoirs spéciaux»³⁸³ et devait être mis directement en «contact avec son Excellence Helfferich».³⁸⁴ Les Allemands favorisèrent même une rencontre entre Joffé et Radek à Orscha, ville située entre Smolensk et Minsk faisant momentanément office de frontière.³⁸⁵ Au terme de l'entretien,

379 Bericht dem Generalkonsul an AA, 14.8.1918, Radek: R.2042. A 34221, AA, Bonn.

380 Der Staatssekretär des Reichs-Marine-Amts an den Herrn Staatssekretär des AA, 31.1.1918, Radek: R.2042. A 4848, AA, Bonn.

381 Mirbach, Moskau, an A.A, Berlin, 27.4.1918, Radek: R.2042. A 17890, AA, Bonn.

382 Der Unterstaatssekretär, Bussche, an Freiherrn von Berckhein, 13.8.1918, Radek: R.2042. A 31026, AA, Bonn.

383 Telegramm, Aus dem Felde, an AA, 7.8.1918, Radek: R.2042. A 33334, AA, Bonn.

384 Telegramm, Aus dem Felde, an AA, 13.8.1918, Radek: R.2042. A 34209, AA, Bonn. Helfferich avait remplacé Mirbach mais dès la première semaine d'août, l'ambassade fut transférée à Pskov en territoire allemand.

385 Telegramm, Aus dem Felde, an AA, 12.8.1918, Radek: R.2042. A 34209, AA, Bonn.

Radek avait «volontairement décidé de ne plus se rendre à Berlin, pour revenir à Moscou»³⁸⁶, mais il n'existe aucune raison de penser que cela fut la conséquence d'une décision allemande. Après la signature des accords complémentaires, le consul général allemand à Moscou contestait l'avis de Joffé selon lequel «Radek perdrait de l'influence au sein du gouvernement». Les Allemands n'avaient d'ailleurs plus de raison de s'en inquiéter. Certes, Radek «est un fanatique»³⁸⁷, et ils ne se font aucune illusion sur ses véritables motivations; en août ils avaient même procédé à l'arrestation de sa femme dans un hôtel de Berlin³⁸⁸, car sous sa couverture de membre de la délégation soviétique pour les pourparlers de paix avec la Finlande, Rosa Radek «distribuait les écrits de son mari en Allemagne et était certainement là pour nouer des liens avec la gauche allemande».³⁸⁹ Mais «Radek est l'un des rares avec qui il est au moins possible de travailler un peu efficacement».³⁹⁰

Confrontés à une double agression étrangère et au retard de la révolution européenne, les bolcheviks semblent donc à ce moment accepter l'idée que la révolution devrait survivre pendant un temps dans la seule Russie. Comme nombre de socialistes allemands, Radek s'interroge pourtant sur cette énigme que constitue l'instauration en Russie du premier régime socialiste. Nombreux sont en effet les socialistes allemands qui, au nom du marxisme, contestent que la Révolution d'Octobre puisse être une révolution socialiste. Selon eux, une telle révolution n'est possible que lors-

386 Telegramm, Aus dem Felde, an AA, 13.8.1918, Radek: R.2042. A 34209, AA, Bonn.

387 Telegramm dem Generalkonsul an AA, 15.9.1918, Radek: R.2042. A 38612, AA, Bonn.

388 Arrêtée elle avait simplement demandé qu'on prévienne l'ambassadeur russe puisqu'elle était en Allemagne avec un passeport diplomatique. Aufzeichnung, 10.8.1918, Radek: R.2042. A 37008, AA, Bonn et Kommandantur der Residenz, Berlin, Radek, 1912-1918, Rep. 30 Berlin C (Titel 95, Sekt. 8), Nr. 16491, n° 229, Brandenburg LHA.

389 Stellvertreter der Generalstab der Armee an AA, 2.8.1918, Radek: R.2042. A 32560, AA, Bonn. Rosa Radek était aussi vice-présidente de la commission russe pour le rapatriement des prisonniers et des réfugiés de guerre (A. Kochanski, *Ksiegą Polaków*, p. 706). Plusieurs références à ses activités figurent dans les Archives du CICR, Genève, cf. «Mission Wehrlin» F. 1496-2-75. Les représentants de la Croix-Rouge soviétique et des diverses autres commissions soviétiques à l'étranger utilisaient régulièrement leur statut pour diffuser de la littérature bolchevique.

390 Telegramm dem Generalkonsul an AA, 15.9.1918, Radek: R.2042. A 38612, AA, Bonn.

que le capitalisme a subordonné toutes les formes économiques de la nation et que les prolétaires forment la majorité de la population. Conception «mécanique», répond Radek, qui par une «falsification du marxisme» aboutit à justifier la politique coloniale, les compromissions des «révisionnistes» et l'attentisme du SPD.³⁹¹ Car selon lui, la principale leçon de la Révolution russe est justement d'avoir démontré que l'accomplissement de la révolution ne nécessitait pas que le parti ait derrière lui l'appui de la majorité de la population: «Toutes les révolutions commencent par l'action d'une minorité et c'est seulement lorsque le processus est enclenché qu'une majorité rejoint le mouvement pour assurer sa victoire.»³⁹² Ainsi en fut-il en Russie, où

le prolétariat constitue incontestablement une minorité. Mais l'industrie lourde russe, l'exploitation des matières premières, les chemins de fer et les réseaux télégraphiques sont concentrés dans les mains d'un petit groupe, sont dirigés par quelques banques qui dictent leurs lois à l'ensemble de ce pays agraire. Grâce à l'aide de la paysannerie, saignée par trois années de guerre, les ouvriers ont réussi à conquérir le pouvoir.³⁹³

Situation exceptionnelle? Non, répond Radek, il est normal que «la révolution socialiste commence d'abord dans les pays où l'organisation capitaliste est la plus faible», alors que les grands pays capitalistes, comme l'Allemagne, ont des systèmes économiques et sociaux trop bien organisés pour être renversés facilement.³⁹⁴ Après une première phase qualifiée d'utopiste, puis une deuxième de scientifique, le communisme est donc entré grâce à l'exemple du prolétariat russe dans sa phase décisive, celle de l'action, et «celui qui s'appuie sur des tableaux statistiques pour démontrer l'impossibilité d'une révolution socialiste n'a en réalité rien compris au marxisme».³⁹⁵

A l'automne 1918 Radek semble donc s'être totalement aligné sur les conceptions de Lénine, achevant ainsi un processus initié en Suisse sur la question de la scission. Son soutien à la politique de Brest-Litovsk, son approbation du tournant économique et ses remarques sur la force de l'organisation capitaliste en Allemagne pour expliquer le retard de la révolution

391 Radek, *Die Entwicklung des Sozialismus von der Wissenschaft zur Tat*, Wien, Kommunistische Partei Deutschösterreichs. 1918.

392 *Ibid.*, p. 23.

393 *Ibid.*, p. 18.

394 *Ibid.*, p. 20.

395 *Ibid.*

européenne apparaissent comme autant de reniements de ses conceptions passées. L'effondrement des Empires centraux lors des premières semaines de novembre allait pourtant démontrer que, malgré les efforts de Radek et des autres dirigeants soviétiques pour expliquer – en totale contradiction avec les enseignements de Marx – le succès de la révolution socialiste à la périphérie de l'Europe, c'était bien dans l'action du prolétariat allemand et autrichien, «nos aînés et nos maîtres»³⁹⁶ que Radek voyait le salut du socialisme révolutionnaire.

396 E. Drahn et S. Leonhard, *Unterirdische Literatur*, p. 141.

Chapitre 4

Une passion allemande déçue

Ce révolutionnaire professionnel, cet internationaliste convaincu, avait une grande faiblesse: l'Allemagne.¹

Lorsque la nouvelle de la révolution allemande nous parvint, le prolétariat russe fut transporté de joie. Non seulement parce que la victoire de la révolution allemande signifiait la mort définitive de l'impérialisme allemand, l'éclatement de la chaîne des puissances impérialistes et de fait la possibilité pour la Russie de se libérer de l'encerclement, mais pour la raison que le prolétariat russe, trop jeune, trop peu organisé et trop peu expérimenté avait bien conscience que sans une révolution socialiste en Allemagne, il n'aurait pas à lui seul les forces nécessaires pour édifier une nouvelle bâtisse sur les décombres que le capitalisme avait laissés derrière lui.²

Introduction³

Radek n'a jamais cessé d'être hanté par l'Allemagne. Durant ces quatre années de guerre, le prolétariat allemand, le parti social-démocrate allemand et l'espoir d'une révolution allemande étaient toujours demeurés au centre de ses préoccupations. En plaçant la Russie à la pointe de la

- 1 G. Hilger, A.G. Meyer, *The Incompatible Allies. A Memoir-History of German-soviet Relations, 1918-1941*, New York, The Macmillan Company, 1953, p. 73.
- 2 Radek, *Die russische und die deutsche Revolution und die Weltlage*, republié dans H. Weber (Hrsg.), *Der Gründungsparteitag der KPD, Protokoll und Materialien*, Frankfurt, Europäische Verlagsanstalt, 1969, p. 68.
- 3 La principale source pour les activités de Radek en cette année 1919 est son texte de souvenirs écrit en 1925 et publié pour la première fois en 1926 sous le titre «Novembre – Une petite page de mes souvenirs» dans le journal soviétique *Красная Новь*, № 10, окт. 1926. J'ai utilisé la traduction allemande enrichie par Schüddekopf de nombreux documents provenant des archives des AA, O.E. Schüddekopf, «Karl Radek in Berlin: Ein Kapital deutsch-russischer Beziehungen in Jahre 1919», *Archiv für Sozialgeschichte*, Bd. II, 1962, pp. 87-166 (désormais Radek, «November»). Il existe une traduction française des pages 132 à 140 dans G. Badia, *Le Spartakisme. Les dernières années de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht*, Paris, L'Arche, 1967, pp. 399-409.

révolution mondiale, les bolcheviks modifièrent durant un temps les priorités de Radek qui, révolutionnaire professionnel et internationaliste convaincu, se mit au service de la Révolution russe. Mais comme il devait le reconnaître quelques années plus tard: «Si j'écoute mes penchants je suis plus lié à la classe ouvrière allemande qu'à la classe ouvrière russe.»⁴ Son combat au sein des communistes de gauche contre la signature du traité de Brest-Litovsk et son rôle dans la formation des premiers groupes communistes allemands témoignent d'ailleurs de la permanence de ses convictions même s'il n'était pas parvenu, malgré deux tentatives, à se rendre en Allemagne avant la fin de la guerre. Mais durant les premiers jours de novembre, la roue semble tourner à nouveau.

Partout les armées allemandes sont en déroute et, dans de nombreuses villes, les ouvriers constituent, comme l'année précédente en Russie, des conseils. Malgré les efforts des dirigeants SPD, le mouvement qui se développe en marge des organisations ouvrières, et parfois même contre ses dirigeants, ne cesse de se radicaliser en reprenant à son compte les mots d'ordre de la Révolution bolchevique. Dans l'espoir de calmer les esprits, Scheidemann obtient la libération de Liebknecht, bientôt suivie par celle de centaines de militants souvent détenus depuis des années. Libérée, la principale figure de l'opposition allemande cherche à renforcer la pression de la rue. Mais dans les usines, parmi les soldats, ce ne sont pas les spartakistes mais les centristes de l'USPD, Däumig et Ledebour, et les délégués révolutionnaires, autour de Richard Müller, qui organisent «la vraie avant-garde des troupes».⁵ A Stuttgart, le conseil ouvrier est maître de la ville, mais il demeure isolé puisque dans les autres centres industriels les révolutionnaires ont décidé d'attendre. Au bout de quelques jours, la police réagit en procédant à de nouvelles arrestations sur l'ensemble du territoire et quelques jours encore avant l'effondrement du régime, le gouvernement lance un dernier défi aux bolcheviks en expulsant leur ambassade d'Allemagne. Mais il est trop tard pour enrayer le mouvement. La mutinerie des marins de Kiel, bientôt suivie par des manifestations à Brême, Hambourg, Munich... emporte les dernières hésitations. Même les majoritaires, conscients qu'il n'est plus possible d'entraver la marche des événements et craignant surtout que le mouvement profite aux plus radicaux,

4 Lettre autobiographique de Radek, 1919, citée par G. Haupt, *Les bolcheviks*, p. 340.

5 P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 140.

finissent par se rallier aux mots d'ordre de formation de conseils d'ouvriers et de soldats. Dès lors tout s'enchaîne très vite: Max de Bade annonce l'abdication de l'empereur, Scheidemann cède à la pression de la foule et proclame la République depuis le balcon du Reichstag⁶, alors que non loin de là Liebknecht fait acclamer la République socialiste allemande.

A Moscou, la nouvelle de cette vague révolutionnaire venue d'Europe est saluée par des manifestations enthousiastes. Commentant l'une d'entre elles Radek écrit: «Des dizaines de milliers de travailleurs éclatèrent en applaudissements frénétiques. Je n'ai jamais rien vu de semblable. Tard dans la soirée, des travailleurs et des soldats de l'Armée rouge défilaient encore. La révolution mondiale était enfin venue. Les masses populaires entendaient le martèlement de son pas. Notre isolement prenait fin.»⁷ Le traité de Brest-Litovsk fut immédiatement annulé et personne ne doutait plus que le drapeau rouge de la révolution prolétarienne allait bientôt pouvoir flotter «de la Volga au Rhin».⁸ L'alliance des ressources humaines de la Russie prolétarienne et des talents d'organisation du prolétariat allemand allait ouvrir au camp révolutionnaire de nouvelles perspectives. Les graves problèmes auxquels était confrontée l'Allemagne ne constituaient-ils pas une sorte de garantie de la radicalisation rapide du mouvement ouvrier allemand?

Loin de connaître un scénario «à la russe», la lutte qui oppose, en Allemagne, socialistes réformistes et révolutionnaires va tourner rapidement à l'avantage du SPD. Ayant hérité du gouvernement légal par la décision de Max de Bade, Ebert avait immédiatement formé un gouvernement de six «commissaires du peuple»: trois socialistes majoritaires (Ebert, Scheidemann et Landsberg) et trois indépendants (Haase, Dittmann et Barth), Liebknecht ayant refusé de siéger en son sein. Bien moins implantés dans les comités d'usine que les indépendants, les majoritaires réussissent ainsi, en utilisant le désir d'unité des délégués de soldats, à obtenir du comité exécutif des conseils de Berlin la reconnaissance

6 Cette proclamation suscita l'indignation d'Ebert qui s'était engagé auprès de Max de Bade à rester, jusqu'à l'élection d'une nouvelle assemblée devant se prononcer sur la forme du nouvel Etat, dans la cadre de la Monarchie. Cf. E. Kolb, *Die Weimarer Republik*, 3 Auflage, München, R. Oldenbourg Verlag, 1993, p. 7.

7 Radek, «November», p. 121.

8 Discours de Radek du 10 octobre 1918, cité par E. Drahn et S. Leonhard, *Unterirdische Literatur*, p. 147.

du principe de parité dans la composition du conseil des commissaires du peuple.⁹ Grâce à cet accord, les sociaux-démocrates vont prendre pied dans de nombreux conseils dont ils étaient a priori exclus, alors que la réciproque n'est pas toujours vraie. Dans certaines villes, des révolutionnaires favorables à la dictature du prolétariat conservent un moment la direction de conseils qu'ils érigent en véritable pouvoir exécutif doté d'une force de police et de structures propres à tous les gouvernements. Mais confrontés à une forte crise financière et à la résistance des administrations et du pouvoir central, les conseils locaux finissent par abandonner la plupart de leurs prérogatives. Au niveau de l'exécutif national l'évolution n'est guère plus favorable aux révolutionnaires. Théoriquement, les commissaires du peuple demeurent bien sous le contrôle du comité exécutif des conseils et, pendant plus d'un mois, cette instance, dont la composition n'était pas à l'origine particulièrement radicale, fait de la résistance.¹⁰ Incapable de constituer son propre appareil et de surmonter l'immensité des tâches administratives qui lui sont dévolues, elle souffre d'un manque d'unité politique qui l'amène à «ouvrir la voie de sa propre liquidation et de celle des conseils en tant qu'organe de pouvoir»¹¹, en acceptant implicitement le principe de la convocation d'une assemblée constituante, dont l'élection est fixée par le gouvernement au 16 février 1919. Le comité exécutif des conseils parvient néanmoins à fixer au 16 décembre la convocation de l'ensemble des délégués des conseils du Reich, mais quelques jours avant la tenue de cette assemblée, la *Rote Fahne*, le journal de la seule force politique ouvertement favorable aux conseils, reconnaîtra que l'organe de la révolution prolétarienne était réduit à un état d'impuissance totale.¹²

Profitant de sa double qualité de chancelier du Reich et de président du conseil des commissaires du peuple, Ebert réussit durant ce mois de novembre à utiliser sa position pour poser, avant même la convocation de l'assemblée constituante, les bases du nouveau régime. L'essentiel avait toujours été pour les dirigeants socialistes d'empêcher une révolution de

9 E. Kolb, *Die Weimarer Republik*, pp. 7-8.

10 Cf. H.E. Friedlander, «Conflict of Revolutionary Authority: Provisional Government Berlin Soviet, November-December 1918», *International Review of Social History*, VII, 1962, pp. 163-176.

11 P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 182.

12 *Rote Fahne* (désormais RF), 11.12.1918.

type bolchevique, en assurant la «continuité de l'Etat», c'est pourquoi ils commencent par conclure un pacte avec les chefs militaires: tant que le gouvernement s'engageait à respecter la discipline militaire et à lutter contre les bolcheviks, le haut commandement ne s'opposerait pas à l'établissement de la République en Allemagne.¹³ Les sociaux-démocrates poussent ensuite à la conclusion d'un accord entre les organisations syndicales et le patronat constituant une «communauté de travail».¹⁴ Apparemment le patronat cède sur tout: la journée de huit heures, la liberté syndicale et l'élection de commissions paritaires constituent des acquis importants pour l'époque. En réalité, il sauve le plus important puisque pour obtenir des compensations matérielles, souvent impossibles à satisfaire dans le contexte économique de l'après-guerre, les syndicats renoncent au contrôle des usines et à la lutte des classes. Au terme de ce processus, l'essentiel de l'ancienne structure sociale, des cadres de l'Etat wilhelmien et surtout de la hiérarchie militaire demeure intact. Un moment impuissant, incapable de faire face à la constitution des conseils, l'Etat sort en définitive presque indemne de cette première vague révolutionnaire, sauvé par les sociaux-démocrates, qui, de peur d'être dépassés sur leur gauche, ont préféré mettre un terme à la révolution avant que celle-ci ne commence vraiment.

Pour les bolcheviks, qui n'avaient pas pu suivre ces événements dans le détail et qui demeuraient ainsi largement ignorants de la nature véritable du nouveau régime, les premiers contacts avec la nouvelle Allemagne vont être une source de profonde déception. Depuis le premier jour de l'annonce de la Révolution allemande, les bolcheviks essayaient d'entrer en contact avec Berlin pour obtenir des détails sur le déroulement des événements et l'attitude du nouveau pouvoir à l'égard de la Russie soviétique. Utilisant un appareil télégraphique qui se trouvait dans les locaux de l'ancienne légation allemande de Moscou, désormais occupée par le groupe communiste allemand, ils envoient quotidiennement des déclarations au gouvernement allemand des conseils sans obtenir la moindre réponse. Pour Radek, ce silence s'explique par le brouillage des ondes, organisé par les militaires allemands depuis la ligne de front.¹⁵ En fait, les messages des bolcheviks arrivent bien à Berlin, mais le fonctionnaire

13 J. Benoist-Méchin, *Histoire de l'armée allemande, 1918-1937*, Paris, Laffont, 1984, pp. 38-40 et E. Kolb, *Die Weimarer Republik*, p. 13.

14 *Ibid.*, p. 14.

15 Radek, «November», p. 122.

des affaires étrangères chargé de la Russie a pris soin de court-circuiter la réception pour ne pas placer l'Allemagne dans une mauvaise posture vis-à-vis de l'Entente.¹⁶ Cette initiative personnelle semble d'ailleurs avoir eu l'appui tacite de Haase, le délégué du peuple aux affaires étrangères, du moins jusqu'au 14 novembre.¹⁷ A cette date, et sans qu'il soit possible d'en donner une explication tout à fait satisfaisante, Haase ouvre le téléprinter pour entamer une conversation avec Radek et Tchitchérine.¹⁸

Dans un premier temps, Haase transmet, «avec toute la politesse d'un avocat», les salutations du conseil des députés du peuple, et remercie le gouvernement soviétique de son offre de pain aux ouvriers allemands, mais comme il sait que «la famine règne en Russie, [il] prie le gouvernement de faire parvenir ce pain aux affamés».¹⁹ Pour Radek, la réponse de Haase est une véritable gifle, un «nouveau 4 août», «Judas Iscariote avait achevé sa trahison»: «Le dirigeant de la Révolution allemande, Haase, a reçu du dirigeant de la Ploutocratie américaine, Wilson, du pain et du lard. Il n'a plus besoin de l'aide de la Révolution russe.»²⁰ Malgré le désir pressant des Russes d'établir de nouvelles relations avec le gouvernement provisoire, Haase refuse aussi de se prononcer sur le retour à Berlin de Joffé et du personnel de l'ambassade soviétique, qui séjournaient à la frontière depuis leur expulsion quelques jours avant la révolution.²¹ Pendant un moment, les réserves de Haase purent être interprétées comme le résultat de la désorganisation du pouvoir, la suite des événements allait pourtant démontrer qu'elles annonçaient la profonde hostilité des sociaux-démocrates et d'une partie des indépendants à l'égard de la Russie soviétique. Mais le gouvernement provisoire n'était pas la

16 R. Nadolny, *Mein Beitrag*, Wiesbaden, Limes Verlag, 1955, pp. 65-66, et R.K. Debo (ed.), «The 14 November 1918 Teleprinter Conversation of Hugo Haase with Georgii Chicherin and Karl Radek: Document and Commentary», *Canadian-American Slavic Studies*, 1980, 14 (4), pp. 515-516.

17 Les archives allemandes contiennent plusieurs copies de l'entretien dont la date varie selon les versions. Après les avoir toutes comparées, R.K. Debo, «The 14 November», p. 523, arrive à la conclusion qu'il faut retenir la date du 14.11.1918.

18 *Ibid.*, pp. 516-517, Haase s'inquiétait surtout du sort des fonctionnaires allemands des affaires étrangères détenus en Russie.

19 Radek, «November», p. 123.

20 *Ibid.*

21 *Akten zur deutschen auswärtigen Politik 1918-1945, (ADAP)*, Serie A, Bd. I, p. 24.

seule autorité d'Allemagne et lorsque les Soviétiques reçurent du comité exécutif berlinois une invitation pour le premier congrès pan-allemand des conseils, prévu pour le 16 décembre 1918²², Radek espérait encore renverser la situation.

Munie de «200 000 marks et de deux tonneaux de réserve de gras et de miel», la délégation soviétique composée de Radek, Boukharine, Joffé, Rakovsky et Ignatov, rejoint d'abord Dünaburg sur la ligne de front, où le conseil des soldats de la garnison a promis de les prendre en charge jusqu'à Berlin. Mais à Dünaburg, tout semble remis en question puisque le conseil des soldats refuse, désormais, d'assumer la responsabilité de l'escorte. Les négociations se poursuivent pendant deux jours, puis, une nuit, ils sont réveillés par «le faisceau d'une lampe électrique, une figure bien rasée avec un monocle se mit à nous appeler par nos noms. C'était un officier allemand qui au nom du général Falkenhayn nous expliqua qu'on ne nous laisserait pas aller jusqu'à Berlin et qu'on allait au contraire nous renvoyer en Russie par Minsk.»²³ Le jour de l'arrivée de la délégation soviétique à la frontière, le conseil des représentants du peuple avait en effet décidé par cinq voix contre une de lui refuser l'entrée du territoire allemand. La décision allemande n'aurait pas dû surprendre les bolcheviks. Depuis les premiers jours de la révolution, les membres du conseil refusaient de défier les Alliés, or, loin de faire preuve de la retenue nécessaire, Radek avait évoqué publiquement son intention d'emmener des agitateurs bolcheviques pour recruter des partisans parmi les prisonniers alliés détenus en Allemagne²⁴. Mieux qu'aucun autre bolchevik, il aurait pourtant dû savoir que les dirigeants de l'USPD et du SPD refuseraient de couvrir une politique de provocation envers les Alliés alors qu'ils s'apprêtaient à entamer les négociations de paix.²⁵

Renvoyée de l'autre côté de la ligne de démarcation dans des conditions qualifiées «d'humiliantes»²⁶, la délégation finit par rejoindre Minsk,

22 Télégramme du comité exécutif des conseils allemands à la République des Soviets. Signé Reich, Richard Müller et Molkenbuhr. F.326/2/21, RGASPI.

23 Radek, «November», p. 126.

24 *ADAP*, Serie A, Bd. I, p. 26.

25 E. H. Carr, *La révolution bolchevique*, T. III, p. 111, note 137, cite une version «sujette à caution» selon laquelle «Radek aurait également offert l'aide soviétique pour résister aux armées alliées sur le Rhône.»

26 Г. Чичерин, *Внешняя политика советской России за два года*, Москва, Гиз, 1920, p. 23.

désormais contrôlée par l'Armée rouge. Mais, «l'indomptable Radek»²⁷ n'entendait pas en rester là et, après avoir obtenu l'accord du comité central du parti russe, il se mit en quête d'une solution pour passer illégalement en Allemagne.²⁸ A Minsk, Radek retrouve aussi deux membres du groupe communiste allemand – Ernst Reuter-Friesland et Felix Wolf[f] – qui s'étaient portés volontaires pour faire de l'agitation parmi les troupes allemandes de Biélorussie. Déguisés en prisonniers de guerre autrichiens, ils franchissent les lignes de démarcation puis se mêlent à un groupe de soldats du Reich qui battait en retraite.²⁹ Pendant cette marche de plusieurs jours, où le vent et la neige ajoutent à la confusion, ils croisent de nombreux soldats russes qui avaient profité de la retraite des Allemands pour s'enfuir. Grâce à l'ingéniosité de Felix Wolf[f], ils réussissent à acheter à Wilna³⁰ des certificats de prisonnier de guerre autrichien qui les autorisent à traverser le territoire du Reich sous le contrôle des autorités allemandes³¹. Après plusieurs jours de trajet dans un train bondé de réfugiés, les trois hommes arrivent à Berlin, le 19 décembre 1918.³² Il était encore temps de participer aux deux dernières journées du congrès allemand des conseils, mais comme celui-ci s'était déjà prononcé en faveur de la convocation d'une assemblée législative, Radek préféra se consacrer à d'autres tâches.

La première phase de la révolution allemande, que les bolcheviks qualifiaient par analogie avec la révolution russe de phase de «Février», était terminée et Radek devait maintenant préparer l'Octobre allemand. Mais quelle était véritablement la nature de la Révolution allemande lors de son arrivée à Berlin? Dans un discours tenu le 26 novembre, Karl Liebknecht donnait la réponse suivante: «Il s'agit pour l'essentiel d'une révolte dirigée spécialement contre la guerre [...]. La Révolution actuelle peut vouloir

27 E.H. Carr, *La révolution bolchevique*, T. III, p. 111.

28 Radek se serait entretenu au téléphone avec Lénine, E. Reuter, *Erster Band. Briefe, Aufsätze, Referate, 1904 bis 1922*, Berlin, Propyläen Verlag, 1972, p. 412.

29 Hermann Osterloh, le secrétaire du groupe communiste allemand, faisait aussi partie de cette «seconde» délégation mais il ne put franchir la frontière.

30 Radek utilise la dénomination allemande Wilna. De 1920 à 1940, la ville annexée par les Polonais s'appelle Wilno. Reprise par les Soviétiques en 1940, elle retrouve son nom originel de Vilnius et redevient la capitale de la Lituanie, mais sous contrôle soviétique.

31 C'est à ce moment que Werner Rakov prend le pseudonyme de Felix Wolf[f]. M. Wehner, «Kaderkarrieren», p. 35.

32 Cf. P. Levi, «Zur Klarstellung», *Unser Weg*, 1/2, 1921, p. 45.

continuer d'être ce qu'elle est jusqu'ici: un mouvement pour la paix et pour des réformes bourgeoises, ou bien elle peut devenir ce qu'elle n'est nullement jusqu'à présent: une révolution socialiste prolétarienne.»³³ Analyse prudente, longtemps controversée, mais désormais largement confirmée par de nombreux travaux d'historiens.³⁴ Un entretien qui se déroule entre Radek et Lénine, la veille du départ de la délégation bolchevique pour l'Allemagne, montre d'ailleurs que le dirigeant d'Octobre n'était guère plus optimiste: «L'Allemagne est battue. Le chemin de l'Entente vers la Russie est libre. Même si l'Allemagne ne participe pas à la campagne contre nous, les Alliés ont maintenant les mains libres. [...] N'oubliez pas que vous devrez travailler dans le dos de l'ennemi. L'intervention est inévitable et beaucoup de choses dépendront de la situation en Allemagne.»³⁵ Radek refusa apparemment d'envisager les choses sous cet angle: «La révolution allemande est un événement trop sérieux pour que l'on puisse la concevoir comme une diversion dans le dos de l'ennemi.»³⁶

Il n'allait pourtant pas tarder à perdre ses illusions: une succession d'insurrections manquées et six mois d'entretiens avec les plus hautes autorités allemandes réussirent à le convaincre de la force de la bourgeoisie et de la lenteur du processus révolutionnaire. Et lorsque, au terme de cette année 1919, Radek retournera en Russie, le plus passionné des partisans de la révolution allemande fera de la situation une analyse empreinte de pessimisme révolutionnaire.

33 Discours de Karl Liebknecht du 26.11.1918, cité par G. Badia, *Les Spartakistes, 1918: l'Allemagne en révolution*, Paris, Julliard, 1969, p. 257.

34 Cf. le bilan historiographique fait sur cette question par E. Kolb, *Die Weimarer Republik*, pp. 157-168.

35 Radek, «November», p. 125.

36 *Ibid.*

1. Flux et reflux de la première vague révolutionnaire

Lors de l'éclatement de la révolution, le mouvement révolutionnaire en Allemagne était une orientation théorique sans parti, un esprit sans corps.³⁷

C'est comique, mais pourtant vrai: nous devons enseigner aux Allemands l'organisation.³⁸

Malgré les événements de juillet, notre route vers le pouvoir était parsemée de roses en comparaison de celle des Allemands. Jamais nous n'avons dû accepter, comme les Allemands en janvier ou aujourd'hui, de gaspiller autant de sang et de moyens sans raison, car nous avions de l'autorité sur les masses que nous tenions en main, ce qui n'est pas le cas du parti allemand.³⁹

Les retrouvailles des frères ennemis de la gauche allemande

Dès son arrivée à Berlin, Radek se rend à la rédaction de la *Rote Fahne*, puis à la Friedrichstrasse, au siège de la centrale, où il retrouve les principaux dirigeants spartakistes: Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg, Leo Joguiches, Ernst Meyer, Wilhelm Pieck, Hermann et Käte Duncker, Auguste Thalheimer, Paul Levi, Paul Lange et Fritz Rück. «On aurait dit une ruche.»⁴⁰ Les retrouvailles se font dans une ambiance très tendue, pleine d'arrière-pensées personnelles: depuis la scission du parti polonais, Radek n'avait jamais revu la «clique Tyszka-Luxemburg» comme il les appelait durant les années 1912-1914. Mais Joguiches était devenu plus «doux, plus serein»⁴¹ et il ne fut apparemment pas question du passé. Avec Rosa Luxemburg, les choses furent un peu plus compliquées, car malgré toutes ces années elle n'avait nullement changé d'opinion sur Radek. Selon Paul Levi, «elle n'avait pour lui qu'un seul sentiment: le

37 Radek, *Die Entwicklung der deutschen Revolution und die Aufgaben der kommunistischen Partei*, Hamburg, Carl Hoym, 1920, p. 16.

38 Lettre de Radek à Lénine, Tchitchérine et Sverdlov du 24.1.1919, Я.С. Дрaбкин, *Коминтерн и идея мировой революции. Документы*, Москва, Наука, 1998, pp. 90-95 et O. Luban, «Karl Radek im Januaraufstand 1919 in Berlin. Drei Dokumente», *IWK*, n° 3, 2000, p. 381.

39 A. Paquet, *Der Geist der russischen Revolution*, Leipzig, Kurt Wolff Verlag, 1919, pp. VIII-IX.

40 Radek, «November», p. 133.

41 J.-P. Netti, *Rosa Luxemburg*, p. 725.

dégoût». ⁴² Selon Ruth Fischer, elle «refusa de lui dire bonjour et Levi fut obligé de la persuader que c'était là des manières impossibles». ⁴³ La méfiance presque instinctive que Rosa Luxemburg éprouvait à l'égard de Radek se doublait aussi de réserves à l'égard de sa qualité d'émissaire de Lénine et elle aurait déclaré: «Nous n'avons pas besoin d'un commissaire au bolchevisme, les bolcheviks peuvent rester chez eux avec leur tactique.» ⁴⁴

Durant les derniers mois de guerre qu'elle avait passés en prison, Rosa Luxemburg avait écrit plusieurs articles consacrés à la situation et aux perspectives de la Révolution russe. Dans une large mesure, Rosa considérait que la dictature exercée par le parti bolchevique était le résultat presque inévitable d'une succession de circonstances dramatiques comme la carence du prolétariat allemand et l'occupation de la Russie par l'impérialisme allemand. «Ce serait exiger de Lénine et consorts une chose surhumaine que de leur demander encore, dans des circonstances pareilles, de produire par magie la plus belle des démocraties, la dictature du prolétariat modèle et une société socialiste florissante.» Mais, «le danger commence au point où faisant vertu de la nécessité, ils cristallisent en théorie de toutes pièces la tactique à laquelle les ont contraints ces fatales conditions et veulent la recommander à l'imitation du prolétariat international comme le modèle de la tactique socialiste». ⁴⁵ Paul Levi avait réussi à la convaincre que ses critiques pourraient être utilisées par ses adversaires ⁴⁶ et le texte ne sera publié qu'en 1922, lorsque Levi aura lui-même été exclu du parti. Mais aucun des principaux dirigeants allemands et encore moins Radek, qui dès le premier jour de son arrivée avait dû défendre la position des bolcheviks sur la terreur, ne pouvaient en ignorer le contenu. «Rosa regrettait que Dzierzinski soit à la tête de la Tchéka. La terreur n'a pourtant pas eu raison de nous. Comment peut-on donner une telle importance à la terreur? Mais c'est par la terreur, lui répondis-je [Radek], par la persécution, qu'ils nous ont écrasés pour des années. Nous tablons sur la révolution mondiale, nous devons gagner quelques années. Comment

42 P. Levi, «Zur Klarstellung», *Unser Weg*, 1/2, 1921, p. 45.

43 R. Fischer, *Stalin und der deutsche Kommunismus*, p. 92.

44 P. Levi, «Zur Klarstellung», *Unser Weg*, 1/2, 1921, pp. 45 et ss.

45 R. Luxemburg, *La révolution russe*, Paris, Maspero, 1964, p. 71.

46 S. Quack, *Geistig frei und niemandes Knecht, Paul Levi-Rosa Luxemburg. Politische Arbeit und persönliche Beziehung*, Köln, Kiepenheuer und Witsch, 1983, p. 133.

peut-on alors nier l'importance de la terreur?» Selon Radek, Liebknecht le «soutint chaleureusement»⁴⁷, mais Rosa répéta encore à plusieurs reprises que «la révolution prolétarienne n'a besoin d'aucune terreur pour atteindre ses objectifs, elle abhorre et hait le meurtre».⁴⁸

Dans le prolongement de ces critiques, Rosa Luxemburg restait réticente à l'idée de constituer un parti communiste allemand, ce parti d'un type nouveau qui avait déjà suscité tant de controverses entre elle et Lénine depuis 1904. Loin de partager les thèses bolcheviques représentées en Allemagne par Radek et le nouveau journal des Brêmois, *Kommunist*, Rosa Luxemburg exprimait dans un article, faisant office de programme pour la Ligue spartakiste, sa conviction que «la Ligue spartakiste n'entreprendra jamais la conquête du pouvoir autrement que par une volonté claire et sans équivoque de la grande majorité des masses prolétariennes d'Allemagne, avant que n'apparaisse la force de leur approbation consciente des objectifs et des méthodes de combat de la Ligue».⁴⁹ Difficile d'exprimer en termes révolutionnaires une conception moins léniniste et c'est seulement à la suite de la décision du congrès pan-allemand des conseils d'organiser, contre l'avis des spartakistes, des élections pour former une assemblée constituante⁵⁰, puis après le refus de l'USPD de convoquer un nouveau congrès avant ces élections, qu'elle s'était finalement ralliée, contre l'avis de Joguiches, à la décision de former une nouvelle organisation révolutionnaire.⁵¹

Le ralliement de Rosa était un atout de poids pour Radek, mais il lui fallait aussi tenir compte de l'animosité qui perdurait encore entre les différentes tendances de la gauche allemande. Divisés en tendances rivales, empêtrés dans des querelles de personnes, les radicaux de gauche s'étaient épuisés pendant quatre années dans une guerre fratricide qui les avait fortement gênés pour s'opposer efficacement à la politique des majoritaires. Durant les conférences de Zimmerwald et de Kienthal, les représentants allemands n'avaient cessé de mener dans les coulisses une

47 Radek, «November», p. 133.

48 «Was will der Spartakusbund?», *RF*, 14.12.1918.

49 *Ibid.*

50 Sur 489 délégués, il n'y avait que 10 spartakistes; ni R. Luxemburg, ni K. Liebknecht ne furent délégués. *Allgemeine Kongress der Arbeiter-und Soldatenräte Deutschlands*, vom 16. bis 21. Dezember 1918 im Abgeordnetenhaus zu Berlin, Stenographische Bericht, Berlin, s.d.

51 P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 214.

lutte d'influence pour prendre le pas sur leurs rivaux. Dès les premières rencontres, Käte Duncker et Auguste Thalheimer, les représentants du groupe *Internationale*, avaient contesté la représentativité de Borchardt et des Brêmois qu'ils considéraient comme des groupes «non organisés, sous influences, sans influence»⁵², alors que, de leur côté, les proches de Knief reprochaient aux partisans de Rosa Luxemburg de manquer de détermination. Plus tard, lorsque les spartakistes avaient choisi d'entrer dans l'USPD au lieu de constituer une organisation indépendante, Radek et les Brêmois n'avaient pas hésité à critiquer publiquement cette décision et à appeler à un regroupement des radicaux au niveau local comme première étape de la formation d'un nouveau parti.⁵³

Transformés depuis le 23 novembre 1918 en communistes internationaux d'Allemagne (IKD), les Brêmois de Knief, bientôt rejoints par les radicaux de Hambourg et le reste du groupe Borchardt de Berlin⁵⁴, étaient bien convaincus que le moment était venu de constituer en Allemagne un véritable parti bolchevique, mais selon eux, Rosa Luxemburg et ses camarades étaient largement étrangers à l'esprit du bolchevisme.⁵⁵ Malgré la décision du groupe spartakiste de quitter l'USPD, les IKD continuaient donc à critiquer la timidité de «Frau Luxemburg» et Knief, qui en l'absence de Frölich assurait seul la direction de l'*Arbeiterpolitik*, refusait toujours de former un parti unique avec ses anciens rivaux. Les désaccords entre les deux groupes ne correspondent d'ailleurs pas toujours aux schémas «classiques», opposant de façon systématique les spartakistes, «plus démocrates», aux IKD, «plus léninistes». Le «plus léniniste» des Allemands, Knief, redoutait par exemple le centralisme de l'organisation spartakiste et l'autoritarisme de Joguiches.⁵⁶

D'un point de vue personnel, Radek devait partager les réserves de Knief et, plus que quiconque, il pouvait craindre le comportement de ses anciens camarades polonais, mais il ne pouvait pas sérieusement envisager la formation d'un parti communiste allemand sans les spartakistes et des personnalités aussi populaires que Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht.

52 Bloc-note de Radek sur l'intervention de Thalheimer lors d'une séance de la CSI élargie de février 1916, F.240/3/100, RGASPI.

53 [Radek], «Aufruf», *Arbeiterpolitik*, 5.5.1917, n° 18.

54 La conférence de décembre 1918 se prononcera pour la rupture avec Borchardt.

55 Radek, «November», p. 135.

56 P. Broué, «Note sur l'action de Karl Radek jusqu'en 1923», p. 686.

Décidé, selon son propre aveu, «à enterrer les vieilles querelles», Radek fit le voyage à Brême pour convaincre son ami. S'appuyant sur l'autorité que lui conférait son statut de représentant de la révolution russe, il demanda à Knief de surmonter ses ressentiments pour permettre la réunion du congrès de fondation du KPD. Sur le fond, Radek ne réussit pas à le convaincre, mais Knief finit néanmoins par accepter de ne pas s'opposer publiquement à la fusion des groupes.⁵⁷ Le résultat des efforts de Radek apparut clairement dans les résolutions de la conférence des IKD qui se tint à Berlin le 24 décembre.⁵⁸ La majorité des délégués donna son accord de principe à la réunification des IKD avec la Ligue spartakiste, laissant au futur parti le soin de trouver un compromis sur les questions d'organisation. Knief ne prit la parole que pour soutenir la participation à la campagne électorale pour la constituante. Mis en minorité, il en profita pour refuser son mandat de délégué au congrès de fusion.

Contrairement à sa réputation de fauteur de troubles et d'intriguant, Radek avait donc su faire preuve de beaucoup de retenue et d'habileté pour réussir à surmonter l'hostilité qui régnait de part et d'autre de la gauche allemande. Les discussions préliminaires avaient aussi montré que les positions des spartakistes et celles de l'expert bolchevique étaient assez similaires en ce qui concernait l'Allemagne. Une fois acquis le principe de la formation du nouveau parti communiste, ce n'est d'ailleurs plus entre les IKD et les spartakistes qu'apparaîtront les divergences mais bien à l'intérieur de chacun de ces groupes, et Radek défendra souvent les conceptions de Rosa Luxemburg même contre ses anciens camarades.

Un parti communiste qui n'en est pas un

Le congrès de fondation du parti communiste allemand, le KPD(s), se tint à Berlin, du 30 décembre 1918 au 1^{er} janvier 1919. L'ambiance dans la capitale était électrique: les ministres indépendants venaient de démissionner, la ville portait encore les traces des dernières violences et tout le monde s'attendait à de nouveaux affrontements. Plusieurs délégués sont des connaissances de longue date comme Pieck et Ernst Meyer, mais

57 Radek, «November», p. 135.

58 *Illustrierte Geschichte der Deutschen Revolution*, Berlin, Internationaler Arbeiter-Verlag, [1929], p. 264.

Radek ne connaît pas les jeunes, arrivés au parti pendant la guerre, qui prédominent dans l'assemblée.

Dès le premier jour du congrès, Radek est invité à prendre la parole au nom de la République soviétique russe.⁵⁹ Son apparition fait sensation parmi les journalistes⁶⁰ qui tentent de sortir de la salle pour prévenir leur rédaction de la présence de ce célèbre clandestin. Mais prévoyant, celui-ci avait fait bloquer les portes pour la durée de son intervention.⁶¹ Après avoir rappelé les conditions particulièrement difficiles dans lesquelles s'était réalisée la Révolution d'Octobre et esquissé les premières réalisations du gouvernement des ouvriers et des paysans, Radek s'efforce de répondre aux attaques portées en Allemagne contre les bolcheviks en justifiant l'exercice de la terreur par l'évocation des circonstances russes. Prenant en compte la sensibilité de son auditoire et les réserves émises par plusieurs dirigeants spartakistes à l'égard du gouvernement bolchevique, Radek fait ainsi preuve de modération, s'abstenant de nommer les dirigeants bolcheviques, tandis qu'il fait l'éloge de Rosa Luxemburg, s'efforçant de gommer leurs différences. L'exemple russe était bien la preuve que la question de la conquête du pouvoir par le prolétariat était à l'ordre du jour mais la révolution russe n'est pas un modèle à calquer tel quel en Allemagne: «Les structures politiques et sociales des pays sont différentes. Dans chacun des pays, la classe ouvrière choisira des voies spécifiques.»⁶² Dans le cas de l'Allemagne, Radek évoque les perspectives de la révolution avec enthousiasme et prudence. Enthousiasme quant aux réalisations qui résulteront de l'alliance entre les travailleurs allemands et russes, mais prudence lorsqu'il s'agit de fixer une échéance: «Nous sommes convaincus que la révolution mondiale va avancer à grands pas [...] et qu'ensemble nous verrons le jour où le conseil ouvrier international siègera ici, à Berlin, où rien ne nous empêchera plus d'échanger avec les peuples du monde les connaissances de notre époque.»⁶³

Ce discours de Radek, mélange d'enthousiasme et de modération, est l'objet d'interprétations contradictoires. Pour les autorités allemandes, informées par un agent infiltré, le discours de Radek est un appel au

59 Radek, *Die russische und die deutsche Revolution*, pp. 67-86.

60 *Germania*, 30.12.1918, *Frankfurter Zeitung*, 31.12.1918, *Morgenblatt*, 31.12.1918.

61 Radek, «November», p. 136.

62 Radek, *Die russische und die deutsche Revolution*, p. 71.

63 *Ibid.*, p. 85.

combat révolutionnaire. Le journal des majoritaires, le *Vorwärts*, s'indigne de «l'insolence» de Radek, «cet agent d'un gouvernement étranger», qui veut précipiter le pays dans une «guerre civile à l'intérieur et une nouvelle guerre mondiale à l'extérieur». ⁶⁴ Cette interprétation est aussi partagée par nombre d'historiens ⁶⁵, mais de son côté Radek affirma toujours qu'il s'était abstenu de pousser à la révolte, d'encourager la conquête du pouvoir par la violence, du moins dans un avenir proche. La situation de Radek était en réalité paradoxale: envoyé en Allemagne pour organiser la révolution, auréolé du prestige du pouvoir soviétique et de son passé de radical allemand, il lui était difficile de prêcher la modération devant un public jeune, enivré par la perspective des combats révolutionnaires. Mais Radek prend aussi rapidement conscience de la faiblesse du nouveau parti et du manque de discipline qui règne dans ses rangs. Il n'interprète pas non plus la démission des ministres indépendants comme le signe d'une radicalisation. Perplexe sur les chances d'une victoire rapide, il fait preuve d'une grande retenue si l'on compare son discours à la violence verbale dont il est habituellement capable. Exaltés par les événements, encore marqués par le souvenir des affrontements de Noël, de très nombreux militants restèrent sourds aux mises en garde de Radek, alors que la moindre évocation des victoires, même lointaines, suscitait un enthousiasme illimité parmi ces hommes impatientes, façonnés sur les champs de bataille et non pas dans les assemblées du parti social-démocrate comme leurs aînés.

Les profondes divergences qui existaient entre la base et les dirigeants du parti se cristallisèrent lors des votes sur la question syndicale et la participation aux élections pour l'assemblée constituante. Radek s'était exprimé sans équivoque sur cette question de la participation aux élections. Lors de conférences aux soldats allemands et dans de nombreux articles, il avait rappelé que la démocratie bourgeoise offrait de nombreuses possibilités de propagande auprès des masses et qu'il était aussi possible de faire retentir le cri de la révolution depuis la tribune d'un Parlement. Loin d'être la preuve que la révolution était finie ou que les communistes légitimaient le nouveau régime, la participation était la reconnaissance que la révolution ne faisait que commencer et qu'il fallait

64 «Reichskonferenz des Spartakus-Bundes», *Vorwärts*, 31.12.1918.

65 G. Freund, *Unholy Alliance. Russian-German Relations from the Treaty of Brest-Litovsk to the Treaty of Berlin*, New York, Harcourt, 1957, p. 35.

utiliser toutes les occasions pour augmenter l'influence du parti parmi les masses. Paul Levi, Rosa Luxemburg et même Karl Liebknecht, ce dernier étant pourtant plus réticent sur cette question, respectèrent la discipline de la centrale⁶⁶, mais leurs interventions furent interrompues ou gênées par les délégués. La majorité du congrès considérait en effet que le pouvoir était à prendre dans la rue, qu'il fallait en finir avec les «compromissions» et «l'opportunisme». Malgré l'intervention de Radek et l'unanimité de la centrale, les deux tiers des délégués s'exprimèrent pour le boycott des élections et le renvoi en commission de la question syndicale. Rosa Luxemburg réussit bien à faire voter son programme, mais comme il était largement contraire aux résolutions de la majorité de «gauche», cela confirmait surtout l'inconséquence des délégués. Le décalage entre le courant de gauche, largement majoritaire, et la centrale, composée de l'ancienne équipe spartakiste désormais minoritaire⁶⁷, risquait de poser d'autant plus de problèmes de fonctionnement que le congrès était resté très flou sur les questions d'organisation, se contentant d'accorder à chaque organisation sa pleine autonomie d'action alors que la centrale était cantonnée à un rôle de bureau d'information et de gestion des affaires courantes. Malgré son nom, le KPD(s) était encore très loin de son équivalent russe et c'est seulement à son troisième congrès, en octobre 1920, qu'il adoptera le centralisme démocratique comme principe d'organisation.

A l'exception de Liebknecht, et encore celui-ci regrettait-il de ne pas avoir réussi à convaincre les «délégués révolutionnaires» des usines berlinoises de rejoindre le parti⁶⁸, tous les dirigeants du mouvement tirèrent des conclusions extrêmement négatives de ce premier congrès. Joguiches, qui en tant que responsable de l'organisation connaissait bien les forces réelles du parti, était, selon plusieurs témoignages, très pessimiste, considérant que le refus de participer aux élections était la preuve que la fondation du PC était prématurée.⁶⁹ Paul Levi racontera plus tard que le congrès avait réuni «la petite troupe des communistes qui s'étaient déjà ralliés à la Ligue spartakiste pendant la guerre, ceux qui contrairement à la Ligue

66 H. Weber, *Der Gründungsparteitags*, p. 42.

67 Seul P. Frölich, le représentant des IKD, fut intégré à la centrale en remplacement de Mehring, malade.

68 L'une des exigences des délégués révolutionnaires était l'abandon du nom de Spartakus et la condamnation sans équivoque de toute politique putschiste.

69 P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 222.

spartakiste avaient été exclus de l'USPD et d'autres groupes qui s'étaient formés seulement lors de la révolution. De braves combattants, de dignes révolutionnaires, mais sans formation politique.»⁷⁰ Selon Radek, «le congrès avait démontré crûment la jeunesse et le manque d'expérience du parti. [...] Le lien avec les masses était très faible. Le congrès se comportait avec ironie à l'égard des indépendants [USPD]. Je n'avais pas l'impression d'avoir déjà un parti devant moi.»⁷¹ Un avis généralement partagé par les historiens qui dans leur grande majorité soulignent la jeunesse et le manque d'expérience politique des délégués du nouveau parti.⁷²

Suivre l'initiative des masses ou sonner la retraite?

Dans la semaine qui suit le congrès de fondation du PC allemand, Radek fait parvenir à ses camarades russes une série d'articles intitulés *Lettres berlinoises* pour les informer de la situation. Selon Radek, le parti allemand se trouvait encore dans sa phase organisationnelle et, à ce stade, il lui fallait, d'une part, «apporter aux masses le maximum d'explications et de conscience politique et, de l'autre, empêcher un affrontement avec le pouvoir en place».⁷³ Pour s'assurer que ces recommandations ne resteraient pas lettre morte, il demanda à Rosa Luxemburg de mettre son autorité dans la balance⁷⁴, mais celle-ci refusa, considérant que la situation n'était pas aussi dangereuse que le disait Radek. La semaine d'affrontements qualifiée à tort «d'insurrection spartakiste» débuta quelques

70 P. Levi, «Der Parteitag der kommunistischen Partei», *Die Internationale*, n° 26, 1920, p. 42.

71 Radek, «November», p. 136.

72 F. Kool, *Die Linke gegen die Parteiherrschaft*, Olten et Freiburg im Breisgau, Walter-Verlag, 1970; G. Badia, *Le spartakisme*. Seul H.M. Bock, *Syndikalismus und Linkskommunismus, Zur Geschichte und Soziologie der Freien Arbeiter-Union Deutschlands, der Allgemeinen Arbeiter-Union Deutschlands und der Kommunistischen Arbeiter-Partei Deutschlands*, Meisenheim am Glan, Verlag Anton Hain, 1969, nuance un peu ce jugement en évoquant la variété sociologique de la base du parti.

73 Radek, «Berliner Briefe», *Kommunist*, du 6 au 10.1.1919. Cité par M.-L. Goldbach, *Karl-Radek und die deutsch-sowjetischen Beziehungen 1918-1923*, Bonn-Bad Godesberg, Verlag Neue Gesellschaft GMBH, 1973, p. 30.

74 A.A. Rubinstein, «Interview with Boris Nicolaevsky [1955]», cité par W. Lerner, *Karl Radek*, pp. 82 et 196.

jours à peine après la publication de la mise en garde de Radek dans les *Izvestia*.

Loin d'être une insurrection planifiée, organisée et dirigée par le jeune parti communiste allemand, ce mouvement semble être l'aboutissement des affrontements ayant opposé depuis plus d'un mois les révolutionnaires au gouvernement pour le contrôle de la capitale. Ces affrontements sont fortement redoutés par les spartakistes, qui craignent de gaspiller leurs forces, alors que la gauche du KPD désire passer à la révolution sociale et que l'USPD veut remplacer les sociaux-démocrates à la tête du gouvernement. Les révolutionnaires n'étaient d'ailleurs pas les seuls à se préparer au combat. Depuis plusieurs semaines, l'état-major faisait pression sur le gouvernement pour désarmer la population civile de la capitale. Une première tentative malheureuse avait révélé la profondeur de la décomposition de l'armée et attiré l'attention du gouvernement sur l'incapacité de l'armée traditionnelle à rétablir l'ordre dans les rues de la capitale. Ayant obtenu l'appui de Noske, l'un des trois nouveaux ministres sociaux-démocrates, quelques officiers s'étaient dès lors efforcés de reprendre les choses en main en constituant un corps franc de chasseurs volontaires encadré par des officiers et rémunéré par l'Etat. Face aux 80 000 soldats disposés par le général Lüttwitz autour de Berlin avec la bénédiction d'Ebert et Noske, les ouvriers ne pouvaient guère compter que sur les quelques unités de la Ligue des soldats rouges et sur celles des forces de sécurité de la capitale dirigées par Eichhorn; un ensemble de forces hétérogènes sans commandement unique; une foule plus qu'une armée.

C'est d'ailleurs la révocation d'Eichhorn, le préfet de police de Berlin, socialiste indépendant connu pour ses sympathies révolutionnaires, qui va servir de prétexte au déclenchement des hostilités. Ayant refusé de s'incliner devant l'ordre du gouvernement, Eichhorn reçoit le soutien de toutes les organisations berlinoises de gauche, des indépendants aux communistes, qui lancent des appels à manifester dans les rues contre le gouvernement. Mais la gauche est loin d'être unanime sur la finalité de cet appel et à l'intérieur même de la direction communiste les divergences sont bien réelles: si pour Rosa Luxemburg il s'agit simplement d'un mouvement de protestation destiné à tester la détermination du gouvernement, Liebknecht confie à Radek qu'un gouvernement dirigé par les indépendants et soutenu par la gauche est déjà possible.⁷⁵ Emportés par le succès

75 Radek, «November», p. 137.

de la manifestation dont l'ampleur est sans précédent, les représentants berlinois de l'USPD, des délégués révolutionnaires et des communistes, ont le sentiment qu'il faut répondre à la mobilisation des masses en tentant de renverser le gouvernement. Même Radek, qui ne cesse pourtant dans ses souvenirs de nuancer l'enthousiasme de ses camarades, note qu'à ce moment «il était tout à fait possible de prendre le pouvoir à Berlin» puisque le gouvernement n'était défendu que par une foule d'ouvriers sociaux-démocrates sans arme.⁷⁶ Sans aucun mandat du parti qui ne s'est pas réuni depuis la veille, Pieck et Liebknecht approuvent la formation d'un comité révolutionnaire chargé de diriger les opérations. Le 6 janvier 1919, les insurgés occupent plusieurs points stratégiques de la capitale et le comité révolutionnaire déclare la destitution du gouvernement. Dès le soir, de nombreux observateurs sont pourtant convaincus qu'il s'agit d'une erreur, que la mobilisation massive des ouvriers berlinois ne doit pas être interprétée comme une volonté de lutte armée.⁷⁷ Déjà les manifestations sont moins suivies et la faiblesse militaire des révolutionnaires apparaît aux yeux de tous.

Obéissant aux ordres de la centrale qui craignait que des rumeurs d'ingérence étrangère n'aggravent la situation, Radek se tenait depuis quelques jours à l'abri dans son appartement. Grâce à ses informateurs, il avait néanmoins réussi à apprendre que l'état-major s'était rassemblé dans la banlieue de Berlin pour préparer, en collaboration avec Noske, la reconquête de la ville. Effrayé par le contenu de plus en plus offensif de la *Rote Fahne*, Radek envoie le 9 janvier par l'intermédiaire de Hermann Duncker une nouvelle lettre à la centrale dans laquelle il s'efforce de convaincre les dirigeants de sonner la retraite pendant qu'il en est encore temps:

Dans votre brochure-programme, *Que veut la ligue spartakiste?*, vous expliquez que vous ne vous emparerez du pouvoir que lorsque vous aurez derrière vous la majorité de la classe ouvrière. Cette conception tout à fait exacte trouve sa justification dans le simple fait qu'un gouvernement ouvrier est impensable sans organisation prolétarienne de masse. En ce moment les seules organisations de masse dont on peut tenir compte, les conseils ouvriers, n'existent que formellement. Elles n'ont encore dirigé aucun combat qui aurait pu entraîner le gros des masses. Par conséquent ce n'est pas le parti du combat, le parti communiste, qui tient les rênes, mais les sociaux-patriotes ou les

76 *Ibid.*

77 P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 245.

indépendants. Dans cette situation, il n'est pas question de penser à la conquête du pouvoir par le prolétariat. Si, à la suite d'un putsch, le pouvoir devait néanmoins vous revenir, vous seriez coupés de la province et balayés en quelques jours.⁷⁸

Dans ce contexte, Radek considère que la transformation du mouvement de protestation, qui constitue une réplique légitime à la provocation du gouvernement, en une tentative pour prendre le pouvoir est une grave erreur, dont «Ebert et Scheidemann pourraient se servir pour porter un coup terrible au mouvement berlinois et, par extension, à l'ensemble du mouvement. L'unique force capable de freiner ce mouvement et d'empêcher le désastre c'est vous, le PC. Vous avez assez de perspicacité pour savoir que ce combat est sans perspective: comme vous le savez, plusieurs de vos membres, les camarades Duncker et Levi me l'ont dit.»⁷⁹ Radek a pourtant conscience de

la difficulté d'apparaître maintenant, après tant de sacrifices, devant les masses et de sonner la retraite. Je sais quel coup cela portera au moral. Mais le moral n'est rien comparé à ce que penseraient les masses après une effusion de sang. Dans un tel cas, elles se diraient qu'elles furent conduites à une lutte inutile par une direction aveugle [...]. En juillet 1917, bien que nous [les bolcheviks] fussions plus forts que vous ne l'êtes maintenant, nous avons retenu les masses de toutes nos forces et, quand il apparut que nous avions échoué, nous avons essayé d'éviter tout combat inutile.⁸⁰

Pour sortir de la crise Radek propose l'arrêt immédiat des combats, la publication d'un manifeste dans lequel serait inscrit le mot d'ordre d'élection d'un nouveau conseil ouvrier.

Selon Broué, l'analyse de Radek «correspond à un mouvement profond, extrêmement répandu parmi les travailleurs berlinois, décidés à se défendre contre les entreprises contre-révolutionnaires, mais désorientés par la politique incohérente des dirigeants révolutionnaires et par la guerre civile qui oppose les différents partis ouvriers».⁸¹ Plusieurs membres de la centrale sont apparemment sur la même ligne. Levi et Duncker bien sûr, mais on peut aussi citer Joguiches qui exige même le vote d'une

78 La lettre a été publiée intégralement en russe, Радек, *Германская революция*, Москва, Гиз, 1925, Книга 2, p. 94. De larges extraits figurent aussi dans l'*Illustrierte Geschichte*, p. 282. L'original figurait dans les archives berlinoises du camarade Thomas, mais celles-ci ont disparu lors de l'arrivée au pouvoir de Hitler.

79 *Ibid.*

80 *Ibid.*

81 P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 250.

résolution demandant le retrait des communistes de la commission militaire établie par le comité révolutionnaire et condamnant publiquement l'ensemble de l'action.⁸² Pourtant aucune des propositions de Radek n'est retenue par la centrale. Rosa Luxemburg refuse⁸³ de le suivre, arguant que les indépendants allaient capituler et que les communistes n'avaient donc pas à assumer la responsabilité de la retraite.⁸⁴ Elle n'est en réalité pas plus favorable que Radek à une insurrection précipitée, mais elle considère que le devoir des dirigeants révolutionnaires est de suivre l'initiative des masses, considérant que celles-ci ne peuvent jamais avoir complètement tort. Radek ne partage plus cette conception: le devoir d'un dirigeant communiste n'est pas de suivre les masses dans n'importe quelle aventure. Pour Radek, qui l'écrira fin janvier aux Russes, «les membres de la centrale manquaient de courage et ils préférèrent se cacher derrière des phrases sentimentales, des espoirs».⁸⁵ La faible discipline qui régnait dans le parti rendait d'ailleurs illusoire l'espoir d'arrêter net le mouvement sur un simple ordre d'une centrale dont le prestige était insuffisant.⁸⁶ Sans nouvelle de Liebknecht, qui passe tout son temps au sein du comité révolutionnaire, Radek et Levi envisagent un moment «de prendre les choses en main en intervenant directement dans les assemblées pour obtenir la fin des occupations».⁸⁷ Le 13, la *Rote Fahne* finit par publier une résolution de la centrale annonçant que les communistes mettent un terme au travail commun avec les délégués révolutionnaires.⁸⁸ Mais il est déjà trop tard. Alors que les communistes sont divisés, qu'une partie des indépendants commence à négocier, le gouvernement a décidé d'en finir. De-

82 O. Luban, «Demokratische Sozialistin oder ‹blutige Rosa›? Rosa Luxemburg und die KPD-Führung im Berliner Januaraufstand 1919», *IWK*, Heft 2/99, p. 190.

83 Il existe deux versions de la façon dont Rosa Luxemburg répondit à Radek. Selon la première, racontée par le camarade Thomas, elle aurait simplement répondu au porteur du message: «La réponse, il [Radek] la lira demain dans la *RF*» («Les premières années de l'Internationale communiste d'après le récit du camarade Thomas», J. Freymond, *Contributions à l'histoire*, p. 14). Selon Radek, Levi lui aurait fait parvenir le lendemain une lettre très ferme dans laquelle elle refusait ses propositions, les décrivant comme tactiquement incorrectes. Radek, «November», p. 138.

84 *Ibid.*

85 Lettre de Radek à Lénine, Tchitchérine et Sverdlov du 24.1.1919, O. Luban, «Karl Radek im Januaraufstand 1919», p. 380.

86 *Ibid.*

87 Radek, «November», p. 138.

88 O. Luban, «Demokratische Sozialistin oder ‹blutige Rosa›», p. 193.

puis plusieurs jours, il avait préparé les esprits à une intervention armée pour s'opposer à «la dictature de Liebknecht et Rosa Luxemburg» et les troupes de Noske avaient déjà entamé la reconquête de la ville.

Après dix jours d'affrontements, le soulèvement de Berlin est écrasé dans le sang, laissant le jeune parti communiste dans une situation catastrophique. Les morts se comptent par centaines, les arrestations se multiplient et, bien qu'ils n'aient pas joué un rôle moteur dans le déclenchement du mouvement, les dirigeants communistes sont les cibles privilégiées – les boucs émissaires même – de la répression qui s'ensuit. Une vague anticommuniste, souvent teintée d'antisémitisme, déferle sur l'Allemagne; même la presse social-démocrate publie des pamphlets d'une violence inouïe⁸⁹ et des rançons sont offertes à tous ceux qui aideraient à la capture des principaux communistes. Le 15 janvier, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht sont arrêtés, puis exécutés sommairement.

Les heurts entre les révolutionnaires et les forces du gouvernement perdurent pendant plusieurs mois dans le reste du pays. Mais, comme à Berlin, il s'agit d'émeutes plus que d'insurrections armées et les autorités locales réussissent presque partout à rétablir l'ordre sans l'aide de l'armée. A Brême et à Düsseldorf, où les groupes de gauche ont de fortes positions dans les conseils, les révolutionnaires réussissent à prendre le pouvoir pour quelques semaines. Pendant un moment, la réaction de solidarité des mineurs de la Ruhr donne l'impression que le mouvement est susceptible de se coordonner au niveau national. Battus à Brême avant que la liaison n'ait pu être réalisée, les révolutionnaires réagissent fin février à Leipzig et surtout en Allemagne centrale, où la grève générale est très massivement suivie. Mais partout la révolution va échouer. A Berlin, le mouvement est brisé début mars par les troupes de Noske qui font plus d'un millier de victimes, dont Joguiches abattu alors «qu'il tentait de fuir»! En avril, les corps francs mènent des opérations punitives à Düsseldorf, Magdebourg, Brunswick, Leipzig... En Bavière, où le déroulement des événements a suivi un cours un peu différent de celui du reste de l'Allemagne, la République des conseils, proclamée le 7 avril à Munich, sera néanmoins écrasée

89 «Sur un seul rang des centaines de morts
Prolétaires!
Karl, Rosa, Radek et consorts
Pas un, pas un parmi les morts
Prolétaires!»
Poème d'A. Zickler, publié dans le *Vorwärts* du 13.1.1919.

le 3 mai. Ce reflux dépasse d'ailleurs le cadre de l'Allemagne. La République soviétique de Slovaquie n'a qu'une existence éphémère. En Hongrie, le gouvernement des conseils dirigé par Bela Kun depuis le 21 mars n'exerce son autorité que sur le centre du pays et, le 6 août, les troupes roumaines s'emparent de Budapest. En Autriche, le parti communiste, dont les effectifs étaient passés en quelques mois de 10 000 à 50 000, refuse de tenter l'aventure insurrectionnelle, mais il se laisse entraîner par une provocation du ministre social-démocrate de l'intérieur qui se termine en bain de sang pour les communistes.⁹⁰

Nulle part la révolution socialiste que les bolcheviks appelaient de leurs vœux n'avait réussi à vaincre: la Russie soviétique demeurait plus seule et plus isolée que jamais.

2. Le procès raté de l'ingérence bolchevique en Allemagne

Après l'échec des spartaciens, Radek devint invisible; mais partout on sentait sa présence.⁹¹

L'arrestation

Dès les premiers jours de l'insurrection, la centrale allemande avait demandé à Radek de se tenir à l'écart des manifestations publiques. Entré illégalement sur le territoire, connu pour appartenir au gouvernement soviétique, son arrestation risquait en effet d'être utilisée par le gouvernement pour accuser les révolutionnaires allemands d'être manipulés de l'extérieur. Les autorités allemandes, qui connaissent depuis plusieurs semaines la présence de Radek en Allemagne⁹², ont conscience de cet enjeu politi-

90 L. Laurat, «Le Parti communiste autrichien», pp. 73-78.

91 «L'arrestation de Radek», *Journal de Paris*, 14.2.1919.

92 Les archives des AA évoquent la présence de Radek en Allemagne depuis le 31.12.1918. Le 2.1.1919, le gouvernement allemand a d'ailleurs envoyé un message radio aux Soviétiques pour protester contre cette présence illégale de Radek en Allemagne qui selon eux pourrait servir de prétexte aux pays alliés pour rompre le cessez-le-feu. R.2042, A.54719, AA, Bonn.

que et elles accordent une grande importance à sa capture. Aidée par l'Union pour la lutte contre le bolchevisme qui avait placardé les murs des villes d'affiches offrant 10 000 marks pour sa capture,⁹³ la police mène une traque minutieuse sur l'ensemble du territoire du Reich, convoque ou perquisitionne chez toutes les personnalités soupçonnées d'entretenir des relations avec Radek, et cela indépendamment de leurs convictions politiques. Le journaliste Gustav Mayer, qui avait pourtant servi d'informateur au ministère allemand des affaires étrangères pendant la guerre, est réveillé à l'aube par une troupe de soldats qui pénètre dans son appartement les armes à la main sous le seul prétexte qu'il avait rencontré Radek à Stockholm en 1917.⁹⁴ Malgré les recommandations de Joguiches, Radek n'a d'ailleurs pas quitté Berlin pour se réfugier quelque temps en province. Grâce à sa logeuse, veuve de militaire auprès de laquelle il se faisait passer pour un ancien prisonnier de guerre polonais rédigeant ses mémoires⁹⁵, et à de faux papiers fournis par les conseils de Brême et de Hambourg, il parvient pourtant à échapper à la police pendant presque un mois. Durant cette période, Radek met son isolement à profit pour écrire plus d'un millier de lignes d'articles, d'appels et de brochures, dont la plupart seront publiés après son arrestation, par la maison d'édition Carl Hoym dirigée par Werner Rakov-Wolf[f]⁹⁶. Dans ces écrits, Radek revient en détail sur les causes de la débâcle, insistant sur la force d'attraction des mots d'ordre sociaux-démocrates sur le prolétariat allemand, la faiblesse du nouveau parti et l'absence de politique communiste à l'égard des masses et des conseils ouvriers.⁹⁷

Pendant un moment, les autorités allemandes semblent avoir cru que Radek s'était rendu en Autriche et un dispositif de surveillance fut installé

93 L'affiche est publiée dans *Illustrierte Geschichte*, p. 265.

94 G. Mayer, *Erinnerungen*, p. 321.

95 Radek, «November», p. 140 et K. Schlögel, *Berlin Ostbahnhof Europas: Russen und Deutsche in ihrem Jahrhundert*, Berlin, Siedler, 1998, p. 202.

96 La liste complète de ces écrits fut établie par le procureur Weismann lors de l'arrestation de Radek. Rapport du procureur Weismann, 14.2.1919. Im Aktenbestand des Preussischen Justizministerium (Hauptabteilung, Rep. 84.a) (désormais APJ): Akte Nr. 11759, B1, n° 101-102, GSPK. Nombre de ces écrits seront aussi publiés en russe dans Радек, *Германская революция*, Книга 2, pp. 106-140.

97 Ces considérations apparaissent de façon encore plus explicite dans une lettre de Radek à Lénine, Tchitchérine et Sverdlov du 24.1.1919, O. Luban, «Karl Radek im Januaraufstand 1919», pp. 379-385.

à la frontière.⁹⁸ Mais durant la deuxième semaine de février, l'étau se resserre à nouveau. La police, qui depuis plusieurs jours est convaincue que Radek n'a pas quitté Berlin, fait suivre deux secrétaires, connues pour avoir entretenu en 1918 de nombreux contacts avec l'ambassade soviétique. Après plusieurs jours de filature, il apparaît que l'une d'entre elles passe ses matinées dans un appartement de Wilmersdorf, dont elle ressort avec une liasse de papier à en-tête du conseil ouvrier de Brême. Convaincus que c'est la cachette de Radek, les fonctionnaires de police pénètrent le 12 février dans l'appartement où ils le trouvent dictant du courrier.⁹⁹ Pendant un instant Radek essaie de cacher son identité, mais les preuves sont trop nombreuses. Conscient de l'importance de la prise, le fonctionnaire chargé de l'arrestation prévient le régiment du colonel Reinhardt qui va s'occuper de transférer Radek en auto blindée jusqu'à la prison Moabit.

Le sombre bâtiment de la prison Moabit était le siège de l'état-major. «Une meute d'officiers, de sous-officiers et de soldats»¹⁰⁰ entoure Radek qui dut craindre un instant de partager le destin de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. Dans son propre récit des faits, Radek prétend avoir échappé à la mort en menaçant ses gardes¹⁰¹, mais les documents allemands donnent de cet épisode une autre version: il se serait mis à «geindre», aurait «supplié pour que sa vie soit épargnée».¹⁰² Si le récit de Radek sur ce point semble donc contestable, ses craintes étaient quant à elles bien fondées: les prisons étaient surchargées et la confusion qui régnait dans la ville pouvait servir de prétexte à tous les débordements. Lors d'un nouveau transfert à la prison de la Lehrter Strasse, les troupes de Reinhardt essaient d'ailleurs d'attiser, en vain, la colère de la foule contre Radek et les policiers qui l'accompagnent.¹⁰³ La détention de Radek suscite aussitôt une grave controverse entre les autorités militaires et judiciaires. Officiellement Radek est sous la responsabilité des autorités civiles et Heine, le ministre prussien de la justice, proteste dès le 14 février

98 Message téléphonique de la chancellerie du Reich à l'ambassade allemande de Vienne, 18.1.1919. R.2043, A.1721, AA, Bonn.

99 Bericht über Radeks Verhaftung, publié par O.E. Schüddekopf, «Karl Radek in Berlin», p. 108.

100 Radek, «November» p. 141.

101 *Ibid.*, p. 140.

102 Nachlass Brockdorff, Akte 18, H235124, AA, Bonn.

103 Radek, «November», p. 142.

contre l'immixtion des militaires dans cette affaire.¹⁰⁴ Mais comme à la prison Moabit, ce sont les hommes du régiment Reinhardt qui contrôlent la prison de la Lehrter Strasse. Selon Reinhardt, il était nécessaire de considérer Radek comme un «prisonnier militaire»¹⁰⁵, afin de le «protéger» d'une éventuelle tentative d'évasion, appuyée par une intervention extérieure. En réalité, ce sont bien des militaires eux-mêmes que proviennent les menaces les plus sérieuses. Régulièrement les prisonniers sont réveillés par des rafales de mitraillettes et, à plusieurs reprises, Radek entend les cris de prisonniers rossés par les gardes. Après mars, les choses semblent se calmer un peu, mais en juillet Radek doit encore se jeter à terre lors d'une promenade dans la cour pour éviter des balles tirées par les corps francs de la caserne avoisinante.¹⁰⁶

Partageant les inquiétudes de Radek sur sa sécurité, le gouvernement soviétique fait savoir le 5 mars au ministère allemand des affaires étrangères que Radek a été nommé représentant du gouvernement ouvrier et paysan ukrainien en Allemagne.¹⁰⁷ Craignant que cela ne soit pas suffisant, il prend aussi en otage plusieurs Allemands qui séjournaient en Ukraine et déclare que si Radek devait mourir au cours d'une tentative d'évasion, fictive ou non, personne ne se ferait d'illusions sur les causes réelles de sa mort. Que cela soit ou non le résultat de l'intervention du gouvernement soviétique, les mesures de sécurité entourant Radek furent nettement renforcées dès la mi-mars.¹⁰⁸ Mais Radek ne se sentait toujours pas totalement en sécurité et afin de mettre toutes les chances de son côté il multiplie les courriers à diverses autorités allemandes. En avril, il écrit au II^e congrès allemand des conseils qui siégeait alors à Berlin pour que ses représentants assument la responsabilité de ce qui pourrait lui arriver à l'égard de leurs collègues russes.¹⁰⁹ En juillet, il fera parvenir à Hermann Müller une lettre dans laquelle il invoque son statut diplomatique

104 Lettre du ministre de la justice Heine, 14.2.1919, Im APJ: Akte Nr. 11759, B1, n° 98, GSPK.

105 Rapport du procureur Weismann sur les déclarations de Reinhardt, 14.2.1919, *ibid.*, B1, n° 100, GSPK.

106 Radek, «November», p. 147.

107 Message radio de Rakovsky au ministère allemand des AA, 5.3.1919, R.2043, AA, Bonn.

108 Un garde demeura dès lors en permanence devant sa porte et sa cellule fut verrouillée par un cadenas de sécurité fourni par les autorités militaires.

109 Im APJ: Akte Nr. 11759, B1, n° 119, GSPK.

en tant que représentant du gouvernement ukrainien. Revenant sur les circonstances de son arrestation, il insiste sur ses réticences à l'égard de l'insurrection de janvier, puis évoque brusquement les otages allemands détenus en Russie.¹¹⁰ Si Radek pouvait escompter une certaine clémence de la part des conseils allemands, il ne pouvait espérer obtenir l'appui des membres SPD du gouvernement. Ni Müller, ni le chancelier Scheidemann, ni le président Ebert, n'avaient la moindre estime pour Radek. Ensemble ils avaient joué les premiers rôles dans l'affaire Radek de 1912-1913, recourant à tous les prétextes pour obtenir son exclusion du parti. A la différence de l'état-major allemand, ils étaient d'ailleurs largement favorables à un ancrage de l'Allemagne à l'Ouest en accord avec les puissances victorieuses¹¹¹, ils n'avaient donc aucune raison de ménager Radek, ni à titre personnel, ni en tant que représentant bolchevique.¹¹²

Il est bien difficile d'expliquer pourquoi Radek fut en fin de compte épargné. Certains auteurs ont évoqué à la suite de Theodore Liebknecht, le frère de Karl, la possibilité que Radek ait été épargné, pour avoir aidé les autorités à capturer Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg en leur fournissant leurs adresses. Récemment, une revue russe a publié sous un titre aguicheur – «Radek a-t-il participé à l'assassinat de K. Liebknecht et R. Luxemburg?» – une série de documents, issus des archives allemandes, censés faire le point sur la question.¹¹³ Mais, hormis les accusations sans preuve de Theodore Liebknecht – l'ensemble de ses archives a été détruit en Allemagne par un bombardement en 1943 –, les documents présentés ne contiennent pas le moindre indice sérieux susceptible d'étayer la thèse d'une quelconque responsabilité de Radek. L'auteur, qui dans un autre article est bien obligé de reconnaître que les archives Sklarz, du nom de l'agent du gouvernement allemand qui aurait servi d'intermédiaire, ne

110 Lettre de Radek au ministre du Reich, H. Müller, 1.7.1919, O.E. Schüddekopf, «Karl Radek in Berlin», p. 114.

111 T. Schieder, *Die Probleme des Rapallo-Vertrags. Eine Studie über die deutsch-russischen Beziehungen 1922-1926*, Köln, Westdeutscher Verlag, 1956, cite un extrait de Helbig selon lequel Müller et Scheidemann auraient été des partisans d'une politique de rapprochement avec la Russie soviétique. Cela me semble peu crédible.

112 Craignant pour la vie de Radek, R. Franz publia dans *Das Forum* un article qui rappelait au public l'hostilité des dirigeants du SPD à l'égard de Radek. R. Franz, «Der Fall Radek von 1913».

113 Ю. Фельштинский, «Был ли причастен К. Радек к гибели К. Либкнехта и Р. Люксембург», *Вопросы Истории*, № 9-11, 1997.

«mentionne même pas le nom de Radek»¹¹⁴, laisse néanmoins entendre que Radek, qui «était un ennemi personnel de Rosa Luxemburg» depuis la scission polonaise et un «agent du gouvernement allemand en Russie»¹¹⁵, aurait pu dénoncer Rosa et Karl car ceux-ci représentaient une menace à la prédominance des bolcheviks au sein de la III^e Internationale! Mais cette présentation omet totalement le fait que Radek avait durant l'été 1918 proposé aux Allemands d'échanger l'impératrice de Russie et ses filles contre des militants emprisonnés, dont Rosa Luxemburg.¹¹⁶ De semblables accusations furent aussi portées contre Wilhelm Pieck. Arrêté en même temps que Karl et Rosa, il ne fut apparemment pas reconnu et réussit à s'enfuir ultérieurement. Le jury d'honneur convoqué à Moscou en 1929 pour se prononcer sur son cas ne rendra pas de sentence publique et les rumeurs sur sa responsabilité continueront à se répandre sans preuve.¹¹⁷

Le fait que Radek ait été arrêté à un moment où la tension était retombée, où l'ordre régnait à nouveau dans les rues, dut certainement jouer en sa faveur et limiter les risques d'exécution sommaire. Ce délai n'explique pourtant pas à lui seul que Radek n'ait pas connu le destin tragique de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. Leo Joguiches, qui échappait à la police depuis des mois, est arrêté en mars, soit un mois après Radek, et est assassiné alors qu'il est sous la surveillance de la police.¹¹⁸ Mais à la différence de Joguiches, Radek était un membre du gouvernement soviétique et les autorités allemandes avaient peut-être en tête l'avis de Riezler selon lequel, «en dépit de ses principes idéologiques, il [Radek] n'est pas sourd à des considérations opportunistes». Radek pouvait devenir un interlocuteur utile, surtout que sa connaissance de la politique allemande «lui assurait le respect à Petrograd pour ses idées et ses suggestions».¹¹⁹ Sans reconnaître officiellement l'immunité diplomatique de Radek, les autorités allemandes considéraient néanmoins qu'il pourrait leur être d'une certaine utilité.

114 Y. Felshtinsky, «Lenin, Trotsky, Stalin and the Left Opposition in the USSR 1918-1928», *Cahiers du Monde Russe et Soviétique*, XXXI (4), octobre décembre 1990, p. 576, note 7.

115 Ю. Фельштинский, «Был ли причастен К. Радек», p. 3.

116 M. Ferro, *Nicolas II*, Paris, Payot, 1990, p. 325 et Lettre de Tchitchérine à Joffé, 23.9.1918 (F.04/13/70, doc. 980, AVPRF) qui évoque la proposition de Radek d'un échange de la famille du tsar contre R. Luxemburg et Liebknecht.

117 Cf. J.-P. Nettle, *Rosa Luxemburg*, pp. 760-761 et E. Wollenberg, «Der Apparat, Stalins fünfte Kolonne», *Ost-Probleme*, n° 19, 12.5.1951, pp. 576-578.

118 *Illustrierte Geschichte*, p. 367.

119 Z.A.B. Zeman, *L'Allemagne et la Révolution russe*, p. 94.

Une enquête préliminaire embarrassante

Si les autorités allemandes avaient maintenant l'intention de garder Radek sous la main, encore fallait-il pouvoir s'appuyer sur une décision de justice. Or si les charges qui pèsent contre lui sont sérieuses, l'enquête préliminaire peine à constituer un dossier contenant des preuves satisfaisantes. De l'aveu même du procureur de la République, Robert Weismann, le matériel était «extrêmement infime et insuffisant» pour pouvoir retenir les accusations de «complicité au putsch spartakiste», de «provocation» et «d'activité clandestine». ¹²⁰ Un moment l'enquête conduit le juge sur la piste d'une certaine madame Mai ¹²¹ qui aurait servi d'intermédiaire dans un réseau destiné à financer la révolution allemande avec de l'argent russe. Radek réussit néanmoins à convaincre ses interlocuteurs qu'il s'agissait des fonds de l'ambassade russe que Joffé avait laissés en dépôt à Oscar Cohn quelques jours avant son expulsion d'Allemagne. Oscar Cohn, qui était un socialiste indépendant, avait travaillé comme conseiller juridique à l'ambassade soviétique et Joffé lui avait demandé de régler certaines factures en cours et d'en consacrer une autre part au financement du retour au pays des prisonniers russes détenus en Allemagne. Au début de janvier, Radek avait selon son témoignage, écrit une lettre à Cohn dans laquelle il lui demandait de pouvoir récupérer le reste de l'argent au nom du parti russe afin de financer la propagande destinée aux pays alliés. Mais madame Mai, chargée par Radek de transmettre la lettre, avait été arrêtée par la police allemande devant le logement d'Oscar Cohn. ¹²² Radek n'eut aucun mal à démolir les dépositions le plus souvent fantaisistes des témoins ¹²³ et le juge chargé de l'enquête finit aussi par entendre parler de la lettre que Radek avait envoyée aux membres du comité central allemand, le 9 janvier, pour leur demander de mettre un terme aux manifestations. Mais Radek était si

120 Rapport du procureur Weismann au ministre du Reich, Noske, 15.8.1919, R.2043, A.22343, pp. 1-11, AA, Bonn.

121 Dans sa déposition du 24 février, Radek déclara avoir rencontré cette camarade lors du congrès de fondation du KPD(s). O. Luban, «Karl Radek im Januaraufstand 1919», p. 390.

122 Rapport du juge Ziethan, 24.2.1919. Im APJ: Akte Nr. 11759, B1, n° 107-108, GSPK.

123 Deux témoins prétendaient avoir vu Radek diriger en compagnie d'Eichhorn une insurrection à Berlin. Mais de l'aveu même du procureur Weismann les preuves étaient insuffisantes. Rapport de Weismann au ministre du Reich, Noske, 15.8.1919, R.2043, A.22343, p. 5, AA, Bonn.

convaincu de l'absence de preuve contre lui qu'il refusa d'en fournir une copie aux autorités allemandes.¹²⁴ Seul le point 4 de l'accusation, relatif à la «falsification des documents», semblait pouvoir être retenu grâce à la découverte sur Radek de tickets de rationnement portant une fausse signature!¹²⁵ Les Allemands disposaient ainsi d'une base légale pour le retenir, mais les preuves étaient totalement insuffisantes pour démontrer que la radicalisation du mouvement révolutionnaire allemand pendant l'hiver 1918-1919 était le résultat des activités de «l'espion bolchevique» Radek. Même Gustav Noske, le principal organisateur de la répression, sera obligé de reconnaître que Radek s'était montré extrêmement critique à l'égard du soulèvement de janvier¹²⁶. Pour autant les rumeurs sur l'existence d'un complot bolchevique en Allemagne ne vont cesser de se répandre pendant plus d'un demi-siècle.

La situation était embarrassante pour le gouvernement allemand qui n'était pas encore venu à bout de tous les foyers révolutionnaires d'Allemagne et qui aurait bien aimé pouvoir faire porter aux bolcheviks la responsabilité des violences commises depuis plusieurs mois.¹²⁷ L'affaire risquait aussi d'avoir de fortes répercussions sur l'attitude des Alliés à l'égard de l'Allemagne. Depuis l'épisode du «wagon plombé» et la signature du traité de Brest-Litovsk, les Alliés accusaient en effet l'Allemagne d'avoir favorisé le bolchevisme pour déstabiliser ses adversaires. L'effondrement de l'Empire n'avait que peu modifié les choses: pour les services français de renseignement, la jeune République allemande conservait comme le régime précédent de nombreux liens avec les bolcheviks et le journal français *Le Temps* dénonçait quotidiennement «l'alliance du bolchevisme et du pangermanisme».¹²⁸ La fermeté avec laquelle le

124 Radek, «November», p. 145.

125 Radek avait des papiers émis par le conseil des soldats et des ouvriers de Brême au nom de Karl Richart. Rapport du procureur Weismann, 14.2.1919. Im APJ: Akte Nr. 11759, B1, n° 102, GSPK.

126 Gustav Noske, «Die Abwehr des Bolschewismus», *Zehn Jahre deutsche Geschichte, 1918-1928*, Berlin, O. Stollberg [1928], p. 36.

127 Le *Vorwärts* n'avait-il pas qualifié Radek de «principal responsable des événements sanglants de janvier»? «Radek verhaftet», 13.2.1919.

128 Dans un rapport daté du 29.1.1919, soit deux semaines avant l'arrestation de Radek, les services du ministère de l'intérieur français écrivaient que «le fait que Radek ait pu s'évader semble témoigner qu'Ebert se sert du bolchevisme.» F.7/13424: Surveillance de l'Allemagne, AN, Paris.

gouvernement allemand venait de répondre aux mouvements insurrectionnels aurait dû les convaincre de son opposition irréductible aux idées révolutionnaires, mais les représentants français et anglais au sein de la commission de cessez-le feu continuaient à suivre avec une attention particulière la façon dont les Allemands organisaient la lutte contre le bolchevisme.¹²⁹ La rumeur s'était d'ailleurs propagée que Radek, le «célèbre agent soviétique», le «voleur de montre»¹³⁰, avait proposé aux Allemands l'aide militaire de la Russie soviétique pour reprendre les combats contre les Alliés sur le Rhin¹³¹. Affirmation erronée¹³², puisque Radek s'était contenté d'évoquer une alliance dans l'éventualité d'un succès de la révolution en Allemagne et d'une intervention des Alliés, mais la presse occidentale avait multiplié les éditoriaux sur les risques d'une invasion russe¹³³ et les Allemands pouvaient feindre de croire que cela ne serve de prétexte aux Alliés pour rompre le cessez-le-feu et occuper militairement le pays.¹³⁴

129 H. Helbig, *Die Träger der Rapallo-Politik*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1958, p. 20, note que les Alliés reprochaient à l'Allemagne de mener un double jeu.

130 «Une vieille connaissance. Le vrai, le seul Spartacus», *Le Matin*, 9.12.1918.

131 Cf. «Die Bolschewisten wünschen Deutschland als Bundesgenossen», *Vorwärts*, 2.12.1918.

132 Le discours de Radek lors du congrès de fondation du parti allemand est sans ambiguïté sur ce point. H. Weber, *Der Gründungsparteitags*, p. 85.

133 Selon les informations du Bureau d'études de la presse étrangère, le service de renseignement mis en place par l'armée française au début du conflit, «les troupes bolcheviques devaient franchir la frontière allemande» le jour de «la nouvelle insurrection spartacienne» prévue pour mars. Information du BDEPE, 12.2.1919, Allemagne, dossier 163.3, BDIC. L'information fut souvent reprise dans la presse française, cf. «L'arrestation de Radek», *Journal de Paris*, 14.2.1919, mais aussi anglo-saxonne, «The Arrest of Radek», *Times*, 15.2.1919.

134 Le 14.2.1919, les Allemands avaient lancé un message radio non codé pour annoncer qu'on avait trouvé sur Radek «des documents prouvant que le gouvernement soviétique avait l'intention d'entreprendre une offensive armée sur le territoire allemand.» Le gouvernement soviétique répondit par un télégramme de protestation le 15.2.1919. *Советско-Германские отношения от переговоров в Брест-Литовске до подписания рапальского договора*, Москва, Изд. Политической литературы, 1971, p. 68. Selon Tchitchérine, il s'agissait «d'une basse manœuvre destinée à refouler la vague montante de la révolution». Télégramme de Tchitchérine du 19.2.1919, R.2042, AA, Bonn. L'inexistence de ces documents tendrait à prouver que le gouvernement allemand avait sciemment propagé ces bruits pour inquiéter son opinion publique ou/et pour susciter la «compréhension des Alliés», même si en public les autorités allemandes feignaient de craindre une réaction militaire des Alliés.

C'est dans ce contexte que les Alliés envoient des délégations militaires à Berlin pour examiner les documents saisis lors de l'arrestation de Radek. Comme preuve de leur bonne volonté, le général britannique Haking demande le 23 février aux Allemands le transfert des documents et les noms des agents bolcheviques actifs en Angleterre.¹³⁵ Extrêmement embarrassés de devoir reconnaître qu'ils avaient exagéré l'importance des preuves trouvées lors de l'arrestation de Radek et craignant surtout que cela ne suscite le doute chez leur interlocuteur, les Allemands tentèrent de gagner du temps en déclarant qu'ils s'efforçaient de rassembler de nouveaux documents.¹³⁶ Deux semaines plus tard, c'est le capitaine français Desruaulx qui vient à Berlin pour consulter ces mêmes documents. Comme on le sait maintenant, les documents ne contiennent absolument aucune information sur les prétendus contacts de Radek en France¹³⁷, mais les Allemands ne reculent devant aucun effort pour convaincre les Français qu'il faut absolument soutenir l'Allemagne car elle est le «dernier rempart face à la menace bolchevique» en Europe. Les fonctionnaires des affaires étrangères s'arrangent pour que Desruaulx rencontre le procureur Weismann et Eduard Stadtler, le secrétaire général de la Ligue antibolchevique.¹³⁸ Quelques jours avant son départ, les troupes de cavalerie de la ville accompagnent encore l'officier français dans les quartiers nord et ouest de Berlin où il peut contempler les traces des derniers combats. Les Allemands sont persuadés d'avoir réussi à convaincre les Français de les aider, mais le gouvernement français n'envisage en fait aucune coopération avec les Allemands avant la signature du traité de paix. La deuxième délégation britannique qui arrive à Berlin le 15 mars est apparemment plus sensible aux efforts allemands. Les trois officiers qui mènent l'enquête avec un grand sérieux laissent entendre qu'une victoire décisive sur le communisme en Allemagne constituerait un préalable favorable pour les négociations de Versailles.¹³⁹ Une troisième délégation britannique revient à Berlin en avril pour offrir aux Allemands des matières premières en contrepartie de leurs efforts pour lutter contre le bolchevisme et

135 Télégramme de Haniel à Erzberger, 23.2.1919, R.2043, AA, Bonn.

136 Télégramme de Erzberger à Haniel, 25.2.1919, R.2043, AA, Bonn.

137 Compte rendu de la visite de Desruaulx, 18.3.1919, R.2043, AA, Bonn.

138 E. Stadtler, *Als Antibolschewist, 1918-1919*, Düsseldorf, Neuer Zeitverlag, 1935.

139 O.E. Schüddekopf, «Karl Radek in Berlin», p. 105.

pendant un moment le bruit court que les Allemands sont prêts à accepter l'exigence anglaise d'une remise de Radek aux puissances de l'Entente.¹⁴⁰

Au sein du ministère allemand des affaires étrangères les avis sont partagés. Alors que le spécialiste des relations avec la Russie, le baron Ago von Maltzan, et le chef du département d'information, Victor Naumann¹⁴¹, souhaitent résister aux exigences des Alliés pour ménager l'avenir des relations germano-soviétiques, plusieurs personnalités comme le secrétaire de légation, von Thermann, espèrent ainsi favoriser la bienveillance des puissances victorieuses et obtenir un adoucissement des conditions de paix.¹⁴² Cette option a aussi le soutien du procureur de la République Weismann – qui dut envisager avec satisfaction la possibilité de satisfaire les Alliés en se débarrassant d'une affaire ingrate – et du ministre social-démocrate Noske. La propagande de Radek en direction des pays alliés devait servir de base juridique au transfert¹⁴³, mais le projet finit par échouer en raison du refus de Brockdorff-Rantzau, le ministre des affaires étrangères. Tout en réitérant devant les officiers anglais sa volonté de lutter contre le bolchevisme, ce dernier refusa de faire transférer Radek en territoire occupé car cela équivaldrait à «une considérable abdication de souveraineté».¹⁴⁴ Il est bien difficile de donner une explication tout à fait satisfaisante au refus de Brockdorff-Rantzau. Ancien secrétaire de légation à Saint-Pétersbourg, puis ambassadeur à Copenhague, il avait joué pendant la guerre un rôle important dans la politique

140 Si les Anglais proposent le transfert de Radek aux Alliés c'est qu'ils sont convaincus que le gouvernement ne dispose pas des preuves suffisantes pour le garder longtemps. Rapport du procureur, 10.4.1919. Im APJ: Akte Nr. 11759, B1, n° 118, GSPK.

141 O.E. Schüddekopf, «Deutschland zwischen Ost und West. Karl Moor und die deutsch-russischen Beziehungen in der ersten Hälfte des Jahres 1919», *Archiv für Sozial-Geschichte*, Bd. III, 1963, p. 263.

142 Aufzeichnung des Legationssekretärs Freiherr von Thermann über die Wiederaufnahme der diplomatischen Beziehungen zu Russland, 3.4.1919. *ADAP*, Serie A, Bd. I, pp. 370-373.

143 Lors de son arrestation, Radek s'était vanté d'avoir diffusé de la littérature communiste en France. Bericht über Radeks Verhaftung, publié par O.E. Schüddekopf, «Karl Radek in Berlin», p. 111. Il n'existe à ma connaissance aucune confirmation réelle de ce fait et il me semble que Radek espérait s'attirer ainsi la sympathie de ses interlocuteurs allemands.

144 Aufzeichnung des Reichsministers des AA, Graf von Brockdorff-Rantzau, 13.4.1919, *ADAP*, Serie A, Bd. I, p. 401.

allemande de déstabilisation de la Russie tsariste. Mais craignant que cela ne serve davantage les intérêts des bolcheviks que ceux de l'Allemagne – «on ne peut pas pactiser avec le bolchevisme et se soustraire en même temps à son influence» – Brockdorff-Rantzau refusait, comme en témoigne son mémorandum d'avril 1919, d'envisager une alliance avec la Russie pour défier l'Entente.¹⁴⁵ A-t-il néanmoins jugé les compensations britanniques trop faibles pour prendre le risque de sacrifier les otages allemands à cette politique de rapprochement ou a-t-il fini par se rallier à l'avis de Radek, selon lequel l'Allemagne n'avait aucun intérêt à sacrifier sa politique russe?¹⁴⁶ Ce qui est sûr, c'est qu'à la différence de nombre de ses collègues, Brockdorff-Rantzau n'a jamais compté sur la seule bienveillance des Alliés, et des Américains en particulier, pour défendre les positions de l'Allemagne en Europe. Tant que le traité de paix n'avait pas été signé, et Brockdorff-Rantzau s'opposera à cette signature, l'Allemagne n'avait simplement selon lui aucun intérêt à se lier trop ouvertement à l'un ou l'autre des deux camps. Au risque d'irriter la France et l'Angleterre, le procureur de la République proposa dès lors de placer Radek sous la responsabilité d'une juridiction militaire dans l'attente de son procès. L'extrême sévérité des mesures de sécurité liées à sa détention semblait d'ailleurs témoigner du fait que Radek avait toujours été considéré en Allemagne comme un «espion au service d'une puissance étrangère».

Pendant plusieurs mois et malgré l'absence de preuve, Radek est maintenu dans l'isolement. Ses seuls contacts avec l'extérieur sont, pendant cette période, restreints aux visites de ses deux avocats Siegfried Weinberg¹⁴⁷ et Kurt Rosenfeld. Mais les défenseurs ne peuvent s'entretenir avec leur client qu'en présence du juge chargé de l'enquête. Grâce à la compréhension de ce dernier, Radek réussit cependant à commander des livres et à s'abonner aux principaux journaux allemands et anglais. Rapidement sa

145 Mémorandum d'avril 1919 cité par E. Breuning, «Brockdorff-Rantzau: The Wanderer between Two Worlds», C. Abramsky (ed.), *Essays in Honour of E. H. Carr*, London, Macmillan, 1974, p. 130.

146 Quelques mois plus tard, alors qu'il n'était plus ministre des affaires étrangères, Brockdorff-Rantzau déclara que la remise de Radek aux Alliés aurait eu des conséquences négatives sur les relations de l'Allemagne avec la Russie. *Aufzeichnung des ehemaligen Reichsministers des Auswärtigen Graf von Brockdorff-Rantzau*, Juni 1919, *ADAP*, Serie A, Bd. II, p. 145.

147 Radek avait pris contact avec Weinberg dans les jours qui avaient suivi son arrivée à Berlin. Radek, «November», p. 143.

cellule se transforme en bibliothèque et il obtient une pièce supplémentaire.¹⁴⁸ Dans ses Mémoires, Radek raconte qu'il consacre l'essentiel de son temps à étudier l'histoire de la dictature dans les révolutions bourgeoises¹⁴⁹ et c'est certainement de cette époque que date son livre *Proletarische Diktatur und Terrorismus*, qui est une réponse aux critiques émises par Kautsky sur l'utilisation de la terreur en Russie soviétique.¹⁵⁰

Comme l'avait déjà laissé supposer l'enquête préliminaire aucune des accusations portées contre Radek ne put être démontrée: le 26 juin, le cabinet du Reich décide de l'échanger contre les otages allemands détenus en Russie.¹⁵¹ D'un point de vue formel, il faudra attendre le 12 août pour que le non-lieu soit prononcé et la libération de Radek requise par le procureur mais c'est bien en juin que les Allemands acceptèrent le principe du retour de Radek en Russie, après avoir perdu l'espoir de modifier les clauses du traité de paix par une politique pro-occidentale. La concordance des dates entre les deux événements n'est d'ailleurs pas fortuite. Depuis l'armistice les instances dirigeantes et les principaux groupes de pression allemands – les représentants de l'armée, de l'industrie et de la finance – sont divisés entre partisans d'une politique de concession à l'égard des Alliés, allant jusqu'à soutenir la participation de l'armée allemande à une politique d'intervention des Alliés en Russie, et les partisans d'une politique moins unilatéralement orientée vers l'Ouest. Très minoritaire jusqu'à la communication des conditions de paix, le 7 mai 1919, ce deuxième groupe semble gagner de nouvelles positions à partir du mois de mai. Les résultats de la conférence de la Paix suscitérent «un terrible effet de choc»¹⁵² sur la population allemande et une large partie de l'opinion, qui avait espéré obtenir une paix honorable, pouvait désormais être

148 Radek aura la possibilité de ramener ces livres en Russie et nombre d'entre eux se trouvent encore à la bibliothèque de l'IC.

149 Radek, «November», p. 146.

150 Radek, *Proletarische Diktatur und Terrorismus*, Hamburg, Carl Hoym, 1920. Ce livre qui porte le même titre que celui plus célèbre de Trotsky est une réponse aux critiques émises par Kautsky sur l'utilisation de la terreur en Russie soviétique. K. Kautsky, *Terrorismus und Kommunismus*, Berlin, Bund Neues Vaterland, 1919.

151 Protocole de la réunion du 26.6.1919 du cabinet du Reich. R.2043, RK6722, AA, Bonn.

152 O.E. Schüddekopf, *Linke Leute von rechts. Die nationalrevolutionären Minderheiten und der Kommunismus in der Weimarer Republik*, Stuttgart, W. Kohlhammer Verlag, 1960, p. 62.

tentée de résister au «Diktat de Versailles». L'Allemagne avait peut-être intérêt à mener une politique extérieure moins dépendante des préoccupations des pays vainqueurs; c'est du moins le discours que Radek entendait tenir à ses interlocuteurs.

3. «Le salon politique»

Cela est surprenant comme les idées changent. Monsieur Radek, qui devait il n'y a pas si longtemps être passé par les armes, conseille aujourd'hui notre industrie lourde.¹⁵³

Un homme comme Karl Radek était encore plus dangereux en prison que circulant en liberté.¹⁵⁴

Dans les jours qui suivent le jugement de non-lieu, les conditions de détention de Radek sont profondément modifiées. Certes, il demeure prisonnier à la prison de la Lehrter Strasse mais l'administration pénitentiaire met à sa disposition l'ancienne loge d'un gardien dans laquelle il peut dès lors recevoir, apparemment sans restriction, ses nombreux visiteurs. Max Barthel, écrivain socialiste qui fut l'un de ceux-ci, nous a laissé une description de l'atmosphère qui régnait dans ce que Radek qualifie lui-même de «salon politique»:

J'entrais dans la prison en tant qu'assistant du dentiste. Plusieurs personnes attendaient dans la pièce consacrée aux visites. Et il apparut, Monsieur l'ambassadeur d'Ukraine. Il portait une sorte d'uniforme militaire en étoffe grise et donnait l'impression d'un gentilhomme. [...] Ce n'était pas un prisonnier qui se tenait devant nous mais bien plus un homme qui accordait des audiences et qui en était conscient. [...] Il y avait un célèbre professeur qui s'intéressait à la question de l'agriculture en Russie¹⁵⁵. Il y avait Maximilien Harden, le très redouté éditorialiste du journal *Zukunft*,

153 Des Geschäftsträger in Warschau Graf von Oberndorff an das AA Berlin, 1.7.1920. *ADAP*, Serie A, Bd. III, p. 319.

154 E. Stadler, *Als Antibolschewist*, p. 97.

155 Il s'agit certainement du professeur O. Hoetsch, député du parti national allemand et président de la Société allemande pour l'étude de l'Europe de l'Est, qui sera par la suite, selon E.H. Carr, *La révolution bolchevique*, T. III, p. 325, «un constant partisan d'une alliance germano-russe fondée sur des motifs de pure politique sans aucune idéologie.»

un journaliste anglais, intelligent et sceptique, quelques messieurs avec des projets commerciaux et, dans l'arrière fond, un homme de grande taille au visage dominateur dont l'allure n'aurait pas été désavouée par des officiers supérieurs. Il y avait encore l'homme de liaison de la centrale du KPD et une femme élégante dans un nuage de parfum.¹⁵⁶

Rosa Léviné complète ce tableau en insistant sur l'intensité des discussions qui se développaient entre Radek et ses multiples visiteurs:

Ils venaient pour poser des questions, débattre, critiquer, apprendre. Et Radek parlait. Il parlait sans pause, toute la journée, avec une soif de communication qui devait provenir de son long isolement. La plupart du temps, il déambulait de part et d'autre de la pièce avec ardeur – habitude qu'il avait dû acquérir en cellule – et donnait l'image d'un nouveau Napoléon, invincible. Ses blagues conféraient à son argumentation une force supplémentaire. Il parvenait à réduire tout le monde au silence.¹⁵⁷

L'homme qui s'occupe de prévenir les personnalités que Radek souhaite rencontrer, puis les accompagne en leur fournissant au besoin de faux documents¹⁵⁸ est Karl Moor, un vieux social-démocrate suisse, ayant appartenu à la I^{re} et à la II^e Internationale. Fils illégitime d'un patricien fribourgeois, il avait fréquenté les universités allemandes et les milieux aristocratiques grâce au mariage de sa mère avec un officier autrichien. Sa première rencontre avec Radek et les bolcheviks date de 1904, lors du congrès socialiste international d'Amsterdam.¹⁵⁹ Par la suite il avait souvent utilisé sa qualité de membre du Grand conseil bernois et sa fortune personnelle pour venir en aide aux révolutionnaires russes réfugiés en Suisse.¹⁶⁰ Partisan des thèses de Lénine sur la guerre, il s'inquiétait néanmoins du destin des puissances centrales en cas de victoire de l'Entente ce qui l'amena à jouer, dès mars 1917, sous les pseudonymes de Baier et d'Oskar Lambert, le rôle d'homme de confiance des ministères allemand

156 M. Barthel, *Kein Bedarf an Weltgeschichte*, Wiesbaden, Limes Verlag, 1950, p. 66.

157 R. Meyer-Leviné, *Im inneren Kreis. Erinnerungen einer Kommunistin in Deutschland, 1920-1933*, Köln, Kiepenheuer and Witsch, 1979, p. 359.

158 R. Fischer, *Stalin and German Communism*, pp. 206-207. Le conseiller de la légation suisse à Berlin, qui connaissait Moor de longue date, note le 15.10.1919 que ce dernier était en possession d'une autorisation lui permettant de s'entretenir avec Radek deux fois par semaine sans surveillance. *Documents diplomatiques suisses (désormais DDS), 1918-1945*, Bern, Benteli Verlag, Vol. 7, T. 2, pp. 258-259.

159 L. Haas, *Carl Vital Moor, 1852-1932. Ein Leben für Marx und Lenin*, Zürich, Benziger Verlag, 1970, p. 135.

160 *Ibid.*, p. 136.

et autrichien des affaires étrangères.¹⁶¹ Sa mauvaise réputation¹⁶² et ses efforts en faveur de la conférence de Stockholm durant l'été 1917, à laquelle s'opposaient les bolcheviks, avaient suscité la méfiance de Lénine, mais cela ne l'empêcha pas de se rendre en Russie juste après la Révolution d'Octobre où il eut de nombreux entretiens avec les principaux représentants du nouveau pouvoir. Partisan de la paix de Brest-Litovsk, il mena une intense activité pour convaincre les Allemands que le pouvoir des Soviets était beaucoup plus fort que ne le disaient ses adversaires et pour éviter que l'assassinat du comte Mirbach ne perturbe les relations germano-soviétiques. Dès l'annonce de l'arrestation de Radek, Moor décida de revenir en Allemagne où il espérait pouvoir utiliser ses liens avec les officiels allemands pour obtenir la libération de son ami. Selon Radek, il mena dans les coulisses une intense activité qui à défaut d'aboutir à sa libération lui permit de profiter d'un statut extrêmement privilégié.¹⁶³

Parmi les visiteurs réguliers figure aussi Ruth Fischer, de son vrai nom Elfriede Eisler-Friedländer. Cette jeune communiste autrichienne, qui avait été écartée de la direction de son parti, était venue s'établir à Berlin, où elle rendait visite à Radek trois fois par semaine pour «prendre ses leçons en communisme».¹⁶⁴ Les profonds désaccords politiques qui vont opposer Radek et Ruth Fischer dans les années 1923-1926 rendent inutilisables leurs témoignages respectifs¹⁶⁵, mais une militante allemande qui vivait à Moscou au début des années vingt se rappelle que Radek était très exalté lorsqu'il évoqua avec elle pour la première fois «le génie et la beauté» de Ruth Fischer, qui selon lui n'allait «pas tarder à prendre la place de

161 Cf. O.E. Schüddekopf, «Deutschland zwischen Ost und West» selon lequel il est impossible de conclure que Moor était un agent à la solde de l'Allemagne.

162 Berzine, le représentant soviétique en Suisse, avait demandé à plusieurs reprises aux bolcheviks de se distancier de la personnalité trop controversée de K. Moor, ce qui lui valut une lettre très virulente de Radek en faveur du «vieux Moor». A. Fleury et D. Tosato-Rigo, «A propos de la représentation diplomatique soviétique à Berne», pp. 39-40.

163 Radek, «November», p. 152.

164 R. Fischer, *Stalin and German Communism*, p. 207.

165 Le témoignage de Ruth Fischer, écrit aux Etats-unis en pleine période de maccarthisme, est difficilement recevable tant il contient d'erreurs et porte la trace des affrontements personnels entre l'auteur et Radek; quant aux souvenirs de Radek, ils ont aussi l'inconvénient d'avoir été écrits à un moment où Ruth Fischer avait remplacé les partisans de Radek à la direction du parti allemand.

Rosa Luxemburg». ¹⁶⁶ Un autre habitué du salon de Radek est Philip Price, journaliste anglais, «intrépide et honnête», ¹⁶⁷ qui fut le correspondant du *Manchester Guardian* en Russie et l'auteur d'une brochure contre l'intervention alliée. ¹⁶⁸

Début décembre 1919, Radek sera libéré de sa prison ¹⁶⁹, jeté dehors de force comme il l'écrit presque indigné, et placé dans l'appartement privé du baron J. von Reibnitz ¹⁷⁰, célèbre figure national-bolchevique, proche des milieux diplomatiques allemands. ¹⁷¹ Une semaine plus tard, craignant qu'en raison de sa célébrité Radek soit la cible d'un attentat, la police préfère le déménager dans l'appartement du commissaire de la police de Schöneberg, Gustav Schmidt. ¹⁷² Certes, Radek se sent moins à l'aise que dans son précédent logement mais cela ne semble en rien avoir limité ses «activités subversives» puisqu'il continue à être «submergé de visites» et que le policier de garde se contente de signer sans la vérifier la liste des visiteurs que lui fournissait Radek chaque jour. ¹⁷³

Durant plusieurs mois, Radek mène ainsi, de l'intérieur même de la prison ou sous le contrôle des autorités allemandes, civiles ou militaires, une intense activité politique faite d'écriture et d'entretiens avec d'éminentes personnalités. La richesse et l'importance de ce «salon politique» doivent bien sûr beaucoup à la personnalité de Radek, qui est devenu depuis quelque temps un des interlocuteurs préférés des officiels allemands mais elles doivent aussi beaucoup aux circonstances. Depuis le renvoi de Joffé, et jusqu'à l'arrivée de Kopp en novembre, il n'y avait plus de représentation diplomatique entre les deux pays et de nombreuses personnalités allemandes considérèrent avec intérêt la possibilité de s'entretenir avec cet expert bolchevique. Retenu comme prisonnier malgré

166 R. Meyer-Leviné, *Im inneren Kreis*, p. 108.

167 Radek, *La situation internationale et la politique extérieure du Pouvoir des Soviets*, Genève, Unions Ouvrières, 1918, p. 28.

168 E.H. Carr, «Radek's Political Salon in Berlin 1919», *Soviet Studies*, Vol. III, avril 1952, n° 4, pp. 428-430, a publié un court texte de souvenirs de P. Price.

169 Les archives allemandes contiennent la copie d'une lettre de Radek à Tchitchérine du 15 décembre dans laquelle il écrit séjourner depuis une semaine dans un appartement privé. R.2044, AA, Bonn.

170 Selon Helbig (*Die Träger der Rapallo*, p. 59) Reibnitz était aussi l'oncle par alliance de von Maltzan.

171 Radek, «November», p. 159.

172 Le chef de la police au AA, 13.12.1919. AA 2044, A.32631/19, AA, Bonn.

173 Radek, «November», p. 161.

son titre tout à fait symbolique de représentant de l'Ukraine, Radek ne disposait d'aucun mandat et les entretiens n'ont en réalité aucune valeur officielle, ni d'un côté ni de l'autre. Mais dans le contexte tout à fait particulier de l'année 1919 ils sont un très bon révélateur de la fascination exercée alors par les bolcheviks sur une Allemagne en pleine confusion.

Débats économiques

Puissance capitaliste par excellence, l'Allemagne avait toujours été considérée par les Russes comme le partenaire économique idéal. Patrie du prolétariat le mieux organisé d'Europe, elle représentait pour les bolcheviks en général, et pour Radek en particulier, la terre promise de la révolution prolétarienne appelée à sauver le fragile pouvoir des Soviets en Russie. A l'automne 1918, tous les révolutionnaires russes s'étaient mis à espérer que l'alliance du prolétariat allemand avec le prolétariat russe allait se réaliser dans un proche avenir, mais les vagues révolutionnaires de l'hiver puis du printemps 1919 avaient échoué et la Russie soviétique se retrouvait plus isolée, plus fragile que jamais. Le blocus économique imposé à la Russie depuis la signature du traité de Brest-Litovsk et la guerre civile menaçaient chaque jour un peu plus le pouvoir soviétique. Radek fut l'un des premiers à comprendre que cette situation risquait de durer et que l'isolement économique de la Russie était le principal danger pour les Soviets. Dans la première lettre envoyée de prison à sa femme en Russie, il lui avait demandé de se procurer auprès d'Ossinski un rapport sur la situation économique du pays.¹⁷⁴ Quelques jours plus tard, il avait fait parvenir à Alfons Paquet, un journaliste de la *Frankfurter Zeitung* qu'il avait rencontré à Moscou l'année précédente, une nouvelle lettre dans laquelle il proposait de reprendre les relations germano-soviétiques sur la base d'une coopération économique.¹⁷⁵ Par prudence vis-à-vis des Alliés – les conditions de paix n'avaient pas encore été arrêtées – ou par conviction – les ministres sociaux-démocrates étaient unanimement favorables à un rapprochement vers l'Ouest – les officiels allemands refusèrent

174 Lettre de Radek à sa femme, 20.3.1919, publiée par O.E. Schüddekopf, «Karl Radek in Berlin», p. 112.

175 L'original se trouve dans les archives de Brockdorff-Rantzau, mais de larges extraits sont reproduits dans l'introduction d'A. Paquet, *Der Geist*, pp. VIII-XI.

d'aborder la question, mais dans les milieux économiques, nombreux étaient ceux qui étaient prêts à écouter Radek avec intérêt.

Le premier représentant de ces milieux économiques à être venu s'entretenir avec Radek est Walther Rathenau, le président de l'AEG (la Société générale d'électricité) et l'organisateur de l'approvisionnement allemand pendant la guerre. A la différence d'un Stinnes, le magnat de l'industrie lourde allemande et à ce titre principal porte-parole d'une reprise des échanges commerciaux avec la Russie, Rathenau se classe plutôt, en raison de sa formation et de ses fonctions, parmi les «occidentalistes», proches des milieux financiers américains. L'homme, dont Radek dira quelques années plus tard qu'«il était l'un des esprits les plus brillants de la bourgeoisie allemande», semble dans un premier temps surtout désireux de confronter ses propres conceptions politiques avec celles du plus célèbre des communistes d'Allemagne. Radek se plaît à donner dans ses souvenirs une description précise de cette première rencontre entre ces deux esprits atypiques aux itinéraires si contrastés. «Une jambe croisée sur l'autre il me demanda la permission de pouvoir me présenter ses réflexions sur la situation mondiale. Il parla plus d'une heure en écoutant le son de sa voix.»¹⁷⁶ Talentueux, l'homme fascine certainement Radek même si sa «vanité malade» semble aussi l'agacer: «Lisez mon livre» répète-t-il à Radek, «Marx n'a élaboré qu'une théorie de la destruction. Dans mon livre, vous trouverez la théorie d'un socialisme constructif. Il s'agit de la première avancée scientifique depuis Marx.»¹⁷⁷ Sans être marxiste, Rathenau ne «croyait déjà plus à la stabilité des sociétés capitalistes» et considérait que le «socialisme, un socialisme qui correspondrait bien sûr à ses propres conceptions, représentait l'avenir».¹⁷⁸

Mais Rathenau est aussi un homme d'affaires avisé qui n'entend pas priver l'économie allemande de ses débouchés à l'Est. Sa compagnie avait participé, avec un groupe de banques et d'entreprises d'exportations, à l'envoi en Russie fin avril d'un jeune expert du nom de Claus Albrecht pour réaliser une première enquête sur les besoins prioritaires de l'économie soviétique.¹⁷⁹ Sur la base de ce rapport, Rathenau aboutissait à une

176 Radek, «November», p. 153.

177 *Ibid.*

178 Radek, «Stinnes und Rathenau», *Die Weltbühne*, 8.5.1924, p. 633.

179 H.-G. Linke, *Deutsch-sowjetische Beziehungen bis Rapallo*, Köln, Verlag Wissenschaft und Politik, 1970, pp. 55-63.

appréciation de la situation assez proche de celle de Radek: «La Russie soviétique ne sera pas battue. [...] En Allemagne, la victoire de la révolution est impossible pendant plusieurs années. L'ouvrier allemand est un philistin. Dans quelques années, je viendrai vraisemblablement travailler chez vous en tant que technicien.»¹⁸⁰ Convaincu de la nécessité pour les bolcheviks de faire cause commune avec l'Allemagne dans le domaine économique¹⁸¹, il élaborera avec Felix Deutsch, directeur de l'AEG et le président de l'union des industriels allemands, un projet de commission destiné à établir les premiers contacts concrets dans ce domaine.¹⁸² Malgré l'intérêt des milieux économiques, le projet n'aboutira pas en raison du refus du gouvernement allemand.

C'est seulement vers la fin de l'automne 1919, comprenant que les offensives des généraux blancs s'épuisaient sans obtenir de victoire décisive, que le département des affaires étrangères commencera à modifier son attitude vis-à-vis des bolcheviks. Comme l'écrira Radek, quelques années plus tard: «Lorsque Maltzan [le conseiller de légation] reconnut que les chances de rétablir un régime de gardes blancs en Russie étaient infimes, il se mit à faire de la Realpolitik vis-à-vis de la Russie.»¹⁸³ Le refus du gouvernement d'associer l'Allemagne au cordon sanitaire allié contre la Russie soviétique fut la première manifestation de cette nouvelle attitude allemande vis-à-vis des bolcheviks. Par la suite, les négociations relatives à l'échange des prisonniers entre Maltzan et le négociateur soviétique, Victor Kopp, seront autant d'occasions d'évoquer à nouveau l'avenir de la coopération économique entre les deux pays. Le 10 janvier 1919, soit quelques jours avant le départ de Radek, une nouvelle réunion sera organisée dans l'appartement de Schmidt en présence, pour les Allemands, du conseiller de légation Hey, du représentant de l'AEG et de l'union des industriels allemands, Felix Deutsch, du banquier socialiste indépendant, Simon, et, du côté soviétique, de Radek et de Victor Kopp. Officiellement le représentant allemand des affaires étrangères n'était là que pour régler les derniers problèmes relatifs au retour de Radek, il ne participa d'ailleurs pas activement aux discussions sur les

180 Radek, «November», pp. 153-154.

181 Rapport de C. Albrecht, cité par M.-L. Goldbach, *Karl Radek*, p. 46.

182 Aufzeichnung des Staatssekretärs im AA Haniel, 23.6.1920, *ADAP*, Serie A, Bd. III, p. 296.

183 Радек, «Советско-германские отношения», *Правда*, 15.10.1921.

questions économiques, se contentant de rappeler la retenue dont l'Allemagne devait faire preuve vis-à-vis des Alliés, mais il prit soin de faire un rapport détaillé de toutes les discussions.¹⁸⁴

Pour Radek, il ne faisait désormais plus aucun doute que «le gouvernement soviétique était sur la vague: l'ennemi est battu sur tous les fronts. [...] La reconstruction de la Russie va pouvoir commencer au printemps.»¹⁸⁵ Les besoins de la Russie pour redresser son économie sont bien sûr énormes, en particulier en matière technique, mais, dans une large mesure, ils correspondent justement aux domaines dans lesquels l'Allemagne dispose d'une certaine aisance. Comme par ailleurs l'Allemagne ne peut espérer tout obtenir des pays de l'Entente, elle ne peut pas ignorer que la Russie est le partenaire idéal. Une clarification des relations politiques entre les deux pays est évidemment «souhaitable», mais Radek n'en fait «pas une condition préalable».¹⁸⁶ Il ne se fait d'ailleurs aucune illusion sur le fait que les Allemands souhaiteraient une restauration en Russie et, de son côté, il «est trop peu diplomate pour dissimuler qu'il ne croit pas à la pérennité de l'Etat allemand». «La bourgeoisie allemande ne croit pas à la nôtre.[...] Nous sommes donc du même avis. Pourquoi ne pourrions nous pas échanger du fil contre des médicaments, du bois contre des appareils électriques? Quand vous vendez des caleçons à des clients, vous n'exigez pas d'eux une attestation d'immortalité.»¹⁸⁷

Malgré l'enthousiasme de Radek, ces conversations n'eurent aucune conséquence immédiate. Deutsch était, en sa qualité de président de l'union des industriels allemands, très intéressé, mais il refusait d'entreprendre des démarches tant que le gouvernement allemand n'avait pas signé d'accord préalable.¹⁸⁸

184 Aufzeichnung des Legationsrats Hey, 10.1.1920, *ADAP*, Serie A, Bd. III, pp. 16-19. Le rapport de Hey à Maltzan est, dans les grandes lignes, identique au texte rédigé par Radek pour la revue *Zukunft* de Harden: «Deutschland und Russland. Ein in der Moabiter Schutzhaft geschriebener Artikel für «richtiggehende Bourgeois», *Zukunft*, 7.2.1920. Harden considérait que l'Allemagne ne pouvait ignorer la Russie soviétique si elle voulait un jour se retourner contre les pays vainqueurs, c'est pourquoi il avait proposé à Radek d'écrire un article sur la question.

185 *Ibid.*, p. 17.

186 *Ibid.*, p. 18.

187 Radek, «Deutschland und Russland», *Zukunft*, 7.2.1920.

188 Aufzeichnung des Legationsrats Hey, 10.1.1920, *ADAP*, Serie A, Bd. III, p. 18. Selon E. H. Carr, *La révolution bolchevique*, T. III, p. 325, Deutsch «avait épousé la fille d'un banquier américain et il représentait ces milieux financiers allemands qui étaient très étroitement liés à l'Occident». Mais il semble que cela ne l'empêchait pas d'envisager sérieusement la possibilité de faire du commerce avec les bolcheviks.

Rathenau continuait à considérer avec intérêt le marché russe, mais selon Radek il était devenu «le principal avocat de l'idée d'un syndicat international pour exploiter la Russie».¹⁸⁹ Une dernière fois avant son départ Radek aura encore l'occasion de dire à Hey que l'Allemagne ne pouvait pas se passer de la Russie et qu'un voyage du commissaire du peuple au commerce et à l'industrie, Krassine, était souhaitable.¹⁹⁰ Les Allemands ne firent aucune promesse, mais dans un rapport daté du 20 janvier, Maltzan notait qu'au cas où le gouvernement allemand refuserait de favoriser le développement des firmes allemandes en Russie, «le danger était réel que les milieux intéressés cherchent et trouvent leur propre voie»¹⁹¹ pour accéder au marché soviétique.

Débats militaires

L'accord passé début novembre 1918 entre les sociaux-démocrates et le général Groener avait assuré la victoire de la République bourgeoise sur la République socialiste. En contrepartie, l'armée avait obtenu du gouvernement l'assurance qu'il ne ferait rien qui pourrait affaiblir son autorité. Pour satisfaire les exigences des Alliés l'armée impériale avait été supprimée et remplacée en mars 1919 par une nouvelle armée de volontaires organisée par le général von Seeckt: la Reichswehr.¹⁹² Mais même si sous la direction de von Seeckt une partie de l'armée semblait avoir accepté la République – moins d'ailleurs par conviction que par stratégie vis-à-vis des Alliés – la Reichswehr demeurait une institution à part, un Etat dans l'Etat, échappant largement au contrôle du nouveau pouvoir.

Comme le reste de la société, l'armée allemande avait à l'égard de la Russie des Soviets une attitude extrêmement contradictoire: d'un côté, des officiers qui espéraient à terme pouvoir prendre leur revanche sur les Alliés envisageaient la possibilité d'une alliance avec l'Est; de l'autre, le

189 Radek, «Der Mord an Walther Rathenau und der deutsche Nationalismus», *Das Forum*, H. 10, 1922, p. 328.

190 Note de Hey à Maltzan, 20.1.1920, R.2044, A.920, AA, Bonn. Profitant des contacts de Moor au sein de la légation suisse à Berlin, il semble que Radek ait fait une proposition identique aux autorités suisses. *DDS*, Vol. 7, T. 2, p. 555.

191 *Aufzeichnung des Legationsrats Maltzan*, 20.1.1920, *ADAP*, Serie A, Bd. III, p. 32.

192 E.H. Carr, *La révolution bolchevique*, T. III, p. 318.

reste de l'armée impériale, commandé par le général von der Goltz, menait dans les anciennes provinces russes de la Baltique une véritable croisade antibolchevique aux côtés des Russes blancs. Inquiets à l'idée que la restauration en Russie se fasse sous l'autorité d'officiers de l'armée wilhelmienne, les Alliés avaient fini par exiger la fin de l'engagement militaire allemand et, durant l'été 1919, von Seeckt avait mis tout son poids dans la balance pour obtenir le retour de von der Goltz. Pendant plusieurs mois des troupes de volontaires vont continuer à se battre sous les ordres d'un Russe blanc du nom de Avalov-Bermond¹⁹³, mais la décision de von Seeckt signifiait que la Reichswehr renonçait à renverser militairement les bolcheviks, du moins dans l'immédiat. Il me semble néanmoins difficile de suivre E. H. Carr lorsqu'il écrit que «la position adoptée par von Seeckt annonçait une alliance ultérieure entre la Russie bolchevique et l'Allemagne de droite».¹⁹⁴ Une telle perspective aurait constitué durant l'été 1919 un acte de défiance à l'égard des Alliés d'autant moins envisageable que c'est en partie au moins pour satisfaire leurs exigences que von Seeckt avait fait pression sur von der Goltz. En revanche, il est possible que von Seeckt ait mis d'autant plus d'empressement à approuver cette politique qu'il était l'un des premiers parmi les militaires allemands à être convaincu de la pérennité du régime bolchevique. Ainsi, réussissait-il à concilier une politique de compromis vis-à-vis des Alliés et d'ouverture vis-à-vis des bolcheviks, tout en affirmant son autorité sur les anciens cadres de l'armée du Reich.

Il n'y eut d'ailleurs pas, selon les sources disponibles, de rencontre directe entre Radek et le chef de la Reichswehr en cette année 1919.¹⁹⁵ Mais von Seeckt, qui avait servi pendant la guerre comme conseiller militaire auprès de l'état-major turc, était un proche d'Enver Pacha. Il est donc possible d'imaginer que Talaat Pacha et Enver Pacha, les deux dirigeants du mouvement Jeune Turc qui, eux, rendirent visite à Radek, aient pu jouer le rôle d'intermédiaire entre les deux hommes.¹⁹⁶ Radek avait déjà rencontré Talaat lors des négociations de Brest-Litovsk, mais il figu-

193 Sur cette question cf. S. Feucht, *Die Haltung der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands zur Aussenpolitik während der Weimarer Republik (1918-1933)*, Frankfurt am Main, Peter Lang, 1998, pp. 143-219.

194 E. H. Carr, *La révolution bolchevique*, T. III, p. 319.

195 F. Rabenau, *Seeckt, Aus seinem Leben*, Leipzig, Hase und Koehler, 1941, évoque seulement les deux entrevues de 1921 et 1922.

196 O. E. Schüddekopf, «Karl Radek in Berlin», p. 97.

rait alors à la table des vainqueurs. Depuis la défaite, Talaat s'était réfugié en Allemagne pour échapper aux Alliés qui demandaient son extradition et selon Radek il considérait désormais «que la libération de l'Orient musulman passait par une alliance avec la Russie soviétique».¹⁹⁷ Enver Pacha, le ministre de la défense du gouvernement des Jeunes Turcs dont le nom est lié au génocide arménien, entretenait depuis longtemps des contacts très privilégiés avec l'état-major allemand. Officier ottoman, il avait complété sa formation dans la garde prussienne; attaché militaire à Berlin en 1909, connu pour sa germanophilie, il avait été chargé de réorganiser l'armée turque en collaborant avec la mission militaire allemande dirigée par Liman von Sanders. Revenu en Allemagne après un passage en Russie soviétique, il «essayait de convaincre les militaires allemands que la Russie soviétique était la puissance mondiale montante avec laquelle il allait falloir compter si on voulait vraiment combattre l'Entente».¹⁹⁸ Radek leur proposera à tous les deux de venir en Russie, mais seul Enver, qui finira d'ailleurs par prendre le parti des musulmans du Turkestan contre les bolcheviks, fera le voyage. Quant à von Seeckt, il ne fit apparemment aucune réponse aux propositions de Radek, du moins dans l'immédiat.

Si von Seeckt se garda bien de rencontrer directement Radek, les officiers allemands furent néanmoins nombreux à venir s'entretenir avec lui. Pour la plupart il s'agit d'anciens collaborateurs de Ludendorff, le chef d'état-major de Hindenburg, qui avait été remplacé en octobre 1918 par Groener en raison de sa trop grande implication dans la guerre à outrance. Comme Ludendorff, ces officiers sont pour la plupart opposés à la République et nombre d'entre eux côtoient les milieux d'extrême droite, mais à la différence de Ludendorff ils ne partagent pas toujours son antibolchevisme forcené et certains sont déjà des représentants de ce que Radek appellera de façon volontairement confuse le «national-bolchevisme».¹⁹⁹

197 Radek, «November», p. 152.

198 *Ibid.*

199 Le terme de national-bolchevik n'apparaît vraisemblablement qu'après octobre 1919 et Radek utilise jusqu'à ce moment l'expression «bolcheviks-nationaux». Je reviendrai en détail sur la question de l'attitude de l'extrême droite allemande à l'égard des bolcheviks dans le chapitre 5, mais il faut déjà noter qu'une partie importante de l'extrême droite allemande était durant ces premières années de la République de Weimar loin de considérer les bolcheviks comme leurs principaux ennemis. Cf. W. Laqueur, «Hitler and Russia 1919-1923», *Survey*, October 1962, n° 44-45, pp. 89-113.

Le baron von Reibnitz, un ancien du prestigieux corps des cadets comme Ludendorff, fut le premier de ces «prétendus»²⁰⁰ nationaux-bolcheviks à venir s'entretenir avec Radek. «Il n'était pas seulement l'ardent partisan d'une alliance avec la Russie soviétique dans les milieux militaires, il appelait aussi de ses vœux une prétendue révolution pacifique» qui devait permettre de restaurer la capacité productive de l'Allemagne grâce à «la pression du prolétariat organisé et de l'intelligentsia».²⁰¹ Radek reçoit aussi Max Bauer, commandant en chef de l'artillerie pendant la guerre et l'un des principaux conseillers de Ludendorff. Désireux de connaître les projets de Ludendorff, Radek lui demande s'ils avaient l'intention de commettre un coup d'Etat pour renverser les sociaux-démocrates. «Initiative facile à entreprendre», aurait répondu Bauer, «mais inutile puisqu'il était impossible désormais de diriger l'Allemagne contre l'avis des ouvriers». Lorsque ces derniers seront revenus de l'illusion démocratique, il sera temps d'établir «la dictature du travail par une alliance entre les ouvriers et les officiers».²⁰² C'est à quelques nuances près le même discours qu'aurait aussi tenu, toujours selon Radek, le contre-amiral von Hintze, ancien attaché militaire en Russie et ministre des affaires étrangères durant l'été 1918.

Les militaires n'étaient pas les seuls à défendre de telles idées au sein des milieux nationalistes et conservateurs allemands. Dans sa thèse consacrée au national-bolchevisme, Louis Dupeux a fait le tableau détaillé de ces multiples courants de la droite allemande qui par haine de l'Occident, du «Diktat de Versailles» et du parlementarisme libéral regardaient en direction de la Russie soviétique dans un mélange d'espoir et de crainte.²⁰³ Au-delà du désir presque unanime de libérer l'Allemagne des chaînes de l'Entente, ces hommes de la droite nationale avaient de la révolution qu'ils prétendaient appeler de leurs vœux une conception pour le moins confuse et dans ses souvenirs Radek laisse apparaître ses doutes sur la sincérité des

200 L. Dupeux, *National Bolchevisme. Stratégie communiste et dynamique conservatrice*, T. 1, Paris, Honoré Champion, 1979, p. 184.

201 Radek, «November», p. 155.

202 *Ibid.*, p. 160. Selon Dupeux qui a consulté les papiers Bauer aux archives de Coblenche, Bauer aurait proposé aux Soviétiques un accord prévoyant la non-immixtion réciproque, une alliance militaire et le rétablissement des frontières de 1914. La proposition de Bauer resta sans réponse et Radek se serait opposé à toute alliance militaire. L. Dupeux, *National-Bolchevisme*, pp. 148-149.

203 *Ibid.*, et O.E. Schüddekopf, *Linke Leute von rechts*, pp. 73-86.

convictions révolutionnaires de ses interlocuteurs. Tous ne sont d'ailleurs pas également disposés à l'égard des bolcheviks et Dupeux prend soin de distinguer le professeur Paul Eltzbacher, dont le pamphlet intitulé *Le bolchevisme et l'avenir allemand*²⁰⁴ est le «premier document authentique du national-bolchevisme»²⁰⁵, de la tradition «russophile pragmatique» du comte Reventlow ou du «mirage à l'Est» d'un Möller van den Bruck.

Il est difficile d'affirmer que Radek n'a pas observé avec satisfaction et intérêt la confusion qui régnait alors parmi l'extrême droite allemande, ni qu'il n'en a pas tiré quelques conclusions optimistes sur la capacité des bolcheviks à s'attirer l'appui d'officiers et de nationalistes sincères, mais Radek qui séjournait chez Reibnitz ne pouvait guère se faire d'illusion sur «l'audience réelle de ce courant plus passionnel que vraiment politique».²⁰⁶

Selon Ruth Fischer, Radek aurait pourtant eu quelques «penchants» nationaux-bolcheviques durant les mois d'octobre et de novembre 1919, lorsque les troupes de Ioudenitch entouraient Petrograd. Craignant un moment que les efforts conjugués des Blancs et des Alliés ne viennent à bout du pouvoir soviétique, il serait allé jusqu'à envisager un accord provisoire avec une partie de l'armée allemande. Pour justifier son propos, Ruth Fischer s'appuie sur la complaisance dont Radek aurait fait preuve à la même époque à l'égard des nationaux-bolcheviks de Hambourg.²⁰⁷ Violamment opposés à la signature du traité de Versailles, Wolffheim et Laufenberg formulent en effet en novembre 1919 la thèse de la «prolétarisation de la nation allemande» et proposent de transformer la révolution allemande en «guerre populaire révolutionnaire» – qu'ils opposent à la guerre civile «contre-révolutionnaire»²⁰⁸ – pour libérer la nation allemande du joug des puissances impérialistes de l'Entente. Rien ne prouve pourtant que Radek se soit entretenu sur ce point avec les Hambourgeois et encore moins qu'il les ait soutenus.

204 P. Eltzbacher, *Der Bolschewismus und die deutsche Zukunft*, Jena, 1919. Ce livre regroupe des articles publiés dans la presse en avril 1919. Plusieurs extraits traduits en français sont présentés dans L. Dupeux, *National-Bolchevisme*, T. 2, p. 643.

205 *Ibid.*, T. 1, p. 49.

206 *Ibid.*, T. 1, p. 64.

207 R. Fischer, *Stalin and German Communism*, p. 207.

208 F. Wolffheim et H. Laufenberg, *Revolutionärer Volkskrieg oder Konterrevolutionärer Bürgerkrieg*, Hamburg, 1919. Paraît pour la première fois le 3.11.1919 dans le *Kommunistische Arbeiterzeitung* de Hambourg.

Pierre Broué note que «dans la période précédant le congrès de Heidelberg d'octobre 1919, ils [Wolffheim et Laufenberg] n'insistent guère sur cette perspective»²⁰⁹ nationale qui n'a alors aucune portée pratique. Comme le reconnaît d'ailleurs Schüddekopf, leur opposition durant l'année 1919 à la politique de la centrale est liée à d'autres considérations que leur projet de guerre populaire.²¹⁰ L'appel de Wolffheim et Laufenberg en faveur de la création d'un nouveau parti n'intervient qu'après le congrès de Heidelberg²¹¹ et c'est seulement à ce moment que, selon Dupeux²¹², Radek aurait eu connaissance de leurs «penchans nationaux». «Surpris», il les attaque dès lors très sévèrement, craignant que leur programme n'excite encore l'hostilité de l'Entente à l'égard de la Russie soviétique, et invente pour eux le terme de «national-bolchevisme».²¹³ Pendant longtemps, «le cours national» de Wolffheim et Laufenberg «coexiste cependant avec une analyse de classe» et ils mettent «en garde contre tout national-bolchevisme de la part des chefs de l'armée».²¹⁴ Certes, ils portent un regard de plus en plus critique sur la révolution bolchevique et ils lui contestent sa qualité de modèle universel, accusant le Comintern de vouloir «transformer chaque communiste européen en patriote russe», mais ils semblent avoir à cette époque refusé tout contact avec les milieux de droite et continuent dans les premiers mois de 1920 à être considérés, malgré les désaccords sur la question nationale, comme une tendance de la gauche communiste. Rejeté par le KPD et l'extrême gauche, le courant national-bolchevique de Wolffheim et Laufenberg glissera à partir de l'été 1920 vers la droite avant de disparaître en tant que groupe organisé dès l'année suivante.

209 P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 317.

210 O.E. Schüddekopf, *Linke Leute von rechts*, p. 109.

211 C'est ce qui ressort de l'analyse des textes des Hambourgeois réalisée par A. Thalheimer, «Kommunismus, Nation und Krieg», *Gegen den Nationalbolschewismus, Zwei Aufsätze von Karl Radek und August Thalheimer*, s.l., KPD, 1920, p. 39.

212 L. Dupeux, *National-Bolchevisme*, T. 1, p. 98.

213 Radek, «Die auswärtige Politik des deutschen Kommunismus und der Hamburger nationale Bolschewismus.» Ce texte fut publié pour la première le 20.12.1919 dans *Die Internationale*, Heft 17/18. J'ai utilisé la version rééditée en 1920 dans le recueil de Radek, *Die Entwicklung der deutschen Revolution*, p. 84.

214 D. Authier, J. Barrot, *La gauche communiste en Allemagne, 1918-1921*, Paris, Payot, 1976, pp. 236-237.

Contrairement à la confusion entretenue par Ruth Fischer et la presse social-démocrate de l'époque, Radek refusa toujours de mettre sur le même plan l'éventualité d'une alliance entre la Russie soviétique et les militaires allemands, qu'ils soient ou non nationaux-bolcheviques, et la possibilité de reconnaître une telle tendance à l'intérieur même du parti communiste allemand. En ce qui concerne les militaires nationaux-bolcheviques, Radek était prêt à envisager sous certaines conditions, et sans que cela modifie les objectifs du parti communiste, des points d'entente comme la participation volontaire et individuelle d'«officiers d'opinion honnêtement nationale» à la future Armée rouge allemande. En revanche, il n'existait «aucune place au sein du parti bolchevique pour un courant qui modifiait, en se parant du masque du radicalisme, la politique extérieure communiste en une politique nationaliste». ²¹⁵ En déclarant la guerre à l'Entente au nom des intérêts du peuple tout entier, c'est-à-dire de la nation, les Hambourgeois niaient la réalité de la lutte des classes et renversaient l'ordre des priorités en plaçant les objectifs de politique étrangère avant ceux de la révolution. Or, selon Radek, ce sont les rapports de classe à l'intérieur du pays qui doivent déterminer la politique extérieure et non l'inverse. ²¹⁶ Dans cette perspective, le parti communiste allemand devait rester un parti de classe et se préparer à la révolution prolétarienne, même si selon Radek celle-ci ne devait plus avoir lieu dans quelques années, comme il l'avait prédit lors du congrès de fondation du KPD, mais au moins dans une décennie, ou peut-être même une génération. ²¹⁷

En réalité les propositions des militaires nationaux-bolcheviques n'eurent pas d'autres conséquences que d'attirer l'attention de Radek sur l'extrême confusion qui régnait alors en Allemagne, un état d'esprit que Radek ne manquera pas d'utiliser ultérieurement.

Débats avec le PC allemand

Pendant les six mois d'isolement de Radek, la situation du parti ne s'était guère améliorée. La longue période de clandestinité qui suivit la répression sauvage du printemps avait parachevé la désorganisation du premier

215 Radek, «Die auswärtige Politik des deutschen Kommunismus», p. 84.

216 *Ibid.*, p. 97.

217 Radek, *Die Entwicklung der deutschen Revolution*, p. 56.

parti communiste européen. Les cadres du parti étaient morts²¹⁸, emprisonnés, ou tenus à l'écart de toute activité publique pour des raisons de sécurité. Pendant plusieurs mois, le travail régulier avait été bouleversé ou totalement interrompu par les conditions d'illégalité. La centrale avait dû se déplacer d'une ville à l'autre pour limiter les risques d'arrestation, les organisations locales ne pouvaient faire aucun travail de recrutement et de formation, même les grands journaux communistes, comme la *Rote Fahne*, paraissaient de façon irrégulière. Comme c'est souvent le cas en phase de reflux révolutionnaire, les divergences idéologiques et les affrontements de tendances s'étaient cristallisés, chacun se sentant conforté dans ses positions et, contrairement aux espoirs de la direction, la majorité des militants ne s'était pas rapprochée de ses positions sur la participation aux élections et aux syndicats.

L'impatience révolutionnaire de la majorité des militants qui s'était manifestée lors du congrès de fondation n'avait pas disparue. Loin de revenir sur leurs positions, les militants, qui avaient cru que le pouvoir était au bout du fusil, nourrissaient depuis les échecs de janvier et de mars une haine encore plus grande pour les socialistes majoritaires, les indépendants et les syndicalistes, accusés d'avoir trahi la révolution par opportunisme. D'origines politiques extrêmement diverses, puisque l'on retrouvait parmi eux, outre des membres des IKD de Brême ou de Hambourg, de vieux spartakistes et même des militants formés dans l'entourage de Lénine comme Willi Münzenberg²¹⁹, ces groupes de gauche utilisaient la grande autonomie accordée par le premier congrès aux sections locales et les circonstances de la clandestinité pour mener leurs actions indépendamment de la centrale. Bien que souvent rassemblés sous la même étiquette de «gauchistes», selon la terminologie bolchevique, ou d'«extrémistes utopiques», selon la formule d'Arthur Rosenberg²²⁰, ces groupes de gauche recouvrent des conceptions politiques fort différentes.

218 Le parti a aussi perdu Mehring et Knief, tous deux emportés par la maladie.

219 J. Droz, «A propos de la biographie de Willi Münzenberg», *Willi Münzenberg. Un homme contre*. Actes du colloque international d'Aix-en-Provence, mars 1992, p. 19.

220 A. Rosenberg, *Histoire du bolchevisme*, Paris, Grasset, 1967, pp. 201 et ss. L'auteur, historien de formation, a appartenu au KPD de 1920 à 1927.

A Hambourg, où les communistes de gauche exercent une grande influence sur les militants, apparaît une tendance qualifiée d'«unioniste»²²¹ ou de «syndicaliste»²²². Les conceptions du groupe doivent beaucoup à Wolffheim qui avait milité pendant plusieurs années au sein de la section californienne des IWW, *Industrial Workers of the World*. Mais la gauche allemande va plus loin que les IWW: à l'idée d'une organisation des ouvriers par entreprise, puis par branche, et non plus par métier comme c'est le cas dans les syndicats traditionnels, elle ajoute celle du nécessaire dépassement de la division entre syndicat et parti.²²³ Pour réaliser ce projet, elle projette de constituer des «organisations révolutionnaires d'entreprise» qui rassembleraient dans un même cadre institutionnel les fonctions économique et politique. Formées spontanément pendant la guerre et la révolution de novembre, les unions s'étaient progressivement effacées devant les conseils, mais au printemps elles se développent à nouveau pour fonder en août 1919 l'AAU, *Allgemeine Arbeiterunion*. La centrale laisse faire mais elle n'envisage nullement comme le journal communiste de Hambourg, principal support théorique des unions, de dissoudre le parti dans les unions.

Egalement opposés aux syndicats traditionnels, c'est dans les colonnes de l'*Arbeiterpolitik* qu'est apparu pour la première fois le mot d'ordre de «Hors des syndicats», mais ne niant pas la nécessité du parti communiste, le gros des militants de Brême derrière Karl Becker, ceux de Berlin avec Karl Schröder, forment une autre tendance de la «mouvance gauchiste», très influencée par les thèses de la gauche hollandaise représentée par Pannekoek et Gorter.

Souvent confondus, pas toujours innocemment d'ailleurs, ces groupes, qui ont en commun une forte hostilité à l'égard de la centrale, exercent une grande séduction parmi la jeune génération des militants communistes qui n'ont pas de passé social-démocrate.

221 L'ouvrage le mieux documenté sur cette question est celui de H.M. Bock, *Syndikalismus und Linkskommunismus*. Pour une définition de ces différents termes cf. p. 124.

222 Le terme de «syndicaliste» est surtout présent dans la littérature communiste où il prend d'ailleurs un sens systématiquement péjoratif.

223 D. Authier, J. Barrot, *La gauche communiste*, p. 71.

Eclaté en tendances distinctes, tenu à l'écart de la scène politique par son refus de participer aux élections²²⁴, le KPD(s) s'était aussi marginalisé au profit de son principal rival l'USPD qui, avec ses 300 000 adhérents en mars – contre seulement le tiers en novembre²²⁵ – ses 81 députés au Parlement et ses 55 quotidiens, avait avantageusement profité de la légalité. Les positions des indépendants étaient particulièrement fortes dans les syndicats où ils pouvaient s'opposer à la politique des majoritaires, alors que les communistes, qui ont presque partout déserté ou ont été exclus, ne cessaient de perdre de l'influence. C'est cette situation que Levi s'efforce de modifier depuis qu'il a été coopté en avril, contre sa volonté, à la direction du parti.²²⁶

Membre de la centrale dès le congrès de fondation, ce jeune avocat proche de Rosa Luxemburg est, depuis son rapport sur la nécessité de participer aux élections de l'assemblée constituante, la cible privilégiée des «gauchistes» du parti. Moqué pour ses goûts d'intellectuel bourgeois – il aimait lire les textes classiques en grec et en latin et collectionnait les objets chinois –, critiqué pour son manque de chaleur humaine – de nombreux militants l'appelaient «Herr Doktor» –, Paul Levi apparaît néanmoins après l'assassinat de Joguiches en mars comme «son unique remplaçant possible».²²⁷ Convaincu que l'essentiel était de transformer la petite secte communiste en une véritable organisation de masse, il entend corriger ce qu'il appelle les erreurs du congrès de fondation comme le refus de participer aux élections et aux syndicats. Avec quelques réserves pour Frölich, le seul représentant de la gauche, Levi pouvait compter sur l'appui des survivants de la centrale comme Clara Zetkin et surtout de Heinrich Brandler, le dirigeant de la plus grande organisation locale du parti, celle de Chemnitz. Dans une large mesure, il avait aussi le soutien de Radek. Même si ce dernier s'efforcera ultérieurement de grossir leurs désaccords, ils partagent la même ligne politique et le conflit entre eux relèvera au cours de cette année 1919, selon Broué, «plus de la tactique conjoncturelle que de l'orientation».²²⁸

224 Le boycott des élections fut un échec total, puisque la participation aux élections de la constituante atteignit un chiffre record.

225 P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 323.

226 C. Beradt, *Paul Levi*, p. 30.

227 P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 295.

228 P. Broué, «Note sur l'action de Karl Radek», p. 686.

Malgré l'amélioration de son régime de détention, Radek interdit pourtant à Levi de venir le voir pour éviter de compromettre le parti.²²⁹ Mais Ruth Fischer, qui lui rendait visite trois fois par semaine, servait d'intermédiaire et Radek s'efforcera à plusieurs reprises d'intervenir dans les débats internes du parti en lui transmettant des textes. La première de ces lettres adressée comme «Lettre ouverte»²³⁰ à l'ensemble des délégués pour le congrès de Heidelberg est significative de la retenue dont Radek fait preuve à l'égard du parti allemand durant cette année 1919:

Je n'invoque pas l'autorité du comité central du parti russe. En raison des difficultés de liaison, les nouvelles de mes camarades russes sont très insuffisantes. Jusqu'à mon retour ceux-ci disposent d'ailleurs de trop peu d'information pour pouvoir prétendre donner un avis déterminant sur les différends qui vous opposent. Vous devez trouver votre propre chemin, et si je considère comme mon devoir de participer à cette quête, c'est que plus que tout autre Russe je suis lié aux combats spirituels qui ont conduit à la fondation du parti communiste allemand et que j'ai pu suivre vos différends dans la presse. Enfin je crois que ma détention m'a donné la possibilité de me faire une opinion objective de la situation de votre parti car je ne suis pas impliqué dans toutes ses querelles.²³¹

Comme dans ses précédents écrits, Radek rappelle que la révolution mondiale est un processus très long, pavé de défaites, et qu'il est indispensable de participer aux conseils d'entreprise, aux syndicats et aux élections du Parlement. Bien sûr, le «prolétariat n'arrivera pas au pouvoir par la conquête de la majorité au Parlement», si c'était le cas ses adversaires quitteraient immédiatement le terrain de la démocratie. Mais, «aussi longtemps que nous ne sommes pas assez forts pour établir la dictature du prolétariat, nous devons utiliser toutes les possibilités que nous offre cette démocratie».²³²

Ayant appris par Bronski, le jour même du congrès, que Levi avait l'intention de procéder à une scission dans le parti, Radek écrivit de sa cellule une nouvelle lettre au CC que Ruth Fischer devait distribuer avant l'ouverture du congrès.²³³ Dans cette lettre qui demeure introuvable mais

229 Radek, «November», p. 155.

230 Radek, *Zur Taktik des Kommunismus. Ein Schreiben an den Oktoberparteitag der KPD*, s.l., 1919. Publié par D. Möller, *Revolutionär, Intrigant, Diplomat. Karl Radek in Deutschland*, Köln, Verlag Wissenschaft und Politik, 1976. pp. 141-151.

231 *Ibid.*, p. 141.

232 *Ibid.*, p. 144.

233 R. Fischer, *Stalin and German Communism*, p. 207 et Radek, «November», p. 157.

dont nous connaissons la teneur grâce à de nombreuses références dans les textes de contemporains²³⁴, Radek aurait soutenu une ligne hostile aux groupes de gauche mais en priant expressément Levi de ne pas procéder à la scission avant d'avoir essayé de convaincre la majorité du parti de la justesse de la ligne politique proposée par la centrale. En mai 1921, Levi affirmera, sans être démenti, devant le CC du KPD, que la lettre de Radek était arrivée trop tard²³⁵, mais Radek prétendra toute sa vie que Levi l'avait interceptée.²³⁶ Il n'existe pas de preuve que Levi ait lu la lettre avant le congrès, mais, si c'est le cas, il n'en tint nullement compte – ce qui serait d'ailleurs très révélateur du fonctionnement du KPD de 1919 qui n'était pas un parti soumis aux décisions des délégués bolcheviques. Que Levi ait ou non reçu la lettre de Radek à temps, il ne pouvait de toutes les façons pas ignorer l'opposition de Radek à une scission dans le parti. Depuis son arrivée en Allemagne en décembre de l'année précédente, il n'avait cessé de se dépenser pour établir des ponts entre les différentes composantes de la gauche. En septembre, il avait réussi à faire sortir de prison un texte pour les cadres du parti consacré à cette question²³⁷ et, cinq jours avant le début du congrès, il avait encore écrit aux membres de la centrale pour leur dire que, «dans tous les cas de figure, il leur déconseillait très fortement la tactique de la scission. Les différences dans le parti ne sont pas insurmontables. [...] Nous ne pouvons pas nous permettre une scission, le parti communiste n'a pas encore de tradition et la centrale n'a aucune autorité.»²³⁸ Certes, Radek ne partage pas les thèses unionistes de Wolffheim et de Laufenberg qu'il qualifie de «lubies petites-bourgeoises»²³⁹ sans rapport avec la réalité socio-économique allemande. Elles sont selon lui la conséquence de la «confusion théorique» qui règne parmi la jeunesse et le parti doit absolument surmonter ces «erre-

234 Radek, «November», p. 157; «Der Fall Levi», *Kommunistische Internationale*, n° 17, 1921, p. 9; Radek, *Die Krise der VKPD*, 1921, p. 29 et F. Wolffheim et H. Laufenberg, *Moskau und die deutsche Revolution*, p. 20.

235 P. Levi, *Was ist das Verbrechen? Die März-Aktion oder die Kritik daran?* Berlin, A. Seehof and Co. Verlag, 1921, p. 29.

236 Radek, «November», p. 157.

237 Radek, *Die Entwicklung der deutschen Revolution*.

238 Lettre de [Radek] à la centrale du KPD, 15.10.[1919], Paul Levi NL., 126/19, doc. 46-47, SAPMO.

239 Radek, *Die Entwicklung der deutschen Revolution*, p. 2. Il s'agit d'une phrase tirée de l'introduction rédigée en décembre 1919.

ments anarcho-syndicalistes».²⁴⁰ Mais Radek appréciait le courage et l'énergie de ces militants qui furent parmi les seuls à s'être opposés à la guerre dès le premier jour. Si toutefois le parti ne pouvait faire l'économie d'une scission, il fallait faire en sorte que celle-ci se limite à quelques chefs.²⁴¹

Radek n'avait cependant pas pris conscience de l'importance du contentieux qui s'était installé entre Levi et les gauches depuis le printemps. Un premier affrontement avait eu lieu à la mi-août lors de la conférence clandestine du KPD(s) de Francfort-sur-le-Main. Mais la direction n'avait pas osé lancer directement le mot d'ordre de retour dans les syndicats et s'était contentée d'accuser les gauches de déviation «syndicaliste». Malgré des manœuvres pour minimiser le poids des organisations de gauche, la conférence suivit d'ailleurs leurs positions et vota une résolution privant la centrale du droit de vote pour les prochains congrès.²⁴² Désormais convaincu qu'il n'avait pas les moyens d'imposer ses thèses, Levi entendait rétablir la primauté de la centrale sur les organisations locales, même si cela devait conduire à la scission.

Dès l'ouverture du congrès de Heidelberg, le 20 octobre, Levi revient sur la résolution de Francfort et obtient le droit de vote pour les membres de la centrale. Cette manœuvre adroite va déterminer toute la suite des événements. Après avoir réitéré les accusations de «syndicalistes» à l'égard des gauches, Levi bloque le débat en mettant au vote un texte intitulé *Thèses directrices sur les fondements de la tactique du communisme*. Sur le fond, ce texte est ambigu puisque, selon les circonstances, il peut servir à justifier des pratiques totalement différentes, mais il se termine par une menace d'exclusion à l'égard de tous les opposants. Comme lors du premier congrès, les membres de la centrale sont minoritaires, mais leurs adversaires, divisés sur la question du rôle du parti, ne parviennent pas à faire front²⁴³ et l'ensemble des thèses est adopté par 31 délégués contre 18. Ceux qui se sont opposés au vote sont écartés des délibérations ultérieures.

240 Radek, *Zur Taktik des Kommunismus*, p. 150.

241 Une analyse apparemment partagée par Lénine qui dans une lettre publiée en annexe de la 2^e édition du texte de Radek, *Die Entwicklung der deutschen Revolution*, pp. 65-75, écrit ne pas craindre les divergences sur la question syndicale.

242 D. Authier, J. Barrot, *La gauche communiste*, p. 124.

243 W. Münzenberg par exemple partageait les thèses de gauche contre la participation au Parlement, mais opposé à la conception d'un parti fédéraliste il ne vota pas avec les Hambourgeois.

Convaincus que la scission est souhaitée par la direction pour pouvoir se rapprocher de la gauche de l'USPD, les communistes de Hambourg se retirent eux-mêmes du parti, les autres sont exclus le quatrième jour.

Dans un premier temps, les conséquences de Heidelberg sur le parti sont dramatiques. La chute des effectifs est particulièrement importante dans les districts de Hambourg, Brême, et Hanovre où le parti va presque disparaître. L'émissaire du comité exécutif de l'Internationale communiste (CEIC), qui arrive à Berlin à l'automne, note qu'«il n'y avait pas là d'organisation communiste digne de ce nom».²⁴⁴ Dans les autres sections, le nombre des membres chute de moitié. Tout l'apport des IKD, si péniblement obtenu grâce aux efforts de Radek en décembre 1918, est remis en cause. L'affrontement entre l'opposition et les partisans de la centrale se poursuit d'ailleurs pendant plusieurs mois pour le contrôle d'une organisation locale, d'un journal ou d'un local. La gauche utilise adroitement l'exemple du congrès pour critiquer les méthodes «bureaucratiques» de la centrale, le «nouveau blanquisme» comme l'appelle Pannekoek²⁴⁵, et donner un nouvel élan aux thèses anti-autoritaires toujours très en vogue dans l'extrême gauche allemande.

Pour Radek la situation était très difficile, douloureuse même sur le plan personnel. Sur le fond, il ne fait aucun doute qu'il approuve les thèses de Heidelberg, comme Lénine d'ailleurs, mais Radek est extrêmement mécontent de la scission, car elle avait eu pour conséquence de rejeter hors du parti certains des militants les plus actifs de la gauche allemande. Obligé de répondre publiquement aux communistes de Hambourg, car Wolffheim et Laufenberg attaquaient le KPD en s'appuyant sur ses propres citations²⁴⁶, Radek dénonce dans l'hebdomadaire du parti, *Die Internationale*, l'hérésie «national-bolchevique» et la rupture de discipline. Si Radek accepte ainsi de se séparer des Hambourgeois, qui de toutes les façons seront rapidement discrédités par leur «dérive droitière», il fait en revanche tout son possible pour retenir ou ramener dans le parti d'autres opposants qui lui sont proches, comme Karl Becker des radicaux de Brême et le communiste russe Zaks-Gladneiv.²⁴⁷ Poussés par Radek qui les con-

244 «Les premières années de l'IC», p. 13.

245 Cité par H.M. Bock, *Syndikalismus und Linkskommunismus*, p. 149.

246 O.E. Schüddekopf, *Linke Leute von Rechts*, pp. 114-118.

247 Une lettre de Lénine au CC du KPD, 29.10.1919, *OC*, T. 30, pp. 82-83, montre que Lénine approuvait les efforts déployés par Radek pour surmonter la scission.

tacte personnellement, les dirigeants de Brême commencent par condamner le national-bolchevisme, puis lancent un appel à la centrale pour qu'elle organise une nouvelle conférence afin de reprendre la discussion sur les thèses de Heidelberg.²⁴⁸ Convaincu que tout n'est pas perdu, certainement en partie responsable de l'initiative «conciliatrice» des Brêmois – la concordance des dates est frappante –, Radek publie au même moment un nouveau texte destiné à être discuté par le parti en janvier 1920.²⁴⁹ Rédigées en commun avec Clara Zetkin et Auguste Thalheimer, ces nouvelles thèses intitulées *Le développement de la révolution mondiale et la tactique des partis communistes en lutte pour la dictature du prolétariat* reviennent sur les questions déjà abordées des élections, des syndicats et des conseils d'entreprise, mais en partant de l'hypothèse que la révolution serait un processus de longue haleine.²⁵⁰ Il s'agissait de donner aux organisations le sentiment qu'elles n'étaient pas mises devant le fait accompli, que tout n'était pas joué – le ton est d'ailleurs très loin des attaques de Levi, plus pédagogique, plus tolérant aussi.

Malgré ces efforts, il n'y aura pas de reprise des négociations avec les organisations oppositionnelles et la centrale confirmera au troisième congrès tenu à la fin février les décisions de Heidelberg. La scission était entérinée et les militants qui, comme Karl Becker, reviendront au parti, le feront à titre individuel et sur la base du programme de la centrale. Les autres se retrouveront avec le groupe des Berlinoises de Schröder et Gorter dans le parti communiste ouvrier d'Allemagne, KAPD.

Portée des entretiens de 1919

A la veille de son retour en Russie, Radek ne croyait plus à la victoire rapide de la révolution en Allemagne. Ayant assisté à la fondation, à la défaite puis à la scission du premier grand parti communiste d'Europe, il avait pris conscience de l'impatience révolutionnaire des jeunes militants, de l'impréparation du parti pour les affrontements et surtout de la faiblesse du lien avec les masses. Il ne faudrait pas en conclure que Radek avait renoncé à l'espoir d'une révolution en Allemagne. Malgré un certain «pessimisme

248 H.M. Bock, *Syndikalismus und Linkskommunismus*, pp. 225-226.

249 Radek, «Der Fall Levi», *Kommunistische Internationale*, Nr. 17, 1921, p. 66.

250 Radek, *Die Entwicklung der Weltrevolution*.

révolutionnaire»²⁵¹ il ne fait aucun doute que pour Radek le parti communiste allemand demeurerait l'instrument d'une révolution prolétarienne qu'il continuait à considérer comme la seule issue acceptable pour l'Allemagne, même si celle-ci était reportée dans le temps. Partant de cette expérience Radek avait développé dans ses nombreux écrits de l'année 1919 les objectifs que le jeune parti communiste allemand devait se fixer: ferme refus des tendances putschistes; pénétration des organisations ouvrières existantes comme les syndicats et les conseils d'entreprise pour gagner au communisme les membres de l'USPD en les coupant de leurs dirigeants; et conquête de nouvelles couches de la population, comme les paysans pauvres, la petite-bourgeoisie ruinée par l'inflation et les travailleurs intellectuels, sans lesquelles les communistes ne peuvent pas remporter la victoire. Issues du contexte allemand et de la grave crise traversée par le parti au terme d'une année d'existence, les analyses de Radek s'appliquaient à l'ensemble des partis communistes européens, car selon lui les communistes autrichiens et hongrois n'avaient pas prêté plus d'attention que le parti allemand à la conquête des masses.²⁵² Radek posait ainsi pour la première fois les bases de ce que devrait être l'action d'un parti communiste conscient que la révolution se faisait attendre. Dans une certaine mesure, ses analyses annonçaient déjà plusieurs mots d'ordre qui comme le front uni et la ligne Schlageter seront adoptés par le Comintern ultérieurement. Pourtant, lors de son retour à Moscou, Radek va se rendre compte que les bolcheviks, qui étaient demeurés à l'écart de la réalité du développement du mouvement révolutionnaire européen, étaient loin de partager ses positions. Il ne réussira pas toujours à convaincre ses camarades et ce décalage suscitera de nombreux conflits au sein de la direction de l'Internationale et du parti russe.

251 R. Fischer, *Stalin and German Communism*, p. 205, note par exemple que «son pessimisme concernant l'avenir du communisme était une facette de sa personnalité évidente pour quiconque le connaissait intimement».

252 Radek, *Die Entwicklung der Weltrevolution*. Le parti autrichien n'avait pas su utiliser ses positions dans le conseil ouvrier de Vienne, alors que l'effondrement de la République hongroise des conseils avait révélé l'isolement du PC hongrois. Radek avait aussi dénoncé «les forces qui depuis les premiers jours de la révolution hongroise avaient préparé à Vienne une tentative de putsch avec le vain espoir d'aider le gouvernement hongrois et qui avaient ainsi contribué à la décomposition du mouvement communiste autrichien en distribuant directement de l'argent.» Radek, «Die Lehren eines Putschversuch», *RF*, 30.10.1919. Ce texte sera publié une nouvelle fois en 1921 par Levi en annexe de *Unser Weg Wider den Putschismus*, Berlin, A. Seehof and Co, 1921.

Pour l'essentiel Radek conservera pendant les trois autres années où il va s'occuper de l'Allemagne la même conviction de la lenteur du processus révolutionnaire européen. Il ne me semble pourtant pas possible de suivre totalement la thèse de M.L. Goldbach selon laquelle Radek appliquera en Allemagne une «ligne étonnamment constante»²⁵³ contredisant sa réputation de versatilité. A deux reprises au moins, en 1921 et en 1923, Radek agira à l'encontre de cette ligne, assumant la responsabilité de l'affrontement avec Levi alors qu'ils sont sur la même ligne politique, puis soutenant, contrairement à toutes ses déclarations passées, le principe d'une insurrection en octobre 1923. Observées dans le seul cadre politique allemand, ces ruptures ou ces «incohérences», demeurent d'ailleurs largement incompréhensibles et justifient la réputation d'inconsistance attachée à Radek. Ce serait néanmoins sous-estimer Radek et la complexité des problèmes auxquels il est confronté. Car pour être compris, ces retournements doivent aussi être analysés à partir de la situation dramatique de la Russie, dans le cas de 1921, et du rapport de force à l'intérieur du parti russe, pour 1923. C'est la prise en compte de cette triple dimension, rapport de force en Allemagne, rapport de force entre la Russie et le reste de l'Europe, et à l'intérieur du parti russe, qui explique que Radek soutiendra parfois des politiques allant à l'encontre de ses convictions sur le mouvement révolutionnaire allemand.

Désormais convaincu que les ouvriers européens ne viendraient pas à la rescousse de la révolution russe dans un proche délai, que la «révolution mondiale ne serait pas une explosion, mais au contraire un long processus de désagrégation du monde capitaliste», Radek fut aussi le premier parmi les dirigeants bolcheviques à avoir cherché un «*modus vivendi* avec les Etats capitalistes»²⁵⁴ pour consolider le pouvoir soviétique dans l'attente d'une nouvelle vague révolutionnaire. Comme par ailleurs la fin de la guerre n'avait pas fait disparaître les rivalités entre puissances capitalistes, il était toujours possible de jouer un camp contre l'autre²⁵⁵ et

253 M.-L. Goldbach, *Karl Radek*, p. 58.

254 Radek, *Die auswärtige Politik Sowjet-Russlands*, Hamburg, Carl Hoym Verlags, 1921, p. 38.

255 Selon E.H. Carr, *La révolution bolchevique*, T. III, p. 329, note 41, qui s'appuie sur une déclaration faite par Radek à un journal anglais «Radek ne pensait pas alors à une alliance exclusive avec l'Allemagne». Il me semble pourtant que l'allusion à une éventuelle alliance avec l'Angleterre était surtout dans son esprit une façon de faire peur aux Allemands.

dès le premier jour de son arrestation, Radek avait tenté d'expliquer aux Allemands qu'ils n'avaient aucun intérêt à faire le jeu de l'Entente en menant une politique d'hostilité à l'égard des bolcheviks. Pendant le printemps, les Allemands avaient préféré ménager les Alliés dans l'espoir d'obtenir des contreparties. Mais dans la période de désarroi et de confusion qui suivit l'annonce des conditions de paix, Radek n'avait pas eu de mal, malgré la réserve apparente des autorités politiques, à susciter la curiosité de nombreuses personnalités allemandes qui, par enthousiasme révolutionnaire, par haine de l'Occident ou par simple calcul, regardaient avec intérêt en direction de la Russie soviétique.

La question du lien existant entre ces entretiens et les accords ultérieurement conclus entre l'Allemagne et la Russie soviétique est particulièrement complexe et controversée. Car, si de son côté Radek semble bien avoir intégré, dès 1919, le principe de la double politique, s'il commence aussi à envisager la possibilité d'utiliser le traité de Versailles, non plus seulement comme un ferment parmi les ouvriers allemands, mais aussi comme un ressort pour amener les Allemands à une alliance avec la Russie soviétique sur la base d'une commune hostilité à la paix des vainqueurs, ni ses camarades bolcheviques de Moscou, ni les officiels allemands ne semblent alors prêts à le suivre.

Dans un article, pourtant daté de 1922, Radek rappelle que Rathenau ne s'était rallié à l'idée d'une politique allemande indépendante en Russie soviétique qu'en 1922 lorsque sa politique de concession aux Alliés avait totalement échoué.²⁵⁶ Quant à von Seeckt, tous ses biographes notent que son revirement en faveur d'une politique de coopération entre l'Allemagne et la Russie fut postérieur au retour de Radek en Russie.²⁵⁷ Il faudra attendre le putsch de Kapp, dont l'échec en mars 1920 se traduira par l'effacement des principales personnalités militaires qui, comme Ludendorff et von der Goltz, étaient en faveur d'une croisade anti-bolchevique, et la guerre russo-polonaise dont l'impact sur les nationalistes allemands sera déterminant²⁵⁸, pour que les forces favorables à une alliance

256 Radek, «Der Mord an Walther Rathenau und der deutsche Nationalismus», *Das Forum*, H. 10, 1922, p. 329.

257 F. von Rabenau, *Von Seeckt*, p. 252; H. Meier-Welcker, *Seeckt*, Frankfurt a. M., Bernard and Graefe Verlag für Wehrwesen, 1967, p. 323; F. L. Carsten, «The Reichswehr and the Red Army, 1920-1933», *Survey*, October 1962, n° 44-45, pp. 115-116.

258 Cela est particulièrement vrai pour Brockdorff-Rantzau, dont «le revirement en faveur d'un accord limité avec les bolcheviks date de la guerre russo-polonaise». L. Dupeux, *National Bolchevisme*, T. 1, p. 200.

entre la Russie soviétique et l'Allemagne nationaliste puissent se développer.²⁵⁹ Mais même à partir de ce moment, la politique russe de l'Allemagne ne suivit jamais une voie unique et continue, censée conduire inéluctablement à Rapallo.²⁶⁰

De toutes les façons, Lénine ne croyait pas à la capacité de l'Allemagne de s'opposer au traité de Versailles; même en cas de victoire de la révolution, la République allemande soviétique serait obligée de «reconnaître pour un temps la paix de Versailles et s'y plier. [...] Faire passer absolument, à tout prix, immédiatement, la libération à l'égard du traité de Versailles avant le problème de l'affranchissement des autres pays opprimés du joug de l'impérialisme, c'est du nationalisme petit-bourgeois et non de l'internationalisme révolutionnaire.»²⁶¹ Si de son côté Radek avait pu s'avancer sur cette voie, et rien ne prouve qu'il en fut ainsi; il l'avait donc fait à titre individuel, sans aucun mandat et il fut publiquement désavoué. Pour autant, les idées de Radek annoncent bien la politique extérieure soviétique de la période de la NEP, mais en 1919, et même au printemps 1920, les esprits n'étaient pas encore mûrs, ni en Allemagne, ni en Russie.

4. Petits marchandages diplomatiques: le retour de Radek

Lorsque Radek se sentit menacé, il fit appel de prison à Haenisch pour que celui-ci veille à ce que l'échange de Radek avec des otages allemands ne soit pas un prétexte pour l'exécuter lors d'une fuite.²⁶²

Acquitté en août, Radek commence à s'impatienter du retard pris par les négociations relatives à son retour. Mais comme le lui écrit Litvinov en octobre: «Dans votre cas cette lenteur est inévitable puisqu'il s'agit de négocier avec quatre gouvernements.»²⁶³ Les pourparlers sont d'autant plus difficiles que l'année 1919 est dominée en Russie par la guerre civile, l'intervention alliée et le durcissement du blocus économique.

259 E.H. Carr, *La révolution bolchevique*, T. I, p. 331.

260 Cf. T. Schieder, *Die Probleme des Rapallo-Vertrags*, pp. 18-19.

261 Lénine, «La maladie infantile du communisme», *OC*, T. 31, pp. 71-72.

262 R. Franz, «Aus Briefen Konrad Hänisch», p. 483.

263 Lettre de Litvinov à Radek, 30.10.1919, F.326/2/49, doc. 22-23, RGASPI.

L'isolement des bolcheviks est à son comble. La création de la III^e Internationale et les offensives révolutionnaires du printemps avaient, pendant un moment, donné l'impression que les bolcheviks avaient trouvé la force de répondre à l'hostilité des puissances capitalistes par un regain d'enthousiasme révolutionnaire. Mais durant les mois d'octobre et de novembre, au plus fort de l'offensive des armées blanches, le pouvoir soviétique connaît à nouveau des moments particulièrement difficiles, ce qui complique encore les communications avec l'extérieur. Radek connaissait la situation, c'est même en raison de cet isolement de la Russie soviétique que sa présence en Allemagne avait pris une telle importance, mais il entendait maintenant accélérer son retour.

Comme préalable aux négociations, les Allemands avaient d'abord exigé du gouvernement soviétique qu'il s'engage à ne plus envoyer Radek en mission en Allemagne.²⁶⁴ Il avait ensuite fallu s'entendre sur le nombre d'otages allemands libérés en échange de Radek. Dès juillet, Rakovsky avait confirmé au nom du gouvernement ukrainien sa volonté de libérer le vice-consul allemand d'Odessa, Albert Augustowitsch Palatta, le consul de Kiev, Ernst Markmann, et plusieurs officiels allemands qui se trouvaient en prison à Kiev.²⁶⁵ Ayant appris qu'Axelrod était emprisonné dans l'Etat libre de Bavière, le gouvernement soviétique demanda aussi au ministre des affaires étrangères du Reich de l'inclure dans l'échange²⁶⁶, ce qui retarda encore les démarches. En signe de bonne volonté, les Russes commencèrent par libérer une partie des otages à la fin du mois d'octobre²⁶⁷ et les négociations purent désormais porter sur le choix du trajet de retour, une question que Radek prenait particulièrement au sérieux.

264 Message radio de Petrograd au AA Berlin, 6.8.1919, R.2043, AA, Bonn.

265 Télégramme de Rakovsky au gouvernement allemand, 9.7.1919, R.2043, A.19783, AA, Bonn.

266 Message radio du AA au NKID, 4.9.1919, R.2043, A.23674, AA, Bonn.

267 Lettre de l'avocat Weinberg au ministère allemand des affaires étrangères, 17.11.1919, R.2043, A.299973, AA, Bonn. Parmi les otages allemands libérés par les Russes, fin octobre, figuraient le docteur Brendel, directeur d'une fabrique de sucre dans le sud de la Russie et H. Stratz (*Drei Monate als Geisel für Radek. Persönliche Erlebnisse in der Ukraine und Sowjetrussland*, Berlin, Verlag der Kulturliga, 1920). Auteur d'un témoignage sur son expérience dans les prisons soviétiques, Stratz fait le récit de son arrestation à Kiev le 29 juillet 1919 où il était demeuré après le retrait des troupes allemandes en tant que directeur provisoire de la maison allemande des artistes, jusqu'à sa libération le 28 octobre. Ce témoignage fut écrit immédiatement après son retour à Berlin en décembre 1919.

Dès le mois de mars il avait en effet fait part de ses inquiétudes à sa femme:

Le trajet passe par la Prusse orientale qui est entièrement entre les mains des militaires. Je ne m'en irai pas d'ici sans que des responsables politiques, la Croix-Rouge ou des représentants des pays neutres se soient engagés à ce que le gouvernement allemand garantisse de me remettre directement aux mains de la commission russe d'accueil, car le danger est aussi grand en Prusse orientale que sur les territoires entre les deux troupes. Je ferai tout mon possible pour obtenir l'essentiel d'ici même, exige de ton côté de Lénine que le gouvernement de Moscou formule la même exigence par télégramme.²⁶⁸

Initialement l'échange devait avoir lieu sous le contrôle du gouvernement britannique à la frontière lituanienne. Mais le gouvernement lituanien n'avait cessé de faire monter les enchères, exigeant la libération de quatre, huit, puis douze otages, demandant des contreparties matérielles pour son ambassadeur en Allemagne. De toutes les façons, les Soviétiques refusaient de libérer les prisonniers lituaniens détenus en Russie sans contrepartie pour les Russes qui croupissaient dans les geôles lituaniennes.²⁶⁹ De son côté, Radek aurait bien aimé passer par le Danemark où Litvinov venait d'entamer les premières négociations avec les Britanniques. Ce trajet avait aussi l'avantage d'être le plus sûr et Radek s'était adressé à Ransome pour qu'il entreprenne les démarches nécessaires auprès du gouvernement britannique.²⁷⁰ Mais ce dernier semblait vouloir faire traîner l'affaire et les Allemands n'avaient pas envie que Radek en profite pour mener des négociations dans leur dos.²⁷¹ En octobre le ministère allemand de la défense proposa aux affaires étrangères de rapatrier Radek en avion. Une carte d'identité qui se trouve encore dans les archives allemandes fut même émise à son nom dans cette perspective.²⁷² Un premier vol fut annulé en raison des conditions atmosphériques trop dangereuses.²⁷³ Un second vol fut organisé, mais Radek refusa d'y participer, prétextant que les autorités polonaises «avaient soudoyé le pilote pour qu'il

268 Lettre de Radek à Rosa, 20.3.1919 publiée par O.E. Schüddekopf dans «Karl Radek in Berlin», p. 112.

269 Message radio de Moscou à Kowno, 10.9.1919, R.2043, A.24338, AA, Bonn.

270 Lettre de Litvinov à Radek, 30.10.1919, F.326/2/49, doc. 22-23, RGASPI.

271 Maltzan craignait que l'Angleterre finisse par supplanter l'Allemagne en Russie dans le domaine économique.

272 Carte d'identité au nom de Radek émise par le ministère allemand des affaires étrangères, R.2044, A.32631/19, AA, Bonn.

273 Message radio de Radek à Tchitchérine, 15.12.1919, R.2044, AA, Bonn.

se pose en Pologne et leur livre Radek». ²⁷⁴ Ce vol, auquel prit part Enver Pacha, finit bien par avoir lieu, mais les craintes de Radek étaient apparemment fondées, puisque l'avion, mitraillé, dut atterrir à Riga où Enver fut emprisonné pour quelques mois. ²⁷⁵

Quel que soit le moyen de transport utilisé, c'est bien le passage à travers la Pologne de Pilsudski qui posait le plus de soucis aux bolcheviks. L'importance du contentieux entre les deux régimes et le caractère fluctuant de la ligne de démarcation ne constituait pas une base favorable à un accord même provisoire. Mais dans les derniers jours de 1919, Julian Marchlewski, le vieux compagnon de la SDKPiL, qui menait en Pologne au nom de la Croix-Rouge russe d'après négociations pour le rapatriement des prisonniers et des réfugiés, ²⁷⁶ réussit à obtenir un droit de passage pour Radek en échange de la libération de l'archevêque Roop. ²⁷⁷ Le 18 janvier Radek est donc remis à la ville frontière de Prostken par les Allemands aux autorités polonaises qui profitent de l'occasion pour l'interroger sur les objectifs des bolcheviks à l'égard de la Pologne. Pendant plusieurs heures, Radek tente de «convaincre ses gardes que la Russie soviétique n'avait nullement l'intention de porter atteinte à l'indépendance polonaise». ²⁷⁸ Il y a peu de chance que Radek ait réussi à convaincre ses interlocuteurs. Il sera néanmoins remis sain et sauf aux soldats soviétiques dans la zone neutre qui séparait les deux armées. ²⁷⁹

Quelques jours après l'arrivée de Radek, les Alliés lèveront l'embargo économique, la Russie soviétique signera ses premiers traités de paix avec des pays limitrophes, alors qu'à Copenhague les négociations aboutiront à un accord anglo-russe sur le rapatriement des prisonniers de guerre. Le temps de l'isolement était terminé. ²⁸⁰ Celui de l'espoir d'une évolution rapide de la révolution socialiste en Europe aussi, même si Radek était le seul parmi les dirigeants bolcheviques à en être totalement convaincu.

274 Radek, «November», p. 162.

275 «Les premières années de l'IC», p. 16 et E.H. Carr, *La révolution bolchevique*, T. III, p. 256.

276 *Красная Книга: Сборник Дипломатических Документов о Русско-Польских Отношениях с 1918 до 1920*, Москва, Гиз., 1920, pp. 70-80.

277 Message radio de Radek à Tchitchérine, 15.12.1919, R.2044, AA, Bonn.

278 De ces discussions sortira un article publié en Pologne dans la revue du PPS de Daszysnki, *Robotnik*. Radek, «November», p. 164. Une traduction parut dans *Soviet Russia*, New York, 1.5.1920, pp. 448-449.

279 *Ibid.*

280 E.H. Carr, *La révolution bolchevique*, T. III, p. 167.

Chapitre 5

Révolutionnaire, diplomate, intrigant¹

L'Internationale communiste ne se distingue pas seulement de la II^e Internationale par son programme social-révolutionnaire et son opposition au réformisme. Elle se distingue surtout par le fait qu'elle est l'Internationale de l'action prolétarienne, et non pas celle de la parole.²

La situation de Radek était tragi-comique. A Moscou il passait pour un Allemand, chez nous pour un Russe. Il reçut des coups des deux côtés.³

Introduction

Radek ne participa pas formellement à la naissance de la III^e Internationale. Lorsqu'en décembre 1918 Lénine prit la décision d'organiser une nouvelle Internationale, Radek séjournait déjà en Allemagne. Le caractère précipité de cette décision – il n'y avait pas encore de véritable parti communiste en Europe et l'intervention étrangère rendait très difficile l'accès au Pays des Soviets – semble d'ailleurs favoriser la thèse d'un acte de circonstance: une réponse à la convocation d'une conférence internationale socialiste à Berne en février 1919, que Lénine interprétait comme une tentative de résurrection de la II^e Internationale. Malgré certaines réticences, Radek avait pourtant été l'un des premiers en dehors des Russes à avoir soutenu le projet de Lénine dès son exil en Suisse. Après la Révolution d'Octobre, il avait été l'architecte de la constitution des premiers groupes communistes étrangers. Ce travail, qui selon Lénine avait posé les bases de la III^e Internationale, permit à Radek de conforter

1 J'emprunte ce titre à D. Möller, *Karl Radek in Deutschland. Revolutionär, Intrigant, Diplomat*.

2 Radek, *Die Entwicklung der deutschen Revolution*, p. 56.

3 Lettre de H. Brandler à I. Deutscher, 12.1.1959, citée par H. Weber (Hrsg.), *Unabhängige Kommunisten. Der Briefwechsel zwischen Heinrich Brandler und Isaac Deutscher 1949-1967*, Berlin, Colloquium Verlag, 1981, p. 180.

son influence parmi les révolutionnaires non-russes et c'est à ce titre qu'il put être qualifié par George Haupt de «secrétaire du Comintern avant même que ce poste n'existe».⁴ Mais en quittant la Russie durant les premiers jours de décembre, Radek n'avait vraisemblablement pas été informé par Lénine de la convocation de ce congrès. Lorsqu'il en avait pris connaissance en janvier 1919, il s'était bien sûr efforcé de diffuser des extraits de l'appel dans la presse européenne et d'envoyer un camarade aux Pays-Bas pour contacter les organisations des pays alliés, mais une lettre du 24 janvier révèle qu'il ne croyait pas, à ce moment, «à la possibilité d'organiser cette conférence [pour la création de l'IC] à la date et à l'endroit prévus».⁵ Ce pessimisme provenait pour une part du contexte berlinois – semaine sanglante et vague de répression anticommuniste – qui obligeait Radek à se cacher, mais il se nourrissait aussi du «scepticisme» des camarades allemands qui, «bien qu'étant d'accord avec nous sur les questions fondamentales, ne croient pas qu'il est possible d'organiser quelque chose dans un avenir proche»⁶. Mais Lénine n'en tint pas compte et Radek, qui lors du congrès de fondation séjournait en prison à Berlin, n'aborda plus jamais la question.

Les bolcheviks firent beaucoup d'efforts pour inscrire la formation de l'Internationale communiste dans la continuité du mouvement de Zimmerwald, pour éviter qu'elle n'apparaisse comme une organisation télécommandée de Moscou, destinée à briser son isolement au moment où se déchaînaient les interventions étrangères. De sa prison allemande, Radek écrira à l'automne 1919 que

l'Internationale communiste n'est pas un produit ingénieux du gouvernement soviétique, comme le supposent les Lloyd George, Clemenceau, Scheidemann et Hilferding. [...] L'IC est le rassemblement de toutes les tendances révolutionnaires de la vieille Internationale, telles qu'elles se sont déclarées et renforcées pendant la guerre. Ses semences, ce ne sont pas seulement les bolcheviks qui les ont semées, [...] mais également Debs, De Léon, les héroïques combattants des IWW, [...] Lorient, Monatte, [...] Rosa Luxemburg, Warszawski, Joguiches [...], ces tribunistes hollandais dont on se

4 G. Haupt, *Les bolcheviks*, p. 341.

5 Lettre de Radek à Lénine, Tchitchérine et Sverdlov du 24.1.1919, O. Luban, «Karl Radek im Januaraufstand 1919», p. 382.

6 *Ibid.* Contrairement au souhait de Lénine, l'appel du congrès publié dans la *Rote Fahne* du 25 février n'était pas signé par les dirigeants allemands.

moquait à l'époque [...], le travail que nous radicaux de gauche allemands avons accompli pendant dix ans.⁷

Opposants irréductibles à la guerre et à la politique d'Union sacrée des partis de la II^e internationale, ces militants cités par Radek avaient effectivement participé à la fermentation de l'idée d'une nouvelle Internationale, mais pour la plupart ils n'adhéreront jamais à l'Internationale communiste. Certains sont morts trop tôt comme Rosa Luxemburg, Joguiches et Knief, d'autres retourneront aux luttes syndicales sans passer par le communisme et ceux qui finiront néanmoins par adhérer, seront souvent rapidement exclus comme Monatte. Seul Warszawski, le vieux camarade de la SDKPiL, restera communiste jusqu'à son exécution en 1938, mais il sera lui-même deux fois écarté de la direction polonaise par une décision de l'exécutif.

La filiation avec le mouvement de Zimmerwald est donc assez contestable si on se place du point de vue des personnes et non pas seulement sous l'angle de la continuité, quant à elle bien réelle, des textes. Nommée première secrétaire de l'Internationale communiste pour souligner la continuité de la III^e Internationale avec le mouvement de Zimmerwald, Angelica Balabanoff s'oppose dès les premiers jours aux conceptions de Zinoviev. D'abord écartée de la direction de l'Internationale, elle rejoindra quelques années plus tard la social-démocratie italienne. Même les partisans les plus fidèles de la gauche de Zimmerwald, les sociaux-démocrates suédois de gauche, amis personnels des bolcheviks comme Höglund et Ström, finiront par entraîner leur parti hors de l'Internationale après plusieurs années d'affrontement. Les Hollandais ne tiendront pas si longtemps : partisans dès 1915 d'une nouvelle Internationale, Pannekoek et Gorter seront les premiers à être victimes d'une sanction disciplinaire pour divergence politique.

Une étude détaillée des participants au premier congrès nous oblige à nuancer encore la présentation de Radek. Malgré les efforts des bolcheviks, rares furent en réalité les militants étrangers qui réussirent à rejoindre la Russie soviétique pour le congrès de fondation. Sur les 51 délégués qui participèrent aux travaux du congrès, plus de quarante sont membres des sections étrangères du parti russe⁸ – ces groupes organisés par les

7 Radek, *Die Entwicklung der Weltrevolution*, p. 62.

8 P. Broué, *Histoire de l'Internationale communiste, 1919-1943*, Paris, Fayard, 1997, p. 78.

bolcheviks à partir d'hommes recrutés dans les camps de prisonniers ou parmi les réfugiés. Etablis en Russie depuis souvent plusieurs années, formés par les bolcheviks, ils n'ont pour la plupart aucun passé dans les organisations ouvrières de leur pays qu'ils ne peuvent prétendre représenter.⁹ Rakovsky, qui représente la fédération balkanique, les Roumains et les Bulgares, a une réelle légitimité historique mais il n'a aucun contact effectif avec ces trois organisations.¹⁰

Les seuls partis communistes ayant une implantation nationale effective étaient les partis allemand, polonais, autrichien et hongrois. Mais le mandat que Rosa Luxemburg avait remis à Eberlein au nom de la centrale du KPD(s), quelques jours avant sa mort, était contraire aux vœux des bolcheviks puisque, sans en refuser le principe, elle considérait qu'en l'absence de véritables partis communistes européens il était préférable de s'opposer pour le moment à la fondation d'une nouvelle Internationale révolutionnaire.¹¹ Ni le parti polonais, ni le parti hongrois ne réussirent à envoyer des délégués à temps; ils seront représentés par des militants séjournant en Russie, donc largement coupés de leur organisation.¹² Quant au représentant autrichien, Gruber (Steinhardt), il était lui-même issu des groupes formés par Radek en 1918. De nombreuses pressions «amicales» et maintes péripéties¹³ permirent aux bolcheviks d'emporter les réticences du représentant allemand qui s'abstiendra de voter contre l'acte de fondation de l'Internationale communiste approuvé par tous les autres délégués. L'Internationale communiste était née, mais modestement, de façon presque artisanale comme le révèle l'absence de compte rendu des

9 A. Balabanoff, *Ma vie*, p. 211.

10 P. Broué, *Histoire de l'IC*, p. 79.

11 H. Eberlein, «Spartakus und die III. Internationale», *Inprekorr*, n° 28, 29.2.1924, p. 307. Radek avait d'ailleurs écrit à Lénine pour lui faire part de ces réticences allemandes que pour l'essentiel il partageait. Lettre de Radek à Lénine, Tchitchérine et Sverdlov du 24.1.1919, O. Luban, «Karl Radek im Januaraufstand 1919», p. 382.

12 C'est Ounschlicht qui fut désigné pour représenter le PC polonais, mais en tant que collaborateur de Dzierzinski dans la Tchéka, il représentait surtout les nombreux Polonais qui avaient choisi de s'intégrer dans l'appareil soviétique.

13 Arrivé le dernier jour du congrès, le délégué autrichien Gruber (Steinhardt) joua un rôle essentiel pour convaincre les délégués de transformer cette première conférence en congrès de fondation en dressant un tableau apocalyptique de la situation en Europe. Selon A. Balabanoff, l'intervention du délégué autrichien Gruber (Steinhardt) était «téléguidée» par Lénine pour forcer la main aux Allemands. A. Balabanova, «Lénine et la création du Comintern», *Contributions à l'histoire*, p. 32.

débats. Zinoviev, qui en sera le président de 1919 à 1926, reconnaîtra qu'elle n'avait été en 1919 qu'«une association de propagande»¹⁴, «seulement un symbole»¹⁵ écrira Radek, l'«expression de la solidarité du prolétariat international avec la Révolution russe» dira Levi. Loin de décourager les bolcheviks, ces premières désillusions et surtout l'échec de la vague révolutionnaire du printemps et de l'été 1919 les confortèrent plutôt dans leur désir de constituer un véritable état-major de la révolution mondiale, une armée disciplinée obéissant à un centre. Pour les bolcheviks habitués de longue date à la lutte clandestine cela représentait une évidence, mais même les révolutionnaires européens, pourtant étrangers à cette tradition, ressentaient la nécessité de se doter d'un tel instrument.

Dès 1920, l'IC se fixe pour objectif de devenir «l'organisme combattant du prolétariat international»¹⁶ ce qui nécessitait qu'elle se pourvoie d'une organisation centralisée et supranationale, capable d'intervenir directement dans les mouvements des différents pays. Son instance suprême est le congrès qui devait selon les statuts se réunir une fois par an. Dans l'intervalle des congrès mondiaux, l'organe de décision assurant la direction effective du Comintern est le comité exécutif, le CEIC. Créé par décision du I^{er} congrès, l'exécutif est formé jusqu'en 1922 de délégués désignés par les partis communistes, mais depuis 1922, par décision du IV^e congrès, il sera élu directement par les congrès. Le CEIC élabore la ligne politique et organise le travail pratique du Comintern, ses décisions s'imposent à toutes les sections nationales. Pour les questions les plus importantes, le CEIC tient aussi des séances élargies, les plénums, auxquelles sont conviés des spécialistes ou des représentants des partis concernés par l'ordre du jour. Plusieurs organes de direction collective sont rattachés au CEIC: le secrétariat, le secrétariat du bureau d'organisation, le secrétariat politique et les commissions politiques comme la commission allemande et la commission chinoise. Progressivement le travail pratique est confié à plusieurs sections – ou départements – maintes fois modifiées en fonction des tâches politiques du moment: section d'organisation, section

14 *Der II. Kongress der Kommunistischen Internationale: Protokoll der Verhandlungen vom 19. Juli in Petrograd und vom 23. Juli bis 7. August 1920 in Moskau*, Hamburg, Carl Hoym, 1921, p. 193.

15 Radek, Karl, *Soll die Vereinigte Kommunistische Partei Deutschlands eine Massenpartei der revolutionären Aktion oder eine zentristischen Partei des Wartens sein?* Hamburg, Carl Hoym, 1921, p. 56.

16 *Der II. Kongress der KI*, p. 193.

de propagande, section d'information, section d'édition, section des cadres..., toutes directement rattachées au CEIC.

Rapidement pourtant le CEIC, qui se compose dès la fin du II^e congrès de 21 membres, voit sa prépondérance s'effacer au profit d'une institution plus intime, qui jouera dans la hiérarchie institutionnelle de l'Internationale un rôle équivalent à celui du bureau politique dans le PCR et à celui de la centrale dans le KPD. D'abord appelé bureau restreint ou petit bureau¹⁷, cet organe dirigeant sera dénommé en septembre 1921 présidium du CEIC. C'est lui qui à partir de 1921 décide de la ligne politique de l'IC, élabore les programmes et suit l'application par les sections nationales des décisions du centre. Le lien entre le parti russe et l'IC est garanti par la présence au sein du présidium d'au moins trois représentants du parti russe sur les sept membres que compte cette instance. Fait significatif, les réunions du présidium de l'IC étaient presque toujours précédées par une réunion du BP du parti bolchevique, ce qui permet de supposer que toutes les questions importantes de l'Internationale étaient préalablement abordées au sein du parti russe.

Etablie «provisoirement» en Russie «en raison des circonstances», l'IC organise aussi toute une série de relais internationaux, de bureaux, pour faciliter la communication avec l'Europe, puis le monde. Le premier de ces relais est le bureau ukrainien, appelé aussi bureau du Sud, qui avait sous la direction de Rakovsky la charge de la propagande auprès des troupes d'occupation françaises à Odessa.¹⁸ Mais le premier véritable avant-poste de l'Internationale en Europe est le bureau de Berlin, créé par le camarade Thomas – en réalité Jakob Reich¹⁹ – sur ordre de Lénine. Arrivé à Berlin à l'automne 1919, Thomas réussit à tisser tout un réseau de relations en Allemagne, mais aussi en Autriche, dans les pays scandinaves, en Hollande, en Belgique et en Suisse, qui constituera la base du secrétariat d'Europe occidentale, le WES. Une autre tentative est faite en direction des pays anglo-saxons avec le bureau d'Amsterdam, mais les résultats seront moins concluants et son existence éphémère. Grâce à d'importants fonds, le WES achète des locaux et une maison d'édition, la maison Carl Hoym de Hambourg – qui s'occupera de toutes les publica-

17 Il fut créé sur recommandation du CC du PCR(b) en juillet 1919.

18 P. Broué, *Histoire de l'IC*, p. 92.

19 M. Wehner, A. Vatlin, «Genosse Thomas und die Geheimtätigkeit der Komintern in Deutschland 1919-1925», *IWK*, 1993, 29(1), pp. 1-19.

tions de textes communistes en allemand. Il prend en charge toutes les questions techniques que l'Internationale ne peut entreprendre depuis la Russie, comme l'organisation des voyages entre la Russie et l'Allemagne – achat d'avions, faux papiers, visas d'immigration, ... – et les transferts de fonds et de matériel.²⁰

Le lien entre l'exécutif et les sections nationales est renforcé par un échange de militants entre le centre de Moscou et les organisations nationales. A la fin du II^e congrès, l'exécutif demande à chaque parti d'envoyer à Moscou un représentant qui y séjournerait de façon constante pour participer au travail de l'IC au nom de son parti et assurer ainsi une meilleure représentation des conceptions des sections nationales au sein des organes centraux. De son côté, l'exécutif prend l'habitude d'envoyer régulièrement des émissaires dans les sections nationales pour défendre la position de l'IC lors des congrès nationaux ou à l'occasion d'une crise politique, ou de la préparation d'une action. Pour la plupart, ces émissaires sont des militants étrangers qui s'étaient réfugiés en Russie pour échapper à la répression dans leur pays, ce qui explique la forte proportion de Hongrois, de Polonais et de Bulgares. Intégrés dans l'appareil du Comintern, dont ils dépendent désormais directement, ces «plénipotentiaires à l'expérience courte, mais à l'autorité considérable»²¹ susciteront de nombreuses critiques parmi les dirigeants nationaux. Jamais envoyés dans le pays dont ils sont issus, ils incarnent parfaitement la dimension supranationale qui était à l'origine même du projet de l'Internationale communiste.

Pour la première fois une Internationale ouvrière disposait ainsi de moyens proches de ceux d'un Etat, avec un territoire pour se replier, des troupes disciplinées, des émissaires, des techniciens compétents et des moyens financiers considérables. Les échecs répétés de l'IC, sa dépendance croissante à l'égard du parti russe, son instrumentalisation au service des intérêts de l'Union soviétique, puis d'un homme, ne doivent pas effacer l'espoir suscité alors par ce projet et la fierté qu'eurent nombre de militants à y participer. Car la dureté de la discipline, la centralisation extrême du pouvoir, le principe de supranationalité, la réorganisation des

20 *Ibid.*, p. 4. Ces deux auteurs parlent de contributions pour les partis occidentaux à hauteur de «plusieurs centaines de millions de Reichsmark» en lingots d'or ou en devises.

21 P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 447.

activités entre un domaine légal et l'autre clandestin²², toutes ces mesures, aujourd'hui considérées comme des facteurs explicatifs de ce destin tragique, semblaient alors se justifier par le traumatisme du 4 août 1914, la hantise de l'impuissance institutionnelle de la II^e Internationale incapable d'imposer une politique commune contre les égoïsmes nationaux. Bien sûr, les structures et le fonctionnement de l'Internationale étaient largement copiés sur le modèle du parti bolchevique. Mais, dans une large mesure, la prédominance des conceptions russes dans l'organisation de l'Internationale et de ses sections était le résultat des circonstances «et non pas celui d'un dessein délibéré de la part des Soviétiques».²³ Il faut d'abord évoquer leur prestige de révolutionnaires victorieux face à des révolutionnaires occidentaux vaincus le plus souvent sans combat: «Qui suis-je, [lança un représentant italien lors du II^e congrès] comparé au camarade Lénine? Il est le chef de la Révolution russe. Je représente un minuscule parti socialo-communiste.»²⁴ Il faut ensuite noter leur professionnalisme qui apparaît de façon écrasante lors des congrès: mieux préparés, assistés par un grand nombre de spécialistes, ils étaient les seuls à pouvoir intervenir sur toutes les questions, à décider de l'ordre de jour. Tous les délégués étaient subjugués par la supériorité des bolcheviks, cette «oligarchie naturelle du talent»²⁵, ces «géants» à côté desquels les étrangers passaient pour des «pygmées»: «Grâce à leur commun langage marxiste et à leur commune expérience du socialisme européen et américain, Lénine, Trotsky, Karl Radek, Boukharine formaient vraiment le cerveau de la révolution, ils se comprenaient admirablement à demi-mot, au point de paraître penser ensemble.»²⁶ Ce n'était certes pas toujours le cas, mais lorsqu'il y avait des désaccords entre eux ils s'efforçaient de les régler au sein du parti russe sans jamais rien laisser paraître de ces divergences à

22 A côté d'un secteur public, chaque section nationale devait se doter d'un secteur clandestin ou illégal, comprenant comme dans le cas du parti allemand un appareil militaire – le M.-Apparat – un service d'information – le Nachrichtendienst ou N.-Apparat – et toute une série de départements spéciaux chargés de fonder des maisons d'édition, de trouver des caches, de faire des faux papiers... Pour une étude détaillée de ce secteur clandestin, voir B. Kaufmann, *Der Nachrichtendienst der KPD 1919-1937*, Berlin, Dietz Verlag, 1993.

23 E.H. Carr, *La révolution bolchevique*, T. III, p. 207.

24 Serrati au II^e congrès de l'IC, *Der II. Kongress der KI*, p. 340.

25 T. Wehrin, «Brief an Radek», *Das Tage-Buch*, Heft 39, 29.9.1923, Berlin, p. 1363.

26 V. Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire*, Paris, Seuil, 1951, p. 144.

l'extérieur. Aussi, lorsqu'il fallait en débattre dans les instances internationales, ils arrivaient toujours avec un avis unanime, ce qui renforçait encore leur position face à des délégations souvent divisées, en particulier lors des trois premiers congrès où plusieurs organisations d'un même pays rivalisaient encore pour obtenir le monopole de l'étiquette communiste. Il y eut bien quelques critiques à l'égard de la prédominance des Russes, de leur manque de compréhension des spécificités nationales, de leurs «méthodes asiatiques» contraires aux traditions du mouvement ouvrier européen, mais personne ne remettait fondamentalement en cause leur autorité et la pertinence de leurs méthodes dont chacun avait pu apprécier l'efficacité. Révolutionnaires vaincus, marginalisés ou honteux, les militants étrangers se rendaient en Russie pour profiter de l'expérience des bolcheviks, pour apprendre à faire la révolution et il leur était difficile, comme le reconnaîtra plus tard Brandler, de s'opposer à des hommes qui avaient derrière eux l'expérience de trois révolutions.

Malgré son échec en Allemagne, Radek est nommé dès son retour secrétaire du CEIC, poste qui fait de lui le numéro deux de l'Internationale et lui assure une position de prestige sans précédent, tant vis-à-vis des Russes que des révolutionnaires étrangers. Remplacé au bout de quelques mois, il continuera néanmoins à participer activement au travail du secrétariat en tant que membre du présidium du CEIC²⁷, dont il est l'un des permanents de 1921 à 1924. Principal mentor du parti allemand, Radek suit aussi avec attention les partis tchèque, scandinaves, anglais et américain. Sa formation d'historien et son goût pour les cultures étrangères en feront aussi un intervenant régulier sur toutes les questions orientales, de la Turquie au Japon, en passant par la Perse, l'Inde et la Chine. Aucun dirigeant bolchevique ne prendra une part aussi active que Radek dans les différentes commissions de l'Internationale.

Radek aurait sans doute préféré travailler sous les ordres d'un autre dirigeant bolchevique que Zinoviev, son vieux rival depuis l'exil en Suisse.²⁸ Mais il ne faudrait pas sous-estimer la force de sa position par rapport à Zinoviev et aux autres dirigeants soviétiques dans le cadre de l'Internationale. Zinoviev passait l'essentiel de son temps à s'occuper de l'organisation communiste de Petrograd dont il était aussi le dirigeant.

27 В. И. Ленин, *Неизвестные документы, 1891-1922*, Москва, Росспэн, 1999, p. 335.

28 La rivalité qui opposait Radek à Zinoviev était célèbre. A. Balabanoff, *Ma vie*, p. 244.

Selon de nombreux témoignages de contemporains, il était surtout peu apprécié des cadres non-russes de l'Internationale. Victor Serge le considérait comme un simple «vulgarisateur des idées de Lénine»²⁹, sentiment partagé par la plupart des communistes étrangers³⁰ à l'exception de Ruth Fischer. Selon E. H. Carr, «le Comintern trouva avec Radek un chef plus énergique et plus souple que Zinoviev, moins préoccupé des affaires du parti»³¹ et Radek réussira grâce à ses nombreuses connaissances parmi les révolutionnaires étrangers et son intimité avec la culture et les langues européennes à exercer une influence bien supérieure à celle prévue par sa fonction.

Le premier cercle des permanents de l'exécutif était composé de plusieurs «anciens collaborateurs de Radek au département de la propagande des affaires étrangères».³² L'influence des réseaux personnels de Radek est particulièrement importante dans le cas du parti allemand dont il connaît tous les dirigeants et dans les multiples relais de l'Internationale en Allemagne. Le camarade Thomas, le fondateur du bureau de Berlin du Comintern, était comme lui issu d'une famille juive de Lemberg. Il avait fait la connaissance des bolcheviks et de Radek en Suisse pendant la guerre, mais alors que ses relations avec Zinoviev «manquaient de confiance» il soulignera dans ses mémoires le caractère «amical» de ses rapports avec Radek.³³ Dès son arrivée à Berlin, à l'automne 1919, Thomas avait rendu visite à Radek dans la prison Moabit et c'est ensemble qu'ils avaient choisi les membres du WES³⁴, qui sont pour la plupart de proches connaissances de Radek.³⁵ Un autre intime de Radek, son «homme de confiance» en Allemagne³⁶, «son bras droit et homme à tout faire»³⁷ disait de lui Curt Geyer, est Felix Wolf[f], en réalité Werner

29 V. Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire*, p. 144.

30 F. Borkenau, *World Communism. A History of the Communist International*, An Arbor, University of Michigan Press, 1971, p. 163.

31 E. H. Carr, *La révolution bolchevique*, T. III, p. 176.

32 P. Broué, *Histoire de l'IC*, p. 90.

33 «Nos rapports personnels étaient amicaux. Sur le plan politique, j'étais plutôt d'accord avec lui.», «Les premières années de l'IC», p. 20.

34 *Ibid.*, p. 15.

35 Levi, Thalheimer, Remmele, Bronski, Münzenberg et Paul Fuchs.

36 E. K. Poretsky, *Our Own People*, p. 60, souligne à plusieurs reprises la profonde amitié qui unissait Wolf[f]-Rakov à Radek.

37 C. Geyer, *Die revolutionäre Illusion. Zur Geschichte des linken Flügels der USPD. Erinnerungen*, Stuttgart, Deutsche Verlag, 1976, p. 244.

Rakov.³⁸ Fils d'ouvriers allemands établis en Russie avant la guerre – Rak est la traduction russe de Krebs, écrivain en français – il avait été interné comme prisonnier civil en raison de sa nationalité allemande. Membre du groupe communiste allemand mis en place par Radek à Moscou, il l'avait accompagné dans son voyage clandestin pour rejoindre l'Allemagne à l'automne 1918. Collaborateur de Thomas au sein du WES, directeur des éditions Carl Hoym, Wolf[f] jouera surtout de la fin 1920 au printemps 1922 le rôle d'observateur personnel de Radek dans la centrale allemande en lui envoyant des rapports deux fois par semaine sur les séances de la centrale auxquelles il participe régulièrement.³⁹ Radek est aussi un proche du militant polonais Krasny, en réalité Josef Rotstadt, qui dirige le sous-bureau de Vienne. Informé directement par Thomas et Wolf[f], Radek entretenait aussi une correspondance personnelle, hors des canaux officiels, avec plusieurs dirigeants allemands comme Auguste Thalheimer et Heinrich Brandler, mais aussi avec quelques gauchistes comme Frölich, l'ancien camarade de Brême. Grâce à ce réseau personnel d'information, Radek était à Moscou celui qui connaissait le mieux les derniers développements dans le parti allemand⁴⁰ et à plusieurs reprises des voix s'élèveront pour dénoncer l'existence d'une «fraction Radek» au sein du parti allemand et de l'Internationale.

Sa prétention à diriger personnellement le mouvement allemand ne sera pas sans conséquences sur la soumission progressive de la section allemande à l'exécutif. La mise à l'écart de Levi en 1921 sera en partie le résultat de la lutte d'influence qui se développait entre lui et Zinoviev depuis 1920 pour le contrôle du parti allemand et qui se terminera en 1924 par la mise à l'écart de Radek de l'Internationale. En sacrifiant Levi, Radek contribua à affaiblir la capacité de résistance des Allemands aux ordres de Moscou. Pourtant Radek ne fut pas l'exécutif systématique des décisions russes contre les Allemands. A plusieurs reprises il se fera plutôt le porte-parole des conceptions allemandes à Moscou, n'hésitant pas à faire front avec les dirigeants allemands contre l'exécutif, à défendre des positions qui n'étaient pas alors en vogue à Moscou. Etant l'un

38 M. Wehner, «Kaderkarrieren», pp. 29-67.

39 *Ibid.*, pp. 40-42.

40 Lettre d'Eberlein, représentant du VKPD auprès de l'exécutif, à la centrale du VKPD, 17.3.1921, RY/I2/3/201, doc. 2-3, SAPMO.

des rares bolcheviks à avoir vécu en direct le déferlement puis le reflux de la révolution en Europe, il va en effet essayer de convaincre ses collègues russes de la lenteur du processus révolutionnaire, de l'impossibilité d'accélérer ce processus de gestation d'une société capitaliste et donc de l'inutilité des errements putschistes. Radek conservera une ligne relativement constante pendant les trois années à venir, ce qui lui vaudra d'être qualifié de pessimiste. Mais la défaite de l'Armée rouge en Pologne et les échecs successifs de la révolution allemande confirmeront la justesse de son analyse et justifieront les mots d'ordre de front uni, puis de gouvernement ouvrier dont il est le promoteur et l'applicateur zélé.

Véritable pont entre les mouvements allemand et russe, Radek illustre aussi par ses fonctions l'imbrication de la politique de l'IC avec celle de la Russie soviétique. Principal mentor du PC allemand, Radek est aussi membre du parti russe et l'un de ses meilleurs spécialistes de politique étrangère. Sans titre officiel, il exerce pourtant la fonction de rapporteur des questions de politique étrangère auprès du BP et remplira durant ces années plusieurs missions en Allemagne, mais aussi en Turquie, comme représentant officieux, mais parfois aussi officiel, de l'Etat soviétique. Placé ainsi au croisement des intérêts de l'internationalisme prolétarien et de ceux plus classiques de l'Etat soviétique, il incarne bien ce que Carr a appelé la «double politique». Cela ne signifie pas que les deux aspects de cette politique aient été systématiquement contradictoires. Durant la période étudiée, 1920-1923, il semble même qu'ils se soient plutôt mutuellement confortés dans l'esprit de Radek. S'il est depuis son retour en Russie l'un des principaux partisans, avec Tchitchérine et Krassine, d'une politique de compromis provisoire avec le monde capitaliste, ce n'est pas au nom d'une quelconque prépondérance des intérêts nationaux de l'Etat soviétique sur ceux de l'Internationale, mais bien parce qu'il est convaincu qu'il n'y aura pas de révolution communiste en Europe dans un proche délai. Le mot d'ordre est donc conforme aux intérêts des deux institutions. Pendant un moment, en 1923, il semblera que Radek craigne de voir l'activisme de l'opposition allemande menacer la situation internationale de la Russie, en fournissant un prétexte aux Alliés pour intervenir; mais une fois encore, si Radek met tout son poids dans la balance pour maintenir la ligne du front uni, reprochant à ses adversaires de ne pas voir la situation dans toute sa complexité, ce n'est pas au nom de la sécurité soviétique mais bien parce qu'il ne croit pas à la capacité des communistes allemands de prendre et de garder le pouvoir.

Pourtant il faut reconnaître que Radek joue parfois aux équilibristes en poussant des hommes de «gauche» à la tête de l'appareil allemand alors qu'il veut leur faire appliquer une politique que l'on pourrait qualifier de droitière. Sa participation active aux négociations germano-soviétiques qui aboutiront à la signature du traité de Rapallo n'est pas non plus sans conséquence sur la confusion qui s'installe à partir de 1922 entre la politique étrangère soviétique et la politique de l'Internationale. Pour les bolcheviks, le principal tort de Radek sera d'avoir publiquement et systématiquement douté de la révolution européenne, ce qui fera de lui une victime de la mécanique institutionnelle qu'il avait lui-même contribué à instaurer.

1. La force d'attraction de la Révolution d'Octobre

Entrez, c'est ici que vivent les Dieux.⁴¹

Mon pèlerinage au Pays des Soviets ne m'avait pas laissé que des motifs d'enthousiasme. Mais nous sortions de la guerre. Nous étions à la recherche d'une mystique. On ne nous offrait, dans nos démocraties exsangues, retombées sous le joug d'un capitalisme avide de profits, et qui s'était engraisé de nos dépouilles, que la perspective de plats recommencements. Là-bas, à l'Orient de l'Europe, un monde nouveau s'enfantait dans la douleur et le sacrifice. Il représentait, du moins le pensions-nous, tout ce que nous avons voulu, souhaité, espéré.⁴²

Bienvenue au pays des Soviets

Près de trois années après la Révolution d'Octobre, la Russie rouge continue de fasciner la gauche européenne. Paradoxalement, les échecs répétés des révolutionnaires européens confortaient le prestige des bolcheviks, les seuls à avoir réussi l'inimaginable en établissant le premier pouvoir prolétarien du monde et surtout en le conservant face aux interventions

41 *Bericht über die Verhandlungen des Vereinigungsparteitages der USPD (Linke) und der KPD (Spartakusbund) abgehalten in Berlin vom 4. bis 7. Dezember 1920*, Berlin, Hrsg. von der Zentrale der VKPD, 1921, p. 71.

42 L. O. Frossard, *Sous le signe de Jaurès, souvenirs d'un militant*, Paris, Flammarion, 1943, pp. 136-137.

étrangères. Le «cordon sanitaire» établi par les Alliés n'était pas un vain mot et il posa beaucoup de problèmes à ceux qui désiraient se rendre en Russie. Jusqu'au printemps 1920, il fallait, comme John Reed qui a entamé son voyage à l'automne 1919, passer par la Finlande, franchir les terres subarctiques en traîneau, à ski, à pied..., avant de rejoindre le territoire soviétique.⁴³ Mais en février, la signature d'un traité de paix entre l'Estonie et la Russie soviétique ouvrit une brèche dans le cordon qui isolait la Russie du reste de l'Europe et nombreux furent cette fois ceux qui voulurent venir voir à quoi ressemblait le Pays des Soviets, le centre de la révolution mondiale. Malgré cette relative amélioration, le voyage vers la Russie soviétique demeure une entreprise difficile dans l'Europe chaotique de l'après-guerre. De Barcelone, Paris, Berlin, Milan et surtout Vienne, où s'étaient réfugiés nombre de révolutionnaires hongrois après l'effondrement de la République des conseils, tous les voyageurs entament un périple qui les emmène le plus souvent à Berlin, puis à Stettin (Szczecin), au nord de l'Allemagne, où ils prennent un bateau pour Reval (Tallin) la capitale de l'Estonie, qui sert désormais de port de transit pour la Russie.⁴⁴ Ensuite, ils se rendent à la mission soviétique où on leur fournit des visas. Encore deux jours de train et ils arrivent à Moscou. Certains voyagent légalement, d'autres sont obligés de se cacher dans la soute comme des clandestins. Parfois les choses tournent mal, ils peuvent être refoulés, arrêtés, voire fusillés pour «espionnage», où simplement être victimes d'un dramatique accident comme ce sera le cas pour trois Français – Lefebvre, Lepetit et Vergeat – disparus en mer de Mourmansk lors de leur retour en France.

Tous ne viennent pas avec les mêmes objectifs, ni avec la même foi, ils ne sont d'ailleurs pas tous accueillis les bras ouverts. On trouve encore beaucoup d'individualités – journalistes, aventuriers, révolutionnaires sans troupe ou sans parti –, tous ne sont pas d'authentiques révolutionnaires et Radek n'hésite pas à ironiser sur le «voyage sentimental»⁴⁵ de Bertrand Russell qui s'était joint à une délégation de députés travaillistes et indépendants anglais; mais pour la première fois les délégués des partis ouvriers

43 R. Rosenstone, *John Reed*, p. 556.

44 A. Rosmer, *Moscou sous Lénine*, Paris, Maspero, 1970, T. 1, chapitres 2-6; L.O. Frossard, *Sous le signe de Jaurès*, p. 139, décrit le même itinéraire.

45 Radek, «Mr. Bertrand Russell's Sentimental Journey to Russia», *Portraits and Pamphlets*, p. 210.

européens les plus importants sont présents. Levi et Ernst Meyer, représentants du KPD, le principal parti de l'IC; les socialistes italiens représentés par Serrati et Bordiga ont déjà voté pour le ralliement à la III^e Internationale, ils arrivent en train spécial et sont accueillis très chaleureusement par le gratin bolchevique. Smeral, le dirigeant du parti social-démocrate tchèque depuis 1897, patriote pendant la guerre, devenu le dirigeant de la gauche marxiste, est décidé depuis sa rencontre avec Lénine à utiliser son influence personnelle pour attirer au communisme la majorité d'un des partis les plus réformistes de la II^e Internationale. D'autres sont encore dans l'expectative, ayant décidé la rupture avec la II^e Internationale sans avoir trouvé de majorité pour voter l'adhésion au Comintern. C'est le cas du parti socialiste français qui a envoyé Cachin et Frossard pour mener une enquête en Russie soviétique et négocier les conditions d'admission avec les dirigeants du Comintern, des indépendants allemands dont l'aile gauche est favorable à l'adhésion, du parti travailliste indépendant britannique (ILP) et du parti socialiste suisse.

Dès son retour à Moscou, en janvier 1920, Radek a repris son rôle de grand communicateur de la révolution. Chaque jour il écrit un article pour la *Pravda* et un pour les *Izvestia*, et souvent encore un autre destiné à la radiodiffusion par Christiania (Oslo).⁴⁶ Ses talents de polyglotte, sa connaissance intime du mouvement ouvrier européen et sa qualité de secrétaire du CEIC en font aussi l'un des interlocuteurs préférés des visiteurs étrangers. Il reçoit chaque jour la visite d'une douzaine de délégués du monde entier, qui repartent tous impressionnés par son érudition et ses analyses originales. Wilhelm Herzog, socialiste de gauche et rédacteur en chef de la revue *Forum*, ne cache pas son enthousiasme:

C'est un plaisir de l'écouter. Il fourmille d'idées [...] Il connaît toutes les dates, les événements, les dirigeants et toutes les autres personnes d'une quelconque importance du mouvement ouvrier de tous les pays. Il a une excellente formation historique et une connaissance très claire du contexte international.⁴⁷

Radek critique beaucoup et tout le monde:

Contre Lénine, il pense qu'on ne doit pas faire bloc avec tous ceux qui acceptent la dictature du prolétariat, car tout le monde l'accepte maintenant, sauf les imbéciles. Il faut s'unir sur un programme concret de réalisations. Car beaucoup de groupements

46 W. Herzog, «Russisches Notizbuch», *Das Forum*, n° 11 (août 1920), p. 806.

47 *Ibid.*

de la III^e Internationale ne valent pas cher: ainsi certains pseudo-communistes d'Autriche; ainsi certains du groupe de Péricat, qui cherchent de l'argent et basta.⁴⁸

Les discussions préliminaires au congrès sont vives. Les critiques les plus violentes ne proviennent d'ailleurs pas toujours des bolcheviks. La cohabitation d'hommes comme Serrati qui avaient refusé l'Union sacrée avec des «sociaux-patriotes» français et allemands est malaisée et les bolcheviks doivent parfois intervenir pour éviter que les échanges tournent au règlement de comptes. Lorsque Serrati se plaint de la présence des indépendants allemands qui ont voté les crédits de guerre, «Radek répond qu'il ne s'agit pas de cela; nous ne devons pas juger les gens sur leur passé; nous avons à leur demander quelle est leur attitude vis-à-vis de la révolution».⁴⁹ Bien sûr Radek s'en prend aussi aux Français, Cachin et Frossard, accusés de trahison pendant la guerre, puis d'impuissance lors de la guerre d'intervention⁵⁰, mais lorsque le délégué hollandais Wijnkoop propose de leur refuser l'invitation au congrès, Radek le remet à sa place:

Notre camarade hollandais est comme un Bourbon légitimiste qui ne voulait connaître que la branche légitime. Croit-il que nous devons rester un petit cercle qui se réunit de loin en loin pour causer du marxisme et de la révolution, ou bien avoir accès aux larges masses du prolétariat. [...] Il faut que nous élargissions notre point de vue par le contact avec tous les camarades sincères.⁵¹

L'époque de Zimmerwald et d'un «noyau révolutionnaire pur» mais sans relais dans les masses est terminée, les dirigeants communistes revendiquent la direction de la plus grande partie du mouvement ouvrier européen trahis par les chefs de la II^e Internationale. Il est donc nécessaire de ne pas se couper des partis de masse, comme l'USPD, même si cela heurte les plus radicaux. Si les anciens partis socialistes reconnaissent leurs fautes, s'ils liquident le passé en rompant avec leurs habitudes réformistes, alors les portes de la nouvelle Internationale leur sont grandes ouvertes. Mais les bolcheviks ont conscience que «l'IC est d'une certaine façon à la mode»⁵²,

48 P. Pascal, *En communisme. Mon journal de Russie 1918-1921*, T. II, Lausanne, L'Age d'Homme, 1977, p. 144.

49 D. Pechanski (éd.), *Marcel Cachin. Carnets 1906-1947*, T. II, Paris, CNRS, 1993, p. 454.

50 *Ibid.*, p. 455.

51 *Ibid.*, p. 507.

52 «Conditions d'admission des partis dans l'Internationale communiste», publié dans *Thèses, manifestes et résolutions adoptés par les I^{er}, II^e, III^e et IV^e congrès de l'Internationale communiste, 1919-1923*, Réimpression en fac-similé, François Maspero, 1970, p. 39.

que certains dirigeants socialistes veulent surtout bénéficier de son prestige. Aussi, exigent-ils plus que des promesses, ils veulent un engagement ferme, la garantie que les dirigeants des vieux partis vont «rompre avec les éléments réformistes et sociaux pacifistes». Chacun doit avoir conscience qu'il n'est pas possible de devenir une section de l'IC tout en «espérant conserver une autonomie qui leur permettrait de poursuivre leur ancienne politique opportuniste ou centriste».⁵³ Pour ne laisser aucun doute à leurs interlocuteurs, les bolcheviks durcissent les conditions d'admission, qui passent de 18 à 21. De leur côté, les délégués européens essaient de se défendre face aux accusations d'opportunisme. S'ils acceptent le principe de la scission, ils veulent pouvoir décider du moment et choisir les personnalités à exclure. Ils essaient en fait de ruser pour conserver une marge de manœuvre dans les questions internes. Mais les Russes ne cèdent pas et les négociations sont difficiles: elles vont durer tout le printemps et parfois même jusqu'aux premiers jours de juillet. Les réunions restreintes alternent avec les visites, les débats publics, les meetings de masse où se côtoient des militants européens, américains, hindous, coréens, chinois... Le CEIC organise aussi des concerts et des spectacles de masse comme la «représentation des deux mondes» où 3000 figurants jouent devant une foule immense «la marche du socialisme à travers les luttes et les défaites vers la victoire».⁵⁴

Le soir, les étrangers sont logés au Dielovoï Dvor⁵⁵, hôtel situé près du Kremlin où Radek vient souvent les rejoindre pour des discussions qui se terminent à l'aube. Ils en profitent aussi pour prendre connaissance des textes de Lénine traduits pour la première fois dans leur langue.⁵⁶ Travail long et fastidieux car le bolchevisme est totalement inconnu de la plupart d'entre eux. Forcément ils découvrent aussi un peu de la réalité de ce pays en guerre depuis presque six années. Les premières impressions sont terrifiantes: le froid, la famine, la maladie et la misère règnent en maître dans les villes. Les délégués découvrent avec effarement des bandes d'enfants

53 *Ibid.*

54 A. Rosmer, *Moscou sous Lénine*, T. 1, p. 109.

55 C'est lors du III^e congrès, 1921, qu'Ossip Piatnitsky eut l'idée de rassembler les délégués à l'Hôtel Lux sur la célèbre avenue Tverskaïa à quelques pas du Kremlin. B. Unfried, «Les passants de l'hôtel Lux», *Moscou 1918-1941, Série Autrement*, n° 26/27, octobre 1993.

56 Tous les délégués recevaient *L'Etat et la Révolution* et *Le communisme de gauche, maladie infantile du communisme* de Lénine; *Terrorisme et Communisme* de Trotsky.

abandonnés à eux-mêmes, qui errent dans les rues à la recherche de nourriture. Des paysans affamés, qui ont fui les campagnes, s'entassent dans les halles des gares avant d'être embarqués pour des destinations inconnues. La plupart des usines sont fermées faute de combustible et de matières premières, les maisons sont délabrées, partout des hommes armés surveillent les ponts et les voies ferrées, contrôlent l'entrée des bâtiments. Rares sont ceux qui vont oser s'aventurer seuls dans les quartiers défavorisés et à l'extérieur des villes. Même s'ils le voulaient cela serait d'ailleurs difficile, du moins de façon indépendante, car ils ne parlent pour la plupart pas russe. L'état des transports est catastrophique, des bandes de pillards attaquent fréquemment les convois, mais le CEIC organise un voyage de plusieurs milliers de kilomètres sur la Volga. A chaque étape les visiteurs sont accueillis et fêtés par une population prévenue de leur arrivée. L'encadrement quasi militaire et le climat de terreur imposé par la Tchéka ne leur échappent pas. Les prisons sont pleines. La peine de mort abolie en théorie est rétablie dans les faits. Dans ses carnets de voyage en Russie, John Reed note: «En sept mois on a fusillé six mille hommes» mais il ajoute immédiatement: «c'est la guerre».⁵⁷ Les communistes étrangers prennent conscience de l'immensité de la tâche qui incombe au nouveau pouvoir dans ce contexte d'apocalypse. Le communisme ne se construira pas en un jour, mais ce rêve démesuré justifie à leurs yeux les souffrances présentes.

Malgré la dureté de la réalité quotidienne soviétique, rares furent ceux qui ne se laissèrent pas séduire par cette nouvelle société enfantée dans la douleur: la disparition de l'argent, les logements collectifs et les «samedis communistes» sont autant de promesses de cette société égalitaire à laquelle ils aspirent. Certains, comme Pierre Pascal, qui a abandonné son poste à la mission française pour participer au premier groupe des communistes français de Russie, sont surtout fascinés par le courage du peuple russe, son abnégation, son ascétisme et son mysticisme. D'autres sont surtout impressionnés par le volontarisme des nouveaux maîtres du Kremlin, ces hommes jeunes, débordant d'énergie et d'idées, qui ont «sauvé l'honneur du prolétariat international». Ils ne sont pas tous satisfaits de ce qu'ils observent, mais tous sont convaincus d'être au cœur de l'Histoire.

57 J. Reed, «Carnets de voyage en Russie», cité par R. Rosenstone, *John Reed*, p. 563.

*Nouvelles perspectives révolutionnaires en Europe:
la révolution au bout des fusils de l'Armée rouge*

Pendant un moment le travail de préparation du congrès s'efface devant un autre événement qui contribue à conforter l'enthousiasme des délégués: la guerre soviéto-polonaise. Principale alliée de la France en Europe centrale, la Pologne de Pilsudski cherchait depuis 1919 à détacher l'Ukraine et la Biélorussie de l'Etat soviétique. Convaincu qu'il pourrait profiter de la situation pour étendre son territoire, le gouvernement polonais refusait de reconnaître la frontière russo-polonaise dessinée par une commission alliée le 8 décembre 1919. Pourtant depuis les défaites de Koltchak et de Denikine, le gouvernement soviétique avait multiplié les appels au gouvernement et au peuple polonais pour mettre un terme à cette période d'hostilité.⁵⁸ Mais pendant des mois, le gouvernement polonais ne fit aucune réponse à l'offre pourtant très favorable du gouvernement soviétique sur la délimitation des frontières et les négociations menées en secret par Marchlewski, sous l'égide de la Croix-Rouge russe, ne menèrent à rien.⁵⁹ Le 25 avril 1920, l'armée de Pilsudski lance une offensive foudroyante contre l'Ukraine soviétique⁶⁰, le 8 mai les Polonais entrent dans Kiev alors qu'au Sud Wrangel reprend les combats.

D'abord obligée de reculer, l'Armée rouge contre-attaque le 14 mai et moins d'un mois plus tard, le 13 juin, l'armée polonaise doit évacuer Kiev. A Moscou c'est l'euphorie. La majorité des dirigeants communistes, Lénine en tête, considère que la contre-attaque de l'Armée rouge sur le front polonais ouvre de nouvelles perspectives révolutionnaires, en Pologne bien sûr, mais peut-être aussi en Allemagne.⁶¹ Convaincue du soutien

58 Rapports de Marchlewski et Trotsky du 5.5.1920. *Sowjetrussland und Polen*. Reden von Kamenev, Lenin, Trotzki, Marchlewski, Sokolnikov, Radek und Martow in der Vereinigten Sitzung des Allrussischen Zentral-Exekutiv-Komitees des Moskauer Rates der Arbeiter- und Bauerndelegierten, der Gewerkschaftsverbände und der Betriebsräte am 5. Mai 1920, Russische Korrespondenz, 1920, pp. 16-20 et 24-27.

59 E.H. Carr, *La révolution bolchevique*, T. III, p. 163.

60 *Красная Книга*, pp. 92-98.

61 Radek racontera à ce propos lors du CC du KPD du 28.1.1921 que «l'exécutif pensait qu'en Allemagne les choses étaient déjà en train de mûrir pour la prise du pouvoir politique. Nous pensions que si nous tenions Varsovie, il ne serait pas nécessaire de poursuivre jusqu'au bout notre avancée vers l'Allemagne.» Reproduit dans M.M. Drachkovitch et B. Lazitch, *The Comintern. Historical Highlights. Essays, Recollections, Documents*, New York, Praeger, 1966, p. 285. C'est la position de l'exécutif et non pas celle de Radek qui s'y était opposé.

apporté par les Anglais et surtout par les Français à l'armée polonaise, l'Internationale lance un appel à la solidarité internationale des travailleurs européens.⁶² En Allemagne, en France et en Angleterre, les syndicats organisent la résistance et lancent des campagnes sous le slogan «Bas les pattes devant la Russie soviétique». Les dockers de Londres, les cheminsots allemands et français se mettent en grève pour bloquer les livraisons d'armes.⁶³ A Vienne, le délégué du Comintern, Krasny, aidé par les services de l'ambassade soviétique, édite en plusieurs langues un journal intitulé *La Correspondance polonaise* pour alimenter en Occident la propagande communiste pendant la guerre.⁶⁴ Dans les premiers jours d'août, après la conquête par l'Armée rouge des premières villes polonaises, se constitue à Moscou un comité révolutionnaire polonais provisoire, le Revkom, présidé par Marchlewski et dans lequel entrent aussi Dzierzinski, Ounschlicht, Felix Kon et Prochniak.⁶⁵ A Varsovie, la nouvelle des pogroms, qui accompagnent la retraite polonaise, rapproche les organisations ouvrières juives des communistes. Des pourparlers préliminaires sur la composition d'un futur gouvernement auquel participerait le Bund commencent.⁶⁶ Les délégués au II^e congrès de l'IC reçoivent un bulletin dans lequel ils peuvent lire: «Emeutes ininterrompues dans diverses régions polonaises. Pas un soldat ne désire continuer la guerre. La révolution polonaise approche.»⁶⁷

Pourtant membre du bureau polonais du parti communiste russe, Radek est tenu à l'écart de tous les organes de travail sur la Pologne.⁶⁸ Il est en fait, avec Trotsky⁶⁹, l'un des rares bolcheviks à ne pas partager les illusions de Lénine sur les perspectives révolutionnaires en Pologne. Pendant sa traversée du territoire polonais en janvier 1920, Radek avait pris conscience, lors de ses entretiens avec les jeunes officiers, de la force du

62 Lettre de Trotsky à Lénine, Tchitchérine, Karakhan, 12.6.1920, F.122/3/5, doc. 16, AVPRF.

63 P. Broué, *Histoire de l'IC*, p. 152.

64 L. Laurat, «Le parti communiste autrichien», p. 84.

65 Revkom, F.68/1, RGASPI.

66 P. Broué, *Histoire de l'IC*, p. 177.

67 Bulletin pour les délégués du II^e congrès de l'IC, F.489/1/53, doc. 111, RGASPI.

68 Lorsque les troupes soviétiques se prépareront à entrer dans Varsovie, Radek sera néanmoins chargé d'accompagner l'armée pour «éviter les excès». Mais cela n'aura jamais lieu. Télégramme de Radek à Lénine, 15.8.1920, F.495/2/3, doc. 30, RGASPI.

69 P. Broué, *Trotsky*, p. 269.

sentiment nationaliste polonais.⁷⁰ Le jour même de son retour en Russie, il avait présenté à Tchitchérine ses impressions, insistant sur la nécessité de ne pas remettre publiquement en cause le principe de l'indépendance polonaise pour ne pas rendre plus difficile le travail du PCP. Depuis ce jour, il s'était abstenu de toute prise de position publique sur la Pologne.

Pendant l'offensive, il se remet néanmoins à écrire presque quotidiennement sur le sujet, mais ses articles sont beaucoup moins enthousiastes que ceux de ses confrères.⁷¹ Selon lui la défaite de l'armée pilsudskiste à l'extérieur de ses frontières pourrait entraîner un véritable effondrement du régime et favoriser la révolution, mais l'avancée des troupes soviétiques sur le territoire polonais risquait surtout, en raison de la force du sentiment russophobe, de rassembler les ouvriers polonais autour de leur gouvernement. Portés par l'enthousiasme des premières victoires soviétiques, les bolcheviks et les délégués étrangers n'écoutèrent pas les mises en garde de Radek. Zinoviev se rappelle:

Dans la salle du congrès, il y avait une grande carte sur laquelle étaient portés chaque jour les mouvements de nos troupes. Et chaque matin, les délégués scrutaient la carte avec un intérêt passionné. C'était une sorte de symbole: les meilleurs représentants du prolétariat international, haletants, le cœur battant, suivaient chaque mouvement de notre armée et tous comprenaient parfaitement que si l'objectif militaire que notre armée s'était fixé était atteint, cela signifierait une immense accélération de la révolution prolétarienne internationale.⁷²

La perspective d'une extension rapide de la révolution en Europe était trop séduisante, trop inespérée à ce moment, pour que les bolcheviks s'accommodent d'une politique de conciliation et de prudence comme le recommandait Radek.

70 Les discussions de Radek avaient donné lieu à une lettre publiée dans la presse polonaise, *Robotnik*, dans laquelle il assurait les socialistes polonais des intentions pacifiques du pouvoir soviétique et de sa volonté de ne pas toucher à l'indépendance polonaise. «List Karola Radka do Daszynskiego, Diamanda i Perla w sprawie stosunku Rosji Radzieckiej do Polski, 22.1.1920», publiée par A. Leinwand, *Polska Partia socjalistyczna wobec wojny Polsko-Radzieckiej, 1919-1920*, Warszawa, Państwowe wydawnictwo Naukowe, 1964, pp. 251-256.

71 Радек, «Развал белой Польши», *Известия*, 11.7.1920 et «Развал белой Польши и Союзники», *Известия*, 14.7.1920.

72 Déclaration de Zinoviev au X^e congrès du PCR(b). Cité par E.H. Carr, *La révolution bolchevique*, T. III, p. 197.

Le congrès de l'enthousiasme révolutionnaire

Le 19 juillet, Zinoviev ouvre la première session du congrès qui se tient à Petrograd dans le Palais d'Hiver, en présence de 217 délégués de 37 pays. Lénine fait un rapport sur la situation mondiale et les tâches principales de l'Internationale communiste. L'avancée des troupes soviétiques en Pologne mobilise les esprits: Marchlewski présente la situation en Pologne et Levi lance un appel aux prolétaires du monde entier pour qu'ils manifestent leur solidarité avec l'Armée rouge. Après cette première journée, l'ensemble du congrès est transporté par trains spéciaux à Moscou où les débats reprennent le 23 au palais du Kremlin, dans la grande salle du trône. Les discussions sur la composition de la commission chargée de définir les conditions d'admission reproduisent les affrontements du printemps. Radek défend une nouvelle fois, contre les critiques du délégué hollandais, Wijnkoop, la présence des indépendants allemands qui «ont bien le droit d'apprendre les conditions» à partir desquelles une adhésion sera possible.⁷³ Ni Radek, ni aucun autre bolchevik ne croit à la «sincérité révolutionnaire» des dirigeants indépendants, mais ils sont convaincus, comme l'avait déclaré Boukharine, que les masses poussent à gauche et qu'ils peuvent se permettre «le luxe de prendre des amis un peu partout parce que nous sommes assez forts pour leur imposer notre ligne».⁷⁴

Radek participe aussi aux débats sur la question coloniale – appelant les communistes anglais à soutenir le combat des peuples colonisés contre leur gouvernement⁷⁵ – et sur la question de la participation des communistes aux parlements qu'il approuve. Mais c'est la question syndicale, qu'il appelle «la question la plus importante du moment», qui concentre son attention.⁷⁶ «Les syndicats sont les plus grandes organisations de masse du prolétariat. [...] Malgré la trahison des dirigeants syndicaux pendant la guerre, les grandes luttes économiques, la poussée extrême des prix, le chaos économique général ont poussé le prolétariat à entrer dans les syndicats et à les organiser en grand mouvement de masse. Les ouvriers les voient ainsi et il est caractéristique qu'il n'existe pas de croissance perceptible des syndicats révolutionnaires comme les IWW américains ou les

73 *Der II. Kongress der KI*, p. 128.

74 Déclaration de Boukharine rapportée par Cachin dans D. Pechanski, *Marcel Cachin*, T. II, p. 585.

75 *Der II. Kongress der KI*, p. 162.

76 *Ibid.*, p. 482.

Shop Stewards. [...] Nous n'avons bien sûr rien en commun avec les organisations syndicales qui pratiquent une conciliation permanente avec les capitalistes [...] La possibilité d'une amélioration graduelle des conditions de la classe ouvrière est une illusion opportuniste, une utopie réactionnaire» mais nous ne pouvons soutenir ceux «qui considèrent que puisqu'il est impossible d'améliorer la condition des ouvriers il est inutile de mener ce combat. Certains proposent même le sabotage du travail pour favoriser l'effondrement de la production capitaliste». C'est une «conception erronée car le combat pour les salaires a pour résultat immédiat de mobiliser les masses ouvrières et de les préparer au combat révolutionnaire. [...] Nous devons donc entrer dans les syndicats et tout faire pour les conquérir tout en préservant notre liberté d'action.»⁷⁷ Le leader anglais des Shop Stewards, Tanner, mais aussi les Américains, Reed et Fraina, sont horrifiés par les mots d'ordre d'entrée dans les syndicats réformistes. Selon eux, la présentation de Radek démontrait que l'exécutif «ne prenait pas en considération la situation particulière de chaque pays». Dans le cas des Etats-Unis, Reed ne peut envisager que les militants communistes adhèrent à l'American Federation of Labour qu'ils dénoncent et méprisent depuis des années.⁷⁸ Les opposants se plaignent aussi de la faiblesse des traductions en anglais, qui empêche une discussion sur le fond, et des manigances de Radek, accusé par les délégués américains de saboter le travail de la commission. Reed voulait se plaindre auprès de Lénine: «Faute d'arguments, le camarade Radek utilise des insinuations car, ne connaissant pas grand-chose aux problèmes syndicaux, il n'a pas d'opinions sur la question. Voilà la véritable explication.»⁷⁹ Un avis apparemment partagé par Rosmer, selon lequel «Radek, qui n'avait aucune compétence particulière dans ces questions, traita ce problème difficile avec la mentalité d'un social-démocrate allemand». Jugement catégorique, mais qui a l'avantage de souligner que, dans l'esprit de Radek et de Lénine, «la tâche la plus importante du moment» était la conquête des masses. Cet objectif passait par la participation des communistes aux syndicats et le ralliement des partis centristes, même si à terme, après avoir réussi à discréditer leurs chefs, il conviendrait de faire éclater ces organisations. Cette stratégie avait été élaborée à partir de l'observation de la situation allemande, mais elle

77 *Ibid.*, pp. 482-501.

78 R. Rosenstone, *John Reed*, p. 573.

79 *Ibid.*

devait être étendue à l'ensemble des sections de l'Internationale, indépendamment de leur spécificité nationale. Radek et Zinoviev n'hésitèrent pas à utiliser l'autorité que leur conférait leur fonction pour mettre un terme au débat. Broué l'a bien souligné: «Sur cette question, dédaignant l'essentiel, le congrès de l'Internationale n'avait débattu que de bricoles.»⁸⁰ Il avait aussi démontré, pour le grand désespoir de certains délégués étrangers, la difficulté de s'opposer aux Russes.

Commencé dans l'enthousiasme de la contre-offensive de l'Armée rouge en Pologne, le congrès se termine au moment où la guerre prend une tournure défavorable pour les Soviétiques. Le tournant semble avoir eu lieu le 6 août avec le refus d'Egorov et de Staline de rejoindre l'armée de Toukhatchevsky autour de Varsovie. Dès le 16 août, les troupes soviétiques reculent et, le 12 octobre, le gouvernement soviétique devra signer un armistice favorable à la Pologne.⁸¹ Mais les causes de la défaite ne sont pas exclusivement militaires. En poussant l'Armée rouge à l'intérieur des frontières polonaises, les dirigeants bolcheviques et les communistes polonais de l'étranger escomptaient un soulèvement intérieur des ouvriers contre leur gouvernement. L'armée soviétique de 1920 n'avait en effet, selon les communistes, rien en commun avec les armées russes qui au cours des siècles passés avaient envahi le territoire polonais. Elle était «une armée de paysans et d'ouvriers, dirigée par des ouvriers et des paysans», sans autre objectif que de «libérer les ouvriers et les paysans polonais du joug des maîtres polonais». L'enthousiasme que devait susciter cette armée dans les masses polonaises était, selon les communistes polonais, la meilleure garantie de sa victoire.⁸² Radek avait tenté, en vain, de mettre en garde ses camarades contre de telles espérances en déclarant notamment «qu'il fallait renoncer à sonder la situation internationale avec l'aide des baïonnettes».⁸³ Mais les rares informations provenant de derrière les lignes polonaises confirmèrent rapidement ses craintes.⁸⁴ La presse

80 P. Broué, *Histoire de l'IC*, p. 174.

81 Radek est membre de la commission chargée d'élaborer et de négocier l'armistice. Rapport du CC du PCR(b), 20.9.1920, publié dans *ЦК КПСС Известия*, 1991, № 3, p. 164.

82 Discours de Marchlewski publié dans *Sowjetrussland und Polen*, p. 5.

83 Discours de Radek au IX^e Congrès du PCR(b), 22.9.1920, Я. С. Дрaбкин, *Коминтерн и идея мировой революции. Документы*, Москва, Наука, 1998, p. 203.

84 Le Revkom ne réussit pas à établir de liaison avec Varsovie avant la mi-août. Télégramme de Radek à Lénine, 15.8.1920, F.495/2/3, doc. 30, RGASPI.

de Varsovie avait su utiliser adroitement les appels des organisations russes blanches qui invitaient les anciens officiers tsaristes à rejoindre les rangs de l'Armée rouge contre l'ennemi héréditaire pour montrer que la Russie, même soviétique, menait en réalité «une guerre nationale».⁸⁵ Quel que soit le bien-fondé de ces affirmations, elles eurent un effet dévastateur sur l'image des communistes polonais rapidement coupés du reste de la population: «Les communistes sont perçus comme des agents et des suppôts d'un gouvernement étranger.»⁸⁶ Les autorités polonaises réussissent à créer un climat de suspicion extrême qui favorise la mise en place de la terreur blanche. «Pour les seules journées du 20 et du 21 juillet le nombre des arrestations dans la ville de Varsovie s'élève à 600 personnes, des arrestations qui prennent la forme d'une véritable razzia.»⁸⁷ Toutes les organisations politiques et syndicales accusées de sympathie à l'égard des communistes sont interdites, leurs membres arrêtés, les locaux mis sous scellés. En Galicie, le parti est totalement liquidé, dans le bassin de Dombrowski, pourtant bastion traditionnel des syndicats polonais, les organisations ouvrières ont totalement disparu. Dans les campagnes, des tracts appelant à la collectivisation des terres, lancés par des avions soviétiques, accentuent encore l'isolement des communistes.⁸⁸

Lorsque Radek avait évoqué la possibilité d'un tel scénario catastrophe pour les communistes, Lénine s'était «fâché contre lui» et l'avait accusé de «défaitisme», mais «pour l'essentiel c'est lui qui avait raison».⁸⁹ Son pessimisme, difficilement accepté à Moscou, révélait en fait l'importance du décalage qui existait entre les communistes russes et européens dans l'appréciation de la situation européenne.⁹⁰

85 Secrétariat du Revkom au CC du PCR(b), 21.4.1920, F.495/18/31a, doc. 24-26, RGASPI.

86 Lettre de Lapinski à Radek, 28.7.1920, F.495/2/3, doc. 34-38, RGASPI.

87 *Ibid.*

88 Télégramme de Radek à Lénine, 15.8.1920, F.495/2/3, doc. 30, RGASPI. Il semble qu'à la suite de ce télégramme de Radek, Lénine ait tenté d'amener les communistes polonais à plus de modération dans leur politique de collectivisation, notamment en encourageant la redistribution d'une partie des terres aux petits paysans afin de les réconcilier avec les communistes. Télégramme de Lénine à Radek et à tous les membres du CC polonais, 20.8.1920, Lénine, *OC*, T. 44, pp. 429-430.

89 C. Zetkin, «Souvenirs sur Lénine», réédité dans *Révolution*, n° 5, janvier 1964, p. 85.

90 C'est ce que Radek déclara lui-même pour expliquer ses divergences avec la politique menée en Pologne. Я. С. Драбкин, *Коминтерн и идея мировой революции*, p. 202.

L'appel aux masses orientales contre l'impérialisme occidental

Bien qu'ayant les yeux fixés sur l'Europe, les bolcheviks n'avaient pas négligé la contribution des mouvements d'émancipation nationale à l'effondrement du tsarisme, puis à la victoire des bolcheviks sur le gouvernement provisoire. Un des premiers actes du gouvernement soviétique avait été de reconnaître la sécession de tous les peuples anciennement soumis au joug de la Russie impériale. Après avoir ainsi fait la démonstration de la force de leur conviction anti-impérialiste, les bolcheviks lancèrent un appel «à tous les travailleurs musulmans de Russie et d'Orient», bientôt étendu aux Arabes, aux Turcs et aux Hindous. Cet appel s'adressait aussi bien aux anciens sujets du tsar qu'aux peuples des colonies occidentales et des Etats qualifiés par les communistes de «formellement indépendants» comme la Turquie, la Chine et la Perse, car selon Lénine la diversité de leur statut politique recouvrait une même réalité, celle de leur domination par le capitalisme occidental. Personne parmi les bolcheviks ne pensait que les mouvements d'émancipation nationale, qui incarnaient selon eux l'étape bourgeoise de la révolution, réaliseraient l'affranchissement des «colonies»: «Les ouvriers et les paysans non seulement d'Annam, d'Algérie ou du Bengale, mais encore de Perse et d'Arménie, ne pourront jouir d'une existence indépendante que le jour où les ouvriers d'Angleterre et de France [...] prendront entre leurs mains le pouvoir gouvernemental.» C'est la révolution «prolétarienne en Europe qui sonnera pour les peuples coloniaux l'heure de la délivrance».⁹¹ Mais les colonies représentaient le point faible du système capitaliste et il était nécessaire, surtout dans ce contexte d'offensive générale de l'impérialisme britannique contre la République des Soviets, de mener désormais une guerre sur les deux fronts. Progressivement la révolution socialiste internationale et l'émancipation des peuples opprimés s'imposèrent ainsi comme deux aspects complémentaires d'une même politique destinée à détruire la domination des puissances impérialistes. Pendant presque deux années, en raison de la guerre civile, la politique soviétique se limita pour l'essentiel à des appels comme la condamnation du traité anglo-persan de 1919 et à quelques prises de contacts avec des personnalités anti-impérialistes comme Enver Pacha. Mais au printemps 1920, les défaites de Denikine et

91 «Manifeste du premier congrès de l'Internationale communiste aux prolétaires du monde entier», publié dans *Thèses, manifestes et résolutions*, p. 32.

de Koltchak dans le sud de la Russie entraînent le retrait des troupes britanniques et une forte progression soviétique symbolisée par la création d'une République soviétique en Azerbaïdjan. Les bolcheviks eurent aussi quelques succès en Perse, en Afghanistan et en Turquie qui constituaient des zones traditionnelles d'affrontement entre les Russes et les Anglais. Le gouvernement bolchevique avait commencé par dénoncer les traités signés par l'ancien régime comme le traité anglo-russe de 1907 sur le partage de la Perse et le traité secret qui prévoyait l'annexion de Constantinople. Un acte surtout symbolique, puisqu'en 1917 les Soviets n'avaient de toutes les façons pas les moyens de faire valoir leurs «droits», mais il valut au gouvernement bolchevique un grand prestige auprès des musulmans. L'indépendance de l'Afghanistan fut rétablie. En Perse, les bolcheviks menèrent une politique plus aventureuse. Un corps expéditionnaire soviétique fut envoyé à Enzéli, un port de la Caspienne, pour soutenir la République de Gilan de Kütchik Khan, dirigeant national-révolutionnaire opposé au pouvoir de Téhéran. Au même moment un autre mouvement nationaliste avait déclaré à Tabriz la sécession de la République d'Azerbaïdjan de l'Empire Perse.⁹² En Turquie, le gouvernement nationaliste de Mustapha Kemal, qui menait une guerre pour se libérer du contrôle des Alliés, fit des avances aux Soviétiques pour le rétablissement des relations diplomatiques.⁹³ Rapidement pourtant ces premiers progrès placèrent les bolcheviks devant un problème de cohérence doctrinale: fallait-il se contenter d'un soutien aux communistes, encore très minoritaires en Orient, ou consentir au nom de la lutte anti-impérialiste à des alliances provisoires avec des gouvernements nationalistes qui menaient déjà souvent une politique hostile aux communistes à l'intérieur de leurs frontières?

Les militants étrangers furent les premiers à souligner ce problème. Lors des discussions préliminaires pour l'organisation d'un congrès des peuples orientaux qui devait avoir lieu en septembre, un représentant italien,

92 Cf. В. Генис, *Красная Персия. Большевики в Гиляне 1920-1921. Документальная хроника*, Москва, МНПИ, 2000. Radek qui était d'ailleurs membre de la commission de l'exécutif chargée de travailler sur la Turquie et l'Iran, publia plusieurs articles sur ces événements: Радек, «Англия и Восток», *Известия*, 27-28.5.1920 et «Персия и английской империализм», *Известия*, 10.6.1920.

93 Les Soviétiques étaient particulièrement intéressés par une résistance de la Turquie aux exigences des Alliés sur l'ouverture des détroits et le libre accès des navires militaires à la mer Noire.

Serrati, s'était inquiété qu'un appel en faveur des bourgeois ou des féodaux en Inde, en Egypte et partout ailleurs ne «compromette l'action internationale des communistes». Cette intransigeance était selon Radek «inféconde. On ne peut pas créer un mouvement là où il n'y en a pas. Il faut se lier à la bourgeoisie là où il n'y a pas d'ouvriers [...] Si on ne veut que des prolétaires, il y aura un petit congrès» mais si on veut pousser le mouvement révolutionnaire en Orient «il faut compter avec les paysans et les bourgeois. C'est le seul moyen de déployer une activité communiste en Orient.»⁹⁴ Le débat avait rebondi lors du II^e congrès de l'IC auquel participèrent pour la première fois des représentants non plus seulement du Caucase et d'Asie centrale, mais aussi d'Inde, de Chine, de Corée, de Turquie et des Indes néerlandaises. La commission sur «la question nationale et coloniale» examina les thèses de Lénine et du représentant indien, M.N. Roy. Les deux projets de thèse soulignaient que «la libération des peuples opprimés» passait par une «révolution prolétarienne mondiale», mais contrairement à Lénine, M.N. Roy fit une distinction très nette entre les mouvements «bourgeois-démocratiques» qui «ne reflétaient pas les aspirations des masses» et le «mouvement des masses illettrées et pauvres, formé par les paysans et les ouvriers». Même si elle était encore minoritaire, même si elle devait parfois adopter des slogans bourgeois, notamment sur la question agraire comme en Russie, l'avant-garde communiste ne devait pas être subordonnée aux mouvements «démocratiques bourgeois» même si ceux-ci avaient été rebaptisés «nationaux-révolutionnaires» par la commission.⁹⁵ Dans sa grande majorité, le congrès chercha à atténuer les divergences. Seul Serrati réitéra ses objections, mais Radek répéta que l'assistance des communistes aux peuples colonisés «ne pouvait consister à former artificiellement des partis communistes là où il n'existait pas de terrain approprié pour le communisme».⁹⁶ Les thèses de M.N. Roy, amendées, furent adoptées comme «thèses supplémentaires» aux thèses de Lénine, mais c'est bien la conception de Lénine qui s'était imposée comme allait le révéler le premier congrès des peuples d'Orient convoqué par l'exécutif à Bakou pour la première semaine de septembre.

94 D. Pechanski, *Marcel Cachin*, T. II, p. 514.

95 M.N. Roy, *Selected Works of M.N. Roy*, T. 1, 1917-1922, Oxford, Oxford University Press, 1987, pp. 165-168.

96 *Der II. Kongress der KI*, p. 164.

L'organisation du congrès avait été confiée à Sergo Ordjonikidzé et Elena Stassova, ainsi qu'à plusieurs bolcheviks originaires du Caucase en raison des difficultés qu'allaient poser les traductions.⁹⁷ L'invitation, datée de juillet 1920⁹⁸, fut lancée «non seulement aux communistes mais aussi aux représentants des organisations révolutionnaires nationales et à des personnalités sans parti à tendance anti-impérialiste des pays d'Orient». Le voyage à Bakou fut particulièrement difficile pour les délégués turcs, persans et indiens qui devaient échapper à la surveillance des autorités anglaises. Des navires de guerre croisaient le long de la côte pour interpellier les délégués, un raid aérien eut lieu à Enzéli, la surveillance aux frontières de l'Empire des Indes avait été renforcée.⁹⁹ Le compte rendu officiel publié en français parle néanmoins de 1891 délégués de 37 nationalités, dont 1273 auraient été des communistes¹⁰⁰, mais ces chiffres sont encore l'objet de nombreuses contestations en particulier à propos de l'origine nationale des délégués.¹⁰¹

La délégation de l'exécutif, composée de Zinoviev, Kun et Radek, était accompagnée de délégués des pays ayant des colonies: Rosmer pour la France, Quelch pour les Britanniques, Jansen pour les Pays-Bas et Reed pour les Etats-Unis. M.N. Roy qui semble avoir été pressenti pour le voyage, refusa d'accompagner ce qu'il appelait «le cirque Zinoviev».¹⁰² Le train traverse les plaines de la Volga, fait une halte à Rostov, puis dans plusieurs villes du Caucase avant d'atteindre Bakou au cinquième jour. «Le jour du grand meeting, la ville entière était en fête [...] les ouvriers et l'armée réunis remplirent la ville. On pouvait voir une grande parade où les étendards rouges flottaient dans les airs. Les régiments s'assemblèrent sur la place de la liberté et le monument Karl Marx fut découvert. [...] Vint ensuite la cérémonie au cours de laquelle furent brûlées les effigies

97 Le fonds 544/1-4 du RGASPI consacré au congrès est pour cette raison particulièrement difficile à utiliser.

98 L'appel est publié dans J. Degras, *The Communist International 1919-1943, Documents*, T. 1-3, London, Oxford University Press, 1956-1965. pp. 105-109. Plusieurs auteurs évoquent la possibilité d'un lien entre la convocation de ce congrès et les négociations menées simultanément par Krassine en Angleterre. Cf. C. Chaquéri, *Le premier congrès des peuples de l'Orient, Bakou, 1920*, s.l., Antidote, 1981, p. 48.

99 TSF de Moscou, *ibid.*, p. 202.

100 *Ibid.*

101 *Ibid.*, pp. 50-51.

102 P. Broué, *Histoire de l'IC*, p. 181.

[des statues de Lloyd George, Millerand et Wilson] de l'impérialisme européen-américain.»¹⁰³ L'auditoire du congrès était selon Rosmer d'«un pittoresque extrême; tous les costumes de l'Orient rassemblés dessinaient un tableau d'une étonnante et riche couleur».¹⁰⁴ La scène du théâtre était décorée par des étendards aux couleurs de l'Islam. Chargé du discours d'ouverture, Zinoviev sut trouver les mots pour enflammer son auditoire:

L'Internationale communiste se tourne aujourd'hui vers les peuples d'Orient et leur dit: Frères, nous vous appelons à la guerre sainte, d'abord contre l'impérialisme britannique (*tempête d'applaudissements. Hourras prolongés. Les membres du congrès se lèvent et brandissent leurs armes. Pendant un long moment, l'orateur ne peut continuer son discours. Les délégués applaudissent, debout. Le cri résonne: Nous le jurons!*) Puisse la déclaration d'aujourd'hui être entendue à Londres, Paris, dans toutes les villes où les capitalistes sont encore au pouvoir!¹⁰⁵

L'un après l'autre une trentaine d'orateurs se succèdent sur la scène. La salle était survoltée, le public manifestait son enthousiasme en brandissant des armes. Le discours de Radek est un véritable acte d'accusation contre l'impérialisme occidental en général et britannique en particulier: «Depuis plus de cent ans, les peuples de l'Orient sont l'objet de l'exploitation, de l'oppression politique, l'objet des guerres de conquête des empires capitalistes, des pillards capitalistes. Jusqu'à présent ils n'en étaient précisément que l'objet, ils ne savaient pas repousser par leurs propres forces les tentatives des corsaires mondiaux.» Mais les masses opprimées d'Orient ne sont plus seules. En «mettant le genou sur la poitrine du puissant impérialisme anglais [...] la Russie soviétiste a donné l'exemple.» Maintenant «si les ouvriers et les paysans de l'Orient veulent s'affranchir de l'exploitation, ils peuvent vaincre, car leur adversaire s'affaiblit, il en est au krach économique, il est battu par la Russie rouge des Soviets d'ouvriers et de paysans. [...] Les ouvriers et les paysans de la Perse, de la Turquie et de l'Inde n'auront à redouter aucun adversaire: rien n'arrêtera leur torrent s'ils s'unissent à la Russie soviétiste.» Mais Radek tient aussi à rassurer ses interlocuteurs:

L'ouvrier russe peut, pour un temps, rechercher la paix, l'accord avec les pays capitalistes, afin de reprendre haleine pendant que la vague révolutionnaire grossit dans les

103 *Le premier congrès des peuples*, p. 204.

104 A. Rosmer, *Moscou sous Lénine*, T. 1, p. 145.

105 *Le premier congrès des peuples*, p. 205.

autres pays, mais de paix durable entre le pays du travail et les pays de l'exploitation, il ne peut être question. C'est pourquoi la politique du gouvernement soviétique en Orient n'est pas une manœuvre diplomatique destinée à lancer dans l'incendie mondial les peuples de l'Orient afin de les trahir ensuite et d'en retirer un avantage pour la Russie soviétique. [...] Notre sort est lié au vôtre: ou bien nous ferons bloc avec les peuples orientaux, et accélérerons ainsi la victoire du prolétariat de l'Europe occidentale, ou bien nous périrons et vous serez des esclaves.¹⁰⁶

Reed était, selon son biographe, épouvanté par les appels hystériques de Radek et de Zinoviev à la guerre sainte.¹⁰⁷ Le travail de traduction et la diversité politique des délégués empêchèrent la tenue d'un véritable débat, mais un incident révéla néanmoins que l'unanimité apparente du congrès n'était qu'une façade. L'exécutif avait invité Enver Pacha à se joindre au congrès, mais le délégué du gouvernement nationaliste de Mustapha Kemal qui était là en observateur et surtout les Arméniens, pour lesquels le nom d'Enver Pacha était lié aux souvenirs des massacres de 1915-1916, s'opposèrent à sa présence. Enver ne parut pas en public, mais la lecture de sa déclaration suscita des bruits et des protestations dans l'assemblée.¹⁰⁸ Au-delà du cas assez singulier d'Enver, la Turquie est un bon révélateur de la difficulté des Soviétiques à choisir entre plusieurs alliés, donc entre plusieurs politiques, et des problèmes qui pouvaient en découler pour les communistes orientaux. La délégation turque comprenait 235 personnes, allant du représentant du gouvernement nationaliste de Kemal aux communistes, en passant par les représentants de mouvements religieux et pan-touraniens. Pendant ce moment de ferveur révolutionnaire, les bolcheviks pensaient pouvoir rassembler ces groupes hétérogènes dans une lutte commune contre l'impérialisme occidental, mais Kemal allait en décider autrement. De retour au pays, les deux principales figures du communisme turc furent enlevées et noyées en compagnie de seize autres communistes turcs de premier plan par des agents de Kemal.¹⁰⁹ Le

106 Rapport de Radek sur la situation internationale et sur les tâches des masses ouvrières en Orient, *Le premier congrès des peuples*, pp. 51-70.

107 R. Rosenstone, *John Reed*, p. 580.

108 Contrairement à ce que dit A. Rosmer, *Moscou sous Lénine*, T. 1, p. 147, Enver ne fut pas immédiatement désavoué par les bolcheviks. C'est en réalité Kemal qui demandera, après la signature du traité turco-soviétique de 1921, la fin du soutien soviétique aux menées d'Enver.

109 P. Broué, *Histoire de l'IC*, pp. 184-185 et E.H. Carr, *La révolution bolchevique*, T. III, pp. 310-311.

mouvement communiste turc, qui était l'un des plus dynamique de la région, fut systématiquement éliminé ce qui n'empêcha pas la signature du traité soviéto-turc du 16 mars 1921. La subordination des communistes orientaux aux mouvements «nationaux-révolutionnaires», tant redoutée par M. N. Roy s'était en réalité imposée dans les faits au nom du combat que la Russie soviétique menait contre l'impérialisme mondial.¹¹⁰

Ce premier congrès ne sera suivi par aucun autre. Son seul prolongement concret sera la création, en avril 1921, d'une Université communiste des travailleurs orientaux destinée à former à Moscou les futurs dirigeants révolutionnaires orientaux. Mais en établissant un lien, même symbolique, entre le combat des prolétaires des pays industrialisés et celui des masses orientales opprimées, il montrait que l'Internationale s'inscrivait désormais réellement dans une stratégie mondiale et non plus seulement occidentale.

La formation de partis communistes de masse dans les pays occidentaux

La constitution d'un parti de masse en Allemagne avait été l'objectif premier de toutes les interventions de Radek au cours de l'année 1919. Sur ce point, et malgré les séquelles du congrès d'Heidelberg, l'unanimité régnait entre Levi, le président du parti, et Radek, le spécialiste de l'Allemagne au sein de l'exécutif. Pourtant l'année 1920 avait mal débuté pour le parti communiste allemand. Le 13 mars, prenant prétexte de la menace de dissolution des brigades, le commandant en chef des armées de Berlin, von Lüttwitz, et un haut fonctionnaire prussien, Kapp, avaient organisé l'occupation de la capitale par des troupes de la marine. Le gouvernement avait fui la capitale, alors que la Reichswehr refusait d'intervenir «contre la Reichswehr». Au soir du putsch, il semblait que les insurgés avaient atteint leur objectif, mais ils allaient se heurter à la résistance des ouvriers.

110 Dans une lettre datée du 20.12.1920, soit avant le massacre des dirigeants communistes turcs, Radek s'était demandé «dans quel sens allait évoluer Kemal Pacha?» mais la fin de sa lettre indique clairement qu'il s'intéressait surtout à la politique internationale de la Turquie, à sa résistance à l'impérialisme britannique, et non pas à sa politique intérieure. Lettre de Radek au CEIC, 20.12.1920, F.326/1/17, doc. 1-12, RGASPI.

Legien, dirigeant syndical réformiste proche du SPD, organisa une grève générale soutenue par les plus grandes organisations syndicales. Un autre comité de grève, auquel s'étaient joint sur le tard les communistes, fut constitué par les indépendants qui refusaient de se rallier au mot d'ordre de défense du gouvernement Ebert-Noske mais soutenaient la grève.¹¹¹ Seuls les communistes étaient restés totalement hors du coup. Considérant que les circonstances n'étaient pas favorables pour prendre le pouvoir, la centrale, dominée à ce moment par la gauche, avait lancé, en l'absence de Levi qui était en prison, un appel à la passivité. Mais les ouvriers n'avaient pas suivi cet appel. La grève avait bien fonctionné, réussissant à paralyser Berlin et de nombreuses autres villes. Quand cela avait été nécessaire, les ouvriers avaient résisté par la force et les affrontements furent nombreux. Tous les communistes n'étaient d'ailleurs pas restés à l'écart des combats: dans la Ruhr et surtout à Chemnitz le dirigeant communiste H. Brandler avait pris l'initiative de constituer une milice ouvrière, mais globalement les communistes étaient à la traîne des événements.

De prison, Levi avait envoyé le 16 mars une lettre très sévère dans laquelle il critiquait la passivité de la centrale.¹¹² Le 17 mars, le putsch avait échoué: les sociaux-démocrates ont réussi à reprendre les rênes du pouvoir en s'appuyant sur les officiers «restés neutres» et en profitant des désaccords qui paralysaient les comités de grèves. Dans les rangs communistes c'est la crise. La passivité de la centrale, la politique unitaire de Brandler et la déclaration du 21 mars dans laquelle le parti a proposé d'adopter une politique «d'opposition loyale» au cas où un gouvernement ouvrier verrait le jour, servent de prétexte à la scission de la gauche, qui forme dans les premiers jours d'avril le KAPD. Mais pour Levi l'essentiel est ailleurs: lors des élections de juin les indépendants obtiennent un énorme succès avec 5 millions de voix contre 6 millions pour la social-démocratie qui perd la moitié de ses électeurs par rapport aux élections de 1919. Pour les communistes, qui doivent se contenter d'un score très modeste pour leur première participation à une élection, 442 000 voix, c'est la leçon essentielle: les masses ouvrières abandonnent la social-démocratie pour l'USPD qui constitue désormais le passage obligé pour la constitution d'un parti communiste de masse.

111 P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 342.

112 Lettre de Levi du 16.3.1920, publiée dans *Kommunistische Internationale*, n° 12, 30.7.1920.

Si du côté allemand la ligne de démarcation entre une tendance putschiste et un centre désormais qualifié d'opportuniste semble fixée, l'attitude de l'exécutif révèle une position plus ambiguë que l'on retrouvera à chaque étape de l'affrontement qui va opposer jusqu'en 1923 la gauche à la centrale du parti allemand. Dans un premier temps, Radek a commencé par considérer qu'une victoire des insurgés pourrait avoir des conséquences positives pour la Russie en obligeant la France à utiliser la Pologne contre l'Allemagne et non plus contre les Soviets¹¹³, mais quelques mois plus tard, dans le prolongement de ses entretiens avec plusieurs camarades allemands, il revient sur cette question dans la revue de l'IC.¹¹⁴ Comme Levi, Radek condamne désormais fermement l'attitude de la centrale lors des premiers jours du putsch. Mais comme il doit faire face aux reproches de Bela Kun, qui laisse entendre que la passivité de la centrale est la conséquence logique de ses analyses sur le rythme ralenti de la révolution en Europe¹¹⁵, Radek se défend en expliquant que l'attitude antiputschiste de la centrale, parfaitement justifiée en 1919 en raison des risques que courrait alors le parti, était devenue un obstacle au travail du parti depuis qu'elle s'était transformée en «doctrine de la passivité».¹¹⁶ Attaqué par la gauche du parti, Radek laisse ainsi entendre, tout en déclarant son accord avec la lettre de Levi, que celui-ci est responsable de l'attentisme du parti pour avoir «mené une politique centriste sous le drapeau du communisme».¹¹⁷ Du point de vue de la cohérence politique, l'attitude de Radek frise la mauvaise foi tant elle est contraire à toutes ses analyses passées. Lorsque Frölich reproche à Levi de ne pas vouloir envisager la conquête du pouvoir avant que le parti ait obtenu le soutien «de la majorité de la classe ouvrière» Radek se tait, bien qu'à mon sens il partage la conviction du président du KPD(s), du moins en ce qui concerne l'Allemagne.¹¹⁸ Radek semble en réalité vouloir se distinguer à tout prix de Levi, auquel il n'a

113 Радек, «Военный переворот в Германии», *Известия*, 16.3.1920.

114 Radek, «Die KPD(s) während der Kapp-Tage – Eine kritische Untersuchung», *Kommunistische Internationale*, n° 12, 30.7.1920.

115 Bela Kun, «Die Ereignisse in Deutschland», *Kommunismus*, 1920, n° 11, p. 317.

116 Radek, «Die KPD(s) während der Kapp-Tage».

117 *Ibid.*

118 Radek partageait avant la Révolution russe cette conviction de Rosa Luxemburg. Pendant un temps, il s'était rallié aux arguments de Lénine, mais quelques jours avant l'insurrection spartakiste il avait à nouveau, et cette fois de façon apparemment définitive, repris son ancienne conviction. *Illustrierte Geschichte*, p. 282.

toujours pas pardonné la scission d'Heidelberg. Peut-être espère-t-il aussi faire taire ceux qui à Moscou l'accusent, depuis son retour, de défaitisme révolutionnaire?

Pourtant Radek ne suit pas Zinoviev et Boukharine qui semblent vouloir corriger la passivité du parti allemand en contrebalançant l'influence de Levi par la réintégration des gauchistes du KAPD.¹¹⁹ Radek s'y oppose fermement, allant jusqu'à soutenir, lors du II^e congrès du Comintern, les délégués du KPD dans leur protestation contre l'invitation des représentants du KAPD.¹²⁰ Cet acte d'indiscipline envers le parti russe et l'exécutif, qui lui vaut d'être écarté du secrétariat du Comintern le 1^{er} août, confirme que l'objectif prioritaire de Radek demeure bien la conquête des masses ouvrières de l'USPD.¹²¹

Sur le fond, sa tactique à l'égard des indépendants est demeurée la même depuis décembre 1919, et elle est en tout point conforme à celle de Levi: renforcer la position des dirigeants de gauche qui, comme Däumig, Stöcker, Curt Geyer et Brass, sont d'«honnêtes révolutionnaires», couper les dirigeants de droite de la masse du parti et enfin surmonter le ressentiment à l'égard des centristes dans les rangs communistes.¹²² Depuis le début de l'année 1920, les dirigeants de l'Internationale avaient multiplié les appels aux indépendants, s'efforçant de jouer la base contre les dirigeants accusés de vouloir gêner le rapprochement de l'USPD vers le Comintern.¹²³ Pendant le printemps, les dirigeants de l'USPD avaient semblé vouloir faire traîner les négociations préliminaires, mais après maintes hésitations, quatre délégués, Crispin et Dittmann pour la droite du parti, Däumig et Stöcker pour la gauche, étaient venus à Moscou pour négocier avec l'exécutif lors du II^e congrès de l'IC. Après avoir fait le

119 P. Broué, *Révolution en Allemagne*, pp. 407 et 420.

120 En réalité ce sont les délégués du KAPD qui refuseront de prendre part au congrès.

121 La révocation de Radek du secrétariat met à bas la thèse de W. Brandt et R. Lowenthal, *Ernst Reuter*, pp. 138-139, selon laquelle Radek aurait joint ses forces à celle de Zinoviev pour créer une faction anti-Levi au sein de la délégation allemande dès le printemps 1920.

122 Radek, «Der Parteitag der Unabhängigen Sozialdemokratie Deutschlands», *Kommunistische Internationale*, n° 4/5, 1919.

123 Zinoviev, «An alle Arbeiter Deutschlands, an die Reichszentrale der Kommunistische Partei Deutschlands, und an den Parteivorstand der Unabhängigen Sozialdemokratie Deutschlands», *Kommunistische Internationale*, n° 9, 1920, pp. 152-165; Radek, «An alle Mitglieder der Unabhängigen Sozialdemokratie Deutschlands (USPD)», *Kommunistische Internationale*, n° 12, 1920.

procès de la politique des dirigeants indépendants depuis 1918, rappelant le renvoi de Joffé, Radek avait confirmé que l'exécutif voulait organiser une adhésion des membres de l'USPD par-dessus la tête des dirigeants: «L'USP[D] a été contraint de venir à Moscou sous la pression des ouvriers. [...] Nous considérons l'USP comme un bon parti révolutionnaire en ce qui concerne les masses ouvrières. Le devoir des ouvriers allemands est maintenant de conduire l'œuvre à son terme en transformant l'USP en un parti révolutionnaire, qui ne laisse pas ses principes sur le papier, mais qui les applique aussi dans sa pratique quotidienne.»¹²⁴ Däumig et Stöcker se prononcèrent pour les 21 conditions, mais Dittmann et Crispien s'y opposèrent, refusant le principe de l'exclusion d'Hilferding et de Kautsky imposée par l'exécutif. La division, déjà réalisée de fait à ce moment entre les dirigeants, allait pendant les deux mois qui suivent ce congrès s'étendre à tous les niveaux de l'organisation, du sommet à la base, dans les syndicats, les journaux et les organisations locales. De retour en Allemagne, Dittmann publie dans le journal des indépendants un article dans lequel il dresse un bilan sans complaisance de la jeune République soviétique «encore bien éloignée du socialisme et du communisme» et dirigée par un «parti communiste bureaucratique, totalement coupé de la classe ouvrière, [...] qui exerce la dictature du prolétariat contre le prolétariat».¹²⁵ Radek, qui répond dans une brochure immédiatement éditée en Allemagne, parle de service rendu «à la Ligue antibolchevique [...], à la bourgeoisie internationale», mais sur le fond il considère la prise de position publique de Dittmann comme une chose positive: «Les masques sont tombés! Et le parti communiste russe, la classe ouvrière russe, l'Internationale communiste sont les derniers à s'en plaindre. [...] Les ouvriers allemands le savent maintenant: les Hilferding, Dittmann et Crispien disent la même chose sur la classe ouvrière russe qui se bat héroïquement depuis trois ans contre un monde hostile, que ce qu'en ont toujours dit les Scheidemann et autres sociaux-démocrates.»¹²⁶ La lutte est cette fois vraiment engagée, non pas sur la question de la fusion avec le parti communiste allemand, mais autour de la formule lancée par Clara Zetkin, et reprise par la droite, «pour ou contre Moscou».¹²⁷ Il est bien difficile de dire

124 *Der II. Kongress der KI*, p. 261.

125 Dittmann, «Die Wahrheit über Russland», *Freiheit*, 1.9.1920.

126 Radek, *Die Masken sind gefallen. Eine Antwort an Crispian, Dittmann, Hilferding*, Berlin, Verlag der kommunistischen Internationale, 1920, p. 4.

127 C. Zetkin, «Der Weg nach Moskau», *RF*, 3.10.1920.

quel était l'état réel du rapport de force à l'été, mais lors du congrès de Halle, qui se tient du 12 au 17 octobre, la majorité des indépendants vote l'adhésion aux 21 conditions et le début des négociations pour la fusion avec le KPD. La minorité conserve la maîtrise de l'appareil, la plus grande partie des journaux, les fonctionnaires syndicaux et les réserves financières du parti, mais la majorité de la base a choisi de «se placer sous la bannière du communisme». ¹²⁸

L'apport personnel de Radek à cette politique fut déterminant, mais c'est Zinoviev qui en tant que président est chargé de représenter l'IC à Halle. ¹²⁹ Après le départ de Zinoviev, frappé à son tour d'une interdiction de séjour, Radek reprend sa place d'éminence grise du parti allemand. Il conduit, en compagnie de Wolf[f]-Rakov et de Gouralski, les négociations dans les coulisses pour la fusion des organisations des indépendants de gauche avec celles du KPD. ¹³⁰ C'est aussi lui qui représente l'exécutif au congrès d'unification du KPD ¹³¹ et de l'USPD, dont l'aboutissement sera la création d'un parti unifié (VKPD ¹³²) de quelque 350 000 membres. ¹³³

Le congrès de Halle, puis celui de la fondation du parti communiste unifié d'Allemagne, furent les premières grandes victoires de l'Internationale dans la voie de la construction de partis communistes de masse. Ce succès allemand n'allait pas demeurer un cas isolé. Le mois suivant, au congrès de Tours, la majorité du parti français vote l'adhésion aux 21 conditions et termine ainsi l'année en démontrant le fantastique pouvoir d'attraction dont disposent encore les bolcheviks à ce moment. Dans les autres pays, l'Internationale ne réussit que rarement à rassembler la majorité des anciens partis socialistes mais partout le processus de

128 Radek, «Die Spaltung der Unabhängigen Sozialdemokratie in Deutschland», *RF*, 19.11.1920.

129 Selon C. Geyer, *Die revolutionäre Illusion*, p. 217, Radek aurait envoyé son homme de confiance, Felix Wolf[f]-Rakov, pour accueillir Zinoviev à Stettin et l'accompagner jusqu'à Halle.

130 *Ibid.*, p. 226. C'est de cette époque que date la création du comité central, instance composée des délégués des 21 districts.

131 Le KPD(s) avait renoncé, après le II^e congrès de l'IC, à utiliser la référence à Spartakus (s) pour devenir le KPD, section allemande de l'IC.

132 Parti communiste unifié d'Allemagne.

133 C'est le chiffre avancé par Radek lors du III^e congrès de l'IC après qu'il eut souligné que l'on avait un peu surestimé les effectifs en parlant de 500 000 membres comme on le lit souvent. *Protokoll des III. Kongress der Kommunistischen Internationale*, Moskau, vom 22. Juni bis 12. Juli 1921, Hamburg, Verlag der KI, 1921, p. 457.

scission, que l'exécutif considère comme la première étape de la fondation de véritables partis communistes, est engagé. L'Internationale n'était plus une secte d'extrémistes sans lien avec les masses, elle rassemblait maintenant des partis ouvriers de masse. Mais les bolcheviks, et Radek en particulier, avaient bien conscience qu'on était encore loin d'avoir des véritables partis communistes. Le VKPD avait réussi à gagner «d'excellents ouvriers révolutionnaires qui n'étaient en rien inférieurs aux spartakistes, qui avaient combattu avec eux sur toutes les barricades de la guerre civile, mais en même temps, étaient entrés dans le parti un grand nombre d'anciens permanents pour lesquels il était plus facile d'accepter toutes les thèses de l'Internationale communiste que de conduire une action révolutionnaire». Il lui faudrait «surmonter ses maladies de jeunesse [le pragmatisme des indépendants], couper les germes de maladie liés à sa tradition [celle du spartakisme]» avant que le VKPD se transforme enfin «en un véritable parti communiste». ¹³⁴

Hors d'Allemagne, les dirigeants récemment gagnés au communisme avaient encore une conception très abstraite de la signification de leur engagement. Ironisant sur cet état de fait, Radek écrivait que nombre d'entre eux, il pensait surtout aux Italiens, étaient convaincus qu'«il suffirait d'envoyer de temps en temps une carte postale avec des salutations» ¹³⁵ pour profiter de l'étiquette communiste. Mais contrairement aux calculs de certains dirigeants, qui comme les Français espéraient une fois admis dans l'Internationale pouvoir «modifier les articles des statuts que l'expérience aura condamnés» ¹³⁶, les 21 conditions de Zinoviev n'étaient pas un texte de propagande, ni une tentative d'adaptation des vieux principes socialistes à la nouveauté de l'époque, mais bien le texte fondateur de partis d'un type nouveau, le noyau constitutionnel de la nouvelle Internationale qui avait inscrit dans ses statuts le droit d'exclure les partis et les hommes qui ne se soumettraient pas à ses décisions. Un incident passé presque inaperçu aurait d'ailleurs dû les mettre en garde ¹³⁷: le 4 mai 1920, Radek avait

134 Radek, *Soll die VKPD*, pp. 6-7.

135 *Ibid.*, p. 56.

136 Réponse de Cachin à une question de Dittmann, D. Pechanski, *Marcel Cachin*, T. II, p. 602.

137 L'une des rares personnes à saisir sur le moment la signification de cet événement fut le jeune communiste suisse J. Herzog, mais cela ne l'empêcha pas d'adhérer à l'Internationale en 1922: «Le bureau d'Amsterdam, comme celui de Vienne a été zigouillé [...] Cela donne presque l'impression que se répètent toutes les funestes

envoyé au nom de l'exécutif une lettre ordonnant la dissolution du bureau d'Amsterdam, bureau créé en novembre 1919 avec un mandat de l'exécutif pour assurer la diffusion de la propagande communiste en Europe occidentale.¹³⁸ Sur bien des aspects, le travail du bureau avait révélé l'«amateurisme» de ses membres, sa «prétention» à se substituer au bureau de Berlin¹³⁹, mais dans sa lettre d'explication, l'exécutif ne parle pas d'insuffisance organisationnelle ou de violation des règles de travail de l'IC. Il écrit simplement que «l'annulation du mandat a été décidée à l'unanimité étant donné que ce bureau défendait sur les questions de la participation aux parlements et de la pénétration des syndicats des positions qui l'opposaient au comité exécutif».¹⁴⁰ Pour la première fois dans l'histoire de la III^e Internationale une divergence de vue s'était traduite par une sanction institutionnelle: la suppression pure et simple du bureau et le transfert de ses fonctions au bureau de Berlin, dirigé par le camarade Thomas.

D'autres signes étaient perceptibles pour un observateur attentif de la vie politique russe, comme la bureaucratisation des Soviets et la mise sous tutelle des organisations syndicales¹⁴¹, deux phénomènes déjà largement entamés en 1920 même s'ils ne seront dénoncés publiquement dans le parti qu'en 1921 par l'opposition ouvrière. Mais l'univers politique des bolcheviks était trop impénétrable, trop éloigné des habitudes des sociaux-démocrates européens pour qu'ils puissent discerner, en quelques semaines et quelques lectures, ce qui relevait des circonstances de ce qui était

histoires de la première Internationale, lorsque les oppositionnels (Bakounine-Guillaume) furent mis à mort par les calomnies les plus vulgaires.» J. Herzog an [Fritz Sommerhalder], 19.5.1920, cité par H.U. Jost, *Die Altkommunisten*, p. 181.

138 Le mandat avait été confié à Rütgers, tribuniste hollandais qui avait participé au premier congrès de l'IC, mais la décision de l'exécutif date, selon la notice des archives, de novembre. Bureau provisoire d'Amsterdam, F.497, RGASPI. Plusieurs membres du bureau, Rütgers, Winjkoop, H. Roland-Holst, étaient connus pour soutenir des thèses proches de celles de Gorter et Pannekoek.

139 P. Broué, *Histoire de l'IC*, p. 141.

140 Décision de liquidation du bureau d'Amsterdam, 4.5.1920, F.497/1/9, doc. 1, RGASPI.

141 La nomination de Radek et de Boukharine, fin mars 1920, au conseil central des syndicats de Russie avait suscité de nombreuses critiques parmi les syndicalistes russes qui dénoncèrent une «atteinte à l'initiative syndicale, une mise en pratique du bureaucratisme», Lénine, *OC*, T. 30, p. 482. Mais à l'exception de Rosmer et de plusieurs syndicalistes anglais et américains les communistes étrangers ne comprennent pas la portée de cette décision.

intrinsèque au bolchevisme. Les mises en garde des rares personnalités qui, comme Blum, comprirent immédiatement la signification des 21 conditions – les conséquences de la centralisation sur l'autonomie des sections et sur la liberté de discussion, le danger d'un secteur d'activité clandestin et illégal échappant au contrôle de la base du parti, le recours à la violence par une minorité, qu'il interprète comme un retour au blanquisme –¹⁴² furent balayées par le fantastique pouvoir d'attraction qu'exerçait alors la Révolution russe sur la gauche européenne.¹⁴³

L'année 1921 allait néanmoins mettre un terme à ces «malentendus» en révélant de façon souvent douloureuse ce que les bolcheviks entendaient vraiment par «discipline révolutionnaire» et «Internationale de l'action». Tout n'était pourtant pas encore joué et il me semble impossible de suivre M.-L. Goldbach lorsqu'elle écrit à propos des dirigeants allemands qu'«ils n'étaient pas vraiment des acteurs autonomes, mais déjà plus ou moins des instruments» au service du Comintern.¹⁴⁴ Une révolution en Allemagne aurait encore pu modifier l'équilibre, entraîner un déplacement de l'état-major de la révolution au centre de l'Europe, favoriser une meilleure adaptation du mouvement communiste aux spécificités nationales. Ce sont les échecs successifs qui donneront à l'évolution des relations entre les sections nationales et le centre une seule et même direction, celle d'une dépendance toujours plus grande à l'égard du parti russe.

142 Intervention de L. Blum au congrès de Tours, *Le congrès de Tours. Naissance du PCF*, s.l., Julliard, 1964, pp. 110-114. On retrouve une argumentation assez semblable chez W. Dittmann, «Die Wahrheit über Russland», *Freiheit*, 1.9.1920.

143 Les seuls qui disposaient vraiment des armes nécessaires – connaissance de la langue et expérience pratique de travail avec les bolcheviks – pour comprendre ce qui se passait, étaient les militants polonais. Mais ils ne réussirent pas mieux que leurs camarades européens à résister à l'attraction du bolchevisme malgré les critiques formulées par R. Luxemburg dès 1904.

144 M.-L. Goldbach, *Karl Radek*, p. 74.

2. Au service de l'exécutif

Radek est un pragmatique qui veut endoctriner le parti allemand avec les dogmes léninistes, bien que personnellement, par expérience, il ne les partage pas totalement.¹⁴⁵

Levi n'a lui-même aucune idée de l'importance des divergences qui existent entre lui et l'exécutif.¹⁴⁶

Radek-Levi: deux conceptions du communisme allemand ou de l'internationalisme prolétarien?

Dans un texte extrêmement partisan publié en avril 1921 pour servir de justification à l'exclusion de Levi du parti communiste allemand, Radek développera – à partir d'exemples mélangeant volontairement le débat d'idées et les polémiques personnelles – la thèse selon laquelle Levi aurait toujours incarné une tradition politique étrangère au communisme, ou du moins à sa forme russe, le bolchevisme, prétendument représentée en Allemagne par Radek et ses camarades de Brême.¹⁴⁷ Mais cette thèse souvent reprise depuis, tant par les adversaires de Levi que par ses partisans¹⁴⁸, n'a, si on veut bien s'en tenir aux faits et non pas aux seules déclarations d'intentions, que bien peu de fondement.

La première trace d'un désaccord politique entre Radek et Levi apparaît dans deux articles, rédigés durant l'année 1920, à propos de l'interprétation des révolutions bavaroise et hongroise. Selon Levi, il s'agissait de putschs artificiels qui étaient dès le début voués à l'échec¹⁴⁹, mais pour Radek, les communistes hongrois, comme ceux de Bavière, avait eu raison de se joindre au mouvement car «nous devons être là où la classe ouvrière lutte [...] que nous devons vaincre ou subir la défaite».¹⁵⁰ Dans

145 C. Geyer, *Die revolutionäre Illusion*, p. 239.

146 Radek à la réunion du CEIC, 22-23.2.1921. Publié par M.-L. Goldbach, *Karl Radek*, p. 138.

147 Radek, *Soll die VKPD*.

148 C'est le cas par exemple de C. Geyer, *Die revolutionäre Illusion*, p. 228.

149 P. Levi, «Die Lehren der ungarischen Revolution», *Die Internationale*, Heft 24, 1920, pp. 32-41.

150 Radek, «Die Lehren der ungarischen Revolution», *Die Internationale*, Heft 21, 1920, p. 58.

la mesure où elles servent d'exemple au prolétariat international et contribuent au renforcement de la volonté combative des ouvriers, ces défaites sont d'ailleurs selon Radek porteuses «de mille succès à venir».¹⁵¹ Belle déclaration de foi révolutionnaire, certainement en partie destinée à panser les plaies des communistes hongrois violemment réprimés dans leur pays, mais en totale contradiction avec son attitude lors de la semaine sanglante. Comme lors du débat sur la position du KPD(s) pendant le putsch de Kapp, Radek cherche surtout à se couvrir sur sa gauche, à faire taire ceux qui comme Bela Kun l'accusent de pessimisme révolutionnaire¹⁵², en suggérant de façon artificielle qu'il existe de profonds désaccords en lui et Levi. Mais Radek peut bien ironiser sur les «raisonneurs politiques» qui ne «veulent se battre qu'avec un certificat garantissant la victoire»¹⁵³, truffier ses discours de termes aux connotations volontaristes, ce qui le sépare de Levi relève de la nuance d'interprétation, du style plus que de l'analyse, ce qui n'interdit pas les heurts. Lors du V^e congrès du KPD, le dernier avant l'unification avec la gauche de l'USPD, Radek accuse Levi «de ne rien vouloir faire d'autre que de former des communistes jusqu'à ce que le parti ait des cheveux blancs sur sa tête super-intelligente».¹⁵⁴ Critique sans aucune implication pratique puisque Radek est un partisan inconditionnel de la conquête des masses indépendantes, mais qui atteste de la tension qui se développe entre les deux hommes. Pourtant une fois encore il faut relativiser. Conscient de la confiance dont jouit Levi auprès des indépendants¹⁵⁵, Radek intervient personnellement auprès de celui-ci pour qu'il n'abandonne pas ses responsabilités politiques comme il en avait déjà manifesté l'intention à plusieurs reprises.¹⁵⁶ Une divergence apparaît bien lors des discussions, mais elle porte uniquement sur la façon de procéder à la fusion – Levi ayant souhaité conser-

151 Radek, *Soll die VKPD*, p. 73.

152 «On le [Radek] disait maintenant droitier parce qu'il ne ménageait pas le parti communiste allemand et tenait pour finie, pour un temps, la période des offensives insurrectionnelles.» V. Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire*, p. 150.

153 Radek, «Die Lehren der ungarischen Revolution», p. 58.

154 *Bericht über den 5. Parteitag der Kommunistischen Partei Deutschlands (Sektion der Kommunistische Internationale) vom 1. bis 3. November 1920*, Berlin, Hrsg. von der KPD, 1921, p. 41.

155 Radek racontera au III^e congrès de l'IC que la présence de Levi à la tête de la centrale constituait une exigence de la part des indépendants qui prenait la forme d'un ultimatum. *Protokoll des III. Kongress der KI*, p. 550.

156 Radek, *Soll die VKPD*, pp. 104-105.

ver un lien à l'intérieur du nouveau parti entre les anciens cadres spartakistes¹⁵⁷ – et en aucun cas sur la stratégie du parti communiste en Allemagne. Un événement encore mal éclairci relance pourtant la polémique lors du congrès d'unification de décembre. Selon le témoignage de Reuter-Friesland¹⁵⁸, Radek aurait intrigué dans les coulisses pour imposer au dernier moment son propre texte contre celui de Levi, pourtant approuvé par la centrale. Pour l'essentiel ce texte n'a rien de particulièrement original, mais il contient plusieurs formulations qui vont immédiatement être interprétées comme une attaque contre Levi:

Alors qu'un parti n'ayant qu'une dizaine de milliers d'adhérents recrute ses partisans avant tout par la propagande, un parti dont l'organisation regroupe des centaines de milliers et dont l'audience s'approche du million doit recruter en premier lieu par les faits et l'action. Le parti communiste unifié est suffisamment fort pour se mettre en action de son propre chef si les événements le permettent ou l'exigent.¹⁵⁹

Certes il s'agit d'un texte ambigu que ne tarderont pas à utiliser les tenants d'une politique plus offensive que celle prônée par Levi, mais il peut tout aussi bien être interprété comme une critique à l'égard de la passivité de la centrale lors du putsch de Kapp, attitude que Levi avait été le premier à condamner.

Dans les semaines qui suivent le congrès, Radek et Levi entament une collaboration qui témoigne, au-delà des petites phrases assassines et des rivalités de personnes, de la convergence de leurs idées en ce qui concerne la situation allemande. Partant de l'expérience des métallurgistes communistes de Stuttgart qui avaient lancé début décembre un appel national aux centrales syndicales pour rassembler tous les ouvriers dans un combat commun autour de quelques revendications concrètes¹⁶⁰, Radek propose au parti allemand de reprendre cet appel à son compte en l'élargissant aux partis socialistes.¹⁶¹ Selon lui, «la grosse majorité des travailleurs allemands demeure encore à la droite du parti communiste. [...]

157 W. Brandt, R. Lowenthal, *Ernst Reuter*, p. 141.

158 E. Friesland, *Zur Krise unserer Partei*. Als Manuskript gedruckt in 50 Exemplaren. Berlin, 1921. Cité par M.-L. Goldbach, *Karl Radek*, p. 71.

159 *Bericht über die Verhandlungen des Vereinigungsparteitages der USPD (Linke) und der KPD (Spartakusbund) abgehalten in Berlin vom 4. bis 7. Dezember 1920*, Berlin, Hrsg. von der Zentrale der VKPD, 1921, p. 232.

160 L'appel des métallurgistes est publié dans la *RF* des 2 et 10 décembre 1920.

161 Selon Radek, *Soll die VKPD*, p. 24, l'initiative en revient au «représentant de l'exécutif», c'est-à-dire lui-même.

Mais ces masses sont aussi convaincues que la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière est pour le moment impossible. [...] Elles sont pleines d'illusions démocratiques. Elles espèrent encore pouvoir améliorer leur situation dans le cadre de la société capitaliste.» Pire, ces masses font porter aux communistes la responsabilité de la faiblesse du mouvement ouvrier:

Si les communistes n'avaient pas scindé le prolétariat, les ouvriers seraient unis, ils auraient la majorité au gouvernement et tout irait bien. [...] Dans cette situation, la stratégie communiste doit viser à convaincre les larges masses de travailleurs que la bureaucratie syndicale et le parti social-démocrate, non seulement refusent de lutter pour une dictature ouvrière, mais encore ne luttent pas pour les intérêts quotidiens les plus fondamentaux de la classe ouvrière.

Pour arriver à ce but «les communistes doivent apparaître dans les syndicats, non pas seulement comme les propagateurs des idées communistes, mais comme les meilleurs défenseurs des intérêts quotidiens du prolétariat». Lorsque ces masses verront que les communistes peuvent parler d'autre chose que de la dictature, «qu'ils sont des représentants compétents des intérêts ouvriers, et que sur toutes ces questions la bureaucratie syndicale est défailante, alors enfin ils pourront détruire leur autorité [...] et couper les masses de leurs dirigeants réformistes».¹⁶²

Le 8 janvier 1921, la centrale publie dans la *Rote Fahne* la *Lettre ouverte* à toutes les organisations syndicales et socialistes qui constitue la première formulation de la tactique du front uni.¹⁶³ L'appel contient une liste de revendications largement inspirées de l'expérience syndicale, comme la hausse des salaires et des pensions, la diminution des prix des produits de première nécessité, le contrôle par les ouvriers de la distribution des matières premières et le désarmement des troupes de l'Orgesh... Personne parmi les communistes ne croit que la satisfaction de ces revendications puisse «mettre un terme à la misère ouvrière» et ils n'entendent nullement renoncer «à propager dans les masses ouvrières l'idée de la lutte pour la dictature, unique voie de salut», ni à dissimuler ce qui les «sépare et les oppose aux autres partis», mais ils leur demandent: «êtes-vous prêts à entamer sans délai, en commun avec nous, la lutte la plus impitoyable pour ces revendications?»¹⁶⁴ Comme l'avait prévu et même espéré

162 *Ibid.*, pp. 20-26.

163 «Offener Brief», *RF*, 8.1.1921.

164 *Ibid.*

Radek, aucune organisation, ni les partis ni les syndicats, ne répondirent favorablement à l'appel de la centrale communiste, mais la stratégie va fonctionner. Dans de nombreuses localités la *Lettre ouverte* est reprise par des sections syndicales, les directions syndicales réagissent par des exclusions mais les revendications de la *Lettre ouverte* sont reprises par des assemblées élues démocratiquement dans les usines.¹⁶⁵ Bien sûr il s'agit d'une stratégie à long terme puisque les quatre cinquièmes du prolétariat allemand ne sont pas communistes mais pour Radek «il ne fait aucun doute que la voie ouverte le 8 janvier est la bonne et qu'elle doit aussi s'appliquer dans les autres pays où existent de puissants partis et syndicats sociaux-démocrates».¹⁶⁶ Ultérieurement Radek essaiera de démontrer que Levi avait dès le premier jour donné du front uni une interprétation «opportuniste»¹⁶⁷, mais ces allégations, censées donner a posteriori un contenu idéologique à leur affrontement, sont sans fondement. Quel qu'en soit l'auteur – s'agit-il de Radek, de Levi, des deux ensemble?¹⁶⁸ – la *Lettre ouverte* est la meilleure illustration de leur commune analyse de la situation allemande et de la stratégie à adopter pour modifier le rapport de force en faveur des communistes. Leurs conceptions apparaissent particulièrement proches si on les compare à celles de leurs adversaires. Car la centrale allemande est loin d'être unanime. Les anciens indépendants parlent de «tactique superficielle»¹⁶⁹, Paul Frölich d'opportunisme, et une nouvelle gauche, localisée à Berlin autour d'Arkadi Maslov et de Ruth Fischer, place la *Lettre ouverte* au centre de ses critiques. Radek et Levi, certainement aussi soutenus par Brandler¹⁷⁰ et Clara Zetkin, doivent faire front ensemble. Même si, comme le prétend Radek, des nuances avaient pu exister, elles disparaissaient rapidement lorsqu'ils devaient se défendre face à leurs adversaires. Deux conceptions du communisme existaient bien en Allemagne, mais elles ne séparaient pas Radek

165 P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 456.

166 Radek, *Soll die VKPD*, p. 24.

167 Il reprochera notamment à Levi d'avoir utilisé dans un article paru le 8.1.1921 dans la *RF*, le terme de parti prolétarien pour parler des partis sociaux-démocrates, ce qui, selon lui, contredisait l'esprit de la *Lettre ouverte*, *ibid.*, pp. 33-34.

168 Selon M.-L. Goldbach, *Karl Radek*, p. 76, c'est Radek qui en est le seul auteur mais c'est le nom de Levi qui circule le plus souvent dans les témoignages de contemporains.

169 Radek, *Soll die VKPD*, p. 24.

170 Il avait été le premier à mettre en place un front uni lors du putsch de Kapp.

de Levi, elles les rassemblaient au contraire face à tous ceux qui en Allemagne et surtout à Moscou refusaient d'accepter l'idée que la vague révolutionnaire européenne d'après-guerre était terminée.

Si Radek et Levi font la même analyse de la situation en Allemagne, s'ils se fixent les mêmes objectifs et s'ils acceptent la même stratégie, comment dans ce cas expliquer la violence de l'affrontement qui va les opposer dans les semaines à venir? Plusieurs témoins contemporains parlent de rivalités personnelles, de jalousie, de caractères inconciliables. A bien des égards, la relation de Radek avec Levi comportait les mêmes paradoxes que celle qu'il avait autrefois entretenue avec Rosa Luxemburg: convergence de vue politique et antagonisme de style. Ce que Radek aurait haï en Levi, ce n'était pas sa politique, «mais sa culture, son milieu familial et son assurance – toutes choses dont il avait lui-même été dépourvu». ¹⁷¹ Certes, par son origine sociale, son éducation et ses goûts, Levi s'était dès le début fait beaucoup d'ennemis personnels dans le parti: «Il y a tous les partisans cachés du KAPD qui ne lui pardonneront jamais certaines phrases de l'époque de Heidelberg, sans parler de tous les dirigeants que Paul [Levi] a blessés au moins une fois en exerçant à leurs dépens son esprit et son ironie.» ¹⁷² Levi avait toujours cultivé son originalité et il sera facile à Radek de lui reprocher d'être un «bourgeois dilettante» jouant à la révolution, «un raisonneur plus qu'un combattant», d'être «incapable de réchauffer la masse des camarades» ¹⁷³, de manquer d'esprit de sacrifice. Tout cela comporte une part de vérité, Radek s'en servira, en abusera même, mais ces querelles manquent de sens si on ne les replace pas dans le contexte plus général du rapport entre les sections nationales et l'exécutif. C'est à ce niveau, et uniquement à ce niveau, que réside la clé de l'affrontement ultérieur entre Levi et Radek. Il s'agit d'ailleurs moins d'une lutte entre Levi et Radek que d'une lutte entre Levi et l'exécutif dont Radek est le représentant en Allemagne.

En janvier 1921, les relations entre Levi et l'exécutif étaient d'ailleurs déjà empreintes d'une forte suspicion réciproque. Zinoviev, qui avait lors du II^e congrès de l'IC tenté, contre la direction allemande alors soutenue par Radek, de favoriser un rapprochement avec le KAPD, avait re-

171 Ypsilon, *Stalintern*, p. 62.

172 Lettre de C. Zetkin à [Zinoviev], 1.3.1921, F.528/2/156, doc. 7, RGASPI.

173 Radek, *Soll die VKPD*, p. 91.

lancé après le congrès de Halle le processus de fusion afin «d'ajouter ainsi à la ligne sûre et correcte du parti allemand un peu de l'élan révolutionnaire qui [...] se trouve dans une proportion plus importante au sein du KAPD».¹⁷⁴ Une délégation du KAPD fut invitée en novembre à Moscou et malgré une très sévère critique de sa ligne politique elle avait obtenu de l'exécutif le statut de parti «sympathisant». Appuyé par une centrale allemande unanime, Levi avait dénoncé dans la *Rote Fahne* une «situation intenable» et ironisé sur les «coups de génie»¹⁷⁵ de l'exécutif. A peu près à la même époque, l'exécutif avait chargé Radek de procéder à une réorganisation de la structure du VKPD dont l'objectif visait clairement à casser les spécificités de chacune des deux composantes du nouveau parti. L'exécutif, qui exigeait le déplacement de la plupart des secrétaires de district, réussit à surmonter les résistances de Levi et des anciens dirigeants de l'USPD en utilisant la menace financière.¹⁷⁶ Dans l'immédiat les choses en restèrent là, mais il est fort probable que l'exécutif ait envisagé dès ce moment la nécessité de constituer pour l'avenir une nouvelle direction en Allemagne. Radek et après lui toute la littérature communiste tenteront de justifier ce fait par des critères d'ordre politique, «gauche» contre «droite», «révolutionnaires» contre «opportunistes». Cette explication est à mon sens totalement irrecevable. Levi n'était pas plus à droite que Brandler ou Clara Zetkin, ni d'ailleurs que Radek; il était en revanche moins disposé à accepter l'intervention directe de l'exécutif dans les affaires intérieures du parti allemand. Sur un point Radek avait vu juste: «C'est un pur hasard que l'affrontement ait éclaté lors de l'affaire italienne. Il aurait eu lieu de toute façon.»¹⁷⁷ En revanche, la cause n'en était pas une divergence de conception du communisme en Allemagne, mais bien deux interprétations contradictoires de ce que devaient être les rapports des sections nationales envers l'exécutif. Et dans cette perspective, Radek et Levi appartenaient bien, de par leur fonction si ce n'est de par leur caractère, à deux camps différents.

174 E. Meyer, cité par P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 448.

175 P. Levi, «Ein unhaltbare Situation», *RF*, 24.12.1920.

176 C. Geyer, *Die revolutionäre Illusion*, pp. 234-236.

177 Radek, *Soll die VKPD*, p. 35.

La crise italienne du parti allemand

Le premier accrochage sérieux entre Levi et l'exécutif éclata lors du congrès du parti italien de Livourne, auquel il participa à partir du 15 janvier 1921 en tant que représentant du parti allemand. Le parti italien représentait un cas à part dans la gauche européenne. Il avait résisté à la tentation chauvine qui emporta la plupart des partis socialistes, pris l'initiative de convoquer une conférence internationale qui fut à l'origine du mouvement de Zimmerwald et déclaré, avant même le deuxième congrès, son adhésion à l'IC naissante. Fort d'environ 200 000 membres, ce qui en faisait le parti le plus puissant après celui des Allemands, le PSI comprenait dans ses rangs un large éventail de tendances politiques, allant du gauchisme de Bordiga au réformisme déclaré de Turati, en passant par la tendance dite «communiste unitaire» de Serrati. Ce dernier, qui avait derrière lui 60% des délégués, acceptait les 21 conditions mais souhaitait pouvoir procéder à la scission au moment qu'il choisirait car il était convaincu de pouvoir gagner au communisme nombre de militants encore attachés à Turati. Levi ne contestait pas la nécessité de la scission, mais il espérait qu'elle se ferait entre Serrati et Turati et non pas à la gauche de Serrati, ce qui reviendrait à chasser du parti plus des deux tiers des militants. Avant son départ pour Livourne, il s'était d'ailleurs mis d'accord avec Radek, qui avait approuvé cette ligne¹⁷⁸, pour éviter un conflit entre eux en cas de désaccord avec les représentants de l'exécutif dont ils ne connaissaient pas encore les directives.

Dès son arrivée en Italie, la délégation allemande est horrifiée par l'attitude de Rakosi et Kabaktchiev, les deux représentants envoyés par l'exécutif. Rakosi déclare en privé à Clara Zetkin qu'il entend «faire un exemple à Livourne, car d'autres partis comme le parti français contiennent des éléments qui ne sont pas désirables [...] Un parti communiste ne doit pas se composer de recrues mais seulement de soldats [...] D'ailleurs le parti allemand est devenu trop gros, il doit redevenir plus petit.» La dirigeante allemande ne comprend pas que «dans une situation aussi difficile et délicate, le CEIC confie sa délégation à Livourne à un homme comme Rak[osi] qui ferait un bon représentant pour une secte mais qui n'a rien d'un dirigeant politique».¹⁷⁹ Un entretien avec Kabaktchiev confirme les craintes

178 Confirmé ultérieurement par Radek, P.B. [Radek], «Levi als sein eigener Historiker», *RF*, 16.4.1921.

179 Lettre de C. Zetkin à [Zinoviev], 1.3.1921, F.528/2/156, doc. 1-11, RGASPI.

des Allemands: «La scission avec le groupe de Serrati est l'objectif de l'Internationale communiste.»¹⁸⁰ Avec l'accord des deux délégués de l'exécutif, Levi rencontre aussi Serrati qui lui explique que, dans le contexte actuel d'affrontement avec les fascistes, il serait dangereux de se séparer de Turati dont le prestige est encore très grand. Levi se démène pour trouver un compromis, multiplie les pressions amicales sur Serrati, met en garde les délégués de l'exécutif mais sans jamais nier la nécessité de la scission ni remettre en cause leur autorité. L'intervention de Kabaktchiev, un rapport de 26 pages «presque exclusivement dirigé contre Serrati»¹⁸¹, a un effet désastreux sur une assemblée déjà remontée contre les «éminences grises» de l'exécutif. Le lendemain, alors que Levi a dû repartir en Allemagne, les partisans de Serrati refusent, tout en réitérant leur volonté d'adhérer à l'IC, de voter la résolution excluant Turati. Le parti communiste italien est né, mais sans les 100 000 militants communistes unitaires qui subissent la scission et sous la direction de dirigeants que l'on peut qualifier, par analogie à la situation allemande, de gauchistes. A son retour en Allemagne, Levi semble néanmoins convaincu que la scission n'est pas définitive, qu'il s'agit d'un malentendu que l'exécutif peut corriger en envoyant un nouvel émissaire en Italie.¹⁸² Il l'écrit à l'exécutif puis dans un article anonyme qui paraît dans la *Rote Fahne* du 23 janvier.

Contrairement aux espoirs de Levi, les délégués de l'exécutif n'ont pas outrepassé leur mandat: un télégramme, arrivé de Moscou au lendemain du départ de Levi pour Livourne, confirme que l'exécutif avait bien décidé de mener le combat contre Serrati.¹⁸³ Un malentendu existe bien, mais il porte selon Radek uniquement sur la question du devoir de solidarité de la centrale allemande à l'égard de l'action de l'exécutif et non pas sur une quelconque divergence d'interprétation de la situation italienne. En public Radek va défendre la scission sur la base d'une analyse qui tend à faire de Serrati et de ses partisans une tendance opportuniste, proche de celle des centristes allemands¹⁸⁴, mais plusieurs références permettent de soutenir

180 Rapport de Levi à l'exécutif sur le congrès du parti italien, 20.1.1921, publié par M. Drachkovitch et B. Lazitch, *The Comintern*, p. 275.

181 *Ibid.*, pp. 278-279.

182 *Ibid.*, p. 282.

183 Retrouvé par P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 462, notes 15-16, dans les archives de Levi.

184 P.B. [Radek], «Die Spaltung der italienische sozialistische Partei und die Kommunistische Internationale», *RF*, 26-27.2.1921.

qu'il ne désapprouve pas moins que Levi la constitution d'un parti communiste extrêmement minoritaire et soumis à l'influence de la gauche. A ce moment, l'essentiel pour Radek est de préserver l'autorité de l'exécutif alors que se multiplient dans plusieurs partis les remarques acerbes sur les «turkestanis»¹⁸⁵, les «plénipotentiaires», ces hommes de l'ombre accusés d'intriguer au nom de l'exécutif dans le dos des directions nationales. C'est ce qui explique son acharnement à placer le débat dans la seule perspective des relations de l'exécutif avec les sections nationales. Choix risqué puisqu'il contribue ainsi à entériner la soumission des sections nationales aux décisions du centre et que celles-ci sont souvent en contradiction avec ses propres analyses, mais il en accepte les conséquences car il considère que toute la mécanique de l'Internationale et sa propre autorité en Allemagne en dépendent. Sa marge de manœuvre me semble d'ailleurs presque nulle. A la différence de Levi ou de Serrati il n'a d'autre légitimité que celle que lui procure l'exécutif, et encore celle-ci est-elle très précaire, comme l'a révélé son renvoi du secrétariat durant l'été 1920. Depuis la défaite de l'Armée rouge en Pologne, il a retrouvé la confiance de Lénine¹⁸⁶, mais il sait que Zinoviev et Boukharine ne partagent pas son pessimisme sur le potentiel révolutionnaire de l'Europe et qu'il aura bien du mal à défendre la ligne du front uni face aux partisans de plus en plus nombreux d'une orientation plus offensive. Même si l'idée de soutenir Levi contre les délégués de l'exécutif l'avait effleuré, et je doute que ce fût le cas, cela aurait eu pour principale conséquence de le marginaliser en confortant ceux qui à Moscou et en Allemagne l'accusaient déjà de défaitisme révolutionnaire, mais cela n'aurait pas été suffisant pour renverser le rapport de force qui existait alors au sein de la délégation russe de l'exécutif. A l'inverse, en «sacrifiant» Levi, en se posant en défenseur rigide de l'autorité de l'exécutif contre les «tendances centristes» de Levi, Radek pouvait espérer se refaire une réputation d'intransigeance qui lui permettrait, du moins l'espérait-il, de retrouver une position de force à Moscou. Et Radek va en rajouter. Clara Zetkin, qui pourtant connaissait Radek de longue date, ne s'attendait apparemment pas à un tel comportement:

185 A son retour en Russie en 1920, Bela Kun avait été envoyé par Lénine au Turkestan, car il avait fait fusiller des soldats de Wrangel qui s'étaient rendus contre la promesse d'être épargnés.

186 «Je [Lénine] me suis dernièrement réconcilié avec lui [Radek]. Il nous est très utile.», C. Zetkin, «Souvenirs sur Lénine», p. 85.

L'attitude de Karl [Radek] fut très négative. Paul [Levi] s'était laissé convaincre que vous [Zinoviev] le respectiez et que vous reconnaissiez le bien-fondé de sa politique. Il s'était libéré de son hypersusceptibilité et de sa méfiance. L'attitude de Karl [Radek] a réveillé les vieux démons. [...] En parlant d'épée de Damoclès, il a conforté ceux qui dénonçaient déjà les bottes de cuir de Moscou. [...] Dès ce moment, les bonnes relations qui existaient originellement entre K. [Radek] et P. [Levi] étaient détruites. Personne ne pouvait se défaire de l'impression que Karl [Radek] travaillait contre Paul [Levi] et pour son éloignement de la centrale.¹⁸⁷

A-t-il pris seul l'initiative de la rupture avec Levi ou s'est-il contenté de suivre les directives de Zinoviev? La question reste ouverte en l'état de nos connaissances.¹⁸⁸ Son acharnement à personnaliser le débat autour de Levi semble en tout cas confirmer qu'il considère dès cet instant la rupture comme inéluctable.

Mis en cause personnellement par Radek qui l'accuse de rapporter des faits erronés et d'attaquer consciemment l'exécutif alors qu'il s'est contenté de présenter la position de la centrale, Levi dénonce avec indignation le double jeu de Radek avant de quitter la salle pour protester contre la violence de ses propos.¹⁸⁹ Le lendemain Radek lui fait parvenir une lettre d'excuses, à laquelle Levi répond le jour même. Dans cette dernière, il se défend d'avoir voulu faire porter à l'exécutif la responsabilité de la scission, considère qu'une correction des erreurs est encore possible, mais seulement si elle vient de Moscou, car «toute proposition ou toute critique de notre part ne pourrait rien changer, mais au contraire assombrir inutilement nos relations à l'égard de l'exécutif». Il termine en demandant à Radek si l'exécutif ou son délégué en Allemagne, c'est-à-dire Radek, souhaite qu'il abandonne son poste de président du parti.¹⁹⁰ La discussion reprend le 28 janvier en comité restreint. Cette fois Radek, qui intervient sous le pseudonyme de Max, ne conteste plus le désastre de Livourne: «Je suis convaincu que la scission italienne a fortement altéré les chances d'une révolution dans un futur proche. C'est une illusion de croire que

187 Lettre de C. Zetkin à [Zinoviev], 1.3.1921, F.528/2/156, doc. 5, RGASPI.

188 Lors du X^e congrès du PCR(b), en mars 1921, Zinoviev déclarera que «Radek avait été celui qui voulut ajourner la rupture avec Levi le plus longtemps possible» mais cela me semble néanmoins insuffisant pour trancher définitivement cette question. *Десятый Съезд РКП(б), Март 1921 года, Стенографический отчет*, Москва, Госиздат, 1963, p. 504.

189 Cité par P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 463.

190 Lettre de Levi à Radek, 27.7.1921, Nl. Levi, Mappe 43, box. 19, AdSD.

nous avons un parti communiste en Italie.»¹⁹¹ Mais selon lui, la «polémique qui l'oppose à Levi est moins liée à une interprétation divergente de la situation italienne, qu'à la question du rapport [de Levi] à l'Internationale communiste». ¹⁹² Radek se défend d'être favorable à une «allégeance aveugle à l'égard de l'exécutif», mais «il y a critique et critique» et l'Internationale ne peut tolérer le «scepticisme» qui se développe dans les partis occidentaux à l'égard de l'exécutif. Une partie des erreurs provient d'ailleurs de la faible participation des sections nationales au travail de l'exécutif et «le parti allemand, qui est le plus grand parti de l'Internationale après le parti russe, doit en assumer sa part de responsabilité». ¹⁹³

Levi commence sa réplique en soulignant son accord général avec les analyses de Radek, son refus de s'identifier à Serrati, son acceptation de la rupture avec Turati, mais lui aussi reconnaît implicitement que ce sont les relations entre l'exécutif et les sections nationales qui posent problème: «Nous sommes confrontés à une certaine méfiance et toute tentative de notre part pour critiquer une erreur de l'exécutif sera interprétée comme une démonstration d'opposition contre l'Internationale communiste.»¹⁹⁴ Levi n'ose poursuivre le débat sur la question des rapports entre l'exécutif et les sections nationales, il se contente d'invoquer son droit à la critique. Radek lui répond devoir de solidarité. Le ton peut bien être plus respectueux que lors des séances précédentes, c'est toujours une discussion de sourds. Pendant un moment la tension semble retomber et la centrale va réussir, après l'envoi d'une nouvelle lettre de Radek aux deux présidents du parti¹⁹⁵, à adopter à l'unanimité une résolution de compromis approuvant les décisions de l'exécutif, tout en souhaitant le rattachement au PCI des éléments communistes du groupe Serrati demeurés dans le PSI.¹⁹⁶

A l'extérieur de la centrale, la résolution du 1^{er} février n'obtient pas la même adhésion. La gauche dénonce une dérive opportuniste lorsque Levi la présente le 7 février aux responsables berlinois, mais c'est surtout l'exécutif qui commence à craindre pour son autorité lorsqu'il apprend que Serrati s'est rendu en Allemagne pour mener des entretiens avec Levi à

191 Rapport de Max [Radek] devant la centrale allemande du 28.1.1921, publié par M. Drachkovitch et B. Lazitch, *The Comintern*, p. 287.

192 *Ibid.*, p. 291.

193 *Ibid.*, p. 292.

194 Rapport de Levi devant la centrale allemande du 28.1.1921, *ibid.*, p. 293.

195 Radek, *Soll die VKPD*, pp. 48-50.

196 *Ibid.*, p. 51.

Berlin, puis avec Clara Zetkin à Hambourg.¹⁹⁷ Les critiques de Serrati contre les «éminence grises» de l'exécutif trouvent de nombreux échos en Allemagne, mais aussi en France,¹⁹⁸ en Yougoslavie et en Autriche.¹⁹⁹ Il est difficile de croire, et Radek lui-même semble en douter, que Levi ait vraiment envisagé de mener en compagnie de Serrati une fronde contre l'exécutif, mais sentant son pouvoir vaciller celui-ci se crispa sur sa position. De passage à Berlin, Rakosi, qui prétend avoir des éléments nouveaux, exige que la centrale adopte une nouvelle résolution sur la question italienne.²⁰⁰ Selon Clara Zetkin, le rapport de Rakosi n'apportait aucune révélation²⁰¹, mais Thalheimer et Stöcker acceptent de présenter un projet de résolution s'alignant totalement sur les positions de Rakosi. La résolution est repoussée à une large majorité de la centrale le 16 février, mais le 22 elle est adoptée par 28 voix contre 23 au CC.²⁰² Refusant d'assumer la responsabilité de cette politique cinq membres de la centrale, dont les deux présidents, Levi et Daümig, mais aussi Clara Zetkin, préfèrent se retirer volontairement. En votant la résolution de Rakosi la nouvelle centrale allemande reconnaissait qu'elle n'avait aucun désaccord de principe avec Levi mais elle affirmait son intention de coopérer loyalement avec l'exécutif.²⁰³ Elle entérinait en fait la soumission du parti allemand aux décisions des délégués de l'exécutif, engrenage dont elle n'allait pas tarder à subir les conséquences et dont aucune direction allemande ne réussira jamais à renverser la logique.

Reparti à Moscou début février, Radek n'a pas participé aux dernières péripéties qui ont conduit à la démission de Levi de la centrale. Il n'a pas non plus, selon toute vraisemblance, eu la possibilité de s'entretenir avec Rakosi avant son départ, il n'était donc pas informé de son intention d'imposer une nouvelle résolution dont personne ne pouvait douter qu'elle allait provoquer la rupture avec Levi.²⁰⁴ Cela n'enlève rien à sa responsa-

197 Lettre de C. Zetkin à [Zinoviev], 1.3.1921, F.528/2/156, doc. 6, RGASPI.

198 «Serrati a raison: méfions-nous des éminences grises!», J. Mesnil, «Le congrès de Livourne», *Revue communiste*, n° 12, février 1921, pp. 509-511.

199 P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 469.

200 Lettre de C. Zetkin à [Zinoviev], 1.3.1921, F.528/2/156, doc. 6, RGASPI.

201 Une interprétation que confirme la lecture de son discours. Discours de Rakotschin [Rakosi] devant la centrale allemande du 16.2.1921. NI. Levi, 126/120, doc. 27-47, SAPMO.

202 Déclaration de C. Zetkin, *Protokoll des III. Kongress der KI*, p. 285.

203 *RF*, 1.3.1921.

204 Rakosi n'était pas repassé par Moscou, il venait directement de Livourne.

bilité. Même si le clash avec Levi eut lieu en son absence et sans son approbation formelle, il est bien l'aboutissement du processus que Radek a sciemment engagé depuis quelques semaines en sapant systématiquement l'autorité de Levi, en prenant le risque d'appuyer les critiques de la gauche contre la «nouvelle droite» prétendument incarnée par Levi et surtout en canalisant le débat sur la seule question du rapport des sections nationales à l'exécutif. Le même jour, Zinoviev déclarait d'ailleurs à Moscou sans être contredit par Radek que l'exécutif n'avait pas exigé, bien que cela ait été nécessaire, la démission de Levi car il souhaitait que le parti allemand en prenne seul la responsabilité.²⁰⁵

Un exécutif ambigu

Lorsque Radek revient en Russie après plus de trois mois d'absence, les bolcheviks sont confrontés à une crise sans précédent. La défaite des troupes de Wrangel en Crimée en décembre 1920 a mis fin à la guerre civile et aux interventions étrangères, mais le pays est exsangue, la population épuisée par sept années de combat, la situation sanitaire proche de la catastrophe, les transports paralysés, le niveau de production industriel réduit au quart de ce qu'il était avant guerre, l'agriculture totalement désorganisée, la famine omniprésente. Paradoxalement le relâchement de la tension lié à la fin des combats et à la démobilisation d'une partie de l'Armée rouge favorise aussi un regain de contestation dont l'ampleur semble menacer l'existence même du régime. Des mouvements insurrectionnels de paysans éclatent dans plusieurs régions du pays, des bandes de soldats démobilisés se livrent à des actes de pillage systématiques, de vastes territoires échappent totalement au contrôle du parti et ses représentants sont parfois massacrés. Mais la contestation ne se limite pas aux paysans, elle touche aussi une partie importante des ouvriers. Nombre d'entre eux préfèrent quitter les villes pour échapper à la famine, les plus actifs ont grimpé dans l'appareil, ceux qui restent dans les usines participeront souvent, comme ce sera le cas à Petrograd, aux mouvements de grève et aux manifestations contre le pouvoir. Vainqueurs militairement, les bolcheviks semblent ainsi coupés du reste de la population, sans appui

205 Protocole de la séance du CEIC, 22-23.2.1921, publié par M.-L. Goldbach, *Karl Radek*, p. 143.

parmi les masses et même contestés dans leurs propres bastions comme le révélera l'insurrection de la base navale de Cronstadt. En l'absence de perspective révolutionnaire aux portes de la Russie²⁰⁶, un compromis avec la majorité de la population apparut à la plupart des membres du parti comme une condition pour la survie du régime.

Adopté par le parti lors du X^e congrès de mars 1921, le tournant de la NEP visait surtout à la stimulation de l'agriculture par la substitution d'un impôt en nature aux réquisitions, mais progressivement la NEP allait se traduire par le rétablissement de la liberté de commerce, le retour à l'économie monétaire, la réouverture des petites et moyennes entreprises et l'appel aux investisseurs étrangers. L'ampleur du tournant est telle que plusieurs observateurs étrangers envisagent la possibilité que le régime évolue vers la démocratie libérale.²⁰⁷ En réalité, la capitulation économique, après la capitulation militaire et diplomatique, a justement pour objectif de permettre aux bolcheviks de conserver le monopole du pouvoir politique. Adversaire acharné durant l'hiver 1917-1918 du compromis économique imposé par Lénine, Radek n'esquisse pas le moindre mouvement de protestation à l'égard du tournant de la NEP. Convaincu depuis 1919 de la lenteur du développement de la révolution européenne, il semble même considérer que la NEP s'inscrit dans le prolongement de ses propres analyses²⁰⁸:

Le changement de politique économique apparaît comme un recul, mais les avancées réalisées en 1918 – nationalisation générale, strangulation du petit commerce – étaient des mesures imposées par la guerre. D'un point de vue théorique, il était déjà évident à ce moment que l'on ne pourrait pas aller plus loin dans un pays aux structures petites-bourgeoises comme la Russie. Si par des concessions à la réalité notre situation se stabilise, alors cela aura beaucoup plus de significations que toutes les tentatives chimériques pour établir un ordre économique communiste dans un pays isolé comme la Russie.²⁰⁹

206 C. Geyer a évoqué dans ses mémoires la déception que suscita, chez Lénine et chez les autres dirigeants bolcheviques, sa présentation pessimiste des perspectives révolutionnaires en Allemagne. C. Geyer, *Die revolutionäre Illusion*, p. 258. Une appréciation largement confirmée par Radek qui arrive la semaine suivante.

207 E. Herriot, *La nouvelle Russie*, Paris, Ferenczi, 1922.

208 Pour convaincre les communistes allemands Radek leur demandera de se reporter à un discours qu'il avait fait le 27.2.1920, soit juste après son retour d'Allemagne: Radek, *Die innere und die äussere Lage Sowjetrusslands und die Aufgaben der KPR*, Leipzig, Franke, 1921.

209 Lettre de Radek à la centrale VKPD, 1.4.1921, Nl. Levi, Mappe 43, Box 19, doc. 4, AdSD.

La coïncidence chronologique entre le tournant de la NEP, l'insurrection de Cronstadt et l'action de mars en Allemagne a favorisé chez les contemporains l'idée que les bolcheviks auraient pu vouloir forcer un peu les événements en Europe pour épargner au régime le douloureux tournant de la NEP et effacer l'affront de la rébellion de Cronstadt. Mais, même si cette idée a dû effleurer certains dirigeants russes, en particulier Zinoviev²¹⁰, c'est surtout l'absence de ligne politique claire qui caractérise la position de l'exécutif durant ces dramatiques semaines de février et de mars 1921.

La réunion du petit bureau de l'exécutif, qui se tient le 21 février en présence de Radek, Zinoviev, Boukharine, Kun et Kleine-Gouralski, est totalement dédiée à la question allemande. Curt Geyer, qui vient d'arriver en Russie pour représenter le VKPD auprès de l'exécutif, en donne une description très critique: «La situation allemande ne fut pas examinée comme aurait dû le faire une direction politique, elle fut au contraire traitée comme l'aurait fait une instance de contrôle.»²¹¹ L'essentiel de la séance porta sur les «défaillances de la direction allemande», sur son «incapacité à activer le parti», sur son «manque de courage révolutionnaire», autant de caractéristiques censées révéler «l'orientation droitière» de la direction. A l'inverse, la tactique putschiste du KAPD bénéficiait d'une sympathie certaine de la part des dirigeants de l'exécutif.²¹² Le petit bureau se révèle, dans sa grande majorité, déterminé à imposer une ligne plus offensive à la section allemande. Seul Radek défend la politique de front uni engagée par la *Lettre ouverte* du 8 janvier en expliquant la nécessité de travailler sur la base de revendications économiques concrètes auxquelles les masses ouvrières pourraient adhérer. Kleine-Gouralski, soutenu par Boukharine et Zinoviev, lui oppose la nécessité d'actions violentes

210 Zinoviev avait à titre personnel au moins deux bonnes raisons d'être tenté par un tel scénario. D'abord, en tant que dirigeant de l'IC il pouvait craindre que la NEP ne marginalise un peu sa position. Ensuite, en tant que dirigeant de l'organisation communiste de Petrograd il se trouvait aux premières loges face à ceux qui contestaient la confiscation du pouvoir par les communistes. Mais même dans le cas précis de Zinoviev, personne n'a pu fournir de document attestant d'un ordre de mission en ce sens et il faut noter que l'insurrection de Cronstadt fut largement postérieure au départ de Kun et de ses camarades.

211 Lettre de C. Geyer à la centrale, [21.4.1921], NI. Paul Levi, 126/120, doc. 143, SAPMO.

212 *Ibid.*, doc. 144.

immédiates. Il est convaincu que les masses allemandes sont prêtes à riposter par les armes à une attaque des organisations d'extrême droite, même si pour obtenir ce résultat il convient de les provoquer un peu. Radek tient bon, ironise sur «la recette révolutionnaire de Boukharine», dénonce l'illusion selon laquelle les communistes seraient appuyés par les masses s'ils se lançaient dans des combats partiels²¹³ et réussit ainsi à empêcher que le petit bureau n'entérine ce qu'on appellera ultérieurement la «théorie de l'offensive». Mais c'est une victoire illusoire. Aucune ligne politique n'est clairement adoptée, la *Lettre ouverte* est considérée par le petit bureau comme «un tournant opportuniste, un facteur de passivité». La seule décision sur laquelle ils réussissent à s'entendre porte sur la réorganisation de la centrale: promotion de la gauche (Meyer, Frölich et Friesland), coopération avec les éléments «sains du centre» (Brandler, Zetkin), et isolement de l'aile droite (Levi).²¹⁴ Incapable de faire un choix politique, d'assumer devant le parti russe et les sections occidentales une ligne plus proche des positions gauchistes que des résolutions du II^e congrès, le petit bureau engage une lutte fractionnelle dans la centrale allemande sur les critères largement artificiels et mouvants de «gauche» et de «droite».

Le même scénario se reproduit lors des réunions de l'exécutif élargi des 22 et 23 février.²¹⁵ L'action «opportuniste» de Levi est condamnée à l'unanimité moins une voix. La politique de la *Lettre ouverte* suscite à nouveau de nombreuses critiques, mais l'intervention de Lénine, qui l'approuve, contraint ses adversaires à reculer.²¹⁶ C'est une nouvelle fois l'ambiguïté qui s'impose, tant les positions sont contradictoires. Seuls Geyer et Kun font preuve de cohérence en liant, bien que dans un sens contraire, la question de Levi à celle de la *Lettre ouverte*. Zinoviev navigue adroitement, en citant Radek lorsqu'il veut dénoncer l'opportunisme de Levi et de la centrale, ce qui lui permet de ne pas trop s'impliquer en public. La

213 *Ibid.*, doc. 145.

214 *Ibid.*, doc. 146. Confirmé par une déclaration de Radek au plénum du CC du PCR(b), 14-15.1.1924: «Zinoviev et Boukharine étaient des adversaires du front uni et seul Lénine m'a [Radek] sauvé du désaveu. Au dernier moment, il a téléphoné et soutenu notre proposition.» F.326/2/2, doc. 17, RGASPI.

215 Publié intégralement par M.-L. Goldbach qui en a retrouvé une copie dans les archives allemandes. M.-L. Goldbach, *Karl Radek*, pp. 135-143.

216 Lettre de C. Geyer à la centrale, [21.4.1921], NI. Paul Levi, 126/120, doc. 146, SAPMO.

position de Radek est quant à elle tout à fait intenable. Il accuse le VKPD de mener un «parlementarisme opportuniste», considère qu'il n'existe pas en Allemagne de véritable parti communiste, mais seulement «un enfant rachitique avec une tête hypertrophiée». Il compte sur le KAPD pour faire «contrepois à l'opportunisme des dirigeants du VKPD».²¹⁷ Il répète que «la situation n'est pas encore favorable pour un soulèvement direct, mais tout pourrait changer déjà demain».²¹⁸ Il veut imposer la ligne de la *Lettre ouverte* mais dénonce violemment l'opportunisme de tous ceux qui y sont favorables. Le représentant du KAPD jubile: «Radek a parlé avec pessimisme du VKPD [...] mais il est lui-même responsable de la politique du VKPD, il lui a fourni ses bases théoriques en expliquant dans sa brochure que la révolution allemande serait un processus de longue durée et en lui recommandant une politique opportuniste.»²¹⁹

Sur le moment Radek espère sûrement avoir suffisamment d'influence personnelle sur les membres de la centrale allemande pour freiner les excès révolutionnaires de l'exécutif. Peut-être escompte-t-il aussi récupérer en contrepartie de sa loyauté à l'égard de Zinoviev la direction effective du VKPD.²²⁰ Il a en fait contribué à briser toute capacité de résistance du parti allemand aux initiatives de Moscou. Officiellement la tactique de l'offensive a été repoussée mais ses partisans dominant désormais largement les instances dirigeantes du parti allemand et de l'Internationale. L'action de mars ne sera pas à proprement parler le résultat d'une décision du parti russe, mais elle sera le produit des mots d'ordre ambigus de l'exécutif, de ses méthodes fractionnelles au sein de la direction allemande et du choix pour le moins contestable de ses émissaires.

Radek n'évoquera jamais sa responsabilité sur les deux derniers points. Il reconnaîtra en revanche, dans un courrier ultérieur, réservé aux membres du BP russe, la responsabilité de l'exécutif sur le premier point:

Vous vous souvenez de la séance de l'exécutif après mon retour d'Allemagne, en février 1921, lorsque vous étiez tous contre la tactique du front uni. Vous vous êtes abstenus de toute attaque publique, mais vous avez occupé une position ambiguë. Kun

217 Protocole de la séance du CEIC, 22-23.2.1921, M.-L. Goldbach, *Karl Radek*, p. 138.

218 *Ibid.*

219 *Ibid.*

220 C. Geyer, *Die revolutionäre Illusion*, p. 237, laisse entendre que c'était la principale motivation de Radek.

et Gouralski ont commencé à évoquer en votre présence la provocation des Blancs comme voie vers la révolution. Je me suis contenté du fait que vous ne vous soyez pas exprimés ouvertement contre la tactique du front uni et je n'ai pas exigé de désaveu des idées aventuristes de Kun et Gouralski. Vous connaissez le résultat. Il est connu que vos divergences avec la ligne de la *Lettre ouverte* et les idées de Kun et Gouralski sur la provocation des Blancs ont joué un rôle lamentable dans le soulèvement de mars. Formellement nous avons eu raison de rejeter la responsabilité de ces événements, mais il est connu que nous portons une part de responsabilité politique.²²¹

«*Oui je vais leur apprendre à faire une révolution*»²²²

Telle est la situation lorsqu'à la fin février, Kun, Pogany et Gouralski partent pour l'Allemagne. Ils n'ont pas, nous l'avons dit, en l'état de nos connaissances reçu d'ordre de mission précis, du moins pas dans le sens d'une action immédiate²²³, mais tous sont d'inconditionnels partisans de la théorie de l'offensive, tous sont aussi mandatés par l'exécutif et personne en Allemagne n'osera imaginer que leurs mots d'ordre offensifs n'aient pas l'appui de Zinoviev.²²⁴ Les circonstances leur sont d'ailleurs extrêmement favorables. Kun s'attendait à rencontrer de fortes résistances, mais la centrale est depuis la démission du groupe de Levi et son remplacement par des hommes comme Frölich, Meyer et Eberlein, très nettement orientée à gauche. Après la crise provoquée par la résistance de Levi aux décisions de Rakosi, la centrale souhaite d'ailleurs, selon sa

221 Lettre de Radek à Zinoviev et Boukharine, copie aux autres membres du BP, 27.7.1923, F.326/2/21, doc. 23, RGASPI.

222 D'après les notes du camarade X, qui aurait accompagné Kun lors de sa mission en Allemagne, Ypsilon, *Stalintern*, p. 42.

223 Le 26 février Kun aurait eu selon son biographe une entrevue avec Lénine. G. Borsany, *The Life of a Communist Revolutionary, Bela Kun*, New York, Columbia University Press, 1993, p. 250. Nous n'en connaissons pas le contenu, mais l'appui apporté par Lénine à Radek sur la tactique de la *Lettre ouverte* et ses déclarations ultérieures (Lénine, *OC*, T. 32, p. 503) rendent peu crédible la thèse d'un soutien de Lénine à l'action de Kun.

224 Brandler écrira en 1954 que «Zinoviev avait envoyé Kun en Allemagne avec des instructions, et que pour l'essentiel ce dernier s'y serait tenu», mais il reconnaît n'en avoir aucune preuve. Cela confirme en tout cas que les Allemands se sentirent obligés de lui obéir car ils croyaient voir se profiler derrière lui l'ombre de Zinoviev. Lettre de H. Brandler à I. Deutscher, 16.11.1954, citée par H. Weber, *Unabhängige Kommunisten*, p. 121.

propre déclaration, faire preuve de sa bonne volonté à l'égard de l'exécutif, état d'esprit qui facilite la tâche des délégués. Sous le pseudonyme de Spanior²²⁵, Kun entame une véritable campagne pour expliquer aux Allemands sa théorie de l'offensive. Le camarade Thomas, qui assiste aux réunions en tant que responsable du bureau occidental de l'Internationale, raconte: «Par le ton de ses propos, je me rendis très vite compte qu'il allait tenter la grande aventure. Cela sentait la provocation à plein nez. Il ne me mit pas au courant de ses véritables plans, mais le sens général de ceux-ci était clair.»²²⁶ Kun rencontre bien quelques objections auprès de Clara Zetkin et des communistes polonais Warszawski et Lapinski, mais il reçoit une aide inattendue de la part de Radek. Sans savoir exactement ce qui se trame en Allemagne, ce dernier envoie à la centrale allemande, le 14 mars, une lettre que les tenants de l'offensive n'auront pas de peine à interpréter comme un signe d'encouragement:

La situation ici en Russie est la suivante: sommes contraints de faire d'importantes concessions aux paysans, ce qui signifie du point de vue économique un renforcement momentané des éléments capitalistes. A l'égard de l'extérieur: concessions. Gros travail pour conserver la capacité de combat de l'armée. Travail tout aussi gros pour porter l'arrière-garde épuisée du prolétariat vers l'avant-garde, lui donner du courage et la volonté de combattre. Le printemps et l'été seront très durs. Aide de l'extérieur pour rehausser la confiance des masses russes nécessaire.²²⁷

Radek reconnaît implicitement que, pour les bolcheviks, dans le contexte dramatique de l'insurrection de Cronstadt²²⁸ – une première tentative pour venir à bout des insurgés avait échoué le 8 – et du recul de la NEP – l'annonce par le congrès de la fin des réquisitions aura lieu le 15 soit le jour qui suit l'envoi de sa lettre – «l'aide» du prolétariat allemand serait la bienvenue. Certes il ne demande pas à la centrale de lancer le parti dans une aventure révolutionnaire telle que la conçoivent Kun et ses compagnons, mais il lui propose d'activer le parti au cas où...:

225 C'est l'orthographe utilisée par le camarade Thomas mais P. Broué l'écrit Spanier. Répertoire des pseudonymes, *Histoire de l'IC*, p. 945.

226 «Les premières années de l'IC», p. 25.

227 Lettre de Max [Radek] à Brandler, Thalheimer, Frölich, Meyer, Böttcher, Felix [Wolff-Rakov], 14.3.1921, Nl. Levi, Box. 19, Mapped 43, AdSD.

228 Le mot n'est jamais prononcé, mais la phrase consacrée aux militaires peut facilement être interprétée comme une allusion aux marins.

Tout dépend de la situation politique mondiale. Si la faille entre l'Entente et l'Allemagne s'agrandit, cela peut aboutir à une guerre avec la Pologne, alors nous parlerons. C'est précisément parce que ces possibilités existent que vous devez tout faire pour mobiliser le parti. On ne peut pas déclencher une action comme on tire un coup de revolver. Si, maintenant, vous ne faites pas tout, par une pression incessante en vue de l'action, pour donner à la masse communiste le sentiment qu'on a besoin d'elle, vous échouerez à nouveau au moment décisif. Lors des décisions politiques de portée mondiale, moins penser à la forme radicale, qu'à l'action, à mettre les masses en mouvement. Au cas où la guerre viendrait, ne pas penser à la paix, ni aux protestations, mais seulement à prendre les armes.²²⁹

Les résolutions du CC du VKPD des 16 et 17 mars s'inscrivent dans le prolongement de la lettre de Radek et du travail d'agitation mené par Kun depuis plusieurs semaines. La perspective du référendum sur la Haute-Silésie, où s'affrontent depuis des mois activistes polonais et corps francs allemands, sert de justification à l'activation du parti. Aucune action n'est projetée pour le moment, mais nombreux sont les partisans «d'une rupture complète avec le passé» pour «forcer le destin du parti et de la révolution».²³⁰ C'est finalement l'Oberpräsident de Saxe prussienne, Otto Hörsing, qui va forcer le destin des communistes allemands en déclarant le soir même son intention de faire occuper par la police les bastions industriels de Halle – mines de cuivre – et de Mansfield – usines chimiques – où les communistes détiennent des positions extrêmement fortes. A la différence de ce qui s'est passé dans les autres régions d'Allemagne, ces ouvriers n'ont jamais été désarmés et les affrontements avec les polices privées des usines y étaient chroniques. A terme une intervention du gouvernement était inévitable. La perspective d'une déflagration internationale esquissée par Radek ne s'était en rien confirmé, mais l'«état d'esprit offensif» qu'il avait lui-même contribué à insuffler à la centrale allemande se traduisit immédiatement par l'alignement de la centrale sur les mots d'ordre de Bela Kun. Le 18 mars, la *Rote Fahne* lance un appel qui symbolise la rupture réclamée par la gauche: «La classe ouvrière doit relever le défi. Chaque ouvrier doit oublier la loi et saisir des armes où il le peut.»²³¹

229 Lettre de Max [Radek] à Brandler, Thalheimer, Frölich, Meyer, Böttcher, Felix [Wolff-Rakov], 14.3.1921, Nl. Levi, Box. 19, Mapped 43, AdSD.

230 Déclaration de P. Frölich, cité par Malzahn lors du III^e congrès de l'IC, F.490/1/91, doc. 30, RGASPI.

231 «Klare Antwort», *RF*, 18.3.1921. Sans signature mais souvent attribué à Kun, G. Borsany, *Bela Kun*, p. 253.

Le 20 la *Rote Fahne* lance un ultimatum aux ouvriers indépendants et sociaux-démocrates: «Qui n'est pas avec nous est contre nous.»²³² Ces mots d'ordre de la centrale sont accueillis avec enthousiasme par le KAPD. Les groupes de combat du VKPD et du KAPD organisent des attentats et des coups de force, occupent des usines. Les «rebelle prolétariens» entrent en scène: Max Hölz²³³ et Plättner²³⁴ se lancent à la tête de commandos motorisés dans une guérilla révolutionnaire qui échappe totalement au contrôle des directions politiques. On assiste sporadiquement à de véritables mouvements spontanés de grève et à des insurrections, mais dans leur grande majorité les ouvriers ne bougent pas. Les craintes de Radek à l'égard de la «recette de l'offensive révolutionnaire»²³⁵ se vérifient dans leur intégralité: les mots d'ordre publiés dans la *Rote Fahne* ont créé un fossé insurmontable avec les ouvriers non communistes et même chez une partie de ses propres sympathisants qui désapprouvent les agissements des commandos de combat. De plus, les «objectifs de la lutte n'ont pas été clairement définis».²³⁶ L'appel à la grève générale lancé par le VKPD le 24 mars²³⁷ est un échec total. Le nombre des participants oscille selon les versions entre 200 000 et 500 000, alors que la centrale pensait pouvoir influencer 2 à 3 millions d'ouvriers.²³⁸ Coupé des masses, le parti retire son mot d'ordre le 31. Il est difficile d'estimer le nombre d'insurgés blessés ou tués – le chiffre le plus souvent cité est celui de 145 morts pour l'Allemagne centrale²³⁹ – mais les arrestations touchent plus de 4000 personnes dont de nombreux cadres du parti.²⁴⁰ Dans les semaines qui suivent, le VKPD perd plus de la moitié de ses militants. L'action de mars est un échec cuisant.

232 *RF*, 20.3.1921.

233 Cf. son témoignage sur ces événements, *Vom «Weissen Kreuz» zur roten Fahne*, Halle, Mitteldeutscher Verlag, 1981, pp. 192-231.

234 D. Authier et J. Barrot, *La gauche communiste*, pp. 168-170.

235 Déclaration de Radek lors de la réunion du petit bureau de l'exécutif du 21.2.1921, Nl. Paul Levi, 126/120, doc. 145, SAPMO.

236 Radek, *Soll die VKPD*, p. 69.

237 *RF*, 24.3.1921.

238 CC du 16 mars 1921, cité par P. Broué, *Histoire de l'IC*, p. 214.

239 S. Weber, *Ein kommunistischer Putsch? Märzaktion 1921 in Mitteldeutschland*, Berlin, Dietz, 1991, p. 179.

240 *Ibid.*, p. 220.

*«Il était en définitive nécessaire d'agir.
Et je crois que dans tous les cas cela fera avancer le parti»*²⁴¹

Si dans sa correspondance Radek évoque la possibilité que le mouvement de mars ne soit pas le résultat de l'action spontanée des masses comme le déclarera toujours la centrale, mais bien le résultat des actions du parti comme le dira Levi, s'il parle aussi de «mouvement précipité» et d'«erreur tactique» notamment à l'égard de la résolution du 17 mars²⁴², il refuse néanmoins de se désolidariser du parti allemand: «Je peux comprendre vos raisons [...] et même si l'affaire se termine par une défaite [...] il était en définitive nécessaire d'agir. Et je crois que dans tous les cas cela fera avancer le parti.»²⁴³ Telle n'est pas l'analyse de Levi qui, revenu suffisamment tôt à Berlin pour prendre conscience de l'ampleur du désastre, est décidé à demander l'arbitrage de Lénine. Il lui écrit le 27 mars: «La direction actuelle, je peux le dire avec certitude, va conduire le parti à un effondrement total dans un délai maximum de six mois.» Estimant que Lénine n'est peut-être pas informé de ce qui vient de se passer, il lui fait le récit des entretiens qu'il a eus avec Kun, son insistance à expliquer que «la Russie se trouvait dans une situation extrêmement difficile» et que «le parti allemand devait immédiatement passer à l'action». Levi décrit ensuite l'enchaînement dramatique des événements, les appels irresponsables de la centrale à l'insurrection armée, la confusion entre «actions partielles» destinées à rassembler les masses et «actions privées du parti» dont la seule conséquence fut d'opposer les communistes à la masse des prolétaires. Nous nous étions fixés comme objectif avec la *Lettre ouverte* de gagner «la confiance du prolétariat», mais «encore deux ou trois actions de ce genre [...] et le parti communiste sera à terre, détruit». Levi conclut en soulignant

241 Lettre de Max [Radek] à la centrale [du VKPD], 1.4.1921, Nl. Levi, Mapped 13, Box 19, AdSD.

242 Radek dira toujours que la centrale avait fait une erreur en voulant «rompre le rempart de passivité des masses ouvrières par des actions autonomes alors qu'il aurait fallu, conformément à la tactique de la *Lettre ouverte*, s'efforcer de rassembler les ouvriers». Radek, «Die innere und äussere Lage Deutschlands und die nächstens Aufgaben der VKPD», publié dans *Bericht über die Verhandlungen des 2.(7) Parteitages der KPD abgehalten in Jena vom 22. bis 26. August 1921*, Berlin, Hrsg. von der Zentrale der KPD, 1922, p. 175.

243 Lettre de Max [Radek] à la centrale [du VKPD], 1.4.1921, Nl. Levi, Mapped 13, Box 19, AdSD.

sa volonté de s'en remettre au jugement de Lénine, mais il annonce son intention d'écrire une brochure exposant son point de vue.²⁴⁴

Levi n'attend pas la réponse de Lénine, sa brochure *Notre voie: contre le putschisme*, est terminée le 4 avril. La question essentielle porte selon lui sur la relation des communistes au prolétariat. Or à cet égard il existe deux réponses possibles. L'une faite par Marx dans le *Manifeste*, selon laquelle les communistes n'ont pas d'intérêts distincts de ceux des travailleurs qui sont les véritables acteurs de la révolution²⁴⁵, et l'autre faite par Bakounine, Netchaïev et Blanqui, adoptée en mars par la centrale, selon laquelle une minorité consciente peut forcer le destin du prolétariat.²⁴⁶ Il ne tente pas d'opposer sa conception à la pratique des bolcheviks, il s'appuie au contraire sur l'exemple d'Octobre 1917 pour justifier ce qu'il appelle les trois conditions préalables à la prise du pouvoir: une majorité écrasante dans le prolétariat, la moitié des voix de l'armée et une prépondérance au moment décisif dans les villes et les principaux centres militaires²⁴⁷; des conditions que pour leur part les communistes allemands étaient très loin d'avoir réunies lorsque débuta l'action de mars. La responsabilité n'en revient d'ailleurs pas seulement à la centrale allemande et il se garde aussi d'accuser directement l'exécutif, «cela ne serait pas la première fois que les délégués de l'exécutif auraient outrepassé leurs directives»²⁴⁸, mais il refuse désormais d'escamoter la question, devenue essentielle depuis la scission de Livourne, du système des délégués:

C'est un système de sociétés secrètes. Ils ne travaillent jamais avec, mais toujours derrière et le plus souvent contre les centrales des partis nationaux. Ils ont la confiance de Moscou, les autres pas. C'est un système qui sape la confiance nécessaire pour une collaboration mutuelle entre l'exécutif et les partis adhérents. Ces camarades [les délégués] sont pour la plupart inutilisables pour la direction politique et indignes de confiance. L'état de désolation actuel résulte de l'absence d'une véritable direction politique au sommet. La seule chose que l'exécutif réussit à faire dans la situation présente est d'envoyer des rappels qui arrivent trop tard et des excommunications qui arrivent trop tôt. Une telle façon de diriger l'Internationale communiste ne peut déboucher sur rien si ce n'est des catastrophes. [...] L'exécutif ne se comporte pas autrement qu'une Tchéka agissant au-delà des frontières russes.²⁴⁹

244 Lettre de Levi à Lénine, 27.3.1921, Nl. Levi, 126/16, doc. 55-62, SAPMO.

245 P. Levi, *Unser Weg – Wider den Putschismus*, Berlin, A. Seehof, 1921, p. 21.

246 *Ibid.*, p. 40.

247 *Ibid.*, p. 26.

248 *Ibid.*, p. 29.

249 *Ibid.*, pp. 55-56.

Pendant quelques jours, il semble que Lénine se soit efforcé de ne pas envenimer le débat, plusieurs témoignages parlent de ses pressions sur Radek pour empêcher la publication d'un pamphlet incendiaire intitulé *Le renégat Levi*.²⁵⁰ Mais Lénine, totalement plongé dans les problèmes de politique intérieure, n'a pas de temps à consacrer aux questions du parti allemand et lorsqu'il réussit à répondre à Levi, il est déjà trop tard. Sur le fond, sa position n'est d'ailleurs pas si éloignée de celle de Radek²⁵¹, elle annonce déjà le compromis qui sera adopté au III^e congrès. Il reconnaît la possibilité «qu'un représentant de l'exécutif de l'Internationale ait proposé une tactique imbécile, gauchiste, d'action immédiate (pour aider les Russes)»²⁵², mais il condamne sans ambiguïté sa démission de la centrale, «une erreur impardonnable» et surtout la publication de sa brochure, qui ne peut avoir d'autre conséquence que d'aggraver les divergences. La discussion de l'action de mars reproduit le même clivage que le débat sur la question italienne: Levi veut un débat sur les fondements et la tactique du communisme en Allemagne, sur l'action de mars en tant que telle; les dirigeants bolcheviques lui répondent «discipline», «devoir de solidarité» et «patriotisme du parti». Mais cette fois Levi veut aller jusqu'au bout, obtenir le désaveu des méthodes de l'exécutif et non pas simplement la critique de telle ou telle personnalité «irresponsable»: une remise en cause qu'aucun dirigeant bolchevique, quelle que soit son appréciation des qualités de Levi²⁵³, ne peut accepter au moment où la Russie soviétique traverse la plus grave crise de son histoire. Radek considère pour sa part qu'il est trop tard pour reculer, qu'il faut au contraire profiter de la

250 «Les premières années de l'IC», p. 26. Cet article paraîtra néanmoins en conclusion de la brochure de Radek, *Soll die VKPD*, pp. 89-119, sous le titre «Der Fall Levi».

251 Le seul désaccord porte à ma connaissance sur la tactique à mener à l'égard des proches de Levi comme C. Zetkin. Radek aurait voulu les attaquer publiquement, mais «le vieux [Lénine], espérant qu'ils allaient se ressaisir, voulait retarder l'attaque». Lettre de Max [Radek] à la centrale [du VKPD], 1.4.1921, Nl. Levi, Mappe 13, Box 19, AdSD.

252 «Lettre de Lénine à Paul Levi et Clara Zetkin du 16.4.1921», publiée dans *Beitrag zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, 1963, n° 1, pp. 74-75.

253 Lénine répétera à plusieurs reprises «combien il estimait Paul Levi et appréciait ses capacités», mais «il y a malheureusement maintenant une affaire Levi. La faute en revient principalement à Paul Levi lui-même. Il s'est écarté de nous et, dans son entêtement, il est allé se jeter dans une impasse». C. Zetkin, «Souvenirs sur Lénine», p. 90.

«cristallisation de la droite»²⁵⁴ pour entériner un processus engagé depuis presque trois mois par l'exécutif et dont l'enjeu est la formation d'un groupe dirigeant qui désire se battre et que le parti est prêt à suivre».²⁵⁵ Sans même évoquer la question de sa propre responsabilité dans le déclenchement de l'action, il lui semble de toutes les façons totalement inconcevable de désavouer publiquement des combattants qui ont fait la preuve de leur engagement jusqu'au sacrifice de leur vie. «Toutes les défaites sont d'ailleurs utiles» et Radek n'est pas loin de penser comme Thalheimer que «l'action de mars a agi sur le parti comme un bain d'acier. On a effrayé ou effarouché tous les pourris. Les autres ne sont qu'isolés. Peu sans doute passeront de l'autre côté avec Paul Levi.»²⁵⁶

Le 4 avril, l'exécutif condamne la démission de Levi et de ses partisans de la centrale allemande sans même évoquer l'action de mars.²⁵⁷ Le 6 avril, il prend enfin position sur l'action de mars en envoyant à la centrale allemande un télégramme dans lequel il félicite le parti d'avoir «tourné une nouvelle page de l'histoire de la classe ouvrière allemande». Le 15 avril Levi est exclu du VKPD pour avoir «rompu la discipline révolutionnaire» en publiant, «sans l'accord des instances dirigeantes», «avant même la fin des combats», une brochure contenant de «fausses affirmations» et de «lourds soupçons à l'égard de la direction du parti».²⁵⁸ L'éditorial de Thalheimer dans la *Rote Fahne*, intitulé «La loi suprême», est totalement dédié à la question de la discipline:

Une organisation de combat comme le parti communiste ne peut vivre sans une discipline de fer. Paul Levi l'a ébranlée de l'intérieur. Et si cette discipline doit être respectée par chaque soldat du parti, elle doit l'être dix fois plus par ceux [...] sur lesquels se portent les regards du parti et des adversaires du parti. [...] En se séparant de Levi, le parti ne se sépare pas seulement d'une personnalité, d'un dirigeant, il se sépare de toute une conception passée de la discipline qui n'était pas suffisamment forte.²⁵⁹

254 Lettre de Max [Radek] à la centrale [du VKPD], 1.4.1921, NI. Levi, Mappe 13, Box 19, AdSD.

255 Lettre de Radek à Lénine, 1.6.1921, F.490/1/148, doc. 21-22, RGASPI.

256 Lettre de Thalheimer à Radek, 14.4.1921, NI. Levi, 126.20, SAPMO.

257 *RF*, 14.4.1921.

258 «Paul Levi aus der Partei ausgeschlossen», *RF* du 15.4.1921.

259 A. Thalheimer, «Das oberste Gesetz. Zum Ausschluss Paul Levi aus der Partei», *RF*, 15.4.1921.

A la différence de Lénine, Radek n'entendait pas se satisfaire d'une simple mesure de discipline qui laissait la porte ouverte à un éventuel retour de Levi. Dans les jours suivants, la *Rote Fahne* lance sur ses recommandations une campagne de dénigrement systématique contre celui qu'elle appelle désormais «le Serrati allemand».²⁶⁰ Le 18 avril, Radek publie une brochure qui est un travail de réécriture a posteriori de leurs divergences tendant à démontrer que les oscillations opportunistes de Levi lors de l'action de mars n'étaient pas un simple épisode, mais bien l'aboutissement naturel d'un glissement vers la droite, engagé de longue date.²⁶¹ Le 1^{er} mai, il profite de la réédition de sa brochure pour ajouter une partie intitulée *Le cas Levi*²⁶² qui n'est qu'une longue suite de calomnies.

Mais «l'intellectuel dilettante»²⁶³ fait preuve d'une remarquable combativité. Le 4 mai, il interpelle le comité central autour de la question *Quel est le crime? L'action de mars ou sa critique?*²⁶⁴ Il répète sa volonté de discuter de l'action de mars et non pas seulement de la discipline, mais il se permet cette fois d'ironiser sur la mauvaise foi de ses interlocuteurs, rappelle qu'à la veille de l'insurrection d'Octobre 1917, Zinoviev avait démissionné de la centrale et que Lénine avait rendu la polémique publique! L'exclusion est confirmée par le comité central, mais Levi continue la bataille en éditant, hors des réseaux du parti, une revue trimestrielle, *Der Sowjet*, qui revendique la qualité de journal communiste. Outre ses propres articles, Levi publie des contributions de Clara Zetkin, Ernst Daümig, Otto Jaus et Valerian Marcu.²⁶⁵ A la différence de Levi ils n'ont pas été exclus du parti, pas encore du moins, et ils recevront bientôt l'appui de Curt Geyer, le représentant du VKPD au sein de l'exécutif. La droite n'est pas la seule à critiquer les insuffisances d'une mesure purement disciplinaire. Maslov, Fischer et Reuter-Friesland, appuyés au sein de la centrale par Frölich et Thalheimer, veulent obtenir un désaveu de la *Lettre ouverte* et la condamnation des thèses sur la stabilisation du capitalisme en Occident, deux symptômes, selon eux, de l'opportunisme dans

260 «Der deutsche Serrati», *RF*, 15.4.1921, et P.B. [Radek], «Levi als sein eigener Historiker», *RF*, 16.4.1921.

261 Radek, *Soll die VKPD*.

262 Radek, «Der Fall Levi», *ibid.*, pp. 89-119.

263 *Ibid.*, p. 100.

264 P. Levi, *Was ist das Verbrechen? Die Märzaktion oder die Kritik daran? Rede aus der Sitzung des Zentralausschusses der VKPD am 4. Mai 1921*, Berlin, Seehof, 1921.

265 *Sowjet*, n° 1, Berlin, A. Seehof and Co., 1.5.1921.

l'Internationale.²⁶⁶ Décidés à profiter de la crise ouverte par la condamnation de Levi et le retrait de ses partisans, ils publient un recueil d'articles²⁶⁷ dont l'objectif est clairement de transformer l'action de mars en modèle d'offensive révolutionnaire.

Ce n'est dès lors plus seulement Levi qui est en cause, mais tout l'héritage politique de Radek en Allemagne. Ebranlée de l'intérieur, la centrale subit aussi de nombreuses attaques de l'extérieur: l'USPD et le SPD se contentent pour le moment de suivre ces règlements de comptes avec jubilation en publiant régulièrement des documents, mais le KAPD profite de l'occasion pour renvoyer dos à dos la nouvelle et l'ancienne centrale, en identifiant le chemin du Dr Levi à celui du VKPD et de l'Internationale.²⁶⁸ Il est clair dès ce moment que les discussions sur l'action de mars prennent une signification internationale et qu'une décision au sommet s'impose.

Un compromis préalable au sein du parti russe

Tous les dirigeants bolcheviques sont d'accord pour escamoter la question de la responsabilité de l'exécutif, tous sont pour la même raison unanimes dans leur condamnation de Levi qui, en publiant son pamphlet, s'est rangé aux côtés de la contre-révolution.²⁶⁹ Mais le désaccord est profond sur l'appréciation politique de l'action de mars; il révèle l'existence de deux interprétations divergentes des perspectives révolutionnaires en Europe et donc de la ligne à adopter. Radek avait été le premier et le plus constant défenseur de la thèse d'un processus révolutionnaire ralenti en Europe. Malgré une rhétorique plus «offensive» durant l'action de mars, il demeurait aussi, comme il l'avait écrit à la centrale le 7 avril, un partisan déclaré de la tactique de la *Lettre ouverte*, même s'il convenait peut-être d'en changer un peu la forme.²⁷⁰ Isolé au sein de l'exécutif et surtout

266 P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 504.

267 *Taktik und Organisation der revolutionären Offensive. Die Lehren der März-Aktion*, Berlin, s.n., 1921.

268 KAPD [souvent attribué à H. Gorter], *Der Weg des Dr. Levi. Der Weg der V.K.P.D.*, s.l., KAPD, 1921.

269 Déclaration de l'exécutif du 26.4.1921, J. Degras, *The Communist International*, T. 1, pp. 219-220.

270 Lettre de Karl [Radek] à la centrale [du VKPD], 7.4.1921, NI. Levi, Mapped 197, Box 90, AdSD.

au sein de sa composante russe, Radek avait demandé et obtenu l'appui de Lénine.²⁷¹ Trotsky qui n'avait eu que peu de temps à consacrer à l'Internationale jusqu'à la fin de la guerre civile, se rangea aussi du côté des partisans de la *Lettre ouverte*, craignant les effets désastreux de la théorie de l'offensive sur les autres sections de l'Internationale. Boukharine²⁷² et Zinoviev sont d'une tout autre opinion. C'est même leur refus d'accepter l'idée d'un reflux de la révolution en Europe et certainement aussi la crainte d'une marginalisation de l'Internationale dans le contexte de la NEP, qui expliquent leur soutien, implicite dans le cas de Zinoviev, explicite dans celui de Boukharine, à la philosophie de l'offensive de Bela Kun.

P. Broué parle d'un compromis entre deux groupes²⁷³, mais il faut plutôt considérer deux compromis et trois groupes. Le premier à l'intérieur de l'exécutif entre d'une part, Zinoviev et Boukharine, et de l'autre, Radek; puis un second avec le groupe Lénine-Trotsky. Car une fois encore Radek tente de concilier l'inconciliable: il se pose en ultra de la lutte contre les «levites» pour entériner la nomination au sein de la centrale allemande d'hommes qu'il considère comme ses proches, même s'ils sont souvent plus dans la ligne des thèses de Zinoviev que des siennes. Il considère que les tenants de l'offensive révolutionnaire ont commis beaucoup de fautes, que leur analyse de la situation allemande est erronée, «mais il ne faut pas le dire pour ne pas donner aux autres PC de prétextes à leur attentisme et pour ne pas donner la possibilité au gouvernement allemand de dénoncer chaque action en Allemagne comme une action menée sur l'ordre de l'exécutif».²⁷⁴ Il espère en définitive obtenir la condamnation de la théorie de l'offensive et l'inscription au sein du programme de l'Internationale de la tactique du front uni, mais en évitant soigneusement que cela n'apparaisse comme un ralliement aux positions des centristes. Pour ambiguë qu'elle soit, sa position n'est pas unique. Il semble qu'elle soit relayée au sein de la centrale allemande par un homme comme Brandler dont l'attitude a suivi durant les trois derniers mois les mêmes oscillations que les siennes. Proche des milieux syndicaux, parti-

271 Le changement de position de Lénine sur cette question date apparemment de décembre 1920. Son appui à la *Lettre ouverte* qu'il qualifie d'initiative exemplaire, fut immédiat.

272 S. Cohen, *Nicolas Boukharine. La vie d'un bolchevik*, Paris, Maspero, 1979, p. 180.

273 P. Broué, *Trotsky*, p. 345.

274 Lettre de Radek à Lénine, 1.6.1921, F.490/1/148, doc. 21-22, RGASPI.

san de la première heure du front uni, ce dernier avait dirigé le parti dans l'action de mars, mais sa première intervention après l'action souligne sa volonté de ramener le parti sur la voie des mots d'ordre concrets du type de la *Lettre ouverte*.²⁷⁵ Radek saura d'ailleurs profiter des circonstances pour atteindre son objectif. Boukharine a dû partir en Suisse chez Grimm pour accompagner sa femme malade, alors que de son côté Zinoviev, certainement désireux de ne pas assumer la responsabilité d'une opposition à Lénine, pousse Radek sur le devant de la scène et le laisse défendre la position de l'exécutif.²⁷⁶ Mais Radek mène son propre jeu: il s'oppose à Trotsky qui lui envoie ses thèses pour éviter une condamnation trop sévère de l'action de mars. Il accepte même d'inclure, contre l'avis de Lénine²⁷⁷ et contre ses propres convictions²⁷⁸, certains amendements de Thalheimer et Kun, et propose en définitive de qualifier l'action de mars de «défense active»²⁷⁹. Mais sur le fond – lenteur du processus révolutionnaire en Europe et tactique du front uni – son projet de résolution est plus proche des thèses de Lénine et de Trotsky que de celles de l'exécutif, ce que Zinoviev lui reprochera d'ailleurs ultérieurement.²⁸⁰

Craignant que le compromis ainsi élaboré au sein du parti russe – on ne condamne pas l'action de mars comme un putsch, mais on liquide la théorie de l'offensive – ne soit rejeté par le congrès de l'Internationale, Lénine intervient durant les semaines qui suivent directement au sein de la délégation allemande. Dans une séance publique, il s'en prend violemment à Heckert et Frölich, accusés d'avoir inventé «une théorie absurde [La théorie de l'offensive] qui offre la possibilité à toutes les autorités policières et réactionnaires de présenter les communistes comme les initiateurs de l'agression».²⁸¹ Mais il n'est pas moins sévère avec les partisans de Levi qui comme Clara Zetkin veulent une condamnation sans équivoque de l'action de mars:

275 Lettre de Brandler à la centrale, 17.6.1921, *Sowjet*, n° 6, 1921, pp. 172-174.

276 Extrait du sténogramme du BP du 18.3.1926 fait par Trotsky, cité par P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 512.

277 Selon Lénine, Radek avait «abîmé son projet initial par toute une série de concessions aux sornettes de gauches», Lénine, *OC*, T. 42, p. 330.

278 Lettre de Radek à Lénine, 1.6.1921, F.490/1/148, doc. 21-22, RGASPI.

279 Radek, «Die Krisis in der deutschen Kommunistischen Partei – Die internationale Bedeutung der deutschen Ereignisse», *Inprekorr*, n° 7, 17.5.1921.

280 P. Broué, *Trotsky*, p. 345.

281 F. Heckert, «Mes rencontre avec Lénine», dans *Lénine tel qu'il fut: souvenirs de contemporains*, T. 3, Moscou, Ed. du progrès, 1959, p. 805.

Vous autres, adversaires de l'action de mars, vous n'avez vu que les graves erreurs politiques de la centrale et leurs conséquences fâcheuses et vous n'avez pas vu les ouvriers en lutte en Allemagne moyenne. [...] Le congrès tordra le cou à cette fameuse théorie de l'offensive, il sanctionnera la tactique qui répond à vos conceptions. En revanche il faudra qu'il console les partisans de la théorie de l'offensive en leur donnant quelques miettes [...] Si l'on veut que cette tactique soit appliquée le plus rapidement possible et sans trop de résistance, il ne faut pas que nos chers camarades de gauche rentrent chez eux par trop humiliés et par trop irrités.²⁸²

Le troisième congrès de l'IC se déroule dans une ambiance beaucoup plus tendue que les deux précédents. Les critiques fusent de tous les côtés: la centrale allemande, appuyée par les Italiens, mais aussi par Kun et Rakosi, dénonce le tournant droitier du parti russe et de l'Internationale; les mots d'ordre du KAPD contre «la dictature de Moscou», relayés par ceux de Levi et Serrati contre «les éminences grises» de «la nouvelle Tchéka», rencontrent de nombreux échos parmi les intervenants. Le rapport du CEIC présenté par Zinoviev esquive totalement la question de la responsabilité de l'exécutif dans l'action de mars – celle-ci n'est d'ailleurs nullement abordée sur le fond. Avant toute discussion, l'exécutif exige un vote de confiance sur son bilan, ce qui revient à entériner la scission de Livourne, l'exclusion de Levi et l'action de mars, avant même d'avoir entamé la discussion. Toute allusion aux erreurs de la centrale et de l'exécutif est immédiatement présentée comme une remise en cause de l'autorité de l'Internationale, mais si les opposants veulent aborder la question du fonctionnement de l'exécutif, ils sont taxés d'opportunistes. Une nouvelle fois, les mesures disciplinaires font office de ligne politique.

Les interventions de Radek sont à l'image du double jeu qu'il mène depuis le début de l'année, entretenant sciemment la confusion entre les critiques d'ordre politique et celles qui portent sur le fonctionnement de l'exécutif:

Je m'attendais à voir les camarades d'Europe occidentale et centrale prendre la parole pour réciter la litanie des péchés de l'exécutif, pour énumérer devant le congrès toutes nos fautes et conclure qu'ils ne voudraient plus rien avoir en commun avec le monstre et son antre. [...] Or je n'ai rien entendu de ces griefs. [sic] Le camarade Neumann se croit, et il a tort, envoyé à Moscou par ses commettants pour discuter de la question communiste et le camarade Malzahn affirme avoir bien agi en disant après l'aventure de mars 1921 qu'on avait eu tort de l'entreprendre. Eh bien camarades, le proverbe russe dit en pareil cas: «Il vous en cuirra». Puisque vous ne nous critiquez pas, nous vous questionnerons.²⁸³

282 C. Zetkin, «Souvenirs sur Lénine», p. 88.

283 Déclaration de Radek à la séance du 26.6.1921, F.490/1/60, doc. 36, RGASPI.

Radek se donne beaucoup de mal pour faire perdre toute lisibilité aux débats, pour réduire la question de l'action de mars à la seule question Levi et celle des masses italiennes restées à l'extérieur du parti, au cas Serrati. S'appuyant systématiquement sur sa qualité de membre de l'exécutif, il joue les grands inquisiteurs, distribue les insultes à gauche et à droite avec une rare mauvaise foi – «Levi ne descendit jamais dans les tranchées de la révolution»²⁸⁴ –, ironise sur Pannekoek «l'astronome» et Gorter «le poète», s'acharne sur les personnes au lieu de répondre sur le fond. La duplicité de sa position politique apparaît clairement dans la lettre qu'il propose d'envoyer au nom de l'exécutif au prolétariat allemand :

L'IC est adversaire de la terreur et des actes de sabotage individuel qui ne servent pas directement aux buts de combat de la guerre civile, elle condamne la guerre des francs-tireurs menée en dehors de la direction politique du prolétariat révolutionnaire. Mais l'IC voit en Max Hölz l'un des plus courageux rebelles contre la société capitaliste.²⁸⁵

Son rapport sur la tactique de l'Internationale s'inscrit dans la même perspective. Il souligne les nombreuses erreurs commises par la centrale allemande lors de l'action de mars, l'«absurdité de la théorie de l'offensive», l'incapacité de la direction à mobiliser les masses, mais «malgré ces erreurs et en dépit des pertes, le parti est sorti de la lutte plus affermi et plus fort car il a manifesté sa volonté de combattre».²⁸⁶ D'autres partis, comme le parti italien en septembre 1920 et le parti tchécoslovaque en décembre de la même année, ont évité ces erreurs et refusé de se lancer dans un affrontement, considérant que les masses n'étaient pas mûres. Mais le résultat est dans ces pays bien pire qu'en Allemagne, «car ces partis ont montré à leurs bourgeoisies qu'ils craignaient la lutte».²⁸⁷ L'ambiguïté de ce discours n'échappe à aucun des délégués : le représentant du KAPD y voit «la confirmation de ses thèses»²⁸⁸, un partisan de Levi «la confirmation de ses critiques»²⁸⁹, mais tous deux reprochent aussi à Radek d'avoir un double discours, de défendre en public une position de compromis pour escamoter la responsabilité de l'exécutif.

284 *Ibid.*, doc. 37, RGASPI.

285 *Thèses, manifestes et résolutions*, p. 139.

286 Rapport de Radek à la dixième séance du congrès, F.490/1/81, doc. 50, RGASPI.

287 *Ibid.*, doc. 20.

288 Déclaration d'Engel [KAPD] sur le rapport Radek, F.490/1/86, doc. 33, RGASPI.

289 Déclaration de Malzahn [VKPD, tendance Levi] sur le rapport Radek, F.490/1/91, doc. 38, RGASPI.

Malgré ces dérapages et les attaques des gauchistes, le congrès se déroula conformément aux plans élaborés par la direction russe: la théorie de l'offensive fut condamnée sans que l'action de mars soit désavouée et la tactique des fronts unis²⁹⁰ consacrée comme initiative modèle. Mais toute l'hypocrisie de ce compromis apparaît lors de la désignation de la nouvelle direction: sur les sept membres du petit bureau de l'exécutif, la direction effective de l'Internationale officialisée le mois suivant sous le titre de présidium, cinq au moins – Zinoviev, Boukharine, Heckert, Gennari et Kun –²⁹¹ sont plus proches des thèses gauchistes que de la ligne du front uni. Or loin d'envisager une modification des relations entre les sections nationales et l'exécutif, le congrès avait institutionnalisé le rapport de force existant en faveur de l'exécutif et de ses émissaires.²⁹²

De la difficulté de faire du Levi sans Levi

Si Radek pouvait faire du III^e congrès un bilan relativement positif dans la mesure où il avait obtenu l'exclusion de Levi et la confirmation de la tactique du front uni, les résultats étaient tout autres pour le parti allemand. Outre les pertes entraînées par l'action de mars et la chute des effectifs qui s'ensuivit, le parti subissait de plein fouet les contradictions de la ligne de l'exécutif. Comment en effet expliquer aux militants que Levi, qui avait été le principal opposant à l'action de mars, action désormais condamnée par l'IC et les principaux dirigeants russes, ait été exclu du parti alors que les dirigeants qui avaient accompagné l'offensive, sans même parler de Kun qui en avait été l'initiateur, se retrouvaient à la tête du parti et de l'Internationale? Nombreux étaient aussi ceux qui, comme Maslov et Fischer, déclaraient partout que «Levi était ressorti politiquement vainqueur du III^e congrès» et que le compromis imposé par le parti russe signifiait clairement un «recul vers la droite».²⁹³ Pour gérer cette situation paradoxale qu'il a lui-même contribué à créer, Radek

290 *Thèses, manifestes et résolutions*, pp. 140-141.

291 Les deux autres sont Radek et Souvarine.

292 «Le parti dans son ensemble est sous la direction de l'IC», *Thèses, manifestes et résolutions*, p. 120.

293 Lettre de Radek à la centrale, 28.7.1921, I 6/10/52, doc. 51, SAPMO.

recourt une fois encore au double discours²⁹⁴. Il laisse entendre que l'analyse de Trotsky sur l'action de mars ne représente pas la ligne du bureau russe²⁹⁵, mais il se sent aussi obligé de mettre en garde la centrale contre toute nouvelle aventure révolutionnaire: «Le parti est beaucoup trop faible, il ne pourra mener de nouvelles offensives pendant plusieurs mois.»²⁹⁶ L'essentiel est selon lui que le parti reprenne au niveau local l'initiative du front uni dont se servent désormais les dirigeants sociaux-démocrates et indépendants pour faire porter aux communistes la responsabilité de la division du mouvement ouvrier.

Mais le réalignement du parti sur la ligne de la *Lettre ouverte* se heurte à de nombreux obstacles. A l'exception de Brandler qui est toujours en prison, la nouvelle direction rechigne à opérer ce qu'elle interprète clairement comme un nouveau tournant, ou du moins comme une concession aux thèses de Levi.²⁹⁷ La centrale est, selon Clara Zetkin, démunie et désunie, «sans orientation politique précise, sans chef respecté».²⁹⁸ Seule l'opposition de gauche qui a réussi à se constituer de véritables bastions autour de Maslov et Ruth Fischer à Berlin²⁹⁹, d'Urbahns et de Thaelmann à Hambourg, semble sûre de ses convictions,³⁰⁰ mais le front uni ne fait nullement partie de ses objectifs. Ce contexte d'incertitude, de méfiance réciproque, atteint son paroxysme lors du VII^e congrès du parti allemand organisé à Iéna du 22 au 26 août 1921. La tension est telle que Clara Zetkin accuse l'exécutif d'avoir retardé la publication en allemand des discours de Lénine et de Trotsky pour en empêcher une large diffusion parmi les militants.³⁰¹ Radek joue une nouvelle fois aux équilibristes. Il continue ses attaques contre les «levites», en particulier Clara Zetkin qu'il accuse de vouloir «différer toute action du parti»³⁰², tout en défendant

294 Paul Levi, «Karl gegen Karl», *Unser Weg*, n° 1/2, 1921, s'amuse d'ailleurs à opposer les positions de K. Radek à celles de K. Bremer [Radek].

295 Lettre de Radek à la centrale [VKPD], 28.7.1921, I 6/10/52, doc. 52, SAPMO.

296 *Ibid.*, doc. 51.

297 Levi expose à ce moment sa conviction que le parti allemand doit absolument revenir à la tactique de la *Lettre ouverte*, «Die Aufgaben der Kommunisten», *Sowjet*, n° 5, 1.7.1921.

298 Lettre de C. Zetkin à Zinoviev, 6.8.1921, I 6/10/52, doc. 56, SAPMO.

299 P. Broué parle à propos de la gauche berlinoise de «parti dans le parti, avec sa physionomie propre et ses caractéristiques», P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 557.

300 Lettre de C. Zetkin à Zinoviev, 6.8.1921, I 6/10/52, doc. 57, SAPMO.

301 *Ibid.*, doc. 58.

302 Radek, «Der 3. Weltkongress über die Märzaktion und die weitere Taktik», *RF*, 14-15.7.1921.

avec acharnement dans chacun de ses articles et chacune de ses lettres à la centrale la nécessité de ramener le parti sur la ligne du front uni.³⁰³ Craignant un moment que l'attitude de Radek ne détache Clara Zetkin du parti et ne la pousse dans les bras de Levi, Lénine l'accuse de «violer au moyen de ses polémiques le traité de paix»³⁰⁴ conclu à Moscou. Mais les attaques de Radek contre Clara Zetkin, comme précédemment celles contre Levi, relèvent de la tactique politicienne, de la volonté d'apaiser la gauche pour lui faire digérer plus facilement les résolutions du III^e congrès, dont personne n'ignore et surtout pas Radek, qu'elles donnent raison à Levi. C'est pourquoi Radek se donne tant de mal pour éviter de qualifier ces résolutions de «nouvelle ligne» et qu'il préfère au contraire les inscrire dans la «continuité de la ligne du II^e congrès».³⁰⁵

Malgré la confusion qui semble gagner l'exécutif³⁰⁶ et les hésitations de la centrale, le congrès allemand confirma la ligne adoptée à Moscou. L'inscription dans le programme du parti allemand du front uni n'était pas pour Radek, comme ce fut le cas pour Zinoviev et le reste de l'exécutif, une concession faite à Lénine. S'il existait un point sur lequel Radek avait fait preuve de constance c'était bien sur la question du front uni. Il en avait été l'initiateur, l'unique défenseur au sein de l'exécutif, malgré quelques ambiguïtés durant la crise de mars, et il ne cessera jamais de le soutenir durant les deux années qu'il consacra encore au parti allemand. Il sera aussi le premier à tirer les conséquences de cette politique en proposant le mot d'ordre de gouvernement ouvrier comme prolongement

303 Il est par exemple le principal artisan de l'inscription dans le programme du parti d'une révision de l'impôt, une mesure initialement proposée par Levi qui servira de point de départ à la politique du front uni. Lettre de Radek à la centrale, 14.8.1921, I 6/10/52, doc. 72, SAPMO.

304 «Lettre de Lénine aux ouvriers allemands», 14.8.1921, OC, T. 32, p. 549.

305 Lettre de Radek à Zinoviev, 15.9.1921, F.324/2/82, doc. 1, RGASPI.

306 Il était de tradition que l'exécutif envoie au parti une lettre contenant ses recommandations pour le congrès, mais cette fois le parti allemand ne reçut pas moins de trois lettres officielles: la 1^{re} signée de Zinoviev datée du 13.8.1921, (publiée en français dans le *Bulletin du CEIC*, n° 1, 8.9.1921, pp. 20-26), la 2^e de Lénine («Lettre de Lénine aux ouvriers allemands», 14.8.1921) et une 3^e de Radek («Die innere und äussere Lage Deutschlands», pp. 174-184). Sur le fond, elles confirmaient toutes les trois les décisions du III^e congrès, mais comportaient comme par le passé différentes méthodes pour lutter contre les tendances centriste et gauchiste à l'intérieur du parti.

naturel de la tactique du front uni.³⁰⁷ Pourtant, on ne peut s'empêcher de s'interroger sur la perspicacité des choix de Radek. Partisan convaincu du front uni, il avait, pour préserver l'autorité de l'exécutif et sa propre autorité, accepté de sacrifier tous ceux qui en Allemagne partageaient ses convictions sur ce point. Or les résolutions du congrès de Iéna ne reflétaient pas la réalité du nouveau rapport des forces au sein du parti allemand. Comme le notait justement Clara Zetkin, la composition de la centrale, du comité central et de la commission de révision témoignait de la victoire de la gauche.³⁰⁸ Le même décalage, entre la ligne politique adoptée et les personnes choisies pour l'appliquer, se retrouvait au sein de l'exécutif. Mais Radek ne semblait pas s'inquiéter d'un tel paradoxe. Plus le parti menait une politique proche de celle de Levi, plus il lui semblait nécessaire de lutter contre les éléments «centristes» pour pouvoir disposer, le jour où se poserait à nouveau la question de la conquête du pouvoir, d'une direction décidée à mener le parti au combat.³⁰⁹

A l'automne, l'exécutif s'inquiète d'un nouveau regain d'influence des «levites». Curt Geyer et trois anciens communistes, dont Daümig l'ancien président du parti, rejoignent Levi pour former le KAG (Communauté communiste de travail). Pourtant ancien gauchiste, formé à Moscou dans l'entourage de Radek, le nouveau président du VKPD, Reuter-Friesland, est accusé de laxisme à l'égard du KAG. Les craintes de l'exécutif s'amplifient encore avec la publication par le *Vorwärts*, fin novembre, de nombreux documents confirmant les accusations de Levi à propos des actes de provocation des communistes et de l'ingérence de l'exécutif lors de l'action de mars.³¹⁰ Friesland s'en prend désormais directement à Radek, ac-

307 Radek commence à évoquer le gouvernement ouvrier le 10.11.1921. Lettre de Radek à la centrale, I 6/10/52, doc. 162-167, SAPMO, il développera ce thème publiquement le mois suivant: K. Bremer [Radek], «Die nahende Zusammenbruch der deutschen Bourgeoisie und die KPD», *RF*, 18.12.1921.

308 Lettre de C. Zetkin à Zinoviev, 9.9.1921, F.528/2/25, doc. 2, RGASPI.

309 «Inutile de vous dire que je ne renonce en rien à la tactique de la *Lettre ouverte* de Levi. J'aspire à la création d'un front uni avec les syndicats, mais en même temps je suis sûr que cet automne, lors de la campagne sur les impôts, alors qu'avec la vague de grève provoquée par la vie chère les choses reprendront leur cours, et que les syndicats trahiront et que les grèves sauvages reprendront [...] c'est à ce moment que se poseront les questions essentielles pour le parti.» Lettre de Radek à Zinoviev, 15.9.1921, F.324/2/82, doc. 2, RGASPI.

310 *Vorwärts*, 28.11.1921. Radek publiera deux articles censés répondre aux révélations du *Vorwärts*, «Was enthüllen die Enthüllungen des Vorwärts?», I-II, *RF*, 21-22.12.1921, mais il s'agit d'une réponse politique, «les sociaux-démocrates veulent compromettre

cusé d'intervenir dans les affaires du parti allemand en publiant dans la *Rote Fahne* des articles qui court-circuitent les décisions de la centrale. La polémique porte aussi sur le rôle de Felix Wolf[f], accusé d'intriguer pour Radek dans le dos de la centrale en faisant parvenir à Moscou des rapports hebdomadaires échappant totalement au contrôle des dirigeants allemands.³¹¹ Les accusations de Friesland dépassent largement la personne de Radek: elles remettent sur le tapis la question des rapports entre l'exécutif et les sections nationales, en exigeant notamment un droit de contrôle de la centrale sur toutes les publications en allemand de l'Internationale.³¹² Mais une fois encore, il n'est pas question pour l'exécutif d'accepter une telle remise en cause de son autorité: d'abord écarté de ses fonctions, Friesland sera finalement exclu le 22 janvier 1922.³¹³

Les partis allemand et italien ne furent pas les seuls à faire les frais du tournant disciplinaire entamé par l'Internationale en 1921. L'Internationale de la jeunesse communiste, la KIM, qui s'était développée de façon indépendante, passa au mois de juillet sous le contrôle du Comintern et de son exécutif.³¹⁴ L'Internationale syndicale rouge, le Profintern, dont l'objectif était pourtant de conquérir les masses ouvrières qui n'étaient pas encore communistes, connut le même destin. Le mouvement de subordination des organisations internationales parallèles et des sections nationales à l'égard de l'exécutif en général, et du PC russe en particulier, allait encore s'étendre sur plusieurs années³¹⁵, mais c'est bien en 1921,

les communistes car ils ont peur de l'unité de la classe ouvrière», et en aucun cas d'une réponse sur le fond.

311 Radek ne se cachait pas d'utiliser Wolf[f] comme «homme de liaison», il avait d'ailleurs pris la peine de prévenir la centrale début août de l'arrivée de Wolf[f] en Allemagne et il demandait à la centrale de lui remettre tous les documents qui pourraient lui être utiles pour remplir sa mission. Lettre de Radek à la centrale, 2.8.1921, I 6/10/52, doc. 55, SAPMO.

312 Reuter-Friesland, «Zur Krise unserer Partei», E. Reuter, *Erster Band*, p. 601.

313 W. Brandt, R. Lowenthal, *Ernst Reuter*, p. 203.

314 J. Kotek, *La jeune garde. La jeunesse entre KGB et CIA 1917-1989*, Paris, Seuil, 1998, pp. 24-25.

315 Parmi ces étapes, il faut évoquer la pratique initiée en février 1922 des séances de l'exécutif élargi, sorte de petit congrès qui se réunira dès lors deux fois par an. Cette pratique et l'institutionnalisation du présidium se firent aux dépens de l'exécutif et des congrès ordinaires. Sur la question spécifique de la prépondérance russe au sein de l'IC, l'étape essentielle fut la décision du BP russe d'augmenter le nombre de ses représentants au sein de l'exécutif. Compte rendu du BP du PCR[b], 1.11.1922, F.17/3/320, point 23, RGASPI.

entre Livourne et le III^e congrès de l'Internationale, que la question fut tranchée.

Malgré son importance, il n'existe pas dans la littérature historique ou militante de terme spécifique pour qualifier le tournant engagé en 1921 par l'Internationale. A l'exception de Richard Lowenthal, auteur d'une étude pionnière sur *La bolchevisation de la ligue spartakiste*³¹⁶, la plupart des auteurs appliquent le terme de bolchevisation à la période qui s'ouvre en 1924. Pour la plupart ces auteurs ont d'ailleurs bien souligné qu'il s'agira surtout d'une «stalinisation» de l'Internationale. Pourtant et bien qu'il ne soit nullement revendiqué comme tel – on parle alors de la nécessité de créer des «véritables partis communistes» – le processus en cours durant l'année 1921 mérite pleinement d'être qualifié de processus de «bolchevisation» de l'Internationale dans la mesure où l'on assiste effectivement à un alignement des sections nationales sur les principes d'organisation et de fonctionnement du parti russe. Un tel processus n'impliquait pas forcément la «stalinisation» ultérieure, mais comme dans le cas du parti russe, il contribua à la rendre possible en créant une habitude de subordination aux décisions de l'exécutif. Sur le moment l'adoption de la tactique de la *Lettre ouverte* – tactique qui répondait aux aspirations de la base dans de nombreux pays – semblait garantir aux différents partis une politique plus conforme aux spécificités nationales et à la réalité du rythme de la révolution européenne. Mais la ligne politique pouvait être facilement modifiée, elle le sera d'ailleurs à de nombreuses reprises, alors que la subordination des sections nationales à l'exécutif ne pourra jamais être remise en cause et ne fera au contraire que s'accroître. Radek en a été l'un des instruments, il en sera aussi l'une des victimes.

316 R. Lowenthal, «The Bolshevisation of the Spartacus League», *International Communism*, St. Antony's Paper, n° 9, London, Chatto and Windus, 1960, pp. 23-71. L'auteur exagère un peu l'importance de l'héritage spartakiste dans l'histoire du KPD, erreur largement répandue dans l'historiographie de cette époque, mais il fut le premier à considérer que le tournant fondamental eut lieu de l'hiver au printemps 1921.

3. La confusion des genres³¹⁷

Nous considérons qu'il est du devoir du prolétariat international de soutenir les grandes luttes de la République soviétique.³¹⁸

J'ai [Brandler] attiré plusieurs fois son attention sur le fait qu'il nous était difficile de digérer qu'il [Radek] s'entretienne avec Seeckt et d'autres membres du gouvernement allemand en tant que représentant du gouvernement [soviétique] et simultanément avec nous en tant que représentant du Comintern. Il était très indigné par de tels reproches.³¹⁹

Comme chaque homme qui dirige, Radek était ambitieux. Mais cette ambition était particulière. Il ne recherchait pas le pouvoir, comme Trotsky par exemple. Radek préférait se tenir à l'arrière pour agir. Il était le marionnettiste de la révolution. Lorsqu'il s'agissait de présenter la politique à l'extérieur, il laissait volontiers la préséance à d'autres. [...] Cela lui suffisait de savoir que c'est lui qui mélangeait les cartes. D'autres pouvaient jouer.³²⁰

Radek, Römer, Bremer, Viator et les autres

De 1919 à 1921 le Narkomindel et l'IC avaient développé leur politique respective de façon relativement autonome. Le premier, contraint de défendre les intérêts nationaux de l'Etat soviétique, s'était engagé sur la voie de négociations avec les puissances capitalistes en jouant sur leurs rivalités, pendant que la seconde organisait la préparation de la révolution mondiale. Cohérente d'un point de vue théorique, cette double politique n'était pas sans contradiction pratique comme l'avait révélé le destin tragique des communistes turcs massacrés par Mustapha Kemal alors que ce dernier négociait un traité avec le gouvernement soviétique.

A partir de 1922 les relations entre les politiques des deux institutions prirent une nouvelle tournure. Sans renoncer à la perspective d'une révolution mondiale, l'IC avait reconnu, au moins implicitement en adoptant la ligne du front uni, que la révolution européenne risquait de se faire attendre. Partant de cette nouvelle hypothèse, son action changea de forme:

317 J'emprunte cette expression à P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 846.

318 Rapport de Radek sur l'activité de la commission des neuf [réunion des trois Internationales] à la réunion de l'exécutif élargi, 7.6.1922, F.495/160/7, doc. 10, RGASPI.

319 Lettre de H. Brandler à I. Deutscher, 12.1.1959, citée par H. Weber, *Unabhängige Kommunisten*, p. 180.

320 O. Blum, *Russische Kopf*, Leipzig, Frantz Schneiderverlag, 1925, p. 89.

les grandes campagnes de solidarité en faveur de la Russie prirent le pas sur les actions offensives, type action de mars. L'activité clandestine des partis communistes – organisation de troupes de combat, service d'information... – ne fut nullement interrompue, mais l'action publique des communistes visait désormais surtout la conquête des masses et la création d'un large mouvement d'opinion favorable à la Russie soviétique, ce qui nécessitait un discours moins agressif, une orientation plus propagandiste que combattante et même la collaboration avec des organisations non communistes. Le changement fut beaucoup moins brusque dans le cas de la politique étrangère. Dans une large mesure, le tournant de la NEP signifiait simplement que sa politique considérée jusqu'alors comme purement «tactique et provisoire» allait gagner une «relative permanence».³²¹

Cette harmonisation provisoire des objectifs à court terme favorisa un renforcement de la collaboration entre les deux institutions – les responsables de la politique étrangère cessèrent momentanément de se plaindre des retombées négatives de l'action du Comintern sur leur propre activité – et la naissance d'un nouveau type d'organisation répondant au double objectif d'infiltration des masses non communistes et de recherche d'une aide économique à l'extérieur. L'exemple le plus révélateur de ce nouveau type d'organisation est certainement le Secours ouvrier international (SOI), fondé à Berlin en septembre 1921 par W. Münzenberg, aux côtés duquel on retrouve souvent, bien que dans les coulisses, Radek, l'économiste Varga qui dirige un bureau de statistique en Allemagne, le camarade Thomas et de nombreux permanents de l'Internationale comme Bela Kun.³²² La création du SOI apparaît d'abord comme un acte de circonstance, sans véritable perspective à long terme, mais plus la révolution européenne semblera s'enliser, plus ce type d'organisations de masse, formellement indépendantes mais étroitement liées à l'Internationale et à l'Etat soviétique, prendra de l'importance dans la stratégie communiste, comme le révèlent les exemples de la Ligue contre l'impérialisme (1927), des Amis de l'Union soviétique (1927), du Comité mondial contre la guerre, dit Amsterdam-Pleyel (1932) et du Rassemblement universel pour la paix (1935).³²³

321 E.H. Carr, *La révolution bolchevique*, T. III, p. 313.

322 Correspondance de Zinoviev et Kun, août-septembre 1921, F.495/18/55b, RGASPI.

323 La continuité stratégique et fonctionnelle de ces différentes organisations apparaît clairement dans l'étude de M. Dreyfus, «Willi Münzenberg et les organisations de masse proches du Komintern, 1923-1935», dans Colloque, *Willi Münzenberg*, pp. 107-118.

La plupart des dirigeants communistes s'efforcèrent de dissimuler autant que possible l'imbrication désormais croissante des objectifs de la politique extérieure de la Russie soviétique avec ceux de l'IC et de ses organisations satellites, mais dans le cas de Radek, la confusion devint rapidement évidente comme le déplorèrent d'ailleurs nombre de communistes allemands.³²⁴ Formellement Radek préserve les apparences en recourant à des pseudonymes: Viator quand il intervient dans la presse communiste allemande sur la politique étrangère de la Russie soviétique³²⁵, Römer quand il effectue des missions auprès du ministère allemand des affaires étrangères, Bremer lorsqu'il prend position sur l'Internationale dans la presse communiste allemande alors que normalement il devrait être en Russie, Joseph lorsqu'il veut envoyer des messages au commissariat soviétique des affaires étrangères, etc. Au cours du printemps 1922, Radek va jouer ouvertement sur tous les tableaux et il est tout à fait impossible de distinguer clairement dans son action ce qui relève de la politique de l'Internationale ou de la politique extérieure de l'Etat soviétique.

Les autorités allemandes furent à la fois les victimes et les bénéficiaires de cette nouvelle politique. Rassurées par la facilité avec laquelle elles avaient réussi à réprimer l'offensive de mars 1921, nombre d'entre elles envisagent désormais favorablement la possibilité de pouvoir reprendre, comme en 1919, des entretiens informels avec une personnalité aux facettes aussi multiples que celle de Radek. Les conceptions souvent contradictoires des différentes autorités allemandes – ministère de l'intérieur, ministère des affaires étrangères, Reichswehr – à l'égard de l'utilité de la présence de Radek en Allemagne sont à l'origine de situations extrêmement cocasses. Gustav Hilger, le représentant allemand à Moscou, raconte que pour savoir si Radek préparait un voyage illégal en Allemagne il lui suffisait de l'inviter à manger: si Radek portait son collier de barbe tellement caractéristique il ne revenait pas de mission, si en revanche il venait rasé de près, on pouvait être sûr qu'il se préparait ou revenait d'un séjour en Allemagne.³²⁶ De l'automne 1921 à l'été 1922, le ministère allemand de l'intérieur reçoit régulièrement des rapports d'informateurs

324 Lettre de H. Brandler à I. Deutscher, 12.1.1959, citée par H. Weber, *Unabhängige Kommunisten*, p. 180.

325 Voir par exemple Viator [Radek], «Deutschland, Sowjetrußland und die Entente», *RF*, 3.12.1921.

326 G. Hilger et A. G. Meyer, *The Incompatible Allies*, p. 155.

qui prétendent avoir aperçu Radek en Allemagne.³²⁷ A plusieurs reprises, le ministère allemand de l'intérieur se plaint auprès des autorités soviétiques de la présence illégale de Radek en Allemagne, mais au bout de quelques jours il découvre souvent que Radek avait en fait été invité par un responsable du département allemand des affaires étrangères qui s'était abstenu d'en informer ses collègues. Après la signature du traité de Rapallo, les Allemands s'efforcèrent de mieux réglementer les séjours de Radek, à défaut de pouvoir simplement les interdire, mais cela ne semble nullement gêner son activité en Allemagne. Officiellement privé du droit de prendre la parole dans les assemblées publiques du parti, Radek va mener de véritables campagnes politiques en Allemagne centrale et même dans la ville occupée de Düsseldorf au plus grand désarroi des policiers chargés de le surveiller.³²⁸ Les complicités dont Radek dispose sont telles qu'en septembre 1922 il réussira à rendre visite à Max Hölz dans sa prison de Breslau sans même passer par les autorités compétentes.³²⁹

Ultérieurement, les gouvernements soviétique et allemand s'efforceront de limiter la confusion entre les différents aspects de l'activité politique de Radek, mais en 1922, nombreux sont ceux qui comprennent que tout l'intérêt de Radek réside justement dans sa capacité à jouer simultanément les rôles de Bremer, Römer et Viator, même si cela ne va pas sans poser quelques problèmes.

Le retour de Radek dans les couloirs de la diplomatie

Depuis les entretiens menés par Radek de façon officieuse dans son «salon politique», les relations entre la Russie soviétique et les autorités allemandes avaient donné quelques signes prometteurs, malgré un lourd contentieux et des mouvements souvent erratiques. Durant les deux premières années, la perspective d'une alliance entre la Russie et l'Allemagne n'était envisagée par ses partisans que dans le cadre d'un changement de régime: une révolution communiste en Allemagne pour les bolcheviks, une restauration en Russie pour les nationalistes allemands. A partir du printemps 1920 ces antagonismes idéologiques s'estompèrent quelque peu au

327 Reichsministerium des Innern, R.1501, n° 13328, ZStA.

328 Hauptstaatsarchiv Düsseldorf, cité par M.-L. Goldbach, *Radek*, p. 112.

329 Rapport de Radek au CEIC, 14.9.1922, NI. Max Hölz, 51/14, doc. 302, SAPMO.

profit d'une approche plus traditionnelle. L'échec du putsch de Kapp avait entraîné la marginalisation des chefs militaires les plus hostiles aux bolcheviks. La nouvelle armée, la Reichswehr, dirigée par von Seeckt ne considérait plus le renversement du régime des Soviets comme une condition préalable à une collaboration entre les deux armées. La vague d'enthousiasme suscitée par l'avancée des troupes soviétiques en Pologne durant l'été 1920 avait encore accentué ce mouvement. En janvier 1921, le ministre allemand des affaires étrangères, Simons, déclarait devant le Reichstag que «le communisme en tant que tel n'est pas une raison pour qu'un gouvernement allemand républicain et bourgeois ne fasse pas de commerce avec le gouvernement soviétique».³³⁰

Du côté soviétique, le tournant fut plus brutal. A l'exception de Radek, aucun dirigeant bolchevik n'envisageait avant la fin de l'année 1920 la perspective d'une alliance avec l'Allemagne hors du contexte de la révolution. Mais en décembre 1920, tirant les conséquences de sa nouvelle appréciation des perspectives révolutionnaires en Europe – appréciation désormais identique à celle de Radek –, Lénine évoqua pour la première fois, devant le VIII^e congrès des Soviets, la possibilité d'un rapprochement diplomatique entre les deux pays.³³¹ Le mot d'ordre de l'alliance entre l'Allemagne bourgeoise et la Russie soviétique fut immédiatement relayé par les communistes allemands. Clara Zetkin intervint dans ce sens au Reichstag dès le mois de janvier, et le 3 février la *Rote Fahne* développa son analyse en première page:

L'Alliance avec la Russie soviétique est la seule issue qu'il reste à la classe ouvrière allemande. Ce n'est pas une menace de guerre, nous autres communistes, nous savons bien que seule la classe ouvrière pourra prendre les armes, s'il ne lui reste pas d'autre perspective. C'est la reconnaissance d'une véritable politique de puissance dans le domaine politique, économique et en définitive aussi militaire, une politique de puissance qui doit contraindre l'Entente à s'aligner sur les faits.³³²

Une première étape importante fut franchie le 6 mai 1921 lorsque les Soviétiques et les Allemands signèrent un accord qui accordait aux bureaux d'assistance aux prisonniers de guerre de Berlin et de Moscou le

330 *Verhandlungen des Reichstages. Stenographische Berichte*, Berlin, Verlag der Buchdr. der Nordtdt. Allg. Zeitung, 1921, Vol. 346, p. 1994.

331 Lénine, *OC*, T. 31, pp. 493-494.

332 «Das Bündnis mit Sowjetrußland – Der einzige Ausweg», *RF*, 3.2.1921. On retrouve le même type d'argumentation chez P. Frölich, «Das Bündnis», *RF*, 15.2.1921.

statut de missions consulaires auxquelles devaient se rattacher les représentations commerciales.³³³ La NEP favorisa la reprise des relations commerciales entre les deux pays et la formation, dans le cadre de la politique des concessions étrangères, d'entreprises d'économie mixte avec des capitaux et des techniciens allemands.³³⁴ L'Allemagne fut aussi le premier pays à fournir une aide à la Russie lors de la grande famine de 1921³³⁵, mais ces premiers résultats restaient très en dessous des espoirs et des besoins soviétiques, surtout si on les compare à l'importance des échanges commerciaux entre les deux pays avant guerre. La situation alimentaire demeurait catastrophique³³⁶ et les bolcheviks craignaient que cela ne serve de prétexte à une ingérence «humanitaire» des Alliés sur leur territoire.³³⁷ Un renforcement des relations avec l'Allemagne s'imposait pour accélérer le redressement économique et mettre fin à un isolement diplomatique toujours menaçant.

La situation internationale de l'Allemagne en 1921 n'était guère plus favorable qu'elle ne l'était en 1919 et la marge de manœuvre dont disposaient les autorités allemandes était plus faible que ne semblaient le croire les bolcheviks. L'échec des négociations relatives au montant de la dette allemande au titre des réparations avait déjà entraîné l'occupation par les Alliés de plusieurs villes allemandes sur la rive droite du Rhin. Aussi, lorsqu'au début de mai 1921 la commission interalliée avait placé le gou-

333 Les négociations avaient été entamées par G. Hilger qui était revenu à Moscou en juin 1920 pour reprendre la direction du bureau d'aide aux prisonniers.

334 Un premier accord entre le pouvoir soviétique et la firme Krupp portant sur la construction de locomotives avait été signé en novembre 1920. M. Zeidler, *Reichswehr und Rote Armee, 1920-1933. Wege und Stationen einer ungewöhnlichen Zusammenarbeit*, München, R. Oldenbourg Verlag, 1994, p. 47. Durant l'été une mission d'experts à laquelle participèrent le colonel Schubert et Neumann, en réalité Oskar von Niedermayer, fut envoyée en Russie par l'état-major et les milieux industriels allemands. La mission remit un rapport technique défavorable et dans l'immédiat les plans furent abandonnés. E.H. Carr, *La révolution bolchevique*, T. III, pp. 372-373.

335 Cf. E. Lersch, «Hungerhilfe und Osteuropakunde», G. Koenen und L. Kopelew (Hrsg.), *Deutschland und die Russische Revolution, 1917-1924*, München, Wilhelm Fink Verlag, 1998, pp. 617-645.

336 La famine de 1921-1922 fera 5 millions de morts, mais le nombre de personnes touchées par la famine approche les 25 millions. N. Werth dans *Le livre noir du communisme*, Paris, Laffont, 1997, p. 139.

337 Le conseil suprême allié proposa d'envoyer une mission pour étudier et rechercher les moyens de venir en aide au peuple russe. Le gouvernement bolchevique déclina immédiatement l'offre, E.H. Carr, *La révolution bolchevique*, T. III, p. 351.

vernement devant l'alternative – reconnaissance d'une dette de 132 milliards de marks-or ou occupation du bassin industriel de la Ruhr – le gouvernement allemand dut démissionner. Le nouveau gouvernement dirigé par Wirth fut le premier à s'engager dans la voie d'une politique d'exécution du traité, convaincu que l'Allemagne ne pourrait pas payer mais qu'il fallait gagner du temps en démontrant la bonne volonté du pays. Plusieurs personnalités au sein du gouvernement allemand escomptaient d'ailleurs un appui de la part des Britanniques, dont les intérêts sur le continent semblaient se distinguer de ceux de la France, comme l'avait révélé la signature de l'accord commercial anglo-soviétique en mars 1921. Hostile à une partition de l'Allemagne qui modifierait au profit de la France l'équilibre sur le continent européen, le premier ministre anglais Lloyd George – «le dernier dirigeant impérialiste réellement doué» comme le dénommait Radek³³⁸ – s'était, à l'automne, rallié à l'idée de Krassine d'organiser une conférence internationale pour la reconstruction économique de l'Europe.³³⁹ Le projet visait à lier les investissements anglais sur le continent au paiement des réparations et à subordonner l'aide à la Russie à la reconnaissance des dettes tsaristes par les bolcheviks. De nombreux Allemands auraient préféré pouvoir développer de façon autonome leurs relations économiques avec la Russie, mais le projet de consortium international reçut un appui important au sein du gouvernement allemand en la personne de Walther Rathenau, le ministre de la reconstruction qui s'était rendu à Londres en novembre pour y défendre la position allemande. De ces entretiens, il acquit la conviction qu'un soutien au projet anglais de consortium était la seule façon d'obtenir l'appui du gouvernement britannique pour une modération des exigences françaises à l'égard de l'Allemagne et une réintégration de l'Allemagne dans le concert des nations.³⁴⁰ Deux objectifs qui étaient loin de correspondre aux intérêts soviétiques.

D'abord favorables à l'idée d'une conférence internationale pour la reconstruction de l'Europe dont ils attendaient une reprise des relations commerciales et diplomatiques, les Soviétiques commençaient à sérieusement s'inquiéter du projet allié de développement et d'exploitation des ressources russes par un consortium international. Bien que sans mandat

338 Radek, «Lloyd George», *Portraits and Pamphlets*, p. 80.

339 E.H. Carr, *La révolution bolchevique*, T. III, p. 365.

340 P. Létourneau, *Walther Rathenau, 1867-1922*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 1995, p. 212.

officiel, Radek suivait avec attention toutes les étapes de l'évolution des relations germano-soviétiques. Il était parmi les bolcheviks celui qui connaissait le mieux le personnel diplomatique et militaire allemand.³⁴¹ A chacune de ses apparitions en Allemagne, il en profitait pour évoquer avec la mission consulaire soviétique l'avancée des négociations. Lorsqu'il résidait à Moscou, Radek s'efforçait aussi de favoriser l'accès du Kremlin aux représentants allemands avec lesquels il entretenait des relations régulières. Tous les représentants allemands se félicitent dans leurs rapports du rôle personnel joué par Radek qui «s'efforce, comme aucun autre, de travailler à l'amélioration de nos relations réciproques».³⁴² A de très nombreuses reprises les Allemands sollicitent sa médiation pour débloquer une crise, comme lors des désaccords à propos de la nomination du nouveau représentant soviétique à Berlin en septembre 1921.³⁴³ Malgré ces bonnes relations, Radek considère que les progrès sont trop faibles. Le 1^{er} octobre, il reçoit aussi une note de Trotsky qui, inquiet des rumeurs de négociations entre Rathenau et Loucheur, le ministre français des finances³⁴⁴, lui demande de lancer une campagne de propagande dans la presse russe mais aussi allemande.³⁴⁵

341 M. Zeidler, *Reichswehr und Rote Armee*, p. 57, souligne à plusieurs reprises les bonnes relations de Radek avec les militaires allemands.

342 Rapport de Hilger au AA, 5.9.1921, *ADAP*, Série A, Bd. V, p. 265. On retrouve le même genre de remarques chez K. Wiedenfeld, *Zwischen Wirtschaft und Staat. Aus den Lebenserinnerungen von Kurt Wiedenfeld*, Berlin, Walter de Gruyter and Co., 1960, p. 123. En décembre 1922, un expert militaire envoyé par von Seeckt à Moscou, Herbert Fischer, écrira à ses supérieurs pour leur dire à quel point «ses bonnes relations avec Radek étaient utiles pour nos affaires», M. Zeidler, *Reichswehr und Rote Armee*, p. 58.

343 Les Allemands souhaitaient une personnalité sans parti ou au moins un communiste moins célèbre que Krestinski pour limiter les attaques des partis de droite contre la politique de rapprochement des AA; de leur côté les Soviétiques avaient demandé que le représentant allemand ne soit pas un social-démocrate. La crise sera surmontée grâce aux entretiens menés par Radek avec Hilger. Rapport de Hilger au AA, 5.9.1921, *ADAP*, Série A, Bd. V, p. 265 et W. von Blücher, *Deutschlands Weg nach Rapallo*, Wiesbaden, Limes Verlag, 1951, pp. 152-153. De 1920 à 1922 Radek essaya systématiquement d'intervenir dans le choix des représentants allemands en Russie. En décembre 1921, il conseillera aux Allemands de ne pas nommer Brockdorff-Rantzau car sa carrière de diplomate pouvait donner l'impression que la «Russie devenait une puissance diplomatique». Rapport de Scheffer à Maltzan, 22.12.1921, *ADAP*, Série A, Bd. V, p. 449.

344 Sur ces négociations voir E.H. Carr, *La révolution bolchevique*, T. III, p. 366.

345 Note de Trotsky à Radek, 1.10.1921, F.326/2/49, doc. 35, RGASPI.

Le 15 octobre 1921, un mois à peine après l'arrivée du nouveau représentant allemand Kurt Wiedenfeld³⁴⁶, Radek esquisse dans la *Pravda* un bilan particulièrement acerbe de la politique du ministère allemand des affaires étrangères.³⁴⁷

L'Allemagne n'a pas seulement perdu une grande partie de son territoire. [...] Elle a perdu toute orientation politique. [...] On ne peut pas se représenter un spectacle plus écœurant que le comportement des milieux dirigeants allemands qui prétendent encore parler au nom du peuple allemand. Si l'Allemagne n'est pas en situation de s'opposer ouvertement aux Alliés – et nous savons tous qu'elle ne le peut pas – tous les politiciens allemands devraient prendre conscience du fait que plus ses positions à l'égard de la Russie seront fermes et fortes, plus les Alliés devront tenir compte de ses aspirations. La question est posée depuis le premier jour de la défaite mais on est obligé de constater que l'Allemagne a décidé d'y répondre en envoyant les imbéciles en France et en laissant les ânes au ministère allemand des affaires étrangères.

Puis Radek s'en prend directement aux responsables de cette politique:

Le ministre des affaires étrangères, Simons, n'avait jamais fait d'étincelles. Il était pendant la guerre avec la Pologne, au moment où les troupes soviétiques s'avançaient sur Varsovie, prêt à établir des relations diplomatiques normales avec la Russie soviétique.³⁴⁸ Pourtant lorsqu'il apparut que la Russie soviétique n'obtiendrait pas de victoire définitive, que l'ombre des Alliés refaisait surface, il se contenta de suivre le mouvement en ne concluant qu'un accord de commerce. Son successeur, le baron von Rosen, est un homme sans grande initiative politique, qui s'en remet à la volonté de Dieu. [...] Depuis que la famine en Russie a ouvert de nouvelles perspectives aux gardes blancs et aux interventionnistes, [...] il est favorable à une coordination de la politique allemande en Russie avec celle de la France. [...] Une partie du département des affaires étrangères n'a pas encore renoncé à l'espoir d'une attaque commune avec la France contre la Russie, pendant que l'autre partie est aux ordres des Anglais.

Seul Maltzan, l'ancien responsable de la section russe du département des affaires étrangères, trouve grâce aux yeux de Radek:

Maltzan n'est pas un jacobin, c'est un conservateur lié aux gardes blancs qui n'avait aucune prédisposition à jouer un rôle pionnier dans les relations germano-soviétiques [...] mais lorsqu'il comprit que les perspectives d'établissement d'un régime de garde blanc en Russie étaient infimes, il se mit à faire de la Realpolitik vis-à-vis de la Russie.

346 Malgré ses qualités Wiedenfeld avait selon Radek le défaut de manquer d'influence à Berlin. Rapport de Scheffer à Maltzan, 22.12.1921, *ADAP*, Série A, Bd. V, p. 450.

347 Радек, «Советско-германские отношения», *Правда*, 15.10.1921.

348 En août 1920, Simons avait envoyé le colonel Schubert en Prusse orientale pour servir d'officier de liaison avec l'Armée rouge en Pologne.

[...] Mais Maltzan a dû quitter son poste à la suite de sombres intrigues.³⁴⁹ Il fut jeté dans l'escalier et nommé représentant diplomatique en Grèce.³⁵⁰ Son successeur, Behrendt, un commerçant lié aux gardes blancs, comprend la politique comme l'ancienne impératrice de Chine comprenait la philosophie de Kant. [...] Cette petite, mais digne société, va bien entendu faire tout son possible pour saboter les relations économiques et politiques entre l'Allemagne et la Russie soviétique.³⁵¹

L'article contient des formules si «blessantes» que Wiedenfeld proteste officiellement auprès de Tchitchérine.³⁵² Mais ce dernier s'empresse de rétorquer que si l'article coïncidait avec les conceptions du gouvernement soviétique sur les relations germano-soviétiques, il s'agissait néanmoins d'une prise de position personnelle de la part de Radek qui de toute façon n'était pas membre du gouvernement soviétique, la *Pravda* n'étant d'ailleurs pas l'organe du gouvernement. Le gouvernement soviétique souhaitait, selon Tchitchérine, entretenir des «relations harmonieuses avec l'Allemagne, mais il lui était impossible de forcer Radek à respecter les conventions».³⁵³ Malgré les protestations allemandes, l'article de la *Pravda* est traduit et publié dans la *Rote Fahne* la semaine suivante.³⁵⁴ Pendant tout l'automne 1921, Radek multiplie les textes portant sur la politique étrangère de l'Allemagne mais il prend soin de les publier dans la presse du parti allemand et de l'Internationale pour éviter les plaintes des autorités allemandes. Radek pouvait ainsi continuer à interpeller publiquement les autorités allemandes sur le rapprochement entre les deux pays sans engager la responsabilité du gouvernement soviétique. Au cas où les choses finiraient par dérapier, il serait toujours possible de le désavouer. Personne du côté allemand n'accordait la moindre attention à cette séparation formelle entre les activités du parti et celles de l'Etat. Quel que soit le journal dans lequel il publiait ses articles, le pseudonyme utilisé ou son titre officiel, Radek était considéré comme l'un des principaux acteurs de la politique soviétique à l'égard de l'Allemagne. Quelques jours après la

349 Selon Radek, qui prétendait en avoir la preuve, Maltzan aurait été écarté pour satisfaire les exigences françaises. Le départ de Maltzan fut ainsi interprété par Radek comme un acte de complaisance de l'Allemagne à l'égard des Alliés au détriment de sa politique russe.

350 Maltzan avait bien été pressenti pour ce poste, mais il ne l'occupa jamais.

351 Радек, «Советско-германские отношения», *Правда*, 15.10.1921.

352 Rapport de Wiedenfeld au AA, 24.11.1921, *ADAP*, Série A, Bd. V, p. 333.

353 Réponse de Tchitchérine citée par Wiedenfeld dans son rapport au AA, 24.11.1921, *ADAP*, Série A, Bd. V, p. 333, note 4.

354 Radek, «Deutsch-russische Beziehungen», *RF*, 22.10.1921.

plainte de Wiedefeld, Radek lui rend visite pour s'excuser de son article, «certes pas dans les meilleures formes, mais avec sa désinvolture habituelle». ³⁵⁵ Rapidement l'entretien porte sur l'avenir des relations germano-soviétiques. Radek lui fait part de ses inquiétudes sur un éventuel revirement de la politique russe de l'Allemagne et Wiedefeld conclut son rapport en soulignant que le gouvernement soviétique considérait le «moment actuel comme extrêmement favorable pour une réorientation de la politique allemande en direction de la Russie». ³⁵⁶

Les articles de Radek en faveur d'une alliance germano-soviétique ne pouvaient à eux seuls entraîner un renversement de la politique allemande mais ils avaient rappelé la disponibilité des bolcheviks à l'égard de cette politique de rapprochement. C'est en réalité l'attitude alliée qui favorisa un nouveau retournement de la politique allemande vers la Russie soviétique. Malgré les résultats favorables aux Allemands du plébiscite sur la Haute-Silésie, la SdN avait décidé de partager le territoire en fonction des pourcentages démographiques. Le découpage du territoire silésien appuyé par la France se révèle extrêmement défavorable aux Allemands sur le plan économique et le gouvernement doit démissionner. Wirth, qui forme un deuxième cabinet dans lequel il assume aussi la direction du ministère des affaires étrangères, réintègre Maltzan en novembre dans ses fonctions de responsable du secteur oriental. La nouvelle est accueillie avec enthousiasme par Radek qui parle dans la *Pravda* de «tournant favorable». ³⁵⁷ La menace d'une alliance franco-allemande est écartée, mais Radek s'inquiète des pourparlers que Rathenau mène au même moment avec le gouvernement britannique sur le projet de consortium anglo-allemand d'exploitation des ressources soviétiques. Un tel projet signifierait selon lui la mise sous tutelle alliée des industries allemandes en Russie et la «mise à l'écart de l'Allemagne en tant qu'acteur économique autonome en Russie». ³⁵⁸ Radek continue sa campagne de presse pendant plusieurs semaines en insistant sur la communauté de destin liant l'Allemagne à la Russie. Il multiplie les allusions aux thèses de l'historien conservateur Otto Hoetsch, partisan d'une alliance germano-russe sur la base des intérêts historiques des deux pays, «l'une des rares personnes en Allemagne à ne pas laisser

355 Rapport de Wiedefeld au AA, 24.11.1921, *ADAP*, Série A, Bd. V, p. 333.

356 *Ibid.*, p. 334.

357 Радек, «Советско-германские отношения», *Правда*, 15.10.1921.

358 *Ibid.*

ses positions en politique intérieure brouiller son analyse de la politique extérieure». La politique extérieure de l'Allemagne doit être envisagée à partir de sa situation internationale et à cet égard «le destin de l'Allemagne est celui d'un pays débiteur, c'est ce qui détermine sa communauté de destin avec la Russie». A aucun moment Radek ne doute de la possibilité d'aboutir à un accord, «la terre est ronde, tous les chemins mènent à Rome, et l'on peut arriver à Moscou en passant par Londres. La question porte uniquement sur la durée du voyage, l'expérience qu'on en tire et la façon d'arriver au but.»³⁵⁹ A la mi-décembre, Maltzan évoque la nécessité de poursuivre les négociations soviétiques afin de développer les relations économiques et d'étendre le traité de mai 1921.³⁶⁰ Dans les jours qui suivent, Radek reçoit par des voies détournées une invitation de Maltzan pour se rendre en Allemagne.³⁶¹

Le 10 janvier 1922, Radek quitte Moscou sous le pseudonyme de Konstantin Römer en compagnie de Krestinski, le représentant soviétique à Berlin, et du major Niedermayer.³⁶² Comme en 1919 – mais cette fois à l'invitation de l'Allemagne et avec de véritables pouvoirs³⁶³ – il va s'entretenir avec toutes les personnalités qui comptent en Allemagne, du chancelier aux responsables économiques³⁶⁴ en passant par les cadres militaires. Pour cette nouvelle mission Radek se donne des airs d'«homme du monde»: «Bien rasé, bien habillé, des lunettes d'écaille cerclant des yeux de sphinx, il avait même des plis au pantalon. [...] Les hommes le trouvaient passionnant, les femmes attrayant, [...] il était l'attraction mondiale de ce mois de janvier.»³⁶⁵ Dès son arrivée, il se rend chez Maltzan³⁶⁶, puis chez le chancelier Wirth.³⁶⁷ Les discussions portent inévitablement

359 Viator [Radek], «Deutschland, Sowjetrussland und die Entente», *RF*, 3.12.1921.

360 Note de Maltzan, 15.12.1921, citée par M.-L. Goldbach, *Radek*, p. 107.

361 L'invitation fut remise à Radek par l'intermédiaire de Bernhard Waurick, journaliste au *Berliner Tageblatt*, sans que Wiedenfeld en soit informé, H.-G. Linke, *Deutsch-sowjetische*, p. 175.

362 F.L. Carsten, «The Reichswehr and the Red Army», p. 119.

363 Radek déclara à Maltzan qui lui posa la question que «son gouvernement lui avait confié oralement tous les pouvoirs pour mener les discussions préliminaires jusqu'à la signature». Note de Maltzan, 17.1.1922, *ADAP*, Série A, Bd. V, p. 502.

364 Parmi les dirigeants économiques citons Deutsch, Stinnes, Melchior et Fehrmann.

365 [M. Harden], «Genua ist die Spindel», *Zukunft*, XXX, 4.3.1922, p. 245.

366 Note de Maltzan, 17.1.1922, *ADAP*, Série A, Bd. V, p. 501.

367 La rencontre entre Wirth et Radek eut lieu le 17 janvier. Note de Maltzan, 19.1.1922, *ADAP*, Série A, Bd. V, p. 509.

sur l'attitude que l'Allemagne et la Russie allaient adopter lors de la conférence de Gênes. Les deux pays devaient selon Radek «coordonner» leurs positions afin d'«atténuer leur dépendance vis-à-vis des Alliés», notamment dans le domaine économique. Malgré leurs divergences, les pays alliés allaient venir à la conférence avec un programme commun. L'Allemagne et la Russie devaient donc se mettre d'accord préalablement pour «délimiter leurs concessions aux Alliés afin de garantir leurs intérêts communs».³⁶⁸ Le chancelier écoute avec intérêt, il est lui-même convaincu que les deux pays sont pour l'avenir largement dépendants l'un de l'autre, mais il prévient Radek qu'il n'ira pas à l'encontre de Rathenau qu'il va d'ailleurs nommer ministre des affaires étrangères à la fin du mois.³⁶⁹ Connaissant l'inclination du nouveau ministre pour le projet anglais de consortium international³⁷⁰, Radek tente de le faire changer d'avis en évoquant la possibilité d'un rapprochement franco-soviétique sur la base de l'article 116, paragraphe 3, du traité de Versailles qui autorisait les Soviétiques, en contrepartie de la reconnaissance des dettes de l'ancien régime, à demander des réparations aux Allemands. Pour donner de la crédibilité à ce chantage, il interpelle le gouvernement français par l'intermédiaire du député communiste Marcel Cachin³⁷¹, donne une interview dans le *Matin*³⁷² pendant que la *Rote Fahne*³⁷³ et la *Correspondance internationale*³⁷⁴ multiplient les articles sur le sujet. Il y a peu de chance que cette possibilité ait été sérieusement envisagée par les Soviétiques, ni d'ailleurs par le gouvernement français, mais les documents diplomatiques allemands

368 *Ibid.*

369 D'abord ministre de la reconstruction, Walter Rathenau prend le 31 janvier la direction des AA.

370 Radek évoque souvent les «plans coloniaux» de Rathenau à l'égard de la Russie. Cf. Note de Maltzan, 11.2.1922, *ADAP*, Série A, Bd. V, p. 580.

371 D. Pechanski, *Marcel Cachin*, T. III, p. 231. Selon S. Wolikow, l'auteur de la préface des *Carnets* pour l'année 1922, Cachin qui était alors à Berlin pour participer à une conférence des PC allemand et français rencontra Radek le 29.1.1922. Ce dernier le chargea de «sonder le gouvernement français sur la possibilité de contacts entre l'Etat français et le pouvoir soviétique», *ibid.*, p. 78. Dès son retour à Paris, le 31.1.1922, Cachin rencontra S. Pichon, ancien chef de cabinet de Poincaré, et de Jouvenel, le directeur du *Matin*. Interpellé par la presse de droite sur ces entretiens, Cachin s'en expliqua le 31 mars devant la Chambre des députés et le président du conseil.

372 Interview de Radek par J. Sauerwein (rédacteur du *Matin*), *Matin*, 9.2.1922.

373 Radek, «Die Entente – Sowjetrussland und Deutschland», *RF* du 29.1.1922. Publié la 1^{ère} fois dans la *Pravda* du 3.1.1922.

374 Radek, «France, Angleterre, Allemagne, Russie», *Corrint.*, n° 3, 11.1.1922, p. 19.

du mois de décembre 1921 au mois de mars 1922 contiennent tant de références à cette question qu'il est possible de penser que de leur côté les Allemands prirent cette menace au sérieux. Pourtant Radek en fait trop: convaincu d'avoir déstabilisé les Allemands par son chantage, il exige maintenant un accord incluant une forte somme d'argent s'ils veulent éviter la restauration d'une alliance franco-russe qu'il décrit lui-même comme «sans fondement réel». ³⁷⁵ Il finit en réalité par irriter ses interlocuteurs ³⁷⁶ qui commencent à craindre qu'il n'utilise ces entretiens pour discréditer l'Allemagne auprès des Alliés avant la conférence de Gênes. Rakovsky, qui représente dans ces négociations le gouvernement ukrainien, et Tchitchérine, le commissaire aux affaires étrangères, s'efforcent d'apaiser les Allemands en rappelant que «la Russie n'avait pas d'autre souhait que d'améliorer sa position à Gênes en s'appuyant sur l'aide allemande» ³⁷⁷ mais Rathenau refuse toujours de faire la moindre concession sur l'éventualité d'une participation allemande au consortium international.

Radek n'est pas accueilli partout aussi facilement. Au ministère de la défense, dont il fréquente assidûment les couloirs, son seul interlocuteur est durant plusieurs semaines le major Herbert Fischer, un ancien adjudant de von Seeckt membre du Sondergruppe R [ussland], le département secret du ministère allemand de la guerre fondé en décembre 1920 par von Seeckt pour étudier les possibilités de coopération technique avec la Russie. ³⁷⁸ Le 10 février, après de multiples tentatives, il réussit enfin à obtenir un entretien avec von Seeckt. ³⁷⁹ Lors de cette première rencontre Radek attira l'attention de son interlocuteur sur les avantages pour les deux pays d'une coopération militaire allant de l'établissement d'usines d'armement allemandes en Russie à la formation d'officiers soviétiques

375 Rathenau aurait, selon Radek, proposé 5 milliards de marks-papiers, mais Radek refusa la somme considérant celle-ci comme insuffisante pour influencer la politique soviétique. Lettre de Radek au NKID et au BP du PCR(b), 14.2.1922, Я. С. Драбкин, *Коминтерн и идея мировой революции*, p. 342.

376 K. Wiedenfeld, *Zwischen Wirtschaft und Staat*, p. 162. Cette impression est confirmée par Maltzan qui se plaint de l'attitude de Radek auprès de Rakovsky. Note de Maltzan, 8.2.1922, *ADAP*, Série A, Bd. V, p. 565.

377 *Ibid.*

378 H. Meier-Welcker, *Seeckt*, p. 326. Le Sondergruppe R était presque exclusivement composé de proches de von Seeckt ayant servi avec lui en Turquie pendant la guerre. M. Zeidler, *Reichswehr und Rote Armee*, p. 51.

379 Lettre de Radek au NKID et au BP du PCR(b), 11.2.1922, Я. С. Драбкин, *Коминтерн и идея мировой революции*, p. 334.

aux nouvelles techniques.³⁸⁰ Radek se plaignit aussi des progrès de la coopération anglo-allemande. Von Seeckt resta, selon ses biographes, très réservé, il justifia la coopération avec l'Angleterre comme une nécessité provisoire pour modérer l'intransigeance française et déclina tout engagement immédiat sans décourager Radek pour l'avenir.³⁸¹ Un développement plus intense de la coopération militaire dans le sens des propositions de Radek nécessitait d'ailleurs de nouveaux fonds dont l'état-major ne pouvait disposer sans l'appui du gouvernement.³⁸² Politiquement surtout, von Seeckt considérait qu'un accord politique et militaire avec la Russie soviétique était un atout d'autant plus efficace vis-à-vis des Alliés qu'il n'avait pas encore servi.³⁸³ Von Seeckt préféra donc rester à l'arrière-plan en déléguant la poursuite des négociations techniques à Oskar von Niedermayer, au commandant Fritz Tschunke, un officier de son état-major, et au colonel Otto von Hasse, le chef du Truppenamt auquel était subordonné le Sondergruppe R.³⁸⁴

Malgré une prise de conscience toujours plus grande de la nécessité de passer à une nouvelle étape des relations germano-soviétiques, malgré la poursuite des négociations techniques et l'élaboration d'un projet d'accord, de nombreux Allemands – en particulier au sein du SPD et des

380 F. von Rabenau, *Seeckt*, p. 309.

381 G.W.F. Hallgarten, «General Hans von Seeckt and Russia, 1920-1922», *The Journal of Modern History*, Vol. XXI, n° 1, March 1949, p. 31 et H. Meier-Welcker, *Seeckt*, p. 326. Confirmé par Radek dans sa lettre du 11.2.1922, Я.С. Дрaбкин, *Коминтерн и идея мировой революции*, pp. 334-335.

382 L'état-major, qui avait conscience de l'insuffisance de ses fonds secrets pour une telle entreprise, avait entamé dès la fin décembre 1921 des négociations avec Wirth sur ce sujet. Il apparaît clairement, compte tenu de l'ampleur des besoins, que ni les milieux industriels ni les milieux militaires ne s'engageraient plus en avant sans l'appui du gouvernement. *Ibid.*

383 Von Seeckt craignait aussi que Radek ne répète le contenu de ces entretiens aux Alliés, H. Meier-Welcker, *Seeckt*, p. 326.

384 E.H. Carr, *La révolution bolchevique*, T. III, p. 372. Le 15 mars, le gouvernement soviétique conclut un accord avec la firme allemande Junker pour la construction d'usines d'aviation dans la région de Moscou et à Kharkov. Cet accord représentait la première étape d'une collaboration militaire secrète entre l'Allemagne et l'URSS qui allait durer jusqu'à l'automne 1933. Mais en mars 1922 tout le monde avait conscience que les projets les plus importants restaient subordonnés à un accord politique au sommet. Ю.Л., Дьяков, Т.С., Бушуева, *Фашистский меч ковался в СССР. Красная армия и Рейхсвер-тайное сотрудничество 1922-1933*, Москва, Советская Россия, 1992, p. 84.

milieux industriels pro-occidentaux représentés par Rathenau – refusaient encore de franchir le pas. Balancés entre la crainte d’une réaction alliée s’ils se compromettaient trop ouvertement avec les Soviétiques et l’espoir toujours présent d’obtenir un accord avec les Alliés, les Allemands se déroberont jusqu’au dernier moment, c’est-à-dire jusqu’à la conférence de Gênes lorsque le refus allié d’intégrer la délégation allemande aux négociations sur la Russie apparaîtra clairement.

Berlin, Gênes, Rapallo: le bal des conférences internationales

Lorsque Radek revient à Moscou, il n’a obtenu aucun engagement formel de la part des Allemands. Pire, Tchitchérine, qui a suivi une partie des négociations, l’accuse d’avoir provoqué un «grave préjudice diplomatique à la Russie soviétique»³⁸⁵ en acceptant une interview dans le *Matin* sur l’éventualité d’un rapprochement franco-soviétique. Interpellé par le commissaire aux affaires étrangères, Lénine estime «que Radek a démontré une fois de plus en cette occasion que, malgré ses nombreuses qualités, il ne fait pas du tout l’affaire comme diplomate».³⁸⁶ Le 21 février, le dirigeant d’Octobre demande au BP d’écarter Radek de la diplomatie³⁸⁷ et le représentant allemand semble alors s’inquiéter d’une éventuelle perte d’influence de Radek dans le cercle du Kremlin.³⁸⁸ Pourtant le bilan de la mission Römer me semble bien meilleur que ne le laissent penser les récriminations de Tchitchérine³⁸⁹ et les remarques de Lénine: grâce à Radek les négociations sont entrées dans leur phase décisive et un projet d’accord a déjà été rédigé par les services de Maltzan en sa présence. Le chantage à l’article 116 irrite bien sûr les autorités allemandes, mais la méthode fonctionne et elle sera d’ailleurs au cœur de la tactique de la délégation soviétique lors de la conférence de Gênes. Le projet d’accord était prêt, seule manquait la signature, une étape qui dans la situation actuelle exigeait «la plus grande réserve dans les déclarations et les négociations».³⁹⁰ Radek n’avait pas démérité,

385 Lénine, *OC*, T. 45, note 580.

386 Lettre de Lénine au BP russe, 20.2.1922, *ibid.*, p. 489.

387 Lettre de Lénine à Kamenev et Staline, 21.2.1922, *ibid.*, p. 490.

388 K. Wiedenfeld, *Zwischen Wirtschaft und Staat*, p. 142.

389 Les récriminations de Tchitchérine relèvent à mon sens plus d’une rivalité de personnes que d’une concurrence de politiques.

390 Lettre de Lénine au BP russe, 17.3.1922, Lénine, *OC*, T. 42, p. 431.

mais la réserve et la prudence n'étant pas ses meilleures qualités, il devait s'effacer devant les tenants d'une approche plus classique de la diplomatie.

Le 18 mars Radek repart néanmoins en Allemagne en tant que membre de la délégation soviétique pour la conférence économique mondiale de Gênes.³⁹¹ Officiellement il est chargé des relations entre la délégation soviétique à Gênes et le gouvernement de Moscou³⁹² mais sa contribution au travail de la délégation sera infime puisqu'il ne dispose cette fois d'aucun mandat pour négocier avec les Allemands³⁹³ et qu'il se contentera d'utiliser ses relations auprès de Maltzan et des principaux responsables pour maintenir un contact aussi constant que possible avec les Allemands jusqu'à l'arrivée de la délégation soviétique prévue pour le 1^{er} avril.³⁹⁴ Sa mission consiste en réalité à relancer, avant la conférence sur la reconstruction économique de l'Europe, le processus du front uni par une initiative spectaculaire afin que «toutes les organisations ouvrières se dressent contre les desseins des forbans capitalistes [qui vont se rassembler] à Gênes».³⁹⁵

L'initiative de convoquer une conférence des trois Internationales avait été prise par l'Union internationale ouvrière des partis socialistes, aussi appelée par ses ennemis l'Internationale «Deux-et-demi» ou Internationale de Vienne.³⁹⁶ Fondée en février 1921 par quelques partis socialistes, qui comme le parti socialiste suisse et l'ILP britannique désiraient rassembler toutes les tendances du mouvement ouvrier dans une même Internationale, l'Internationale de Vienne n'avait jusqu'alors réussi qu'à

391 *Bericht über die Tätigkeit des Präsidiums und der Exekutiv der Kommunistischen Internationale für die Zeit vom 6. März bis 11. Juni 1922*, Hamburg, Verlag der KI, 1922, p. 5.

392 Haniel à Krestinski, 4.5.1922, *ADAP*, Série A, Bd. VI, p. 173.

393 Les pleins pouvoirs ont été confiés à Litvinov qui part pour Berlin le 27 mars 1922. Lettre de Wiedenfeld à Rathenau, 27.3.1922, *ADAP*, Série A, Bd. VI, p. 68.

394 Radek rencontrera encore plusieurs fois Maltzan et Rathenau à la fin mars. H.-G. Linke, *Deutsch-sowjetische*, p. 192.

395 Radek, «La conférence des trois Internationales», *Corrint.*, n° 27, 8.4.1922. On retrouve cette idée d'une mobilisation internationale du prolétariat contre le système capitaliste mondial dans tous ses articles sur la préparation de la conférence de Gênes: Radek, «La Russie des Soviets à Gênes», *ibid.*; Radek, «Sowjetrussland und Genua», *RF*, 9.4.1922; Radek, «Die Auferstehung», *RF*, 16.4.1922.

396 Radek, *Genua, Die Einheitsfront des Proletariats und die Kommunistische Internationale*, Rede auf der Konferenz der Moskauer Organisation der KPR am 9. März 1922, Hamburg, Verlag Carl Hoym, 1922, p. 77.

accentuer la division en créant une nouvelle organisation qui avait beaucoup de peine à défendre sa spécificité entre les deux Internationales ennemies. Sur le fond, l'Internationale de Vienne reprenait la proposition faite par Radek en décembre 1921 «d'internationaliser le front commun ouvrier pour organiser des démonstrations internationales contre le réarmement, pour l'annulation des dettes de guerre, contre l'occupation de la Ruhr et pour la reconnaissance de la Russie soviétique».³⁹⁷ La proposition de Radek avait été adoptée par le parti russe, puis par l'exécutif³⁹⁸ et enfin par le KPD³⁹⁹, mais durant le mois de février elle suscite de nouvelles critiques au sein de l'exécutif et des sections nationales. Les partis italien, français, polonais et espagnol invoquent la spécificité de leur situation nationale pour s'opposer à son application⁴⁰⁰, des voix s'élèvent aussi pour «affirmer que la tactique du front uni serait dictée par le désir d'améliorer la situation de la Russie des Soviets»⁴⁰¹ et Zinoviev commence à élaborer de subtiles distinctions entre front uni «par le haut» et front uni «par le bas».⁴⁰² Mais Radek tient bon, il refuse de relancer le débat sur la signification théorique du front uni et il parvient à obtenir un vote de l'exécutif élargi en faveur d'une participation communiste à la conférence des trois Internationales en soulignant «l'actualité d'une telle conférence au moment où la bourgeoisie internationale tente de réaliser à son profit un nouveau partage du monde».⁴⁰³ Craignant que la conférence de Gênes ne débouche sur la mise sous tutelle de l'économie soviétique en «imposant à la Russie des conditions analogues à celles que le traité de Versailles a posées à l'Allemagne»⁴⁰⁴, Radek espère dès lors pouvoir utiliser la proposition de l'Internationale de Vienne pour organiser un front

397 Lettre de Radek à Meyer du 6.12.1921, I 6/10/52, doc. 179-180, SAPMO.

398 *Bulletin communiste*, n° 3, 19.1.1922, pp. 46-48.

399 «Manifest des EKKI und die Roten Gewerkschaftinternationale an die Proletarier aller Länder», *RF*, 22.12.1921.

400 J. Degras, «United Front Tactics in the Comintern 1921-1928», in David Footman, *International Communism*, St. Antony's Papers, n° 9, London, Chatto and Windus, 1960, p. 14.

401 *Compte rendu de la conférence de l'exécutif élargi de l'Internationale communiste*, Moscou, 24.2.-4.3.1922, Paris, l'Humanité, 1922, p. 103.

402 Les réticences de Zinoviev apparaissent dans sa correspondance avec Kuusinen, F.522/2/120, RGASPI.

403 Déclaration de Radek, 5^e séance de l'exécutif élargi, 24.2.1922, F.495/159/15, doc. 29, RGASPI.

404 Radek, «Le premier Etat ouvrier lutte pour son existence», *Corrint.*, n° 31, 24.4.1922.

uni des Internationales ouvrières contre le front uni du capital mondial qui se prépare pour Gênes.

Parmi les organisations invitées, seule la Fédération internationale des syndicats, l'IFTU, aussi appelée l'Internationale syndicale d'Amsterdam, refusa de participer aux réunions. F. Adler et Crispian, accompagnés de plusieurs mencheviks russes pour l'Internationale de Vienne, Vandervelde et Ramsay MacDonald pour la II^e Internationale, Boukharine, Radek et Zetkin pour l'IC, Rosmer pour le Profintern, entament les discussions le 2 avril 1922 dans une salle du Reichstag mise à leur disposition par le SPD. C'est dans les rangs de la II^e Internationale que le projet d'action commune, autour du mot d'ordre communiste «A bas la paix de Versailles», rencontre le plus d'hostilité. Selon Radek, cela s'explique par le fait que les trois plus grands partis de la II^e Internationale sont le SPD, le Labour Party anglais et le parti ouvrier belge:

Nul ne doute de l'hostilité du SPD vis-à-vis de la paix de Versailles, qui n'est pas seulement un nœud coulant jeté autour du cou du prolétariat allemand, mais constitue aussi une menace toujours suspendue sur la tête du gouvernement du Reich auquel participe la social-démocratie. Celle-ci manifesterait donc volontiers contre la paix de Versailles. Mais le Labour Party et le parti ouvrier belge ne le lui permettraient pas eu égard aux gouvernements de l'Entente [...] N'osant combattre l'ancien traité de Versailles, la social-démocratie allemande ne peut pas non plus se déclarer dès le début hostile à la nouvelle paix de brigandage que l'on prépare à Gênes.⁴⁰⁵

La réponse de Vandervelde au discours introductif de Clara Zetkin révèle immédiatement l'ampleur des divergences et les limites que n'entendent pas franchir les sociaux-démocrates. Ancien ministre d'un gouvernement de coalition pendant la guerre, Vandervelde refuse d'entrer en matière sur une éventuelle remise en cause du traité de Versailles et du principe des réparations. Avant toute discussion, il demande aux communistes des garanties contre la formation de cellules communistes dans les organisations ouvrières, pour la mise en place d'une commission d'enquête à propos de l'occupation de la Géorgie par l'Armée rouge et sur le déroulement du procès des SR qui se prépare à Moscou pour l'été.⁴⁰⁶ Victor Serge, qui assiste aux débats, relate ainsi la réaction communiste:

405 Radek, «La conférence des trois Internationales», *Corrint.*, n° 27, 8.4.1922.

406 Discours de Vandervelde, *Conférence des Trois Internationales*, Bruxelles, Librairie du peuple, 1922, pp. 28-42.

Mais quelqu'un s'est levé à la table des communistes. Ici l'on est plus jeune, plus nerveux, on n'a pas l'air cossu des parlementaires chevronnés, ni l'air pâteux des socialistes à portefeuilles, habitués à vivre dans des fauteuils. Ici, on a affaire à des révolutionnaires, et cela se voit. Silhouette osseuse et dure, visage heurté, teint gris, geste véhément et parole cinglante, c'est Radek. Il répond à Vandervelde. Et la situation est tout de suite rétablie. On n'accuse pas la révolution quand on fut ministre de la guerre, quand on signa le traité de Versailles, quand on est l'ami politique de Scheidemann [...] En cinq minutes Radek a montré quels comptes terribles la révolution pourrait demander aux socialistes qui sont là.⁴⁰⁷

Pourtant Radek n'entend pas poursuivre sur ce terrain: «Nous nous asseyons à la même table que vous, nous voulons lutter à vos côtés, et cette lutte décidera si cela doit être une manœuvre, comme vous dites, au profit de l'Internationale communiste ou un courant qui unifiera la classe ouvrière.»⁴⁰⁸ Malgré quelques provocations – «quand Vandervelde parlait nous entendions un écho de Paris»⁴⁰⁹ – et des propos parfois un peu vifs, Radek est prêt à tout pour éviter la rupture et engager les sociaux-démocrates dans la mécanique du front uni. Les rares résultats obtenus lors de cette conférence le seront grâce à son «inébranlable détermination».⁴¹⁰

Son projet de résolution commune est une suite de concessions particulièrement surprenantes si l'on pense à l'hostilité dont il avait toujours fait preuve à l'égard de Vandervelde et des autres dirigeants sociaux-démocrates. Radek propose en effet de mettre à la disposition des délégations une documentation sur la question géorgienne, il affirme que les communistes renoncent à porter la scission dans les syndicats⁴¹¹ et malgré les réticences de Boukharine,⁴¹² il accepte aussi d'engager la responsabilité de l'Etat soviétique en donnant des garanties sur le procès des SR: les accusés pourront choisir leurs avocats, le procès sera public et il

407 R. Albert [V. Serge], «Commentaire sur la séance du 2 avril 1922 des délégations des trois Internationales», *Corrint.*, n° 26, 6.4.1922, p. 200.

408 *Conférence des Trois Internationales*, p. 50.

409 *Ibid.*, p. 112.

410 E.H. Carr, *La révolution bolchevique*, T. III, p. 419. En revanche W. Lerner, *Radek*, p. 114, commet une erreur d'interprétation en faisant porter à Radek la responsabilité de l'échec de cette conférence.

411 *Conférence des Trois Internationales*, p. 127.

412 A. Rosmer, *Moscou sous Lénine*, T. 2, p. 76.

n'y aura pas de condamnation à mort.⁴¹³ En contrepartie, il n'obtient que la création d'un comité de neuf membres chargé d'organiser de nouvelles conférences et une grande démonstration pour le 1^{er} mai.⁴¹⁴ Le résultat semble a priori très négatif pour les communistes, il provoquera une critique sévère de la part de Lénine qui désavouera les capitulations de Radek.⁴¹⁵ Mais Radek voit les choses autrement:

La II^e Internationale n'a pas réussi à réprimer les commencements, aussi timides soient-ils, du front uni. Elle a dû donner son assentiment à la constitution d'un comité composé des représentants des trois Internationales dont la tâche sera de préparer la convocation d'un congrès mondial et d'organiser des conférences préalables. Elle a dû consentir à l'organisation au cours du mois d'avril de grandes manifestations internationales contre l'offensive capitaliste, contre la politique de brigandage des puissances à Gênes, pour la reconnaissance de la Russie des Soviets, contre l'étranglement de l'Allemagne par les réparations. Assurément ce n'est pas grand-chose. [...] La réserve de la délégation soviétique sera probablement considérée par beaucoup de camarades comme une reculade. Nous ne l'ignorons point. [...] Mais l'idée du front uni est déjà si forte que la II^e Internationale qui la repoussait avec dédain en 1921, [...] ne peut plus se livrer contre elle qu'à un travail sournois de sabotage.⁴¹⁶

Pour la première fois Radek avait réussi à lier les dirigeants sociaux-démocrates au processus du front uni. Face à l'ampleur des concessions communistes, il leur serait désormais difficile de rompre le front uni sans apparaître comme les véritables responsables de la division du monde ouvrier, objectif qui était à l'origine même de la tactique du front uni chez Radek. D'abord très critique sur l'attitude de Radek, Lénine le félicite

413 Déclaration de la délégation communiste, F.495/18/86, doc. 246, RGASPI. Sur les 33 accusés SR, 12 seront condamnés à mort mais la sentence ne sera pas appliquée «sous réserve que le parti SR mette un terme à ses activités contre-révolutionnaires». «Le verdict de Moscou», *Corrint.*, 14.8.1922, n° 19. Les condamnations à mort seront commuées en peine de cinq ans, mais les condamnés, jamais libérés, seront exécutés pendant les années trente à l'exception de l'un d'entre-eux. *Судебный процесс над социалистами-революционерами (июнь-август 1922г.): подготовка, проведение, итоги. Сборник документов*, Москва, Росспэн, 2002, p. 128.

414 Les délégués de la II^e Internationale refusèrent d'organiser des manifestations au mois d'avril c'est-à-dire pendant les travaux de la conférence de Gênes. Radek, «La conférence des trois Internationales», *Corrint.*, n° 27, 8.4.1922. Selon Radek, la raison en était que le SPD craignait de se compromettre avec les communistes avant les élections. Télégramme de Boukharine et Radek à Zinoviev, 6.4.1922, Я. С. Дабкин, *Коминтерн и идея мировой революции*, p. 379.

415 Lénine, «Nous avons payé trop cher», *OC*, T. 33, pp. 336-340.

416 Radek, «La conférence des trois Internationales», *Corrint.*, n° 27, 8.4.1922.

maintenant pour ses discours⁴¹⁷, il lui annonce aussi que le CEIC ratifiera l'accord élaboré et déclare que la tactique du «front uni devra être poursuivie jusqu'au bout». ⁴¹⁸ Radek avait surtout réussi à inscrire au centre de la mobilisation des trois Internationales la reprise des relations économiques et politiques avec la Russie soviétique; c'était certainement là pour lui le point le plus important et la cause de cette suite de concessions. A cinq jours de l'ouverture de la conférence de Gênes, même les dirigeants sociaux-démocrates ne pouvaient plus rejeter ouvertement la perspective d'une reconnaissance de la Russie soviétique.

Dans les jours qui suivent, la délégation soviétique composée de Tchitchérine, Litvinov et Rakovsky arrive à Berlin, où elle s'entretient avec les Allemands avant de partir pour Gênes.⁴¹⁹ Sa position est en réalité beaucoup plus forte que ne l'imaginaient les Alliés et même les Allemands. «L'Entente est à Gênes», écrit Radek, «mais sans la moindre entente.»⁴²⁰ L'intransigeance de la France et «l'erreur» commise par Lloyd George d'entamer la discussion sur les relations avec la Russie sans les Allemands⁴²¹ allaient permettre aux Soviétiques d'arriver à leurs fins.

417 Télégramme du BP russe à Radek et Boukharine, 17.4.1922, Я. С. Драбкин, *Коминтерн и идея мировой революции*, p. 390.

418 Lénine, *OC*, T. 33, p. 338.

419 C'est à l'occasion d'une réception donnée le 10 avril par les Allemands en l'honneur de la délégation soviétique que Radek aurait, selon E. Troeltsch, «très vivement souligné le nationalisme des Soviets qui tiennent ce qu'on appelle le Testament de Pierre le Grand pour pleinement justifié». E. Troeltsch, *Spektator Briefe. Aufsätze über die deutsche Revolution und die Weltpolitik 1918-1922*, Tübingen, Paul Siebeck, 1924, p. 269. Comme l'a souligné L. Dupeux, *National Bolchevisme*, T. 1, p. 204, le témoignage de Troeltsch est «très imprécis et pas toujours vraisemblable».

420 K. Bremer [Radek], «La conférence du gâchis capitaliste et le prochain congrès de l'ordre prolétarien», *Corrint.*, n° 34, 3.5.1922. Un constat partagé depuis par les historiens, cf. C. Fink, A. Frohn, J. Heideking (ed.), *Genoa, Rapallo, and European Reconstruction in 1922*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, p. 17.

421 Selon Maltzan, Rathenau demanda trois fois à Lloyd George de pouvoir participer à ces réunions ou du moins à en être informé, mais cela lui fut systématiquement refusé. Note de Maltzan, 17.4.1922, *ADAP*, Série A, Bd. VI, p. 125. Selon P. Krüger, les Britanniques échouèrent certes à «rassurer la délégation allemande» en réalisant des entretiens réguliers à un haut niveau, mais c'est surtout Maltzan qui serait responsable de cette situation en ayant sciemment et constamment entretenu la rumeur que les Alliés étaient proches d'un accord avec les Soviétiques. Cf. C. Fink, A. Frohn, J. Heideking (ed.), *Genoa, Rapallo, and European Reconstruction in 1922*, pp. 54-55 et P. Krüger, *Die Aussenpolitik der Republik von Weimar*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1985, p. 174.

S'inquiétant une nouvelle fois des rumeurs, sciemment entretenues par les Russes, sur la possibilité d'un accord franco-soviétique aux détriments de l'Allemagne⁴²², Maltzan sonde la délégation soviétique sur l'éventualité de reprendre les discussions.⁴²³ Pendant deux jours, les délégués soviétiques laissent le doute s'instaurer parmi les Allemands, qualifient leurs négociations avec les Alliés en des termes extrêmement favorables et, au soir du 15, Maltzan, très déprimé, écrit qu'il faut «tenter de sauver ce qui peut encore l'être».⁴²⁴ Des sources identifiées par P. Krüger confirment désormais le fait que ce sont les Allemands qui prirent l'initiative de téléphoner aux Soviétiques dans la nuit du 15 au 16 avril pour accélérer les choses.⁴²⁵ Un peu plus tard, Joffé téléphone à son tour à Maltzan pour lui proposer de reprendre les négociations dans l'hôtel de la délégation soviétique situé dans la petite ville de Rapallo. Durant la nuit, la délégation allemande harmonise sa position et à 7 heures elle téléphone à Rapallo pour prévenir les Russes de leur arrivée. Le projet d'accord, négocié depuis plusieurs mois par Radek et les Allemands⁴²⁶, est complété et signé en fin d'après-midi malgré les réticences de Rathenau. Les signataires s'engagent: à rétablir leurs relations diplomatiques, à renoncer aux réparations des dommages de guerre, à s'accorder la clause de la nation la plus favorisée et, enfin, à faciliter leurs relations économiques. L'Allemagne s'engageait aussi à renoncer aux indemnités pour la nationalisation de ses biens, sous réserve de pouvoir faire valoir ses droits si d'autres pays obtenaient satisfaction sur ce point. La conférence de Gênes se poursuit sans que les Soviétiques obtinssent la moindre satisfaction en matière de reconnaissance diplomatique ou d'ouverture de crédits, mais le traité de Rapallo leur avait permis d'écarter la menace d'un consortium international

422 La rumeur était réapparue selon Maltzan le 14 avril, alors que les Russes négociaient avec l'Angleterre et la France. Note de Maltzan, 17.4.1922, *ADAP*, Série A, Bd. VI, p. 126.

423 *Ibid.*, p. 127.

424 *Ibid.*, p. 129.

425 Cf. C. Fink, A. Frohn, J. Heideking (ed.), *Genoa, Rapallo, and European Reconstruction in 1922*, p. 55.

426 Le 2 avril Tchitchérine et Litvinov avaient proposé à Maltzan d'élaborer un accord commun. Maltzan leur avait répondu qu'un tel accord avait déjà été négocié entre lui et Radek et qu'il suffisait désormais de le signer. Le seul désaccord portait alors sur l'éventualité d'une participation allemande au consortium international (point 5 de l'accord), perspective à laquelle les milieux industriels allemands (Deutsch et Stinnes) refusaient encore de renoncer. Note de Maltzan, 3.4.1922, *ADAP*, Bd. VI, p. 78.

au profit d'un accord établi sur le principe d'égalité entre les deux partenaires. La portée de l'événement est encore beaucoup plus grande. Répondant à un journaliste qui l'interroge sur les répercussions du traité de Rapallo sur le traité de Versailles, Rakovsky rétorque: «Le traité de Versailles? Le traité de Versailles? Je ne sais rien de ce traité»⁴²⁷ révélant ainsi la conscience que les bolcheviks avaient d'avoir établi une brèche dans le système des vainqueurs.

Radek ne participa pas à ces dernières péripéties, ni à la signature du traité, mais l'acharnement avec lequel il avait, pendant des mois, travaillé dans tous les milieux politiques allemands, des couloirs du ministère de la défense aux assemblées ouvrières en passant par les bureaux de Maltzan et de Rathenau, pour élaborer les bases du traité et imposer dans l'opinion publique l'idée d'une alliance entre l'Allemagne et la Russie soviétique, en fait, selon la formule de Carr, «l'un de ses principaux artisans».⁴²⁸ Il continuera d'ailleurs à suivre de près les développements ultérieurs de cette politique, s'entretenant régulièrement avec l'ambassadeur allemand Brockdorff-Rantzau, mais aussi avec les responsables économiques et militaires.⁴²⁹ La signature du traité de Rapallo avait surtout été un acte symbolique: la reconnaissance de la volonté des deux parties d'entamer un travail commun. Mais la portée pratique du traité dépendrait largement de la façon dont le gouvernement et les industriels allemands l'appliqueraient et le lancement effectif des premières usines d'économie mixte, notamment celles d'armement, allait encore prendre des mois et parfois même des années.⁴³⁰

La nouvelle de la signature du traité de Rapallo fut accueillie avec surprise et embarras au sein du parti allemand. Rares étaient les communistes allemands qui connaissaient la teneur des négociations que Radek menait dans les coulisses depuis plusieurs mois.⁴³¹ En février 1922, lors-

427 P. Broué, *Rakovsky*, p. 193.

428 E.H. Carr, *La révolution bolchevique*, T. III, p. 391.

429 Radek rencontre une nouvelle fois von Seeckt le 19 décembre 1922 à Berlin, F. von Rabenau, *Seeckt*, p. 319.

430 M. Zeidler, *Reichswehr und Rote Armee*, pp. 55-59. Les négociations directes entre la firme aéronautique Junker et le gouvernement soviétique débutèrent fin avril. Un premier accord fut signé en novembre et, le 4 décembre, les chantiers de la concession de Fili (dans la banlieue de Moscou) signaient un contrat de livraison portant sur 100 avions de combat.

431 La presse soviétique fut elle-même très avare d'information sur ce sujet puisque la première référence à la collaboration militaire date du 16.12.1923, *Известия*.

qu'il s'était rendu à Moscou pour participer aux séances de l'exécutif élargi, Thalheimer avait bien demandé à Radek «comment s'était fait l'accord avec la firme K[rupp] sur la construction d'une industrie de guerre en Russie». ⁴³² La seule réponse de Radek avait été de lui demander comment il l'avait appris et la discussion n'eut apparemment pas de suite. ⁴³³

Bien qu'ayant inscrit l'alliance avec la Russie soviétique dans leur programme, les communistes allemands ne s'attendaient apparemment pas à ce que leur gouvernement franchisse le pas. Il faudra attendre deux jours pour que la presse du parti en fasse mention dans ses colonnes. ⁴³⁴ Un premier article de fond paraît le 20 mai dans la *Correspondance internationale* sous la plume de Thalheimer. Il révèle surtout le scepticisme des communistes allemands: «Quant à nous communistes, nous sommes encore loin de croire que le cabinet Wirth-Rathenau – ou que tout autre cabinet de coalition bourgeoise – soit capable et disposé de suivre réellement la voie indiquée par le traité de Rapallo. L'histoire des trois ans et demi de politique extérieure allemande ne nous permet pas d'avoir une semblable confiance.» ⁴³⁵ Réaction identique le 29 mai, lorsque le traité est soumis au vote du Reichstag. La fraction communiste représentée par Frölich donne bien sûr son accord, mais sa déclaration vise surtout à en relativiser l'importance: «concrètement, ce traité n'est rien d'autre que la consécration d'un état de fait qui existe depuis longtemps» et «ce que l'on trouve dans le traité n'est jusqu'à présent rien d'autre que de belles phrases». ⁴³⁶

Pourtant, selon Ruth Fischer, le traité de Rapallo entraîna un «repli» de la politique de l'Internationale en Allemagne et le sacrifice de la révolution au nom des intérêts de l'Etat soviétique; la politique du front uni n'aurait été dans cette perspective qu'un prétexte pour justifier ce repli. ⁴³⁷ Ruth Fischer et les historiens qui la suivent confondent à mon sens les causes et les conséquences. D'abord, la ligne du front uni est très antérieure au traité de Rapallo; surtout, cette politique et le traité d'alliance avec l'Allemagne ne sont pas à l'origine du repli révolutionnaire, ils en sont au contraire la

432 Note de Radek, sans date, I 6/10/52, doc. 42, SAPMO.

433 Thalheimer déclara qu'«il l'avait appris de Lutovinov», un vieux bolchevik partisan de l'opposition ouvrière qui avait été muté à Berlin en 1921. Note de Radek, sans date, I 6/10/52, SAPMO.

434 *RF*, 18.4.1922.

435 A. Thalheimer, «Le traité russo-allemand», *Corrint.*, n° 33, 20.4.1922.

436 *Verhandlungen des Reichstags. Stenographische Berichte*, Vol. 355, p. 7738.

437 R. Fischer, *Stalin and German*, p. 199.

conséquence. C'est parce que les dirigeants communistes étaient désormais convaincus de l'absence de perspective révolutionnaire en Europe à court terme qu'ils s'étaient engagés dans la voie du front uni et de Rapallo, et non l'inverse. Il est d'ailleurs significatif que ces accusations sur le sacrifice de la révolution allemande proviennent d'une ancienne militante de la gauche du parti, un groupe qui justement refusait l'analyse de Radek sur le reflux de la révolution. Pour autant le traité de Rapallo ne fut pas, comme l'auraient souhaité les communistes allemands, sans conséquence sur la politique du KPD. Totalement cohérente quand on l'analyse de Moscou – comme Radek – cette politique avait des implications parfois contradictoires pour les personnes qui étaient chargées de l'appliquer à la base, sans avoir de ces problèmes une vue d'ensemble prenant en compte ce que Radek appelle l'équilibre mondial des forces. A plusieurs reprises Radek intervint auprès de ses camarades, en particulier les Berlinoises, pour leur demander d'adopter une politique plus modérée, prenant en compte la signature du traité de Rapallo.⁴³⁸ Radek ne pouvait être accusé de freiner une révolution qui n'avait alors aucune actualité, et cela indépendamment de la politique soviétique. Mais indéniablement le traité de Rapallo compliquait la situation du KPD en limitant sa marge de manœuvre, en l'obligeant à tenir une position d'équilibre dont la précarité n'allait cesser de s'accroître tout au long des années 1922-1923.

Le front uni malgré tout

Alors que la délégation soviétique repart en Russie, Radek reste en Allemagne pour mener à bien deux missions.⁴³⁹ Il commence par organiser une gigantesque campagne de presse pour préparer les ouvriers occiden-

438 W. Lerner, *Karl Radek*, p. 201, note 72. W. Lerner a trouvé dans les archives du Département américain une copie d'un discours prononcé par Radek le 10 mai 1922 devant l'organisation berlinoise.

439 Le gouvernement du Reich avait commencé par protester car Radek avait participé le 28.4.1922 à une assemblée de permanents communistes de Berlin ce qui était contraire aux engagements qu'il avait pris pour obtenir une autorisation de séjour pendant la conférence de Gênes. Le problème fut résolu par l'intervention de Maltzan. Echange de lettres entre le représentant soviétique à Berlin, Krestinski, et le ministre de l'intérieur du Reich, 10-12.5.1922, F.326/2/49, doc. 60-61, RGASPI et Dossiers de la Conférence de Gênes, 0418/1/1/22, doc. 31-32, AVPRF.

taux à la condamnation des SR.⁴⁴⁰ Il participe ensuite aux travaux de la commission des neuf, créée début avril à la conférence de Berlin pour préparer la tenue d'un congrès mondial des Internationales ouvrières. Mais à l'exception d'une manifestation commune, organisée le 1^{er} mai, le front uni des Internationales n'avait pas entraîné le moindre résultat. Prenant prétexte d'une suspension de séance demandée par la délégation communiste, les deux Internationales socialistes décident de convoquer une conférence internationale à La Haye sans inviter la délégation du Comintern.⁴⁴¹ Le processus de rapprochement ainsi initié aboutira à la réunification des deux Internationales en 1923, après la reconstitution d'un parti socialiste allemand unifié à l'automne 1922.⁴⁴² Mis à l'écart, les bolcheviks quittent la commission des neuf le 23 mai 1922.⁴⁴³

La rupture du front uni relance l'affrontement entre les trois Internationales. Radek raconte:

La II^e Internationale mais aussi l'Internationale deux et demi déclaraient maintenant de la façon la plus impudique que toute la tactique du front uni n'avait été qu'une tentative de mobiliser la classe ouvrière pendant la conférence de Gênes au secours de la diplomatie soviétique. Or cette conférence étant finie et ayant abouti à des succès tellement extraordinaires, le gouvernement soviétique – n'ayant plus besoin du prolétariat international – serait sorti de la commission des neuf.⁴⁴⁴

L'accusation des sociaux-démocrates comprend une part de vérité: la mobilisation du prolétariat international pendant la conférence de Gênes s'inscrivait bien dans une stratégie générale visant à rompre l'isolement de

440 Télégramme de Zinoviev à Radek, 6.5.1922, F.495/18/122, doc. 49, RGASPI. Craignant les répercussions de ce procès sur l'opinion publique internationale, Radek va rassembler pendant plusieurs semaines du matériel sur les avocats occidentaux des SR, alors que de son côté la Guépéou lui envoie du matériel pour dénigrer les dirigeants SR. Note de Dzierjinski, 10.5.1922, F.76/3/49, doc. 101, RGASPI. Parmi ses articles les plus importants sur cette question cf.: «Zum Prozess der sogenannten Sozialistenrevolutionären», *RF*, 23.5.1922; «Historische Sinn des Prozesses der Sozialistenrevolutionären», *RF*, 14.6.1922; «Ce que signifie le procès de Moscou», *Corrint.*, 29.7.1922, pp. 427-428; «Les archives secrètes du Parti SR à Paris», *ibid.*, 3.8.1922, pp. 435-436; «La preuve de l'infamie du parti SR de Russie», *ibid.*, 2.9.1922, pp. 504-505.

441 Lettre de Radek au BP du PCR(b), 24.5.1922, F.495/18/86, doc. 79, RGASPI.

442 «Die USPD tot», *RF*, 23.9.1922.

443 «Die Neuerkommission gesprengt», *RF*, 24.5.1922.

444 Rapport de Radek à la réunion de l'exécutif élargi, 7.6.1922, F.495/160/7, doc. 9, RGASPI.

la Russie soviétique et Radek reconnaît d'ailleurs que l'IC «considère qu'il est du devoir du prolétariat international de soutenir les grandes luttes de la République des Soviets». ⁴⁴⁵ Mais c'est une erreur de réduire la tactique du front uni à un simple instrument de la politique étrangère soviétique. Elle avait été initiée en janvier 1921 par le parti allemand, puis approuvée par le III^e congrès de l'Internationale durant l'été 1921, soit bien avant la conférence de Gênes. Radek n'avait pas non plus souhaité rompre le front uni après la signature d'un accord avec l'Allemagne et il critiqua sévèrement Zinoviev dont l'intervention dans la presse avait accéléré la rupture. ⁴⁴⁶ Le parti communiste russe n'était d'ailleurs pas le seul à confondre parfois ses intérêts nationaux avec ceux du prolétariat. Evoquant dans la presse et les réunions publiques l'attitude des deux Internationales socialistes pendant le mois d'avril, Radek s'en tient aux thèses habituelles sur la trahison des dirigeants réformistes, mais dans un rapport secret, présenté devant l'exécutif, il fournit une autre explication qui prend en compte les intérêts nationaux de chacun des partis composant les trois Internationales. Pendant la conférence de Gênes, le SPD et l'USPD avaient dénoncé, au nom de la II^e Internationale et de l'Internationale deux et demi, le rapprochement franco-soviétique contre le prolétariat allemand; après la signature du traité de Rapallo, ce sont les partis français, belge et anglais qui, indépendamment de leur affiliation à la II^e ou à l'Internationale deux et demi, dénoncent un complot contre le prolétariat occidental. ⁴⁴⁷

Mais le principal démenti aux thèses social-démocrates sur le caractère purement «circonstanciel» et «diplomatique» du front uni chez les communistes apparaît dans les efforts fournis par Radek pour prolonger la politique du front uni après la dissolution du comité des neuf. ⁴⁴⁸ Loin

445 *Ibid.*, doc. 10.

446 Selon Radek la responsabilité de la rupture revient à Zinoviev qui avait commis une «erreur tactique» en lançant aux deux Internationales socialistes un ultimatum – convocation d'une conférence internationale ou dissolution du comité des neuf: «Nous avons besoin d'une discussion publique sur les calomnies lancées par la II^e Internationale [...], mais après la publication de l'ultimatum de Zinoviev il n'y avait plus de place pour ces manœuvres. Lettre de Radek au BP du PCR(b), 24.5.1922, F.495/18/86, doc. 79, RGASPI.

447 Rapport de Radek à la réunion de l'exécutif élargi, 7.6.1922, F.495/160/7, doc. 18, RGASPI.

448 Un appel au front uni est publié le lendemain de la dissolution du comité des neuf: «Arbeiter und Arbeiterinnen aller Länder. Es lebe der Kampf um die Einheitsfront von unten auf!», *RF*, 25.5.1922.

de se décourager, Radek considère en effet que «la vraie lutte pour le front uni va enfin pouvoir commencer», mais par le bas, «dans les fabriques et les ateliers, là où se trouvent les masses». ⁴⁴⁹ Car le bilan de ces deux mois est selon lui très favorable aux communistes: «Nous avons tenté de créer l'union par le haut et les masses ont pu voir que ce n'était pas à cause de nous que cette tentative a échoué. [...] Nous n'apparaissions plus devant les masses comme des scissionnistes» mais au contraire comme les «principaux porte-parole de leurs aspirations à l'unité». ⁴⁵⁰ Les communistes concentrent désormais leurs efforts sur les conseils d'usine, ces organes ouvriers auxquels la Constitution de Weimar avait accordé un droit de participation au conseil économique du Reich. ⁴⁵¹ Progressivement, les communistes réussissent ainsi, en appuyant contre les délégués syndicaux les revendications des comités d'usine et en encourageant la formation de comités régionaux de chômeurs, à gagner de l'influence parmi des ouvriers qui se laissaient traditionnellement représenter par les syndicats réformistes. A chaque occasion, les communistes soulignent bien sûr l'insuffisance des revendications purement économiques, mais ils sont désormais systématiquement aux côtés des ouvriers et progressent dans les syndicats alors que les sociaux-démocrates commencent à subir les contradictions d'un parti devant assumer la responsabilité du pouvoir.

Parallèlement à ce travail à la base, Radek tente d'exploiter chaque opportunité pour inscrire les communistes à la tête de manifestations unitaires, malgré les dirigeants sociaux-démocrates et parfois même contre l'exécutif. Le 24 juin, Walter Rathenau, le ministre des affaires étrangères qui avait signé le traité de Rapallo, est assassiné dans la rue par des hommes que l'on soupçonne d'appartenir à l'organisation nationaliste terroriste Orgesch. ⁴⁵² Pour la *Rote Fahne*, cet assassinat «est à rapprocher des attentats de Munich contre un journal social-démocrate, de Hambourg contre des communistes, de la tentative d'assassinat de Scheidemann et de toutes les manifestations nationalistes actuelles». ⁴⁵³ La presse du parti

449 Rapport de Radek à la réunion de l'exécutif élargi, 7.6.1922, F.495/160/7, doc. 19, RGASPI.

450 *Ibid.*

451 P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 581.

452 Du nom de son fondateur Georg Escherich, 1870-1941, haut fonctionnaire et capitaine dans la Reichswehr.

453 «M. Rathenau assassiné», *Corrint.*, 24.6.1922, n° 49, p. 376.

est pleine de rumeurs sur la préparation d'un putsch d'extrême droite qui pourrait avoir lieu à la date symbolique du 28 juin. Selon W. Koenen, «le prolétariat ne doit pas se faire d'illusions sur le danger. Ses ennemis de classe ne distinguent pas entre les communistes et les sociaux-démocrates. Ce qu'ils veulent, c'est frapper la classe ouvrière.»⁴⁵⁴ Le jour même le KPD propose aux deux partis sociaux-démocrates de mener une action commune autour de quelques mots d'ordre: épuración de l'armée et de l'appareil d'Etat des éléments les plus hostiles à la République; formation de tribunaux et de milices ouvrières pour surveiller l'application de ces mesures. La pression de la base est telle que les dirigeants du SPD acceptent le principe d'une manifestation commune prévue pour le 27 juin. Les dirigeants communistes sont reçus en compagnie des représentants des autres organisations ouvrières par le chancelier Wirth qui accepte d'entrer en matière sur un certain nombre de leurs revendications. Un accord est signé au matin du 27 entre les différentes organisations, et la manifestation rassemble des millions de personnes dans la plupart des grandes villes d'Allemagne. Les perspectives sont enthousiasmantes pour les communistes qui réclament maintenant la dissolution du Reichstag et l'organisation de nouvelles élections afin de constituer un gouvernement ouvrier au niveau national. Mais les sociaux-démocrates ne veulent pas rompre la coalition gouvernementale avec les partis bourgeois, ils entament donc des négociations avec les populistes pour l'élaboration d'une loi qui confie la défense de la République aux tribunaux et à la police du Reich contrairement au projet initial. Le 4 juillet, le KPD se voit refuser l'entrée du comité commun formé pour continuer l'action après l'assassinat de Rathenau. Les communistes continuent de lancer leurs appels en faveur d'actions communes, mais ils se retrouvent de fait isolés par une alliance entre les partis bourgeois et les partis socialistes au nom de la défense de la République.

Profitant de cet échec, tous les adversaires du front uni repartent à l'attaque. Zinoviev parle d'une «tactique médiocre» trop orientée sur la défense de la République alors que la «République bourgeoise n'offre aucune garantie aux intérêts du prolétariat et que, dans les circonstances actuelles, elle offre au contraire un cadre extrêmement favorable à la répression du prolétariat». Il n'attaque pas le front uni sur le fond, mais souligne

454 W. Koenen, «La contre-révolution allemande mobilise», *Corrint.*, 24.6.1922, n° 49, p. 376.

qu'il ne doit «jamais porter atteinte à l'indépendance» des communistes.⁴⁵⁵ La gauche berlinoise est encore plus virulente dans sa dénonciation du suivisme de la centrale et de la caution donnée à la trahison social-démocrate. Les discussions de la centrale durant l'été et l'automne révèlent une nouvelle fois l'opposition entre les partisans du front uni et les tenants d'une tactique plus offensive, ces derniers étant soutenus par l'émissaire de Zinoviev, Kleine-Gouralski. La gauche reste minoritaire, mais elle se sent suffisamment forte pour prendre seule l'initiative d'offensives locales comme en témoigne l'attaque d'une assemblée d'extrême droite dans le district de Berlin-Brandebourg.⁴⁵⁶ Officiellement la tactique du front uni n'est pas remise en cause mais dans ce contexte d'inflation qui jette des millions de salariés dans la misère, alors que le patronat, soutenu par le nouveau chancelier Cuno, restreint le droit de grève et l'action syndicale, elle semble de moins en moins à même de répondre à l'impatience d'une base communiste composée de très jeunes militants.⁴⁵⁷

Pourtant Radek insiste. Toutes ses interventions au IV^e congrès de l'Internationale se déroulant à Petrograd du 5 novembre au 5 décembre 1922 sont un long plaidoyer en faveur du front uni. Il lui semble nécessaire, pour surmonter l'hostilité de ses adversaires, de revenir aux sources de cette politique: «Que nous discussions de l'attitude du parti français, du front uni ou du gouvernement prolétarien: à la base de la question tactique demeure toujours, seule et unique, l'offensive du capital.» L'histoire de la révolution mondiale est selon Radek l'histoire d'une alternance entre deux phases: «celle de l'offensive du prolétariat et celle de la contre-offensive du capital».⁴⁵⁸ La Révolution russe de 1917 avait ouvert une première période d'offensive révolutionnaire. Avec la défaite de

455 Lettre de Zinoviev à la centrale, 18.7.1922, publiée dans *Protokoll des Vierten Kongress der Kommunistischen International* (5. Nov. bis 5. Dez. 1922), Hamburg, Verlag der KI, 1923, p. 198.

456 *Ibid.*

457 La jeunesse des communistes apparaît aussi clairement parmi les cadres. Sur 24 membres de la centrale de janvier 1923, seules 5 personnes ont plus de quarante ans (seule Clara Zetkin avec 66 ans dépasse la cinquantaine), 4 ont moins de trente ans, tous les autres sont dans la trentaine. H. Weber, *Die Wandlungen des deutschen Kommunismus. Die Stalinisierung der KPD in der Weimarer Republik*, Frankfurt, GmbH, 1969, T. 2, p. 43.

458 Radek, *La tactique communiste et l'offensive du capital*, Paris, Librairie de l'Humanité, 1923, p. 3.

l'Allemagne vint la deuxième vague de la révolution prolétarienne. Mais depuis l'échec de l'offensive russe à Varsovie, la situation mondiale est entrée dans une nouvelle conjoncture, celle d'une nouvelle offensive du capital. «La vague contre-révolutionnaire qui se répand aujourd'hui sur le monde se caractérise par ce fait qu'elle ne s'appuie pas sur un essor économique, mais représente une tentative d'arrêter, au moyen de la force, la ruine économique.»⁴⁵⁹ Pour surmonter cette crise provoquée par la guerre, les gouvernements avaient envisagé plusieurs possibilités. Les uns comme les Allemands comptaient sur l'intégration de nouveaux territoires, les autres comme les Américains sur l'ouverture d'un immense marché européen. L'une et l'autre ont échoué. «Versailles indiquait un autre plan: économiquement celui-ci signifiait la reconstruction capitaliste aux frais des pays vaincus. Mais il se brisa à la résistance de la Russie soviétique et à l'impuissance financière de l'Allemagne. Dans cette situation, il ne reste au capital mondial d'autre issue, pour la reconstruction du capitalisme, que d'en faire peser les charges sur les vastes couches du prolétariat de tous les pays.»⁴⁶⁰ Ce fut l'objet des conférences de Gênes et de La Haye. A long terme cette crise «scellera la défaite du capitalisme, mais provisoirement elle fortifie extraordinairement la position du capital mondial. [...] Parce que des millions d'ouvriers dans les pays industriels de l'Ouest sont sans travail, la combativité de ceux qui travaillent est arrêtée.»⁴⁶¹ Radek reconnaît que l'IC n'«a pas compris immédiatement les signes du temps. L'année dernière [au III^e congrès de l'IC], quand l'offensive du capital battait déjà son plein, nous discussions encore d'une offensive du prolétariat».⁴⁶² Mais le doute n'est plus permis: «La caractéristique des temps où nous vivons est que, bien que la crise du capital mondial ne soit pas surmontée, bien que la question du pouvoir reste toujours le centre de toutes les questions, les vastes masses du prolétariat ont perdu la croyance en la conquête du pouvoir dans une proche période.»⁴⁶³ Dans ce contexte, «la conquête du pouvoir n'est plus à l'ordre du jour. [...] Il en résulte que nous devons, en première ligne, mener la lutte pour les questions les plus

459 *Ibid.*, p. 29.

460 *Ibid.*, p. 15.

461 *Ibid.*, pp. 11-12.

462 *Ibid.*, p. 31.

463 *Ibid.*, p. 32.

actuelles intéressant les vastes masses ouvrières», comme la hausse des salaires, la durée du temps de travail et les logements ouvriers.

Si dans les premiers stades de la lutte nous ne pouvons réussir qu'avec ces mots d'ordre, il sera nécessaire de donner en pleine lutte, plus celle-ci s'étendra, des mots d'ordre politique et d'organisation [comme le contrôle de la production et la formation de milices ouvrières]. Ce moment sera celui où nous passerons de la défensive à l'offensive. [...] Ce n'est qu'en étendant, en approfondissant et en élevant ce combat que sortira la lutte pour la dictature [...] et si nous ne comprenons pas que nous devons parler aux masses en qualité de porteurs de la pensée du front uni du prolétariat, alors nous nous recroquevillerons en un petit groupe.⁴⁶⁴

La tactique du front uni est «plus difficile que celle que nous avons appliquée en 1919 lorsque nous disions: renversez tout. Il est plus facile et plus agréable de tout renverser.» Mais la tactique du front uni est la seule issue possible. «Ou bien cette voie, ou bien celle de Gorter, qui se promène solitaire sous les étoiles en lançant des incantations à la révolution.»⁴⁶⁵

L'exemple italien est selon Radek une bonne illustration de l'incapacité des ouvriers à résister à l'offensive du capital lorsqu'ils sont divisés. Formellement les communistes italiens avaient adopté lors de leur congrès de mars 1922 la ligne du front uni. Dans la pratique, la direction italienne sabota systématiquement toute la tactique du front uni en refusant de faire la différence entre le parti social-démocrate, les partis bourgeois et le parti fasciste. Méprisant les socialistes, les communistes refusèrent aussi de se joindre aux *Arditi del popolo* qui furent les premiers à s'engager dans une résistance armée au fascisme. Divisés, les ouvriers italiens furent vaincus par le fascisme sans la moindre résistance. Radek n'évoque pas la responsabilité de l'exécutif dans la formation de cette direction communiste sectaire lors du congrès de Livourne, mais il met en garde les communistes italiens contre un nouveau refus d'appliquer la politique du front uni: «Si nos camarades d'Italie, si le parti socialiste ne comprennent pas les raisons de notre défaite, nous sommes appelés à subir une longue domination du fascisme. [...] Si nos amis communistes italiens veulent être un petit parti de purs, je peux leur dire qu'un petit parti de purs trouvera facilement sa place en prison. Il pourra y exercer son esprit à la culture du purisme. Mais si le parti communiste

464 *Ibid.*, p. 33.

465 Réponse de Radek aux critiques de R. Fischer, F.491/1/83, doc. 17, RGASPI.

italien veut devenir une force, il devra mobiliser contre le fascisme les masses prolétariennes et petites-bourgeoises»⁴⁶⁶, ce qui ne peut se faire sans le front uni.

Partant de ce constat, Radek relance le débat, qu'il avait lui-même inauguré à l'automne 1921, sur la question du gouvernement ouvrier. Malgré leur hostilité traditionnelle à l'égard du parlementarisme, les communistes ne pouvaient plus, selon Radek, refuser par principe toute idée de coalition gouvernementale des partis ouvriers, alors qu'ils revendiquaient le front uni dans les usines et les ateliers. La gauche avait dénoncé une dérive opportuniste, mais la centrale allemande avait demandé officiellement à l'Internationale d'ouvrir la discussion sur ce sujet.⁴⁶⁷ En réalité, même la centrale demeurait hésitante, craignant que le mot d'ordre d'«opposition loyale»⁴⁶⁸ – il n'était alors pas encore question de participation – ne place les communistes dans une situation intenable vis-à-vis de la base. Radek était intervenu à plusieurs reprises sur le sujet en envoyant à la *Rote Fahne* des articles pour soutenir le mot d'ordre de gouvernement ouvrier qui était selon lui «l'unique moyen praticable et réel de conquérir la majorité de la classe ouvrière à l'idée de dictature du prolétariat».⁴⁶⁹ Evoquant les relations entre le gouvernement ouvrier et la dictature du prolétariat il déclare: «Le gouvernement ouvrier est à la dictature du prolétariat ce que l'antichambre est à la chambre.»⁴⁷⁰ Bien sûr ce n'est pas un itinéraire unique: «Il serait faux de dire que l'évolution de l'homme, du singe au commissaire du peuple, passe obligatoirement par le stade de ministre d'un gouvernement ouvrier. Mais c'est une variante possible.»⁴⁷¹ Dans tous les cas, les communistes ne pourront d'ailleurs pas faire l'économie de la guerre civile, «la classe ouvrière sera incapable de garder le pouvoir sans la guerre civile. [...] mais là où le gouvernement ouvrier se réalisera, il sera le point de départ de la lutte pour la dictature du prolétariat».⁴⁷² Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier est donc un mot d'ordre d'orientation qui «fixe au front uni un

466 Radek, *La tactique communiste*, p. 28.

467 P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 619.

468 La formule avait été utilisée une première fois par Levi, lors du putsch de Kapp, ce qui la rendait encore plus suspecte auprès de la gauche.

469 *RF*, 16.11.1922.

470 Radek, *La tactique communiste*, p. 45.

471 Réponse de Radek aux critiques de R. Fischer, F.491/1/83, doc. 16, RGASPI.

472 Radek, *La tactique communiste*, p. 46.

but politique» et lorsque «les ouvriers se trouveront réunis en vue de la lutte pour l'établissement du gouvernement ouvrier et du contrôle de la production, alors ce moment indiquera le commencement de notre contre-offensive. Les communistes ne peuvent pas faire naître artificiellement cette offensive, la grande faute des événements de mars [1921] fut justement que les communistes essayèrent de remplacer la lutte des grandes masses par la volonté de lutte de notre parti.»⁴⁷³ Certains communistes, comme Ruth Fischer, parlent «d'une illusion dangereuse qui par ses conséquences conduit à une révision du communisme et de la révolution en voulant les adapter à l'Occident, en voulant créer des étapes démocratiques entre ce que nous avons actuellement et ce que nous voulons».⁴⁷⁴ Mais selon Radek, «il n'y a rien de plus dangereux, entre deux grandes périodes de luttes, que de chevaucher de simples principes. Nous devons nous lancer avec les masses dans les luttes pratiques et ne pas prendre le communisme pour de la porcelaine qui risque à tout moment d'être brisée.»⁴⁷⁵ Et dans cette perspective, il n'était plus possible d'exclure a priori la perspective d'une participation des communistes à un gouvernement ouvrier.

Pendant l'année 1922 la question était restée très théorique, seule la Thuringe, qui ne pouvait être considérée comme une région suffisamment importante pour modifier l'équilibre politique du Reich, offrait de réels espoirs, mais dans les semaines qui précédèrent le IV^e congrès de l'Internationale la question réapparut de façon plus concrète. Aux dernières élections de Saxe, les communistes et les sociaux-démocrates avaient obtenu la majorité absolue et le dirigeant social-démocrate local, le Dr Zeigner, avait proposé aux communistes de participer à la formation d'un gouvernement ouvrier.⁴⁷⁶ Des négociations ont lieu pendant le congrès: plusieurs dirigeants allemands semblent prêts à tenter l'aventure mais les Russes réussissent à les convaincre de ne faire aucune concession sur ce qu'ils considèrent déjà comme un programme minimum.⁴⁷⁷ Il est encore

473 *Ibid.*, p. 47.

474 Intervention de R. Fischer au IV^e congrès. F.491/1/78, doc. 46-48, RGASPI.

475 Radek, *La tactique communiste*, p. 67.

476 P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 627.

477 Le seul point refusé par Zeigner porte sur la formation d'un congrès de conseils d'usine qui devait avoir la compétence d'approuver ou de refuser les lois adoptées par le Landtag. Une revendication qui selon les sociaux-démocrates était contraire à la Constitution.

trop tôt, mais la perspective d'un gouvernement ouvrier progresse chez de nombreux militants.

Au terme du IV^e congrès, Radek obtint la confirmation de ses analyses élaborées au cours de l'année 1919 sur le reflux de l'offensive révolutionnaire. Après trois premières années d'existence marquées par une succession d'échecs, l'Internationale reconnaissait ainsi explicitement que la conquête du pouvoir n'était plus à l'ordre du jour. Contrairement aux espoirs des bolcheviks, l'Europe n'était pas prête pour la révolution communiste. Radek en avait déjà souvent énoncé les causes – permanence de la tradition social-démocrate, force de la bourgeoisie, isolement des communistes – et les conséquences à tirer en termes de stratégie – le front uni et le gouvernement ouvrier. Cependant il s'agit d'une victoire précaire. L'opposition à la ligne du IV^e congrès est bien réelle parmi les Italiens, les Français et même en Allemagne, où le groupe de Maslov, Fischer et Urbahns refuse tout mot d'ordre de transition. Leurs critiques rencontrent un écho certain chez Zinoviev et Boukharine qui restent perplexes à l'égard de cette tactique. Sans s'opposer ouvertement au front uni et au gouvernement ouvrier, Zinoviev s'efforce d'en limiter les perspectives: il développe une conception du front uni «par le bas» alors que Radek avait répété la nécessité d'engager aussi des discussions au sommet; il réduit surtout le gouvernement ouvrier à un «synonyme de la dictature du prolétariat», alors que Radek en fait une étape possible sur la voie de la dictature du prolétariat. Un autre désaccord de fond porte sur le fascisme qui, selon Radek, représentait un véritable défi pour les communistes en raison de son caractère de masse et de la nouveauté de son idéologie, alors que Zinoviev le considérait simplement comme une forme parmi d'autres de la réaction.

A ce moment Radek réussit à éviter un affrontement ouvert, mais les dissensions sont bien réelles et elles ne cesseront de s'accroître pendant l'année 1923. Sa position dépend d'ailleurs beaucoup de la confiance dont il dispose auprès de Lénine, or ce dernier, qui avait déjà subi une première attaque en mai 1922, est frappé une deuxième fois dix jours après la conclusion du congrès. Il n'interviendra plus jamais dans les affaires de l'IC qui va elle-même rapidement subir les répercussions de la lutte de succession engagée au sein du parti russe. Radek a certes obtenu la confirmation de ses analyses mais c'est le résultat d'un équilibre fragile que l'occupation de la Ruhr ne va pas tarder à mettre à rude épreuve.

4. Révolution allemande: dernier acte

L'ordre qui déclenchera la révolution allemande viendra de plus haut que de l'exécutif de l'IC. Il viendra des profondeurs de la souffrance du peuple allemand poussé à bout.⁴⁷⁸

La lutte pour le pouvoir s'approche du stade décisif et même si le KPD ne veut pas la révolution, elle aura lieu, même si le parti tente de s'écarter du combat [...] il ne pourra pas reculer.⁴⁷⁹

Pour moi [Brandler] leur décision [d'organiser l'insurrection d'octobre] était un non-sens. Mais ils avaient fait trois révolutions alors que je préparais seulement ma première révolution. C'est pourquoi je devais suivre leurs instructions.⁴⁸⁰

L'occupation de la Ruhr: une nouvelle situation révolutionnaire?

Spéculant sur l'enlèvement, sur l'inaction de la social-démocratie et sur les antagonismes entre l'Angleterre et la France, la bourgeoisie allemande décida d'obtenir la révision du traité de Versailles et un nouvel arrangement avec l'Entente qui lui permettrait de résoudre le problème des réparations aux dépens des masses laborieuses allemandes par la prolongation de la journée de travail et de nouvelles réductions des salaires réels. Mais comme l'accord entre l'Angleterre et la France sur une nouvelle fixation des paiements allemands n'arrivait point et que le gouvernement Cuno, qui avait éveillé de si grandes espérances quant à une politique ferme envers l'Entente, n'osait faire de propositions satisfaisantes à la France, M. Poincaré décida d'agir.⁴⁸¹

Le 11 janvier, les troupes françaises et belges occupent le bassin de la Ruhr afin de saisir un «gage productif». Seul parmi les partis allemands, le PC refuse de s'associer à la politique de résistance passive du gouvernement. De Berlin où il séjourne, Radek ironise sur «le patriotisme de l'industrie chimique allemande» qui continue ses «affaires avec l'ennemi mortel du peuple allemand [le gouvernement français] en lui vendant pour 5 millions de francs d'armes chimiques» au moment où les milieux industriels «prêchent une sorte de croisade antifrançaise et appellent les travailleurs affamés à combattre pour les 51 % de Stinnes» dans le futur trust franco-allemand du fer et du charbon. «La bourgeoisie allemande

478 Radek, «La politique étrangère de la révolution allemande», *Corrint.*, n° 37, 22.9.1923, p. 558.

479 Lettre de X [?] à V.V. [Ossinski], 5.9.1923, F.326/2/49, doc. 81, RGASPI.

480 H. Brandler à I. Deutscher, cité par H. Weber, *Unabhängige Kommunisten*, p. 8.

481 Radek, «Le gouvernement Stresemann», *Corrint.*, n° 34, 1.9.1923, p. 510.

montre ainsi, et de la façon la plus cynique, qu'elle ne pense en invoquant «la patrie en danger» qu'au danger couru par son porte-monnaie. Si elle peut s'entendre à des conditions favorables pour elle avec l'impérialisme français: Vive la trahison! Si elle trouve que «l'ennemi héréditaire» ne lui donne pas assez: Vive la résistance nationale – aux dépens de la classe ouvrière.»⁴⁸² Pour autant les communistes ne peuvent rester à l'écart du combat qui oppose les ouvriers allemands à l'impérialisme français, «cette lutte-là fait partie de leur lutte de classe», mais ils doivent la mener indépendamment de la bourgeoisie allemande, toujours prête à les trahir».⁴⁸³ L'objectif du parti communiste est donc de mener en même temps la lutte contre la bourgeoisie allemande et contre le militarisme français qui ne constituent qu'un seul front et d'y associer les communistes français afin de tenir la classe ouvrière de la Ruhr à l'écart des tentations nationalistes.

La mise en place d'actions communes devient la priorité absolue de l'exécutif qui cherche à créer un mouvement de solidarité entre les ouvriers allemands et les soldats français.⁴⁸⁴ Des agitateurs communistes français partent clandestinement pour la Ruhr afin de mener la propagande antimilitariste parmi les troupes d'occupation. Des tracts rédigés en français appelant les soldats à désertier sont placardés sur les murs des villes et étalés sur les tables des brasseries, des militants communistes organisent la distribution de vêtements civils pour faciliter les désertions. Mais la réaction des autorités d'occupation est immédiate, les arrestations de communistes se multiplient⁴⁸⁵ et les troupes ont l'interdiction d'entretenir le moindre contact avec la population autochtone. D'autres tentatives vont être menées pour organiser une action commune au niveau international, comme la conférence de Francfort en mars qui rassemblera des représentants des PC belge, hollandais, luxembourgeois et allemand, mais ces efforts auront peu de résultats; la situation de la Ruhr est trop complexe, trop singulière pour servir de moteur à une véritable action internationale. Convaincu que «le parti allait vraisemblablement devoir vivre en clandestinité pendant un temps», l'exécutif met alors sur

482 Radek, «Le patriotisme de l'industrie chimique allemande», *Corrint.*, 2.3.1923, p. 114.

483 *Ibid.*, p. 115.

484 «Der Heldenkampf der französischen Kommunisten», *RF*, 13.1.1923.

485 Zinoviev reprochera d'ailleurs aux dirigeants allemands de ne pas accorder suffisamment de place dans les colonnes de la *RF* à l'arrestation de Cachin et Monmousseau. Lettre de Zinoviev à la centrale du KPD, 12.2.1923, I 6/10/53, doc. 64, SAPMO.

pie d'une commission spéciale chargée du travail illégal.⁴⁸⁶ Il fallait selon la résolution du présidium que le parti allemand se dote d'un système de communication et d'édition clandestine, qu'il prépare des planques et des faux papiers pour ses membres, qu'il s'efforce de gagner des positions dans l'armée et les forces de sécurité et surtout qu'il cesse de négliger les questions d'organisation militaire. «Les membres du parti comme le reste de la classe ouvrière doivent prendre conscience du fait que, d'une façon ou d'une autre, à court ou à long terme, ils seront forcés d'affronter leurs ennemis dans un combat violent; à cela il convient de les préparer idéologiquement.»⁴⁸⁷

La situation ne cesse de se détériorer, les ouvriers subissent la double violence des troupes d'occupation et des forces de police allemandes qui interviennent lorsqu'ils tentent de saisir du charbon ou d'autres produits de première nécessité pour compenser la chute vertigineuse de leurs revenus. Radek s'inquiète d'un risque de débordement par la gauche, de la présence d'agents provocateurs dans les rangs communistes⁴⁸⁸ et de la possibilité que l'action conjuguée de ces aventuriers et des traîtres issus des milieux nationalistes ne pousse les choses jusqu'au conflit armé.⁴⁸⁹ Un tel scénario aurait selon Radek des conséquences catastrophiques pour les communistes allemands qui seraient rapidement écrasés par les hordes nationalistes soutenues par l'armée régulière. Les risques ne sont pas moindres pour l'Union soviétique qui, en cas d'occupation totale de l'Allemagne, perdrait ainsi les bénéfices économiques et politiques du traité de Rapallo. Même les protestations de Kalinine contre l'occupation de la Ruhr au nom du comité central des Soviets, c'est-à-dire de l'Etat soviétique, gênent apparemment Radek qui s'en inquiète auprès de Trotsky. Ce dernier ne partage pas ses craintes concernant une intervention polonaise, ni sur les risques d'une réaction antisoviétique à la suite des articles de Kalinine, mais il confirme que la position de Radek coïncide parfaitement avec la politique du BP russe: «Il est tout à fait évident que nous ne nous voulons pas la guerre [...] Adoptez toutes les mesures nécessaires pour reporter le conflit, ne serait-ce que de quelques mois, si on ne peut faire mieux.» Il s'agit, insiste Trotsky, de convaincre les ouvriers allemands

486 Lettre de Piatnitsky, EKKI, au KPD, 11.1.1923, F.495/18/175a, doc. 10, RGASPI.

487 *Ibid.*

488 Lettre de Radek à Zinoviev et Staline, 25.1.1923, doc. 1, F.495/18/189, RGASPI.

489 Lettre de Trotsky à Radek, 28.1.1923, F.326/1/21, doc. 16-17, RGASPI.

que «la provocation des extrémistes nationalistes est seulement une préparation à la capitulation de leur bourgeoisie». ⁴⁹⁰

Radek en est convaincu, mais il a aussi conscience de l'étroitesse de sa marge de manœuvre. Comment en effet résister à l'occupant sans se solidariser avec le mot d'ordre de la résistance passive du gouvernement ou de la résistance active des extrémistes de droite, comment s'opposer au gouvernement Cuno sans se laisser déborder par la gauche, comment, surtout, concilier cette politique avec celle du front uni que Radek continue à considérer comme la seule possible dans le reste de l'Allemagne? Incontestablement la crise de la Ruhr exerçait une pression supplémentaire sur le prolétariat allemand, confronté à la double oppression des bourgeoisies allemande et française, mais selon Radek elle ne modifiait nullement le rapport de force en faveur des communistes, et n'entraînait donc aucune nécessité de modifier la ligne politique approuvée au IV^e congrès de l'IC. Tous les Allemands ne partageaient pas cette analyse.

La crise du parti allemand

Dans un premier temps, ce n'est pourtant pas l'intervention des troupes françaises dans la Ruhr qui préoccupe le parti allemand, mais toujours l'affrontement entre les tenants du front uni et les partisans d'une politique plus offensive. Lors du VIII^e congrès du KPD qui se tient à Leipzig du 28 janvier au 18 février 1923, la centrale rejette même la proposition de la gauche de débattre des conséquences de l'occupation de la Ruhr. Radek, qui semble s'être tenu à l'écart des débats publics, se contente d'une intervention dans les coulisses. ⁴⁹¹ Il commence par condamner les provocations de la gauche, mais selon lui la centrale porte la responsabilité de ne pas avoir suffisamment travaillé à Berlin, le bastion de l'opposition. Une fois encore il tente de défendre la politique du front uni tout en préservant l'unité de plus en plus menacée du parti. Jugé trop ouvertement hostile à la gauche, Ernst Meyer doit quitter la centrale alors que

490 *Ibid.*

491 Le compte rendu officiel ne mentionne pas la présence de Radek, seul un certain Karl, représentant de l'exécutif de la KIM, figure sur la liste des invités étrangers. *Bericht über die Verhandlungen des 3.(8) Parteitagess der KPD abgehalten in Leipzig von 28. Januar bis 1. Februar 1923*, Berlin, Hrsg. von der Zentrale der KPD, 1923.

trois membres de l'opposition, dont Kleine-Gouralski, un proche de Zinoviev, y prennent place. Radek aurait même proposé d'intégrer Ruth Fischer, mais il s'est finalement rétracté face à l'opposition unanime de la centrale.⁴⁹² Comme en 1921 avec Levi, Radek prend le risque, au-delà de la réaffirmation des mots d'ordre du front uni et du gouvernement ouvrier, de conforter la gauche qui obtient en récompense de son silence de nouvelles positions de pouvoir dans le parti. Clara Zetkin s'en plaint immédiatement auprès de Zinoviev: «Le congrès de Leipzig n'a pas donné une image correcte du rapport de force entre les tendances. La gauche, qui a travaillé pendant plusieurs mois avec une grande énergie et un manque évident de scrupules pour s'assurer une forte représentation, était bien plus représentée que ce qui correspondait au nombre réel de ses partisans.»⁴⁹³ A ce moment, la stratégie de Radek semble pourtant fonctionner puisqu'il réussit, en s'appuyant sur Brandler et Thalheimer, à maintenir un certain équilibre. Mais le pourrissement de la situation dans la Ruhr, la question du soutien aux grévistes, l'inflation galopante qui résulte de l'émission illimitée de papier-monnaie par le gouvernement pour payer les salaires, la déstabilisation de la République, tout cela crée un contexte extrêmement favorable pour les tenants de l'offensive révolutionnaire qui enregistrent de gros progrès en Rhénanie, en particulier à Essen, le siège historique des usines Krupp.

Lorsqu'ils réussissent à prendre la parole lors de débats publics ou dans les colonnes de la presse du parti, les représentants de la gauche critiquent ouvertement l'«opportunisme» de la centrale et refusent de soutenir la résistance passive.⁴⁹⁴ Ruth Fischer, qui se rend dans la Ruhr dès la fin du congrès, dénonce la défense passive, à laquelle les communistes participent de fait, comme une «nouvelle Union sacrée». Face à la centrale qu'elle accuse d'être totalement obnubilée par les perspectives de gouvernement ouvrier en Saxe, elle propose le contrôle des usines et des mines de la Ruhr par les ouvriers comme première étape d'une république ouvrière et exige que le renversement du gouvernement Cuno soit mis à l'ordre du jour.⁴⁹⁵ Ce programme rencontre de nombreux échos

492 Lettre de Hoernle à la centrale du KPD, 11.2.1923, F.495/292/4, doc. 57, RGASPI.

493 Lettre de C. Zetkin à l'exécutif [Zinoviev], 23.3.1923, F.528/2/84, doc. 1-4, RGASPI.

494 A. Kleine [Gouralski], «Der Kampf um die Arbeiterregierung und die opportunistische Gefahr», *RF*, 28.1.1923.

495 P. Broué, *Histoire de l'IC*, p. 298.

dans les milieux syndicalistes et unionistes. La centrale ne peut rester silencieuse, Thalheimer écrit à Radek pour lui reprocher de sous-estimer l'importance du problème: «Jamais dans l'histoire du parti une minorité oppositionnelle n'avait occupé des fonctions si déterminantes, sauf à Heidelberg [novembre 1919], et vous n'avez certainement pas l'intention de voir se répéter Heidelberg [l'élimination de la gauche et la perte du tiers des effectifs du parti].» Mais il met aussi Radek en garde: «Le recours aux mesures disciplinaires ne suffira pas à résoudre la crise [...] il faut faire une critique politique sévère de l'opposition et obtenir d'elle la confession de ses fautes.» Au cas où Radek n'aurait pas compris, il ajoute: «Je peux me tromper mais il me semble que le PC russe, et Lénine en particulier, n'avait pas traité les tendances *otzovistes* [déviation de gauche] dans le PCR avec moins de sévérité et de détermination que les liquidateurs.»⁴⁹⁶ L'ambiance devient vite irrespirable dans le parti allemand. Le bruit court que «Radek entretient une correspondance avec l'opposition berlinoise».⁴⁹⁷ Radek dément, mais la suspicion mine le parti tandis qu'à Moscou se développe la psychose d'une nouvelle scission.

L'initiative de convoquer une réunion extraordinaire consacrée à la crise du parti allemand ne fut pas prise par l'exécutif. Une lettre déjà citée de Thalheimer à Radek et une autre de Zinoviev à Clara Zetkin⁴⁹⁸, laissent au contraire supposer que le CEIC s'est contenté de répondre aux appels répétés et de plus en plus insistants de la centrale allemande désireuse d'obtenir un arbitrage de Moscou. Dans un premier temps, Zinoviev avait refusé, mais Brandler avait menacé de recourir à des mesures disciplinaires contre la minorité. La délégation allemande qui arrive à Moscou fin avril se compose de deux membres de la centrale, Brandler et Böttcher, trois de la gauche, Fischer, Maslov et Thaelmann, plus un dissident favorable à un accord, Gerhardt Eisler, le frère de Ruth Fischer.

496 Lettre de Thalheimer à Radek, 2.2.1923, I 6/3/125, doc. 5-7, SAPMO.

497 Lettre de Hoernle à Brandler, 2.4.1923, F.495/292/4, doc. 149, RGASPI. Radek aurait déclaré qu'il considérerait «une telle correspondance comme utile dans les circonstances actuelles, mais qu'il y avait renoncé pour des raisons personnelles». Plusieurs témoignages, dont celui de R. Meyer-Leviné, *Im inneren Kreis*, et de multiples allusions dans les correspondances permettent de penser que Radek avait entretenu depuis son séjour en prison en 1919 des relations «extra-politiques» avec Ruth Fischer, mais que celles-ci étaient terminées.

498 Lettre de Zinoviev à C. Zetkin, I 6/10/53, doc. 96-101, SAPMO.

Face à eux Radek, Boukharine, Zinoviev et Trotsky.⁴⁹⁹ Malgré l'importance de la crise, les Russes n'ont que peu de temps à consacrer aux Allemands. La troisième attaque de Lénine et la préparation du XII^e congrès du parti russe monopolisent toute l'attention des bolcheviks. Ils n'ont d'ailleurs, comme le reconnaît Zinoviev, pas une connaissance détaillée des derniers développements allemands. Seul Radek, qui vient de passer deux mois en Allemagne, a une connaissance précise des divergences politiques et personnelles. C'est lui qui a convaincu Zinoviev d'inviter Gerhardt Eisler pour essayer d'isoler le groupe Fischer-Maslov du reste de la gauche.⁵⁰⁰ C'est aussi lui qui sera chargé de diriger les travaux de la commission et de rédiger le texte définitif. Durant les trois premières séances, chaque partie expose ses griefs; les Russes font surtout attention de maintenir un certain équilibre dans leurs critiques pour ne pas bloquer les discussions. Radek n'intervient presque pas, il se contente de souligner son accord avec Zinoviev, puis avec Boukharine; mais le dernier jour il monopolise la parole pour présenter le rapport de la commission dont il est le principal auteur. Selon lui la ligne fixée au IV^e congrès de l'IC n'est contestée par personne, mais des erreurs d'interprétation, nées du trop lent développement de la révolution, ont été commises de part et d'autre. Dans son souci «justifié» d'arracher les masses organisées à l'influence des chefs sociaux-démocrates, la centrale a parfois eu des «formules fausses» qui pouvaient donner l'impression que «le front uni n'était pas un moyen d'écartier les masses ouvrières de la politique réformiste, mais un moyen de s'adapter aux chefs réformistes». Ainsi en est-il de la résolution de Leipzig sur «la nécessité de tenir compte des illusions et des préjugés des masses ouvrières social-démocrates».⁵⁰¹ Radek souligne pourtant que «l'exécutif ne croit pas que la centrale ait soutenu une politique qui menait à la liquidation de l'indépendance politique et organisationnelle du parti. L'exécutif considère d'ailleurs la direction actuelle comme la seule possible.»⁵⁰² Mais par ses maladresses la centrale a créé dans le

499 Il existe deux comptes rendus de ces réunions qui se déroulent du 24.4 au 4.5.1923: I 6/3/67, doc. 1-156, SAPMO et F.495/2/17a, doc. 1-176, RGASPI.

500 Radek semble convaincu depuis le printemps qu'il est possible d'isoler le groupe Fischer-Maslov, qui selon l'un de ses informateurs n'a aucune popularité même à Berlin, du reste de la gauche. Lettre de Kleine [Gouralski] à Karl [Radek], [février-mars 1923], F.326/2/14, doc. 12-16, RGASPI.

501 Séance du 4.5.1923, F.495/2/17a, doc. 168, RGASPI.

502 *Ibid.*, doc. 171.

parti un terrain favorable aux déviations de gauche, parmi les éléments les moins expérimentés et les plus hostiles aux réformistes.

Ces déviations ont été combattues à juste titre par la centrale lorsque, comme dans la question de la Ruhr, elles risquaient de conduire à des combats isolés, comme l'occupation des usines demandée par la minorité, et qui dans les circonstances données auraient infligé au parti une lourde défaite, ou lorsque, comme dans la question saxonne, elles auraient entraîné l'isolement du parti devant les masses prolétariennes qui faisaient route vers nous. Mais les tendances de gauche ne peuvent être combattues avec succès que si la centrale, en combattant avant tout les éléments de droite, enlève tout terrain à l'impatience révolutionnaire et à la méfiance révolutionnaire de la gauche.⁵⁰³

Pour sortir de la crise, Radek propose l'accord suivant: la gauche reconnaît qu'elle a fait des erreurs, qu'elle se place désormais sur le terrain des résolutions de l'exécutif pour le rétablissement de l'unité et la centrale s'engage à proposer l'admission de 4 membres des organisations de gauche à des postes clés: rédaction de la *Rote Fahne*, bureau d'organisation et centrale.⁵⁰⁴ Aucune des tendances ne prit le risque de refuser ce qui apparaissait clairement comme un ultimatum de l'exécutif et la *Résolution sur les différends allemands* fut adoptée à l'unanimité.

Contrairement aux soupçons de la centrale, Radek n'a pas voulu protéger les Berlinoïses pour pouvoir jouer sur les deux tableaux. La nomination de nouveaux membres de l'opposition à la centrale était un choix de l'exécutif pour compenser les attaques jugées excessives des précédentes directions, en particulier celles de Levi et de Friesland, contre la gauche. Il n'a pas non plus, comme l'affirme Ruth Fischer, systématiquement utilisé son influence en faveur de la centrale. Il a simplement cherché, comme il l'expliquera ultérieurement, «à garder Brandler, non par amitié, quoique j'aie pour lui une grande estime et qu'en tant qu'homme il soit très proche de moi, mais parce que j'étais convaincu que les camarades de la gauche n'étaient pas en mesure de diriger seuls le parti et de maintenir le contact avec les larges masses.» Et de conclure: «Un parti communiste sans les ouvriers de la gauche est menacé de devenir un USPD. Un parti communiste sans la collaboration d'hommes comme Brandler, Thalheimer, Walcher et les milliers de vieux spartakistes court le danger de devenir un KAPD».⁵⁰⁵

503 Texte de la résolution, 495/2/201, doc. 153-166, RGASPI.

504 F.495/2/17a, doc. 153-154, RGASPI.

505 Lettre de Radek à C. Zetkin, décembre 1926, citée par H. Weber, *Unabhängige Kommunisten*, p. 44.

Et, sur ce point, il n'existe apparemment aucune divergence parmi la délégation russe. Toute tentative pour établir un parallélisme entre les divisions du parti allemand et celles du parti russe est à ce moment un anachronisme.

L'Union soviétique face à la menace d'une nouvelle intervention

Dès les débuts de la crise de la Ruhr, Radek s'était inquiété – malgré les nouvelles perspectives révolutionnaires que semblait offrir aux communistes la très rapide aggravation de la situation intérieure allemande – des répercussions que cette politique pourrait avoir sur la sécurité de l'Union soviétique.⁵⁰⁶ Une Allemagne occupée militairement par la France ne serait pas seulement une énorme perte économique et politique pour la Russie, la remise en question de son seul succès de politique étrangère; elle représenterait surtout la menace d'un bloc militaire continental soumis à «l'impérialisme» français qui s'étendrait de la Seine à la Vistule. Pendant un temps, la diplomatie soviétique espère pouvoir jouer sur les rivalités entre Français et Anglais pour empêcher la constitution d'un tel bloc, mais la mainmise progressive du très antisoviétique Lord Curzon sur la politique étrangère britannique et une vigoureuse campagne antisoviétique dans la presse britannique entraînent une rapide détérioration des relations anglo-soviétiques. Le 8 mai, le ministère britannique des affaires étrangères dépose auprès de son équivalent russe un long mémorandum, connu sous le nom d'ultimatum Curzon, par lequel les Britanniques exigent que les Soviétiques mettent un terme à leurs activités antibritanniques en Iran, en Afghanistan, en Inde, et plus généralement au travail du Comintern.⁵⁰⁷ Pour les bolcheviks, «la signification politique de l'ultimatum anglais est claire. Il est le signe d'une nouvelle offensive de la réaction mondiale contre la classe ouvrière» qui ne peut avoir que deux objectifs: «Ou la volonté d'isoler la Russie soviétique du marché mondial pour la contraindre à de nouvelles concessions [...] ou la préparation d'une nouvelle intervention militaire.»⁵⁰⁸ La crainte d'une intervention est

506 Lettre de Trotsky à Radek, 28.1.1923, F.326/1/21, doc. 16-17, RGASPI.

507 E.H. Carr, *The Interregnum, 1923-1924*, London, Macmillan, 1954, pp. 168-169.

508 Lettre de Zinoviev à la centrale du KPD et à Radek, 10.5.1923, F.495/18, 175a, doc. 149-150, RGASPI.

renforcée par une série d'événements que les Soviétiques refusent d'interpréter comme des coïncidences: les parades militaires du Maréchal Foch sur le territoire polonais, la nouvelle «insolence» du gouvernement polonais et l'assassinat de Vorovski⁵⁰⁹, le représentant soviétique à la conférence de Lausanne, par un Suisse de Russie lié aux gardes blancs. Convaincus que l'intervention est imminente, les bolcheviks demandent à Radek, qui vient d'arriver à Berlin⁵¹⁰, d'organiser une campagne contre Curzon au nom de l'Internationale et du Profintern, pendant que Krassine est chargé des négociations avec le gouvernement britannique.⁵¹¹

Radek mobilise les relais de l'Internationale en Allemagne et rédige les principaux textes. Brandler organise l'envoi d'agitateurs et Rosmer, qui séjourne à Berlin, est chargé de traduire les textes en français.⁵¹² Mais c'est le transfert via Berlin du cercueil de Vorovski qui donne à Radek l'occasion de lancer vraiment la campagne de soutien au régime des Soviets. Le 13 mai, 100 000 manifestants défilent sous la bannière du KPD en criant des slogans hostiles à l'intervention⁵¹³, le 16 ils sont plus de 150 000:

Ce fut, par un soir brumeux, à la gare de Silésie, l'arrivée du fourgon mortuaire; une foule dense, venue avec des drapeaux rouges, entourait la station obscure. Un camion chargé de fleurs et hérissé de drapeaux servit de tribune à Radek.⁵¹⁴ Des torches l'entouraient. Sa voix stridente se perdait dans la nuit électrisée, mais on distinguait bien sa silhouette mince et dure. L'ambassadeur Krestinski suivit le convoi à pied, protégé seulement de jeunes communistes allemands.⁵¹⁵

Le succès de ce rassemblement berlinois est bien sûr un signe de la puissance des communistes mais, alors que selon Victor Serge la manifestation «ouvre une période de mobilisation révolutionnaire», Radek s'efforce de contenir l'enthousiasme de ses camarades en se félicitant au

509 A.E. Senn, *Assassination in Switzerland*, Madison, University of Wisconsin Press, 1981.

510 Passeport diplomatique avec visa d'entrée en Allemagne, daté du 10.5.1923, et de sortie, 2.6.1923, F.326/2/50, doc. 27-28, RGASPI.

511 Les négociations aboutiront début juin à la reconduction de l'accord commercial anglo-soviétique de 1921 mais avec un supplément consacré à la propagande.

512 Lettre de Radek à Zinoviev, Staline, Kolarov et Tchitchérine, 14.5.1923, F.326/1/18, doc. 6-7, RGASPI.

513 *Ibid.*

514 Le discours de Radek est publié le même jour dans la *RF*: Radek, «Wazlaw Worowskis letzte Fahrt», 16.4.1923.

515 V. Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire*, p. 177.

contraire de la présence de nombreux ouvriers sociaux-démocrates dans la foule. L'essentiel était en effet à ce moment pour Radek d'organiser en Allemagne une large mobilisation en faveur de la paix et de construire «un mur prolétarien autour de la Russie soviétique»⁵¹⁶ sans lancer des mots d'ordre trop révolutionnaires. Dans ce contexte international particulièrement hostile à l'Union soviétique, les bolcheviks ne souhaitaient pas provoquer de heurts inutiles avec les autorités allemandes qui étaient leur seul allié potentiel. De toute façon, Radek était toujours convaincu que les communistes allemands n'étaient «pas en mesure d'instaurer la dictature du prolétariat parce que les conditions préalables, la volonté révolutionnaire chez la majorité des prolétaires, n'existaient pas encore».⁵¹⁷

Mais le parti peine à tenir ses troupes dans la Ruhr. Un nouvel effondrement du mark provoque des grèves sauvages que les communistes et les syndicats ne réussissent pas toujours à contrôler. Une fois encore les rumeurs sur la préparation d'une insurrection communiste dans la Ruhr se multiplient. Les Soviétiques n'ont-ils pas envoyé de l'argent et des vivres pour soutenir les ouvriers de la Ruhr au nom de la fraternité ouvrière? Les choses se compliquent encore lorsque les autorités allemandes saisissent une note de l'exécutif évoquant l'envoi dans la Ruhr de quelque trois cents agitateurs germanophones. Les autorités soviétiques démentent mais, lors d'entretiens qu'il conduit avec Maltzan le 26 mai, Radek doit rassurer ses interlocuteurs sur les bonnes intentions du gouvernement soviétique à l'égard du gouvernement allemand: «La destruction ou même le simple affaiblissement de la capacité productive de l'Allemagne serait fatale à la reconstruction de l'URSS. [...] Les relations économiques germano-soviétiques souffrent déjà des incertitudes de l'industrie et de la chute des livraisons de la Ruhr à la Russie.»⁵¹⁸ Compte tenu de cette situation, Radek s'engage à utiliser toute son influence pour mettre un terme à l'activisme de ses camarades. Car tant que les sociaux-démocrates ne sont pas prêts à suivre les communistes dans la voie de la constitution d'un gouvernement ouvrier au niveau du Reich, ils n'ont aucun intérêt au remplacement du gouvernement Cuno par un autre gouvernement bourgeois.

516 Radek, «Die proletarische Mauer um Sowjetrußland», *RF*, 17.5.1923.

517 *RF*, 18.5.1923.

518 «Aufzeichnung Maltzan über den Besuch Radeks am 26. Mai 1923», publié par M.-L. Goldbach, *Radek*, pp. 145-146.

A ce moment Radek ne peut l'écrire publiquement sans prendre le risque de relancer un affrontement dans le parti allemand, mais il en fera une présentation détaillée dans un article publié en septembre dans la *Correspondance internationale*:

Le gouvernement Cuno se trouvait dans une situation historique extraordinaire. Bien que gouvernement des ennemis de la classe ouvrière, il jouissait en fait pendant un certain temps, dans sa lutte contre l'impérialisme français, de l'appui de l'ensemble du prolétariat. Car les communistes, tout en soutenant contre le gouvernement une agitation qui ne dissimulait à aucun moment aux masses populaires ce qu'était au fond ce gouvernement, n'en appuyaient pas moins eux aussi la résistance contre l'impérialisme français. Ils ne le faisaient nullement en faveur de M. Cuno et de son gouvernement. Ils s'inspiraient uniquement de l'intérêt de l'avant-garde de la révolution allemande, intérêt qui consistait à ne point livrer à l'impérialisme français le cœur de la révolution: le bassin de la Ruhr.⁵¹⁹

Auguste Thalheimer, qui avait la réputation d'être le meilleur théoricien du parti allemand, avait tenté en février d'apporter une explication à cette entorse au principe de l'internationalisme prolétarien. Selon lui «la bourgeoisie allemande jouait, bien que contre son propre gré, un rôle objectivement révolutionnaire par son action de résistance à l'impérialisme français».⁵²⁰ Un communiste tchèque, Neurath, s'était vivement élevé contre cette présentation⁵²¹, mais Radek lui reprocha de ne pas comprendre la nature des événements allemands:

L'occupation de la Ruhr est le moment où la bourgeoisie allemande a tenté de passer du non-paiement à la résistance. Elle appelle cela résistance passive mais c'est déjà de la résistance active. La bourgeoisie allemande est-elle devenue révolutionnaire? Non. Mais sa politique a une importance révolutionnaire dans la mesure où au lieu d'aider l'Entente à reconstituer l'ordre économique elle participe à sa pleine dislocation. [...]

519 Radek, «Le gouvernement Stresemann», *Corrint.*, n° 34, 1.9.1923, p. 510.

520 A. Thalheimer, «Einige taktische Fragen des Ruhrkrieges», *Die Internationale*, 15.2.1923, publié une nouvelle fois dans la *RF*, 7.6.1923, mais daté du 13.2.1923.

521 Neurath, «Eine verdächtige Argumentation», *Die kommunistische Internationale*, 1.3.1923. Selon R. Fischer c'est en réalité Radek et Zinoviev qui se seraient affrontés par personnes interposées, mais leurs correspondances respectives permettent d'en douter. Radek n'est pas l'inspirateur de cet article dont il désapprouve plusieurs formules (Discussion du présidium de l'exécutif sur l'Allemagne, 4.4.1923, F.495/2/17, doc. 28-57, RGASPI), alors que Zinoviev l'a trouvé «très clair et bon». Lettre de Zinoviev à C. Zetkin, I 6/10/53, doc. 100, SAPMO.

La bourgeoisie allemande est maintenant prisonnière de ses mots d'ordre nationalistes et ne peut céder sans risquer un soulèvement [...], c'est un fait révolutionnaire que la prolongation du conflit de la Ruhr et la défaite de Poincaré vont contribuer à la destruction du système de Versailles. [...] Bien sûr la bourgeoisie allemande ne pourra conduire le mouvement à son terme [...] et c'est pourquoi nous nous préparons à prendre la direction révolutionnaire de ce mouvement.⁵²²

Mais tant qu'elle résistait à «l'impérialisme» français la bourgeoisie allemande jouait, bien malgré elle, un rôle révolutionnaire.

La ligne Schlageter

Le maintien de ce statu quo dépendait de la capacité de résistance du gouvernement Cuno, or durant les derniers jours de mai et les premiers jours de juin, le fragile équilibre ainsi réalisé semble se modifier. Le représentant allemand auprès de l'exécutif note dans son rapport sur l'évolution de la situation au cours du mois de mai que la crise de la Ruhr est à un tournant:

Les autorités françaises procèdent à des expulsions en masse des cheminots dans la Ruhr et dans toutes les régions occupées. Les peines infligées pour sabotage sont excessivement sévères. [...] Tous les ouvriers d'une localité où avait été commis un sabotage ont été condamnés aux travaux forcés. L'occupation est renforcée, élargie à d'autres villages, le contrôle des passeports est établi, des journaux communistes interdits, l'état de siège est déclaré. [...] Il est à signaler que la résistance passive s'est affaiblie, la population s'est habituée à l'occupation et le boycott des troupes d'occupation par les commerçants a presque entièrement cessé. La bourgeoisie se prépare à la capitulation.⁵²³

Pour Radek «la résistance allemande est brisée», le gouvernement Cuno se prépare à la capitulation devant l'impérialisme français. Cette perspective, confirmée selon les communistes par les «contacts pris officiellement et publiquement par le gouvernement allemand auprès des autorités françaises»⁵²⁴, remet en cause le soutien implicite que les Soviétiques

522 Intervention de Radek à la séance du 16.6.1923 du présidium élargi, F.495/161/22, doc. 23-24, RGASPI.

523 Rapport de H. Möller sur la situation de l'Allemagne, mai 1923, F.495/292, doc. 39, RGASPI.

524 Rapport de Radek à la séance du présidium du 5.6.1923, F.492/2/1919, doc. 75, RGASPI.

apportaient à la politique étrangère du gouvernement allemand au nom des intérêts stratégiques de l'Etat soviétique.

Face à la crise économique qui ne cesse de s'aggraver, les ouvriers répondent par des grèves de protestation généralement courtes et au caractère purement démonstratif. Radek se réjouit que pour la première fois depuis 1919 le parti se soit retrouvé dans la Ruhr à la tête d'un grand mouvement de grève. Selon lui, il «a bien manœuvré en se contentant de diriger la grève, sans essayer de la transformer en une épreuve de force, car il n'existait pas de mouvements similaires dans le reste de l'Allemagne». ⁵²⁵ Ces luttes autour de revendications économiques immédiates permettent aux communistes de renforcer leur influence dans les organes du front uni comme les conseils d'usine et les comités de contrôle des prix et des rations. Elles leur permettent aussi de «démasquer les dirigeants sociaux-démocrates qui se dissimulent derrière des slogans pacifiques». ⁵²⁶ Mais le plus important pour Radek est que «la chute spectaculaire du mark durant les derniers jours n'a pas simplement enfoncé le budget du Reich mais aussi celui de tous les petits-bourgeois et cela va conduire à un grand mouvement de grève». ⁵²⁷ En réalité c'est surtout le mouvement fasciste et nationaliste ⁵²⁸ qui semble profiter de la situation. En Bavière bien sûr, où les différents groupes d'extrême droite ont réussi à monter des actions communes pour s'opposer aux manifestations communistes, mais il faut aussi évoquer d'autres régions d'Allemagne comme la Prusse ⁵²⁹ et la Ruhr où le fascisme se développe avec l'appui non dissimulé des organes gouvernementaux. Des organisations fascistes de tout le pays viennent se mettre à la disposition de la police pour s'opposer aux ouvriers. Les actes isolés de sabotage font désormais place à une campagne systématique d'attentat contre les ponts, les lignes de chemins de fer et les soldats français, ce à quoi les autorités répondent par des représailles toujours plus brutales. Pour la première fois un saboteur, Leo Schlageter, ancien membre des corps francs, est condamné à mort par les

525 *Ibid.*

526 Rapport de H. Möller sur la situation de l'Allemagne, mai 1923, F.495/292, doc. 60, RGASPI.

527 Rapport de Radek à la séance du présidium du 5.6.1923, F.492/2/1919, doc. 75, RGASPI.

528 Radek utilise indistinctement les deux termes en fonction des circonstances.

529 Rapport de H. Möller sur la situation de l'Allemagne, mai 1923, F.495/292, doc. 43, RGASPI.

autorités d'occupation. Son exécution le 26 mai suscite un large sentiment d'indignation nationale et transforme, comme le note avec inquiétude un communiste allemand, Schlageter «en martyr de la résistance active des fascistes».⁵³⁰

Ce nouvel essor du fascisme représentait une double menace pour les communistes puisque le fascisme est tout à la fois un ennemi sur lequel les communistes ne pouvaient se faire d'illusions en raison de la violence de «la terreur blanche qui s'était abattue sur les communistes» depuis la victoire de Mussolini en Italie⁵³¹, mais aussi un «rival»⁵³² dans la mesure où sa phraséologie anticapitaliste lui permettait de gagner des points, de grignoter une partie des ouvriers allemands. Aussi inquiétante qu'elle apparût alors, la menace du fascisme n'était pas une surprise pour les communistes, du moins pas pour tous. A la différence de Zinoviev⁵³³, Radek s'était en effet interrogé dès 1922 sur la singularité du fascisme: «Bien que son programme ne diffère pas de celui de Bonar Law et de Stinnes, Mussolini représente quelque chose de plus important et de différent. Les fascistes viennent avec une foi nouvelle: le socialisme, disent-ils, n'a pas été capable d'apporter quelque chose de nouveau, nous interviendrons comme intermédiaire entre les ouvriers et les capitalistes.»⁵³⁴ Radek était particulièrement frappé par le défi que représentait pour les communistes un régime contre-révolutionnaire appuyé par les masses. Dans le cas de l'Allemagne, il considérait dans une lettre datée de décembre 1922, que le «danger fasciste [était] bien réel». Certes, «les organisations blanches qui s'expriment sous le masque du parti ouvrier nationaliste n'ont pas encore de gros effectifs, mais leur force tient au fait qu'il existe en ce moment dans les masses une sensation de crépuscule des Dieux». Radek s'inquiétait déjà d'un éventuel grignotage des masses ouvrières par les hommes de Hitler: «Ils ont osé venir à plusieurs de nos réunions non loin de Berlin. Ils sont restés calmes, sans gêner l'orateur, puis ont pris la parole et se sont exprimés pour une lutte commune contre le capitalisme. Un camarade m'a dit qu'ils ont suscité un réel intérêt.» Sur

530 *Ibid.*, doc. 74, RGASPI.

531 Radek, «La terreur blanche en Italie», *Corrint.*, n° 8, 2.3.1923, p. 121.

532 J'emprunte l'expression à L. Dupeux, *National Bolchevisme*, T. 1, p. 212.

533 Zinoviev, qui en tant que président de l'IC devait suivre avec attention la situation politique en Europe, ne semble jamais avoir considéré le fascisme autrement que comme une forme parmi d'autres de gouvernement bourgeois.

534 Déclaration de Radek au IV^e congrès de l'IC, F.491/1/118, doc. 24, RGASPI.

le fond Radek ne doute pas un instant «qu'ils servent en fait la cause du capitalisme, mais l'orientation apparemment anticapitaliste de leurs dirigeants issus de l'intelligentsia déclassée leur donne une dimension certaine».⁵³⁵ Avec l'occupation de la Ruhr les fascistes allemands connaissent leurs premiers succès en termes de recrutement. Inquiet, Kleine-Gouralski interpelle Radek : «Comment entraîner ou plus simplement conquérir les masses fascistes, c'est une question que nous n'avons pas suffisamment abordée, cela exige une propagande spécialement adaptée [...] sinon la désagrégation du menchevisme [la social-démocratie et plus généralement les classes moyennes] ne se fera pas en notre faveur.»⁵³⁶ Le 25 mars Radek regrettait que le travailleur ne sache «pas encore combattre au nom de tout son avenir et au nom de son peuple; de ce fait, il [rejetait] nombre de couches sociales dans les bras du nationalisme».⁵³⁷ Le 17 mai la centrale allemande adoptait une résolution rédigée par Radek qui est le véritable point de départ de la ligne Schlageter. Les fascistes sont divisés en deux catégories: ceux qui sont à la solde du capital et les petits-bourgeois égarés dans le nationalisme. Les communistes doivent donc «aller aux masses souffrantes, fourvoyées, exaspérées de la petite-bourgeoisie prolétarisée pour leur dire qu'elles ne peuvent se défendre, et avec elles l'avenir de l'Allemagne, qu'en s'alliant au prolétariat pour combattre la vraie bourgeoisie. La route de la victoire sur Poincaré et Loucheur passe d'abord par la victoire sur Stinnes et Krupp».⁵³⁸ Un appel réitéré le 29 mai par le KPD dans la *Rote Fahne*: «Nous sommes convaincus que les masses nationalistes du peuple sont en grande majorité com-

535 Lettre de Radek à Zinoviev, 23.12.1922, F.326/2/21, doc. 12-15. RGASPI. C'est la première fois que Radek évoque Hitler. On trouve plusieurs références de ces tentatives des proches de Hitler pour gagner à leur cause des militants communistes chez W. Laqueur, «Hitler and Russia 1919-1923», p. 93. Selon le même auteur Hitler était jusqu'en 1922 loin de considérer les communistes allemands comme les principaux ennemis de l'Allemagne et le terme de «marxiste» désignait alors dans sa bouche surtout les sociaux-démocrates partisans d'une politique d'exécution du traité de Versailles. C'est sous l'influence de deux personnalités originaires des pays baltes très liées aux généraux russes blancs, Max Erwin von Scheubner-Richter et Alfred Rosenberg, que l'antibolchevisme a pris une place centrale dans la *Weltanschauung* de Hitler.

536 Lettre de Kleine [Gouralski] à Karl [Radek], [février-mars 1923], F.326/2/14, doc. 12-16, RGASPI.

537 Radek, «Das Machtlose Deutschland», *RF*, 25.3.1923.

538 *RF*, 18.5.1923.

posées de personnes aux convictions honnêtes et sincères, mais égarées et qui ne savent pas que l'Entente n'est pas leur unique ennemi». ⁵³⁹

Revenu début juin à Moscou, Radek participe aux réunions du présidium élargi qui commencent le 12. Durant les premiers jours, les rapports se multiplient, mais les orateurs semblent tourner autour de la question sans oser vraiment l'aborder. Le 16, enfin, Radek doit répondre à Neurath qui accuse le KPD de compromis à l'égard des idées nationales.

Le parti allemand ne s'est nullement adapté à la vague nationale, il n'a cessé d'encourager la fraternisation avec les soldats français [...], mais le KPD n'a pas à négliger ce que néglige Neurath: la différence entre le nationalisme et les intérêts révolutionnaires de la nation allemande qui sont maintenant les mêmes que ceux du prolétariat révolutionnaire national [...] Ce qu'on appelle nationalisme allemand n'est pas seulement du nationalisme, mais au contraire un large mouvement national d'importance révolutionnaire [...] Nous devons combattre l'idéologie nationale, éclairer les masses qui sont soumises à l'influence nationale sur les chefs dont ils sont l'instrument, mais si nous voulons être un parti ouvrier qui accepte le combat pour le pouvoir nous devons trouver le chemin qui mène à ces masses. ⁵⁴⁰

Le 20 c'est Clara Zetkin qui intervient avec un long rapport sur le fascisme. «Le prolétariat a en la personne du fascisme un ennemi extraordinairement dangereux. [...] Le fascisme n'est pas la réponse de la bourgeoisie à une attaque du prolétariat, c'est la punition qui s'abat sur le prolétariat pour n'avoir pas continué la révolution commencée en Russie. Ces partisans ne sont pas une petite caste restreinte, mais de grandes masses sociales». Les racines du fascisme sont triples. D'abord, «la ruine de l'économie capitaliste et la dissolution de l'Etat bourgeois». Ensuite, la politique social-démocrate qui après avoir jeté les masses dans la guerre a déçu leurs espérances démocratiques et réformistes. «Le plus grave est que ces masses n'ont pas seulement perdu tout espoir à l'égard des dirigeants réformistes mais aussi à l'égard du socialisme. Cette petite-bourgeoisie déçue à laquelle s'ajoutent de larges cercles d'ouvriers ne croit plus au socialisme, aux partis politiques et même à leur classe. Le fascisme est un asile pour les sans-abri politiques.» Enfin, les «communistes ont eux-mêmes une certaine part de responsabilité pour s'être trop souvent contentés d'une résistance armée [...] Notre tâche est donc de

539 *RF*, 19.5.1923.

540 Intervention de Radek à la séance du 16.6.1923 du présidium élargi, F.495/161/22, doc. 26, RGASPI.

s'opposer au fascisme sur le plan idéologique et politique. Et nous devons être conscients du fait que le fascisme est un mouvement de déçus, parmi lesquels se trouvent des éléments de valeur issus de ces couches et pas seulement des enrégés de guerre. Nous devons essayer d'annexer ou au moins neutraliser chaque catégorie qui se trouve encore dans le camp fasciste». Mais pour cela, «il nous faut comprendre qu'ils ne cherchent pas seulement une issue à leur triste misère matérielle, mais que les meilleurs d'entre eux sont angoissés et exigent une nouvelle conception du monde». ⁵⁴¹

Alors que des hommes aident Clara Zetkin à descendre de la tribune, Radek prend la parole:

Je ne peux ni prolonger, ni compléter le rapport de notre vieille dirigeante. J'avais même de la peine à le suivre parce que j'avais continuellement devant les yeux le cadavre du fasciste allemand, notre ennemi de classe, qui fut condamné à mort et exécuté par les sbires de l'impérialisme français [...] Pendant tout le discours de la camarade Zetkin sur les contradictions du fascisme le nom de Schlageter et son destin tragique me tourneboulaient dans la tête. [...] Au moment où nous nous préparons à adopter une position politique sur le fascisme, le destin de ce martyr du nationalisme allemand ne doit pas être tu, [...] il a beaucoup à nous dire, à nous et au peuple allemand. [...] En 1920, son camarade Freksa publia un roman décrivant la vie d'un officier tombé en luttant contre Spartakus. Freksa appela ce roman *Le Pèlerin du Néant*. Si les milieux fascistes qui veulent servir honnêtement leur peuple ne comprennent pas le sens du destin de Schlageter, Schlageter est tombé pour rien, et ils devront écrire sur un monument: *Le Pèlerin du Néant*.

Radek développe ensuite son idée en retraçant à partir de 1918 l'engagement de ce «courageux soldat de la contre-révolution»: «L'Allemagne était à terre, battue. Seuls les fous pouvaient croire que l'Entente capitaliste victorieuse allait traiter différemment le peuple allemand que le capital allemand avait traité le peuple russe.» Mais, comme beaucoup d'autres jeunes Allemands qui avaient déjà versé leur sang lors de la Première Guerre mondiale, Schlageter rejoignit les corps francs de Medem, en tant que «mercenaire de l'Entente contre le peuple russe». Ultérieurement Medem avait reconnu que l'aventure du Baltikum avait été un pèlerinage dans le néant. «Nous ne savons pas ce que Schlageter en pensait.» Après l'aventure du Baltikum, Schlageter se rendit dans la Ruhr, il prit part aux attaques du capital allemand contre les travailleurs de la Ruhr. «Nous

541 «Clara Zetkin über den Faschismus», *RF*, 30.6.1923.

n'avons aucune raison de considérer que Schlageter aida à la répression des mineurs affamés de la Ruhr pour des raisons égoïstes.» Son itinéraire «témoigne plutôt du fait qu'il était convaincu de servir le peuple allemand.» Mais Schlageter, qui considérait la classe ouvrière comme le principal ennemi, a «pu voir les conséquences de cette politique en 1923 lors de l'occupation de la Ruhr [...] Il a pu voir que la forte division de la nation paralysait sa capacité de défense.» Maintenant Schlageter est mort mais le moment est venu pour ses compagnons de savoir contre qui ils veulent combattre:

Contre l'Entente du capital ou contre le peuple russe? Avec qui veulent-ils s'allier? Avec les ouvriers et les paysans russes pour secouer ensemble le joug du capital de l'Entente ou avec le capital de l'Entente pour jeter dans l'esclavage les peuples allemand et russe? [...] Nous combattons par tous les moyens ceux qui par incompréhension s'allieront aux mercenaires du capital. Mais nous croyons que la grande majorité des masses animées de sentiments nationaux appartient au camp du travail et non à celui du capital. Nous voulons chercher et nous trouverons le chemin qui mène à ces masses. Nous ferons tout pour que des hommes comme Schlageter, qui étaient prêts à mourir pour une cause abstraite, ne soient pas des pèlerins du Néant, mais marchent vers un avenir meilleur pour l'humanité tout entière [...] Le parti communiste dira cette vérité aux plus larges masses du peuple allemand, car il est le parti des prolétaires en lutte qui combattent pour leur libération, pour une libération qui s'identifie à la liberté de tout le peuple, à la liberté de tous ceux qui travaillent et souffrent en Allemagne. Nous sommes certains que des centaines de Schlageter entendront et comprendront cette vérité.⁵⁴²

Ce discours sur Schlageter, sans conteste le texte le plus célèbre de Radek, n'a sur le moment suscité aucune réaction particulière et l'assemblée continua son travail sans y faire la moindre référence. Selon Radek, il avait d'ailleurs été approuvé par le BP russe et l'exécutif.⁵⁴³ En Allemagne en revanche, où le discours de Radek est publié pour la première fois dans la *Rote Fahne* du 26 juin, il va déchaîner les passions et devenir un véritable catalyseur de la vie politique allemande. Radek était déjà une célébrité dans les milieux politiques allemands, mais avec Schlageter il réussit ce que l'on appellerait aujourd'hui un «coup médiatique». La

542 Radek, «Leo Schlageter, der Wanderer ins Nichts», dans K. Radek, P. Frölich, Graf E. Reventlow und A. Möller van der Bruck, *Kommunismus und nationale Bewegung Schlageter. Eine Auseinandersetzung*, 3 erweiterte Auflage, Berlin, Vereinigung Internationaler Verlag, 1923, pp. 1-4.

543 *Protokoll. Fünfter Kongress der Kommunistischen Internationale* (Moskau, 17. Juni bis 8. Juli 1924), Hamburg, Carl Hoym, 1925, p. 304.

revue de presse réalisée par le bureau de statistique de Varga⁵⁴⁴ pour l'Internationale contient des centaines de pages d'articles relatifs à ce qu'on commence à appeler la ligne Schlageter. Aucun journal important, et cela quelle que soit sa couleur politique, ne passe l'événement sous silence. Des caricatures de Radek apparaissent en première page, la presse populaire le dessine désormais avec un casque à pointe et le surnomme «Tête de la semaine».⁵⁴⁵ Les propos de Radek sont déformés, caricaturés ou moqués, mais ils occupent pendant plusieurs mois le devant de la scène politique allemande.

La célébrité de ce discours doit bien sûr beaucoup à la force du symbole: l'«hommage sincère» du célèbre internationaliste bolchevique Radek à un jeune nationaliste allemand, «égaré mais courageux». Elle doit surtout beaucoup aux rumeurs qui se sont immédiatement multipliées, souvent avec de véritables arrière-pensées politiques, dans la presse social-démocrate et «bourgeoise» sur un prétendu retour du national-bolchevisme⁵⁴⁶ ou plus généralement sur la «collusion» entre communistes et fascistes.⁵⁴⁷ De semblables interprétations ont connu un nouvel essor dans le contexte de la guerre froide avec la publication par Ruth Fischer de son livre, *Stalin and German Communism*,⁵⁴⁸ mais depuis, P. Broué et L. Dupeux ont montré l'incohérence de cette thèse.⁵⁴⁹ Radek n'envisage en effet aucune alliance, même temporaire, avec les chefs nationalistes, militaires et fascistes. Les compagnons de Schlageter, soldats courageux qui se sont trompés de guerre, doivent au contraire «rompre avec ceux qui ne les ont pas seulement amenés à la défaite, mais qui perpétuent cette

544 F.504/1, RGASPI.

545 *Montag Morgen*, 30.7.1923.

546 Cf. «Nationalbolchevismus», *Deutsche Allgemeine Zeitung*, 26.6.1923; «Nationalkommunismus», *Vorwärts* du 3.7.1923; «Das Spiel mit dem Bürgerkrieg», *Berliner Tagblatt*, 19.7.1923. Les critiques furent particulièrement violentes dans la presse SD de Saxe où la politique du front uni avait commencé à donner des résultats. Rapport du 23.7.1923 du bureau-Varga. F.504/1/157, doc. 2, RGASPI.

547 «Fascismus und Kommunismus. Die Bruder im Geist», *Hamburg Echo*, 1.7.1923; «La fraternisation publique dans la RF souligne ce que nous avons toujours dit: les communistes et les fascistes travaillent main dans la main», dans «Von Radek bis Reventlow. Grosse kommunistische-völkische Koalition», *Vorwärts*, 2.8.1923.

548 R. Fischer, *Stalin and German Communism*, consacre un chapitre entier au «National-bolchevisme».

549 Ce qui n'empêche pas T. Wolton, *Rouge-Brun, Le mal du siècle*, s.l., Lattès, 1999, pp. 92-94, de la reprendre dans sa forme la plus caricaturale.

défaite et qui les maintiennent sans défense, en traitant la majorité du peuple allemand en ennemi». Pour donner un sens à leur combat, pour ne plus être des «pèlerins du Néant», il leur propose donc de rejoindre les rangs des communistes qui sont, eux, les combattants de l'avenir. En revanche, tous ceux qui continueront, même par égarement, à servir la cause «des spéculateurs, des rois du fer et du charbon», se «heurteront à la résistance des ouvriers communistes». Il ne peut donc être question de mise entre parenthèse de la lutte des classes et encore moins de collusion avec le nazisme à l'égard duquel Radek ne pouvait guère se faire d'illusion en raison de l'antisémitisme affiché de ses chefs.

La ligne Schlageter constitue bien un «tournant tactique» – jamais les communistes n'avaient interpellé directement les masses fascistes, jamais ils n'avaient tenté si ouvertement de scinder les fascistes – mais ce tournant s'inscrit dans la continuité de la politique de l'IC: non pas celle du front uni, mais celle du combat pour la décomposition du fascisme dont nous avons vu qu'il représentait une obsession permanente pour Radek et quelques autres communistes allemands depuis l'hiver 1922-1923. Le front uni devait servir à détacher les ouvriers encore soumis à l'influence des dirigeants réformistes de la social-démocratie, la ligne Schlageter à couper les classes moyennes prolétarisées, ou en voie de prolétarianisation, des chefs fascistes et nationalistes. Les deux politiques ne peuvent être confondues, même si au cours de l'été 1923 elles semblent parfois se rejoindre et même si, à terme, elles visent toutes deux à rompre l'isolement des communistes au sein des masses allemandes. Faut-il pour autant parler comme L. Dupeux d'innovation stratégique capitale? Certes Radek «délayait le point de vue prolétarien classique dans une sorte de populisme patriotique»⁵⁵⁰, mais Lénine avait déjà souligné avant la guerre le rôle que jouaient, dans la destruction du capitalisme, les bourgeoisies nationales des pays colonisés. La nouveauté tenait simplement au fait que cela s'appliquait pour la première fois à un pays hautement industrialisé, mais l'Allemagne de 1923 était devenue selon les bolcheviks une «colonie de l'Entente».⁵⁵¹

550 L. Dupeux, *National Bolchevisme*, T. 1, p. 217.

551 E. Pawlowsky [Varga], *Deutschland, eine Kolonie*, Berlin, 1923. Recommandé par Radek dans la *RF* des 17.8 et 18.9.1923. Radek avait été le premier à parler de l'Allemagne en tant que «colonie de l'Entente»: Radek, «L'Allemagne dans l'impasse», *Corrint.*, n° 22, 24.12.1921 et Radek, «Die Entente – Sowjetrussland und Deutschland», *RF* du 29.1.1922.

Tous les communistes, et les Russes en particulier, n'approuvèrent pas si unanimement cette tactique. Bien qu'il ne s'y soit pas opposé ouvertement, Zinoviev est toujours resté sur la réserve et ne manquera pas une occasion d'ironiser sur les péroraisons d'intellectuel de Radek. Boukharine craignait pour sa part que si l'on se «contente d'essayer de convaincre l'ennemi» sans le combattre, les communistes perdent un peu de leur prestige.⁵⁵² Mais le discours Schlageter ne répondait-il pas au souhait exprimé précédemment par Clara Zetkin de ne pas se contenter d'un affrontement direct et de se battre «politiquement et idéologiquement contre le fascisme» en prenant en compte le fait que «la partie la plus digne de ces masses égarées» était à la recherche d'une nouvelle «conception du monde»?⁵⁵³ Radek, pour sa part, en est convaincu puisque le soir même il avait écrit à Brandler que «le discours de Cl[ara] était excellent» même s'il était «difficilement applicable à la politique quotidienne».⁵⁵⁴ C'est pourquoi, écrit-il, toujours à Brandler, mais deux semaines plus tard, il était intervenu avec son discours Schlageter «pour prendre les choses à bras le corps».⁵⁵⁵ Un jeu dangereux? Sans aucun doute, et nombreux furent ceux qui comme Levi⁵⁵⁶ et Böttcher⁵⁵⁷ émirent des doutes sur la méthode tout en comprenant l'objectif de Radek. Mais Radek était convaincu, à la différence de Zinoviev et Boukharine, que les communistes allemands n'avaient pas d'autre choix, puisqu'ils n'avaient aucune chance de vaincre les fascistes les armes à la main sans avoir préalablement arrêté leur progression et déstabilisé leurs rangs. «Si un mouvement ouvrier vient à éclater avant que nous n'ayons réussi à gagner au moins une partie des techniciens et des officiers, nous serons battus et nous servirons de tremplin aux fascistes».⁵⁵⁸ Car le fascisme allemand n'était pas «un petit

552 Lettre de Boukharine à [?], [juillet 1923], F.I 6/10/53, SAPMO.

553 «Clara Zetkin über den Faschismus», *RF*, 30.6.1923.

554 Lettre de Karl [Radek] à Brandler, 20.6.[1923], I 6/10/53, doc. 135, SAPMO.

555 «Um ein Stück lebendigen Fleisch einzuhacken», Lettre de Radek à Brandler, 8.7.1923, I 6/10/53, doc. 147, SAPMO.

556 «Il n'y a aucun social-démocrate qui ne considère pas comme une nécessité de gagner la petite-bourgeoisie déracinée. Mais la mauvaise méthode consiste à emprunter ses fantaisies nationalistes. Si l'on conduit les masses pleines d'amertume sur les voies nationalistes alors il sera nécessaire de suivre les mots d'ordre que maîtrisent mieux les groupes fascistes, ainsi va se perdre le front de la classe ouvrière.» P. Levi, «Ein Gespann», *Sozial, Politik und Wirtschaft*, 7.8.1923.

557 *Corrint.*, 23.6.1923, p. 7.

558 Lettre de Radek à Brandler, 8.7.1923, I 6/10/53, doc. 148, SAPMO.

mouvement de minorité» mais «un mouvement politique embrassant de larges masses de la petite-bourgeoisie» qui pouvait en outre compter sur l'appui «d'une partie de l'appareil gouvernemental». ⁵⁵⁹ Bien sûr, Radek entretenait une certaine confusion, à mon sens volontaire, en appliquant de façon un peu grossière le terme de fascisme à des groupes dont il reconnaissait lui-même qu'ils étaient extrêmement différenciés. Mais plusieurs articles du mois de juillet ⁵⁶⁰ et sa correspondance personnelle révèlent une compréhension tout à fait exceptionnelle pour l'époque des ressorts du fascisme, de ce qui le différencie d'une politique conservatrice et de la réalité de la menace qu'il représente pour le mouvement ouvrier allemand et international.

Une ligne difficile à appliquer

Le 30 juin 1923, le comte Reventlow, ancien secrétaire de la Ligue pangermaniste, membre du parti völkisch DVFP et futur nazi de gauche, répond à Radek dans *Reichswart*. ⁵⁶¹ Le 2 juillet c'est Möller van den Bruck, un ancien de la Ligue antibolcheviste de Stadler devenu le représentant du courant Jeune-conservateur, qui intervient dans *Gewissen*. ⁵⁶² Frölich répond ensuite à Reventlow alors que Radek réplique à Möller. ⁵⁶³ L'ensemble de ces interventions, auxquelles s'ajoute encore un article de Radek, est rassemblé dans une brochure intitulée *Schlageter: un débat* qui sera très largement distribuée par le parti dans les milieux d'extrême droite. ⁵⁶⁴ Au-delà des cris d'indignation que suscita ce débat dans les milieux sociaux-démocrates et démocrates, L. Dupeux a montré les limites que les différents interlocuteurs n'entendaient pas franchir. Möller van den Bruck se montra d'une extrême intransigeance refusant en bloc la présentation

559 Radek, «Les fascistes, nous et les sociaux-démocrates allemands», *Corrint.*, n° 27. 14.7.1923.

560 Cf. Radek, «L'internationale communiste devant le fascisme», *ibid.*

561 Reventlow, «Mit Radek?», *Reichswart*, 30.6.1923,

562 Möller van den Bruck, «Der Wanderer ins Nichts», *Gewissen*, 2.7.1923.

563 Radek, «Dem Gewissen zu Antwort», *RF*, 5.7.1923.

564 Radek, P. Frölich, Graf E. Reventlow und A. Möller van den Bruck, *Kommunismus und nationale Bewegung Schlageter. Eine Auseinandersetzung*. Il y aura trois éditions pour la seule année 1923, j'ai utilisé la troisième qui est la plus complète, Berlin, Vereinigung Internationaler Verlag, 1923.

de Radek et son interprétation de la mort de Schlageter.⁵⁶⁵ La réponse de Reventlow fut plus ambiguë, adoptant une position dite de «troisième front anticapitaliste», allant même jusqu'à évoquer la possibilité de faire «un bout de chemin ensemble»⁵⁶⁶, mais Dupeux y discerne «les multiples hésitations, les motivations ambiguës et les calculs typiques du futur nazisme de gauche».⁵⁶⁷

La correspondance personnelle de Radek permet de cerner de façon plus précise ses attentes réelles dans ce débat: «La discussion avec *Gewissen* [Möller van den Bruck et les Jeunes-conservateurs] n'aura aucune conséquence pratique à court terme. Mais nous allons les contraindre à regarder dans notre direction et nous allons introduire une fermentation intellectuelle parmi leurs meilleurs éléments.»⁵⁶⁸ A terme, il n'est d'ailleurs pas du tout exclu que «se forment parmi ces gens, des groupes avec lesquels nous pourrions être amenés à travailler».⁵⁶⁹ «Toute autre est la situation avec les gens comme Reventlow qui portent tous les péchés de l'Allemagne prérévolutionnaire».⁵⁷⁰ Avec eux il ne peut être question de «dialogue courtois», il faut les «convaincre de notre force» et Radek demandera à la *Rote Fahne* d'organiser une violente campagne contre les chefs völkisch.⁵⁷¹ Il est significatif, dans la logique de la ligne Schlageter mais contre celle de la collusion, que Radek s'en soit pris violemment à Reventlow, qui était allé jusqu'à évoquer la possibilité d'une collaboration momentanée, alors que l'échange avec Möller van den Bruck, qui campa toujours sur ses positions, fut plus respectueux. L'anticapitalisme affiché par Reventlow, bien que sans implication pratique, représentait un danger de concurrence que les communistes ne pouvaient accepter. Dans le cas du groupe *Gewissen*, Radek espérait, sans se faire aucune illusion sur la possibilité de convertir Möller, gagner à sa cause une partie des troupes de son adversaire. C'est pourquoi il était nécessaire de ménager les chefs qui de toute façon ne représentaient aucune menace idéologique pour les communistes. Cela confirme, si cela était encore

565 L. Dupeux, *National Bolchevisme*, T. 1, pp. 225-228.

566 Reventlow, «Ein Stück Weg?», *RF*, 2.8.1923.

567 L. Dupeux, *National Bolchevisme*, T. 1, p. 228.

568 Lettre de Radek à Heinz [Brandler], 5.7.1923, I 6/10/53, doc. 145-146, SAPMO.

569 Lettre de Radek à Brandler, 8.8.1923, I 6/10/53, doc. 201, SAPMO.

570 *Ibid.*

571 «Deutschlands Weg», *RF*, 25.7.1923, et la réponse de Reventlow, «Wer wandert in Nichts», *Reichswardt*, 4.8.1923.

nécessaire, que l'objectif de Radek était bien la conquête des «masses égarées» et non pas l'alliance avec les chefs, même si ces derniers étaient prêts à faire quelques pas en leur direction.

Dans sa correspondance, Radek laisse aussi paraître à de nombreuses reprises son mécontentement à l'égard de la façon dont la *Rote Fahne* mène les débats: «Je n'espérais pas que nos amis se mettent à penser», «trop d'intelligence dans un même journal», «les prolétaires allemands sont-ils si cultivés qu'ils ne peuvent trouver le chemin pour nous rejoindre?»⁵⁷², etc. Il les accuse de ne pas avoir tiré les conséquences du rapport de Clara Zetkin sur le caractère de masse du fascisme ou de s'en faire une «conception un peu trop abstraite»⁵⁷³ ce qui les empêche de percevoir la ligne de rupture qui, selon Radek, est en train de se dessiner dans le camp fasciste.⁵⁷⁴ Pour atteindre une connaissance intime de ce qui se passe dans les rangs fascistes, il demande aux communistes allemands de s'abonner aux journaux d'extrême droite et de participer aux côtés de Münzenberg à la collecte du matériel indispensable.⁵⁷⁵ Radek reproche en fait aux Allemands de ne pas répondre systématiquement aux attaques, de se laisser intimider par les critiques social-démocrates, d'avoir une «attitude purement défensive». Bref, de ne pas comprendre ou de ne pas appliquer la ligne Schlageter. Mais la mise en application pratique de cette politique qui revient au seul parti allemand est une tâche particulièrement difficile, dangereuse même, et à laquelle ils ne sont pas toujours préparés. Il ne s'agit plus en effet de débats entre intellectuels dans les colonnes de journaux, mais de confrontation directe avec les masses fascistes, sur leur terrain!

Les communistes doivent se rendre dans les bastions de l'extrême droite, une main tendue et l'autre prête à frapper, sous le regard moqueur des sociaux-démocrates, pour débattre avec des gens avec lesquels ils avaient surtout l'habitude de se battre. Difficile de trouver une politique moins populaire. Pourtant il n'y eut pas, à la plus grande surprise de Radek⁵⁷⁶, d'opposition ouverte à la ligne Schlageter dans les rangs du parti allemand.

572 Lettre de Radek à Brandler et Thalheimer, 8.7.1923, I 6/10/53, doc. 147-152, SAPMO.

573 Lettre de Radek à la centrale du KPD, 28.6.1923, *ibid.*, doc. 140-141.

574 Lettre de Radek à Brandler et Thalheimer, 8.7.1923, *ibid.*, doc. 147-152.

575 Radek propose aussi à Varga d'utiliser les compétences de Valeriu Marcu, jeune Roumain dont il avait fait la connaissance en Suisse. [Radek] à Varga, 22.7.[1923], F.495/18/175a, doc. 241, RGASPI.

576 C'est une question que Radek pose systématiquement dans sa correspondance avec les Allemands.

Momentanément les divergences entre la gauche et la centrale semblent même s'être effacées devant les nouvelles perspectives révolutionnaires.⁵⁷⁷ Le 7 juillet, des communistes participent à Iéna à une assemblée publique organisée par une association völkisch, la *Deutsche Arbeitsgemeinschaft*, sur le thème de la «réponse à apporter à la détresse actuelle?». ⁵⁷⁸ De nombreux communistes prennent la parole dans une ambiance de «respect mutuel». Le 27 juillet, Ruth Fischer se rend dans un gymnase pour débattre avec des cercles d'étudiants nationalistes. Le 2 août c'est le député communiste membre de la centrale, Remmele, qui participe à Stuttgart à un débat organisé par les nationaux-socialistes. Remmele qui intervient longuement aurait été chaudement applaudi, mais il est difficile de se faire une idée précise de ce qui s'est réellement passé pendant cette réunion tant les comptes rendus des journaux sont contradictoires. Alors que la presse social-démocrate parle de fraternisation entre communistes et nazis, le *Völkische Beobachter* évoque des affrontements physiques qui auraient eu lieu à la sortie entre les deux groupes.⁵⁷⁹ Le 10 août, toujours à Stuttgart, les communistes invitent les nationaux-socialistes, mais aussi les sociaux-démocrates qui déclineront l'offre, à venir débattre avec eux.

Les rapports en provenance d'Allemagne sont de plus en plus optimistes, soulignant d'incontestables progrès des communistes dans les milieux nationalistes. Les communistes réussissent à toucher un nouveau public. Plusieurs observateurs notent la présence de la *Rote Fahne* dans des mains plus habituées à la presse d'extrême droite.⁵⁸⁰ Les rixes entre «nos camarades et les nationalistes ont fortement diminué». ⁵⁸¹ Lorsqu'ils sentent que la situation risque de tourner à leur désavantage, les dirigeants d'extrême droite réagissent par des attaques antisémites: «Comment croire que le Juif Radek et que l'Etat soviétique juif puissent nous aider, nous Allemands, à construire notre Etat völkisch?»⁵⁸² Les völkisch doivent selon leurs chefs refuser de croire à la sincérité des communistes «tant que les

577 Selon Brandler la gauche et les conciliateurs comme Frölich approuvaient pleinement cette politique alors que la centrale aurait refusé de s'aligner. Mais il n'eut à ma connaissance aucune opposition ouverte, même si la gauche mit plus d'empressement à l'appliquer. H. Weber, *Unabhängige Kommunisten*, p. 180.

578 «Bericht von Rede Dr. Dinters in Jena», *Deutsche Tagblatt*, 11.7.1923.

579 *Völkische Beobachter*, 7.8.1923.

580 «Die Völkischen und die Republik», *Reichswart*, 7.7.1923.

581 Rapport du bureau-Varga, 23.7.1923, F.504/1/157, doc. 2, RGASPI.

582 «Radek-Sobelsohn auf Gimpfelfang», *Deutsche Tagblatt*, 11.7.1923.

dirigeants communistes d'Allemagne seront des Juifs». ⁵⁸³ Des caricatures antisémites de Radek, sous-titrées «Travailleur est-ce là ton Führer?», sont publiées en première page. ⁵⁸⁴ Mais les réactions les plus violentes viennent du parti national-socialiste de Hitler qui ne constitue alors qu'un groupe parmi d'autres dans la mouvance de l'extrême droite allemande. Son organe, le *Völkische Beobachter*, ne rejette pas les militants communistes de base d'«origine allemande» qui voudraient rejoindre les rangs nazis mais il ne laisse planer aucun doute à l'égard des dirigeants communistes: «Pour eux il n'existe que le tribunal et la potence» car «notre but ultime est la destruction du bolchevisme juif et de ses partisans». ⁵⁸⁵ Les communistes qui interprètent ces réactions comme un signe de faiblesse de la part des dirigeants nationalistes intensifient leur propagande. La *Rote Fahne* commence à évoquer plusieurs cas de ralliement de groupes nationaux-socialistes aux communistes en Bavière. ⁵⁸⁶ Inquiète, la direction du parti nazi publie une mise en garde à l'égard de ses groupes locaux. ⁵⁸⁷ A la mi-août les dirigeants nazis, bientôt suivis par les *völkisch* ⁵⁸⁸, décident de mettre un terme au débat avec les communistes.

Des résultats ambigus

Les résultats de cette politique sont particulièrement difficiles à estimer. Quantitativement le bilan semble assez maigre et il n'est guère possible de parler de ralliement des masses fascistes au communisme. Certes la mise en garde des nazis à l'égard des «sirènes communistes» permet de supposer quelques succès locaux, mais la progression du KPD durant l'été semble surtout liée à l'aggravation de la crise économique et à la conquête d'ouvriers sociaux-démocrates par la politique du front uni. Impossible surtout d'apprécier la part des classes moyennes «sincèrement nationales» neutralisée par cette politique. Même si certains flottements sont parfois apparus dans leurs rangs, les fascistes continuent à enregistrer

583 «Die Völkischen und die Republik», *Reichswart*, 7.7.1923.

584 *Deutsches Tagblatt*, 1.8.1923.

585 «Bolschewismus und Nationalsozialismus», *Völkische Beobachter*, 8.8.1923.

586 «Einschwenkung nationalsozialistischer Gruppe», *RF*, 17.8.1923.

587 L'appel est publié une nouvelle fois dans la *RF* du 17.8.1923.

588 Graf Reventlow, «Trennendes», *RF*, 2.9.1923.

de fantastiques progrès. Il n'y eut donc pas de conquête des masses fascistes, mais le ralliement de quelques individualités dont l'engagement fit sensation. L. Dupeux s'est particulièrement intéressé au cas de Henting, un officier de réserve national-bolcheviste, qui adressa à la *Rote Fahne* un article dans lequel il écrivait que «l'honneur de la nation s'était réfugié dans les poings des ouvriers».⁵⁸⁹ Henting demeurait «un homme de droite»⁵⁹⁰, mais il se mit à la disposition de l'appareil militaire du parti et à l'automne 1923 il jouera un rôle actif dans les centuries prolétariennes de Thuringe.⁵⁹¹ Plusieurs auteurs évoquent aussi Beppo Römer, un chef des corps francs, qui semble avoir épaulé militairement les communistes dans la Ruhr depuis 1923 même s'il n'adhérera au KPD qu'en 1932. Au total il semble bien qu'il faille parler d'échec relatif de la ligne Schlageter, en termes de recrutement. Mais le bilan est bien plus négatif si l'on tient compte des répercussions de la ligne Schlageter sur l'image du KPD. Les dérapages, supposés ou réels, des communistes qui se sont parfois laissés aller à des concessions de langage pour plaire à leurs interlocuteurs⁵⁹², sont systématiquement utilisés par les sociaux-démocrates pour dénoncer la collusion des communistes et des fascistes.⁵⁹³ Le thème du «complot militaro-communiste contre les ouvriers» est décliné à l'infini.⁵⁹⁴ En France, même les plus ardents partisans des bolcheviks dénoncent le tournant social-patriote du KPD,⁵⁹⁵ alors que la presse nationaliste s'en sert pour dresser l'opinion publique contre les communistes français accusés de servir les intérêts du militarisme allemand. Mais rien ne révèle mieux les difficultés, la «confusion»⁵⁹⁶ et les malentendus créés par la ligne Schlageter que l'organisation de la journée antifasciste du 29 juillet.

589 Hans von Henting, «Arbeiter und Soldat», *RF*, 21.8.1923.

590 L. Dupeux, *National Bolchevisme*, T. 1, p. 237.

591 O.E. Schüddekopf, *Linke Leute von Rechts*, p. 160.

592 Lors de la réunion avec les étudiants, Ruth Fischer aurait déclaré selon le compte rendu du *Vorwärts*, que «celui qui est contre le capital juif est déjà un combattant de classe, même s'il ne le sait pas encore. Mais, Messieurs, aurait-elle ajouté, comment vous situez-vous à l'égard du grand capital allemand?»

593 «Kommunistisch-antisemistisches», *Glocke*, 16.7.1923.

594 «Die KPD wirbt Faschistenoffiziere Wilhelmische Generäle für die Kommunistische Armee», *Volkstimme Frankfurt*, 9.8.1923.

595 A. Rosmer, *Moscou sous Lénine*, p. 270.

596 Brandler cité par H. Weber, *Unabhängige Kommunisten*, p. 271.

L'initiative en revient, et cela est très significatif, à la centrale allemande qui publie le 12 juillet dans la *Rote Fahne* un appel au parti et à toutes les organisations ouvrières pour manifester dans plusieurs villes d'Allemagne contre les fascistes. Bien sûr cette démonstration de force se justifie par les attaques de plus en plus ouvertes des organisations paramilitaires contre les ouvriers grévistes et les communistes. Mais il est tout aussi évident que Brandler, qui est l'auteur de l'appel, tente de replacer symboliquement les communistes à la pointe du combat antifasciste, au moment où le débat entre communistes et nationalistes bat son plein dans la presse. Même s'il n'en conteste pas l'utilité, Brandler s'inquiète en effet des répercussions de la ligne Schlageter sur l'image antifasciste du KPD désormais tachée. En renouant avec les actions du comité antifasciste créé en mai 1923 sous la présidence de Clara Zetkin, Brandler espère ainsi donner pendant qu'il en est encore temps un démenti sans ambiguïté aux accusations de collusion entre communistes et fascistes. La réaction de l'exécutif n'est pas moins significative. Radek n'oppose aucune objection de principe à l'organisation de cette journée, mais il rappelle immédiatement à Brandler la nécessité d'une double agitation conformément à la ligne Schlageter : mobilisation des masses prolétariennes contre le fascisme et agitation parmi les masses petites-bourgeoises pour les séparer des dirigeants.⁵⁹⁷ Radek semble redouter que la journée antifasciste ne «rassemble les fascistes au lieu de les diviser».⁵⁹⁸ Le représentant du parti allemand à Moscou enfonce le clou : «Dans l'appel vous auriez dû insister sur le fait que nous ne pourrions pas vaincre le fascisme si nous ne parvenons pas à déstabiliser ses rangs.»⁵⁹⁹ Une nécessité tactique évidente mais difficile à concilier d'un point de vue pratique avec la constitution d'un front antifasciste dépassant les seuls communistes. Car nombreux sont ceux qui contestent désormais aux communistes le droit de se mettre à la tête d'un mouvement antifasciste. L'extrême gauche allemande parle de dérive nationale du bolchevisme russe.⁶⁰⁰ Dans les milieux sociaux-démocrates, l'appel de Brandler suscite l'ironie ou, dans le meilleur des cas, la méfiance. La presse social-démocrate et démocrate a beau jeu de dénoncer les contradictions du KPD qui oscille entre lutte antifasciste

597 Lettre de Radek à la centrale, 12.7.1923, I 6/10/53, doc. 154, SAPMO.

598 Lettre de Radek à Heinz [Brandler], 19.7.1923, I 6/10/53, doc. 172, SAPMO.

599 Lettre de Hoernle à Brandler, 15.7.1923, F.492/292/4, doc. 245, RGASPI.

600 *Kommunistische Arbeiter Zeitung*, 2.8.1923.

et tentation nationaliste. Le *Dresdner Volkszeitung* qualifie la journée du 29 de «dimanche ambigu»⁶⁰¹, le *Sozial-Demokrat* de Prague évoque le «joli front uni prolétarien de Radek à Hitler et de Trotsky à Ludendorff».⁶⁰² D'une façon générale les sociaux-démocrates accusent les communistes d'avoir scindé l'unité ouvrière et de créer ainsi un contexte favorable à la répétition du scénario italien. Si ces critiques justifient pleinement le souci de Brandler de recentrer le travail du KPD, elles démontrent aussi la complexité de sa tâche.

Les réactions ne sont cependant pas toutes aussi négatives. Dans plusieurs villes, les communistes ont réussi à convaincre des dirigeants syndicaux, des sans-parti et même des organisations social-démocrates de se joindre à eux.⁶⁰³ Mais rapidement la centrale doit affronter une autre menace: celle de la psychose d'un coup d'état communiste. La rumeur provient des milieux gouvernementaux qui cherchent à bloquer la mobilisation, mais lorsqu'il envoie son rapport à Radek, Varga confirme:

Le ton et le contenu de l'appel au parti du 12, le caractère de la préparation de la journée, les menaces dans les titres de la *Rote Fahne* comme dans notre presse de province, l'atmosphère créée dans les assemblées du parti, tout cela concourt à ce que depuis quelques jours, parmi la population non communiste, le bruit court que les communistes vont faire la révolution. Une psychose de la révolution s'est ainsi formée dans les halles de marché, les gares, les entreprises.⁶⁰⁴

Rien n'est plus étranger à Brandler que le désir de provoquer, à ce moment et dans ces circonstances, une guerre civile ou une révolution. En revanche plusieurs indices permettent de supposer que la gauche berlinoise espérait bien pousser le mouvement au-delà de la simple manifestation. Grâce à l'influence de Ruth Fischer, les Berlinoises publient un journal, *Deutschlands Weg*, sans même que la centrale le sache. Sa présentation identique à celle de la *Rote Fahne* peut laisser croire au lecteur qu'il s'agit d'un organe officiel du parti. Or son contenu est beaucoup plus offensif que celui de la *Rote Fahne*. Selon Varga, le ton et les expressions utilisés «ont donné l'impression à tous les membres du parti que la journée antifasciste n'allait pas faire seulement quelques morts, mais allait être le point crucial d'une action armée qui devait conduire à la guerre civile.

601 «Der zweideutige Sonntag», *Dresdner Volkszeitung*, 28.7.1923.

602 «Sowjetstern und Hakenkreuz», *Sozial-Demokrat*, 29.7.1923.

603 P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 702.

604 Rapport de Varga à Radek, 26.7.1923, F.504/1/157, doc. 43, RGASPI.

[...] Le service d'ordre de l'organisation berlinoise a d'ailleurs reçu l'ordre de venir armé de pistolets.»⁶⁰⁵ C'est dans ce contexte qu'éclatent, durant la semaine qui précède le 29 juillet, des mouvements spontanés de revendication dans plusieurs régions d'Allemagne. Des débordements de violence qui ont lieu lors d'une manifestation préliminaire, organisée le 23 par les communistes et les sociaux-démocrates à Francfort-sur-le-Main, servent de prétexte à la police prussienne, puis au gouvernement du Reich, pour interdire la manifestation du 29. Brandler, qui craint que le parti ne tombe dans le piège d'une provocation, propose de maintenir les manifestations seulement là où elles n'ont pas été interdites comme en Thuringe et en Saxe, et là où le gouvernement ne peut s'y opposer comme dans la Ruhr.⁶⁰⁶ Ailleurs le parti devra se contenter de réunions dans des espaces fermés. La gauche berlinoise crie à la capitulation et refuse tout compromis. Pour surmonter la paralysie de la centrale, Brandler demande l'avis de l'exécutif.

Lorsque le message des Allemands arrive à Moscou, seuls Radek et Kuusinen continuent d'assurer la permanence de l'exécutif alors que Zinoviev, Boukharine et Trotsky sont en vacances dans le Caucase. Radek, extrêmement inquiet, craint le piège: «Nous sommes mal armés, pour ne pas dire pas du tout armés. Les fascistes nous sont dix fois supérieurs en armes et ils disposent de troupes de choc».⁶⁰⁷ Surtout, il est tout à fait «utopique» de croire, comme l'écrit Brandler, que les sociaux-démocrates, même ceux qui sont les plus proches des communistes comme Zeigner dont le gouvernement est soutenu par le KPD, suivront les communistes dans un affrontement armé contre les fascistes⁶⁰⁸, alors qu'ils n'ont pas été capables d'arrêter les policiers qui ont tiré à Leipzig sur des chômeurs.⁶⁰⁹ Le parti communiste va donc se retrouver pris entre deux feux. La décision est pourtant difficile à prendre, tant pour le prestige du KPD que pour celui de l'exécutif. En juin, les communistes bulgares sont restés totalement à l'écart du coup d'Etat effectué par les militaires contre le gouvernement des agrariens démocrates de Stambolisky. Comme lors du putsch de Kapp, les dirigeants communistes nationaux ont considéré qu'il s'agissait d'une lutte entre deux fractions de la bourgeoisie n'intéressant

605 *Ibid.*

606 P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 702.

607 Lettre de Radek à Heinz [Brandler], 19.7.1923, I 6/10/53, doc. 172, SAPMO.

608 Lettre de Radek à Heinz [Brandler], 22.7.1923, *ibid.*

609 Lettre de Radek à la centrale du KPD, 18.7.1923, F.495/18/175a, doc. 218, RGASPI.

pas les ouvriers. Pour l'exécutif, il s'agit de la plus grande défaite qu'un parti communiste ait subie depuis la victoire du fascisme en Italie. Toute nouvelle reculade des communistes devant les fascistes signifierait selon le président de l'Internationale «la mort du Comintern pour plusieurs années». ⁶¹⁰ Radek en est conscient ⁶¹¹, mais à ce moment il craint surtout que l'exécutif ne pousse un peu trop les Allemands, pour venger la défaite bulgare ⁶¹² et pour tester la «volonté combative» de la direction du KPD. Dans sa première réponse à Brandler, datée du 25 soit deux jours après l'annonce de l'interdiction, Radek considère qu'il est trop tard pour lancer le mot d'ordre de «conquête de la rue» comme le propose Zinoviev. ⁶¹³ Il prend même l'initiative, avec l'accord de Kuusinen qui passe pourtant pour un proche de Zinoviev, de ne pas faire suivre le télégramme adressé à titre personnel par le président de l'Internationale aux Allemands, avant d'en avoir discuté avec les autres membres de la délégation russe de l'exécutif. Selon Radek et Kuusinen, le mot d'ordre proposé par Zinoviev de conquête de la rue «pouvait être interprété par les Allemands comme une sommation: «Dans la rue à n'importe quel prix.»» ⁶¹⁴ Or le risque est grand que la centrale, par crainte d'être encore accusée d'opportunisme par l'opposition berlinoise et Zinoviev, ne jette le parti dans une aventure qui se terminerait certainement par un bain de sang. ⁶¹⁵ Interrogé par Radek, Trotsky répond par télégramme le 27 qu'il ne peut se prononcer, faute d'informations plus complètes. ⁶¹⁶ Mais Radek obtient

610 Lettre de Zinoviev à Brandler et Thalheimer, [certainement le 25.7.1923], I 6/10/53, doc. 186, SAPMO.

611 Radek avait conclu son analyse de la défaite bulgare par la phrase suivante: «Lorsque le fascisme a des chances de vaincre nous devons rappeler que tout parti communiste qui est un parti de masse a le devoir d'oser et de combattre même au risque d'une défaite». Radek, «Le coup d'Etat bulgare et le parti communiste», *Corrint.*, 21.7.1923, pp. 421-423.

612 Lettre de Radek à Zinoviev, Boukharine et Zetkin, 25.7.1923, F.326/2/21, doc. 32, RGASPI.

613 Lettre de Radek à Brandler, 25.7.1923, I 6/10/53, doc. 184, SAPMO et lettre de Zinoviev à Brandler et Thalheimer, [25 juillet], I 6/10/53, doc. 185-186, SAPMO.

614 Lettre de Kuusinen à Zinoviev, 27.7.1923, F.495/18/196, doc. 139, RGASPI.

615 Lettre de Radek à Zinoviev, Boukharine, 27.7.1923, F.326/2/21, doc. 19-20, RGASPI.

616 Télégramme de Trotsky à Radek, 27.7.1923, F.326/2/21, doc. 25, RGASPI. Trotsky donnera une explication plus détaillée de son abstention dans une lettre à Radek du 6.8.1923, F.326/2/21, doc. 30, RGASPI.

l'appui de Staline. Selon le secrétaire général, qui fait à cette occasion son entrée dans les affaires de l'Internationale,

si aujourd'hui en Allemagne le pouvoir, pour ainsi dire, tombait, et si les communistes s'en saisissaient, ils échoueraient avec pertes et fracas. Cela dans le meilleur des cas. [...] Nous avons intérêt à ce que les fascistes attaquent les premiers, cela rassemblera toute la classe ouvrière derrière les communistes [...] c'est pourquoi il faut retenir les Allemands et non pas les encourager.⁶¹⁷

Radek conseille donc à la centrale allemande «l'abandon des manifestations de rue s'il existe un risque d'affrontement avec la police ou la Reichswehr».⁶¹⁸

Certainement un peu soulagée, la centrale se rallie à la décision de l'exécutif, mais des réunions sous tentes sont organisées en remplacement des manifestations publiques. L'importance de la mobilisation ouvrière permet d'ailleurs à la centrale de résister aux critiques de la gauche.⁶¹⁹ C'est en Russie que les répercussions de ce rendez-vous manqué sont les plus vives. La décision d'éviter l'affrontement a provoqué un violent conflit parmi les Russes, qui permet de mesurer l'ampleur des différends politiques et personnels accumulés depuis des années entre les deux principaux responsables de la politique allemande de l'Internationale. Sur l'appréciation du fascisme: Zinoviev accuse Radek d'avoir surestimé le danger fasciste en Allemagne alors que celui-ci serait «encore jeune et relativement faible».⁶²⁰ Sur le plan de la politique à mener à l'égard des fascistes: Zinoviev reproche à Radek de s'être opposé dès le premier jour à l'organisation de cette manifestation antifasciste, d'avoir eu les «yeux fixés sur la dissolution du fascisme par sa propagande à la Schlageter»⁶²¹ et d'avoir ainsi «démoralisé le parti et compromis son prestige». Enfin, à propos de l'équilibre au sein du KPD: Zinoviev reproche à

617 Lettre de Staline à Zinoviev, 7.8.1923, publiée dans *ЦК КПСС Известия*, 1991, № 4, p. 204. La date indique qu'il ne s'agit pas de la réponse à la question de Radek mais d'une justification a posteriori de son attitude d'alors.

618 Lettre de Radek à Zinoviev, Boukharine, 27.7.1923, F.326/2/21, doc. 20, RGASPI.

619 Parmi les critiques les plus sévères citons la brochure de Getty Guttman dont le titre, *Los von Moskau*, résume la conviction d'une partie de plus en plus importante de l'extrême gauche allemande.

620 Lettre de Zinoviev et Boukharine à Radek et Kuusinen, 28.7.1923, F.326/2/21, doc. 27, RGASPI.

621 Lettre de Zinoviev à Brandler et Thalheimer, [fin juillet 1923], I 6/10/53, doc. 185-186, SAPMO.

Radek d'avoir favorisé les éléments «temporistes qui sont déjà trop nombreux dans les instances dirigeantes du parti allemand».⁶²² La situation a quelque chose de surréaliste. Comment en effet imaginer que Radek aurait pu imposer ses vues à Zinoviev, qui est le président de l'IC et un membre important du BP, alors qu'il n'est que son suppléant? Zinoviev n'a pas toujours été en vacances, il a participé aux côtés de Radek aux réunions de l'exécutif sur les divisions dans le parti allemand et sur le danger fasciste. Or à chacune de ces occasions, nous l'avons vu, les Russes ont parlé d'une même voix, même s'ils n'ont pas tous fondé les mêmes espoirs à l'égard de la ligne Schlageter. Concernant la journée antifasciste, Zinoviev s'est d'ailleurs bien gardé d'appeler explicitement les Allemands au combat. Une telle décision aurait été trop lourde de responsabilité, beaucoup trop risquée et Zinoviev le savait bien. Mais il laisse entendre, et cela sera fondamental pour la suite de notre propos, que deux lignes ont toujours coexisté au sein de l'exécutif à l'égard de l'Allemagne. L'une incarnée par Radek et Brandler, faite de pessimisme et de recules, qui serait celle de la «droite»; l'autre plus offensive, représentée par Zinoviev et l'opposition berlinoise, qui serait celle de la «gauche». Radek pressent bien le piège dans lequel Zinoviev tente de l'enfermer, mais il s'inquiète à ce moment surtout des effets que ces désaccords publics vont avoir sur l'autorité de l'exécutif dans les sections nationales. De telles «légendes risquent de favoriser», «comme en mars 1921», des initiatives incontrôlables dont «nous avons déjà pu voir les résultats».⁶²³ L'échange entre Radek et Zinoviev révèle surtout que le débat politique sur la situation allemande est déjà parasité par la guerre de succession qui se développe au sein du parti russe depuis la troisième attaque de Lénine. Pendant un moment il semble d'ailleurs que la crise ait menacé de faire éclater l'alliance scellée depuis le printemps au sein du bureau politique entre Staline, Zinoviev et Kamenev contre Trotsky. Zinoviev reproche à Kamenev d'avoir laissé Staline le calomnier.⁶²⁴ Le 8 août, soit plus d'une semaine après ces débats, Zinoviev écrira encore à Staline pour lui signifier qu'il trouvait son attitude «inconvenante», et cela «même si notre groupe [la troïka] n'avait pas existé».⁶²⁵ Les choses n'iront pas plus loin, mais cet

622 Lettre de Zinoviev et Boukharine à Radek et Kuusinen, 28.7.1923, F.326/2/21, doc. 27, RGASPI.

623 Lettre de Radek à Zinoviev, Boukharine, 27.7.1923, F.326/2/21, doc. 23, RGASPI.

624 Lettre de Zinoviev à Kamenev, 30.7.1923, *ЦК КПСС Известия*, 1991, № 4, p. 204.

625 Lettre de Zinoviev et Boukharine à Staline, *ibid.*, p. 205.

échange permet déjà de comprendre la nature véritable de la troïka: un bloc contre Trotsky, sans véritable projet politique commun, du moins en ce qui concernait l'Allemagne. Le cafouillage de la journée antifasciste va avoir une autre conséquence. Dans les instances du parti russe et de l'Internationale, l'idée s'est en effet développée, et cela même si personne ne le dit encore publiquement, que le parti allemand ne pourra pas toujours éviter l'affrontement: la prochaine fois, qu'ils le veuillent ou non, les Allemands devront se battre.

L'Octobre allemand n'aura pas lieu

Le 8 août 1923 le chancelier Cuno, qui demande un vote de confiance aux députés du Reichstag, est obligé de reporter la séance. Le lendemain, alors que des délégations ouvrières viennent toute la journée apporter leurs revendications au gouvernement, des grèves spontanées éclatent un peu partout dans la capitale, puis dans le reste du Reich. Rien qu'à Chemnitz 150 000 manifestants ouvriers, communistes et sociaux-démocrates, sont dans la rue pour exiger la démission du gouvernement. L'exécutif du congrès des conseils d'usine appelle au débrayage et les communistes poussent le mouvement pour le transformer en grève générale. «La grève de la typographie met la Banque du Reich dans l'impossibilité de continuer ses émissions de papier-monnaie. Les magasins sont fermés».⁶²⁶ Le 11, la grève sauvage balaye le gouvernement Cuno. Pendant un court laps de temps, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan lancé par les communistes en juin semble retrouver toute son actualité; mais, dès le lendemain, les sociaux-démocrates acceptent de participer à un gouvernement de coalition dirigé par Stresemann contre la promesse de nouvelles mesures fiscales imposées aux grandes entreprises et d'une politique plus sévère à l'égard de l'extrême droite.

Selon Radek, «Stresemann incarne la tentative de sortir de l'impasse par la voie de négociations avec la France». De leur côté, «les sociaux-démocrates espèrent que M. Stresemann réussira à contrecarrer l'influence de M. Stinnes et que, par conséquent, cette coalition avec tous les partis de la bourgeoisie n'aura pas un caractère aussi odieux que celui d'un cabinet non présidé par M. Stresemann». Radek ne croit pourtant pas à la

626 Radek, «Le gouvernement Stresemann», *Corrint.*, n° 34, 1.9.1923, p. 510.

réussite du gouvernement: «Même si la vague ouvrière qui a balayé le gouvernement Cuno s'apaise, ce qui est bien possible, M. Stresemann et la social-démocratie vont se heurter à la résistance acharnée de l'industrie lourde qui se refuse de payer et qui tente de déchaîner contre Stresemann, l'homme de la capitulation, toutes les passions nationalistes.» Mais, ajoute Radek, «M. Stresemann est un politicien bien plus expérimenté que M. Cuno» et «il se peut très bien que malgré tout il représente une étape qui imprimera un temps d'arrêt au mouvement». ⁶²⁷ Les Allemands partagent apparemment cette analyse. ⁶²⁸ Lorsque se pose la question de la poursuite du mouvement de grève, dont le terme avait été fixé pour le 13, le mouvement s'essouffle et même la gauche communiste ne s'oppose pas franchement à une reprise imposée par la lassitude de la base. Le nouveau gouvernement semble donc bénéficier d'une certaine accalmie mais selon les communistes il ne peut s'agir que d'un répit car la crise économique continue de s'aggraver. En une semaine, le taux de change du dollar en mark va doubler une nouvelle fois, le chômage connaît une nouvelle envolée, et rien ne permet d'envisager une réelle embellie puisque le gouvernement Poincaré refuse toute négociation avant la reconnaissance formelle de la fin de la résistance passive. D'ailleurs, même la «capitulation» du gouvernement ne modifierait pas immédiatement la situation car elle se traduirait «pendant plusieurs mois par une aggravation de la catastrophe économique». ⁶²⁹ Comme le note Heinz Möller dans son rapport: «Nous sommes entrés dans la crise aiguë de la déconfiture de la bourgeoisie allemande» et la «question de la conquête du pouvoir par le prolétariat, même s'il faut commencer par une phase transitoire de gouvernement ouvrier et paysan, est devenu le problème le plus actuel.» ⁶³⁰ Rien n'est donc perdu, même si, comme le reconnaîtra ultérieurement Radek, les communistes avaient peut-être laissé passer l'occasion. ⁶³¹ En

627 *Ibid.*

628 A. Thalheimer, «La «dernière réserve» de la bourgeoisie allemande à l'œuvre», *Corrint.*, n° 34, 1.9.1923, pp. 512-513. Contrairement à son titre, l'article explique que «le gouvernement Stresemann peut très probablement encore céder la place à toutes sortes de combinaisons socialo-bourgeoises ou même purement socialistes».

629 Note de Radek, s.d., F.326/1/7, doc. 6, RGASPI.

630 Rapport de H. Möller sur la situation en Allemagne, août 1923, F.495/292, doc. 101, RGASPI.

631 *Die Lehren der deutschen Ereignisse. Das Präsidium des Exekutivkomitees der Kommunistischen Internationale zur deutschen Frage*, Januar 1924, Hamburg, s.n., 1924, pp. 14-15.

tout cas les dirigeants de l'Internationale, qui ont été totalement pris au dépourvu par l'ampleur de la vague de grève, sont convaincus que la révolution est encore devant eux et ils sont décidés, comme l'écrit Broué, «à rattraper le temps perdu depuis mai»⁶³² en préparant l'insurrection.

Toujours en vacances dans le Caucase en compagnie de Boukharine et de Clara Zetkin, Zinoviev écrit que la crise révolutionnaire approche, «que le moment est venu où il faudra de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace».⁶³³ Boukharine partage cette analyse. En cure en Crimée, Trotsky n'est pas informé des débats de ses camarades, mais il reçoit la visite de deux dirigeants communistes allemands et il semble qu'au terme de ces entretiens il se soit prononcé pour la préparation de l'insurrection.⁶³⁴ Pour éviter la répétition des couacs de juillet, le BP demande à Zinoviev, Boukharine et Trotsky de revenir momentanément à Moscou pour participer à une séance de discussion exceptionnelle en compagnie des camarades allemands.⁶³⁵ La réunion est fixée au 21 août. Grâce à la publication par les archives présidentielles des comptes rendus des réunions du BP russe, du 20 au 22 août⁶³⁶, il est désormais possible de se faire une idée plus précise des positions respectives de chacun lors de ces journées décisives. Pour la première fois depuis la chute du gouvernement Cuno, le bureau politique, auquel se joint Radek, consacre toute une réunion à la révolution allemande, mais sans les Allemands. L'importance de l'événement n'échappe à personne et, chacun à leur tour, les dirigeants russes présentent leurs analyses de la situation. Personne ne remet vraiment en question l'existence d'une poussée révolutionnaire en Allemagne. Zinoviev émet bien quelques réserves sur le fait que le parti allemand ait déjà derrière lui la majorité de la classe ouvrière, mais selon lui la division de la social-démocratie en trois groupes et l'effondrement qui en découle sont inévitables.⁶³⁷ Pour Trotsky «le sentiment existe dans la classe ouvrière allemande que les communistes sont sur la route du pouvoir»⁶³⁸ et il convient dès lors d'accorder une grande importance aux questions d'organisation. Alors que

632 P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 718.

633 *Ibid.*

634 P. Broué, *Trotsky*, p. 362.

635 «Назначить Революцию в Германии на 9 Ноября», *Источник*, 1995, № 5, p. 116.

636 *Ibid.*, pp. 115-139.

637 *Ibid.*, p. 120.

638 *Ibid.*, p. 122.

Boukharine partage cet optimisme, seuls Staline et Radek semblent plus réservés. Pour Staline, qui a déjà eu l'occasion de présenter ses remarques devant le bureau la veille, «la révolution allemande signifie vraisemblablement la guerre avec la France et la Pologne». Surtout il lui semble que la question de la conservation du pouvoir par les communistes après la révolution n'a pas été abordée dans le rapport de Zinoviev.

Radek apparaît immédiatement comme le plus inquiet: «Je crains qu'aujourd'hui en Allemagne ce ne soit pas le communisme qui succède au fascisme, mais le fascisme au communisme. Nous ne pouvons tenir les masses.» Dans le contexte actuel, il est essentiel «d'éviter tout affrontement avec les fascistes». Meilleur connaisseur de la scène politique allemande que ses camarades, Radek souligne la singularité du mouvement ouvrier allemand par rapport à celui de Russie: «Nous avons surestimé la décomposition de la social-démocratie allemande qui dispose encore de vastes réserves.» Il est donc nécessaire de poursuivre l'effort de coalition avec l'aile gauche de la social-démocratie.⁶³⁹ Difficile d'imaginer face à l'enthousiasme de ses camarades un discours plus pessimiste. Pour l'essentiel Radek réitère d'ailleurs des réserves qu'il n'a cessé d'émettre depuis le début de la crise. Pourtant, selon le témoignage de Bajanov⁶⁴⁰, lors de la séance du 23 Radek, qui était chargé de présenter le rapport principal, aurait fait un discours sans réserve sur «la vague révolutionnaire qui monte en Allemagne». ⁶⁴¹ S'est-il laissé emporté par l'enthousiasme de Trotsky qu'il admire? A-t-il cédé à l'autorité du BP qui à l'exception de Staline s'est prononcé pour une action révolutionnaire en Allemagne ou a-t-il vraiment considéré, contre toutes ses analyses passées, que la situation était mûre pour une révolution? La lecture des comptes rendus des séances du 21 et du 22 rend désormais peu crédible la dernière interprétation. Il apparaît aussi que la séance du 23 août ne fut certainement pas aussi déterminante qu'on ne le pensait jusqu'alors. Certes, la participation de Kuusinen, le représentant du Comintern, de Hoernle, le représentant du KPD auprès de l'exécutif, et de Walcher, le représentant de l'ISR, lui donne une forme inhabituelle, mais à l'exception de Radek, dont l'intervention n'a rien de personnelle, puisqu'il est chargé de présenter un

639 *Ibid.*

640 B. Bajanov, *Bajanov révèle Staline. Souvenirs d'un ancien secrétaire de Staline*, Paris, Gallimard, 1979, pp. 62-65. L'auteur avait été nommé secrétaire du BP du PCUS le 9 août 1923, soit quelques jours avant les événements qui nous intéressent.

641 *Ibid.*, p. 62.

rapport au nom de l'exécutif, les intervenants reprennent pour l'essentiel les points qu'ils avaient déjà évoqués le 21. Une note du bureau politique, datée du 22 août, dans laquelle il est dit que le «prolétariat allemand va devoir se battre sans délai pour le pouvoir»⁶⁴² montre d'ailleurs que la décision avait déjà été arrêtée par les Russes avant la réunion avec les Allemands. Radek n'a donc pas changé d'avis, mais face aux Allemands et dans les instances de l'IC il doit désormais soutenir la position qui s'est imposée, presque à l'unanimité, au sein du BP les 21 et 22 août. C'est la règle dans le parti russe et Radek ne peut s'y opposer.

Convaincu que le moment décisif approche, le bureau politique nomme une commission de cinq membres – Zinoviev, Staline, Trotsky, Radek, Tchitchérine – chargée d'organiser les préparatifs.⁶⁴³ Trotsky supervise l'ensemble et élabore les plans de l'insurrection. L'appareil militaire du parti est réorganisé par un officier de l'Armée rouge, Alexander Skoblevski, et placé sous la direction d'un comité révolutionnaire comprenant Skoblevski, Brandler et Kleine-Gouralski.⁶⁴⁴ Une attention particulière est consacrée aux centuries prolétariennes, apparues au printemps en réaction à l'occupation militaire et à la multiplication des groupes d'activistes d'extrême droite. Composées de presque 50% de communistes, elles se sont développées sur une grande échelle dans les Länder dirigés par des socialistes de gauche, Saxe et Thuringe, où elles sont financées par le gouvernement.⁶⁴⁵ Ailleurs elles contournent l'interdiction des gouvernements en se dissimulant sous des formes diverses, services d'ordre ou associations sportives.⁶⁴⁶ Une direction unifiée s'organise. Les personnes jugées peu sûres sont écartées,⁶⁴⁷ remplacées par des membres du parti

642 «Назначить Революцию», p. 119.

643 *Политбюро ЦК РКП(б)-ВКП(б) и Европа*, p. 20.

644 В. Kaufmann, *Der Nachrichtendienst*, p. 77 et М. М., Пантелеев, «Авентюрист или политический деятель?», *Вопросы Истории*, 1998, № 8, pp. 121-130. La centrale allemande semble avoir tenté de s'opposer à la nomination de Gouralski, mais selon Zinoviev elle était nécessaire pour conserver la paix avec les Berlinoïis. Lettre de Zinoviev à Andréï [Radek] et Arvid [Piatakov], 24.10.1923, F.326/2/21, doc. 43, RGASPI.

645 P. Broué, *Histoire de l'IC*, p. 317.

646 O. Hippe, *Et notre drapeau est rouge. Du Spartakusbund à la IV^e Internationale*, Paris, La Brèche, 1985, p. 80, raconte qu'à Halle les centuries prolétariennes se dissimulaient sous le titre de l'Association des amis de la nature.

647 Les mises en garde contre les agents provocateurs ou les espions de la police se multiplient dans les courriers de l'exécutif. Radek à la centrale, 6.6.1923, RY1/I2/705/19, SAPMO.

allemand ayant effectué un stage dans une école militaire de Moscou.⁶⁴⁸ Tous les conseillers techniques, les militaires et les tchékistes d'origine allemande ou germanophones, sont envoyés en Allemagne. Un fonds spécial est confié à un agent en poste à l'ambassade soviétique de Berlin pour acheter des armes et des munitions.⁶⁴⁹ Le personnel de l'ambassade, du consulat et de la représentation commerciale de l'URSS participe activement aux préparatifs.⁶⁵⁰ En Russie, l'Armée rouge organise des unités prêtes à intervenir directement sur le sol allemand, les troupes régulières sont concentrées sur la frontière occidentale pour pouvoir, en cas d'échec et de contre-offensive blanche, défendre le bastion de la révolution.⁶⁵¹ Un tel engagement matériel et humain ne pouvait se faire sans une mobilisation gigantesque à l'échelle du pays. Les meilleurs orateurs du parti entament des cycles de conférences:

Radek parlait devant des salles combles, et l'on sentait qu'il vivait tout entier de l'attente et de la pensée de ces événements. Sa dialectique nous initiait à l'économie, à l'histoire, à la psychologie, aux mœurs des Allemagnes opposées dont l'une, celle des travailleurs, allait imposer sa loi à l'autre pour le salut de la nation et le progrès de l'univers. Radek était éloquent comme toujours: comme toujours, il parlait avec un accent indescriptible, mais son intelligence et sa passion dominaient tout.⁶⁵²

Personne ne parle d'une intervention directe des Soviétiques, le bureau politique prend même toutes les mesures nécessaires pour éviter les accusations d'ingérence, mais comme le note Pierre Pascal dans son journal il n'existe pas en Russie, durant les mois de septembre et d'octobre, «de village qui ne soit informé que l'Allemagne est à la veille de la révolution et qui ne sache que cet événement le touche de près».⁶⁵³

648 F.495/25/1365, RGASPI.

649 P. Broué, *Histoire de l'IC*, p. 331. L'auteur parle de 400 000 dollars juste pour les armes. Une décision du BP datée du 4.10.1923 évoque une augmentation du fonds spécial à hauteur de 500 000 roubles-or. «Назначить Революцию», p. 138.

650 B. Bajanov, *Bajanov révèle Staline*, p. 64.

651 Tous les dirigeants bolcheviks sont convaincus qu'en cas de victoire ou d'échec, la révolution allemande signifie la guerre. Cf. les comptes rendus du BP d'août et de septembre, «Назначить Революцию», pp. 115-139.

652 A. Barmine, *20 ans au service de l'URSS*, Paris, Albin Michel, 1939, p. 217.

653 P. Pascal, *Mon état d'âme. Mon journal de Russie 1922-1926*, T. III, Lausanne, L'Age d'Homme, 1982, p. 104.

La préparation du parti communiste allemand semble quant à elle plus contestable. Envoyé à Berlin au début septembre, Piatakov signale dans ses premiers rapports «la piètre qualité de la direction du PC allemand», son incapacité organisationnelle et surtout politique.⁶⁵⁴ Officiellement chargé de diriger le comité central allemand et de lui transmettre les directives de Moscou, Radek consacre en fait l'essentiel de son temps à éviter une scission. L'agitation des dernières semaines n'a en effet pas fait cesser l'affrontement de tendances qui gêne le parti depuis le début de l'année et l'exécutif doit utiliser toute son autorité pour obliger la centrale et les Berlinoises à collaborer. C'est dans cette perspective et pour régler les derniers problèmes d'organisation que l'exécutif convoque à Moscou une nouvelle conférence avec les représentants des principales tendances du KPD pour le 21 septembre.⁶⁵⁵ Brandler oscille entre enthousiasme et crainte, considérant que les Russes ont peut-être surestimé la dimension révolutionnaire de la situation actuelle. Il caractérise ainsi son analyse de la situation d'alors :

Un moment défensif contre l'agression fasciste avec la perspective de transformer cette défense en une offensive de lutte pour le pouvoir prolétarien [...] mais les camarades russes, sous la conduite de Trotsky, sont arrivés à une autre conclusion: selon eux le KPD est assez fort et la bourgeoisie assez faible pour pouvoir passer à l'offensive au lieu de se défendre contre une agression fasciste.⁶⁵⁶

Brandler aurait, selon son témoignage, tenté d'expliquer aux dirigeants russes que le moment n'était pas favorable pour entrer dans les gouvernements de Saxe et de Thuringe. Ces gouvernements étaient très affaiblis et ne pouvaient s'opposer aux communistes, mais si les communistes acceptaient des ministères, ils devraient satisfaire les revendications de leurs

654 B. Bajanov, *Bajanov révèle Staline*, p. 64. Radek dira ultérieurement que toutes les déclarations faites par Brandler sur la préparation du KPD n'étaient que des «sornettes». Lettre de Radek au BP russe et au CEIC, 29.10.1923, Я. С. Дрaбкин, *Коминтерн и идея мировой революции*, p. 430.

655 Brandler demeura à Moscou de la fin août au 8 octobre.

656 Discours de Brandler en 1928, publié par le journal de l'opposition communiste *Das Volksrecht*, le 4.11.1928, F.495/47/20, doc. 323-324, RGASPI. Brandler s'en tiendra toujours à cette présentation qui coïncide d'ailleurs avec tous les documents dont nous disposons. Notons aussi que l'analyse de Brandler est à peu près identique à celle de Staline, mais personne n'accordait alors d'importance aux positions de Staline sur la révolution mondiale.

partisans ce qui ne pourrait être fait avant une victoire totale des communistes, cela générerait donc l'action du KPD. Même s'ils le désiraient ces gouvernements ne pourraient de toute façon pas armer les ouvriers car depuis le putsch de Kapp, le ministère de l'intérieur du Reich avait fait confisquer toutes les armes dans ces régions.⁶⁵⁷ Mais «Zinoviev se mit à crier, frappa du poing sur la table, et ainsi de suite».⁶⁵⁸ Brandler ne réussit pas plus à convaincre l'exécutif de ne pas déplacer la centrale à Chemnitz, ni à le convaincre de mettre Ruth Fischer à l'écart pour éviter toute provocation de la gauche. Il put en revanche obtenir, grâce au soutien de Radek, que la date de l'insurrection ne soit pas fixée à l'avance. La décision sera prise ultérieurement⁶⁵⁹, en son absence, comme celle de l'entrée des communistes dans les gouvernements sociaux-démocrates de Saxe et de Thuringe. Radek était, toujours selon le témoignage de Brandler, le seul à être convaincu du caractère irréaliste du projet d'insurrection, mais la décision avait déjà été prise au sein du bureau politique russe et pas plus que Brandler il ne pouvait s'y opposer. C'est lors de la même réunion qu'est aussi posée pour la première fois la question du choix du dirigeant. Souvarine raconte :

A la question précise: qui? Brandler répond sans hésiter: Trotsky. A la seconde même, Zinoviev, frappé de stupeur, réagit, il est président de l'Internationale, et le choix ne se porte pas sur sa personne! Moment de tension extrême: Staline intervient habilement en disant: «Les camarades Trotsky et Zinoviev sont trop importants pour être exposés au danger d'une présence en Allemagne; ils sont indispensables à la direction de notre parti. Je propose l'envoi des camarades Karl Radek et Georges Piatakov».⁶⁶⁰

Les dernières nouvelles en provenance d'Allemagne font état d'une agitation confuse. Le 26 septembre, le gouvernement proclame la fin de la résistance passive. Le même jour Ebert, le président du Reich, promulgue

657 H. Weber, *Unabhängige Kommunisten*, p. 129.

658 *Ibid.*, p. 7.

659 Malgré les réticences de Radek et de Brandler, le BP déclarera, le 4 octobre, approuver le choix de la commission de fixer le 9 novembre comme date limite de la future insurrection. *Πολυμύριο ΠΚ ΠΚΙΙ(6)-ΒΚΙΙ(6) u Εσπona*, p. 22.

660 Cité par J.-L. Panné, *Boris Souvarine*, Paris, Robert Laffont, 1993, p. 128. Confirmé par Brandler, H. Weber, *Unabhängige Kommunisten*, p. 116. Le 4 octobre 1923, le BP reviendra sur cette question en expliquant que l'éventuelle arrestation de Trotsky et Zinoviev en Allemagne pourrait avoir de graves répercussions sur la politique internationale de l'URSS. Le BP prendra alors de la décision d'envoyer Radek, Piatakov, V. Kouibychev et V. Schmidt, *Πολυμύριο ΠΚ ΠΚΙΙ(6)-ΒΚΙΙ(6) u Εσπona*, p. 23.

l'état d'exception sur l'ensemble du Reich et confie les pleins pouvoirs au ministre de la Reichswehr. Les rumeurs de dictature militaire remplissent à nouveau les colonnes des journaux. Le général von Seeckt réprime une tentative de putsch de la Reichswehr noire dans la région de Spandau, mais il ne fait rien en Bavière où se situe pourtant la principale menace contre la République et l'unité du Reich. En revanche l'état d'exception, le «putsch froid» comme l'appelle Varga, est largement utilisé contre la gauche. Les conseils d'usine sont supprimés, de nombreux dirigeants communistes berlinois arrêtés et les principaux journaux communistes interdits de parution.⁶⁶¹ Justifiée par la menace d'extrême droite en Bavière, la dictature militaire se retourne contre le mouvement ouvrier. Mais cela ne modifie pas le plan élaboré à Moscou que Radek décrit de la façon suivante:

Le prolétariat prend l'initiative en Saxe, à partir de la défense du gouvernement ouvrier dans lequel nous entrons, et il va tenter en Saxe d'utiliser le pouvoir d'Etat pour s'armer et pour construire, dans cette petite province prolétarienne d'Allemagne centrale, un mur entre la contre-révolution bavaroise et le fascisme du Nord. En même temps dans tout le Reich, le parti s'emploie à mobiliser les masses.⁶⁶²

C'est lors de son trajet de retour en Allemagne, au début octobre, que Brandler apprend, «en achetant un journal à la gare de Varsovie»⁶⁶³, qu'il est devenu ministre de Saxe! L'exécutif a demandé par télégramme à la centrale allemande d'entamer, sans attendre, des négociations avec les sociaux-démocrates de gauche. Mis devant le fait accompli, Brandler s'incline par discipline. Le 10 octobre, les communistes entrent dans le gouvernement de Saxe et le 16 dans celui de Thuringe. Le 19 le gouvernement du Reich exige du gouvernement de Saxe la dissolution des centuries prolétariennes. Zeigner tient bon, il refuse de se désolidariser de ses ministres communistes, mais il ne livre pas les armes aux centuries prolétariennes alors que l'armée est mobilisée. La centrale décide néanmoins de lancer la grève générale et la résistance armée pour forcer la décision des sociaux-démocrates. Mais le 21 octobre, lors de la conférence des conseils d'usine de Saxe convoquée à Chemnitz, les sociaux-démocrates de gauche refusent toute discussion du texte de Brandler sur la nécessité de lancer la grève générale pour le lendemain. Le soir même, la centrale prend

661 Rapport de Varga, n° 62, 27.9.1923, F.504/1/158, doc. 224, RGASPI.

662 *Die Lehren der deutschen Ereignisse*, p. 5.

663 H. Weber, *Unabhängige Kommunisten*, p. 126.

la décision d'annuler l'insurrection: l'Octobre allemand est vaincu avant même d'avoir commencé.

A ce moment Radek n'est toujours pas arrivé en Allemagne. Il s'est arrêté à Varsovie où il aurait confié à la délégation soviétique son pessimisme sur les perspectives de la révolution allemande.⁶⁶⁴ Il semble qu'il ait aussi eu quelques entretiens avec les autorités polonaises pour réitérer les mises en garde soviétiques contre une intervention de l'armée polonaise en Allemagne en cas de victoire de la révolution.⁶⁶⁵ Il s'est ensuite rendu à Prague, où un problème de passeport l'a obligé à retarder son départ pour Dresde⁶⁶⁶, la capitale de la Saxe, qu'il ne rejoint que le 22 octobre.⁶⁶⁷ Il n'a donc pas participé à la séance du 21 au soir à Chemnitz durant laquelle la centrale a pris la responsabilité «d'enterrer l'insurrection».⁶⁶⁸ Lorsque Radek et ses compagnons rencontrent Brandler et les autres dirigeants allemands, les rues de la capitale saxonne sont contrôlées par les militaires. Radek et Piatakov approuvent la décision de la centrale considérant que le parti n'avait pas les forces nécessaires pour se lancer seul dans la bataille. Pourtant Radek pense que tout n'est pas perdu, que le mot d'ordre de grève générale doit être maintenu, mais sans perspective d'insurrection. Cette proposition est repoussée à l'unanimité. Le 23 la centrale se réunit à Berlin. Seuls Eberlein, Kleine-Gouralski et Ruth Fischer sont favorables à la conquête de la rue.⁶⁶⁹ Effrayés par l'état d'impréparation du parti, Radek et Piatakov assument la responsabilité de la

664 G. Bessedowsky, *Au service des Soviets. Oui, j'accuse*, Paris, Alexis Redier, 1930, p. 67.

665 A la réunion du BP du 21.8.1923, Radek avait évoqué un entretien «entre quatre yeux» avec un officiel polonais qui lui aurait déclaré que l'unique but politique réaliste de la Pologne était l'annexion de la Prusse orientale («Назначить Революцию», p. 122). Mais les Soviétiques craignaient surtout une action simultanée des troupes polonaises et françaises pour casser l'insurrection communiste. Circulaire du secrétariat du BP, 28.8.1923, *ibid.*, p. 128.

666 Rapport de J. Berzine à Ouschlicht, 27.11.1923, Я. С. Драбкин, *Коминтерн и идея мировой революции*, pp. 437-438.

667 Avant son départ pour Berlin il aurait séjourné quelques heures dans le même hôtel que les commandants de la Reichswehr!

668 Il ne s'est pas non plus, comme l'ont prétendu certaines rumeurs, entretenu au téléphone avec Brandler depuis Prague. Cf. H. Weber, *Unabhängige Kommunisten*, p. 122.

669 Rapport de Andréï [Radek] au BP du PCR, 26.10.1923, F.326/2/21, doc. 71-73, RGASPI.

retraite⁶⁷⁰, mais la résolution de compromis proposée par Radek est rejetée une nouvelle fois. Le KPD n'a pas de politique de rechange à proposer. Tout le plan élaboré par les communistes s'effondre. Seule l'organisation de Hambourg, qui n'a pu être prévenue à temps⁶⁷¹, va se lancer dans l'aventure dans la nuit du 22 au 23 octobre conformément au plan prévu. Pendant trois jours, les combats font rage, mais les insurgés sont seuls, coupés du reste de l'Allemagne, sans appui dans les masses de Hambourg – ce qui apparaîtra ultérieurement à la centrale comme la confirmation de la justesse de sa décision – et le responsable militaire doit organiser la retraite dans les pires conditions. Le 25, dans une nouvelle résolution, la centrale s'aligne sur la position élaborée par Radek le 22: abandon de la lutte armée et front uni défensif. Radek intervient aussi personnellement auprès des ministres sociaux-démocrates de Saxe pour qu'ils ne cèdent pas à la pression du gouvernement du Reich.⁶⁷² Mais tous les rapports qui proviennent d'Allemagne soulignent l'isolement des communistes⁶⁷³ alors que le gouvernement et l'armée sont bien décidés à reprendre les choses en main. Le 26 octobre, Varga écrit à Zinoviev que «si les conditions objectives pour une révolution mûrissent de jour en jour, les facteurs subjectifs sont, eux, beaucoup moins mûrs que nous ne l'avions considéré».⁶⁷⁴ Le 29, les ministres saxons sont expulsés manu militari par la Reichswehr. Quelques affrontements ont bien lieu dans les cités ouvrières, mais rapidement le mouvement de résistance s'essouffle. L'espoir d'une révolution communiste en Allemagne venait de disparaître à jamais.

670 *Ibid.*, doc. 74-77.

671 P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 771, évoque, outre le manque de communication, la possibilité d'une tentative de débordement de la gauche.

672 *Die Lehren der deutschen Ereignisse*, p. 8.

673 «Il n'y eut aucune action de solidarité. Autant que nous soyons informés, les larges masses sont restées totalement éloignées du combat». Lettre de C. Zetkin à Zinoviev, 27.10.1923, F.528/2/49, doc. 1, RGASPI.

674 Lettre de Varga à Zinoviev, 26.10.1923, F.495/18/196, doc. 236, RGASPI.

Chapitre 6

Radek et l'opposition

En votant pour cette résolution [Résolution du X^e congrès sur l'interdiction des fractions et l'exclusion des membres du CC à la majorité des deux tiers], j'estime qu'elle peut fort bien servir contre nous et pourtant je l'appuie [...] Qu'au moment du danger le comité central prenne les mesures les plus sévères contre les meilleurs camarades s'il l'estime nécessaire [...] Que même le comité central se trompe! C'est moins dangereux que le flottement que l'on peut observer en ce moment.¹

Le malheur de Radek est aussi ce qui fait sa force: son impulsivité démesurée. Radek est l'un des meilleurs journalistes du monde. Pas seulement par la précision et la puissance de sa langue. Non, bien avant tout par sa capacité à réagir avec une rapidité stupéfiante aux phénomènes nouveaux et aux nouvelles tendances. C'est l'excellence de Radek. Mais la force du journaliste devient la faiblesse du politique. Radek exagère et se précipite au-devant des choses. Radek mesure en mètres, là où il n'y a que des centimètres. C'est pourquoi il se trouve presque toujours à droite ou à gauche de la ligne juste.²

Marx et Engels ont envoyé une déclaration selon laquelle ils rejetaient tout ce qu'ils avaient dit et écrit, et déclaraient juste la ligne générale du parti de Staline.³

Introduction

La période du communisme de guerre avait momentanément fait disparaître les grandes polémiques qui avaient divisé le parti russe durant l'hiver 1917-1918. Mais avec la fin de la guerre civile et des interventions étrangères, il était légitime que ces controverses, souvent restées en suspens ou tranchées de façon provisoire, réapparaissent. D'autant plus légitime que, contrairement à ses promesses, le parti communiste n'entendait nullement renoncer à son monopole sur la vie politique russe alors que les

- 1 Déclaration de Radek au X^e congrès du PCR(b), *Десятый Съезд РКП(б)*, p. 540.
- 2 Троцкий, «Радек и Оппозиция», *Бюллетень Оппозиции*, Париж, июль, 1929, p. 10.
- 3 Mot attribué à Radek, Renaissance du bolchevisme en URSS, *Mémoires d'un bolchevik-léniniste*, Paris, Maspero, 1970, p. 96.

neuf dixièmes de la population lui étaient hostiles.⁴ Maintenant que les communistes avaient réussi à conserver le pouvoir, un débat sur leurs orientations s'imposait. Les divergences portaient comme en 1918 sur le fonctionnement intérieur du parti, le rapport à la société, la participation des ouvriers à la gestion de la production et le type de développement économique envisagé. Deux oppositions issues du parti se manifestèrent durant l'année 1920. La première, le groupe du «centralisme démocratique» ou «déciste», dénonçait autour de Vladimir Smirnov, Sapronov et Ossinski, l'autoritarisme et la centralisation excessive du pouvoir bolchevique. Les décistes étaient pour la libre discussion de toutes les questions dans les Soviets et contre l'exclusion des autres partis socialistes. Pour la plupart, il s'agit d'anciens membres du groupe des «communistes de gauche» qui participeront à toutes les luttes de l'opposition des années 20. La deuxième de ces oppositions communistes, dite «opposition ouvrière», rassemblait autour de Chliapnikov et d'Alexandra Kollontaï les partisans d'un renforcement de la composante ouvrière du parti. Pour lutter contre la confiscation du pouvoir par l'appareil, ils réclamaient aussi l'élection des responsables à tous les niveaux et la mise en place d'un contrôle de la production par les syndicats.

Toutes ces questions refirent surface lors du X^e congrès du PCR(b) de mars 1921, le premier à se tenir depuis la victoire des communistes sur les armées blanches. Mais une fois encore l'urgence de la situation – la famine, les insurrections paysannes, les grèves ouvrières et l'insurrection de Cronstadt – prit le pas sur toutes les autres considérations. Menacé par la famine et les insurrections paysannes, le parti autorisa le rétablissement d'un embryon d'économie marchande que de nombreux militants interprétaient comme un recul du pouvoir, une concession faite aux masses paysannes. Ebranlé par les manifestations ouvrières et le défi des Cronstadiens qui dénonçaient au nom des idéaux de 1917 – élection des Soviets au scrutin secret et liberté d'expression pour toutes les organisations ouvrières – l'usurpation du pouvoir par les communistes, le parti considéra, comme l'exprimait Radek, «qu'il ne pouvait pas céder, qu'il devait imposer sa volonté de vaincre aux travailleurs fatigués, disposés à lâcher pied».⁵ La répression des ouvriers ayant osé contester le monopole du pouvoir imposé par les communistes s'accompagna d'autres mesures

4 P. Broué, *Le parti bolchevique*, Paris, Ed. de Minuit, 1963, p. 156.

5 A. Barmine, *20 ans au service de l'URSS*, pp. 143-144.

de répression, moins spectaculaires en apparence mais tout aussi déterminantes pour l'avenir, à l'égard de l'opposition interne au parti. Au début du X^e congrès, Boukharine avait fait adopter à l'unanimité des congressistes une résolution sur la démocratie ouvrière reconnaissant à tous les militants communistes le droit de s'exprimer «librement sur toutes les questions du parti jusqu'à ce qu'une décision soit prise», mais le dernier jour du congrès Lénine avait présenté deux motions qui allaient marquer une étape fondamentale dans la constitution d'un parti monolithique et l'écrasement de la démocratie intérieure. La première déclarait le programme de l'opposition ouvrière incompatible avec l'appartenance au parti; la seconde, dénommée «résolution sur l'interdiction des fractions» ou «résolution sur l'unité du parti», interdisait désormais aux membres du parti de conduire les débats en fractions particulières et dotait le comité central du pouvoir d'exclure l'un de ses membres à la majorité des deux tiers.⁶

Mesures d'urgence, «exceptionnelles» dira Trotsky⁷, imposées par la crise de 1921, les restrictions à la démocratie intérieure allaient pourtant se pérenniser et même s'accroître malgré la relative stabilisation du pouvoir. C'est que ce processus n'est pas seulement l'aboutissement d'un choix politique lié aux circonstances de la tourmente du printemps 1921; il est aussi le résultat de la mutation entamée par le parti depuis la prise du pouvoir. Toute la conception léniniste du parti reposait sur la conviction de la nécessité de sélectionner et de former une élite appelée à jouer le rôle d'avant-garde du prolétariat. Mais la guerre civile et la mise en place d'un nouvel appareil d'Etat avaient entraîné la mobilisation, puis l'érosion – mort, fatigue, maladie – de la plus grande partie des cadres historiques et le parti fut contraint d'organiser de nouveaux recrutements sur des bases moins sélectives. La génération arrivée au parti pendant les deux premières années de la guerre civile était loin d'avoir la même formation politique que celle des vieux bolcheviks d'avant 1914, mais elle n'était pas moins dévouée à la cause. En revanche dès 1920, et au fur et à mesure que la victoire des communistes apparut plus certaine, l'explosion quantitative des nouvelles adhésions – 250 000 membres en mars 1919, 610 000

6 Ce dernier point, connu sous la dénomination d'article 7, ne sera jamais publié.

7 Trotsky, *La révolution trahie*, Paris, Editions de Minuit, 1963, p. 70, mais comme le note D. Bensaid («l'argument aurait été plus convaincant si les déclarations de Lénine avaient été explicites sur ce sujet»). Introduction à M. Lewin, *Le testament de Lénine*, Paris, Editions de Minuit, 1978. p. V.

en mars 1920, 730000 en mars 1921⁸ – se traduit par une profonde mutation de la composition du parti. Motivée par la perspective des avantages qu’allait leur offrir l’adhésion plus que par les débats d’idées et la volonté de créer une nouvelle société, cette nouvelle génération allait noyer les vieux bolcheviks – c’est par ce titre qu’étaient désignés les communistes ayant adhéré avant 1917 – et entraîner de profondes modifications dans le fonctionnement du parti. Conçu comme un parti d’avant-garde, le PCR était ainsi devenu un parti de pouvoir, «un parti d’ouvriers devenus fonctionnaires»⁹, avec tout ce que cela suppose de privilèges et donc de tentations pour les carriéristes et les opportunistes.

Pour compenser leur manque de formation et tester leurs motivations, Lénine avait proposé de prolonger la durée de stage, cette période durant laquelle les nouveaux adhérents n’avaient pas de droit de vote et ne pouvaient pas exercer de fonction de responsable. Maintenues, bien que sous une forme atténuée, jusqu’en 1923 ces restrictions seront totalement levées en 1924 pour la promotion «Appel de Lénine» qui avec ses deux cent mille nouveaux adhérents représentera plus de 50% des effectifs du parti.¹⁰ Recrutés dans les usines de façon autoritaire, ils sont pour la plupart illettrés et sans aucune formation politique, ce qui fera d’eux des éléments extrêmement manipulables et dociles pour l’appareil. Ce nouvel afflux de membres entraîna, sans que les contemporains en aient eu toujours conscience, une profonde modification du fonctionnement institutionnel du parti. Le centre du pouvoir se mit à glisser progressivement du comité central dont le nombre de membres ne cessait d’augmenter – de 19 en 1920 à 57 en 1923 – vers le bureau politique qui se composait de 1921 à 1925 de 7 membres. Selon les statuts, le bureau politique institué en 1919 n’était qu’une instance exécutive du comité central dont la fonction se cantonnait à appliquer la ligne politique définie par le comité central. En fait il s’affirme rapidement comme la plus haute instance dans le système de l’Etat-parti: c’est lui qui définit les principales orientations du développement du pays et détermine toutes les décisions politiques sans négliger une multitude de questions annexes allant des vacances de Radek à l’édition du livre de tel ou tel dirigeant.

8 P. Broué, *Le parti bolchevique*, p. 131.

9 V. Serge, *Destin d’une révolution*, Paris, Grasset, 1937, p. 174.

10 P. Broué, *Le parti bolchevique*, pp. 200-201.

Face à ces instances politiques, élues lors des congrès pour le comité central ou des plénums¹¹ pour le bureau politique, l'appareil du parti, composé de permanents de plus en plus nombreux, ne cessa de gagner en influence. Le secrétariat du comité central qui n'avait d'abord été qu'un organe technique, sans structure propre et confiné à la préparation du travail du comité central, fut doté d'un poste de secrétaire responsable, puis d'un poste de secrétaire général confié en avril 1922 à Staline. Sous sa direction, le secrétariat établit un fichier des militants, comprenant des informations sur leurs origines, sociale, nationale et politique, leurs différentes fonctions dans l'appareil et bientôt leurs liens supposés ou réels avec les oppositions successives.¹² Du secrétariat dépendent aussi le bureau d'organisation – l'Orgbureau –, la section de contrôle des affectations – l'Outchraspred¹³ – et une multitude d'autres organes qui sont déjà souvent dirigés par des proches de Staline comme Molotov et Iaroslavski. En contrôlant l'affectation des cadres du parti et de l'Etat, le secrétaire général pouvait peser sur la carrière des militants et le fonctionnement de nombreuses institutions. Ainsi, il n'est pas rare qu'un militant oppositionnel ou simplement partisan d'un rival – la distinction entre les deux cas n'est pas toujours claire – soit affecté à une mission à l'étranger ou dans une région reculée d'Asie centrale ou de l'Extrême-Orient soviétique afin d'être écarté d'un centre névralgique. Ce fut le cas pour les membres de l'opposition ouvrière – Lutovinov est envoyé à Berlin en 1921, Chliapnikov à Paris en 1924 et Kollontaï en Norvège en 1922 – et de façon beaucoup plus systématique encore pour les partisans de Trotsky. A l'inverse ceux qui bénéficiaient d'une affectation-promotion devenaient de fait les obligés du secrétariat.

11 Les plénums sont les réunions du CC auxquelles participent les membres et les candidats.

12 La centralisation de l'enregistrement de tous les membres du parti a commencé à s'effectuer en 1920 lorsque furent introduits les nouveaux standards de carte du parti et la numérotation pour toutes les cartes. Le principe de la numérotation sera conservé malgré les multiples changements de cartes (1922, 1927, 1936, 1954, 1973). Les formulaires, remplis lors de l'adhésion, sont complétés à chaque nouvelle nomination dans les organes du parti ou de l'Etat et contiennent des informations précises sur les lieux de résidence, la formation et les activités exercées. L'inventaire n'est pas mis à la disposition des chercheurs. Seul m'a été remis le formulaire d'enregistrement de Radek daté de l'année 1936.

13 Учетно-распределительный отдел, 1919-1924, puis Организационно-распределительный отдел, 1924-1930.

Face aux critiques récurrentes sur les tendances bureaucratiques de l'appareil, et en particulier l'Inspection ouvrière et paysanne – Rabkrin ou RKI – immense appareil de 12 000 fonctionnaires dirigé par Staline depuis 1919, la direction du parti s'efforça pourtant de réagir en créant des commissions chargées de contrôler les instances bureaucratiques comme la commission centrale de contrôle (CCC).¹⁴ Placée sous la responsabilité de Kouibychev, un proche de Staline, composée de membres nommés par l'Orgbureau et non pas élus comme le prévoyait le projet initial, la CCC allait se transformer en un instrument de répression des opposants de plus en plus dépendant du secrétariat et de la Guépéou. Ce double processus de transfert d'autorité des organes élus à l'appareil des permanents – l'appareil se substituait au parti comme le parti s'était substitué aux Soviets – et de dévoiement des fonctions initialement confiées aux commissions de contrôle allait profondément marquer le fonctionnement et les choix politiques du parti. Non seulement l'appareil était désormais capable de résister aux tentatives de réforme du parti, mais encore pouvait-il peser sur ses choix politiques par le système des affectations et des commissions de contrôle.

La tendance à la bureaucratisation et à la prédominance de l'appareil sur les instances politiques, ne cessera donc jamais de s'accroître malgré des déclarations d'intentions qui n'étaient pas toutes hypocrites¹⁵, et cela pour des raisons plus profondes, plus structurelles surtout, que la seule volonté de Staline. Le phénomène n'est d'ailleurs pas nouveau. De telles tendances sont communes à tous les partis révolutionnaires en période de reflux de la révolution. Radek avait pu l'observer au sein de la social-démocratie allemande qui après la victoire électorale de 1912 avait connu le même processus de bureaucratisation. Mais dans le cas du parti russe, le problème était encore aggravé par son statut d'Etat-parti et son monopole sur la vie politique russe. En l'absence d'espaces alternatifs à l'extérieur du parti – interdiction des autres partis ouvriers et disparition de la démocratie dans les Soviets et les comités d'usine – et de liberté démocratique à l'intérieur du parti, l'expression d'opinions divergentes allait être de fait assimilée à une attitude d'opposition au parti, puis au régime et enfin à la révolution elle-même. Une logique absurde, mais

14 Les archives de la CCC (F.613/4: 1920-1934) sont toujours fermées aux chercheurs.

15 On peut penser à cet égard aux efforts certainement sincères, bien que tardifs, de Lénine d'octobre à décembre 1922. Cf. M. Lewin, *Le dernier combat de Lénine*.

implacable, sur laquelle vont buter toutes les oppositions issues des rangs du parti.

Or l'opposition ou l'expression d'opinions divergentes était presque une seconde nature pour Radek. Toute sa carrière politique s'était faite dans l'opposition: opposition à la direction polonaise, puis à la direction allemande et enfin à la direction de la II^e Internationale. Dans les mois qui avaient suivi l'insurrection d'Octobre, Radek avait joué les premiers rôles aux côtés de Boukharine dans le groupe des communistes de gauche. Opposés à la paix de Brest-Litovsk et à l'étatisation de l'économie, ils avaient fait l'expérience de la difficulté de critiquer la politique du parti sans faire le jeu de l'opposition au régime. Depuis cet épisode, Radek s'était efforcé d'éviter toute opposition ouverte envers les instances dirigeantes du parti bolchevique. Une nouvelle fois en 1920, mais il agissait alors dans le cadre de l'Internationale et non pas dans celui du parti russe, il s'était opposé aux bolcheviks à propos de l'invitation du KAPD au II^e congrès de l'IC. La sanction ne s'était pas fait attendre: il avait été écarté de son poste de secrétaire de l'Internationale. Depuis ce jour, il avait pris garde d'éviter toute opposition frontale, se contentant, comme lors de la guerre russo-polonaise ou de la préparation de la révolution allemande, d'énoncer ses divergences sans en faire une condition de sa participation au travail du parti.

Au X^e congrès de 1921, Radek avait approuvé avec l'écrasante majorité des membres du congrès – il n'y eut que vingt-cinq votes contre – le tournant disciplinaire en considérant que l'essentiel était alors de conserver le pouvoir en Russie pendant que l'avenir du communisme se jouait en Allemagne. Mais son attitude n'en était pas moins ambivalente puisque tout «en votant pour cette résolution» il estimait «qu'elle peut fort bien servir contre nous et pourtant [il] l'appuie» [...] Qu'au moment du danger le comité central prenne les mesures les plus sévères contre les meilleurs camarades s'il l'estime nécessaire [...] Que même le comité central se trompe! C'est moins dangereux que le flottement que l'on peut observer en ce moment». ¹⁶ Radek n'avait jamais été un «démocrate» au sens occidental du terme, et encore moins un libéral, il avait au contraire, quand il appartenait à la majorité, toujours fait personnellement preuve d'une grande sévérité, de violence verbale sans limites à l'égard des anarchistes, des mencheviks, des SR et même de ses camarades de

16 *Десятый Съезд РКП(б)*, p. 534.

l'opposition ouvrière. En 1925, alors qu'il est lui-même malmené par le triumvirat, il participera au procès de Boris Savinkov, ancien terroriste SR devenu ministre dans le gouvernement provisoire de Kerenski, qui sera condamné à mort.¹⁷

Pour l'essentiel Radek était en fait demeuré largement à l'écart des activités du parti russe dans la mesure où il s'était surtout consacré aux affaires de l'Internationale et aux questions de politique étrangère, et non pas au fonctionnement intérieur du parti russe. A l'exception de l'année 1918, et plus exactement de novembre 1917 à novembre 1918, Radek n'avait jamais passé plus de trois mois de suite en Russie. Son champ d'action privilégié avait été l'Allemagne, cette Allemagne de Weimar, bourgeoise et décadente, qu'il aimait tant, et lorsqu'il revint en Russie, en décembre 1923, Radek était un étranger dans ce pays dont il ne connaissait que les capitales, et pas les campagnes qui représentaient pourtant la grande majorité du territoire et de la population soviétique.

Totalement dévoué à l'Internationale, Radek disposait d'ailleurs dans le parti russe d'un statut singulier. Malgré une forte popularité, qui apparaîtrait clairement dans les votes des congrès, il n'a jamais fait partie des candidats au bureau politique. A la différence des autres dirigeants, il n'occupait pas de fonction gouvernementale et n'avait aucun enracinement dans une organisation locale du parti. Mais l'influence politique de Radek était bien plus grande que ne le laisse supposer son statut de membre du CC. Bien que n'ayant jamais été membre du bureau politique, il participait très souvent à ses séances en tant que spécialiste des questions internationales et du mouvement révolutionnaire en Allemagne et en Pologne. Son influence politique reposait ainsi, au-delà des statuts, essentiellement sur la confiance de Lénine et sur sa réputation de spécialiste des questions européennes. Mais il s'agissait d'une position précaire, qui risquait d'être altérée par l'effacement de Lénine, alors que l'échec de l'Octobre allemand, entraînant le repli des communistes en Union soviétique, ne pouvait rester sans conséquence sur son destin personnel.

Les répercussions de la lutte de succession entre les héritiers supposés du dirigeant d'Octobre se manifestèrent d'ailleurs bien avant 1924. Dès 1922, chaque prise de position, chaque nomination et chaque modification institutionnelle devint un enjeu de pouvoir dans la perspective de

17 Радек, «Борис Савинков», *Силуэты: политические портреты*, Москва, Изд. Политической литературы, 1991, pp. 242-247.

l'épreuve de force à venir. Radek n'avait pas dû hésiter longtemps pour choisir son camp. L'animosité qui régnait depuis l'exil en Suisse entre lui et Zinoviev était connue de tous, et leur commune prétention à diriger seul les activités du parti allemand et de l'Internationale avait entraîné une succession d'affrontements dont le paroxysme fut atteint durant l'été 1923. Il n'avait en revanche aucun contentieux avec Staline, l'homme de l'appareil, ni personnel, ni professionnel; mais par leur itinéraire et leurs fonctions depuis la révolution, les deux hommes appartenaient simplement à deux sphères distinctes de l'activité du parti et ils n'avaient pour ainsi dire jamais travaillé ensemble. Une fois seulement, durant l'été 1923, alors qu'il cherchait un appui contre Zinoviev, Radek avait sollicité l'intervention du secrétaire général, mais homme d'appareil, sans aucune expérience du mouvement révolutionnaire européen, Staline ne faisait pas alors figure de prétendant sérieux à la succession de Lénine. A l'inverse, Trotsky était un véritable internationaliste, tant politiquement que culturellement, un théoricien brillant et un orateur prestigieux, connu et respecté, en Russie mais aussi à l'étranger. En tant qu'organisateur de l'insurrection d'Octobre et chef de l'Armée rouge, il faisait d'ailleurs figure de favori. Les relations entre eux n'étaient et ne seront jamais harmonieuses. Il devait exister, comme avec Rosa Luxemburg, une sorte d'incompatibilité d'humeur, d'incompréhension et de gêne réciproque et ce sont les circonstances qui semblent souvent lier les deux hommes malgré eux. Victor Serge raconte que Trotsky n'appréciait guère l'humour de Radek, «ses anecdotes souvent teintées de vulgarité»¹⁸, sa désinvolture et ses mœurs légères. Radek pour sa part ne semble jamais avoir compris le fonctionnement de Trotsky, sa rigidité dans les rapports humains, ses scrupules vis-à-vis de ses rivaux et son mépris de la tactique politicienne, mais personne n'incarnait mieux que Trotsky la perspective d'une révolution ouverte sur le monde à laquelle Radek aspirait.

Tactiquement les deux hommes seront toujours en décalage, comme décontenancés par leurs initiatives réciproques, ou plus précisément par l'absence d'initiative dans le cas de Trotsky. Le 14 mars 1923, quatre jours après une troisième attaque qui prive définitivement Lénine de la parole, Radek, profitant d'une édition spéciale de la *Pravda* consacrée au 25^e anniversaire du parti, publie un article intitulé «Léon Trotsky –

18 V. Serge, *Vie et Mort de Léon Trotsky*, Paris, Amiot-Dumont, 1951, p. 149.

L'organisateur de la victoire»¹⁹ alors que tous les autres intervenants avaient choisi d'évoquer Lénine. L'initiative de Radek, outre qu'elle dut surprendre Trotsky, provoqua les plus folles rumeurs dans le parti. On se mit à chuchoter que Trotsky préparait un coup d'Etat militaire. Malgré les dénégations du principal intéressé, la menace bonapartiste est sur toutes les lèvres.²⁰ En réalité Radek gêne Trotsky, dont le nom était déjà lié pour de nombreux militants de base au débat sur la «militarisation du travail» alors que Zinoviev ne parle désormais que de «démocratie ouvrière». Prisonnier des soupçons qui pèsent sur lui, paralysé par son passé de menchevik, Trotsky refuse de déclencher un combat que Lénine semblait pourtant considérer comme inéluctable. Ainsi Trotsky joue l'apaisement, il ne demande pas le remplacement de Staline au secrétariat, ni de condamnation de l'action d'Ordjonikidzé en Géorgie, et fait preuve à l'égard du bureau politique d'une loyauté et d'une solidarité qui n'ont pas d'équivalent chez ses rivaux. Mais loin d'être une promesse pour un meilleur fonctionnement de la collégialité et de représenter une garantie de l'unité du parti, les «reculades» de Trotsky permettent à Staline de gagner du temps et de surmonter une situation qui semblait compromise. Laissant le devant de la scène à Zinoviev et Trotsky, le secrétaire général se positionne habilement en arbitre des affrontements – reprenant ainsi le rôle d'Ebert durant le schisme du parti allemand – ce qui lui permet d'être relativement épargné par le déballage d'insultes et de révélations qui va finir par entacher l'image d'une vieille garde, progressivement déconsidérée aux yeux de la nouvelle génération. Homme d'appareil, il profite de l'affrontement de ses rivaux pour avancer patiemment ses pions. Malgré les nombreuses critiques de délégués contre l'appareil, le XII^e congrès du PCR organisé du 17 au 25 avril 1923, marque la victoire de la *troïka*, puisque le comité central, dont le nombre des membres est porté à plus de quarante, «compte nombres d'apparatchiks proches de Staline et seulement trois amis politiques de Trotsky: Piatakov, Radek et Rakovsky».²¹

19 *Иправда*, 14.3.1923, publié en français dans la *Corrint.*, n° 18, 12.5.1923.

20 Selon W. Lerner, *Karl Radek*, p. 127, si Zinoviev ne pouvait sérieusement croire à ces rumeurs d'autres devaient avoir des doutes. Il me semble pour ma part que Zinoviev et les autres avaient tout intérêt à faire semblant d'y croire pour créer un climat de suspicion.

21 P. Broué, *Trotsky*, p. 360.

La tension entre Trotsky et ceux qu'on appelle désormais la *troïka*²² – Kamenev, Staline, Zinoviev – ne cesse de croître durant l'année 1923. De passage en Allemagne où il rencontre Souvarine, Radek lui fait part de ses inquiétudes «au sujet du conflit qui dressait déjà le bureau politique de Moscou contre Trotsky.» Mais la situation ne lui semblait pas encore dramatique: «Enfin, ils sont 8 contre 1, espérons qu'ils se feront ainsi équilibrer et continueront à travailler ensemble.»²³ Pendant l'été, la recrudescence des grèves ouvrières et l'activisme des organisations mencheviques ainsi que des groupes communistes clandestins – la *Vérité ouvrière* et le *Groupe ouvrier* de Miasnikov – qui dénonçaient la «nouvelle bourgeoisie» du parti, obligèrent les dirigeants bolcheviques à maintenir une unité de façade.²⁴ Mais cette nouvelle et relative collaboration n'allait pas durer au-delà des réunions du comité central de septembre 1923 qui virent réapparaître toutes les divergences du XII^e congrès. Pour répondre à la crise des ciseaux évoquée par Trotsky, un sous-comité proposa une série de mesures qui, en entraînant la baisse des prix des produits industriels et une amélioration du pouvoir d'achat des paysans, prenait le contre-pied des thèses de Préobrajenski et des propositions de Trotsky. Une autre commission présidée par Dzierjinski demanda, et obtint, que les membres du parti soient obligés de dénoncer à l'Oguépéou toute activité dite oppositionnelle, ce qui revenait à confier à la sécurité de l'Etat un rôle d'arbitre dans les conflits politiques. Une troisième commission chargée d'aborder la question de la réorganisation du conseil militaire révolutionnaire, dont Trotsky était le président depuis sa fondation en avril 1918, proposa de modifier la composition du conseil en y ajoutant plusieurs membres du comité central

22 Le terme de *troïka* signifie «triple» et par extension «pouvoir des trois», mais J. Rossi, *Le manuel du goulag*, Paris, Cherche midi, 1997, p. 277, rappelle que l'expression avait été utilisée dès 1918 pour désigner un tribunal de la Vétchéka pouvant prononcer des sentences, allant jusqu'à la condamnation à mort, en l'absence de l'accusé et des commissions d'exécution, dite *troïka* de mort, composées de trois hommes. Ce terme était donc déjà fortement connoté pour les contemporains. Les membres de la *troïka* nièrent toujours l'existence d'un groupe séparé au sein du BP en déclarant qu'il était ridicule de parler de fraction puisqu'ils représentaient la majorité du CC. Mais une note datée du 8.12.1923 confirme l'existence d'une telle fraction dont l'origine remonte à la première attaque de Lénine. A. Goussev, «Naisance de l'opposition de gauche», *Cahiers Léon Trotsky*, (désormais *CLT*), n° 54, décembre 1994, p. 28.

23 Déclaration de Radek à Souvarine, citée par J.-L. Panné, *Boris Souvarine*, p. 128.

24 L. Schapiro, *De Lénine à Staline*, pp. 318-319.

dont Staline.²⁵ Trotsky réussit à empêcher la nomination de Staline et une réorganisation du conseil, mais la nomination de Lachévitch, un homme de Zinoviev, et de Vorochilov, un homme de Staline, au sein du conseil militaire révolutionnaire, confirmait que la *troïka* cherchait maintenant à miner son influence dans l'armée.

Totalement accaparé par la préparation de l'Octobre allemand, Radek n'a pas participé aux premières discussions de ce que l'on appellera l'opposition de 1923. Il ne prendra qu'ultérieurement connaissance de la lettre que Trotsky envoie le 8 octobre 1923 au comité central pour déplorer la «détérioration de la situation à l'intérieur du parti» et la «bureaucratization du parti» qu'il attribue aux «méthodes de sélection des secrétariats».²⁶ Son nom est aussi absent de la déclaration que 46 vieux bolcheviks – parmi lesquels Sapronov, Préobrajenski, Antonov-Ovseenko, I. N. Smirnov, V. M. Smirnov, Piatakov, Mouralov, Ossinski – remettent le 15 du même mois au bureau politique pour critiquer l'absence de planification économique et plus encore le régime de dictature à l'intérieur du parti.²⁷ Mais le 16 octobre, alors qu'il est sur le point de partir pour l'Allemagne, Radek s'adresse personnellement au bureau politique²⁸: «L'aggravation de la situation allemande ne me permet pas de repousser mon voyage plus longtemps, mais je tiens, avant de partir, à m'exprimer sur la situation en cours que je considère comme une menace pour le destin des révolutions russe et allemande.» A la différence de Trotsky et des 46, Radek se garde bien d'évoquer le régime du parti, sa bureaucratization et surtout la responsabilité du secrétariat, mais il fait quatre propositions concrètes destinées à surmonter la crise: le bureau politique doit, selon lui, interdire la discussion et la publication de la plate-forme des 46 et de la lettre de Trotsky; rappeler Rakovsky²⁹ de Londres; nommer Trotsky président du conseil de l'industrie de guerre; «proposer à Trotsky l'aide de la CCC pour vérifier s'il y a eu des cas d'affectation injustifiés [c'est-à-dire des communistes déplacés en raison de leur affinités avec Trotsky], et si de

25 E. H. Carr, *The Interregnum*, pp. 294-295.

26 Publiée dans les *CLT*, n° 54, décembre 1994, pp. 50-51.

27 Publiée dans E. H. Carr, *The Interregnum*, pp. 367-371.

28 F.326/2/1, doc. 154-160, RGASPI. Publiée dans *Источник*, № 2, 1998, pp. 42-45: «Я заявляю...» Ультиматум Карла Радек членам ПБ ЦК РКП(б).»

29 Durant l'été 1923, après avoir attaqué Staline au XII^e congrès, Rakovsky avait été retiré de son poste de chef de gouvernement de la République ukrainienne et envoyé à Londres.

tels cas étaient découverts, le BP devrait corriger ces erreurs». Pour justifier sa proposition de ne pas ouvrir le débat sur la lettre de Trotsky, Radek explique qu'il aurait fait une proposition similaire, «même s'il avait partagé toutes les positions de Trotsky sur la situation intérieure et extérieure», car «le parti se trouvait dans une situation internationale extrêmement inquiétante et qu'il devait se préparer au combat». Ainsi, la «crise du parti, qui dans un autre contexte ne représenterait pas pour le parti un danger mortel, pourrait signifier aujourd'hui un coup mortel pour les révolutions russe et allemande. Quels que soient ses défauts, le parti devra aller au combat comme il est [...] Mon refus d'examiner la plate-forme de Trotsky n'est pas une atteinte aux principes, ni une tentative opportuniste d'éluider les difficultés. L'examen des critiques de Trotsky ne conduirait pas dans la situation internationale actuelle à une amélioration de nos actions, et cela même si ses critiques étaient justes en tout point.» Tout en reprenant à son compte une partie des griefs de l'opposition – le refus de la *troïka* de donner à Trotsky les moyens d'une meilleure coordination entre l'armée et l'industrie militaire, la multiplication des mutations injustifiées de ses partisans qui sont interprétées dans de larges cercles du parti comme le début de la lutte contre Trotsky – Radek s'efforce de ne pas prendre trop ouvertement parti pour Trotsky en sous-entendant qu'il ne partage pas toutes ses analyses – «même si je partageais toutes ses positions», ce qui n'est donc pas le cas – et surtout en refusant d'ouvrir un débat qui selon lui ne pourrait en ce moment précis qu'affaiblir le parti alors que tout ses efforts devraient tendre vers la préparation de la révolution allemande.

Sur le fond du problème – la bureaucratisation et le régime du parti – la lettre de Radek semble donc assez superficielle comparée à celle de Trotsky et à la déclaration des 46. Si ses propositions tendent bien à corriger quelques-uns des symptômes les plus apparents de la crise, elles révèlent surtout une confiance excessive, presque naïve, à l'égard de la bonne volonté des membres du BP, et plus encore vis-à-vis de la capacité de la CCC à pouvoir désavouer des mutations imposées par l'Orgbureau, c'est-à-dire par Staline. Pourtant il me semble impossible d'en conclure que Radek soit passé à côté du problème, qu'il en ait sous-estimé les causes et l'ampleur. D'abord cette lettre est surtout un acte de circonstance qui témoigne de sa volonté de ne pas commencer la lutte à un moment qui lui semble extrêmement défavorable tant du point de vue de la situation internationale, la révolution allemande, que de celle de

l'opposition, puisque nombre de ses partisans sont comme Rakovsky, Piatakov et lui-même, soit à l'étranger, soit sur le départ pour l'Allemagne. Sa lettre contient aussi plusieurs remarques permettant de supposer qu'il a bien conscience de l'ampleur et de la nature de la crise, puisqu'il évoque à plusieurs reprises la nécessité «d'une réforme fondamentale du parti» qui ne peut être conduite «en quelques semaines ou en quelques mois». Enfin, si Radek refuse à ce moment de rendre le débat public, il termine sa lettre en lançant un ultimatum qui laisse peu de doute sur la conscience qu'il a de la gravité de la situation:

Avant de partir pour l'étranger remplir la mission que m'a confiée le BP, je dois, ayant pu observer les conséquences inouïes de la lutte au sein du parti russe, renoncer à la réserve dont j'avais fait preuve jusqu'ici à l'égard des regroupements fractionnels. [...] Je déclare ainsi au BP que si les litiges ne sont pas circonscrits au sein du BP [...] alors je m'adresserai aux camarades dirigeant les partis occidentaux en exigeant d'eux qu'ils interviennent immédiatement dans les affaires du parti russe pour arrêter cette folie.³⁰

L'application des propositions de Radek aurait permis, sans résoudre la crise quant au fond, de restaurer une certaine confiance et de gagner du temps dans la perspective d'une véritable réflexion sur l'avenir du parti. Mais la *troïka* ne souhaitait pas reporter l'affrontement à un moment qui risquait de lui être moins favorable. Aucune des propositions concrètes de Radek ne sera reprise par le BP et la *troïka* réussira même à aggraver la crise en dénonçant publiquement la «grave erreur politique de Trotsky» et le «fractionnisme des 46», sans permettre en revanche aux membres du parti de prendre connaissance des documents. Durant quelque temps, la *troïka* dut pourtant redouter qu'une éventuelle réussite de l'insurrection allemande puisse modifier l'équilibre en faveur de Trotsky. Mais, comme le note P. Broué, le fiasco de l'Octobre allemand est «un coup dur pour Trotsky, et pas seulement parce qu'il s'agissait de son plan et que les dirigeants qui avaient donné l'ordre de reculer, Radek et Piatakov, ainsi que Brandler, étaient ses proches ou passaient pour tels. Le fiasco consacrait le nouvel isolement de la révolution russe. Il renversait le rapport des forces, contre Trotsky, en faveur du repli préconisé par les hommes de l'appareil».³¹ Ni Radek, ni Brandler n'étaient en réalité sur la même ligne politique que Trotsky à propos de l'Allemagne. Les rares échanges qui

30 «Я заявляю...», p. 45.

31 P. Broué, *Trotsky*, p. 367.

eurent lieu entre Radek et Trotsky sur ce point révèlent sans ambiguïté l'ampleur de leurs désaccords, alors qu'une lettre de Staline datée de juillet 1923, puis ses interventions lors des réunions du BP russe des 21 et 22 août 1923 montrent que le secrétaire général était le seul dirigeant bolchevique à partager les réserves de Radek.³² Mais cela est secondaire: les regroupements qui ont lieu à ce moment au sein du parti russe n'ont rien à voir avec une quelconque unité de vue sur la politique à mener en Allemagne, ni d'ailleurs en Union soviétique. Seule compte alors la question du soutien à Trotsky, tout le reste n'étant que prétexte. Or, depuis son article élogieux sur «l'organisateur de la victoire» et surtout son «ultimatum» au BP, Radek fait figure de partisan de premier plan de Trotsky, la «queue du lion»³³ comme Vorochilov se hasarde à le dire.³⁴ Les nombreux appuis dont il disposait dans les sections nationales de l'IC en faisaient aussi une pièce maîtresse de l'opposition dans la perspective d'un éventuel ralliement des dirigeants des partis étrangers à Trotsky. Comme par ailleurs il était difficile de s'en prendre directement à Trotsky tant que Lénine était vivant, Radek devint dès son retour d'Allemagne – entre la dernière semaine de novembre et la première semaine de décembre 1923³⁵ – la cible de toutes les attaques, la première victime de cette lutte de succession dont les répercussions allaient atteindre l'ensemble du mouvement communiste international.

Le 11 décembre, le débat est relancé par la publication dans la *Pravda* d'un texte de Trotsky sur le *Cours nouveau*, qui reprend en les développant ses propositions pour obtenir une véritable démocratisation du parti. Mais, tenu au lit par la maladie, Trotsky est absent de la lutte et ses partisans doivent monter seuls au front durant cette période décisive de l'hiver 1923-1924. La position de Trotsky est d'ailleurs ambiguë puisqu'il a voté avec la *troïka* une résolution réitérant l'interdiction des fractions que le CC

32 Une coïncidence de vue confirmée par un communiqué de Dzierjinski qui rappelle qu'après «l'exposé de Radek à l'Académie militaire deux courants s'opposèrent au sein du CC sur la situation allemande: le premier formé de Radek et Staline, le second de Trotsky». Communiqué de Dzierjinski au BP du PCR(b), 28.11.1923, F.76/3/315, doc. 2-5, RGASPI.

33 Le diminutif de Léon Trotsky, «Lev», signifie «lion» en russe.

34 Témoignage de N.N. Volskii (Valentinov), cité par W. Lerner, *Karl Radek*, p. 128. Radek lui aurait répondu qu'il «préférerait être la queue du lion que le cul de Staline». Cet échange aurait eu lieu à l'ouverture du XII^e congrès du PCR, avril 1923.

35 Radek participe à la réunion du BP du PCR(b) du 8.12.1923, F.17/3/398, RGASPI.

entend appliquer à la déclaration des 46.³⁶ Le 11 décembre 1923, à l'assemblée des militants de Moscou, Radek et plusieurs signataires de la déclaration des 46, I.N. Smirnov, Préobrajenski, et les décistes Stoukov, Sapronov et V.M. Smirnov, parlent pour l'opposition.³⁷ Une résolution de Préobrajenski n'est pas loin d'obtenir la majorité, mais la *troïka* obtient un vote favorable du CC. Le ton change lors des débats précédant la XIII^e conférence. Staline, Boukharine et Zinoviev multiplient désormais les attaques personnelles. Selon eux Trotsky n'est qu'un «ancien menchevik», ce qui explique son opportunisme du moment; les signataires de la déclaration des 46, «pour la plupart d'anciens communistes de gauche qui avaient comploté avec les SR pour renverser Lénine».³⁸ Le 14 janvier Radek doit répondre devant le plénum du CC aux accusations de fractionnisme portées contre l'opposition. Il reconnaît que les divergences d'opinion peuvent dans le contexte actuel aboutir à la création de fractions, mais il en appelle à la responsabilité de la majorité: «Ce danger de fractionnisme pourrait être évité. La minorité doit se soumettre aux décisions du congrès, mais de vous camarades dépend que ne soient pas créées les conditions pour la création de fractions. Vous avez reçu une énorme majorité dans le parti et c'est pourquoi vous ne devez pas abuser de la victoire.» Evoquant ses relations avec Trotsky, il «déclare n'être en rien lié à ce dernier», mais «la question de Trotsky n'est pas une question personnelle», elle est révélatrice du comportement de la majorité.

Dans son discours tendant à montrer que Trotsky était un vieux menchevik, ne connaissant rien ni aux ouvriers, ni aux paysans, Zinoviev a déclaré que le BP devait quand même continuer à travailler avec lui. Qu'est-ce que cela signifie? Cette conclusion contredit totalement les accusations portées à son encontre [...] Trotsky a apporté des nuances personnelles dans l'histoire de notre parti, nombre de ses opinions ont d'ailleurs été adoptées par le parti. Dire qu'il sous-estime la paysannerie ne résiste pas à l'examen des faits puisque c'est lui et non vous qui a soulevé la question de la crise des ciseaux.³⁹

36 P. Broué, *Le parti bolchevique*, p. 187.

37 *Pravda*, 14-17.12.1923.

38 Les anciens communistes de gauche qui pour la plupart – à l'exception notable de Boukharine – appartenaient désormais à l'opposition durent se justifier publiquement face à ces accusations. Lettre d'anciens communistes de gauche au CC, à la CCC et à la rédaction de la *Pravda*, 20.12.1923, F.17/71/76, doc. 1-2, RGASPI.

39 Déclaration de Radek au plénum du CC du PCR, 14-15.1.1924, F.326/2/2, doc. 18-19, RGASPI.

Mais la *troïka* ne s'émeut pas de ces contradictions. Malgré les critiques de Trotsky, Piatakov et Radek sur la «censure» et la «falsification» des débats,⁴⁰ la *Pravda* et les *Izvestia* ne publient plus les articles des opposants alors que les partisans de la *troïka* monopolisent les colonnes pour dénoncer le «trotskysme» des opposants.⁴¹ Le système des élections à plusieurs degrés et la désignation des présidents de séance permettent aussi au secrétaire général de manipuler la sélection des intervenants. Aussi, lors de la XIII^e conférence du parti organisée du 16 au 18 janvier 1924, la *troïka* obtient une victoire totale avec la condamnation des positions de l'opposition comme «anti-léninistes» et l'adoption d'une résolution pour le renforcement de la discipline et de la lutte contre les «fractionnistes».

La mort de Lénine, le 21 janvier 1924, interrompt momentanément cette succession de condamnations, mais elle fait aussi disparaître les espoirs de ceux qui comptaient sur son retour dans la vie politique pour renverser la tendance. Profitant de l'absence de Trotsky – ce dernier est en cure au bord de la mer Noire et n'a apparemment pas été prévenu à temps – la *troïka* monopolise la cérémonie et pose les bases d'un culte de la personnalité inconnu jusque-là.⁴² La ville de Petrograd est rebaptisée Leningrad, le pays se couvre de statues et la dépouille du défunt est embaumée avant d'être placée dans un mausolée qui deviendra un véritable lieu de pèlerinage. L'embaumement physique de Lénine s'accompagne aussi d'une canonisation de sa pensée élevée au rang de doctrine officielle sous le titre de léninisme. Or quelles que soient leurs divergences, la plupart des historiens s'accordent plutôt à reconnaître le pragmatisme de Lénine, sa capacité à appréhender la modification des rapports de force et à en tirer les conséquences en termes d'orientation politique. Son héritage théorique n'est pas moins ambigu, puisque son texte le plus célèbre, *L'Etat et la révolution*, peut être l'objet d'interprétations fortement contradictoires. L'objectif de cette manœuvre est bien sûr politique: l'institutionnalisation du léninisme est surtout un moyen

40 Déclaration de Trotsky, Piatakov et Radek au BP du CC du PCR(b), 29.12.1923, F.17/3/407, annexe, RGASPI.

41 A la mi-décembre 1923, la rubrique «vie du parti» de la *Pravda*, dans laquelle étaient publiées les lettres des militants de base, fut confiée à Nazaretian, un homme de Staline qui établit une censure rigoureuse.

42 Radek fera dix ans plus tard le récit de cet enterrement auquel il avait assisté: «В эти дни», *Izvestia*, 21.1.1934.

pour la *troïka* de s'approprier la légitimité historique du dirigeant d'Octobre en se posant en garant fidèle de la perpétuation de sa pensée et de son action. La publication de la biographie et des oeuvres de Lénine devient le prétexte à une gigantesque entreprise de manipulation politique et idéologique destinée à asseoir, au nom de l'histoire, le pouvoir de la nouvelle direction.

Certes Trotsky n'était pas totalement démuné, le *Testament de Lénine*⁴³ – un ensemble de notes rédigées par Lénine après sa deuxième attaque dans lesquelles il recommandait de remplacer Staline au poste de secrétaire général, car le risque existe que ce dernier qui «concentre désormais entre ses mains un pouvoir immense, ne sache pas toujours en user avec suffisamment de prudence»⁴⁴ – plane comme une menace sur Staline. Mais Trotsky ne s'en sert pas: lors d'une réunion restreinte, organisée en marge du XIII^e congrès du parti pour discuter de l'éventualité de révéler aux membres du parti le contenu du testament, Trotsky reste silencieux et le comité central, encouragé en ce sens par Zinoviev⁴⁵, décide malgré les réclamations de Kroupskaïa de cacher au parti le contenu du testament de Lénine par 30 voix contre 10. Trotsky espère-t-il encore restaurer la confiance au sein du groupe dirigeant au nom des impératifs du moment? Rien n'est moins sûr puisque lorsque Radek, qui en découvre le contenu à cette occasion, lui déclare qu'«à son avis, désormais ils n'oseront rien faire contre lui», Trotsky réplique: «Au contraire, ils devront aller jusqu'au bout et même le plus vite possible.»⁴⁶

Les partisans de l'opposition sont particulièrement nombreux dans la jeunesse communiste, les komsomols⁴⁷, dans les milieux éducatifs – Universités et Instituts des professeurs rouges – dans les cellules de l'Armée

43 Ce texte, publié une première fois par *Sotsialisticheskii Vestnik* en 1923, puis par Max Eastman en 1925, sera longtemps dénoncé comme un faux et il faudra attendre la IV^e édition en russe des *OC* de Lénine pour qu'il apparaisse officiellement dans les publications soviétiques.

44 M. Lewin, *Le testament de Lénine*, pp. 87-88 et 91.

45 Selon le témoignage de B. Bajanov, qui en tant que secrétaire de Staline participa à cette séance, l'intervention de Zinoviev faisait partie «d'un scénario élaboré à l'avance». B. Bajanov, *Bajanov*, p. 98.

46 P. Broué, *Trotsky*, p. 404.

47 L'engagement massif des komsomols, union des jeunesses communistes, aux côtés de l'opposition inquiéta suffisamment la majorité du CC du PCR pour que cette dernière empêche, contrairement aux statuts de l'organisation, la convocation d'un congrès annuel en 1923.

rouge⁴⁸, plus généralement dans les organisations de la région de Moscou⁴⁹ et de la ville ouvrière ukrainienne de Kharkov. Une enquête réalisée par Pierre Broué à partir des fichiers du parti confirme la jeunesse des membres de l'opposition – 85% d'entre eux ont moins de 35 ans.⁵⁰ En revanche la légende stalinienne d'une opposition totalement coupée des ouvriers est désormais largement contestée: sur les 259 communistes oppositionnels organisés en 1927, plus des trois quarts sont des ouvriers.⁵¹ L'opposition est donc, malgré la répression, la censure et la menace du chômage, bien présente dans les masses, mais Trotsky laisse ses partisans monter seuls au front, allant même jusqu'à répéter son opposition aux groupes dans le parti, comme lors du XIII^e congrès qui se termina par une nouvelle condamnation des idées de l'opposition. Condamné à l'unanimité, Radek sera exclu du comité central dont il était membre depuis 1919. Quelles qu'en soient les causes, le refus de Trotsky d'assumer dès les premières offensives de la *troïka* la direction effective de l'opposition décourage et paralyse ses partisans. Empêchés de s'organiser en fraction pour ne pas tomber sous le coup de l'article 7, les opposants sont déplacés – Joffé est nommé en Chine, Krestinski en Allemagne, Rakovsky en France – révoqués, comme Antonov-Ovseenko qui perd son poste de responsable politique de l'armée, ou non réélus comme Radek. D'autres, totalement désespérés, préfèrent se suicider comme Lutovinov, l'animateur de l'opposition ouvrière. Bientôt seul opposant au sein des instances supérieures du parti, Trotsky sera écarté du gouvernement en janvier 1925, puis du bureau politique à l'automne 1926, à un moment où totalement isolé, il ne peut plus espérer trouver d'appui au sommet du parti.

Oppositionnel presque malgré lui, Radek aura, selon l'expression de Trotsky, une «attitude oscillante [...], croisant la ligne de l'opposition seulement pour s'en écarter à droite ou à gauche – essentiellement à droite –

48 Trois des signataires de la plate-forme des 46 étaient des hauts responsables de l'administration militaire: Mouralov, I.N. Smirnov, Antonov-Ovseenko.

49 Une enquête statistique réalisée par la *Pravda* pour le district de Moscou entre le 12 décembre 1923 et le 10 janvier 1924 révèle que l'opposition avait le soutien de 2/3 des cellules étudiantes, plus d'1/3 des cellules militaires et au minimum 1/4 des cellules ouvrières. *Иправда*, 12.12.1923-10.1.1924.

50 P. Broué, «Les trotskystes et la classe ouvrière soviétique», *CLT*, n° 58, septembre 1996, p. 121.

51 *Ibid.*, p. 124. Le bastion de l'opposition à Moscou est le rayon de Krasnaïa Presnia, principal centre prolétarien de la capitale.

puis de nouveau la rencontrer». ⁵² Les oscillations de Radek révèlent en fait la diversité des courants de l'opposition et la faiblesse de sa cohérence doctrinale. En plus des divergences politiques, l'opposition manque aussi de coordination et d'une stratégie commune. Se dévoilant chacune à leur tour, les différentes composantes de l'opposition combattent d'abord seules, sans possibilité de s'appuyer sur ceux qui ont déjà été exclus et sans l'aide de ceux qui ne se considèrent pas encore comme des oppositionnels: elles seront écrasées l'une après l'autre avec la complicité de leurs futurs alliés et sous les regards parfois moqueurs de ceux qui les ont précédées. Écartées du pouvoir, les vagues successives d'oppositionnels se retrouvent souvent sur des positions communes, critiquant de la même façon, mais rarement ensemble, la dérive bureaucratique du parti et ses méthodes autoritaires; mais les luttes passées ont laissé des traces, affaibli le prestige des dirigeants et contribué ainsi à paralyser leurs actions futures. Jusqu'en 1926 les différentes composantes seront incapables de mener des actions communes, de définir un programme minimum autour duquel elles pourraient se rassembler. Au printemps 1926 les oppositionnels vont réussir à se rassembler en une organisation unifiée, mais celle-ci connaîtra encore de multiples crises provoquées par des reculs ou des abdications. A plusieurs reprises, en 1929, puis en 1932, le pouvoir va donner des signes de faiblesse, et sembler proche de l'implosion, mais nombreux seront alors les opposants qui comme Radek considéreront que ce réveil des masses ne représente pas l'espoir d'un redressement du parti mais plutôt la menace d'une véritable contre-révolution à laquelle ils refuseront de s'associer malgré tout, ou plutôt au nom de ce que fut toute leur vie de soldat de la révolution.

Divisée idéologiquement et tactiquement, handicapée par la rivalité des chefs et de forts ressentiments personnels, l'opposition apparaît surtout comme une réalité multiple, fragmentée et mouvante. Il convient d'ailleurs de se poser la question de la pertinence, de la légitimité même, du terme d'opposants appliqué aux rivaux de Staline. C'est la terminologie stalinienne et les mesures répressives, qui paradoxalement les rassemblent en faisant d'eux des opposants, des «trotskystes», ⁵³ par opposition à

52 Троцкий, «Радек и Оппозиция», p. 10.

53 Cf. Kamenev, «Léninisme ou trotskysme», *Cahiers du bolchevisme*, 1924, n° 5, pp. 296-312 et n° 6, pp. 375-395; Staline, «Trotskysme ou léninisme», *ibid.*, 1924, n° 7, pp. 450-463; Zinoviev, «Bolchevisme ou trotskysme», *ibid.*, pp. 464-471 et

la majorité du comité central qui s'accapare l'héritage de Lénine et s'identifie au parti. Mais sont-ils vraiment des opposants ou ne faudrait-il mieux parler de «dissidence»⁵⁴ intérieure ou de «pôles de divergence latents»⁵⁵, dans la mesure où ils ne cessent, à la différence des autres opposants bien plus nombreux qui contestent la légitimité même du régime, de revendiquer pour leur part leur appartenance au parti et leur adhésion aux principes et aux objectifs du communisme? Toute la question portera sur la capacité des oppositions successives à surmonter ce paradoxe – être traités en opposants alors qu'ils se considèrent comme des héritiers légitimes – en incarnant une alternative crédible, et non pas seulement des ambitions de personnes justifiées par des nuances de programme dans ce qui est aussi une lutte de succession.

Il me semble de même impossible d'accorder une trop grande importance à l'utilisation des termes de «droite» et de «gauche», notions extrêmement mouvantes, très liées aux circonstances. Radek est écarté avec la direction allemande comme droitier, Trotsky revendique le terme d'opposition de gauche mais il accuse les décistes de gauchisme. Radek est d'ailleurs tout à la fois à droite sur l'économie, considérant jusqu'en 1926 que la politique menée par Staline et Boukharine était la seule possible, et à gauche sur la question d'un second parti, estimant par analogie avec la Révolution française que le tournant de Thermidor – la chute de Robespierre que les bolcheviks interprètent comme la fin du processus révolutionnaire – avait déjà eu lieu. C'est surtout le substantif de déviation qui compte, que celle-ci soit «gauchiste», «droitière», «trotskyste», «menchevique», «opportuniste», ..., dans la mesure où elle permet d'identifier aux yeux de la masse des militants un adversaire à abattre. Il s'agissait, comme le reconnaîtra ultérieurement Zinoviev, «d'une bataille pour le pouvoir. Et tout l'art consistait à lier de vieilles divergences à de nouvelles questions. C'est pour cela que fut créé le trotskysme».⁵⁶

n° 8, pp. 529-653. Trotsky s'éleva toujours avec indignation contre l'utilisation de ce qualificatif et Rakovsky déclarait que pour sa part il n'était pas plus trotskyste que Trotsky.

54 Le concept de dissidence est trop lié dans l'historiographie contemporaine aux opposants des années 1970 des pays de l'Est européen.

55 P. Rigoulot et I. Yannakakis, *Un pavé dans l'histoire. Le débat français sur Le Livre noir du communisme*, Paris, Robert Laffont, 1998, p. 110.

56 Déclaration de Zinoviev à Trotsky, F.326/2/9, doc. 129, RGASPI.

1. La crise russe de l'Internationale

Toute une série de partis communistes des pays occidentaux sont suffisamment mûrs pour comprendre qu'il en va de l'avenir des révolutions russe et allemande. Si le CC du parti russe n'est pas en mesure d'éviter un conflit fatal au moyen de la discipline intérieure et d'un nécessaire compromis politique, alors il devra renoncer à son rôle de dirigeant du Comintern. Si les choses devaient rester telles qu'elles sont, les partis communistes occidentaux auront le droit et même le devoir d'intervenir à l'intérieur du parti russe, comme le parti russe est intervenu dans leurs affaires. Je suis convaincu que pas un des membres du CC ne me refusera le droit d'agir ainsi, car cela équivaudrait à une négation de l'Internationale.⁵⁷

Si vous [le PC polonais et les autres sections de l'Internationale] cherchez à vous opposer à nous [la *troïka*], nous vous briserons les os.⁵⁸

Le parti allemand au lendemain du fiasco d'Octobre

La défaite sans combat des communistes allemands avait suscité beaucoup de déceptions dans les rangs du KPD. Pendant des mois, les militants allemands, assistés par les plus hautes instances de l'Internationale, du parti russe et de l'Etat soviétique, avaient mobilisé toutes leurs forces pour préparer ce qui devait être la première révolution communiste dans un pays hautement industrialisé, un événement dont la portée était forcément déterminante pour l'ensemble du mouvement communiste. La déception n'était pas moins grande en Union soviétique où toute une génération, la première à avoir été formée dans les institutions soviétiques, avait espéré trouver dans la révolution allemande sa révolution, et démontrer ainsi sa volonté de poursuivre l'œuvre révolutionnaire de ses aînés.

Dans un premier temps, pourtant, le fiasco d'Octobre ne donne lieu à aucun règlement de comptes, ni parmi les Allemands, ni au sein de l'exécutif. Malgré la répression et l'état d'urgence instauré par le gouvernement allemand, le parti réussit à organiser clandestinement une première conférence nationale les 3 et 4 novembre 1923. Une résolution, rédigée par Radek⁵⁹ et

57 «Я заявляю...», p. 45.

58 Déclaration de Zinoviev aux communistes polonais, Ф.И. Фирцов, «Сталин и Коммунистической Интернационал», *История и Сталинизм*, Москва, Изд. Полит. Литературы, 1991, p. 137.

59 *Тринадцатая Конференция РКП(б), Январь 1924 года, Стенографический отчет*, Москва, Партиздат, 1924, p. 171.

Brandler, qui approuve la retraite d'octobre et accuse les chefs sociaux-démocrates de complicité avec le fascisme, est votée par 40 voix contre 16.⁶⁰ Zinoviev qui publie depuis plusieurs semaines dans la presse internationale une série d'articles très optimistes consacrés aux *Problèmes de la révolution allemande*, laisse encore paraître dans la *Correspondance internationale* du 17 novembre 1923 un nouvel article dans lequel il reconnaît la justesse de la politique menée par la direction allemande depuis 1921.⁶¹ Selon lui «les communistes n'ont rien à regretter. Vu la situation ils ne pouvaient refuser leur participation au gouvernement de Saxe [...] Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan reste juste» et les «camarades qui pensent que la tactique du PCA en Saxe était fausse» se trompent.⁶² Ayant enfin pris connaissance du fiasco d'Octobre, il tempère son optimisme sur l'avenir de la révolution allemande, mais dans sa première intervention après l'annonce de la défaite il reconnaît que «la décision de ne pas livrer une bataille décisive était inévitable en la circonstance».⁶³ À l'exception de la gauche berlinoise et des Hambourgeois qui demeuraient très minoritaires, personne, ni à Moscou ni à Berlin, ne semblait donc contester durant ce mois de novembre la légitimité de la direction allemande, sa politique en Saxe et sa décision de sonner la retraite.

Une première controverse semble bien opposer Zinoviev à Radek, Brandler et Thalheimer⁶⁴ mais elle porte sur l'analyse de la situation allemande après la retraite du parti et non sur les causes de l'échec. Selon la direction allemande soutenue par Radek⁶⁵, le «fascisme avait vaincu la République de Novembre, la démocratie bourgeoise et la social-démocratie»⁶⁶, mais pour Zinoviev il était tout à fait erroné de dire que le fascisme avait vaincu la République de Novembre, puisque selon lui la «social-démocratie était simplement devenue une aile du fascisme» en «livrant

60 *Corrint.*, n° 45, 17.11.1923, pp. 685-688.

61 Republié en brochure, Zinoviev, *Les problèmes de la révolution allemande*, Paris, Librairie de l'Humanité, 1923.

62 *Ibid.*, p. 4.

63 J. Degras, *The Communist International*, T. 2, p. 64.

64 La controverse opposa dans la presse Zinoviev à Thalheimer, mais une lettre du 18.11.1923 démontre que les thèses défendues par Thalheimer étaient partagées par Radek et Piatakov. Lettre de Arvid [Piatakov] et Andreï [Radek] au BP du PCR(b), 18.11.1923, F.326/2/21, doc. 127-130, RGASPI.

65 Зиновьев, *Правда*, 23.11.1923.

66 *Corrint.*, n° 45, 17.11.1923, pp. 685-688.

elle-même, lambeau par lambeau, le pouvoir à von Seeckt». ⁶⁷ Ce débat pouvait sembler «académique» ⁶⁸ et relativement en décalage par rapport à la crise que traversait le KPD, mais comme le soulignaient Radek et Piatakov, «cette différence d'appréciation pouvait entraîner des politiques totalement différentes, notamment sur la question des rapports à la social-démocratie». ⁶⁹ En assimilant la social-démocratie au fascisme, le président de l'Internationale confortait tous ceux qui au sein du parti allemand et de l'exécutif souhaitaient abandonner la politique du front uni, un choix stratégique qui avait déjà contribué à faciliter la victoire des fascistes italiens à l'automne 1922, et dont les conséquences seront en Allemagne l'élection de Hindenburg à la présidence en 1925, puis la victoire des nazis en 1933. Interdite de parution depuis la fin de novembre 1923, la presse communiste allemande ne put relater ces divergences, et lorsqu'en janvier elles paraîtront enfin dans les colonnes de la *Rote Fahne* et de la *Correspondance internationale*, ces questions comme celle des responsabilités dans la retraite d'octobre auront déjà été tranchées par Moscou, de façon disciplinaire et sans la participation des Allemands.

L'implication de l'Internationale dans la lutte de pouvoir au sein du parti russe

Les Russes s'étaient efforcés, comme c'était la règle entre eux, de tenir les communistes étrangers à l'écart des luttes qui divisaient à nouveau le parti russe depuis 1921. A l'exception de ceux qui séjournèrent en Russie en tant que représentant de leur parti, ou en tant que membre de l'exécutif, les militants étrangers n'avaient pour ainsi dire aucune information sur ces débats. L'opposition ouvrière qui entretenait quelques contacts avec la gauche berlinoise ⁷⁰ avait tenté en 1922 d'obtenir un soutien de l'Internationale en envoyant une lettre connue sous le nom de «déclaration des 22»: elle fut immédiatement sanctionnée pour acte d'indiscipline.

67 Zinoviev, «Un Koltchak en Allemagne», *Bulletin communiste*, n° 49, 6.12.1923 et la réponse de Thalheimer dans *Corrint.*, n° 1, 3.1.1924, pp. 3-4.

68 P. Broué, *Révolution en Allemagne*, p. 780.

69 Lettre de Arvid [Piatakov] et Andreï [Radek] au BP du PCR(b), 18.11.1923, F.326/2/21, doc. 128, RGASPI.

70 R. Fischer (*Stalin and German Communism*, p. 360) cite Lutovinov.

Quelques communistes étrangers qui, comme Souvarine, avaient des relations d'amitié avec des dirigeants bolcheviques apprirent durant l'été 1923 que la *troïka* menait une guerre sourde contre Trotsky depuis l'automne 1922, mais ils ne connaissaient alors ni la nature exact du débat, ni suffisamment bien le fonctionnement intérieur du PCR, pour se faire une idée claire des enjeux. Brandler dira toujours que pour sa part, et «aussi incroyable que cela puisse paraître», il ne sut rien de la lutte au sein du parti russe jusqu'en décembre 1923.⁷¹ Comme par ailleurs Trotsky ne semblait pas vouloir porter leurs désaccords en dehors des instances dirigeantes du parti russe, la *troïka* avait toutes les raisons d'espérer pouvoir tenir les sections de l'IC à l'écart des débats. Seul Radek, qui avait toujours placé les activités de l'Internationale au-dessus de celles du parti russe, ne partageait pas cette conception.

Une première fois, avant son départ pour l'Allemagne le 16 octobre 1923, il avait dans une lettre adressée à titre personnel au BP du PCR(b), menacé de demander l'intervention des partis étrangers si le parti russe se révélait incapable de surmonter ses divisions.⁷² Constatant à son retour d'Allemagne que le BP n'avait nullement tenu compte de ses propositions et que la crise ne cessait de s'accroître, Radek mit sa menace à exécution. Le 11 décembre, lors d'une des premières apparitions publiques de l'opposition, Radek déclare que «si la majorité du comité central russe soutenait la *troïka* contre Trotsky, une majorité des dirigeants des principaux partis de l'IC, les PC allemand, polonais et français, allaient soutenir Trotsky contre la *troïka*».⁷³ Des propos que Radek répète quelques jours plus tard lors d'une discussion organisée à l'Institut des professeurs rouges sur la révolution allemande.⁷⁴ Les déclarations de Radek vont servir de prétexte au déclenchement de la prétendue «bolchevisation» de l'Internationale, mais il était de toute façon difficilement envisageable que les partis communistes, dont le sort était si intimement lié aux décisions du parti russe, soient tenus longtemps à l'écart de ces événements.

71 Lettre de Brandler à Deutscher, 12.1.1959, H. Weber, *Unabhängige Kommunisten*, p. 181.

72 ««Я заявляю...»», pp. 42-45.

73 Le texte du discours n'a jamais été publié, mais plusieurs documents, qui évoquent parfois la date du 13.12.1923, en font référence. A. Thalheimer, *1923 – Eine verpasste Revolution? Die deutsche Oktoberlegende und die wirkliche Geschichte von 1923*, Berlin, 1931, p. 11.

74 Lettre de Zinoviev à Radek, 17.12.1923, F.326/2/21, doc. 218, RGASPI.

Plusieurs historiens, dont E.H. Carr, contestent la réalité de la menace d'une fronde des sections de l'Internationale contre la *troïka*, considérant qu'il ne s'agissait que d'une des habituelles fanfaronnades de Radek, sans rapport avec les intentions réelles des PC occidentaux. Deux aspects doivent ici être distingués: la volonté des partis occidentaux d'intervenir dans les affaires du parti russe, puis leur capacité à le faire. Concernant le premier point, Thalheimer et Brandler écriront tous deux que «la déclaration de Radek était pure invention de sa part. Personne ne l'avait autorisé à dire que nous défendrions Trotsky si on l'attaquait. [...] Dès que nous en avons été informés, j'ai écrit contre le point de vue de Trotsky dans l'*Internationale*». ⁷⁵ Mais ces démentis, écrits plusieurs années après les faits, sont trop liés à leur souci de se démarquer de Trotsky à un moment où la défaite de l'opposition leur semble déjà consommée, pour pouvoir être retenus. Le 18 décembre Clara Zetkin prend d'ailleurs l'initiative d'écrire au présidium de l'exécutif au nom du parti allemand pour souligner son «inquiétude» à propos des débats dans le PCR et demander la «convocation d'une séance de l'exécutif afin de nous orienter sur ces débats». ⁷⁶ La réaction de la direction polonaise est encore plus nette:

Nous savons que les divergences à l'intérieur du parti russe portent sur les questions complexes de la construction économique de l'Union soviétique, des questions sur lesquelles nous ne sommes pas suffisamment informés, mais nous savons une chose: le nom de Trotsky est lié dans notre parti, dans toute l'Internationale, à la victoire de la Révolution d'Octobre, à l'Armée rouge. Et nous n'acceptons pas la possibilité qu'il puisse être écarté des rangs des dirigeants du parti russe et de l'Internationale. ⁷⁷

Ces déclarations confirment donc la volonté de plusieurs dirigeants des partis allemand et polonais de ne pas laisser la *troïka* écarter Trotsky sans intervenir. Mais en avaient-ils vraiment les moyens?

Le parti allemand, en supposant bien sûr qu'il ait vraiment voulu se lancer dans un tel combat, avait déjà été purgé de ses esprits les plus indépendants, comme Levi et Reuter-Friesland. Le tournant disciplinaire de l'année 1921 et les multiples changements de direction qui en avaient

75 A. Thalheimer, 1923 – *Eine verpasste Revolution?*, p. 11. «Rien de tout cela [la déclaration de Radek] n'était vrai», écrit pour sa part Brandler en 1956, H. Weber, *Unabhängige Kommunisten*, p. 242.

76 Lettre de C. Zetkin au présidium, 18.12.1923, F.495/2/21, doc. 52, RGASPI.

77 Lettre du plénum du CC du PCP à Zinoviev, au présidium de l'exécutif, au BP du PCR, 23.12.1923, F.495/124/52, doc. 10-15, RGASPI.

découlé avaient laissé de graves séquelles et la reculade d'Octobre, aussi justifiée qu'elle ait pu être, ne plaçait pas la direction allemande dans une situation favorable pour hausser le ton. Attaqués dans les instances internationales, contestés au sein de leur propre parti, Brandler et Thalheimer seront les premiers à reculer en se désolidarisant publiquement de Trotsky. Plusieurs communistes français vont faire preuve de plus de détermination, mais le parti français était loin d'avoir le même poids que le parti allemand. A l'exception de quelques individualités comme Rosmer et Monatte, d'ailleurs tous deux amis de Trotsky, la majorité des communistes français étaient d'anciens socialistes ayant soutenu l'Union sacrée jusqu'au dernier moment. Parmi la jeune génération figure néanmoins Souvarine, le délégué permanent du PCF à Moscou. Informé par Radek de la lutte menée par la *troïka* contre Trotsky, il va s'efforcer de maintenir un certain équilibre entre les deux groupes en prenant l'initiative de publier en France le *Cours Nouveau* de Trotsky. Mais pour l'essentiel, la résistance des communistes français aux attaques de la *troïka* contre Trotsky sera un combat isolé, mené par des individualités sans l'appui du parti. D'une tout autre signification est l'engagement des Polonais. A la différence des autres communistes européens, les Polonais ne souffraient d'aucun complexe d'infériorité vis-à-vis des Russes. Les organisations révolutionnaires polonaises, la SDKPiL et le PPS-Lewica, dont étaient issus tant de cadres importants du régime bolchevique – Hanecki, Dzierzinski, Ounschlicht, Marchlewski, Warszawski, Radek... – sans parler de quelques-unes des figures les plus légendaires du mouvement révolutionnaire comme Rosa Luxemburg et Joguiches, n'avaient rien à envier au parti bolchevique: ni son ancienneté, ni son radicalisme. Dès 1917 les Polonais furent des milliers à lutter aux côtés des bolcheviks pour l'établissement du régime des Soviets, puis à rejoindre les rangs du PC russe ou de sa section polonaise. Durant la guerre soviéto-polonaise, ils avaient fait preuve d'un courage exemplaire en soutenant, dans un contexte extrêmement défavorable, marqué par la russophobie et l'antisémitisme de la population, l'avancée des troupes soviétiques sur leur propre territoire. violemment réprimé, cantonné à l'illégalité, le PCP était demeuré une des sections les plus actives de l'Internationale sans parler de l'engagement de nombre de ses militants au sein de l'appareil. Comme la plupart des autres partis, le PCP était divisé sur la question du front uni et de la théorie de l'offensive, mais la direction – les «quatre W»: Warszawski, Walecki, Wera Kostzrewa et

Weber-Prochniak⁷⁸ – soutenue par Radek et Dzierjinski, avait réussi à maintenir, malgré l'apparition d'une gauche représentée par Lenski et Domski, la ligne des III^e et IV^e congrès.⁷⁹ Souvent personnellement liés aux dirigeants russes et plus au fait de la réalité du régime du parti bolchevique que la plupart des autres dirigeants étrangers, les Polonais vont être les premiers à souligner leur inquiétude de voir les luttes du parti russe entraîner la mise à l'écart de Trotsky de l'Internationale. Mais les Polonais avaient eux-mêmes largement conscience de l'étroitesse de leur marge de manœuvre. Comme le déclarera Wera Kostzrewa à Zinoviev: «Vous savez très bien que, dans les conditions données, il nous est impossible de nous battre contre vous. Si demain vous demandiez aux ouvriers polonais de choisir entre nous et le Comintern, vous savez très bien que nous serions les premiers à leur demander de vous suivre.»⁸⁰ La violence de la réaction de la *troïka* sera à la hauteur de leur courage et de leur lucidité.

Trotsky et l'opposition disposaient donc bien d'un fort courant de sympathie au sein de plusieurs sections de l'Internationale, mais la permanence du prestige du parti bolchevique parmi les révolutionnaires européens, sans parler de ses moyens financiers et institutionnels, en limitait fortement la portée. Faut-il alors parler d'une erreur tactique de Radek? Ses déclarations sur la possibilité d'un ralliement des dirigeants occidentaux à Trotsky ont-elles, comme son article consacré dans la *Pravda* à l'organisateur de la victoire, servi de détonateur à un affrontement que les opposants, et Trotsky en particulier, n'étaient pas encore prêts à conduire de front? C'est en tout cas ce que lui reprocheront les Allemands. Bien sûr, Radek exagère la capacité des sections nationales à peser sur le cours des événements au sein du parti russe. Bien sûr, son appel à l'intervention des partis communistes occidentaux dans les affaires du parti russe, «un droit qu'aucun membre du CC du PCR ne saurait me refuser, car cela équivaldrait à une négation de l'Internationale»⁸¹, semble en total décalage avec la pratique développée depuis 1921 par le parti russe, et par Radek lui-même, au sein

78 P. Samus, «Die politische Aktivität der polnischen Kommunisten im Exekutivkomitee der kommunistischen Internationalen in den Jahren 1921-1924», *Jahrbuch für historische Kommunismusforschung*, 1996, pp. 84-105.

79 P. Broué, *Histoire de l'IC*, p. 376.

80 Cité par Ф. И. Фирцов, «Сталин и Коммунистический Интернационал», p. 137.

81 «Я заявляю...», p. 45.

de l'Internationale. Mais fallait-il pour autant attendre que les soutiens potentiels de l'opposition soient écartés avant que l'affrontement ait vraiment commencé comme ce fut le cas dans le cadre du parti russe? Les sections nationales n'avaient certainement déjà plus la capacité de s'opposer à la majorité du parti russe, mais si cette possibilité avait existé, elle ne pouvait qu'aller en s'amenuisant au fur et à mesure que la *troïka* profitait de la retenue de Trotsky pour avancer ses pions.

Aussi relatives qu'aient pu être les chances des directions allemande, polonaise et française de peser dans les débats du parti russe, cette éventualité inquiéta Zinoviev. Il est d'ailleurs fort possible que Zinoviev se soit moins inquiété de défendre les intérêts de la *troïka* que de protéger sa propre position au sein de celle-ci. Sans grande responsabilité dans l'appareil d'Etat et le parti – son poste de dirigeant de l'organisation de Petrograd ne lui apportait pas les mêmes pouvoirs que celui du secrétariat général – Zinoviev ne pouvait se permettre de tolérer une mutinerie, ou même une simple fronde, au sein de l'Internationale s'il voulait garder ses chances face à Staline dans une lutte de succession qui n'allait pas s'arrêter après la mise à l'écart de Trotsky. Dès cet instant, il va utiliser, avec la complicité de Staline qui saisit immédiatement l'avantage qu'il pourrait tirer d'une marginalisation des partisans de Trotsky au sein de l'Internationale, toutes ses prérogatives de président de l'IC pour écarter les soutiens potentiels de Trotsky avant que ceux-ci n'aient le temps de s'organiser pour coordonner leur action.

Un retournement de circonstance

Convaincu de la nécessité de réagir rapidement, Zinoviev opère un tournant à 180 degrés sur la question allemande, sans aucune discussion préalable au sein du présidium de l'IC. Saisissant le prétexte d'une lettre envoyée par Ruth Fischer dans laquelle elle critiquait comme à son habitude «l'opportunisme de la centrale»⁸² et s'appuyant sur les discussions amicales qu'il multiplie désormais avec son compagnon, le communiste de gauche Arkadi Maslov, toujours retenu à Moscou par une commission

82 La lettre a été écrite le 22 novembre, mais comme elle fut interceptée par les autorités allemandes Zinoviev ne put en prendre connaissance qu'au début décembre. W. T. Angress, *Stillborn Revolution. The Communist Bid for Power in Germany, 1921-1923*, Princeton, Princeton University Press, 1963, p. 463.

d'enquête⁸³, Zinoviev dénonce, dans les jours qui suivent la déclaration de Radek, la «banale comédie parlementaire» jouée par les chefs communistes entrés dans le gouvernement de Saxe:

Votre surestimation de la préparation politique et technique a donné lieu à une erreur politique. Comme vous le savez bien, nous considérons à Moscou, l'entrée des communistes au gouvernement saxon comme une manœuvre militaire stratégique. Vous en avez fait la réalisation d'un bloc avec la social-démocratie de gauche qui vous a lié les mains. Nous pensons que l'entrée des communistes dans le gouvernement saxon équivaudrait à la conquête d'une base d'opération sur laquelle nos forces armées pourraient commencer à se déployer. Vous avez réussi à transformer la participation ministérielle des communistes en une banale combinaison parlementaire avec les sociaux-démocrates. Notre défaite politique en a été le résultat. [...] Non, camarades, ce n'est pas ainsi que l'on prépare les révolutions.⁸⁴

Dans les jours qui suivent cette réinterprétation du fiasco d'Octobre par le président de l'Internationale, la centrale allemande opère un tournant similaire. En effet, alors qu'au début novembre la résolution proposée par Brandler et Thalheimer avait rassemblé une large majorité des voix du comité central, en décembre, lors d'un nouveau vote de la centrale, les thèses de l'ancienne majorité représentée par Brandler et Thalheimer n'obtiennent plus que deux voix, contre six pour celles de Ruth Fischer et dix-sept pour celles du «nouveau centre».⁸⁵ Les thèses de ce nouveau centre – Kleine-Gouralski, Koenen, Remmele et Eberlein – sont un équilibre habile entre celles de la gauche et celles de Brandler et Thalheimer, désormais qualifiées de droite. Tout en refusant de s'aligner sur la gauche selon laquelle il était nécessaire d'engager la lutte même si celle-ci n'avait aucune chance de déboucher sur la révolution, le centre considère maintenant que la «retraite sans combat» du parti fut une erreur «résultant d'une conception théorique erronée de l'essence même de la guerre civile et du soulèvement armé, ainsi que d'une fausse interprétation du rôle du parti dans ces luttes».⁸⁶ Il n'existe pas de document qui nous permette de dire avec certitude si ce retournement de la centrale est le résultat d'un ordre venu de

83 Selon E.H. Carr, *The Interregnum*, p. 232, les remerciements adressés par Zinoviev dans son introduction aux *Problèmes de la révolution allemande* à un «de nos vieux camarades d'Allemagne qui a décrit l'affaire saxonne comme une grande et peut-être fatale erreur» étaient destinés à Maslov.

84 Lettre de Zinoviev au KPD, citée dans *Corrint.*, n° 11, 13.2.1924, p. 114.

85 P. Broué, *Histoire de l'IC*, p. 369.

86 Thèses de la majorité du CC du KPD, «La retraite d'octobre et les devoirs actuels de PCA», *Corrint.*, n° 1, 3.1.1924, pp. 1-3.

Moscou, c'est-à-dire de Zinoviev⁸⁷, ou s'il s'agit d'une simple coïncidence révélant le désarroi des membres de la centrale, démoralisés par cette défaite sans combat après tant de mois de préparation. Désorientés, les communistes allemands l'étaient certainement. Nombre d'entre eux ont aussi dû craindre de perdre leur fonction au moment où ils commençaient à sentir que le vent à Moscou était en train de tourner. Toutes ces explications contiennent vraisemblablement une part de vérité, mais il semble qu'il faille surtout évoquer le rôle personnel joué par Kleine-Gouralski, l'homme de Zinoviev dans la centrale,⁸⁸ qui réussit à canaliser les mécontentements contre Brandler et à rassembler autour de lui une nouvelle fraction prête à apporter son crédit aux intrigues de Zinoviev. Les thèses désormais défendues par ce nouveau centre sont pour le moins confuses: les remarques sur l'impréparation militaire du parti sont un peu surprenantes de la part de Remmele et d'Eberlein qui étaient les principaux responsables de l'organisation militaire du parti; les critiques sur l'incapacité des communistes membres du gouvernement de Saxe à distribuer des armes aux ouvriers sont en totale contradiction avec la réalité puisque Radek et Brandler avaient déjà dit – lors des séances de l'exécutif de septembre – que depuis le putsch de Kapp le gouvernement de Saxe n'avait plus de réserve d'armes; enfin, comme le dira Thalheimer, ces thèses ne contestaient pas la nécessité de la retraite, mais seulement le fait qu'elle ait eu lieu sans combat, une décision dont la responsabilité ne revient pas uniquement aux Allemands.⁸⁹ Mais l'essentiel est qu'il existe désormais au sein de la centrale allemande une nouvelle majorité, prête à faire porter à Brandler et Thalheimer l'entière responsabilité de la défaite. Cette manœuvre avait pour Zinoviev le double avantage de le mettre à l'abri des critiques sur sa propre responsabilité dans la débâcle allemande et de priver l'opposition russe d'un appui potentiel au sein du parti allemand.

Fort de cet appui, Zinoviev rédige, sans aucune consultation parmi les Allemands, un nouveau projet de thèses intitulé *Sur les leçons des événements allemands et de la tactique du front uni*⁹⁰ qui fait porter à l'an-

87 Zinoviev déclarera lors de la séance du présidium du 12.1.1924 qu'il n'y était pour rien mais Radek en doutera toujours. F.495/2/24a, doc. 124, RGASPI.

88 P. Broué, *Histoire de l'IC*, p. 368.

89 A. Thalheimer, «Réflexions sur les thèses du CC du KPD», *Corrint.*, n° 4. 23.1.1924, pp. 34-35.

90 Zinoviev, «Über die Lehren der deutschen Ereignisse und die Taktik der Einheitsfront», F.326/2/22, doc. 2-22, RGASPI.

cienne direction l'entière responsabilité de la défaite. Face à ce qu'ils interprètent comme une trahison, Radek et Trotsky tentent de réagir. Le premier prépare avec Piatakov, qui fut comme lui l'un des trois représentants de l'exécutif en Allemagne à l'automne 1923, un texte alternatif qu'il entend soumettre à l'exécutif de janvier. Le 19 décembre, Trotsky, qui avait déjà publiquement protesté contre le fait que les Allemands aient été tenus à l'écart du projet de thèses préparé par Zinoviev, s'adresse au bureau politique pour en critiquer la faiblesse. Le 24 décembre 1923, il accepte d'apporter son soutien au texte de Radek et Piatakov intitulé *La défaite d'Octobre et la poursuite de la lutte du prolétariat allemand contre la dictature*.⁹¹ Ces thèses relèvent un certain nombre de faiblesses du parti allemand dans l'application d'une ligne générale considérée comme juste. Elles évoquent aussi, comme l'avait déjà sous-entendu Radek en septembre 1923, la possibilité que le parti n'ait pas compris le tournant représenté par la chute du gouvernement Cuno en août 1923, mais elles refusent d'en faire porter la responsabilité aux seuls dirigeants allemands.⁹²

Ce texte, plus nuancé que celui de Zinoviev et surtout plus en phase avec les faits, semble ouvrir la perspective d'une véritable discussion de fond, mais comme en 1921, après l'action de mars, Zinoviev va empêcher le débat par des mesures disciplinaires. Il demande à Radek de soumettre son texte au parti russe avant de le présenter à l'exécutif, mais ce dernier refuse en déclarant qu'il tenait son mandat de membre de l'exécutif du congrès mondial de l'Internationale et non pas du parti russe.⁹³ Prétextant que Radek se devait avant tout de respecter la discipline du parti russe, Zinoviev, aidé par Staline, réussit le 27 décembre 1923 à faire voter par le bureau politique une résolution condamnant Radek pour activité «fractionniste» sur l'Allemagne.⁹⁴ Radek n'est pas encore exclu du parti, ni d'ailleurs de l'exécutif de l'Internationale, mais sa condamnation permet à Zinoviev d'interdire la publication de ses thèses par l'exécutif, écartant ainsi toute interprétation divergente de la question allemande.⁹⁵ Les 28 et 29 décembre, dans une série d'articles publiés dans la *Pravda* à propos du

91 P. Broué, *Histoire de l'IC*, p. 370.

92 Extrait du projet de thèses de Radek et Trotsky, I 6/3/127, doc. 8-10, SAPMO.

93 *Тринадцатая Конференция РКП(б)*, p. 173.

94 *ВКП(б) в резолюциях и решениях Съездов, Конференций и пленумов*, Москва. Гиз, 1941, Книг. 1, p. 534.

95 P. Broué, *Histoire de l'IC*, p. 370.

Cours nouveau, Trotsky s'efforce une nouvelle fois de relancer la question des responsabilités dans l'échec de l'Octobre allemand.⁹⁶ Mais cette discussion, qui apparaît pourtant comme fondamentale pour l'avenir de l'Internationale, dans la mesure où elle porte sur la responsabilité de l'exécutif et sur la tactique du front uni, n'aura pas de suite. Dès cet instant, il n'est plus possible de discuter de la question allemande indépendamment de la question russe, les deux discussions étant dorénavant totalement confondues, et à dire vrai toutes deux escamotées par la *troïka* qui recourt systématiquement à la censure et aux mesures disciplinaires. Les Allemands, convoqués à Moscou pour participer aux réunions de l'exécutif de janvier, ne sont pas encore intervenus dans le débat, mais tout semble déjà joué et la seule chose qu'on attend d'eux consiste en réalité à entériner des décisions préalablement adoptées au sein du parti russe. Dans ce contexte, toute critique de la position de Zinoviev sur la question allemande sera immédiatement qualifiée de «brandlérisme» et automatiquement assimilée à une déviation «trotskyste», malgré d'évidentes contradictions.⁹⁷

La question allemande était devenue un enjeu trop important dans la lutte qui divisait le parti russe pour que la *troïka* accepte de laisser les Allemands et même l'Internationale avoir le moindre débat sur ce point.

L'analyse sans les Allemands de la question allemande

Lorsqu'ils arrivent à Moscou, à partir de la deuxième semaine de décembre, les délégués allemands, qui ont préféré voyager séparément pour limiter les risques d'arrestation, comprennent que «le moment est extrêmement défavorable, car tous les dirigeants russes sont occupés par les discussions sur la démocratisation du parti qui se déroulent au sein du PCR».⁹⁸

Pieck et Walcher arrivent les premiers, ils commencent par s'entretenir avec Radek, qui leur explique que la discussion sur la démocratie à

96 Trotsky, *De la révolution*, Paris, Ed. de Minuit, 1976, p. 58.

97 «L'alliance entre Brandler-Thalheimer et Radek-Trotsky sur la question allemande n'est pas accidentelle. Elle touche des questions fondamentales: débolchevisation du parti communiste russe et des partis européens ou maintien de la tutelle bolchevique du parti communiste russe et bolchevisation des partis européens.» Gouralski-Kleine, *Die Internationale*, n° 4, 31.3.1924, p. 161.

98 Lettre de Pieck et Walcher à la centrale du KPD, 18.12.1923, F.495/18/175a, doc. 363, RGASPI.

l'intérieur du parti russe est «une saine réaction à la politique de nomination et d'exécution par le haut pratiquée jusque là par le parti russe». Les Allemands n'ont, d'après le compte rendu qu'ils font parvenir à la centrale, aucune idée de la violence de la bataille qui se déroule à ce moment dans les coulisses du parti russe, et encore moins de ses implications sur l'analyse de la situation allemande.⁹⁹ A ce moment ils sont encore convaincus d'avoir le soutien de Zinoviev et ils espèrent que l'exécutif va désavouer la gauche allemande. La délégation allemande fait d'ailleurs parvenir ses thèses au BP russe, mais les jours passent sans qu'aucune séance de discussion soit organisée sur la question.¹⁰⁰ Le 29 décembre, soit plus de 20 jours après leur arrivée, Staline leur répond enfin que le BP russe est disposé à s'entretenir avec eux afin, dit-il, «d'accorder leurs positions» comme «nous avons réussi à le faire au sein du parti russe». Staline conclut sa lettre par une menace à peine voilée: «Nous pensons que nous devons aller à la séance officielle de l'exécutif après nous être préalablement mis d'accord, et nous ne nous doutons pas de la possibilité de parvenir à une totale unanimité avec vous.»¹⁰¹ A ce moment Pieck et Walcher comprennent que la partie s'est jouée sans eux. Ils savent par Radek, avec lequel ils se sont entretenus le 27¹⁰² et qui leur a montré ses propres thèses¹⁰³, thèses qui selon Walcher «correspondent presque totalement» aux leurs¹⁰⁴, que les thèses adoptées par le bureau politique russe, en réalité celles de Zinoviev, ne contiennent aucune critique de la gauche comme l'auraient voulu les Allemands, et qu'elles font au contraire porter à l'ancienne direction allemande et à Radek l'entière responsabilité du fiasco d'Octobre. Ils savent aussi que Radek a été sanctionné pour «fractionnisme» et que ses thèses, qui sont aussi celles de Piatakov et de Trotsky, ne pourront être discutées puisqu'elles ont été interdites de publication par le BP russe.

99 Lettre de Pieck et Walcher à la centrale du KPD, 9.12.1923, F.495/18/175a, doc. 356-358, RGASPI.

100 Lettre de Pieck et Walcher à la centrale du KPD, 18.12.1923, F.495/18/175a, doc. 363-364, RGASPI.

101 Lettre de Staline aux camarades allemands, 27.12.1923, F.326/2/21, doc. 223, RGASPI.

102 Carnet de W. Pieck, Nl. Wilhelm Pieck, NY 4036, doc. 7, SAPMO.

103 Déclaration du BP du PCR en réponse aux déclarations de Trotsky, 31.12.1923, F.326/2/21, doc. 223, RGASPI.

104 Rapport du représentant du KPD aux membres de la centrale, 1.1.1924, F.495/292/9, doc. 3, RGASPI.

La réunion entre les représentants allemands et les représentants russes se tient le 30 décembre en l'absence de Radek, Piatakov et Trotsky. Le rapport que le délégué allemand envoie à sa centrale est sans ambiguïté sur la façon dont la *troïka* mena les «débats»:

Le camarade Zinoviev nous a demandé si nous avons l'intention de nous aligner sur le BP russe ou sur le groupe Trotsky-Radek dont il considère les conceptions comme mencheviques. Au cas où nous ne prendrions pas parti pour lui [Zinoviev] alors cela finirait par un combat. Or 98% du parti russe se tient derrière lui et nous devons avoir clairement à l'esprit ce que signifierait pour nous un tel combat. [...] Nous avons refusé de nous laisser entraîner lors des débats sur la question allemande dans les querelles internes au parti russe. Mais il ne fait aucun doute que Zinoviev, à ce stade des négociations, alors qu'il a connaissance de la scission intervenue dans la majorité de la centrale allemande, va spéculer sur une combinaison du centre et de la gauche pour liquider la droite.¹⁰⁵

Les Allemands demandent que soit organisée une réunion commune avec les représentants de la résolution du BP russe et les camarades Trotsky, Radek et Piatakov qui ont proposé leur propre résolution. Mais Zinoviev refuse, en déclarant que les Allemands ne «pouvaient se poser en juges des divergences entre deux fractions du BP russe».¹⁰⁶ Trotsky, qui n'a pu participer à cette rencontre, dénonce par écrit «l'ultimatum lancé par le BP aux Allemands», comportement d'autant plus inacceptable que «les Allemands n'ont jamais pu participer aux débats».¹⁰⁷ Mais le 31 décembre, le BP fait parvenir aux Allemands une circulaire dans laquelle l'attitude de Radek, Trotsky et Piatakov est qualifiée de «violation à la discipline élémentaire du parti».¹⁰⁸ Le lendemain Zinoviev envoie ses thèses à Radek «pour qu'il en prenne connaissance», mais afin d'éviter tout malentendu, Staline a fait porter en entête du texte: «projet définitif».¹⁰⁹ Lorsque Brandler arrive enfin, durant la première semaine de janvier 1924¹¹⁰, les «négociations» sont terminées. Le projet de résolution de l'exécutif, qui reprend les thèses de Zinoviev, est désormais soutenu par toute la

105 *Ibid.*

106 *Ibid.*, doc. 4.

107 Lettre de Trotsky au BP russe, 29.12.1923, F.326/2/21, doc. 222, RGASPI.

108 Déclaration du BP du PCR en réponse aux déclarations de Trotsky, 31.12.1923, F.326/2/21, doc. 223, RGASPI.

109 Zinoviev, «Über die Lehren der deutschen Ereignisse und die Taktik der Einheitsfront», F.326/2/22, doc. 1, RGASPI.

110 H. Weber, *Unabhängige Kommunisten*, p. 242.

délégation allemande.¹¹¹ Il n'existe d'ailleurs officiellement plus aucun texte alternatif.

Mais la *troïka* ne se contente pas d'imposer son texte sans discussion. Comme l'avait déjà évoqué Walcher, qui, dès ce moment est convaincu d'être assis sur un siège éjectable, «les camarades russes [Zinoviev et Staline] veulent confier la totalité de la direction allemande à la gauche. Dans ce but, il était nécessaire d'obtenir la pleine réhabilitation de Maslov et de vaincre tous les obstacles à son entrée dans la centrale. C'est pourquoi l'enquête sur Maslov a donné un résultat surprenant».¹¹² Soupçonné d'être un provocateur¹¹³, Maslov, qui avait pour la *troïka* l'avantage d'être un adversaire acharné de Radek et Brandler et de n'avoir aucun lien avec Trotsky, séjournait à Moscou dans l'attente qu'une commission d'enquête examine son cas, mais l'affaire traînait depuis plusieurs mois sans qu'aucune preuve puisse être apportée. Staline, qui en novembre 1923 avait obtenu la présidence de la commission, prit ouvertement parti pour Maslov, écarta Radek de la commission et transforma le travail d'investigation en campagne politique contre la droite allemande, accusée d'avoir répandu des rumeurs sur Maslov pour pouvoir mener sa politique opportuniste.¹¹⁴ Blanchi par la commission, Maslov put réintégrer la centrale et prendre part aux côtés de la *troïka* à la lutte contre Radek et ses partisans allemands. Walcher tente de protester, mais il comprend, bien avant que la décision soit prise officiellement, que Brandler «a déjà été exclu de la centrale»¹¹⁵ et que seuls ceux qui se sont alignés sur les thèses de Zinoviev comme Ruth Fischer, Maslov, Thaelmann et bientôt Pieck, Remmele et Koenen, seront «élus» ou «réélus».

111 *Ibid.*, p. 181.

112 Rapport du représentant du KPD à l'exécutif aux membres de la centrale, 9.1.1924, F.495/292/9, doc. 11, RGASPI.

113 Maslov, qui était d'origine russe, s'était rendu en Allemagne en 1921 sans autorisation du BP russe. Arrêté par les autorités allemandes en 1922, il avait laissé entendre qu'il travaillait pour le gouvernement soviétique. Lénine, qui le soupçonnait d'être un agent provocateur, avait alors demandé qu'une enquête soit menée sur ses activités passées. Note de Pieck sur le travail de la commission, NI. Wilhelm Pieck, NY 4036, doc. 35, SAPMO.

114 R. Fischer, *Stalin and German Communism*, p. 363.

115 Rapport du représentant du KPD à l'exécutif aux membres de la centrale, 9.1.1924, F.495/292/9, doc. 11, RGASPI.

Le «trotskysme» expliqué aux Allemands

Lorsque des Allemands lui avaient demandé en quoi consistaient vraiment les divergences au sein du parti russe, Radek leur avait répondu que la cause en était le manque de démocratie à l'intérieur du parti. Le 6 janvier 1924, alors qu'ils sont enfin tous arrivés à Moscou, Zinoviev et Staline organisent, en présence d'un Radek étonnamment silencieux, une séance totalement consacrée aux luttes du parti russe. Le compte rendu de cette séance ne figure pas dans les archives du Comintern, mais Pieck, qui sera l'un des rares communistes allemands à passer au travers de toutes les purges – ce qui témoigne de sa capacité à décrypter puis à suivre tous les tournants imposés par la direction stalinienne –, en a minutieusement noté les points principaux dans un calepin toujours conservé dans les archives du parti allemand.¹¹⁶ En voici quelques extraits qui se passent de commentaires. La démocratie dans le parti: «Quelques éléments petits-bourgeois y sont favorables mais le pouvoir de la révolution demeure le principe fondamental.» Le bureaucratisme du parti: «Une critique de type menchevique élaborée par Pannekoek qui n'est en rien pertinente puisque sur 18 000 fonctionnaires 8000 sont politisés.» La jeunesse communiste: «Elle est de notre côté [la *troïka*] mais Trotsky essaie avec démagogie de la gagner à son point de vue semi-réformiste.» La dégénérescence de la vieille garde: «Avec ses mauvaises habitudes, typiques de la II^e Internationale, Trotsky a suscité beaucoup d'indignation dans le parti.» Les questions économiques: «Aucune différence d'opinion exprimée, mais des tendances. Pour Trotsky le pays est au bord du gouffre, mais Trotsky est un menchevik, il néglige la paysannerie qu'il ne connaît pas.» Rapport de force dans le parti: «A chaque crise, des conciliateurs accentuent la tension en ne prenant pas position. C'est le cas de Radek et de Trotsky.»

Rien qui ressemble à un débat ou à une présentation des véritables enjeux de la crise, mais une suite de calomnies, de formules creuses et de confusions volontairement malhonnêtes qui ne pouvait laisser aucun doute aux Allemands sur la volonté de la *troïka* d'en finir avec l'opposition. Une seule fois Radek a tenté d'intervenir en déclarant que «la crise dans le parti n'était pas due à Trotsky mais à la NEP qui dure depuis trois ans et à la crise des ciseaux qui en a découlé». Il est immédiatement interrompu par Staline qui se raille du programme économique de l'opposition. Nous

116 Calepin de W. Pieck, Nl. Wilhelm Pieck, NY 4036, doc. 73-89, SAPMO.

ne savons rien de la façon dont Brandler et Clara Zetkin ont accueilli cette présentation, mais pour sa part Pieck en tire des conclusions qui sont sans ambiguïté: le trotskysme est une déviation, Radek est considéré comme un trotskyste et il faut discréditer les trotskystes sans les éliminer.

Radek et Brandler dans la tourmente de l'exécutif

La première réunion de l'exécutif est convoquée le 11 janvier 1924. A côté des représentants du parti russe, Zinoviev et Boukharine, de ceux de l'Internationale, Piatnitsky et Radek, les Allemands sont en nombre: Brandler, Walcher et Clara Zetkin pour la droite, Remmele, Pieck et Koenen pour le «centre», Ruth Fischer, Thaelmann, Maslov, Scholem, Koenig et Hesse pour la gauche. Radek qui est rapporteur au nom de l'exécutif commence par rappeler que «toutes les décisions ont été prises à l'unanimité»¹¹⁷ et qu'il est impossible d'écarter la responsabilité collective de l'exécutif, et donc de son président Zinoviev. Son exposé se divise en deux parties. La première est un compte rendu détaillé du travail de la délégation de l'exécutif lors de son séjour en Allemagne. La seconde partie est une tentative d'interprétation de ces événements afin d'en tirer des leçons pour l'avenir du parti allemand et de l'exécutif. Pour l'essentiel Radek reprend les points qui figuraient déjà dans son contre-projet aux thèses de Zinoviev, mais il profite aussi, malgré les nombreuses interruptions provoquées par les cris de la gauche, de cette occasion – c'est la dernière fois qu'il intervient sur l'Allemagne en tant que membre de l'exécutif – pour aborder au-delà de la question des responsabilités du parti allemand et de l'exécutif celle de l'état d'esprit des masses allemandes: «Les masses sympathisaient avec nous, mais nulle part elles n'étaient prêtes à conduire le combat jusqu'au bout.¹¹⁸ [...] Ce qui se passe aujourd'hui au sein du prolétariat allemand n'est que le reflet de la situation générale en Allemagne, de la disparition de toute activité politique, de l'extraordinaire passivité politique dans toutes les classes sociales, sauf dans l'armée»¹¹⁹, bref de ce que Varga, bien placé depuis son Institut statistique de Berlin pour obser-

117 Rapport de Radek, 11.1.1924, F.495/2/24a, doc. 28, RGASPI.

118 *Ibid.*

119 Cette partie de l'intervention de Radek a été remplacée dans le compte rendu par des pointillés, mais elle figure dans *Die Lehren der deutschen Ereignisse*, p. 13.

ver la société allemande, appelait dans un rapport daté d'octobre 1923 «les conditions subjectives d'une révolution.»¹²⁰ Dans une large mesure Radek confirmait ainsi les réserves qu'il avait émises lors des réunions du bureau politique russe consacrées à la situation allemande les 21 et 22 août 1923,¹²¹ position alors partagée par Staline qui était le seul parmi les membres du bureau politique à avoir, comme Radek, douté de la volonté révolutionnaire des ouvriers allemands. Plusieurs raisons empêchèrent la discussion de se prolonger autour de cette question pourtant fondamentale de l'aspiration des masses allemandes au communisme. La première, inhérente aux luttes internes du parti russe, était l'impossibilité pour Radek d'invoquer l'aide de Staline alors que celui-ci soutenait l'offensive de Zinoviev contre les amis de Trotsky et ceci malgré d'évidentes divergences sur la situation allemande entre, d'une part, Trotsky et Radek et, de l'autre, Zinoviev et Staline. La logique des alliances au sein du parti russe primait sur la cohérence des positions à propos de l'Allemagne et Staline fit son possible pour se tenir à l'écart du débat. La deuxième raison est à mon sens plus fondamentale. En imaginant que la thèse de Radek ait été retenue, elle aurait eu pour principale conséquence de faire porter aux membres du bureau politique russe la responsabilité de cet échec puisque ce sont eux, et non Radek et la direction allemande, qui avaient décidé de lancer l'offensive au nom d'une comparaison historique dénoncée par Thalheimer comme artificielle. Mais aucun membre du bureau politique, et Trotsky pas plus que les autres,¹²² n'était prêt à s'engager sur cette voie. Enfin, comment imaginer que les membres de l'Internationale, qui se posaient par définition, et particulièrement en ce moment de crise, en représentants d'un projet politique universel, entrent en matière sur la question de la compatibilité du modèle soviétique avec les aspirations de la société allemande sans prendre le risque de remettre en cause la prétention des bolcheviks à exporter leur modèle indépendamment des spécificités nationales? La question demeure bien sûr ouverte, mais il est révélateur qu'elle ait été soulevée par celui des bolcheviks qui était le plus nourri de culture européenne.

120 Lettre de Varga à Zinoviev, 26.10.1923, F.495/18/196, doc. 235, RGASPI.

121 «Назначить Революцию», pp. 115-139.

122 Trotsky, qui avait été contre Radek l'un des plus chauds partisans de la mise en action du parti allemand, se distinguait de Zinoviev par son refus de faire porter à la direction allemande l'entière responsabilité de la défaite, mais sur le fond il ne remit jamais en question la décision du BP russe.

Pour sa part Zinoviev ne semble travaillé par aucun doute. Le 12 janvier 1924, il prononce devant le présidium de l'Internationale un discours qui est un véritable réquisitoire contre Radek et Brandler, coupables selon lui de pratiques «mencheviques»¹²³, proches de celles de Levi, dont la conséquence fut de défigurer et de dénaturer dans son application la politique révolutionnaire décidée par l'Internationale. Pour clore la discussion, et en réalité évacuer toutes les opinions divergentes, Zinoviev confie à une commission, présidée par Kuusinen et composée de Remmele, Koenen et Pieck, la tâche de rédiger un rapport final sur la base de ses thèses.¹²⁴ Clara Zetkin insiste pour y associer Radek et Brandler, mais «Zinoviev ne voulait de Radek en aucun cas».¹²⁵ Sa proposition est rejetée, ce qui ne pouvait laisser de doute à Radek et Brandler sur la volonté de Zinoviev d'en finir. Effrayés, Brandler et Thalheimer se défendent d'être des partisans de Trotsky dans une déclaration publiée dans le numéro de janvier de *Die Internationale*. Mais il est trop tard : chaque réunion d'une instance de l'IC ou du parti russe est désormais mise à profit par Zinoviev pour obtenir une nouvelle condamnation de Radek et de ses partisans allemands. La méthode consiste à lier les critiques de Radek sur l'Allemagne à celles de l'opposition en Russie, en les présentant toutes comme des déviations mencheviques, tout en prenant garde de ne pas attaquer Trotsky de front. Le 16 janvier, la *Pravda* publie une résolution du comité central qui approuve la condamnation de Radek pour «fractionnisme». Le 18, lors de la dernière séance de la XIII^e conférence du parti russe qui avait condamné les thèses de l'opposition comme une «déviation menchevique», Zinoviev répète son réquisitoire contre Radek et Brandler.¹²⁶ Le 19 la commission présidée par Kuusinen rend ses conclusions : l'échec de la Révolution d'Octobre est le résultat des déviations opportunistes de la direction allemande. Le présidium adopte ces conclusions par quatre voix contre deux, celles de Radek et Clara Zetkin, et rejette une motion de Pieck qui proposait d'approuver la décision de battre en retraite.¹²⁷

123 Discours de Zinoviev au présidium de l'IC, 12.1.1924, F.495/2/24a, doc. 118 et 120, RGASPI.

124 *Ibid.*, doc. 130.

125 Rapport du représentant du KPD à l'exécutif aux membres de la centrale, 15.1.1924, F.495/292/9, doc. 16, RGASPI.

126 «Rapport de Zinoviev à la XIII^e conférence du PCR(b)», *Corrint.*, n° 11, 13.2.1924, pp. 112-114.

127 Protocole de la 5^e séance du présidium de l'IC consacrée à la question allemande. F.495/2/26, doc. 147-160, RGASPI.

Les discussions reprennent le 21 janvier. Une fois encore le représentant polonais regrette le mutisme de l'exécutif sur ses propres responsabilités. Souhaitant en finir, Zinoviev laisse entendre dans sa conclusion que la direction allemande n'est pas seule en cause – ce qu'il se garde bien d'écrire noir sur blanc – et tous les membres de l'exécutif finissent par voter son texte. Une ultime déclaration des Polonais révèle pourtant le malaise, les malentendus et certainement aussi les remords, suscités par l'adoption de cette résolution:

Nous avons voté les thèses de l'exécutif [de Zinoviev] parce que pour l'essentiel elles confirment les thèses défendues jusqu'à ce jour, en particulier la volonté de rompre avec la gauche [sic]. Pourtant nous sommes conscients que ces thèses ne sont pas tout à fait exemptes de confusion dans la mesure où elles donnent une présentation incorrecte des responsabilités à l'égard des fautes commises. Une partie des responsabilités dans les événements d'Octobre doit revenir nommément à l'exécutif qui a envisagé la situation avec trop d'optimisme et n'a donné des directives que dans un sens, sans envisager de possibilité de retraite.

Revenant sur les conséquences pour la direction de l'Internationale des luttes au sein du parti russe, les Polonais concluent:

Depuis que Lénine [...] a cessé de prendre part à la direction de l'Internationale, et depuis que Trotsky [...] a été mis en cause par le parti russe, le risque existe que l'autorité de l'Internationale soit ébranlée. [...] Dans ce contexte, nous considérons que l'accusation d'opportunisme portée contre le camarade Radek, un des dirigeants les plus éminents de l'IC, est non seulement injustifiée mais aussi hautement dommageable pour l'autorité de tous les dirigeants de l'Internationale.¹²⁸

Mais le président de l'Internationale ne l'entend pas ainsi. Sans même attendre la réunion d'un congrès du parti, il désigne de façon autoritaire une nouvelle direction à la tête du parti allemand qui fait la part belle à la gauche et au centre: Remmele président et Thaelmann vice-président. En mai le congrès de Francfort-sur-le-Main du KPD confirmera ce tournant en votant une résolution pour «extirper les vestiges du brandlérisme» et remettre en cause la ligne du front uni adoptée en 1921.¹²⁹

Condamné pour fractionnisme et opportunisme dans toutes les instances de l'Internationale et du parti russe, Radek cesse de se défendre, acceptant même de voter le texte de la commission Kuusinen, le jour même

128 Déclaration de la délégation polonaise à la séance du présidium, 21.1.1924, F.495/2/26, doc. 275-277, RGASPI.

129 P. Broué, *Histoire de l'IC*, p. 372.

de la mort de Lénine. Certainement démoralisé par cette succession de défaites, épuisé par plusieurs années de travail ininterrompu au service de la révolution, il demande et obtient du bureau politique un congé pour les mois de février et de mars.¹³⁰ Sur les conseils de Trotsky il entreprend l'écriture d'une brochure sur la révolution allemande «indépendamment des combinaisons du CC allemand et du présidium de l'exécutif»¹³¹ mais ce texte ne paraîtra jamais.

Le congrès de la «bolchevisation»

Dans le courant du mois de mai 1924, 504 délégués de 60 partis communistes et d'autres organisations de 49 pays arrivent à Moscou pour participer au V^e congrès de l'Internationale. Ils vont devoir patienter plus d'un mois, en raison du retard pris par l'organisation du XIII^e congrès du parti russe dont les décisions vont peser lourdement sur le déroulement du congrès de l'Internationale. La question allemande est en effet une fois encore au centre des débats du PCR(b). Radek se défend d'avoir mené une politique opportuniste, basée sur une interprétation erronée du front uni, mais, profitant de la relative ignorance des congressistes à l'égard de la situation dans les partis européens, Zinoviev et ses partisans réussissent à faire voter, à l'unanimité, une résolution déclarant que «l'orientation droite défendue par Radek n'avait rien en commun avec la ligne politique du parti communiste russe».¹³² Désavoué par le parti, calomnié dans la presse¹³³, Radek n'est pas réélu au comité central. Officiellement le congrès de l'Internationale n'était pas lié par les résolutions du PCR(b), mais tous les adversaires de la *troïka* avaient déjà été écartés des postes clés et, comme le notait un représentant du présidium, «le congrès de l'Internationale sera contraint d'adopter des décisions conformes à celles du congrès du parti russe.»¹³⁴

Tous les délégués ayant l'expérience d'un précédent congrès de l'Internationale comprirent immédiatement que quelque chose avait changé:

130 Réunion du BP du PCR(b), 31.1.1924, F.17/3/413, point 40, RGASPI.

131 Lettre de Trotsky à Radek, 3.2.1924, F.326/2/23, doc. 3, RGASPI.

132 *Тринадцатый Съезд РКП(б), Май 1924 года, Стенографический отчет*, Москва, Партиздат, 1963, p. 362.

133 Бухарин, «О товарищ Радек», *Правда*, 30.5.1924.

134 Lettre du présidium de l'IC à Radek, 30/6/1924, F.326/2/3, doc. 45, RGASPI.

«L'atmosphère était extrêmement tendue» se rappelle Humbert-Droz, «dominée par la crise du parti russe.»¹³⁵ Nul n'ignorait qu'une lutte de pouvoir se livrait depuis la mort de Lénine, mais comme Trotsky ne vint pas défendre ses positions devant le congrès et que, contrairement à ce qui s'était passé avec l'opposition ouvrière, les documents de l'opposition de 1923 ne furent pas publiés, «les délégués n'en furent informés que par les bruits contradictoires qui circulaient dans les couloirs du congrès».¹³⁶ Pour la première fois la langue officielle n'est plus l'allemand mais le russe, un signe de la russification de l'Internationale et de l'abandon de l'espoir d'une révolution allemande. C'est aussi l'occasion d'une première apparition de Staline à un congrès de l'IC. Les communistes étrangers, qui pour la plupart ne l'avaient jamais vu, ou juste entrevu, le remarquèrent «d'autant plus qu'il se montrait dans son vêtement militaire, bien que la guerre civile fût finie depuis quatre ans, et botté, bien qu'on fût au mois de juillet».¹³⁷ Ne parlant que le russe et le géorgien, il ne prit pas part au débat, il n'avait d'ailleurs pas beaucoup de choses à dire sur la question de la révolution mondiale. Il avait, comme nous l'avons déjà évoqué, partagé en 1923 le scepticisme de Radek sur l'éventualité d'une révolution en Allemagne, mais il savait faire la part des choses et il comprit l'intérêt qu'il avait à soutenir Zinoviev pour casser les alliés de Trotsky dans les sections étrangères.

La première séance est consacrée au renouvellement du présidium: Radek et tous ses proches sont écartés alors que les gauchistes font une entrée en force. Les partisans de Zinoviev, Ruth Fischer, Maslov et Manuilsky, se succèdent à la tribune pour réciter la longue liste des erreurs commises par Radek et l'ancienne direction allemande. A une seule reprise, Radek demande officiellement la parole afin de pouvoir se défendre face aux accusations de Zinoviev, mais la délégation russe lui répond que «cela ne sera pas nécessaire puisque sa position a déjà été condamnée par le XIII^e congrès du parti russe».¹³⁸ Les débats sont si bien contrôlés que lorsqu'un congressiste propose la nomination d'une commission chargée de discuter de la question allemande, la gauche allemande peut se

135 J. Humbert-Droz, *Mémoires. De Lénine à Staline. Dix ans au service de l'Internationale communiste, 1921-1931*, Neuchâtel, La Baconnière, 1971, p. 227.

136 *Ibid.*

137 A. Rosmer, *Moscou sous Lénine*, T. 2, pp. 172-173.

138 Déclaration de la délégation du PCR, Manuilsky, 20.6.1924, F.326/2/3, doc. 33-34, RGASPI.

permettre de déclarer, sans être nullement contredite, qu'«il n'existait plus de question allemande depuis que la droite avait été écartée de la direction du parti».¹³⁹

Les dirigeants allemands avaient été les premières victimes de la «bolchevisation» de l'Internationale mais il ne pouvait s'agir d'un acte isolé, sans répercussion sur les autres sections. Dans les mois qui suivent, la mise au pas des sections nationales va toucher la plupart des cadres historiques du mouvement communiste international. Chacun à leur tour, tous ceux qui avaient manifesté leurs inquiétudes à l'égard de la lutte contre Trotsky ou simplement émis des réserves sur la «bolchevisation», les méthodes autoritaires de l'exécutif ou sur la condamnation de la centrale allemande après la défaite d'Octobre, subiront les foudres de la *troïka*. La direction polonaise, les «quatre W», sera destituée sur simple intervention de Staline et Molotov dans la commission polonaise du V^e congrès¹⁴⁰; Souvarine, Monatte et Rosmer seront exclus du PCF; Smeral et Kreibich seront écartés de la direction du parti tchécoslovaque.¹⁴¹ Les motifs invoqués et les méthodes utilisées varient parfois d'un parti à l'autre, mais le but poursuivi est toujours le même. Il s'agit, sous prétexte de lutter contre la droite et la survivance des tendances social-démocrates au sein de l'IC, de favoriser l'émergence d'une nouvelle génération de dirigeants qui n'ayant pas de légitimité historique propre, c'est-à-dire pas de passé dans le mouvement ouvrier d'avant-guerre, seront plus dépendants et donc beaucoup plus malléables que leurs aînés. Pour la plupart, les nouvelles directions des partis communistes poussées par Zinoviev étaient composées de «gauchistes»: Treint et Suzanne Girault en France, Ruth Fischer, Maslov et Thaelmann en Allemagne, Donski en Pologne, Hansen en Norvège, l'Italien Bordiga réélu au présidium par le V^e congrès. Zinoviev espérait peut-être ainsi comme le suggère Humbert-Droz «faire oublier son opportunisme de 1917».¹⁴² Mais ces considérations d'ordre politique n'étaient qu'un prétexte pour dissimuler que le critère primordial pour accéder aux postes de responsabilité était désormais l'allégeance

139 Protocole du V^e congrès, F.495/1/132, doc. 1, RGASPI.

140 Déclaration de l'exécutif à la commission polonaise du V^e congrès, 21.6.1924, F.492/1/263, doc. 22-23, RGASPI et déclaration de l'exécutif à toutes les organisations du PCP, juillet 1924, F.495/2/29, doc. 33-37, RGASPI.

141 P. Broué, *Histoire de l'IC*, p. 375.

142 J. Humbert-Droz, *Mémoires. De Lénine à Staline*, p. 242.

et l'obéissance aveugle aux ordres de Moscou. Malgré quelques efforts maladroits pour tenter d'en donner un contenu idéologique, la prétendue «bolchevisation» de l'Internationale n'était, comme celle du parti russe, qu'un paravent à la lutte que menait la *troïka* pour écarter les partisans potentiels de Trotsky en établissant un lien artificiel entre le passé menchevique de Trotsky et l'échec des révolutions européennes.

A terme les parti communistes deviendront de véritables partis stali-niens, mais la stalinisation ne sera que l'ultime étape d'un processus engagé en 1921 et auquel ont largement contribué Radek et Zinoviev. Quel que soit le terme employé pour caractériser les tournants de 1921, 1924 puis 1926 et 1928 – «bolchevisation», «zinoviétisation», «stalinisation» – ils correspondent tous à différentes étapes d'un même processus allant toujours dans le sens d'une plus grande subordination de l'Internationale au parti russe et à la politique extérieure de l'Etat soviétique. Pourtant le tournant du V^e congrès marque bien une étape particulière dans l'histoire de ce processus. Ce n'était pas seulement un tournant symbolique, marqué par l'abandon de la langue allemande et les débuts de Staline sur la scène internationale, et un tournant institutionnel, la prétendue «bolchevisation» des partis communistes, il s'agit aussi d'un tournant stratégique marqué par la remise en cause implicite¹⁴³ de tous les acquis théoriques de la période 1921-1923 comme le front uni et le gouvernement ouvrier. Puisque selon Zinoviev la social-démocratie était devenue une aile du fascisme, il ne pouvait plus être question de front uni et encore moins de gouvernement ouvrier. En acceptant comme une fatalité la division du monde ouvrier en deux blocs définitivement irréconciliables, l'Internationale renonçait à la conquête de la majorité des ouvriers des pays industrialisés et préparait déjà les communistes européens à la ligne «classe contre classe» qui paralysera le mouvement ouvrier dans sa résistance à la montée du fascisme. C'est ce que Thalheimer appellera dans son texte sur les résultats du V^e congrès, texte interdit de publication, «avoir peur des fantômes» et «passer à côté de la question».¹⁴⁴

143 Selon Zinoviev, il ne s'agissait pas de «renoncer à cette tactique mais simplement de protéger l'IC contre son interprétation opportuniste». *Compte rendu analytique du V^e Congrès de l'Internationale communiste, juin-juillet 1924*, Paris, Librairie de l'Humanité, 1924, p. 42.

144 Publié par J. Becker, T. Bergmann, et A. Vatlin, *Das erste Tribunal. Das Moskauer Parteiverfahren gegen Brandler, Thalheimer und Radek*, Mainz, Decaton Verlag, 1993, pp. 41-62.

Sans perspective révolutionnaire, de plus en plus soumise aux intérêts de la politique étrangère soviétique, puis à ceux de Staline, l'Internationale va perdre progressivement ses dernières prérogatives. En octobre 1926, Staline supprimera le poste de président de l'Internationale sans même consulter les instances concernées. Les congrès qui selon les statuts devaient être convoqués tous les ans s'espaceront d'ailleurs de façon significative: quatre ans entre le V^e et le VI^e congrès, puis sept ans jusqu'au VII^e et dernier congrès de 1935. De nombreux militants étrangers continueront certes à sacrifier leur vie au service de l'idéal de l'Internationale, l'internationalisme prolétarien connaîtra même de nouvelles heures de gloire durant la guerre d'Espagne, mais lorsqu'en 1943 Staline supprimera l'Internationale d'une simple signature, celle-ci était déjà réduite à l'état d'organisme policier, sans rapport avec sa mission initiale. L'Internationale était morte bien avant sa dissolution.

L'acharnement de la nouvelle direction allemande contre Radek, Brandler et Thalheimer

Au terme du V^e congrès, Radek et ses partisans allemands n'avaient pas seulement subi une défaite politique sans précédent, ils se retrouvaient tous «coincés» à Moscou dans l'attente d'une nouvelle affectation. La purge des «droitiers» ne s'était d'ailleurs pas limitée aux politiques: Felix Wolf[f]-Rakov, l'homme de confiance de Radek au sein de l'appareil du KPD¹⁴⁵, le camarade Thomas qui dirigeait le WES et la camarade Kopp, qui assurait son secrétariat à l'exécutif¹⁴⁶, furent tous trois destitués de leurs postes. Zinoviev ne semble pas dans un premier temps avoir voulu s'opposer au retour de Brandler et Thalheimer en Allemagne. L'ancienne direction allemande avait été écartée de la centrale en raison de ses sympathies supposées avec Radek et l'opposition russe, mais Zinoviev se méfiait du sectarisme de la gauche allemande, et c'est pourquoi il aurait aimé pouvoir utiliser Brandler et Thalheimer, dont le prestige demeurait très important parmi les militants de base, comme moyen de pression, voire même comme une direction de rechange, pour contenir les prétentions de la gauche. Pourtant la tension entre les partisans de l'ancienne et

145 Wolf[f] est relevé de ses fonctions dans l'Orgburo du KPD en mai 1924.

146 Note du secrétariat de l'IC, 6.9.1924, F.495/18/328, doc. 12, RGASPI.

de la nouvelle direction allemande était telle qu'une mesure disciplinaire lui apparut en fin de compte la seule façon d'éviter une scission alors que le parti avait déjà perdu plus de la moitié de ses membres en quelques mois.¹⁴⁷ Officiellement établi à Moscou pour échapper aux poursuites des autorités allemandes, Brandler et Thalheimer, devinrent, comme tous les communistes étrangers séjournant sur le territoire soviétique, automatiquement membres du parti russe, ce qui les plaçait sous l'autorité de son secrétaire général, Staline. A ce moment ils ne se considèrent pas encore comme des prisonniers, mais ils vont rapidement prendre conscience de la précarité de leur situation et de la difficulté de défendre leurs idées, étant désormais de simples militants sans accès aux journaux étrangers¹⁴⁸, sans possibilité de publier des articles dans la presse communiste et surtout sans contact avec les centres de décision.

Pourtant Radek et ses amis n'abandonnent pas immédiatement l'espoir de revenir à la direction du parti allemand. Durant l'été 1924 ils se réunissent régulièrement dans ses appartements et ceux de Brandler pour évoquer ensemble la possibilité de corriger ce qu'ils considèrent comme une injustice et un «grave danger pour le parti allemand».¹⁴⁹ Profitant du retour en Allemagne de Clara Zetkin, Wolf[f] et Möller – les deux derniers ayant été affectés à l'ambassade soviétique de Berlin¹⁵⁰ – Radek et Brandler font parvenir aux militants allemands qui leur étaient restés fidèles des lettres contenant des déclarations contre la nouvelle direction.¹⁵¹ Dans ces documents, interceptés par les services du ministère allemand de l'intérieur, Radek déclarait que les soutiens de la gauche allemande à Moscou «fléchissaient» et qu'il fallait préparer le parti à un prochain changement de direction, ainsi qu'à «son retour en Allemagne».¹⁵² Mais les autorités soviétiques eurent aussi connaissance de ces échanges et Zinoviev s'en prit alors publiquement à Radek, allant jusqu'à le menacer de le

147 H. Weber, *Die Wandlungen*, p. 362.

148 Durant les années 1924-1925, Radek ne cesse de se plaindre auprès du BP du PCR de ne pouvoir travailler correctement puisqu'il ne reçoit aucun document officiel, ni aucun journal. F.326/2/3, doc. 46, 91 et 92, RGASPI.

149 «Германская Компартия в опасности», [1924], article non publié de Radek, F.326/2/23, doc. 67-68, RGASPI.

150 M. Wehner, «Kaderkarrieren der Weltrevolution», pp. 47-48.

151 J. Becker, *Das erste Tribunal*, p. 76.

152 Rapport du ministère allemand de l'intérieur, 27.8.1924, R.1507, Nr. 1063, doc. 58, ZStA.

faire arrêter.¹⁵³ Alertée par Heinz Neumann, son représentant à l'exécutif, la direction allemande exige alors l'exclusion de Brandler et Thalheimer du parti¹⁵⁴, le rappel à Moscou de Wolf[f]-Rakov et Möller¹⁵⁵ et la saisine de la CCC du PCR(b), pour qu'une enquête soit ouverte sur les menées fractionnistes de Radek, Brandler et Thalheimer au sein du KPD.

Pour préparer le terrain, les partisans de Ruth Fischer rassemblent du matériel et organisent une nouvelle campagne de dénigrement dans la *Rote Fahne* et l'édition allemande de la *Correspondance internationale*. Reprenant une mécanique déjà bien rodée, les auteurs assimilent le «brandlérisme» au «trotskysme», et les qualifient tous deux de menchevisme.¹⁵⁶ Brandler et Thalheimer réussissent pourtant à publier dans la *Pravda* une déclaration dans laquelle ils se désolidarisent de Trotsky.¹⁵⁷ Le même article, mais avec une introduction de Zinoviev, paraît aussi quelques semaines plus tard dans la presse allemande.¹⁵⁸ Dans un style déjà très stalinien, Neumann ironise sur les «mencheviks allemands, ces rats qui quittent le bateau du trotskysme»¹⁵⁹ et cela «uniquement afin de mener une campagne internationale contre la nouvelle direction allemande».¹⁶⁰ En réalité la gauche allemande commence à s'inquiéter d'une éventuelle réhabilitation de Brandler et Thalheimer et cela d'autant plus que les dernières élections du Reichstag, organisées le 7 décembre 1924, ont été marquées par un net recul du KPD – de 12,6% à 9% – qui profite au SPD. L'espoir initial de la gauche était d'obtenir une exclusion définitive de Radek, Brandler et Thalheimer du parti russe et de l'Internationale, mais à partir de janvier 1925 ils sont convaincus qu'ils obtiendront tout au plus leur mise à l'écart du travail du Comintern et une mise en garde publique.¹⁶¹

153 *Ibid.*

154 Lettre de R. Fischer à H. Neumann, 1.9.1924, citée par J. Becker, *Das erste Tribunal*, p. 23.

155 Lettre de la centrale du KPD à l'ambassade soviétique de Berlin, 16.9.1924, *ibid.*, p. 24.

156 «Was ist Trotzkismus», *RF*, 13.11.1924.

157 *Pravda*, 20.11.1924.

158 *Inprekorr*, n° 164, 19.12.1924, pp. 2254-2258.

159 Lettre de H. Neumann à la centrale du KPD, citée par J. Becker, *Das erste Tribunal*, p. 25.

160 Déclaration de H. Neumann, 2.12.1924, F.495/292/9, doc. 32, RGASPI.

161 J. Becker, *Das erste Tribunal*, p. 28.

Le procès de la droite allemande pour menées fractionnistes débute le 10 mars 1925, il va se prolonger jusqu'au 27 mars. L'essentiel des séances est consacré à la présentation des documents rassemblés par les représentants allemands à l'exécutif, Neumann et Katz. Brandler, Thalheimer, Wolf[f], Möller et Walcher sont accusés d'avoir organisé un réseau d'opposition dont le but était de renverser la direction du KPD et de revenir sur les décisions du V^e congrès.¹⁶² L'accusation est étendue à Radek qui aurait fait parvenir aux Allemands 50 livres sterling et 1000 Reichsmark destinés au financement d'une publication oppositionnelle en Allemagne.¹⁶³ A l'exception du témoignage d'Eisenberger, un proche de Brandler passé au service de l'Oguépéou, le dossier de l'accusation se limite pourtant à quelques extraits de lettres photocopiées, rien de suffisamment significatif pour démontrer les menées fractionnistes de la droite. Brandler refuse d'ailleurs que l'accusation soit faite sur la base de photocopies, mais comme le déclare l'un des membres de la CCC, «on ne se trouvait pas dans une cour de justice, mais dans une instance du parti et l'affaire devait être réglée entre camarades [sic]».¹⁶⁴

Les attaques de la CCC sont particulièrement sévères contre Radek: «Radek n'est pas un membre ordinaire du parti, il sait que toutes ses prises de position ont une signification particulière», et il est à cet égard tout à fait inacceptable «qu'il ait tenté de s'immiscer dans les affaires du parti allemand».¹⁶⁵ Malgré ces attaques, la gauche allemande commence pourtant à comprendre que «Zinoviev et Staline avaient décidé de jouer un groupe contre un autre afin d'accroître encore leur influence sur le parti allemand».¹⁶⁶ Au terme de ces séances la CCC adopte une résolution qui ne va contenter aucun des protagonistes. La CCC reconnaît «l'existence à l'intérieur du KPD de fractions de droite menant des actions contre le CC et sa politique. La ligne politique de ces groupes et leurs opinions coïncident en gros avec le point de vue exprimé par le camarade Thalheimer dans son article. [...] Cet article contient une critique fractionniste, antibolchevique, demi-trotskyiste des décisions du V^e congrès de l'IC et

162 Cette accusation s'appuie surtout sur le texte de Thalheimer, *Der V. Kongress der Kommunistischen Internationale und seine Ergebnisse*, pp. 41-62.

163 Radek déclarera toujours avoir voulu aider un camarade dans le besoin. J. Becker, *Das erste Tribunal*, p. 87.

164 Protocole de la 3^e séance de la CCC du PCR(b), 17.3.1925, *ibid.*, p. 154.

165 *Ibid.*, p. 178.

166 *Ibid.*, p. 28.

défend la position de Brandler-Radek repoussée par le congrès.» Bien qu'elle considère que la direction allemande ait eu raison de demander l'exclusion de Brandler et Thalheimer des rangs du PCR(b), «une exclusion qu'ils ont méritée», et des poursuites contre les camarades Radek, Wolf[f], Walcher et Möller, la CCC se contente d'interdire à Radek, Brandler et Thalheimer toute intervention dans les affaires du parti allemand et toute participation au travail de l'exécutif.¹⁶⁷

Pendant plusieurs mois Radek, Brandler et Thalheimer vont s'efforcer d'obtenir une révision de cette résolution¹⁶⁸, alors que de son côté la direction allemande conduit une véritable chasse aux sorcières contre les partisans de Radek et Brandler dans l'appareil du Comintern, les organisations locales du KPD¹⁶⁹, le club communiste allemand de Moscou¹⁷⁰ et la presse de l'Internationale.¹⁷¹ Le monopole de la gauche sur la direction du parti communiste allemand ne sera pourtant pas de longue durée. Dès juillet 1925 Staline évoque la nécessité d'écarter Ruth Fischer et Maslov, considérés comme trop proches de Zinoviev, au profit de ses partisans, Heinz Neumann et Ernst Thaelmann.¹⁷² Mais ni Radek, ni Thalheimer, ni Brandler ne retrouveront leurs positions au sein du KPD, et cela même après la destitution de la direction Fischer-Maslov pour gauchisme. Amnistiés par les autorités allemandes dès 1924, Brandler et Thalheimer vont même devoir se battre pendant plusieurs années pour obtenir le droit de retourner chez eux.¹⁷³ Ce n'est qu'en mai 1928 que Thalheimer réussira à

167 Résolution de la CCC du PCR(b) sur l'affaire Brandler-Thalheimer-Radek et autres, mars 1925, F.495/163/245, doc. 42, RGASPI.

168 Lettre de Radek, Brandler et Thalheimer au BP du CC du PCR(b), 25.3.1925, F.495/163/245, doc. 59-61, RGASPI et la réponse de l'exécutif, F.495/163/245, doc. 77-79, RGASPI.

169 Une cinquantaine de vieux militants proches des milieux syndicaux, c'est-à-dire pour la gauche proche de Brandler, sont exclus du parti. *Ibid.*, doc. 60.

170 Rapport de la commission de l'organisation de Moscou PCR(b) sur les activités du club communiste allemand, 1925, F.495/60/67, doc. 1-21, RGASPI.

171 R. Fischer fait pression sur la section agit-prop de l'exécutif pour que Thalheimer ne puisse pas participer à la rédaction de la revue théorique *Unter dem Banner des Marxismus*. F.495/30/84, doc. 137, RGASPI.

172 P. Broué, *Histoire de l'IC*, p. 470.

173 Lorsque Brandler avait déclaré qu'on ne pouvait lui faire le reproche de s'immiscer dans les affaires du parti allemand, puisqu'il était et demeurerait toute sa vie un communiste allemand, Piatnitsky lui avait répondu qu'il était «désormais membre du parti russe, et qu'il ne pourrait rentrer en Allemagne qu'avec l'autorisation du CC du PCR(b)», J. Becker, *Das erste Tribunal*, p. 178.

obtenir du parti russe une autorisation de départ pour l'Allemagne grâce à la maladie de sa femme et contre la promesse de ne pas avoir d'activité politique sans l'autorisation du comité central du KPD.¹⁷⁴ Il ne s'agissait dans l'esprit du parti russe que d'une autorisation de séjour provisoire, mais Thalheimer refusera de revenir en URSS malgré les injonctions du bureau politique.¹⁷⁵ Les conditions du retour de Brandler sont encore plus troubles. Durant le mois d'octobre 1928, le BP du PCR(b) est assailli par les proches de Thaelmann qui veulent absolument éviter sa sortie d'URSS, mais Brandler réussit à échapper aux autorités soviétiques, apparemment en se procurant un nouveau passeport auprès de l'ambassade allemande de Moscou.¹⁷⁶ Exclue en janvier 1929 des partis allemand et russe pour avoir ouvertement critiqué les décisions du VI^e congrès de l'Internationale¹⁷⁷, Brandler et Thalheimer vont fonder un groupe communiste d'opposition, le KPO. Mais à la différence du Leninbund, l'organisation des communistes de gauche formée en 1928 par l'ancienne direction zino-viétiste – Urbahns, Scholem, Ruth Fischer et Maslov –, le KPO revendique le titre d'opposition communiste de droite, proche de Boukharine et de Rykov, ce qui tendrait à confirmer qu'ils n'avaient jamais partagé les convictions de Trotsky, du moins en ce qui concerne la Russie. C'est en tout cas ce que Brandler continuera à déclarer jusqu'à la fin de sa vie. À l'exception de Scholem qui disparaîtra à Buchenwald, les oppositionnels allemands vont tous prendre en 1933 la route de l'exil, mais alors que Brandler et Thalheimer resteront communistes jusqu'à leur mort, Ruth Fischer rejoindra, comme l'avait annoncé Brandler en 1925, le «camp de la contre-révolution».¹⁷⁸

174 *Ibid.*, p. 33, note 22.

175 Déclaration du BP du PCR(b) sur Thalheimer, 18.10.1928, F.17/3/09, annexe 4, RGASPI.

176 Lors de sa réunion du 18.10.1928, le BP du PCR(b) rédige une lettre adressée au KPD dans laquelle il déclare que c'est «malgré lui que Brandler a réussi à revenir en Allemagne». F.17/3/09, point 16, RGASPI.

177 Décision du BP du PCR(b), 28.1.1929, F.17/3/724, point 15, RGASPI.

178 Résolution de la CCC du PCR(b) sur l'affaire Brandler-Thalheimer-Radek et autres, mars 1925, F.495/163/245, doc. 40, RGASPI.

2. Le moment chinois de l'opposition

Il faut dire avant tout que les rapports de notre parti [le PCR(b)] à l'égard des événements chinois et du peuple chinois qui se bat pour la reconquête de ses droits légitimes contre notre ennemi commun – l'impérialisme britannique – étaient des rapports de sympathie, même s'il n'est pas facile de dire qui représente vraiment la révolution chinoise.¹⁷⁹

Radek eut un jour, dans une discussion au centre de l'opposition, cette formule expressive: «Dans notre mariage [avec les zinoviétistes] l'essentiel c'est la vaseline.» Trotsky éclata littéralement de rire, car cette formule saisissante restituait bien la réalité.¹⁸⁰

Selon Radek il fallait attendre une action de l'aile droite du Guomindang et du noyau militariste pour que les masses comprennent la nécessité de fonder leur propre parti. L'action d'avril [1927, le coup d'Etat de Tchang Kaï-chek] a-t-elle été suffisante pour cela? Il semblerait que oui!¹⁸¹

A l'écart des luttes du parti

Jusqu'en 1923 Radek avait été, comme l'avaient écrit les Polonais à l'exécutif, l'une des principales personnalités de l'Internationale communiste, son stratège et son tacticien le plus fécond, son représentant le plus en vue, en particulier en ce qui concernait l'Allemagne. Au terme d'une année de lutte menée par la *troïka* contre les partisans de Trotsky, Radek avait perdu toutes fonctions au sein du parti russe et de l'Internationale. Démoralisé par la succession de défaites subies par l'opposition, dans un état psychologique proche de celui de 1914¹⁸², Radek semblait prêt à abandonner la lutte. Sa seule satisfaction durant cette période d'humiliation fut la liaison qu'il entretenait apparemment depuis 1923 avec Larissa Reissner, l'ex-femme de Raskolnikov, l'ambassadeur soviétique en Afghanistan. De retour en Russie en septembre 1923 elle avait demandé à

179 Rapport de Radek sur la situation internationale de la Chine, 11.3.1927, F.326/2/32, doc. 46, RGASPI.

180 P. Broué, «Entretien avec Vratchev», *CLT*, n° 46, 1991, p. 7.

181 Троцкий, «Компартия и Гоминдан», [avril/mai 1927], F.326/2/25, doc. 78-80, RGASPI.

182 R. Meyer-Leviné qui l'avait déjà rencontré plusieurs fois raconte qu'il était abattu et totalement dépourvu de sa légendaire vivacité intellectuelle, *Im inneren Kreis*, p. 170.

Radek de pouvoir l'accompagner en Allemagne afin d'y faire un reportage sur la révolution qui se préparait.¹⁸³ Cette collaboration d'abord professionnelle s'était progressivement transformée en relation amoureuse.¹⁸⁴ Dès leur retour, ils sont inséparables, assumant publiquement une passion sans comparaison avec les infidélités passagères dont Radek était familier, même si formellement il ne quitta jamais Rosa et continua à partager leur appartement. Larissa fut la «lumièrre qui pénétra dans la vie de Radek au moment où son étoile politique commençait à pâlir».¹⁸⁵ En plus d'être une véritable légende vivante de la révolution – «une combattante, un écrivain, la première femme commissaire politique dans l'Armée rouge»¹⁸⁶ – elle avait la réputation d'être la plus jolie femme de Moscou – «partout où elle allait, elle attirait l'attention et provoquait l'admiration». De nombreux témoins contemporains se plaisent à opposer la beauté de Larissa Reissner – «jeune, attractive, douée et ambitieuse» – à la laideur légendaire de Radek – «un petit homme avec une énorme tête, des oreilles saillantes, des lunettes et une large bouche avec des dents jaunies, tachées par le tabac, que ne quittait jamais une grosse pipe ou un cigare»¹⁸⁷ –, «la Belle et la Bête» entendait-on souvent murmurer. Mais selon une militante allemande «il s'agissait d'un jugement masculin auquel aucune femme de l'entourage direct de Radek n'aurait souscrit. Il était élancé et de grande taille, avait un joli front, de grands yeux perçants, une bouche expressive et sensuelle. On m'avait prévenue de sa laideur, mais jamais cette pensée ne m'est venu à l'esprit».¹⁸⁸ Son sens de l'humour, la vivacité de son esprit et ses multiples attentions firent certainement le reste. Larissa aimait Radek et elle «fut pour lui la plus grande victoire de sa vie. Son infortune politique lui semblait sans importance, il était plus spirituel, plus étincelant que jamais».¹⁸⁹ Selon W. Lerner c'est Larissa qui, en

183 Radek, «Larissa Reissner», *Portraits and Pamphlets*, p. 268. C'est dans le cours de ces événements qu'elle écrivit son reportage *Hambourg sur les barricades*. Ses textes furent régulièrement réédités en URSS.

184 Selon la rumeur Larissa se serait servie de Radek pour approcher Trotsky dont elle aurait voulu un enfant, mais Trotsky refusa d'être le père de l'enfant de la maîtresse de Radek.

185 Ypsylon, *Stalintern*, p. 117.

186 A. Zeide, «Larisa Reissner: Myth as Justification for Life», *Russian Review*, Vol. 51, avril 1992, p. 172.

187 B. Lockhardt, *Memoirs of a British Agent*, p. 255.

188 R. Meyer-Leviné, *Im inneren Kreis*, p. 360.

189 Ypsylon, *Stalintern*, pp. 117-118.

détournant momentanément Radek de la lutte oppositionnelle, lui aurait permis de ne pas perdre toutes ses chances de revenir sur le devant de la scène politique.¹⁹⁰ Une hypothèse confortée par la coïncidence des dates entre la mort de Larissa, novembre 1926, et le retour de Radek à la même époque au premier rang des combats de l'opposition. Sans qu'il soit possible d'accorder trop de crédit à cette interprétation, il faut pourtant reconnaître que Radek semble avoir coupé depuis l'été 1924 toute relation avec Trotsky. Aucun document ne permet d'affirmer qu'ils aient eu le moindre contact au cours de l'année 1925, alors que la lutte contre Trotsky atteint son apogée.

Depuis l'automne 1924, Radek travaillait au sein de la commission de contrôle de la propagande contre les ennemis de la Russie soviétique,¹⁹¹ fonction qui ne pouvait en rien être comparée à ses activités antérieures, mais qui lui permettait de publier à nouveau des articles dans les *Izvestia*. Pour l'essentiel sa tâche consistait à faire des comptes rendus de la presse étrangère et des chroniques de politique internationale, en prenant soin d'éviter toute question susceptible de «fâcher» la *troïka*. Il n'était d'ailleurs pas si difficile pour Radek de suivre la ligne de l'exécutif sur la stabilisation du capitalisme européen, puisque dans une large mesure elle correspondait à l'analyse qu'il n'avait lui-même cessé de défendre depuis plusieurs années contre les gauchistes et les dirigeants bolcheviques.¹⁹² Ainsi les thèses présentées par Zinoviev à la 12^e séance de l'exécutif élargi du 4 avril 1925 reprenaient, malgré les dénégations de son auteur, nombre d'observations qui avaient valu à Radek sa réputation de pessimisme révolutionnaire.¹⁹³ Si un tournant avait été opéré, il était plus le fait de la nouvelle direction de l'Internationale que de Radek.

En récompense de sa retenue, Radek sera nommé au printemps 1925 recteur de l'Université Sun Yat-Sen, institution consacrée à former les futurs cadres du mouvement communiste chinois. A priori cette fonction essentiellement académique devait dans l'esprit de Staline servir à canali-

190 W. Lerner, *Karl Radek*, p. 132.

191 Lettre de Radek au BP du PCR, 4.10.1924, F.326/2/3, doc. 46, RGASPI.

192 Radek participera régulièrement aux débats organisés par l'Institut Varga de politique et d'économie mondiale sur cette question de la stabilisation du capitalisme. G. Duda, *Jenö Varga und die Geschichte des Institut für Weltwirtschaft und Weltpolitik in Moskau, 1921-1970*, Berlin, Akademie Verlag, 1994, pp. 56-60.

193 «Discours de Zinoviev sur la stabilisation du capitalisme et de la révolution mondiale», *Corrint.*, n° 43, 25.4.1925, p. 336.

ser l'énergie débordante de Radek et le tenir à l'écart des questions trop brûlantes, mais les circonstances vont en décider autrement. Alors que les perspectives d'une révolution européenne ne cessaient d'être reportées dans le temps, la Chine allait progressivement s'imposer comme l'un des acteurs principaux de la lutte anti-impérialiste. Comme l'expliquait Zinoviev :

Notre attention s'était d'abord portée vers l'Europe centrale. C'était pour ainsi dire le temps de notre passion allemande. Il nous semblait qu'après la Russie, la révolution prolétarienne devait nécessairement passer par l'Allemagne. A notre dernier plénum en 1925 nous avons été obligés de porter toute notre attention vers l'Angleterre alors que les perspectives révolutionnaires en Allemagne ne cessaient de s'éloigner. [...] Aujourd'hui un fait nouveau, porteur de maintes surprises, est apparu : le mouvement en Chine.¹⁹⁴

Ce glissement des activités de l'Internationale de l'Europe vers l'Asie s'accompagna d'une modification des relations de l'Union soviétique avec les puissances européennes. Jusqu'à ce moment c'est la France qui, par son rôle dans les interventions étrangères, la guerre russo-polonaise et enfin l'occupation de la Ruhr, avait représenté la menace principale pour les bolcheviks alors que l'Angleterre était restée relativement plus réservée dans son hostilité au régime des Soviétiques. Son gouvernement avait d'ailleurs été le premier parmi les grandes puissances à offrir une reconnaissance de fait à l'Union soviétique. Mais la réorientation des activités des Soviétiques en Asie renversa la balance. La France, qui était moins présente en Asie, passa progressivement au second plan alors que l'antagonisme avec l'Angleterre, dont les positions étaient particulièrement fortes aux frontières de la Russie – de l'Afghanistan à la Mandchourie – devint le trait principal de la politique étrangère soviétique. L'hostilité des communistes envers l'Angleterre n'était pas seulement stratégique, elle se nourrissait aussi d'une forte charge idéologique dans la mesure où l'Angleterre était l'incarnation même de l'impérialisme, cette forme d'exploitation toujours considérée par les bolcheviks comme le stade ultime du capitalisme. C'est d'ailleurs l'aversion pour l'Empire britannique, plus qu'un véritable intérêt pour les populations d'Inde et de Chine, qui motiva la politique soviétique dans les pays asiatiques. Personne parmi les bolcheviks ne croyait alors vraiment à la possibilité d'une révolution

194 Déclaration de Zinoviev au 6^e plénum du CEIC, 20.2.1926. Cité par D. J. Dallin, *The Rise of Russia in Asia*, New Haven, Yale University Press, 1949, p. 201.

socialiste en Chine, mais tous espéraient que les mouvements «nationaux-révolutionnaires», comme les qualifiait Lénine, affaibliraient et même désintégreraient l'Empire britannique, ce qui selon les bolcheviks constituait un préalable indispensable pour une révolution en Angleterre. L'IC pratiqua dès lors une politique véritablement mondiale, s'efforçant de relier la lutte des ouvriers britanniques à celle des masses colonisées¹⁹⁵, mais alors que les Soviétiques allaient accumuler les déceptions en Angleterre, la Chine allait révéler un potentiel révolutionnaire bien plus grand qu'ils ne l'avaient imaginé. Grâce à ce réveil des masses chinoises, le poste de recteur de l'Université Sun Yat-sen, qui n'aurait pu être qu'une sinécure, va replacer Radek au centre de la vie politique soviétique et, un peu malgré lui, à la pointe du combat de l'opposition.

Les origines de l'alliance entre le Guomindang, le PCC et la Russie soviétique

Radek s'était toujours intéressé à la Chine. Lorsqu'il était étudiant à l'Université de Leipzig, il avait suivi les cours de civilisation chinoise du professeur Lamprecht. Dès que la nouvelle de la Révolution de 1911 avait atteint l'Europe, il avait attiré l'attention des dirigeants socialistes allemands sur l'importance pour l'avenir de la révolution mondiale de la révolution chinoise. Selon lui la révolution chinoise allait gêner les possibilités d'expansion du capitalisme européen et accélérer de fait la révolution en Europe.¹⁹⁶ Révolution nationale, antimandchoue plus qu'anti-impérialiste, la Révolution de 1911 ne répondit nullement aux espérances de Radek. Six années plus tard, lorsque les bolcheviks prenaient le pouvoir en Russie, la Chine était à nouveau au comble de l'anarchie, de plus en plus soumise aux pressions des puissances impérialistes. La cause en était selon Radek que Sun Yat-sen, «formé à l'école libérale anglo-saxonne méconnaissant l'importance des classes et des forces militaires»¹⁹⁷, «n'avait

195 Selon Radek, «la révolte des Taïping avait échoué car elle n'avait pas été supportée par la classe ouvrière européenne». Radek, «Sun Yat-sen», dans *Portraits and Pamphlets*, p. 197.

196 «Der Revolution entgegen», *Freie Volkszeitung*, 30.12.1911.

197 Radek, «Le gouvernement travailliste anglais et l'intervention en Chine», *Corrint.*, n° 63, 9.9.1924, p. 669.

pas réussi à s'appuyer sur les masses» afin de renverser l'appareil bureaucratique des Mandchous et surtout le corps des officiers.¹⁹⁸ Quelques mois à peine après la Révolution de 1911, Sun Yat-sen, le père de la révolution, avait dû céder sa place à Yuan Che-kaï, un ancien général de l'Empire, qui tenta de rétablir le régime impérial à son profit. Face à l'insurrection des provinces du Sud marquées par l'influence de Sun Yat-sen, Yuan avait dû rétablir la République, mais à sa mort en 1916, la Chine était à nouveau plongée dans la guerre civile, ravagée par les luttes incessantes que conduisaient les seigneurs de guerre. Sans même parler des provinces périphériques, dirigées par des gouverneurs locaux ayant levé leurs propres troupes, trois clans principaux se partageaient alors la «Chine utile» comme disent les Occidentaux. Le premier était le clan de Moukden, représenté par Tchang Tso-lin, ancien bandit devenu gouverneur de la Mandchourie en 1913 grâce à l'appui des Japonais.¹⁹⁹ Le deuxième, dirigé par Wu Peifu, contrôlait les provinces du Zhili, du Shandong, du Henan et indirectement le Hubei et le Hunan. Un troisième clan issu de Pékin conservait de fortes positions dans la basse vallée du Yangtsé, la région de Shanghai jusqu'à celle de Nanchang dans le Jiangxi. L'histoire des relations entre ces seigneurs de guerre est une succession d'alliances et de trahisons pour agrandir leurs zones d'influence en fonction des circonstances. En 1920, Tchang Tso-lin et Wu Peifu s'étaient alliés pour prendre Pékin, mais pendant les quatre années qui suivirent ils s'affrontèrent avant de s'allier à nouveau en avril 1926 pour reprendre la capitale au «général chrétien», Feng Yuxiang, un ancien subordonné de Wu Peifu qui avait réussi à s'emparer de Pékin à l'automne 1924.

Face à cette Chine du Nord, étroitement dépendante du jeu des puissances impérialistes, le parti nationaliste fondé par Sun Yat-sen en 1912, le Guomindang, tentait d'établir un gouvernement national rival de celui de Pékin depuis sa base de Canton. Mais jusqu'en 1926, son influence ne dépasse guère la province du Guangdong et même dans ce cadre Sun avait bien du mal à résister aux ambitions des généraux du Sud et à la pression des Britanniques établis à Hong Kong. Cette parcellisation de la Chine qui perdurera dans les grandes lignes jusqu'en 1926-1927 constituait un facteur extrêmement favorable pour les puissances impérialistes.

198 Radek, «Sun Yat-sen», *Portraits and Pamphlets*, pp. 194-195.

199 Radek, «Tchang-Tso-Lin, la Mandchourie et le Japon», *Corrint.*, n° 123, 19.12.1925, pp. 1045-1046.

Elles pouvaient ainsi conforter leurs positions en jouant un clan contre un autre et empêcher la constitution d'un gouvernement central capable de représenter la Chine au niveau international.²⁰⁰

Dans ce contexte, l'abandon par les bolcheviks des privilèges acquis par le régime tsariste, leur proposition de rendre, contre une compensation financière, le chemin de fer de l'Est chinois²⁰¹ et leur appel en faveur de l'abolition des traités inégaux avaient suscité un large courant de sympathie parmi la population chinoise.²⁰² Toute une génération de nationalistes chinois, meurtrie et humiliée par l'indifférence des puissances occidentales et le jeu ambigu des Japonais – à la fois modèle de modernisation et puissance oppressive – commença alors à regarder en direction de la jeune République soviétique qui tenait tête aux puissances impérialistes. Au-delà de cette attitude amicale des autorités soviétiques, qui contrastait fortement avec celle des puissances occidentales et du Japon, «la Révolution d'Octobre offrait plus d'un exemple au peuple chinois».²⁰³ La Russie était comme la Chine un pays immense marqué par des siècles de despotisme «oriental». Comme en Russie, la société chinoise se caractérisait

200 Notons que même l'Union soviétique reconnut le gouvernement de Pékin – gouvernement des seigneurs de guerre – en 1924 comme le représentant légal de toute la Chine.

201 La construction de ce chemin de fer, propriété russe gérée par des Russes, avait été décidée par le traité sino-russe de 1896. La proposition du gouvernement soviétique de le rétrocéder aux autorités chinoises demeurait pourtant abstraite puisque, jusqu'à la fin de la guerre civile, les bolcheviks étaient totalement coupés de la Mandchourie. De 1917 à 1924 le chemin de fer devint l'objet d'âpres rivalités entre les Chinois, les généraux blancs, Semenov puis Ungern von Sternberg, les Japonais et Tchang Tso-lin, ce dernier agissant sous le contrôle des Japonais. A partir de 1924, date du rétablissement des relations diplomatiques entre Moscou et Pékin, le chemin de fer de l'Est chinois est géré conjointement par l'URSS et la Mandchourie. Très révélateur de l'ambiguïté de l'attitude des bolcheviks à l'égard de cette question est cette déclaration de Radek selon laquelle «il était nécessaire de rendre le chemin de fer aux Chinois, mais seulement lorsque cet abandon profitera au peuple chinois et non pas à l'impérialisme japonais». Radek proposa aussi d'utiliser cette gestion mixte comme une arme de propagande en surpayant les employés chinois afin de les convaincre de la supériorité du système soviétique. D.J. Dallin, *The Rise of Russia in Asia*, p. 255, note 3.

202 Déclaration de Tchitchérine au V^e congrès des Soviets, 4.7.1918. Passée presque inaperçue, cette déclaration fut renouvelée l'année suivante par Karakhan, le successeur de Joffé à la tête de la mission diplomatique soviétique de Pékin.

203 H. Isaacs, *La tragédie de la Révolution chinoise, 1925-1927*, Paris, Gallimard, 1979, p. 74.

par la prédominance de la population paysanne, la faiblesse de sa bourgeoisie et la coexistence de secteurs extrêmement capitalistes localisés dans les villes avec des survivances féodales dans les campagnes. Pourtant les débuts du communisme chinois furent tardifs et modestes. Pendant plusieurs années, les bolcheviks ne réussirent à établir aucun contact direct avec la Chine et les seuls Chinois qui connaissaient les grandes lignes du programme des bolcheviks étaient ceux qui séjournèrent en Russie lors de la Révolution d'Octobre. Pour la plupart il s'agissait de paysans ruinés et d'ouvriers sans qualification, arrivés en Russie pendant la Première Guerre mondiale avec des contrats du gouvernement tsariste.²⁰⁴ Une partie d'entre eux avaient servi comme volontaires dans l'Armée rouge et les bolcheviks les organisèrent en un groupe communiste représenté au congrès de fondation de l'Internationale. En Chine même, l'intérêt pour le communisme se limitait aux milieux intellectuels: des professeurs, des bibliothécaires et des étudiants, pour la plupart issus de l'Université de Pékin comme Li Dazhao qui avait salué, en novembre 1918, dans la revue *Nouvelle Jeunesse* «la victoire du bolchevisme»²⁰⁵ et Chen Duxiu. C'est dans ce milieu d'intellectuels progressistes et nationalistes, les deux termes sont à cette époque et dans le contexte chinois indissociablement liés, qu'éclate le mouvement du 4 mai 1919 en réaction à l'humiliation imposée aux Chinois par le traité de Versailles. Ce mouvement, considéré par la plupart des historiens comme le point de départ du communisme chinois, favorisa la diffusion des idées marxistes et plus précisément celle du bolchevisme qui était la seule tendance du mouvement ouvrier à avoir envisagé la possibilité d'une révolution socialiste dans les pays non industrialisés. En effet, alors que Marx et les marxistes occidentaux étaient restés très réservés, malgré quelques allusions, sur les chances d'une révolution socialiste dans un pays économiquement arriéré, les bolcheviks avaient fini par accepter, au terme d'une polémique qui avait opposé Lénine à Trotsky de 1905 à 1917, la théorie dite de la révolution permanente. La théorie de la révolution permanente partait de l'idée que dans les pays économiquement arriérés et semi-féodaux la bourgeoisie était trop faible pour réaliser une révolution bourgeoise sans l'aide du

204 Entre 300 000 et 400 000 selon A.V. Pantsov, «La naissance de l'opposition de gauche dans le PC chinois», *CLT*, n° 57, mars 1996, p. 7.

205 M. Meisner, *Li Ta-chao and the Origins of the Chinese Marxism*, New York, Athenum, 1974.

prolétariat; dans ce contexte les objectifs bourgeois et socialistes de la révolution devaient être liés. Mais, l'achèvement de la révolution socialiste ne pouvant se faire dans les limites d'un Etat national, les révolutionnaires devaient en même temps s'appuyer sur l'aide des pays développés en passe de devenir socialistes.

Selon Harold Isaacs, cette théorie «avait pour la Chine une signification exceptionnelle et irrésistible, ouvrant une voie au travers de ce qui, sans cela, était un mur aveugle».²⁰⁶ Pourtant il me semble impossible, comme le sous-entend cet auteur, de considérer, sans faire d'anachronisme, que les communistes chinois aient eu connaissance de cette théorie avant 1927. D'abord, il faut noter que même en Russie la théorie de la révolution permanente n'était presque jamais discutée en tant que telle dans les organes du parti bolchevique. C'est seulement à partir de 1928, lors de sa polémique contre la doctrine du socialisme dans un seul pays et à partir de l'expérience de la défaite chinoise, que Trotsky va formuler la théorie de la révolution permanente comme conception générale valable pour l'ensemble des pays coloniaux et semi-coloniaux. Ensuite, tous les spécialistes du mouvement communiste chinois soulignent la faiblesse de la diffusion des textes marxistes en Chine avant la fin des années vingt. La première traduction chinoise du *Manifeste du parti communiste* n'est accessible en librairie qu'à partir de 1920 et il faut attendre 1923 pour que débute une traduction systématique des textes de Marx, Engels et Lénine.²⁰⁷ C'est d'ailleurs pour surmonter ce manque de connaissance que le BP du PCR(b) avait décidé entre février et avril 1921 de constituer une Université communiste des Travailleurs d'Orient (KUTV). Mais Peng Shuzhi, qui fut l'un des premiers communistes chinois envoyés en Russie soviétique pour étudier le communisme, ne laisse planer aucune ambiguïté sur la faiblesse théorique de cette formation «hâtive» et «schématique».²⁰⁸ Nombre de ces étudiants chinois deviendront effectivement après 1928 des partisans

206 H. Isaacs, *La tragédie*, p. 75. Journaliste américain à Pékin, Isaacs (1910-1986) avait été un partisan de Staline – il était l'éditeur d'un journal du PCC – avant de devenir au début des années trente un militant trotskyste, certainement après avoir collaboré avec Liu Renjing, un étudiant oppositionnel chinois de Moscou qui s'était rendu à Prinkipo pour rencontrer Trotsky avant de revenir en Chine. Liu Renjing, «Souve-nirs», *CLT*, n° 57, mars 1996, p. 92.

207 J. Guillermez, *Histoire du parti communiste chinois*, Vol. 1, 1921-1949, Paris, Payot, 1968, p. 32 et A.V. Pantsov, «La naissance de l'opposition», pp. 25-28.

208 Peng Shuzhi, *L'envol du communisme en Chine*, Paris, Gallimard, 1983, p. 272.

de Trotsky – quatre des cinq membres du comité exécutif de l'organisation trotskyste unifiée de Chine fondée en 1931 avaient fait leurs études à Moscou²⁰⁹ –, mais jusqu'à cette date il semble peu probable qu'ils aient entendu parler de la théorie de la révolution permanente.²¹⁰

A la fin de la guerre civile les bolcheviks prirent aussi l'initiative d'organiser à Irkoutsk un secrétariat de l'IC pour l'Extrême-Orient, sous la direction de Choumiatsky, un bolchevik de Sibérie. Dès le printemps, le secrétariat d'Irkoutsk envoya une première délégation en Chine composée de Voitinsky et de Yang Mingzhai, un Chinois installé en Russie depuis une dizaine d'années, pour convaincre Li Dazhao et Chen Duxiu de fonder un parti communiste chinois. Le congrès de fondation eut lieu à Shanghai, en juillet 1921, en présence d'une douzaine de délégués, pour la plupart des proches de Chen Duxiu, lui-même étant élu secrétaire général. Il ne s'agissait que de la première étape d'un processus qui allait durer plusieurs années, puisque les douze délégués ne représentent que 57 militants répartis dans sept régions. A peu près à la même période, l'exécutif envoya en Chine son propre représentant, Maring-Sneevliet, un militant hollandais qui avait participé à la fondation du PC indonésien. Maring, dont la mission consistait à établir le contact avec la Chine du Sud, se rendit à Canton afin de rencontrer Sun Yat-sen. Très perplexe sur le travail du PCC qu'il qualifiait de groupuscule sans contact avec les masses, Maring esquissa dans son rapport à l'exécutif un tableau extrêmement favorable du Guomindang, qui selon lui incarnait la nation chinoise, et représentait grâce à ses contacts avec les masses la seule force capable de lutter efficacement contre le féodalisme et l'emprise étrangère.²¹¹ S'inspirant de son expérience indonésienne, Maring était désormais favorable à l'entrée des communistes chinois au sein du Guomindang, afin de profiter du rayonnement de l'idée nationale pour entrer en contact avec les masses et diffuser leur propre propagande.

Qualifié de parti national-révolutionnaire, le Guomindang était en réalité un parti composé de forces extrêmement hétérogènes, aux intérêts souvent contradictoires, allant de la petite bourgeoisie – commerçants locaux, artisans et petits manufacturiers – à la grande bourgeoisie nationale –

209 A.V. Pantsov, «La naissance de l'opposition», p. 20.

210 Selon A.V. Pantsov les rares étudiants chinois qui connaissaient un peu la teneur des désaccords entre Staline et Trotsky n'eurent jusqu'en avril 1927 qu'un intérêt purement académique pour les conceptions trotskystes. *Ibid.*, p. 35.

211 Rapport de Maring, *CLT*, n° 15, septembre 1983, pp. 77-88.

celle des grands magasins et de l'industrie moderne localisée à Shanghai et Hankou. Au-delà du prestige de son chef, véritable symbole du nationalisme chinois, le parti nationaliste se caractérisait surtout par le flou de ses conceptions idéologiques et l'absence d'un véritable programme de construction nationale. Mais Sun Yat-sen avait été le premier en Chine à saluer la victoire de la Révolution bolchevique qu'il interprétait comme un mouvement d'émancipation nationale, anti-monarchique et anti-impérialiste. Pendant plusieurs années, Sun s'était contenté de rencontrer des émissaires soviétiques de passage, de correspondre par écrit avec Tchitchérine, mais le 26 janvier 1923 il signa avec Joffé une déclaration qui allait servir de cadre à la collaboration des deux partis. Joffé reconnaissait que le système communiste et celui des Soviets n'avaient pas d'actualité en Chine, mais il déclarait que la Russie était prête à appuyer le Guomindang pour réaliser la réunification de la Chine et atteindre l'indépendance nationale.²¹² L'Union soviétique avait trouvé en la personne de Sun Yat-sen un allié bien plus fréquentable que Wu Peifu, le seigneur de guerre de Pékin que le bureau d'Irkoutsk avait considéré comme son allié potentiel jusqu'en février 1923, date à laquelle Wu Peifu avait lancé ses troupes contre les grévistes du chemin de fer Pékin-Hankou.²¹³ Malgré les risques de subordination du mouvement révolutionnaire chinois à la diplomatie soviétique, la collaboration sera conduite avec persévérance jusqu'à la rupture imposée par le Guomindang durant l'été 1927.

Le PCC avait déjà adopté en août 1922, malgré les réticences presque unanimes de sa direction, le principe de l'entrée des communistes dans le Guomindang à titre individuel.²¹⁴ Le PC conservait une organisation propre et un programme spécifique, mais il reconnaissait le rôle central du Guomindang dans la lutte pour l'indépendance nationale. Lors de son III^e congrès en juin 1923 le parti entérina l'accord Guomindang-Comintern dont la première manifestation fut l'envoi de Tchang Kai-shek à Moscou pour une mission de trois mois destinée à l'étude de l'Armée rouge et des structures du PCR. De son côté le PCR(b) – et non pas l'Internationale, le fait est très significatif – envoya à Canton Borodine, un vieux bolchevik anglophone proche de Staline, qui avait déjà rempli plusieurs missions

212 J. Guillermez, *Histoire du PCC*, p. 84.

213 E.H. Carr, *La révolution bolchevique*, T. III, p. 524, note que Radek fit une allusion à cette collaboration lors du IV^e congrès de l'IC.

214 L. Feigon, *Chen Duxiu, Founder of the Chinese Communist Party*, Princeton, Princeton University Press, 1983.

pour le Comintern aux Etats-Unis, au Mexique et en Grande-Bretagne. Sa mission consistait à diriger une commission de neuf membres chargée de la réorganisation du Guomindang sur le modèle du parti soviétique. Les nouveaux statuts du parti nationaliste furent adoptés à son congrès de janvier 1924, dit premier congrès du Guomindang, et Borodine demeurera jusqu'en juillet 1927 le principal acteur de la politique soviétique en Chine en tant que conseiller personnel de Sun puis du Guomindang. A la suite de cette réorganisation, plusieurs communistes accédaient à des postes de responsabilité dans l'organisation nationaliste. Trois communistes, dont Li Dazhao, sont membres de son comité exécutif central (CEC), clé de voûte de l'appareil du parti. L'importance des communistes chinois se révélera particulièrement forte dans le domaine de la propagande, dont le rôle sera déterminant lors de l'expédition du Nord. De leur côté, les Soviétiques seront très actifs dans le domaine militaire: envoi d'une commission d'experts dirigée par le général Blücher²¹⁵; fondation de l'Académie militaire de Whampoa que Sun appelait l'«armée du parti»²¹⁶ et enfin aide matérielle au gouvernement de Canton. Plusieurs communistes chinois continuaient pourtant de contester la légitimité de cette ligne de collaboration. Peng Shuzhi, qui était le secrétaire du groupe des communistes chinois de Moscou, brossait en juillet 1924 un tableau extrêmement critique de la situation du PCC après deux années de travail dans le Guomindang: stagnation des effectifs du parti, régression de son influence, mise en veilleuse de ses activités et pénurie de cadres. La cause de cette situation alarmante résidait selon lui dans le fait que «l'écrasante majorité des membres de notre parti avaient été littéralement aspirés par le Guomindang et, par voie de conséquence, placés dans l'impossibilité matérielle et politique de poursuivre ce double effort de construction de notre parti et d'expansion du mouvement ouvrier».²¹⁷ Les quelque soixante communistes chinois présents à cette réunion votèrent à l'unanimité une résolution dans laquelle ils s'engageaient à refuser de s'inscrire au Guomindang et à travailler pour lui de quelque façon que ce soit.²¹⁸ De retour en Chine, à l'automne 1924, Peng réussit à convaincre Chen Duxiu et Cai Hesen – les seuls dirigeants

215 En janvier 1926, 27 instructeurs et 19 techniciens soviétiques travailleront dans l'armée nationale révolutionnaire. Rapport d'information sur l'armée nationale révolutionnaire de Canton, F.326/2/24, doc. 4-11, RGASPI.

216 J. Guillermez, *Histoire du PCC*, p. 87.

217 Peng Shuzhi, *L'evol du communisme*, p. 365.

218 *Ibid.*, p. 366.

communistes nationaux à ne pas être entrés au sein du CEC – de lancer un appel en faveur d’une rupture des communistes chinois avec le Guomindang.²¹⁹ Mais le Comintern et surtout l’envoyé du BP russe, Borodine, contrôlaient déjà suffisamment le PCC pour rejeter la proposition des tenants d’un développement indépendant du PC.

Les communistes n’étaient pas les seuls à être divisés sur la question de la collaboration entre le PC et le Guomindang. Le parti nationaliste était lui-même partagé entre une gauche favorable à la coopération avec les communistes et une droite qui s’inquiétait de leur influence. Lors du congrès de ratification de l’entrée des communistes dans le Guomindang, plusieurs figures nationalistes avaient manifesté leurs inquiétudes à l’égard des risques de soumission du mouvement national à une organisation étrangère, le Comintern, mais ils furent mis en minorité par Sun Yat-sen. Sun n’était pas devenu marxiste, il demeurait un libéral nationaliste, mais face à l’indifférence des puissances occidentales, il considérait que la collaboration avec la Russie soviétique et les communistes chinois constituait sa seule chance d’atteindre son objectif d’unification nationale. Personne, au sein des nationalistes, ne niait l’existence de positions contradictoires, notamment sur la question pourtant essentielle de la réforme agraire, mais l’unanimité régnait alors sur la nécessité de réaliser préalablement l’unification politique de la Chine. Dès l’origine cette collaboration contenait donc les germes des affrontements ultérieurs, mais les considérations de politique étrangère – la lutte contre les puissances impérialistes et leurs relais chinois, les seigneurs de guerre représentés par le gouvernement de Pékin – transformaient en la circonstance les nationalistes chinois et les communistes russes en «alliés objectifs».

Après des débuts modestes, le parti communiste chinois ne tarde d’ailleurs pas à bénéficier de la vague nationale. En mai 1925 l’assassinat à Shanghai d’un ouvrier par un contremaître japonais va provoquer une série de grèves sauvages comme la Chine n’en avait encore jamais connu. Lorsque les troupes britanniques débordées tirent sur la foule, les manifestations ouvrières se transforment en une «vaste campagne d’agitation anti-étrangère».²²⁰ En quelques semaines, le mouvement passe de Shanghai à Hong Kong, puis Canton. Après des années de stagnation, le mouvement syndical explose littéralement: en quelques mois les syndicats

219 L. Feigon, *Chen Duxiu*, pp. 184-185.

220 J. Guillermez, *Histoire du PCC*, p. 90.

réussissent à se constituer en organisation de masse – l'Union générale du travail compte désormais plus d'un million de membres, soit près d'un ouvrier sur deux – alors que le PC passe pour sa part de 900 à 10 000 membres.²²¹ Les progrès réalisés par les communistes et les syndicats, qui avaient réussi à capter les mécontentements sociaux et nationaux dans un même mouvement, contribueront au succès de l'expédition du Nord, mais ce succès sera aussi à l'origine de la rupture d'avril 1927 dans la mesure où il renforçait les craintes de la droite du Guomindang à l'égard d'une progression communiste à l'intérieur même de son appareil. Telle était la situation lorsque Radek accède à la direction de l'Université Sun Yat-sen de Moscou.

Recteur de l'Université Sun Yat-sen

Malgré sa passion pour l'Allemagne, Radek n'avait jamais cessé d'écrire et de participer au travail du Comintern sur la Chine. En décembre 1921, il avait participé au congrès des peuples d'Orient organisé à Irkoutsk, puis à Moscou en présence de délégués chinois et coréens.²²² En mai 1923 il avait été nommé à la tête du secrétariat oriental de l'exécutif, l'Ostburo, qui comprenait une section Extrême-Orient chargée d'organiser le travail pour le Japon, la Chine et la Mongolie.²²³ Cette fonction le conduisit à rencontrer la plupart des délégués chinois de passage à Moscou et à participer à la formation des journalistes soviétiques pour les questions asiatiques.²²⁴ Rien ne permet d'indiquer que Radek ait eu le moindre désaccord avec la politique pratiquée en Chine par les autorités soviétiques et le Comintern. Au deuxième congrès de l'Internationale durant l'été 1920, puis à celui de Bakou en septembre de la même année, il avait soutenu contre M.N. Roy, le représentant indien, les thèses de Lénine sur la nécessité d'appuyer les mouvements nationaux-révolutionnaires tant que le prolétariat des pays orientaux demeurait une infime minorité, incapable de se développer de façon indépendante. La politique de collaboration entre le PCC et le Guomindang découlait directement des décisions de ce

221 *Ibid.*

222 K. Wiedenfeld et F. Bülow, *Zwischen Wirtschaft und Staat*, p. 102.

223 Déclaration du présidium de l'exécutif, 4.5.1923, F.495/2/19, doc. 9, RGASPI.

224 Lettre de Radek à la rédaction des *Izvestia*, F.325/2/1/, doc. 99-100, RGASPI.

congrès. Lorsque à son retour de Chine, au printemps 1922, Maring avait présenté aux dirigeants bolcheviques son rapport justifiant son plan de faire entrer les communistes chinois au sein du Guomindang, Radek s'intéressait alors surtout à la dimension diplomatique et militaire de la Chine.²²⁵ Il semble d'ailleurs qu'aucune décision définitive n'ait été adoptée avant le mois d'août. Une commission chinoise spécialement convoquée par l'exécutif s'était alignée sur le rapport Maring, mais Joffé demeurait en faveur d'une indépendance totale de l'organisation communiste.²²⁶ A la fin juillet, Radek sortit de sa réserve en prenant l'initiative d'écrire à Staline et Trotsky pour les convaincre d'imposer la ligne proposée par Maring:

En Chine, il n'existe aucun véritable parti communiste. Seuls existent des groupes éparpillés qui étudient Marx. Certains groupes s'organisent effectivement, mais ces derniers sont localisés dans le Sud et ils travaillent sous la direction du Guomindang. Si l'on crie indépendance totale cela va seulement renforcer la tendance de nos marxistes confucéens à étudier nos «Ecritures saintes» à l'extérieur du mouvement ouvrier. [...] C'est pourquoi je vous propose d'imposer les instructions de Maring à Joffé.²²⁷

Les hésitations n'étaient pas moindres parmi les communistes chinois. C'est d'ailleurs pour imposer cette politique à un Chen Duxiu toujours réticent que Radek accusa les communistes chinois, lors IV^e congrès de l'Internationale, de s'être «enfermés dans leurs chambres pour y étudier Marx et Lénine comme naguère ils étudiaient Confucius» alors que selon lui tout ce qu'ils devaient faire était de «rassembler la classe ouvrière à l'intérieur d'un front uni anti-impérialiste dirigé par la bourgeoisie nationale», c'est-à-dire le Guomindang, car «ni le socialisme, ni les Soviets n'étaient à l'ordre du jour en Chine».²²⁸

Radek avait pu observer les conséquences dramatiques de cette politique en Turquie où le soutien du «mouvement national révolutionnaire» de Mustapha Kemal s'était traduit par l'élimination physique des principaux communistes turcs. Pourtant il considérait qu'il était nécessaire de ne pas limiter l'action de l'Internationale aux seuls communistes, mais bien de s'appuyer sur les armées du Guomindang, dont chacune des victoires sur

225 P. Broué, *Histoire de l'IC*, p. 282.

226 Les résolutions de la commission figurent en annexe de la lettre de [Radek] à Staline et Trotsky, 29.7.1922, F.326/2/24, doc. 2-3, RGASPI.

227 *Ibid.*, doc. 1, RGASPI.

228 *Protokoll des Vierten Kongress der KI*, p. 141.

les seigneurs de guerre – que ceux-ci soient liés aux intérêts britanniques comme Wu Peifu ou à ceux des Japonais comme Tchang Tso-lin²²⁹ – signifiait un recul des impérialistes en Asie et donc un succès pour la position internationale de l'Union soviétique. Quels que soient les progrès effectués par les communistes, et Radek reconnaîtra trois années plus tard que ceux-ci avaient été bien plus rapides qu'il ne l'avait escompté, il continuera à considérer que la question d'une révolution prolétarienne en Chine était une simple abstraction, et que le premier objectif des communistes devait être de participer à la réunification de la Chine, tâche qui ne pouvait être réalisée sans le Guomindang.²³⁰ La décision de créer une Université dédiée à la mémoire de Sun Yat-sen pour former les futurs cadres du mouvement révolutionnaire chinois s'inscrivait d'ailleurs parfaitement dans cette logique de collaboration avec le Guomindang, initiée par les accords Joffé-Sun Yat-sen de 1923, et le fait que Radek en ait accepté la direction confirmait qu'il entendait poursuivre dans cette voie.

Jusqu'à cette date, les étudiants chinois étaient formés avec les étudiants des autres pays orientaux, dont ceux des Républiques soviétiques d'Asie centrale et de la Mongolie extérieure²³¹, à l'Université communiste des Travailleurs d'Orient (KUTV). La plupart de cette centaine d'étudiants chinois étaient venus en Russie après avoir suivi les cours de l'école des langues étrangères de Shanghai dirigée par Yang Mingzhai avec le soutien de l'Internationale. Après la fondation de l'Université Sun Yat-sen des Travailleurs de Chine (UTK), le recrutement des étudiants fut confié à un comité central de sélection installé à Canton, auquel appartenaient Borodine et plusieurs dirigeants du Guomindang. La première fournée d'étudiants – 310 qui avaient réussi les examens d'entrée, plus 30 qui avaient été acceptés en raison de leurs liens privilégiés avec des cadres du parti nationaliste – arriva à Moscou en novembre 1925; en juillet 1927 ils seront 562 à fréquenter les cours de l'UTK, mais pour la période des années vingt et trente, et toutes institutions confondues, c'est plus de 2000 Chinois qui reçurent en Russie une éducation politique.²³² En principe il

229 Radek, «Tchang-Tso-Lin, la Mandchourie et le Japon», *Corrint.*, n° 123, 19.12.1925, p. 1046.

230 Радек, «Вопросы китайской революции», *Красный Интернационал Профсоюзов*, № 10, 1925, p. 30.

231 L'établissement d'un gouvernement mongol sous patronage soviétique se fit en août 1921.

232 A.V. Pantsov, «La naissance de l'opposition», p. 16.

devait y avoir parité entre les étudiants communistes et ceux du Guomindang, mais les communistes représentaient en général les deux tiers du contingent.²³³ Quelques-uns deviendront d'éminentes personnalités de la République populaire chinoise comme Deng Xiaoping et Liu Shaoqui, ce dernier étant connu pour avoir été un proche de Radek, mais il faut aussi citer Jiang Jingguo, le propre fils de Tehang Kaï-chek.²³⁴

Pour la plupart il s'agit d'hommes très jeunes, qui ne connaissaient rien de l'histoire et de la philosophie occidentales; même les plus instruits ne connaissaient dans le meilleur des cas que le *Manifeste du Parti communiste* ou l'*ABC du communisme*. Pour surmonter la disparité de niveau entre, d'une part, les ouvriers et les paysans qui n'avaient même pas fréquenté l'école élémentaire, et, de l'autre, les diplômés des Universités chinoises ou européennes, l'Université Sun Yat-sen mit sur pied des départements spéciaux de cours fondamentaux pour les moins instruits. Dans ces cours, dits d'accès, des groupes d'une trentaine de Chinois étudiaient le russe, la géographie, l'histoire, l'arithmétique et quelques notions de sciences sociales. Les étudiants qui avaient déjà un certain bagage suivaient, en plus des matières précédemment citées, un cours d'histoire du développement des forces sociales, c'est-à-dire une introduction à l'économie politique et à la philosophie, et des cours d'histoire du mouvement révolutionnaire occidental, d'histoire du monde occidental en général, d'histoire du PC soviétique, d'histoire militaire et enfin une langue occidentale. Dans les cours généraux des années supérieures, il n'y avait que quatre disciplines: économie politique, histoire générale de l'Occident, matérialisme historique et pratique de la théorie prolétarienne. Les étudiants les plus avancés maîtrisant déjà bien le russe partageaient leur temps entre la traduction des matériaux en chinois pour leurs camarades et la participation à des séminaires de recherche.²³⁵ En 1927 le cursus de l'UTK comprenait quatre années de cours théoriques, auxquelles s'ajouteront bientôt deux années de formation militaire.²³⁶

233 Les étudiants du Guomindang quitteront l'UTK en juillet 1927, mais il semble qu'il y ait eu des propositions en ce sens dès l'automne 1926. Aucune ne fut suivie d'effets, même après le coup d'avril 1927, car la commission chinoise considérait qu'«un renvoi des droitiers pourrait être interprété comme une attitude mal intentionnée à l'égard de toutes les tendances du Guomindang». F.530/1/11, doc. 62, RGASPI.

234 A.V. Pantsov, «La naissance de l'opposition», p. 36.

235 *Ibid.*, pp. 22-24.

236 Lettre d'Agol, vice-recteur, à la commission chinoise, [fin 1927], F.530/1/19, doc. 32, RGASPI.

Le personnel de l'UTK comptait une soixantaine des meilleurs enseignants de Moscou comme les sinologues M. G. Andreiev, G.N. Voitinsky, M. Voline, V.S. Kolokolov et nombre de diplômés de l'Institut des professeurs rouges et de l'Université communiste J.M. Sverdlov. Il faut aussi noter la présence parmi le corps enseignant d'une dizaine d'oppositionnels dont A.G. Prigojine, E.B. Solntsev et S.A. Dalin. Ce dernier, qui était membre du bureau d'Irkoutsk, avait défendu en tant que représentant des jeunes communistes russes l'entrée des communistes chinois dans le Guomindang lors du II^e congrès du PCC; proche de l'opposition, il avait ensuite servi dans l'Armée rouge, puis rejoint à la demande de Radek l'UTK, où il faisait figure de spécialiste du mode de production asiatique et occasionnellement d'agent recruteur.²³⁷ Citons enfin quelques proches de Radek comme Larissa Reissner, qui enseignait la littérature russe, et Thalheimer. Outre les enseignants nommés, la plupart des dignitaires du parti et de l'Internationale comme Staline, Trotsky, Boukharine, Kroupskaia, Manuilsky et Pieck, venaient aussi à l'Université faire des conférences.

Radek prit sa nouvelle tâche très à cœur, considérant comme il l'a écrit à Molotov qu'«il s'agissait d'un travail révolutionnaire très utile [...] d'une grande importance pour l'avenir de la révolution chinoise».²³⁸ Il était personnellement responsable de trois enseignements: Histoire du socialisme et du mouvement révolutionnaire chinois depuis le XIX^e siècle, Histoire de l'Europe occidentale et Sun Yat-sen, 1866-1925.²³⁹ En tant que recteur de l'Université il fut aussi intégré à *La Société de soutien de l'Université Sun Yat-sen*,²⁴⁰ le véritable organe dirigeant de l'Université, composé pour l'essentiel de proches de Staline et de Boukharine à l'exception de Joffé. Les archives de l'UTK contiennent une masse de documents permettant d'évoquer ses efforts pour améliorer la sélection des étudiants, obtenir l'affectation de nouveaux enseignants, organiser un service de traduction efficace, envoyer des chercheurs dans les bibliothèques de Londres²⁴¹ et développer une méthodologie adaptée à la spécificité de

237 Lettre de Radek à Vorochilov, 11.12.1925, F.530/1/2, doc. 25, RGASPI.

238 Lettre de [Radek] à Molotov, [1926], F.326/2/49, doc. 142, RGASPI.

239 Deux de ses cours seront publiés en chinois, *L'Histoire du mouvement révolutionnaire en Chine et SunYat-sen 1866-1925*.

240 Protocole de séance de la commission pour l'organisation de l'UTK, F.17/60/742, doc. 102, RGASPI.

241 Lettre de Radek au CC du PCUS(b) pour autoriser une mission scientifique de Dalin à Londres afin de rassembler des documents sur les Taïping, 16.4.1926, F.530/1/10, doc. 43, RGASPI.

l'histoire chinoise.²⁴² Plusieurs témoignages de contemporains attestent aussi de sa popularité parmi les étudiants et de ses efforts pour s'initier à la langue chinoise.²⁴³

Dans un premier temps, les enseignants disposèrent d'une relative marge de manœuvre dans la rédaction de leurs cours, mais les luttes à l'intérieur du parti russe et leurs prolongements idéologiques et politiques n'allèrent pas tarder à produire leurs effets sur les enseignements.²⁴⁴ En 1926, l'UTK introduisit un cours de léninisme basé sur les livres de Staline *Fondements du léninisme* et *Questions du léninisme*. La direction de ce cours, qui apparaît, si l'on en juge par le nombre élevé d'heures qui lui était consacré, comme l'un des trois cours les plus importants, fut confiée au vice-recteur Pavel Mif, un stalinien qui selon de nombreux témoins avait surtout pour fonction de surveiller Radek. Les cours d'histoire de la Chine²⁴⁵, qui ne représentaient que 10% des cours d'histoire générale, et ceux de l'histoire de l'Europe occidentale dont Radek avait la charge étaient a priori moins politiquement brûlants que ceux de l'histoire du parti bolchevique, mais il était difficilement imaginable que Radek s'en tienne à une approche purement académique de son sujet, et ses cours vont progressivement glisser de l'étude du passé chinois à la critique de la politique soviétique en Chine.²⁴⁶ Ce glissement allait rapidement porter Radek à émettre des critiques sur la ligne du parti telle qu'elle avait été définie par la direction de Staline-Boukharine. La surveillance des contenus des cours s'accompagnait d'un contrôle constant de la «justesse des conceptions politiques» des étudiants. Le contrôle reposait sur le système des comités de Moscou auxquels participaient les étudiants chinois sous la direction de leurs dirigeants nationaux, mais dès le printemps 1926 la direction du travail du parti parmi les

242 F.530/1/1-2, RGASPI. Sur ce dernier point, cf. la lettre de Shapiro à Radek, 14.4.1926, qui est un long exposé sur la difficulté d'appliquer les méthodes de Bogdanov à l'étude de la Chine. F.326/2/31, doc. 67-68, RGASPI.

243 F.530/2/29, doc. 32, RGASPI.

244 A.V. Pantsov, «La naissance de l'opposition», p. 24.

245 Parmi les sujets traités en histoire chinoise figuraient: Le féodalisme en Chine, Histoire agraire de la Chine, Histoire de la première dynastie des Han, Quelques remarques sur la signification du chiffre 9, La chute des Ming, La conquête de la Mandchourie chinoise, La signification de la question agraire en Chine, F.326/2/34, RGASPI.

246 Des rapports contenant des appréciations sur la conformité des cours de Radek avec la ligne du parti étaient régulièrement remis à la direction politique de l'Université, F.326/2/13, doc. 104-108, RGASPI.

étudiants chinois sera confiée exclusivement à des communistes soviétiques.²⁴⁷ A partir de ce moment les étudiants devront participer, dans un encadrement très stalinien, à des discussions sur des sujets d'actualité et seront astreints aux rituelles séances de critique et d'autocritique ainsi qu'à la rédaction d'un journal individuel qui devait contenir des appréciations, en réalité des dénonciations, sur leurs camarades.

Malgré quelques contraintes, Radek avait ainsi retrouvé une position très intéressante, beaucoup plus stratégique que ne le pense W. Lerner. D'abord il était exceptionnellement placé pour observer les développements du mouvement chinois, une position très utile pour l'opposition qui avait beaucoup de peine à obtenir des informations sur les événements à l'étranger, et en particulier sur la Chine, depuis que la plupart de ses partisans avaient été démis de leurs fonctions. Ensuite Radek se retrouvait de fait réintégré dans les instances chargées de définir la politique chinoise. Certes, il est toujours interdit de travail au sein de l'Internationale, mais la politique soviétique en Chine était «strictement dirigée par le bureau politique, qui négligeait le plus souvent d'informer le comité exécutif de la III^e Internationale».²⁴⁸ Formellement l'Internationale dirigée par Boukharine avait la charge du PCC, mais la question chinoise était apparue dès l'origine – c'était d'ailleurs l'une des critiques faites par les décistes²⁴⁹ – comme une question relevant du commissariat des affaires étrangères plus que du Comintern. A plusieurs reprises on verra ainsi Borodine, le représentant de Staline envoyé en Chine au nom du bureau politique, imposer ses décisions aux représentants de l'exécutif.²⁵⁰ A l'intérieur du parti russe le processus décisionnel avait lui-même commencé à évoluer dans le sens décrit par l'historien russe Oleg Khlevniouk dans *Le cercle du Kremlin* pour la période des années trente: glissement du pouvoir décisionnel des instances politiques, CC et BP du PCR(b), vers les commissions spéciales. Dans le cas de la Chine une commission présidée par Ounschlicht de l'Oguépéou et à laquelle appartenait Radek en tant que recteur de l'UTK²⁵¹, prit rapidement le pas

247 A.V. Pantsov, «La naissance de l'opposition», p. 31.

248 V. Serge, *Vie et mort de Léon Trotsky*, p. 177.

249 A.V. Pantsov, «La politique de Staline en Chine 1925-1927», *CLT*, n° 64, novembre 1998, p. 7.

250 Cf. le V^e congrès du PCC, avril 1927, lors duquel M.N. Roy et Voitinsky durent s'aligner sur Borodine.

251 La décision fut prise au BP du 21.1.1926, F.17/3/541, point 26, RGASPI.

sur toutes les autres instances. Ainsi ce n'était plus l'Internationale, le NKID ni même le bureau politique qui déterminait la politique soviétique en Chine, mais une commission d'experts directement rattachée à Staline.

Un premier avertissement passé inaperçu

La mort de Sun en mars 1925, puis la vague de grèves du printemps avaient relancé au sein du Guomindang le débat sur la collaboration avec les communistes. Pendant quelques mois, la poursuite de cette politique fut néanmoins garantie du côté nationaliste par la nomination à la tête du Guomindang de Liao Zhongkai qui était comme Sun un partisan convaincu de cette orientation. Mais en août l'assassinat de Liao modifia une nouvelle fois l'équilibre. Inquiète des progrès réalisés par les communistes depuis le printemps, la droite, qui était surtout composée par des représentants de la grande bourgeoisie chinoise et des propriétaires fonciers, demandait qu'il soit mis un terme au développement des organisations ouvrières et paysannes, et à la participation des communistes au travail du parti. Ils vont progressivement se rassembler autour de Tchang Kai-chek, un ancien commandant de l'école des cadets devenu le chef de la première armée du Guomindang. En tant qu'ancien de Moscou, Tchang Kai-chek faisait figure d'officier de gauche – Borodine le considérait comme l'un des généraux les plus sûrs²⁵² –, mais plusieurs auteurs évoquent ses relations avec les milieux d'affaires, la mafia chinoise et les militaires féodaux. Profitant de la disparition de Liao Zhongkai et de la fuite à l'étranger de plusieurs dirigeants de droite impliqués dans cet assassinat, Tchang Kai-chek réussit à s'imposer comme l'homme fort du parti. Formellement, la direction du Guomindang et du gouvernement nationaliste était assurée par Wang Jingwei, considéré comme un homme de gauche et l'héritier naturel de Sun Yat-sen, mais Tchang Kai-chek était en tant que chef de l'armée le véritable dirigeant du mouvement nationaliste. Malgré la formation de deux groupes dissidents qui exigeaient l'exclusion des communistes du Guomindang, le II^e congrès du parti qui se tint à Canton en janvier 1926, confirma le principe de la collaboration: sept communistes

252 D. S. Jacobs, *Borodin, Stalin's man in China*, Cambridge-Massachusetts, Harvard University Press, 1981, p. 198.

furent élus au sein du comité exécutif central. Trois mois plus tard Tchang Kaï-chek allait mener sa première offensive contre les communistes.

Prenant prétexte de l'arrivée au large de Canton d'une canonnière commandée par un officier de marine communiste qui selon lui serait venu pour l'arrêter, Tchang Kaï-chek procéda à l'arrestation du commandant et déclencha à Canton, dans la nuit du 19 au 20 mars 1926, une opération contre les communistes, les syndicats et les experts soviétiques. Une explication définitive de cet événement demeure difficile à donner: le commandant de la canonnière avait bien reçu l'ordre de se rendre à Canton²⁵³, mais il est toujours impossible de dire avec certitude si l'ordre avait été envoyé par la gauche du PCC désireuse de provoquer la rupture, par la droite du Guomindang pour pousser Tchang à agir contre les communistes ou par Tchang lui-même qui cherchait un prétexte pour asseoir son pouvoir sur le parti contre Wang Jingwei en s'assurant l'appui de la bourgeoisie cantonaise et des propriétaires terriens. La dernière hypothèse, apparemment confirmée par la retraite de Wang Jingwei qui, furieux, abandonne provisoirement la présidence du gouvernement de Canton en partant se faire soigner en France, semble la plus crédible. Selon Borodine, qui participait alors à Pékin en compagnie de l'ambassadeur Karakhan, d'A.S. Boubnov, un ancien oppositionnel qui avait remplacé Antonov-Ovseenko à la direction politique de l'Armée rouge, et de Voitinsky, premier émissaire de l'Internationale en Chine, le Guomindang était une sorte «de Tour de Babel» dans laquelle il était impossible de trouver deux personnes ayant le même avis.²⁵⁴ Le coup de Tchang surprit Borodine au moment où il tentait d'expliquer à ses interlocuteurs que l'expédition du Nord était la seule façon d'éviter un éclatement du parti nationaliste. La question qui se pose à la commission est donc, une fois passée l'indignation, surtout celle de l'avenir de l'expédition du Nord: «Pensez-vous que Tchang a rompu définitivement avec nous et les communistes chinois?» demande Karakhan.²⁵⁵ Tchang se révèle d'ailleurs un habile manœuvrier: le jour même il fait libérer les experts soviétiques, parle d'un malentendu et souligne sa volonté de lancer l'expédition du Nord avec l'aide des Soviétiques et des communistes. Fin mars il écarte du parti les généraux

253 Rapport de N. Rogatchev [membre du conseil de guerre de l'armée nationale révolutionnaire] sur les événements de mars à Canton, F.326/2/24, doc. 78, RGASPI.

254 D. S. Jacobs, *Borodin*, p. 195.

255 *Ibid.*, p. 200.

hostiles à toute collaboration avec les Soviétiques et les éléments les plus droitiers comme les membres de la «Société d'étude du Sun Yat-senisme». Mais en mai, lors d'une séance plénière dominée par la droite du parti, le Guomindang impose de nouvelles clauses aux communistes allant de la limitation de leur nombre dans les différentes instances du parti et du gouvernement à l'obligation de fournir à la direction du Guomindang une liste de tous ses membres, en passant par l'obligation de soumettre les directives du Comintern et du PCC à l'approbation d'un comité mixte.²⁵⁶

Malgré le coup de mars et l'ultimatum de mai, le PCC et les organisations syndicales continuent d'appliquer la politique de l'exécutif en lançant des mots d'ordre de discipline à l'égard du gouvernement et de l'armée nationale. Pendant des mois, la presse soviétique demeure très silencieuse sur les événements de mars 1926, déclarant que l'annonce d'un coup d'Etat de Tchang Kaï-chek n'était qu'une «rumeur inventée par les impérialistes».²⁵⁷ Seule l'organisation communiste de Shanghai exige un réexamen de la ligne du PCC et de ses rapports au Guomindang. Peng Shuzhi, son représentant, propose désormais d'armer systématiquement les ouvriers et les paysans et de sortir du Guomindang pour entamer une collaboration de parti à parti.²⁵⁸ L'opposition russe commence à demander une politique plus révolutionnaire: «Lutte ouverte contre la bourgeoisie chinoise, pas d'alliance avec elle» proclame l'une de ses circulaires.²⁵⁹ Mais rien ne change. A l'exécutif de l'Internationale Boukharine qualifie d'aventuristes les thèses de Peng. De Pékin, l'ambassadeur soviétique Karakhan demande à Borodine d'attendre que l'armée nationale révolutionnaire ait atteint Pékin avant d'attaquer Tchang. Convaincu que, même s'ils parvenaient à prendre le pouvoir à Canton, les communistes seraient rapidement asphyxiés par Hong Kong et les généraux du Sud qui s'empresseraient de profiter d'une guerre entre les communistes et Tchang pour reprendre leurs positions, Borodine refuse d'engager le combat à partir d'une base territoriale si étroite. Tout le monde savait que la lutte entre les communistes et Tchang était à terme inévitable, mais tous consi-

256 J. Guillermez, *Histoire du PCC*, p. 104.

257 Déclaration de Voitinsky, citée par C.M. Wilbur et J.L. How, *Documents on Communism, Nationalism and Soviet Advisers in China, 1918-1927, documents seized in the 1927 Peking raid*, New York, Columbia University Press, 1956, p. 221.

258 Il semble qu'il ait été appuyé pendant quelques jours par Chen Duxiu, mais les arsenaux étaient contrôlés par les experts soviétiques. L. Feigon, *Chen Duxiu*, p. 188.

259 L. Fischer, *Les Soviets dans les affaires mondiales*, Paris, Gallimard, 1933, p. 586.

dérèrent aussi qu'il fallait d'abord soutenir l'expédition du Nord, la Beifa, dont le but était de combattre les seigneurs de guerre pour réaliser la réunification de la Chine sous la direction des nationalistes.

Radek adhère à ce moment totalement à la ligne de Borodine. La participation des communistes à l'expédition du Nord lui apparaît comme une nécessité pour réaliser l'unification politique de la Chine et pour amener les communistes au contact des masses. Le premier article qu'il publie dans le prolongement de ces événements fait l'impasse sur la trahison de Tchang et confirme son soutien à la politique de collaboration avec le Guomindang.²⁶⁰ Ultérieurement Radek s'efforcera de justifier sa position en expliquant que Tchang avait réussi à dissimuler la nature véritable de sa politique en menant simultanément des actions contre les communistes et contre la droite du Guomindang.²⁶¹ Une action fut effectivement menée par Tchang contre les éléments les plus réactionnaires du Guomindang, mais seulement à la fin avril, soit plus d'un mois après le coup de Canton. Radek prétendra aussi avoir dès ce moment proposé une modification de la ligne de collaboration avec le Guomindang.²⁶² Mais cette explication est totalement démentie par tous ses écrits de la période, comme en témoigne une lettre qu'il fait parvenir à Staline le 26 avril 1926 pour empêcher, comme le propose le président de la commission chinoise du BP, Ounschlicht, une «modification radicale» [c'est-à-dire une rupture avec le Guomindang] de la politique soviétique en Chine.

En Chine trois politiques sont possibles: 1) Politique de résistance à l'unité nationale, 2) Politique de soutien à l'unité nationale sur le terrain de la bourgeoisie nationale, 3) Politique de soutien à l'unité nationale sur le terrain de la démocratie révolutionnaire. Jusqu'à maintenant nous avons soutenu la troisième politique [...] Pour le moment il ne peut être question que d'adaptation de la ligne actuelle et aucunement d'un tournant radical.²⁶³

260 Радек, «Поражение народных армин в Китай», *Правда*, 26.3.1926.

261 Радек, *Истения китайской крупной буржуазии национальному движению*, cité par W. Lerner, *Karl Radek*, p. 138.

262 «Vous savez que j'étais [en 1926] pour quitter le Guomindang». Conférence de Radek à l'Université Sverdlov: «A propos des développements de la révolution chinoise», 19.3.1927, F.326/2/32, doc. 93, RGASPI.

263 Lettre de Radek au secrétaire du CC du PCUS(b), Staline, au représentant de la commission chinoise, Ounschlicht, au NKID, Tchitchérine, au sujet du rapport présenté au PB par Ounschlicht, 26.4.1926, F.326/2/24, doc. 86-92, RGASPI.

Les événements de mars devaient selon lui être interprétés à la lumière du boycott organisé à Canton contre les intérêts britanniques, politique qui favorisait l'hostilité des milieux bourgeois et commerçants de la ville contre les communistes et les experts soviétiques, mais le coup de mars «ne représentait pas en soit une tentative mûrie de coup d'Etat contre les communistes».²⁶⁴ Non seulement Radek refusait de prendre en compte les progrès réalisés par les organisations ouvrières et paysannes – il parle dans la même lettre de «surestimation des chiffres de la croissance du mouvement ouvrier depuis 1925» – mais encore continuait-il à privilégier une approche purement diplomatique de la Chine soumise aux intérêts de la politique extérieure soviétique, non pas à celle du prolétariat chinois.²⁶⁵ La rupture avec Tchang était à terme inévitable, mais Radek espérait qu'elle se ferait de l'intérieur du parti nationaliste et que les communistes réussiraient à emmener avec eux une partie importante de la gauche. Staline ne disait pas autre chose.

Le secrétaire général n'était pas à l'origine de la politique de collaboration initiée plus de trois années avant qu'il commence à élaborer son propre point de vue sur la question.²⁶⁶ Mais il semble qu'il l'ait soutenue avec constance depuis le printemps 1925, alternant «deux lignes tactiques» qui s'inscrivaient toutes les deux dans une stratégie globale obligeant les communistes à travailler de l'intérieur du Guomindang. La première, que l'on peut qualifier d'offensive, encourageait les communistes à profiter de leur présence au sein du Guomindang pour en faire une organisation aussi à gauche que possible pour pouvoir à terme la transformer en un «parti ouvrier et paysan». Dans le prolongement de cette transformation, Staline espérait assurer l'hégémonie du prolétariat en Chine de l'intérieur même du parti nationaliste devenu «parti du peuple». La seconde, dite tactique défensive, correspondait aux périodes où les forces nationales étaient plus puissantes que les communistes et dans ce cas il était nécessaire que le PCC fasse toutes les concessions nécessaires afin de pouvoir demeurer à l'intérieur du mouvement national.²⁶⁷ La direction

264 *Ibid.* On retrouvera le même type d'interprétation dans un rapport envoyé par Soloviev de Chine, le 7.7.1926, à la commission chinoise, *ibid.*, doc. 113-120.

265 Ses articles, qui pour la plupart portent sur les luttes des seigneurs de guerre et les interventions des impérialistes, ne mentionnent jamais le PCC.

266 A.V. Pantsov, «La politique de Staline en Chine», *CLT*, n° 64, novembre 1998, p. 9.

267 *Ibid.*, p. 35.

stalinienne et les experts soviétiques en Chine interprétèrent le coup de mars comme un signe de la faiblesse du Guomindang²⁶⁸ travaillé par des «éléments sociaux aux intérêts contradictoires»²⁶⁹ et une réponse de Tchang Kaï-chek à la montée en puissance des experts soviétiques et des communistes chinois depuis le printemps 1925. Le nouveau rapport de force, très favorable aux nationalistes, qui découlait des événements de mars imposait, selon Staline, aux communistes de se rallier pendant un temps à une tactique défensive faite de concessions, mais elle ne modifiait nullement la stratégie générale.

Malgré quelques voix isolées – Ounschlicht dans la commission chinoise, M.N. Roy dans l'IC²⁷⁰, les décistes, Trotsky depuis la deuxième semaine d'avril 1926²⁷¹ et Peng Shuzhi en Chine – ni le bureau politique, ni l'exécutif ne semblent avoir vraiment envisagé de rompre avec le Guomindang et cela tout particulièrement à un moment où les dirigeants étaient absorbés par la reprise de la lutte pour le pouvoir au sommet du parti russe.

268 Lettres de Karakhan à Radek, 30.3.1926 et 7.5.1926, F.326/2/24, doc. 22-26, RGASPI.

269 Lettre de Razgon à [x], 25.4.1926, F.326/2/24, doc. 77, RGASPI.

270 Lettre de Roy à Teruni, juin 1926, F.326/2/31, doc. 173, RGASPI. Roy qui n'était pas un oppositional fut le premier et le plus constant adversaire de la politique soviétique en Chine. Dans cette lettre prémonitoire, il écrivait que la participation des communistes à l'expédition du Nord, qui allait commencer le mois suivant, «allait mettre en danger la révolution car toutes les forces de la réaction vont s'unir et se retourner contre les ouvriers et les paysans.» C'est pourquoi il proposait «de détruire Tchang Kaï-chek et de concentrer les armées proches des communistes dans le Sud».

271 A. Pantsov et G. Benton, «Did Trotsky Oppose Entering the Guomindang (From the First)?», *Republican China*, n° 2, 1994, pp. 52-66. Trotsky prétendit en 1930, dans une lettre adressée à Max Schachtman (publiée dans l'introduction de Schachtman à Trotsky, *Problems of the Chinese Revolution*, New York, The University of Michigan Press, 1962, p. 13), s'être opposé dès le début, c'est-à-dire juillet 1922 – entrée individuelle des communistes dans le Guomindang – ou 1923 – accords Joffé-Sun Yat-sen – mais aucun document ne permet de confirmer cette affirmation. Je n'ai pour ma part trouvé aucune déclaration de Trotsky en ce sens avant le 26 juin 1926. Mais, à cette date, il considère que «la Chine est entrée dans une nouvelle phase qui nécessite l'action indépendante des organisations ouvrières et des syndicats». Lettre de Trotsky à Radek, 26.6.1926, F.326/2/25, doc. 107-108, RGASPI. «Depuis le début» signifie donc peut-être depuis le début de l'opposition unifiée, c'est-à-dire en 1926.

Les hésitations de Radek face à la réorganisation de l'opposition

La *troïka* n'avait jamais représenté un bloc idéologique compact, soudé autour d'un même programme. Union essentiellement tactique, destinée à écarter Trotsky des sommets du pouvoir, elle n'avait perduré qu'en raison de l'insurrection menchevique en Géorgie et des attaques formulées par Trotsky à l'automne 1924 dans *Les leçons d'Octobre*. La défaite de Trotsky en janvier 1925 entraîna immédiatement la détérioration des relations entre Staline et ses anciens alliés. La cause principale en était les réticences exprimées par Zinoviev à l'égard de la théorie de l'édification du socialisme dans un seul pays, une théorie formulée par Staline dès 1924 mais qui commença à s'imposer comme ligne officielle pour la majorité du CC à partir de 1925. S'appuyant sur le passage d'un article écrit par Lénine en 1915 selon lequel, en raison des circonstances exceptionnelles du moment, la révolution pouvait éclater non pas dans plusieurs pays à la fois mais dans un seul pays, Staline avait développé la thèse selon laquelle il était possible d'édifier, malgré l'encerclement capitaliste, un véritable système socialiste en Union soviétique sur la seule base des ressources naturelles et humaines du pays. Comme le souligne Nicolas Werth, cette théorie de circonstance, «flattant les sentiments nationalistes, était parfaitement adaptée à la psychologie du militant de base, fatigué d'attendre, pour voir s'instaurer le socialisme, qu'éclate la révolution mondiale».²⁷² En réponse aux accusations de Trotsky sur son manque de volonté révolutionnaire, Staline pouvait désormais expliquer que les critiques de Trotsky et ses appels incessants en faveur de la révolution mondiale reflétaient en réalité son manque de confiance à l'égard des capacités révolutionnaires du peuple et du parti russe. Zinoviev répondit à Staline dans un ouvrage intitulé *Le Léninisme*, que Lénine avait toujours considéré la NEP comme une retraite stratégique et que la théorie du socialisme dans un seul pays était erronée et anti-léniniste. Cette opposition se nourrissait aussi du mécontentement des ouvriers de Leningrad à l'égard des dernières propositions de Boukharine sur la nécessité d'une industrialisation ralentie, alors que le chômage ouvrier atteignait des sommets inégalés. En tant que dirigeant de l'organisation de Leningrad, Zinoviev ne pouvait rester à l'écart du débat et pendant des mois la *Pravda* de

272 N. Werth, *Histoire de l'Union soviétique*, Paris, PUF, 1990, p. 205.

Leningrad avait multiplié les critiques contre la direction stalinienne et les thèses de Boukharine sur la nécessité de faire des concessions à la paysannerie. Défaits lors du XIV^e congrès du PCUS(b) en décembre 1925, les zinoviétistes furent aussi rapidement battus dans leur bastion de Leningrad sans que Trotsky intervienne. Un par un, ses partisans sont aussi écartés des postes clés de l'appareil et des sections de l'Internationale comme Maslov et Ruth Fischer en Allemagne, Girault et Treint en France, Lenski en Pologne.

Les premiers signes d'un rapprochement entre Trotsky et Zinoviev se manifestèrent au printemps 1926. Kamenev et Zinoviev firent des avances à Trotsky en reconnaissant qu'il avait eu raison contre eux «sur la question de l'oppression bureaucratique de l'appareil».²⁷³ Parmi les trotskystes ce rapprochement avec Zinoviev et Kamenev, les ennemis de la veille, suscita maintes interrogations et beaucoup de perplexité. Un intime de Trotsky, Mratchkovski, «se prononça contre tout bloc avec qui que ce fût, donnant de son attitude l'explication classique: «Staline trompera, Zinoviev se dérobera.»»²⁷⁴ Il semble qu'en France, Boris Souvarine se soit tenu sur la même ligne, refusant de s'allier avec le zinoviétiste Treint qui avait été l'homme de la chasse aux trotskystes dans le PCF en 1924.²⁷⁵ D'autres oppositionnels, peu nombreux selon Trotsky, jugèrent qu'il serait préférable de faire bloc avec Staline et la majorité du CC contre Zinoviev et Kamenev. Radek et Antonov-Ovseenko auraient été d'actifs partisans de cette option.²⁷⁶ Les motivations de Radek sont d'abord d'ordre personnel, c'est Zinoviev et non Staline qui était à l'origine de sa destitution de l'Internationale et de sa disgrâce au sein du parti russe, et même s'il ne pouvait ignorer les contradictions d'une alliance entre Trotsky et Staline, il lui était difficile d'envisager une collaboration avec celui qu'il avait toujours considéré comme son ennemi personnel. Trotsky refusera de suivre Radek sur cette voie, considérant que «des questions de cet ordre sont résolues par des appréciations politiques et non psychologiques.»²⁷⁷ Mais d'autres considérations, bien politiques celles-ci, semblaient effectivement rapprocher Radek de Staline plus que de Trotsky.

273 Déclaration de Zinoviev, citée par P. Broué, *Histoire du parti bolchevique*, p. 231.

274 Trotsky, *Ma Vie*, p. 608.

275 P. Broué, *Histoire de l'IC*, p. 463.

276 P. Broué, *Trotsky*, p. 476.

277 Trotsky, *Ma Vie*, p. 609.

La première de ces divergences entre Radek et Trotsky portait sur la question du comité syndical anglo-soviétique. Depuis 1925 les mineurs britanniques croisaient le fer avec le gouvernement pour obtenir la nationalisation des mines de charbon et des améliorations salariales. Ils avaient réussi à sceller une alliance avec les syndicats des cheminots et des transports, puis à recevoir l'appui du TUC, le Trade Unions Congress. Syndicat réformiste, le TUC était aussi membre depuis avril 1925 du comité syndical anglo-russe²⁷⁸, une structure qui selon les diplomates soviétiques devait offrir à l'Union soviétique un relais en Angleterre. En réalité le comité anglo-russe permit surtout aux dirigeants réformistes de briser la grève générale de mai 1926, la première de l'histoire de la Grande-Bretagne, en se couvrant du prestige des bolcheviks. Trotsky réclamait la rupture des syndicats soviétiques avec le comité syndical anglo-russe²⁷⁹ car ce comité avait permis au TUC de trahir les ouvriers tout en apparaissant comme un allié des communistes. En juin 1926, Zinoviev finira par se rallier aux arguments de Trotsky, mais selon ce dernier, Radek demeura toujours hostile à la rupture du conseil syndical anglo-britannique.²⁸⁰ Deux raisons expliquent ce refus: la première était l'appréciation que Radek faisait de la grève anglaise: «Ne faites pas d'erreur, il ne s'agit pas d'un mouvement révolutionnaire, mais d'une simple contestation salariale» aurait-il déclaré à un député conservateur britannique.²⁸¹ La seconde était la crainte qu'une rupture du front uni n'affaiblisse la position de l'Union soviétique alors que selon Radek il fallait s'attendre à une intervention anglaise.²⁸²

Une autre divergence portait sur la Pologne. En mai 1926 le gouvernement de droite dirigé par Wincenty Witos tenta de sortir de la crise économique et sociale qui paralysait le pays en procédant à une révision de la Constitution que la gauche interprétait comme une tentative pour instaurer une dictature.²⁸³ Des rumeurs d'un «coup d'Etat de gauche» préparé par Pilsudski pour renverser Witos se répandirent dans la capitale. Or, malgré son retrait de la vie politique polonaise en 1923, Pilsudski conser-

278 *Ibid.*, p. 616.

279 *Ibid.*

280 *Ibid.*

281 Souvenirs de Mr. Boothby, cité par A.J. Cummings dans son introduction à Radek, *Portraits and Pamphlets*, p. XVI.

282 Radek, «L'Union soviétique est-elle menacée d'une intervention?», *Corrint.*, n° 19, 9.2.1927, p. 251.

283 P. Broué, *Histoire de l'IC*, p. 473.

vait un grand prestige personnel parmi les troupes militaires et les partis de gauche comme le PPS et le parti paysan, Wyzwolenie. Sans ordre précis de l'Internationale, les communistes polonais déclarèrent leur intention de soutenir la lutte des éléments démocrates, y compris les partisans de Pilsudski, «pourvu qu'ils luttent activement pour la défense des institutions républicaines et démocratiques et les revendications ouvrières et paysannes».²⁸⁴ Le 13 mai, appuyées par le PPS et le PCP qui ont lancé un appel à la grève générale, les troupes de Pilsudski sortent des casernes pour renverser le président et le premier ministre. Les combats de rue auxquels participent les communistes vont durer plusieurs jours, mais avant même la fin des combats, Pilsudski réprime les communistes et casse toute perspective de développement de la grève générale. Pendant plusieurs semaines Radek continue pourtant à lancer des appels en faveur d'un front uni des communistes avec le PPS²⁸⁵ et il faut attendre le mois de juin pour qu'il dénonce la faute du PC polonais «qui, dans sa juste lutte contre le régime de la réaction polonaise, n'a pas su tracer nettement la ligne de démarcation entre lui et Pilsudski.»²⁸⁶

Ces échecs en Angleterre et en Pologne avaient beaucoup de similarités avec la situation chinoise. Dans les trois cas, l'Internationale avait imposé aux partis communistes de soutenir des dirigeants ou d'adhérer à des partis qui selon elle représentaient la lutte contre la réaction des capitalistes ou la pression des impérialistes. Mais cette politique qui répondait surtout aux besoins de la politique extérieure soviétique – leur volonté de ne pas apparaître comme trop isolés dans la perspective d'une éventuelle intervention anglaise contre l'URSS – s'était systématiquement retournée contre les communistes: lâchés par leurs alliés en Angleterre, poussés dans la clandestinité en Pologne et écartés des postes clés en Chine. Dans les trois cas Trotsky s'était exprimé, bien que très tardivement dans le cas de la Chine, en faveur d'une indépendance totale des organisations communistes vis-à-vis de leurs alliés alors que Radek avait systématiquement soutenu la politique de l'Internationale qui s'apparentait au front uni dont il était l'auteur. La convergence de vues entre Radek et Staline n'était pas moindre dans le domaine de la politique intérieure soviétique puisque Radek partageait les thèses de la droite allemande –

284 M.K. Dziewanowski, *The Communist Party of Poland*, p. 117.

285 Radek, «La victoire de Pilsudski», *Corrint.*, n° 65, 26.5.1926.

286 Radek, «Le deuxième acte de la tragédie en Pologne», *Corrint.*, n° 72, 12.6.1926, p. 820.

Brandler-Thalheimer – sur l'impossibilité de mener une autre politique économique en URSS.²⁸⁷ Ainsi, à l'exception du régime du parti russe et surtout de la théorie du socialisme dans un seul pays, Radek semble avoir été plus proche des positions de la majorité du CC que de celles de Trotsky. Ce dernier point doit lui-même être nuancé. Radek ne croyait certes pas à la possibilité de construire le socialisme en URSS sans l'aide d'une révolution européenne, mais il ne contestait pas l'hypothèse qui était à l'origine de ce projet: la stabilisation du capitalisme européen et de fait la fin, au moins provisoire, de la vague révolutionnaire en Europe.

Plusieurs témoignages semblent d'ailleurs confirmer que Staline s'était de son côté efforcé de ménager Radek. Au début du XIV^e congrès de décembre 1925, son nom aurait circulé, selon Bela Kun, parmi les congressistes comme candidat éventuel au CC.²⁸⁸ En février 1926, Staline prit le temps d'écrire à Radek pour lui dire que «contrairement aux rumeurs entretenues par Boukharine», il n'était pas opposé à la levée de l'interdiction relative à sa participation au travail de l'exécutif.²⁸⁹ Une nouvelle fois, lors du plénum élargi de l'exécutif en mars 1926, Staline se serait adressé à Radek pour exprimer son regret de ne pas avoir imposé aux Allemands sa réintégration dans l'appareil du Comintern.²⁹⁰ Si l'hypothèse d'un rapprochement entre Staline et Radek n'est donc pas totalement farfelue, on imagine mal les raisons qui auraient pu amener Staline à l'étendre à l'ensemble de l'opposition trotskyste. Les attaques des staliniens contre les zinoviétistes de Leningrad coïncident d'ailleurs avec une nouvelle campagne de calomnie contre Trotsky à partir de l'appareil de Moscou contrôlé par Ouglanov.²⁹¹ Les signes d'ouverture lancés par Staline en direction de Radek, correspondaient, comme ce sera le cas en 1929, à une tactique dont l'objectif était d'isoler Trotsky de ses partisans. Mais il ne pouvait être sérieusement question d'un bloc entre Trotsky et Staline, alors que l'opposition de Leningrad représentait bien une certaine filiation avec les thèmes de l'opposition de 1923.

L'apport de Zinoviev à l'opposition se révéla pourtant beaucoup plus contestable que ne l'espérait Trotsky. Il avait fallu moins de deux semaines aux hommes de Staline pour retourner «le bastion de Leningrad» en

287 Троцкий, «Радек и Оппозиция», p. 10.

288 G. Borsany, *Bela Kun*, p. 294.

289 Lettre de Staline à Radek, 20.2.1926, F.558/11/789, doc. 10, RGASPI.

290 Déclaration de Zinoviev à Trotsky, été 1927, F.324/2/67, doc. 131, RGASPI.

291 P. Broué, *Trotsky*, p. 476.

faveur du comité central. Trotsky avait lui-même, dans sa préface au volume III de ses *Ecrits et Discours*, intitulée «Leçons d'Octobre», fortement ébranlé la réputation de Zinoviev en rappelant son opposition à Lénine lors des journées décisives d'Octobre. Ainsi avait-il, en attaquant le prestige de Zinoviev, facilité le travail de Staline qui aura beau jeu de dénoncer l'incohérence de cette opposition unifiée, dont le seul point de ralliement était l'opposition à Staline, comme l'opposition à Trotsky avait autrefois motivé l'unité de la *troïka*. Enfin, et sans même parler des rancunes personnelles, les opposants étaient, au-delà de leur commune hostilité à la théorie de l'édification du socialisme dans un seul pays et à la direction stalinienne, profondément divisés sur la politique à conduire en Russie mais aussi et surtout dans l'Internationale. Proche de Zinoviev, Ruth Fischer raconte que «Zinoviev regrettait sincèrement d'avoir combattu Trotsky en 1923: c'était cette sérieuse erreur qui avait permis à Staline de remporter la première manche. Mais il ne gomma jamais les divergences politiques qui persistaient entre lui et Trotsky.»²⁹²

Malgré ces divergences, les rancunes personnelles et les réticences de Radek, Trotsky réussit à jeter les bases d'une nouvelle opposition, dite «opposition unifiée», rassemblant tous les communistes opposés à la théorie de la construction du socialisme dans un seul pays. Durant le printemps, les oppositionnels renouent avec les méthodes politiques de la clandestinité: réunion dans des domiciles privés, courriers, émissaires, mais aussi interrogatoires et filatures par les commissions de contrôle et la police politique. Des contacts sont pris dans la plupart des organisations du pays afin de créer un réseau parallèle à celui du parti et bientôt de l'Internationale.²⁹³ A partir de l'été, l'opposition unifiée rassemble, outre les

292 R. Fischer, *Stalin and German Communism*, p. 545.

293 A l'automne 1926, le centre trotskyste aurait selon Vratchev, «sérieusement envisagé d'envoyer Radek à l'étranger pour y organiser la solidarité communiste avec l'Opposition unifiée. On devait le grimer pour lui permettre d'utiliser le passeport d'un militaire sympathisant. La discussion fut chaude sur ce point. I. Y. [Vratchev] critiqua ce projet que Trotsky défendit contre lui avec passion: «Souvenez-vous de ce que disait Lénine: nous ne devons pas nous conduire comme des aristocrates polonais légers et insouciant. Il nous faut aller au monde. Nous avons besoin de l'appui des communistes d'Occident.» La mission n'a finalement pas été réalisée. On n'arrivait pas, semble-t-il, à grimer Radek de façon propre et vraisemblable. I. Y. [Vratchev], qui ne l'aime pas, ajoute qu'en outre il [Radek] avait peur», «Entretien de P. Broué avec Vratchev», *CLT*, n° 46, 1991, p. 9.

partisans de Trotsky et de Zinoviev, les décistes, l'opposition ouvrière et l'opposition géorgienne. Peu nombreuse quantitativement – entre 4000 et 8000 membres contre 750000 militants inscrits dans le PCUS(b) – l'opposition rassemblait les noms les plus prestigieux de l'histoire du bolchevisme. La cohabitation n'est pas toujours facile et chaque groupe conserve ses propres réseaux. La partie trotskyste du «centre» de l'opposition unifiée se réunissait régulièrement dans l'appartement de Smilga, dans le bâtiment de l'ancien Hôtel National.²⁹⁴ Les membres permanents du centre étaient I.T. Smilga, Beloborodov, Rakovsky, Préobrajenski, Radek, I.N. Smirnov, N.I. Mouralov, S.V. Mratchkovski. «Il existait des organes de l'opposition à chaque niveau, dans toutes les villes, chargés de la circulation des informations, des textes, de la communication entre les groupes d'oppositionnels. De plus, ces derniers avaient constitué une organisation professionnelle calquée sur le système des «fractions par profession» dans le parti.»²⁹⁵ Mais les oppositionnels travaillent ensemble, avec une ardeur qui témoigne de leur joie d'en revenir aux sources de leur engagement politique: «D'incessantes conférences se tenaient au Kremlin, tantôt chez nous, tantôt dans les appartements de Kamenev ou Zinoviev ou de Karl Radek.»²⁹⁶

A partir de septembre, l'opposition unifiée s'efforce de présenter dans les institutions communistes ses thèses pour la XV^e conférence du parti prévue pour la fin novembre. Le 26 septembre 1926, Radek, Solntsev et Smilga se rendent à un débat organisé par l'Académie communiste pour critiquer la théorie de «la construction du socialisme dans un seul pays»²⁹⁷. Face aux hommes de Staline qui ne cessent de répéter que la théorie du socialisme dans un seul pays avait été inventée par Lénine, Radek rétorque que le père de cette théorie n'était pas Lénine mais Saltykov-Chtchédrine, un écrivain russe du XIX^e siècle. Dans une satire intitulée *Les Pompadour*, parue en 1873, l'auteur racontait les efforts déployés par ses protagonistes pour établir un régime libéral dans un district de la Russie tsariste. Le tsar qui apprit l'existence de cet îlot de libéralisme au sein de son Empire le fit détruire. Selon Radek l'édification du socialisme en Russie au milieu d'un environnement mondial dominé par les capitalistes

294 *Ibid.*, p. 8.

295 *Ibid.*, pp. 8-9.

296 V. Serge, *Vie et mort de Léon Trotsky*, p. 169.

297 Kritchevsky dans la *Pravda* du 1^{er} décembre 1927.

avait aussi peu de chance de réussir que l'établissement d'un district libéral au milieu de la Russie tsariste.²⁹⁸

Le 29 septembre, l'opposition tente une percée dans la cellule de l'usine d'aviation Avioprор, dans le district ouvrier de Krasnaia Presnia qui s'était rangé du côté de l'opposition en 1923. Radek, Sapronov, Zinoviev et Trotsky prennent la parole sans difficulté jusqu'au moment où le patron de l'appareil de Moscou, Ouglanov et son second M. N. Rioutine, interviennent à la tête d'un groupe de gros bras bien décidés à mettre un terme à cette expérience inattendue. Radek demande «l'ouverture d'une discussion car le parti traverse des difficultés que nous voulons vaincre», mais selon le correspondant ouvrier de la *Pravda* les ouvriers lui répondirent qu'il «ne s'agit pas de discuter mais bien de travailler à l'unisson», alors «A bas la discussion».²⁹⁹ Selon la même source, les membres de la cellule auraient refusé de laisser parler Sapronov; quant à Zinoviev il aurait été couvert d'insultes. Au terme de ces échanges, les oppositionnels n'auraient obtenu que 27 voix, alors qu'une résolution dont le mot d'ordre principal était «A bas la discussion imposée [sic], laissez travailler le parti» aurait été adoptée par 78 voix.³⁰⁰ C'est un «maigre succès», note Pierre Pascal, mais selon le même auteur, il semblerait que «l'opposition était satisfaite. Les ouvriers ont l'air de ne pas se laisser prendre.»³⁰¹ Dans les jours suivants, la même expérience se déroule aux usines Poutilov de Leningrad, mais les opposants étaient apparemment attendus: la proposition de résolution faite par Zinoviev ne recueille que 25 voix contre 1375 pour le CC.³⁰²

La presse monte ces événements en épingle, multipliant les comptes rendus partiels et la publication de déclarations de protestation émanant «de toutes les organisations communistes d'Union soviétique qui ont eu connaissance des tentatives des leaders de l'opposition d'imposer au parti une nouvelle discussion».³⁰³ Jour après jour les pages de journaux se remplissent de listes d'opposants exclus du parti et licenciés de leur emploi

298 Cité par W. Lerner, *Karl Radek*, p. 140.

299 «L'entrée en scène de l'opposition à l'usine Avioprор», texte de la *Pravda* traduit dans *Corrint.* du 13.10.1926, n° 110, pp. 1210-1211.

300 «Résolution de la cellule Avioprор pour l'unité contre la discussion», *ibid.*, p. 1211.

301 P. Pascal, *Mon état d'âme*, p. 174.

302 «Défaite complète de l'opposition à Leningrad», *Corrint.* du 13.10.1926, n° 110, p. 1211.

303 «Une vague de protestation dans le PCUS contre l'activité fractionnelle de l'opposition», *ibid.*, p. 1212.

pour activité scissionniste. Les opposants seront désormais systématiquement encadrés par des gros bras de l'appareil et violemment interrompus par leurs adversaires, comme lors de la célébration du 15^e anniversaire de la Révolution chinoise du 10 octobre 1911, organisée par Radek dans les locaux de la KUTV:

Quand Radek commença à parler de la tribune, Berman, un enseignant de la KUTV, et d'autres commencèrent à lancer des mots d'ordre et crier: «A bas Radek», «A bas Trotsky», «Nous sommes du côté du léninisme», «Vive le comité central», etc. Le lendemain Radek convoqua une réunion du rectorat de l'UTK. Les participants étaient Radek lui-même, le vice-recteur Pavel Mif, le directeur des études Agor, le secrétaire du parti Ignatov et l'étudiant Goloubiev [Wang Ming, l'auteur du texte]. Radek essaya d'obtenir la rédaction d'une lettre à la KUTV protestant contre l'obstruction du meeting de commémoration et l'insulte à son recteur. Mais Mif, Agor et Ignatov votèrent contre. [...] Ignatov expliqua qu'auparavant la politique avait été de ne pas poser la question du trotskysme ouvertement à l'UTK, mais que le comité central avait décidé de mener la lutte à l'Université dans un avenir proche. Quelques jours plus tard, une réunion élargie du comité du parti se tint pour discuter de la lutte contre le trotskysme à l'UTK. [...] Après la réunion du comité du parti, on convoqua une assemblée générale des communistes et jeunes communistes de l'Université. Le secrétaire du parti Ignatov s'adressa aux membres rassemblés, leur faisant un cours sur le trotskysme. C'est ainsi que commença à l'Université la lutte intense contre le trotskysme.³⁰⁴

C'est aussi à ce moment que naquit l'opposition chinoise car jusqu'à cette date il n'existait pas parmi les étudiants chinois de partisans de l'opposition unifiée «pour la simple raison qu'ils ne savaient rien du débat à l'intérieur du PCR(b)».³⁰⁵

La dureté des méthodes de l'appareil et surtout la passivité de la base finirent pourtant par semer le doute dans l'opposition. Le 16 octobre 1926, les six dirigeants de l'opposition qui étaient encore membres du CC – Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Sokolnikov, Piatakov et Evdokimov – reconnaissent, tout en déclarant conserver leurs idées, le caractère inadmissible des activités fractionnelles contraires à la discipline du parti.³⁰⁶ Cette dé-

304 Cité par A.V. Pantsov, «La naissance de l'opposition», pp. 33-34. Le récit de ces événements est de Wang Ming, un étudiant chinois proche de Pavel Mif qui jouera les premiers rôles dans la chasse aux trotskystes chinois.

305 *Ibid.*, p. 33. Dès leur retour en Chine, nombre de ces étudiants de l'UTK constitueront des organisations trotskystes particulièrement dynamiques à Shanghai, Hong-Kong et Pékin. Selon un rapport du bureau oriental de l'IC on pouvait trouver dans la librairie trotskyste de Shanghai les brochures de Radek sur la Chine. *BKII(6)*, *Коминтерн и Китай*, Москва, АО Буклет, 1999, T. III, Vol. 1, p. 801.

306 Déclaration du 16.10.1926, F.326/2/8, doc. 174-176, RGASPI.

claration visait dans l'esprit de Trotsky à assurer les militants de base de «leur désir de rester dans le parti et de le servir». ³⁰⁷ Mais comme à chaque fois que les dirigeants de l'opposition avaient tenté de réaffirmer leur loyauté à l'égard du parti, cette déclaration sema la confusion dans ses rangs sans mettre un terme aux attaques de Staline. Trotsky et Kamenev sont exclus du BP en raison de leur activité fractionnelle le 23 octobre 1926; déjà exclu du BP depuis juillet 1926, Zinoviev est écarté de la présidence de l'IC sans que cette décision soit approuvée par un congrès international. ³⁰⁸ Aucune sanction disciplinaire n'est prise contre Radek qui avait déjà perdu toutes ses fonctions dans le parti, mais ses articles disparaissent presque totalement des colonnes de la presse soviétique et de l'Internationale. ³⁰⁹ Convaincus depuis l'échec de la percée de l'opposition dans l'usine Avioprор que le PCUS(b) ne pouvait plus être redressé, que Thermidor n'était plus un risque mais un fait acquis, les décistes – V.M. Smirnov et Sapronov – et l'opposition ouvrière – Chliapnikov – rompent avec l'opposition unifiée. Ils revendiquent désormais ouvertement l'organisation d'un nouveau parti. Une fois encore l'opposition était divisée, paralysée par le dogme du parti unique, incapable de faire front commun face à une direction qui profite de ces circonstances pour faire adopter à l'unanimité par la XV^e conférence du parti les thèses de Staline sur «la construction du socialisme dans un seul pays».

La position de Radek est un bon révélateur de la confusion qui règne à ce moment parmi les opposants. Sur le fond, il semble qu'il partage l'analyse des décistes sur l'accomplissement de Thermidor et l'impossibilité de redresser le parti, une thèse qu'il soutiendra d'octobre 1926 à février 1928. Mais comme Trotsky et Zinoviev ne sont pas prêts à s'engager sur la voie d'un second parti et qu'il n'a personnellement aucun moyen d'intervenir directement au sein du parti russe, il se tient en retrait des manifestations publiques de l'opposition dans l'espoir de conserver sa place de recteur de l'Université. Une retenue d'autant plus facile que, malgré certaines inquiétudes, il ne conteste pas encore la légitimité de la politique chinoise de la direction Staline-Boukharine.

307 Trotsky, *Ma Vie*, p. 617.

308 Résolution du CC et de la CCC du PCUS(b) contre l'opposition, 24.10.1926. *Corrint*, du 30.10.1926, n° 114, p. 1304.

309 Alors qu'il avait publié près d'une quarantaine de chroniques dans les *Izvestia* durant l'année 1925, il ne publie en 1926 que deux articles. Son dernier article publié dans la *Corrint* est daté de mars 1926.

*La trahison de Tchang Kai-chek ramène Radek
dans le camp de l'opposition unifiée*

Lorsque débute l'expédition du Nord, les forces nationalistes formées de huit corps d'armée sont très inférieures en nombre à celles des clans militaires du Nord – 100 000 hommes contre plus d'un million – mais les armées du Nord sont des armées provinciales, sans état-major général et donc sans stratégie commune. Liées aux intérêts directs de leurs chefs, elles se battent de façon indépendante, s'efforçant surtout de neutraliser leurs rivaux, quitte à procéder à des retournements d'alliance. Bien conseillées par les militaires soviétiques qui participent à l'expédition, les armées nationalistes sont plus cohérentes, plus disciplinées et surtout plus motivées par l'idéal national commun. Malgré des rivalités certaines, aucun général nationaliste ne passera dans le camp ennemi. L'encadrement politique des armées par le système des commissaires politiques intégrés à la troupe selon le modèle de l'Armée rouge se révèle d'une grande efficacité pour rallier les populations locales et stimuler l'avancée des troupes. Parties de Canton en juillet 1926, les troupes de l'armée nationale révolutionnaire prennent la capitale du Hubei – Wuhan composée de trois villes: Wuchang, Hankou, Hanyang – en septembre 1926 alors que le maréchal nordiste Wu Peifu a dû partir défendre Pékin face aux troupes du général chrétien Feng Yuxiang, gagné par les Soviétiques à la cause nationale. Au printemps 1927, une deuxième série d'opérations porte les armées nationales sur le bas Yangtsé, dans la région de Shanghai et de Nankin. Le front demeura stable pendant une année le long du fleuve.

Ce rapide succès de l'expédition du Nord, qui a permis aux troupes de Tchang de reprendre la moitié de la Chine en moins d'une année, a sur l'alliance des effets contradictoires. Dans un premier temps, l'expédition du Nord s'est traduite par le renforcement de l'autorité des militaires sur le parti et le gouvernement de Canton. Au nom des impératifs de la guerre, la loi martiale fut décrétée et les grèves interdites. Pressées par le Comintern, les organisations syndicales durent céder la plupart des positions qu'elles avaient réussi à conquérir depuis 1925. Cette tendance à la militarisation du mouvement national, à la répression des organisations ouvrières et paysannes va encore s'accroître avec le ralliement au camp nationaliste de nombreux généraux du Nord. Ces retournements d'alliance facilitèrent la poussée des troupes nationalistes, mais allaient aussi modifier l'équilibre interne du Guomindang au profit de la droite, confortée

dans son anticommunisme par son souci de ne pas heurter trop ouvertement les intérêts de leurs nouveaux alliés et des puissances occidentales.

Or la progression victorieuse de l'armée nationale révolutionnaire eut aussi pour conséquence de stimuler le mouvement populaire. Malgré les efforts de l'IC et des experts soviétiques pour canaliser la radicalisation des masses³¹⁰, les ouvriers organisent des structures administratives autonomes, créent de nouveaux syndicats et des milices armées alors que les paysans s'organisent en associations paysannes et réquisitionnent les terres pour les distribuer aux paysans pauvres.³¹¹ Dans certains cas, les soulèvements populaires précèdent même l'arrivée des troupes nationalistes, qui trouvent des villes «libérées» des seigneurs féodaux mais contrôlées par des milices ouvrières proches des communistes. A Wuhan et Nankin, les syndicats organisent des manifestations contre les étrangers. Les Britanniques doivent abandonner leurs concessions de Hankou, décision qui sème la panique dans les colonies étrangères de Shanghai. Tchang Kaï-chek tente de contrôler ces «débordements», réprime tout désordre dans les villes et les campagnes, prend des sanctions contre les troupes de Nankin, mais il est clair dès cet instant que le généralissime dont l'état-major est installé à Nanchang, petite ville provinciale sans véritable prolétariat, a peur d'être débordé par la gauche dont les positions se renforcent à Wuhan où a été transféré, contre sa volonté, le gouvernement nationaliste de Canton. En janvier 1927 il se rend à Wuhan dans l'espoir de rétablir

310 Le 26.10.1926 le BP du PCUS(b) adopta une résolution déclarant que «tant qu'existe le danger des impérialistes et du Nord, et tant que le conflit avec eux est inévitable, le Guomindang doit protéger tous ses alliés potentiels et compagnons de route», ce qui signifiait que les communistes devaient éviter toute campagne contre la bourgeoisie chinoise et les féodaux. Cité par A.V. Pantsov, «La politique de Staline en Chine», p. 20.

311 C'est précisément à cet époque que Mao Tse-toung, réalisant une enquête dans la province du Hunan, souligne les potentialités révolutionnaires de la paysannerie. Son texte intitulé *Rapport sur l'enquête menée dans le Hunan à propos du mouvement paysan*, paraîtra en mars 1927 dans un organe provincial, mais les journaux du CC du PCC et celui du gouvernement de Wuhan n'en publieront que des extraits. Je n'ai trouvé aucune référence à ce texte dans les documents de l'IC. Pourtant, et contrairement à une légende tenace, Mao ne fut pas le premier et le seul dirigeant communiste à s'intéresser aux paysans. Chen Duxiu avait lui-même proposé en mars 1926 d'armer les paysans du Guangdong, et c'est lui qui avait soutenu le travail de Peng Paï considéré comme le précurseur du communisme rural de Mao. Mais à chaque fois ses propositions d'armer les paysans s'étaient heurtées au refus de l'IC et des experts soviétiques. L. Feigon, *Chen Duxiu*, pp. 188-189.

son autorité sur le gouvernement nationaliste largement dominé par la gauche du parti. Tchang ne veut pas rompre avec les Soviétiques, mais il aurait souhaité obtenir le remplacement de Borodine par une autre personnalité moins hostile à sa personne comme Karakhan ou Radek.³¹² Cette proposition, qui apparaît surtout comme une tentative du généralissime pour gagner du temps en utilisant les divisions du parti russe, n'eut aucune suite et Tchang repartit à Nanchang convaincu que s'il ne reprenait pas l'initiative il risquait de se faire marginaliser au profit de la gauche.

Ce double processus – radicalisation des masses et «droitisation» de l'état-major de l'armée nationale révolutionnaire – est à l'origine de la crise de Shanghai, dont le dénouement provoquera la rupture de Tchang avec les communistes. Shanghai représentait pour chacun des protagonistes de l'expédition du Nord un enjeu déterminant pour l'avenir de leur position. Les communistes voulaient atteindre Shanghai pour s'appuyer sur le prolétariat le plus puissant et le mieux organisé du pays. Tchang Kai-chek désirait entrer en contact avec la riche bourgeoisie de Shanghai et les puissances étrangères pour négocier leur neutralité. La gauche du Guomindang se trouvait prise entre deux feux: elle ne souhaitait certes pas l'établissement d'un pouvoir prolétarien, mais elle doutait d'une telle possibilité alors que la perspective d'une alliance, très menaçante pour elle, entre Tchang et la grande bourgeoisie de Shanghai lui semblait bien réelle. Dès qu'elle apprend que les premières unités de l'armée nationale révolutionnaire sont à quelques dizaines de kilomètres de la ville, l'Union générale du travail lance un ordre de grève générale. Le mouvement est suivi par plus de 300 000 ouvriers prêts à faciliter l'entrée des troupes de Tchang dans la ville. Une première insurrection déclenchée le 22 février doit reculer au bout de deux jours pour éviter un massacre, mais le 21 mars plus d'un demi-million d'hommes descendent dans la rue pour renverser le pouvoir des militaristes soutenus par la police des concessions internationales. Lorsque les premières unités de l'armée nationale révolutionnaire entrent dans Shanghai, la ville, déjà libérée, est contrôlée par les syndicats et le parti communiste qui a organisé une municipalité provisoire. Tchang n'arrivera que quatre jours plus tard. Dès son arrivée, il prend contact avec les sociétés secrètes, les milieux d'affaires et la fé-

312 Lettre de Shanghai de trois émissaires de l'IC à la délégation russe de l'exécutif, 17.3.1927, publiée par P. Broué, *La question chinoise dans l'Internationale communiste*, Paris, EDI, 1965, p. 58.

dération patronale qui lui procurent des hommes de main et des millions de dollars. Une première fois, à la fin mars, Tchang tente de désarmer les ouvriers de Shanghai en profitant de l'arrivée des troupes de Canton: 10 communistes tués. Le 30 mars, il proclame la dissolution des syndicats: 8 ouvriers tués. Les échauffourées sanglantes se multiplient, l'état de siège est restauré.

A Moscou pourtant c'est l'euphorie. Tous les titres des journaux saluent la victoire de Tchang Kaï-chek, un hymne est composé en son honneur par le poète Maïakovski, des meetings et des défilés sont organisés dans toutes les grandes villes pour célébrer l'avenir révolutionnaire de la Chine. La presse communiste se félicite de ce que «les clés de Shanghai aient été remises par les ouvriers victorieux à l'armée de Canton [les armées nationalistes de Tchang]»,³¹³ confirmant ainsi la volonté des communistes de poursuivre la ligne politique de collaboration imposée par Staline. Il est impossible de trouver dans les journaux soviétiques la moindre évocation de la répression anti-ouvrière engagée par le «libérateur» dès son entrée dans la ville, ni des désaccords de plus en plus apparents entre Tchang et le gouvernement de Wuhan. Répondant implicitement aux critiques de l'opposition, un éditorial de la *Pravda* dément qu'il existe le moindre risque de retournement du Guomindang: «La pression révolutionnaire est si forte que Tchang Kaï-chek, comme le montre sa déclaration, est obligé de se subordonner à la direction des masses du parti et aux principes de la révolution.»³¹⁴ L'attention des Soviétiques se détourne d'ailleurs pendant quelques jours de Tchang et de Shanghai pour s'orienter vers Pékin où la police chinoise du seigneur de guerre Tchang Tso-lin a attaqué la légation soviétique le 6 avril avec la complicité des autorités occidentales.³¹⁵ Vingt communistes chinois dont Li Dazhao sont arrêtés, puis exécutés. Des documents prouvant la collusion de Feng Yuxiang avec les Soviétiques et la responsabilité de Moscou dans les manifestations anti-étrangères sont saisis par la police et publiés dans la presse.³¹⁶

313 «La signification historique de la victoire de Shanghai», éditorial de la *Pravda* du 22.3.1927, publié dans *Corrint.*, n° 36, 26.3.1927, p. 455.

314 «Le développement de la révolution chinoise et la situation du Guomindang», éditorial de la *Pravda* du 16.3.1927, publié dans *ibid.*

315 «Une provocation inouïe», éditorial de la *Pravda* du 8.4.1927, publié dans *ibid.*, n° 41, 13.4.1927, p. 491.

316 C.M. Wilbur et J.L. How, *Documents on Communism, Nationalism and Soviet Advisers in China.*

Craignant une intervention étrangère qui renverserait l'équilibre des forces au profit des armées du Nord, Staline réitère la nécessité de défendre à tout prix «l'alliance entre le Guomindang et le PCC».³¹⁷ Malgré les appels de l'organisation communiste de Shanghai, le bureau politique russe demande aux communistes de ne pas distribuer d'armes aux ouvriers afin «d'éviter les heurts avec l'armée nationale à Shanghai et avec ses chefs.»³¹⁸ Chen Duxiu s'incline par discipline.

Pourtant les spécialistes soviétiques de la Chine, et Radek en particulier, ne pouvaient plus ignorer les risques d'un retournement d'alliance de Tchang Kaï-chek aux dépens des communistes. Depuis l'été 1926, nombre de ses étudiants avaient attiré l'attention de Radek sur la réalité du tournant à droite opéré par le Guomindang et sur la détérioration de la situation des communistes. Après de nouveaux entretiens avec Trotsky³¹⁹, il avait écrit une première fois à Staline en août pour lui demander de mettre cette question à l'ordre du jour du bureau politique.³²⁰ Sans réponse du bureau politique, il avait envoyé un nouveau courrier en septembre 1926 dans lequel il soulignait sa crainte d'apporter des «réponses erronées aux questions de ses étudiants»³²¹ dans la mesure où il n'était pas informé de la situation et de la politique du Comintern.³²² Une fois encore le bureau politique s'était abstenu de lui répondre, mais les appels réitérés de Radek, et surtout son allusion aux questions des étudiants, commencèrent à susciter la crainte que la critique de la politique chinoise du Comintern ne se fassent désormais dans les salles de cours. Le silence du bureau politique révèle en réalité la gêne et la confusion qui règnent alors parmi les responsables de la politique chinoise. Les oppositionnels n'étaient en effet plus les seuls à s'inquiéter de la tournure que prenaient les événements en Chine. Lors du VII^e plénum élargi de l'IC sur la Chine,

317 «L'alliance entre le Guomindang et le PCC», *Corrint.*, n° 41, 13.4.1927, p. 492.

318 A.V. Pantsov, «La politique de Staline en Chine», p. 28.

319 A.В. Пантцов, *Тайная История советско-китайских отношений. Большевики и китайская революция (1919-1927)*, Москва, Муравей-Гайд, 2001, pp. 168-169.

320 [Radek] au secrétaire du CC du PCUS(b), 31.8.1926, F.530/1/10, doc. 79, RGASPI.

321 Une sélection de ces questions souvent très pertinentes figure dans le fonds personnels de Radek. F.326/2/124, doc. 2-10, RGASPI.

322 [Radek] au BP du CC du PCUS(b), 28.9.1926, F.530/1/10, doc. 87, RGASPI. Le fait que Radek soit effectivement l'auteur de cette lettre est confirmé par une déclaration de Vujovic au 8^e plénum de l'exécutif. Trotsky, *Problems of the Chinese Revolution*, pp. 378-380.

qui se tint du 22 novembre au 16 décembre 1926, plusieurs intervenants avaient explicitement évoqué la guerre dans la guerre, celle que «menait la bourgeoisie chinoise pour freiner la progression du mouvement ouvrier». ³²³ Deux lignes cohabitaient alors aussi au sein de l'exécutif: celle de Raskolnikov, Boubnov et Manuilsky, qui s'inquiétaient d'un risque de «kémalisation» du Guomindang; et celle de Pavel Mif, qui tout en défendant la collaboration avec le Guomindang, soulignait la nécessité de «développer les tendances prolétariennes de la révolution», allant même jusqu'à exiger l'organisation immédiate de Soviets de paysans, ³²⁴ un mot d'ordre inapplicable dans le cadre du Guomindang. Staline dut intervenir personnellement pour imposer une ligne dont la caractéristique principale est l'ambiguïté. Dans son discours à la commission chinoise, le secrétaire général rappelle la nécessité de «poursuivre la collaboration du PC chinois avec le Guomindang» car «toute la marche de la révolution chinoise, son caractère, ses perspectives démontrent avec certitude que les communistes chinois doivent rester dans le Guomindang». ³²⁵ Staline s'oppose aussi à la formation de Soviets, mais il insiste sur la nécessité de s'appuyer sur les «comités de paysans» et d'aborder la question de la nationalisation des terres. Ces mots d'ordre, et Staline le savait, ne pourraient que briser le front uni anti-impérialiste.

Le caractère contradictoire et en définitive totalement inapplicable de cette ligne apparaît clairement dans le programme de réforme agraire adopté par l'exécutif puisqu'il évoque la confiscation des terres, mais seulement celles «appartenant aux militaristes réactionnaires». ³²⁶ Or dans la région de Wuhan la plupart des terres appartenaient aux membres de la gauche du Guomindang, ce qui laissait peu de place pour une véritable réforme agraire que Staline considérait pourtant comme la condition même de l'adhésion des paysans à la révolution anti-impérialiste. Un rapport de la section d'information de l'exécutif, daté du 13 décembre 1926, soulignait aussi que «malgré les mots d'ordre de l'aile gauche du Guomindang, la

323 Compte rendu du 7^e plénum de l'exécutif élargi sur la situation en Chine, *Corrint.*, n° 132, 8.12.1926, p. 1659.

324 A.V. Pantsov, «La politique de Staline en Chine», pp. 22-23.

325 Discours de Staline à la commission chinoise, 30.11.1926, *Corrint.*, n° 139, 22.12.1926, p. 1765.

326 Thèses du 7^e plénum de l'exécutif élargi sur la situation en Chine. P. Broué, *La question chinoise dans l'IC*, p. 41.

plus grande partie du pouvoir politique et militaire se trouvait maintenant dans les mains de la droite. [...] En parole Tchang Kaï-chek est à gauche, mais dans les faits il est à droite.»³²⁷ Il était encore envisageable à ce moment d'armer les ouvriers et les paysans, ou simplement d'exiger le retrait des communistes du Guomindang, mais Staline analysait les événements chinois uniquement sous l'angle de la lutte contre les trotskystes et, dans cette perspective, il lui était impossible de demander la rupture sans donner l'impression de s'aligner sur son adversaire.

Les inquiétudes de Radek s'aggravèrent encore lorsqu'il reçut à la fin de l'année des nouvelles informations de Dalin, un enseignant oppositionnel que Radek avait pris l'initiative d'envoyer en Chine sous couvert d'une mission de recrutement d'étudiants.³²⁸ Grâce à un premier séjour en Chine en 1922, Dalin avait réussi à rencontrer les principaux dirigeants chinois dont Peng Shuzhi qui n'avait pas tardé à le convaincre de la situation dramatique dans laquelle se trouvaient les communistes chinois.³²⁹ A son retour à Moscou, en janvier 1927, il fit à l'Université Sun Yat-sen un rapport extrêmement alarmiste sur la situation chinoise en décrivant la persécution des communistes, la dissolution des organisations ouvrières et paysannes et l'orientation de plus en plus droitière de la politique du Guomindang. En comparant ce rapport aux lettres qu'il avait reçues, Radek comprit que son courrier avait été censuré et parfois même dérobé.³³⁰ Pourtant Radek s'était encore allié durant l'hiver 1927 à Piatakov et aux zinoviétistes pour interdire à Trotsky de réclamer la sortie du PCC du Guomindang et de mettre en avant une perspective fondée sur la théorie de la révolution permanente.³³¹ Le refus de Radek n'était pas une opposition de principe, tous les bolcheviks partisans de la collaboration savaient en effet que la rupture était à terme inévitable, mais selon lui la sortie des communistes du Guomindang

327 Rapport de la section d'information de l'exécutif sur la situation en Chine, 13.12.1926, F.495/33/402, doc. 95, RGASPI.

328 Décision du bureau d'organisation du CC du PCUS(b), 9.7.1926, F.530/1/9, doc. 12, RGASPI.

329 P. Broué, *Histoire de l'IC*, p. 456.

330 Радек, *Изменя китайской крупной*, p. 141. Radek aurait écrit au CEIC pour lui dire: «Faites censurer mes lettres, je le veux bien, mais pas par un ancien menchevik [Rafes].» P. Pascal, *Russie 1927*, Lausanne, L'Age d'Homme, 1982, p. 203.

331 Trotsky, *Problems of the Chinese Revolution*, pp. 13-14.

qui aurait pu se faire facilement dans une période de relative accalmie, n'était plus aussi simple dans la situation actuelle. [...] Toutes les actions du Guomindang, et plus précisément celles de son aile droite et de sa branche militaire, dirigées contre les masses pour défendre les intérêts des capitalistes n'ont pas encore suscité de vaste mouvement d'indignation à l'égard du Guomindang et n'ont pas encore permis aux masses de comprendre la nécessité d'un parti de classe du prolétariat et de la paysannerie pauvre. A ce jour le PCC ne représente pas encore aux yeux de la grande masse des travailleurs une organisation indépendante, mais seulement une composante du mouvement national. Cela nous oblige à préparer clandestinement la sortie du PCC du Guomindang sans l'annoncer publiquement.³³²

Ainsi selon Radek le triomphe de l'expédition du Nord avait tellement frappé l'imagination des masses que celles-ci auraient de la peine à accepter l'idée d'une trahison du Guomindang. Trotsky rejeta les arguments de Radek, «des arguments qui pourraient conduire à des conclusions erronées», car selon lui «il est impossible de différer la sortie des communistes du Guomindang si nous voulons tenter de sauver le PCC d'une dégénérescence menchevique».³³³ Mais pour Radek «Trotsky se trompe lorsqu'il dit que le PCC est devenu un parti semi-menchevique. Le PCC pratique la politique de l'IC à contrecœur. [...] La difficulté ne réside pas dans les oscillations du parti, mais dans le fait que la plus grande partie des masses chinoises ne connaît même pas le PC.»³³⁴

Au-delà de ces désaccords Radek est pourtant convaincu que l'opposition doit maintenant prendre le risque de placer la question chinoise au centre du débat. Alors que Zinoviev et Trotsky préparent des thèses pour les soumettre au bureau politique, Radek va profiter d'un débat organisé le 18 mars 1927 à l'Académie communiste de Moscou en présence de nombreux spécialistes de la Chine pour accuser l'exécutif de ne pas avoir de politique chinoise. Radek esquisse à cette occasion une nouvelle ligne politique qui, sans aller jusqu'à la rupture préconisée par Trotsky, représenterait un tournant important, tant vis-à-vis de ses analyses passées que de la ligne officielle du Comintern. Toujours convaincu que les communistes chinois ne réussiront pas à prendre seuls le pouvoir, il leur propose maintenant de s'allier à la gauche du Guomindang, le gouvernement de Wuhan dirigé par Wang Jingwei revenu de France, pour contrebalancer

332 Projet de résolution envoyé par Radek à Trotsky, 3.3.1927, F.326/2/24, doc. 125-126, RGASPI.

333 Lettre de Trotsky à Radek, 4.3.1927, F.326/2/25, doc. 144, RGASPI.

334 Lettre de Radek à «Lieber Freund», [mars 1927], F.326/2/24, doc. 133, RGASPI.

l'influence de Tchang et de la droite du parti.³³⁵ La direction stalinienne interdit la publication d'un compte rendu du débat comme le voulait l'usage mais les positions de Radek étaient désormais connues dans tous les cercles du parti. Pendant plusieurs semaines Radek va multiplier les attaques contre la politique de coopération aveugle avec le Guomindang. A plusieurs reprises, il évoque aussi le risque que Tchang Kai-chek puisse se retourner contre les communistes et trahir la révolution.³³⁶ Le 6 avril 1927, Staline répond à Radek lors d'un discours prononcé devant les communistes de Moscou en se moquant de son «impatience», de sa «panique» et de ses mots d'ordre «r-r-révolutionnaires». Selon lui, «Tchang Kai-chek n'a peut-être que peu de sympathie pour la révolution, mais il est à la tête de l'armée et il ne peut rien faire d'autre que de la conduire contre les impérialistes. [...] Quand la droite ne nous servira plus à rien, nous la jetterons. A présent nous avons besoin de la droite».³³⁷ Le 10 avril, la *Pravda* publie un article de Martynov, un ancien menchevik devenu le spécialiste de la Chine au sein du Comintern, sur la nécessité de conserver «un bloc de quatre classes».

Pourtant l'opposition russe et les communistes de Shanghai n'étaient plus les seuls à dénoncer les risques d'un retournement de Tchang contre les communistes. L'Américain Earl Browder, le Britannique Tom Mann et le Français Jacques Doriot qui effectuaient une mission de propagande pour la direction stalinienne en Chine et M.N. Roy, l'envoyé de l'exécutif, observent sans pouvoir intervenir la répression engagée par Tchang depuis février. Même Borodine, pourtant le plus convaincu des partisans de l'alliance, semble s'attendre au pire.³³⁸ Le 17 mars trois émissaires de l'Internationale qui séjournaient en Chine depuis plusieurs mois envoyaient à la délégation russe de l'exécutif une lettre qui est un véritable réquisitoire contre la politique soviétique en Chine:

Les événements de ces derniers mois, et tout particulièrement les derniers événements de Shanghai, nous ont définitivement convaincus que la direction actuelle du PCC est incapable de mener une ferme politique communiste d'autant plus nécessaire que les

335 Séance de l'Académie communiste de Moscou à propos des discours de Raskolnikov, Radek et Lozovski sur les événements chinois, F.495/44/3, doc. 21-68, RGASPI.

336 L. Fischer, *Men and Politics*, pp. 85-86.

337 Appendice de V. Vujovic à Trotsky, *Problems of the Chinese Revolution*, p. 383.

338 D.S. Jacobs, *Borodin*, p. 245.

conditions se compliquent à l'extrême. [...] La crise dans le parti est telle que si le CE de l'IC n'intervient pas immédiatement, elle peut être lourde de conséquences, tant pour le parti que pour la révolution chinoise. [...] Les dirigeants du PCC et Borodine ne croient pas à la voie du développement socialiste de la révolution chinoise, de même qu'ils n'ont confiance ni dans le prolétariat, ni dans la paysannerie, ni dans les masses, ni dans l'activité de celles-ci. Les conceptions du noyau dirigeant étaient, par exemple, telles que, selon lui, la Chine traverse une révolution nationale dirigée contre les impérialistes et les militaristes féodaux. A cette révolution prennent part toutes les classes et parmi elles la bourgeoisie nationale, les «bons» gentry et les propriétaires fonciers. [...] Et c'est pourquoi il subordonne les intérêts de la classe ouvrière et de la paysannerie aux intérêts de la bourgeoisie. [...] Se considérant elle-même comme un auxiliaire jouant un rôle de second ordre dans la révolution chinoise, la direction du PCC s'efface elle-même, ainsi que le parti et le mouvement des masses, et devient un jouet dans les mains de la droite.

Une position d'autant plus inacceptable que, selon ces observateurs, la situation a beaucoup évolué au cours des quatre derniers mois et que «la lutte pour l'hégémonie du prolétariat dans la révolution chinoise est une tâche qui est désormais à l'ordre du jour».³³⁹ Les auteurs commettaient une erreur en faisant porter la responsabilité de cette politique à la direction chinoise, mais leur appréciation de la situation était trop proche de celle de l'opposition – selon Trotsky et Zinoviev elle «confirmait à 100% la justesse de la ligne de l'opposition»³⁴⁰ – pour que Staline accepte de transmettre la lettre à l'exécutif. Elle ne pourra jamais être mentionnée officiellement mais elle va rapidement circuler parmi les opposants.³⁴¹ Depuis l'intervention publique de Radek, et bien que ses critiques soient demeurées très en dessous de la réalité du danger qui menaçait les communistes de Shanghai, Staline craint en effet surtout qu'une modification de la ligne du Comintern en Chine ne serve de tremplin à un retour de l'opposition. C'est pourquoi il refuse de prendre en compte ce qui apparaît de plus en plus comme une évidence à tous les observateurs de la situation chinoise, et cela indépendamment de leur position vis-à-vis de la direction du parti russe.

339 Publiée par P. Broué, *La question chinoise dans l'IC*, pp. 51-53.

340 Zinoviev et Trotsky, «Des faits et des documents qui devraient être examinés par chacun des membres du PCUS(b) et de l'Internationale», [1927], F.326/2/5, doc. 85-96, RGASPI.

341 La lettre serait arrivée à Moscou lors du plénum du CC du PCUC(b) du 13.4.1927, au moment où Trotsky et Zinoviev présentaient leurs thèses. Un exemplaire figure dans le fonds Radek, F.326/2/25, doc. 58-69, RGASPI.

Le 11 avril 1927, Radek est révoqué de son poste de recteur de l'Université Sun Yat-Sen. Le lendemain, Tchang Kai-chek exécute son coup d'Etat à Shanghai en procédant à l'arrestation des principaux dirigeants des syndicats, de la milice ouvrière et du parti communiste qui ont reçu de Moscou l'ordre de ne pas résister. Les organisations ouvrières ripostent en organisant des manifestations pacifiques, mais le 13 les troupes de Tchang tirent sur la foule. On compte près de 300 tués et 5000 disparus. La répression anticommuniste s'étend dans toutes les villes du bassin du Yangtsé et à Canton où l'épuration est encore plus sanglante. Dénoncé par le gouvernement de Wuhan, Tchang Kai-chek installe à Nankin un gouvernement appuyé par la droite du Guomindang.

La question chinoise devient celle de l'opposition

La réaction de Moscou consiste d'abord à censurer toutes les informations sur ces événements dramatiques, puis lorsque les faits sont connus, à empêcher le débat au sein du parti. P. Pascal qui séjourne alors à Moscou raconte:

J'ai suivi jour après jour dans la presse bourgeoise étrangère les préparatifs du coup de force du Kornilov jaune. [...] Or la *Pravda* ne soufflait mot de tout cela et l'on se berçait de manifestes prometteurs signés par des secrétaires du parti. [...] Le désarroi fut tel ici que, la question chinoise étant à l'ordre du jour des réunions du parti jeudi dernier, les événements firent ajourner ce débat! La *Pravda* de Moscou et celle de Leningrad gardèrent du reste le silence 24 heures sur le drame.³⁴²

Le 15 avril, la *Pravda* évoque une première fois la «trahison de Tchang Kai-chek». Mais le 16, soit quatre jours après le coup de Tchang, paraît encore dans la *Correspondance internationale* un article d'Ernst Thaelmann, extrêmement optimiste sur les perspectives de la révolution chinoise et l'avenir de la collaboration du PCC avec le Guomindang.³⁴³ Selon les partisans de la direction stalinienne, le crime de Shanghai «confirmait la justesse de la ligne de l'Internationale», un représentant de la gauche du Guomindang va même jusqu'à écrire que la trahison de Tchang

342 P. Pascal, *Russie 1927*, p. 102.

343 E. Thaelmann, «La révolution chinoise et les tâches du prolétariat», *Corrint.*, n° 42, 16.4.1927, pp. 499-500.

n'était pas inattendue.³⁴⁴ De toutes les façons, la révolution était, en dépit de sa défaite partielle, passée à un stade supérieur et elle «possédait des forces suffisantes pour repousser tous les déserteurs et les traîtres».³⁴⁵

P. Pascal, pourtant très réservé à l'égard de l'opposition, note «que cela ne peut se passer comme ça et que les mécontents – ils ont vu clair là-dessus il y a beau temps – s'ils ont quelque chose dans le ventre, doivent gueuler.»³⁴⁶ Radek écrit sur la Chine des études qui ne sont pas publiées, mais qui se répandent sous forme de manuscrits. Dans un texte intitulé *La trahison du mouvement national par la grande bourgeoisie chinoise*³⁴⁷, il explique que le désastre d'avril était la conséquence d'une appréciation erronée de la nature de la révolution et des antagonismes de classe en Chine. Il accuse le Comintern d'avoir envisagé la révolution chinoise sous l'angle unique d'une révolution démocratique-bourgeoise dont l'objectif était la destruction des structures féodales et l'expropriation des capitalistes étrangers, une conception qu'il avait lui-même partagée jusqu'à récemment. Radek ne contestait pas la persistance des structures féodales en Chine, mais selon lui le féodalisme n'était plus la forme d'organisation prédominante dans les campagnes.³⁴⁸ La lutte nationale contre les capitalistes étrangers se doublait aussi d'une lutte des paysans et des ouvriers contre leurs exploiters. La politique appliquée par le Comintern en Chine comportait selon Radek de nombreuses similarités avec celle préconisée par les mencheviks pour la Russie une décennie plus tôt. Cette déviation selon lui s'expliquait par le fait que les deux principaux experts de la Chine au sein du Comintern, Martynov et Rafes, étaient d'anciens mencheviks.³⁴⁹

Ces critiques de Radek ne sont pas moins opportunistes et politiciennes que la défense adoptée par Staline dans la mesure où il avait lui-même largement soutenu cette politique jusqu'au retour de Dalin. Il se garde d'ailleurs d'accuser directement Staline de menchevisme, se concentrant sur Boukharine qu'il accuse de s'être laissé influencer par les

344 Liao Han Sin, «Le traître au peuple Tchang Kaï-chek», *ibid.*, n° 45, 23.4.1927, p. 521.

345 *Правда*, 15.4.1927.

346 P. Pascal, *Russie 1927*, p. 103.

347 Радек, *Изменя китайской крупной*, p. 143.

348 *Ibid.*, Radek avait commencé à développer ce thème au printemps 1927 dans un cours intitulé «Les forces motrices de la révolution chinoise», F.326/2/32, doc. 1-45, RGASPI.

349 *Ibid.*, p. 144.

conceptions mencheviques de son entourage et d'avoir délibérément censuré les avertissements lancés depuis plusieurs mois par les communistes chinois et l'opposition. Reprenant les mots d'ordre qu'il avait lancés pour la première fois à l'Académie communiste, il propose un réalignement des communistes sur la gauche du Guomindang qui dirige alors le gouvernement de Wuhan. Ensemble les communistes et la gauche pourraient ainsi selon lui procéder à de véritables actions révolutionnaires comme l'établissement de Soviets et faire contrepoids aux armées de Tchang.³⁵⁰ A l'exception du mot d'ordre d'établissement de Soviets et de la caractérisation de la société paysanne, Radek est encore une fois plus proche de la ligne de Staline – alliance avec la gauche du Guomindang et le gouvernement de Wuhan³⁵¹ – que de la position de Trotsky qui ne cesse de dénoncer les illusions à l'égard de la gauche: «Staline endosse et veut faire endosser à l'Internationale la responsabilité de la politique du Guomindang et du gouvernement de Wuhan, de même qu'il a voulu une fois de plus endosser la responsabilité de la politique de l'ancien gouvernement national de Tchang Kaï-chek.»³⁵² Le 13 mai Staline répond publiquement à Radek en dénonçant dans une réunion organisée par les étudiants de l'UTK sa sous-estimation de la nature féodale de la société chinoise et son appel à l'organisation de Soviets locaux.³⁵³

Tous les dirigeants bolcheviques, et cela indépendamment de leur stratégie, surestiment en réalité les positions du gouvernement de Wuhan. Trotsky exige la rupture, craignant une menchevisation du PCC par la gauche du Guomindang. Radek et Staline pensent au contraire pouvoir encore l'utiliser contre Tchang, mais au printemps 1927 la gauche du Guomindang est déjà un état-major sans troupes et un gouvernement sans autorité. Malgré leurs désaccords Radek et Staline sont surtout à la traîne des événements. Coincé entre l'impératif de collaboration avec le gouvernement de Wuhan imposé par Borodine au V^e congrès du PCC, le 27 avril 1927³⁵⁴, et la nécessité, défendue par M. N. Roy, d'élargir sa base en s'appuyant sur la révolution paysanne dont les excès risquaient à tout

350 *Ibid.*, p. 145.

351 C'est le sens de la résolution proposée par le plénum de l'exécutif du 5 mai 1927, F.495/44/5, doc. 164-185, RGASPI.

352 P. Broué, *La question chinoise dans l'IC*, pp. 329-335.

353 И. В. Сталин, *Сочинение*, Т. 9, pp. 240-245, 260-264.

354 D. S. Jacobs, *Borodin*, p. 253. Un compte rendu en russe du V^e congrès du PCC figure dans les archives Radek, F.326/2/29, RGASPI.

moment d'entraîner la rupture du front politique avec la gauche du Guomindang, le PCC laisse retomber l'élan du mouvement paysan tout en suscitant la méfiance d'une large partie de la gauche du parti nationaliste. Alors que Radek et Staline débattent sur les perspectives révolutionnaires du gouvernement de Wuhan, le général chrétien Feng Yuxiang, sur lequel reposaient les derniers espoirs de Borodine, se rapproche de Tchang sur la base d'un programme anticommuniste. Le 15 juillet Wang Jingwei dénonce à son tour l'accord de coopération avec le PCC et l'Union soviétique.³⁵⁵ Les communistes, qui doivent quitter le parti et l'armée, entrent en clandestinité pour une période de dix ans. La direction stalinienne fera porter à la direction chinoise de Chen Duxiu la responsabilité de cette succession de défaites, pour l'opposition russe les coupables sont Staline et Boukharine, mais Radek semble pour sa part toujours douter qu'une autre politique ait été possible.

Mais l'heure n'était plus aux querelles historiques: «Il est indispensable que nous réussissions à nous mettre d'accord», note Trotsky pour Radek dans une note accompagnant son dernier texte.³⁵⁶ Au début juillet 1927 l'opposition réussit à surmonter ses différences en adoptant un texte de compromis rédigé par Zinoviev, auquel s'ajoutent les signatures de Trotsky, Radek, Safarov et Evdokimov: *Nouvelle étape de la révolution chinoise: De Tchang Kai-chek à Wang Jingwei*.³⁵⁷ Radek et Zinoviev avaient une nouvelle fois repoussé la proposition de Trotsky d'appliquer la théorie de la révolution permanente à la Chine, mais les thèses de l'opposition reprenaient ses mots d'ordre de rupture immédiate avec le Guomindang, de politique révolutionnaire indépendante et d'établissement des Soviets. L'opposition perdit cependant rapidement toute possibilité d'agir sur les événements chinois. Durant l'été Radek, Prigojin, Dalin et d'autres oppositionnels sont destitués de l'Université Sun Yat-sen pour rupture de discipline et propagande anti-léniniste auprès des étudiants chinois.³⁵⁸ Trotsky et Zinoviev seront exclus du CC du parti russe à la fin octobre, et du parti lui-même le 15 novembre. En décembre 1927, alors que l'opposition n'aura

355 N. Boukharine, «La révolution chinoise à un tournant brusque du chemin», *Corrint.*, n° 75, 16.7.1927, pp. 1005-1006.

356 Note de Trotsky, 8.6.1927, F.326.2.25, doc. 138, RGASPI.

357 «Новый этап китайской революции: От Чан Кай-ши к Ван Тин-Вею», 2.7.1927, F.326/2/7, doc. 23-51, RGASPI.

358 Déclaration de la cellule du bureau de l'UTK, mai 1927, F.530/2/29, doc. 1-10, RGASPI.

même pas la possibilité de présenter ses thèses sur la question chinoise aux délégués du XV^e congrès, des milliers de communistes chinois seront envoyés à une mort certaine lors d'une «insurrection suicide»³⁵⁹ organisée par deux proches de Staline à partir de la commune de Canton.

La «période de la première guerre civile», comme l'appellent les historiens communistes chinois, se terminait par l'élimination des communistes des centres urbains. Persécutés, ils vont se retirer dans les campagnes pour entamer une reconquête basée sur l'action paysanne et la constitution d'une armée populaire qui allait prendre plus de vingt ans et donner au communisme chinois une physionomie très différente de celle du communisme russe. Selon l'historien A. V. Pantsov, la politique chinoise de Staline avait échoué

parce qu'elle était déterminée par son adhésion à la conception erronée d'un parti multiclassé. Selon cette doctrine, les communistes devaient rendre le Guomindang aussi gauchiste que possible, à savoir en le changeant en parti ouvrier et paysan. [...] En fait les communistes se condamnèrent eux-mêmes à une retraite permanente devant leur allié, [...], puisqu'il était impossible de communiser le Guomindang sans risquer l'éclatement du front unique. [...] En fait, Staline s'était lui-même piégé dans un cul de sac.³⁶⁰

Mais il n'est pas possible comme le reconnaît Wang Fanxi, lui aussi trotskyste, de dire «comment la révolution se serait terminée si ses dirigeants avaient fait une politique différente».³⁶¹ Même dans cette perspective, il n'est en effet pas du tout certain que les communistes chinois aient disposé des forces nécessaires pour renverser le cours des événements. La politique de collaboration entamée en 1922 semble d'ailleurs, malgré son échec en 1927, moins globalement erronée que ne le dirent les oppositionnels. La remarquable progression des communistes chinois, qui sont passés de 57 membres en juillet 1921 à 58 000 membres en avril 1927, devait beaucoup, pour ne pas dire presque tout, à son engagement dans la cause nationale qui lui permit de catalyser une partie de la frustration nationale en entrant au contact de masses qui, avant l'expédition du Nord, n'avaient jamais entendu parler des communistes. Même Trotsky avait

359 P. Broué, *Histoire de l'IC*, p. 442.

360 A.V. Pantsov, «La politique de Staline en Chine», p. 5.

361 «Réponse de Wang Fanxi à des questions de Greg Benton sur une *Histoire du Trotskysme* qui vient de Chine [Il s'agit du livre de l'historien maoïste Tang Baolin]», *CLT*, n° 57, mars 1996, p. 96.

reconnu en juin 1926, quelques mois après avoir commencé à exiger la rupture, que «la cohabitation organisée entre le Guomindang et le PCC était correcte et progressiste à une époque déterminée».³⁶² C'est donc la poursuite jusqu'au-boutiste de cette politique, après la formation du gouvernement de Wuhan et plus encore après la libération de Shanghai par les organisations ouvrières alors que les signes d'une trahison de Tchang se multipliaient, plus que cette politique elle-même, qui semble surtout en cause. Mais la logique de bipolarisation imposée par l'affrontement au sein du parti russe empêchait toute discussion sur l'opportunité d'un retrait des communistes chinois du Guomindang, car une telle discussion aurait été interprétée comme un désaveu de la politique de la majorité stalinienne. Les communistes chinois furent ainsi les victimes d'une logique d'affrontement totalement extérieure à la révolution chinoise.

La question chinoise continuera d'agiter le parti russe et l'Internationale, moins d'ailleurs au sein de la majorité stalinienne qu'à l'intérieur de l'opposition. Nombre de communistes chinois qui avaient étudié en Russie ou participé aux événements de 1927, rejoindront les rangs de l'opposition trotskyste dont ils constitueront l'une des composantes les plus actives.³⁶³ La correspondance des oppositionnels russes en exil révélera aussi un véritable effort de clarification et d'analyse sur cette question chinoise. Mais Radek reviendra pour sa part rapidement à son analyse initiale, condamnant la possibilité d'appliquer la théorie de la révolution permanente au contexte chinois, déclarant même que cette dernière était contraire aux thèses de Lénine et revenant au slogan de la «dictature démocratique des ouvriers et de la paysannerie», alors que Trotsky revendique le mot d'ordre de dictature du prolétariat.³⁶⁴ Avant même son départ en exil, il aurait aussi, après avoir dans un premier temps encouragé les oppositionnels chinois à «tenir solidement la ligne de l'opposition» sans constituer un second parti, déclaré à l'un de ses partisans que «la ligne du PCUS(b) était juste et qu'il s'était trompé».³⁶⁵ Ces attaques de Radek contre l'interprétation trotskyste de la révolution chinoise annonçaient sa capitulation,

362 Lettre de Trotsky à Radek, 26.6.1926, F.326/2/25, doc. 107-108, RGASPI.

363 Jusqu'au début des arrestations en 1928, les oppositionnels chinois étaient souvent invités à participer aux réunions de l'opposition unifiée.

364 Троцкий, «Радек и Оппозиция», p. 10.

365 Témoignage de Qi Shugong à Nekrassov, cité par A.V. Pantsov, «La naissance de l'opposition», p. 53.

mais alors que sur de nombreuses questions le réalignement de Radek sur la ligne du parti peut être interprété comme un reniement de ses convictions, l'affrontement avec Trotsky sur la question chinoise apparaît plutôt comme le signe d'un retour à ses conceptions initiales. A l'exception d'une courte période comprise entre mars et décembre 1927, Radek avait soutenu dans les grandes lignes la politique chinoise de la direction stalinienne. L'importance de ce tournant provisoire doit d'ailleurs être relativisée puisqu'il refusa toujours de reconnaître la possibilité d'appliquer la théorie de la révolution permanente de Trotsky à la Chine.³⁶⁶ Rien ne permet non plus de penser qu'il ait vraiment compris l'importance de la question paysanne dans le processus révolutionnaire chinois. Refusant de prendre en compte des siècles de développement historiques autonomes, Radek n'avait, comme l'a justement noté W. Lerner, jamais cessé d'identifier les événements révolutionnaires chinois à ceux de l'histoire européenne.³⁶⁷ Cette approche l'empêcha toujours de comprendre les potentialités révolutionnaires de la paysannerie et l'amena à envisager le mouvement révolutionnaire chinois comme un facteur de déstabilisation de l'impérialisme britannique, mais jamais comme une force capable de réussir ce que même les prolétaires allemands n'avaient pas réussi à accomplir. Ainsi, l'homme, qui pendant des années avait irrité ses camarades en tentant de leur expliquer que la révolution allemande ne se développerait pas forcément selon le modèle russe, fut incapable, malgré ses contacts privilégiés avec les étudiants, de faire preuve du même pragmatisme à l'égard de la Chine en développant une stratégie révolutionnaire tirée de sa spécificité historique.

366 La seule fois que Radek aborde cette question c'est pour en contester la légitimité. Rapport de Radek sur la situation internationale de la Chine, 11.3.1927, F.326/2/32, doc. 67, RGASPI.

367 W. Lerner, «Karl Radek and the Chinese Revolution, 1925-1927», in *Essays in Russian and Soviet History in Honor of G. Tanquary Robinson*, J. Shelton Curtiss (ed.), New York, Columbia University Press, 1963, p. 282.

3. De l'intransigeance à la capitulation

Une Europe totalitaire grandissait cependant derrière nous. Là, nous étions aveugles. Révolutionnaires, voulant créer une société nouvelle, «la plus vaste démocratie des travailleurs», nous avions de nos mains, sans nous en rendre compte, construit la plus terrifiante machine étatique qui puisse se concevoir, et quand nous nous en apercevions avec révolte, cette machine, dirigée par nos frères et nos camarades, se retournait contre nous et nous écrasait.³⁶⁸

Avons-nous été assez idiots! Nous n'avons pas un sou, quand nous aurions pu nous réserver un joli trésor de guerre! Aujourd'hui le manque d'argent nous tue. Avec notre fameuse probité révolutionnaire, nous n'avons été que de fichus intellectuels pleins de scrupules.³⁶⁹

Exclus du parti nous ferons tout pour y revenir.³⁷⁰

Un combat inégal

La faillite de la politique stalinienne en Chine suscita un vaste courant de sympathie en faveur de l'opposition: «Nous n'étions déjà plus seuls. Autour de nous se groupaient des centaines et des milliers de révolutionnaires de la nouvelle génération.»³⁷¹ Selon le témoignage de Trotsky «un bon nombre de jeunes camarades croyaient qu'une faillite si évidente de la politique de Staline devait rapprocher la victoire de l'opposition». Mais pour sa part il s'opposa à cette interprétation:

Après l'écrasement de la révolution allemande en 1923, après l'échec de la grève générale anglaise en 1926, la nouvelle défaite en Chine ne peut que renforcer le découragement des masses à l'égard de la révolution internationale. Or c'est ce découragement même qui est la source psychologique essentielle de la politique de Staline, faite d'un nationalo-réformisme.³⁷²

La situation de l'opposition demeurait en effet difficile. Depuis l'automne 1926, date de la déclaration de loyauté signée par les dirigeants trotskystes et zinoviétistes, les défections s'étaient multipliées. Les exclusions et les

368 V. Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire*, p. 404.

369 Radek à V. Serge en novembre 1927, *ibid.*, p. 239.

370 Déclaration de I.T. Smilga, Rakovsky, Mouralov et Radek au XV^e congrès du PCUS concernant la demande d'exclusion de l'opposition, 17.12.1927, publiée dans «Documents sur les trotskystes en Union Soviétique (I)», *CLT*, n° 6, 1980, pp. 70-73.

371 Trotsky, *Ma Vie*, p. 619.

372 *Ibid.*, p. 618.

nouvelles affectations, à l'étranger ou en Sibérie, avaient accentué ce mouvement de désorganisation. Parmi ceux qui restaient, les divergences n'avaient cessé de s'accroître. Plusieurs tendances rivales cohabitaient ainsi au printemps 1927 dans ce qu'il convient d'appeler la mouvance oppositionnelle.

La première est celle des décistes de T. V. Sapronov et V. M. Smirnov qui rédigent un texte connu sous le titre de *Plate-forme des 15*. Selon eux, «la bureaucratisation du parti, la dégénérescence de sa direction, la fusion de la direction du parti avec l'appareil bureaucratique d'Etat, la baisse d'influence de la composante ouvrière sur la vie du parti et le recours à l'appareil policier dans les luttes intérieures du parti, tous ces faits démontrent que le comité central a, dans sa politique d'étouffement du parti, déjà franchi la frontière à partir de laquelle commence la liquidation du parti et sa transformation en appareil auxiliaire de l'Etat». ³⁷³ Ils ne peuvent prendre le risque de déclarer publiquement leur volonté de fonder un second parti sans être immédiatement exclus, mais il ne fait guère de doute qu'ils ne croient plus à la possibilité d'un redressement. Une autre tendance regroupe les partisans de Trotsky et ceux de Zinoviev. Ensemble ils élaborent un texte intitulé *Déclaration des 83* qui cherche à définir et à organiser les bases de l'opposition dans la perspective du XV^e congrès. ³⁷⁴ Refusant, à la différence des décistes, la possibilité que le parti ait déjà accompli son Thermidor, ils se proposent d'en redresser le cours pour le ramener sur une «ligne léniniste». La *Déclaration des 83* apparaît ainsi surtout comme une manifestation de fidélité de l'opposition de gauche envers le parti bolchevique, ce qui n'interdit pas les divergences avec la majorité de Staline-Boukharine.

La frontière entre les deux tendances oppositionnelles n'est pourtant pas toujours aussi claire. Selon P. Pascal «bien des trotskystes trouvent le programme de Sapronov excellent en soi, ses formules sur l'Etat, et d'autres encore, très fortes, mais ils estiment que ce n'est pas une bonne tactique en ce moment de parler si franchement». ³⁷⁵ Radek était de ceux-ci. Officiellement il se contente de parler de «tendances thermidoriennes» qui ne touchent que partiellement le parti, même si elles pèsent lourd dans l'ap-

373 Déclaration des 15 à tous les membres du CC du PCUS(b), F.326/2/8, doc. 48, RGASPI.

374 Lettre collective signée par 83, puis 84, oppositionnels au BP du CC du PCUS(b), 25.5.1927, F.326/2/6, doc. 10-27, RGASPI.

375 P. Pascal, *Russie 1927*, p. 206.

pareil d'Etat et parmi les responsables de l'économie soviétique, mais en privé, il déclare que, tout en exagérant un peu, les décistes «n'avaient peut-être pas si tort que cela»³⁷⁶, que peut-être le Thermidor dont l'opposition dénonçait les dangers était déjà un fait accompli. Il déplorait en tout cas la rupture, voulue par Trotsky, avec le groupe des 15 et souhaitait que les attaques contre eux cessent pour pouvoir se préparer à la formation d'une organisation commune de l'opposition. Ces divergences d'appréciation vont susciter durant l'été de nombreuses discussions et freiner l'élaboration d'une nouvelle plate-forme commune de l'opposition. En août 1927, Zinoviev rédige un projet de thèses et lance à ses alliés un véritable ultimatum sur la question du second parti. Radek lui oppose ses propres thèses que Trotsky juge «excellentes», elles ont l'appui de la majorité des membres de l'opposition de 1923, mais Trotsky donne la consigne de voter pour celles de Zinoviev afin de préserver l'unité de l'opposition.³⁷⁷ Radek était très réservé vis-à-vis du projet de plate-forme de Zinoviev. Pendant un temps il refusa de le signer, parce que selon lui il insistait trop fortement sur la nécessité d'un parti unique.³⁷⁸ Il finit néanmoins par se rallier à l'avis de Trotsky qui espérait, en refusant le principe d'une scission, pouvoir conduire le débat de l'intérieur du parti. La rumeur circulait d'ailleurs qu'Ordjonikidzé, un proche de Staline qui était président de la commission de contrôle, considérait la «déclaration des 83 comme parfaitement légale puisque les membres du parti ont le droit d'écrire, individuellement ou collectivement, au comité central».³⁷⁹ Mais comment croire que l'opposition pourrait s'exprimer devant le congrès alors que Radek ne réussissait même pas à obtenir l'autorisation de publier dans la *Pravda* un article sur un sujet aussi peu tendancieux que l'exécution de Sacco et Vanzetti?³⁸⁰

Ces illusions furent de courte durée. *La Plate-forme de l'opposition. La crise du parti et les moyens de la surmonter*³⁸¹ est remise au bureau politique le 3 septembre 1927. Cinq jours plus tard, le bureau politique et le

376 V. Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire*, p. 239.

377 Lettre de Trotsky à Radek, 20.10.1928, F.326/1/113, doc. 99, RGASPI.

378 Троцкий, «Радек и Оппозиция», p. 10.

379 P. Pascal, *Russie 1927*, p. 202.

380 Lettre de Zinoviev, Mouralov et Trotsky au BP du PCUS(b), 6.9.1927, F.508/1/107, doc. 90, RGASPI.

381 Le texte a été publié en français dans les *Cahiers du CERMTRI*, Paris, n° 32, mars 1984, pp. 1-48.

présidium de la CCC en interdisent la publication, caractérisant le texte de document fractionnel, et prennent la décision de repousser le congrès d'un mois. Pour les oppositionnels, cela signifie que la direction stalinienne n'acceptera aucune discussion ouverte dans le cadre du parti et qu'elle entend se donner tout le temps nécessaire pour préparer le congrès à sa convenance. «L'opposition est au pied du mur.»³⁸² Elle doit prendre le risque de défendre ses positions dans l'illégalité acceptant ainsi la possibilité d'être exclue à chaque instant. Elle organise donc la publication puis la diffusion de la plate-forme. Plusieurs milliers d'exemplaires circuleront parmi les militants de base et les ouvriers sans parti. La répression est immédiate: l'Oguépéou découvre l'imprimerie illégale où furent publiés les textes et procède à l'arrestation d'une vingtaine d'oppositionnels dont Préobrajenski. La presse utilise cet événement pour dénoncer l'existence d'un complot antisoviétique auquel seraient associés d'anciens gardes blancs.³⁸³ En fait de complot, il s'agit d'une provocation organisée par la police politique puisque l'agent de Wrangel en question avait été recruté par l'Oguépéou.³⁸⁴ Mais les comptes rendus de journaux n'évoquent pas les arguments de l'opposition, alors que des pages entières sont consacrées à l'énumération des fautes de l'opposition et de leurs prétendues actions antisoviétiques. Un proche de Staline, Molotov, parle lors d'un plénum du «caractère insurrectionnel de l'opposition»³⁸⁵, préparant ainsi le parti à la destruction physique d'une opposition déjà totalement bâillonnée.

Mais les oppositionnels ont décidé de réagir en défendant leurs positions dans les quartiers ouvriers et les lieux publics. Les hommes de Staline s'efforcent d'empêcher les discussions, ils tapent des pieds et lancent des insultes et des objets pour terroriser l'auditoire. Trotsky et Kamenev tiennent un meeting dans un amphithéâtre de l'école technique supérieure de Moscou, la direction coupe l'électricité, mais les oppositionnels allument des chandelles pour continuer la discussion. La même opération est prévue au palais du travail de Leningrad, mais Zinoviev recule au dernier moment. Radek refuse d'assumer seul la responsabilité de l'occupation de la salle et prend finalement la tête d'une centaine de manifestants qui vont s'expri-

382 P. Broué, *Le parti bolchevique*, p. 262.

383 Staline, «L'opposition trotskyste, aujourd'hui et autrefois», *Corrint.*, n° 114, 12.11.1927, p. 1642.

384 *CLT*, n° 4, 1979, pp. 21-37.

385 Déclaration de Molotov au plénum du CC et de la CCC du PCUS(b), F.326/2/8, doc. 70-71, RGASPI.

mer au théâtre Marie, au congrès de métallos.³⁸⁶ Incontestablement l'opposition progresse. Lors de la session d'octobre du comité exécutif organisée à Leningrad, les ouvriers défilent rapidement devant les tribunes des officiels, mais ils s'arrêtent devant celle de Zinoviev et Trotsky qui sont longuement acclamés.³⁸⁷ Pendant plusieurs minutes la confusion règne, même la milice semble se laisser emporter par le mouvement. La direction doit envoyer des groupes de gros bras, des «molodtchiks», pour rétablir l'ordre.

La surveillance policière ne cesse de se resserrer sur les opposants qui sont dorénavant systématiquement suivis dès qu'ils quittent leur appartement ou leur bureau. Chaque sortie des oppositionnels risque donc de se transformer en bataille de rue. Mais depuis qu'ils ont été exclus du CC, ils savent qu'ils ne pourront s'exprimer lors du congrès, c'est pourquoi ils vont saisir l'occasion du dixième anniversaire de la Révolution d'Octobre pour accomplir une sorte de geste symbolique en manifestant en groupes distincts, avec leurs propres mots d'ordre.

A Moscou, des oppositionnels essaient de s'infiltrer dans la manifestation organisée sur la place Rouge. Interceptés par la milice, ils sont défendus par leurs partisans; il s'ensuit de véritables affrontements physiques dont P. Pascal nous fait le récit:

Au balcon de l'hôtel de Paris, au coin de la Mokhovaia et de la Tverskaia, Préobrajenski et autres, ont prononcé quelques mots «Vive le léninisme! Vive Lénine!» Aussitôt deux individus se sont précipités, ont grimpé par les tuyaux jusqu'au balcon, arraché les placards qui y pendaient, tandis que d'autres pénétraient par la porte. [...] Les trotskystes avaient répandu, tirés à la ronéo, des losungs [slogans]: «Gardons le testament de Lénine! Vive les leaders de la révolution: Zinoviev et Trotsky! ...» Le matin, Trotsky et autres ont été gardés à vue chez eux, dans l'impossibilité de sortir. Chez Smilga des militaires se sont présentés, ont enfoncé la porte à coups de hache et sacqué l'appartement; du toit, avec des crochets, des hommes zélés ont tenté d'arracher des placards séditieux. Ils ont atteint le portrait de Lénine, qui est tombé en morceaux. [...] Sur la place Rouge vers les 5-6 heures il y eut une autre bagarre. Le club allemand de Moscou défilait devant la tribune officielle, il crie: Vive le léninisme! Les officiels répondent. Les autres continuent: A bas la ligne de Staline!³⁸⁸

Les oppositionnels chinois, pour la plupart des étudiants de l'Université Sun Yat-sen, ne furent pas en reste. Arrivant «à la hauteur du Mausolée, ils déploient une banderole portant les inscriptions <Vivent les dirigeants

386 V. Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire*, p. 241.

387 Trotsky, *Ma vie*, pp. 620-621.

388 P. Pascal, *Russie 1927*, p. 249.

de la révolution mondiale, Trotsky, Zinoviev, Radek, Préobrajenski!))»³⁸⁹ L'ordre fut rapidement rétabli par le service d'ordre stalinien, mais la participation d'oppositionnels étrangers donna à la manifestation une dimension internationale très gênante pour le pouvoir. Même scénario à Kharkov, en présence de Rakovsky, et à Leningrad où les oppositionnels, dirigés par Zinoviev et Radek, ont prévu de se rassembler en nombre avant de rejoindre le gros de la manifestation officielle.

Le centre des manifestations est d'ordinaire la place des Palais, qui est alors pleine de monde: cette fois-ci, elle avait été soigneusement gardée vide, sauf la tribune, devant laquelle défilait la colonne, encadrée de troupes. Cependant Zinoviev et Radek avec les leurs y pénétrèrent et, s'arrêtant devant la tribune, poussèrent des losungs. Une manœuvre des troupes les isola, puis les chassa vers l'état-major, et là on leur déclara qu'ils ne pourraient plus sortir! Mais, montant un étage, ils ouvrirent une fenêtre et crièrent de là. Alors on fit passer la manifestation par un autre itinéraire. En même temps, des opposants avaient réussi à pénétrer vers l'Ermitage: on envoya contre eux des charges de milice à cheval, les premières bénignes, puis tout à fait comme les charges de police en Occident.³⁹⁰

Le soir de ces événements, Mouralev, I. T. Smilga et Kamenev envoient aux instances dirigeantes une déclaration dans laquelle ils dénoncent «les méthodes fascistes» de la majorité.³⁹¹ Pour toute réponse, les oppositionnels qui comme Radek vivaient au Kremlin depuis 1917 reçoivent des avis d'expulsion.³⁹² «On ne leur accorde ni frais de transport, ni voiture pour déménager: ils sont obligés de laisser une grande partie de leurs livres.»³⁹³ Lorsque Victor Serge apprend la nouvelle, il se rend au Kremlin où il «trouve Radek, également expulsé de son appartement, en train de classer et de détruire des classements épars au milieu d'un déluge de bouquins accumulés en vrac sur le tapis. «Je bazarde tout cela, me dit-il, et je fous le camp. Avons-nous été assez idiots! Nous n'avons pas un sou, quand nous aurions pu nous réserver un joli trésor de guerre! Aujourd'hui le manque d'argent nous tue. Avec notre fameuse probité révolutionnaire, nous n'avons été que de fichus intellectuels pleins de scrupules.»»³⁹⁴ Mais

389 A.V. Pantsov, «La naissance de l'opposition», p. 42.

390 P. Pascal, *Russie 1927*, p. 251.

391 Déclaration de Mouralev, Smilga et Kamenev, 7.11.1927, F.17/71/99, doc. 1-3, RGASPI.

392 Témoignage de Natalia Ivanovna, cité par V. Serge, *Vie et mort de Léon Trotsky*, p. 176.

393 P. Pascal, *Russie 1927*, p. 260.

394 V. Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire*, p. 239.

Radek n'était nullement disposé à sortir par la petite porte. Il se procura des brouettes sur lesquelles il empila son immense bibliothèque, puis se rendit sur la place Rouge. «Là, il commença à vendre ses livres à un prix dérisoire aux badauds qui s'étaient rassemblés. Plusieurs de ses amis étaient là pour le soutenir et le public s'amusait énormément de ses gauloises et de ses flèches empoisonnées lancées contre la bureaucratie.»³⁹⁵

Un par un, les oppositionnels seront convoqués par la CCC qui les interroge sur «l'activité antiparti de l'opposition».³⁹⁶ Quelques jours plus tard la presse annonce l'exclusion du parti de Trotsky et de Zinoviev, et du comité central de tous les autres oppositionnels. Radek, qui n'avait déjà plus aucune fonction dans le parti, s'en sort avec une simple menace d'exclusion.³⁹⁷ Le coup surprit apparemment l'opposition par sa rapidité, elle ne pourra participer à la préparation du congrès. Le nombre des exclus du PCUS(b) serait d'environ 800, «mais la «Promotion stalinienne» a déjà donné 14 000 recrues, qui seront certainement plus dociles».³⁹⁸ Dans une lettre adressée au parti, 31 oppositionnels dont Radek «rejetent catégoriquement l'accusation selon laquelle l'opposition se préparerait à un coup d'Etat et à l'organisation d'un second parti»³⁹⁹, mais «Boukharine demande aux délégués de donner au CC du parti un blanc-seing pour les écraser par tous les moyens. Ce sont de vulgaires contre-révolutionnaires».⁴⁰⁰

L'opposition déjà passablement bousculée est aussi frappée de plein fouet par la mort d'Adolphe Joffé, qui s'est suicidé dans la nuit du 17 au 18 novembre. Ami personnel de Trotsky, doté d'une grande culture internationale, ce qui l'avait amené à travailler pour le NKID, Joffé avait de la peine à supporter les luttes intérieures du parti et le risque de scission, mais la maladie l'avait empêché de participer activement aux activités de l'opposition. Cherchant une solution pour arrêter ce processus, il «trouva dans la mort courageuse des époux Lafargue»⁴⁰¹ l'exemple d'un ultime sacrifice pour le parti. Joffé avait laissé un testament politique adressé à

395 P. et C. Thalmann, *Combats pour la liberté. Moscou, Madrid, Paris*, Paris, Spartacus, 1983, p. 79.

396 Radek est convoqué le 10.11.1927, F.326/2/13, doc. 1, RGASPI.

397 Protocole de séance du CC du PCUS(b), 12-14.11.1927, F.17/2/33, RGASPI.

398 P. Pascal, *Russie 1927*, pp. 254-255.

399 Lettre de 31 oppositionnels au CC et à la CCC du PCUS(b), 14.11.1927, F.17/71/99, doc. 4-5, RGASPI.

400 P. Pascal, *Russie 1927*, p. 256.

401 *Mémoires d'un bolchevik-léniniste*, p. 90.

Trotsky que l'Oguépéou avait aussitôt dérobé, mais Radek s'était empressé de mettre au courant Paul Scheffer, le correspondant du *Berliner Tageblatt*, de l'existence de ce testament dont une copie sera finalement remise à Trotsky.⁴⁰² L'enterrement de Joffé, auquel assistèrent tous les dirigeants de l'opposition et une foule de sympathisants, constitua la dernière manifestation publique de l'opposition, mais comme le note P. Pascal, apparemment du nombre, cette «petite démonstration se perdit dans le grand océan russe!»⁴⁰³

Le XV^e congrès du parti, qui s'ouvre le 2 décembre 1927 sous le contrôle des hommes de Staline, déclare d'entrée incompatibles l'appartenance au parti et l'adhésion aux idées de l'opposition. Staline exige une capitulation sans condition tant sur le plan politique que sur celui de l'organisation. Cela signifie que les oppositionnels ne devaient pas seulement se soumettre aux décisions de la majorité comme le voulait la règle du centralisme démocratique, mais qu'ils devaient aussi renoncer à leurs idées et les déclarer comme fausses. Cette double exigence, qui marquait un tournant important dans le fonctionnement du parti, va faire éclater l'opposition. Une semaine après le début du congrès, Zinoviev et Kamenév capitulent en condamnant les idées de l'opposition. Ils seront réintégrés quelques mois plus tard, mais politiquement ils sont morts. Le soir même, Rakovsky, Smilga, Mouralov et Radek déclarent dans un texte rédigé à l'intention du congrès:

L'exclusion du parti nous enlève nos droits de membre du parti, mais elle ne peut nous relever des obligations contractées par chacun de nous à son entrée dans le parti communiste. Exclus du parti, nous resterons quand même fidèles à son programme, à ses traditions, à son drapeau. [...] On nous a exclus à cause de nos idées. [...] Nous considérons ces idées comme bolcheviques et léninistes. Nous ne pouvons y renoncer, car toute la marche des événements confirme leur justesse. [...] Exclus du parti nous ferons tout pour y revenir.⁴⁰⁴

Les oppositionnels savent que leur intransigeance va les conduire en déportation, mais «dix années de pouvoir, dont les dernières s'étaient écoulées, pour les plus connus, dans le confort des légations, des ministères,

402 V. Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire*, p. 239.

403 P. Pascal, *Russie 1927*, p. 266.

404 Déclaration de I.T. Smilga, Rakovsky, Mouralov et Radek au XV^e congrès du PCUS, 17.12.1927, publiée dans «Documents sur les trotskystes en Union Soviétique (I)», pp. 70-73.

des conseils d'administration et des postes de commandement n'avaient nullement démoralisé les révolutionnaires d'octobre 1917». ⁴⁰⁵

Au-delà de la censure et de la violence des méthodes de la direction stalinienne, l'échec de l'opposition révélait, comme l'écrit E.H. Carr, la faiblesse du prolétariat révolutionnaire, usé par tant d'années de combats et de sacrifices, démoralisé par la tournure des événements, mais elle témoigne aussi, contrairement aux explications de Trotsky qui évoquera pour sa part «le triomphe de la bureaucratie stalinienne sur les masses», de l'indifférence de la plus grande partie de la population à l'égard des luttes politiques qui se déroulent au sommet du parti. La société soviétique de la NEP était en réalité une société malade de la politique, aspirant comme le reste des sociétés européennes à un certain retour à la normale, à la satisfaction de ses besoins immédiats et pourquoi le nier à une certaine sécurité matérielle, même modeste, après tant d'années de privation, de sacrifice et de violence. P. Pascal, autrefois fasciné par l'engagement des masses russes, décrit avec désolation ce fatalisme ambiant et le peu d'intérêt suscité par les critiques de l'opposition: «Nous sommes dans une période où parmi les gens actifs, les uns festoient, les autres intriguent pour le pouvoir ou la fortune [...]. On peut appeler cela Directoire ou non, peu importe, les faits sont les mêmes.» ⁴⁰⁶

En l'absence de liberté politique et de presse indépendante, la population était d'ailleurs bien en peine de se faire une idée précise des enjeux pourtant fondamentaux de cette lutte:

L'opinion ne comprend rien au conflit intérieur du Parti [...] Nul ne sait où est la gauche, où est la droite, qui a tort, qui a raison, et on ne tient pas à choisir entre deux dictatures: mais en général on sympathise avec l'opposition parce qu'elle a le courage d'attaquer les puissants du jour, parce qu'elle proclame des vérités sévères [...] parce qu'elle a une vie, une pensée, une activité critique, parce qu'elle parle de démocratie, si relative fût-elle [...]. Mais cette sympathie ne peut, dans les circonstances actuelles, se transformer en action. ⁴⁰⁷

Malgré deux révolutions, le pouvoir demeurait pour la majorité de la population, une sphère éloignée, guère plus accessible qu'elle ne l'était à l'époque des tsars, et les affaires publiques, le privilège d'une nouvelle élite.

405 V. Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire*, p. 248.

406 P. Pascal, *Russie 1927*, p. 34.

407 *Ibid.*, p. 262.

Mais Staline sut aussi profiter d'autres maux de la société russe comme l'antisémitisme ambiant. Lorsqu'ils se rendent dans les usines et les lieux publics, les opposants, dont les principaux dirigeants sont d'origine juive, sont fréquemment interrompus par des insultes antisémites. Certains journaux soviétiques contiennent des caricatures de Zinoviev et de Trotsky qui pourraient figurer dans la presse d'extrême droite⁴⁰⁸ et les allusions douteuses du type «Comment Trotsky, de par ses origines, pourrait-il avoir confiance dans les potentialités du peuple russe?»⁴⁰⁹ se multiplient. La majorité des membres du CC et des cadres du parti n'étaient pas antisémites, pour la plupart ils étaient encore nourris des idéaux de la première génération profondément hostile à toute discrimination raciale. Par conviction ou par réflexe institutionnel, le parti avait même décidé de constituer une commission de surveillance de l'antisémitisme.⁴¹⁰ Les mesures adoptées furent modestes, mais aucun des gouvernements des pays européens, dont les sociétés étaient pourtant rongées par le même mal, n'a fait preuve de la même volonté politique de s'opposer à ce phénomène ou simplement de le reconnaître. Malgré ces efforts, l'antisémitisme ne va pourtant cesser de s'accroître – «pas seulement parmi les ouvriers et les paysans, mais aussi dans le parti et les jeunes communistes»⁴¹¹ – au fur et à mesure que la première génération des cadres, celle qui avait longtemps vécu à l'étranger et à laquelle appartenait une forte proportion de Juifs, est remplacée par une nouvelle génération d'origine ouvrière et paysanne qui n'a pas les mêmes réticences à l'égard de l'antisémitisme, surtout si cela lui permet de grimper dans l'appareil. Jusqu'aux années 50 le parti ne conduira pas de politique antisémite officielle, mais Staline était, selon le témoignage de son secrétaire personnel, profondément antisémite⁴¹², et il sut, bien qu'en s'efforçant de le dissimuler, profiter de l'antisémitisme largement répandu dans la population pour affaiblir une opposition déjà qualifiée de regroupement d'intellectuels cosmopolites. A partir du XV^e congrès, les Juifs élus au co-

408 Déclaration d'un opposant anonyme faisant référence à la *Rabotchaia Gazeta*, «Comment ils ont combattu l'opposition?», [1927], F.326/2/5, doc. 143, RGASPI.

409 Cité par N. Werth, *Histoire de l'Union soviétique*, p. 209.

410 Séance de la commission de lutte contre l'antisémitisme, 26.8.1926, F.17/60/832, RGASPI.

411 *Ibid.*, doc. 1, RGASPI.

412 B. Bajanov, *Bajanov*, p. 180.

mité central représenteront une exception, et la tendance ne sera jamais plus renversée. L'opposition refusera toujours d'aborder la question de son exclusion sous cet angle⁴¹³, mais Radek racontait à qui voulait l'entendre que «la grande différence entre Moïse et Staline était que le premier avait fait sortir les Juifs d'Égypte, alors que le second s'était contenté de les faire sortir du bureau politique».⁴¹⁴

L'opposition en exil: «Exclus nous restons fidèles au parti»

L'éclatement de l'opposition lors du XV^e congrès ne respecta pas la frontière traditionnelle entre les deux principales composantes de l'opposition unifiée. Malgré la capitulation de leurs dirigeants historiques, de nombreux membres de l'opposition de Leningrad se refusèrent à suivre Zinoviev et Kamenev dans la voie de la capitulation, ils seront appelés le «groupe des sans-chefs». Pour la plupart il s'agit de jeunes militants qui vont suivre Safarov, mais il faut aussi citer I.T. Smilga, un vieux bolchevik qui avait été l'homme de confiance de Lénine pendant la préparation de l'insurrection d'Octobre.⁴¹⁵ Smilga avait participé en 1923 avec Zinoviev à la répression de l'opposition de gauche, mais en décembre 1927 il s'était rallié à Trotsky en signant la déclaration de Rakovsky. A l'inverse, des proches de Trotsky, comme Piatakov, puis Antonov-Ovseenko, seront parmi les premiers à quitter les rangs de l'opposition. A côté de ces oppositionnels, désormais implicitement rassemblés derrière Trotsky, qui se considèrent toujours comme membres du parti dont ils ont été exclus, figurent aussi les décistes qui ont pour leur part ouvertement déclaré leur intention de fonder un second parti, considérant qu'il n'existait plus en URSS, ni dictature du prolétariat, ni Etat ouvrier, ni

413 La seule référence à l'antisémitisme que j'ai trouvée dans les documents de l'opposition figure dans le projet de déclaration de Rakovsky devant la XVI^e conférence du parti, [fin mars-début avril 1929], publié dans «Documents sur les trotskystes en Union Soviétique (II)», *CLT*, n° 7/8, 1981, p. 55. Rakovsky interprétait le renforcement de l'antisémitisme comme un signe de l'influence croissante de l'idéologie bourgeoise.

414 B. Bajanov, *Bajanov*, p. 182. La même histoire figure dans de nombreux témoignages de contemporains.

415 P. Broué, «Les trotskystes en Union Soviétique, 1929-1938», *CLT*, n° 6, 1980, p. 10.

même de véritable parti communiste.⁴¹⁶ Les relations entre ces deux tendances sont assez cordiales, fraternelles même. Radek qui avait depuis longtemps manifesté son intérêt pour les thèses décistes, mais aussi Trotsky, correspondent quand ils le peuvent avec Sapronov et V. M. Smirnov.⁴¹⁷ La distinction entre les deux groupes va d'ailleurs progressivement s'effacer devant les divisions qui vont émerger à l'intérieur de chacun des groupes entre les «capitulards» et «les irréductibles».

Les déportations massives d'oppositionnels commencèrent au lendemain du XV^e congrès, mais les premiers cas de déportation pour «trotskysme» datent de 1925. La base légale en était l'article 58 du Code pénal soviétique de 1922 qui permettait à l'Etat de déporter les personnes ayant fait de la propagande antisoviétique dont le «but est de renverser, de nuire ou d'affaiblir le pouvoir soviétique, ou qui comprend des déclarations contre-révolutionnaires».⁴¹⁸ Aux premières arrestations très ciblées des dirigeants succédèrent rapidement des vagues de déportation en masse touchant chaque fois plusieurs centaines de militants, comme la déportation des professeurs rouges en avril, celle des Géorgiens en juin. Au total il faudra parler de plusieurs milliers de militants emprisonnés ou déportés en résidence surveillée. L'objectif était la destruction de toute l'organisation oppositionnelle, mais en 1928 l'opposition va réussir, comme l'a démontré P. Broué, à survivre et même à progresser. Elle se constitue désormais d'un «secteur illégal, clandestin», formé par les militants qui n'ont pas encore été repérés par l'appareil ou qui bénéficient de protections, et par un «secteur pratiquement légal qui fonctionne au grand jour dans les zones de déportation que l'on commence à appeler les colonies

416 23 de leurs partisans furent exclus en même temps que les trotskystes. Mais nombre de décistes avaient déjà été exclus les années précédentes, ce qui permet de supposer qu'ils sont bien plus nombreux en déportation. Pour de multiples raisons allant de l'absence de dirigeants célèbres à la faiblesse de leurs contacts internationaux, il est beaucoup plus difficile de suivre les traces de l'activité des décistes avant et pendant l'exil. La récente publication dans les *CLT* d'une première étude rédigée par un historien russe partisan de Sapronov laisse néanmoins espérer un renouvellement de notre connaissance des décistes et un élargissement de la problématique oppositionnelle au-delà du cadre strictement trotskyste. A. Goussev, «L'opposition communiste de gauche en URSS à la fin des années 20», *CLT*, n° 59, août 1997, pp. 5-36.

417 Les lettres de V.M. Smirnov à Radek témoignent avec force de l'amitié qui liait les deux hommes. F.326/1/112, doc. 210-216, RGASPI.

418 Cité par I. Longuet, «L'opposition de gauche en URSS, 1928-1929», *CLT*, n° 53, avril 1994, p. 34.

de déportés, lesquels peuvent à peu près librement se réunir, discuter, écrire et surtout correspondre». ⁴¹⁹

Des secteurs clandestins existent dans la plupart des grandes villes d'Union soviétique, le plus important est apparemment celui de Moscou dirigé par le vieux bolchevik Boris N. Eltsine. ⁴²⁰ Sa tâche consiste à organiser la publication, puis la diffusion des textes et des documents pour établir un lien entre les colonies, les dirigeants éparpillés, les divers centres clandestins et les groupes d'oppositionnels qui commencent à se créer à l'étranger.

Le secteur légal se compose d'une centaine de «colonies» de déportés auxquelles s'ajoutent plus de 400 sites isolés. ⁴²¹ Les «colonies» furent établies par l'Oguépéou durant les années vingt pour faciliter la surveillance des déportés assignés à résidence. Elles disparaîtront en 1930 lorsque tous les oppositionnels seront envoyés dans les camps et placés dans des «isolateurs» réservés aux éléments politiques dangereux. ⁴²² Pour l'essentiel les lieux de déportation se situent dans des régions lointaines et peu peuplées de Sibérie, d'Asie centrale, de l'Oural et du cercle arctique. Quelques oppositionnels s'efforceront de modifier leur lieu d'affectation en prétextant des ennuis de santé, mais les succès furent rares, et les réclamations souvent pénalisées par une nouvelle destination encore moins accueillante. Radek et Rakovsky négocient avec Ordjonikidzé pour éviter le départ de Trotsky, dont la santé est mauvaise, pour Astrakhan. Il sera finalement envoyé à Alma-Ata, dans le Kazakhstan, à 250 kilomètres de la voie ferrée la plus proche. La destination de Radek est Tobolsk, une bourgade de Sibérie à 200 kilomètres au nord de la ville de Tioumen et du transsibérien. Il écrit au collègue de l'Oguépéou pour tenter d'obtenir un délai supplémentaire afin de «soigner ses dents» ⁴²³, mais l'Oguépéou lui fait parvenir le compte rendu, excellent, d'un examen médical qu'il avait subi dans les mois précédents. ⁴²⁴ Radek n'insiste pas, craignant certainement d'être déporté plus au nord.

419 P. Broué, «Les trotskystes en Union Soviétique, 1929-1938», p. 11.

420 P. Broué, «Compléments sur les trotskystes en URSS», *CLT*, n° 24, décembre 1985, p. 63.

421 I. Longuet, «L'opposition de gauche en URSS, 1928-1929», p. 34.

422 J. Rossi, *Le manuel du goulag*, «Isolateur», p. 146

423 Lettre de Radek au collègue de l'Oguépéou, copie à la CCC, [déc. 1927], F.326/2/13, doc. 2, RGASPI.

424 Renseignements médicaux sur son état de santé, 21.5.1927, F.326/1/3, doc. 1, RGASPI.

Les déportés ont la possibilité de rejoindre leur lieu de résidence par leurs propres moyens et d'être accompagnés par leur famille si elle le désire.⁴²⁵ La femme de Radek, Rosa et leur fille Sonia, qui a maintenant 9 ans, rejoindront Radek en juin 1928⁴²⁶, lorsqu'il aura été déplacé à Tomsk où séjourne aussi Witold, le fils de Rosa, lui-même déporté pour activité oppositionnelle chez les jeunesses communistes.⁴²⁷ Ceux qui tentent de résister comme Trotsky sont enlevés de force et convoyés sous escorte. Le départ de Radek fut plus serein. «Beaucoup de monde se rassembla à la gare de Kazan pour le saluer. Il était de bonne humeur, parlait beaucoup.»⁴²⁸ Arrivé à destination le déporté doit se présenter à un officier de sécurité qui lui procure une carte de déporté.⁴²⁹ Tout déporté qui oubliait de renouveler sa carte ou de la faire signer deux fois par semaine était automatiquement considéré comme un évadé, ce qui entraînait la commutation de sa peine de déportation en peine de détention.⁴³⁰ L'officier de sécurité a sur le déporté une autorité presque illimitée, mais «les autorités locales, voyant arriver des condamnés politiques qui étaient de grands militants et des hommes du pouvoir de la veille, se demandaient s'ils ne seraient pas les hommes du pouvoir du lendemain. Radek menaçait les membres du Guépéou de Tomsk: «Attendez un peu que je capitule et je vous ferai voir de quel bois je me chauffe!»»⁴³¹ Dans le doute beaucoup d'officiers de sécurité préférèrent s'abstenir de tout excès.

Les conditions matérielles des déportés sont souvent extrêmement précaires. Les logements, difficiles à trouver, sont vétustes, les conditions climatiques extrêmes et les cas de maladie grave sont nombreux. Officiellement les allocations pour les déportés avaient été supprimées en 1922 pour les obliger à trouver un emploi. Mais la recherche d'un emploi dépendait surtout du lieu de résidence, or dans ces régions éloignées et faiblement peuplées, les seuls emplois disponibles étaient souvent des travaux de force liés à l'agriculture. Aussi, les oppositionnels, qui comme Radek ne réussirent pas à trouver un emploi, recevaient, en tant qu'ancien membre du parti, une indemnité de 30 roubles par mois versée par

425 A partir de 1930 la déportation de la famille est automatique.

426 Lettre de Radek à Trotsky, 23.6.1928, F.326/1/73, doc. 1, RGASPI.

427 Lettre de Radek à Staline, 5.2.1935, F.558/11/793, doc. 2, RGASPI.

428 *Mémoires d'un bolchevik-léniniste*, p. 99.

429 Attestation de Radek contrôlée par l'Oguépéou, F.326/1/3, doc. 2, RGASPI.

430 J. Rossi, *Le manuel du goulag*, «Déporté», p. 93.

431 V. Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire*, p. 265.

l'Oguépéou. C'est très peu et Radek s'efforcera à partir de l'automne 1928 d'améliorer son ordinaire en écrivant des petits articles – pour la plupart des petites biographies de 1000 à 2000 signes – pour la *Grande Encyclopédie Soviétique*.⁴³² Brandler lui envoie régulièrement du tabac⁴³³, mais ce dont Radek a le plus besoin c'est de livres et de journaux étrangers, besoin partagé par la plupart des déportés de Sibérie et d'Asie centrale.⁴³⁴ La bibliothèque de Tobolsk était loin de pouvoir satisfaire la curiosité de Radek, mais il va progressivement réussir, grâce à l'aide financière d'amis établis à l'étranger, à se constituer une véritable bibliothèque et à recevoir assez régulièrement plus d'une dizaine de journaux et de revues d'Allemagne, d'Angleterre et des Etats-Unis.⁴³⁵ Lorsque, après quelques mois, il sera déplacé de Tobolsk à Tomsk, une ville de 100 000 habitants dotée d'une Université et d'une «très bonne bibliothèque»⁴³⁶, il pourra aussi passer des commandes à la bibliothèque de l'Académie communiste de Moscou qui les lui fera parvenir par le Transsibérien.⁴³⁷

Le temps en déportation s'écoule lentement, surtout pour ces hommes dynamiques, habitués à cumuler depuis tant d'années d'importantes responsabilités et à voyager. Pour ceux qui comme Radek n'ont aucun goût pour les activités en plein air, les divertissements sont rares: «Je lis toute la journée, une fois par semaine je vais au théâtre, une fois au cinéma, une fois aux bains, une fois à l'Oguépéou, et c'est tout.»⁴³⁸ Comme à l'époque des tsars, la déportation allait néanmoins leur permettre de déployer une remarquable activité intellectuelle. Des militants, parmi les plus prestigieux du mouvement bolchevique, qui avaient été totalement absorbés

432 Radek écrit la plupart des notices biographiques de l'Encyclopédie relatives à l'Allemagne – Heckert, Hindenburg, Max Hölz, Robert Grimm, Laufenberg, Paul Levi, Max Leviné, Merrheim, Molkenbuhr, Hermann Müller... – ainsi que deux gros articles sur «Les partis bourgeois allemands» et «L'histoire de l'Allemagne de la guerre impérialiste à la Révolution de Novembre». Bons de commande de la *Grande Encyclopédie Soviétique*, décembre 1928, F.326/1/125, doc. 2, RGASPI.

433 H. Brandler à Radek, 17.4.1928, F.326/1/98, RGASPI.

434 Lettre de Trotsky à Radek, 27.2.1928, F.326/1/113, doc. 72, RGASPI.

435 J'ai établi à partir de ses archives la liste suivante: *Times*, *The Economist*, *New Leader*, *Fortnightly Review*, *Round Table*, *Observer*, *Current History*, *Manchester Guardian*, *China Express*, *Kölner Zeitung*, *Rote Fahne*, *Klassen Kampf*, *Inprekorr*. La presse allemande lui était envoyée par Ida Strasser, une camarade de Vienne, et son vieil ami H. Brandler. F.326/1/112, doc. 357, RGASPI.

436 Lettre de Radek à Trotsky, 23.6.1928, F.326/1/73, doc. 2, RGASPI.

437 Lettre de l'Académie communiste de Moscou à Radek, Tomsk, F.326/1/125, RGASPI.

438 Lettre de Radek à Vratchev, 9.3.1928, F.326/71/108, doc. 37, RGASPI.

pendant plus d'une dizaine d'années par leurs responsabilités, vont profiter de l'occasion pour entamer un travail de réflexion et d'écriture portant sur la Révolution française, la théorie marxiste, la sociologie, l'économie, l'histoire du parti, la politique soviétique et le Comintern. Cette activité littéraire sera à l'origine de nombreux travaux dont la plupart nous sont encore inconnus. Radek travaille sur une biographie de Lénine, ce dont se félicite Trotsky.⁴³⁹ Il s'intéresse aussi beaucoup à l'Inde⁴⁴⁰ et plus généralement à tout ce qui touche l'impérialisme britannique et les relations internationales.⁴⁴¹

Les déportés ont le droit de correspondre entre eux, mais l'Oguépéou lit toutes les lettres et les télégrammes, ce qui en ralentit la distribution. Ce fait était largement connu des déportés et il est parfois difficile pour l'historien de savoir si le contenu d'une lettre s'adresse vraiment au destinataire officiel, celui dont le nom est inscrit sur l'enveloppe, ou à Staline par l'intermédiaire des agents de la police politique chargés de lire les lettres. Des lettres circulaires, c'est-à-dire destinées à tous les oppositionnels, contenant des listes d'adresses sont rapidement mises en circulation, et progressivement c'est un véritable réseau, composé de plusieurs niveaux, du local au national, qui s'établit à travers le pays. Le carnet d'adresses de Radek contient plus d'une centaine de noms représentant le gratin de l'opposition et de nombreux correspondants étrangers, essentiellement des libraires et des éditeurs, en Europe bien sûr, mais aussi en Asie.⁴⁴² Les oppositionnels s'écrivent beaucoup – presque une lettre par jour dans le cas de Radek – pour rompre la solitude, échanger leurs idées et continuer le combat en travaillant collectivement. Quand cela est nécessaire, ils organisent de véritables procédures référendaires pour évaluer l'adhésion de la base à un projet de thèses ou pour choisir entre deux textes concurrents. Les déportés sont largement coupés de la réalité soviétique et du parti sur lesquels ils n'ont plus de prise directe, mais parado-

439 Lettre de Trotsky à Radek, 8.3.1928, F.326/1/113, doc. 74, RGASPI. Radek publia bien quelques brochures sur Lénine, dont deux en 1924, mais aucune publication postérieure à 1927 ne correspond à la description qu'il en donne dans sa correspondance. Le sujet était devenu trop «chaud» pour que Staline accepte d'en confier la responsabilité à un ancien opposant.

440 Radek, «Que se passe-t-il en Inde», [1929], F.326/1/37, doc. 14-18, RGASPI.

441 Radek, «Après la signature du pacte Briand-Kellog», [août/septembre 1928], F.326/1/21, RGASPI.

442 Liste d'adresses de Radek, F.326/1/40, RGASPI.

xalement ils semblent aussi soulagés d'avoir retrouvé leur liberté de critique et de pouvoir enfin parler ouvertement de politique même si l'écho de ces discussions a peu de résonance à l'extérieur.

Les échanges sont beaucoup plus difficiles, et surtout beaucoup plus dangereux, avec ceux qui n'ont pas encore été arrêtés, ceux que l'on appelle les oppositionnels «de l'extérieur». Dans ce cas, les documents sont acheminés par des hommes de confiance qui se rendent personnellement, souvent déguisés en moujik, sur les lieux de déportation. Les centres oppositionnels de Leningrad et de Moscou réussissent néanmoins à éditer de véritables journaux dactylographiés d'une centaine de pages contenant des informations mensuelles sur la santé de Trotsky, les arrestations d'opposants, la situation dans les colonies, les dernières réunions du parti et l'état d'esprit des ouvriers dans les usines, mais aussi des petits poèmes satiriques, des caricatures et des anecdotes.⁴⁴³ A partir de juillet 1929, les opposants publieront depuis Paris un Bulletin de l'opposition, *Biulletin oppositsi*, qui est un véritable journal politique.

Des initiatives personnelles qui affaiblissent la cohésion de l'opposition

La première vague de capitulation s'était produite avant l'exil, elle avait concerné Zinoviev et Kamenev, ainsi qu'une partie importante de leurs partisans. Une deuxième vague de capitulation se manifesta en février 1928 autour des ex-zinoviétistes, Safarov et Ilya Vardine, mais elle toucha aussi pour la première fois des trotskystes comme Piatakov, Sérébriakov et Antonov-Ovseenko. Cette deuxième vague ne créa pas de panique immédiate dans les rangs de l'opposition, Radek fait preuve de la plus extrême fermeté – en apparence du moins –, mais la situation va changer au fur et à mesure que s'aggrave la crise économique et que se développe la lutte entre le groupe de Staline, que l'opposition qualifie de centriste, et la droite de Boukharine, Rykov et Tomsky.⁴⁴⁴

443 Le fonds Radek contient nombre de ces journaux dactylographiés, F.326/1/133, RGASPI.

444 En 1926, Trotsky distinguait la bureaucratie syndicale représentée par Tomsky de la droite pure de Boukharine et Rykov qui représentaient la paysannerie, mais la distinction n'est pas reprise par les oppositionnels en exil. P. Broué, *Le parti bolchevique*, p. 274.

La crise économique a atteint durant l'hiver 1927-1928 un niveau extrêmement inquiétant pour le pouvoir. Le déséquilibre provoqué par la faiblesse du développement industriel et la restauration du marché des produits agricoles menace de faire éclater «l'alliance des ouvriers et des paysans». A partir de l'automne 1927 les paysans qui ne peuvent pas acheter de produits manufacturés avec le produit de leurs ventes refusent désormais de vendre à bas prix. La quantité de blé disponible sur le marché ne cesse de diminuer. La famine gagne les villes.⁴⁴⁵ A la mi-février Staline publie dans la *Pravda* un article intitulé «Le koulak relève la tête» qui annonce des mesures d'urgence pour lutter contre les «éléments droitiers à l'idéologie koulak». Il ne s'agit pas encore d'abandonner la NEP mais simplement de prendre des mesures exceptionnelles, provisoires, pour réquisitionner les réserves de grains accumulées par les koulaks qui refusent de vendre et de bloquer les prix. Tous les oppositionnels considèrent que la crise économique est le résultat de la politique désastreuse de Staline dont ils n'avaient cessé de souligner les dangers, mais les avis divergent sur l'interprétation à donner aux mesures annoncées par Staline.

Préobrajenski et Ichtchenko, bientôt appelés les conciliateurs, considèrent que la direction du parti a opéré «un tournant à gauche» qui marque un retour à une véritable politique agraire léniniste, et dans cette perspective le devoir des oppositionnels est de soutenir la politique du CC face à la droite. Pour Smilga, «le zigzag actuel ne peut être considéré comme un cours de gauche conséquent». Victor Eltsine, le fils de Boris Nicolaevitch, accuse Préobrajenski d'observer les choses en «haut fonctionnaire» et de négliger la dégénérescence du parti et le recul de l'influence ouvrière.⁴⁴⁶ Trotsky et Rakovsky ont une position intermédiaire, déclarant qu'il s'agit d'une ligne contradictoire qui ne peut être considérée comme définitive. Radek fut dans un premier temps hésitant, il était parmi les trotskystes celui qui semblait le plus proche des décistes sur la question de Thermidor et de la nécessité de constituer un second parti, mais en mars 1928 «la bienveillance intéressée du GPU autorise Radek, en exil à Tobolsk, à rencontrer chez Smilga, à Tomsk, ses plus proches amis, Beloborodov et Préobrajenski, ce dernier ayant été autorisé à venir

445 *Ibid.*, p. 275.

446 Lettre de V.B. Eltsine, citée par I. Longuet, «L'opposition de gauche en URSS, 1928-1929», p. 40.

de Kazan». ⁴⁴⁷ Nous n'avons pas de compte rendu de ces discussions certainement conduites sous la surveillance d'Ordjonikidzé ou de Iaroslavski, deux membres de la commission de contrôle chargés par Staline de «travailler» les oppositionnels pour les couper de Trotsky, mais au terme de ces entretiens Radek se rapproche de Préobrajenski, considérant que la récente réorientation «à gauche» du parti était un signe extrêmement positif. Selon lui, il ne peut s'agir «d'un tournant définitif tant que n'ont pas été balayées de la mémoire du parti les phrases de la droite sur l'intégration des koulaks au socialisme, tant que ne seront pas créées des organisations de paysans pauvres» et surtout tant que ces mesures ne sont pas accompagnées «d'une organisation systématique de la collectivisation et d'une intensification du rythme de la production», mais «il nous faut saluer le tournant actuel, comme un tournant important de l'histoire de notre parti». ⁴⁴⁸ A la différence d'Ichtchenko, il considère pourtant que le moment n'est pas encore venu d'évoquer leur réintégration dans le parti puisque le rétablissement de la démocratie intérieure n'est toujours pas à l'ordre du jour.

Nous n'avons pas quitté le parti, nous en avons été exclus. [...] Ils exigent de nous comme condition à notre réintégration une déclaration dans laquelle nous reconnaitrions que nos positions étaient contre-révolutionnaires. Je n'ai aucun orgueil devant le parti, aucun besoin de démontrer que j'ai eu toujours raison et que les autres sont des idiots. Si je pensais que cela aiderait le parti que je demande ma réintégration et que je me calomnie, je le ferais [...] Si le cours du parti continue à se développer à gauche, nous devons reconnaître que nous avons fait l'erreur de sous-estimer les forces prolétariennes du parti et que nous avons surestimé les forces thermidoriennes, [...]. Aujourd'hui nous ne pouvons déjà admettre cette erreur. Pas par orgueil, par prudence politique. [...] Mais je serai heureux quand je pourrai dire que nous nous sommes trompés.

Pour le moment il convient de «suivre l'évolution du parti, de l'aider dans son tournant et surtout d'éviter la détérioration de nos relations avec le parti en luttant contre tous ceux qui ne voient pas le mouvement et penchent vers la formation d'un second parti». ⁴⁴⁹ Radek écrit beaucoup pour convaincre ses plus proches camarades de la justesse de sa position, une position encore tout à fait compatible avec celle de Trotsky, mais il va

447 P. Broué, *Trotsky*, p. 14.

448 Lettre de Radek à Ichtchenko, 27.2.1928, F.326/1/58, doc. 11, RGASPI.

449 *Ibid.*

aussi prendre un certain nombre d'initiatives qui vont accentuer les dissensions et contribuer à l'affaiblissement de l'opposition.

La première de ces initiatives est une lettre qu'il fait parvenir, le 4 mai 1928, de Tobolsk, aux rédactions de la *Pravda* et de la *Rote Fahne*, dans laquelle il condamne la volonté du Leninbund de présenter ses propres candidats contre ceux du KPD aux élections du Reichstag.⁴⁵⁰ Le Leninbund, organisation fondée en avril 1928 par l'ancienne direction zinovétiste – Urbahns, Scholem, Ruth Fischer et Maslov – était hors de Russie l'une des rares oppositions de gauche à représenter une véritable force politique implantée dans les milieux ouvriers et non un cercle d'intellectuels sans contact avec les masses.⁴⁵¹ Mais l'opposition allemande, et cela constituait une spécificité nationale, n'avait à la différence de l'opposition française aucun lien avec l'opposition de 1923. C'est même lors de la chasse aux «trotskystes» et aux «brandlériens», durant l'hiver 1923-1924, que Maslov et Ruth Fischer avaient accédé à la direction du KPD; ils avaient aussi été les principaux artisans de la «bolchevisation» de l'Internationale lors du V^e congrès, un processus qui avait entériné la subordination des sections nationales au parti russe. Ecartés de la direction du parti allemand en novembre 1925 parce qu'ils sont considérés par Staline comme des proches de Zinoviev, ils s'étaient retrouvés malgré eux en relation avec l'opposition unifiée à laquelle participait Zinoviev depuis 1926. Pourtant les divergences entre l'opposition allemande et Trotsky étaient profondes, beaucoup plus profondes qu'entre Zinoviev et Trotsky. Tout les oppose à Trotsky, et encore plus à Radek, dans l'appréciation de la politique du parti allemand, de l'action de mars 1921 à la politique du front uni, en passant par l'analyse des causes de la défaite d'Octobre 1923. Dès l'origine l'opposition allemande, dont le chef de file est Urbahns, établit des contacts avec divers groupes de l'extrême gauche allemande comme celui de Korsch, plus proche des analyses des décistes sur la dégénérescence de l'Etat soviétique dont ils contestent la nature prolétarienne, que de celles des trotskystes. La tension s'était encore accentuée à l'automne 1926, lorsque «l'opposition unifiée» russe avait effectué une retraite tactique alors que les oppositionnels allemands étaient exclus de l'Internationale. A partir de 1927, l'opposition allemande avait pourtant

450 Lettre de Radek aux rédactions de la *Pravda* et de la *RF*, 4.5.1928, F.326/1/20, RGASPI.

451 P. Broué, «Gauche allemande et opposition russe de 1926 à 1928», *CLT*, n° 22, juin, 1985, pp. 14-15.

resserré ses liens avec l'opposition russe, et en particulier sa composante trotskyste dont plusieurs des membres avaient été affectés en Allemagne dans les services diplomatiques. Mais dans le même temps elle avait commencé à s'organiser de façon distincte du KPD – présentation d'une liste de communistes de gauche aux élections municipales de septembre – glissant ainsi sur la voie de la constitution d'un second parti. Trotsky s'était toujours refusé à envisager cette perspective, dans le cas de la Russie mais aussi pour les PC étrangers. Dans leur adresse au XV^e congrès, rédigée après leur exclusion, les oppositionnels avaient souligné leur volonté «de ne pas douter que les opposants exclus des autres partis ne suivront pas la route de la formation d'un second parti, c'est-à-dire la route de la scission de l'IC», car «on ne peut et on ne doit corriger les fautes et améliorer la ligne de la direction que dans le cadre de l'unité». ⁴⁵² Inquiet de la nouvelle orientation de l'opposition allemande, Trotsky leur avait écrit en janvier 1928 pour les convaincre de renoncer à adopter le nom de Leninbund, le terme de Bund [ligue] risquant d'être considéré comme un synonyme de parti, et surtout de renoncer à présenter leurs propres candidats contre ceux du KPD aux élections du Reichstag. ⁴⁵³ Mais nombre de ses partisans, en particulier les jeunes issus de l'Institut des professeurs rouges, désapprouvaient ses réticences à l'égard d'une organisation autonome de l'opposition allemande. E. B. Solntsev, qui jouait alors le rôle de conseiller occulte de l'opposition allemande grâce à son travail dans les services commerciaux de l'ambassade soviétique à Berlin, s'exprima clairement en ce sens et réussit apparemment à le convaincre de ne pas co-signer la lettre de condamnation rédigée par Radek en mai. ⁴⁵⁴ Cette situation était extrêmement paradoxale, puisque Trotsky refusait de s'associer à Radek dans une condamnation qui reflétait, et reflétera encore longtemps, son refus d'un second parti alors qu'elle représentait plutôt une rupture vis-à-vis des conceptions passées de Radek. Les élections au Reichstag furent un échec pour le Leninbund – 0,26% des voix contre 10,6% pour le KPD –, ce que Trotsky interpréta comme la confirmation de ses thèses sur l'impossibilité de travailler hors du parti, mais l'initiative de Radek allait surtout marquer le début de la détérioration des relations entre Radek et la gauche de l'opposition trotskyste.

452 «Documents sur les trotskystes en Union Soviétique (I)», pp. 70-73.

453 P. Broué, «Gauche allemande et opposition russe de 1926 à 1928», p. 13.

454 Lettre de Radek à Trotsky, 18.4.1928, citée par P. Broué, *Trotsky*, p. 572.

Préobrajenski approuve l'initiative de Radek et semble ne pas comprendre le refus de Trotsky de s'y associer⁴⁵⁵, mais en quelques semaines, Radek est bombardé de lettres et de télégrammes désapprobateurs. Victor Eltsine lui écrit que la création du Leninbund et son projet de liste séparée était une erreur, mais que «la déclaration de Radek à la presse est une erreur plus grande encore».⁴⁵⁶ Sosnovsky qui a de la sympathie pour Radek – ce qui est de plus en plus rare parmi les oppositionnels – déclare qu'il a «vécu douloureusement cet épisode» et qu'il contestera dorénavant toutes ses démarches individuelles «même si elles sont correctes sur le fond», car «il vaut mieux tarder à corriger les erreurs que d'aider Jaroslavski à nous diviser».⁴⁵⁷ Les déportés de la colonie de Kainsk lui envoient une lettre collective dans laquelle ils lui reprochent de «juger les erreurs après coup» au lieu de les «prévenir avant». Ils lui demandent ce qu'il dirait si des oppositionnels allemands le condamnaient publiquement dans la *Pravda*. Leurs arguments ne sont pas toujours recevables, notamment lorsqu'ils déclarent que les oppositionnels allemands n'avaient pas été prévenus ou lorsqu'ils soulignent que selon eux la candidature du Leninbund ne signifiait pas la formation officielle d'un second parti, mais ils sont dans le vrai lorsqu'ils soulignent que son télégramme n'a fait que «démoraliser» les rangs de l'opposition.⁴⁵⁸ Le ton des oppositionnels de Kainsk est cinglant, ils l'interrogent aussi sur la rumeur selon laquelle il aurait écrit à Zinoviev et Kamenev, et soulignent que se serait «une trahison» si tel était le cas.

A partir de mai, l'opposition s'attelle à la rédaction d'un projet de thèses destiné au VI^e congrès de l'Internationale prévu pour la mi-juillet 1928. Pour éviter une répétition du cafouillage de l'affaire du Leninbund, Trotsky a pris l'initiative d'écrire à Radek afin de souligner la nécessité de s'adresser collectivement au congrès.⁴⁵⁹ Rapidement pourtant plusieurs textes circulent. Le premier est apparemment celui d'I. T. Smilga, le deuxième celui de Préobrajenski, les deux derniers dont nous connaissons l'existence sont ceux de Trotsky et de Radek, mais il en existe certainement encore d'autres. Un premier échange de courriers laisse cepen-

455 Lettre de Préobrajenski à Radek, 15.5.1928, F.326/1/110, doc. 62, RGASPI.

456 Lettre de V. Eltsine, 19.5.1928, F.326/1/117, doc. 4-5, RGASPI.

457 Lettre de L.S. Sosnovsky à Radek, 7.7.1928, F.326/1/112, doc. 316-318, RGASPI.

458 Lettre collective de Kainsk à Radek, 7.5.1928, F.326/1/124, doc. 7, RGASPI.

459 Lettre de Trotsky à Radek, 9.5.1928, F.326/1/113, doc. 78-80, RGASPI.

dant supposer qu'il n'existe pas de contradiction majeure entre ces différents projets. Selon Radek «aucun d'entre nous ne considère le cours de gauche comme une rectification totale de la ligne du parti». Personne ne refuse non plus les grandes lignes des thèses de Trotsky, «un tel refus serait d'autant plus risible que les derniers événements historiques en ont pleinement démontré la justesse». Seules demeurent des divergences de jugement sur «des questions particulières» comme les mots d'ordre sur la révolution chinoise et «quelques nuances de ton» dans l'appréciation du centre.⁴⁶⁰ Radek ne partage pas la position de Trotsky sur la révolution chinoise, mais «la question de la révolution chinoise est-elle aujourd'hui si déterminante pour l'opposition? C'était le cas en 1927 lorsque nous nous sommes efforcés de sauver la tête de la révolution chinoise en prenant tous les risques. Mais aujourd'hui on peut dire que beaucoup d'eau aura le temps de couler dans le Yangtsé jusqu'à ce que se pose à nouveau la question de la révolution chinoise. La question déterminante du moment est celle de la direction de la révolution russe et sur ce point nous sommes en principe unis.»⁴⁶¹ Tous sont d'accord pour critiquer la faiblesse, la médiocrité, écrit Radek, du programme officiel du Comintern. Tous semblent aussi convaincus de la nécessité de s'entendre sur un texte commun, mais Radek prévient les huit personnalités de l'opposition – Kasparova, Mratchkovski, Préobrajenski, Rakovsky, Smilga, I.N. Smirnov, Sosnovsky et Trotsky – auxquelles il envoie son projet de thèses: «S'il ne peut y avoir de rencontre ou simplement de discussion par correspondance en raison des obstacles mis sur notre route par le pouvoir, je l'enverrai sous mon propre nom au congrès.»⁴⁶² Vers le 7 juillet, Radek, qui a réussi à rallier Smilga, envoie leur texte au présidium du VI^e congrès.⁴⁶³

Submergé de télégrammes et de lettres de reproches des colonies, Radek explique qu'il n'a envoyé son texte que parce que le courrier ne lui avait pas apporté le projet de Trotsky et qu'il «trouvait inconvenant de signer des documents dont il n'avait pas pu prendre connaissance dans leur intégralité».⁴⁶⁴ Mais Radek connaissait les grandes lignes et les

460 Lettre de Radek à Trotsky, 23.6.1928, F.326/1/73, doc. 1, RGASPI.

461 Lettre de Radek à Itchenko, 8.8.1928, F.326/1/58, doc. 12, RGASPI.

462 Lettre de Radek à Kasparova, Mratchkovsky, Préobrajenski, Rakovsky, Smilga, I.N. Smirnov, Sosnovsky et Trotsky, 23.6.1928, F.326/1/7, doc. 1, RGASPI.

463 Lettre de Radek et I.T. Smilga au présidium du VI^e congrès du Comintern, F.326/1/22, doc. 79-90, RGASPI.

464 Lettre de Radek à Vratchev, 2.8.1928, F.326/1/53, doc. 3, RGASPI.

conclusions de ce projet intitulé *Critique du projet de programme de l'Internationale communiste* rédigé en deux semaines par Trotsky, même s'il n'en avait certainement pas reçu la version définitive. Surtout il ne pouvait ignorer les efforts déployés par Trotsky pour arriver à un texte collectif. Selon P. Broué, «une consultation improvisée dans les colonies fait apparaître une centaine de voix pour le projet de Trotsky contre trois à celui de Radek»⁴⁶⁵, mais plusieurs déclarations ultérieures permettent de douter de la représentativité de ce vote.⁴⁶⁶ Radek finira par retirer son projet et signer celui de Trotsky, dont 7 ou 8 exemplaires, traduits en français, en allemand et en anglais, seront distribués aux responsables des délégations étrangères du congrès, qui découvrent à cette occasion la réalité des divergences entre la majorité et l'opposition. Bien sûr les textes ne seront pas discutés et les oppositionnels ne pèsent pas sur le congrès mais plusieurs délégués vont désormais travailler à l'internationalisation de l'opposition de gauche.⁴⁶⁷

Le projet de Radek, comme sa lettre à la *Pravda* sur le Leninbund, est interprété comme un geste de défiance par nombre de déportés qui le lui font savoir sans ménagement: «La série des lettres, projets de déclaration, thèses et nouvelles thèses, de E.A. [Préobrajenski], K.B. [Radek] et I.T. [Smilga], etc... commence à dépasser les bornes. Notre patience a des limites historiques étroites. Nous avons «supporté» les thèses d'E.A. puis celles de K.B.» Trotsky, apparemment soucieux de ne pas envenimer les choses, parle dans une lettre adressée à Smilga, des «malentendus» qui les ont séparés et de la responsabilité de la poste pour l'envoi de plusieurs déclarations au VI^e Congrès» tout en déclarant que «Radek, finalement, a bien mérité les volées de bois vert qu'il a reçues des jeunes de l'opposition».⁴⁶⁸

465 P. Broué, *Trotsky*, p. 574.

466 Plusieurs oppositionnels lui écriront en août que sa déclaration était plus approfondie que celle de Trotsky, mais qu'ils ne l'avaient pas reçue à temps pour pouvoir participer au vote. Ils se réjouissent néanmoins qu'il ait fini par co-signer le texte commun. Lettre de Ginzburg à Radek, 21.8.1929, F.326/1/100, doc. 3, RGASPI.

467 I. Longuet, «L'opposition de gauche en URSS, 1928-1929», p. 45.

468 P. Broué, *Trotsky*, p. 575.

Le double jeu de Radek

Mais Radek va persister. Désormais il ne se contente plus de prendre des initiatives individuelles affaiblissant la cohésion de l'opposition, il entame une véritable critique de fond des thèses de Trotsky. Dans plusieurs lettres et un long essai intitulé *Développement et signification du mot d'ordre de la dictature démocratique*⁴⁶⁹, il conteste l'interprétation de Trotsky selon laquelle le passage de Lénine, en 1917, du mot d'ordre de «dictature démocratique des ouvriers et paysans» à celui de «dictature du prolétariat» avait marqué le ralliement du dirigeant d'Octobre à sa théorie de la révolution permanente. Radek rappelle aussi que selon lui la théorie de la révolution permanente, «une théorie qui n'a rien de commun avec le menchevisme» comme il le concède, était totalement «stérile et inapplicable» à la situation chinoise. Son objectif est d'ébranler la conviction de ceux qui considèrent que Trotsky était le plus fidèle héritier de Lénine, en démontrant que «chaque fois que Trotsky s'était opposé à Lénine, c'est ce dernier qui avait eu raison».⁴⁷⁰ Et il ajoute: «Je le pensais déjà lorsque j'ai écrit en 1924 mon article sur Trotsky dans *Portraits et Pamphlets*».⁴⁷¹

Radek est une nouvelle fois submergé de critiques, parfois même d'insultes, «je marcherai sur ton cadavre» lui écrit Victor Eltsine. Trotsky lui reproche d'avoir mis son texte en circulation avant même de lui en avoir fait parvenir un exemplaire. Les jeunes de l'opposition commencent leurs lettres à Radek «en remerciant Dieu qu'il [Radek] ne soit pas encore tombé dans les mains du diable»⁴⁷², d'autres lui demandent «pour quand est sa capitulation?» Quand il est vraiment excédé, Radek recourt à l'ironie, signant ses lettres «votre vieil ami social-traître»⁴⁷³, mais il tient bon. Il se refuse à considérer qu'il y ait de profondes divergences entre lui et Trotsky. Il souligne d'ailleurs que «face à une situation d'une telle complexité il faudrait que les opposants soient un véritable troupeau de moutons pour qu'il n'y ait pas de divergence».⁴⁷⁴ Mais les divergences sont d'une tout

469 Radek, «Le développement et la signification du mot d'ordre de dictature démocratique», [août 1928], F.326/1/27, doc. 2-28, RGASPI.

470 *Ibid.*, doc. 27.

471 Lettre de Radek à Valentinov, 25.8.1928, F.326/1/50, doc. 1-2, RGASPI.

472 Lettre de Radek à Vratchev, 2.7.[1928], F.17/71/108, doc. 77, RGASPI.

473 Lettre de Radek à L.S. Sosnovsky, mai 1928, F.326/1/69, doc. 1, RGASPI.

474 Lettre de Radek à Vratchev, 2.8.1928, F.326/1/53, doc. 2, RGASPI.

autre nature avec «des rangs entiers de nos jeunes camarades»⁴⁷⁵, avec eux les ressentiments s'accroissent et la violence de ces échanges peut faire éclater l'opposition à chaque instant.

Pourtant le moment de la rupture n'est pas encore venu. Au plénum de juillet 1928 la droite du parti – Boukharine, Rykov et Tomsy – a réussi à renverser la tendance en repoussant les mesures d'urgence contre les koulaks. Toutes les spéculations sur le cours de gauche de la direction stalinienne, un cours «dont nous pouvons faire notre deuil» déclare Trotsky⁴⁷⁶, disparaissent pour un temps. Les éléments les plus radicaux de l'opposition, les professeurs rouges, Victor Eltsine et Dingelstedt, l'ancien journaliste Sosnovsky et les décistes, triomphent – n'avaient-ils pas déclaré que «le parti serait incapable de retrouver la voie d'une politique prolétarienne»? Trotsky s'inquiète d'un glissement de nombre de ses partisans sur des positions décistes. Surtout soucieux de préserver l'unité de l'opposition il leur reproche aussi d'être allé «trop loin» avec Radek.⁴⁷⁷ A ce moment l'opposition retrouve une unité de façade dans la condamnation unanime du tournant à droite opéré par la direction du parti. Même Radek revient à son intransigeance initiale en condamnant publiquement un camarade qui, avant de capituler, avait espéré obtenir son approbation⁴⁷⁸, mais les ressentiments et les divergences demeurent bien réels, et au moindre prétexte ils réapparaîtront de façon décuplée, malgré les trésors de diplomatie déployés par Trotsky.

A partir de septembre 1928, les conditions de courrier normal dont les déportés avaient jusqu'alors pratiquement bénéficié cessent brutalement. Toutes les lettres ne sont pas bloquées, mais la commission de contrôle sélectionne soigneusement celles qui doivent arriver à destination et celles qui doivent être interceptées. Celles de Radek seront largement diffusées, distribuées dans certaines localités par les hommes de l'Oguépéou⁴⁷⁹, alors que le courrier de Trotsky et de ceux qui appellent à la résistance sera, lui, systématiquement ralenti ou interrompu. Cette politique postale

475 *Ibid.*

476 Trotsky, Postface à sa lettre «Et après?», 22.7.1928, F.326/1/113, doc. 89, RGASPI.

477 Lettre de Trotsky à V.D. Kasparova, fin juillet, citée par I. Longuet, «L'opposition de gauche en URSS, 1928-1929», p. 43.

478 Il s'agit d'Ilya Vardine, Lettre de Radek à Vardine, 3.7.1928, F.326/1/51, doc. 1-2, RGASPI.

479 Thèses de Rakovsky, Kossior et M.N. Okoudjava, [3.8.1929], publiées dans «Documents sur les trotskystes en Union Soviétique (II)», pp. 68-69.

différenciée allait favoriser la diffusion des rumeurs les plus folles. Trotsky s'inquiète de ne plus avoir de nouvelles de Préobrajenski qui, selon des informations fournies par des oppositionnels de l'extérieur, serait en train de négocier à Moscou avec Iaroslavski.⁴⁸⁰

Pendant tout l'automne, Radek va profiter de ces circonstances pour aggraver les dissensions à l'intérieur de l'opposition tout en maintenant une solidarité de façade avec Trotsky. Il commence par protester auprès du parti contre l'arrestation et la déportation des membres de l'opposition, il demande aussi, qu'en raison de sa santé, Trotsky soit transféré d'Alma-Ata.⁴⁸¹ Mais dans le même temps il multiplie les courriers alarmistes sur le glissement à gauche d'une partie importante des déportés, les Victor Eltsine, Fedor Dingelstedt et Nicolas Netchaïev, qui auraient écrit que «Thermidor était un processus achevé», que «nous n'avions plus rien en commun avec le gouvernement soviétique, que nous étions même en lutte contre lui», qu'«entre nous et les décistes il ne devait plus y avoir de divergence»⁴⁸², bref qui commençaient à envisager la nécessité d'organiser un second parti. Son objectif est dès lors de couper la vieille garde bolchevique, dont il connaît l'attachement au parti, de la jeune génération des trotskystes, qui selon lui est tombée dans l'ultra-gauchisme même si Trotsky refuse de le voir. Il est difficile de dire, compte tenu de la censure qui règne alors entre les déportés et de l'ambiguïté de la position de Radek, si l'opposition était vraiment atteinte d'«une épidémie déciste» comme l'écrit Efretov⁴⁸³, mais l'hypothèse n'est pas totalement incohérente dans la mesure où le plénum de juillet avait été interprété par nombre d'oppositionnels comme la preuve de l'impossibilité de redresser le parti. Quoi qu'il en soit, Radek s'efforce systématiquement de démontrer qu'il existe deux lignes dans l'opposition, celle de la plate-forme de 1927 à laquelle il demeure fidèle et celle des décistes à laquelle adhère maintenant une partie de l'opposition trotskyste.⁴⁸⁴

Invoquant son droit de continuer à penser librement et de ne pas se contenter de répéter sans les comprendre les formules de Trotsky, comme

480 Lettre de Trotsky à I. T. [Smilga], 5.9.1928, F.326/1/113, doc. 87-88, et lettre de Trotsky à Radek, 5.9.1928, F.326/1/113, doc. 97-98, RGASPI.

481 Lettre de Radek au PCUS(b), 25.9.1928, F.326/1/23, doc. 1, RGASPI.

482 Lettre de Radek à A. Abramsky, 11.9.1928, F.326/1/48, doc. 1, RGASPI.

483 Lettre de N. Efretov à Radek, 24.11.1928, F.326/1/102, doc. 3, RGASPI.

484 Lettre de Radek à la colonie de Kolpachevo, 16.9.1928, F.326/1/79, doc. 1-7, RGASPI.

le font selon lui ses jeunes partisans, Radek n'hésite plus à faire étalage de leurs divergences. Comme par le passé elles portent sur l'appréciation du centre et les mots d'ordre à appliquer à la révolution chinoise, mais le ton est radicalement différent puisqu'il accuse désormais Trotsky de réviser la plate-forme de 1927, en particulier à propos de la Chine, et surtout de faire preuve de complaisance coupable à l'égard du glissement déciste de nombreuses colonies de déportés.⁴⁸⁵ Trotsky se contente pour toute réponse de lui envoyer une sélection de citations de Radek dans lesquelles apparaissent clairement ses anciens penchants pour les thèses décistes,⁴⁸⁶ mais Radek insiste en répétant sa conviction qu'un affrontement entre le centre et la droite du parti était à terme inévitable et que le devoir de l'opposition était d'apporter son soutien au centre dans ce combat.⁴⁸⁷

Parallèlement Radek s'efforce aussi de modérer l'impatience de Prébrajenski, qui semble prêt à capituler dès octobre 1928, pour ne pas trop prêter le flanc à la critique des oppositionnels les plus intransigeants. Il lui reproche par exemple plusieurs formules qui «pourraient donner l'impression que tu [Prébrajenski] considères comme liquidée dans ses grandes lignes la crise du parti». Il lui demande aussi de renoncer à ses entrevues avec Iaroslavski, «une figure si odieuse, qui a personnellement pris part au sale boulot contre nous, [...] et qui de toute façon n'a aucune influence politique. Personne te connaissant ne pourra croire que tes entretiens avec lui n'ont porté que sur des questions personnelles, le mieux serait donc de les éviter.» Radek prend ainsi de multiples précautions pour que l'activité des conciliateurs «n'apparaisse pas comme une préparation à la capitulation, mais comme un combat pour une orientation correcte».⁴⁸⁸ Au cours du mois de décembre, Radek demande encore une fois la levée de l'article 58 du Code pénal et l'amélioration des conditions de vie de Trotsky et des malades de l'opposition,⁴⁸⁹ mais c'est la dernière fois et dès ce moment il est clair que la capitulation est dans l'air, même si Radek se donne beaucoup de mal pour le dissimuler.

485 Radek et I.T. Smilga, «Nous devons penser jusqu'à la fin», 30.9.1928, F.326/1/24, doc. 6-9, RGASPI.

486 Lettre de Trotsky à Radek, 20.10.1928, F.326/1/113, doc. 99-100, RGASPI.

487 Радек, «Бабка за дедьку: Дедька за репку», 5.10.1928, réponse aux camarades V. Eltsine, N.V. Netchaiev et A.G. Beloborodov à propos de la lutte idéologique de l'opposition contre la tendance déciste, F.326/1/25, doc. 6, RGASPI.

488 Lettre de Radek à Prébrajenski, 1.10.1928, F.326/1/63, doc. 13-17, RGASPI.

489 Déclaration de Radek, décembre 1928, F.326/1/26, doc. 1, RGASPI.

Les raisons d'une capitulation

Les événements s'accroissent au début de l'année 1929. Les arrestations d'opposants se multiplient, la plupart des réseaux extérieurs sont décapités, les cas d'interrogatoires musclés fréquents et les conditions de détention aggravées par l'apparition des «isolateurs». Souvent les déportés sont déplacés et ne retrouvent pas de travail. On assiste aux premières grèves de la faim, dont certaines sont déjà poursuivies jusqu'à leur terme. C'est dans ce contexte qu'a lieu, le 20 janvier 1929, l'expulsion de Trotsky. Cette décision, qui n'est pas immédiatement annoncée dans la presse soviétique, témoigne de la crainte de la direction stalinienne de ne pouvoir venir à bout de l'opposition tant que Trotsky pouvait la diriger et la conseiller. Mais elle révèle aussi le machiavélisme de la direction stalinienne dans la mesure où cette dernière sait que la presse social-démocrate et la presse bourgeoise prendront sa défense en tant que «victime de la terreur bolchevique», ce qui permettra aux staliniens de le dénoncer aux yeux des masses comme un agent de la bourgeoisie. A la même période, Staline reprend son combat contre les positions des droitiers en évoquant une nouvelle fois sa volonté de lutter contre le danger koulak. Le plénum d'avril 1929 condamne la «déviation droitiste». La direction stalinienne s'engage dans la voie de l'abandon de la NEP, de l'accélération de l'industrialisation et de la collectivisation des campagnes. Dénoncés dans la presse du parti à partir de février, Boukharine, Rykov et Tomsky seront relevés de leur fonction en juin. Il ne s'agit pas encore de collectivisation intégrale et de rythme forcé d'industrialisation, mais le tournant ne se limitait plus à de simples mesures d'urgence.

Cette politique contradictoire, comprenant un «tournant à gauche» – la collectivisation-industrialisation et la dénonciation du danger de droite – et l'intensification de la répression contre l'opposition trotskyste, diminue la marge de manœuvre de l'opposition. Pour les plus intransigeants il ne s'agit que d'une fuite en avant, d'une succession de «zigzags», révélant l'empirisme de la bureaucratie et la volonté des staliniens de se débarrasser d'un groupe rival, les droitiers. Trotsky croit déceler une renaissance de la classe ouvrière, mais il se refuse à tout compromis tant que la répression continue de frapper les opposants. Pourtant, au-delà de ces critiques et des réserves légitimes, le tournant à gauche de la direction stalinienne représente bien, malgré son caractère improvisé et les drames qui vont en découler, un véritable défi pour l'opposition qui perd son principal cheval de

bataille. «Le sol se dérobe sous nos pieds et les événements ne permettent plus à l'opposition d'exister de manière autonome» écrit Prébrajenski.⁴⁹⁰ Radek demande à Sosnovsky «quelle fonction sociale peut remplir l'opposition maintenant que la ligne générale du parti est correcte? Ma réponse: vous pouvez seulement devenir le repère de tous les éléments petit-bourgeois, quelle que soit la couleur qu'ils prendront.»⁴⁹¹

Une multitude de facteurs va, dès lors, contribuer à l'émergence d'un courant désireux de soutenir la politique du CC et d'obtenir sa réintégration dans le parti. Les facteurs psychologiques et personnels sont bien sûr déterminants: la pression de l'entourage familial, la maladie et l'isolement ont progressivement entamé la résistance du noyau historique de l'opposition. Soumis à la pression intense de l'Oguépéou et aux avances d'Ordjonikidzé et de Iaroslavski, les opposants ressentent de plus en plus l'exil comme une mort politique. Mais les facteurs politiques ne sont pas moins réels. De nombreux opposants sont désormais convaincus d'avoir obtenu gain de cause puisque l'industrialisation et la collectivisation, mais aussi l'élimination des droitiers, faisaient partie de leurs revendications, en constituaient même la pièce maîtresse. Pourquoi alors demeurer dans l'opposition au moment où le parti va avoir besoin d'eux pour transformer ce qui n'est encore qu'une amorce en un processus définitif? C'est la position de Prébrajenski, qui avait toujours considéré l'industrialisation comme une condition préalable à la régénération du parti, et aussi celle de Radek, du moins telle qu'elle apparaît dans sa correspondance.

Plusieurs interprétations de la division de l'opposition à partir des critères politiques sont en effet possibles. La première, défendue par I. Deutscher, évoque une division entre ceux qui privilégient le soutien à l'orientation de gauche de Staline et ceux qui avaient surtout tendance à combattre Staline. Une autre interprétation développée par P. Broué place la division entre ceux qui comme Radek étaient «attentifs aux rapports de force au sommet de l'appareil, considéraient comme essentiel le règlement des questions de politique économique et croyaient toujours possible une réforme par le haut», et ceux qui «considérait le régime bureaucratique du parti, résultat de la pression des classes ennemies, comme la pierre de touche non seulement du développement à venir de son noyau proléta-

490 Lettre de Prébrajenski, citée par A. Goussev, «L'opposition communiste de gauche en URSS à la fin des années 20», p. 13.

491 Lettre de Radek à L. S. Sosnovsky, mai 1928, F.326/1/69, doc. 1, RGASPI.

rien, mais, de façon générale, comme la clé de la possibilité, ou de l'impossibilité, d'une politique prolétarienne». ⁴⁹² Plus conforme à la tradition marxiste, et à la façon dont Trotsky interprétait effectivement ces événements, cette dernière analyse peine néanmoins, comme celle de Deutscher, à rendre compte des motivations de Radek. Il me semble en effet tout à fait impossible de considérer que les questions de politique économique aient pu jouer un rôle déterminant dans son alignement sur Staline. A la différence d'un Préobrajenski, qui avait été le porte-parole de l'opposition lors du débat économique contre Boukharine, son opposition à Staline n'avait jamais été motivée par des considérations de politique économique, ni avant, ni pendant l'exil. Les rares fois que Radek s'était exprimé sur la question, c'était d'ailleurs pour souligner ses doutes sur la possibilité de conduire en Russie une politique économique de «gauche». Les références à cette question, bien présentes dans sa correspondance de 1928-1929, m'apparaissent ainsi comme un prétexte, une façon opportuniste d'enrober sa capitulation d'oripeaux de gauche afin de se «couvrir» vis-à-vis du reste de l'opposition. L'interprétation de Deutscher me semble pour la même raison guère plus satisfaisante, mais au moins a-t-elle l'avantage de souligner le caractère très relatif de l'hostilité de Radek à la personne de Staline.

La cause de la capitulation de Radek doit à mon sens être recherchée dans son analyse du Thermidor de la révolution soviétique et du parti, analyse qui l'avait conduit par le passé à se rapprocher des positions décistes, et qui l'amène désormais à tirer des conclusions totalement inverses. A partir de ce constat que Thermidor s'est accompli ou qu'il est sur le point de s'accomplir, il n'existe selon lui que deux stratégies possibles pour les opposants. La première est celle de la capitulation, pour revenir dans le parti et tenter de sauver ce qui peut encore l'être en appuyant la lutte des centristes contre la droite. La seconde est celle des décistes, vers laquelle glisse déjà une partie des jeunes de l'opposition ⁴⁹³ et à laquelle Trotsky finira lui-même, bien que beaucoup plus tardivement, par se rallier, qui consiste à préparer la fondation d'un second parti. Tout le reste, écrit Radek, «est le résultat d'un engouement qui n'a pas

492 P. Broué, *Trotsky*, pp. 586-587.

493 C'est ce qui apparaît dans une lettre envoyée par Belbéř à Radek à l'automne 1928, citée par A. Goussev, «L'opposition communiste de gauche en URSS à la fin des années 20», p. 26.

encore abouti au terme de sa réflexion sur la situation concrète». ⁴⁹⁴ Radek avait été partisan de la seconde stratégie lorsque l'opposition était encore en liberté, lorsqu'elle disposait de connexion à tous les échelons de l'appareil du parti, de l'Etat et de l'Internationale, lorsqu'elle pouvait s'exprimer et donc espérer convaincre au moins une partie des militants communistes, bref lorsqu'il croyait à ses chances de victoire. Mais Radek n'y croit plus, plus du tout, et cela certainement depuis mars 1928. Il s'efforce de l'expliquer en abordant les questions de la capacité d'un second parti à conquérir les masses ouvrières communistes, du rôle que pourraient jouer les ouvriers sans parti et enfin de l'éventualité d'un réveil des masses. Evoquant pour la première fois, en septembre 1928, l'avenir de la fraction bolchevik-léniniste (c'est le nom que se donne l'opposition trotskyste à partir de l'automne 1928), si celle-ci décidait de se constituer en un second parti, il laisse apparaître son scepticisme sur la capacité de ce groupe à se transformer «en parti des masses prolétariennes», tout au plus pourra-t-il devenir «une organisation d'étudiants», car dans leur grande majorité les ouvriers communistes continuent de considérer le parti communiste, malgré tous ses défauts, «comme l'arme de la révolution, et cela prédomine sur tous les aspects négatifs». ⁴⁹⁵ S'interrogeant sur le potentiel révolutionnaire de l'immense réserve des ouvriers sans parti qui constituent la plus grande partie du prolétariat soviétique, Radek écrit :

J'entends souvent dire, par des ouvriers communistes désespérés, qu'en général on ne trouve pas dans le parti les meilleurs ouvriers et qu'il y a beaucoup d'ouvriers conscients et solides qui n'adhèrent pas au parti par crainte de la charge de travail supplémentaire et par aversion pour le système bureaucratique. Je ne doute pas qu'il se trouve à l'extérieur du parti des milliers d'ouvriers consciencieux et compétents. Mais les motifs évoqués précédemment pour justifier leur refus d'adhérer au parti indiquent que ces éléments ne peuvent être le noyau de la classe ouvrière. Comment peut-on penser que des travailleurs craignant les charges, c'est-à-dire les sacrifices personnels, ou les difficultés de la lutte contre la dégénérescence bureaucratique pourraient prendre des initiatives et lutter pour la conservation des acquis d'Octobre. ⁴⁹⁶

A la différence des décistes, l'opposition trotskyste rechignait d'ailleurs à prendre en compte l'action des ouvriers sans parti dont les mots d'ordre était souvent hostiles à l'ensemble du parti, et même à l'Etat soviétique

494 Lettre de Radek à I.N. Smirnov, 21.10.1928, F.326/1/67, doc. 2, RGASPI.

495 Lettre de Radek à V., 11.9.1928, F.326/1/54, doc. 1, RGASPI.

496 *Ibid.*

que Trotsky continuait à considérer comme un Etat de nature prolétarienne. Le dernier point abordé est celui de l'espoir d'un réveil des masses. Or le seul réveil des masses que Radek entrevoit c'est l'agitation des koulaks, et il craint surtout que celui-ci n'entraîne la chute du régime, et avec lui la disparition de tous les communistes, y compris ceux de l'opposition.

Sur le fond, et P. Broué a raison de le souligner, Radek refuse comme le voudrait la tradition marxiste d'établir un lien entre les classes sociales et les tendances au sommet du parti – l'opposition de gauche représentant dans cette perspective le prolétariat, le centre la bureaucratie et la droite les koulaks. En proposant, en 1926, à Trotsky de s'allier à Staline plutôt qu'avec Zinoviev, Radek avait clairement démontré son refus d'inscrire son action dans cette grille de lecture. B. Souvarine avait d'ailleurs, dès 1929, souligné les limites de cette interprétation, considérant qu'on ne pouvait pas toujours expliquer la formation des tendances au sommet du parti et les positionnements individuels des dirigeants «au moyen d'une théorie qui rend étroitement inséparables les programmes politiques et les intérêts sociaux. En revanche, on peut trouver des explications approximatives en faisant intervenir aussi les données subjectives tout en ayant présentes à l'esprit les notions marxistes de sociologie. Les idées, même nées d'exigences de classe, acquièrent une vie propre, réagissent par ricochet sur leurs origines et s'influencent réciproquement. Les personnalités, à leur tour, et dans des mesures variables, jouent leur rôle. Il faut des crises sérieuses pour que les ressorts économiques et sociaux abolissent les causes secondaires et fassent prévaloir les grands intérêts collectifs. Entre deux crises, comme c'est le cas dans la période actuelle, il n'est pas rare que les motifs les moins importants prennent le pas sur les déterminantes profondes.»⁴⁹⁷

Puisqu'il ne croit pas à la capacité de l'opposition de revenir sur la scène de l'histoire, qu'il doute du réveil des masses ouvrières, qu'il craint celui des masses paysannes, Radek n'entrevoit désormais d'autre issue que le retour au parti. Certes il ne peut se faire aucune illusion sur la nature d'un parti dont il avait dénoncé depuis longtemps, bien avant le reste de l'opposition trotskyste, les «tendances thermidoriennes», mais

497 Lettre de Souvarine à Trotsky, printemps 1929, publiée dans J. Freymond, *Contributions à l'histoire*, pp. 168-169.

aussi dégénéré soit-il, le parti demeurait à son sens le seul acteur véritable de la politique soviétique, le seul cadre dans lequel pouvait s'effectuer le redressement. Peut-être était-il déjà trop tard pour redresser la ligne, et Radek ne rejette pas cette hypothèse⁴⁹⁸, mais dans ce cas c'est toute l'opposition trotskyste qui se serait trompée et pas seulement les capitulards. Radek va dès lors porter toute son attention sur les luttes qui se déroulent au sommet du parti en caressant l'espoir de gagner la confiance de Staline. Ce n'était bien sûr pas très marxiste, ni très révolutionnaire d'accorder autant d'importance au rôle personnel des dirigeants dans l'Histoire, mais cela avait au moins l'avantage de correspondre à la réalité du pouvoir telle qu'elle commençait à se forger au sein du parti.

La capitulation de Radek m'apparaît ainsi moins comme un choix de politique économique – la volonté de soutenir le tournant à gauche – que comme la reconnaissance d'un état de fait politique qu'il déplore – l'accomplissement ou la menace d'accomplissement de Thermidor, la passivité des masses et l'impuissance de fait à laquelle a été réduite l'opposition – mais auquel il n'entrevoit aucune alternative, ni à court, ni à moyen terme. Or Radek n'était pas comme Trotsky un homme capable d'accepter une «défaite immédiate, préparant avec assurance notre victoire idéologique dans un plus lointain avenir».⁴⁹⁹ L'essentiel consistait alors pour lui à trouver le moment le plus favorable pour capituler, mais la cause était entendue depuis mars 1928. A cette date il avait en effet écrit à sa femme, à propos de la capitulation de Piatakov, qu'il «n'était pas possible de capituler trop tôt sincèrement» mais que, lorsque le moment arriverait, il capitulerait «sincèrement et ouvertement» en dénonçant les erreurs du passé.⁵⁰⁰ Or ce moment semblait bien être arrivé au printemps 1929. Le tournant politique de la direction, sans être la cause de sa capitulation, lui fournissait un cadre favorable – une «feuille de vigne» comme l'écrit Rakovsky –, et l'expulsion de Trotsky levait une hypothèque psychologique dont on aurait tort de sous-estimer l'importance. Radek n'aurait certainement pas osé rompre avec l'opposition, du moins pas si vite, si Trotsky était demeuré sur le territoire soviétique. Plusieurs oppositionnels

498 Радек, «Бабка за дедьку: Дедька за репку».

499 Trotsky, *Ma Vie*, p. 619.

500 A. Graziosi, «G.L. Piatakov (1890-1937). A Mirror of Soviet History», in *Harvard Ukrainian Studies*, Vol. XVI, n° 1/2 1992, p. 113, note 9. L'auteur de l'article a retrouvé cette lettre de Radek à sa femme datée du 3 mars 1928 dans le fonds Ordjonikidzé.

iront même jusqu'à déclarer que la décision d'expulser Trotsky était motivée par la volonté de «la direction centrisme de faciliter le travail des capitulards». Ils évoqueront aussi implicitement la possibilité que Radek et Smilga aient personnellement contribué à l'adoption de cette décision, car la direction stalinienne «ne se serait jamais risquée à une initiative aussi démente si elle n'avait pas été aussi certaine de l'appui des capitulards». ⁵⁰¹ Le détail des discussions entre la commission centrale et les conciliateurs demeure sur ce point totalement inconnu, mais une fois Trotsky expulsé, rien et certainement pas les attaques des «éminents» professeurs rouges ne pouvait l'empêcher d'essayer de retrouver une position, aussi infime soit-elle. Dans cette perspective Radek ne pouvait pas se contenter d'une simple capitulation, d'un renoncement personnel sans conséquence sur le reste de l'opposition, il lui fallait donner l'impression de représenter une force, un courant, d'avoir quelque chose à apporter à Staline pour pouvoir négocier dans les «meilleures conditions possibles» sa réintégration dans le parti. Partant de cette hypothèse, on comprend mieux le double jeu de Radek, ses efforts déployés depuis le printemps 1928 pour fissurer progressivement l'unité de l'opposition, puis son acharnement à emmener avec lui, parfois même en leur forçant un peu la main, le noyau historique et une partie aussi large que possible des troupes de l'opposition.

La voie choisie par Radek se révélera à terme sans issue, elle manquait aussi de la dignité et du courage qui font les grands hommes politiques, mais elle n'était pas plus utopique que celle d'un homme comme Vratchev qui au même moment s'amusait à rédiger des Mémoires postdatés de 1939 dans lesquels il décrivait le retour triomphal de Trotsky à Moscou et l'élection de tous les dirigeants de l'opposition au bureau politique!⁵⁰²

La crise de l'opposition

Le mois d'avril 1929 marque le tournant de la politique stalinienne. Le 16 le CC condamne la déviation droitiste et à la fin du mois la XVI^e conférence du parti fixe rétroactivement le début du premier plan quinquennal au 1^{er} octobre 1928, accélère le rythme de l'industrialisation, propose la

501 Thèses de Rakovsky, Kossior et M.N. Okoudjava, [3.8.1929], publiées dans «Documents sur les trotskystes en Union Soviétique (II)», p. 74.

502 Vratchev, «Mémoires de Vratchev», *Комсомольская Правда*, 1939, [en réalité décembre 1928, jamais édité], F.326/1/99, doc. 127-130, RGASPI.

collectivisation des campagnes et multiplie les attaques contre les droitières. Les conciliateurs vont s'appuyer sur ce tournant et la crainte que la révolution soit en danger si la direction ne parvenait pas à réaliser ses objectifs pour justifier la liquidation de l'opposition. Radek fait à ses camarades de l'opposition un tableau apocalyptique de la situation dans le pays. Ce catastrophisme vise à créer la panique dans les rangs oppositionnels, à préparer la capitulation en la justifiant par la nécessité de sauver le régime, mais Rakovsky note lui-même dans un projet de déclaration que «la classe ouvrière se détache de plus en plus du parti» dont l'autorité sur les masses ne cesse de diminuer.⁵⁰³

La volonté de Radek et des conciliateurs de rompre définitivement avec Trotsky apparaît clairement dans la déclaration qu'ils font parvenir au parti le 29 mars 1929, pour condamner la publication d'un discours de Trotsky dans la presse bourgeoise britannique.⁵⁰⁴ Cette condamnation était extrêmement hypocrite puisque Radek avait lui-même pris l'initiative, quelques jours avant le départ de Trotsky pour Alma-Ata, de lui rendre visite en compagnie de Paul Scheffer, le correspondant de la *Berliner Tagblatt*, afin de réaliser une interview.⁵⁰⁵ Mais Radek est désormais convaincu «qu'il sera impossible de revenir dans le parti sans combattre Trotsky».⁵⁰⁶ Il va ainsi rédiger toute une série de textes, largement diffusés avec la complicité de l'Oguépéou, pour lutter contre Trotsky qu'il qualifie de «politicien sans principe».⁵⁰⁷ Revenant sur l'un des derniers textes de Trotsky dans lequel il avait critiqué l'interprétation faite par Radek de la politique de la direction centriste, il s'efforce de démontrer que Trotsky aboutissait à de «fausses conclusions à partir de fausses hypothèses».⁵⁰⁸ Radek continue d'émettre des réserves sur les chances de la direction stalinienne de réussir son tournant à gauche, mais, selon lui, il n'est plus

503 «Documents sur les trotskystes en Union Soviétique (II)», p. 55.

504 Il s'agit de deux articles de Trotsky publiés dans le *Daily Express* du 28.2 et du 1.3.1929. Déclaration de Radek et I.T. Smilga, 29.3.1929, F.326/1/29, doc. 1-8, RGASPI.

505 P. Scheffer, *Sieben Jahre Sowjetunion*, Leipzig, Bibliographisches Institut AG, 1930, pp. 158-161.

506 Télégramme de Radek, s.d., F.326/1/63, doc. 32, RGASPI.

507 Lettre ouverte de Radek, «Politicien sans principe ou bolcheviste. A propos du discours de Trotsky publié dans la presse bourgeoise», 4.4.1929, F.326/1/31, doc. 1-2, RGASPI.

508 Radek, «Fausses conclusions à partir de fausses hypothèses. A propos de la lettre de Trotsky du 21.10.1928», 20.3.1929, F.326/1/30, doc. 1-10, RGASPI.

possible d'assister en spectateur à ce combat dont dépend la survie du régime. Il conclut: «Le moment est venu de choisir.» A la fin du mois de mars Radek, I. T. Smilga et A. G. Beloborodov font circuler un documents connu sous le nom de *Thèses dites d'Omsk*.⁵⁰⁹ Il s'agit en réalité d'un texte intitulé *Thèses sur la situation actuelle* dans lequel les auteurs s'expriment en faveur de la constitution d'un bloc réunissant toutes les forces favorables au réaligement du parti sur une ligne de gauche. Mais la nouveauté de ce document réside surtout dans le fait qu'il porte la signature de Beloborodov dont rien jusqu'à ce moment ne permettait de supposer qu'il se préparait à suivre Radek et Smilga dans la voie de la capitulation.

Des divergences semblent pourtant apparaître parmi les conciliateurs. Ichtchenko, qui avait envisagé la capitulation dès le printemps 1928, veut accélérer le mouvement, mais Préobrajenski, pourtant le plus convaincu de l'importance du tournant à gauche de la direction, refuse de participer aux attaques contre Trotsky et s'oppose à toute concession supplémentaire tant que la communication n'est pas rétablie entre les déportés.⁵¹⁰ Craignant que leur volonté de conciliation ne les mène sur la pente d'une capitulation honteuse, il demande de pouvoir négocier. Ses revendications portent sur l'arrêt de la répression, la levée de l'article 58 appliqué aux oppositionnels et le retour de Trotsky. Staline ne peut en accepter aucune sans prendre le risque de légitimer le combat de l'opposition, mais il accepte le principe des négociations pour entretenir la confusion dans les rangs de l'opposition et maintenir l'illusion d'une réintégration qui ne serait pas une trahison. A la fin avril 1929, Préobrajenski est autorisé à revenir à Moscou pour entamer avec Iaroslavski et Ordjonikidzé des discussions apparemment suivies par Staline sur les conditions de sa réintégration.⁵¹¹ Pendant ce temps Radek continue de pilonner Trotsky et surtout ses jeunes partisans, incapables selon lui «de faire la différence entre des efforts légitimes pour la réforme du pouvoir soviétique et des revendications qui risquent de faire le jeu des koulaks. [...] Ne comprenant pas cette différence nos jeunes camarades finiront malgré eux par faire le jeu des contre-révolutionnaires» alors que le devoir de tous les «bolcheviks-léninistes est de faire preuve de stoïcisme devant ses

509 Thèses d'Omsk, rédigées par Radek, I.T. Smilga et A.G. Beloborodov, 29.3.1929, F.326/1/28, doc. 1-67, RGASPI.

510 Lettre circulaire de Préobrajenski, avril 1929, citée par P. Broué, «Les trotskystes en Union Soviétique, 1929-1938», p. 18.

511 P. Broué, *Trotsky*, p. 630.

difficultés personnelles et de lutter contre tous les éléments bourgeois qui veulent amener le pouvoir soviétique à faire des concessions aux kou-laks.»⁵¹² Radek accuse la fraction bolchevik-léniniste qui vient de se constituer en «Union de toute l'URSS», ce qu'il interprète comme une étape sur la voie de la constitution d'un second parti, de représenter un groupe trotskyste, étranger au «bolchevisme et au léninisme».⁵¹³

Le 29 mai, il écrit à Iaroslavski de la CCC pour solliciter son retour dans le parti.⁵¹⁴ En attendant son départ pour Moscou, prévu pour début juin, il lui demande surtout de donner des indications pour que son courrier ne soit pas interrompu. Profitant de ce privilège, Radek décrit, à tous ceux qu'il espère gagner à son point de vue, un entretien qu'il aurait eu avec un ouvrier de Tomsk à la même période:

A ma question «Quelle doit être l'attitude de l'opposition à l'égard des révoltes pour le pain dans les villes?» j'ai obtenu la réponse suivante: «L'opposition doit se mettre à leur tête». A ma question «Sous quel mot d'ordre?», la réponse fut «A bas le gouvernement». Je me suis écrié: «Vous avez l'intention de renverser le gouvernement ouvrier?», mais un autre ouvrier qui était là en vacances m'a dit: «Le problème est justement que ce gouvernement n'est pas un gouvernement ouvrier». Un précipice s'est littéralement ouvert devant moi.⁵¹⁵

Nombre de déportés demeuraient pourtant réticents à l'idée de revenir dans le parti tant que le CC continuait d'utiliser l'article 58 – menées antisoviétiques – contre l'opposition communiste. Mais Radek leur demande de surmonter leur amertume et il leur rappelle l'intransigeance dont les oppositionnels avaient eux-mêmes fait preuve par le passé:

Trotsky, Piatakov, Rakovsky, [...], nous étions tous membres du CC, et Trotsky était membre du bureau politique, quand Miasnikov [un vieux bolchevik qui avait rejoint l'opposition ouvrière, puis fondé le Groupe ouvrier] fut déporté à l'étranger. Nous n'avons nullement protesté auprès du CC contre cette déportation. Miasnikov était un éminent bolchevik, et un ouvrier; quand nous l'avons déporté il s'est adressé à notre conscience en disant qu'il avait tué le Grand Prince et que les Blancs pourraient le tuer pour se venger. Mais nous l'avons arrêté parce qu'il demandait la liberté de presse pour tous, des communistes aux monarchistes. Nous avons aussi approuvé l'arresta-

512 Lettre de Radek à Beloborodov, Mouralov, Préobrajenski, Rakovsky, Smilga et I.N. Smirnov, 4.5.1929, F.326/1/80, doc. 2, RGASPI.

513 Radek, «Union contre le bolchevisme et le léninisme», 25.5.1929, F.326/1/32, doc. 1-17, RGASPI.

514 Lettre de Radek à Iaroslavski, 29.5.1929, F.326/1/76, doc. 1, RGASPI.

515 Lettre de Radek à Sakhnovskaïa, 6.6.1929, F.326/1/65, doc. 17, RGASPI.

tion des communistes du groupe de la Vérité ouvrière parce que leurs positions incorrectes menaçaient la dictature du prolétariat. Parmi eux figuraient pourtant les meilleurs élèves de Boukharine et de Sverdlov et tous étaient prêts à sacrifier leur tête à la cause de la révolution.⁵¹⁶

Les oppositionnels de Moscou dénoncent la capitulation de Radek, «un homme qui pour nous est mort».⁵¹⁷ Trotsky parle des «capitulards et collaborateurs de la troisième vague» qu'on traitera à Moscou comme des moins que rien. Mais selon lui, l'«autoépuration» de «ces camarades qui portent les noms les plus respectés [...] enseignera la fermeté à la jeunesse».⁵¹⁸ Revenant sur l'historique des rapports passés entre Radek et l'opposition, il souligne ce qu'il considère comme la principale faiblesse de Radek et la cause de ses multiples oscillations: son impulsivité.

Tant que nous étions tous à Moscou, l'impulsivité de Radek joua fréquemment en faveur de l'opposition. Certes, à chaque réunion, il faisait des propositions sur les nouveaux changements politiques qui devaient avoir des conséquences décisives sur l'opposition. La plupart du temps les camarades lui opposaient une résistance amicale et ils se réconciliaient rapidement. Malgré des exagérations et des affirmations dangereuses, ses observations avaient souvent de la valeur et un rôle stimulant, c'est pourquoi la participation de Radek au travail de l'opposition fut toujours positive. [...] Le malheur est qu'au début de 1928 les dirigeants de l'opposition furent dispersés. Tous les amis étaient séparés par d'immenses espaces et chacun se retrouva abandonné à lui-même. Apparemment dans de telles conditions l'exceptionnelle impulsivité de Radek devait lui rendre de mauvais services. [...] Les staliniens lui sont ainsi apparus dès le printemps 1928 comme des marxistes et Thermidor presque comme un mythe. Si nous nous étions tous trouvés à Moscou, Radek se serait certainement réaligné sur la ligne de l'opposition jusqu'à la prochaine rechute. Mais Radek était en Sibérie, [...], prisonnier de sa propre impulsivité, [...] et il entreprit de justifier tous les zigzags de Staline pour justifier ses propres zigzags.⁵¹⁹

Radek est submergé de télégrammes d'insultes, Trotsky écrit à tous qu'il faut «tenir, tenir, tenir»⁵²⁰, mais la conjonction des espoirs suscités par les négociations entamées par Préobrajeski et des rumeurs les plus folles – troubles dans les campagnes, retour des Blancs – qui désormais se répandent dans les colonies de déportés vont achever de déstabiliser les rangs d'une opposition déjà proche de la scission.

516 *Ibid.*, doc. 21, RGASPI.

517 Opposition de Moscou, «Contre les rénégats de l'opposition bolchevik-léniniste», juin 1929, F.17/71/112, doc. 16, RGASPI.

518 Lettre en URSS, 22.5.1929, citée par P. Broué, *Trotsky*, pp. 631-632.

519 Троцкий, «Радек и Оппозиция», pp. 10-11.

520 Cité par P. Broué, *Trotsky*, p. 632.

La trahison de la «commission des trois» sème la panique dans les rangs de l'opposition

Craignant d'être oubliés lors des négociations, I. T. Smilga, Beloborodov et Mratchkovski demandent à leur tour de pouvoir participer aux discussions. En juin, Radek et Smilga obtiennent le droit de revenir à Moscou pour participer aux négociations entamées par Préobrajenski. C'est au cours de ce voyage que Radek est interrogé à la gare d'Ichim, par un groupe de déportés, sur l'infléchissement de ses positions. Radek commence par décrire la situation générale:

Le pays traverse un nouveau 1917. La situation dans le CC est catastrophique. Droitiers et centristes se préparent à s'arrêter les uns les autres. Les droitiers sont forts: leurs seize voix peuvent doubler, tripler. Le pain manque à Moscou. Le mécontentement des masses grandit et peut dégénérer en soulèvement contre le pouvoir soviétique. Nous sommes à la veille d'une insurrection paysanne. La situation nous oblige à revenir à tout prix dans le parti.

Evoquant ses relations avec Trotsky, il déclare: «J'ai totalement rompu avec Trotsky. A partir de maintenant nous sommes des ennemis politiques.» Et il conclut:

Nous nous sommes envoyés nous-mêmes en prison et en exil. La jeunesse qui a rejoint maintenant l'opposition n'a rien de commun avec le parti et le bolchevisme. Ce n'est qu'une jeunesse antisoviétique. Il faut combattre ces gens-là par tous les moyens. Le tiers des membres de l'opposition viendra avec nous et ceux qui resteront n'auront rien de commun avec le bolchevisme.⁵²¹

La discussion fut interrompue par les agents de l'Oguépéou qui craignaient qu'il ne fasse de l'agitation contre l'expulsion de Trotsky, mais lorsque le train se mit à avancer Radek continuait à crier de la fenêtre: «Revenez dans le parti.»

Les négociations à Moscou sont conduites par Iaroslavski qui en réfère quotidiennement à Ordjonikidzé. Radek, Smilga et Préobrajenski sont prêts à signer une déclaration de solidarité avec la politique actuelle du CC, mais ils se refusent à signer, comme le souhaite Staline, une déclaration reconnaissant la justesse de la politique du CC de 1925 à 1927.⁵²² Le 10 juillet

521 «Lettre d'Ichim sur une rencontre avec Radek», publiée dans les *CLT*, n° 7/8, 1981, pp. 62-63.

522 Lettre de Iaroslavski à Ordjonikidzé, 29.6.1929, F.85/27/261, doc. 2, RGASPI.

Radek, E. A. Préobrajenski et I. T. Smilga envoient à la CCC du PCUS(b) une déclaration dans laquelle ils soulignent leur volonté de rompre «idéologiquement et d'un point de vue organisationnel» avec L. D. Trotsky et ses amis du centre des bolcheviks-léninistes de l'Union soviétique:

Alors que nos divergences avec le parti ont diminué et que notre retour en son sein est devenu une absolue nécessité, Trotsky et ses amis se sont progressivement éloignés du parti. [...] Partant de ces considérations nous retirons nos signatures des documents fractionnels [la Plate-forme de l'Opposition], nous nous déclarons parfaitement solidaires de la ligne générale du parti et nous demandons notre réadmission dans ses rangs. Nous invitons nos amis dans l'opposition à suivre notre exemple.⁵²³

C'est beaucoup plus qu'une simple rupture, c'est une abdication totale. La capitulation de Radek, Préobrajenski, Smilga est officialisée trois jours plus tard par la publication de leur déclaration dans la *Pravda*. Répondant à l'invitation des trois, 344 déportés pour le seul mois de juillet, puis 609 au total jusqu'en novembre, vont aussi retirer leur signature de la *Plate-forme de l'Opposition* et demander leur réintégration. Trotsky parle d'«un document misérable» révélant leur «dégénérescence politique et morale», mais dont l'impact ne devrait pas être important car «chacun savait et sait que Préobrajenski, Radek et Smilga avaient depuis longtemps démontré qu'ils n'étaient plus que des âmes mortes». ⁵²⁴ Trotsky reviendra ultérieurement sur la capitulation des trois en reconnaissant qu'il s'agit néanmoins «d'un fait politique majeur» qui montre «combien s'est totalement consumée une grande et héroïque génération de révolutionnaires. [...] En dépit de la forme grotesque de la capitulation, il y a sans doute des éléments de tragédie en elle: trois vieux révolutionnaires valeureux ont rayé leur nom de la liste des vivants.»⁵²⁵

Décrivant l'état d'esprit de l'opposition après l'annonce de la capitulation de Radek, l'un des oppositionnels les plus intransigeants, E. B. Solntsev, doit pourtant reconnaître que la situation est «catastrophique. La panique et la confusion règnent; on cherche des issues individuelles à la situation. Les rapports internes qui, déjà auparavant, étaient loin d'être bons sont devenus partout réellement insupportables, la trahison inouïe de la commission des trois [Radek, Préobrajenski, Smilga] a mis sens

523 Déclaration de Préobrajenski, Radek et Smilga, publiée dans «Documents sur les trotskystes en Union Soviétique (I)», pp. 74-77.

524 Cité par P. Broué, *Trotsky*, p. 634.

525 Trotsky, «Psychologie de la capitulation», sept. 1929, *ibid.*, p. 637.

dessus dessous toutes les réserves morales, tous les principes qui ne permettent pas certaines choses. *Dégénérescence idéologique et morale complète*: personne n'a confiance en personne, personne ne croit personne.» Victimes de la manipulation de l'information – Iaroslavski accrédite habilement la version des négociations – de nombreux oppositionnels craignent maintenant de rester seuls, d'être supplantés par d'autres, «aussi chacun s'efforce-t-il de se glisser dans le parti par-dessus le dos des autres. *La digue est rompue*». ⁵²⁶ Les conséquences ne sont pas moindres parmi les oppositionnels de l'extérieur. Dans une réunion d'oppositionnels de Moscou on adopte un rapport sur «les tâches de l'opposition léniniste qui est une simple transposition du texte des trois, centré autour de la double affirmation que le CC a adopté la politique d'industrialisation préconisée par l'opposition, et qu'il faut revenir au parti et travailler avec lui». ⁵²⁷ En août 1929, Rakovsky tente de freiner l'hémorragie de l'opposition, de sauver ce qui peut encore l'être, en reprenant l'initiative par la rédaction d'une déclaration dans laquelle les opposants se prononçaient en faveur de la constitution d'un front uni dans le parti face au danger de droite, tout en exigeant la fin de la répression, la levée de l'article 58, la réintégration de tous les opposants et le rappel de Trotsky. ⁵²⁸ Elle rassemble rapidement cinq cents signatures ⁵²⁹, mais cette manœuvre, car c'est bien de cela qu'il s'agit et Rakovsky en a pleinement conscience, va, comme celle qui avait été entreprise le 16 octobre 1926, susciter les critiques des oppositionnels les plus intransigeants sans interrompre la répression. Dix jours plus tard un deuxième cercle de vieux bolcheviks – I. N. Smirnov, A. G. Beloborodov et M. S. Bogouslavsky – capitule à son tour. ⁵³⁰ Leur déclaration est moins «honteuse» que celle de Radek, mais elle porte un coup beaucoup plus dur à l'opposition car elle va rassembler comme l'espérait Iaroslavski tous ceux, et ils étaient nombreux, qui souhaitaient revenir dans le parti sans se joindre à Radek qui était «peu respecté». ⁵³¹ Le bilan

526 Lettre de E. B. Solntsev à Rakovsky, [juillet 1929], publiée dans «Documents sur les trotskystes en Union Soviétique (II)», p. 64.

527 P. Broué, *Trotsky*, pp. 634-635.

528 Déclaration du CC et de la CCC du 22.8.1929, publiée dans «Documents sur les trotskystes en Union Soviétique (I)», pp. 78-86.

529 I. Longuet, «L'opposition de gauche en URSS, 1928-1929», p. 54.

530 Déclaration de I. N. Smirnov, Bogouslavsky au CC et à la CCC du PCUS, 27.10.1929, publiée dans «Documents sur les trotskystes en Union Soviétique (I)», pp. 87-89.

531 Lettre de Iaroslavski à Ordjonikidzé, 19.8.1929, F.85/27/262, doc. 3, RGASPI.

est dramatique pour l'opposition. Sur les quelque 8000 oppositionnels, déportés ou arrêtés, recensés au début de 1929, un millier seulement lui reste fidèle au terme de l'année.⁵³² Parmi le noyau historique seuls demeurent B. N. Eltsine, Sosnovsky, Mouralov et Rakovsky.

La victoire de Staline sur l'opposition de gauche s'accompagne au même moment d'une victoire sur la droite du parti: en novembre Boukharine, Rykov et Tomsy font leur autocritique. Boukharine, qui avait déjà été relevé de ses fonctions dans l'Internationale, est exclu du bureau politique. Des membres titularisés du bureau politique de 1923, seul demeure Staline – et provisoirement Rykov –, désormais entouré d'hommes qui pour la plupart lui sont déjà totalement dévoués. Un mois plus tard Staline pourra crier «Au diable la NEP» et lancer «le Grand Tournant». Une époque de l'histoire du parti bolchevique et de l'URSS venait de s'achever.

Esquissant une typologie des «capitulards», P. Broué souligne que cette notion recouvre deux catégories bien différentes.⁵³³ La première est celle des «capitulards tactiques» qui ont considéré, à titre personnel ou sur décision de leur organisation, qu'il était préférable de rompre formellement avec l'opposition dans l'espoir de pouvoir continuer à travailler pour elle de l'intérieur du parti. C'est à cette catégorie qu'appartiennent I. N. Smirnov, Mratchkovski et certainement les décistes qui capitulèrent en groupe en 1929; la plupart reviendront à l'opposition. La seconde catégorie est celle des «renégats» qui comme Piatakov et Radek rompent définitivement avec l'opposition dont ils deviennent les ennemis irréductibles. A l'intérieur de cette dernière catégorie il me semble encore nécessaire de distinguer le cas d'un Piatakov, «renégat» honteux s'efforçant de rentrer dans le rang en faisant le moins de vagues possible, de celui de Radek qui fut un «renégat» actif, dans la mesure où il ne se contenta pas d'abandonner l'opposition et de renier ses convictions, mais pratiqua un véritable travail de sape parmi les déportés et dénonça 767 oppositionnels inconnus de l'appareil, transformant ainsi sa capitulation en une entreprise de destruction de l'opposition.⁵³⁴ A l'exception de Préobrajenski, pour

532 P. Broué, «Les trotskystes en Union Soviétique, 1929-1938», p. 22.

533 P. Broué, «Compléments sur les trotskystes en URSS», p. 70.

534 C'est le chiffre avancé par Broué au terme d'une enquête effectuée dans les archives de l'organisation de Moscou. La deuxième place dans cette «hiérarchie des mouchards» revient à Vratchev avec 137 dénonciations, soit loin derrière Radek mais largement détaché du gros de la troupe. P. Broué, «Les trotskystes et la classe ouvrière soviétique», p. 120.

lequel il prendra même le risque d'écrire à Staline pour contester la légitimité de sa nouvelle arrestation en 1933,⁵³⁵ il n'aura à ma connaissance plus aucun contact avec ses anciens camarades.

Au-delà de la diversité de leurs parcours ultérieurs, «tous les opposants de 1927, qu'ils aient décidé de s'humilier sans fin par fidélité au parti ou de résister sans fin par fidélité au socialisme, tous ont suivi leur terrible chemin jusqu'au bout...»⁵³⁶, c'est-à-dire, à quelques rares exceptions près, jusqu'à la mort, que celle-ci ait lieu dans les caves de la Loubianka, les camps sibériens ou à l'étranger sous les balles du NKVD.⁵³⁷

535 Lettre de Radek à Staline, 14.6.1933, F.558/11/791, doc. 29-30, RGASPI.

536 V. Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire*, p. 248.

537 L'un des rares oppositionnels proches de Radek à avoir survécu est S. A. Dalin, mort à Moscou en 1985.

Chapitre 7

Dans les abîmes du stalinisme

Non seulement il [Radek] est incapable de soutenir les sociaux-démocrates, mais il est douteux qu'il soit capable de rejoindre les staliniens. En tout cas, il sera incapable de vivre avec eux. Il est trop marxiste pour cela et surtout trop internationaliste.¹

Radek était trop intelligent pour être héroïque ou cohérent.²

Quand j'ai vu le regard trouble et humide de Radek, qui les larmes aux yeux me calomniait, j'ai reconnu toute la perversion d'un personnage de Dostoïevski, j'ai mis les pieds dans les bas-fonds de la bassesse humaine, cette bassesse qui a fait de moi un mort en sursis.³

Introduction

Une fois écrasées les oppositions de gauche, puis de droite, Staline rejette la NEP et engage la société soviétique dans un «Grand Tournant» dont les traits fondamentaux vont marquer la société soviétique pour plusieurs décennies. En moins de cinq ans, l'Union soviétique connaît une transformation radicale de sa société et de ses structures économiques. La «dékoulakisation» touche rapidement près de 5 millions de personnes et en 1935, Staline peut annoncer que 98% des terres cultivées sont désormais «propriété socialiste». Parallèlement à ce processus, le premier plan quinquennal pose les bases de la puissance industrielle soviétique. Le pays se couvre d'usines en chantier. La plupart des objectifs se révèlent totalement irréalistes, mais, dans ce secteur aussi, le tournant va durablement marquer l'économie soviétique. Rien dans la société n'échappa au grand chamboulement. Pendant plusieurs années, la société soviétique

1 Троцкий, «Радек и Оппозиция», p. 10.

2 F. Borkenau, *World Communism*, p. 164.

3 Brouillon de lettre de Boukharine à Staline, 16.1.1937, N. Werth, «Six lettres de Boukharine», *Communisme*, n° 61, 1^{er} semestre 2000, p. 31.

«fut une société de sables mouvants»⁴, «un camp de nomades».⁵ La métamorphose des campagnes fut la plus radicale. Au-delà de l'élimination physique des koulaks, c'est toute la vie rurale, bastion de la culture russe, qui devait à terme disparaître, puisque les survivants devenaient des ouvriers agricoles. Jamais un dirigeant n'avait «réussi», en si peu de temps et sur une telle échelle, à marquer ainsi de son empreinte les structures d'un pays du sommet à la base de sa pyramide sociale. Révolution par le haut, le «Grand Tournant» frappe l'imagination des opinions occidentales. François Furet a bien montré le rôle joué par la crise économique des années trente dans ce processus.⁶ Des familles politiques aussi éloignées du bolchevisme que les Démocrates américains, le groupe *Esprit* en France et les Fabiens britanniques s'intéressent à la planification soviétique comme réponse au chaos de l'économie libérale, comme un moyen de libérer l'économie des aléas du marché. D'autres, issus des milieux conservateurs, sont fascinés par le volontarisme politique et l'importance accordée à la maîtrise technique. Staline a certes brisé l'espoir de la révolution mondiale, mais le mythe prométhéen de transformation de la nature et de la «nouvelle civilisation soviétique»⁷ conforte son prestige à l'étranger. Mais derrière la façade des statistiques et des rapports officiels annonçant la marche triomphale de l'URSS vers le paradis communiste, la réalité soviétique du «Grand Tournant» est l'un des épisodes les plus obscènes et les plus sanglants de l'histoire russe, pourtant riche en exemples d'hécatombes humaines.

La collectivisation fut une succession de guerres civiles et une étape fondamentale dans la banalisation de la terreur comme méthode de pouvoir. En l'absence d'adhésion volontaire, le pouvoir recourut à un large éventail de mesures coercitives justifiant par avance tous les abus. Dans l'ensemble du pays, les arrestations de paysans se comptent en centaines de milliers, les déportations en millions.⁸ La réaction de la paysan-

4 M. Lewin, *La formation du système soviétique*, Paris, Gallimard, 1985, p. 65.

5 N. Werth, *Histoire de l'Union soviétique*, p. 265.

6 F. Furet, *Le passé d'une illusion: essai sur l'idée communiste au XX^e siècle*, Paris, Laffont, 1996, pp. 249-252.

7 Sidney et Beatrice Webb publient après leur voyage une présentation élogieuse de l'URSS, *Soviet Communism. A new civilization?*, 2 Vol., Londres, Green and Co, 1935.

8 Dès 1930 plus de 14 millions de foyers paysans avaient été amenés de force dans les nouvelles fermes. R. Conquest, *Staline*, Paris, Odile Jacob, 1993, p. 178.

nerie ne fut pas moins violente: en plusieurs régions, des paysans incendient les bâtiments publics et lynchent les représentants du parti. Des rapports de l'Oguépéou évoquent des bandes de pillards totalement incontrôlées sillonnant le pays, des «émeutes et des soulèvements».⁹ Dès 1932 la désorganisation de la production agricole, conséquence de la radicalité du processus et de l'augmentation continue des quotas de production agricole confisqués par le pouvoir, entraîna dans plusieurs régions du pays des situations de famine que le pouvoir n'hésita pas à utiliser pour écraser les poches de résistance. La situation fut particulièrement dramatique en Ukraine: près de 6 millions de victimes, mais au total ce sont «près de quarante millions de personnes qui furent touchées par la famine ou la disette».¹⁰

L'industrialisation forcée ne fut pas moins déstabilisatrice pour la société soviétique que la collectivisation. Tous les éléments liés à la NEP – commerçants, artisans, représentants des professions libérales – furent «déclassés». La chasse aux «saboteurs» et aux «désorganisateur» remplissait dans le cadre de l'industrialisation la même fonction que la chasse aux koulaks dans celui de la collectivisation. Le parti procéda à l'élimination des *spetsy*, les spécialistes issus de la bourgeoisie, remplacés par une «nouvelle intelligentsia technique»¹¹ sélectionnée dans le parti. De 1928 à 1933 près de 300 000 fonctionnaires accusés de déviation droitiste ou d'appartenir à une classe hostile perdirent leur emploi.¹² Nombre d'entre eux, désormais qualifiés d'«ennemis du peuple», furent privés de logements, d'accès aux soins et de droits civiques, réduits à la mendicité. Dans la foulée le pouvoir conduisit une large offensive contre le clergé et les représentants de l'intelligentsia de l'ancien régime.

Le parti communiste n'échappa pas à la tourmente du «Grand Tour-nant». Les réticences et la passivité d'une partie des communistes établis dans les campagnes furent sanctionnées par l'exclusion d'un cinquième d'entre eux dès 1929. En 1930, la direction procéda à l'élimination des cadres syndicaux pour «déviation trade-unioniste». En 1932, puis en 1933 et en 1934, de nouvelles purges touchèrent chaque fois plusieurs centaines

9 Rapports de l'Oguépéou, février 1934, N. Werth et G. Moullec, *Rapports secrets soviétiques, 1921-1991*, Paris, Gallimard, 1994, p. 125.

10 N. Werth, *Le livre noir du communisme*, p. 185.

11 N. Werth, *Histoire de l'Union soviétique*, p. 233.

12 *Ibid.*, p. 233.

de milliers de communistes.¹³ Parallèlement à ce phénomène, la dernière génération arrivée au parti depuis la mort de Lénine bénéficia d'une promotion – sous la forme d'une nouvelle affectation dans l'appareil d'Etat ou d'une formation de technicien dans une Université ouvrière – afin de conforter le consensus social autour du projet d'industrialisation et de préparer une relève pour remplacer les *spetsy*, puis bientôt les vieux bolcheviks.

Au sommet du parti, en revanche, les années 1929-1934 marquent une pause relative, faute de combattants, dans la lutte entre dirigeants. Il y eut bien quelques tentatives de révolte contre Staline comme celle de Syrtsov et de Lominadzé en 1930, mais aucune ne fut relayée par des membres du bureau politique. La plupart des anciens opposants avaient reconnu la justesse de la ligne de Staline et réintégré le parti sans retrouver pour autant leur position dans le pouvoir. L'affaire Rioutine en 1932 – la rédaction et la diffusion par un ancien droitier d'un programme demandant l'élimination de Staline – aurait favorisé, comme le laisse entendre la correspondance de Trotsky¹⁴, le rapprochement d'anciens membres de l'opposition de gauche avec les restes de l'opposition de droite, les anciens oppositionnels Zinoviev et Kamenev et d'anciens staliniens inquiets de l'évolution du régime. Mais à l'exception de ses réseaux à l'étranger, l'opposition de gauche, dont le gros des troupes croupit dans les «isolateurs» de Sibérie, n'existe déjà plus en tant qu'organisation et ce «nouveau bloc des oppositions» ne survécut que quelques semaines: les principaux dirigeants du groupe Rioutine, ceux du groupe d'I.N. Smirnov, Zinoviev et Kamenev sont arrêtés, exclus et déportés durant l'hiver 1932-1933 alors que l'arrivée au pouvoir d'Hitler entraîne la disparition du réseau mis en place par Sedov.

Depuis le remplacement en décembre 1930 de Rykov par Ordjonikidzé, le premier cercle des dirigeants – le bureau politique – ne contenait plus que des hommes dont la carrière devait beaucoup, pour ne pas dire tout, à Staline. Une étude de leur biographie permet néanmoins de distinguer trois catégories à partir du critère des circonstances de leur rencontre avec Staline. La première catégorie est celle des «compagnons d'armes», ceux qui ont combattu avec lui lors de la guerre civile. Il s'agit de Vorochilov, Kaganovitch et Kouibychev. Les deux premiers seront parmi les rares

13 R. Conquest, *La Grande Terreur. Les purges staliniennes des années 30*, Paris, Laffont, 1995, p. 409.

14 P. Broué, «Les trotskystes en Union soviétique, 1929-1938», pp. 46-50.

survivants des purges des années trente, le cas de Kouibychev est plus ambigu: officiellement il est mort, en 1935, de causes naturelles, mais des rumeurs persistantes évoquent la possibilité d'un empoisonnement.¹⁵ La deuxième catégorie est celle des Caucasiens, Kirov et Ordjonikidzé, c'est-à-dire ceux qui ont participé à la bolchevisation du Caucase, dans des conditions dénoncées par Trotsky et Lénine. Ils sont les compagnons les plus proches de Staline, les seuls à avoir vraiment une stature de dirigeant et les seuls à oser critiquer certains aspects de sa politique. Ils ne seront pas fusillés, mais disparaîtront tous deux dans des circonstances qui susciteront immédiatement des interrogations sur la responsabilité de Staline. La dernière catégorie est plus hétérogène puisqu'elle comprend un ancien communiste de gauche de 1918, Kossior, un ancien dirigeant syndical, Roudzoutak, et un ancien sympathisant de la droite, Kalinine. Les deux premiers s'étaient rapprochés de Staline en 1923 lors de sa lutte contre ses rivaux, ils seront fusillés sans jugement. Kalinine aura une longue mais insignifiante carrière, s'alignant systématiquement sur Staline pour tenter de faire oublier ses anciens penchant droitiers. Comme Staline, ces hommes sont des apparatchiks, ayant fait carrière dans l'appareil; tous sont coupés du mouvement ouvrier international. Malgré les excès du secrétaire général, ils semblaient considérer qu'«il n'y avait personne pour le remplacer»¹⁶, que Staline seul garantissait la pérennité du régime.

A la suite de la publication par Nicolaevsky de la célèbre *Lettre d'un vieux bolchevik*¹⁷, l'historiographie occidentale a développé la thèse d'une

15 R. Conquest, *La Grande Terreur*, p. 466.

16 R. Conquest, *Staline*, p. 181.

17 La *Lettre* fut ultérieurement présentée comme une retranscription de la discussion qu'aurait eue Nicolaevsky avec Boukharine à Paris en 1936 à propos de la situation en Union soviétique. Elle fut publiée une première fois, mais de façon anonyme, en décembre 1936-janvier 1937 dans la revue menchevique *Социал-демократический Вестник*. Elle figure aussi dans B. I. Nicolaevsky, *Power and the Soviet Elite*, New York, Frederick A. Praeger, 1965. Indépendamment de la question de l'authenticité de ce document, contestée par A. J. Getty (*Origins of the Great Purge. The Soviet Communist Party Reconsidered (1933-1938)*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985, p. 275), défendue par A. Liebich («I Am the Last» – Memories of Bukharin in Paris», *Slavic Review*, 51, n° 4, hiver 1992) il convient de souligner, comme l'a fait A. Liebich, l'insuffisance des Mémoires personnels pour appréhender la complexité du pouvoir soviétique des années trente. Dans cette perspective, il me semble tout à fait possible de considérer que la *Lettre*, tout en étant authentique, ne contienne «que» les analyses – ou les espoirs – de Boukharine, des analyses désormais démenties par de nouveaux documents.

opposition à Staline au sein même du bureau politique. Dans cette perspective, l'alternance durant les années trente de périodes de détente relative et de pics de terreur était expliquée par l'existence, au sein des instances dirigeantes, de factions politiques rivales – une faction «modérée» dirigée par Kirov, puis après sa mort par Jdanov ou Ordjonikidzé et une faction «radicale» composée de Molotov, Kaganovitch et Ejov – avec lesquelles Staline aurait joué en fonction de ses intérêts du moment. Mais les études récentes ne confirment pas l'hypothèse de factions politiques concurrentes.¹⁸ En permettant une approche minutieuse des seconds rôles du bureau politique, les documents révèlent l'importance des contacts personnels et des intérêts institutionnels dans les processus de décision. Ainsi des relations complices et amicales existaient entre Ordjonikidzé et Kaganovitch pourtant souvent présentés comme les figures dirigeantes des deux factions rivales et à plusieurs reprises ils firent front commun pour défendre les intérêts de leurs ministères respectifs. Surtout il arrivait souvent que le même dirigeant prenne des positions tantôt modérées, tantôt radicales en fonction du poste qu'il occupait. Kirov, dont l'assassinat en 1934 semblait confirmer l'existence d'une volonté réformatrice face au dogmatisme sanglant de Staline, apparaît après la lecture des documents comme un stalinien docile, attaché à son fief de Leningrad mais sans aucun projet vraiment concurrent. Si quelqu'un semble avoir incarné à un moment une certaine résistance à la politique de répression de Staline c'est plutôt Ordjonikidzé. Attaché à la défense de ses prérogatives et soucieux de préserver la vie de ses administrés et de ses proches, ce dernier est pourtant incapable de proposer une autre ligne politique. Des frictions et des divergences existaient bien, notamment sur le rythme d'industrialisation et l'application de la peine de mort à d'anciens communistes, mais elles sont insuffisantes pour parler d'opposition à Staline, tant les opposants présumés au sein du bureau politique font, eux-mêmes, figure de staliniens, tant les circonstances dramatiques de ces années favorisaient la tendance au regroupement derrière le chef. Tout au plus peut-on parler de rivalités de personnes, de clans ou de cliques aux intérêts institutionnels divergents, mais jamais aucun membre du bureau politique n'osera revendiquer un programme alternatif et contester publiquement le rôle

18 O. Khlevniouk, *Stalin and Ordjonikidze*, New York, Sharpe, 1995; *Le cercle du Kremlin et Сталинское политбюро в 30ые года. Сборник документов*, Москва, Агро, XX, 1995.

dirigeant de Staline. Son autorité n'est pas encore absolue, elle le sera seulement après les purges de 1937-1939, mais Staline est déjà le maître incontesté du jeu.

Au terme de l'étude de Khlevniouk c'est bien Staline qui apparaît comme le véritable initiateur de tous les «tournants», encourageant la répression pour déstabiliser ses adversaires et permettre la montée dans l'appareil d'hommes qui lui doivent tout, puis favorisant des pauses pour éviter que des dérapages incontrôlés ne finissent par ébranler le régime. Il ne faut toutefois pas en conclure que Staline avait tout prémédité depuis le début des années trente: l'élimination de la vieille garde léniniste et l'assassinat de Kirov. Celui que Trotsky qualifiait de «plus éminente médiocrité de notre parti» apparaît en fait comme un «dirigeant dur, cynique mais suprêmement pragmatique»¹⁹, faible théoricien mais grand tacticien, et doté d'un talent sans pareil pour utiliser à son avantage les mécanismes complexes d'un système qu'il avait lui-même contribué à mettre en place.

Dès sa réintégration dans le parti, le 10 janvier 1930²⁰, Radek comprend que la situation est totalement inédite. Ce qui avait changé ce n'était pas seulement la doctrine, mais bien la nature du parti et plus généralement du pouvoir en Union soviétique. Le stalinisme apparaît comme un mélange d'étatisme, de volontarisme et de violence, justifié par la conviction que «tout était possible» et que dans cette perspective l'Etat-parti pouvait légitimement recourir à tous les moyens pour surmonter les obstacles se plaçant sur sa route. L'instauration d'un régime aspirant toujours plus au contrôle totalitaire de la société signifiait «la fin du politique»²¹ au sens traditionnel du terme. La subordination croissante de toutes les instances du parti et de l'Etat au profit d'un petit groupe de dirigeants, puis d'un seul homme, avait entraîné la disparition des derniers espaces de discussion et la montée en puissance d'un appareil répressif qui s'identifie lui-même au pouvoir. En l'absence de tout débat lors des congrès ou dans les réunions du CC, toutes les questions sont tranchées en amont par un cercle restreint de dirigeants habilement manipulés par Staline.

Cette concentration de toutes les sources du pouvoir entre les mains de Staline et de son entourage favorisait les rapports de féodalité, basés sur un système d'allégeance et de services rendus. «N'oubliez pas votre

19 O. Khlevniouk, *Le cercle du Kremlin*, p. 282.

20 Carte d'enregistrement de Radek, 1936, F.17/100/Radek, n° 50501, RGASPI.

21 A. Graziosi, «Piatakov: A Mirror of Soviet History», p. 114.

promesse»²² écrit Radek à Staline à propos de son retour à Moscou. Les fonctions que Radek peut espérer retrouver semblent a priori assez limitées. La plupart des anciens opposants étaient cantonnés à des postes techniques ou à des fonctions secondaires, mais Staline avait pour Radek si ce n'est de la sympathie, du moins une certaine forme d'intérêt. Radek n'avait rien d'un rival, il n'en avait ni l'ambition ni les moyens. Attaqué par Staline en tant que partisan de Trotsky, il pouvait fort bien se révéler utile s'il acceptait d'apporter son talent au nouveau maître du Kremlin. Paradoxalement, la singularité de Radek, son talent de publiciste, sa connaissance des langues étrangères et de la politique internationale, autant de qualités qui manquaient à l'entourage de Staline, allaient lui permettre de retrouver rapidement une place aux côtés du secrétaire général. Mais la route qui devait le ramener sur le devant de la scène politique soviétique était parsemée de pièges. Dès son retour à Moscou, il avait été impliqué dans une sombre affaire qui s'était terminée par la première exécution d'un communiste oppositionnel: Iakov Bliumkine. Ancien SR de gauche, Bliumkine avait perpétré sur ordre de son parti l'assassinat en 1918 de l'ambassadeur allemand, Mirbach. Arrêté et condamné à mort il avait été gagné au bolchevisme par Trotsky. Gracié, il avait entamé une carrière très remarquée dans les services secrets de l'Armée rouge, le célèbre IV^e bureau.²³ En tant que membre de l'Oguépéou il lui était difficile de participer à l'opposition unifiée dont il partageait pourtant les convictions. De passage à Istanbul en août 1929, il avait néanmoins rencontré Trotsky à Prinkipo²⁴, lequel lui avait remis un message pour ses partisans.²⁵ Dès son arrivée à Moscou, le 15 décembre, il se rendit chez Radek, dont il avait fait la connaissance en 1920 en assurant la protection de la délégation bolchevique à la conférence de Bakou. Selon le rapport de la commission Dewey, Bliumkine admirait Radek et continuait certainement à le considérer comme un oppositionnel.²⁶ Radek avait en outre la réputa-

22 Lettre de Radek à Staline, 3.4.1930, de Voronej, F.558/11/789, doc. 20, RGASPI.

23 Il avait joué un rôle important dans la formation de la République populaire de Mongolie et rempli avec succès de nombreuses missions au Proche-Orient. Г. С. Арабеков, *Г.И.У. Записки чекиста*, Берлин, Стрела, 1930, p. 221.

24 Contrairement aux déclarations de Sedov, le fils de Trotsky, cette rencontre ne devait probablement rien au hasard. P. Broué, «Compléments sur les trotskystes en URSS», p. 64.

25 Publié dans les *CLT*, n° 7/8, 1981, pp. 83-85.

26 J. Dewey et al., *The Case of Leon Trotsky. Report of Hearings on the Charges Made Against Him in the Moscow Trials*, London, Martint Secker & Warburg LTD, 1937, p. 105.

tion d'être accueillant vis-à-vis de tous ceux qui étaient en disgrâce.²⁷ Radek, qui n'avait pas encore été réintégré dans le parti, fut certainement saisi d'effroi à l'idée qu'il pouvait s'agir d'un piège ou tout simplement d'un malheureux concours de circonstances risquant de le faire tomber une nouvelle fois pour contact avec l'opposition.

Radek a-t-il dénoncé Bliumkine à l'Oguépéou, comme le prétendit Trotsky à la suite du témoignage d'un oppositionnel de l'Oguépéou²⁸, ou s'est-il contenté de lui conseiller de «se rendre tout de suite chez le président de la commission centrale de contrôle, Ordjonikidzé, un dur, mais un scrupuleux, le seul homme qui pourrait lui sauver la vie», comme l'a écrit Victor Serge?²⁹ Nous ne savons toujours pas si Bliumkine réussit à rencontrer Ordjonikidzé, ou s'il fut immédiatement arrêté dans la rue à sa sortie de chez Radek, dont le téléphone était sur écoute, mais ce qui est sûr c'est qu'il fut fusillé après avoir bénéficié d'un sursis de quelques jours pour écrire ses Mémoires.³⁰

Selon une autre version, mettant totalement Radek hors de cause, Bliumkine aurait été dénoncé par une femme, une certaine Lisa Zaroubine avec laquelle il aurait été marié depuis le début des années vingt. Selon E. Poretsky qui travailla ultérieurement avec Lisa, l'Oguépéou connaissait les sympathies de Bliumkine pour Trotsky³¹ et la mission à Istanbul n'aurait été qu'un piège, organisé avec la complicité de Lisa, pour le compromettre.³² Une version assez similaire est présentée par Agabekov, l'agent de l'Oguépéou qui succéda à Bliumkine avant de désert³³ et par C. Andrew qui écrit, sur la base des archives Mitrokhine, que Lisa, de son vrai nom Ielizaveta I. Gorskaïa, était une agente de l'Oguépéou, qui aurait

27 «Quelques jours après son exclusion [en 1924]», Souvarine rencontra Radek, «le seul qui, songeant à mon dénuement et portant sa main à sa poche, me demanda: (N'avez-vous pas besoin d'argent?)». B. Souvarine, *Le Contrat social*, Vol. IX, n° 6, 1965.

28 La déclaration de cet oppositionnel qui signe N [Rabinovitch] est publiée dans les *CLT*, n° 7/8, 1981, pp. 129-132. Trotsky, «Iakov Bliumkine fusillé par les staliniens», *Bulletin de l'opposition*, n° 9, février-mars 1930, pp. 9-12.

29 V. Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire*, p. 269.

30 Il est exécuté le 25.12.1929, P. Broué, «Les trotskystes en Union Soviétique, 1929-1938», p. 24.

31 Il se serait entretenu sur ce point avec ses supérieurs, Trilisser et Menjinski, en décembre 1927. *Ibid.*, p. 23, confirmé par V. Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire*, p. 269.

32 E.K. Poretsky, *Our Own People*, p. 147.

33 Г.С. Арабеков, *Г.И.У.*, p. 225.

été chargée par son supérieur de séduire Bliumkine afin de le convaincre de revenir à Moscou.³⁴ Enfin, selon Sudoplatov, un ancien chef des services d'action du NKVD (l'institution qui succède en 1934 à l'Oguépéou), Lisa Zaroubine aurait trahi son mari car ce dernier avait profité de son séjour à Istanbul, dont le but était de vendre des manuscrits d'une grande valeur au profit de l'Etat soviétique, pour remettre une partie de l'argent ainsi récolté à Trotsky. Choquée par cette attitude, elle aurait dénoncé Bliumkine dès leur retour en URSS et celui-ci aurait donc été suivi avant même de se rendre chez Radek.³⁵ Quel qu'ait été le rôle de Radek dans cette arrestation – et il semble que celui-ci fut infime – il convient d'ailleurs de noter qu'il ne pouvait s'attendre à un tel dénouement: jamais un communiste, même oppositionnel, n'avait été exécuté.³⁶ Il se peut d'ailleurs que Staline ait souhaité faire un exemple pour décourager définitivement les anciens oppositionnels susceptibles de vouloir rétablir le contact avec Trotsky. Radek en tout cas comprit le message, il se tiendra désormais à l'écart de tous les opposants. Mais l'affaire Bliumkine l'avait mis dans une situation difficile. Selon la rumeur publique, il était à l'origine de cette arrestation, ce qui dans la perspective de son retour au parti était plutôt une preuve de loyauté, mais selon Agabekov, il fut convoqué par le comité central, et Iaroslavski l'accusa de «duplicité» pour ne pas avoir immédiatement dénoncé Bliumkine à l'Oguépéou.³⁷ Radek réussit apparemment à éviter le pire puisqu'il est réintégré au parti dans les semaines qui suivent, mais sa position demeurera toujours extrêmement précaire, totalement soumise à l'arbitraire de Staline.³⁸

La dernière décennie de la vie de Radek ne fut selon la formule de W. Lerner qu'«un triste épilogue»³⁹, une succession de compromissions et de reniements, une période d'errements parmi les «âmes mortes» comme

34 C. Andrew, V. Mitrokhin, *The Sword and the Shield. The Mitrokhin Archive and the Secret History of the KGB*, New York, Basic Books, 1999, p. 40.

35 P.A. Sudoplatov, *Special Tasks: the Memories of a Soviet Spy Master*, Boston, Little Brown, 1995.

36 Certains décédaient à la suite d'un interrogatoire musclé ou d'une grève de la faim, mais aucun n'avait été exécuté.

37 Г.С. Агабеков, *Г.И.У.*, p. 229.

38 Le 12.12.1932 Radek devra publier dans la *Pravda* une nouvelle déclaration de repentir sur ses errements passés.

39 W. Lerner, *Karl Radek*, p. 176.

l'avait prédit Trotsky. A. Koestler, qui se rendit à Moscou au milieu des années trente, décrivit ainsi ceux qui avaient incarné l'IC pendant des années:

Boukharine et Radek me firent une impression profonde. [...] Ces hommes étaient fatigués. [...] C'étaient vraiment des «morts en sursis». Rien ne pouvait plus leur faire peur, rien les surprendre. Ils avaient donné tout ce qu'ils possédaient. L'Histoire les avait pressés jusqu'à la dernière goutte, avait consommé leur dernière calorie spirituelle; mais ils continuaient à briller comme des cadavres phosphorescents, d'une froide abnégation.⁴⁰

«Trop intelligent pour être héroïque ou cohérent»⁴¹, Radek allait se contenter d'essayer de survivre en s'adaptant aux circonstances. Pendant plusieurs années, il y parvint mieux que ne l'avait imaginé Trotsky, étant même l'un des rares anciens oppositionnels de gauche à retrouver une place d'importance, espérant jusqu'au dernier moment survivre à toutes les tourmentes.⁴² Mais Boukharine, qui avait longtemps fait preuve de naïveté et d'aveuglement à l'égard de Staline, avait pourtant vu juste sur un point en déclarant en 1928: «Il [Staline] nous tuera tous. C'est un nouveau Gengis Khan.»⁴³ Malgré son talent et ses efforts pour plaire à Staline, Radek n'allait pas échapper à la folie destructrice de la «Grande Terreur», dont il fut tout à la fois un complice et une victime.

40 A. Koestler, *Hiéroglyphes*, T. I, Paris, Calmann-Lévy, 1955, pp. 243-244.

41 F. Borkenau, *World Communism*, p. 164.

42 Il aurait déclaré en 1936: «Désormais en URSS tout est possible. Pourquoi ne réussirais-je pas à survivre?» V. Alexandrov, *The Tukhachevsky Affair*, Englewood Cliffs, N.J., Prentice-Hall, 1964, p. 56.

43 Déclaration de Boukharine à Kamenev en 1928, citée par P. Broué, *Histoire du parti bolchevique*, p. 282.

1. Une plume servile

Ce que j'écris est une chose. La réalité en est une autre.⁴⁴

Quiconque s'imagine que Staline croit à ces louanges ou les gobe par une sorte de volonté égotiste de se laisser abuser se trompe tristement. Staline n'est pas dupe. Simplement il considère la chose utile pour son pouvoir.⁴⁵

Des débuts modestes

Réintégré dans le parti en janvier 1930, Radek demeure pourtant un communiste suspect, sans fonction spécifique dans le parti et l'appareil d'Etat. Pendant quelques mois, il semble avoir espéré retrouver une place dans l'Internationale communiste, la seule institution soviétique qui conservait un lien, au moins symbolique, avec ses activités passées de révolutionnaire internationaliste. Radek se fait peu d'illusion sur ses chances de pouvoir travailler avec les PC d'Europe et en particulier allemand, mais il nourrit l'espoir de se positionner en spécialiste de l'Inde. Lors de l'exil, il avait consacré beaucoup de temps à rassembler des documents sur l'économie indienne, son importance pour l'impérialisme britannique, l'apparition d'une conscience nationale, le rôle des castes et la spécificité des aspirations de la population musulmane.⁴⁶ A la même époque il s'était aussi permis d'émettre quelques réserves sur la politique conduite par le Comintern dans la principale colonie britannique. En Inde, comme partout ailleurs, la direction de l'Internationale avait opéré un tournant «gauchiste», qualifié de «troisième période», dont le présupposé idéologique était «la radicalisation des masses» et le mot d'ordre principal le refus de «toute alliance avec les réformistes». Cette politique, dont les conséquences dramatiques n'allaient pas tarder à se manifester en Europe, ne se révélait pas moins désastreuse pour les communistes indiens. Les résolutions du VI^e congrès exigeaient du PCI qu'il concentre ses attaques sur Gandhi et toutes les forces de gauche comme celle de Jawarhal Nehru,

44 Radek cité par W.G. Krivitsky, *J'étais un agent de Staline*, Paris, Champ Libre, 1979, p. 23.

45 Déclaration d'un diplomate soviétique, citée par R. Conquest, *Staline*, p. 231.

46 Parmi les ouvrages qu'il réussit à emmener ou à commander en exil, nombreux étaient ceux portant sur l'Inde. Liste des livres de Radek en exil, F.326/1/2, doc. 2-33, RGASPI.

l'Independence League, et qu'il rompe avec le parti ouvrier et paysan pour établir sa propre organisation.⁴⁷ Comme autrefois en Chine, Radek s'inquiétait de l'isolement des communistes indiens, une situation d'autant plus dangereuse que Gandhi avait révélé une forte capacité à mobiliser les masses.⁴⁸ En juin 1930, il prend le risque d'écrire directement à Staline pour présenter une nouvelle fois son analyse de la question. Le ton est très prudent, Radek n'accuse personne nominalement, mais il n'hésite pas à parler de «tendances incorrectes» dont la responsabilité ne peut être attribuée aux «erreurs de jugements personnels de quelques camarades». Selon lui, ces «tendances dangereuses découlaient d'une fausse appréciation de la situation»: 1) Sous-estimation des contradictions profondes existant entre les intérêts de l'impérialisme britannique et ceux de la bourgeoisie indienne, 2) Sous-estimation du fait que le mouvement national-réformiste indien jouait encore, en dépit du caractère contre-révolutionnaire de sa direction, un rôle objectivement révolutionnaire, 3) Surestimation de l'indépendance et de la force du mouvement ouvrier indien, 4) Sous-estimation du nationalisme musulman. Radek conclut en recommandant de ne pas publier les thèses officielles de l'IC dont les effets pourraient se révéler très dangereux en Inde et en proposant ses services pour reprendre le secteur indien de la presse communiste.⁴⁹ Apparemment Staline ne répondit pas à Radek. Son analyse de la situation indienne et la politique qu'il se proposait de substituer à celle de l'IC avaient trop de points communs avec la politique qu'ils avaient menée en Chine de 1923 à 1927 pour que Staline ne s'inquiète pas d'une recrudescence des critiques de l'opposition sur la politique de l'Internationale en Asie. La ligne sectaire fut maintenue et le parti communiste indien ne compta guère plus de 140 membres en 1934.⁵⁰ Des facteurs spécifiquement nationaux expliquent certainement en partie la faiblesse du communisme en Inde, mais l'Internationale n'est pas exempte de responsabilité dans cet échec.

Pour Radek, cela signifiait surtout que Staline n'était pas encore prêt à lui redonner un poste de décision. Pendant plusieurs années, il allait devoir se contenter d'écrire des articles sur commande dans lesquels il s'efforcera

47 P. Broué, *Histoire de l'IC*, p. 508.

48 Lettre ouverte de Radek, «Que se passe-t-il en Inde?», [1929], F.326/1/37, doc. 14-18, RGASPI.

49 Lettre de Radek à Staline et Molotov sur l'élaboration de la question indienne à l'époque actuelle, 23.6.1930, F.326/1/82, doc. 1-3, RGASPI.

50 P. Broué, *Histoire de l'IC*, p. 509.

surtout de convaincre Staline de sa loyauté et de son utilité.⁵¹ Dans son premier grand article de 1930, il s'en prend à Léonid Ramzine, le principal accusé du prétendu complot du «parti industriel», un groupe de *spetsy* qui aurait rassemblé près de 2000 spécialistes chargés par des ambassades étrangères d'organiser la paralysie de l'économie soviétique. En rédigeant ses portraits de personnalités, Radek s'efforçait toujours de rattacher l'itinéraire individuel de son sujet avec celui de sa classe. Si Ramzine était devenu un traître, un «démolisseur», cela devait forcément pouvoir s'expliquer par son milieu. Petit-fils de paysan, Ramzine aurait pu devenir un koulak de la campagne, un «exploiteur du labeur des pauvres», mais il était devenu un «koulak du monde scientifique [sic]», un professeur d'économie prêt à toutes les trahisons pour réaliser ses ambitions carriéristes, si «typiques de la paysannerie».⁵² La bassesse de ces attaques – Radek n'hésite pas à recourir à quelques allusions antisémites – et le déterminisme de ces explications séduisirent suffisamment la direction stalinienne pour que Radek se voit proposer d'autres missions de ce genre.⁵³

L'année suivante le BP donne son accord au projet de Radek de rédiger un ouvrage collectif consacré aux conditions de travail en URSS.⁵⁴ Publié en allemand afin de toucher le public international, cet ouvrage est une tentative du pouvoir soviétique de répondre aux écrits de plus en plus nombreux qui dénoncent le travail forcé et plus généralement la condition des ouvriers en URSS, comme *Vers l'autre flamme*, trilogie rédigée en 1929 par Panaït Istrati, Victor Serge et Boris Souvarine.⁵⁵ Tous anciens communistes ou sympathisants, devenus communistes dissidents, ils ne se considéraient pas encore comme des ennemis de l'Union soviétique, mais ils refusaient déjà, à la différence d'autres compagnons de route comme Romain Rolland, de se taire sous prétexte de faire le jeu de la «réaction

51 En mars 1930, Staline demanda à Iaroslavski de «faire savoir à Radek que la rédaction de la *Pravda* n'était pas opposée à publier de temps en temps ses articles». F.558/11/789, doc. 13, RGASPI.

52 Radek, «A Wrecker: Leonid Konstantinovitch Ramzin», *Izvestia*, 3.12.1930, réédité dans *Portraits and Pamphlets*, p. 28.

53 Condamné à mort, Ramzine sera néanmoins amnistié, certainement en raison de sa collaboration avec l'Oguépéou et il recevra en 1943 le prix Staline!

54 Protocole n° 26 du BP du PCUS(b), 15.2.1931, F.17/3/813. Le titre de l'ouvrage est *Rote Arbeit. Der neue Arbeiter in der Sowjetunion*, Berlin, Historia-Foto GMBH, 1931.

55 P. Istrati, *Vers l'autre flamme*, Paris, Rieder, 1929. Critiqué par la direction stalinienne, ce livre le fut aussi par Trotsky.

européenne». La première partie de l'ouvrage révèle les déceptions et les désillusions de l'écrivain roumain au terme d'un voyage de plusieurs mois parmi les gens «d'en bas». La deuxième partie, plus politique, dénonce le mensonge de la démocratie des Soviets. Mais c'est la dernière partie, intitulée la *Russie nue*, qui met le plus à mal le mythe du paradis des ouvriers.⁵⁶ En s'appuyant sur le dépouillement systématique de la presse soviétique et les lettres que lui envoie P. Pascal de Moscou, B. Souvarine réalise une véritable enquête sur la réalité sociale soviétique et décrit par maints détails la «tyrannie de l'Etat-parti» et «la vie tragique des travailleurs»: les ouvriers vivent dans «d'infâmes taudis du Moyen Age», ils sont soumis à «l'emprunt forcé», au «travail forcé» et aux «corvées moyenâgeuses»; ils sont souvent victimes d'accidents du travail provoqués «par le mépris des plus élémentaires mesures de sécurité», et partout règne l'arbitraire des «satrapes» du parti et des syndicats. Radek répond implicitement à Souvarine en dénonçant tous ceux qui parlent de «l'esclavage soviétique» pour justifier la préparation d'une intervention contre l'URSS.⁵⁷

Selon lui il est nécessaire de distinguer «l'esclavage capitaliste» de «l'organisation socialiste du travail». Dans les sociétés capitalistes, l'esclavage des travailleurs se dissimule derrière le slogan de la «liberté capitaliste qui n'est qu'une liberté en parole» puisque seule une minorité a la possibilité de choisir ou de se libérer du travail en exploitant le travail des masses alors que dans les sociétés socialistes le travail de tous est un devoir constitutionnel. Partant de cette perspective, il convient selon lui de ne pas confondre «le travail forcé» de l'ouvrier dans les sociétés capitalistes avec le «devoir de travail» appliqué à tous au nom de l'organisation socialiste du travail. Les ouvriers qui ont pris le pouvoir en Russie ont compris selon lui que cette «nouvelle discipline du travail» est une nécessité pour fonder une nouvelle société et c'est pourquoi même le paysan soviétique «commence à considérer son travail comme un travail pour la société et non plus seulement comme un travail pour lui-même». C'est pour la même raison que les ouvriers acceptent fréquemment une augmentation de la quantité de travail sans compensation salariale. Bien sûr, note Radek, cet enthousiasme au travail n'est pas encore général, mais il devrait se généraliser au

56 B. Souvarine, *La Russie nue*, Paris, Ivrea, 1997, réédition du troisième volume de *Vers l'autre flamme*.

57 Radek, «Kapitalistische Sklaverei und Sozialistische Organisation der Arbeit», dans *Rote Arbeit*, p. 24.

fur et à mesure que les formes socialistes de production et la conscience socialiste des travailleurs augmenteront. En attendant, la classe ouvrière peut légitimement recourir à des contraintes pour imposer le travail à tous, y compris aux ouvriers, car ces «contraintes ne servent pas les intérêts d'une minorité mais ceux de la majorité du peuple». ⁵⁸

Pendant plus de deux années Radek va continuer à publier deux à trois articles par semaine dans les *Izvestia*. Pour la plupart il s'agit d'articles portant sur les «menaces d'interventions contre l'URSS» ⁵⁹ et de petites notices biographiques de personnalités «capitalistes» ou de figures mythiques de l'histoire du mouvement ouvrier, mais aucun article de fond. Selon un correspondant allemand, les articles de Radek de ces années n'avaient que peu de points communs avec ses articles des années vingt – «le ressort de sa pensée et de sa plume [...] était cassé.» ⁶⁰ – mais selon A. J. Cummings, Radek réussissait, malgré les contraintes liées à la dictature stalinienne, à insuffler de la vie dans une presse largement monolithique. «Dans un pays où la liberté des journalistes était impossible dans le sens occidental du terme, Radek demeurait le premier de sa profession.» ⁶¹ Il avait de toute façon trop de qualités – connaissance du monde, des langues étrangères, de la littérature et de l'histoire – faisant défaut aux proches de Staline pour être cantonné à ces tâches de second ordre.

Hagiographe de Staline

Jusqu'au milieu des années vingt, la presse soviétique et les ouvrages historiques consacrés à la Révolution d'Octobre n'avaient accordé aucune importance particulière à la personne de Staline. Son passé de militant semblait se confondre avec celui de milliers d'autres anonymes de la révolution. A maints égards, il était «même plus gris que bien d'autres, exempt d'acte saillant, d'épisodes mémorables, de date marquée au

58 *Ibid.*, p. 57.

59 *Izvestia*, 31.5.1931, à propos du projet de Pan-Europe.

60 A. W. Just, *Die Presse der Sowjetunion. Methoden diktatorischer Massenführung*, Berlin, C. Duncker, 1931, p. 128.

61 Introduction de A. J. Cummings à Radek, *Portraits and Pamphlets*, p. IX. Seul M. Koltsov, qui avait d'ailleurs été recruté par Radek, réussira grâce à ses reportages pendant la guerre d'Espagne à se faire une réputation de journaliste aussi prestigieuse que celle de Radek.

calendrier de la révolution, et ne signalait aucune contribution à l'oeuvre collective de la pensée socialiste». ⁶² Cette obscure carrière d'apparatchik s'était révélée être un formidable atout pour Staline lors de la lutte de succession à Lénine. Premièrement, c'est par le contrôle de l'appareil, un secteur largement méprisé par ses rivaux, que Staline avait réussi à isoler progressivement ses adversaires. Deuxièmement, si Staline ne pouvait attacher son nom à aucune des grandes controverses théoriques ayant marqué le parti de Lénine, il ne pouvait de même lui être reproché aucune grande divergence de fond avec la pensée du fondateur du régime. ⁶³ Enfin la banalité même de sa carrière lui attirait la sympathie du militant de base qui pouvait facilement s'identifier à cet homme simple – «médiocre» disait Trotsky – sans don apparent et sans fait d'armes héroïque, alors que Trotsky semblait incarner un courage physique, une discipline morale, une culture internationale et une intelligence théorique inaccessibles à la masse des membres du parti.

A partir de 1929, date du cinquantième anniversaire de Staline, la biographie, jusque là modeste, de Staline est enrichie de maints épisodes et faits de gloire autrefois attribués à Lénine ou Trotsky. Alors que le nom de Trotsky est associé à des injures, le rôle de Staline est, lui, magnifié. Cette révision historique s'accompagne aussi d'une immense littérature apologétique. Il ne s'agit pas forcément d'articles spécifiquement consacrés à Staline, mais chaque événement devient un prétexte pour célébrer le «génie» de Staline et manifester sa vénération et son adulation pour le guide. Il n'est pas un seul article qui ne commence pas par un «comme l'a dit Staline» ou qui ne se conclut en soulignant la «justesse de son jugement». La surenchère entre les courtisans du guide est telle que rapidement les textes consacrés à Staline frappent par leur absurdité et le caractère invraisemblable des faits dont les mérites lui sont attribués. Radek joue dans ce processus un rôle important. A partir de 1933, ses articles contiennent de plus en plus de références à Staline comme le plus grand guide que le parti, l'URSS et même le monde aient connu. Parallèlement à cette sublimation de la figure de Staline, Radek accepte aussi de contribuer à l'effacement de Trotsky. En 1933 il réédite son livre *Portraits et*

62 B. Souvarine, *Staline, Aperçu historique du stalinisme*, Paris, Lebovici, 1935, p. 20.

63 La seule controverse d'importance ayant opposé Staline à Lénine portait sur la question des nationalités, mais elle ne fut jamais relayée dans la presse avec la même ampleur que les hésitations de Zinoviev et Kamenev lors de l'insurrection d'Octobre ou le passé menchevique de Trotsky.

Pamphlets, mais sans l'article consacré à «Trotsky organisateur de la victoire». Selon lui cette omission se justifiait car «le rôle de Trotsky dans la Révolution d'Octobre s'est révélé n'être rien de plus qu'un épisode transitoire. [...] L'auteur [Radek], qui a lui-même dans le passé apporté sa contribution au trotskysme, mais qui a rompu depuis, considère comme impossible de reproduire dans ce livre dédié à la lutte pour le socialisme un article contenant ses propres erreurs historiques.»⁶⁴ Profitant de plusieurs offres de publication dans des revues étrangères, Radek contribue à forger le mythe d'un Staline «champion de la paix».⁶⁵ Selon le journaliste américain Louis Fischer, les articles de Radek sur Staline étaient beaucoup trop portés sur l'extase, trop enthousiastes,⁶⁶ mais Radek s'entête.

Le 1^{er} janvier 1934, soit quelques jours avant le 10^e anniversaire de la mort de Lénine, il publie dans la *Pravda*, un article intitulé «L'architecte de la société socialiste» qui constitue l'exemple le plus achevé de la déférence et de la flagornerie de Radek à l'égard de Staline.⁶⁷ L'article est construit comme une lecture qui serait effectuée en 1967 à l'Ecole interplanétaire de communication – une institution fictive au titre très orwellien – en commémoration du cinquantième anniversaire de la Révolution d'Octobre. A cette date, la révolution mondiale aurait bien entendu gagné la plus grande partie de la planète. Le thème de cette conférence imaginaire est la décennie ouverte par la mort de Lénine, une «période durant laquelle le parti léniniste établit sous la direction de Staline les fondations de l'économie socialiste et prépara le prolétariat international aux grandes batailles internationales qui allaient assurer la victoire finale du socialisme». Radek commence par conforter la légende stalinienne: selon lui la grandeur de Staline, la raison pour laquelle il «apparaît comme le successeur de Marx et de Lénine», est d'avoir défendu, contre tous les opposants influencés par les conceptions de la II^e Internationale, l'idée léniniste de la construction du socialisme dans un seul pays.

64 Радек, *Портреты и памфлеты*, Москва, Сов. лит., Кн. 1, 1933, Кн. 2, 1934, p. 321. La réédition de cet ouvrage fut saluée par la critique. Lapinski, *Izvestia*, 15.5.1934.

65 Radek, «The Bases of Soviet Foreign Policy», *Foreign Affairs*, XII, n° 2, janvier 1934.

66 L. Fischer, *Men and Politics*, p. 88.

67 Радек, «Зодчий социалистического общества: И. В. Сталин», *Правда*, 1.1.1934. Réédité en brochure: Москва, Партиздат, 1934 et 1935, et dans *Portraits and Pamphlets*, pp. 3-34.

Sous la direction de Marx, le socialisme était passé de l'utopie à la science; Lénine avait conduit le prolétariat dans la lutte pour le pouvoir. [...] Staline ne conduisit pas seulement le prolétariat dans la bataille pour l'accomplissement de ce qu'on pourrait appeler les objectifs nationaux de la Révolution d'Octobre, mais aussi pour l'édification d'une forteresse socialiste pour le prolétariat international, forteresse qui allait faciliter la victoire internationale du socialisme. En ce sens Staline devint le grand architecte du socialisme.⁶⁸

Malgré «les progrès de la science dans la société communiste», il est toujours difficile, note Radek, d'expliquer comment Staline est «devenu le symbole de la révolution socialiste internationale», mais il est certain que plus qu'aucun autre disciple de Lénine, Staline est «la chair de la chair et le sang du sang du parti léniniste». La jeunesse de Staline telle qu'elle apparaît sous la plume de Radek est une succession d'actes de révolte contre «l'esclavage ecclésiastique», contre la petite-bourgeoisie de Géorgie. C'est au cours de ces années, et dans ce foyer de l'impérialisme international – la Géorgie – que Staline a «assimilé les leçons de Marx» et développé «son sens de la lutte contre l'opportunisme». Durant la période ayant précédé la Révolution d'Octobre, «Staline se tint de façon constante sur les positions de Lénine, alors que même ceux qui avaient suivi Lénine en exil [référence à Zinoviev] et qui avaient donc eu plus d'opportunité que lui de se familiariser avec les trésors de sa pensée s'étaient mis à osciller. Cela s'explique par le fait que Staline ne s'était pas contenté d'étudier le léninisme dans les livres de Lénine, mais qu'il était allé aux sources du léninisme.»⁶⁹ Pendant les premières années du régime, Staline se battait sur le front, ce qui explique selon Radek son relatif effacement de la scène politique. Grâce à cet itinéraire, Staline est

l'incarnation de toute l'expérience historique du parti. [...] C'est pour cette raison que Staline sut appliquer le marxisme et le léninisme non seulement pour résoudre les nouveaux problèmes du prolétariat dans le domaine économique, pour guider les mouvements complexes de la diplomatie, pour apporter sa maturité aux partis frères, pour orienter le développement des questions militaires, mais aussi pour déterminer les grandes lignes du développement de notre philosophie et de notre littérature. [...] Ce leadership sans peur, mêlant dans un même mouvement la prudence et l'audace, a fait de Staline le plus grand théoricien et l'homme d'Etat du prolétariat.⁷⁰

68 *Ibid.*, pp. 11-12.

69 *Ibid.*, p. 17.

70 *Ibid.*, p. 22.

Tous les adversaires du socialisme «étaient convaincus que la lutte pour la collectivisation des campagnes allait se terminer par une défaite des bolcheviks, [...] mais les estimations de Staline ont révélé leur justesse jusque dans les moindres détails». Radek conclut:

Sur le mausolée de Lénine se tient Staline dans son long uniforme de soldat, entouré de ses compagnons d'armes les plus proches. Ses yeux calmes contemplent d'une manière réfléchie les centaines de milliers de prolétaires qui marchent du pas ferme des troupes de choc, futurs conquérants du monde capitaliste. Il sait qu'il a accompli le serment prononcé dix années plus tôt sur la tombe de Lénine. Les travailleurs d'Union soviétique et, plus important, tout le prolétariat révolutionnaire international le savent aussi.⁷¹

Radek s'était fait depuis longtemps une réputation de spécialiste dans le genre, autrefois assez peu en vogue parmi les écrivains marxistes, de la biographie. Ses portraits de révolutionnaires figuraient parmi ses textes les plus célèbres et les plus régulièrement réédités. Mais ce portrait de Staline n'avait que peu à voir avec ses contributions passées sur Lénine, Trotsky, Karl Liebknecht ou Rosa Luxemburg, pour ne citer que les plus célèbres. En faisant de Staline l'incarnation de toute l'expérience historique du parti bolchevique et la source de toutes les réalisations soviétiques, Radek avait rédigé, selon Roy Medvedev, le «premier long article exclusivement dévolu à l'adulation de Staline». ⁷² Ses excès de flagorneurie ont favorisé chez plusieurs analystes l'idée que Radek cherchait en accentuant volontairement le trait jusqu'à la caricature et en parodiant les hagiographes les plus zélés à révéler l'absurdité du régime stalinien et la folie égocentrique du guide. Selon Jim Tuck, auteur d'une biographie grand public de Radek, «L'architecte de la société socialiste» doit être décodé à partir de deux clés.⁷³ La première est l'insistance de Radek à concentrer son travail sur trois domaines d'activité – sa capacité de théoricien, sa participation à la révolution et à la guerre civile, et sa politique agricole – dans lesquels Staline était particulièrement vulnérable. La seconde est le caractère tout à fait invraisemblable des éloges de Radek à propos du style littéraire de Staline. La thèse de Jim Tuck est séduisante, surtout pour un biographe de Radek, car elle sous-entend que Radek avait conservé toute sa lucidité sur la nature du régime stalinien et qu'il disposait

71 *Ibid.*, p. 34.

72 R. Medvedev, *Let History Judge*, New York, Knopf, 1972, p. 148.

73 J. Tuck, *Engine of Mischief*, pp. 109-120.

encore de suffisamment de courage pour prendre le risque de se moquer de Staline en espérant que celui-ci n'y verrait que du feu. D'abord il convient de noter qu'une telle interprétation reste à l'état d'hypothèse, puisqu'elle ne peut et ne pourra certainement jamais être confirmée par des documents. Indépendamment de cette question de l'absence de sources, il me semble peu vraisemblable que Radek ait osé prendre un tel risque à un moment où il semble prêt à tout pour gagner la confiance de Staline. Surtout, le texte de Radek ne se distingue pas fondamentalement de l'idiotisme ambiant. Certes Radek était incontrôlable et il ne pouvait s'empêcher d'exercer son humour parfois douteux aux dépens de ses adversaires et de ses camarades, mais ce serait une erreur de croire qu'il méprisait Staline. Bien sûr il n'admirait ni son style, ni ses prétendues capacités de théoricien, mais il lui reconnaissait une certaine intelligence politique et tactique qui avait manqué à l'opposition. Pour un lecteur occidental, et surtout si celui-ci parcourt ce texte plusieurs décennies après les faits, l'éloge de Staline fait par Radek frappe par ses excès, mais il ne tranche nullement avec l'immense bêtisier que l'on pourrait constituer à partir des hagiographies de Staline, hagiographies qui n'ont pas toutes été rédigées par des hommes en sursis.⁷⁴ La thèse de la parodie me semble avoir quelques vraisemblances dans le cas des aveux absurdes faits lors des procès de Moscou, mais tous savaient alors qu'il s'agissait du dernier acte, ce qui n'était pas encore le cas en 1934, et surtout pas pour Radek.

Staline n'eut pour sa part aucun doute. «L'architecte de la société socialiste» fut réédité en brochures quatre fois pour les seules années 1934-1935, atteignant le chiffre très important pour l'époque de plus de 350 000 exemplaires.⁷⁵

Censeur de la littérature

Comparé à ses attaques contre ses adversaires politiques – mencheviks, SR et sociaux démocrates – contre ses anciens camarades de l'opposition – trotskystes et zinoviétistes – et à son absence totale de compassion pour les souffrances de la paysannerie, le rôle joué par Radek dans la mise au

74 Pensons par exemple au *Staline* d'H. Barbusse de 1935.

75 Données des fichiers de la bibliothèque du RGASPI.

pas des écrivains peut sembler relativement dérisoire dans ses répercussions politiques et humaines. Pourtant il me semble symptomatique de la déchéance de Radek dans la mesure où la littérature représentait, avec les femmes et le tabac, sa seule passion extra-politique. Radek aimait les écrivains, tous les écrivains, que ceux-ci soient proches de la révolution ou non. Nous avons déjà évoqué son attachement aux poètes polonais de la génération de 1831, mais Radek était aussi un grand amoureux des classiques russes et de la littérature allemande. Tous ses interlocuteurs étaient impressionnés par son goût et son érudition littéraire. «Cet extraordinaire stratège de la lutte des classes, ce terroriste redouté, aime la littérature allemande, connaît Goethe, Heine, Kleist, Friedrich von Gentz et les romantiques, Büchner, Grabbe, aime Conrad Ferdinand Meyer et cite des vers de Stefan George et Hugo von Hoffmanstahl.»⁷⁶

Mais dans une société où tout devait être soumis à l'idéal révolutionnaire, la littérature ne pouvait rester longtemps à l'écart des prétentions totalitaires du régime. Le processus de soumission des écrivains à la cause révolutionnaire et soviétique atteignit, comme dans d'autres domaines d'activité, son apogée pendant la période stalinienne, mais le début de ce processus était lui aussi bien antérieur à l'arrivée de Staline au sommet du parti.

Dès 1920, l'Internationale littéraire fondée à Moscou en marge de la III^e Internationale, mais avec l'appui de celle-ci, avait tenté de porter la lutte des classes sur le «front» de la littérature.⁷⁷ A ce moment le parti bolchevique n'avait pas encore le pouvoir de contrôler toute la production littéraire de la Russie soviétique et il s'agissait surtout de rallier au régime les auteurs russes qui n'avaient pas encore émigré, de force ou volontairement, ou simplement été fusillés. Avec l'appui de Lénine, Voronski lança *Krasnaia nov*, une revue mensuelle de littérature dans laquelle allaient être publiés «d'authentiques» écrivains révolutionnaires – les membres du Proletkult et les futuristes –, les grands noms de la littérature russe, ralliés ou encore hésitants comme Gorki et Alexis Tolstoï, et la jeune génération qui avait commencé à se faire un nom pendant la guerre civile, comme Boris Pilniak. Une certaine confusion régnait alors sur la notion de «littérature prolétarienne» et ses objectifs. Pour les uns, qu'on appellera «compagnons de route», il s'agissait simplement de favoriser

76 W. Herzog, «Russisches Notizbuch», p. 807.

77 J.-P. Morel, *Le roman insupportable. L'Internationale littéraire et la France, 1920-1932*, Paris, Gallimard, 1985, p. 9.

l'émergence d'une littérature issue ou proche du peuple, mais indépendante du pouvoir; pour les autres la littérature «prolétarienne» signifiait une littérature militante et l'activité littéraire, qui dans cette perspective ne se distinguait en rien d'un autre «travail de parti», devait répondre aux objectifs politiques et bientôt esthétiques fixés par le parti. L'ambiguïté avait perduré pendant des années, mais à la fin des années vingt, le raidissement idéologique du régime se manifesta aussi dans les domaines artistiques et tout particulièrement dans celui de la littérature où l'influence de Trotsky et des trotskystes était prépondérante.

Le plus controversé des écrivains soviétiques de la génération de la révolution était Boris Pilniak qui, à vingt-huit ans, s'était rendu célèbre en publiant un roman sur 1919, *L'Année nue*. Dès sa parution en 1921, cet ouvrage suscita maintes controverses sur le fond comme sur la forme. Récit multilinéaire et discontinu dont il est impossible de résumer l'intrigue, *L'Année nue* brise «les principes traditionnels de la construction romanesque; il n'y a ni action ni, à proprement parler, de personnage». La forme n'est pas moins innovante: «Mots inhabituels, associations absconses, mise en valeur de la forme sonore, vivacité du rythme, figures syntaxiques.»⁷⁸ Dès 1923, Trotsky avait manifesté une certaine réserve à l'égard de l'œuvre de Pilniak, des réserves qui selon lui s'appliquaient à tous ceux qu'il qualifiait de «compagnons de route littéraires de la révolution». Le terme désignait alors les écrivains soviétiques qui sans être membres du parti n'étaient pas hostiles à la Révolution d'Octobre: «Ils ne saisissent pas la révolution dans son ensemble, et l'idéal communiste leur est étranger. [...] Ils ne sont pas les artistes de la révolution prolétarienne, mais ses «compagnons de route» artistiques.»⁷⁹ Trotsky ne «songe pas à entraîner Pilniak dans la politique» mais faute de philosophie de la révolution, il sera perdu comme artiste.⁸⁰ L'auteur possède bien une conception personnelle de la révolution, «un soulèvement spontané du peuple inorganisé contre un système non naturel, la Russie «européanisée» des tsars»⁸¹, mais celle-ci est difficilement conciliable avec celle des bolcheviks selon laquelle c'est le parti, incarnation de la conscience des ouvriers,

78 P.A. Jensen, «Boris Pilniak», dans E. Etkind, G. Nivat et al. (dir.), *Histoire de la littérature russe. Le XX^e siècle*, T. 2, *La Révolution et les années vingt*, [Paris], A. Fayard, 1988, pp. 491-492.

79 L. Trotsky, *Littérature et Révolution*, Paris, Julliard, 1964, pp. 72-73.

80 Cité par J.-P. Morel, *Le roman insupportable*, p. 39.

81 P.A. Jensen, «Boris Pilniak», p. 493.

qui fait l'Histoire et certainement pas une révolte inorganisée de paysans hostiles à l'occidentalisation de la Russie. Radek était resté jusqu'en 1926 relativement à l'écart du débat littéraire en général et de la critique des textes de Pilniak en particulier. Les relations entre eux étaient très amicales, basées sur un amour commun de la langue allemande – Pilniak était le fils d'un Allemand de la Volga – et de la littérature. Ils ne démentiront jamais leur amitié, continuant à s'écrire pendant les périodes de disgrâce, et à se soutenir, même aux pires moments de la répression.⁸² Mais en 1926, Radek avait dû publier dans la *Pravda* un appel à Pilniak, lui demandant, à lui et à tous les «compagnons de route», de se détourner «des histoires à clé sur les dignitaires, histoires inventées et pleines d'allusions, tramées avec des caquets et des on-dit».⁸³ Le texte incriminé, publié en mai 1926 dans la revue *Novii Mir*, était *Le conte de la lune non éteinte*, un conte qui selon les autorités soviétiques donnait au lecteur l'impression que les circonstances de la mort du maréchal Gavrilov, le personnage fictif inventé par Pilniak – opération ordonnée par le parti et notamment le numéro un, alors que les chirurgiens estimaient l'opération inutile – correspondaient aux circonstances réelles de la mort du général Frouzéz. Pour l'entourage de Staline, qui fit immédiatement saisir le numéro de la revue par l'Oguépéou, le texte de Pilniak était télécommandé par l'opposition trotskyste qui cherchait ainsi à faire porter à Staline la responsabilité de la mort de Frouzéz, le successeur de Trotsky à la direction du commissariat à la guerre. L'affaire fit grand bruit. Pilniak dut rédiger un démenti dans lequel il s'efforçait de faire amende honorable «en reconnaissant avoir commis de graves erreurs dont il n'était pas conscient lors de l'écriture de ce texte».⁸⁴ L'origine des fuites concernant cet événement demeure assez confuse. Plusieurs auteurs évoquent Voronski – un partisan de Trotsky auquel était dédié le conte et qui était très proche de Frouzéz et de Pilniak, mais le nom de Radek figure aussi sur la liste des

82 V. Serge, «Le destin de Boris Pilniak», dans R. Rocker, *Les Soviétiques trahis par les bolcheviks*, Paris, Spartacus, s.d., n° 53, p. 93. Pilniak fut lui-même arrêté en octobre 1937 avec sa femme et sa fille pour avoir aidé financièrement la famille de Radek lorsque celui-ci était en exil. Condamné par un tribunal militaire il fut fusillé en avril 1938. «О творческом отчете Бориса Пильняка», *Источник*, 1999, № 6, pp. 142-153 et V. Chentalinski, *La parole ressuscitée. Dans les archives littéraires du KGB*, Paris, Laffont, 1993, pp. 220-223.

83 Radek, *Pravda*, 15.6.1926.

84 Pilniak, *Pravda*, 25.11.1926.

informateurs potentiels.⁸⁵ Ainsi, l'article très dur de Radek s'expliquerait par son souci de se dédouaner des soupçons qui pesaient sur lui. Craignant certainement une mesure de rétorsion, Radek dut en rajouter, attaquant désormais systématiquement et en les nommant les «compagnons de route» Ivanov, Pilniak et Babel.

Nos artistes sont de mauvais travailleurs, ils n'ont pas le cœur à l'ouvrage. Ils se sont formés dans la bohème, dans la vie déréglée des temps de la guerre civile. Ils n'ont pas envie de partager la dure existence du campagnard; ils ne consentiraient pas à voyager en troisième classe, il leur faut des banquettes rembourrées; ils ne se décideraient jamais à descendre dans les mines, à vivre dans des cités ouvrières [...]⁸⁶

Critique calomnieuse et tout à fait hypocrite venant de la part de Radek dont le goût pour les privilèges et la vie de bohème, sans parler de son aversion pour la paysannerie, sont unanimement évoqués par les témoignages de contemporains. Pilniak n'en voulut apparemment pas à Radek, puisqu'il prit la peine de lui écrire en 1928 alors que Radek était exilé en Sibérie. Mais Staline aimait tester la fidélité des anciens oppositionnels, surtout en leur demandant de s'attaquer à leurs camarades les plus proches, et le premier article qu'il avait demandé à Radek d'écrire après sa capitulation portait une nouvelle fois sur un ouvrage de Pilniak. De retour d'une petite ville de la Volga où il avait pu observer la détresse provoquée par le «Grand Tournant» stalinien, Pilniak avait écrit à partir de ses notes une nouvelle intitulée *L'Acajou*, dans laquelle il faisait preuve d'un rare courage en dénonçant les injustices de la collectivisation et la déchéance des héros de la guerre civile, réduits à l'ivrognerie et au vagabondage.⁸⁷ Le texte est immédiatement attaqué comme une œuvre contre-révolutionnaire, Pilniak se rétracte et accepte de modifier son texte. Le résultat de ce travail effectué sous le contrôle des censeurs est *La Volga se jette dans la mer Caspienne*. A l'étranger, où la première version avait déjà été publiée, les critiques littéraires font de cette affaire un symbole de la censure soviétique. Radek fut chargé par Staline de justifier la politique littéraire des autorités soviétiques. Il tenta de relativiser la responsabilité de son ami en insistant sur sa naïveté:

85 Cette possibilité est évoquée par P.A. Jensen, «Boris Pilniak», p. 503 et J.-P. Morel, *Le roman insupportable*, p. 130.

86 *Ibid.*, p. 139.

87 V. Serge, «Le destin de Boris Pilniak», p. 95.

En juillet j'ai rencontré Pilniak que je ne n'avais plus vu depuis des années. [...] Il me raconta tout ce qu'il avait vu dans le pays et me dit qu'il avait écrit un roman dans lequel il mettait en scène tous ces événements. [...] C'est après cet entretien que je fus mis au courant de la controverse relative à la parution de *L'Acajou* à l'étranger. Se pouvait-il qu'il ait pu écrire quelque chose de contre-révolutionnaire à partir de ce qu'il m'avait dit? J'ai lu ce texte et j'ai essayé de le convaincre qu'il s'agissait bien d'un écrit contre-révolutionnaire. Je lui fit un exposé de la signification politique de son texte. [...] Pilniak esquisse dans *L'Acajou* le portrait d'une ville de province sans industrie et sans ouvrier. L'édification du socialisme y fut faite par des fonctionnaires qui ne vivaient pas pour mais par le communisme, d'où une succession d'intrigues, de querelles de clans et un manque constant d'initiative... Tout cela existe, la presse soviétique relate des faits bien pires. Pourquoi dans ce cas s'en prendre à ce livre? Car il ne contient rien d'autre. Or il n'existe pas d'endroit qui soit si éloigné de l'esprit de la révolution. A Tobolsk [où Radek séjournait lors son exil] il n'y a pas non plus d'industrie et je ne vis rien de la révolution jusqu'à ce que je rencontre des instituteurs et des enfants nourris de pensées révolutionnaires. Une ancienne analphabète qui travaillait comme femme de ménage lisait le Code civil pour préparer le concours d'avocat public. [...] Tout cela Pilniak le dissimule, alors que tout ce dont il parle appartient à l'ancienne Russie contre laquelle nous nous battons.

Selon Radek le portrait esquissé par Pilniak est mal proportionné et cela fausse la réalité, mais «Pilniak fut toujours un romantique manquant de perspective, [...] s'il devait passer un examen sur l'*ABC du communisme* il échouerait».⁸⁸ Ce manque de conscience politique des écrivains était désormais considéré comme une tare sociale contre laquelle le pouvoir allait lutter en leur imposant un axe de travail et une forme adaptée aux «besoins» des masses car «la liberté d'expression doit être soumise à l'objectif de libération des masses et non à la liberté individuelle».⁸⁹ Ce fut la tâche assignée au 1^{er} congrès des écrivains soviétiques organisé en grande pompe à Moscou en août 1934, en présence du gratin de la littérature soviétique – Babel, Pilniak et Pasternak – et étrangère – Aragon, Malraux, Oskar-Maria Graf...

Le congrès fut ouvert par Jdanov, le secrétaire du parti et l'organisateur de cette manifestation, mais c'est l'intervention de Gorki, «le plus grand de nos écrivains prolétariens», qui lança vraiment les débats. Gorki avait toujours entretenu des relations équivoques avec les révolutionnaires et le régime soviétique. Attiré par les bolcheviks dès la Révolution de 1905, il était devenu en 1917 un critique amer et acerbe de la révolution et de ses

88 Radek, «Der Streit um Pilnjak», *Moskauer Rundschau*, n° 24, 20.10.1929.

89 *Ibid.*

suites.⁹⁰ Un temps réconcilié avec les bolcheviks, pendant la guerre civile et les interventions étrangères, il avait ensuite préféré partir à l'étranger. En 1922 il avait bruyamment critiqué le procès des SR organisé à Moscou. Radek, qui avait été chargé par le bureau politique d'assurer la défense de la politique soviétique dans la presse européenne, avait dû répondre au plus célèbre des écrivains russes. La relative modération de ses propos et surtout ses efforts pour distinguer le talent littéraire de l'écrivain de ses jugements politiques sont révélateurs du prestige de Gorki et des espoirs du pouvoir soviétique de le ramener un jour dans le camp de la révolution.

Les travailleurs russes lisent cela [les déclarations de Gorki] et haussent les épaules. Car ils connaissent leur Alexis Maximovitch et ses variations intellectuelles. [...] Nous savons, nous, qu'il faut prendre les hommes tels qu'ils sont et surtout les poètes. Encore devraient-ils ne pas abuser du droit imprescriptible d'écrire des sonnettes, ou les écrire de préférence en vers afin que nous puissions du moins en admirer la forme.⁹¹

Jusqu'en 1928 ses rapports avec le régime soviétique demeurèrent tendus, mais à cette date il se rallia au régime acceptant de jouer le rôle du plus célèbre des compagnons de route de l'Union soviétique malgré ses réserves à l'égard de la personne de Staline.⁹² Gorki ne réussit pas toujours à s'aligner sur les critères littéraires définis par le parti, mais il endossa pendant les huit dernières années de sa vie, et particulièrement lors de ce congrès, le rôle de vitrine littéraire du régime stalinien.

L'intervention du patriarche des lettres au congrès des écrivains est suivie par un discours fleuve de Radek sur la littérature mondiale contemporaine. Selon A. Vaksberg et L. Spiridonova, c'est Gorki qui aurait insisté pour que Radek et Boukharine puissent présenter les rapports principaux.⁹³ Ce qui est sûr c'est que Gorki appréciait beaucoup Radek, le considérant même comme le seul bolchevik capable d'organiser efficacement une

90 D. Caute, *Les compagnons de route, 1917-1968*, Paris, Laffont, 1979, p. 53.

91 Radek, «Maxime Gorki et la révolution russe», *Corrint.*, n° 54, 22.7.1922.

92 En 1927, lors de la préparation des fêtes du 10^e anniversaire de la Révolution, Staline, qui cherchait à inviter des personnalités prestigieuses à Moscou pour le congrès des Amis de l'Union soviétique, avait délégué Furstenberg (Hanecki) pour tenter de convaincre Gorki de revenir en URSS. Même après son retour les relations de Gorki avec Staline demeurèrent tendues pendant encore plusieurs années. L. Spiridonova, «Gorky and Stalin (According to New Materials from A.M. Gorky's Archive)», *The Russian Review*, Vol. 54, July 1995, pp. 415-416.

93 A. Vaksberg, *Le mystère Gorki*, Paris, Albin Michel, 1991, p. 352 et L. Spiridonova, «Gorky and Stalin», p. 417.

revue littéraire soviétique de qualité.⁹⁴ Après avoir démontré le «déclin inexorable de la littérature bourgeoise» lié selon lui à celui du capitalisme – «jamais plus la bourgeoisie n’aura de nouveau Shakespeare» –, l’impossibilité d’une littérature fasciste car le «fascisme détruit toute forme d’art» bien que certains écrivains fascistes soient certes talentueux, et célébré l’émergence d’une littérature authentiquement révolutionnaire et prolétarienne, Radek conclut par une partie intitulée «James Joyce ou le réalisme socialiste» dans laquelle il s’en prend aux nouvelles formes esthétiques de la littérature bourgeoise incarnées par Proust et Joyce. La caractéristique principale de Joyce réside selon lui dans la

conviction de l’auteur qu’il n’y a rien de grand dans la vie – ni grands événements, ni grands peuples, ni grandes idées; et l’écrivain peut esquisser un portrait de la vie en prenant n’importe quel héros à n’importe quel jour de sa vie en le reproduisant avec exactitude. Un tas d’ordures grouillant de vers observés au travers d’un microscope monté à l’envers.

Une telle méthode pouvait bien être utilisée

pour décrire des personnages mesquins, insignifiants et triviaux, mais il est clair qu’elle était inappropriée si l’auteur voulait approcher les grands événements de la lutte des classes et les combats titanesques du monde moderne. [...] L’intérêt suscité par Joyce est l’expression inconsciente du penchant de certains auteurs de l’aile droite des compagnons de route qui se sont adaptés à la révolution mais sans en comprendre toute la grandeur

alors que le réalisme socialiste, «un slogan aussi simple et compréhensible que celui de l’industrialisation et de la collectivisation», obligeait les auteurs à «connaître la réalité dans ses tenants et ses aboutissants».⁹⁵ La démonstration peu convaincante de Radek suscita une seule et unique protestation. Wieland Herzfelde, écrivain communiste de talent, interpella Radek en lui demandant si John Dos Passos, l’écrivain tant célébré par Radek pour avoir dépeint «l’agonie du capitalisme américain», n’avait pas lui-même été fortement influencé par Joyce? Radek se contenta de répondre que c’était justement ce qui était troublant chez Dos Passos alors qu’*Ulysse* était une œuvre morbide!

94 И. М. Гронский, «Беседа о Горьком», *Минувшее, Исторический Альманах*, № 10, Москва, Феликс, 1992, pp. 68-80.

95 Radek, «Contemporary World Literature and The Tasks of Proletarian Art», dans *Soviet Writers’ Congress, 1934*, London, Lawrence and Wishart, 1977, pp. 152-157.

Ce premier congrès des écrivains soviétiques est resté dans l'histoire comme le congrès de l'adoption du dogme du «réalisme socialiste». Mais on était encore loin du réalisme socialiste académique imposé ultérieurement par Jdanov, même si ce dernier manipulait déjà le déroulement du congrès dans les coulisses pour le compte de Staline. Il semble en effet que ce concept ait été théorisé par Gorki, Radek et Boukharine dans un «esprit d'ouverture» afin de «répondre à la demande d'un public nouveau imperméable aux innovations futuristes, de renouer avec les compagnons de route et d'en finir avec le terrorisme idéologique des associations prolétariennes». ⁹⁶ L'objectif était d'abord politique. Confrontée au risque de la menace fasciste, la direction stalinienne se cherchait de nouveaux alliés: «Les écrivains ont compris la relation de notre pays avec la littérature, chacun d'eux a pu voir et ressentir l'énorme responsabilité qui pesait sur eux» ⁹⁷, écrivait Jdanov à Staline après les deux premiers jours du congrès. A la suite à ce congrès, le réalisme socialiste allait s'appliquer de façon très différenciée selon qu'il s'agirait d'auteurs soviétiques ou occidentaux.

La vitrine antifasciste d'un régime répressif

En URSS, l'adoption du dogme du «réalisme socialiste» modifia totalement le travail et le statut des écrivains. Les seuls écrivains autorisés à publier tous leurs textes et à censurer ceux des auteurs les plus éminents étaient les «écrivains prolétariens». Organisés en brigades littéraires, ils déclaraient leur volonté de réaliser «l'hégémonie du prolétariat dans l'art, proclamant la nécessité d'un plan quinquennal de la poésie et d'un Magnitogorsk de la littérature» ⁹⁸, alors que les anciens «compagnons de route», parmi lesquels figuraient les plus grands noms la littérature soviétique, les Babel, Mandelstam et Pilniak, allaient disparaître dans les purges. Les écrivains étrangers membres des partis communistes de leurs pays respectifs étaient soumis aux mêmes contraintes, mais le pouvoir soviétique sut faire preuve d'indulgence à l'égard des grands noms de la littérature

96 J.-M. Rosier, «Réalisme socialiste», dans G. Labica (dir.), *Dictionnaire critique du Marxisme*, Paris, PUF, 1982, p. 970.

97 Lettre de Jdanov à Staline, 28.8.1934, Д.Л. Бабиченко, «Литературный Фронт», *История политической цензуры, 1932-1946. Сборник документов*, Москва, Энциклопедия российских деревень, 1994, p. 13.

98 B. Souvarine, *Staline*, p. 477.

occidentale, eux aussi qualifiés de «compagnons de route». Dans leur cas ce n'était pas leur œuvre littéraire qui intéressait Staline, mais leur renommée. Leur mission ne consistait pas à éduquer idéologiquement les masses, mais à mettre leur prestige au service de l'Union soviétique.

S'ils acceptaient de vanter les mérites du régime soviétique dans quelques articles ou reportages, ou simplement de participer à une quelconque manifestation publique organisée directement ou indirectement par les communistes, le pouvoir leur déroulait volontiers le tapis rouge et les couvrait de louange, parfois même d'argent. A la différence de leurs collègues russes, souvent épris de culture paysanne, d'anti-rationalisme et d'anti-modernisme, «des amateurs de moujik» disait Trotsky, les compagnons de route occidentaux étaient le plus souvent enfants de la philosophie des Lumières.⁹⁹ Le retard de la Russie leur apparut souvent comme une opportunité pour se livrer aux expériences d'une édification totalement rationalisée et la violence du «Grand Tournant» stalinien comme le prix à payer pour faire entrer le peuple russe dans la modernité. Mais ce qui était bon pour les Russes ne l'était pas forcément pour leurs compatriotes. Les compagnons de route vivaient leur engagement à distance. Pour la plupart ils ne firent que passer en Union soviétique et n'eurent dans leur pays aucun engagement militant. Lors du congrès des écrivains, Radek avait critiqué ces «écrivains sympathisants de l'URSS qui n'ont que du mépris pour le capitalisme décadent», mais qui regardent avec dédain les «jeunes partis communistes occidentaux et ne voient que leurs erreurs». Radek se permit aussi de les sermonner au nom d'une conception très anachronique, pour un stalinien, de la Révolution d'Octobre:

Ceux qui n'ont pas compris le caractère international de la Révolution d'Octobre, ceux qui n'ont pas compris que nous ne représentons pas la fin mais le début de la révolution mondiale, ceux qui n'ont pas compris que le mouvement communiste occidental, aussi faible qu'il puisse être dans certains pays, est le début de la même révolution que celle ayant vaincu en Russie en octobre 1917, ceux qui n'ont pas compris ces faits finiront, volontairement ou non, dans le camp du fascisme.¹⁰⁰

Malgré ces efforts pour plaire à Staline, Radek n'avait pas encore bien saisi toute la signification du tournant nationaliste opéré par la direction stalinienne, l'importance accordée à la dimension spécifiquement russe

99 D. Caute, *Les compagnons de route*, p. 13.

100 Radek, «Contemporary World Literature and The Tasks of Proletarian Art», pp. 105-106.

du bolchevisme stalinien et surtout les attentes véritables de Staline à l'égard des compagnons de route occidentaux. Contrairement à ce que déclarait Radek, plus les écrivains occidentaux étaient éloignés des PC de leur pays et des milieux traditionnellement influencés par les communistes, plus ils étaient utiles à la cause de l'Union soviétique et de Staline. Leur «distance» était la preuve de leur indépendance de jugement et la garantie que leur message serait écouté avec moins de suspicion que celui des écrivains communistes officiels. Toutes les célébrités littéraires invitées à Moscou ne joueront pas le jeu. Courtisé par Staline pendant plusieurs années, célébré par Radek à de multiples occasions, Gide publiera en 1936 à son retour d'Union soviétique un ouvrage qui lui vaudra d'être immédiatement qualifié «d'agent de la Gestapo» par les communistes, même si le *Retour de l'URSS* est loin d'être aussi globalement hostile au pouvoir soviétique que l'ont écrit ses partisans et ses adversaires. Mais la crainte de faire, volontairement ou non comme l'avait écrit Radek, le jeu du fascisme limita la portée des quelques rares ouvrages critiques et favorisa fortement la tendance à l'autocensure, même parmi les écrivains plus sceptiques quant aux réalisations staliniennes. Staline put ainsi continuer à mener une politique de répression à l'égard des écrivains soviétiques et de tolérance envers le gratin littéraire occidental. Une double politique qui, en privant les compagnons de route soviétiques de l'appui de leurs collègues de l'extérieur, accrut encore leur isolement.

Historien révisionniste

L'Histoire a toujours occupé une place centrale dans la problématique marxiste: «Nous ne connaissons qu'une seule science, la science de l'histoire» écrivait Marx dans *L'idéologie allemande*.¹⁰¹ Sous l'influence de M. N. Pokrovski, les historiens marxistes, qui étaient durant les premières années du régime assez largement indépendants du parti, s'efforcèrent conformément aux idées de Marx de transformer «le discours sur l'Histoire défini comme l'idéologie de la bourgeoisie en une véritable science des sociétés». ¹⁰² Cette science des sociétés, très inspirée des travaux de l'historien marxiste allemand F. Mehring, que Radek ne cessa jamais d'appeler

101 Cité par M. Moissonnier, «Histoire», *Dictionnaire critique du marxisme*, p. 539.

102 M. Ferro, *L'histoire sous surveillance*, Paris, Calmann-Lévy, 1985, p. 31.

«mon maître», se concentra – sur la base de nouvelles sources – sur le rôle des classes sociales et des rapports de production en Russie.¹⁰³ Rapidement pourtant des voix se firent entendre dans le parti pour regretter que cette histoire marxiste – sans date, sans grand homme, sans récit – ne réponde ni aux besoins des masses qui ne pouvaient s’identifier à des héros, ni à celui du régime qui avait besoin d’élaborer sa propre mythologie.

Les bolcheviks ne furent pas les seuls à utiliser l’Histoire comme un instrument de légitimisation de leur pouvoir et de leur régime, mais dans leur cas cette propension à l’autolégitimisation fut encore accentuée par la nature singulière de leur lien à l’Histoire et leur monopole en matière de publication historique. Si le parti bolchevique pouvait revendiquer la direction du prolétariat c’est parce que lui seul avait démontré en 1917 la justesse de ses analyses historiques. Incarnation de la conscience historique du prolétariat, le parti était de fait le seul acteur légitime de l’histoire en train de se faire. Moins qu’aucune autre «science», l’Histoire qui selon Pokrovski était «la plus politique de toutes les sciences»¹⁰⁴ ne pouvait échapper à la tutelle du pouvoir; elle allait rapidement devenir l’expression de l’idéologie marxiste-léniniste telle que la concevait Staline. Le processus de révision historique toucha, successivement, mais de façon très complémentaire, deux domaines de recherche. Le premier est celui de l’histoire du parti bolchevique.

Dès la fin des années vingt, Staline chargea Iaroslavski, qui avait rassemblé autour de lui une équipe rivale de celle de Pokrovski, accusée de «dénationaliser» l’histoire du parti, d’écrire une nouvelle version de l’*Histoire du parti communiste* qui est un mélange de vulgate marxiste et de culte des héros patriotico-révolutionnaires.¹⁰⁵ A côté de Lénine et de Staline, qui demeurent presque les seuls personnages historiques de chair, même si le rôle de Staline est fortement mythifié, apparaissent les «grands anonymes, non pas ceux qui ont fait l’Histoire mais bien ceux que l’Histoire a produits»¹⁰⁶, l’ouvrier stakhanoviste, la paysanne. Cette réécriture de l’histoire du parti bolchevique et de la révolution fournissait à Staline l’occasion d’éliminer ses rivaux de la mémoire collective et d’imposer

103 Sur les travaux de Pokrovski voir A.A. Чернобаев, «М.Н. Покровский», *Историки России*, выпуск 2й, Архивно-информационный бюллетень, № 10, 1995, pp. 51-61.

104 Cité par J. Barber, *Soviet Historians in Crisis, 1928-1932*, New York, Holmes & Meier Publishers INC, 1981, p. VII.

105 *История ВКП(б)*, Москва, Гиз, Т. 1, 1926, Т. 2 et 3, 1929, Т. 4, 1930.

106 M. Ferro, *L’histoire sous surveillance*, p. 35.

une conception nationaliste, «populiste» disaient les partisans de Pokrovski¹⁰⁷, de l'histoire du mouvement révolutionnaire russe. Dans cette perspective, tous les apports «extérieurs», c'est-à-dire non-bolcheviques, à la formation de la doctrine léniniste furent systématiquement écartés. Dans son ouvrage sur *La révolution allemande*, dont les deux premiers tomes avaient été édités en 1925, Radek avait écrit qu'avant 1914 les bolcheviks s'étaient surtout occupés de combattre l'autocratie tsariste alors que les radicaux allemands, qui étaient membres du SPD comme Rosa Luxemburg, Pannekoek et Radek lui-même, avaient été les premiers à souligner la signification de l'impérialisme et à dénoncer l'opportunisme qui se développait dans la II^e Internationale.¹⁰⁸ L'ouvrage de Radek fit en 1929, au moment où paraissaient les volumes 2 et 3 de *L'Histoire du PCUS(b)*, l'objet d'une campagne de dénigrement systématique, orchestrée par la commission historique du mouvement communiste international dirigée par Bela Kun,¹⁰⁹ et le troisième tome, prévu de longue date par Radek, ne parut jamais.

Radek mit encore quelques années à s'aligner sur cette conception. Participant en novembre 1931 à un débat organisé à l'Institut des professeurs rouges à l'occasion de la parution du quatrième tome de la nouvelle histoire du parti bolchevique, il avait évoqué la théorie des ruisseaux pour décrire l'apport de plusieurs groupes et personnalités – qui n'étaient pas membres de la fraction bolchevique en 1903 – à la formation du parti bolchevique de 1917.¹¹⁰ Radek pensait aux militants polonais issus comme lui de la SDKPiL, à ceux du Bund ou aux mencheviks qui comme Trotsky avaient rejoint les bolcheviks durant l'été. Mais cette présentation contredisait la nouvelle thèse stalinienne défendue lors de ce débat par Kaganovitch.

Il faut que Radek comprenne que la théorie des ruisselets crée la base pour la liberté des groupes et des fractions. [...] Notre parti n'est pas un réservoir de ruisseaux troubles, c'est un fleuve si puissant qu'il ne peut conserver aucun ruisselet, car il a toute possibilité de faire disparaître tous les obstacles sur son chemin.¹¹¹

107 J. Barber, *Soviet Historians in Crisis*, p. 104.

108 Радек, *Германская революция*, Москва, Гиз, 1925.

109 J. Barber, *Soviet Historians in Crisis*, pp. 109-110.

110 Discours de Radek du 11.11.1931, F.558/11/789, doc. 43, RGASPI, «Un certain nombre de nos camarades ne comprennent pas la signification du Comintern, ils ne comprennent pas qu'il ne faut pas nier l'existence de ces ruisseaux qui se sont déversés dans la parti bolchevique. Ce sont les sociaux-démocrates qui présentent le Comintern comme une théorie exclusivement bolchevique.»

111 Kaganovitch, «Discours à l'Institut des professeurs rouges», *Corrint.*, n° 114, 23.12.1931.

Cette fois Radek comprit le message, et particulièrement l'allusion à «la possibilité de faire disparaître tous les obstacles». Il fit parvenir à la presse une lettre d'autocritique¹¹² et jamais plus il ne s'écartera des nouveaux canons historiques. En 1935 les œuvres de Trotsky, Zinoviev et Kamenev allaient disparaître des bibliothèques. L'Histoire de la pensée socialiste s'inscrivait dès lors dans une «filiation unique»¹¹³: Marx, Engels, Lénine, Staline.

A partir du milieu des années trente les historiens soviétiques ne se contentèrent plus de nier les influences étrangères sur le mouvement bolchevique, ils s'engagèrent aussi dans un vaste processus de réévaluation de tout le passé russe, révolutionnaire ou non. Les gloires nationales comme Alexandre Nevski, le boucher Minine et le prince Pojarski, furent réhabilitées, les tsars les plus puissants encensés pour leur contribution au renforcement de l'Etat russe. La rupture est particulièrement radicale à propos de la question des nationalités et de la colonisation. L'Empire des tsars traditionnellement qualifié de «prison des peuples» par les marxistes, fut l'objet d'une nouvelle interprétation dans un sens justifiant la russification au nom du rôle civilisateur joué par l'Etat russe, mission perpétuée par l'Etat soviétique.¹¹⁴

Il est assez difficile d'imaginer Radek, un Juif polonais connu pour ses convictions internationalistes, participant à l'élaboration de ce nouveau nationalisme, et pourtant... Dès 1934 il est l'un des principaux intervenants dans la réforme de l'Histoire à l'école.¹¹⁵ En 1936, il prend la tête de la critique contre l'école historique de Pokrovski, dont les meilleurs élèves sont arrêtés pour trotskysme. La même année, il est nommé dans la commission historique d'Etat¹¹⁶ et participe à ce titre à la révision du *Cours abrégé d'histoire* de Chestakov, un recueil, proche du «chauvinisme le plus vulgaire» écrit Souvarine, exclusivement consacré à la célébration des victoires militaires de la Russie.¹¹⁷

L'«étatisation de la mémoire»¹¹⁸ et son orientation de plus en plus franchement nationaliste témoignaient de l'importance prise par l'élément

112 Cité par J. Barber, *Soviet Historians in Crisis*, p. 134.

113 N. Werth, *Histoire de l'Union soviétique*, p. 249.

114 *Manuel abrégé d'histoire de l'URSS*, 1937.

115 *Pravda*, 16.5.1934, n° 133, p. 1.

116 *Pravda*, 27.1.1936, n° 26, p. 2 et Radek, «Le sens de l'Histoire pour le prolétariat révolutionnaire», *ibid.*, n° 26, p. 3.

117 B. Souvarine, *Staline*, p. 511.

118 N. Werth, *Histoire de l'Union soviétique*, p. 248.

patriotique dans l'élaboration de la nouvelle politique extérieure soviétique. Elle révélait aussi les doutes de Staline, en cas d'intervention étrangère, sur la capacité du parti à motiver la résistance de la population sur la seule base de considérations «révolutionnaires». En participant à ce processus de révision historique, Radek avait lui-même contribué à créer les conditions de son propre effacement de la mémoire historique de l'Union soviétique.

2. Radek et la politique extérieure soviétique des années trente

Staline – «Heureux de vous revoir parmi nous camarade Radek, mais vous devez cesser de répandre des blagues à mon sujet. N'oubliez que je ne suis pas seulement le secrétaire général du parti, mais aussi le chef de la révolution mondiale.»

Radek – «Cette fois, camarade Staline, c'est votre blague, pas la mienne».¹¹⁹

Ne croyez surtout pas que tout a déjà été décidé. [...] Vous savez bien que les diplomates ne disent pas toujours la vérité. [...] Nous n'entreprendrons rien qui nous prive à jamais de la possibilité de revenir à une politique commune avec l'Allemagne.¹²⁰

Notre politique [étrangère] n'a pas d'autre objectif que de servir nos intérêts.¹²¹

La place de Radek dans l'élaboration de la politique étrangère soviétique des années trente

Au printemps 1932, Staline avait, pour la première fois depuis 1925¹²², accepté de laisser Radek quitter l'Union soviétique en l'envoyant en tant que correspondant des *Izvestia* à la conférence de Genève sur le désarmement.¹²³ La présence de Radek avait provoqué les pires inquiétudes parmi

119 Anecdote racontée par des émigrés soviétiques à W. Lerner, *Karl Radek*, p. 154.

120 Déclaration de Radek rapportée par Nadolny au AA, 10.1.1934, *ADAP*, Série C, Bd. II.1, p. 325.

121 Déclaration de Radek à un représentant allemand, 1.1.1934, *ibid.*, p. 290.

122 Lettre de Radek à Staline, 5.1.1932, F.558/11/789, RGASPI.

123 Décision du BP du PCR(b), 8.1.1932, *Πολυμδιορο ЦК РКП(б)-ВКП(б) и Европа*, p. 267.

les autorités helvétiques¹²⁴, mais ce dernier, qui était constamment surveillé par deux gardes du corps, ne joua aucun rôle officiel, se contentant de relater les débats dans la presse et de s'entretenir avec des journalistes et des personnalités politiques.¹²⁵ La même année, Radek avait été nommé par décision du bureau politique directeur du bureau d'information pour les questions internationales auprès du comité central (BMI).¹²⁶ En 1933, il fut aussi intégré dans le secteur de politique étrangère de la rédaction des *Izvestia*. Cette promotion au sein de la rédaction des *Izvestia*, ajoutée à sa fonction de responsable du BMI et à une première participation à une conférence internationale, signifiait-elle que Radek avait retrouvé sa place au centre du processus d'élaboration de la politique étrangère soviétique?

Sa fonction dans les *Izvestia* peut se définir comme celle d'un porte-parole de la conception stalinienne du monde dans la presse soviétique. A l'intérieur de ce cadre, il devait faire preuve de retenue, d'autocensure, en évitant toute critique de la politique soviétique, ne mentionnant jamais l'IC, ni le parti communiste. Même si Radek pouvait faire preuve d'initiative dans le choix des sujets, il ne fait plus aucun doute que tous ses articles étaient lus et approuvés par Staline avant d'être publiés.¹²⁷ Radek demeurait un publiciste sans marge de manœuvre, mais il était à nouveau une figure en vue, entretenant des contacts avec les délégations et les correspondants étrangers, fréquentant assidûment les soirées d'ambassade et pouvant caresser l'espoir de nouveaux déplacements hors du territoire soviétique. Mais son statut de «coqueluche» des étrangers de Moscou devait plus à son passé d'ancien compagnon de Lénine – et surtout à l'espoir, toujours présent chez ses interlocuteurs, qu'il se laisse aller à quelques révélations – qu'à la qualité intrinsèque de ses articles. Il apparaît d'ailleurs que ce poste aux *Izvestia* n'était qu'une «couverture» destinée à dissimuler son travail au sein du BMI.

L'importance de ce BMI demeure plus difficile à apprécier dans la mesure où il s'agit d'une instance qui selon les propres termes du BP russe

124 Les archives suisses contiennent des pages de rapports sur la question de l'opportunité d'accorder un visa à Radek. Dossier Radek/Sobelsohn, 1923-1937, E21, Archiv-Nr. 9486, BA, Bern.

125 Cf. le témoignage de A. Arenstam, «Karl Radek», *Living Age*, April 1937.

126 Le 1.4.1932, à l'initiative de Staline, le BP avait demandé à Radek et Stetsky de préparer un plan de travail et une liste de membres. F.17/3/878, doc. 5. Ce plan fut approuvé par le BP, le 16.5.1932, F.17/3/884, point 26, RGASPI.

127 Cf. la correspondance Staline-Radek des années trente. F.558/11/789-793, RGASPI.

doit «travailler de façon secrète» et «sans s'exprimer officiellement». ¹²⁸ Radek en est le responsable jusqu'à son arrestation en septembre 1936. ¹²⁹ Si l'on s'en tient à sa dénomination, ce bureau dépendait du comité central du parti, instance qui ne jouait plus le moindre rôle en matière de politique étrangère depuis déjà plus d'une dizaine d'années. Mais comme le notent O. Ken et A.I. Roupasov, cette inscription du BMI au sein de l'appareil du parti signifiait qu'à la différence de ses prédécesseurs – le bureau d'information diplomatique de P. Lapinski, le «bureau Varga» à Berlin (1920 à 1927), la section information et presse du NKID durant les années 20 – le BMI «travaillait sous le contrôle du secrétaire général.» ¹³⁰

Officiellement destiné au «contrôle des communiqués et des informations de politique internationale transmis au CC du parti soviétique par les différentes institutions [...], au rassemblement de matériaux devant servir à l'information du CC» ¹³¹, le BMI devait aussi servir à «informer» les journalistes soviétiques sur les positions du parti en matière de politique internationale puisque ces questions n'étaient plus discutées dans les congrès et les différentes instances du parti comme le CC ou les cellules. Petite structure, utilisant toutes les institutions et les personnes qui travaillent sur les questions économiques, politiques et militaires des pays capitalistes, mais sans que celles-ci «sachent, car ce n'est pas toujours souhaitable, qu'elles travaillent pour le bureau» ¹³², le BMI se compose pour ce qui est de ses permanents surtout de correspondants spéciaux, envoyés à l'étranger sous une couverture de journaliste. ¹³³ L'information remontait ensuite

128 Annexe, immédiatement classée dossier secret, du protocole de la réunion du BP du PCUS(b) du 16.5.1932, point 8. Publiée dans *Политбюро ЦК РКП(б)-ВКП(б) и Европа*, p. 283 et O. E. Ken, A. V. Rupasov, *Политбюро ЦК ВКП(б) и отношения СССР с западными соседними государствами (конец 1920-1930х гг.). Проблемы, документы, опыт комментария*, Част 1: декабрь 1928-июнь 1934 г., Санкт-Петербург, Европейский дом, 2000, p. 568.

129 *Ibid.*, p. 552. Le dernier document du BMI portant la signature de Radek date du 20.7.1936 (F.558/11/793, doc. 100-107, RGASPI). Initialement Radek devait être secondé par A. Stetsky, un vieux bolchevik proche de Kirov, membre de la section agit-prop. du CC du PCUS(b) et qui avait lui-même une couverture «officielle» dans les rédactions de la *Pravda* et du *Bolchevik*. Mais il n'existe aucune trace des activités de Stetsky au sein du BMI et son nom disparaît du plan de travail de mai 1934. *Ibid.*, p. 574.

130 *Ibid.*, p. 552.

131 *Ibid.*, pp. 566-567.

132 *Ibid.*, p. 567.

133 Parmi ces permanents citons Lapinski et Raevski. *Ibid.*, p. 567.

vers Radek, lequel rédigeait des rapports thématiques systématiquement transmis à Staline¹³⁴, ce qui permettait de coordonner les positions des différents organes de presse soviétiques sur les questions internationales. Mais le BMI remplit aussi des tâches très proches de celles d'un service de renseignements. Ainsi, en septembre 1933, après un séjour en Pologne, Radek fait parvenir à Staline un organigramme très détaillé de l'ambassade allemande de Varsovie.¹³⁵ Chaque membre de l'ambassade, du représentant plénipotentiaire aux collaborateurs plus officieux comme les journalistes proches du NSDAP et les hommes d'affaires établis en Pologne, fait l'objet d'une brève biographie contenant des remarques sur ses liens avec le parti et son influence à Varsovie et à Berlin. Le rapport contient aussi une analyse extrêmement pertinente des bouleversements engendrés dans la hiérarchie de l'ambassade par l'arrivée des nazis.¹³⁶ Enfin, les membres du BMI profitent de leur couverture de correspondant de presse pour mener avec des personnalités étrangères des entretiens qui prennent souvent la forme de véritables sondages diplomatiques.¹³⁷

Par le biais de ce BMI, qualifié par Ken et Roupasov de «grande innovation dans le mécanisme de la politique extérieure soviétique»¹³⁸, il semble que Radek ait progressivement réussi à étendre ses prérogatives et à passer du statut d'intermédiaire entre le secrétaire général et la presse à celui de secrétaire, ou de conseiller, personnel de Staline en matière de politique internationale.¹³⁹ Bien qu'en prenant toujours soin de rappeler qu'il ne voulait «pas s'immiscer dans les négociations, qu'il n'a[vait] en tant que chef du BMI aucun mandat», Radek se permet régulièrement de critiquer le NKID qui «n'a pas compris la signification de notre politique».¹⁴⁰ Il n'hésite pas non plus, «bien que n'ayant pas l'honneur d'être

134 La plupart figurent dans le fonds 558/11, RGASPI, mais S. Dullin en a aussi retrouvé quelques-uns dans les archives du NKID.

135 Rapport de Radek à Staline, septembre 1933, F.558/11/790, doc. 1-15, RGASPI.

136 *Ibid.*, doc. 10.

137 C'est le cas par exemple des entretiens menés par Radek avec les Américains lors de la conférence de Genève de 1932. F.558/11/789, doc. 58, RGASPI.

138 О. Е. Кен, А. У. Рупасов, *Политбюро ЦК ВКП(б) и отношения СССР с западными соседними государствами*, p. 564.

139 Selon W. Lerner, *Karl Radek*, p. 156, l'arrivée au pouvoir d'Hitler aurait renforcé la position de Radek, un des rares communistes de l'entourage de Staline à bien connaître l'Allemagne.

140 Lettre de Radek à Staline, 3.12.1933, F.558/11/790, doc. 106, RGASPI.

membre de la délégation russe de l'exécutif de l'IC», à se plaindre auprès de Staline de Knorin, un membre du CEIC qui s'était permis de critiquer l'un de ses articles sur l'Allemagne. Or selon Radek, Knorin avait une «approche très schématique de la situation allemande et de la question du fascisme ne pouvant que nuire au PC allemand». Et Staline de noter: «Dire au camarade Kaganovitch qu'il demande à Knorin de ne pas s'en prendre à Radek.»¹⁴¹

Son avis semble avoir été particulièrement important en ce qui concerne les relations de l'URSS avec l'Allemagne, la Pologne, les pays baltes et le Japon. Quelques mois à peine après sa nomination au BMI, Radek effectue par exemple à Berlin une mission confidentielle pour sonder les cercles politiques allemands sur leur attitude à l'égard de l'URSS.¹⁴² Mais l'apogée de l'influence de Radek est atteinte durant l'année 1933, lorsqu'il rencontre en qualité de «référént de Staline» des délégués plénipotentiaires de Pilsudski à Varsovie et des représentants polonais à Moscou. A ce moment, les activités de Radek commencent à susciter l'hostilité des dirigeants du NKID qui multiplient les commentaires acerbes à l'égard de sa politique. La crise se termine par une tentative de limitation relative des activités du BMI¹⁴³, dont les fonctions devraient désormais se cantonner au plan de travail initial. Le BMI perd un certain nombre de prérogatives sur la presse et les institutions soviétiques à l'étranger, un voyage de Radek en Estonie est annulé et Radek cesse aussi de rencontrer les représentants polonais en URSS. Cette réforme, qui coïncide d'ailleurs avec une réorganisation des structures du NKID¹⁴⁴, semble ainsi renforcer la position de Litvinov. En réalité le BMI ne cesse nullement ses activités et c'est bien à Radek que Staline confie le soin d'élaborer une argumentation justifiant le changement d'orientation de l'URSS à l'égard de la SdN et de la sécurité collective. Certes, cette nouvelle politique répond aux vœux de Litvinov et conforte le rôle de son commissariat sur la scène internationale, mais Radek se permet aussi d'en relativiser l'importance, sans être démenti par Staline: «nous sommes un Etat assez important pour agir sur une dizaine de leviers et, aujourd'hui, nous essayons en entrant

141 Lettre de Radek à Staline, 16.7.1934, F.558/11/792, doc. 48-49, RGASPI.

142 О. Е. Кең, А. У. Рупасов, *Политбюро ЦК ВКП(б) и отношения СССР с западными соседними государствами*, p. 568.

143 *Ibid.*, pp. 553-554 et 574.

144 S. Dullin, *Des hommes d'influence. Les ambassadeurs de Staline en Europe, 1930-1939*, Paris, Payot, 2001, p. 85.

dans la Ligue des Nations de prendre en main encore un de ces leviers, mais de toute façon pas le plus décisif puisqu'il s'agit du levier diplomatique.»¹⁴⁵ Ainsi, Staline, qui s'était associé de très près au travail du BMI, confirmait que sa mission ne devait pas se limiter à assister le travail du NKID, mais qu'il devait contribuer à l'élaboration de la nouvelle politique extérieure soviétique en prenant en compte ses multiples dimensions. Un rapport de 1935 révèle d'ailleurs l'ampleur de l'action de Radek et une nouvelle liberté de ton: «Il me semble que nous devrions adopter vis-à-vis de l'Allemagne un ton plus calme, plus sérieux. Peut-être faudrait-il aussi traiter différemment les relations avec la Pologne en s'immisçant dans leurs discussions de politique étrangère. Concernant la France, il faudrait faire preuve de plus de retenue.»¹⁴⁶ Et Radek n'hésite plus à conseiller Staline sur la nécessité d'accorder une entrevue à un journaliste étranger (J. Sauerwein de *Paris Soir*) ou sur la façon de répondre à une personnalité (H. G. Wells).

Pour effectuer ces multiples tâches, Radek disposait, selon le témoignage de contemporains, d'un accès direct au Kremlin et d'une ligne reliée en permanence au bureau du secrétaire général.¹⁴⁷ La publication du registre des personnes ayant été reçues personnellement par Staline dans son bureau permet aussi d'affirmer que Radek fut un visiteur régulier du secrétaire général, et pour des entretiens souvent fort longs.¹⁴⁸ Malgré une retenue évidente dans sa correspondance avec le secrétaire général et la nature officieuse de ses fonctions, celui que l'on qualifiait dans les cercles d'initiés de «délégué personnel de Staline»¹⁴⁹ était donc bien redevenu un acteur significatif – bien que sans grande autonomie, mais qui en avait vraiment? – de la politique extérieure soviétique.

Au-delà du rôle personnel de Radek, il est pourtant bien difficile de dire par qui et comment fut élaborée la politique étrangère soviétique des années trente tant les instances ayant officiellement ou officieusement vocation à intervenir en la matière sont nombreuses, concurrentes et en

145 Sténogramme d'une conférence de Radek, 20.9.1934, *ibid.*, p. 103.

146 Rapport de Radek à Staline, 11.11.1935, F.558/11/793, doc. 59, RGASPI.

147 A. Orlov, *Secret History of Stalin's Crime*, New York, Random House, 1959, p. 194 et W.G. Krivitsky, *J'étais un agent de Staline*, p. 23.

148 «Посетители кремлевского кабинета И.А. Сталина», *Исторический Архив*, 1994, № 6 et 1995, № 2-6.

149 L'expression est régulièrement utilisée dans les protocoles du PB et par les ambassadeurs étrangers.

évolution constante.¹⁵⁰ Parmi celles-ci, et sans même revenir sur le rôle de l'IC et de ses organisations satellites, il faut évoquer, outre le bureau politique et le comité central, le Sovnarkom – le gouvernement de l'URSS –, le NKID et une multitude de bureaux, voire d'officines, comme le BMI de Radek et l'Institut d'économie et de politique mondiale dirigé par E. Varga.¹⁵¹ Le Sovnarkom avait perdu la plupart de ses prérogatives, mais il retrouva durant les années trente un certain prestige grâce à la nomination à sa tête de Molotov, un proche de Staline, membre du bureau politique, qui avait de réelles ambitions de politique étrangère. Le NKID, dirigé depuis juillet 1930 par Litvinov, est a priori l'instance la plus compétente, mais Litvinov n'avait aucun pouvoir politique au sein du parti. A la différence de beaucoup d'autres commissaires, il ne fut jamais membre du BP et son entrée tardive au CC (1934), «plus qu'un signe de poids politique», relève «d'une logique de récompense pour les services rendus».¹⁵² Les relations de Litvinov avec Staline furent toujours tendues, marquées par la méfiance réciproque, et la marge de manœuvre dont disposait le responsable du NKID limitée par le fait que le secrétaire général le contournaient souvent en recourant directement aux services de ses suppléants.¹⁵³ En définitive, si publiquement Litvinov aimait déclarer que son commissariat «n'avait pas de rival au sein des structures du parti dirigeant»¹⁵⁴, il ne pouvait ignorer qu'il subissait la concurrence du BMI de Radek.

Toutes ces instances essayent bien sûr de pousser en avant leur propre politique, mais ce serait une erreur que d'assimiler totalement un acteur, ou une instance, avec l'une ou l'autre des options de la politique étrangère de

150 Notons que l'on retrouve une situation très similaire en Allemagne nazie – dualisme du parti et de l'Etat, multiplication des institutions concurrentes (AA, services de Goebbels, bureau de Ribbentrop, organisation pour l'étranger de la NSDAP, département de politique étrangère du NSDAP dirigé par A. Rosenberg). Une concurrence et une confusion qui comme en URSS laissaient en fin de compte une grande marge de manœuvre au guide, ce qui rend particulièrement complexe l'analyse des relations germano-soviétiques.

151 Cf. G. Duda, *Jenö Varga*. L'Institut joua de 1927 à 1936 un rôle important dans la formation des diplomates. Radek dirigea un groupe de recherche en son sein. S. Dullin, *Des hommes d'influence*, p. 73.

152 *Ibid.*, p. 27.

153 S. Dullin, «Le rôle de Maxime Litvinov dans les années trente», *Communisme*, n° 42/43/44, 1995, pp. 77-78.

154 Déclaration de mai 1933 à des ambassadeurs allemands. Citée par O. Ken, *Collective security or isolation? Soviet foreign policy and Poland, 1930-1935*, Saint Petersburg, Evropeiskiy Dom, 1996, p. 10.

l'URSS. Comme nous l'avons déjà évoqué, la thèse de Nicolaevsky sur l'existence de deux conceptions rivales de la politique étrangère soviétique incarnées par deux groupes au sein du bureau politique est désormais fortement remise en cause.¹⁵⁵ Litvinov, qui fait pourtant figure de partisan inconditionnel du rapprochement avec les démocraties occidentales, apparaîtrait lui-même dans les documents diplomatiques allemands comme un adversaire d'une rupture avec l'Allemagne nazie.¹⁵⁶ Mais notons qu'il ne peut s'agir que de conclusions provisoires. Nous disposons certes de nombreux projets élaborés par Litvinov, ainsi que de textes envoyés par Varga et Radek à Staline, mais nous ne savons presque rien de la façon dont ils ont été appréciés par le secrétaire général.¹⁵⁷ Comme le note S. Dullin, si tous écrivent à Staline, «celui-ci reste désespérément muet».¹⁵⁸ D'ailleurs, les négociations de la direction stalinienne avec les gouvernements français et anglais, et avec les responsables nazis n'apparaissent pas dans les dossiers spéciaux du BP.¹⁵⁹ Aussi, tant que nous ne pourrions pas consulter les documents conservés dans les archives du NKVD, il sera impossible de définir précisément la part respective prise par les différents acteurs dans la formation de la politique étrangère soviétique.

Indépendamment de la question de l'accès aux archives, la mutation du processus décisionnel en cours au sommet du parti permet de supposer que de nombreuses interrogations ne trouveront pas de réponses tout à fait satisfaisantes dans les documents-papiers. Nous avons dit que l'ultime décision revenait au bureau politique, mais ce point doit lui-même être nuancé. Dès 1933, il semble en effet que maintes décisions aient été prises dans un cercle restreint, limité à quelques-uns de ses membres – Staline, Molotov, Kaganovitch, Vorochilov – voire à la seule personne de Staline¹⁶⁰, ou dans des commissions parallèles comme la commission

155 O. Khlevniouk, *Le cercle du Kremlin*.

156 Lettre de l'ambassadeur allemand von Dirksen au AA, 16.5.1933, *ADAP*, Série C, Bd. I.2, pp. 444-445.

157 Les rares appréciations de Staline dont nous disposons sont celles qui figurent dans le 11^e inventaire du fonds Staline (F.558/11 RGASPI), dans sa correspondance avec Molotov, L. T. Lih, O. V. Naumov, O. V. Khlevniuk (ed.), *Stalin's Letters to Molotov*; dans sa correspondance avec Kaganovitch, *Сталин и Каганович переписка. 1931-1936*; et dans les dossiers spéciaux du BP: *Политбюро ЦК РКП(б)-ВКП(б) и Европа*.

158 S. Dullin, «Le rôle de Maxime Litvinov dans les années trente», p. 76.

159 Cf. la présentation de M. M. Narinsky, *Политбюро ЦК РКП(б)-ВКП(б) и Европа*, p. 304.

160 C'est la conclusion à laquelle arrive aussi O. Ken, *Collective security or isolation?*, p. 10.

pour les affaires internationales dirigée par Molotov et Kaganovitch.¹⁶¹ Certaines de ces décisions repassaient parfois devant le BP, mais le plus souvent Staline se contentait d'en informer directement ses collègues par courrier ou par téléphone, sans laisser la moindre possibilité de décision collective. Enfin, Staline utilisait aussi toute une série d'émissaires personnels – parmi lesquels on peut compter Radek, mais aussi des membres des services du IV^e bureau de l'Armée rouge et de ceux du département international du NKVD – pour des missions officieuses dont il n'est jamais question dans les rapports du bureau politique. A l'ensemble de ces difficultés – multiplication des acteurs qui pour la plupart sont tenus dans l'ignorance totale de ce que faisaient leurs «concurrents», détournement des procédures de décisions définies par les statuts et glissement progressif de tout le pouvoir entre les mains de Staline – il convient encore d'ajouter le caractère fondamentalement empirique et opportuniste de la politique étrangère stalinienne, dont la seule constante semble avoir été de vouloir éviter la formation d'un front uni des puissances contre l'URSS.

Le pouvoir stalinien face à la poussée fasciste

La politique de sécurité collective développée par l'URSS durant les années trente ne doit rien à une quelconque hostilité idéologique ou morale des dirigeants soviétiques à l'égard du nazisme et du fascisme en général, comme en témoigne la permanence des bons contacts entretenus par l'URSS avec l'Italie fasciste.¹⁶² Ce n'est d'ailleurs pas une singularité stalinienne: depuis Zinoviev en 1924, les directions successives de l'Internationale analysaient le fascisme comme un «phénomène ambivalent»¹⁶³ représentant une menace très sérieuse – la plus sérieuse même dans la mesure où l'arrivée des fascistes au pouvoir en Italie avait été suivie par la destruction de toutes les organisations ouvrières – mais aussi l'espoir d'une accélération du processus révolutionnaire. La poussée des fascistes

161 Il n'est pas rare que Radek fasse aussi parvenir ses projets d'article de politique étrangère à Molotov et Kaganovitch avant de les publier. C'est notamment le cas pour son article dans *Foreign Affairs* de 1934. F.558/11/791, doc. 33, RGASPI.

162 En septembre 1933, le représentant plénipotentiaire soviétique en Italie signera avec Mussolini un pacte d'amitié, de non-agression et de neutralité entre les deux pays.

163 L. Dupeux, *National Bolchevisme*, T. 1, p. 557.

ne signifiait nullement selon les communistes le recul des perspectives révolutionnaires, mais témoignait au contraire de la force de l'élan révolutionnaire dont le fascisme n'était que l'inévitable contrepartie. Déjà en 1923 Radek avait parlé des «deux armées révolutionnaires»: celle de l'arrière-garde momentanément attirée par le fascisme et celle de l'avant-garde incarnée par les communistes. Or, en contribuant à la désagrégation des sociétés bourgeoises déjà agonisantes, le fascisme accélérât la radicalisation des masses et ouvrait ainsi la voie à la victoire communiste. Pour menaçant qu'il était, le fascisme était donc présenté comme l'ultime recours de la bourgeoisie avant la chute finale¹⁶⁴, un interlude inévitable entre la République de Weimar et la dictature du prolétariat.¹⁶⁵

C'est d'ailleurs cette conception mécanique de l'évolution des forces politiques, doublée d'une incompréhension de la singularité du phénomène fasciste, qui explique en partie l'aveuglement des dirigeants soviétiques à l'égard de la poussée du parti d'Hitler. Alors que Trotsky¹⁶⁶ et de nombreux communistes étrangers appelaient en vain à une réorientation de la politique de l'Internationale, les sections nationales continuaient à appliquer la ligne classe contre classe imposée au VII^e congrès. Face au parti national-socialiste qui engrangeait les succès électoraux – élections municipales de mai et de novembre 1929, puis élection du Reichstag de septembre 1930 –, le KPD en pleine retraite électorale refusa toute politique de front uni ouvrier et continua à appliquer sans distinction le terme de fascisme à la plupart de ses adversaires et en particulier aux sociaux-démocrates, systématiquement qualifiés de «sociaux-fascistes». La seule nouveauté dans la tactique des communistes allemands fut son alignement sur la rhétorique nationaliste des partis de l'extrême droite. Le programme d'août 1930, intitulé *Programme pour la libération nationale et sociale*, plaçait la question de la libération nationale au centre du combat des communistes. En faisant de la révolution prolétarienne un moyen pour libérer l'Allemagne des chaînes imposées par le traité de Versailles, les communistes renouaient avec les thèmes nationaux-bolcheviques de Wolffheym et Laufenberg, dénoncés par Lénine dans *La maladie infantile du communisme*. Radek, qui à l'époque du discours Schlageter s'était refusé

164 Радек, «Питлер: Рождение целькобуржуацнго героя», *Известия*, 3.1.1932.

165 Radek, *Inprekorr*, n° 18, septembre 1930, p. 2006.

166 J.P. Joubert, «Léon Trotsky, la montée du nazisme et les relations germano-soviétiques», *CLT*, n° 36, décembre 1998, pp. 33-54.

à évoquer la remise en cause du traité de Versailles, participa à cette confusion entre les thèmes nationalistes et communistes en écrivant en septembre 1930 que «la victoire des fascistes [aux élections de septembre 1930 lors desquels le NSDAP passe de 800 000 à 6 800 000 voix] prouvait à quel point le mécontentement à l'égard du système capitaliste dépassait largement les rangs du prolétariat révolutionnaire». ¹⁶⁷ Cette surenchère nationaliste – la révolution prolétarienne est désormais qualifiée de révolution populaire – favorisa bientôt la constitution de fait d'un front anti-occidental et antidémocratique allant des communistes à Hitler comme lors du référendum de 1931 en Prusse. Malgré le mécontentement de la base et quelques nuances tactiques, la ligne du KPD demeura jusqu'à l'arrivée de Hitler au pouvoir, le 30 janvier 1933, caractérisée par le refus déterminé de tout front uni avec le SPD et la «connivence dans l'hostilité» avec les fascistes. ¹⁶⁸

En dépit de l'arrestation de milliers de communistes et de la mise hors la loi du KPD après l'incendie du Reichstag, l'arrivée au pouvoir d'Hitler n'entraîna, dans un premier temps, aucune modification de la politique de l'Internationale et de la politique étrangère soviétique vis-à-vis de l'Allemagne. Selon l'ambassadeur allemand à Moscou, von Dirksen, qui avait mené une série d'entretiens avec Litvinov, Krestinski et Radek, pour évaluer les réactions des Soviétiques aux changements politiques en Allemagne, les dirigeants soviétiques regrettaient la chute du gouvernement du général von Schleicher dont les velléités anticapitalistes et l'orientation pro-russe avaient fini par emporter la sympathie de Moscou. Le parti national-socialiste, note l'ambassadeur, est «considéré ici comme fortement antisoviétique, ce qui n'est peut-être pas tout à fait faux [sic]», les mêmes réserves sont formulées à l'égard de Hugenberg dont l'entrée dans le nouveau cabinet inquiète beaucoup. «Hugenberg est un doctrinaire et il est à craindre qu'il oriente l'Allemagne, même sur le terrain économique, dans une nouvelle voie.» En revanche le maintien de plusieurs personnalités qui ont la confiance des Russes, comme von Neurath, le ministre des affaires étrangères, «a quelque peu apaisé ces craintes». ¹⁶⁹ De part et d'autre c'est la prudence qui semble avoir prévalu. Hitler s'efforça durant les premiers mois d'asseoir son pouvoir intérieur avant de s'attaquer à des

167 Radek, *Inprekorr*, n° 18, septembre 1930, p. 2006.

168 P. Broué, *Histoire de l'IC*, pp. 529 et 544.

169 Lettre de von Dirksen au AA, 31.1.1933, *ADAP*, Série C, Bd. I.1, pp. 13-14.

actions extérieures. Du côté soviétique on considérait certes que l'anti-communisme virulent du nouveau chancelier portait les germes d'une nouvelle menace d'intervention contre l'URSS, mais tant que celui-ci se cantonnait à l'espace national allemand, c'est-à-dire à la répression du KPD, le renouveau du nationalisme allemand était surtout un facteur d'exacerbation des contradictions entre puissances capitalistes, perspective que les communistes avaient toujours envisagée favorablement. Le traité d'amitié et de neutralité signé à Berlin en 1926, fut donc reconduit en mai 1933.

Porte-parole de la nouvelle politique stalinienne de «paix»

En 1933 la remise en cause de l'ordre européen issu des traités de paix et l'aggravation des contradictions capitalistes provoquée par la crise économique internationale – deux phénomènes que tous les dirigeants soviétiques depuis Lénine n'avaient cessé d'appeler de leurs vœux – semblaient se réaliser. La SdN, qu'allaient bientôt quitter le Japon puis l'Allemagne, avait révélé toute son impuissance face au réarmement allemand et à l'agressivité du militarisme japonais.¹⁷⁰ Or loin d'être interprétées comme un facteur positif, ces nouvelles tensions internationales apparurent aux dirigeants soviétiques comme une menace particulièrement dangereuse pour l'URSS. Cette dernière s'était suffisamment stabilisée pour être tolérée sur la scène internationale, mais elle était encore trop faible pour vaincre les pays capitalistes. Jusqu'en 1933, la politique soviétique de diversification de ses relations internationales avait été menée de façon empirique, sans que cela entraîne de révision des concepts soviétiques de politique étrangère. Conscient de la faiblesse de l'Union soviétique au moment où celle-ci était engagée dans le «Grand Tournant», Staline avait commencé à orienter la diplomatie soviétique vers une politique dont l'objectif était d'éviter la formation d'un front uni des grandes puissances et d'obtenir quelques avantages commerciaux. Dès 1929, Litvinov avait associé l'Union soviétique au pacte Briand-Kellog de renonciation à la guerre, favorisé son élargissement aux pays baltes et à la Roumanie. La même année l'Union soviétique avait renoué ses relations avec la Grande-

170 Voir à cet égard le rapport très critique rédigé par Radek sur le travail de la commission Lytton chargée de proposer une réponse à l'annexion japonaise de la Mandchourie. Радек, Доклад комиссии Лыттона, Москва, Партиздат, 1932.

Bretagne et entamé des négociations qui aboutirent en 1932 à la signature d'une série de pactes de non-agression avec la Finlande, la Lettonie, l'Estonie, la Pologne et la France. La même politique d'ouverture diplomatique fut conduite en direction des Etats-Unis. Lors de la conférence de Genève sur le désarmement, Radek s'était entretenu dans cette perspective avec le sénateur Joseph E. Davies, candidat au poste de secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères en cas de victoire démocrate aux élections.¹⁷¹ Le sénateur avait déclaré qu'il était encore trop tôt pour entamer des négociations officielles avec les démocrates et qu'une rencontre avec H. Stimson de l'administration Hoover était difficilement envisageable.¹⁷² Des entretiens en ce sens entre Radek et divers journalistes et ingénieurs américains de passage continuèrent pourtant à avoir lieu.¹⁷³ En juin 1932, Radek avait rencontré W. Bullit à Moscou.¹⁷⁴ Les négociations prirent encore une année, mais en novembre 1933, une mission diplomatique dirigée par Litvinov, et pour laquelle Radek semble avoir été pressenti, se rendit à Washington.¹⁷⁵ Ce voyage déboucha sur la reconnaissance de l'URSS et l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays. La même politique de conciliation fut conduite en Orient, où l'Union soviétique, très inquiète de l'annexion de la Mandchourie par les Japonais¹⁷⁶, s'efforça avec succès de maintenir ou de rétablir des relations aussi amicales que possible avec le Japon et le gouvernement de Tchang Kaï-chek.¹⁷⁷

171 Lettre de Radek à Staline, février 1932, F.558/11/789, doc. 58, RGASPI.

172 *Советско-Американские отношения годы непризнания, 1927-1933*, Москва, МФД, 2002, n° 269, p. 566.

173 *Ibid.*, n° 276, p. 582.

174 *Сталин и Каганович переписка*, p. 163.

175 W. Lerner, *Karl Radek*, p. 157, a retrouvé dans les archives américaines une demande de visa au nom de Radek pour les Etats-Unis en 1933, mais il se peut que celle-ci soit liée à l'invitation faite à Radek de venir donner des conférences à l'Université de Chicago. *Советско-Американские отношения годы непризнания*, n° 325, p. 673.

176 Cf. le rapport envoyé par Radek, en tant que directeur du BMI, à Staline sur cette question le 17.9.1932: *La reconnaissance de l'indépendance de la Mandchourie par le Japon et les puissances impérialistes*. F.558/11/789, doc. 73-92, RGASPI.

177 Cette reconnaissance du gouvernement chinois de Nankin suscita de nombreuses critiques dans la presse japonaise. Ces critiques devaient, selon Radek, «nous contraindre à renoncer à notre neutralité.» Radek à Staline, 30.12.1932, F.558/11/789, doc. 135, RGASPI.

A partir de 1933, la prise de conscience des menaces portant sur l'URSS allait entraîner une révision totale de tous les postulats de la politique étrangère soviétique et transformer ce qui n'était encore qu'une tactique diplomatique en une véritable politique étrangère. Comme le note Krivitsky, ce n'était pas une chose facile que d'expliquer à toute «une génération de Soviétiques élevés dans l'idée que le traité de Versailles était l'instrument le plus pernicieux qui eût été forgé, et que ses auteurs étaient une bande de pirates» que «l'URSS devait devenir l'avocat de ce traité. Il n'y avait qu'un homme en URSS capable de faire cette campagne à la fois auprès du public soviétique et de l'étranger. C'était Karl Radek.»¹⁷⁸ Au printemps 1933, Radek publie dans la *Pravda* une série d'articles qui annonçait d'importants changements dans la politique extérieure soviétique.¹⁷⁹ Pendant des années Radek avait dénoncé le traité de Versailles comme «la paix des brigands» destinée à «conforter l'hégémonie des impérialismes français et britannique»¹⁸⁰ et le pacifisme comme «illusion bourgeoise», mais, le 10 mai, il écrivait dans la *Pravda*:

La révision du traité de Versailles c'est la guerre. Toutes les tentatives des Etats intéressés pour présenter cette révision comme une réorganisation pacifique de l'ancien traité ne doivent tromper personne. Les efforts diplomatiques pour une révision du traité de Versailles ne sont qu'une des façons de préparer la guerre. Ces efforts servent à mobiliser les masses dans chacun des pays concernés, à présenter l'adversaire comme un monstre et enfin à sonder le terrain pour savoir s'il est possible de constituer un bloc ou une alliance pour une solution militaire de la question. Le terme de «révision» est juste un autre mot pour désigner une nouvelle guerre mondiale. A cet égard ce n'est nullement une surprise si la revendication principale des partisans de la révision est le droit au réarmement que leur interdit justement le traité. [...] Le prolétariat international est, et demeure, un adversaire du traité de Versailles. Mais seule sa propre victoire permettra de remplacer ce traité par un traité de paix fondé sur l'autodétermination des peuples et sur une volonté claire de combattre la misère provoquée par le capitalisme. Il s'agira alors d'une révision socialiste.¹⁸¹

En attendant ce jour, «lutter contre les dangers d'une guerre impérialiste est le principal devoir du prolétariat international» et de l'Union soviétique.¹⁸² Au-delà de son caractère prémonitoire, cet article de Radek sus-

178 W. G. Krivitsky, *J'étais un agent de Staline*, p. 22.

179 Pour la plupart ils furent réédités dans Радек, *Подготовка борьбы за новый мир*, Москва, Партиздат, 1934.

180 Radek, *Die Liquidation der Versailler Friedens*, Hamburg, Carl Hoym, 1922, p. 4.

181 Радек, «Ревизия версальского договора», *Правда*, 10.5.1933.

182 *Ibid.*

cita beaucoup de remous dans les chancelleries européennes. A Paris, la thèse de Radek confortait les partisans d'une alliance de revers avec l'Union soviétique.¹⁸³ «En Pologne, cet article a été reçu avec une satisfaction manifeste».¹⁸⁴ A l'inverse, les services diplomatiques allemands, qui avaient envoyé une traduction de l'article à Berlin, s'inquiétaient du nouveau ton ouvertement germanophobe de la presse soviétique. Outre l'article de Radek, les colonnes des journaux soviétiques étaient remplies de références aux «nouveaux barbares», au «retour de l'Allemagne dans le Moyen Age».¹⁸⁵

Les relations germano-soviétiques continuèrent à se dégrader durant tout le printemps, malgré les efforts des milieux diplomatiques allemands – en particulier de l'ambassadeur à Moscou, von Dirksen – pour rétablir la confiance. En surenchère des discours très antisoviétiques de Hitler¹⁸⁶ et d'autres dignitaires nazis comme Rosenberg, plusieurs citoyens et représentants officiels soviétiques, dont le consul général de Hambourg et des fonctionnaires de la représentation commerciale, avaient été attaqués par des hommes des SA encadrés par la police allemande.¹⁸⁷ Les représentants allemands, et Hitler lui-même, firent savoir que le vandalisme des SA n'était qu'un dérapage regrettable comme il y en avait eu en 1917 en Russie. Hitler répéta aussi que l'agressivité des troupes du NSDAP à l'égard des communistes allemands était une question de politique intérieure qui ne devait en rien affecter la politique extérieure. Mais plusieurs autres facteurs s'ajoutèrent à ces griefs. Staline était convaincu qu'Hitler ne réussirait pas à conserver longtemps le pouvoir et qu'il n'était pas souhaitable de s'engager trop ouvertement avec les nazis. De plus chacun des partenaires soupçonnait l'autre, comme le note von Dirksen, de vouloir établir une alliance militaire avec la France.¹⁸⁸ Enfin les échanges commerciaux entre les deux pays avaient connu un recul notable depuis 1932¹⁸⁹, or pour réaliser son programme d'industrialisation l'URSS avait un besoin pres-

183 Selon S. Dullin, l'article «s'adressait en priorité au gouvernement français et toucha son but», *Des hommes d'influence*, p. 119.

184 *Ibid.*

185 Lettre de von Dirksen au AA, 14.5.1933, *ADAP*, Série C, Bd. I.1, p. 414.

186 Les Soviétiques regrettaient beaucoup que le chapitre 14 de *Mein Kampf* consacré à l'Ostpolitik n'ait pas été supprimé dans la réédition de 1933.

187 Lettre de von Dirksen au AA, 14.5.1933, *ADAP*, Série C, Bd. I.1, pp. 13-14.

188 Lettre de von Dirksen au AA, 5.5.1933, *ibid.*, p. 384.

189 Н.А. Абрамов; Л.А. Безыменский, «Особая миссия Давида Канделаки», *Вопросы Истории*, 4-5, 1991, p. 146.

sant de nouveaux capitaux. Cette multitude de facteurs, les uns objectifs, les autres plus subjectifs, convainquit les dirigeants soviétiques qu'il était préférable de mettre provisoirement entre parenthèses les relations privilégiées qu'ils entretenaient avec l'Allemagne. En juin 1933, l'Union soviétique fit savoir à l'Allemagne que les contacts militaires devraient s'interrompre en septembre.¹⁹⁰ Mais les échanges commerciaux subsistèrent¹⁹¹ et jamais les dirigeants soviétiques n'exclurent totalement la possibilité de rétablir, et même d'élargir, les relations avec l'Allemagne, nazie ou non. Le principal obstacle à une alliance entre l'URSS et l'Allemagne était d'ailleurs antérieur à l'avènement d'Hitler, puisqu'il s'agissait du pacte de non-agression signé avec la Pologne en 1932. Ce pacte qui selon Radek résultait «de la présence de soixante-dix millions d'Allemands industriels et entrepreneurs, auxquels un contrepoids devait être trouvé dans la politique européenne» avait, selon les Allemands, mit un terme à Rapallo, car «la substance de la politique de Rapallo était la déclaration faite alors par Tchitchérine à Brockdorff-Rantzau qu'en cas de conflit entre l'Allemagne et la Pologne il n'y aurait pas moins d'une quinzaine de divisions polonaises qui devraient être déplacées sur la frontière soviétique.»¹⁹² Ainsi, ce furent les considérations géostratégiques, bien plus que l'hostilité idéologique, qui avaient entraîné la détérioration des relations germano-soviétiques, même si du côté soviétique on s'efforçait de faire porter la responsabilité de cette situation aux tendances antisoviétiques des nazis.

La diplomatie soviétique sut d'ailleurs profiter habilement des inquiétudes suscitées dans les chancelleries européennes par les discours agressifs d'Hitler pour conforter ses relations amicales avec la Pologne. Des propositions en faveur d'un approfondissement, dans une perspective militaire, des relations soviéto-polonaises avaient été faites dès le printemps aux Polonais par des journalistes soviétiques membres du BMI.¹⁹³ De nouvelles discussions en ce sens eurent lieu en mai 1933 à Moscou entre Radek et un «proche de Pilsudski», le colonel Miedzinski, éditeur en chef de la presque officielle *Gazeta Polska*. Dans le compte rendu de ces entretiens qu'il fait parvenir à Staline, Radek note que, selon les Polonais,

190 N. Werth, *Histoire de l'Union soviétique*, pp. 294-295.

191 Des accords de commerce et d'investissement seront signés en 1934, 1935 et 1936. Н. А. Абрамов; Л. А. Безыменский, «Особая миссия Давида Канделаки», p. 146.

192 Cité par O. Ken, *Collective security or isolation?*, p. 39.

193 *Ibid.*, p. 60.

l'Allemagne se prépare à la guerre contre l'URSS, que les Allemands vont s'efforcer de compliquer nos relations avec les Polonais et de renforcer les tendances antisoviétiques au sein du gouvernement roumain. [...] Il faut selon eux s'attendre à un déplacement de l'attention de l'Allemagne vers les pays baltes, afin de transformer ces pays en grenier à nourriture et en place d'armes dans la perspective d'une attaque contre Leningrad. Les Polonais sont prêts à coopérer avec nous contre la réalisation de ce plan.¹⁹⁴

Ces discussions préliminaires semblèrent suffisamment intéressantes pour que Staline envoie Radek poursuivre les pourparlers en Pologne durant le mois de juillet. Officiellement, Radek avait été invité en tant que journaliste des *Izvestias* par Miedzinski, lequel était en contact avec Beck, le ministre des affaires étrangères. Mais même ceux qui n'étaient pas censés connaître les fonctions de Radek auprès de Staline ne mirent pas longtemps à deviner le but de cette mission typiquement BMI. Une rumeur concernant un projet de coopération soviéto-polonaise circulait depuis des mois dans les milieux diplomatiques allemands et von Dirksen mit en garde ses supérieurs sur les conséquences très négatives d'une telle démarche pour la position internationale de l'Allemagne.¹⁹⁵

Pendant les trois semaines que dure ce voyage, Radek est reçu avec tous les honneurs dus à un émissaire personnel de Staline: accueil à la gare de Varsovie par le représentant plénipotentiaire soviétique Antonov-Ovseenko, multiples réceptions avec les milieux gouvernementaux polonais et conférences de presse.¹⁹⁶ Il effectue aussi plusieurs tournées dans le pays et en profite pour rendre visite à sa mère dans leur maison de Tarnow comme le note l'ambassade américaine apparemment très intriguée par ce séjour.¹⁹⁷ Miedzinski joue sur le registre de la nostalgie en accompagnant Radek dans son collège de Cracovie, collège dont il est lui-même issu, et en dissertant sur les écrivains polonais Mickiewicz et Zeromski.¹⁹⁸ Dans ce contexte convivial, Radek assure Miedzinski qu'en cas de conflit armé entre la Pologne et l'Allemagne, l'Union soviétique pourrait aider la Pologne. Mais Radek, qui connaît bien le sentiment russophobe des nationalistes

194 Rapport de Radek à Staline, 4.5.1933, F.558/11/780, doc. 20-21, RGASPI.

195 Lettre de von Dirksen à Meyer, 2.5.1933, *ADAP*, Série C, Bd. I.1, pp. 370-371.

196 Son séjour fit l'objet de comptes rendus réguliers dans les *Izvestia*, 10.7, 12.7, 14.7, 18.7, 20.7, 23.7 et 24.7.1933.

197 Cité par W. Lerner, *Karl Radek*, p. 157.

198 O. Ken, *Collective security or isolation?*, p. 68.

polonais, se serait empressé d'ajouter «qu'on était conscient à Moscou, de la difficulté que cela pourrait représenter pour les Polonais de laisser l'Armée rouge pénétrer sur son territoire». La proposition de Radek ne fut, selon Miedzinski, pas rejetée par le gouvernement polonais, mais celui-ci déclara qu'en raison de l'hostilité de l'opinion publique polonaise il était encore trop tôt pour débiter les négociations.¹⁹⁹ D'autres entretiens eurent lieu directement entre Radek et Beck. Ce dernier s'inquiétait selon Radek «de la tradition germanophile du NKID et de la force des positions de l'armée allemande en URSS».²⁰⁰ Mais les Soviétiques, en particulier les hommes du NKID, sont eux-même prudents. Antonov-Ovseenko écrit à Staline pour parler des résultats positifs des discussions de Radek, «nous sommes sur une piste sérieuse dans la perspective d'un rapprochement»²⁰¹, mais dans un courrier adressé le même jour à Stomoniakov du collège du NKID, il évoque «le double jeu de la diplomatie polonaise qui se prépare à une guerre contre l'Allemagne par un accord de paix avec nous et à un accord avec l'Allemagne et le Japon orienté contre nous. Les deux tendances existent en Pologne.»²⁰² Radek rencontre aussi un militaire proche de Pilsudski, le colonel Stsejinski, qui semble craindre que les communistes polonais ne tentent de s'opposer au rapprochement. Lors du dernier entretien avec Beck, Radek demande une nouvelle fois à son interlocuteur si «la situation était telle que les négociations polono-soviétiques devaient désormais être laissées aux diplomates?». Radek n'obtint pas de «réponse vraiment claire», mais les Polonais «évoquèrent la nécessité d'intensifier le rapprochement entre les deux pays.»²⁰³ Ce «flirt» de l'Union soviétique avec la Pologne, «soldat de l'impérialisme français et champion du traité de Versailles», se prolongea encore plusieurs mois malgré les réticences de Litvinov et de Stomoniakov.²⁰⁴ Radek continua à déclarer dans la presse que l'indépendance de la Pologne était l'une des constantes de la politique extérieure soviétique.²⁰⁵ Des conventions pour développer les échanges

199 Récit de Miedzinski, *ibid.*, p. 69.

200 Rapport de Radek à Staline, 12.7.1933, F.558/11/790, doc. 23-26, RGASPI.

201 Lettre d'Antonov-Ovseenko à Staline, 13.7.1933, F.558/11/790, doc. 33-34, RGASPI.

202 Lettre d'Antonov-Ovseenko à Stomoniakov, 13.7.1933, F.558/11/790, doc. 37-44, RGASPI.

203 Rapport de Radek à Staline, 22.7.1933, F.558/11/790, doc. 59-63, RGASPI.

204 O. Ken, *Collective security or isolation?*, p. 73. Le 4 août, le NKID reçut du Kremlin l'ordre de réviser sa politique polonaise sur la base des appréciations de Radek.

205 *Известия*, 29.8.1933.

culturels et quelques contrats commerciaux furent bien signés.²⁰⁶ Mais Radek s'inquiétait de la mauvaise volonté du NKID. En décembre 1933, il fit parvenir à Staline un rapport incendiaire sur Litvinov, qui «ne croit pas à la possibilité d'un rapprochement avec la Pologne», et sur Stomoniakov, qui «a une approche extraordinairement formelle des choses». Selon Antonov-Ovseenko, le bruit courait au sein du NKID que «cette histoire de rapprochement avec la Pologne n'était qu'une folie à la Radek.» Parmi les adversaires du rapprochement figuraient aussi les communistes polonais et les Ukrainiens. Or pour Radek, si «on peut faire des enfants sans désir, on ne peut défendre les arrières de l'URSS – et de ce fait le rapprochement avec la Pologne – sans la volonté passionnée d'obtenir un résultat. Ce désir n'a rien d'une illusion. Il en va du risque d'une guerre sur deux fronts.»²⁰⁷ Pour convaincre les Polonais Radek comptait sur l'importance de leurs litiges territoriaux avec l'Allemagne – le couloir polonais, la Haute-Silésie et la Posnanie –, mais pour des raisons de politique intérieure, le colonel Beck préféra s'entendre avec les nazis plutôt qu'avec les bolcheviks: en janvier 1934, au terme de plusieurs mois de négociations secrètes, les Polonais signèrent un pacte de non-agression d'une durée de dix ans avec l'Allemagne. La signature de ce pacte peut être interprétée comme une défaite personnelle de Radek, qui dut cesser momentanément de s'occuper de la Pologne. Mais elle ne mit nullement fin à ses activités de conseiller de Staline, en particulier pour l'Allemagne et le Japon.

A son retour de Pologne, Radek avait rédigé une nouvelle série d'articles sur les relations germano-soviétiques.²⁰⁸ Répondant aux craintes des autorités allemandes selon lesquelles les pactes de non-agression signés par l'Union soviétique avec plusieurs pays limitrophes de l'Allemagne auraient un caractère anti-allemand, il déclare: «Les pactes de non-agression n'ont pas d'autres objectifs que de rendre la guerre plus difficile. En quoi cela peut-il constituer une marque d'hostilité à l'égard de l'Allemagne?» Cette politique de l'Union soviétique ne peut gêner que «les plans des <croisés> à la Rosenberg en faveur d'une occupation des territoires d'Europe orientale et d'une croisade contre l'Union soviétique». L'Union soviétique n'a, selon Radek, aucune hostilité particulière à l'égard

206 Радек, «Советско-польскы сближение и его враги», *Известия*, 6.9.1933.

207 Lettre de Radek à Staline, 3.12.1933, F.558/11/790, doc. 106-107, RGASPI.

208 Радек, «Германо-советские отношения», *Известия*, 6.8.1933; Радек, «Еще раз о Германо-Советских отношениях», *Известия*, 9.8.1933.

de l'Allemagne, mais «on ne peut pas exiger de la diplomatie soviétique qu'elle ne fasse aucune différence parmi ses adversaires entre ceux qui pensent à une guerre contre l'URSS et ceux qui, prenant en considération la situation actuelle, veulent la paix».²⁰⁹ C'est un discours assez similaire, mais en termes moins diplomatiques, que Radek tiendra en janvier 1934 à Nadolny, le nouvel ambassadeur d'Allemagne à Moscou :

Ne croyez surtout pas que tout a déjà été décidé. [...] Vous savez bien que les diplomates ne disent pas toujours la vérité. [...] Nous n'entreprendrons rien qui nous prive à jamais de la possibilité de revenir à une politique commune avec l'Allemagne. [...] Ce serait une erreur de croire que vous avez essayé un refus définitif de Litvinov. Au-dessus de lui figure un homme dur, muni d'une volonté très ferme, un homme prudent et méfiant. Mais Staline ne sait pas où il en est avec l'Allemagne. Il est hésitant. Il ne peut en être autrement, nous ne pouvons pas aborder les nazis sans méfiance. Mais nous savons très bien que Versailles n'existe plus. Vous ne devez pas croire que nous sommes bêtes au point d'avoir oublié le sens de l'histoire mondiale. Nous en savons suffisamment sur les capacités militaires de l'Allemagne. En trois mois, vous avez réussi à vous doter d'une flotte aérienne bien plus moderne que celle de la France. Nous connaissons le potentiel de l'industrie allemande. Mais si nous voulons conduire une politique conforme aux intérêts de l'Etat soviétique nous devons éviter que la révision du traité de Versailles se fasse à nos dépens. [...] Il n'existe parmi nous aucun groupe hostile à l'Allemagne [...] mais nous ne voulons pas de guerre.²¹⁰

C'est le même message que Radek adresse aux militaristes japonais :

L'impérialisme japonais a lancé un défi à la grande nation chinoise. Les éléments les plus aventuristes de l'impérialisme japonais travaillent maintenant à la détérioration des relations entre le Japon et l'Union soviétique. Ils font cela au moment où un nouvel ennemi les menace. Il s'agit de l'impérialisme américain qui considère la partition de la Chine comme sa défaite personnelle. [...] Dans un tel contexte ce serait une folie pour le Japon que de se faire le nouvel ennemi d'un grand pays comme l'URSS ; pays qui se tient à l'écart des luttes impérialistes, qui ne recherche aucune expansion aux dépens des autres nations, qui demande simplement la garantie de ses frontières et le respect de ses intérêts.²¹¹

A la même période Radek salue avec enthousiasme l'arrivée en Union soviétique d'Herriot, qui avait été le premier président de conseil français à reconnaître l'URSS en 1924, et qui demeurait un partisan actif du rapprochement franco-soviétique.²¹² La France, qualifiée par Staline au

209 Radek, «Германо-советские отношения», *Известия*, 6.8.1933.

210 Lettre de Nadolny au AA, 10.1.1934, *ADAP*, Série C, Bd. II.1, pp. 325-326.

211 Radek, «Hideyoshi», *Portraits and Pamphlets*, p. 183.

212 Radek, «Привет Едуарду Эррию», *Известия*, 2.9.1933.

dernier congrès du parti de «pays le plus agressif et le plus militariste du monde», était désormais célébrée pour sa politique de paix. Lors des réceptions organisées en l'honneur de l'ancien président du conseil, Litvinov et Radek font de multiples allusions au désir des Soviétiques d'approfondir leurs relations avec la France. Le 31 octobre 1933, Paul-Boncour, le ministre français des affaires étrangères, propose aux Soviétiques un traité d'alliance à condition que l'URSS entre à la SdN. A la fin décembre 1933, Litvinov présente officiellement les grandes lignes de la nouvelle politique étrangère soviétique approuvée par le bureau politique: non-intervention et neutralité dans tout conflit, politique d'apaisement vis-à-vis du Japon et de l'Allemagne, ouverture prudente vers les démocraties occidentales et participation à la politique de sécurité collective incarnée par la SdN.²¹³ En juin 1934 les relations furent rétablies avec la Tchécoslovaquie et la Roumanie. En septembre, l'Union soviétique fut admise à la SdN dont elle devenait un membre permanent du conseil. En intégrant cette organisation, qualifiée dès sa fondation par Radek de «dernière utopie de la bourgeoisie» et de «ligue de brigands»²¹⁴, l'URSS prenait officiellement sa place dans le concert des «grandes puissances». Invité à présenter les grandes lignes de la politique extérieure soviétique dans de prestigieuses publications américaines de politique internationale, Radek s'efforça de convaincre ses lecteurs de la singularité de la politique soviétique.²¹⁵ Selon lui, la politique extérieure d'un pays était déterminée par sa politique intérieure, à chaque étape de son développement historique. Il était à cet égard «tout à fait ridicule d'inscrire la politique extérieure soviétique dans la continuité de la politique tsariste». La politique de l'Empire des tsars était une politique impérialiste visant à étendre sa domination sur les Dardanelles et à conquérir Port Arthur. Or la Russie soviétique s'était empressée d'établir des relations pacifiques avec la Turquie et la Chine. A la différence des autres grandes puissances, dont la politique de conquête extérieure était déterminée par leurs contradictions intérieures, l'Union soviétique n'avait nullement besoin de telles conquêtes, car

213 N. Werth, *Histoire de l'Union soviétique*, pp. 295-296.

214 Radek, «Woodrow Wilson», *Portraits and Pamphlets*, p. 36.

215 Radek, «The Bases of Soviet Foreign Policy», *Foreign Affairs*, XII, n° 2, janvier 1934 et «Soviet Russia», *The Foreign Policy of the Powers*, New York, Harper and Brother, 1935, pp. 119-142. Critiqué par Litvinov, l'article du *Foreign Affairs* fut fortement apprécié par Staline. Lettre de Staline à Radek, 14.10.1933, F.558/11/791, doc. 104, RGASPI.

elle «disposait de tout ce qui était nécessaire pour construire une société socialiste à l'intérieur de ses frontières». Dans ce contexte, le principal objectif de la diplomatie soviétique était de lutter pour la paix. Mais l'Union soviétique était confrontée, en Europe et en Asie, à des camps hostiles qui se préparaient à la guerre.

L'Union soviétique n'a nullement l'intention de participer à la lutte pour un nouveau partage du monde. [...] Mais la préparation de la guerre impérialiste est un fait, l'existence d'alliances impérialistes aussi, et l'Union soviétique ne pouvait se contenter d'exprimer son désaveu à l'égard de l'impérialisme et des alliances impérialistes. Elle doit faire tout son possible pour se protéger d'une attaque des puissances capitalistes qui ont l'intention de conquérir une portion du territoire soviétique ou de renverser la structure politique de l'Etat socialiste.²¹⁶

Ces objectifs n'avaient rien de spécifiquement socialistes, ils révélaient au contraire l'absence de toute considération révolutionnaire dans la politique extérieure soviétique des années trente.

Mythe et réalité de l'imposture de la politique stalinienne de «paix»

En 1935, la politique de l'Internationale fut alignée sur cette nouvelle politique de sécurité collective. Au nom de la lutte antifasciste, le VII^e et dernier congrès de l'IC adopta le mot d'ordre des fronts populaires. Le caractère très tardif de ce retournement devait beaucoup à la crainte de Staline de donner raison à Trotsky qui avait multiplié les appels en ce sens. Il ne s'agissait d'ailleurs nullement d'une réconciliation avec les autres partis de gauche au nom de la défense de la démocratie, mais seulement d'un retournement tactique imposé par la nécessité d'organiser la défense de l'URSS à l'intérieur des pays qui disposaient encore d'institutions démocratiques. Dans cette perspective, les partis communistes des pays menacés par le révisionnisme allemand étaient encouragés à soutenir l'effort militaire de leur gouvernement et à se rallier aux principes de l'indépendance nationale. Parallèlement à cette nouvelle orientation, la direction soviétique s'efforça de trouver de nouveaux alliés, en s'appuyant sur les réseaux de W. Münzenberg, le fondateur du Secours ouvrier international, de la Ligue contre l'impérialisme, des Amis de l'Union sovié-

216 Radek, «Soviet Russia», pp. 134-135.

tique et du mouvement Amsterdam-Pleyel. Depuis Paris où il a installé ses bureaux en 1933, Münzenberg prend en charge l'organisation d'une campagne antifasciste²¹⁷ : il édite un *Livre brun* sur la terreur qui sévissait en Allemagne et sur les circonstances de l'incendie du Reichstag, organise à Londres un contre-procès destiné à démonter les accusations portées contre les communistes lors du procès du Reichstag et infiltre les milieux intellectuels et artistiques antifascistes.

Selon plusieurs auteurs, cette politique des fronts antifascistes au niveau de l'Internationale et de ses annexes, et d'ouverture vers les démocraties occidentales sur le plan diplomatique n'aurait été qu'une ruse, une imposture destinée à dissimuler, et même à stimuler, la reprise des relations germano-soviétiques qui auraient toujours constitué le but ultime de la politique extérieure stalinienne.²¹⁸ Dans cette perspective, le pacte germano-soviétique d'août 1939 ne serait pas le résultat de l'échec de la sécurité collective, une alternative imposée par les circonstances, mais

217 Selon S. Koch, *La fin de l'innocence. Les intellectuels d'Occident et la tentation stalinienne: trente ans de guerre secrète*, Paris, Grasset, 1995, p. 73, W. Münzenberg n'était que le bras droit de Radek qui, depuis Moscou, faisait parvenir ses instructions aux hommes de Münzenberg sur la façon d'organiser la propagande antifasciste. S. Koch prétend s'appuyer sur une large documentation, mais il ne cite qu'une seule et unique lettre de Radek à Vinogradov, 10.4.1933, F.495/60/244a, RGASPI. Cela me semble très insuffisant pour conclure que Radek était «le plus important des initiés chargés d'élaborer» une politique que l'auteur qualifie en outre d'imposture destinée à dissimuler la collaboration active entre Staline et Hitler. Ni l'interprétation globale faite par Koch des relations germano-soviétiques, ni l'importance qu'il accorde à Radek dans cette histoire ne peuvent à mon sens être confirmées.

218 Cf. G. F. Kennan, *Russia and the West Under Lenin and Stalin*, Boston, Little Brown, 1961; R. M. Slusser, «The Role of the Foreign Ministry», in I. J. Lederer (ed.), *Russian Foreign Policy: Essays in Historical Perspective*, New Haven, Yale University Press, 1962, pp. 197-239; S. Allard, *Stalin und Hitler: die sowjetrussische Aussenpolitik 1930-1941*, Bern-München, Francke, 1974; R. C. Tucker, «The Emergence of Stalin's Foreign Policy», *Slavic Review*, Vol. 36, 1977, pp. 563-589; G. Weinberg, *The Foreign Policy of Hitler's Germany*, Vol. 1-2, Chicago, University of Chicago Press, 1980; R. C. Tucker, *Stalin in Power: The Revolution from Above, 1928-1941*, New York, W. W. Norton, 1999. S. Koch, *La fin de l'innocence*, va lui encore plus loin en déclarant que Staline et Hitler se seraient entendus dès 1933 pour utiliser le procès du Reichstag afin de discréditer les SA dans la perspective de la nuit des longs couteaux de juin 1934. Mais les documents qu'il cite sont peu nombreux et ses interprétations très contestables, pour ne pas dire totalement surréalistes. Enfin, pour une version plus nuancée cf. J. Hochmann, *The Soviet Union and the Failure of Collective Security, 1943-1938*, Ithaca, Cornell University Press, 1984.

bien l'accomplissement d'un objectif élaboré de longue date comme en témoigneraient, au-delà des déclarations publiques de Litvinov, les négociations secrètes engagées par des émissaires personnels de Staline. Certes, la version soviétique traditionnelle selon laquelle la politique de sécurité collective aurait été conduite sans aucune arrière-pensée, de façon déterminée et constante, au nom de la nécessité morale de s'opposer au fascisme, n'est plus tenable. Indépendamment de son appréciation ambivalente du phénomène fasciste dont nous avons déjà parlé, l'URSS conduisit comme les autres grandes puissances une politique extérieure fondée sur la défense de ses intérêts nationaux, déterminée par la faiblesse de sa situation intérieure et sa géographie – risque de guerre sur deux fronts –, indépendamment de toute considération idéologique. L'hostilité de l'Union soviétique à l'égard du militarisme et du fascisme fut d'ailleurs loin d'être constante et systématique comme en témoignent les bonnes relations qu'elle entretenait avec l'Italie mussolinienne et les multiples tentatives d'apaisement à l'égard des Japonais et des Allemands. Dans ce dernier cas c'est d'ailleurs moins le nazisme en tant que tel qui inquiétait Staline que l'orientation antisoviétique de sa politique étrangère.²¹⁹

Mais la thèse selon laquelle toute la politique officielle de l'URSS – sécurité collective et front populaire antifasciste – n'aurait été qu'un leurre pour masquer les préférences de Staline pour une alliance avec Hitler ne semble guère plus crédible. Les dirigeants soviétiques n'avaient certes jamais totalement rejeté l'éventualité de s'entendre avec l'Allemagne nazie, ou simplement d'orienter, ne serait-ce que provisoirement, l'agressivité nazie vers les puissances occidentales, mais cet espoir n'était-il pas aussi présent dans de nombreuses chancelleries occidentales? Des contacts en ce sens ont effectivement eu lieu, plusieurs récits de transfuges soviétiques et les documents diplomatiques allemands en témoignent. Parmi ces «émissaires secrets» de Staline figurent Radek, David Kandelaki, le représentant commercial à Berlin, et Sergei Bessonov, le conseiller d'ambassade.

En octobre 1933 un représentant de Staline, ultérieurement identifié par Gnedine²²⁰ comme étant Radek, aurait contacté l'ambassade allemande pour l'assurer de l'absence d'hostilité du pouvoir soviétique à l'égard du

219 Радек, «Куда идет Германия», *Известия*, 22.3.1933.

220 Gnedine travaillait alors au département international des *Izvestia*. Е.А. Пнедин, *Из истории отношении СССР и фашистской Германии*, Нью Йорк, Хроника, 1977, pp. 22-23.

III^e Reich. En janvier 1934 l'ambassadeur allemand à Moscou reproduisait dans un rapport envoyé au ministre les paroles que lui aurait tenues Radek lors d'une soirée à l'ambassade japonaise: «Nous n'entreprendrons rien qui nous prive à jamais de la possibilité de revenir à une politique commune avec l'Allemagne.»²²¹ En août 1934 Radek aurait aussi participé à un repas organisé dans la résidence particulière de W. Baum, l'attaché de presse de l'ambassade allemande, lors duquel il se serait entretenu avec un certain professeur Oberlender, présenté par Hilger comme un proche ami d'Erich Koch, le Gauleiter de Prusse orientale.²²²

Les documents diplomatiques allemands et plusieurs articles²²³ évoquent aussi le rôle de David Kandelaki qui, de juin à novembre 1935, puis de décembre 1936 à février 1937, se serait efforcé de convaincre les Allemands, en particulier le ministre de l'économie du Reich, le docteur Schacht, de transformer les négociations commerciales en rapprochement politique. Les mêmes objectifs sont attribués aux entretiens engagés par Bessonov en décembre 1935, puis durant le printemps 1937.

Ces discussions, relancées de façon régulière, ont certainement eu lieu même si il n'en est jamais question dans les dossiers spéciaux du BP, mais il est très difficile d'en apprécier la portée et la signification réelle. Notons tout d'abord qu'elles ne sont pas aussi «extraordinaires» qu'ont essayé de le faire croire les transfuges soviétiques en parlant «d'agents secrets» ou «d'émissaires» de Staline. Les diplomates soviétiques utilisaient régulièrement les soirées d'ambassade ou les conférences internationales pour sonder les représentants des gouvernements avec lesquels ils n'avaient pas de contacts officiels, de semblables entretiens étaient vraisemblablement conduits par des diplomates ou des personnalités occidentales. Radek avait toujours entretenu des contacts avec des membres du service diplomatique allemand ou des personnalités allemandes de passage, cela faisait partie de son travail de journaliste. Dans le contexte particulièrement pesant du

221 Lettre de Nadolny au AA, 10.1.1934, *ADAP*, Série C, Bd. II.1, pp. 325-326.

222 «В Комиссии политбюро ЦК КПСС», p. 29 et G. Hilger et A.G. Meyer, *The Incompatible Allies*, pp. 267-268.

223 Н. А. Абрамов; Л. А. Безыменский, «Особая миссия Давида Канделаки», pp. 145-156; L. Besymenski, «Geheimmission in Stalins Auftrag? David Kandelaki und die sowjetisch-deutschen Beziehungen Mitte der dreissiger Jahre», *Vierteljahrehefte für Zeitgeschichte*, Heft 3, Juli 1992, pp. 339-357 et G. Robert, «A Soviet Bid for Coexistence with Nazi Germany, 1935-1937: The Kandelaki Affair», *The International History Review*, n° 3, August 1994, pp. 466-490.

Moscou des années trente, on peut d'ailleurs facilement imaginer l'intérêt que prenaient pour lui ces discussions avec des hommes qui dans leur grande majorité n'étaient pas des nazis et dont il appréciait l'érudition. Mais les Allemands qui le connaissaient de longue date ne pouvaient ignorer son penchant pour les intrigues et les provocations²²⁴, la nature toujours ambiguë de ses déclarations et la précarité de sa situation.²²⁵

Selon plusieurs auteurs, les rapports souvent exagérément favorables rédigés par les diplomates allemands à propos des entretiens conduits avec leurs interlocuteurs soviétiques témoigneraient en fait surtout de la tradition russophile des diplomates allemands et de leur volonté de maintenir de bons contacts entre les deux pays, au-delà de la méfiance réciproque qui existait entre Hitler et Staline.²²⁶ La russophilie du département oriental du ministère allemand des affaires étrangères est un fait que nous avons déjà maintes fois évoqué depuis les entretiens de Radek en 1919. Le ministre des affaires étrangères, von Neurath, les diplomates von Dirksen et Nadolny, sans parler de ceux que Radek appelle ses «amis»²²⁷ comme Hilger du service diplomatique, Baum l'attaché de presse de l'ambassade et le général Köstring l'attaché militaire, étaient tous des partisans de l'alliance russe et du rétablissement des frontières de 1914. Mais les services diplomatiques allemands n'avaient guère plus d'influence sur la politique étrangère du III^e Reich que n'en avaient les diplomates soviétiques, et Litvinov lui-même, sur celle de Staline. Hitler et Staline méprisaient les milieux diplomatiques traditionnels et s'ils avaient vraiment voulu procéder à des discussions préliminaires sérieuses, et non pas à de simples échanges de vue comme en eurent les di-

224 H. von Herwarth, qui travailla de 1931 à 1939 à l'ambassade allemande de Moscou raconte dans ses Mémoires que le grand plaisir de Radek était de déclarer aux attachés militaires allemands que leurs positions étaient contraires aux enseignements de Clausewitz et de Moltke, allant même jusqu'à leur indiquer les chapitres en question. Le même auteur ne laisse planer aucun doute sur sa conviction de la faiblesse du pouvoir de Radek à cette époque. H. von Herwarth, *Zwischen Hitler und Stalin*, Frankfurt a.M., Propyläen, 1982, p. 53.

225 G. Hilger et A. G. Meyer, *The Incompatible Allies*, p. 72.

226 I. Fleischhauer, *Der Pakt: Hitler, Stalin und die Initiative der deutschen Diplomatie 1938-1939*, Frankfurt, Ullstein, 1990, pp. 10-19 et H. von Herwarth, *Zwischen Hitler und Stalin*, p. 9.

227 Cité par K. Mehnert, *Ein deutscher in der Welt, Erinnerungen, 1906-1981*, Stuttgart, Deutsche Verlags Anstalt, 1982, p. 205.

plomates de tous les pays, il semble plus probable qu'ils en auraient confié la responsabilité à des hommes de confiance, comme Molotov et Ribbentrop, et non pas à Radek dont l'incapacité à tenir sa langue était légendaire. L'entrevue de Radek dans la datcha de W. Baum avec l'ami d'Erich Koch est à cet égard plus intéressante. Koch était un vieux strasérien de tendance nationale-bolchevique. Membre du parti nazi depuis 1922, il avait participé aux combats de l'extrême droite contre l'occupation de la Ruhr par les troupes françaises. Nous ne savons pas s'il avait personnellement rencontré Radek, mais ce qui est certain c'est qu'il connaissait son discours sur Schlageter.²²⁸ Gauleiter du parti en Prusse orientale depuis 1928, il en devint l'Oberpräsident en septembre 1933. Pendant la guerre Koch sera Reichskommissar d'Ukraine, fonction dans laquelle il fera preuve d'une extrême cruauté en exterminant des centaines de milliers d'Ukrainiens. Mais durant les années trente, Koch, surnommé «Erich le rouge», était généralement considéré comme l'un des rares dirigeants nazis de haut rang qui croyaient à un avenir amical des relations germano-soviétiques. C'est d'ailleurs le nom de Koch que cite Radek, dans un rapport rédigé pour Staline en septembre 1933, lorsqu'il veut évoquer l'absence d'unité de vue des Allemands sur la question des relations avec la Pologne et l'Union soviétique.²²⁹ Le fait que Koch ait été jugé après-guerre en Pologne pour ses crimes contre la population polonaise, mais pas pour ses crimes en Ukraine²³⁰, et que le gouvernement soviétique n'ait apparemment entrepris aucune démarche pour obtenir son extradition, conforta la rumeur sur son orientation pro-soviétique.²³¹ A la différence des fonctionnaires et du ministre des affaires étrangères, Koch était un dignitaire nazi, ce qui ouvre un large espace aux spéculations sur sa capacité d'influencer Hitler. Pour autant, nous ne savons rien des démarches éventuellement entreprises en ce sens et même en supposant qu'elles ont bien eu lieu, elles témoigneraient seulement de la survivance au sein du parti nazi d'un courant, ou simplement

228 A. Spencer, «National-Bolshevism», *Survey*, October 1962, n° 44-45, p. 139.

229 Rapport de Radek à Staline, septembre 1933, F.558/11/790, doc. 5, RGASPI.

230 Sur le jugement de Koch cf. S. Orłowski, R. Ostrowicz, *Erich Koch przed polskim sadem*, Warszawa, Ministerstwo Obrony Narodowej, 1959. Il fut condamné à mort en 1959 mais la sentence ne fut jamais appliquée.

231 Lettre de Zbigniew Kowalewski au courrier des lecteurs des *CLT*, n° 39, septembre 1989, p. 121.

de quelques personnalités, favorables à une alliance germano-soviétique sans qu'il soit possible d'en dire plus. Rappelons en effet qu'il n'existe aucun document disponible permettant d'évoquer des entretiens directs entre Koch et les Soviétiques.²³²

Pour les partisans de la thèse de l'imposture, ces prises de contact seraient pourtant la réalité de la politique stalinienne, la sécurité collective et les fronts populaires antifascistes n'étant qu'une diversion. En plus des documents allemands, dont nous avons montré les limites, ces auteurs s'appuient sur les témoignages de plusieurs transfuges soviétiques: Walter Krivitsky, Vladimir Petrov et Evgueni Gnedine²³³. Selon ces anciens agents soviétiques, Staline n'aurait eu depuis 1933, ou depuis juin 1934 selon Krivitsky²³⁴, qu'une seule idée en tête, celle d'un pacte germano-soviétique du type de celui d'août 1939. Mais comme le note T. Uldricks le problème de ces témoignages, outre qu'ils ne sont confirmés par aucun document soviétique disponible, est qu'ils proviennent de fonctionnaires de bas niveau qui n'avaient aucun accès direct aux cercles dirigeants du Kremlin et dont les seules sources sont les rumeurs qui circulaient dans les couloirs diplomatiques.²³⁵ L'idée d'organiser la politique extérieure soviétique dans la seule perspective d'une alliance avec Hitler était peut-

232 Selon V. Alexandrov, *The Tukhachevsky Affair*, pp. 21-39, Radek aurait conduit en 1936 une mission à Dantzig pour rencontrer des représentants allemands dans la banlieue d'Oliva. Mais son témoignage est selon W. Lerner, *Karl Radek*, p. 164, peu sûr. Plus crédible semble être l'hypothèse selon laquelle Radek aurait pu rencontrer Koch durant l'été 1933, lors de son séjour en Pologne. Radek s'était effectivement rendu à Gdynia à côté de Dantzig et le nom de Koch figure dans le rapport rédigé par Radek à son retour, mais il n'est pas possible de dire si les deux hommes se sont effectivement rencontrés ou si Radek se contente d'évoquer le nom d'une personnalité favorable à un rapprochement avec l'URSS (F.558/11/790, doc. 5, RGASPI). Radek était d'ailleurs à ce moment le plus fervent partisan d'une alliance de l'URSS avec la Pologne.

233 E. A. Гнедин, *Катастрофа и второе рождение*, Амстердам, Фонд имени Герцена, 1977 et *Из истории*; V. et E. Petrov, *Empire of Fear*, London, Deutsch, 1956; W.G. Krivitsky, *J'étais un agent de Staline*. Sur le témoignage de Gnedine comme source de l'histoire des relations germano-soviétiques, cf. P. D. Raymond, «Witness and Chronicler of Nazi-Soviet Relations: The Testimony of Evgeny Gnedin (Parvus)», *The Russian Review*, Vol. 44, 1985, pp. 379-395.

234 W.G. Krivitsky, *J'étais un agent de Staline*, pp. 15-17.

235 T.J. Uldricks, «Soviet Security Policy in the 1930s», G. Gorodetsky (ed.), *Soviet Foreign Policy, 1917-1991. A Retrospective*, Portland, Franf Cass, 1994, p. 69.

être présente chez l'un ou l'autre des proches de Staline, plusieurs auteurs parlent de Molotov²³⁶, mais rien ne permet dans l'état de nos connaissances de dire qu'elle fut approuvée par Staline dès les années 1933-1934. En novembre 1935, Radek était pour sa part convaincu que «les Allemands se réarment d'abord contre nous [l'URSS]. Cela ne signifie pas que l'Allemagne ne peut pas aller vers un accord commercial et économique avec nous, ou vers une amélioration de nos relations politiques sur le papier. Mais il faut voir les choses telles qu'elles sont et ne pas prendre ses désirs pour la réalité comme le font certains de nos diplomates.»²³⁷

La politique étrangère soviétique des années trente ne fut certes pas déterminée par un rejet idéologique ou moral du fascisme, ni par un ardent désir de paix, mais elle ne procédait pas non plus d'une volonté constante d'aboutir à tout prix à un accord avec Hitler au nom de la «gémellité» de leur régime. Elle apparaît surtout comme une politique prudente, empirique, souvent même opportuniste, déterminée par la faiblesse intérieure de l'URSS et dont l'objectif était d'empêcher la constitution d'un front uni des puissances capitalistes. Pour atteindre ce but, Staline s'efforça jusqu'au dernier moment de conserver deux cartes dans son jeu, l'une officielle – la politique de sécurité collective – l'autre plus secrète – les entretiens avec les représentants allemands –, mais il est impossible de dire si l'une de ces deux options avait en définitive sa préférence. Il semble d'ailleurs que c'est surtout la prise de conscience, à partir du printemps 1936, de la précarité de l'équilibre européen – «encore un chiffon de papier déchiré»²³⁸ écrit Radek dans les *Izvestia* à l'annonce de la remilitarisation de la Rhénanie qui annulait de fait les traités de Versailles et de Locarno, et vidait de son contenu le pacte franco-soviétique d'assistance mutuelle de mai 1935 – et la crainte de se retrouver seul face à Hitler et aux pays fascistes – rapprochement anglo-allemand²³⁹, levée des

236 J. Haslam, «Litvinov, Stalin and the Road Not Taken», *ibid.*, p. 158 et Н.А. Абрамов; Л.А. Безыменский, «Особая миссия Давида Канделаки», pp. 146-148.

237 Rapport de Radek à Staline, 11.11.1935, F.558/11/793, doc. 64, RGASPI.

238 Радек, «Еще один разорванный ключок бумаги», *Известия*, 8.3.1936; «После Краха Локарно», *Известия*, 12.3.1936; «Трагедия и комедия германских выборов», *Известия*, 1.4.1936; «Стратегический план Германии», *Известия*, 6.4.1933.

239 Радек, «Накануне крупных решений. Переговоры Германия-Англия», *Известия*, 26.5.1935; «Веселый разговор», *Известия*, 10.6.1936; «Britain's Way in World Politics», *Current History*, April 1936, pp. 9-19.

sanctions contre l'Italie²⁴⁰, politique de non-intervention des démocraties européennes en Espagne et enfin mise à l'écart de l'URSS lors des accords de Munich en 1938 – qui confortèrent Staline dans son désir de n'exclure aucune option pour assurer la sécurité de l'URSS.²⁴¹ Comme l'écrivait Radek en mars 1936, «tant que les puissances occidentales ne pouvaient pas ou ne voulaient pas prendre les mesures nécessaires pour renforcer la sécurité collective, la seule issue pour les Soviétiques demeurait à terme l'accroissement de sa capacité de défense».²⁴² Cet objectif pouvait certes passer par un accord avec l'Allemagne nazie, mais cela est insuffisant pour conclure que tout avait été pensé dès le début dans cette seule et unique perspective. Concernant Radek, il convient d'ailleurs de noter que son ultime contribution à la politique extérieure soviétique, un article paru le 4 août 1936, est un appel en faveur d'une intervention soviétique contre l'agression fasciste en Espagne.²⁴³ Malgré les arrières-pensées de Staline et la «guerre dans la guerre» conduite par les agents soviétiques contre les militants non-staliniens, l'Union soviétique fut le seul pays à soutenir publiquement la cause de la République espagnole contre les agresseurs fascistes.

240 Радек, «Конец санкций, что же дальше?», *Известия*, 24.6.1936. Selon Radek, la guerre d'Abyssinie avait constitué une étape importante dans ce qu'il appelle le rapprochement des puissances impérialistes contre l'URSS. Lettre de Radek à Staline, 10.10.1935, F.558/11/793, doc. 60, RGASPI.

241 C'est aussi la conclusion à laquelle arrive J. Haslam, *The Soviet Union and the Struggle for Collective Security in Europe, 1933-1939*, London, The Macmillan Press LTD, 1984, pp. 230-232.

242 Радек, «Лондонские соглашения», *Известия*, 22.3.1936.

243 Радек, «Поджигатели войны готовят интервенцию против испанской революции», *Известия*, 4.8.1936.

3. Dernier acte: accusé-accusateur

Maintenant ils vont s'en prendre à tous ceux qui ne leur plaisent pas.²⁴⁴

Trois oppositionnels se retrouvent à la Loubianka. L'un demande à l'autre: «Pourquoi es-tu ici? – J'ai voté pour Radek – Et toi? – On m'a arrêté parce que, moi, j'ai voté contre Radek.» Le troisième fait silencieusement les cent pas dans la cellule. Finalement, ses deux compagnons lui demandent: «Et toi, quel crime as-tu commis? – Moi, je suis Karl Radek.»²⁴⁵

Nous avons pris conscience des forces historiques dont nous avons été les instruments jusqu'à la fin. Il est très regrettable que, malgré notre culture, nous en ayons pris conscience si tard; puisse cette conscience servir, tout au moins à certains.²⁴⁶

Le pays le plus démocratique du monde

Le 1^{er} décembre 1934, Kirov, membre du bureau politique et premier secrétaire de l'organisation de Leningrad, est assassiné par un jeune militant communiste du nom de Nikolaev. Le jour même, le secrétaire général ordonne d'élargir et d'accélérer la répression de toutes les personnes suspectées de préparation d'actes terroristes. Dès 18 heures, le secrétaire personnel de Staline dicte le communiqué officiel du comité central et le soir même Enoukidzé, le secrétaire de l'exécutif des Soviets, signe le décret terroriste. L'instruction doit être terminée en dix jours, les accusés n'auront connaissance de l'accusation que la veille du procès, ils n'auront pas d'avocats, les sentences de mort seront sans appel et exécutées immédiatement. Ce meurtre, ultérieurement qualifié de «meurtre du siècle», allait ainsi servir de détonateur et de prétexte à la plus gigantesque répression policière du XX^e siècle.

Le 3 décembre, la *Pravda* annonce que Nikolaev est bien l'assassin de Kirov mais que l'investigation continue. Rapidement, en effet, les motivations personnelles de Nikolaev – il aurait voulu se venger de la bureaucratie qui l'a écarté de son poste, sa femme aurait eu une liaison avec

244 Déclaration de Rosa Radek à K. Radek à propos de l'assassinat de Kirov. Ф.Н. Медведев, «Софья Радек о своем отце и о себе», p. 240.

245 Blague attribuée à Radek, citée par P. Thalmann et C. Thalmann, *Combats pour la liberté. Moscou, Madrid, Paris, Spartacus*, 1983. p. 79.

246 Déclaration de Radek lors de son procès. *Le procès du centre antisoviétique trotskiste*. Compte rendu sténographique des débats. (23-30 Janvier 1937), Moscou, Commissariat du Peuple de la Justice de l'URSS, 1937, p. 573.

Kirov... – passent au second plan. Pendant un mois, la presse soviétique va multiplier les révélations contradictoires sur l'arrestation de nouveaux complices. Le 4 décembre, elle évoque un complot de «gardes blancs», le 22 décembre elle prétend que Nikolaev appartenait à un «centre de Leningrad» constitué d'anciens «zinoviétistes». Lors du procès de ce centre, dont les membres sont condamnés à mort et exécutés, les enquêteurs révèlent l'existence d'un «centre de Moscou» dans lequel figureraient Zinoviev et Kamenev. En janvier 1935 les deux plus anciens compagnons de Lénine sont condamnés à respectivement cinq et dix ans de réclusion criminelle pour «complicité idéologique» avec les assassins de Kirov.

Dès 1935, Trotsky avait évoqué la possibilité que la main de l'assassin de Kirov ait été guidée par Staline qui apparaît comme «le principal bénéficiaire de l'événement».²⁴⁷ Une étude récente effectuée par une historienne russe dans les archives de Leningrad a largement ébranlé cette thèse.²⁴⁸ Mais il est difficile de ne pas être impressionné par l'extraordinaire capacité de Staline à se saisir des circonstances pour forcer le cours des choses dans le sens souhaité. L'idée d'un renforcement de la dictature et d'une intensification de la répression était en effet dans l'air depuis plusieurs mois. En novembre 1934 Radek avait publié, sous la forme d'un dialogue entre Machiavel et J.-J. Rousseau, un article consacré à la dictature dont Staline était forcément l'inspirateur. Se référant implicitement à l'exemple de la «nuit des longs couteaux» – l'élimination des SA par Hitler – Radek concluait ainsi:

Nous n'abandonnerons pas aux fascistes votre [Machiavel] idée de la dictature. Notre prolétariat peut encore se mettre à votre école pour apprendre à conjuguer la politique du lion à celle du renard, et c'est avec enthousiasme qu'il accueillera vos paroles: «Lorsqu'il y va du salut de la patrie, il convient de rejeter toute considération sur ce qui est juste ou injuste, sur ce qui est clémence ou cruauté, sur ce qui est louable ou honteux. Il faut tout oublier et agir de façon que soit préservée l'existence de la patrie et que sa liberté reste intacte.»²⁴⁹

Durant toute l'année 1935 Staline profite de ces circonstances pour préparer le renforcement du dispositif répressif et pousser aux postes clés des hommes à lui qui seront les principaux acteurs de la «Grande Ter-

247 N. Werth, *Histoire de l'Union soviétique*, p. 247.

248 A. Kirilin, *L'assassinat de Kirov. Destin d'un stalinien, 1888-1934*, Paris, Seuil, 1995.

249 Радек, «Разговор Николо Макиавелли с Ж. Ж. Руссо о демократии и диктатуре», *Известия*, 7.11.1934.

reur».²⁵⁰ La campagne de vérification des cartes ordonnée en août 1934 devait permettre à la direction de procéder à une mise au pas de l'appareil du parti au nom de la «lutte contre le bureaucratisme», mais l'épuration du parti se heurta à la résistance des organisations locales. De nouvelles purges se préparaient. En attendant Staline s'efforçait de brouiller les pistes avec la complicité de Radek.

En février 1935 le XVII^e congrès des Soviets avait chargé une commission, à laquelle appartenaient Radek et Boukharine, d'élaborer une nouvelle Constitution qui, en instaurant le suffrage universel, allait mettre un terme aux discriminations en matière d'élections. Cette Constitution, qualifiée dès son instauration de «Constitution la plus démocratique du monde», fournissait des garanties contre les arrestations arbitraires, assurait l'inviolabilité du domicile et de la correspondance, et établissait la liberté d'expression, de réunion et de manifestation publique.²⁵¹ Bien sûr la Constitution ne remettait nullement en cause le rôle dirigeant du parti et le principe de la liste unique, mais l'abandon de toute référence à la révolution mondiale semblait témoigner d'une certaine «normalisation» de l'Union soviétique. En réalité la Constitution était surtout un nouvel instrument de propagande – le choix de Boukharine et Radek, les deux communistes les plus appréciés par les visiteurs étrangers, semble à cet égard très révélateur – qui allait permettre aux compagnons de route de célébrer la supériorité de la liberté socialiste sur la liberté formelle des démocraties occidentales.²⁵²

Selon Nicolaevsky, Radek et Boukharine auraient pourtant été convaincus que la Constitution allait replacer le peuple au centre du pouvoir confisqué par l'appareil du parti.²⁵³ Il est possible que Boukharine, qui depuis quelques années s'était efforcé de convaincre les intellectuels de la nécessité d'aider les bolcheviks à humaniser le régime²⁵⁴, ait cru à la

250 N. Werth, *Histoire de l'Union soviétique*, p. 247.

251 Notons pour l'anecdote que, lors des travaux préparatoires, Staline avait demandé à Radek de lui faire parvenir une traduction de la Constitution suisse. *Сталин и Каганович Переписка*, pp. 595 et 597.

252 Pour une présentation des réactions des compagnons de route à l'égard de la Constitution cf. D. Cauter, *Les compagnons de route*, pp. 108-110.

253 B.I. Nicolaevsky, *Power and the Soviet Elite*, New York, Frederick A. Praeger, 1965, p. 22.

254 R. Conquest, *La Grande Terreur*, p. 476 et S. Cohen, *Nicolas Boukharine. La vie d'un bolchevik*, Paris, Maspero, 1979, p. 440.

possibilité d'une détente ou d'une «libéralisation» du système soviétique, mais il me semble impossible de prêter les mêmes espoirs à Radek. Sa participation à la rédaction de cette Constitution, une participation très formelle puisque selon Gousseïnov le véritable auteur en serait Rybakov²⁵⁵, avait surtout une portée symbolique: le signe d'une réhabilitation officielle. Radek était l'un des anciens oppositionnels qui avait le mieux réussi sa reconversion dans l'univers stalinien. Depuis le XVII^e congrès de janvier 1934 où il avait pu prendre la parole sans être sifflé²⁵⁶, Radek était devenu un membre de la nomenclature, cumulant les titres, les fonctions honorifiques et les privilèges matériels dont une datcha²⁵⁷ et un grand appartement avec vue sur le Kremlin et la Moskova dans la «maison sur les quais» (*Dom na naberejnoï*) aussi appelée la «maison du gouvernement» (*Dom Pravitelstva*)²⁵⁸, alors que Zinoviev vivait misérablement dans la banlieue de Moscou. Mais Radek rencontrait régulièrement Staline²⁵⁹ et il ne pouvait ignorer, comme le démontre son article sur Machiavel, la fascination exercée sur le secrétaire général par les méthodes fascistes et son goût pour le pouvoir absolu. En participant à la mascarade de la «détente» Radek espérait conserver ses privilèges et la sécurité de sa famille²⁶⁰, mais il ne partageait certainement pas les illusions de Boukharine sur l'évolution générale du régime. Plusieurs témoignages dont celui de sa fille nous révèlent d'ailleurs que Radek, qui jusqu'à cette période n'avait presque jamais consommé d'alcool, s'était mis à boire sans aucune retenue.²⁶¹ Les murs de la capitale avaient beau être recouverts d'affiches

255 Э. Гусейнов, В. Сироткин, «Лицо и Маски Карла Радека», *Московская Правда*, 14.5.1989, p. 3. Le fonds 6982: Commission d'élaboration de la Constitution (1936), GARF, contient la liste des membres des différentes commissions et les rapports de séance, mais il est impossible d'y trouver la moindre trace du travail effectué par Radek.

256 R. Conquest, *La Grande Terreur*, p. 417.

257 Cf. lettre de Radek à Staline, 11.10.1933, F.558/11/791, doc. 37-38, RGASPI.

258 Pour une description romancée de cette maison du gouvernement et de ses locataires cf. М. Коршунов, В. Терехова, *Тайна майн Московских*, Москва, Слово, 1995.

259 «Посетители кремлевского кабинета И. А. Сталина», *Исторический Архив*, 1994, № 6, pp. 2-6.

260 Il tenta en février 1935 d'intervenir en faveur de Witold, le fils de sa femme Rosa, qui avait été arrêté par la Guépéou de Leningrad. Lettre de Radek à Staline, 5.2.1935, F.558/11/793, doc. 2, RGASPI.

261 Ф.Н. Медведев, «Софья Радек о своем отце и о себе», p. 238 et Э. Гусейнов, В. Сироткин, «Лицо и Маски Карла Радека», p. 3.

déclarant selon la formule célèbre de Staline que «la vie est meilleure, [que] la vie est plus belle»²⁶², Radek était devenu un homme anxieux, parfaitement conscient de la précarité de sa situation, même s'il conservait l'espoir d'être suffisamment utile à Staline pour pouvoir traverser la tourmente.

L'arrestation

Le 21 août 1936, paraît dans les *Izvestia* un article de Radek consacré au premier grand procès de Moscou, celui du prétendu centre terroriste trotskyste-zinoviétiste dont les principaux accusés étaient Zinoviev et Kamenev.

Cette bande d'assassins sanguinaires aura la sentence qu'elle a cent fois méritée. Les hommes qui ont levé la main sur les chefs bien-aimés du prolétariat doivent payer leur crime sans mesure de la vie [...] Le chef de cette bande d'assassins fascistes, Trotsky, essaie de se disculper de ces témoignages par un simple démenti. Le principal inspirateur et organisateur du meurtre de Kirov, le chef de toute une bande de fomentateurs d'assassinats contre les dirigeants du parti et de l'URSS pense que les faits se dissiperont par des faux-fuyants. Mais il ne parviendra pas à laver le sang qui coule de ses mains, car les faits sont obstinés.²⁶³

Cet article dans le plus pur style des procès staliniens fut le dernier de Radek. Le lendemain, le compte rendu des *Izvestia* consacré au premier procès mentionne en gros titres les déclarations du procureur impliquant dans leur complot Radek et Boukharine.²⁶⁴ Le surlendemain apparaissent, aux cotés de Radek et Boukharine, les noms de Piatakov et Rykov.²⁶⁵ Les têtes d'affiches du deuxième et du troisième procès de Moscou sont désormais prévenues.²⁶⁶

262 P. Broué (éd.), *Les Procès de Moscou. Comptes rendus du Commissariat du Peuple à la Justice*, Paris, Julliard, 1964, p. 9.

263 Радек, «Троцкистско-зиновьевская фашистская банда и ее гетман Троцкий», *Известия*, 21.8.1936.

264 «Отчет по процессу троцкистско-зиновьевского террористического центра, Завяление Вышинского о той что Каменев, Зинивьев и др. своих показаниях указывают на Бухарина, Радека», *Известия*, 22.8.1936.

265 *Известия*, 23.8.1936.

266 Moins d'une semaine après la déclaration de Vychinski, Boukharine écrivit une lettre à Staline dans laquelle il réfutait toute attitude oppositionnelle pour lui-même et Radek. «Письмо Н. Бухарина Сталин?, 27.8.1936», *Источник*, № 2, pp. 8-12 et N. Werth, «Six lettres de Boukharine», pp. 10-18.

En réalité, la menace d'une arrestation pesait depuis des mois sur Radek et sur tous les anciens opposants. Certains des accusés du deuxième procès étaient déjà dans les caves de la Loubianka.²⁶⁷ Le 5 février 1936 Molchanov, le chef du département politique du NKVD, avait adressé à ses collaborateurs un rapport rédigé par Iagoda dans lequel le chef du NKVD évoquait une recrudescence des activités terroristes. Quelques jours plus tard le NKVD avait reçu des directives sur la nécessité de «liquider sans exception tous les groupes clandestins trotskystes-zinoviétistes et de renforcer la répression contre tous les anciens oppositionnels».²⁶⁸ En mars Staline avait demandé à Iagoda de procéder à la vérification du fichier des membres du parti pour identifier tous ceux qui avaient soutenu l'opposition. Dans le prolongement de cette requête, Vychinski, le procureur de l'URSS, écrivait au secrétaire général qu'il était nécessaire d'aborder la question d'une «destruction définitive de tous les cadres trotskystes» en appliquant la loi du 1^{er} décembre 1934 autorisant le recours à la peine de mort pour toutes les personnes suspectées d'activité terroriste. Le 20 mai, le bureau politique avait adopté une résolution signée par Staline demandant l'arrestation et le jugement par la justice militaire de tous les contre-révolutionnaires trotskystes d'Union soviétique dans un délai de trois à cinq ans.²⁶⁹ La plus grande partie des arrestations relatives au deuxième procès eut lieu de juillet à septembre 1936. Après Mouralov qui croupissait dans les caves de la Loubianka depuis avril c'est au tour de Sokolnikov arrêté le 26 juillet, de la femme de Piatakov arrêtée dans la nuit du 27 au 28 juillet, puis de Sérébriakov arrêté le 17 août.

Lorsque le 21 août Radek et Piatakov hurlaient avec les loups dans la presse contre les «chiens enragés» du premier procès, ils n'ignoraient donc pas qu'ils étaient, selon l'expression de Boukharine, des «morts en sur-sis».²⁷⁰ La correspondance de Staline avec Kaganovitch permet d'affirmer que leur arrestation a été sciemment différée par Staline afin de discréditer les anciens oppositionnels en les montant les uns contre les autres. A la mi-août, Radek avait en effet envoyé à Staline une lettre que le secrétaire général qualifiait de «peu convaincante» sur son attitude à l'égard

267 C'est le cas de Mouralov. «В Комиссии политбюро ЦК КПСС: о так называемом «параллельном антисоветском троцкистском центре», ЦК КПСС *Известия*, 1989, № 9, p. 36.

268 *Ibid.*, p. 35.

269 *Ibid.*, p. 36.

270 N. Werth, «Six lettres de Boukharine», p. 31.

des trotskystes. Mais Staline avait proposé à Kaganovitch de repousser, «pour l'instant», la question de l'arrestation de Radek afin que celui-ci puisse écrire pour les *Izvestia* l'article sus-mentionné.²⁷¹ L'article qualifié par Staline d'«assez réussi» devait, selon les propres mots du secrétaire général, priver «nos ennemis de la possibilité de présenter le procès judiciaire comme une mise en scène et comme un règlement de compte du CC avec la fraction de Zinoviev-Trotsky».²⁷² Lorsque deux jours après la parution de cet ultime article Radek découvrit son nom sur la liste des complices de Zinoviev et Kamenev, il s'empressa d'envoyer une nouvelle lettre à Staline pour démentir les déclarations de Vychinski et témoigner de son innocence et de son dévouement.²⁷³ Mais le processus de son arrestation était déjà enclenché²⁷⁴ et Radek le savait.²⁷⁵ Dénoncé dès le 10 août par un soi-disant complice ukrainien, Piatakov est arrêté le 12 septembre alors qu'il effectuait une mission dans l'Oural. Cinq jours plus tard c'est au tour de Radek.²⁷⁶ Selon le témoignage de Sonia Radek – elle avait dix-sept ans à l'époque des faits – son père, qui était seul dans leur appartement de *Dom na naberejnoï*, refusa de suivre les agents du NKVD sans avoir pu embrasser sa fille. Jointe par téléphone Sonia revint avec précipitation. Tous les livres et les documents personnels de Radek avaient déjà disparu. Il n'eut pas la possibilité de s'entretenir longuement avec sa fille, mais en lui faisant ses adieux il aurait eu le temps de lui dire: «Ne crois pas ce que tu vas entendre sur moi, je ne suis coupable de rien.»²⁷⁷

Dans un premier temps, ces arrestations ne furent suivies par aucune déclaration officielle. Comme le notait V. Serge: «On ne sait pas encore en haut lieu que faire de toutes ces victimes, quel procès monter, car on

271 P. Chinsky, *Staline: archives inédites, 1926-1936*, p. 107 et *Сталин и Каганович Перенуска*, doc. n° 751, p. 634.

272 *Ibid.*, doc. n° 763, p. 642.

273 «В Коммиссии политбюро ЦК КПСС», p. 37.

274 La seule hésitation semble avoir porté sur la question de savoir si Radek devait être mis en accusation avec des membres de l'opposition de gauche (Piatakov, Sérébriakov) ou des droitiers (Tomsky, Boukharine). P. Chinsky, *Staline: archives inédites*, pp. 109-111.

275 Le 6 septembre 1936, «c'est-à-dire à un moment où Radek pensait déjà qu'il serait arrêté» il aurait déclaré, lors d'un entretien avec Boukharine, que «seul Boukharine sortirait blanchi de cette histoire, à la différence de lui, Radek, qui était un ancien trotskyste », N. Werth, «Six lettres de Boukharine», p. 28.

276 P. Chinsky, *Staline: archives inédites*, pp. 36-37.

277 Ф.Н. Медведев, «Софья Радек о своем отце и о себе», p. 237.

monte ces représentations judiciaires comme ailleurs un film.»²⁷⁸ Le 7 octobre enfin, soit plus de trois semaines après l'arrestation de Radek, les autorités harcelées par les correspondants étrangers finirent par admettre que Radek, Piatakov et Sokolnikov étaient bien en prison.²⁷⁹

Pourquoi Radek a-t-il été arrêté ou pourquoi n'aurait-il pas été arrêté?

Pendant plusieurs décennies, les commentateurs se sont interrogés sur les raisons qui avaient pu conduire Staline à ordonner l'arrestation de tel ou tel dirigeant. Pour la plupart ces auteurs s'accordent autour d'un certain nombre de critères. Étaient particulièrement visés les compagnons de Lénine, les vieux bolcheviks dont la société avait été dissoute en mai 1935, les anciens membres de la II^e Internationale, tous ceux qui ont eu des contacts avec l'étranger, les Juifs et les anciens oppositionnels. Ces critères ne sont pourtant ni exhaustifs, ni toujours suffisants. Vieux bolchevik et Juif, Lazar Kaganovitch a par exemple survécu aux purges stalinienne. A l'inverse, de nombreuses victimes ne correspondaient à aucune des catégories précédemment citées.

Dans le cas de Radek, W. Lerner évoque aussi son insolence, son humour désastreux et son incapacité notoire à tenir sa langue. Staline savait qu'il ne pouvait compter sur la discrétion de Radek: «Chez la plupart des hommes la tête contrôle la langue, chez Radek c'est la langue qui contrôle la tête» avait-il déclaré à une réunion du bureau politique.²⁸⁰ Des faits plus circonstanciés sont aussi avancés par d'autres auteurs. P. Broué avance

278 V. Serge, «Vingt-neuf fusillés», *Lectures prolétariennes*, n° 3, Paris, Librairie du Travail, 1937, p. 7.

279 *Pravda*, 7.10.1936.

280 Déclaration de Staline, citée par Trotsky dans *The Case of Leon Trotsky*, p. 101. En 1935, lors d'une réception organisée par l'ambassade tchécoslovaque à Moscou, Radek aurait dans un entretien avec l'ambassadeur américain, William Bullit, répété presque mot pour mot un entretien que son interlocuteur avait eu avec le ministre polonais des affaires étrangères. Surpris des informations dont disposait Radek, Bullit s'interrogea sur les raisons qui avaient pu amener les Polonais à confier ces secrets aux Soviétiques, mais Radek aurait immédiatement déclaré que la source de ces informations était un agent soviétique infiltré dans le gouvernement polonais. W. Lerner, *Karl Radek*, p. 163. L'auteur s'appuie sur un mémorandum envoyé par Bullit au secrétaire d'Etat Cordell Hull.

l'hypothèse que certains articles de Radek dans les *Izvestia* auraient nourri la rumeur qu'il existait dans les sphères dirigeantes de Moscou une opposition à la tentation stalinienne d'abandonner l'Espagne.²⁸¹ Selon R. Conquest, Radek aurait été arrêté car Staline avait besoin d'un nom célèbre en attendant la préparation du procès de Boukharine.²⁸² Il se peut aussi que Radek ait été arrêté pour être confronté à Piatakov qui se refusait à faire une déclaration.²⁸³ Notons enfin, toujours à titre d'hypothèse, que la date de l'arrestation de Radek coïncide avec une plainte de l'ambassadeur allemand sur les articles de la presse soviétique à l'égard des nazis. Or, selon des historiens russes, les mois d'août et de septembre 1936 marquent un tournant important du côté allemand dans la perspective du pacte germano-soviétique de 1939.²⁸⁴ Il se pourrait donc que Staline ait voulu faire un geste à l'égard des Allemands.

Toutes ces raisons ont leur importance et chacune d'entre elles était largement suffisante pour entraîner l'arrestation de Radek. Mais Staline avait-il vraiment besoin d'une raison et choisissait-il personnellement ses victimes? L'initiative de l'arrestation de Radek est en effet elle-même source de controverses. Selon V. Alexandrov, le principal responsable en serait Iagoda²⁸⁵, mais selon l'historien Gousseïnov, qui laisse entendre, sans les citer, qu'il a pu consulter des documents inédits, Radek aurait été

281 P. Broué, *Staline et la Révolution. Le cas espagnol*, Paris, Fayard, 1993, pp. 134-136. L'article incriminé s'intitule «Les fauteurs de guerre préparent l'intervention contre la révolution espagnole», *Известия*, 4.8.1936. Selon Broué, cet article de Radek serait une critique de la politique stalinienne en Espagne – Staline se préparant à approuver la non-intervention. Radek critiquait les pourparlers engagés en vue d'un traité de non-intervention puisque l'Allemagne et l'Italie intervenaient ouvertement. Il accusait aussi les défenseurs de la non-intervention d'avoir peur de la révolution mais sans expliquer s'il parlait des Occidentaux ou des Soviétiques. Sans revenir sur la critique, déjà évoquée, de l'existence de clans rivaux au sein du BP faite par Khlevniouk, la fragilité de cette interprétation tient au fait qu'il est difficile de supposer que Radek ait pu publier cet article sans que celui-ci ait été préalablement relu par Staline. Dans une lettre à Boukharine de 1936 Radek écrit d'ailleurs que «sur l'Espagne nous devons écrire avec réserve, réserve qui est officiellement celle de notre gouvernement, sinon cela se retournera contre nous en donnant l'impression que nous dirigeons les événements en Espagne», F.329/2/2, doc. 23, RGASPI.

282 R. Conquest, *La Grande Terre*, p. 552.

283 *Сталин и Каганович Перепуска*, doc. n° 819, p. 678.

284 Н.А. Абрамов; Л.А. Безыменский, «Особая миссия Давида Канделаки», p. 149.

285 V. Alexandrov, *The Tukhachevsky Affair*, pp. 21-39, 51-56, 91-92.

dénoncé par Igor Kedrov, le fils du célèbre tchékiste M. Kedrov.²⁸⁶ Cette controverse qui ne sera vraisemblablement jamais tranchée est intéressante dans la mesure où elle permet de parler, comme dans le cas de la politique d'extermination des Juifs dans l'Allemagne nazie, d'une concurrence, d'une course aux quotas, entre subordonnés souhaitant anticiper les désirs du guide, dans l'espoir de pouvoir échapper à un processus qui s'emballe et que personne ne semble plus contrôler. Il est utile à cet égard de noter que tous les membres du NKVD impliqués dans l'arrestation de Radek seront eux-mêmes fusillés: Iagoda, Igor Kedrov et Molchanov, le chef du département politique du NKVD.

Les accusés des trois grands procès de Moscou ne représentent en fait qu'une infime minorité des victimes de la purge sanglante des années 1936-1938, la *Ejovschina*, du nom de Nicolas Ejov, le commissaire du NKVD qui succède à Iagoda en 1936 et qui sera lui-même remplacé par Beria en 1938. «Formidable événement-spectacle, les procès de Moscou furent aussi un événement-écran qui détourna l'attention des observateurs étrangers conviés au spectacle de tout ce qui se passait derrière et à côté: la répression massive de toutes les catégories sociales.»²⁸⁷ La «Grande Terreur» toucha particulièrement les élites éduquées, membres ou non du parti. Même si elle demeure relativement faible par rapport au nombre global des victimes, la répression des cadres du parti est très impressionnante. En quelques années disparaissent en effet, selon P. Broué qui en a fait le décompte, la quasi-totalité des vieux bolcheviks ayant participé à la révolution et à la guerre civile, la majorité absolue des membres du CC des années 1917-1923, la majorité des membres du BP des années 1919-1924.²⁸⁸ N. Werth ajoute à la liste cinq membres du bureau politique des années trente, 98 des 139 membres du comité central, 1108 des 1966 délégués du XVII^e congrès, 72 des 93 membres du CC des Komsomol, 90% des cadres de l'organisation de Leningrad, 197 des 200 membres du CC du parti ukrainien...²⁸⁹ Plusieurs personnalités de premier plan – Ordjonikidzé et Tomsky – se suicidèrent, donnant ainsi à leur acte une portée symbolique, mais dans la grande majorité des cas, l'épuration fut con-

286 Э. Гусейнов, В. Сироткин, «Лицо и Маски Карла Радека», р. 3. La participation de Kedrov aux interrogatoires de Radek est confirmée par E. Poretzky, *Our Own People*, p. 165.

287 N. Werth, *Le livre noir du communisme*, p. 206.

288 *Les Procès de Moscou*, p. 49.

289 N. Werth, *Le livre noir du communisme*, pp. 214-215.

duite à l'écart des salles d'audience, sans aucun écho médiatique, dans les caves de la Loubianka, les fourgons du NKVD, dans les camps ou sur l'un des multiples terrains vagues de l'immensité soviétique. Après les compagnons de Lénine, les cadres du parti et de l'économie, puis les militaires, ce sera le tour de l'Internationale – la quasi-totalité des cadres russes, la majorité des communistes polonais, hongrois, yougoslaves, et nombre de communistes allemands résidant en Union soviétique qui furent livrés à Hitler – des professeurs, des écrivains, de tous les «ex» – ex-koulak, ex-bourgeois, ex-criminels... – et des agents du NKVD.

Durant les années trente, tous les citoyens soviétiques sont des otages de Staline, des victimes potentielles de la paranoïa ambiante. Partant de ce constat et de l'effroyable bilan quantitatif des purges – 1 575 000 personnes arrêtées, dont 1 345 000 condamnées parmi lesquelles 681 692 exécutées pour les seules années 1937-1938²⁹⁰ – la question n'est donc plus tant de savoir pourquoi Radek a été arrêté que pourquoi il n'aurait pas été arrêté? Et en septembre 1936, Staline ne trouvait apparemment plus de réponse à cette question.

La préparation du procès

Pendant plus de deux mois et demi, du 17 septembre au 4 décembre, Radek serait resté totalement silencieux, comme paralysé par la stupeur de se retrouver dans la même situation que ceux qu'il venait d'injurier. Evoquant lors de son procès cette période durant laquelle il refusa toute collaboration avec les enquêteurs, Radek déclarera fièrement:

Pendant deux mois et demi j'ai torturé le juge d'instruction. A ceux qui voudraient me demander si on nous a torturés pendant l'instruction, je dois dire que ce n'est pas moi qu'on a torturé, mais que c'est moi qui ai torturé les juges d'instruction en les obligeant à faire un travail inutile. Pendant deux mois et demi, j'ai obligé le juge d'instruction, par des interrogatoires et en opposant à mes déclarations celles des autres accusés, à dévoiler devant moi tout le tableau, afin que je sache qui avait avoué, qui n'avait pas avoué, dans quelle mesure les aveux ont été faits par chacun. Cela a duré deux mois et demi.²⁹¹

290 *Ibid.*, p. 213.

291 *Le procès du centre antisoviétique trotskiste*, p. 571.

Après Mouralov – sept mois et dix-sept jours –, Sérébriakov – trois mois et seize jours –, Radek – deux mois et dix-huit jours – fut effectivement celui des dix-sept accusés du deuxième procès qui résista le plus longtemps à la pression des interrogatoires.

Le NKVD recourut à des méthodes que les membres de la cour suprême soviétique de 1988 qualifient eux-mêmes de «contraires à la légalité socialiste».²⁹² Les agents du NKVD avaient procédé aux arrestations sans avoir obtenu l'approbation de la procureure. Les commissaires-enquêteurs reçurent l'ordre de traiter les accusés en ennemis du peuple et d'utiliser la «pression physique et psychologique». Au début Radek se serait efforcé de convaincre les hommes du NKVD que sa présence sur le banc des accusés ne pourrait qu'affaiblir la crédibilité du procès dans la mesure où personne ne pourrait croire, étant donné le flot d'insultes qu'il n'avait cessé de déverser sur Trotsky, que ce dernier aurait pu le choisir comme homme de confiance.²⁹³ C'était l'évidence, mais Staline ne s'arrêtait pas à ce genre de détail. Selon plusieurs témoignages d'anciens agents du NKVD²⁹⁴, les interrogateurs seraient venus voir Radek chaque jour pour lui montrer de nouvelles dépositions²⁹⁵ – de son secrétaire, de son assistant et de divers collaborateurs des *Izvestia* qui tous avaient été arrêtés²⁹⁶ – qui démontraient toutes sa culpabilité, mais il aurait continué à nier, résistant à toutes les persécutions de ses enquêteurs.

Pris dans un réseau d'aveux croisés, Radek comprit qu'il ne pourrait pas toujours résister aux interrogatoires du NKVD, mais il connaissait trop bien les mécanismes du stalinisme pour se laisser menacer sans se défendre. Orlov nous a laissé un témoignage très intéressant sur la difficulté des enquêteurs à gérer une personnalité comme Radek.²⁹⁷ Selon ce

292 «В Комиссии политбюро ЦК КПСС», p. 39.

293 A. Orlov, *Secret History of Stalin's Crime*, p. 196.

294 Le plus important de ces témoignages est celui de A. Orlov, ancien membre de la sécurité d'Etat, dont la crédibilité est confirmée par R. Conquest, *La Grande Terreur*, p. 376. Orlov qui était alors en Espagne aurait reçu ces informations du chef du département international du NKVD.

295 Les enquêteurs auraient selon une déclaration faite par Radek réussi à rassembler plus de quinze dépositions contre lui. *Le procès du centre antisoviétique trotskiste*, p. 571.

296 S. Leonhard, *Gestohlenes Leben. Schicksal einer politischen Emigrantin in der Sowjetunion*, Frankfurt, Nicolaische Verlagsbuchhandlung Herford, 1956, p. 342.

297 A. Orlov, *The Secret History of Stalin's Crimes*, pp. 196-197.

témoignage, Radek aurait su utiliser sa compréhension des ressorts de la dénonciation et de la paranoïa ambiante pour inquiéter Molchanov, le chef du département politique du NKVD. Fatigué des insultes de son interrogateur, Radek aurait fini par déclarer:

D'accord, je suis prêt à signer n'importe quoi immédiatement et à admettre que je voulais tuer tous les membres du bureau politique et à couronner Hitler au Kremlin. Mais je veux ajouter un petit détail à ma confession, je veux ajouter dans la liste de mes complices le nom de... Molchanov. Oui, oui de Molchanov. Si vous croyez qu'il est nécessaire de se sacrifier pour le bien du parti alors sacrifions-nous ensemble.

Après avoir observé avec satisfaction la figure blême de son bourreau, Radek aurait ajouté de façon fort convaincante: «En quoi est-ce que le sort de Molchanov pourrait intéresser Ejov s'il est question de l'intérêt du parti? Pour avoir un Radek dans le procès, Ejov acceptera volontiers d'impliquer dans l'affaire une dizaine de Molchanov.»²⁹⁸

S'inquiétant de cette résistance prolongée, le NKVD aurait organisé, toujours selon Orlov, une confrontation avec Sokolnikov, un vieux bolchevik qui avait la réputation d'être un homme très prudent. Lors de cette confrontation, Sokolnikov aurait raconté à Radek qu'il avait pu rencontrer Staline, lequel lui aurait donné des garanties concernant sa famille et peut-être sa propre vie – il sera effectivement l'un des quatre accusés à ne pas être condamné à mort.²⁹⁹ Radek savait qu'il ne pourrait échapper au procès, mais il voulait obtenir de Staline les mêmes contreparties que Sokolnikov. Pour obtenir le droit d'envoyer une lettre à Staline, il fit une première déposition très générale le 4 décembre³⁰⁰, puis se mit à rédiger une longue lettre.³⁰¹ Pendant plus d'un mois Radek ne reçut aucune réponse. Staline n'était de toute évidence pas très enthousiaste à l'idée de rencontrer son ancien complice. Selon le témoignage d'E. Poretsky, la femme d'Ignace

298 *Ibid.*, p. 197. Il faut noter, sans que cela ne signifie nullement que Radek en soit la cause, que Molchanov sera présenté lors du troisième procès comme un conspirateur de droite! N. Leites, E. Bernaut, *Ritual of Liquidation. The Case of the Moscow Trials*, Glencoe, The Free Press, 1954, p. 483, note 1.

299 A. Orlov, *The Secret History of Stalin's Crimes*, p. 198.

300 «В Комиссии политбюро ЦК КПСС», p. 41.

301 Cette lettre n'est toujours pas accessible aux chercheurs, mais son existence ne peut plus être mise en doute puisque le n° 4, 1991, de la revue *ЦК КПСС Известия*, dont ce fut l'ultime numéro en raison du putsch de 1991, en avait annoncé la publication pour le numéro suivant.

Reiss, et de celui d'un membre du NKVD recueilli par Nathan Leites, il se pourrait que Radek ait bénéficié d'un marchandage entre Staline et l'écrivain allemand Feuchtwanger, lequel devait rédiger un ouvrage très positif sur la vie soviétique en général et les procès en particulier pour faire oublier le célèbre *Retour de l'URSS* d'André Gide.³⁰² Feuchtwanger, qui s'inquiétait de la grande proportion de Juifs parmi les accusés, aurait déclaré à Staline lors d'une première entrevue – fin décembre 1936 – que son esprit était international, mais que son cœur était juif. Après un second entretien avec l'écrivain au début de janvier 1937, Staline aurait accepté de rencontrer Radek et de lui promettre la vie sauve s'il acceptait de collaborer pleinement avec les commissaires-enquêteurs. Quelle qu'en soit la raison, l'entretien, auquel aurait assisté Ejev, aurait finalement eu lieu lors d'une visite de Staline dans le bâtiment de la Loubianka.³⁰³ Radek obtint apparemment toutes les garanties qu'il souhaitait puisque le lendemain il aurait accepté de passer aux aveux complets.³⁰⁴

Radek ne disposait certainement pas des qualités nécessaires à un espion ou à un agent double. Il avait en revanche toutes les compétences pour inventer un complot fictif comme en rêvait Staline. Après avoir parcouru la déposition qui lui était soumise, il aurait demandé du papier et un stylo, puis se serait mis à rédiger son propre acte d'accusation avec les questions et les réponses. Lors du procès Radek affirmera «que rien de ce qu'[il a] dit à l'instruction n'a été réfuté et que rien n'a été ajouté».³⁰⁵ Selon Orlov, les dialogues composés par Radek auraient fait l'admiration des enquêteurs de NKVD qui n'auraient pas apporté la moindre correction à son texte. Le scénario ainsi élaboré aurait tellement plu à Staline, notamment sur la question des liens avec les nazis et les militaristes japonais, que la plupart des accusés auraient dû modifier leurs dépositions

302 E. Poretzky, *Our Own People*, p. 198 et N. Leites, E. Bernaut, *Ritual of Liquidation*, p. 405, note 23.

303 A. Orlov, *The Secret History of Stalin's Crimes*, p. 198 et A. Vaksberg, *Hôtel Lux. Les partis frères au service de l'Internationale*, Paris, Fayard, 1993, p. 137. Selon W.G. Krivitsky, *J'étais un agent de Staline*, p. 200 et D.J. Dallin, *From Purge to Coexistence. Essays on Stalin's & Khrouchtchev's Russia*, Chicago, Henry Regnery Company, s.d., p. 81, l'entretien aurait eu lieu au Kremlin.

304 Evoquant lors du procès son exil des années 1928-1929, Radek le qualifie de premier exil, ce qui permet de supposer qu'il s'attendait à être une nouvelle fois exilé et non pas exécuté. Trotsky était aussi convaincu qu'un accord passé entre Staline et Radek garantissait à ce dernier la vie sauve. *The Case of Leon Trotsky*, p. 396.

305 *Le procès du centre antisoviétique trotskiste*, pp. 571-572.

pour intégrer les nouveaux éléments avancés par Radek.³⁰⁶ Plusieurs témoignages attestent aussi de sa collaboration avec le NKVD pour briser la résistance de N. I. Mouralov³⁰⁷, lequel refusait depuis plus de sept mois les «aveux» qu'on exigeait de lui. Radek aurait mis tellement d'entrain à participer à l'élaboration du scénario du procès et à la répartition des rôles que le procureur Vychinski, qui le rencontra plusieurs fois avant le procès³⁰⁸, aurait dû lui dire: «Ne t'imaginer pas que tu es un dirigeant de l'opposition de gauche travaillant avec nous, tu n'as qu'à obéir!»³⁰⁹ Radek aurait ainsi fini par croire ou par se convaincre qu'il continuait à travailler pour Staline.

Lors de son ultime déclaration au procès, Radek expliquera qu'il n'avait pas «avoué par amour de la vérité», mais au nom de «l'utilité générale que cette vérité doit apporter».³¹⁰ Sur la base de cette déclaration A. Koestler défendit dans son ouvrage *Darkness of Noon* la thèse de «l'ultime service rendu au parti» pour expliquer le passage aux aveux de ces hommes qui avaient consacré toute leur vie à la révolution. Mais cette thèse, qui a quelque vraisemblance dans le cas des capitulations de 1929, semble peu crédible pour les capitulations des années 1936-1937. Comme l'a bien compris V. Serge, Radek faisait seulement valoir ses services à Staline dans l'espoir que ce dernier tiendrait sa promesse.³¹¹ Il ne s'agissait pas de service au parti mais bien d'un marchandage sur la vie.

Staline avait pour sa part tout intérêt à ce que Radek y croie, car rares furent en définitive les vieux bolcheviks qui acceptèrent de jouer le jeu. Selon l'étude de P. Broué «sur quatre-vingt-dix vieux bolcheviks dénoncés comme dirigeants ou complices au cours des trois grands procès publics, six seulement comparaîtront ou avoueront».³¹² Le décalage entre le nombre de vieux bolcheviks arrêtés et ceux qui ont avoué permet de

306 Selon la commission d'enquête du BP, les archives contiennent de nombreux documents qui attestent de la participation active de Staline à la préparation du procès. «В Комиссии политбюро ЦК КПСС», p. 42.

307 P. Broué, «Entretien avec Vratchev», p. 7 et A. Orlov, *The Secret History of Stalin's Crimes*, p. 201.

308 «В Комиссии политбюро ЦК КПСС», p. 41.

309 P. Broué, «Entretien avec Vratchev», p. 7. I. Y. Vratchev s'appuie sur le témoignage de son frère, ex-tchékiste, collaborateur de Vychinski, qui aurait assisté à l'incident dans le bureau du procureur général.

310 *Le procès du centre antisoviétique trotskiste*, p. 565.

311 V. Serge, *Vie et mort de Léon Trotsky*, p. 264.

312 P. Broué, *Les Procès de Moscou*, p. 213.

supposer qu'ils furent nombreux à nier jusqu'à la mort. Les aveux de Radek constituèrent donc un apport important pour Staline, surtout pour le couplet consacré à la collusion avec l'Allemagne et le Japon. Mais le procès de Radek s'annonçait extrêmement périlleux. Personne ne s'attendait à ce qu'il dénonce ouvertement la mascarade en rejetant les accusations, mais Radek, et ce fait était connu de tous, était incontrôlable, toujours susceptible de sortir du jeu de rôle dans lequel entendait le cantonner le procureur. Or ce procès dont le déroulement et la sentence avaient été réglés à l'avance, était public, et Staline devait s'attendre en raison des nombreux contacts de Radek dans la presse internationale et les milieux diplomatiques, à une forte présence d'auditeurs étrangers. Cette crainte que Radek puisse outrepasser d'une façon ou d'une autre son rôle explique certainement le fait que Staline lui ait promis de lui laisser la vie sauve s'il exécutait correctement sa partition. Toutes les précautions furent prises afin d'éviter le moindre incident. Trois jours avant l'ouverture du procès, Radek rédigea – très certainement sur les «conseils» du NKVD – une lettre à sa femme pour que celle-ci ne crie pas à l'imposture :

Dans les prochains jours va avoir lieu le procès du centre trotskyste-zinoviéviste. Afin que cet événement ne te retombe pas immédiatement dessus j'ai demandé de pouvoir m'entretenir avec toi [l'entretien aura effectivement lieu après le procès³¹³]. Il faudra que tu écoutes ce que je pourrai te dire mais tu ne me demanderas rien.

J'ai avoué être un membre du centre et avoir participé à des activités terroristes en relations avec les gouvernements allemand et japonais; tout cela je le confirmerai lors du procès. Il n'est pas nécessaire de te dire que ces aveux ne m'ont pas été arrachés sous la contrainte, ni contre la promesse d'avoir la vie sauve. [sic] C'est la pure vérité. Si cette vérité t'est insupportable, tu peux toujours t'accrocher aux souvenirs que tu as de moi, mais tu n'as aucun droit de poser la moindre question à propos de la vérité et du procès.

Quand tu auras examiné attentivement les événements, en particulier mes révélations sur la dimension internationale du complot, tu comprendras que je ne pouvais dissimuler la vérité au monde. Quelle que soit la façon dont se déroulera le procès tu dois continuer à vivre. Si j'en réchappe, pour m'aider à vivre et si ce n'est pas le cas pour apporter par ton travail une aide utile au pays. Chacun sait ce qu'il ne pourrait pas être et jamais je ne me suis senti si lié à la cause du prolétariat qu'aujourd'hui.³¹⁴

313 Ф. Н. Медведев, «Софья Радек о своем отце и о себе», p. 240. En revenant de cet entretien Rosa aurait dit à sa fille qui lui demanda comment son père avait pu avouer de telles ignominies: «Cela était nécessaire.»

314 «В Комиссии политбюро ЦК КПСС», p. 43.

L'accusation

Le procès du centre antisoviétique trotskyste devant le tribunal militaire de la cour suprême de l'URSS débuta le 23 janvier 1937 dans la grande salle bleue de l'ancien cercle de la noblesse, devenue maison des syndicats. Les accusés, ayant décliné l'assistance de la défense, furent directement interrogés par le procureur de l'URSS, Vychinski. La carrière du procureur de Staline, dont le nom symbolise encore l'arbitraire des trois procès de Moscou, est un bon révélateur de l'itinéraire des hommes entourant Staline et de la mutation qui s'est opérée au sein des cadres de l'Etat soviétique en une petite dizaine d'années.

Cet ancien menchevik, avocat de formation, avait travaillé pour le gouvernement provisoire comme maire d'arrondissement. A ce titre, il avait appliqué l'ordonnance ministérielle concernant l'arrestation de Lénine en faisant coller sur les murs de son arrondissement des affiches ornées du portrait de Lénine. Après la Révolution d'Octobre, Vychinski obtint, grâce à l'appui de Staline, dont il avait fait la connaissance en 1907 lorsqu'ils étaient codétenus dans la prison de Bakou, de nouvelles fonctions dans l'administration bolchevique de Moscou. Ce n'est pourtant qu'en 1920, au moment où la victoire des bolcheviks était devenue plus certaine, qu'il demanda son adhésion au parti bolchevique. Une fois encore l'intercession de Staline fut décisive mais cette adhésion tardive risquait de freiner l'itinéraire du jeune ambitieux. En réalité cet épisode gênant allait constituer l'une des clés de sa prestigieuse carrière car Staline aimait s'entourer d'hommes dont le passé n'était pas irréprochable et qui lui devaient tout. Nommé recteur de l'Université de droit de Moscou en 1928, il grimpa tous les échelons de l'administration juridique soviétique avant d'être nommé procureur général de l'URSS en 1935. Juriste couvert de titres académiques ronflants, à la bonne éducation et à l'allure respectable – des traits que souligneront la plupart des observateurs étrangers des procès de Moscou – Vychinski fut surtout l'inventeur des injures ordurières – «vipères lubriques», «chiens enragés», «assassins couverts de sang», «traîtres stigmatisés à jamais par le mépris, le dégoût et la malédiction de millions de travailleurs», «maudit croisement de renard et de porc» – qui allaient tant marquer la culture politique stalinienne.³¹⁵

315 A. Vaksberg, *Vychinski. Le procureur de Staline*, Paris, Albin Michel, 1991.

Les principaux accusés de ce deuxième procès sont de la même génération que Vychinski, mais leur dévouement à la cause de la révolution et leur carrière politique sont d'une tout autre nature. Pour la plupart il s'agit de vétérans du mouvement révolutionnaire dont les faits d'armes appartiennent à la légende du parti. A la différence du procureur, Piatakov, Radek, Sokolnikov, Sérébriakov et Mouralov sont des militants professionnels, des hommes qui ont sacrifié toute leur vie au parti et à la révolution mondiale. Tous sont aussi connus pour leur engagement dans au moins l'une des composantes de l'opposition avec laquelle ils ont néanmoins fini par rompre. Pourtant il est impossible de trouver les signes d'une quelconque solidarité entre ces anciens membres de l'opposition.³¹⁶ Les défaites des oppositions successives, les capitulations en désordre et surtout les dénonciations ont laissé des traces et établi entre eux un mur de méfiance et de rancœurs personnelles. Sokolnikov et Piatakov avaient capitulé avant l'exil, Radek et Sérébriakov en 1929, Mouralov ne s'était pour sa part jamais renié jusqu'à sa nouvelle arrestation en 1936.

Les autres accusés comme Bogouslavsky, Drobnis, Chestov³¹⁷ et Livshitz, sont des militants moins connus, mais non moins dévoués à la cause. A côté de ces communistes figurent aussi des hommes qui, comme Arnold, nous sont presque totalement inconnus³¹⁸: vagabonds, aventuriers ou petits délinquants, ils sont de simples figurants dont le rôle est, selon le procédé de l'amalgame inventé par Fouquier-Tinville sous la Révolution française³¹⁹, de porter le discrédit sur les accusés politiques en laissant entendre qu'ils entretenaient des liens avec le milieu des droit commun.

L'acte d'accusation comprend les charges de trahison de la patrie, d'espionnage, d'actes de diversion, de sabotage et de préparation d'actes terroristes, c'est-à-dire de crimes prévus par les articles 58-1-a, 58-8, 58-9,

316 En 1988 la commission d'enquête constituée par le BP du PCUS déclarera qu'il n'existe pas dans les archives le moindre document permettant d'affirmer que ces hommes avaient continué à entretenir des relations. «В Коммиссии политбюро ЦК КПСС», p. 35.

317 Selon A. Orlov, *The Secret History of Stalin's Crimes*, p. 173, Chestov était un agent du NKVD infiltré dans les milieux industriels.

318 Selon les documents publiés en 1989 par le KGB, Arnold aurait déserté en 1917 de l'armée tsariste, il aurait ensuite servi dans l'armée américaine [sic], de retour en Russie il aurait immédiatement été intégré au parti. «В Коммиссии политбюро ЦК КПСС», p. 34.

319 V. Serge, *Vie et mort de Léon Trotsky*, p. 259.

59-11 du Code pénal de la RSFSR. C'est lors du procès, tenu en août 1936 contre le centre trotskyste-zinoviétiste unifié de Zinoviev et Kamenev que, selon le procureur, la cour suprême a établi l'existence d'un centre parallèle, dont la fonction était de remplacer le premier centre au cas où il serait découvert. La tâche de ce centre de réserve était «de renverser le régime social et politique existant en Union soviétique»³²⁰ pour rétablir le capitalisme en organisant des sabotages et en préparant l'agression militaire contre l'URSS. L'ensemble des opérations était dirigé de l'étranger par Trotsky qui était devenu un «agent fasciste» en s'engageant auprès du dirigeant nazi Rudolf Hess³²¹ à céder une partie du territoire soviétique – l'Ukraine pour l'Allemagne et une partie de la Sibérie orientale pour le Japon – au cas où il arriverait au pouvoir.

Les accusés ont été soigneusement choisis pour accréditer la thèse d'un complot dont les deux aspects sont le sabotage intérieur et la trahison au service des puissances étrangères. Radek, en tant que directeur du BMI, Sokolnikov, en tant qu'ancien vice-commissaire du NKID, et Stroïlov, en tant que fonctionnaire du consulat soviétique de Berlin³²², étaient bien placés pour s'occuper des pourparlers avec des représentants de l'Allemagne et du Japon. De leur côté Piatakov, vice-commissaire à l'industrie lourde, Sérébriakov, employé du commissariat du transport à la direction des chemins de fer, Drobnis et Bogouslavsky, tous deux directeurs d'un combinat en Sibérie, et Livshitz, ancien vice-commissaire aux transports, occupaient des positions très favorables pour procéder au sabotage économique. Les autres accusés, dont les fonctions étaient modestes, comme Mouralov, sont cantonnés au rôle d'hommes de main, d'espions de bas étage ou de terroristes. Enfin, les sans-grade comme Arnold sont pour leur part accusés d'avoir tenté d'assassiner Molotov et Ordjonikidzé.

320 *Le procès du centre antisoviétique trotskiste*, p. 5.

321 Comme le note V. Serge, *Vie et mort de Léon Trotsky*, p. 261, Rudolf Hess figurant sur le banc des accusés au procès de Nuremberg, il eût été facile aux juges et procureurs russes de l'interroger sur ces négociations. Une requête fut déposée en ce sens par des journalistes américains et anglais mais les Soviétiques se gardèrent bien d'y répondre.

322 P. Broué, *Les Procès de Moscou*, p. 136.

Entre invention et falsification

Au terme d'une véritable «débauche d'aveux»³²³, l'acte d'accusation semblait former un ensemble cohérent, renforcé par une première présentation des détails de l'organisation des sabotages et des liens entretenus par les comploteurs avec des agents étrangers. Mais en sortant un peu du flou artistique du premier procès pour aborder la description de quelques détails concrets, le procureur allait fournir à ceux qui voudraient s'en donner la peine des pistes pour réfuter au moins une partie de ces accusations.

Comme l'a déjà mentionné dès 1937 une commission d'experts américains dirigée par le pédagogue américain John Dewey³²⁴, puis toute une série d'historiens comme B. Souvarine, I. Deutscher, P. Broué et R. Conquest, plusieurs détails évoqués lors du procès ne résistent pas à un examen rigoureux des faits. Ainsi en est-il par exemple de la déclaration de Piatakov selon laquelle il aurait rencontré Trotsky en Norvège en 1935³²⁵ ou de celle d'E. S. Goltsmann, un accusé du premier procès, qui avait prétendu avoir rencontré en 1932 le fils de Trotsky, Sedov, à l'Hôtel Bristol de Copenhague, alors que cet hôtel avait brûlé en 1917 et n'avait jamais été reconstruit.³²⁶ Dans le cas précis des aveux de Radek, plusieurs déclarations étaient vraiment rocambolesques. Selon ses propres déclarations, Radek avait recommencé à «comploter» avec les trotskystes dès son retour d'exil, après avoir eu des discussions avec Safarov, un ancien zinoviétiste! Il aurait aussi reçu une lettre de Trotsky en février 1932 lors de son séjour à Genève, or Radek arriva à Genève au printemps.³²⁷ Radek prétendit enfin avoir contribué à l'assassinat de Kirov en proposant au centre le nom d'un trotskyste de Leningrad capable d'organiser un groupe terroriste, mais au terme des trois procès c'est la plus grande majorité des membres du parti communiste russe qui

323 *Ibid.*, p. 153.

324 *The Case of Leon Trotsky et Not Guilty. Report of the Commission of Inquiry into the Charges Made Against Leon Trotsky in the Moscow Trials*, London, Martint Secker & Warburg LTD, 1938.

325 *The Case of Leon Trotsky*, p. 212.

326 *Ibid.*, pp. 167-172.

327 Pour se sortir de cette contradiction Radek déclara que «février à Genève, c'est déjà le printemps [sic]», *Le procès du centre antisoviétique trotskiste*, p. 99.

semble n'avoir eu d'autre objectif en tête que d'éliminer le camarade «le plus aimé du parti»!³²⁸

Les aveux de Radek sur sa trahison au service d'une puissance étrangère sont plus troublants dans la mesure où ils s'appuient sur des entretiens dont le sens a été détourné mais qui ont bien eu lieu malgré quelques erreurs de datation et de lieu:

A l'automne 1934, à une réception diplomatique, le représentant d'une puissance d'Europe centrale, que je [Radek] connaissais, vint s'asseoir près de moi et engagea la conversation: [...] «Nos dirigeants (il dit la chose plus concrètement) savent que M. Trotsky cherche un rapprochement avec l'Allemagne. Notre chef demande ce que signifie cette idée de M. Trotsky? [...] Je lui dis que les hommes politiques réalistes en URSS comprenaient l'importance d'un rapprochement germano-soviétique et étaient prêts à faire les concessions nécessaires à ce rapprochement [...] Les réalistes c'était le bloc trotskyste-zinoviétiste. Et le sens de ce que j'avais dit était clair: si le bloc accède au pouvoir, il fera des concessions par un rapprochement avec votre gouvernement et avec le pays qu'il représente. En faisant cette réponse, je comprenais que je commettais un acte inadmissible pour un citoyen de l'Union soviétique.»³²⁹

A l'exception de la référence à Trotsky, de la question des concessions territoriales et de sa compréhension du fait qu'il commettait «un acte inadmissible», le compte rendu de Radek est assez crédible, proche même des rapports envoyés à sa centrale de Berlin en 1934 par le diplomate allemand en poste à Moscou.³³⁰ Les diplomates allemands se plaignaient régulièrement, comme le déclare Radek dans ses aveux, de l'agressivité de la presse soviétique à l'égard de l'Allemagne et il est aussi tout à fait possible que Radek ait, lors de l'un de ses multiples entretiens avec des représentants allemands, évoqué «des hommes réalistes» conscients de l'importance des relations germano-soviétiques. En revanche il est clair que si Radek a parlé «d'hommes réalistes» à son interlocuteur allemand ce n'est pas à Trotsky ou à Zinoviev qu'il pensait, mais bien à Staline et c'est en son nom, ou du moins avec son autorisation, que Radek avait conduit ces entretiens dont nous avons d'ailleurs déjà relativisé l'importance.

L'interrogatoire demeura toujours à un niveau superficiel, puisqu'il était interdit de mentionner le nom d'institutions ou de personnalités

328 P. Broué parle de concurrence ouverte dans la mesure où la majorité des accusés du premier procès avaient déjà reconnu avoir directement participé à la préparation de cet assassinat. *Les Procès de Moscou*, pp. 97 et 218.

329 *Le procès du centre antisoviétique trotskiste*, pp. 115-116.

330 Lettre de Nadolny au AA, 10.1.1934, *ADAP*, Série C, Bd. II.1, pp. 325-326.

étrangères officielles. A plusieurs reprises, Radek semble pourtant prêt à en dire plus et il finit par laisser échapper ce qui pourrait bien être les premières syllabes du nom de son contact au sein du service diplomatique allemand.³³¹ Craignant certainement que les interlocuteurs allemands de Radek ne démentent l'état d'esprit général de ces entretiens ou ne se plaignent d'être mis publiquement en cause, Vychinski interrompt sèchement Radek: «Accusé Radek, est-ce de votre part une provocation?»³³² Alors s'engage un dialogue très tendu au cours duquel l'accusé et l'accusateur semblent se reprocher mutuellement de transgresser les règles du jeu.

Vychinski: Une telle conduite à l'interrogatoire de Radek me met dans une situation difficile...

Le président: C'est parfaitement exact.

Vychinski: ... et je crains que cette conduite de Radek ne continue et alors je n'aurai pas la possibilité de poser des questions sur ce thème. Vous êtes un homme politique assez expérimenté pour comprendre que lorsque pendant le procès on interdit de parler de certaines choses, il faut considérer cette interdiction comme une loi.

Radek: Je m'excuse, je ne le ferai plus.

Le président: Si Radek répète quelque chose de semblable, j'estime qu'il faudra renvoyer cette question à une séance à huis clos.

Radek: Je répète que je ne le ferai plus.

Vychinski: Je vous prierais de vous en tenir aux faits et il vous sera plus facile de remplir votre promesse.³³³

Mais profitant d'une nouvelle question que lui pose Vychinski, lors de son dernier interrogatoire, sur la suite de ses contacts avec des représentants de pays étrangers, Radek tente une nouvelle approche:

Comme je l'ai déjà déclaré, en été 1935 j'ai reçu la visite de ce même représentant diplomatique du pays d'Europe centrale [Baum, l'attaché de presse de l'ambassade allemande] qui avait entrepris un premier sondage au cours de l'entretien qu'il avait eu avec moi en 1934. [...] Il se mit en devoir de motiver sa présence, en disant qu'il avait reçu la visite de deux personnes qui m'intéresseraient certainement: un professeur de l'Université de Koenigsberg [le professeur Oberlender] et le conseiller [selon le témoignage de Gnedine le professeur et le conseiller étaient la même personne] d'un des dirigeants d'une province de ce pays [Erich Koch, le Gauleiter de Prusse orientale], qui devaient m'intéresser en ce sens que Koenigsberg observe à l'égard de la Russie

331 *Le procès du centre antisoviétique trotskiste*, p. 119. Le mot est remplacé par des pointillés.

332 *Ibid.*, p. 119.

333 *Ibid.*

une autre attitude que, par exemple, Rosenberg; que la Prusse craignait la Pologne et pour cette raison était plus intéressée à des relations actives avec l'URSS. [...] A quelques mois de là, à peu près en novembre 1935, au cours d'une des réunions diplomatiques ordinaires, je vis approcher de moi le représentant militaire de ce pays... [Köstring]³³⁴

Le procureur doit une nouvelle fois mettre en garde Radek de «ne nommer ni les personnes, ni le pays». La date et le lieu de l'entrevue étaient incorrects puisque celle-ci s'était tenue durant l'été 1934 dans la datcha de Baum et non pas en 1935 dans celle de Radek, mais les interlocuteurs étaient désormais facilement identifiables.³³⁵

Vychinski se garda bien de relancer Radek dans cette direction, mais pour conforter la thèse d'un complot dirigé par Trotsky, il pousse l'accusé à inscrire ces négociations dans le prolongement des accords passés en 1922:

Le représentant militaire déclara que du temps de M. Trotsky de meilleures relations existaient entre les armées des deux pays. Puis il déclara que Trotsky restait fidèle à ses vieilles conceptions quant à la nécessité d'une amitié soviéto-allemande. Après avoir parlé de la sorte pendant quelque temps, il commença à me presser, puisque j'étais un de ceux qui avaient appliqué autrefois la ligne de Rapallo.³³⁶

Radek laissait ainsi entendre que les accords de Rapallo avaient été conclus entre la Reichswehr et l'Armée rouge dont Trotsky était alors le chef. Mais cette présentation était totalement erronée. Si, de son côté, la Reichswehr avait agi sans l'aide de son gouvernement, et parfois même contre son avis, du côté soviétique c'est l'Etat soviétique, c'est-à-dire le parti, et non l'Armée rouge qui conduisit les négociations. Trotsky n'en porte donc pas plus la responsabilité que les autres membres du bureau politique comme Lénine ou Staline.

La réaction des autorités allemandes à ce qui était une pure calomnie est révélatrice de leur volonté de ménager l'avenir des relations germano-soviétiques. Les services diplomatiques allemands avaient immédiatement compris quelles étaient les personnalités incriminées par Radek dans ce prétendu complot. Köstring déclara à ses supérieurs qu'il ne se laisserait

334 *Ibid.*, pp. 463-464. Selon un rapport soviétique, l'attaché militaire en question était Krestinger mais ce nom n'apparaît nulle part dans les documents allemands alors que Köstring est souvent cité. «В Коммиссии политбюро ЦК КПСС», p. 45.

335 E. A. Пнедин, *Из истории*, p. 29.

336 *Le procès du centre antisoviétique trotskiste*, p. 464.

pas calomnier ainsi.³³⁷ Mais la réaction des autorités allemandes fut pour le moins prudente. Ils refusèrent de renvoyer les personnalités suspectes puisque les Soviétiques n'avaient pas fourni de preuves évidentes de leur culpabilité, mais ils se gardèrent aussi de toute protestation officielle.³³⁸ Chacun sut faire la part des choses et ces «frictions» se seraient réglées en septembre 1939 au cours d'un repas organisé en l'honneur de la signature du pacte germano-soviétique: le secrétaire général se serait personnellement excusé auprès du général Köstring d'avoir dû l'impliquer dans cette affaire.³³⁹

La faille des procès mise à nu

A plusieurs reprises Radek avait défié le procureur en réfutant sa présentation des faits ou en déclarant qu'il y avait des divergences entre les déclarations de l'instruction préalable et les aveux faits par les accusés, notamment ceux de Piatakov, lors du procès.³⁴⁰ Mais la partie la plus intéressante de sa déclaration est celle consacrée à la nature des preuves sur lesquelles repose toute l'accusation. Pendant l'interrogatoire Vychinski avait commis l'erreur de mettre en doute la sincérité des propos de Radek en rappelant que ce dernier avait tout nié catégoriquement pendant plusieurs mois:

Vychinski: Ceci ne fait-il pas douter de l'exactitude de ce que vous dites à propos de vos hésitations, de vos doutes?

Radek: Oui, si l'on omet le fait que c'est uniquement de moi que vous avez appris le programme et les instructions de Trotsky, alors évidemment cela peut faire douter de ce que je dis.³⁴¹

En une réplique Radek avait révélé la faille de tout le système d'accusation, mais au cas où cela aurait été insuffisant, il y revient par un autre biais dans son ultime déclaration. Sous le prétexte de réfuter le qualificatif de criminel de droit commun dont le procureur voulait l'affubler, il se

337 Télégramme de Köstring, 26.2.1936, *ADAP*, Série C, Bd. VI.1, p. 490, note 4.

338 Explication de von Schulenburg, 12.2.1937, *ibid.*, p. 377, note 1.

339 H. von Herwarth, *Zwischen Hitler und Stalin*. La femme de l'auteur, un diplomate allemand absent lors des faits, assista à ce repas auquel fut conviée toute la représentation allemande.

340 *Le procès du centre antisoviétique trotskiste*, p. 79.

341 *Ibid.*, p. 143.

lance dans un long monologue dont la chute ne faisait certainement pas partie du scénario préalablement approuvé:

La chose est que ce procès a montré deux fait importants: [...] Il a dévoilé la force de la guerre et a montré que l'organisation trotskyste est devenue l'agence de ces forces qui préparent la nouvelle guerre mondiale.

Quelles sont les preuves de ce fait? Les preuves sont les déclarations de deux hommes: les miennes, dans lesquelles j'ai déclaré avoir reçu des directives et des lettres – que j'ai brûlées malheureusement – de Trotsky et les déclarations de Piatakov qui a parlé avec Trotsky. Toutes les autres déclarations reposent sur les nôtres. Si vous n'avez affaire qu'à de simples criminels de droit commun, qu'à des mouchards, comment pouvez-vous être certains que ce que nous avons dit c'est la vérité, la vérité inébranlable?³⁴²

Malgré les efforts déployés par Vychinski dans son réquisitoire final, pour tenter de justifier l'absence de preuve matérielle en se référant aux travaux «du célèbre juriste anglais William Wills qui, dans son livre *Essais de la théorie des preuves indirectes*, dit combien fortes sont parfois les preuves indirectes, et qu'aux preuves indirectes appartient souvent une force probante beaucoup plus grande qu'aux preuves directes»³⁴³, la fragilité des accusations était désormais évidente, puisque l'accusation ne disposait pas de la moindre preuve matérielle et que tout reposait sur les aveux des accusés. Cette caractéristique fondamentale était commune à tous les procès stalinien, mais Radek fut le seul à l'évoquer ouvertement, réussissant pendant quelques instants à renverser le rapport de force en sa faveur. Radek n'ira pas plus loin, craignant certainement de perdre tout espoir d'une peine réduite, mais il avait démontré qu'il n'était pas encore tout à fait brisé.

La dernière partie de son intervention contient encore deux déclarations qui sonnent comme des avertissements pour ses camarades de l'étranger et les générations futures. La première est directement liée à l'actualité de la guerre d'Espagne: «Nous devons dire aux éléments trotskystes de France, d'Espagne et des autres pays [...] que l'expérience de la révolution russe a montré que le trotskysme c'est le saboteur du mouvement ouvrier. Nous devons les prévenir qu'ils payeront de leur tête s'ils ne profitent pas de notre expérience.»³⁴⁴ Des paroles bientôt confirmées

342 *Ibid.*, p. 565.

343 *Ibid.*, p. 535.

344 *Ibid.*, p. 573.

de façon sanglante par la guerre dans la guerre menée par les agents de Staline en Espagne.

Plus intéressante me semble encore être cette ultime déclaration faisant figure de bilan rétrospectif de ses trente-cinq années d'engagement au service de la révolution: «Nous avons pris conscience des forces historiques dont nous avons été les instruments jusqu'à la fin. Il est très regrettable que, malgré notre culture, nous en ayons pris conscience si tard; puisse cette conscience servir tout au moins à certains.»³⁴⁵ Quelles sont ces «forces historiques» auxquelles se réfère Radek? S'agit-il du trotskysme et de ses «alliés» – les Etats fascistes et militaristes – comme souhaiterait le faire croire Vychinski à son auditoire ou de la «terrifiante machine étatique [l'Etat soviétique]» que des «révolutionnaires aveugles» avaient «construite de leurs mains» en voulant «créer une société nouvelle» comme l'écrira V. Serge en 1943?³⁴⁶ Retenir cette dernière hypothèse constitue bien entendu un pari sur la lucidité de Radek et sur sa capacité à prendre du recul par rapport à son engagement de révolutionnaire, mais s'il manquait à Radek un peu de «la poignante sincérité»³⁴⁷ de Boukharine et beaucoup du courage d'un Mouralov, il n'était certainement pas le moins lucide de ces «révolutionnaires aveugles» impliqués dans ce processus dont ils avaient fini par devenir les victimes.

D'un procès à l'autre: une mécanique bien rodée

Radek avait certes parfois fait preuve d'insolence à l'égard du procureur, multiplié les déclarations à double sens et révélé l'absence de preuves de l'accusation, mais sur le fond il n'avait nullement grippé la mécanique des procès dont le ressort résidait dans l'implication continue de nouveaux complices, destinés à devenir à leur tour des accusés, puis les dénonciateurs d'autres complices, et ainsi de suite. Radek n'échappa pas à la règle. Mis en cause lors du premier procès, il avait lui-même dû mentionner le nom de complices imaginaires qui devaient par la suite prendre sa place sur le banc des accusés. Il convient pourtant de nuancer un peu l'image d'un Radek qui «papillonne d'une dénonciation à l'autre».³⁴⁸

345 *Ibid.*

346 V. Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire*, p. 404.

347 P. Broué, *Les Procès de Moscou*, p. 201.

348 *Ibid.*, p. 205.

Comme cela avait certainement été décidé préalablement, il avait lors de son premier interrogatoire évoqué ses liens avec Boukharine, ce qui revenait à l'impliquer de fait dans le complot.³⁴⁹ Mais Boukharine ne s'y était pas trompé. Revenant dans une lettre à Staline sur les déclarations faites par Radek le 27 septembre 1936, il notait:

Ce n'est que lorsqu'on a commencé à lui [Radek] poser des questions suggestives (on lui a dit par exemple que «l'instruction avait établi que...»), qu'il a senti le vent tourner; il a compris alors que l'instruction s'intéressait aussi à moi: je cessais de lui être utile à décharge, de toute façon, il avait déjà avoué; au contraire il devait désormais faire preuve de «sincérité» (dans le sens japonais du terme) soutenir les calomnies à mon encontre...³⁵⁰

La dénonciation publique de Boukharine par Radek recèle d'ailleurs les mêmes ambiguïtés que l'ensemble de sa déclaration finale:

Je voudrais faire encore un aveu: après avoir reconnu ma culpabilité et dénoncé l'organisation, j'ai refusé opiniâtrement de déposer sur Boukharine. Je savais que la situation de Boukharine était aussi désespérée que la mienne, parce que sa culpabilité était identique à la mienne, sinon juridiquement [sic], du moins quant au fond. Mais Boukharine et moi sommes des amis intimes et l'amitié intellectuelle est plus forte que toutes les autres. [...] C'est pourquoi ce fut seulement à la fin, quand j'ai vu que nous étions au seuil du procès, que j'ai compris que je ne pouvais comparaître devant le tribunal en cachant l'existence d'une autre organisation terroriste.³⁵¹

Boukharine ne fut pas immédiatement arrêté. «Grâce provisoire, accordée par tactique [...] Jeu du chat avec la souris» écrit alors Victor Serge.³⁵² Son sort fut discuté en sa présence lors du plénum de février-mars 1937, le premier à se tenir après le deuxième procès.³⁵³ Boukharine, qui avait entamé une grève de la faim, fut accusé d'action antiparti. violemment attaqué par Ejoy, il refusa de passer aux aveux. Une commission décida à l'unanimité que l'enquête devait être poursuivie par le NKVD. L'arrestation eut lieu avant même la fin du plénum, le 27 février 1937.³⁵⁴ Durant

349 *Le procès du centre antisoviétique trotskiste*, p. 105.

350 Brouillon de lettre de Boukharine à Staline, 16.1.1937, N. Werth, «Six lettres de Boukharine», p. 28.

351 *Le procès du centre antisoviétique trotskiste*, p. 572.

352 V. Serge, «Vingt-neuf fusillés», p. 7.

353 «Материялы февральского-мартовского пленума ЦК ВКП(б) 1937», *Вопросы Истории*, n° 2/3 1992, pp. 3-44, n° 4/5, pp. 3-36, n° 6/7, pp. 3-29, n° 8/9, pp. 3-29, n° 10, pp. 3-36, n° 11/12, pp. 3-19.

354 S. Cohen, *Nicolas Boukharine*, p. 448.

son interrogatoire Boukharine fut confronté à Radek qui «séjournait» toujours à la Loubianka, mais ce dernier se serait efforcé de modérer les accusations qu'il avait portées contre lui.³⁵⁵ La préparation du procès dura douze mois.

Plus ambigu encore fut le rôle joué par Radek dans la préparation de l'élimination du maréchal Toukhatchevsky. Lors de son interrogatoire de la matinée du 24 janvier, Radek avait déclaré que Mikhaïl Toukhatchevsky lui avait envoyé un émissaire, le général Vitali Poutna, un ancien attaché militaire à Londres.³⁵⁶ Radek n'avait pas pu prendre seul l'initiative de cette mise en cause et chacun comprit que derrière le maréchal c'était l'état-major qui était visé.³⁵⁷ Mais le soir de cette déclaration il affirma sans la moindre hésitation que «Toukhatchevsky n'a jamais eu aucun rapport avec mes affaires». Le procureur continua:

Si je vous comprends bien, Poutna était en rapport avec les membres de votre organisation trotskyste clandestine et le nom de Toukhatchevsky n'a été cité que parce que Poutna était venu, chargé par Toukhatchevski d'une mission officielle.

Radek: Je le confirme et je déclare que je n'ai jamais eu ni ne pouvais avoir avec Toukhatchevsky de rapports ayant trait à une activité contre-révolutionnaire, parce que je savais, par son attitude, que c'était un homme absolument dévoué au parti et au gouvernement.³⁵⁸

Vychinski n'insista pas, ce qui permet de supposer qu'il ne s'agissait encore «que» d'un «avertissement».³⁵⁹ A la fin de son réquisitoire le procureur avait d'ailleurs regretté que les accusés n'avaient pas dénoncé tous leurs complices, ce qui laissait supposer que la chasse aux saboteurs allait continuer. Mikhaïl Toukhatchevsky et sept autres généraux seront jugés puis exécutés en juin 1937, mais Radek ne peut être accusé d'en être le responsable: sa déclaration, d'ailleurs fort peu compromettante, ne fut que l'un des multiples rouages d'une mécanique dont il était tout à la fois le complice et la victime.

355 R. Conquest, *La Grande Terreur*, p. 846.

356 *Le procès du centre antisoviétique trotskiste*, p. 112.

357 W.G. Krivitsky, *J'étais un agent de Staline*, p. 211.

358 *Le procès du centre antisoviétique trotskiste*, p. 155.

359 C'est l'hypothèse avancée par le fils de Trotsky, Sedov. P. Broué, *Les Procès de Moscou*, p. 217.

Sentences et réactions

Au terme de ce procès dont l'ultime réquisitoire fut consacré, comme dans tous les autres procès de Moscou, au trotskysme, «détachement d'assaut du fascisme et section de la police fasciste»³⁶⁰, les dix-sept accusés, qui auraient renoncé à user du droit de prononcer leur plaidoirie, furent déclarés coupables des crimes de trahison, d'espionnage et de terrorisme. Treize des accusés dont Piatakov furent condamnés à être fusillés, Radek et Sokolnikov «n'ayant pas directement pris part à l'organisation et à l'exécution des faits» furent condamnés à dix ans de prison, Arnold et Stroïlov à respectivement dix et huit ans.³⁶¹ Après avoir écouté la lecture de la sentence, Radek haussa les épaules puis sourit à ses camarades³⁶², un sourire coupable, note Orlov, comme s'il s'excusait de sa bonne fortune.³⁶³ Mais il ne s'agissait que d'un sursis. Dans les mois qui suivirent, Rosa et leur fille Sonia furent arrêtées et déportées. En mai 1939, Radek et Sokolnikov furent assassinés par des codétenus.³⁶⁴ La coïncidence des dates entre les deux décès affaiblit la thèse d'une rixe «spontanée» entre détenus. Les derniers rescapés du deuxième procès, Arnold et Stroïlov, furent fusillés à leur tour en 1941 au terme d'un nouveau procès tenu en leur absence.³⁶⁵ Complices de la mascarade des procès staliniens, ils étaient devenus des témoins trop gênants pour que Staline s'embarrasse de fantômes.

Selon Gustav Hilger, qui assista au procès en tant que représentant du gouvernement allemand, «il ne fait aucun doute que les confessions, très exagérées, de Radek ne devaient pas être interprétées comme une volonté de sauver sa peau, mais comme une tentative d'éclairer ses camarades de l'extérieur sur la nature véritable du régime stalinien en exagérant le caractère grotesque et absurde de son auto-accusation».³⁶⁶ Mais Hilger, dont les liens personnels avec Radek étaient très connus, travaillait alors pour

360 *Le procès du centre antisoviétique trotskiste*, p. 484.

361 *Ibid.*, p. 603.

362 L. Feuchtwanger, *Moscow 1937. My visit described for my friends*, London, Victor Gollancz LTD, 1937, p. 149.

363 A. Orlov, *Secret History of Stalin's Crime*, p. 294.

364 Radek aurait été déporté au camp de Nertchinsk. B. Bayerlein (Hrsg.), *Georgi Dimitroff Tagebücher, 1933-1943*, Berlin, Aufbau-Verlag, 2000, Bd. 2, p. 600.

365 «В Коммиссии политбюро ЦК КПСС», p. 34.

366 G. Hilger et A. G. Meyer, *The Incompatible Allies*, p. 72.

les nazis, et son témoignage, d'ailleurs tardif, n'aurait pu qu'aggraver la suspicion pesant sur l'accusé. Peu nombreux furent en réalité ceux qui s'interrogèrent vraiment, dans le prolongement immédiat de cet événement, sur la nature de ce procès et la crédibilité des accusations portées contre Radek. En Union soviétique, ceux qui disposent encore du pouvoir d'écrire tremblent à l'idée d'être les prochains sur la liste. Emettre un doute équivaldrait à se déclarer complice, à se désigner soi-même comme future victime. «La population entière est conviée à faire publiquement assaut de loyalisme en réclamant la mort, l'extermination des traîtres.»³⁶⁷ Dans les PC étrangers, les voix discordantes, les personnalités capables d'exercer leur libre arbitre, avaient été exclues ou étaient parties depuis longtemps. Toute la presse communiste russe et internationale entonne d'une seule voix les couplets rédigés par le procureur. Il n'est question que du «Judas-Trotsky», de sa «soif de sang», et de ses complices, les «agents du fascisme». Les célébrités soviétiques, artistes, aviateurs, professeurs..., multiplient les déclarations publiques dans lesquelles elles remercient la cour suprême d'avoir mis un terme au complot. Des messages rédigés par des communistes étrangers affluent du monde entier pour témoigner du soutien apporté par le prolétariat français, anglais... au peuple soviétique.

Les communistes déclarés n'étaient pas les seuls à se féliciter de la dureté des condamnations et du bon déroulement du procès. Selon l'avocat anglais D. Collard, la justice soviétique s'était révélée à la hauteur de celle des autres pays, peut-être même avait-elle fait la preuve de sa supériorité.³⁶⁸ Conformément à l'accord passé avec Staline, Feuchtwanger publia immédiatement un ouvrage sur les procès dans lequel il écrivit: «Si ce procès est un mensonge ou le résultat d'un arrangement, alors je ne sais pas ce qu'est la vérité.»³⁶⁹ Quelques correspondants de journaux étrangers s'interrogèrent sur les incohérences des dépositions et l'étrange impression suscitée par ces aveux de trahison provenant d'hommes qui s'étaient tellement identifiés à la cause de la révolution, mais dans leur grande majorité les commentateurs étrangers – journalistes et représentants diplomatiques – reprirent la thèse de la culpabilité des accusés.

367 V. Serge, «Vingt-neuf fusillés», p. 24.

368 D. Collard, *Soviet Justice and the Trial of Radek and Others*, London, Victor Gollancz, 1937, p. 9. Selon V. Serge, «Vingt-neuf fusillés», p. 9, D. Collard avait été «convoqué» par Moscou.

369 L. Feuchtwanger, *Moscow 1937*, p. 135.

Seules quelques individualités, pour la plupart d'anciens communistes qui avaient connu Radek sans d'ailleurs toujours l'apprécier et qui avaient personnellement fait l'expérience des méthodes soviétiques refusèrent de croire à sa trahison. Boris Souvarine décortique dans le *Figaro* l'absurde mécanique des aveux³⁷⁰ et Victor Serge donne des procès une première explication globale, largement confirmée depuis:

L'industrialisation, déplorablement dirigée par la bureaucratie, amenait le pays à la disette et lui imposait de grandes souffrances. Il fallait ou convenir que des erreurs avaient été commises, [...], ou trouver des boucs émissaires. Rien n'était plus comode que de tout expliquer par le sabotage. [...] On mobilisait ainsi l'opinion contre l'ennemi de l'extérieur pour faire taire toutes les objections à l'intérieur.³⁷¹

Mais leurs voix comptaient peu. Rapidement l'opinion publique internationale se détourne d'ailleurs des procès de Moscou pour suivre les événements de la guerre d'Espagne. Par crainte de faire le jeu du fascisme, dont l'ombre plane désormais comme une menace sur toute l'Europe, même ceux qui avaient un doute sur la culpabilité des accusés préférèrent rester silencieux.³⁷² La signature du pacte germano-soviétique aurait pu susciter de nouvelles interrogations, notamment sur la question du prétendu complot du centre antisoviétique trotskyste avec les fascistes, mais le début de la guerre, puis l'assassinat de Trotsky, rejetèrent les procès de Moscou dans les poubelles de l'Histoire. L'époque n'était plus aux révolutionnaires internationalistes, ce que Radek avait d'ailleurs cessé d'être.

Trop révolutionnaire pour les uns, trop stalinien pour les autres³⁷³, complice dans tous les cas de la mutation de cette «lueur d'espoir» en cauchemar, il avait depuis longtemps cessé d'être un homme défendable.

370 B. Souvarine, «L'énigme des ténébreux procès de Moscou», *Le Figaro*, 6.2.1937.

371 V. Serge, «Vingt-neuf fusillés», p. 5.

372 A Paris, W. Münzenberg confia à F. Brupbacher qu'il ne croyait pas aux accusations, mais il déclara qu'il ne le dirait pas en public. «Le contre-procès de Moscou s'organise en Suisse», *Lutte ouvrière*, 19.12.1937.

373 Radek était selon Trotsky «le plus perfide de nos ennemis». *The Case of Leon Trotsky*, p. 534.

Conclusion

Mais où est passé Karl Radek?

Karl Radek, né Juif en Pologne et révolutionnaire passionné, était un de ceux que les générations futures (dont le courageux peuple socialiste) ne devaient pas connaître.¹

- Comment as-tu dit qu’il s’appelait ce Karl?
- Parabellum, c’est idiot.
- Disons curieux, dit Alain pensif. [...]
- Mais Radek est mort! [...]
- La plupart des victimes des procès ont été liquidées dès la sortie du prétoire, on le sait. Pas Radek. Des témoins, dans les camps, ont prétendu qu’il était encore vivant, en 1945 ou 46, je ne sais plus... S’il est mort, les conditions de cette mort restent un mystère. Certains pensent qu’il a été assassiné par un codétenu. Aucune preuve.
- Quel âge aurait-il maintenant?
- Quatre-vingt-trois ans, dit Alain après un calcul rapide.
- Tu y crois?
- Pas le moins du monde. Mais...²

Aperçu pour la dernière fois le 30 janvier 1937, le jour où fut prononcée la sentence par la cour, Radek ne réapparut jamais en public. Sa disparition ne fut pas seulement physique, pendant près d’une vingtaine d’années son nom allait disparaître des publications soviétiques et communistes.³ «Pour nous en RDA, se rappelle W. Thierse, Radek fut longtemps considéré comme une non-personne. Les présentations d’articles historiques évitaient de citer son nom.»⁴ Cette tentative de réduire Radek au

1 K. Bellin, «Verfemter Hallodri Stefan Heym erzählt die dramatische Geschichte des Revolutionäre Karl Radek», *Wochenpost, Wochenzeitung für Politik, Wirtschaft und Kultur*, n° 13, 23.3.1995, p. 50.

2 J.-F. Vilar, «Karl R. est de retour», in *Black Exit to 68. 22 nouvelles sur Mai*, Montreuil, La Brèche, 1988, pp. 68-70.

3 W. Lerner, «The Unperson in Communist Historiography», *South Atlantic Quarterly*, LXV, n° 4, 1966, pp. 438-447.

4 W. Thierse, «Reise durch politische Schlachtfelder. Zu Stefan Heyms (Radek). Ein von revolutionärer Romantik geprägter Blick auf die Geschichte», *Berliner Zeitung*, 12.3.1995.

statut de non-personne et l'absence de déclaration officielle concernant sa mort, favorisèrent l'émergence puis la persistance des rumeurs les plus folles concernant son destin. En 1949, Walter Duranty, le correspondant du *New York Times*, écrivait que Radek était toujours en vie et qu'il avait été réintégré dans les *Izvestia*.⁵ Heinrich Brandler, le camarade allemand, en fut longtemps convaincu.⁶ Warren Lerner écrit que lors de son séjour en Pologne, durant les années 1957-1958, plusieurs communistes polonais lui avaient aussi raconté que selon eux Radek était bien vivant et qu'il était même l'auteur du fameux rapport Khrouchtchev.⁷ Selon l'édition de 1963 de l'*Encyclopædia Britannica* Radek avait été libéré en 1941 et il continuait à travailler comme propagandiste sous un pseudonyme.⁸ D'autres versions moins «optimistes» étaient certes en circulation⁹, mais aussi longtemps que le décès de Radek ne fut pas confirmé par des publications soviétiques, des rumeurs continuèrent à se répandre. Profitant de ce flou historique, un romancier trotskyste fit même resurgir Radek à Paris en plein Mai 68. Dans ce «mélange de fête et de révolte» Radek s'amusa beaucoup, il se mit aussi à la disposition du «Kom..., pardon de la IV^e Internationale», mais il se garda de tout conseil en déclarant: «Je suis de la vieille école, elle a fait faillite.»¹⁰

A défaut d'être l'auteur du fameux rapport présenté par Khrouchtchev devant le XX^e congrès, Radek aurait pu en être l'un de ses bénéficiaires. Le processus de réhabilitation qui avait débuté après la mort de Staline, fut en effet facilité par les révélations du «rapport secret» sur le «culte de la personnalité» et le rôle personnel de Staline dans la «Grande Terreur» des années trente. Dans son rapport, Khrouchtchev mentionna ainsi le nom de seize dirigeants du parti ayant été réprimé.¹¹ La première

5 W. Duranty, *Stalin and Co. The Politburo – The Men Who Run Russia*, New York, William Sloane Associates, 1949, p. 10. L'auteur crut reconnaître le style de Radek dans un article de 1941.

6 Cité par H. Weber, *Unabhängige Kommunisten*, p. 254, note 10.

7 W. Lerner, *Karl Radek*, p. 170.

8 *Encyclopædia Britannica*, 1963, Vol. 18, p. 873.

9 V. Petrov, *Empire of Fear*, p. 69, prétend avoir reçu en 1939 un message d'un camp du Nord de la Sibérie annonçant la mort de Radek lors d'une bagarre avec un autre prisonnier. C'est la thèse la plus souvent retenue de nos jours.

10 J.-F. Vilar, «Karl R. est de retour», p. 78.

11 J.P. Shapiro, «Soviet Historiography and the Moscow Trials: After Thirty Years», *The Russian Review*, Vol. 27, n° 1, Jan. 1968, p. 69.

vague de réhabilitation posthume avait commencé. La réhabilitation des personnes ayant disparu prit plusieurs formes.¹² La première forme de réhabilitation, initiée en 1954, est de nature judiciaire, entraînant une révision et une invalidation de leur condamnation ou de leur procès. Mais une victime est vraiment considérée comme réhabilitée lorsque sa biographie est publiée dans la presse soviétique, lorsque que ses écrits sont à nouveau édités, lorsque les historiens peuvent évoquer son rôle, bref lorsque celle-ci est connue du public. Profitant de l'absence de directives claires, des revues soviétiques, puis polonaises¹³, hongroises... publièrent de nouveaux documents dans lesquels apparaissaient pour la première fois les noms d'hommes et de femmes rayés de l'Histoire pendant une vingtaine d'année.¹⁴ Tous ces fantômes ne furent pas vraiment réhabilités: la plupart du temps leur nom était simplement évoqué avec un rappel de leur statut dans le parti, mais sans explication sur la cause de leur disparition dans les purges.

Même dans ce cadre limité, nombreuses étaient les victimes dont le nom demeurait indicible. Les chefs militaires furent les premiers à bénéficier d'une véritable réhabilitation. Toukhatchevsky et sept militaires soviétiques de haut-rang qui avaient été condamnés à mort dans un procès fermé au public firent l'objet de notices très positives dans le volume «L» de la *Grande Encyclopédie soviétique* de 1957 consacré au 40^e anniversaire de la Révolution. Mais à la différence des accusés des grands procès de Moscou, ces hommes n'avaient jamais été des adversaires idéologiques de Staline. Le cas des politiques, pour la plupart d'anciens oppositionnels, était beaucoup plus complexe car leur réhabilitation posait, au moins de manière implicite, la question de la reconnaissance de leurs convictions idéologiques. Comme par ailleurs les hommes qui disposaient du pouvoir de réhabiliter ces victimes étaient eux-mêmes des «complices» de Staline ou des bénéficiaires des purges, puisque la plupart des dirigeants soviétiques, de Khrouchtchev à Brejnev, avaient profité du vide créé par l'élimination des cadres de la première génération pour grimper dans l'appareil, le processus demeura très chaotique.

12 Cf. sur ce point L. Labedz, «Rehabilitation – and Perdition», *Problems of Communism*, Vol. XII, n° 2, March-April 1963, p. 52.

13 Cf. T. Kemp-Welch, «Khrushchev's «Secret Speech» and Polish Politics: The Spring of 1956», *Europe-Asia Studies*, Vol. 48, n° 2, March 1996, p. 181.

14 P. Broué, *Les Procès de Moscou*, p. 239 et J.P. Shapiro, «Soviet Historiography and the Moscow Trials», p. 70.

Il y eut en fait deux vagues de réhabilitation des politiques. La première de 1954 à 1963, puis une seconde dans les années 1988-1989. Quatre des coaccusés du deuxième procès – Sérébrïakov, Mouralov, Bogouslavsky et Stroïlov – bénéficièrent de la première vague de réhabilitation.¹⁵ Radek ne fit pas partie du lot, mais sa déposition fut utilisée par le procureur général de l'URSS, R. Roudenko, pour constituer le dossier de réhabilitation du célèbre journaliste M. Koltsov.¹⁶ En revanche, sa femme, Rosa, et sa fille, Sonia, furent réhabilitées en 1957. La première était morte en déportation. Après vingt années de détention Sonia obtint enfin l'autorisation de revenir à Moscou où elle séjourna jusqu'à sa mort au début des années 1990.¹⁷ Selon son témoignage, Sonia Radek n'aborda jamais la question de la réhabilitation de son père avec les autorités soviétiques.¹⁸

En 1960 pourtant, la date de la mort de Radek fut officiellement évoquée dans une réédition des discussions du IX^e congrès de 1920 du PCR(b) qui contient en annexe une petite biographie des participants. La même notice – «Karl Radek, 1885-1939» – figure dans la 5^e édition des *Œuvres* de Lénine, parue en 1964. A la même époque, Radek réapparaît aussi dans des publications des Démocraties populaires.¹⁹ En 1964 l'historiographie est-allemande, qui jusque-là passait totalement Radek sous silence, commence à lever le voile sur cette personnalité pourtant centrale des premières années du communisme allemand.²⁰ En Pologne, Radek apparaît une première fois en 1967 dans le lexique biographique des Polonais ayant participé à la Révolution d'Octobre.²¹ Depuis cette date, des références à Radek figurent régulièrement dans les revues polonaises d'histoire.²² Enfin,

15 «В Комиссии политбюро ЦК КПСС», p. 49.

16 *Реабилитация: как это было. Документы президиума ЦК КПСС и другие материалы, март 1953-февраль 1956*, Москва, Международный фонд Демократия, 2002, p. 173.

17 Ф.Н. Медведев, «Софья Радек о своем отце и о себе», p. 236.

18 *Ibid.*, p. 244.

19 C'est sur la base de ces premières notices que la presse occidentale émit l'hypothèse que le procès de Radek avait été révisé, cf. *The New York Times*, October 19, 1962, cité par J.P. Shapiro, «Soviet Historiography and the Moscow Trials», p. 74, note 16.

20 Cf. A. Reisberg, *Lenin und die Aktionseinheit in Deutschland*, Berlin-Est, Dietz Verlag, 1964, pp. 114-116.

21 *Księga polaków uczestników rewolucji październikowej 1917-1920*.

22 Cf. la revue du parti, *Z Pola Walki. Kwartalnik poświęcony dziejom ruchu robotniczego*, Warszawa, Książka i Wiedza, depuis le n^o 41 de 1968.

Radek est aussi souvent évoqué dans les publications des historiens hongrois des années 70.²³

En Union soviétique, en revanche, ce processus, qui avait permis à près de 65 % des membres du CC ayant disparu pendant la «Grande Terreur» de bénéficier d'une notice équivalant à une sorte de réhabilitation publique²⁴, s'estompa à partir d'octobre 1964 avec la destitution de Khrouchtchev. A la différence de Khrouchtchev, Brejnev et ses camarades du BP n'avaient pas occupé de postes de pouvoir lors des purges des années trente. Ils n'avaient donc pas à se démarquer de Staline en menant une politique de réhabilitation. Pour s'imposer, Brejnev avait, au contraire, intérêt à se distinguer de la ligne antistalinienne de son prédécesseur. La nomination de Brejnev s'accompagna ainsi immédiatement d'une tentative de réhabilitation historique de Staline, ou du moins de limitation de la déstalinisation. Plusieurs notices de victimes continuèrent certes à être publiées, mais le «culte de la personnalité» cessa d'être évoqué. L'opposition bolchevique russe renaissante tenta de résister à ce retour en arrière en publiant une nouvelle littérature clandestine, les *samizdat*. En 1967 elle réussit à rassembler au bas d'une lettre dénonçant ces tentatives de révision historique les signatures des enfants de quelques-unes des victimes les plus prestigieuses de Staline comme Antonov-Ovseenko, Boukharine, Chliapnikov, Mouralov, Radek, Sapronov, Smilga...²⁵ Mais la réhabilitation des communistes oppositionnels victimes du stalinisme fut une nouvelle fois gelée, et cela pour près de vingt ans.

Le 27 mars 1985, Gorbatchev, le premier et unique secrétaire général du parti trop jeune pour avoir participé aux purges des années trente, appelle dans la *Pravda* à la *glasnost*, c'est-à-dire à la mise à jour des choses qui doivent l'être. Progressivement, le processus échappe à son instigateur. Chaque jour, la presse fait de nouvelles révélations, les réhabilitations reprennent à un rythme inconnu jusque-là. Le 4 février 1988, les accusés du troisième procès de Moscou sont réhabilités. Le 13 juin 1988, c'est au tour de Radek et de tous les autres accusés du deuxième procès.

23 Pensons par exemple aux travaux de Gabor Szekely. Cf. P. Hidas, «Soviet and Hungarian Historians about Trotsky, Bukharin, Zinoviev and Radek», *East Central Europe*, 1989, Vol. 16, n° 1-2, pp. 153-159.

24 J.P. Shapiro, «Rehabilitation Policy under the Post-Khrushchev Leadership», *Soviet Studies*, Vol. 20, n° 4, April 1969, p. 490.

25 «Les fils et les filles de vieux bolcheviks assassinés s'adressent à la direction du PCUS le 24.9.1967», Publié dans *Mémoires d'un bolchevik-léniniste*, pp. 169-170.

Par cet arrêté, le plénum de la cour suprême soviétique annulait le jugement de janvier 1937.²⁶ Une partie du matériel en relation avec la «Grande Terreur» est alors publiée et la presse soviétique des années 1988-1989 consacre plusieurs papiers à Radek.²⁷ Une sélection de quelques-uns de ses articles figure aussi dans une première réédition de portraits consacrés aux personnalités politiques russes.²⁸ Il convient pourtant de noter, qu'à la différence de celle de Boukharine, la réhabilitation de Radek ne suscita que peu de débats dans la société soviétique de la perestroïka. En tant que Juif polonais, ancien trotskyste, puis exécuteur zélé des basses œuvres de Staline, Radek n'avait guère de chance de passionner les foules soviétiques: au-delà du cercle des historiens et des journalistes, l'événement passa assez largement inaperçu. L'écho de cette réhabilitation ne fut pas plus important en Pologne et encore moins en RDA où le SED se refusa à suivre le mouvement.²⁹

A l'Ouest, Radek n'avait jamais totalement disparu, mais, comme l'écrivait P. Broué, il est certain que les ouvrages de R. Fischer et d'A. Rosmer, ainsi que la littérature trotskyste qui présente souvent Radek comme un indicateur, ont contribué à maintenir le flou autour de sa personne.³⁰ Ce furent les historiens anglo-américains qui, les premiers, se sont attachés à dégager la réalité de la fiction avec E. H. Carr, auteur d'un article célèbre, paru en 1952, intitulé «Radek's Political Salon in Berlin 1919», L. Kochan qui, dans son ouvrage *Russia and the Weimar Republic* de 1954, a consacré de nombreuses pages à Radek et deux biographies thématiques non-

26 «Пленум верховного суда СССР по делу так называемого «параллельного антисоветского троцкистского центра» отменил приговор военной коллегии в отношении... Радек», *ЦК КПСС Известия*, № 6, 1988, p. 102, et «В Комиссии политбюро ЦК КПСС», p. 50.

27 Ф.Н. Медведев, «Софья Радек о своем отце и о себе», pp. 235-248; Э. Гусейнов, В. Сироткин, «Лицо и Маски Карла Радека», p. 3; М.В. Соколов, «Война и мир Карла Радека», *Открывая новые страницы...*, Москва, Изд. Политической литературы, 1989, pp. 373-384.

28 Радек, Троцкий, Луначарский, *Силуэты: политические портреты*, Москва, Изд. Политической литературы, 1991.

29 Cf. H. Weber, «*Weisse Flecken*» in *der Geschichte. Die KPD-Opfer der Stalinschen Säuberung und ihre Rehabilitierung*, Frankfurt, GmbH, 1989.

30 R. Fischer règle ses comptes avec Radek dans *Stalin and German Communism*, et A. Rosmer dans *Moscou sous Lénine*. Trotsky aurait lui-même considéré Radek comme un «pire cynique», cité par P. Broué, «Note sur l'action de Karl Radek jusqu'en 1923», *Les Annales*, Vol. XXI, 1966, p. 681.

publiées de D. Fanger et B. Becker.³¹ De son côté, L. H. Legters, premier historien allemand à s'intéresser vraiment à Radek – *Karl Radek als Sprachrohr des Bolchevismus*, 1959 – n'hésitait pas à écrire que Radek n'était ni un détenteur de pouvoir, ni un politique déterminant, ni même un idéologue profond. Durant les années 1960 ce furent encore deux auteurs anglo-américains qui consacrèrent à Radek des études pionnières. H. Shurer, qui publia dans *Survey* deux articles sur «Radek and the German Revolution» et W. Lerner, auteur de la première biographie scientifique de Radek étayée par des sources allemandes et américaines, *Karl Radek, The Last Internationalist*, 1970. En 1971, P. Broué consacra à Radek un chapitre de sa thèse sur la révolution en Allemagne.³² Deux années plus tard, M.-L. Goldbach publia un texte au titre novateur par rapport aux études antérieures – *Karl Radek und die deutsch-sowjetischen Beziehungen* – mais, faute d'avoir pu disposer des sources soviétiques, ce travail cantonne Radek au rôle de mentor du KPD. Une première sélection de textes de Radek fut publiée en 1976 par D. Möller, *Karl Radek, Revolutionär, Intrigant, Diplomat*. Enfin, deux biographies grand public témoignent d'un regain d'intérêt pour Radek dans la décennie précédant l'effondrement de l'URSS: J. Steffen et A. Wiemers, *Auf zum letzten Verhör. Erkenntnisse des verantwortlichen Hofnarren der Revolution Karl Radek*, 1977³³ et J. Tuck, *Engine of Mischief. An Analytical Biography of Karl Radek*, 1988.

C'est en réalité d'Allemagne, de cette Allemagne qui se retrouve après la chute du mur, que vint la véritable réhabilitation publique de Radek sous la plume de Stefan Heym.³⁴ Ecrivain et homme politique allemand, S. Heym, de son vrai nom Helmut Flieg, est né en 1913 à Chemnitz. Fils d'un commerçant juif, auteurs de pamphlets antimilitaristes, il quitte l'Allemagne en 1933 pour la Tchécoslovaquie, puis les Etats-Unis. Après plusieurs années à la tête de la rédaction d'un hebdomadaire antifasciste – *Deutsches Volksecho* – il s'engage dans l'armée américaine et prend part

31 D. Fanger, *Radek's Role in the Soviet Opposition*, Université de Berkeley, microfilm, 1953 et B. Becker, *Karl Radek in Germany 1918-1923*, Université de l'Illinois, microfilm, 1956.

32 P. Broué, «Karl Radek ou la confusion des genres», *Révolution en Allemagne*, 1971, pp. 846-855.

33 Cette biographie devait à l'origine faire l'objet d'un film.

34 S. Heym, *Radek. Roman*, München, C. Bertelsmann, 1995. Notons que cet ouvrage comme celui de Wiemers fut inspiré par l'écrivain radical allemand Heinar Kipphardt (1922-1982).

au débarquement en Normandie. De retour en Allemagne, il fonde à Munich la *Neue Zeitung* dont l'orientation politique lui vaut d'être expulsé de l'armée américaine pour «pro-communisme». Il renonce alors à la nationalité américaine et s'installe à Berlin-Est. Les grèves ouvrières de juin 1953, dont il fera un roman jamais publié à l'Est³⁵, sont pourtant à l'origine d'une transformation qui fera de S. Heym l'un des écrivains est-allemands les plus critiques à l'égard du régime. Exclu de l'Union des écrivains de RDA et surveillé par la police politique, il réapparaît publiquement en novembre 1989 pour faire un discours sur l'Alexanderplatz. Il reçoit dès lors plusieurs prix pour couronner son œuvre et, en 1994, il est mandaté par le PDS au Parlement allemand dont il est le doyen. C'est à ce titre qu'il prononce le discours d'ouverture de la treizième période de législature.³⁶

Sa biographie de Radek, comme celle de Wiemers, n'apporte aucun fait nouveau à la connaissance historique du sujet. Libéré de toute prétention scientifique, sans pour autant trahir la trame événementielle, S. Heym aborde par une série de dialogues imaginaires le drame de cet internationaliste – «éternel Juif errant» – révolutionnaire par passion et désespoir, jusqu'au bout du cauchemar. Mais grâce à la renommée de son auteur et aux parallèles qu'il est possible de tirer à partir de leur itinéraire respectif, le roman de S. Heym remet Radek au cœur de la société allemande suscitant une multitude d'articles et de discussions sur le communisme et l'histoire européenne.³⁷

Radek n'eut jamais d'héritier politique revendiqué, il n'y eut jamais de «radékiste» comme il existe des «trotskystes», des «zinoviétistes», des «sapronovistes», des «boukharinistes», mais célébré par un «écrivain politique» en tant qu'internationaliste et précurseur de la gauche radicale, Radek pouvait reposer en paix. Il avait enfin retrouvé sa place – entre fiction politique et histoire – dans cette Allemagne qui n'avait jamais cessé d'être la passion politique de sa vie.

35 *5 Tage im Juni*, München, C. Bertelsmann Verlag, 1974.

36 Pour les indications biographiques, cf. K. Bellin, «Verfemter Hallodri Stefan Heym erzählt die dramatische Geschichte des Revolutionäre Karl Radek» et C. Geissler, «Als Schriftsteller ein Politiker», *Berliner Zeitung*, 12.1.1995, p. 16 et C. Micallef, *Que lire?, Bilan bibliographique des recherches sur l'activité de Karl Radek en Allemagne de 1918 à 1923*, Mémoire de maîtrise non-publié, Université de Paris I, 2002.

37 Pour une présentation du livre et une revue de presse des articles qui lui sont consacrés cf. J.-F. Fayet, «Stefan Heym: Radek. Roman», *The International Newsletter of Historical Studies in Comintern, Communism and Stalinism*, Vol. II, 1994-1995, n° 5/6, pp. 127-129.

Bibliographie générale

I. Sources

A. Archives

1. Allemagne:

- a) Brandenburgisches Landeshauptarchiv (Brandenburg LHA), Potsdam:
 - Radek, Karl (1912-1918): Rep. 30 Berlin C (Titel 95, Sekt. 8), Nr. 16491
 - Schweiz: Rep. 30 Berlin C (Titel 95, Sekt. 7), Nr. 15966
 - Schweiz: Rep. 30 Berlin C (Titel 95, Sekt. 7), Nr. 15967
- b) Bundesarchiv, Koblenz:
 - Lage Berichte (1920-1929): Bestand R 134 des Bundesarchivs Koblenz veröffentlicht als Microfiche-Ausgabe, München, K.G. Saur, 1979.
- c) Bundesarchiv, Abteilungen Potsdam (ZStA), Posdam:
 - Nl. Konrad Heanisch: 90Ha4
 - Nl. Rudolf Franz: 90Fr1
 - Deutscher Aus- und Einfuhrdienst: R 8013: Politischer Nachrichtendienst
 - Reichsministerium des Innern: R 1501. Sowjetische Propaganda in Deutschland, 13328, Bd. 7
 - Reichskommissar für Überwachung der Öffentlichen Ordnung: R1507
 - Personalakten; Heinrich Brandler: 1110
 - Kampf der KPD und der EKKI gegen Ultralinke und Rechtsopportunisten: 1063
- d) Archiv der Sozialen Demokratie, Friedrich Ebert Stiftung (AdSD), Bonn:
 - Nl. Wilhelm Dittman
 - Nl. Hermann Molkenbuhr
 - Nl. Alfred Henke
 - Nl. Paul Levi
- d) Geheimes Staatsarchiv Preussischer Kulturbesitz (GSPK):
 - Im Aktenbestand des Preussischen Justizministerium (Hauptabteilung, Rep. 84.a): Akte Nr. 11759, B1. 95-137
- e) Politische Archiv des Auswärtigen Amtes (AA), Bonn:
 - Akten betreffend: den russischen Bolschewiken, Karl Radek: R 2042-2043-2044
- f) Stiftung Archiv der Parteien und Massenorganisationen der DDR im Bundesarchiv (SAPMO), Berlin:
 - Nl. Johan Knief: NY 4004
 - Nl. Wilhelm Pieck: NY 4036

- Nl. Max Hoelz: NY 4051
- Nl. Paul Levi: NY 4126
- Nl. Emil Eichhorn: NY 4131
- Nl. Hermann Düncker: NY 4445
- KI – zur Geschichte der KPD: I 6/10(52)
- KI – zur Geschichte der KPD: I 6/10(53)
- KPD-Zentralkomitee, Politbüro: RY 1/I 2/3(201, 207)
- KPD-Zentralkomitee: RY 1/I 2/705(19)
- KPD-Zentralkomitee: RY 1/I 2/707(53)
- PD-Zentralkomitee, Juristischen Zentralstelle der KPD: RY 1/I 2/711(8, 9)
- II^e Internationale-SAO: RY 4/I 6/3(67)
- EKKI-Vertretung der KPD: RY 5/I 6/3(8, 41, 43, 67, 93, 118, 125, 127, 147)
- KJI-Exekutive-Komitee: RY 7/I 6/5(5)
- SPD-Parteivorstand: RY 20/II 145(36)
- Autographensammlung: SgY1/V Ms 79(4)

2. France:

- a) Archives nationales (AN), Paris:
 - Surveillance de l'Allemagne: F7/13424
 - Surveillance de l'Allemagne: F7/13425
- b) Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine (BDIC), Nanterre:
 - Bureau d'Etudes de la Presse étrangère: Fonds Allemagne et Fonds Russie

3. Pays-Bas:

Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis (IISG), Amsterdam:

- Grimm Collection: Dir.Mat.A98. B74. B129
- Kautsky Collection: G6/24/28-38/43/55-61
- Kautsky Familie Collection: 563
- Nobs Collection

4. Russie:

- a) Archives d'Etat de Russie d'histoire sociale et politique (RGASPI):
 - a. 1) *Fonds et collections de documents personnels*:
 - Dzierzinski: 76/1-2
 - Ordjonikidzé: 85/27
 - Iaroslavski: 89/3
 - Lounatcharsky: 142/1
 - Tyszka-Joguiches: 270/1
 - Balabanoff: 286/1
 - Parvus: 299/1
 - Westmeyer: 306/1
 - Zinoviev: 324/1-2
 - Trotsky: 325/1
 - Radek: 326/1-2

- Boukharine: 329/1-2
 - Litvinov: 359/1
 - Kuusinen: 522/1
 - Zetkin: 528/1-2
 - Staline: 558/11
- a. 2) *Fonds et collections de documents liés à l'histoire du parti russe et au mouvement révolutionnaire en Russie:*
- Plénums du CC du PCR(b) de l'URSS: 17/2
 - Bureau politique du CC du PCR(b) de l'URSS: 17/3
 - Section agitation et propagande du CC (1920-1928): 17/60
 - Collection de documents sur l'opposition dans le parti (1921-1937): 17/71
 - Dossiers personnels sur les membres dirigeants de la nomenclature du CC: 17/100
 - 7^e congrès du PCR(b) (1918): 40/1
 - Direction principale du parti social-démocrate du Royaume de Pologne-Lituanie (SDKPiL) (1893-1918): 163/1
 - Congrès et conférences de la SDKPiL (1900-1912): 164/1
 - Bureau des sections étrangères de la SDKPiL (1906-1918): 166/1
 - Comité des organisations étrangères du POSDR (1905-1906, 1911-1917): 351/2
 - Rédaction du journal *Пролетарий* (1906-1910): 377/1
 - Rédaction du Journal *Коммунист* (1915): 437/1
 - Comité central de rapatriement des réfugiés politiques russes résidant en Suisse (1917): 478/1
 - Direction territoriale de la SDKPiL-opposition (1912-1916): 486/1
 - Bureau central de la section allemande de propagande auprès du CC du PCR(b) (1918-1924): 549/4
 - Commission centrale de contrôle du PCR(b) de l'URSS (1920-1934): 613/1,2,3
- a. 3) *Fonds et collections de documents liés à l'histoire du mouvement ouvrier et communiste international:*
- Mouvement de Zimmerwald: 340/3
 - 2^e Congrès du Comintern (1920): 489/1
 - 3^e Congrès du Comintern (1921): 490/1
 - 4^e Congrès du Comintern (1922): 491/1
 - 5^e Congrès du Comintern (1924): 492/1
 - 6^e Congrès du Comintern (1928): 493/1
 - Séances du CEIC (1919-1929): 495/1
 - Présidium du CEIC (1919-1943): 495/2
 - Secrétariat du CEIC (1919-1926): 495/18
 - Section d'organisation du CEIC (1923-1935): 495/25
 - Section propagande du CEIC (1919-1921): 495/30
 - Section d'information du CEIC (1920-1929): 495/33
 - Commission chinoise: 495/44
 - Commission allemande: 495/47
 - Commissions diverses: 495/60
 - Parti communiste polonais: 495/124
 - 1^{er} plénum élargi du CEIC (1922): 495/159

- 2^e plénum élargi du CEIC (1922): 495/160
 - 3^e plénum élargi du CEIC (1923): 495/161
 - 5^e plénum du CEIC (1925): 495/163
 - Représentation du parti communiste allemand auprès du CEIC (1921-1943): 495/292
 - Rédaction du journal *l'Internationale communiste* (1919-1943): 496/1
 - Bureau provisoire d'Amsterdam du CEIC (1919-1920): 497/1
 - Bureau statistique d'information du CEIC (Bureau Varga) (1921-1928): 504/1
 - Délégation du PCR(b), jusqu'en 1925, puis du PCR(b) de l'URSS au CEIC (1920-1935): 508/1¹
 - Université Sun Yat-sen des travailleurs de Chine (1925-1930): 530/1et 2
 - 1^{er} Congrès des peuples d'Orient (1920): 544/1, 2, 3 et 4
- b) Archives de politique étrangère de la Fédération de Russie (AVPRF):
- Comptes rendus sur l'Allemagne: 082
 - Conférence de Gênes (1922): 0418
 - Tchitchérine, G.V. (1872-1936): 04
 - Litvinov, M.M. (1876-1951): 05
 - Conférence de Brest-Litovsk (1918): 413
 - Comptes rendus sur la Pologne (1920): 122
- c) Archives d'Etat de la Fédération de Russie (GARF):
- Commission d'élaboration de la Constitution (1936): 6982
 - Scheïnkman, I. S. (1890-1918): 9600

5. Suisse:

a) Bundesarchiv (BA Bern):

- Dossier Radek/Sobelsohn (1915-1923): E21, Archiv-Nr.9485
- Dossier Radek/Sobelsohn (1923-1937): E21, Archiv-Nr.9486
- Correspondance du conseiller suisse de Légation à Berlin, K. Egger: E21, Archiv-Nr. 11446

b) Stadtarchiv Bern (SA Bern):

- Interims- oder Anmeldekontrolle von Kantonsfremden oder Ausländern: Bd. XXXII, 1904-1905/ E 2.2.1.4/005: Nr. 124, Nr. 159
- Fremden-Register: Bd. XIII, 1913-1916/ E 2.2.1.3./113: Nr. 128

c) Stadtarchiv Zürich (SA Zürich):

- Anmeldekontrolle von Kantonsfremden: 1905

1 Les fonds 508/2 et 508/3 contenant la correspondance entre la délégation et le CC du parti demeurent inaccessibles aux chercheurs.

B. Documents publiés

1. Principaux textes de Radek classés par ordre chronologique

a) En russe:

Радек, Карл, *Анархисты и советская Россия*, Москва, ВЦИК, 1918.

Радек, Карл, *Международное положение и внешняя политика советской власти*, (3.9.1918), Москва, ВЦИК, 1918.

Радек, Карл, *О советской конституции. Письмо к иностранным рабочим*, Москва, Изд. ВЦИК, 1918.

Радек, Карл, *Крушение германского империализма и задача международного рабочего класса*. (Доклад, прочитанный 2 октября 1918 г. в московском советском театре). Киев, изд. украинского центрального агентства по распространению и распределению литературы, 1919.

Радек, Карл, *Памяти Карла Либкнехта и Розы Люксембург*, Петроград, 1919.

Радек, Карл, *Белогвардейская Польша, Антанты и Советская Россия*, Российская Социалистическая Федеративная Советская Республика, Москва, б.д., 1920.

Радек, Карл, *Развитие мировой революции и тактика коммунистической партии в борьбе за диктатуру пролетариата*. Перевод с немецкого, Москва, Гиз, 1920.

Радек, Карл, *Война польских белогвардейцев против советской России*. Доклад на собрании агитаторов московских организаций, Москва, Гиз, 1920.

Радек, Карл, *Программа социалистического строительства*, Петроград, Госиздат, 1920.

Радек, Карл, *«Европейский пролетариат» в «Борьба за Петроград» 15 октября-6 ноября 1919 года*, Петроград, Гиз, 1920.

Радек, Карл, *Германская революция*, Москва, Гиз, 1920.

Т. 1: Империализм, Война и возникновение Германской Компартии.

Т. 2: Ноябрьская революция в Германии.

Радек, Карл, *Голод в России и капиталистический Мир/РСФСР*, 1921, № 7, Вестник народного ком. иностранных дел.

Радек, Карл, *Путь Коммунистического Интернационала*, Петроград, Узд. Ком. Инт., 1921.

Радек, Карл, *На службе германской революции*. Перевод с немецкого, Москва, Гиз, 1921.

Радек, Карл, *Большевистская баццлла: О том, как большевистская баццлла была открыта немцами и как она была переправлена генералом Людендорфом в Россию*, Краснодар, Куб.-Черн. обл. издательским отделом, 1921.

Радек, Карл, *Внешнее и внутреннее положение Советской России и задачи Российской Коммунистической Партии* (Доклад на собрании ком. Фракции Генштаба Красной Армии 27.2.1921). Москва, Изд. МК РКП, 1921.

Радек, Карл, *О неравенстве в капиталистическом обществе и советском строе: Беседа с беспартийными*, Грозный, Изд. Лит. отд. политотд. Кавармтруда, 1921.

Радек, Карл, *Речи агитатора*, Петроград, Госиздат, 1921.

Радек, Карл, *За пять лет*, Москва, Гиз, 1922.

Радек, Карл, *Развитие международных отношений за пять лет революции, Пятая годовщина Октябрьской революции*, Москва, Гиз, 1922.

Радек, Карл, *Октябрьская революция и ее место в истории*, Москва, Госиздат, 1922.

- Радек, Карл, *Ликвидация Версальского Мира*. Доклад IV Конгрессу Коммунистического Интернационала, Петроград. Изд. Коминт., 1922.
- Радек, Карл, *Перспективы германской революции*, Доклад тов. Радека 4.9.1923г./МК РКП(б), Москва, Рабочий, 1923.
- Радек, Карл, *Грядущая германская революция и рабочий класс России*, Перераб. для брошюры авт. стенограммы доклада на пленуме Московского Совета от 28.8. с.г., Харьков, Путь просвещения, 1923.
- Радек, Карл, *Внешняя политика советской России*, Москва, Гиз, 1923.
- Радек, Карл, *Перед новой волной революционных потрясений*, (2 речи), Москва, Красная новь, 1923.
- Радек, Карл, *Итого XII съезда РКП*, Москва, Красная новь, 1923.
- Радек, Карл, *Китай в огне войны*, Доклад тов. Радека, Москва, Рабочая Москва, 1924.
- Радек, Карл, *Роза Люксембург, Карл Либкнехт, Лео Йогихес*, Москва, Красная новь, 1924.
- Радек, Карл, *Что такое эпоха социальной революции?* Харьков, Гиз Украины, 1924.
- Радек, Карл, *Революционный вождь*, Ленинград, 1924.
- Радек, Карл, *Пять лем Коминтерна*, Москва, Красная новь, 1924.
 Ч. 1: Основы программы и тактики Коминтерна.
 Ч. 2: Тактики единого фронта.
- Радек, Карл, *Жизнь и дело Ленина*, Ленинград, Гиз, 1924.
- Радек, Карл, *Закордонна политика Радянської Росії*, Харків, Шлях освіти, 1924.
- Радек, Карл, *Империалистический разбой над флагом демократии и пацифизма*, Москва, Красная новь, 1924.
- Радек, Карл, *Ленин, как основоположник Коминтерна*, Харьков, Червоний шлях, 1924.
- Радек, Карл, *Международная политика*, Обзорение за 1924 г. Москва, Гиз.
- Радек, Карл, *Девять месяцев английского рабочего правительства*, Ленинград, Гиз, 1924.
- Радек, Карл, *Что такое эра демократического пацифизма?* Доклад при открытии курсов генерального штаба, прочитанный 31.9.1924, Ленинград, Гиз, 1925.
- Радек, Карл, *Революционный провидник/Перекл. Б.Ткаченка*, Харьков, Дер.вид.Укр., 1925.
- Радек, Карл, *Германская революция*, Москва, Гиз, 1925.
- Радек, Карл, *Сун-Ят-сен и китайское революционное движение*, Москва, Огонек, № 21, 1925.
- Радек, Карл, *Три Интернационала*, Лекции, прочит. в Свердловском ун-те, Симферополь, Крымгосиздат, 1925.
- Радек, Карл, *Гинденбург*, Москва, Гиз, 1925.
- Радек, Карл, *От Бебеля к Бармату*, Москва, Госиздат, 1925.
- Радек, Карл, Стефанович, Р., *Переворот в Польше и Пилсудский*, Москва, Госиздат, 1926.
- Радек, Карл, «Вопрос о долгах и СССР» в Солнцев, Е. В., *Мировое хозяйство после Войны*, Хрестоматия, Москва, Гиз, 1926.
- Радек, Карл, *Всеобщая забастовка и социальный кризис в Англии*, Москва, Гиз, 1926.
- Радек, Карл, «Немецкий Ноябрь», *Огонек*, Москва, № 210, 1927.
- Радек, Карл, *Портреты и памфлеты*, Москва, Госиздат, 1927.

- Радек, Карл, *Победа германских коммунистов и задачи советского пролетариата*, Москва, Моск. рабочий, 1930.
- Радек, Карл, *Опасность фашистского переворота в Германии*, Москва, Моск. Рабочий, 1930.
- Радек, Карл, *Мировой меньшевизм и интервенция против России*, Москва, Соцгиз, 1931.
- Радек, Карл, *Президент Гувер «Рятуэ» Европу: Свитова вкономий. Криза, суперачности империялизму и готування войны против СРСР*, Харьков, Укр. Работник, 1931.
- Радек, Карл, *Готування интервенции против СРСР и закидньо-европейска работнича класса*, Москва, Пролетар, 1931.
- Радек, Карл, *Доклад комиссии Лыттона*, Москва, Партиздат, 1932.
- Радек, Карл, *Чему учит Карл Маркс крестьян и колхозников*, Хабаровск, Крайпартиздат, 1933.
- Радек, Карл, *Портреты и памфлеты*, Москва, Сов. лит., Кн. 1.-1933, Кн. 2.-1934.
- Радек, Карл, *Подготовка борьбы за новый мир*, М., Партиздат, 1934.
- Радек, Карл, *Зодчий социалистического общества: И. В. Сталин*, Москва, Партиздат, 1934 и 1935.
- Радек, Карл, *Современная мировая литература и задачи пролетарского искусства*, Москва, Худ. лит. 1934.
- Радек, Карл, *Абиссиния, как она есть*, Киев, Соцэргиз Украины, 1935.
- Радек, Карл, *Руки прочь от Китая*, Симферополь: Крымгосиздат, 1935.
- Радек, Карл, *Значение истории для революционного пролетариату*, Киев, Партиздат ЦК КП(б)У, 1936.
- Радек, *Силуэты: политические портреты*, Москва, Изд. Политической литературы, 1991, стр. 242-247.

b) Autres langues:

- Radek, Karl, *Der deutsche Imperialismus und die Arbeitklasse*, Bremen, Buchhandlung der Bremer Bürger Zeitung, 1912.
- Radek, Karl, *Meine Abrechnung*, Bremen, J.H. Schmalfedt, 1913.
- Struthahn, Arnold, *Die deutsche Revolution: oder trau, schau, wem?* Moskau, s.n., 1918.
- Radek, Karl, *Die Entwicklung des Sozialismus zur Wissenschaft und Tat*, Bern, Promachos, 1918.
- Radek, Karl, «Vorwort» zu N.I. Bukharin, *Das Programm der Kommunisten (b)*, Zürich, Verlag Union, 1918.
- Radek, Karl, *Ein offener Brief an Seine Exzellenz, dem kaiserlichen Minister ohne Portefeuille, Herrn Philipp Scheidemann, den Führer der gewesenen deutschen Sozialdemokratie, der Partei ohne Prinzipien*, s.l., s.n., [1918].
- Struthahn, Arnold, *Die Verfassung der russischen sozialistischen Räte-Republic*, Zürich, Verlag Union, 1918.
- Radek, Karl, *Anarchismus und Räteregierung*. Übersetzt und mit einem Vorwort von Fritz Sturm (Zaks-Gladniev), Hamburg, Willaschek and Co, 1919.
- Radek, Karl, *Die auswärtige Politik der deutschen Kommunisten und der Hamburger nationale Bolschewismus*, Wien, Neue Erde, [1919].
- Struthahn, Arnold, *Die Diktatur der Arbeitklasse und der Kommunistischen Partei*, Berlin, KPD(s), 1919.

- Radek, Karl, *Die Entwicklung des Sozialismus von der Wissenschaft zur Tat*, Berlin, Godemann, 1919.
- Struthahn, *Die Entwicklung der deutschen Revolution und die Aufgaben der Kommunistischen Partei*, s.l., Verlag Rote Fahne, 1919.
- Radek, Karl, *Die Entwicklung der Weltrevolution und die Taktik der kommunistischen Parteien im Kampfe um die Diktatur des Proletariats*, Berlin, WES, 1919.
- Radek, Karl, *Die internationale Lage und die äussere Politik der Räteregierung*, Hrsg. vom Propagandaausschuss des Zentralexekutivkomitees der Räter. Eine Rede, gehalten am 3. September 1918 in der vereinigten Sitzung des Moskauer Rates der Arbeiter- und Rotarmee-Deputierten, der Fabrikkomitees- und Gewerkschaften-Vertreter, Berlin, Rote Fahne, 1919.
- Radek, Karl, *Die russische und die deutsche Revolution und die Weltlage*, Begrüssungsrede auf dem Gründungsparteitag der kommunistischen Partei Deutschlands am 30. Dezember 1918, Berlin, Druck Chemnitz, 1919.
- Radek, Karl, *Zur Taktik des Kommunismus. Ein Schreiben an den Oktoberparteitag der KPD*, s.l., s.n., 1919.
- Radek, Karl, *Der Zusammenbruch des Imperialismus und die Aufgaben der Internationalen Arbeitklasse*. Rede gehalten am 7. Oktober 1918 im Moskauer Sowjet-Theater, München, Futurus, 1919.
- Radek, Karl, *Die Anarchisten und die Sowjetrepublik*, Berlin, Buch- und Kunstdruckerei, 1920.
- Radek, Karl, *Deutschland und Russland. Ein in der Moabiter Schutzhaft geschriebener Artikel für «richtiggehende» Bourgeois*, Berlin, Redaktion Russische Korrespondenz, 1920.
- Radek, Karl, *Die Masken sind gefallen. Eine Antwort an Crispian, Dittmann, Hilferding*, s.l., Verlag der kommunistischen Internationale, 1920.
- Radek, Karl, *Proletarische Diktatur und Terrorismus*, Hamburg, Carl Hoym, 1920.
- Radek, Karl, *Programm des sozialistischen Wirtschaftsaufbaues*, Leipzig, Wirtschaftsaufbaues, 1920.
- Radek, Karl, *Das Programm der kommunistischen Partei Russlands*, Zürich, Intern. Verlag, 1920.
- Radek, Karl, *Die russische Sowjetverfassung*, Wien, Neue Erde, 1920.
- Radek, Karl, «Vorwort» in: Béla Szànatò, *Klassenkämpfe und Diktatur des Proletariats in Ungarn*, Wien, s.n., 1920.
- Radek, Karl, *An der Schwelle der grossen Aufbauarbeit in Sowjetrussland*, Leipzig, Franke, 1921.
- Radek, Karl, *Die auswärtige Politik Sowjetrusslands*, Hamburg, Carl Hoym, 1921.
- Radek, Karl, *Das dritte Jahr des Kampfes der Sowjetrepublik gegen das Weltkapital*, Leipzig, Franke, 1921.
- Radek, Karl, *In den Reihen der deutschen Revolution 1909-1919*, Gesammelte Aufsätze und Abhandlungen, München, Kurt Wolff Verlag, 1921.
- Radek, Karl, *Die innere und die äussere Lage Deutschlands und die nächsten Aufgaben der VKPD*, Hamburg, Carl Hoym, 1921.
- Radek, Karl, *Die innere und die äussere Lage Sowjetrusslands und die Aufgaben der KPR*. Vortrag vor der kommunistischen Fraktion der Roten Armee am 27. Februar 1920, Leipzig, Franke, 1921.

- Radek, Karl, *Die Krise in der VKPD*, Leipzig, Franke, 1921.
- Bremer, Karl, *Der nahende Zusammenbruch der deutschen Bourgeoisie und die KPD*, Hamburg, Carl Hoym, 1921.
- Radek, Karl, *Soll die Vereinigte Kommunistische Partei Deutschlands eine Massenpartei der revolutionären Aktion oder eine zentristischen Partei des Wartens sein?* Hamburg, Verlag Carl Hoym, 1921.
- Radek, Karl, *Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht, Leo Jogiches*, Hamburg, Verlag der KI, 1921.
- Radek, Karl, *Theorie und Praxis der 21/2 Internationale*, Hamburg, Carl Hoym, 1921.
- Radek, Karl, *La Via della internazionale comunista*, Roma, PCI, 1921.
- Radek, Karl, *Der Weg der Kommunisten Internationale*. Referat zur Taktik der Kommunistischen Internationale gehalten auf dem III. Weltkongress, Moskau, Juli 1921, Hamburg, Carl Hoym, 1921.
- Radek, Karl, *Genua, Die Einheitsfront des Proletariats und die Kommunistische Internationale*. Rede auf der Konferenz der Moskauer Organisation der Kommunistischen Partei Russlands am 9. März 1922, Hamburg, Verlag Carl Hoym, 1922.
- Radek, Karl, *Die Liquidation des Versailler Friedens*. Bericht an den IV. Kongress der Kommunistischen Internationale, Hamburg, Carl Hoym, 1922.
- Radek, Karl, *Neue Enthüllungen über die Partei der Sozialrevolutionäre*, Hamburg, Carl Hoym, 1922.
- Radek, Karl, *Wege der russische Revolution*, Hamburg, Carl Hoym, 1922.
- Radek, Karl, *Der Kampf der Kommunistischen Internationale gegen Versailles und gegen die Offensive des Kapitals*. Referat über die Weltpolitische Lage, erstattet in der Sitzung der Erweiterten Exekutive der K.I., Moskau, 15.6.1923, und in der Sitzung der Erweiterten Exekutive der Kommunistischen Jugendinternationale, Moskau, 13.7.1923, Hamburg, Carl Hoym, 1923.
- Radek, Karl, Frölich, Paul, Reventlow, Graf Ernst, Möller van der Bruck, *Kommunismus und nationale Bewegung Schlageter. Eine Auseinandersetzung*, 3. erweiterte Auflage, Berlin, Vereinigung Internationaler Verlag, 1923.
- Radek, Karl, *Die Offensive des Weltkapitals und die Taktik der Kommunistischen Internationale*, Zwei Reden, gehalten auf dem IV. Weltkongress der Kommunistischen Internationale im November 1922, Hamburg, Carl Hoym, 1923.
- Radek, Karl, *Wazlaw Worowskis letzte Fahrt*, Berlin, Vereinigung Internationaler Verlagsanstalten, 1923.
- Radek, Karl, «Im plombierten Wagen», in Platten, Fritz, *Die Reise Lenins durch Deutschland im plombierten Wagen*, Berlin, s.n., 1924.
- Radek, Karl, «Referat vor dem Präsidium des Exekutivkomitees der K.I. am 11. Januar 1924», in *Die Lehren der deutschen Ereignisse. Das Präsidium des Exekutivkomitees der K.I. zur deutschen Frage*, Januar 1924, Hamburg, Carl Hoym, 1924, pp. 5-23.
- Radek, Karl, *Lenin. Sein Leben, sein Werk*, Berlin, Hrsg. vom Neuen Deutschen Verlag, s.d.
- Radek, Karl, «Kommentar» zu: *Der Prozess gegen Sawinkow*, Berlin, Neuer Deutscher Verlag, s.d., [1925].
- Radek, Karl, «Kapitalistische Sklaverei und sozialistische Organisation der Arbeit», in *Rote Arbeit*, Berlin, Historia Foto, 1931, pp. 24-59.

Radek, Karl, *Portraits and Pamphlets*, With an introduction by A. J. Cummings and notes by Alec Brown, New York, Robert McBride & Company, 1935.

Radek, Karl, «Soviet Russia», in *The Foreign Policy of the Powers*, New York, Harper and Brother, 1935, pp. 119-142.

2. Textes d'acteurs politiques contemporains

a) En russe:

Зиновьев, Г. В., *Сочинения*, т. 1-16, Москва, Гиз, 1946-1951.

Зиновьев, Г. В., *На Пленуме исполкома Коминтерна, 12.6.1923*, Петроград, Гиз., 1923.

Ленин, В. И., *Неизвестные документы, 1891-1922*, Москва, Росспэн, 1999.

Сталин, И. В., *Сочинения*, т. 4-13, Москва, Политической литературы, 1946-1951.

Ярославский, Е. М., *Против Оппозиции. Сборник Статей*, Москва, Гиз, 1928.

b) Autres langues:

Beradt, Charlotte (Hrsg.), *Paul Levi. Zwischen Spartakus und Sozialdemokratie. Schriften, Aufsätze, Reden und Briefe*, Frankfurt am Main, Europäische Verlagsanstalt, 1969.

Brandler, Heinrich, *War die Märzaktion ein Bakunisten Putsch*, Berlin, Franke, 1921.

Friesland, Ernst, *Zur Krise unserer Partei. Als Manuskript gedruckt in 50 Exemplaren*, Berlin, s.n., 1921.

Frölich, Paul, *Zehn Jahre Krieg und Bürgerkrieg*, Berlin, s.n., 1924.

Geyer, Curt, *Für die Dritte Internationale. Die USPD am Scheidewege*, Berlin, s.n., 1920.

KAPD, *Der Weg des Dr. Levi. Der Weg der V.K.P.D.*, s.l., KAPD, 1921.

Kilian, Otto, *Die Enthüllung zu den Märzkämpfen. Enthülltes und Verschwiegendes*, Halle, s.n., 1922.

Laufenberg, Heinrich; Wolffheim, Fritz, *Moskau und die deutsche Revolution. Eine kritische Erledigung der bolschewistischen Methoden*, Hamburg, Anton Willaschek, s.d.

Laufenberg, Heinrich; Wolffheim, Fritz, *Revolutionärer Volkskrieg oder Konterrevolutionärer Bürgerkrieg*, Hamburg, s.n., 1919.

Lénine, Vladimir I., *Œuvres complètes*, 4^e édition, Paris, Ed. Sociales, 1958-1970.

Levi, Paul, *Was ist das Verbrechen? Die Märzaktion oder die Kritik daran?* Rede au der Sitzung des Zentralausschusses der VKPD am 4. Mai 1921, Berlin, Seehof, 1921.

Levi, Paul, *Unser Weg – Wider den Putschismus*, Berlin, Seehof, 1921.

Levi, Paul, *Sachverständigen. Gutachten und was dann? Zur innen- und aussenpolitischen Orientierung*, Berlin, Zentralvertriebzeit geschichtlicher Bücher, 1924.

Louis [Levi], Paul, *La crise du socialisme mondial de la II^e à la III^e Internationale*, Paris, Alcon, 1921.

Luxemburg, Rosa, *La crise de la social-démocratie*, [aussi connu sous le nom de brochure Julius], Bruxelles, La Taupe, 1970.

Luxemburg, Rosa, *La révolution russe*, Paris, Maspero, 1964.

Luxemburg, Rosa, *Grèves de masses, parti et syndicats*, Paris, Maspero, 1964.

Luxemburg, Rosa, *L'accumulation du capital*, Paris, Maspero, 1967.

Roy, Manabendra Nath, *Selected Works of M.N. Roy*, Vol. 1, 1917-1922, Oxford, Oxford University Press, 1987.

Souvarine, Boris, *A contre-courant. Ecrits 1925-1939*, Paris, Denöel, 1985.

Souvarine, Boris, *Chroniques du mensonge communiste*, s.l., Plon, 1998.

- Staline, Iossif V., *Des principes du léninisme*, Paris, Ed. Sociales, 1945.
- Staline contre Trotsky, 1924. La révolution permanente et le socialisme dans un seul pays*, Paris, Maspero, 1965.
- Thalheimer, August, *1923 – Eine verpasste Revolution? Die deutsche Oktoberlegende und die wirkliche Geschichte von 1923*, Berlin, s.l., 1931.
- Troeltsch, Ernst, *Spektator – Briefe, Aufsätze über die deutsche Revolution und die Weltpolitik 1918-1922*, Tübingen, Mohr, 1924.
- Trotsky, Lev D., *Challenge of the Left Opposition*, New York, Path Finder Press, 1980-1981.
- Trotsky, *Problems of the Chinese Revolution*, New York, The University of Michigan Press, 1962.
- Trotsky, Lev D., *Les Leçons d'Octobre*, Paris, Maspero, 1971.
- Trotsky, Lev D., *Les crimes de Staline*, Paris, Maspero, 1973.
- Trotsky, Lev D., *La guerre et la révolution*, Paris, Ed. Tête de feuilles, 1974.
- Trotsky, Lev D., *De la révolution*, Paris, Ed. de Minuit, 1976.
- Trotsky, Lev D., *Œuvres*, 27 Vol., Paris, Etudes et documentation internationales, 1978-1989.
- USPD, *Antwort an das Exekutivkomitee der Kommunistischen Internationale durch das Zentralkomitee der Unabhängigen Sozialdemokratischen Partei Deutschlands auf das Schreiben vom 5. Februar 1920*, s.l., s.n., s.d.
- Zinoviev, Grigori V., *Brennende Tagesfragen der internationalen Arbeiterbewegung*, Petrograd, s.n., 1920.
- Zinoviev, Grigori V., *Zwölf Tage in Deutschland*, s.l., s.n., 1920.
- Zinoviev, Grigori V., *Les problèmes de la révolution allemande*, Paris, Librairie de l'Humanité, 1923.
- Zinoviev, Grigori V., *Fünf Jahre Kommunistische Internationale*, Hamburg, Carl Hoym, 1924.

3. Comptes rendus de congrès, de conférences et de réunions

a) II^e Internationale:

Congrès socialiste international, Copenhague, 28 août-3 septembre 1910, Minkoff-Print, Genève, 1981.

Haupt, Georges (éd.), *Le congrès manqué. L'Internationale à la veille de la première guerre mondiale*, Paris, Maspero, 1965.

b) III^e Internationale:

b 1: Congrès:

Der I. Kongress der Kommunistischen Internationale (Moskau, 2. bis 19. März 1919), Hamburg, Verlag der Kommunistischen Internationale, 1920.

Der II. Kongress der Kommunistischen Internationale. Protokoll der Verhandlungen vom 19. Juli in Petrograd und vom 23. Juli bis 7. August 1920 in Moskau, Hamburg, Verlag der Kommunistischen Internationale, 1921.

Protokoll des III. Kongress der Kommunistischen Internationale, Moskau, vom 22. Juni bis 12. Juli 1921, Hamburg, Verlag der Kommunistischen Internationale, 1921.

Protokoll des Vierten Kongress der Kommunistischen Internationale (Petrograd-Moskau, 5. November bis 5. Dezember 1922), Hamburg, Verlag der Kommunistischen Internationale, 1923.

Protokoll. Fünfter Kongress der Kommunistischen Internationale (Moskau, 17. Juni bis 8. Juli 1924), Hamburg, Carl Hoym, 1925.

Thèses, manifestes et résolutions adoptés par les I^{er}, II^e, III^e et IV^e congrès de l'Internationale communiste, 1919-1923, réimpression en fac-similé, François Maspero, 1970.

b 2: Editions commentées:

Я.С. Дрaбкин, *Коминтерн и идея мировой революции. Документы*, Москва, Наука, 1998.

Broué, Pierre (éd.), *Premier congrès de l'Internationale communiste. Documents pour l'histoire de la III^e Internationale. Les congrès de l'I.C.*, Paris, Etudes et documentation internationales, 1974.

Degras, Jane (ed.), *The Communist International 1919-1943. Documents*, T. 1-3, London, Oxford University Press, 1956-1965.

Gruber, Helmut, *International Communism in the Era of Lenin. A Documentary History*, New York, Ithaca, 1967.

Lademacher, Horst (Hrsg.), *Die Zimmerwalder Bewegung. Protokolle und Korrespondenz*, Bd. I-II, The Hague-Paris, Mouton, 1967.

Riddell, John (ed.), *The Communist International in Lenin's Time*. I. *Lenin's Struggle for a revolutionary International. Documents 1907-1916*. II. *The German Revolution and the Debate on Soviet Power. Documents: 1918-1919 Preparing the Founding Congress*. III. *Founding the Communist International. Proceedings and Documents of the First Congress, March 1919*. IV. *Workers of the World and Oppressed Peoples, Unite! V. To see the Dawn, Baku 1920. First Congress of the Peoples of the East*, New York, Pathfinder Book, 1986-1993.

b 3: Rapports d'activité, réunions, commissions et appels de l'exécutif de l'Internationale communiste:

An die Mitglieder der KAPD, Hamburg, Carl Hoym, 1921.

Aufrufe des Exekutivkomitees der Kommunistischen Internationale zur polnischen Frage, s.l., Hrsg. vom Westeuropäischen Sekretariat der Kommunistischen Internationale 1920.

Bericht der Exekutiv der Kommunistischen Internationale. 15. Dezember 1922 bis 15. Mai 1923. Moskau, Verlag der Kommunistischen Internationale, 1923.

Bericht über de Tätigkeit des Präsidiums und der Exekutiv der Kommunistischen Internationale für die Zeit vom 6. März bis 11. Juni 1922, Hamburg, Verlag der Kommunistischen Internationale, 1922.

Bulletin du Comité exécutif de l'Internationale communiste, Petrograd, s.n., 1921.

Die Lehren der deutschen Ereignisse. Das Präsidium des Exekutivkomitees der Kommunistischen Internationale zur deutschen Frage (Januar 1924), Hamburg, Carl Hoym, 1924.

Die proletarische Einheitsfront. Aufruf der Exekutive der Kommunistischen Internationale und der Exekutive der Roten Gewerkschaftsinternationale (Moskau, 1. Januar 1922), Berlin, K.I., 1922.

Protokoll der Konferenz der erweiterten Exekutive der Kommunistischen Internationale, Moskau, 12. bis 23. Juni 1923, Hamburg, Carl Hoym, 1923.

Die Taktik der Kommunistischen Internationale und die Offensive des Kapitals. Bericht über die Konferenz der erweiterten Exekutive der Kommunistischen Internationale, Moskau, vom 24. Februar bis 4. März 1922, Hamburg, Verlag der Kommunistischen Internationale, 1922.

Die Tätigkeit der Exekutiv und des Präsidiums der Kommunistischen Internationale vom 13. Juli 1921 bis 1. Februar 1922, Petrograd, Verlag der Kommunistischen Internationale, 1922.

c) SPD:

Protokoll über die Verhandlungen des Parteitages der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands abgehalten in Chemnitz vom 15. bis 21. September 1912, Berlin, Buchhandlung Vorwärts, 1912.

Protokoll über die Verhandlungen des Parteitages der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands abgehalten in Jena vom 14. bis 20. September 1913, Berlin, Buchhandlung Vorwärts, 1913.

d) USPD:

Unabhängige Sozialdemokratische Partei: Protokoll über die Verhandlungen der aussenordentlichen Parteitage in Halle, vom 12. bis 17. Oktober 1920, Berlin, Hrsg. USPD, 1920.

e) SDKPiL:

Strobel, Georg W. (Hrsg.), *Quellen zur Geschichte des Kommunismus in Polen 1878-1918. Programme und Statuten*, Köln, Verlag Wissenschaft und Politik, 1968.

f) PPS-Lewica:

Tych, Feliks (Hrsg.), *PPS-Lewica 1906-1918, Materiały i dokumenty*, Warszawa, Książka i Wiedza, 1961.

g) POSDR/PCR(b)/PCUS:

ВКП(б) в резолюциях и решениях Съездов, Конференции и пленумов, Москва, Гиз, 1941. Девятая Конференция РКП(б), Протоколы, Москва, Гиз, 1972.

Десятый Съезд РКП(б), Март 1921 года, Стенографический отчет, Москва, Гиз, 1963. Одинадцатый Съезд РКП(б), Март-Апрель 1922 года, Стенографический отчет, Москва,

Партиздат, 1936.

Политбюро ЦК РКП(б)-ВКП(б). Повестки дня заседаний. 1919-1952, 3 Т., Москва, Росспэн, 2000-2001.

Седьмой Съезд Российской Коммунистической Партии, март 1918, Гиз, 1923.

Седьмая апрельская Всероссийская Конференция РСДРП(б), Москва, Гиз, 1958.

Тринадцатая Конференция РКП(б), Январь 1924 года, Стенографический отчет, Москва, Партиздат, 1924.

Тринадцатый Съезд РКП(б), Май 1924 года, Стенографический отчет, Москва, Партиздат, 1963.

Boffa, Giuseppe, (éd.), *Les bolcheviks et la révolution d'Octobre, procès-verbaux du CC du parti bolchévique: août 1917-février 1918*, Paris, Maspero, 1964.

h) KPD(S), VKPD, KPD:

- Weber, Hermann (Hrsg.), *Der Gründungsparteitag der KPD, Protokoll und Materialien*, Frankfurt, Europäische Verlagsanstalt, 1969.
- Bericht über den 2. Parteitag der Kommunistischen Partei Deutschlands (Spartakusbund) vom 20. bis 24. Oktober 1919*, Berlin, Hrsg. von der KPD, s.d.
- Bericht über den 3. Parteitag der Kommunistischen Partei Deutschlands (Spartakusbund) am 14. und 15. April 1920*, Berlin, Hrsg. von der KPD, s.d.
- Bericht über den 4. Parteitag der Kommunistischen Partei Deutschlands (Spartakusbund) am 25. und 26. Februar 1920*, Berlin, Hrsg. von der KPD, s.d.
- Bericht über den 5. Parteitag der Kommunistischen Partei Deutschlands (Sektion der Kommunistische Internationale) vom 1. bis 3. November 1920*, Berlin, Hrsg. von der KPD, 1921.
- Bericht über die Verhandlungen des Vereinigungsparteitages der USPD (Linke) und der KPD (Spartakusbund) abgehalten in Berlin vom 4. bis 7. Dezember 1920*, Berlin, Hrsg. von der Zentrale der VKPD, 1921.
- Bericht über die Verhandlungen des 2.(7) Parteitages der KPD abgehalten in Jena vom 22. bis 26. August 1921*, Berlin, Hrsg. von der Zentrale der Kommunistischen Partei Deutschlands, 1922.
- Bericht über die Verhandlungen des 3.(8) Parteitages der KPD abgehalten in Leipzig von 28. Januar bis 1. Februar 1923*, Berlin, Hrsg. von der Zentrale der Kommunistischen Partei Deutschlands, 1923.
- Bericht über die Verhandlungen des 9. Parteitages der KPD (Sektion der Kommunistische Internationale), abgehalten in Frankfurt a. M. vom 7. bis 10. April 1924*, Berlin, Hrsg. von der Zentrale der Kommunistischen Partei Deutschlands, 1924.
- Taktik und Organisation der revolutionären Offensive. Die Lehren der März-Aktion*, Leipzig, Franke, 1921.

i) Autres congrès et conférences:

- Allgemeiner Kongress der Arbeiter- und Soldatenräte Deutschlands*, vom 16. bis 21. Dezember 1918 im Abgeordnetenhaus zu Berlin, Stenographische Bericht, Berlin, s.d.
- Conférence des Trois Internationales*. Tenue à Berlin les 2, 4 et 5 avril 1922, Bruxelles, Librairie du peuple, 1922.
- Le premier congrès des peuples de l'Orient, Bakou, 1920*. Documents inédits avec une introduction historique de Cosroe Chaqueri, s.l., Antidote, 1981.
- Le premier congrès des peuples de l'Orient, Bakou, 1920*. Compte-rendu sténographique, Paris, Maspero, 1971.
- Sowjetrussland und Polen*. Reden von Kamenev, Lenin, Trotzki, Marchlewski, Sokolnikov, Radek und Martow in der Vereinigten Sitzung des Allrussischen Zentral-Exekutiv-Komitees des Moskauer Rates der Arbeiter- und Bauerndelegierten, der Gewerkschaftsverbände und der Betriebsräte am 5 Mai 1920, Russische Korrespondenz, 1920.

4. Correspondances

a) En russe:

- Большевисткое Руководство. Переписка. 1912-1927*, Москва, Росспэн, 1996.
- Советское Руководство. Переписка. 1928-1941*, Москва, Росспэн, 1999.
- Сталин и Каганович переписка. 1931-1936*, Москва, Росспэн, 2001.

b) Autres langues:

- Adler, Victor, *Briefwechsel mit August Bebel und Karl Kautsky*, Wien, Verlag der Wiener Volksbuchhandlung, 1964.
- Franz, Rudolf, «Aus Briefen Konrad Hänsch», *Archiv für die Geschichte des Sozialismus und der Arbeiterbewegung*, XIV, 1929, pp. 444-484.
- Franz, Rudolf, «Briefe des Revolutionärs J. Knief», *Die Aktion*, n° 17 (1927), n° 18 (1928).
- Harden, Maximilian; Rathenau, Walter, *Briefwechsel, 1897-1920*, München, L. Scheiden, 1983.
- Haupt, Georges (éd.), *Correspondance entre Lénine et Camille Huysmans 1905-1914*, Paris, Editions Mouton, 1963.
- Koszutska, Maria, *Pisma i Przemowienia*, Vol. I, Warszawa, Ksiazka i Wiedza, 1961
- Krüschet, Gunter (Hrsg.), «Ein Brief Konrad Haenischs an Karl Radek zur Politik des 4. August», *IWK*, n° 14, déc. 1971, pp. 1-17.
- Küster, Heinz, «Die Rolle der *Roten Fahne* bei der Vorbereitung der Gründung der KPD. Fünf neuentdeckte Briefe Rosa Luxemburg an Clara Zetkin von November 1918 bis Januar 1919, in *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*, XI, 1963, pp. 1465-1481.
- Lih, Lars T., Naumov, Oleg V., Khlevniuk, Oleg V. (ed.), *Stalin's Letters to Molotov*, New Haven, Yale University Press, 1995.
- Leinwand, Arthur, «List Karola Radka do Daszynskiego, Diamanda i Perla w sprawie stosunku Rosji Radzieckiej do Polski, 22.1.1920», in *Polska Partia socjalistyczna wobec wojny Polsko-Radzieckiej, 1919-1920*, Warszawa, Panstwowe wydawnictwo Naukowe, 1964, pp. 251-256.
- Lübbe, Peter (Hrsg.), *Ruth Fischer-Arkadi Maslow. Aus Briefen und Manuskripten des Exils*, München, R. Oldenbourg Verlag, 1985.
- Luxemburg, Rosa, *Gesammelte Briefe*, Bd. 2-4, Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED, Berlin, Dietz Verlag, 1982-1983.
- Luxemburg, Rosa, *Lettres à Leo Joguiches*, Paris, Denöel, 1971.
- Quack, Sibylle (Hrsg.), *Geistig frei und niemandes Knecht, Paul Levi-Rosa Luxemburg. Politische Arbeit und persönliche Beziehung. Mit 50 unveröffentlichten Briefen*, Köln, Kiepenheuer und Witsch, 1983.
- Reuter, Ernst, *Erster Band. Briefe, Aufsätze, Referate, 1904 bis 1922*, Berlin, Propyläen Verlag, 1972.
- Rosmer, Alfred; Trotsky, Léon, *Correspondance 1929-1939*, Paris, Gallimard, 1982.
- Walecki, Henryk, *Wybór Pism*, Warszawa, Ksiazka i Wiedza, 1967.
- Warski, Adolf, *Wybor pism i przemowien*, T. I-II, Warszawa, Ksiazka i Wiedza, 1958.
- Weber, Hermann (Hrsg.), *Unabhängige Kommunisten. Der Briefwechsel zwischen Heinrich Brandler und Isaac Deutscher 1949-1967*, Berlin, Colloquium Verlag, 1981.
- Wehrlin, Thomas, «Brief an Radek», *Das Tage-Buch*, Heft 39, 29.9.1923, Berlin, pp. 1362-1365.
- Werth, Nicolas, «Six lettres de Boukharine», *Communisme*, n° 61, 1^{er} semestre 2000, pp. 7-40.

5. Documents diplomatiques

a) En russe:

Воровский, В. В., *Статьи и материалы по вопросам внешней политики*, Москва, Изд. Соц.-экон. литературы, 1950.

Дьяков, Ю.Л.; Бушуева, Т. С., *Фашистский меч ковался в СССР. Красная армия и Рейхсвер-тайное сотрудничество 1922-1933. Неизвестные документы*, Москва, Советская Россия, 1992.

Иоффе, Адольф А., *Мирные переговоры в Брест-Литовске*, Москва, Госиздат, 1922.

Кен, О. Е.; Рупасов, А. У., *Политбюро ЦК ВКП(б) и отношения СССР с западными соседними государствами (конец 1920-1930х гг.). Проблемы, документы, опыт комментария*, Част 1: декабрь 1928-июнь 1934 г., Санкт-Петербург, Европейский дом, 2000.

Красная Книга: Сборник Дипломатических Документов о Русско-Польских Отношениях с 1918 до 1920, Москва, Гиз, 1920.

Советско-Американские отношения годы непризнания; 1918-1926, Москва, МФД, 2002.

Советско-Американские отношения годы непризнания; 1927-1933, Москва, МФД, 2002.

Советско-Германские отношения от переговоров в Брест-Литовске до подписания рапальского договора, Москва, Изд. Политической литературы, 1971.

b) Autres langues:

Akten zur deutschen auswärtigen Politik 1918-1945. Série A: 1918-1925, B: 1925-1933, C: 1933-1937, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1982-1993.

«Correspondance diplomatique se rapportant aux relations entre la République Russe et les puissances de l'Entente. 1918», réédité dans *Seeds of Conflict*, Series 4, T. 4, Vol. 1, doc. 3, Germany, Kraus Reprint, 1975.

Degras, Jane (ed.), *Soviet Documents on Foreign Policy*, 3 Vol., London, Oxford Press, 1951-1953.

Die Grosse Politik des Europäischen Kabinetts, 1871-1914. Sammlung der Diplomatischen Akten des Auswärtigen Amtes. Band 32, «Die Mächte und Ostasien, 1909-1914», Berlin, Deutsche Verlagsgesellschaft für Politik und Geschichte M.B.H., 1927.

Documents diplomatiques suisses, 1918-1945, Volumes 7-8, Bern, Benteli Verlag, 1979-1988.

Eudin, Xenia J.; Fischer, Harold H. (ed.), *Soviet Russia and the West, 1920-1927. A Documentary Survey*, Standford, Standford University Press, 1967.

Eudin, Xenia J.; Slusser, Roberts M. (ed.), *Soviet Foreign Policy, 1928-1934, Documents & Materials*, London, The Pennsylvania State University Press, 2 Vol., 1966-1967.

Les relations polono-allemandes et polono-soviétiques au cours de la période 1933-1939. Recueil de documents officiels, Paris, Flammarion, 1940.

Polish-Soviet Relations, 1918-1943. Official documents issued by the Polish Embassy in Washington; Washington, Polish Embassy, [1943].

Portal, Roger (éd.), *Guerre polono-soviétique, 1919-1920. Colloque de l'Institut d'Etudes slaves*, 4.5.1973, Lausanne, L'Age d'Homme, 1975.

Suisse-Russie, Contacts et ruptures, 1813-1955, Berne, Paul Haupt, 1994.

Zeman, Zbynek A.B. (éd.), *L'Allemagne et la Révolution russe 1915-1918, Documents provenant des archives du ministère des Affaires étrangères d'Allemagne*, New York, Oxford University Press, 1958.

6. Documents divers

a) En russe:

- Бабиченко, Д.Л., «Литературный Фронт», *История политической цензуры, 1932-1946. Сборник документов*, Москва, Энциклопедия российских деревень, 1994.
- «В Комиссии политбюро ЦК КПСС: о так называемом «параллельном антисоветском троцкистском центре», *ЦК КПСС Известия*, 1989, № 9, pp. 30-50.
- ВКП(б). Коминтерн и Китай. Документы*, Москва, АО Буклет, 1996-1999, Т. I-III.
- «Материалы февральского-мартовского пленума ЦК ВКП(б) 1937», *Вопросы Истории*, n° 2/3, 1992, pp. 3-44, n° 4/5, pp. 3-36, n° 6/7, pp. 3-29, n° 8/9, pp. 3-29, n° 10, pp. 3-36, n° 11/12, pp. 3-19.
- «Назначить Революцию в Германии на 9 Ноября», *Источник*, 1995, № 5, pp. 115-139.
- «О творческом отчете Бориса Пильняка», *Источник*, 1999, № 6, pp. 142-153.
- Политбюро ЦК РКП(б)-ВКП(б) и Европа. Решения «особой папки» 1923-1929*, Москва, Росспэн, 2001.
- «Посетители кремлевского кабинета И.А. Сталина», *Исторический Архив*, 1994, № 6, 1995, № 2-6.
- «Разгром левой оппозиции в СССР. Письма ссыльных большевиков 1928», *Минувшее: исторический альманах*, № 7, 1992, pp. 245-317.
- Реабилитация: как это было. Документы президиума ЦК КПСС и другие материалы, март 1953-февраль 1956*, Москва, Международный фонд Демократия, 2002.
- Сталинское политбюро в 30ые года. Сборник документов*, Москва, Агро-XX, 1995.
- Судебный процесс над социалистами-революционерами (июнь-август 1922г.): подготовка, проведение, итоги. Сборник документов*, Москва, Росспэн, 2002.

b) Autres langues:

- Almanach der Kommunistischen Internationale*, Hamburg, Carl Hoym, 1921.
- Andrew, Christopher; Mitrokhin, Vasili, *The Sword and the Shield. The Mitrokhin Archive and the Secret History of the KGB*, New York, Basic Books, 1999.
- Becker, Jens; Bergmann, Theodor; Vatlin, Alexander (Hrsg.), *Das erste Tribunal. Das Moskauer Parteiverfahren gegen Brandler, Thalheimer und Radek*, Mainz, Decaton Verlag, 1993.
- Broué, Pierre (éd.), *Les Procès de Moscou. Comptes-rendus du Commissariat du Peuple à la Justice*, Paris, Julliard, 1964.
- Broué, Pierre (éd.), *La question chinoise dans l'Internationale communiste*, Paris, EDI, 1965.
- Le procès du centre antisoviétique trotskiste. Compte rendu sténographique des débats, 23-30 Janvier 1937*, Moscou, Commissariat du Peuple de la Justice de l'URSS, 1937.
- Bülow, Friedrich (Hrsg.), *Zwischen Wirtschaft und Staat. Aus den Lebenserinnerungen von Kurt Wiefenfeld*, Berlin, Walter de Gruyter and Co., 1960.
- Bunyan, James (ed.), *Intervention, Civil War, and Communism in Russia, April-December 1918. Documents and Materials*, Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1936.
- Chinsky, Pavel, *Staline: archives inédites, 1926-1936*, Paris, Berg International, 2001.
- Debo, Richard K. (ed.), «The 14 November 1918 Teleprinter Conversation of Hugo Haase with Georgii Chicherin and Karl Radek: Document and Commentary», *Canadian-American Slavic Studies*, 1980, 14(4), pp. 513-534.

- «Documents sur les trotskystes en Union Soviétique (I)», *Cahiers Léon Trotsky*, n° 6, 1980, pp. 69-103.
- «Documents sur les trotskystes en Union Soviétique (II)», *Cahiers Léon Trotsky*, n° 7/8, 1981, pp. 13-228.
- «Dokumente über die Tätigkeit der deutschen Sektion in der KPR(b)», *Beiträge zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, Berlin, n° IX, 1967, pp. 121-138.
- Drahn, Ernst; Leonhard, Susanne (Hrsg.), *Unterirdische Literatur in revolutionären Deutschland während des Weltkrieges*, Berlin, Verlag Gesellschaft und Erziehung, 1920.
- Gankin, Olga Hess; Fisher, Henry H., *The Bolsheviks and the World War: The Origins of the Third International*, Stanford, Stanford University Press, 1940.
- Gautschi, Willi (Hrsg.), *Dokumente zum Landesstreik 1918*, Zürich, Benziger Verlag, 1971.
- In den Fängen des NKWD. Deutsche Opfer des stalinistischen Terrors in der UdSSR*, Berlin, Dietz Verlag, 1991.
- Kupferman, Fred, *Au pays des Soviets. Le voyage français en Union soviétique 1917-1939*, Paris, Archives Gallimard, 1979.
- Levytsky, Boris (ed.), *The Stalinist Terror in the Thirties. Documents from the Soviet Press*, Stanford, Hoover Institution Press, 1974.
- Levytsky, Boris, *The Soviet Political Elite*, Stanford, Hoover Institution Press, 1978.
- Maitron, Jean; Chambelland, Colette (éd.), *Syndicalisme révolutionnaire et communisme. Les archives Monatte, 1914-1924*, Paris, Maspero, 1968.
- Michaelis, Herbert; Schraepfer, Ernst (Hrsg.), *Ursachen und Folgen. Vom deutschen Zusammenbruch 1918 und 1945 bis zur staatlichen Neuordnung Deutschlands in der Gegenwart. Eine Urkunden- und Dokumentensammlung zur Zeitgeschichte*, Bd. I-IV. Berlin, H. Wenzler, 1958.
- North, Robert C.; Eudin, Xenia J., *Soviet Russia and the East: 1920-1927, a documentary survey*, Stanford, Stanford University Press, 1957.
- Not Guilty. Report of the Commission of Inquiry into the Charges Made Against Leon Trotsky in the Moscow Trials*, London, Martint Secker & Warburg LTD., 1938.
- Pardon, Inge; Shurawljaw, Waleri (Hrsg.), *Lager, Front oder Heimat-Deutsche Kriegsgefangene in Sowjetrußland 1917-1920. Dokumente*, 2 Bde, München, K.G. Saur, 1994.
- Pechanski, Denis (éd.), *Marcel Cachin. Carnets 1906-1947*, T. 1-4, Paris, CNRS, 1993-1998.
- Schüddekopf, Otto-Ernst (Hrsg.), «Der Revolution entgegen. Materialien und Dokumente zur Geschichte des linken Flügels der deutschen Sozialdemokratie vor dem Ersten Weltkrieg», *Archiv für Sozial-Geschichte*, Band IX, 1969, pp. 451-497.
- SPD-Ostverein, *Der Fall Radek*, 1913, Bremen, s.n., 1913.
- SPD, *Aktenstücke zum Fall Radek*, Vorwärts Buchdruckerei, Berlin, Vorwärts, 1913.
- Sprawozdanie Komisji Badajacej Sprawe Czlonka SDKPiL Karola Radeka*, Paris, s.n., 1914.
- Stern, Leo (Hrsg.), *Archivalische Forschungen zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, Bd. 4, *Die Auswirkungen der Grossen Sozialistischen Oktoberrevolution auf Deutschland*, Berlin, Rütten & Loening, 1959.
- The Case of Leon Trotsky. Report of Hearings on the Charges Made Against Him in the Moscow Trials*, London, Martint Secker & Warburg LTD., 1937.

- Verhandlungen des Reichstages. Stenographische Berichte*, Vol. 346, Berlin, Verlag der Buchdr. der Nordtdt. Allg. Zeitung, 1921.
- Wilbur, C. Martin; How, Julie Lien-ying (ed.), *Documents on Communism, Nationalism and Soviet Advisers in China, 1918-1927, documents seized in the 1927 Peking raid*, New York, Columbia University Press, 1956.
- Werth, Nicolas; Moullec, Gaël (éd.), *Rapports secrets soviétiques. 1921-1991*, Paris, Gallimard, 1994.

C. Autobiographies, souvenirs et mémoires

1. De Radek

- Радек, Карл Б., «Автобиография», *Энциклопедический словарь Гранат*, Москва, Гиз, 1927, 7 издание, т. 41, часть 2.
- Радек, Карл Б., «Как мы узнали за границей об октябрьском перевороте», *Пролетарская Революция*, VI, 1922, № 141.
- Радек, Карл Б., «Ноябрь, Из Воспоминаний», *Красная Новь*, № 10, октябрь 1926; traduction allemande dans Schüddekopf, Otto-Ernst, «Karl Radek in Berlin: Ein Kapital deutsch-russischer Beziehungen in Jahre 1919», *Archiv für Sozialgeschichte*, Bd. II, 1962, pp. 87-166.

2. De contemporains

а) En russe:

- Агабеков, Г. С., *Г.П.У. Записки чекиста*, Берлин, Стрела, 1930.
- Агабеков, Г. С., *Ч.К. За работой*, Берлин, Стрелка, 1931.
- Антонов-Овсеевко, А., *Сталин без маски*, Москва, Вся Москва, 1990.
- Бухарин, «О товарищ Радек», *Правда*, 30.5.1924.
- Гнедин, Е. А., *Катастрофа и второе рождение*, Амстердам, Фонд имени Герзена, 1977.
- Гнедин, Е. А., *Из истории отношений СССР и фашистской Германии*, Нью Йорк, Хроника, 1977.
- Гронский, И. М., «Беседа о Горьком», *Минувшее, Исторический Альманах*, № 10, Москва, Атенеум Феликс, 1992, pp. 64-87.
- Далин, С. А., *Китайские Мемуары, 1921-1927*, Москва, Наука, 1982.
- Кон, Ф., *Воспоминания*, Москва, Госиздат, 1921.
- Медведев, Ф. Н., «Софья Радек о своем отце и о себе», *Цена прозрения: специальный корреспондент «Огонька» берет интервью, 1986-1988*, Москва, Книга, 1990, pp. 235-248.
- Соколов, М. В., «Война и Мир Карла Радека», *Открывая новые страницы...*, *Международные вопросы: события и люди*, Москва, Политическая литература, 1989, pp. 373-384.
- Троцкий, «Радек и Оппозиция», *Бюллетень Оппозиции*, Париж, июль, 1929, p. 10.
- Чичерин, Г., *Внешняя политика советской России за два года*, Москва, Гиз, 1920.

b) Autres langues:

- Abernon, Viscount d', *An Ambassador of Peace*, 3 Vol., London, Hodder & Stoughton, 1929-1930.
- Albrecht, Karl F., *Der verratene Sozialismus. Zehn Jahre als Staatsbeamter in der Sowjetunion*, Hrsg. von der Antikomintern, Berlin, Nibelungen-Verlag, 1939.
- Antonov-Ovseenko, Anton, *Stalin: Porträt einer Tyrannei*, München, R. Piper, 1983.
- Arenstam, A. «Karl Radek», *Living Age*, april 1937.
- Beadeker, Karl, *Autriche-Hongrie, Manuel du voyageur*, Paris, Paul Ollendorff, 1911.
- Bajanov, Boris, *Avec Staline dans le Kremlin*, Paris, Ed. de France, 1930.
- Bajanov, Boris, *Bajanov révèle Staline. Souvenirs d'un ancien secrétaire de Staline*, Paris, Gallimard, 1979.
- Balabanoff, Angelica, *Ma vie de rebelle*, Paris, Ballard, 1981.
- Balabanoff, Angelica, *Erinnerungen und Erlebnisse*, Berlin, Laubsche Verlagsbuchhandlung, 1927.
- Barmine, Alexandre, *20 ans au service de l'URSS*, Paris, Albin Michel, 1939.
- Barthel, Max, *Kein Bedarf an Weltgeschichte*, Wiesbaden, Limes Verlag, 1950.
- Baumgart, Winfried, *Deutsche Ostpolitik 1918. Von Brest-Litovsk bis zum Ende des Ersten Weltkrieges*, Wien und München, R. Oldenburg, 1966.
- Baumgart, Winfried (Hrsg.), *Von Brest-Litovsk zur deutschen Novemberrevolution. Aus den Tagebüchern, Briefen und Aufzeichnungen von Alfons Paquet, Wilhelm Groener und Albert Hopman, März bis November 1918*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1971.
- Benjamin, Walter, *Journal de Moscou*, Paris, L'Arche, 1983.
- Berger, Joseph, *Le naufrage d'une génération*, Paris, Denoël, 1971.
- Bessedowsky, Grégoire, *Au service des Soviets. Oui, j'accuse*, Paris, Alexis Redier, 1930.
- Blum, Oscar, *Russische Kopf*, Leipzig, Frantz Schneiderverlag, 1925.
- Borkenau, Franz, *World Communism, A History of the Communist International*, An Arbor, University of Michigan Press, 1971.
- Bothmer, Karl Freiherr von, *Mit Graf Mirbach in Moskau. Tagebuch*, Tübingen, Osiander, 1922.
- Brupbacher, Fritz, *Erinnerungen eines Revolutionärs*, Zürich, Unionsdruckerei, 1927.
- Brupbacher, Fritz, *Zürich während Krieg und Landesstreik*, Zürich, Unionsdruckerei, 1928.
- Brupbacher, Fritz, *60 Jahre Ketzer, Selbstbiographie*, Zürich, B. Ruppli, 1935.
- Buber-Neumann, Maragarete, *Von Potsdam nach Moskau*, Stuttgart, Verlags-Anstalt, 1957.
- Cilica, Ante, *Au pays du mensonge déconcertant*, Paris, Champ Libre, 1977.
- Collard, Dudley, *Soviet Justice and the Trial of Radek and Other*, London, Victor Gollancz, 1937.
- Dirksen, Herbert von, *Moscow, Tokyo, London: Twenty Years of German Foreign Policy*, Norman, Oklahoma University Press, 1952.
- Drobner, Boleslaw, *Bezustanna Walka: Wspomnienia, 1883-1918*, Warszawa, Panstwowy Instytut Wydawn, 1962.
- Duranty, Walter, *Stalin and Co: The Politburo-The Men Who Run Russia*, New York, William Sloane Associates, 1949.
- Eastman, Max, *Depuis la mort de Lénine*, Paris, Gallimard, 1925.
- Eastman, Max, *Love and Revolution, My Journey through an Epoch*, New York, Random House, 1964.

- Feuchtwanger, Lion, *Moscow 1937. My visit described for my friends*, London, Victor Gollancz LTD, 1937.
- Figner, Vera, *Mémoires d'une révolutionnaire*, 1930, Paris, Denoël Gonthier, 1973.
- Fischer, Louis, *Les Soviets dans les affaires mondiales*, Paris, Gallimard, 1933.
- Fischer, Louis, *The Life of Lenin*, New York, Harper & Row, 1964.
- Fischer, Louis, *Men and Politics*, New York, Duell, Sloan and Pearce, 1941.
- Fischer, Ruth, *Stalin and German Communism. A Study in the Origins of the State Party*, Cambridge, Harvard University Press, 1948.
- Franz, Rudolf, «Der Fall Radek von 1913», *Das Forum*, Heft 5, Februar 1920, pp. 389-393.
- Frossard, Louis-Olivier, *De Jaurès à Lénine, Notes et souvenirs d'un militant*, Paris, Bibliothèque de la documentation sociale, 1930.
- Frossard, Louis-Olivier, *Sous le signe de Jaurès, souvenirs d'un militant*, Paris, Flammarion, 1943.
- Gerlach, Heinrich, *Odyssee en rouge*, Paris, Presses de la Cité, 1968.
- Geyer, Curt, *Die revolutionäre Illusion. Zur Geschichte des linken Flügels der USPD. Erinnerungen*, Stuttgart, Deutsche Verlag, 1976.
- Gnedin, Jewgenij, *Das Labyrinth*, Friburg, Herder, 1987.
- Goldschmidt, Dr. Alfons, *Moskau 1920*, Berlin, Ernst Rowohlt Verlag, 1920.
- Graf, Oskar Maria, *Reise in die Sowjetunion 1934*, Darmstadt, Hermann Luchterhand, 1974.
- Grumbach, Salomon, *L'erreur de Zimmerwald-Kienthal*, Paris, Edition de l'Humanité, 1917.
- Guilbeaux, Henri, *Du Kremlin au Cherche-Midi*, Paris, Gallimard, 1933.
- Guinzbourg, Evguéni, *Le vertige: chronique des temps du culte de la personnalité*, 2 Vol., Paris, Seuil, 1967-1980.
- Harden, Maximilian, «Genua ist die Spindel», *Zukunft*, 23, XXX, 4.4.1922, pp. 239-253.
- Haupt, Georges; Marie, Jean-Jacques, *Les Bolcheviks par eux-mêmes*, Paris, Maspero, 1969.
- Heckert, Fritz, «Mes rencontres avec Lénine», dans *Lénine tel qu'il fut: souvenirs de contemporains*, T. 3, Moscou, Ed. du progrès, 1959, pp. 802-809.
- Helphand, Jacob, *Geklibene Schriftn*, [New York], s.n., 1945.
- Herriot, Edouard, *La nouvelle Russie*, Paris, Ferenczi, 1922.
- Herwarth, Hans von, *Zwischen Hitler und Stalin*, Frankfurt a.M., Propyläen, 1982.
- Herzog, Wilhelm, «Russisches Notizbuch», *Das Forum*, n° 11 pp. 791-865, n° 12, pp. 871-911, n° 13 pp. 1-38, 1920.
- Hilger, Gustav, *Wir und der Kreml. Deutsch-sowjetische Beziehungen, 1918-1941*, Frankfurt a.M., A. Metzner, 1955.
- Hilger, Gustav; Meyer, Alfred G., *The Incompatible Allies. A Memoir-History of German-Soviet Relations, 1918-1941*, New York, The Macmillan Company, 1953.
- Hippe, Oskar, *Et notre drapeau est rouge. Du Spartakusbund à la IV^e Internationale*, Paris, La Brèche, 1985.
- Hoelz, Max, *Vom «Weissen Kreuz» zur roten Fahne*, Halle, Mitteldeutscher Verlag, 1981.
- Hoffmann, Max, *Die Aufzeichnungen des Generalmajors Max Hoffman*, Bd. II, Berlin, Verlag für Kulturpolitik, 1929.

- Hulse, James W., *The Forming of the Communist International*, Stanford, Stanford University Press, 1964.
- Humbert-Droz, Jules, *Mémoires. Mon évolution du tolstoïsme au communisme, 1891-1921*, Neuchâtel, La Baconnière, 1969.
- Humbert-Droz, Jules, *Mémoires. De Lénine à Staline. Dix ans au service de l'Internationale communiste, 1921-1931*, Neuchâtel, La Baconnière, 1971.
- Humbert-Droz, Jules, *Archives de Jules Humbert-Droz*, T. 1, 1919-1923, Dordrecht-Holland, D. Reidel Publishing Company, 1970.
- Istrati, Panaït, *Vers l'autre flamme*, Paris, Rieder, 1929.
- Jung, Franz, *Der Weg nach unten*, Neuwied a.R., Luchterhand, 1961.
- Just, Artur W., *Die Presse der Sowjetunion. Methoden diktatorischer Massenführung*, Berlin, C. Duncker, 1931.
- Kessler, Harry Graf, *Tagebücher, 1918-1937*, Frankfurt a.M., Insel Verlag, 1961.
- Kessler, Harry Graf, *W. Rathenau*, Paris, Grasset, 1933.
- Koestler, Arthur, *Hiéroglyphes*, I-II, Paris, Calmann-Lévy, 1955.
- Krivitsky, Walter G., *J'étais un agent de Staline*, Paris, Champs Libre, 1979.
- Kroupskaia, Nadejda N., *Ma vie avec Lénine, 1893-1917*, Paris, Payot, 1933.
- Kuusinen, Aino, *Quand Dieu renverse son ange...*, Paris, Julliard, 1974.
- Laporte, Maurice, *Les mystères du Kremlin*, Paris, La renaissance moderne, 1928.
- Larina, Anna, *Boukharine ma passion*, Paris, Gallimard, 1989.
- Leonhard, Susanne, *Gestohlenes Leben. Schicksal einer politischen Emigrantin in der Sowjetunion*, Frankfurt, Nicolaische Verlagsbuchhandlung Herford, 1956.
- Leonhard, Wolfgang, *Un enfant perdu de la révolution*, Paris, France Empire, 1983.
- Liu Renjing, «Souvenirs», *Cahiers Léon Trotsky*, n° 57, mars 1996, pp. 77-96.
- Lockhardt, Bruce, *Memoirs of a British Agent*, London, Putnam, 1932.
- Lyons, Eugene, *Assignment in Utopia*, New York, Harcourt Brace, 1937.
- Matthias, Erich, *Die deutsche Sozialdemokratie und der Osten*, Tübingen, Böhlau Verlag, 1954.
- Matthias, Leo, *Genie und Wahnsinn in Russland*, Berlin, s.n. 1921.
- Mayenburg, Ruth von, *Hotel Lux, Das Absteigequartier der Weltrevolution*, München, Piper, 1978.
- Mayer, Gustav, *Erinnerungen: Vom Journalisten zum Historiker der deutschen Arbeiterbewegung*, Hildesheim, Zürich, New York, Georg Olms Verlag, 1993.
- Mehnert, Klaus, *Ein deutscher in der Welt, Erinnerungen, 1906-1981*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1982.
- Mehnert, Klaus, *Berichte aus der Sowjetunion*, Stuttgart, Benz-Drucke, 1982.
- Mendel, Hersh, *Mémoires d'un révolutionnaire juif*, Grenoble, Presses Universitaire de Grenoble, 1982.
- Meyer-Leviné, Rosa, *Im inneren Kreis. Erinnerungen einer Kommunistin in Deutschland, 1920-1933*, Köln, Kiepenheuer and Witsch, 1979.
- Münzenberg, Willy, *Die dritte Front; Aufzeichnungen aus den 15 Jahren proletarischer Jugendbewegung*, Berlin, Neuer deutscher Verlag, 1930.
- Nadolny, Rudolf, *Mein Beitrag*, Wiesbaden, Limes Verlag, 1955.
- Naville, Pierre, *Trotsky vivant*, Paris, Julliard, 1962.
- Nomad, Max, *Dreamers, Dynamiters and Demagogues*, New York, Walden Press, 1964.

- Noske, Gustav, «Die Abwehr des Bolschewismus», in *Zehn Jahre deutsche Geschichte 1918-1928*, Berlin, O. Stollberg, [1928].
- Orlov, Alexander, *Secret History of Stalin's Crime*, New York, Random House, 1959.
- Ossietzky, Carl von, «Als Gast Herr Dr. Paul Levi», *Weltbühne*, 25.1, Nr. 23, Juni 1929, pp. 841-844.
- Paquet, Alfons, *Der Geist der russischen Revolution*, Leipzig, Kurt Wolff Verlag, 1919.
- Pascal, Pierre, *Mon Journal de Russie, 1916-1918*, T. I, Lausanne, L'Age d'Homme, 1974.
- Pascal, Pierre, *En communisme. Mon journal de Russie, 1918-1921*, T. II, Lausanne, L'Age d'Homme, 1977.
- Pascal, Pierre, *Mon état d'âme. Mon journal de Russie 1922-1926*, T. III, Lausanne, L'Age d'Homme, 1982.
- Pascal, Pierre, *Russie 1927*, T. IV, Lausanne, L'Age d'Homme, 1982.
- Peng Shuzhi, *Mémoires. L'envol du communisme en Chine*, Paris, Gallimard, 1983.
- Petrov, Vladimir and Evdokia, *Empire of Fear*, London, Deutsch, 1957.
- Piatnitskaïa, Ioulia, *Chronique d'une déraison, Moscou 1937-1938*, Paris, Seuil, 1992.
- Pilsudski, Joseph, *L'Année 1920*, Paris, Renaissance du Livre, 1929.
- Platten, Fritz, *Die Reise Lenins durch Deutschland. Im plombierten Wagen*, Berlin, Neuer Deutscher Verlag, 1920.
- Poretzky, Elisabeth K., *Our Own People*, London, Oxford University Press, 1969.
- Price, Philips M., *My Reminiscences of the Russian Revolution*, London, G. Allen and Unwin, 1921.
- Reed, John, «How Soviet Russia conquered Imperial Germany», *The Liberator*, II, Janvier, 1919, pp. 16-27.
- Reissner, Larissa, *Hamburg at the Barricades, and other writings on Weimar Germany*, London, Pluto Press, 1977.
- Renaissance du bolchevisme en URSS, *Mémoires d'un bolchevik-léniniste*, Paris, Maspero, 1970.
- Retzlaw, Karl, [en réalité Karl Friedberg, collaborateur de camarade Thomas], *German Communists*, London, Hutchinson, [1944].
- Rosmer, Alfred, *Moscou sous Lénine*, T. 1-2, Paris, Maspero, 1970.
- Rossi, Jacques, *Le manuel du goulag*, Paris, Cherche midi, 1997.
- Sadoul, Jacques, *Notes sur la révolution russe*, Paris, Maspero, 1971.
- Scheffer, Paul, *Sieben Jahre Sowjetunion*, Leipzig, Bibliographisches Institut AG., 1930.
- Scheffer, Paul, *Augenzeuge im Staat Lenins (1921-1930). Ein Korrespondent berichtet aus Moskau*, Munich, R. Piper, 1972.
- Sender, Toni, *Autobiography of a German Rebel*, London, The Labour book service, 1940.
- Serge, Victor, *Mémoires d'un révolutionnaire*, Paris, Seuil, 1951.
- Serge, Victor, *Vie et Mort de Léon Trotsky*, Paris, Amiot-Dumont, 1951.
- Serge, Victor, *De Lénine à Staline*, Paris, le Crapouillot, 1937.
- Serge, Victor, *Destin d'une révolution*, Paris, Grasset, 1937.
- Serge, Victor, *Carnets*, s.l., Actes Sud, 1985.
- Shaynfeld, S., «Der junger Karol Radek», *Torne: Kigum un Khurbn fun a yidisher shtot*, Tel Aviv, Landsmanschaftn fun torner yidn, 1954.
- Shlyapnikov, Alexander, *On the Eve of 1917*, London, Allison & Busby, 1982.
- Silone, Ignacio, *Sortie de secours*, Paris, Del Duca, 1966.

- Sinkó, Erwin, *Roman eines Romans. Moskauer Tagebuch 1935-1937*, Köln, Verlag Wissenschaft und Politik, 1962.
- Sisson, Edgar G., *One Hundred Red Days*, New Haven, Yale University Press, 1931.
- Souvarine, Boris, *La Russie nue*, Paris, Ivrea, 1997.
- Sperber, Manès, *Les visages de l'Histoire*, Paris, Odile Jacob, 1990.
- Stadtler, Eduard, *Als Antibolschewist, 1918-1919*, Düsseldorf, Neuer Zeitverlag, 1935.
- Stampfer, Friedrich, *Erfahrungen und Erkenntnisse: Aufzeichnungen aus meinen Leben*, Cologne, Verlag für Politik und Wirtschaft, 1957.
- Stratz, Heinz, *Drei Monate als Geisel für Radek. Persönliche Erlennisse in der Ukraine und Sowjetrusland*, Berlin, Verlag der Kulturliga, 1920.
- Sudoplatov, Pavel Anatolevitch, *Special Tasks: the Memories of a Soviet Spy Master*, Boston, Little Brown, 1995.
- Thalmann, Pavel et Clara, *Combats pour la liberté. Moscou, Madrid*, Paris, Spartacus, 1983.
- Trotsky, Léon, *Ma Vie*, Paris, Gallimard, 1953.
- Troeltsch, Ernst, *Spektator Briefe. Aufsätze über die deutsche Revolution und die Weltpolitik 1918-1922*, Tübingen, Verlag Paul Siebeck, 1924.
- Tuominen, Arvo, *The Bells of the Kremlin. An Experience in Communism*, Hanover, University Press of New England, 1983.
- Valentinov, Nicolas, *Mes rencontres avec Lénine*, Ed. Gérard Lebovici, Paris, 1987.
- Valtin, Jan, *Sans Patrie ni Frontières*, Paris, Dominique Wapler, 1947.
- Wang Fan-Hsi, *Chinese Revoutionary, Memoirs 1919-1949*, Oxford, Oxford University Press, 1980.
- Weiss, Louise, *Mémoires d'une Européenne*, T. II, 1919-1934, Paris, Payot, 1969.
- Ypsilon (Karl Volk, Julian Gumper), *Stalintern*, Paris, La Table ronde, 1948.
- Zetkin, Clara, «Souvenirs sur Lénine», *Révolution*, n° 5, janvier 1964, pp. 78-96.

II. Travaux

A. Sur Radek

1. Non publiés

- Becker, Barbara K., *Karl Radek in Germany 1918-1923*, Thèse non publiée, Université de l'Illinois, 1956.
- Fanger, Donald M., *Radek's Role in the Soviet Opposition*, Thèse non publiée, Université de Berkeley, Californie, 1953.
- Micallef, Constance, *Que lire?, Bilan bibliographique des recherches sur l'activité de Karl Radek en Allemagne de 1918 à 1923*, Mémoire de maîtrise non publié, Université de Paris I, 2002.

2. Articles

a) En russe:

- Ватлин, А. (пуб.), «Я заявляю...» Ультиматум Карла Радек членам ПБ ЦК РКП(б)», *Источник*, № 2, 1998, pp. 42-45.
- Гусейнов, Э., Сироткин, В., «Лицо и Маски Карла Радека», *Московская Правда*, 14.5.1989, p. 3.
- Соколов, М. В., «Война и мир Карла Радека», в *Открывая новые страницы...*, Москва, Политической литературы, 1989, pp. 373-384.
- Фельштинский, Ю., «Был ли причастен К. Радек к гибели К. Либкнехта и Р. Люксембург?», *Вопросы Истории*, № 9-11, 1997.

b) Autres langues:

- Artemov, V. A., «Karl Radek. Im Banne von Dogmen oder auf der Suche nach einer neuen Taktik (1918/1919)?», *Beiträge zur Geschichte der deutschen Arbeiter Bewegung*, 1991, Heft 2, pp. 160-164.
- Broué, Pierre, «Note sur l'action de Karl Radek jusqu'en 1923», *Les Annales, ESC*, XXI, 1966, pp. 681-690.
- Broué, Pierre, «Karl Radek ou la confusion des genres?», dans P. Broué, *Révolution en Allemagne*, Paris, Editions de Minuit, 1977, pp. 846-855.
- Carr, E. H., «Radek's Political Salon in Berlin 1919», *Soviet Studies*, Vol. III, April 1952, n° 4, pp. 411-430, Oxford, Basil Blackwell.
- Cummings, A. J., «Karl Radek», introduction à K. Radek, *Portraits and Pamphlets*, New York, Robert McBride & Company, 1935, pp. IX-XX.
- Kochanski, Aleksander, «Radek», dans *Polski Słownik Biograficzny*, T. XXIX, Warszawa, 1986, pp. 680-688.
- Lerner, Warren, «Karl Radek and the Chinese Revolution, 1925-1927», in *Essays in Russian and Soviet History in Honor of G. Tanquary Robinson*, J. Shelton Curtiss (ed.), New York, Columbia University Press, 1963, pp. 270-282.
- Luban, Ottokar, «Karl Radek im Januaraufstand 1919 in Berlin. Drei Dokumente», *Internationale Wissenschaftliche Korrespondenz zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, n° 3, 2000, pp. 377-397.
- Pawel, Ernst, «Karl Radek – A Forgotten Pillar of Bolshevism», *Midstream*, May 1972, pp. 34-45.
- Schurer, H., «Radek and the German Revolution», I-II, *Survey*, A journal of Soviet and East European Studies, London, The Eastern Press Ltd, London and Reading, n° 53, Oct. 1964, pp. 59-69 et n° 55, April 1965, pp. 126-140.
- Vatlin, Aleksandr, «Die Krise unserer Partei bedroht die Weltrevolution»: Karl Radek zwischen sowjetischem Politbüro und deutscher Revolution», www.ku-eichstaett.de/ZIMOS/forum/docs/vatlin.html, die Katholische Universität Eichstätt-Ingolstadt, 2002.
- Wehner, Markus, «Karl Radek (1885-1939): biographische Notizen», *Internationale Wissenschaftliche Korrespondenz zur Geschichte der Deutschen Arbeiterbewegung*, 1992, 28(3), pp. 395-406.

3. Livres

- Goldbach, Marie-Louise, *Karl-Radek und die deutsch-sowjetischen Beziehungen 1918-1923*, Bonn-Bad Godesberg, Verlag Neue Gesellschaft GMBH, 1973.
- Legters, Lyman H. von, *Karl Radek als Sprachrohr des Bolschewismus*, Berlin, Forschung zur Osteuropäischen Geschichte, Bd. 7, Hrsg. von Mathias Bernath, Horst Jablonowski und Werner Philipp, 1959.
- Lerner, Warren, *Karl Radek. The Last Internationalist*, Stanford, Stanford University Press, 1970.
- Möller, Dietrich, *Revolutionär, Intrigant, Diplomat. Karl Radek in Deutschland*, Köln, Verlag Wissenschaft und Politik, 1976.
- Simonetti, G.E., *La mani di Karl Radek. Le origini dell'Internazionale*, Milano, Muthipla, 1975.

4. Biographies romancées, essais et romans

- Heym, Stefan, *Radek. Roman*, München, C. Bertelsmann, 1995.
- Steffen, Joachim; Wiemers, Aldabert, *Auf zum letzten Verhör. Erkenntnisse der verantwortlichen Hofnarren der Revolution Karl Radek*, München, Bertelsmann, 1977.
- Tuck, Jim, *Engine of Mischieff: An Analytical Biography of Karl Radek*, New York, Greenwood Press, 1988.

B. Général

1. Non publiés

- Bourrinet, Philippe, *Aux origines du courant communiste international des conseils. La gauche communiste hollandaise. 1907-1950*, 2 Vol., Thèse, Paris, 1988.
- Caillosse Jacques, *La Question du Thermidor soviétique dans la pensée politique de Léon Trotsky*, DES, Rennes, 1972.
- Conte, Francis, *Christian Rakovski (1873-1941). Essai de biographie politique*, Thèse, Lille Université, 1975.
- Duker, Abraham G., *The Polish «Great Emigration» and the Jews*, Ann Arbor Michigan Microfilm, 1956.
- Durand, Damien, *Opposants à Staline. La naissance de l'opposition de gauche internationale*, 2 Vol., Thèse, Grenoble, 1974.
- Harwood, William L., *Ignacy Daszynski. The Making of An Austro-Polish Statesman, 1866-1918*, Ann Arbor, Michigan Microfilm, 1977.
- Hedlin, Myron Walter, *Zinoviev, The Comintern and European Revolution 1919-1926*, Thèse, Duke University, 1970.
- Longuet, Isabelle, *La crise de l'opposition de gauche, 1928-1929*, Mémoire de maîtrise, Dpt. d'études slaves, Paris VIII.

2. Articles

a) En russe:

- Абрамов, Н. А.; Безыменский, Л. А., «Особая миссия Давида Канделаки», *Вопросы Истории*, 4-5, 1991, pp. 144-156.
- Баевский, Д., «Большевики в Циммервалде», *Пролетарская Революция*, 1935, № 5, pp. 32-43.
- Ваксберг, А., «Процессы», *Литературная газета*, 4.5.1988, p. 12.
- Пантелеев, М. М., «Авентюрист или политический деятель?», *Вопросы Истории*, 1998, № 8, pp. 121-130.
- Темкин, Я. Г., «Ленин и образование циммервальдской Лево́й», *Вопросы Истории*, 1965, n° 8, p. 23.
- Фирцов, Ф. И., «Сталин и Коммунистической Интернационал», *История и Сталинизм*, Москва, Изд. Полит. Литературы, 1991, pp. 131-199.
- Чернобаев, А. А., «М. Н. Покровский», *Историки России*, 2й, Архивно-информационный бюллетень, № 10, 1995, pp. 51-61.

b) Autres langues:

- Agostino, Anthony, «Intelligentsia Socialism and the Workers Revolution: the Views of J. W. Machajski», *International Review of Social History*, Vol. XIV, 1969, pp. 54-89.
- Ascher, Abraham, «Russian Marxism and the German Revolution, 1917-1920», *Archiv für Sozialgeschichte*, 1966-1967, n° VI-VII, pp. 391-439.
- Badia, Gilbert, «L'attitude de la gauche social-démocrate allemande dans les premiers mois de la guerre, août 1914-avril 1915», *Le Mouvement social*, n° 49, oct.-déc. 1964, pp. 80-105.
- Becker, Jens; Jentsch, Harald, «Heinrich Brandler – biographische Skizze bis 1924», *Jahrbuch für Historische Kommunismusforschung*, 1996, pp. 273-295.
- Besymenski, Lew, «Geheimmission in Stalins Auftrag? David Kandelaki und die sowjetisch-deutschen Beziehungen Mitte der dreissiger Jahre», *Vierteljahrehefte für Zeitgeschichte*, Heft 3, Juli 1992, pp. 339-357.
- Bräckner, Bernd, «Die Komintern über Leben und Werk von Karl Marx und Friedrich Engels 1919/20: Beispiele und Probleme», *Wissenschaftliche Zeitschrift der Karl-Marx-Universität Leipzig*, Gesellschaftswissenschaftliche Reihe, 1988, 37(5), pp. 496-501.
- Broué, Pierre, «Les trotskystes en Union Soviétique, 1929-1938», *Cahiers Léon Trotsky*, n° 6, 1980, pp. 5-66.
- Broué, Pierre, «Gauche allemande et opposition russe de 1926 à 1928», *Cahiers Léon Trotsky*, n° 22, juin 1985, pp. 5-66.
- Broué, Pierre, «Compléments sur les trotskystes en URSS», *Cahiers Léon Trotsky*, n° 24, décembre 1985, pp. 63-72.
- Broué, Pierre, «Indications biographiques sur quelques oppositionnels», *Cahiers Léon Trotsky*, n° 53, avril 1994, pp. 87-114.
- Broué, Pierre, «Un peu de nouveau sur la répression en URSS», *Cahiers Léon Trotsky*, n° 58, septembre 1996, pp. 109-116.
- Broué, Pierre, «Les «trotskystes et la classe ouvrière soviétique», *Cahiers Léon Trotsky*, n° 58, septembre 1996, pp. 117-125.

- Breuning, Eleonore, «Brockdorff-Rantzau: The Wanderer between Two Worlds», in C. Abramsky (ed.), *Essays in Honour of E. H. Carr*, London, Macmillan, 1974, pp. 126-151.
- Carsten, Francis L., «The Reichswehr and the Red Army», 1920-1933», *Survey*, October 1962, n° 44-45, pp. 114-132.
- Cartarius, Ulrich, «Zum Einfluss der polnischen Arbeiterbewegung auf die Entwicklung der «Radikalen Linken» im Deutschland des Ersten Weltkrieges: Leo Joguiches-Tyszka contra Lenin, *Zeitschrift für Ostforschung* [West Germany], 1980, 29(2-3), pp. 193-223.
- Castellan, Georges, «Reichswehr et armée rouge, 1920-1939», in Duroselle, Jean-Baptiste, *Les relations germano-soviétiques*, Paris, Armand Colin, 1954, pp. 137-261.
- Chesnaux, Jean, «Les premiers délégués de l'I.C. en Chine», *Cahiers du Monde Russe et Soviétique*, V, 1964, pp. 74-84.
- Degras, Jane, «United Front Tactics In The Comintern 1921-1928», in Footman, David, *International Communism*, St. Antony's Papers, Nr. 9, London, Chatto and Windus, 1960, pp. 9-22.
- Deutscher, Isaac, «La tragédie du communisme polonais», *Les Temps modernes*, XIII, pp. 1632-1677.
- Di Biagio, Anna, «L'Ultima battaglia dell'opposizione (1926-1927)», *Studi Storia Sovietica*, Roma, 1978, pp. 87-223.
- Drechsler, Karl, «Das Verhältnis zwischen Spartakus und Linksradiakalen, 1917-1918», in Kommission der Historiker der DDR und der UdSSR, *Protokoll der wissenschaftlichen Tagung in Leipzig von 25.-30. November 1957*, Bd. I, Berlin (Ost), 1958, pp. 223-236.
- Dreyfus, Michel, «Le mouvement communiste international et ses oppositions 1920-1940», *Communisme*, 1984-5, pp. 5-40.
- Dullin, Sabine, «Le rôle de Maxime Litvinov dans les années trente», *Communisme*, n° 42/43/44, 1995, pp. 75-93.
- Felshtinsky, Youri, «Lenin, Trotsky, Stalin and the Left Opposition in the USSR 918-1928», *Cahiers du Monde Russe et Soviétique*, XXXI(4), octobre-décembre 1990, pp. 569-578.
- Goussev, Alekseï, «Naissance de l'opposition de gauche», *Cahiers Léon Trotsky*, n° 54, décembre 1994, pp. 5-40.
- Goussev, Alekseï, «L'opposition communiste de gauche en URSS à la fin des années 20», *Cahiers Léon Trotsky*, n° 59, août 1997, pp. 5-36.
- Graml, Hermann, «Die Rapallo-Politik im Urteil der Westdeutschen Forschung, *Vierteljahrhefte für Zeitgeschichte*, 4, XVIII, 1970, pp. 336-391.
- Graziosi, Andrea, «G.L. Piatakov (1890-1937) A Mirror of Soviet Histor», in *Harvard Ukrainian Studies*, Vol. XVI, n° 1/2 1992, pp. 102-166.
- Gruber, Helmut, «Paul Levi and the Comintern», *Survey*, n° 53, October 1964, pp. 70-85.
- Hallgarten, George W.F., «General Hans von Seeckt and Russia, 1920-1922», *The Journal of Modern History*, Vol. XXI, n° 1, March 1949, pp. 28-34.
- Hidas, Peter I., «Soviet and Hungarian Historians about Trotsky, Bukharin, Zinov'ev and Radek», *East Central Europe*, 1989, 16(1-2), pp. 153-159.
- Joubert, Jean P., «Léon Trotsky, la montée du nazisme et les relations germano-soviétiques», *Cahiers Léon Trotsky*, n° 36, décembre 1998, pp. 33-54.

- Kemp-Welch, Tony, «Khrushchev's «Secret Speech» and Polish Politics: The Spring of 1956», *Europe-Asia Studies*, vol. 48, n° 2, March 1996, pp. 181-206.
- Korey, William, «Zinoviev and The German Revolution of October 1923. A Case Study of a Bolshevik Attitude to Revolutions Abroad», in *Essays in Russian and Soviet History in Honor of G. Tanquary Robinson*, J. Shelton Curtiss (ed.), New York, Columbia University Press, 1965, pp. 253-269.
- Laqueur, Walter, «Hitler and Russia 1919-1923», *Survey*, October 1962, n° 44-45, pp. 89-113.
- Lazitch, Branko, «Les écoles de cadre du Comintern», *Contribution à l'Histoire du Comintern*, Genève, Droz, 1965, pp. 233-257.
- Lerner, Warren, «The Unperson in Communist Historiography», *South Atlantic Quarterly*, LXV, 4, 1966, pp. 438-447.
- Longuet, Isabelle, «L'opposition de gauche en URSS, 1928-1929», *Cahiers Léon Trotsky*, n° 53, avril 1994, pp. 33-62.
- Lowenthal, Richard, «The Bolshevisation of the Spartacus League», *International Communism*, St. Antony's Paper, n° 9, London, Chatto and Windus, 1960, pp. 23-71.
- Luban, Ottokar, «Demokratische Sozialistin oder «blutige Rosa»? Rosa Luxemburg und die KPD-Führung im Berliner Januaraufstand 1919», *Internationale Wissenschaftliche Korrespondenz zur Geschichte der Deutschen Arbeiterbewegung*, Heft 2/99, pp. 176-207.
- Meyer, Ernst, «Zur Loslösung der Linksradiكالen von Zentrum in der Volkskriegszeit», *Die Internationale*, 1927, Vol. X, n° 5, pp. 153-167.
- Möller, Dietrich, «Stalin und der «deutsche Oktober» 1923», *Jahrbuch für Geschichte Osteuropas*, XIII, 1965, pp. 212-225.
- Mousson-Lestang, Jean-Pierre, «A propos de trois lettres de Cicerin, Sljapnikov et Radek sur les rapports entre les bolcheviks et la Suède, 1911-1919», *Cahiers du Monde Russe et Soviétique*, 1986, 27(1), pp. 95-106.
- Mysyrowicz, Ladislas, «Université et révolution», *Revue Suisse d'Histoire*, Vol. 25, n° 4, 1975, pp. 514-562.
- Mysyrowicz, Ladislas. *Editions et imprimeries «révolutionnaires russes» à Genève (1865-1917)*, [Genève], [Société d'histoire et d'archéologie de Genève], s.d.
- Nettl, John Peter, «The German Social Democratic Party 1890-1914 as a Political Model», *Past and Present*, n° 30, April 1965, pp. 65-95.
- Pantsov, Alexander Vadimovitch; Benton, Gregor, «Did Trotsky Oppose Entering the Guomindang «From the First?»», *Republican China*, n° 2, 1994, pp. 52-66.
- Pantsov, Alexander Vadimovitch, «La naissance de l'opposition de gauche dans le PC chinois», *Cahiers Léon Trotsky*, n° 57, mars 1996, pp. 5-76.
- Pantsov, Alexander Vadimovitch, «La politique de Staline en Chine 1925-1927. Nouvel éclairage des archives russes», *Cahiers Léon Trotsky*, n° 64, novembre 1998, pp. 5-36.
- Ratz, Ursula, «Karl Kautsky und die Abrüstungskontroverse in der deutschen Sozialdemokratie 1911-1912», *International Review of Social History*, n° 11(2), 1996, pp. 197-227.
- Raymond, Paul D., «Witness and Chronicler of Nazi-Soviet Relations: The Testimony of Evgeny Gnedin (Parvus)», *The Russian Review*, Vol. 44, 1985, pp. 379-395.
- Roberts, Geoffrey, «A Soviet Bid for Coexistence with Nazi Germany, 1935-1937: The Kandelaki Affair», *The International History Review*, n° 3, August 1994, pp. 466-490.

- Samus, Pawel, «Die politische Aktivität der polnischen Kommunisten im Exekutivkomitee der kommunistischen Internationalen in den Jahren 1921-1924», *Jahrbuch für historische Kommunismusforschung*, 1996, pp. 84-105.
- Scharrer, Manfred, «Eine verhinderte Programmdiskussion. Randglosse zum Vereinigungsparteitag der USPD (linke) und der KPD (spartakusbund) im Dezember 1920 in Berlin», *Internationale Wissenschaftliche Korrespondenz zur Geschichte der Deutschen Arbeiterbewegung*, 1986, 22(3), pp. 373-379.
- Schüddekopf, Otto-Ernst, «Deutschland zwischen Ost und West. Karl Moor und die deutsch-russischen Beziehungen in der ersten Hälfte des Jahres 1919», *Archiv für Sozialgeschichte*, Band III, 1963, pp. 223-263.
- Schurer, Heinz, «Alexandre Helphand-Parvua: Russian Revolutionary and German Patriot», *The Russian Review*, Vol. 8, n° 4, Oct. 1959, pp. 313-331.
- Senn, Alfred Erich, «Les révolutionnaires russes et l'asile politique en Suisse avant 1917», *Cahiers du Monde Russe et Soviétique*, 1968, pp. 324-336.
- Senn, Alfred Erich, «The Myth of German Money during the First World War», *Soviet Studies*, Vol. XXVIII, n° 1, 1976, pp. 83-90.
- Shapiro, Jane P., «Soviet Historiography and the Moscow Trials: After Thirty Years», *The Russian Review*, Vol. 27, n° 1, Jan. 1968, pp. 68-77.
- Shapiro, Jane P., «Rehabilitation Policy under the Post-Khrushchev Leadership», *Soviet Studies*, Vol. 20, n° 4, April 1969, pp. 490-498.
- Slusser, Robert M. «The Role of the Foreign Ministry», Lederer, Ivo J. (ed.), *Russian Foreign Policy: Essays in Historical Perspective*, New Haven, Yale University Press, 1962, pp. 197-239.
- Spencer, Arthur, «National-Bolshevism», *Survey*, October 1962, n° 44-45, pp. 133-152.
- Spiridonova, Lidiia, «Gorky and Stalin (According to New Materials from A. M. Gorky's Archive)», *The Russian Review*, Vol. 54, July 1995, pp. 413-423.
- Traverso, Enzo, «Marxismo e identità ebraica in Europa orientale (1881-1918)», *Ponte*, 1985, 41(1), pp. 86-101.
- Trotnow, Helmut, «Karl Liebknecht und die russische Revolution. Ein unveröffentlichter Diskussionsbeitrag Karl Liebknechts zu Karl Radeks Rede auf dem Gründungsparteitag der KPD 1918/1919», *Archiv für Sozialgeschichte*, Friedrich-Ebert-Stiftung, Band XIII, 1973, pp. 380-397.
- Tucker, Robert C., «The Emergence of Stalin's Foreign Policy», *Slavic Review*, Vol. 36, 1977, pp. 563-589.
- Tych, Feliks, «La participation des partis ouvriers polonais au mouvement de Zimmerwald», *Annali*, Istituto Giangiacomo Feltrinelli, 1961, pp. 90-125.
- Uldricks, Teddy J., «Soviet Security Policy in the 1930s», in Gorodetsky, Gabriel, *Soviet Foreign Policy, 1917-1991. A Retrospective*, Portland, Franf Cass, 1994.
- Ullrich, Volker, «Die frühe Opposition in der Hamburger Arbeiterbewegung 1914/15», *Internationale Wissenschaftliche Korrespondenz zur Geschichte der Deutschen Arbeiterbewegung*, 1992, 28(2), pp. 210-222.
- Wehner, Markus; Watlin, Aleksandr, «Genosse Thomas» und die Geheimtätigkeit der Komintern in Deutschland 1919-1925», *Internationale Wissenschaftliche Korrespondenz zur Geschichte der Deutschen Arbeiterbewegung*, 1993, 29(1), pp. 1-19.

- Wehner, Markus, «Kaderkarrieren der Weltrevolution: Die deutsch-russische Geschichte der Brüder Rakow», *Internationale Wissenschaftliche Korrespondenz zur Geschichte der Deutschen Arbeiterbewegung*, 1994, Heft 1, pp. 29-67.
- Werth, Nicolas, «Un Etat contre son peuple», *Le livre noir du communisme. Crimes, terreur, répression*, Paris, Laffont, 1997, pp. 49-298.
- Wolikow, Serge, «L'histoire du communisme à l'épreuve des archives russes», *Traverse*, Revue d'histoire, Zurich, 1995, n° 3, pp. 19-26.
- Zeide, Alla, «Larisa Reisner: Myth as Justification for Life», *The Russian Review*, Vol. 51, April 1992, pp. 172-187.
- Zipperstein, S. J., «Haskalah, Cultural Change and Nineteenth Century Jewry: A Reassessment», in *Journal of Jewish Studies*, 35, 1983.

3. Livres

a) En russe

- Айзин, Б.А., *Революционные германские социал-демократы против империализма и войны, 1907-1914*, Москва, Изд. Наука, 1953.
- Алаторцева, А.И., *Советская периодика, 1917-1930*, Москва, Наука, 1989.
- Генис, Владимир, *Красная Персия. Большевики в Гилане 1920-1921. Документальная хроника*, Москва, МНПИ, 2000.
- Коршунов, М., Терехова, В., *Тайна майн Московских*, Москва, Слово, 1995.
- Пантцов, А.В., *Тайная история советско-китайских отношений. Большевики и китайская революция (1919-1927)*, Москва, Муравей-Гайд, 2001.
- Роговин, Вадим, *Сталинский неонэп*, Москва, Московская Типография, 1992.
- Трухнов, Г.М., *Из истории советско-германских отношений, 1920-1922*, Минск, Изд. БГУ, 1974.
- Яковлев, А.Н., *Реабилитация. Политические процессы 30-50-х годов*, Москва, Изд. Политической Литературы, 1991.

b) Autres langues:

- Alexandrov, Victor, *The Tukhachevsky Affair*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1964.
- Allard, Sven, *Stalin und Hitler: die sowjetrussische Aussenpolitik 1930-1941*, Bern-München, Francke, 1974.
- Allison, Henry E., *Lessing and the Enlightenment*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 1966.
- Angröss, Werner T., *Stillborn Revolution. The Communist Bid for Power in Germany, 1921-1923*, Princeton, Princeton University Press, 1963.
- Auswärtiges Amt Historischer Dienst (Hrsg.), *Biographisches Handbuch des deutschen Auswärtigen Dienstes 1871-1945*, Bd. 1: A-F, Paderborn, F. Schöningh, 2000.
- Authier, Denis; Barrot, Jean, *La gauche communiste en Allemagne, 1918-1921*, Paris, Payot, 1976.
- Badia, Gilbert, *Le Spartakisme. Les dernières années de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht*, Paris, L'Arche, 1967.
- Badia, Gilbert, *Les Spartakistes 1918: l'Allemagne en révolution*, Paris, Julliard, 1969.
- Balinska, Marta Aleksandra, *Une vie pour l'humanitaire. Ludwik Rajchman, 1881-1965*, Paris, La Découverte, 1995.

- Barber, John, *Soviet Historians in Crisis, 1928-1932*, New York, Holmes & Meier Publishers, INC, 1981.
- Beitel, Werner; Nötzold, J., *Deutsch-Sowjetische Beziehungen in der Weimarer Republik*, Baden-Baden, Nomos Verlagsanstalt, 1979.
- Benoist-Méchin, Jacques, *Histoire de l'armée allemande, 1918-1937*, Paris, Laffont, 1984.
- Beradt, Charlotte, *Paul Levi. Ein demokratischer Sozialist in der Weimarer Republik*, Francfort a.M., Europäische Verlagsanstalt, 1969.
- Bergmann, Theodor, «*Gegen den Strom*». *Die Geschichte der Kommunistischen Partei-Opposition*, Hamburg, VSA-Verlag, 1987.
- Bergmann, Theodor; Haible, Wolfgang, *Die Geschwister Thalheimer. Skizzen ihrer Leben und Politik*, Mainz, Decaton, 1993.
- Bernaut, Elsa; Leites, Nathan, *Ritual of Liquidation. The Case of the Moscow Trials*, Glencoe, The Free Press, 1954.
- Blaensdorf, Agnes, *Die Zweite Internationale und der Krieg. Die Diskussion über die internationale Zusammenarbeit der sozialistischen Parteien 1914-1917*, Stuttgart, Ernst Klett Verlag, 1979.
- Blobaum, Robert, *Feliks Dzierzynski and the SDKPiL: Study of the Origins of Polish Communism*, New York, Columbia University Press, 1984.
- Blücher, Wipert von, *Deutschlands Weg nach Rapallo*, Wiesbaden, Limes Verlag, 1951.
- Bock, Hans Manfred, *Syndikalismus und Linkskommunismus von 1918-1923. Zur Geschichte und Soziologie der Freien Arbeiter-Union Deutschlands, der Allgemeinen Arbeiter-Union Deutschlands und der Kommunistischen Arbeiter-Partei Deutschlands*, Meisenheim am Glan, Verlag Anton Hain, 1969.
- Borkenau, Franz, *World Communism. A History of the Communist International*, An Arbor, University of Michigan Press, 1962.
- Borsany, György, *The Life of a Communist Revolutionary, Bela Kun*, New York, Columbia University Press, 1993.
- Bournazel, Renata, *Rapallo: naissance d'un mythe*, Paris, Armand Colin, 1972.
- Brandt, Conrad B., *Stalin's Failure in China, 1924-1927*, Cambridge Massachusetts, Harvard University Press, 1958.
- Brandt, Willy; Lowenthal, Richard, *Ernst Reuter. Ein Leben für die Freiheit. Eine politische Biographie*, München, Kindler, 1957.
- Braunthal, Julius, *Geschicht des Internationale*, 3 Vol., Hannover, Verlag J.H. Dietz Nachf., 1961-1971.
- Bricianer, Serge, *Pannekoek et les conseils ouvriers*, Paris, EDI, 1969.
- Bronsen, David, *Joseph Roth*, Paris, Seuil, 1994.
- Brossat, Alain, *Agents de Moscou. Le stalinisme et son ombre*, Paris, Gallimard, 1988.
- Brossat, Alain, *Un communisme insupportable*, Paris, L'Harmattan, 1997.
- Broué, Pierre, *Le Parti bolchevique*, Paris, Ed. de Minuit, 1963.
- Broué, Pierre, *Révolution en Allemagne*, Paris, Ed. de Minuit, 1971.
- Broué, Pierre, *Trotsky*, Paris, Fayard, 1988.
- Broué, Pierre, *Staline et la Révolution. Le cas espagnole*, Paris, Fayard, 1993.
- Broué, Pierre, *Rakovsky*, Paris, Fayard, 1995.
- Broué, Pierre, *Histoire de l'Internationale communiste*, Paris, Fayard, 1997.
- Buszko, Józef, *Ruch socjalistyczny w Krakowie, 1890-1914*, Krakow, Wydawn Literackie, 1961.

- Carr, Edward Hallett, *La révolution bolchevique*, 3 Vol., Paris, Editions de Minuit, 1974.
- Carr, Edward Hallett, *The Interregnum, 1923-1924*, London, Macmillan, 1954.
- Carr, Edward Hallett, *German-Soviet Relations Between The Two World Wars, 1919-1939*, Baltimore, Johns Hopkins Press, 1951.
- Carsten, Francis L., *Reichswehr und Politik*, Köln, Kiepenheuer und Witsch, 1964.
- Cartarius, Ulrich, *Die Propaganda der radikalen Linken im ersten Weltkrieg und deren Auswirkungen auf die Haltung der deutschen Arbeiterschaft*, Frankfurt am Main, Peter Lang, 1980.
- Caute, Daniel, *Les compagnons de route, 1917-1968*, Paris, Laffont, 1979.
- Chamberlin, William Henry, *Die russische Revolution, 1917-1921*, Zweiter Band, Frankfurt am Main, Europäische Verlagsanstalt, 1958.
- Chentalinski, Vitali, *La parole ressuscitée. Dans les archives littéraires du KGB*, Paris, Laffont, 1993.
- Chesnaux, Jean, *Le Mouvement ouvrier chinois de 1919 à 1927*, Paris, Mouton & Co, 1962.
- Cohen, Stephen S., *Nicolas Boukharine. La vie d'un bolchevik*, Paris, Maspero, 1979.
- Collart, Yves, *Le parti socialiste suisse et l'Internationale, 1914-1915, De l'Union nationale à Zimmerwald*, Genève, Publication de l'Institut universitaire de hautes études internationales, 1969.
- Colloque, *Willi Münzenberg. Un homme contre*. Actes du colloque international d'Aix-en-Provence, du 26 au 29 mars 1992. Aix-en-Provence, Bibliothèque Méjanes, s.d.
- Conquest, Robert, *Inside Stalin's Secret Police. NKVD politics 1936-1939*, London, Macmillan, 1985.
- Conquest, Robert, *Staline*, Paris, Odile Jacob, 1993.
- Conquest, Robert, *La Grande Terreur. Les purges staliniennes des années 30*, Paris, Laffont, 1995.
- Costello, John; Tsarev, Oleg, *Deadly Illusions, the KGB Orlov Dossier reveals a Master Spy*, London, Century, 1993.
- Conte, Francis, *Un révolutionnaire diplomate: Christian Rakovski. L'Union soviétique et l'Europe*, Paris, EHESS, 1978.
- Cottam, Kazimiera Janina, *Boleslaw Limanowski. A Study in Socialism and Nationalism*, New York, Columbia University Press, 1978.
- Cruchet, René, *Les Universités allemandes au XX^e siècle*, Paris, Colin, 1914.
- Czubinski, Antoni, *Stamowski socjaldemokracji niemieckiej wobec Polityki kolonialnej II Rzeczy w latach 1876-1914*, Poznan, Uniwersytet A. Mickiewicza, 1966.
- Dallin, David J., *The Rise of Russia in Asia*, New Haven, Yale University Press, 1949.
- Dallin, David J., *From Purge to Coexistence. Essays on Stalin's & Khrouchchev's Russia*, Chicago, Henry Regnery compagny, s.d.
- Daniels, Robert Vincent, *The Conscience of the Revolution: Communist Opposition in Soviet Russia*, Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 1960.
- Davis, Norman, *God's Playground*, Oxford, Clarendon Press, 1981.
- Dennis, A.L.P., *The Foreign Policies of Soviet Russia*, New York, Dulton, 1924.
- Deutschland und das bolchewistische Russland von Brest-Litowsk bis 1941*, Berlin, Duncker & Humblot, 1991.
- Deutscher, Isaac, *Essais sur le problème juif*, Paris, Payot, 1969.
- Deutscher, Isaac, *Trotsky*, 3 Vol., Paris, Julliard, 1962-1965.

- Deutscher, Isaac, *Staline*, Paris, Gallimard, 1973.
- Di Biagio, Anna, *Democrazia e Centralismo: la discussione sul «Nuovo Corso» nel Partito Comunista Sovietico (ott. 1923-gen. 1924)*, Milan, Il Saggiatore, 1978.
- Die Oktoberrevolution und Deutschland*, Berlin, Akademie Verlag, 1958.
- Dobrowolski, H., Francis, M., Konarski, S., *Postepowe Tradycje Mlodziezy Akademickiej w Krakowie*, Krakow, Wydawnictwo, 1962.
- Drachkovitch, Milorad; Lazitch, Branko, *The Comintern. Historical Highlights. Essays, Recollections, Documents*, New York, Praeger, 1966.
- Drachkovitch, Milorad. M.; Lazitch, Branko, *Biographical Dictionary of the Comintern*, Stanford, The Hoover Institute Press, 1986.
- Duda, Gerhard, *Jenö Varga und die Geschichte des Institut für Weltwirtschaft und Weltpolitik in Moskau, 1921-1970*, Berlin, Akademie Verlag, 1994.
- Dullin, Sabine, *Des hommes d'influence. Les ambassadeurs de Staline en Europe, 1930-1939*, Paris, Payot, 2001.
- Dupeux, Louis, *National Bolchevisme. Stratégie communiste et dynamique conservatrice*, I-II, Paris, Honoré Champion, 1979.
- Duzyk, Józef; Salmonowicz, Salmon, *Cracowie et son Université*, Krakow, Wydawnictwo Artystyczko-Graficzne, 1966.
- Dziewanowski, M.K., *The Communist Party of Poland. An Outline of History*, Cambridge, Cambridge University Press, 1976.
- Dziewanowski, M.K., *Joseph Pilsudski, a European Federalist, 1918-1922*, Stanford, Hoover Institution Press, 1969.
- Eichwede, Wolfgang, *Revolution und Internationale Politik*, Köln, Böhlv, 1971.
- Engel, Gerhard, *Die politische Entwicklung J. Knief*, Dietz, Ost-Berlin, 1966.
- Etkind, Efim; Nivat, Georges et al. (éd.), *Histoire de la littérature russe. Le XX^e siècle. 2 La Révolution et les années vingt*, [Paris], A. Fayard, 1988.
- Fähnders, Walter; Rector, Martin, *Linksradikalismus und Litteratur*, 2 Bd., Hamburg, Rowohlt, 1974.
- Fässler, Peter (Hrsg.), *Lemberg, Lwów, Lviv, Eine Stadt im Schnittpunkt europäischer Kulturen*, Köln, Böhlau Verlag, 1993.
- Fainsod, Merle, *International Socialism and the World War*, Cambridge Mass., Harvard University Press, 1935.
- Farbmann, Michael S., *Bolshevism in Retreat*, London, W. Collins, 1924.
- Favez, Jean-Claude, *L'occupation franco-belge de la Ruhr*, Genève, Droz, 1969.
- Feigon, Lee, *Chen Duxiu, Founder of the Chinese Communist Party*, Princeton, Princeton University Press, 1983.
- Ferro, Marc, *L'Occident devant la révolution soviétique*, Bruxelles, Ed. Complexe, 1980.
- Ferro, Marc, *L'histoire sous surveillance*, Paris, Calmann-Lévy, 1985.
- Ferro, Marc, *Nicolas II*, Paris, Payot, 1990.
- Fester, Richard, *Die politischen Kämpfe um den Frieden 1916-1918 und das Deutschtum*, München-Berlin, J.F. Lehmann, 1938.
- Feucht, Stefan, *Die Haltung der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands zur Aussenpolitik während der Weimarer Republik (1918-1933)*, Frankfurt am Main, Peter Lang, 1998.
- Fink, Carole, *The Genoa Conference. European Diplomacy, 1921-1922*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1984.

- Fink, Carole; Frohn, Axel; Heideking, Jürgen (ed.), *Genoa, Rapallo, and European Reconstruction in 1922*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991.
- Fischer, Conan, *The German Communists and the Rise of Nazism*, London, Macmillan, 1991.
- Flechtheim, Ossip K., *Die Kommunistische Partei Deutschlands in der Weimarer Republik*, Frankfurt a.M., Europäische Verlag, 1969.
- Fleischhauer, Ingeborg, *Der Pakt: Hitler, Stalin und die Initiative der deutschen Diplomatie 1938-1939*, Frankfurt, Ullstein, 1990.
- Fletcher, Roger, *Revisionism and Empire. Socialist Imperialism in Germany 1897-1914*, London, George Allen and Unwin, 1984.
- Fowkes, Ben, *Communism in Germany Under the Weimar Republik*, London, MacMillan, 1984.
- Frankel, Joseph, *Prophecy and Politics. Socialism, Nationalism, and the Russian Jews, 1862-1917*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981.
- Freund, Gerald, *Unholy Alliance, Russian-German Relations from the Treaty of Brest-Litovsk to the Treaty of Berlin*, New York, Harcourt, 1957.
- Freymond, Jacques (éd.), *Contributions à l'Histoire du Comintern*, Genève, Droz, 1965.
- Frölich, Paul, *Rosa Luxemburg. Sa vie son œuvre*, Paris, Maspero, 1965.
- Furet, François, *Le passé d'une illusion: essai sur l'idée communiste au XX^e siècle*, Paris, Laffont, 1996.
- Futrell, Michael, *Northern Undergrund. Episodes of Russian Revolutionary Transport and Communications through Scandinavia and Finland, 1863-1917*, London, Faber and Faber LTD, 1963.
- Gautschi, Willi, *Lenin als Emigrant in der Schweiz*, Zürich, Benziger, 1973.
- Gautschi, Willi, *Landesstreik, 1918*, 3 Hrsg., Zürich, Chronos, 1988.
- Getty, Arch J., *Origins of the Great Purge. The Soviet Communist Party Reconsidered (1933-1938)*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985.
- Geyer, Curt, *Der Radikalismus in der deutschen Arbeiterbewegung. Ein soziologischer Versuch*, Jena, Thüringer Verlagsanstalt und Druckerei, 1923.
- Geyer, Dietrich, *Kautskys Russisches Dossier. Deutsche Sozialdemokraten als Treuhänder des russischen Parteivermögens 1910-1915*, Frankfurt, Campus Verlag, 1981.
- Gorodetsky, Gabriel (ed.), *Soviet Foreign Policy, 1917-1991. A Retrospective*, Portland, Franf Cass, 1994.
- Gras, Christian, *Alfred Rosmer et le mouvement révolutionnaire international*, Paris, Maspero, 1971.
- Grünberg, K., Kozłowski, Cz., *Historia Polskiego Ruchu Robotniczego, 1864-1918*, Warszawa, Książka i Wiedza, 1962.
- Guillermaz, Jacques, *Histoire du parti communiste chinois*, Vol. 1, 1921-1949, Paris, Payot, 1968.
- Haas, Leonhard, *Carl Vital Moor, 1852-1932. Ein Leben für Marx und Lenin*, Zürich, Benziger Verlag, 1970.
- Haffner, Sebastien *Le pacte avec le diable*, Paris, Robert Laffont, 1969.
- Haigh, R. H., Morris, D. S., Peters, A. R., *German-Soviet Relations in the Weimar Era. Friendship from Necessity*, Aldershot, Gower, 1985.
- Haslam, Jonathan, *The Soviet Union and the Struggle for Collective Security in Europe, 1933-1939*, London, The Macmillan Press LTD, 1984.

- Heinzig, Dieter, *Sowjetische Militärberater bei der Kuomintang 1923-1927*, Baden-Baden, Nomos, 1978.
- Helbig, Herbert, *Die Träger der Rapallo-Politik*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1958.
- Hering, Sabine; Schilde, Kurt, *Kampfname Ruth Fischer. Wandlungen einer deutschen Kommunistin*, Frankfurt am Main, Dipa-Verlag, 1995.
- Hermann, Maxim, *Histoire de la littérature polonaise: des origines à 1961*, Paris, A. G. Nizet, 1963.
- Himka, Jean-Paul, *Socialism in Galicia (1860-1890)*, Harvard, Harvard University Press, 1983.
- Hochman, Jiri, *The Soviet Union and the Failure of Collective Security, 1934-1938*, Ithaca, Cornell University Press, 1984.
- Hölzig, Erwin, *Lenin 1917, Die Geburt der Revolution aus dem Kriege*, München, R. Oldenbourg, 1957.
- Hsiao Tso-Liang, *Chinese Communism in 1927. City vs Countryside*, Hong Kong, Chinese University of Hong Kong, 1970.
- Hulse, James W., *The Forming of the Communist International*, Stanford, Stanford University Press, 1964.
- Humbert-Droz, Jules, *L'origine de l'internationale communiste, de Zimmerwald à Moscou*, Neuchâtel, Baconnière, 1968.
- Illustrierte Geschichte der Deutschen Revolution*, Berlin, Internationaler Arbeiter-Verlag, [1929].
- Illustrierte Geschichte der Novemberrevolution im Deutschlands*, Berlin, Dienst Verlag, 1968.
- Ingerflom, Sergio, *Le citoyen impossible: Les racines russes du léninisme*, Paris, Payot, 1988.
- Isaacs, Harold R., *La Tragédie de la Révolution chinoise*, Paris, Gallimard, 1979.
- Jacobs, Dan S., *Borodin, Stalin's man in China*, Cambridge-Massachusetts, Harvard University Press, 1981.
- Joll, James, *The Second International, 1889-1914*, Oxford, Alden and Mowbray Ltd, 1974.
- Jost, Hans-Ulrich, *Linksradikalismus in der deutschen Schweiz 1914-1918*, Bern, Verlag Stämpfli, 1973.
- Jost, Hans-Ulrich, *Die Altkommunisten, Linksradikalismus und Sozialismus in der Schweiz 1919-1921*, Schweiz, Verlag Huber Frauenfeld, 1977.
- Kabalinski, Stanislaw; Tych, Feliks, *Czwarte powstanie czy pierwsza rewolucja. Lata 1905-1907 na ziemach polskich*, Warszawa, Wiedza Powszechna, 1976.
- Kan, Alexander, *Nikolai Bucharin und die skandinavische Arbeiterbewegung*, Mainz, Decaton Verlag, 1993.
- Katz, Jacob, *Zur Assimilation und Emanzipation der Juden*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1982.
- Katz, Jacob, *Out of the Ghetto*, Harvard, Harvard University Press, 1973.
- Kaufmann, Bernd, *Der Nachrichtendienst der KPD 1919-1937*, Berlin, Dietz Verlag, 1993.
- Ken, Oleg, *Collective security or isolation? Soviet foreign policy and Poland, 1930-1935*, Saint Petersburg, Evropeiskiy Dom, 1996.
- Kennan, George F., *Russia and the West Under Lenin and Stalin*, Boston, Little Brown, 1961.

- Khlevniouk, Oleg, *Le cercle du Kremlin. Staline et le Bureau politique dans les années 30: les jeux du pouvoir*, Paris, Seuil, 1995.
- Kieniewicz, Stefan (dir.), *Histoire de la Pologne*, Varsovie, PWN. Editions scientifiques de Pologne, 1971.
- Kiepuska, Halima, *Warszawa w rewolucji*, Warszawa, Wiedza Powszechna, 1974.
- Koch, Stephen, *La fin de l'innocence. Les intellectuels d'Occident et la tentation stalinienne: trente ans de guerre secrète*, Paris, Grasset, 1995.
- Koch-Baumgarten, Sigrid, *Aufstand der Avantgarde. Die Märzaktion der KPD 1921*, Frankfurt a. M., Campus, 1986.
- Kochan, Lionel, *Russia and the Weimar Republic*, Cambridge, Bowes & Bowes, 1954.
- Kochanski, Aleksander, *Księga Polaków uczestników Rewolucji Październikowej 1917-1920, biografie*, Warszawa, Książka i Wiedza, [1967].
- Koenen, Gerd; Kopelew, Lew (Hrsg.), *Deutschland und die Russische Revolution, 1917-1924*, München, Wilhelm Fink Verlag, 1998.
- Kolb, Eberhard, *Die Weimarer Republik*, 3. Auflage, München, R. Oldenbourg Verlag, 1993.
- Kolodziej, Léon, *Adam Mickiewicz au carrefour des romantismes européens*, Gap, Editions Ophrys, 1966.
- Komarnicki, Tirus, *Rebirth of the Polish Republic*, London, Heinemann, 1957.
- Kondratieva, Tamara, *Bolcheviks et Jacobins. Itinéraire des analogies*, Paris, Payot, 1989.
- König, Helmut, *Lenin und die italienische Sozialismus 1915-1921. Ein Beitrag zur Gründungsgeschichte der Kommunistische Internationale*, Köln, Graz, 1967.
- Kool, Fritz, *Die Linke gegen die Parteiherrschaft*, Olten et Freiburg im Breisgau, Walter-Verlag, 1970.
- Korbel, Josef, *Poland Between East and West: Soviet and German Diplomacy toward Poland, 1919-1933*, Princeton, Princeton University Press, 1963.
- Kotek, Joël, *La jeune garde. La jeunesse entre KGB et CIA 1917-1989*, Paris, Seuil, 1998.
- Kotowski, Georg, *Friedrich Ebert. Eine politische Biographie*, Bd. I-II, Franz Steiner Verlag, Wiesbaden, 1963.
- Kovrig, Bennett, *Communism in Hungary from Kun to Kadar*, Standford, Stanford University Press, 1979.
- Kriegel, Annie, *Les grands procès dans les systèmes communistes. La pédagogie infernale*, Paris, Gallimard, 1972.
- Krüger, Peter, *Die Aussenpolitik der Republik von Weimar*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1985.
- Lastour, Sophie de, *Toukhatchevski: Le bâtisseur de l'armée rouge*, Paris, A. Michel, 1996.
- Lazitch, Branko, *Lénine et la III^e Internationale*, Neuchâtel, La Baconnière, 1951.
- Leonhard, Wolfgang, *Völker hört die Signale. Die Anfänge des Weltkommunismus 1919-1924*, München, C. Bertelsmann, 1981.
- Létourneau, Paul, *Walther Rathenau, 1867-1922*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 1995.
- Lewin, Moshé, *Le dernier combat de Lénine*, Paris, Editions de Minuit, 1978.
- Linke, Horst-Günter, *Deutsch-sowjetische Beziehungen bis Rapallo*, Köln, Verlag Wissenschaft und Politik, 1970.
- Lösche, Peter, *Der Bolschewismus im Urteil der deutschen Sozialdemokratie, 1903-1920*, Berlin, Colloquium Verlag, 1967.

- Löwy, Michel; Wistrich, Robert. S., *Rédemption et Utopie. Le judaïsme libertaire en Europe centrale. Une étude d'affinité élective*, Paris, PUF, 1988.
- Ludewig, H.U., *Arbeiterbewegung und Aufstand*, Husum, Matthaesen, 1978.
- Luks, Leonid, *Entstehung der kommunistische Faschismustheorie: die Auseinandersetzung der Komintern mit Faschismus und Nationalsozialismus*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1985.
- Maciszewski, Jarema, *Tragedia Komunistycznej Partii Polski*, Warszawa, Wiedza Powszechna, 1989.
- Maehl, William Harry, *August Bebel. Shadow Emperor of the German Workers*, Philadelphia, Independance Square, 1980.
- Mallmann, Klaus-Michael, *Kommunisten in der Weimarer Republik. Sozialgeschichte einer revolutionären Bewegung*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1996.
- Mayer, Arno J., *Politics and Diplomacy of Peace Making. Countainment and Counter-revolution at Versailles, 1918-1919*, London, Weidenfeld and Nicolson, 1968.
- Macdermott, Kevin; Agnew, Jeremy, *The Comintern. A History of International Communism from Lenin to Stalin*, London, Macmillan Press LTD, 1996.
- Medvedev, Roy, *Le Stalinisme. Origine, histoire, conséquences*, Paris, Ed. du Seuil, 1972.
- Medvedev, Roy, *Let History Judge*, New York, Knopf, 1972.
- Meier-Welcker, Hans, *Seeckt*, Frankfurt a.M., Bernard and Graefe Verlag für Wehrwesen, 1967.
- Meisner, Maurice, *Li Ta-chao and the Origins of Chinese Marxism*, New York, Athenum, 1974.
- Milosz, Czeslaw, *Histoire de la littérature polonaise*, Paris, Fayard, 1986.
- Molnar, Miklos, *De Béla Kun à Janos Kadar: soixante-dix ans de communisme hongrois*, Paris, FNSP, 1987.
- Morel, Jean-Pierre, *Le roman insupportable. L'Internationale littéraire et la France, 1920-1932*, Paris, Gallimard, 1985.
- Moring, Karl-Ernst, *Die Sozialdemokratische partei in Bremen 1890-1914. Reformismus und Radikalismus in der Sozialdemokratischen Partei Bremens*, Hannover, Verlag für Literatur und Zeitgeschehen, 1968.
- Naarden, Bruno, *Socialist Europe and Revolutionary Russia: Perception and Prejudice, 1848-1923*, Glasgow, Cambridge University Press, 1992.
- Nadjus, Walentyna, *The Relation of the Polish Social Democrats in Galicia to the Habsburg Empire and the Austrian Social Democrat Workers Party*, Leiden, E.J. Brill, 1970.
- Nekrich, Alexandre, *L'armée rouge assassinée*, Paris, Grasset, 1968.
- Nettl, John-Peter, *La vie et l'œuvre de Rosa Luxemburg*, Paris, Maspero, 1972.
- Nicolaevsky, Boris I., *Power and the Soviet Elite*, New York, Frederick A. Praeger, 1965.
- Nollau, Gunther, *International communism and World Revolution: History and Methods*, New York, Praeger, 1961.
- Norden, Albert, *Zwischen Berlin und Moskau*, Berlin, Dietz, 1954.
- North, Robert C.; Eudin, Xenia J., *Roy's Mission to China. The Communist-Kuomintang split of 1927*, Standford, Stanford University Press, 1963.
- Paetel, Karl Otto, *Versuchung oder Chance? Zur Geschichte des deutschen Nationalbolschewismus*, Göttingen, s.n., 1965.
- Panné, Jean-Louis, *Boris Souvarine. Le premier désenchanté du communisme*, Paris, Robert Laffont, 1993.

- Pearson, Michael, *Le wagon plombé*, Paris, Belfond, 1987.
- Pike, David, *Deutsche Schriftsteller im sowjetischen Exil 1933-1945*, Frankfurt a. M., Suhrkamp, 1981.
- Pinkus, Benjamin, *Die Deutschen in der Sowjetunion: Geschichte einer nationalen Minderheit im 20. Jahrhundert*, Baden-Baden, Nomos, 1987.
- Pipes, Richard, *Russia under the Bolshevik Regime, 1919-1924*, Harvill, London, 1994.
- Pons, Silvio, *Stalin e la guerra inevitabile, 1936-1941*, Turin, Einaudi, 1995.
- Pons, Silvio; Romano, Andrea (ed.), *Russia in the age of wars 1914-1945*, Milano, Feltrinelli, 2000.
- Rabenau, Friedrich von, *Seeckt, Aus seinem Leben*, Leipzig, Hafe und Koehler, 1941.
- Reiman, Michael, *Die Geburt des Stalinismus: die UdSSR am Vorabend des «Zweiten Revolution»*, Frankfurt am Main, Europäischer Verlagstalt, 1979.
- Reisberg, Arnold, *Lenin und die Aktionseinheit in Deutschland*, Berlin-Est, Dietz Verlag, 1964.
- Reisberg, Arnold, *Lenins Beziehungen zur deutschen Arbeiterbewegung*, Berlin, Dietz Verlag, 1970.
- Rocker, Rudolf, *Les Soviets trahis par les bolcheviks*, Paris, Spartacus, s.d., n° 53.
- Rosenberg, Arthur, *Histoire du bolchevisme*, Paris, Grasset, 1967.
- Rosenberg, Arthur, *Entstehung und Geschichte der Weimarer Republik*, Frankfurt a. M., Europäische Verlagsanstalt, 1955.
- Rosenfeld, Günter, *Sowjet-Russland und Deutschland, 1917-1922*, Köln, Pahl-Rugenstein Verlag, 1984.
- Rosenfeldt, Niels Erik, *Knowledge and Power: the Role of Stalin's Secret Chancellery in Soviet System of Government*, Copenhagen, Rosenkilde and Bagger, 1978.
- Rosenstone, Robert, *John Reed*, Paris, Maspero, 1976.
- Rosmer, Alfred, *Le mouvement ouvrier pendant la Première Guerre mondiale*, 2 Vol., Paris, Librairie du travail puis Mouton, 1936 et 1959.
- Rowley, David G., *Millenarian Bolshevism, 1900 to 1920*, New York, Garland, 1987.
- Rudnicki, Józef, *A Page of Polish History. Lwow*, London, Polish Research Center, 1944.
- Rupnik, Jacques, *Histoire du parti communiste tchécoslovaque. Des origines à la prise du pouvoir*, Paris, FNSP, 1981.
- Sand, Shlomo, *L'illusion du politique. Georges Sorel et le débat intellectuel 1900*, Paris, La Découverte, 1984.
- Schapiro, Leonard, *De Lénine à Staline, Histoire du Parti communiste de l'Union soviétique*, Paris, Gallimard, 1967.
- Schapiro, Léonard, *Les bolcheviks et l'opposition, 1917-1922. Origines de l'absolutisme communistes*, Paris, Iles d'Or, 1986.
- Schieder, Theodor, *Die Probleme des Rapallo-Vertrags. Eine Studie über die deutsch-russischen Beziehungen 1922-1926*, Köln, Westdeutscher Verlag, 1956.
- Schlögel, Karl, *Berlin Ostbahnhof Europas: Russen und Deutsche in ihrem Jahrhundert*, Berlin, Siedler, 1998.
- Schorske, Carl, *German Social Democracy 1905-1917. The Development of the Great Schism*, Cambridge, Harvard University Press, 1955.
- Schröder, Hans-Christoph, *Sozialismus und Imperialismus. Die Auseinandersetzung der deutschen Sozialdemokratie mit dem Imperialismusproblem und der «Weltpolitik» vor 1914*, Hannover, Verlag für Literatur und Zeitgeschehen, 1968.

- Schüddekopf, Otto-Ernst, *Linke Leute von rechts. Die nationalrevolutionären Minderheiten und der Kommunismus in der Weimarer Republik*, Stuttgart, W. Kohlhammer Verlag, 1960.
- Senn, Alfred Erich, *The Russian Revolution in Switzerland, 1914-1917*, Madison, University of Wisconsin Press, 1971.
- Senn, Alfred Erich, *Assassination in Switzerland*, Madison, University of Wisconsin Press, 1981.
- Shukman, Harold (ed.), *The Blackwell Encyclopedia of the Russian Revolution*, Basil Blackwell Ltd, Oxford UK, 1988.
- Singer, Ladislav, *Marxisten im Widerstreit: Sechs Porträts*, Stuttgart-Degerloch, Seewald, 1979.
- Sombart, Werner, *Der proletarische Sozialismus. Darstellung und Kritik*, Berlin-Charlottenburg, Buchholz & Weisswange, 1935.
- Souvarine, Boris, *Staline. Aperçu historique du stalinisme*, Paris, Lebovici, 1935.
- Stern, Leo (Hrsg.), *Die Auswirkung der grossen sozialistischen Oktoberrevolution auf Deutschland*, Vol. IV, Berlin, Rütten and Loening, 1959.
- Stobnicer, Maurice, *Le mouvement trotskyste allemand sous la République de Weimar*, Paris, Cahiers du CERMTRI, 1980.
- Stobnicer, Maurice; Broué, Pierre, *Contributions à l'histoire du trotskysme en Allemagne*, Paris, Cahiers du CERMTRI, n° 29, 1983.
- Strobel, Georg W., *Die Partei Rosa Luxemburgs, Lenin und die SPD*, Wiesbaden, F. Steiner, 1974.
- Tollet, Daniel, *Histoire des Juifs en Pologne*, Paris, PUF, 1992.
- Traverso, Enzo, *Les Marxistes et la Question juive: histoire d'un débat 1843-1943*, Montreuil, La Brèche-PEC, 1990.
- Traverso, Enzo, *Les Juifs et l'Allemagne: de la «symbiose judéo-allemande» à la mémoire d'Auschwitz*, Paris, Ed. La Découverte, 1992.
- Trotnow, Helmut, *Karl Liebknecht: Eine politische Biographie*, Köln, Kiepenheuer und Witsch, 1980.
- Tucker, Robert C., *Stalin in Power: The Revolution from Above, 1928-1941*, New York, W. W. Norton, 1990.
- Tych, Felix; Schumacher, Horst, *Julian Marchlewski: Szkic biograficzny*, Warszawa, Ksiazka i Wiedza, 1966.
- Ulam, Adam, *The Bolsheviks: The Intellectual and Political History of the Triumph of Communism in Russia*, New York, Macmillan, 1965.
- Ulam, Adam, *Expansion and Coexistence: Soviet Foreign Policy, 1917-1973*, New York, Praeger, 1974.
- Vaksberg, Arkadi, *Vychinski. Le procureur de Staline*, Paris, Albin Michel, 1991.
- Vaksberg, Arkadi, *Hôtel Lux. Les partis frères au service de l'Internationale*, Paris, Fayard, 1993.
- Vaksberg, Arkadi, *Le mystère Gorki*, Paris, Albin Michel, 1997.
- Volkogonov, Dimitri, *Le vrai Lénine*, Paris, R. Laffont, 1995
- Waldman, Eric, *The Spartacist Uprising of 1919 and the crisis of the German Socialist Movement: A study of the relation of political theory and party practice*, Milwaukee, The Marquette University Press, 1958.
- Walicki, Andrej, *Philosophy and Romantic Nationalism: The Case of Poland*, Oxford, Clarendon Press, 1982.

- Wandruszka, Adam (Hrsg.), *Die Habsburgermonarchie: 1848-1918*, 4 Vol., Vienne, Verlag der österreichischen Akademie der Wissenschaften, 1980.
- Wandycz, Piotr S., *The Lands of Partitioned Poland*, Seattle, University of Washington Press, 1974.
- Watlin, Alexandre, *Die Komintern, 1919-1929*, Mainz, Decatlon, 1993.
- Weber, Hermann, *Die Wandlungen des deutschen Kommunismus. Die Stalinisierung der KPD in der Weimarer Republik*, T. 1-2, Frankfurt, GmbH, 1969.
- Weber, Hermann, *Kommunismus in Deutschland*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1983.
- Weber, Hermann, «Weisse Flecken» in der Geschichte. *Die KPD-Opfer der Stalinschen Säuberung und ihre Rehabilitierung*, Frankfurt, GmbH, 1989.
- Weber, Stefan, *Ein Kommunistischer Putsch? Märzaktion 1921 in Mitteldeutschland*, Berlin, Dietz Verlag, 1991.
- Weinberg, Gerhard, *The Foreign Policy of Hitler's Germany*, 2 Vol., Chicago, University of Chicago Press, 1980.
- Werth, Nicolas, *Histoire du l'Union soviétique*, Paris, PUF, 1990.
- Wheeler-Bennett, John W., *Brest-Litovsk. The Forgotten Peace, March 1918*, Londres, Macmillan, 1938.
- Wiessing, Mathijs C., *Die Holländische Schule des Marxismus*, Hamburg, VSA-Verlag, 1980
- Wilbur, C. Martin; How, Julie Lien-ying, *Missionaries of Revolution. Soviet Advisers and Nationalist China, 1920-1927*, Cambridge, Harvard University Press, 1989.
- Willet, John, *L'esprit de Weimar: avant-gardes et politique 1917-1933*, Paris, Seuil, 1991.
- Wistrich, Robert. S., *Revolutionary Jews from Marx to Trotsky*, London, Harrap, 1976.
- Wistrich, Robert. S., *Socialism and the Jews. The Dilemmas of Assimilation in Germany and Austria-Hungria*, London, Harrap, 1982.
- Wohlgemuth, Heinz, *Burgkrieg nicht Burgfriede! Der Kampf Karl Liebknechts, Rosa Luxemburgs und ihrer Anhänger um die Rettung der deutschen Nation in den Jahren 1914-1916*, Berlin, Dietz Verlag, 1963.
- Wohlgemuth, Heinz, *Die Entstehung der Kommunistischen Partei Deutschlands 1914-1918*, Berlin, Dietz Verlag, 1968.
- Wolikow, Serge (éd.), *Une histoire en révolution? Du bon usage des archives de Moscou et d'ailleurs*, Dijon, Ed. universitaires de Dijon, 1996.
- Wollenberg, Erich, *The Red Army. A Study of the Growth of Soviet Imperialism*, Wesport, Hyperion Press, 1973.
- Wolton, Thierry, *Rouge-Brun, Le mal du siècle*, s.l., Lattès, 1999.
- Zeidler, Manfred, *Reichswehr und Rote Armee, 1920-1933. Wege und Stationen einer ungewöhnlichen Zusammenarbeit*, 2. Auflage, München, R. Oldenbourg Verlag, 1994.
- Zeman, Zbynek A.B.; Scharlau, Winfried B., *The Merchant of Revolution: The Life of Alexander Israel Helphand (Parvus), 1867-1924*, New York, Oxford University Press, 1965.
- Zimmermann, Rüdiger, *Der Leninbund: linke Kommunisten in der Weimarer Republik*, Düsseldorf, Droste Verlag, 1978.

Notices biographiques

Ces indications biographiques n'ont d'autre but que de faciliter la lecture. Je me suis efforcé d'insister sur les personnalités les moins connues ce qui explique que les acteurs les plus célèbres comme Lénine, Staline, Trotsky, Wilson, Hitler et Mussolini n'y figurent pas. Les pseudonymes ne sont évoqués que s'ils apparaissent dans le texte. A la différence des Russes, les militants polonais sont souvent mentionnés sous leur nom civil car c'est sous cette forme qu'ils apparaissent le plus souvent dans la littérature. Les pseudonymes de Radek sont classés par ordre alphabétique avec leur date d'utilisation.

- Adler, Friedrich (1879-1960): sd autrichien, l'un des dirigeants de l'Internationale de Vienne, puis de la II^e Internationale.
- Alsky, Arkadi O. (1892-1939): bolchevik en 1917, vice-commissaire du peuple aux finances de RSFSR, oppositionnel de gauche, succède à Mratchkovski dans le rôle d'organisateur de l'opposition en 1927, capitule en 1929, à nouveau arrêté, meurt en prison.
- Andréi: pseudonyme de Radek lors de sa mission en Allemagne en octobre 1923.
- Andreiev, Mikhaïl G. (1888-1945): sinologue soviétique, enseignant à la KUTV et à l'UTK, travaille pour l'Armée rouge de 1928 à 1945.
- Antonov-Ovseenko, Vladimir A. (1884-1938): menchevik, puis bolchevik, membre de l'opposition de gauche, exclu il capitule, puis travaille dans les services diplomatiques, *polpred* en Pologne de 1930 à 1934, fusillé.
- Armand, Inessa F. (née Stephen) (1875-1920): bolchevik en 1904, émigre en 1909, représente les bolcheviks dans plusieurs conférences internationales, travaille après la révolution pour l'IC.
- Arnold, Valenti V. (1894-1941): selon les documents publiés en 1989 par le KGB, Arnold aurait déserté en 1917 de l'armée tsariste, il aurait ensuite servi dans l'armée américaine, de retour en Russie il aurait immédiatement été intégré au parti, condamné à dix ans de prison lors du 2^e procès, fusillé en 1941.
- Arvid: pseudonyme de Piatakov lors de l'Octobre allemand.
- Babel, Isaac E. (1894-1940): écrivain russe arrêté en 1938, fusillé en 1940.
- Bade, Max de (1867-1929): chancelier d'Allemagne d'octobre à novembre 1918.
- Balabanoff, Angelica I. (1878-1965): sd, membre du mouvement russe puis italien dont elle deviendra membre du CC, rédactrice de l'*Avanti*, membre du BSI, participe aux conférences de Zimmerwald et Kienthal, se rend en Russie pour une courte période après 1917, retourne ensuite au PSI.
- Barth, Emil (1879-1941): sd allemand, l'un des trois commissaires USPD du premier gouvernement Ebert, revient au SPD en 1922.

- Bauer, Max (1869-1929): colonel d'artillerie de l'armée allemande pendant la guerre, collaborateur de Ludendorff, proche de Reibnitz, visite Radek dans son «salon politique» en 1919, meurt en Chine.
- Baum, Wilhelm (1885-1942): allemand de Riga, correspondant de plusieurs journaux à Varsovie, puis à Moscou, de 1932 à 1937 attaché de presse de l'ambassade d'Allemagne à Moscou, au NSDAP en 1936, travaille ensuite dans le gouvernement général de Pologne.
- Beaverbrook, Lord William (1879-1964): magnat de la presse britannique, représentant du gouvernement canadien sur le front occidental pendant la première guerre, ministre britannique de l'information en 1918, occupe plusieurs fonctions ministérielles pendant la deuxième guerre.
- Bebel, Ferdinand (1840-1913): membre de la I^{ère} puis de la II^e Internationale, fondateur puis dirigeant du parti sd allemand.
- Beck, Joseph (1894-1944): colonel de l'armée polonaise, vice-ministre (1930-1932), puis ministre (1932-1939) des affaires étrangères polonaises.
- Becker, Karl (1894-1942): sd allemand, l'un des radicaux de Brême, membre des IKD, proche du KAPD, exclu au congrès d'Heidelberg, revient au KPD en 1920, rédacteur de journaux du parti, député au Landtag de Prusse, s'exile à Paris en 1933, livré par le gouvernement de Vichy aux nazis, exécuté.
- Belenki, Alexandre J. (1883-1941): bolchevik depuis 1902, travaille à la Tchéka puis à l'Oguépéou.
- Beloborodov, Alexandre G. (1891-1938): ouvrier, bolchevik en 1907, participe à l'exécution du tsar et de sa famille, commissaire politique et commissaire du peuple à l'intérieur de la RSFSR, membre de l'opposition de gauche, exclu du parti en 1927, déporté, capitule en 1928, réintégré en 1930, de nouveau arrêté, fusillé en 1938, un proche de Radek.
- Beria, Lavrenti P. (1899-1953): bolchevik en 1917, entre à la Tchéka, remplace Ejov à la tête du NKVD en 1938, commissaire à l'intérieur, membre du BP, arrêté et fusillé.
- Bernstein, Eduard (1850-1932): sd allemand, inspirateur du tournant réformiste du SPD.
- Berzine, Jan K. (1879-1938): letton, membre de la gauche de Zimmerwald, dirige la mission diplomatique soviétique en Suisse, puis le 4^e bureau de l'Armée rouge, conseiller militaire en Espagne, fusillé.
- Bessonov, Sergueï A. (1892-1941): bolchevik depuis 1920, membre de la représentation commerciale en Allemagne depuis 1930, puis depuis 1933 conseiller d'ambassade, condamné au troisième procès de Moscou, fusillé.
- Bliumkine, Iakov G. (1898-1929): SR de gauche, exécuté en 1918 l'ambassadeur Mirbach, arrêté, condamné à mort, puis gracié il entame une carrière dans le 4^e bureau, arrêté à son retour de Turquie, il est exécuté.
- Block, Hans (1870-1953): libraire sd, rédacteur du *Vorwärts* de 1906 à 1911, puis de la *Leipziger Volkszeitung*.
- Blücher, Vassili K. (pseud. Galen, Galin) (1890-1938): bolchevik en 1916, conseiller militaire du Guomindang jusqu'en 1927, dirige les armées de l'Extrême-Orient soviétique, membre du CC en 1937, fusillé en 1938.
- Bock, Wilhelm (1846-1931): membre de l'ADAV depuis 1869, membre puis président, 1913-1917, de la commission de contrôle du SPD, cofondateur en 1917 de l'USPD.
- Bogouslavsky, Mikhaïl S. (1888-1937): membre du Bund, rallie les bolcheviks en 1917, déciste en 1921, signe la lettre

- des 46, déporté en 1928, capitule en 1929, condamné à mort au 2^e procès de Moscou.
- Borchardt, Julian (1868-1932): sd allemand, radical, édite la *Lichtstrahlen*, participe à la conférence de Zimmerwald, membre du groupe ISD, puis des IKD, exclu à la conférence de décembre 1918, socialiste sans parti, auteur de nombreux textes théoriques sur Marx et le marxisme.
- Bordiga, Amado (1899-1970): sd, puis communiste italien, dirige le parti après Livourne, membre de l'exécutif de l'IC, long séjour dans les prisons fascistes, exclu du parti il cesse toute activité politique.
- Borodine, Mikhaïl M. (1884-1951): bolchevik depuis 1903, émigre aux Etats-Unis, envoyé par l'IC en Angleterre, puis l'homme de Staline en Chine, 1923-1927, à son retour il ne retrouve pas de poste de responsabilité.
- Böttcher, Paul (1891-1975): sd puis communiste allemand, secrétaire du KPD en 1921, travaille un temps pour l'exécutif, membre du gouvernement de Saxe en 1923, proche de Brandler, exclu avec lui en 1929.
- Boubnov, Andréï S. (1883-1940): vieux bolchevik, membre de l'opposition de gauche, envoyé en Chine en 1926, commissaire à l'instruction publique, disparaît dans les purges.
- Boukharine, Nikolaï I. (1888-1938): bolchevik depuis 1908, membre du CC (1917-1938), du BP (1919-1929), dirige les communistes de gauche en 1918, puis droitier, secrétaire de l'IC de 1926 à 1928, rédacteur en chef des *Izvestia*, condamné à mort au 3^e procès.
- Brandstaedter, Mordecar D. (1844-1928): écrivain juif de Galicie, porte-parole de l'*Haskala* à Tarnow.
- Brandler, Heinrich (1881-1967): syndicaliste sd, spartakiste puis communiste, dirigeant de l'organisation de Chemnitz, membre de la centrale depuis 1920, président du parti en 1921, secrétaire général en 1922, membre du gouvernement Zeigner en 1923, écarté de la direction du parti en 1924, exclu en 1929, fondateur du KPO, émigre en France puis à Cuba, finit sa vie en RFA où il édite l'*Arbeiterpolitik*.
- Brass, Otto (1875-1950): membre du SPD, puis de la gauche de l'USPD, adhère au KPD, exclu en 1921, revient au SPD, participe après la guerre à la fondation du SED.
- Bratman-Brodowski, Stefan (pseud.: Florian, Florianski) (1880-1937): membre de la SDKPiL dès 1903, représentant du CC à Varsovie en 1905, secrétaire de la SDKPiL à Lodz en 1906, secrétaire du bureau à l'étranger de la SDKPiL (1908-1912), membre coopté du CC depuis août 1912, en Suisse pendant la guerre, travaille ensuite dans la diplomatie soviétique et pour l'exécutif de l'IC, arrêté et exécuté.
- Braun, Otto (1872-1955): sd allemand, représentant du Parteivorstand dans l'affaire de Göppingen, premier ministre de Prusse de 1921 à 1932, révoqué par von Papen.
- Bremer, Paul: pseudonyme utilisé par Radek dans la presse de l'IC et du KPD en 1921-1923.
- Brizon, Pierre (1878-1923): membre de la SFIO, député, participe au mouvement de Zimmerwald et au comité pour la reprise des relations internationales, adhère au PCF en 1921, le quitte rapidement.
- Brockdorff-Rantzau, Ulrich von (1869-1928): ministre allemand à Copenhague pendant la première guerre, l'intermédiaire du gouvernement allemand lors des négociations relatives au retour de Lénine et des autres émigrés russes par l'Allemagne au printemps 1917, minis-

- tre des affaires étrangères de décembre 1918 à mai 1919, ambassadeur d'Allemagne à Moscou d'octobre 1922 à 1928.
- Bronski, Mieczyslaw (1882-1942): membre de la SDKPiL depuis 1902, émigre en Suisse en 1907, membre de l'organisation de Zurich, représentant de la SDKPiL-opposition à la conférence de Kienthal, proche de Lénine, fonctionnaire de l'Etat soviétique, puis professeur d'économie politique et membre de l'Académie soviétique.
- Bullit, William (1891-1967): ambassadeur des Etats-Unis en URSS de 1933 à 1936.
- Cachin, Marcel (1869-1958): socialiste français, favorable à l'Union sacrée, puis l'un des dirigeants du PCF.
- Cai Hesén (1891-1931): communiste chinois, opposé à l'entrée du PCC dans le Guomindang, arrêté et fusillé en 1931.
- Carlesson, Carl Nathanael (1865-?): sd suédois, l'un des fondateurs du parti de la gauche suédoise, membre de la CSI de Stockholm, membre du PCS jusqu'en 1922.
- Caspari, Emil (1877-1935): membre du PPS en Prusse, appartient à l'aile gauche du parti, rédacteur de la *Gazeta Robotnicza*, membre du SPD depuis 1912 et de l'USPD en 1917.
- Chen Duxiu (1883-1928): professeur et directeur de la revue *La jeunesse*, puis *Nouvelle jeunesse*, 1^{er} secrétaire général du PCC, exclu en 1925.
- Chestov, Alexeï A. (1896-1937): ouvrier bolchevik, travaille dans l'extraction de charbon en Sibérie orientale, condamné à mort lors du 2^e procès de Moscou.
- Chliapnikov, Alexandre G. (1887-1937): vieux bolchevik, l'un des fondateurs de l'opposition ouvrière, membre de l'opposition unifiée, arrêté en 1933.
- Choumiatsky, Boris Z. (1886-1943): vieux bolchevik, dirige le secrétariat de l'IC pour l'Extrême-Orient, puis la KUTV de 1926-1928.
- Cohn, Oskar (1869-1937): avocat sd, membre du Reichstag de 1912 à 1918, membre de l'USPD dès 1917, revient au SPD en 1922.
- Crispien, Arthur (1857-1946): sd allemand, vice-président de l'USPD de 1917 à 1922, l'un des trois commissaires USPD du premier gouvernement Ebert, revient au SPD en 1922.
- Cuno, Wilhelm (1876-1933): chancelier d'Allemagne en 1922-1923.
- Curzon, George (1859-1928): homme politique conservateur britannique, ministre des affaires étrangères de 1922 à 1923, très anti-soviétique.
- Dabrowski, Jan H. (1755-1818): général et patriote polonais, participe à l'insurrection de Varsovie en 1794, fonde une unité polonaise qui se bat aux côtés des troupes napoléoniennes lors de la campagne de Russie.
- Dalin, Sergueï A. (1902-1985): dirigeant de la KIM, membre du bureau pour l'Extrême-Orient de l'IC, défend l'entrée des communistes chinois dans le Guomindang, proche de l'opposition, sert ensuite dans l'Armée rouge, puis rejoint à la demande de Radek l'UTK, en Chine au début de 1927, il travaille ensuite aux *Izvestia* puis comme correspondant de Tass.
- Dalski, S.: voir Ettinger.
- Daszynski, Ignacy (1866-1936): sd galicien, dirigeant du PPSD, député au Parlement autrichien, premier ministre du gouvernement de Lublin en 1918, député au Sejm de 1919 à 1925.
- Däumig, Ernst (1866-1922): rédacteur dans plusieurs journaux sd, membre de l'USPD en 1917, l'un des chefs de la révolution de Berlin en 1918, adhère au VKPD dont il devient le co-président, mais le quitte en 1921.
- Davies, Joseph E. (1876-1958): homme politique américain, plusieurs fonctions gouvernementales dans l'administration

- Wilson, membre de la délégation américaine à la conférence de Genève de 1932 sur le désarmement, ambassadeur à Moscou (1936-1938), puis en Belgique, l'un des artisans du rapprochement américano-soviétique de 1941.
- Dawid, Jan W. (1859-1914): rédacteur du *Głos* de Varsovie.
- Deng Xiaoping (1904-1997): membre du PCC depuis 1922, étudiant à la KUTV et à l'UTK, secrétaire général du PCC de 1956 à 1966, l'un des principaux dirigeants chinois depuis la mort de Mao.
- Deutsch, Felix (1858-1928): directeur de l'AEG et président de l'Union des industriels allemands, proche de Rathenau.
- Dietz, Johann (1843-1922): imprimeur et écrivain sd, fondateur de la maison d'Édition J.H.W. Dietz.
- Dingelstedt, Fedor N. (1890-1937): vieux bolchevik, à Cronstadt en 1917, élève de l'Institut des professeurs rouges, membre de l'opposition de gauche, déporté en 1928, libéré, à nouveau arrêté, fusillé.
- Dirksen, Herbert von (1882-1955): ambassadeur d'Allemagne à Moscou de 1928 à 1933, puis à Tokyo.
- Dittmann, Wilhelm (1874-1954): rédacteur dans de nombreux journaux sd, député au Reichstag, membre fondateur de l'USPD, délégué au II^e congrès de l'IC, hostile à l'adhésion, revient au SPD.
- Domanski: pseudonyme utilisé par Dzierzinski dans la commission de 1911-1912 pour examiner les soupçons qui pèsent sur Radek.
- Domski: voir Stein.
- Dreitser, Efim A. (1894-1936): officier de l'Armée rouge, membre de l'opposition de gauche à Moscou, déporté en 1928, capitule en 1929, condamné et fusillé en 1936.
- Drobner, Boleslaw (1883-1968): socialiste de Galicie, actif dans la II^e Internationale, arrêté par les Soviétiques en 1940, libéré il rejoint les socialistes polonais en URSS, puis occupe après la guerre plusieurs fonctions officielles au sein du parti ouvrier polonais, dont un poste de secrétaire de l'organisation de Cracovie.
- Drobnis, Jacob N. (1891-1937): bolchevik depuis 1907, dans l'opposition de gauche, exclu en 1927, déporté, revient au parti en 1930, dirige un combinat chimique en Sibérie, condamné à mort au 2^e procès de Moscou.
- Duncker, Hermann (1874-1960): universitaire, sd, proche de Haenisch, rédacteur dans de nombreux journaux, cofondateur du groupe Spartakus, puis du KPD, dirige l'école du parti, arrêté par les nazis en 1933, s'enfuit en 1936, membre du SED.
- Duncker, Käte (1871-1953): enseignante sd de gauche, membre de Spartakus puis du KPD, femme d'H. Duncker.
- Dzierzinski, Felix E. (pseud.: Domanski, Józef, Joseph) (1877-1926): fils d'un noble polonais, membre de la sd lituanienne depuis 1896, proche du Bund, plusieurs fois déporté en Sibérie, membre de la direction de la SDKPiL, organise les activités du parti à Cracovie, fidèle à la direction, arrêté en 1912, libéré par la révolution il est chargé par Lénine de la formation et de la direction de la Tchèque, membre du comité révolutionnaire polonais en 1920, président du conseil supérieur de l'économie depuis 1924.
- Eastman, Forrester (1883-1969): écrivain pacifiste, un moment proche de Trotsky.
- Eberlein, Hugo (1887-1944): sd, membre fondateur du KPD(s), délégué au congrès de fondation de l'IC, membre de la centrale du parti et de l'appareil de l'IC, perd ses responsabilités en 1928, émigre en France puis en URSS, meurt en détention.

- Ebert, Friedrich (1871-1925): sd de Brême, secrétaire puis président du SPD, chancelier puis président du Reich.
- Effenberger, Ferdinand (1878-1967): prisonnier de guerre autrichien, organise les prisonniers à Omsk, cofondateur du PC tchèque, finit sa vie en RDA.
- Eichhorn, Robert Emil (1863-1925): membre du SPD depuis 1881, chef du bureau de la presse du parti de 1908 à 1917, à l'USPD en 1917, dirige la section information de l'agence soviétique Rosta, occupe la préfecture de Police, sa révocation est à l'origine des événements de janvier 1919, membre du VKPD, partisan de Levi en 1921, rejoint le KAG, mais revient au KPD.
- Eisenberger, Joseph (1891-1937): communiste allemand proche de Brandler, destitué de la centrale en février 1924, passé à l'Oguépéou il témoigne en 1925 contre Brandler, Thalheimer et Radek, travaille ensuite dans l'appareil du Comintern jusqu'à son arrestation en 1937.
- Eisler, Gerhardt (1897-1968): frère de Ruth Fischer, communiste proche de Brandler, travaille pour le Comintern aux Etats-Unis, condamné pendant le maccarthysme, revient en RDA.
- Ejov, Nikolaï I. (1895-1940): bolchevik depuis 1917, membre du CC en 1927 puis de la CCC en 1934, dirige le NKVD de 1937 à janvier 1939, exécuté.
- Eltisine, Boris N. (pseud.: Otets, Staritchok) (1879-1937): membre du parti en 1899, bolchevik en 1903, membre du noyau de l'opposition à partir de 1923, dirige le «centre» de Moscou, emprisonné à Souzdal et déporté à Orenbourg, puis vers la Kolyma, exécuté.
- Eltisine, Viktor B. (1899-1937): fils de B. N. Eltsine, membre du parti en 1917, élève à l'Institut des professeurs rouges et secrétaire de Trotsky, déporté en 1928, aurait vécu depuis 1933 à Arkhangelsk.
- Eltzbacher, Paul (1968-1928): professeur de droit, recteur de l'école supérieure de commerce de Berlin, auteur d'un essai considéré comme le premier manifeste du national-bolchevisme.
- Enver Pacha (1881-1922): militaire ottoman, formé en Prusse, membre du mouvement des Jeunes Turcs, principal réorganisateur de l'armée turque en 1914 et l'un des responsables du génocide arménien, à Berlin en 1919, puis part pour la Russie soviétique où les bolcheviks l'envoient en mission au Turkestan, ayant pris le parti des rebelles musulmans il meurt dans une bataille contre les bolcheviks.
- Escherich, Georg (1870-1941): haut fonctionnaire et capitaine dans la Reichswehr, fondateur en 1920 à Bade de l'organisation d'extrême droite *Orgesh*.
- Ettinger, Adam Samuel (pseud.: Dalski) (?-?): membre de la SDKPIL, l'un des rénovateurs du parti après les arrestations de 1896, membre de la commission de 1911 sur l'affaire Radek.
- Evdokimov, Grigori E. (1884-1936): bolchevik en 1903, membre du CC de 1919 à 1925, secrétaire du CC de 1926 à 1927, lié à Zinoviev, exclu puis réintégré, condamné à 10 ans de prison en 1935, puis à mort en 1936.
- Feinstein, Wladyslaw (pseud.: Leder, Zdzislaw, Witold) (1880-1938): juriste, membre de la SDKPIL depuis 1903, du CC depuis 1904, représentant de la SDKPIL au sein de la rédaction de l'organe du parti russe *Sotsial-Demokrat*, quitte volontairement le CC en 1910 en raison de désaccords politiques avec Joguiches mais sans se lier aux oppositionnels de Varsovie, organise depuis Paris la commission interparti qui réhabilite Radek, travaille ensuite à la réunification du parti depuis Lausanne, rentre en Pologne où il adhère au PC, travaille en Russie dès 1920 dans les

- syndicats, représentant du Profintern à Berlin en 1921-1924, travaille ensuite avec Dzierzinski puis dans les services diplomatiques, arrêté en septembre 1937, réprimé.
- Feng Yuxiang (1888-1948): seigneur de guerre surnommé le général chrétien, aidé matériellement par les Soviétiques, aide le Guomindang, combat les Japonais, puis s'allie à Tchang Kaï-shek.
- Fischer, Herbert (1882-1939): ancien adjudant de Seeckt, puis responsable du Sondergruppe R.
- Fischer, Ruth (née Elfriede Eisler, mariée Friedländer) (1895-1961): participe à la fondation du PC autrichien, membre du KPD dont elle prend la direction en 1924, exclue en 1928, se réfugie en France à la suite de l'incendie du Reichstag en compagnie de son compagnon Maslov, à la Havane en 1940, puis à New York, éditrice de *Network*, effectue après la guerre de nombreux séjours en Europe et aux Indes, apparemment pour le compte d'un service secret américain.
- Florian, Florianski: voir Bratman.
- Friesland: voir Reuter.
- Frölich, Paul (1894-1953): au SPD dès 1902, journaliste radical dès 1908, à la *BBZ* en 1914, mobilisé, réformé en 1916, cofondateur de l'*Arbeiterpolitik*, délégué à Kienthal, mobilisé à nouveau, interné dans un hôpital psychiatrique, libéré par la révolution, dirigeant des IKD, fondateur de la *RF*, membre de la centrale du KPD(s) dès sa fondation, défend la théorie de l'offensive en 1921, secrétaire de la centrale en 1921-1922, se rallie à Brandler en 1923, exclu du parti comme droitier en 1928, cofondateur du KPO, émigre en 1933, réintégrera le SPD après la guerre.
- Frounzé, Mikhaïl V. (1885-1925): bolchevik depuis 1904, du CC depuis 1921, candidat au BP en 1924, commandant d'armée en Ukraine et en Crimée, membre puis président du conseil militaire révolutionnaire, meurt au cours d'une opération décidée par le BP.
- Furstenberg, Jakub (pseud.: Hanecki ou Ganetzki, Kuba) (1879-1937): sd de Varsovie, étudie en Allemagne et en Suisse où il rejoint le Bund, dès 1901 membre du ZK de la SDKPiL, 1902-1910 membre du CC de la SDKPiL, un des leaders de l'opposition de Varsovie, délégué de l'opposition à la conférence de Bruxelles de juillet 1914, proche de Lénine qu'il aidera à passer en Suisse en 1914, représente la direction nationale de l'opposition, en 1917 il représente en Suède le bureau étranger du CC du POSDR, fonctionnaire de l'Etat soviétique dès 1918, travaille comme directeur de la Banque d'Etat, participe aux pourparlers de paix avec la Pologne, finit sa carrière comme directeur du musée de la révolution, arrêté en novembre 1937, réhabilité en 1956.
- Geck, Ernst (1854-1942): sd, membre de la commission de contrôle du SPD, membre de l'USPD dès 1917, refuse les 21 conditions, revient au SPD.
- Gennari, Egidio (1876-1942): socialiste italien cofondateur du PCI, nommé au petit bureau de l'exécutif au III^e congrès de l'IC.
- Gevorkian, Sokrat A. (1900-1938): bolchevik en 1917, chargé de cours d'économie politique, membre de l'opposition depuis 1923, de son «centre» en 1928, déporté à Vorkouta, fusillé.
- Geyer, Curt (1901-1967): membre de la gauche de l'USPD, puis du VKPD, membre du petit bureau du Comintern, démissionne avec Levi, auteur en 1939 à Paris du programme du parti de la Liberté représentant l'aile droite du SPD en exil.
- Geyer, Friedrich August Carl (1853-1937): membre de la CC du SPD, membre de l'USPD dès 1917.

- Ginsburg, Samuel G. (pseud.: Krivitsky) (1899-1940): agent de renseignement soviétique ayant rompu en 1937.
- Ginzburg, L.G. (1899-1936): bolchevik en 1917, membre de l'opposition de gauche, exclu en 1926, capitule en 1929, l'un des dirigeants du groupe d'I.N. Smirnov en 1930-1932, fusillé.
- Girault, Suzanne (1888-1973): institutrice privée en Russie avant 1917, rejoint le groupe des communistes français, membre du BP du PCF dès 1922, exclue avec Treint, réintégrée, élue au Sénat.
- Gnedine, Evguéni A. (1898-1983): fils de Parvus, né en Allemagne, travaille dans les services diplomatiques soviétiques et comme journaliste aux *Izvestia*, de 1935 à 1937 attaché de presse de l'ambassade soviétique à Berlin, puis chef du département de presse du NKID, arrêté en 1939, déporté, libéré en 1955, réintégré dans le parti, le quitte à nouveau en 1979.
- Goldenberg, Jakub (pseud.: Stanislas Tur-ski) (?-1935): médecin, permanent de la SDKPiL dès 1902, responsable des syndicats, principal accusateur de Radek dans l'affaire du détournement des 300 roubles, actif dans le mouvement ouvrier français après la révolution de 1905.
- Goldendach: voir Razianov.
- Goltz, Rüdiger von der (1865-1946): général allemand, proche de Ludendorff, combats les bolcheviks en Finlande, puis participe au putsch de Kapp, travaille avec les nazis.
- Gorki, Maksim P. (1868-1936): écrivain russe, proche des bolcheviks avant la révolution, s'éloigne d'eux de 1917 à 1928 puis revient en URSS pour jouer le rôle de vitrine littéraire du régime stalinien.
- Gorter, Hermann (1864-1927): poète et théoricien hollandais, proche de Pannekoek et des radicaux de Brême, membre fondateur de la *Tribune*, en Suisse pendant la guerre, au KAPD dès sa fondation, son délégué à Moscou en novembre 1920, l'un de ses principaux théoriciens jusqu'à sa mort.
- Gouralski, August J. (pseud.: Kleine) (1890-1960): militant du Bund, rejoint les bolcheviks en 1910, l'homme de Zinoviev au sein parti allemand, travaille ensuite pour le Comintern en Amérique latine, plusieurs fois emprisonné pendant les purges.
- Grimlund, Otto (1893-1969): sd suédois de gauche, représente son parti au congrès de fondation de l'IC, abandonne le communisme en 1924.
- Grimm, Robert (1881-1958): sd suisse, rédacteur de la *BTW*, organisateur du mouvement de Zimmerwald, refuse la scission.
- Grossmann, Heinrich (?-?): membre de la direction du mouvement étudiant socialiste *Ruch*, membre du PPSD et du tribunal d'arbitrage qui acquitta Radek en 1904, écrivain à Vienne.
- Grumbach, Salomon (pseud.: Homo) (1884-1952): journaliste et écrivain membre du SPD puis de la SFIO, vit en Suisse pendant la guerre où il collabore à la *BTW* et à l'*Humanité*.
- Guilbeaux, Henri (1885-1938): écrivain, journaliste, membre de la SFIO, émigre en Suisse pendant la guerre, édite à Genève le journal *Demain*, salue la révolution d'Octobre, participe aux I^{er}, II^e et V^e congrès de l'IC, correspondant de l'*Humanité* en Allemagne, revient en France en 1932, pacifiste, il s'écarte ensuite de l'URSS et du communisme.
- Haase, Hugo (1863-1919): avocat sd, président du parti en 1911, de la fraction SPD en 1912, membre de l'USPD, commissaire du peuple en novembre/décembre 1918, assassiné sur les marches du Reichstag par un nationaliste.

- Haecker, Emil (1875-1934): sd polonais, proche de Daszynski, rédacteur en chef de *Naprzod*.
- Haenisch, Konrad (1876-1925): sd, collabore à de nombreux journaux, rédacteur en chef de la *Dortmunder Arbeiterzeitung* de 1906 à 1911, radical jusqu'en 1914, puis «social-patriote», de 1915 à 1919 rédacteur en chef de *Die Glocke*, ministre de la Culture dans le gouvernement de Prusse de 1918 à 1921, chef du gouvernement de Wiesbaden en 1923, membre du Landtag de Prusse jusqu'à sa mort.
- Hanecki, Jakob: voir Furstenberg.
- Hansen, Arvid (1894-1966): socialiste, puis communiste norvégien.
- Harden, Maximilian (1867-1927): dirige le journal *Zukunft*, l'un des rares conservateurs à dénoncer les buts de guerre allemands, opposé à la reprise immédiate du conflit, il soutient la signature du traité de Versailles, tout en étant favorable à un rapprochement avec la Russie soviétique.
- Hasse, Otto (1871-?): colonel puis général de la Reichswehr, nommé par Seeckt au Truppenamt, responsable des négociations avec les Soviétiques.
- Heckert, Fritz (1884-1936): militant sd, à l'USPD en 1917, rejoint le VKPD en 1920, membre du BP en 1928 et de l'exécutif de l'IC, mort à Moscou.
- Heine, Heinrich (1797-1856): juif allemand, écrivain, philosophe, journaliste et poète.
- Helphand, Alexandre L. (pseud.: Parvus) (1867-1924): sd russe, actif dans le SPD, collabore à de nombreux journaux, fonde en 1902 à Munich avec Marchlewski une maison d'édition spécialisée dans la littérature progressiste internationale, menchevik, membre du Soviet de Petrograd en 1905, proche de la direction du SPD pendant la guerre, fait fortune en Turquie, fonde en 1915 une maison d'édition pour les sciences sociales, tente de se rapprocher des bolcheviks mais se heurte au refus de Lénine.
- Henke, Alfred (1868-1946): sd, rédacteur, puis dès 1906 rédacteur en chef de la *BBZ*, d'abord favorable à la gauche, centriste en 1914, membre de l'USPD en 1917, un des présidents du conseil de Brême en 1918-1919.
- Hentig, Hans von (1887-1974): officier de réserve, national-bolcheviste, homme de droite il se met pourtant à la disposition de l'appareil militaire du KPD et à l'automne 1923 il joue un rôle actif dans les centuries prolétariennes de Thuringe, recherché pour haute trahison, il se réfugie en Russie, amnistié en 1927, il revient en Allemagne, mais cesse toute activité politique, émigre aux Etats-Unis en 1933.
- Herriot, Edouard (1872-1957): homme politique radical français, président du conseil en 1924-1925, puis en 1932, effectue plusieurs voyages en URSS.
- Herzog, Jakob (1892-1931): membre des jeunesses socialistes de Bâle, fondateur du groupe «Forderung», exclu du PSS en octobre 1918, fonde l'organisation des «Altkommunisten» qu'il représente au premier congrès du Comintern, participe à la création du PC suisse en 1921, membre de sa centrale et du CC de 1927 à 1930.
- Herzog, Wilhelm (1884-1960): journaliste allemand indépendant, un proche de Radek.
- Hesse, Max (1895-1964): communiste allemand, proche de la gauche berlinoise, travaille après 1923 dans l'appareil de l'IC, exclu en 1929.
- Heynar, Joseph (?-?): étudiant au lycée de Tarnow, puis journaliste.
- Hildebrand, Gerhard (1877-?): membre réformiste du SPD, exclu par une organisation provinciale de tendance radicale.

- Hildebrand, Karl (1864-1935): écrivain, sd, président du Landesvorstand du Württemberg, réformiste.
- Hilferding, Rudolf (1877-1941): autrichien, sd, 1907-1905 rédacteur au *Vorwärts* de Berlin, centriste pendant la guerre, membre de l'USPD, revient au SPD, réfugié en France en 1933, livré aux nazis.
- Hilger, Gustav (1886-1965): diplomate allemand, né en Russie, envoyé à Moscou pour diriger le bureau des prisonniers civils et militaires, partisan de Rapallo, collaborateur à l'ambassade allemande de Moscou de 1923 à 1941, un proche de Radek.
- Hintze, Paul (1864-1941): amiral, attaché naval allemand à Saint-Pétersbourg, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères en 1918, partisan d'une alliance avec la Russie.
- Hoernle, Edwin (1883-1952): membre du SPD depuis 1910, rédacteur du *Schwäbische Tagwacht* (1912-1914), membre du groupe Spartakus puis du KPD, représentant du KPD à l'exécutif de l'IC, réfugié à Moscou.
- Hoetsch, Otto (1876-1946): député du parti national allemand, historien de la Russie et partisan d'une alliance germano-russe.
- Hoffmann, Johann (1858-1930): imprimeur à Berlin, membre du SPD, participe aux conférences de Zimmerwald et Kienthal, membre fondateur de l'USPD.
- Höglund, Carl (1884-1956): sd suédois, député au Parlement, le dirigeant de l'aile gauche du parti, membre de la CSI de Stockholm, membre du PCS jusqu'en 1924, puis retourne au parti sd.
- Hölz, Max (1889-1933): volontaire en 1914, à l'USPD puis au KPD en 1919, exclu pour ses méthodes de guérilla, dirige des unités de combats en 1921, condamné à perpétuité en Allemagne, réintégré au KPD en raison de sa popularité, amnistié en 1928, s'installe en URSS où il meurt de façon suspecte.
- Hörsing, Otto (1874-1937): policier sd, Oberpräsident de Saxe prussienne en 1921.
- Hugenberg, Alfred (1865-1951): fondateur de la Ligue pangermaniste, ancien président de la firme Krupp, magnat de la presse, fondateur du *Stahlhelm*, proche du DNVP puis du NSDAP, membre du gouvernement Papen-Hitler de 1933.
- Humbert-Droz, Jules (1891-1971): pasteur et socialiste suisse, communiste dès 1921, occupe de nombreuses fonctions dans l'IC, exclu du PCS en 1943, revient au PSS.
- Huysmans, Camille (1871-1968): journaliste et sd belge, secrétaire du BSI (1904-1919), représente les conceptions centristes pendant la guerre.
- Iagoda, Henryk G. (1891-1938): bolchevik en 1907, entre à la Tchéka en 1919, dirige le NKVD depuis 1936, démis de ses fonctions en septembre 1936, arrêté en 1937, condamné à mort puis exécuté après le 2^e procès.
- Iaroslavski, Emelian M. (1878-1943): membre du parti en 1898, communiste de gauche en 1918, secrétaire de la CCC, chargé de la lutte contre l'opposition de gauche, en disgrâce à partir de 1932.
- Ichtchenko, Alexandre G. (1895-1937): bolchevik en 1917, responsable dans les syndicats, membre de l'opposition de gauche, appartient au groupe dit des conciliateurs, capitule en 1929, au commissariat des communications, réprimé.
- Istrati, Panaït (1884-1935): écrivain roumain, proche de Romain Rolland, président d'honneur des AUS, revient désabusé d'URSS.
- Jdanov, Andreï A. (1896-1948): bolchevik depuis 1915, au CC depuis 1930, depuis 1934 secrétaire du CC et responsable de l'organisation de Leningrad.

- Joffé, Adolphe A. (1883-1927): membre du POSDR depuis 1901, proche de Trotsky, rejoint les bolcheviks en 1917, nombreuses fonctions dans les services diplomatiques soviétiques en Allemagne (1918) et en Chine (1922-1924), malade il se suicide pour protester contre la répression de l'opposition.
- Joguiches, Leo (pseud.: Jan Tyszka) (1867-1919): proche de *Narodnaia Volia*, puis du groupe Libération du travail, cofondateur du SDKP, membre du CC de la SDKPiL, son principal dirigeant, membre du groupe Spartakus en 1916, membre fondateur de la centrale du KPD(s), arrêté en mars et exécuté en prison.
- Joseph: pseudonyme utilisé par Radek pour sa correspondance avec Tchitchérine pendant la conférence de Gênes.
- Józef: voir Dzierzinski.
- Julek: voir Marchlewski.
- Jurowski: voir Ounschlicht.
- Kabaktchiev, Khristo (1878-1940): communiste bulgare, dirige l'insurrection de 1923.
- Kaganovitch, Lazare M. (1893-1991): bolchevik depuis 1911, membre du CC (1924-1957), du BP (1930-1957), premier secrétaire de l'organisation de Moscou (1930-1935), un proche de Staline.
- Kalinine, Mikhaïl I. (1875-1946): membre du parti depuis 1898, du BP depuis 1926, président de l'exécutif des Soviets de 1919-1938.
- Kämpfer: voir Marchlewski.
- Kamenev, Lev B. (1883-1936): membre du parti depuis 1901, membre du CC et du BP de 1919 à 1927, exclu en 1927, réintégré, exclu en 1932, arrêté en 1935, condamné à mort lors du 1^{er} procès de Moscou.
- Kamkov, Boris D. (1885-1938): membre du CC des SR de gauche, l'un des dirigeants de l'insurrection SR de Moscou en 1918, arrêté, condamné puis libéré, travaille dans les services statistiques.
- Kandelaki, David V. (1895-1938): SR en 1912, bolchevik en 1919, rentre au NKID, travaille avec Kollontaï en Suède, depuis 1934 représentant commercial de l'ambassade soviétique de Berlin, fusillé.
- Kapp, Wolfgang (1858-1922): haut fonctionnaire prussien, co-responsable du putsch de mars 1920.
- Karakhan, Lev M. (1889-1937): fils d'une famille très riche, sans passé révolutionnaire, participe aux négociations de Brest-Litovsk, nommé ensuite ambassadeur à Pékin, membre du collège du NKID, puis en poste en Turquie, réprimé.
- Karski: voir Marchlewski.
- Kasparova, Varsenika D. (née Djavadovka) (1875-1937): bolchevique en 1904, collaboratrice de l'IC sur les questions féminines en Orient, membre du groupe tampon puis de l'opposition de gauche, déportée en 1928, aurait capitulé en 1935.
- Kasprczak, Marcin (1861-1905): sd polonais, sa candidature au Reichstag en Prusse en 1901 entraîna une protestation du PPS car il avait été exclu en 1892 d'une organisation polonaise.
- Katz, Ivan (1889-1956): membre de la gauche du KPD, son représentant à l'exécutif en 1924, exclu en 1925, participe pendant une courte période à l'organisation des communistes de gauche, se retire de la vie politique, placé en camp de concentration dès 1933, bref engagement au sein du SED.
- Kautsky, Karl (1854-1938): sd né en Autriche, principal théoricien du SPD, un temps membre de l'USPD puis revient au SPD.
- Kedrov, Igor M. (?-?): travaille au Gépéou, fils du tchékiste Mikhaïl V. Kedrov.

- Keil, Wilhelm (1878-1968): figure réformiste du Landesvorstand de Stuttgart, journaliste, après la II^e guerre mondiale, parlementaire puis président du Landtag du Bade-Wurtemberg.
- Kemal Pacha, Mustapha (Atatürk) (1881-1938): général, fondateur du parti nationaliste turc, premier président de la République turque.
- Kerenski, Alexandre F. (1881-1970): avocat, ministre de la justice dans le gouvernement provisoire du prince Lvov, puis ministre de la guerre et chef du gouvernement, chassé du pouvoir en octobre.
- Kirov, Sergueï M. (1888-1934): membre du parti depuis 1904, du CC depuis 1923, du BP depuis 1930, dirige l'organisation de Leningrad, assassiné.
- Kleine: voir Gouralski.
- Knief, Johann (1880-1919): membre du SPD, radical, éditeur en chef de la *BBZ*, animateur de l'opposition en 1914, fonde en 1916 l'*Arbeiterpolitik*, puis l'ISD qui devient IKD en 1918, se prononce pour la scission et se réclame du bolchevisme, émigre en Hollande en 1917 où il collabore avec Pannekoek et Gorter, hostile à la fusion avec Spartakus, il refuse d'être délégué au congrès de fondation du KPD(S), meurt de maladie en avril 1919.
- Knorin, Wilhelm G. (1890-1938): dirigeant communiste de Biélorussie, membre du CC du PCUS(b) (1927-1937) et du CEIC (1928-1935).
- Koch, Erich (1896-1986): membre du parti nazi depuis 1922, Gauleiter du parti en Prusse orientale depuis 1928, il en devient l'Oberpräsident en septembre 1933, Reichskommissar d'Ukraine pendant la guerre, condamné à mort par un tribunal polonais en 1959, la sentence ne fut jamais exécutée.
- Koenen, Wilhelm (1886-1963): membre du SPD depuis 1907, de l'USPD en 1917, rejoint le VKPD, délégué à Moscou en 1921 et 1922, rejoint le SED.
- Koenig, Arthur (?-?): membre du SPD, déserte en 1918, rejoint les spartakistes puis le KPD, représentant de la gauche en 1923, participe aux discussions du présidium sur la question allemande en janvier 1924.
- Koestler, Arthur (1905-1983): écrivain anglais d'origine hongroise, d'abord sioniste, puis dès 1931 au KPD, quitte le parti à son retour d'Espagne, rejoint la Légion étrangère, puis l'armée britannique.
- Koestring, Ernst (1876-1953): général allemand, attaché militaire à l'ambassade de Moscou, mis en cause par Radek lors de son procès.
- Kollontaï, Alexandra M. (1872-1952): membre du parti depuis 1899, menchevique puis bolchevique, fondatrice de l'opposition ouvrière, puis ambassadrice.
- Kolokolov, Vsevolod S. (1896-1979): sinologue soviétique.
- Koltsov, Mikhaïl E. (1898-1940): écrivain et journaliste, bolchevik en 1917, rédacteur de la *Pravda*, son correspondant en Espagne en 1936, arrêté en 1938, exécuté, réhabilité en 1956.
- Kon, Felix (1864-1941): socialiste polonais, membre du Proletariat, puis du PPS de gauche, participe à la fondation du PCP, travaille ensuite pour l'IC.
- Kopp, Viktor L. (1880-1930): membre du POSDR depuis 1908, travaille au NKID, chef du bureau d'aide aux prisonniers de guerre à Berlin en 1921, *polpred* au Japon puis en Suède.
- Korn, Karl (1865-1942): sd de Kiel, depuis 1907 membre de la commission centrale sur l'éducation.
- Kossior, Stanislas V. (1889-1939): bolchevik depuis 1907, membre du CC depuis 1924, du BP depuis 1930, secrétaire du PC ukrainien de 1928 à 1938, réprimé.

- Kossior, Vladimir V. (1891-1938): bolchevik depuis 1907, membre de l'opposition ouvrière, participe à l'opposition de gauche, déporté puis fusillé.
- Kostzrewa, Wera: voir Koszutska.
- Koszutska, Maria (pseud.: Kostzrewa, Wera) (1879-1938): dirigeante du PC polonais, écartée en 1925, réfugiée en URSS, arrêtée puis fusillée.
- Kouibychev, Valentin V. (1888-1935): bolchevik en 1904, membre du CC depuis 1922, du BP depuis 1927, un proche de Staline, dirige la commission du plan.
- Krakus: voir Stein.
- Krasinski, Zygmunt (1812-1859): poète polonais de la génération de 1831.
- Krasny, Józef (en réalité Józef Rotstadt) (1877-1932): militant SDKPiL, proche de Radek, dirige le bureau de Vienne de l'IC, rappelé à Moscou en 1924, s'occupe ensuite de travaux historiques.
- Krassine, Leonid B. (1870-1926): bolchevik, membre du CC (1924-1926), représentant commercial à Berlin en 1921, commissaire au commerce extérieur, puis *polpred* en France.
- Kreibich, Karel (1883-1966): membre fondateur du PC tchèque, écarté des responsabilités au milieu des années 20.
- Krestinski, Nikolaï N. (1883-1938): militant bolchevique depuis 1903, ambassadeur à Berlin de 1921 à 1930, proche de l'opposition, rompt formellement en 1926, vice-commissaire au NKID de 1930 à 1937, exécuté.
- Krivitsky, Walter G.: voir Ginsburg.
- Kroupskaia, Nadejda K. (1869-1939): femme de Lénine, spécialiste des questions d'éducation, membre de la CCC, proche de l'opposition jusqu'en 1927.
- Kropasc: pseudonyme de Radek utilisé en 1908 à Berlin.
- Krupp, Gustav (1870-1959): dirige les entreprises Krupp.
- Kuba: voir Fürstenberg.
- Kukiel, Marian (1885-1973): camarade de classe de Radek au lycée de Cracovie, l'introduit dans les cercles socialistes, docteur en histoire, membre du gouvernement Pilsudski de la Pologne indépendante, puis pendant la deuxième guerre ministre de la défense du gouvernement polonais basé à Londres.
- Kun, Bela (1886-1938): hongrois, prisonnier de guerre en Russie, préside la fédération des groupes étrangers du PCR(b), cofondateur du PC hongrois, dirige la République hongroise des conseils, émigre en Russie où il remplit plusieurs fonctions dans l'appareil de l'IC et de l'Etat soviétique.
- Kütchik Khan, Mirza (1880-1921): dirigeant du parti national-révolutionnaire, chef de la province du Gilan, un moment proche des Soviétiques, élimine les dirigeants du PC iranien, fusillé après la reconquête du Gilan par les troupes de Téhéran.
- Kuusinen, Otto (1881-1964): sd puis communiste finlandais, membre du gouvernement de la République soviétique de Finlande, réfugié en Russie, nombreuses fonctions dirigeantes au sein de l'IC, puis du PCUS.
- Lafargue, Paul (1842-1911): socialiste français, beau-fils de Marx, se suicide.
- Lapinski, Pavel: voir Lewinson.
- Lamprecht, Karl (1856-1915): professeur de politique internationale à l'Université de Leipzig.
- Lassalle, Ferdinand (1825-1864): fondateur de l'Association générale des travailleurs allemands, partisan de l'unité allemande, mort en duel.
- Laufenberg, Heinrich (1872-1932): docteur en philosophie, journaliste sd à Hambourg, organise l'opposition de gauche dans cette ville en 1914, membre du KPD(s) en 1918, exclu à Heildelberg, membre fondateur du KAPD, dont il est exclu la même année après avoir déve-

- loppé, avec Wolffheim, les thèses nationales-bolchevistes, développe ensuite ses thèses au sein d'une association pour l'étude du communisme allemand.
- Ledebour, George (1850-1947): sd allemand, député au Reichstag, membre de l'USPD, l'un des dirigeants du comité révolutionnaire en janvier 1919, arrêté, jugé, acquitté, refuse de rejoindre le SPD et le KPD, travaille pour le SOI, en Suisse dès 1933.
- Leder: voir Feinstein.
- Legien, Carl (1861-1920): syndicaliste allemand, réformiste, principal organisateur de la grève générale contre le putsch de Kapp.
- Lelewel, Joachim (1786-1861): historien médiéviste et chef du comité national polonais en exil.
- Lensch, Paul (1873-1926): sd, dès 1900 rédacteur dans de nombreux journaux dont la *Leipziger Volkszeitung*, 1912-1918 membre du Reichstag, représente les conceptions de gauche jusqu'en 1914, soutient la politique du CC pendant la guerre, lors de la révolution de novembre 1918 est mandaté auprès du haut commandement.
- Lenski, Julian (né Leszczynski) (1889-1938): militant polonais, rencontre Lénine en 1913, participe à l'insurrection d'Octobre, membre de l'exécutif et du présidium de l'IC, réprimé.
- Lessing, Gotthold Ephraïm (1720-1781): écrivain juif allemand, auteur de *Nathan le Sage*.
- Levi, Paul (pseud.: Hartstein, Hartlaub, Louis) (1883-1930): avocat, membre du SPD, défenseur de R. Luxemburg en 1913, mobilisé, réformé en 1916, s'établit en Suisse, fait partie du bureau de la gauche zimmerwaldienne, mobilisé à nouveau puis réformé, dirigeant spartakiste en 1918, porté à la tête de la centrale en mars 1919, président du VKPD en 1920, démissionne en février 1921, condamne publiquement l'action de mars, exclu en avril il fonde le KAG, rallie l'USPD en 1922, puis le SPD, député jusqu'à sa mort, organisateur de «la nouvelle gauche».
- Lewinson, Pavel (pseud.: Pavel Lapinski, Andrzej Wolski) (1879-1937): dirigeant de la gauche du PPS, participe aux conférences de Zimmerwald et de Kienthal, en Russie dès 1917, participe aux activités du PC polonais, dès 1920 à la représentation plénipotentiaire de la Russie soviétique en Allemagne, crée un institut d'études économiques à Berlin, consultant aux *Izvestia* sur les questions internationales, au BMI, exécuté en 1937.
- Liao Zhongkai (1877-1925): nommé à la tête du Guomindang à la mort de Sun, partisan de l'alliance avec l'Union soviétique, mort dans un attentat.
- Li Dazhao (1882-1927): historien, directeur de la bibliothèque de l'Université de Pékin, fonde les premiers cercles d'études marxistes, fondateur du PCC, arrêté par la police de Tchang Tso-lin, mort étranglé.
- Liebknicht, Karl (1871-1919): avocat, sd, jusqu'en 1910 président de l'Internationale socialiste de la jeunesse, député au Reichstag (1912-1916), vote les crédits militaires avant de devenir l'un des chefs de l'opposition révolutionnaire à la guerre, mobilisé, organise la manifestation du 1^{er} mai 1916, condamné à 4 ans de forteresse, amnistié en octobre 1918, dirigeant de Spartakus puis du KPD(s), l'un des inspirateurs du soulèvement de janvier, abattu.
- Limanowski, Boleslaw (1835-1935): fondateur du PPS, socialiste et patriote polonais.
- Lipinski, Richard (1867-1936): sd, dirige la *Leipziger Volkszeitung* jusqu'en 1901, depuis 1908 président du parti de Leipzig, membre de la commission de contrôle, membre de l'USPD.

- Litvinov, Maksim M. (1876-1951): membre du parti depuis 1898, sert dans la diplomatie, commissaire du NKID de 1930 à 1939, au CC depuis 1934.
- Liu Renjing (1899-1987): communiste chinois, participe au congrès de fondation de l'IC, dirige les jeunesses communistes chinoises, réfugié en URSS en 1927, partisan de Trotsky en Chine, il sera arrêté puis libéré en 1937, rejoint le Guomindang puis le PCC.
- Liu Shaoqui (1898-1969): membre du PCC depuis 1921, étudiant à la KUTV, membre du CC depuis 1927, du BP depuis 1928, nombreuses fonctions dirigeantes en Chine populaire, exclu en 1968.
- Livshitz, Boris S. (1896-1949): bolchevik en 1917, élève à l'école des professeurs rouges, économiste, membre de l'opposition de gauche, déporté en 1928, capitule en 1930, à nouveau arrêté en 1932, libéré à une date inconnue, correspondant de guerre en 1941-1945.
- Livshitz, Iakov A. (1898-1937): bolchevik, un des dirigeants de l'opposition de Kharkov, condamné à mort au 2^e procès de Moscou.
- Lloyd George, David (1863-1945): libéral britannique d'origine galloise, plusieurs fois ministre depuis 1905, premier ministre en 1916-1922, participe à l'élaboration du traité de Versailles.
- Lominadzé, Vissarion V. (1898-1935): ancien dirigeant des JC, un protégé de Staline qui l'envoie en Chine en 1927, il se retourne contre Staline en 1929, se suicide.
- Ludendorff, Erich (1865-1937): général allemand, chef d'état-major d'Hindenburg, engagement politique dans l'extrême droite, participe au putsch de Munich, député, puis candidat à la présidence.
- Lutovinov, Iouri Kh. (1887-1924): vieux bolchevik, membre de l'opposition ouvrière, muté à Berlin en 1921, se suicide en 1924.
- Lüttwitz, Walter baron von (1859-1942): général allemand, participe au putsch de Kapp.
- Luxemburg, Rosa (1871-1919): révolutionnaire polonaise, membre de la SDKPiL et du SPD, participe à la fondation du groupe spartakiste, puis du KPD(s), assassinée pendant la semaine sanglante.
- MacDonald, Ramsay (1866-1937): dirigeant du Labour Party, premier travailliste à diriger un gouvernement britannique (1924), forme avec les conservateurs un gouvernement d'union nationale en 1931-1935.
- Machajski, Waclaw (1866-1926): camarade de classe de Zeromski, d'abord jeune patriote polonais, devient marxiste puis anarchiste.
- Makar: secrétaire de la commission des syndicats de la SDKPiL en 1906.
- Malecki: voir Rubinstein.
- Maltzan, Ago Herr von (1877-1927): diplomate allemand, secrétaire de légation à Saint-Petersbourg de 1911 à 1912, puis en Chine et à la Haye, dirige le département russe au sein de la nouvelle section orientale, favorable dès janvier 1920 à un rapprochement avec les bolcheviks, écarté puis rappelé à l'automne 1921, principal artisan du côté allemand du traité de Rapallo, depuis 1924 secrétaire d'Etat aux AA.
- Malzahn, Heinrich (1884-1957): communiste allemand, soutient l'action de mars, exclu avec Friesland.
- Manuilsky, Dimitir Z. (1883-1959): sd russe, milite avec Trotsky, rejoint les bolcheviks en 1917, membre du CC depuis 1922, nombreuses fonctions dans l'IC, puis ministre des affaires étrangères d'Ukraine.
- Marchlewski, Julian (pseud.: Julek, J. Karski, J. Kämpfer) (1866-1925): sd polonais, cofondateur du SDKP, se fixe en Allemagne dès 1893, collabore à de nombreux journaux du SPD, membre

- fondateur du groupe Spartakus, interné puis libéré comme ressortissant russe, il revient en Allemagne en février 1919 et conseille la commission des 9 dans la Ruhr, retourne en Russie puis en Pologne où il est l'un des dirigeants du PC, de retour à Moscou il travaille au SOI.
- Marcin: voir Matuszewski.
- Maring: voir Sneevliet.
- Martov, Youli O. (1873-1923): sd, rédacteur de l'*Iskra*, chef de la fraction menchevique, émigre en 1920.
- Maslov, Arkadi (1891-1941): né en Allemagne de parents russes, membre du KPD depuis sa fondation, membre de la gauche berlinoise, membre de la direction du parti de 1924 à 1926, écarté puis exclu, émigre à Cuba.
- Martynov, Alexandre S. (1865-1935): menchevik depuis 1903, rallié aux bolcheviks en 1924, travaille à l'Internationale comme spécialiste de la Chine.
- Matuszewski, Wincenty (pseud.: Marcin) (1873-1918): membre de la SDKPiL depuis 1899, du CC de 1902 à 1906, membre de l'opposition depuis 1908, favorable à fusion avec le PPS-Lewica, élu au comité de Varsovie en 1911, arrêté et exilé en Sibérie en 1912, libéré en 1917, devient secrétaire à Petrograd du commissariat polonais auprès du commissaire du peuple aux nationalités, puis organise des conseils ouvriers en Sibérie, participe aux combats contre Koltchak, fusillé.
- Mayer, Gustav (1871-1948): journaliste et historien du mouvement ouvrier, proche du SPD.
- Mehring, Franz (1846-1919): historien, sd, collabore à la *Neue Zeit*, à la *Leipziger Volkszeitung*, publie avec Rosa Luxemburg et Marchlewski la *Sozialdemokratischen Korrespondenz*, et en 1915 avec R. Luxemburg le premier numéro de l'*Internationale*, appartient au groupe Spartakus, membre fondateur du KPD.
- Mendelson, Stanislaw (1857-1913): socialiste polonais, l'un des fondateurs du PPS.
- Mendelssohn, Moses (1729-1786): écrivain et philosophe juif allemand, figure emblématique de l'Haskala.
- Menjinski, Viatcheslav R. (1874-1934): polonais, bolchevik en 1903, commissaire du peuple aux finances, consul à Berlin en 1919, travaille ensuite à la Tchéka, succède à Dzierzinski.
- Meyer, Ernst (1887-1930): docteur en philosophie et en économie, membre du SPD en 1908, l'un des fondateurs de la Ligue spartakiste, l'un des principaux dirigeants du KPD jusqu'en 1922, relevé de toutes fonctions en 1928.
- Meyer-Leviné, Rosa (1890-1979): née Rosa Broïdo en Russie, membre du KPD, femme d'E. Leviné, puis d'E. Meyer.
- Miasnikov, Gavril I. (1889-1946): vieux bolchevik, rejoint l'opposition ouvrière en 1921, exclu du parti en 1922, constitue en 1923 le Groupe ouvrier, émigre en Perse, puis en France, retour volontaire en URSS après la guerre, arrêté et fusillé.
- Mickiewicz, Adam (1798-1855): poète et écrivain polonais.
- Miedzinski, Bogouslav (1891-1972): membre du PPS depuis 1908, nombreuses fonctions dans l'armée et les services de renseignement polonais, plusieurs fois ministre, député au Sejm et éditeur en chef de la *Gazeta Polska*, émigre en 1939.
- Mif, Pavel A. (1901-1938): bolchevik depuis 1912, spécialiste de la Chine pour l'IC, vice-recteur, puis recteur de l'UTK, fusillé.
- Mirbach, comte Wilhelm von (1871-1918): premier ambassadeur allemand en Russie après Brest-Litovsk, assassiné par les SR de gauche.
- Molchanov, Georgi A. (1897-1937): bolchevik depuis 1917, nombreuses fonc-

- tions dans l'Armée rouge et la police politique, chef du département politique secret du NKVD (1934-1936), arrêté en février 1937, fusillé.
- Möller, Heinz (1897-1941): communiste allemand, proche de Brandler et Radek, exclu du parti il rejoint le KPO, meurt en Chine en luttant contre les Japonais.
- Möller van den Bruck, Arthur (1876-1925): ancien de la Ligue antibolcheviste de Stadler devenu le représentant du courant Jeune-conservateur.
- Molkenbuhr, Hermann (1851-1927): sd, député au Reichstag de 1890 à 1918, un représentant de la droite du parti, membre du CC depuis 1904, membre du BSI de 1908 à 1913, «social-patriote» pendant la guerre.
- Molotov, Viatcheslav M. (1890-1989): vieux bolchevik, membre du BP depuis 1925, commissaire, puis ministre des affaires étrangères de 1940 à 1949, puis à nouveau de 1950 à 1956, écarté en 1957.
- Monatte, Pierre (1881-1960): anarchiste, puis syndicaliste révolutionnaire, proche de Trotsky, adhère au PCF, exclu en 1924.
- Moor, Karl (1852-1932): sd suisse ayant appartenu à la I^{ère} et à la II^e Internationale, rencontre les bolcheviks en 1904, membre du Grand conseil bernois, partisan des thèses de Lénine sur la guerre il s'inquiétait néanmoins du destin des puissances centrales en cas de victoire de l'Entente, ce qui l'amena à jouer dès mars 1917, sous les pseudonymes de Baier et d'Oskar Lambert, le rôle d'homme de confiance des ministères allemand et autrichien des affaires étrangères, se rend en Russie juste après la révolution d'Octobre, à Berlin en 1919, vit ensuite en Russie.
- Morgari, Oddino (1866-1929): socialiste italien, rédacteur de l'*Avanti*, l'un des organisateurs du mouvement de Zimmerwald, émigre en France où il adhère à la SFIO.
- Moszoro, Rudolf (1879-1911): socialiste polonais, membre du tribunal d'arbitrage qui acquitta Radek en 1904.
- Mouralov, Nikolaï I. (1877-1937): bolchevik depuis 1903, dirigeant de l'insurrection de 1917, un des principaux chefs de l'Armée rouge, membre de l'opposition de gauche en 1923, déporté en 1928, convoqué par Staline à Moscou il ne se renie pas et est envoyé comme agronome en Sibérie, à nouveau arrêté, il est brisé en prison et fait des «aveux» lors du 2^e procès de Moscou.
- Mratchkovski, Sergeï V. (1888-1936): bolchevik depuis 1905, membre de l'opposition de gauche, arrêté en 1928, capitule en novembre 1929, membre du groupe Smirnov en 1932, condamné à mort et fusillé.
- Müller, Hermann (1876-1931): sd allemand, membre du CC depuis 1906, représente la droite du parti, au Reichstag depuis 1916, membre du conseil exécutif du conseil de Berlin en 1918-1919, membre du gouvernement Scheidemann, ministre des affaires étrangères, puis chancelier du Reich en 1920, 1928-1930.
- Müller, Richard (1890-1943): sd, l'un des délégués révolutionnaires des usines berlinoises, préside en 1918 l'exécutif du conseil des ouvriers et soldats de Berlin, au VKPD en 1920, soutient Levi en 1921.
- Münzenberg, Willi (1889-1940): sd allemand, émigre à Zurich, en 1912 membre du CC de l'organisation socialiste des jeunes, participe à la conférence de Kienthal, arrêté puis expulsé de Suisse en 1918, président de la KIM, député au Reichstag, à la tête de toute une série d'organisations qui forment le Trust-Münzenberg, émigre à Paris en 1933, refuse de répondre aux convocations de

- Moscou, exclu du KPD, interné à Lyon, assassiné lors de son évasion.
- Nadolny, Rudolf (1873-1953): fonctionnaire allemand des affaires étrangères, vice-consul à Saint-Pétersbourg, puis ambassadeur à Ankara et à Moscou (décembre 1933 à janvier 1934), démissionne pour ne pas endosser la politique de rapprochement avec la Pologne.
- Nerman, Ture (1886-1957): membre des jeunesses socialistes suédoises, participe à la conférence de Zimmerwald, membre de la CSI de Stockholm, membre du PCS jusqu'en 1924.
- Netchaïev, Nikolaï V. (1887-?): membre du secrétariat de Trotsky, déporté comme oppositionnel à Kolpachevo en 1928, capitule en 1929, pas d'information ultérieure.
- Neumann: voir Niedermayer.
- Neumann, Heinz (1902-1937): membre du KPD, ses talents de polyglotte lui valent l'intérêt de Staline qui l'envoie en Chine en 1927, dans la direction du parti allemand jusqu'en 1932.
- Neurath, Konstantin von (1873-1956): diplomate allemand, conservateur et monarchiste, longtemps ambassadeur à Rome, ministre des affaires étrangères de 1933 à février 1938, au NSDAP en 1937, n'exerça jamais d'influence sur Hitler.
- Neurath, Aloïs (1886-1952): communiste allemand né en Autriche, travaille pour le Comintern, proche de Zinoviev, rejoint en 1932 l'opposition de gauche.
- Niedermayer, Oskar von (1885-1948): colonel allemand, célèbre pour ses exploits en Asie pendant la première guerre, dirige la délégation de techniciens envoyée en Russie en septembre 1921 par l'état-major et les industriels allemands.
- Niemojewski, Andrej (1864-1921): écrivain, publiciste et homme politique polonais.
- Nicolaevsky, Boris I. (1887-1966): historien et archiviste, membre du POSDR, de son CC en 1917, devient l'un des dirigeants mencheviques, arrêté en 1922, expulsé d'URSS, rassemble les archives de Marx, auteur de nombreux ouvrages.
- Nobs, Ernst (1886-1957): enseignant, membre du PS suisse, dirige depuis 1915 le *Volksrecht*, conseiller national, participe au mouvement de Zimmerwald.
- Noske, Gustav (1868-1946): sd allemand, collabore à de nombreux journaux, membre du Reichstag de 1906 à 1918, une figure importante de la droite du parti, en novembre 1918 gouverneur de Kiel, membre du conseil des délégués du peuple, assume en janvier 1919 la répression de l'insurrection, ministre de la Reichswehr, se retire après l'échec du putsch de Kapp.
- Ordjonikidzé, Grigori K. (dit Sergo) (1888-1937): vieux bolchevik géorgien lié à Staline, commissaire à l'industrie lourde depuis 1928, membre suppléant du BP en 1926 puis titulaire en 1934, se suicide.
- Orlov, Alexandre (pseud.: Lev M. Feldbine) (1895-1973): bolchevik en 1917, combat dans l'Armée rouge, puis membre de la sécurité d'Etat, en Espagne en 1936, refuse de rentrer en URSS en juillet 1938, mort aux Etats-Unis.
- Osterloh, Hermann (1886-1961): ouvrier sd de Brême, prisonnier de guerre en Russie, secrétaire du groupe allemand du PCR(b), membre du KPD, revient au SPD en 1930.
- Ouglanov, Nikolaï A. (1886-1937): bolchevik depuis 1907, au CC de 1923 à 1930, dirige l'appareil de Moscou de 1924 à 1928, réprimé.
- Ouritski, Moïse S. (1873-1918): ancien menchevik se rallie aux bolcheviks durant l'été 1917 à Copenhague, commu-

- niste de gauche en 1918, responsable de la Tchéka de Petrograd, assassiné par les SR.
- Ounschlicht, Jozef (pseud.: Leon Jurowski) (1879-1938): membre de la SDKPiL depuis 1900, de sa direction de 1903 à 1906, de l'opposition dès 1911, déporté en Sibérie en 1914, de retour en 1917, participe à l'insurrection d'Octobre, devient l'adjoint de Dzierjinski à la Tchéka, hautes responsabilités dans l'armée en 1925, président de la commission chinoise rattachée au BP, vice-commissaire à la défense, travaille ensuite au Gosplan, membre suppléant du CC depuis 1925, arrêté en 1938, réhabilité en 1956.
- Pannekoek, Anton (pseud.: Harper, Horner) (1873-1960): hollandais, astronome, constitue l'aile gauche du parti autour du groupe *De Tribune*, exclu il rejoint l'organisation de Brême où il se lie à Radek, revient en Hollande en 1914, membre de la gauche de Zimmerwald, cofondateur du PC hollandais en 1918, soutient les IKD en Allemagne, puis devient le théoricien du KAPD, reprend ses activités scientifiques en continuant à inspirer le mouvement communiste des conseils.
- Paquet, Alfons (1881-1944): écrivain et journaliste allemand, correspondant de la *Frankfurter Zeitung* à Moscou en 1918.
- Parabellum: pseudonyme utilisé par Radek pour ses articles dans la *BTW* (1914-1916).
- Parvus: voir Helphand.
- Pascal, Pierre (1890-1983): membre de la mission militaire française à Moscou, catholique fervent rallié aux bolcheviks, milite au sein du groupe communiste français de Moscou, rompt avec les communistes, rentre en France où il devient professeur de civilisation russe.
- Peng Shuzhi (1895-1983): l'un des premiers chinois envoyé en Russie soviétique pour étudier à la KUTV, secrétaire de la section de Moscou du PCC, membre de l'exécutif du PCC, exclu en 1929, trotskyste, arrêté en 1932, libéré en 1937, part pour l'Europe.
- Perl, Joseph (1773-1839): directeur de l'école juive de Tarnopol, partisan de l'Haskala.
- Peterson, A. A. (1895-?): bolchevik depuis 1917, membre de la CCC.
- Pfannkuch, Wilhelm (1841-1923): sd, député au Reichstag, membre du CC du SPD depuis 1894, soutient le vote des crédits militaires en 1914.
- Piatakov, Iouri L. (pseud.: Arvid) (1890-1937): bolchevik depuis 1910, en Ukraine en 1917, communiste de gauche en 1918, vice-président du conseil de l'économie nationale, dans l'opposition de gauche, capitule en 1928, vice-commissaire à l'industrie lourde, réélu au CC en 1930 et 1934, condamné à mort lors du 2^e procès de Moscou.
- Piatnitsky, Ossip A. (1882-1938): membre du parti depuis 1898, à l'exécutif de l'IC depuis 1921 où il s'occupe des questions financières, au CC du PCUS de 1930 à 1937, arrêté et exécuté.
- Pieck, Wilhelm (1876-1960): sd de Brême, permanent du parti, membre du groupe *Internationale* en 1914, arrêté, mobilisé, il déserte et passe en Hollande, revient en Allemagne en novembre 1918, coopté avec Liebknecht dans le cercle des délégués révolutionnaires, à la centrale de Spartakus puis du KPD, délégué du parti à Moscou en 1921, membre du CEIC depuis 1928, du secrétariat et du présidium depuis 1931, à Moscou en 1938, travaille au comité pour l'Allemagne libre pendant la guerre, revient en 1945 comme président du KPD, puis du SED, premier président de la RDA.

- Pilniak, Boris A. (1894-1938): fils d'Allemands de la Volga, écrivain soviétique, un ami de Radek, fusillé.
- Pilsudski, Józef (1867-1935): permanent de la droite du PPS, dirige le PPS-Frakcja Rewolucyjna issu de la scission de 1906, commande la légion polonaise (1914-1917), dirige la Pologne en 1918-1922, maréchal en 1920, revient au pouvoir en 1926.
- Platten, Fritz (1883-1942): socialiste zurichois, membre de la direction, le principal représentant de la gauche de Zimmerwald au sein du PSS, conseiller national en 1917, il organise le retour de Lénine et de ses compagnons en Russie, assiste au premier congrès de l'IC, fondateur du PCS il émigre en Russie en 1923, réprimé.
- Plättner, Fritz (1893-1933): militant syndical, l'un des dirigeants du conseil des ouvriers et des soldats de Dresde, rejoint le KAPD, à la tête d'un commando ouvrier en mars 1921, condamné à la prison en Allemagne, amnistié en 1928, rejoint le KPD, tué en 1933 en franchissant la frontière tchécoslovaque.
- Plekhanov, Georgi V. (1856-1918): introduit le marxisme en Russie, fondateur du groupe Libération du travail et de l'*Iskra*, menchevik, hostile aux thèses de Lénine sur la guerre, rentré en Russie en 1917, s'oppose aux bolcheviks.
- Pogany, Jozsef (1886-1937): sd hongrois, participe au gouvernement de la République des conseils de Hongrie, travaille ensuite pour l'appareil du Comintern, en Allemagne en mars 1921, perd ses fonctions en 1929, arrêté et exécuté.
- Poincaré, Raymond (1860-1934): homme politique français de droite, plusieurs fois président du conseil, président de la République, l'homme de l'exécution du traité de Versailles.
- Pokrovski, Mikhaïl N. (1868-1932): historien marxiste soviétique.
- Poutna, Vitali K. (1893-1937): attaché militaire au Japon (1928), puis en Allemagne, réprimé.
- Préobrajenski, Evguéni A. (1886-1937): membre du parti en 1903, communiste de gauche en 1918, secrétaire du parti en 1920-1921, membre de l'opposition de 1923, exclu en 1927, déporté en 1928, capitule en juillet 1929, membre du groupe Smirnov en 1932, capitule, exécuté sans jugement, un proche de Radek.
- Price, Morgan Philip (1885-1973): journaliste anglais, correspondant du *Daily Herald*, en Russie en 1918, hostile aux interventions étrangères, compagnon de route des communistes, député travailleur de 1929 à 1931.
- Prigojin, Abram G. (1896-1937): membre du parti depuis 1918, élève à l'Institut des professeurs rouges, enseigne à l'UTK, révoqué comme opposé, plusieurs fois arrêté et déporté, exécuté.
- Prochian, Proch P. (1883-1918): SR de gauche, en décembre 1917 membre du conseil des commissaires du peuple pour les postes.
- Prochniak, Edward (pseud.: Weber) (1888-1937): socialiste polonais, rejoint les bolcheviks en 1917, l'un des dirigeants du PCP, membre du présidium de l'IC, arrêté et exécuté pendant les purges.
- Quelch, Harry (1886-1954): socialiste britannique, rejoint le PC, participe au congrès de Bakou.
- Qu Quiubo (1899-1935): correspondant d'un journal chinois à Moscou, devient communiste, s'oppose à Chen Duxiu et Peng Shuzi, renvoyé en Chine, meurt pendant la Longue marche.
- Radek, Rosa M. (née Rosa Mawrikijewna Abramowicz) (1881-?): militante polonaise, femme de Radek, docteur en médecine, plusieurs fonctions dans la Croix-Rouge soviétique, puis au commissariat de la santé, arrêtée, puis déportée en 1937.

- Radwanski, Tadeusz (1884-1960): membre de la SDKPiL depuis 1900, secrétaire de la rédaction du *Głos* en 1904-1905, arrêté en 1914 par les Russes, participe à la Révolution d'Octobre, membre du gouvernement révolutionnaire provisoire polonais de 1920, travaille pour la presse communiste aux Etats-Unis de 1922 à 1946, adhère après la guerre au parti ouvrier polonais.
- Raevski, Stefan A. (1885-1937): bolchevik depuis 1906, au bureau d'information du NKID à Berlin (1921-1927), représentant de l'agence Tass à Paris (1927-1928), membre de la rédaction de politique étrangère des *Izvestia*, membre du BMI, un proche de Radek, arrêté en 1936, fusillé.
- Rafes, Moïseï G. (1883-1942): menchevik, rallié aux bolcheviks en 1919, travaille à l'IC comme spécialiste de la Chine, depuis 1926 à la section étrangère de la TASS, réprimé.
- Rakosi, Matyas (1892-1971): prisonnier en Russie, membre du groupe hongrois du PCR, membre du gouvernement de la République des conseils, délégué de l'exécutif dans plusieurs pays, arrêté en Hongrie, échangé en 1940, revient en Hongrie comme premier secrétaire du parti et président de la Démocratie populaire de Hongrie, écarté en 1956, finit sa vie en Asie centrale.
- Rakovsky, Khristian G. (1873-1941): lié au mouvement socialiste de plusieurs pays européens, membre du CC du parti russe, dirige pendant plusieurs années la République d'Ukraine, ambassadeur, puis dirigeant de l'opposition de gauche, déporté en 1928, capitule en février 1934, mort en prison.
- Rakov, Werner (pseud.: Felix Wolf[f], Inkov) (1893-1937): fils d'ouvriers allemands établis en Russie, interné en 1914, bolchevik en 1917, membre du groupe communiste allemand de Moscou, fonctionnaire de l'IC, homme de confiance de Radek en Allemagne, expulsé d'Allemagne en 1922, représentant diplomatique à Vienne, travaille en 1923 dans l'appareil militaire du parti allemand, lié à l'opposition allemande, exclu en 1933, arrêté, condamné et exécuté en 1937.
- Ramzine, Léonid K. (1887-1948): ingénieur, professeur à l'Université de Moscou, travaille au Gosplan, principal accusé du prétendu complot du «parti industriel», condamné à mort, amnistié, reçoit le prix Staline.
- Ransome, Arthur (1884-1967): journaliste anglais, correspondant du *Manchester Guardian*, témoin oculaire de la Révolution d'Octobre, compagnon de route.
- Raskolnikov, Fedor F. (1892-1939): vieux bolchevik, officier de marine pendant la guerre, organisateur des marins de Cronstadt, plusieurs missions en Iran, rompt avec l'opposition en 1926, s'occupe de la Chine pour l'IC, diplomate, refuse de revenir en URSS en 1938.
- Rathenau, Walter (1867-1922): juif allemand, président de l'AEG, ministre du Reich, assassiné par des nationalistes.
- Reed, John (1887-1920): journaliste américain, en Russie en 1917, membre du CEIC, meurt après son retour du congrès de Bakou.
- Reibnitz, Johannes baron von (1882-?): officier allemand, membre du corps des cadets comme Ludendorff, d'orientation national-bolchevique, loge Radek pendant une semaine en décembre 1919, au NSDAP en 1929.
- Reich, Jakob (pseud.: camarade Thomas) (1886-1956): né à Lemberg, milite à Varsovie, se réfugie en Suisse après 1906, travaille dans la mission Berzine, organise le WES à Berlin, écarté du Comintern en 1925, émigre et abandonne toute activité politique, réfugié à New York en 1938.

- Reinhardt, Walter (1872-1930): militaire allemand, membre de l'état-major en 1917, ministre de la guerre du gouvernement de Prusse en 1919.
- Reinstein, Boris (1866-1947): citoyen américain d'origine russe, mandaté en Europe durant l'été 1917 par le Socialist Labor Party américain pour le représenter à la conférence avortée de Stockholm, se rend en Russie de sa propre initiative où il dirige le bureau de la propagande révolutionnaire internationale, participe sans mandat au premier congrès du Comintern, mais est désavoué par son parti, travaille pour le Comintern jusqu'en 1929.
- Reissner, Larissa M. (1895-1926): fille d'aristocrates, socialiste et écrivain russe, rejoint les bolcheviks en 1917, commissaire politique dans l'Armée rouge, mariée à Raskolnikov qu'elle accompagne en Afghanistan, se lie à Radek en Allemagne en octobre 1923, auteur de plusieurs ouvrages, meurt du typhus.
- Remmele, Hermann (1880-1939): membre du SPD, puis de l'USPD, secrétaire du VKPD en 1920, député au Reichstag, membre de la centrale, de l'exécutif de l'IC de 1926 à 1931, perd toutes ses responsabilités en 1932, émigre en URSS, arrêté, exécuté.
- Reuter, Ernst (dit Friesland) (1889-1953): sd, animateur d'une ligue pacifiste, mobilisé en 1915, prisonnier de guerre en Russie, membre de la section allemande du PCR(b), revient clandestinement en Allemagne, secrétaire général du parti en 1921, rallié aux positions de Levi, exclu en 1922, rejoint le SPD, émigre pendant la guerre, maire de Berlin-Ouest de 1948 à sa mort.
- Reventlow, comte Ernst (1869-1943): ancien secrétaire de la Ligue pangermaniste, membre du parti völkisch DVFP, puis nazi de gauche, représentant du NSDAP dans la commission des affaires étrangères du Reichstag.
- Riazanov, David B. (1870-1938): marxiste russe, membre du groupe *Borba*, après 1903 refuse de choisir entre bolcheviks et mencheviks, s'occupe de rassembler les œuvres de Marx et Engels, premier directeur de l'Institut Marx-Engels, arrêté en 1931, déporté à Saratov où il meurt.
- Richart, Karl: pseudonyme utilisé par Radek de décembre 1918 à février 1919 lors de son séjour illégal en Allemagne.
- Rioutine, Martemian N. (1890-1937): enseignant SR passé au bolchevisme en 1920, permanent à Moscou, mène la lutte contre l'opposition de gauche, écarté par Staline comme droitier il fonde ensuite avec Slepkov une nouvelle opposition, démasqué en 1932, condamné à la prison à vie puis exécuté.
- Robins, Raymond (1873-1954): représentant de la Croix-Rouge américaine en Russie de 1917 à mai 1918, à nouveau en URSS en 1933.
- Röhm, Ernst (1887-1934): militaire, organisateurs des SA, assassiné pendant la Nuit des longs couteaux.
- Roland-Holst, Henriette (1869-1952): poétesse et écrivain hollandaise, participe à la fondation de la *Tribune*, membre du PC hollandais jusqu'en 1927.
- Rolland, Romain (1866-1944): écrivain français, pacifiste, se rapproche de l'URSS en 1927, membre des AUS.
- Romberg, Gisbert von (1866-1939): ambassadeur d'Allemagne en Suisse.
- Römer: pseudonyme de Radek lors de plusieurs missions diplomatiques en Allemagne en 1922.
- Römer, Joseph dit Beppo (1892-1942): ancien officier des corps francs, participe à la répression des communistes en Bavière, puis dans la Ruhr, son opposition au traité de Versailles le rapproche des communistes avec lesquels il colla-

- bore dès 1923, entre au parti en 1932, nombreuses activités antinazies pendant la guerre, arrêté et condamné à mort en 1942.
- Rosen, Friedrich baron von (1856-1935): diplomate, orientaliste, ministre allemand des affaires étrangères de mai à octobre 1921.
- Rosenberg, Alfred (1893-1946): idéologue nazi, dirige le département de politique étrangère du NSDAP, Reichsminister des territoires occupés de l'Est, exécuté comme criminel de guerre.
- Rosenfeld, Kurt (1877-1943): avocat, sd, enseigne à l'école du SPD, membre de l'USPD dès 1917, de son CC depuis 1919, député au Reichstag de 1920 à 1932, s'occupe de la défense de Radek en 1919.
- Rosmer, Alfred (1877-1964): anarcho-sindicaliste, rejoint le groupe de la *Vie ouvrière*, opposant à la guerre, proche de Trotsky, en Russie en 1920, travaille pour le Comintern et le Profintern, membre du BP du PCF en 1924, exclu, proche de l'opposition de gauche, rompt avec Trotsky.
- Roudenko, Roman A. (1907-1981): membre du PCUS depuis 1926, de son CC depuis 1961, procureur de la République d'Ukraine, dirige l'accusation au procès de Nuremberg, procureur général de l'URSS de 1953 à 1981.
- Roudzoutak, Jan E. (1887-1938): vieux bolchevik, au CC depuis 1920, au BP en 1927, proche de Staline, arrêté, condamné et fusillé.
- Roy, Manabendra N. (1887-1954): nationaliste puis communiste indien, participe au II^e congrès du Comintern, au bureau d'Extrême-Orient, puis en Chine, exclu comme droitier, rejoint le parti du congrès.
- Rubinstein, Alexandre (pseud.: Malecki ou Maletzki) (1879-1937): membre de la SDKPiL depuis 1900, membre de la commission centrale des syndicats, élu au CC en 1906 et en 1908, se retire du CC en 1909, l'un des principaux dirigeants de l'opposition polonaise, son théoricien et son représentant à la Douma, se joint pendant la guerre au groupe *Gazeta Robotnicza* à Zurich, en Russie dès 1921, travaille au NKID, puis au CEIC, termine sa carrière comme enseignant, arrêté en 1937, exécuté, réhabilité en 1956.
- Rühle, Otto (1874-1943): sd allemand, l'un des théoriciens du KAPD.
- Rykov, Alexeï I. (1881-1938): vieux bolchevik, droitier, au BP jusqu'en 1929, arrêté et condamné à mort lors du 3^e procès
- Safarov, Georgi I. (1891-1942): bolchevik en 1908, émigre en Suisse, revient en Russie avec Lénine, au bureau d'Extrême-Orient de l'IC, zinoviéliste, refuse de capituler, anime le groupe des «sans chefs», retourne au Comintern, arrêté et déporté en 1934.
- Sapronov, Timofeï V. (1887-1937): militant du parti russe dès 1911, déciste, membre pendant un moment de l'opposition unifiée, exclu en 1927, puis en 1932, mort en prison.
- Savinkov, Boris V. (1879-1925): terroriste SR, vice-ministre de la guerre dans le gouvernement Kerenski, combat les bolcheviks pendant la guerre civile, arrêté et condamné à mort.
- Scheidemann, Philipp (1865-1939): sd, journaliste, membre du CC du SPD depuis 1911, une des figures importantes de la droite, chancelier du Reich,
- Scheffer, Paul (1883-1963): journaliste au *Berliner Tagblatt*, séjourne à maintes reprises en Russie soviétique.
- Schlageter, Albert Leo (1894-1923): officier allemand, membre des corps francs, combat les troupes françaises dans la Ruhr, condamné à mort par les troupes d'occupation.

- Schleicher, Kurt von (1881-1934): officier d'état-major, proche de Hindenburg, dirige un gouvernement appuyé par l'armée, favorable à une alliance avec l'URSS, assassiné pendant la Nuit des longs couteaux.
- Schmidt, Vassili V. (1886-1938): bolchevik depuis 1905, commissaire du peuple au travail, envoyé en Allemagne pour l'insurrection d'Octobre, membre du CC de 1925 à 1930, fusillé.
- Scholem, Werner (1895-1940): membre du SPD, de l'USPD, puis du VKPD, appartient à la gauche berlinoise, exclu en 1926, cofondateur du Leninbund, mort à Buchenwald.
- Schröder, Karl (1885-1950): au SPD, puis à Ligue spartakiste, membre du KAPD, représente son parti au II^e congrès de l'IC, retourne au SPD.
- Schubert, Wilhelm (1879-1972): major allemand, ancien attaché militaire à Moscou en 1918, participe en septembre 1921 à une mission d'expertise technique envoyée en Russie par l'état-major et les milieux industriels allemands.
- Sedov, Lev L. (1906-1938): fils aîné de Trotsky, le suit en exil, organise l'opposition de gauche internationale.
- Seeckt, Hans von (1866-1936): général, dirige la Reichswehr de 1920 à 1926, député au Reichstag de 1930 à 1932, puis conseiller militaire auprès de Tchank Kaï-chek.
- Sérébriakov, Leonid P. (1888-1937): vieux bolchevik, secrétaire du CC de 1920 à 1921, membre de l'opposition de gauche, réintégré en 1930, condamné à mort lors du 2^e procès de Moscou.
- Serge, Victor (1890-1947): écrivain francophone d'origine russe, anarchiste, se rallie aux bolcheviks après la révolution, traducteur et journaliste pour la *Correspondance internationale*, proche de l'opposition, exclu du parti, de retour en France il publie des textes pour dénoncer la répression stalinienne.
- Serrati, Giacinto (1874-1926): socialiste italien, internationaliste pendant la guerre, favorable aux bolcheviks refuse pourtant les 21 conditions, rejoint le PCI en 1924.
- Seyferth, August (1862-1916): imprimeur, sd, patron de la Leipziger Buchdruckerei A.G.
- Simons, Walter (1861-1937): sans parti, ministre allemand des affaires étrangères, 1920-1921.
- Skoblevski, Alexander P. (1890-?): letton, officier de l'Armée rouge, dirige les opérations militaires du parti allemand en octobre 1923, arrêté en Allemagne, condamné à mort au procès dit de la Tchéka, échangé contre des agents allemands prisonniers en Russie.
- Slepkov, Alexandre N. (1900-1937): rejoint les bolcheviks en 1917, diplômé de l'Institut des professeurs rouges, disciple de Boukharine, théoricien du groupe Rioutine, se pend dans sa cellule.
- Slowacki, Juliusz (1809-1949): poète et écrivain polonais de la génération de 1831.
- Smeral, Bohumir (1880-1941): sd tchèque, patriote pendant la guerre, membre fondateur et nombreuses fonctions à la direction du PCT, membre du CEIC de 1922 à 1935.
- Smilga, Ivar T. (1892-1938): letton, membre du parti en 1908, du C.C. en 1917, prépare avec Lénine l'insurrection d'Octobre, chef de l'armée puis un des dirigeants de l'économie, rejoint l'opposition unifiée en 1926, déporté à Kolpatchevo en 1928, capitule en juillet 1929, puis sans doute avec le groupe Smirnov de 1932.
- Smirnov, Ivan N. (1881-1936): au parti en 1899, surnommé «la conscience du parti» par Lénine, membre de l'opposition de gauche, remplit la fonction d'or-

- ganisateur de l'opposition en 1926, déporté, capitule en 1929, constitue en 1932 le bloc des oppositions, arrêté en janvier 1933, condamné à mort et exécuté en 1936.
- Smirnov, Vladimir M. (1887-1937): économiste, au parti en 1907, un des dirigeants de Moscou en 1917, communiste de gauche en 1918, il organise ensuite les décistes, se rapproche de l'opposition unifiée mais rompt avec celle-ci en 1926, constitue en 1927 le groupe des 15 avec Sapronov, mort en prison.
- Sneevliet, Hendrikus (pseud.: Maring) (1883-1942): sd hollandais, fonde la sd d'Indonésie, préside la commission du II^e congrès de l'IC pour les questions nationales et coloniales, membre de l'exécutif, son représentant en Chine de 1921 à 1923, exclu en 1928, rejoint les trotskystes.
- Sokolnikov, Grigori I. (1886-1939): vieux bolchevik, étudie à l'étranger, commissaire politique sur plusieurs fronts pendant la guerre civile, membre du CC, commissaire du peuple aux finances, condamné à dix ans de réclusion lors du 2^e procès de Moscou.
- Solntsev, Eleazar B. (1900-1936): bolchevik en 1917, diplômé de l'Institut des professeurs rouges, membre de l'opposition de gauche, enseigne à l'UTK, envoyé en mission à l'étranger pour une société commerciale soviétique, il en profite pour organiser l'opposition internationale en Allemagne, en Autriche et aux Etats-Unis, rappelé en Union soviétique, il est arrêté fin 1928, placé en isolateur, meurt en 1936 d'une grève de la faim.
- Sombart, Werner, (1863-1941): économiste, sociologue et historien du mouvement ouvrier.
- Sosnovsky, Lev S. (1886-1937): bolchevik en 1904, assiste au congrès d'Amiens de la CGT, journaliste à la *Pravda* et à la *Bednota*, un proche de Trotsky, déporté à Barnaoul, capitule en 1934, réintégré en 1935, exclu et arrêté en 1936.
- Souvarine, Boris L. (1895-1984): né en Ukraine, il grandit en France, membre pendant la guerre du comité pour la III^e Internationale, membre de l'exécutif de l'IC et du PCF, écarté en 1924, le premier historien du stalinisme, un pionnier des études sur le communisme.
- Stambolisky, Alexandre (1879-1923): bulgare, dirigeant du parti paysan, prend le pouvoir en 1920, renversé et massacré en 1923 par une insurrection d'extrême droite.
- Stassova, Elena D. (1873-1966): membre du parti depuis 1898, au CC de 1917 à 1920, travaille ensuite pour l'IC en Allemagne, au SRI, puis à la CIC.
- Stein, Henryk (pseud.: Dowski, Krakus, Kamienski) (1883-1937): critique littéraire, membre de la SDKPiL depuis 1904, élu membre du bureau des sections étrangères de la SDKPiL, membre de la commission de 1911, membre de la gauche de Zimmerwald, interné puis libéré, en 1917 membre du CC de la SDKPiL, puis du PC polonais, succède aux «4 W» en 1924, à Moscou dans les années trente, arrêté et exécuté.
- Steinhardt, Karl (pseud.: Gruber) (1875-1963): autrichien, proche de R. Fischer, participe au I^{er} congrès de l'IC.
- Stetsky, Alekseï I. (1896-1938): bolchevik depuis 1915, membre du CC depuis 1927, dirige la section agit-prop du CC du PCUS(b), membre de la rédaction de la *Pravda* et du *Bolchevik*, fusillé.
- Stimson, Henry L. (1867-1950): secrétaire d'Etat américain dans l'administration Hoover (1929-1933), participe à la conférence de Genève de 1932.
- Stinnes, Hugo (1879-1924): magnat de l'industrie allemande.
- Stoecker, Walter (1891-1939): sd, responsable dans le mouvement de la jeunesse,

- membre de l'USPD en 1917, dirigeant des conseils de Cologne, secrétaire de l'USPD en juin 1919, un des dirigeants de l'aile gauche, délégué au III^e congrès de l'IC, à la centrale du VKPD en 1920, président du parti après la démission de Levi, en retrait de 1921 à 1923, préside la fraction parlementaire au Reichstag jusqu'en 1932, arrêté, déporté, mort à Buchenwald.
- Stomoniakov, Boris S. (1882-1941): membre du POSDR depuis 1902, attaché commercial en Allemagne de 1921 à 1925, membre du collège et depuis 1933 vice-commissaire du NKID, fusillé.
- Strasser, Gregor (1892-1934): dirige l'aile socialiste du NSDAP, proche de von Schleicher, assassiné pendant la Nuit des longs couteaux.
- Stresemann, Gustav (1878-1929): national-libéral allemand, chancelier de septembre à novembre 1923 d'un gouvernement de coalition avec le SPD, il réussit à sortir l'Allemagne de la crise, ministre des affaires étrangères de 1923 à 1929.
- Ströbel, Heinrich (1869-1944): écrivain sd, rédacteur du *Schleswig-Holsteinische Volkszeitung* de 1893 à 1900, membre de l'USPD en 1917.
- Stroilov, Mikhaïl S. (1899-1941): ingénieur sans parti, membre du congrès des Soviétiques, condamné à huit ans de prison lors du 2^e procès de Moscou, fusillé en 1941.
- Ström, Otto F. (1880-1948): fonde le parti socialiste internationaliste suédois en 1917, membre du PCS, démissionne avec Höglund.
- Struthahn, Arnold: pseudonyme utilisé par Radek de 1915 à 1918 dans *Neues Leben, Jugend Internationale, Lichtstrahlen* et plusieurs brochures publiées en Suisse.
- Stsejnski, Metchislav (1895-1956): nombreuses fonctions dans l'armée polonaise, un proche de Pilsudski, dirige l'agence de renseignements Iskra.
- Sun Yat-sen (1866-1925): nationaliste chinois, fondateur du Guomindang, le père de la révolution de 1911, premier président de la République, écarté par Yuan Che-kaï au bout de quelques mois, se réfugie à Canton où il tente de constituer un gouvernement nationaliste avec l'appui des Soviétiques.
- Syrtsov, Sergueï I. (1893-1938): vieux bolchevik, suppléant du BP, se retourne contre Staline en 1929, meurt en prison.
- Talaat Pacha (1872-1921): homme politique turc, membre du parti Jeune Turc, il fut plusieurs fois ministre avant de devenir Grand vizir, réfugié en Allemagne il fut assassiné par un Arménien.
- Tchang Kaï-chek (1887-1975): ancien commandant de l'école des cadets, le chef de la première armée du Guomindang, envoyé par Sun Yat-sen à Moscou en 1923 pour engager les négociations militaires, prend la direction militaire du Guomindang en 1925 grâce à l'appui des milieux d'affaire, de la mafia chinoise et des militaires féodaux, appuyé par les communistes il réalise l'unité politique du pays, rompt en 1927, président de la Chine de 1927 à 1949, puis de la Chine nationaliste de Taiwan.
- Tchang Tso-lin (1873-1928): ancien bandit, seigneur de guerre lié au clan de Moukden, devient gouverneur de la Mandchourie en 1913 grâce à l'appui des Japonais qui finissent par l'assassiner.
- Tchernychevski, Nikolaï G. (1828-1889): démocrate, romancier et philosophe russe, auteur du célèbre *Que faire?*, maître à penser des révolutionnaires russes des années 1860, déporté en Sibérie.
- Tchitchérine, Georgi V. (1872-1936): fils de diplomate, menchevik, se rapproche des bolcheviks avant la guerre, dirige le NKID de 1918 à 1930, au CC depuis 1925.

- Ter-Vagagnian, Vagarchak A. (1893-1936): intellectuel arménien, vieux bolchevik, journaliste, membre de l'opposition de gauche, capitule en 1929, se retrouve en 1932 dans le groupe Smirnov, fusillé après le 1^{er} procès de Moscou.
- Thaelmann, Ernst (1896-1944): au SPD en 1904, puis au KPD, dirige l'insurrection de Hambourg en octobre 1923, soutenu par Staline il obtient la direction du parti, arrêté par les nazis en 1934, mort à Buchenwald.
- Thalheimer, Auguste (1884-1948): philosophe, membre du SPD dès 1904, rédacteur en chef de la *Freie Volkszeitung*, membre du groupe *Internationale* puis de Spartakus, mobilisé de 1916 à 1918, membre de la centrale du KPD(s) dès 1919, combat le gauchisme en 1919-1920 mais se rallie à la théorie de l'offensive en 1921, théoricien du KPD en 1923, écarté de la direction en 1924, retenu à Moscou il enseigne de 1924 à 1928 à l'Université Sun Yat-sen, exclu en 1929, cofondateur du KPO, meurt en exil à Cuba.
- Thalheimer, Berta (1883-1959): sœur d'Auguste Thalheimer, sd, appartient au groupe *Internationale*, participe aux conférences de Zimmerwald et Khienthal, membre du KPD.
- Thomas, Wendelin (1884-?): membre du SPD depuis 1910, membre du comité des marins révolutionnaires en 1918, adhère à l'USPD, au VKPD en 1920, participe aux préparatifs militaires de l'insurrection de 1923, dans l'appareil de l'IC de 1925 à 1928, emprisonné en Allemagne, quitte le KPD en 1933, émigre aux Etats-Unis où il fait partie de la commission Dewey sur les procès de Moscou.
- Thomas, camarade: voir Jakob Reich.
- Tomann, Karl (1887-1945): sd d'origine autrichienne, prisonnier de guerre en Russie, préside le groupe communiste de langue allemande, rentre à Vienne pour la fondation du PC, l'un de ses principaux dirigeants pendant une dizaine d'années, se rapproche ensuite du parti national-socialiste, arrêté par l'Armée rouge en 1945.
- Tomsky, Mikkaïl P. (1880-1936): bolchevik en 1904, proche de Boukharine, membre du CC (1919-1934), du BP (1922-1929), président du conseil des syndicats soviétiques, écarté en 1930, se suicide en 1936.
- Toukhatchevsky, Mikhaïl N. (1893-1937): fils d'officier, rejoint l'Armée rouge et le parti bolchevique en 1918, dirige la campagne de 1920 contre la Pologne, stratège militaire, fusillé en 1937.
- Treint, Albert (1889-1971): communiste français, l'homme de la «bolchevisation» de la SFIC, écarté en même temps que Zinoviev, retourne à la SFIO.
- Trusiewicz, Stanislaw (pseud.: Zalewski) (1869-1918): l'un des fondateurs de la sd de Lituanie, proche de Dzierjinski, exilé en Sibérie, à son retour cofondateur de la SDKPiL, membre du CC de 1899 à 1901, rédacteur de *Przeгляд Robotniczy*, exclu du parti par un tribunal en 1910, proche des conceptions mencheviques il se rapproche néanmoins de Lénine et est membre du parti bolchevique dès 1917.
- Turati, Filippo (1857-1932): socialiste réformiste italien, député au Parlement de 1896 à 1922.
- Turski, Stanislaw: voir Goldenberg.
- Tyszkla: voir Joguiches.
- Urbahns, Hugo (1890-1947): sd allemand, à l'USPD, puis au KPD, dirige l'organisation de Hambourg, proche de la gauche berlinoise, exclu il dirige le Leninbund.
- Vandervelde, Emile (1866-1938): avocat socialiste belge, dirige le BSI, ministre pendant la guerre.
- Varga, Jenö S. (1879-1964): économiste hongrois, commissaire du peuple aux

- finances de la République des conseils de Kun, dirige l'Institut statistique de Berlin («bureau Varga»), puis l'Institut d'économie et de politique mondiale, membre de l'Académie soviétique, auteur de nombreux travaux.
- Vardine, Ilya V. (1890-1943): bolchevik depuis 1907, membre du bureau du parti bolchevique de Petrograd, communiste de gauche en 1918, collaborateur à la *Pravda* et aux *Izvestia*, proche de Trotsky, exclu en décembre 1927, revient au parti en 1930, à nouveau exclu en 1935, réprimé.
- Viator: pseudonyme utilisé par Radek lorsqu'il traite de politique étrangère dans la *RF*.
- Vinogradskaïa, Pauline (1897-1970): sociologue communiste, amie de Préobrajenski, déportée en 1928, capitule en 1929, plus tard bibliothécaire.
- Voitinsky, Grigorii N. (1893-1953): communiste de Sibérie, premier émissaire du Comintern en Chine où il demeure jusqu'en 1927, puis écarté des postes de responsabilité.
- Voline, Michail (?-?): sinologue soviétique, travaille à la KUTV et à l'UTK.
- Vorochilov, Klement E. (1881-1969): bolchevik en 1903, homme de Staline dans l'Armée rouge, au CC depuis 1920, au BP depuis 1926, président du Soviet suprême de 1953 à 1960.
- Voronski, Alexandre K. (1884-1943): écrivain et journaliste bolchevique, fondateur de revues littéraires soviétiques, oppositionnel, arrêté en 1929, capitule, à nouveau arrêté, réprimé.
- Vorovski, Vaclav V. (1871-1923): socialiste polonais, proche des bolcheviks dès 1914, travaille avec Radek et Hanecki en 1917 au bureau du CC pour l'étranger à Stockholm, diplomate soviétique après la révolution, assassiné à Lausanne.
- Vratchev, Ivan J., (1898-1996): ouvrier en 1918, bolchevik dès 1919, membre de l'exécutif des Soviets, commissaire à l'armée en Crimée, membre de l'opposition de gauche dès 1924, capitule en 1929, en prison de 1936 à 1940, simple soldat pendant la guerre.
- Vujovic, Voya (1895-1938): étudiant yougoslave en France, animateur des JC puis de la KIM dont il est secrétaire général en 1924-1926, proche de Zinoviev, membre de l'opposition de gauche, déporté en 1928, il capitule, à nouveau arrêté en 1935, il disparaît ensuite dans les purges.
- Vychinski, Andreï J. (1883-1954): menchevik, avocat de formation, maire d'arrondissement sous le gouvernement provisoire, adhère au PCR(b) en 1920, recteur de l'Université de droit de Moscou en 1928, procureur général de l'URSS en 1935, vice-ministre des affaires étrangères de 1940 à 1949, ministre de 1949 à 1953, délégué permanent à l'ONU.
- Walcher, Jakob (1887-1970): sd, rédacteur de la *Schwäbische Tagwacht*, organise à Stuttgart le groupe Spartakus, arrêté puis mobilisé, président du congrès du KPD(S), membre de la centrale en 1920, puis secrétaire en 1921, responsable du mouvement syndical, représentant allemand à l'ISR en 1923, écarté comme droitier en 1924, exclu en 1928, membre du KPO puis du SAP, au SED de 1946 à 1949, exclu puis réintégré en 1956.
- Walecki, Maximilian (1877-1937): socialiste polonais, membre du PPS, membre du mouvement de Zimmerwald, un des dirigeants du PCP, son représentant au CEIC, travaille ensuite pour l'IC, arrêté en 1937.
- Wang Jingwei (1883-1944): chef de la gauche du Guomindang, son président officiel en 1925, rival de Tchang, préside le gouvernement de Wuhan, se réconcilie avec Tchang à l'été 1927, collabore avec les Japonais à partir de 1938.

- Warski: voir Warszawski Adolf.
- Warszawski, Adolf (pseud.: Warski) (1867-1937): membre du CC de la SDKPiL depuis 1903, délégué de la SDKPiL à Paris auprès du CC du POSDR (1907 à 1910), soutient Joguiches pendant la scission, l'un des fondateurs du PC polonais, membre du BP et du CC, mis à l'écart en 1924, arrêté à Moscou en 1937, fusillé.
- Weber: voir Prochniak.
- Weinberg, Siegfried (?-?): avocat, membre du SPD, puis de l'USPD, défend Radek lors de sa détention à la prison Moabit de Berlin en 1919.
- Weisman, Robert (1869-1942): procureur de la République allemande en 1919, instruit le procès de Radek, commissaire d'Etat à la surveillance de l'ordre public de 1920 à 1923.
- Wellmann, Johann (1874-?): secrétaire de l'organisation sd de Brême depuis 1911, suit les cours de Rosa Luxemburg à Berlin en 1912-1913, proche de Henke.
- Wells, Herbert George (1866-1948): journaliste et écrivain anglais, se rend deux fois en Russie soviétique.
- Wetsmeyer, Johann Friedrich (1873-1917): sd, rédacteur de la *Schwäbische Tagwacht* (1905 à 1911), président de l'association sd de Stuttgart (1908-1914), membre du Landtag du Wurtemberg (1912-1917), s'oppose à la politique d'Union sacrée, exclu de la section sd du Wurtemberg, publie depuis novembre 1914 une feuille d'information qui prend en janvier 1915 le titre *Sozialdemokrat*, arrêté, envoyé sur le front en mars 1917, meurt dans un hôpital militaire.
- Wiefenfeld, Kurt (1871-1955): Dr. en philosophie, entre aux AA en 1918, représentant allemand en URSS de 1921 à 1922, professeur d'économie à Leipzig.
- Wijnkoop, David (1876-1941): sd hollandais, rédacteur à *De Tribune*, membre de la gauche de Zimmerwald, membre du PC, exclu en 1926, réintégré en 1930.
- Wirth, Joseph (1879-1956): ministre des finances, puis chancelier allemand d'octobre 1921 à novembre 1922.
- Witold (1904-?): fils d'un premier mariage de Rosa Radek avec Goldblum porte le nom de famille de Gliniski, études à l'étranger, déporté à Tomsk avec Radek pour activité oppositionnelle, revient au parti en 1930, travaille dans la sidérurgie à Leningrad, à nouveau exclu, puis arrêté en 1935, aucune information sur son destin ultérieur.
- Witos, Wicenty (1874-1945): homme politique conservateur polonais, renversé par Pilsudski et les communistes en 1926.
- Wolf[f], Félix: voir Rakov.
- Wolffheim, Fritz (1888-1943): journaliste, membre du syndicat américain IWW, revient en Allemagne en 1913, organise avec Laufenberg la gauche à Hambourg pendant la guerre, adhère au KPD(s), défend des positions «gauchistes», exclu au congrès d'Heidelberg, propagateur des idées du national-bolchevisme, membre du KAPD pendant quelques mois, en contact avec l'aile strassérienne du NSDAP, arrêté, meurt dans un camp de concentration.
- Wrangel, Piotr N. (1878-1928): officier tsariste, puis général russe blanc, battu en Crimée il se réfugie en Europe occidentale.
- Wu Peifu (1878-1939): seigneur de guerre de Pékin lié au clan du Zhili, soutenu par l'URSS jusqu'en 1923, puis par les Anglais.
- Wurm, Emmanuel (1857-1920): sd, plusieurs fois membre du Reichstag, 1902-1917 rédacteur à la *Neue Zeit*, appartient au groupe dit du centre, membre de l'USPD en 1917.
- Yang Mingzhai (1882-1938): chinois ayant vécu en Russie pendant une dizaine

- d'années, membre du PCR(b), sert de traducteur à Voitinsky lors de sa mission en 1921, enseigne le russe aux communistes chinois de l'UTK, disparaît dans les purges de 1938.
- Yuan Che-kaï (1859-1916): ancien général de l'Empire, soutient la révolution de 1911, renverse Sun en 1912, tente en vain de rétablir le régime impérial à son profit.
- Zaks-Gladneiy, Samuel M. (pseud.: Fritz Sturm) (1880-1937): représentant du PCR(b) à Hambourg en 1918, arrêté en 1920, renvoyé en Russie, disparaît dans les purges.
- Zalewski: voir Trusiewicz.
- Zeigner, Erich (1886-1961): sd de Saxe, fait entrer les communistes dans son gouvernement en septembre 1923, déposé par la Reichswehr, au SED après la guerre.
- Zembaty: étudiant de Cracovie.
- Zeromski, Stefan (1864-1925): écrivain polonais, proche des socialistes.
- Zetkin, Clara (1857-1933): militante sd allemande, organise les femmes socialistes pendant la guerre, proche amie de Rosa Luxemburg, membre du KPD, soutient la droite, reste au parti jusqu'à sa mort.
- Zinoviev, Grigori E. (1882-1836): au POSDR depuis 1901, le second de Lénine dans l'émigration, opposé à l'insurrection d'Octobre, membre du CC et du BP du PCR(b) (1921-1926), dirige l'organisation de Petrograd et préside le Comintern (1919-1926), d'abord membre de la troïka il rejoint l'opposition en 1926, deux fois exclu malgré ses autocritiques, condamné à mort lors du 1^{er} procès de Moscou.

Index biographique

Le présent index comprend les noms des personnes citées dans le corps du texte et dans les notes de bas de page (*italique*), à l'exception de Radek. Ni la bibliographie, ni les références bibliographiques figurant dans les notes ne sont indexées.

- Adler, F.: 21, 415.
Adler, V.: 21, 56, 124.
Agabekov, G.S.: 635-636.
Ahlemeier, F.W.: 123.
Aisenhud: 207.
Albrecht, C.: 294.
Alexandre II: 15.
Alexandrov, V.: 699.
Andreiev, M.G.: 547.
Andrew, C.: 635.
Antonov-Ovseenko, V.A.: 490, 497, 551, 557, 593, 599, 677-679, 727.
Aragon, L.: 652.
Armand, I.F.: 175, 189, 207.
Arnold, V.V.: 708-709, 719.
Avalov-Bermond, P.M.: 298.
Axelrod, P.B.: 21, 141, 166, 168, 172, 179, 316.
Babel, I.E.: 651, 652, 655.
Bade, M. de: 255.
Baedeker, K.: 14.
Baier: 290.
Bajanov, B.V.: 470.
Bakounine, M.: 382.
Balabanoff, A.I.: 168, 183, 207, 222, 245-246, 321, 322.
Barbusse, H.: 647.
Barth, E.: 255.
Barthel, M.: 289.
Bauer, O.: 21.
Bauer, M.: 300.
Baum, W.: 685, 686, 687, 712, 713.
Beaverbrook, Lord W.: 224, 226.
Bebel, F.: 31, 56, 61, 75, 78, 82, 85, 121, 127, 133, 156, 162.
Beck, J.: 677-679.
Becker, B.: 729.
Becker, K.: 305, 310-311.
Belenki, A.J.: 3.
Beloborodov, A.G.: 562, 600, 619, 622, 624.
Bensaid, D.: 481.
Berger, J.: 9.
Beria, L.P.: 700.
Bernstein, E.: 21, 80.
Berzine, J.K.: 181, 200-201.
Bessonov, S.A.: 684-685.
Bismarck, O.E.: 1.
Blanqui, A.: 382.
Bliumkine, I.G.: 634-636.
Block, H.: 83, 139.
Blücher, V.K.: 541.
Blum, L.: 358.
Bobrow, N.V.: 205.
Boccace, G.: 18.
Bogdanov, A.A.: 95.
Bogojawlenska, H.: 69, 151.
Bogouslavsky, M.S.: 624, 708-709, 726.
Boikov: 207.
Bonar Law, A.: 447.
Borchardt, J.: 75, 164, 176-177, 181, 184, 190-191, 265.
Bordiga, A.: 333, 366, 522.
Borodine, M.M.: 540-542, 545, 549-553, 568, 574-575, 578-579.
Bosch, E.: 186.

- Böttcher, P.: 438, 454.
 Boubnov, A.S.: 235, 551, 571.
 Boukharine, N.I.: 166, 185-186, 233, 235-238, 241-242, 259, 326, 340, 353, 357, 368, 374-375, 387-388, 391, 415-416, 432, 439, 454, 463, 469-470, 481, 485, 494, 499, 516, 529, 547-549, 552, 556-557, 560, 565, 577, 579, 584, 589, 599, 608, 611, 613, 621, 625, 631, 637, 653, 655, 693-696, 699, 716-718, 727-728.
 Brandstaedter, M.D.: 16.
 Brandler, H.: 156, 306, 327, 329, 351, 363, 365, 375, 377, 387, 392, 397, 433, 437, 438, 440, 442, 454, 458, 461-464, 466, 471, 473-476, 492, 501, 503-505, 508-509, 511, 513-514, 516, 518, 524-529, 560, 597, 724.
 Brass, O.: 353.
 Bratman-Brodowski, S.: 151.
 Braun, O.: 81, 87-88.
 Brejnev, L.I.: 725, 727.
 Bremer, P.: 397, 399-400.
 Brendel, Dr.: 316.
 Brizon, P.: 188.
 Brockdorff-Rantzau, U. von: 1, 212, 286-287, 293, 314, 404, 420, 676.
 Bronski, M.: 166, 178, 204, 233, 307.
 Broué, P.: 163, 273, 302, 306, 342, 378, 387, 392, 452, 469, 492, 497, 594, 606, 612, 615, 625, 698-699, 700, 705, 710, 728-729.
 Browder, E.: 574.
 Brupbacher, F.: 49, 171, 199.
 Bullit, W.: 673, 698.
 Cachin, M.: 333, 334, 340, 356, 409, 434.
 Cai Hesen: 541.
 Carlesson, C.N.: 220.
 Carr, E.H.: 10, 298, 328, 330, 420, 504, 591, 728.
 Casimir le Grand: 40.
 Chaplin, C.: 11.
 Chen Duxiu: 537, 539, 541, 544, 552, 567, 570, 579.
 Chestakov, A.V.: 660.
 Chestov, A.A.: 708.
 Chliapnikov, A.G.: 215, 480, 483, 565, 727.
 Choumiatsky, B.Z.: 539.
 Clausewitz, K.: 686.
 Clemenceau, G.: 320.
 Cohn, O.: 136, 247, 282.
 Collard, D.: 720.
 Collart, Y.: 169.
 Conquest, R.: 699, 710.
 Crispin, A.: 353-354, 414.
 Cummings, A.J.: 642.
 Cuno, W.: 427, 433, 436-437, 443-445, 467-469, 510.
 Curzon, G.: 441-442.
 Czynski, J.: 26.
 Dabrowski, J.H.: 27.
 Dalin, S.A.: 547, 572, 577, 579, 626.
 Dalski, S.: 102, 110.
 Dan, F.: 21.
 Danton, G.: 225.
 Daszynski, I.: 32, 45, 57-58, 100.
 Däumig, E.: 254, 353-354, 371, 385, 394.
 Davies, J.E.: 673.
 Dawid, J.W.: 49.
 Debs, E.: 320.
 Deinhard: 205.
 De Léon, D.: 320.
 Deng Xiaoping: 546.
 Denikine, A.I.: 337, 344.
 Desruaulx, E.: 285.
 Deutsch, F.: 295, 296, 419.
 Deutsch, L.: 21.
 Deutscher, I.: 53, 612-613, 710.
 Dewey, J.: 634, 710.
 Dingelstedt, F.N.: 608-609.
 Dirksen, H. von: 671, 675, 677, 686.
 Dittmann, W.: 137, 255, 353-354, 356.
 Domanski: 102, 107.
 Donski: 506, 522.
 Donath: 123, 132, 134.
 Doriot, J.: 574.
 Dos Passos, J.: 654.
 Drahn, E.: 228.
 Drobner, B.: 33, 41.
 Drobnis, J.N.: 708-709.
 Dullin, S.: 664, 668.
 Duncker, H.: 76, 177, 262, 272-273.
 Duncker, K.: 76, 177, 262, 265.

- Dupeux, L.: 300-302, 452-453, 455-456, 460.
- Duranty, W.: 724.
- Dzierjinski, F.E.: 19, 39-48, 52, 56, 91, 93, 95, 97-98, 100-102, 106-111, 113, 143, 146, 158, 235, 239, 241, 263, 322, 338, 489, 493, 505-506.
- Eberlein, H.: 322, 377, 476, 508-509.
- Ebert, F.: 73, 81-82, 86-88, 123, 126-128, 156, 159, 176, 232, 255-256, 271, 273, 279, 351, 474, 488.
- Edischeroff, P.: 159.
- Effenberger, F.: 246.
- Efretov, N.: 609.
- Egorov, N.M.: 175, 342.
- Eichhorn, R.E.: 271, 282.
- Eisler, G.: 438-439.
- Eisner, K.: 21.
- Ejov, N.I.: 632, 700, 703-704, 717.
- Elt sine, B.N.: 595, 600, 625.
- Elt sine, V.B.: 600, 604, 607-609.
- Eltzbacher, P.: 301.
- Engels, F.: 2, 30, 38, 479, 538, 660.
- Enoukidzė, A.C.: 691.
- Enver Pacha: 298-299, 318, 344, 349.
- Escherich, G.: 425.
- Ettinger, A.S.: 102.
- Evdokimov, G.E.: 564, 579.
- Falkenhayn, E.: 259.
- Fanger, D.: 729.
- Feinstein, W.: 76, 91.
- Feng Yuxiang: 535, 566, 569, 579.
- Feuchtwanger, L.: 704, 720.
- Fischer, H.: 404.
- Fischer, L.: 644.
- Fischer, R.: 33, 263, 291, 301, 303, 307, 328, 363, 385, 391-392, 421, 431-432, 437-440, 444, 452, 458, 460, 462, 474, 476, 507-508, 514, 516, 521-522, 526, 528-529, 557, 561, 602, 728.
- Flieg, H.: 729.
- Foch, F.: 442.
- Fouquier-Tinville, A.Q.: 708.
- Fraenkel: 150.
- Fraina, L.: 341.
- Frank, J.: 27.
- Franz, R.: 121, 128, 135.
- Franzos, K.E.: 19.
- Friesland, E.: 246, 260, 361, 375, 385, 394-395, 440, 504.
- Frölich, P.: 156, 164, 177, 191, 265, 269, 306, 329, 352, 363, 375, 377, 379, 385, 388, 421, 458.
- Frossard, L.-O.: 333-334.
- Frounzė, M.V.: 650.
- Furet, F.: 628.
- Furstenberg, J.: 653.
- Futrell, M.: 213, 217.
- Gandhi, M.K.: 638-639.
- Gautschi, W.: 207.
- Gennari, E.: 391, 638-639.
- Geyer, C.: 9, 328, 353, 373-375, 385, 394.
- Gide, A.: 657, 704.
- Girault, S.: 522, 557.
- Gnedine, E.A.: 684, 688, 712.
- Goebbels, J.P.: 667.
- Goldbach, M.-L.: 313, 358, 375, 729.
- Goldblum: 70.
- Goltsmann, E.S.: 710.
- Goltz, R. von der: 247, 298, 314.
- Gorbachev, M.S.: 727.
- Gorki, M.: 212, 648, 652-653, 655.
- Gorter, H.: 67, 177, 305, 311, 321, 357, 390, 429.
- Gouralski, A.J.: 355, 374, 377, 427, 437, 448, 471, 476, 508-509.
- Gousseïnov, E.: 694, 699.
- Graber, P.E.: 202.
- Graf, O.M.: 652.
- Grimlund, O.: 220.
- Grimm, R.: 167-170, 175-176, 183-184, 188-189, 195-199, 202, 205-206, 220, 388, 597.
- Groener, W.: 297, 299.
- Grossmann, H.: 107-108.
- Gruber: 246, 322.
- Grumbach, S.: 169, 187.
- Guilbeaux, H.: 169, 175, 207.
- Haase, H.: 81, 105, 117, 174, 190-191, 255, 258.
- Haecker, E.: 36-37, 39, 41, 45, 48, 100-101, 105, 108, 110-112.

- Haenisch, K.: 73, 76-77, 89, 120-122, 134-135, 137, 139, 152-153, 156, 162-164, 315.
- Haking, R.: 285.
- Hanecki, J.: 39, 48, 52, 93-94, 97-98, 100, 111, 113, 146, 154, 157, 165, 178-179, 181, 183, 208-215, 219, 222-223, 505, 653.
- Hansen, A.: 522.
- Harden, M.: 289, 296.
- Hasse, O.: 411.
- Haupt, G.: 320.
- Heckert, F.: 388, 391.
- Heilmann, E.: 137.
- Heine, W.: 135, 137, 278.
- Helbig, H.: 280.
- Helfferich, K.: 249.
- Helphand, A.L.: 212.
- Henke, A.: 73-77, 119, 122-135, 138-140, 148, 152-154, 158, 161, 172, 191.
- Hentig, H. von: 460.
- Herriot, E.: 680.
- Herwarth, H.: 686.
- Herzen, A.I.: 46.
- Herzfelde, W.: 654.
- Herzog, J.: 199-200, 202, 356.
- Herzog, W.: 333.
- Hess, M.: 21.
- Hess, R.: 709.
- Hesse, M.: 516.
- Hey: 295-297.
- Heym, S.: 729-730.
- Heynar, J.: 109.
- Hildebrand, G.: 136-137.
- Hilferding, R.: 105, 320, 354.
- Hilger, G.: 9, 399, 402, 404, 685-686, 719.
- Hindenburg, P.: 213, 299, 502, 597.
- Hintze, P.: 300.
- Hitler, A.: 447-448, 462, 630, 664, 670-671, 675-676, 683-684, 686-689, 692, 701, 703.
- Höglund, C.: 181, 219, 220, 321.
- Hoernle, E.: 470.
- Hölz, M.: 380, 390, 400, 597.
- Hörsing, O.: 379.
- Hoetsch, O.: 289, 407.
- Hoffmann, A.: 220.
- Hoffmann, M.: 231-232.
- Hoover, H.C.: 673.
- Hugenberg, A.: 671.
- Hull, C.: 698.
- Humbert-Droz, J.: 521-522.
- Huyn, comte K.: 12.
- Huysmans, C.: 147-148, 220.
- Iagoda, H.G.: 3, 696, 700.
- Iaroslavski, E.M.: 241, 483, 601, 604, 609-610, 612, 619-620, 624, 636, 640, 658.
- Ichtchenko, A.G.: 601, 619.
- Ignatov, M.F.: 259, 564.
- Igorev, I.: 141.
- Ioudenitch, I.: 301.
- Ivanov, V.V.: 651.
- Isaacs, H.: 538.
- Istrati, P.: 640.
- Jankiel: 27.
- Jansen, J.: 347.
- Jaurès, J.: 160.
- Jaus, O.: 385.
- Jdanov, A.A.: 632, 652, 655.
- Jiang Jingguo: 546.
- Joffé, A.A.: 230, 235, 241, 247-248, 250, 258-259, 282, 292, 354, 419, 536, 540, 544-545, 547, 555, 589-590.
- Joguiches, L.: 21, 39, 45, 46-49, 51-52, 55, 57-58, 66-67, 70, 72-73, 90-109, 113-115, 124, 130, 140-144, 146, 149-150, 152, 154, 157-158, 190, 239, 262, 264-265, 275, 277, 281, 320-321, 505.
- Joseph: 399.
- Jouvenel, B.: 409.
- Joyce, J.: 654.
- Julian: 109-111.
- Junius: 192.
- Kabaktchiev, K.: 366-367.
- Kaganovitch, L.M.: 6, 630, 632, 659, 665, 668, 669, 696-698.
- Kalinine, M.I.: 435, 631.
- Kamenev, L.B.: 21, 230, 466, 489, 557, 562, 564-565, 586, 588, 590, 593, 599, 604, 630, 643, 660, 692, 695, 697, 709.
- Kamkov, B.D.: 241.

- Kandelaki, D.V.: 684, 685.
Kapp, W.: 314, 350, 360-361, 363, 401, 463, 474, 509.
Karakhan, L.M.: 536, 551-552, 568.
Kasparova, V.D.: 605.
Kasprczak, M.: 136.
Katz, I.: 527.
Katzenstein: 136.
Kautsky, K.: 30-31, 55-56, 59, 63, 65, 74-75, 79-80, 83, 104-105, 117, 122, 124-125, 137, 140-141, 143, 288, 354.
Kedrov, I.M.: 700.
Kedrov, M.: 700.
Kemal Pacha, M.: 345, 349-350, 397, 544.
Ken, O.E.: 663-664.
Kerenski, A.F.: 205, 211, 486.
Kessler H.: 225.
Khlevnouk, O.: 549, 633, 699.
Khrouchtchev, N.: 724, 727.
Kipphardt, H.: 729.
Kirov, S.M.: 631-633, 663, 691-692, 695, 710.
Kleine: 374, 427, 437, 448, 471, 476, 508, 509.
Knief, J.: 73, 76, 84, 122-124, 127, 128-129, 131, 135, 138-139, 164, 177, 191, 193, 247, 265-266, 304, 321.
Knorin, W.G.: 665.
Koch, E.: 685, 687-688, 712.
Koch, S.: 683.
Kochan, L.: 728.
Koenen, W.: 426, 508, 514, 516, 518.
Koenig, A.: 516.
Koestler, A.: 637, 705.
Koestring, E.: 686, 713-714.
Kollontaj, A.M.: 480, 483.
Kolokolov, V.S.: 547.
Koltchak, A.V.: 337.
Koltsov, M.E.: 642, 726.
Kon, F.: 338.
Kopp, V.L.: 292, 295.
Korsch, K.: 602.
Kossior, S.V.: 631.
Kostzrewa, W.: 505, 506.
Koszutski, B.: 43.
Kouibychev, V.V.: 474, 484, 630-631.
Kozlovski: 213.
Krakus: 102-103, 110.
Krasinski, Z.: 25.
Krasny, J.: 329, 338.
Krassine, L.B.: 95, 297, 330, 403, 442.
Kreibich, K.: 522.
Krestinski, N.N.: 235, 241, 404, 408, 442, 497, 671.
Kritchevsky, B.N.: 51.
Krivitsky, W.G.: 674, 688.
Kroupskaia, N.K.: 175, 496, 547.
Krüger, P.: 418-419.
Krupp, G.: 402, 421, 437, 448.
Kühlmann, R. von: 217.
Kukiel, M.: 31.
Kun, B.: 21, 246, 276, 347, 352, 360, 368, 374, 375-379, 381, 387-389, 391, 398, 560.
Kunicki: 33.
Kütchik Khan, M.: 345.
Kuusinen, O.: 463, 464, 470, 518-519.
Lachévitch, M.: 490.
Lafargue, P.: 589.
Lapinski, P.: 165, 181, 378.
Lambert, O.: 290.
Lamprecht, K.: 68, 534.
Landauer, G.: 21.
Landler, J.: 21.
Landsberg, O.: 21, 255.
Lapinski, P.: 663.
Lange, P.: 262.
Lassalle, F.: 21, 31, 225.
Laufenberg, H.: 136, 164, 191, 301-302, 308, 310, 597, 670.
Ledebour, G.: 77, 135, 182, 190-191, 254.
Leder: 48, 76, 91-94, 97-98, 100, 103-104, 106, 111, 113, 143, 150-151.
Lefebvre, R.: 332.
Legien, C.: 351.
Legters, L.H.: 238, 729.
Leites, N.: 704.
Lelewel, J.: 26-27.
Lénine, V.I.: 1, 3, 31, 35, 37, 47, 51-52, 59, 65, 95, 141-148, 150, 152, 154, 157-158, 163, 166-167, 171-172, 175-189, 192-199, 201, 204-208, 210, 212-

- 223, 225, 232-234, 236-241, 242, 246, 248, 251, 260-261, 263-264, 290-291, 304, 309, 315, 319-320, 322, 324, 326, 328, 333-338, 341, 343-344, 346, 352, 368, 373, 375, 377, 381-383, 385, 387-388, 392-393, 401, 412, 417, 432, 438-439, 453, 466, 482, 484, 486-496, 499, 514, 519-521, 534, 537-538, 543-544, 556, 561-562, 581, 587, 593, 598, 607, 630-631, 643-646, 648, 658, 660, 662, 670, 672, 692, 698, 701, 707, 713, 726.
- Lensch, P.: 68, 73, 76-77, 80, 83, 120, 154, 156.
- Lenski, J.: 506, 557.
- Leonhard, S.: 228.
- Lepetit, J.: 332.
- Lerner, W.: 9-10, 28, 192, 239, 416, 422, 531, 549, 582, 636, 698, 724, 729.
- Lessing, G.E.: 18, 22, 25.
- Levi, P.: 156, 194, 204, 207, 262-263, 269, 273-274, 306-309, 311, 313, 323, 329, 333, 350-353, 359-361, 363-372, 375, 377, 381-386, 388-394, 437, 440, 454, 504, 518, 597.
- Leviné, E.: 21.
- Liao Zhongkai: 550.
- Li Dazhao: 537, 539, 541, 569.
- Liebich, A.: 631.
- Liebknecht, K.: 71, 75, 136, 155, 160-161, 168, 172-173, 181, 190, 254-255, 260, 262, 264-265, 269, 271-272, 274-275, 278, 280-281, 646.
- Liebknecht, T.: 280.
- Liebknecht, W.: 162.
- Limanowski, B.: 31-32.
- Linhagen, E.: 208.
- Litvinov, M.M.: 21, 315, 317, 413, 418-419, 665, 667-668, 671-673, 679-681, 684, 686.
- Liu Renjing: 538.
- Liu Shaoqui: 546.
- Livshitz, I.A.: 708, 709.
- Lloyd George, D.: 320, 348, 403, 418.
- Lockhardt, B.: 225-226, 233.
- Lominadzé, V.V.: 630.
- Lomov, G.I.: 235.
- Loriot, F.: 207, 320.
- Loucheur, L.: 404, 448.
- Lounatcharsky, A.V.: 150.
- Lowenthal, R.: 396.
- Lowith, K.: 21.
- Ludendorff, E.: 299-300, 462.
- Lüngen: 123.
- Lüttwitz, W. baron von: 271, 350.
- Lukacs, G.: 21.
- Lutovinov, I.K.: 421, 483, 497.
- Luxemburg, R.: 21, 32, 34-35, 37-39, 41-42, 45-56, 58-59, 62, 64-68, 71-74, 76-77, 80, 84-86, 91-92, 94, 96-97, 99-100, 103-105, 114-115, 120, 123-125, 128-130, 134, 136, 140-143, 145-148, 150, 152, 154, 157, 163, 168, 173, 177, 181, 185, 190, 192-194, 239, 262-267, 269-271, 274-275, 278, 280-281, 292, 306, 320-322, 352, 358, 364, 487, 505, 646, 659.
- MacDonald, R.: 415.
- Machajski, W.: 33.
- Machiavel, N.: 692, 694.
- Mai (Madame): 282.
- Maňakovski, V.V.: 569.
- Makar: 109, 111.
- Malecki: 58, 91, 93-94, 97-99, 100, 113, 158.
- Malraux, A.: 652.
- Maltzan, A. Herr von: 286, 292, 295-297, 317, 405-408, 412-413, 418-420, 443.
- Malzahn, H.: 379, 389.
- Mandelstam, O.: 655.
- Mann, T.: 574.
- Manuilsky, D.Z.: 521, 547, 571.
- Mao Tse-toung: 567.
- Marchlewski, J.: 32, 39, 47-48, 52, 57-58, 64, 67, 72, 76, 89, 92-95, 9-100, 105, 111, 113, 120-121, 129, 140, 158, 239, 318, 337-338, 340, 342, 505.
- Marcu, V.: 385, 457.
- Maring: 539, 544.
- Markmann, E.: 316.
- Martov, Y.O.: 51, 141, 145-146, 166, 168, 204, 205, 207.
- Martynov, A.S.: 141, 574, 577.

- Marx, K.: 2, 21, 31, 38-39, 59, 252, 294, 347, 382, 479, 537, 538, 544, 644-645, 657, 660.
- Maslov, A.: 363, 385, 391-392, 432, 438-439, 507-508, 514, 516, 521-522, 528-529, 557, 602.
- Matuszewski, W.: 93.
- Max (Radek): 369.
- Mayer, G.: 209, 216, 221, 277.
- Medvedev, R.: 646.
- Mehring, F.: 31, 39, 55, 75, 77, 83, 104, 124, 135-137, 139, 143, 168, 173, 269, 304, 657.
- Mendelson, S.: 31.
- Mendelssohn, M.: 17-19, 22, 25.
- Menjinski, V.R.: 635.
- Merrheim: 182, 597.
- Meyer, E.: 247, 262, 266, 333, 375, 377, 436.
- Meyer-Leviné, R.: 290, 438.
- Miasnikov, G.I.: 489, 620.
- Mickiewicz, A.: 23-28, 33, 46, 677.
- Miedzinski, B.: 676-678.
- Mif, P.A.: 548, 564, 571.
- Mill, J.: 51.
- Millerand, A.: 348.
- Mirbach, comte W. von: 249, 291, 634.
- Mitrokhin, V.: 635.
- Moïse: 593.
- Molchanov, G.A.: 696, 700, 703.
- Möller, D.: 729.
- Möller, H.: 468, 525-528.
- Möller van den Bruck, A.: 301, 455-456.
- Molkenbuhr, H.: 597.
- Molotov, V.M.: 6, 483, 522, 547, 586, 632, 667-669, 687, 689, 709.
- Moltke, H.: 686.
- Monatte, P.: 320-321, 505, 522.
- Moor, K.: 290-291, 297.
- Morgari, O.: 174-175, 183.
- Moszoro, R.: 44-45, 107, 108.
- Mouralov, N.I.: 490, 497, 562, 588, 590, 625, 696, 702, 705, 708-709, 716, 726-727.
- Mratchkovski, S.V.: 557, 562, 605, 622, 625.
- Müller, A.: 135.
- Müller, H.: 106, 115, 135-136, 279-280, 597.
- Müller, R.: 254.
- Münzenberg, W.: 175, 197-198, 206-207, 304, 309, 398, 457, 681-683.
- Mussolini, B.: 447.
- Nadolny, R.: 680, 686.
- Naine, C.: 183, 202.
- Napoléon: 290.
- Nathan le sage: 11, 18.
- Naumann, V.: 286.
- Nehru, J.: 638.
- Nerman, T.: 181, 208, 219-220.
- Netchaiev, N.V.: 43, 609.
- Netchaiev, S.G.: 179, 382.
- Nettl, J.P.: 47, 53, 55-56, 115.
- Neumann, H.: 389, 526, 527, 528.
- Neurath, K. von: 671, 686.
- Neurath, A.: 444, 449.
- Nevski, A.: 660.
- Nicolaevsky, B.I.: 631, 668, 693.
- Nikolaev: 691, 692.
- Niedermayer, O. von: 402, 408, 411.
- Niemcewicz, J.U.: 26.
- Niemojewski, A.: 100.
- Nobs, E.: 197-198, 202.
- Noske, G.: 155, 157, 271-272, 275, 283, 286, 351.
- Oberlender, prof.: 685, 712.
- Opfermann: 123,
- Ordjonikidzé, G.K.: 347, 488, 585, 595, 601, 612, 616, 619, 622, 630-632, 635, 700, 709.
- Orlov, A.: 702, 704, 719.
- Ossarz, S.: 100.
- Ossinski, N.: 238, 239, 293, 480, 490.
- Osterloh, H.: 244, 260.
- Ouglanov, N.A.: 560, 563.
- Ounschlicht, J.: 39, 48, 100, 104, 113, 158, 239, 322, 338, 505, 549, 553, 555.
- Ouritski, M.S.: 213, 235-236, 240-241.
- Palatta, A.A.: 316.
- Pannekoek, A.: 67, 73, 76, 77, 80, 83-86, 89, 122-123, 128-129, 131, 133-134, 138-139, 170, 176-177, 185, 187, 201, 305, 310, 321, 357, 390, 515, 659.
- Pantsov, A.V.: 539, 580.
- Paul-Boncour, J.: 681.

- Paquet, A.: 293.
 Parabellum (Radek): 165, 168-169, 189.
 Parvus: 210, 212-217.
 Pascal, P.: 9, 336, 472, 563, 575, 577, 584, 587, 590, 591, 641.
 Pasternak, B.L.: 652.
 Pawlowitch: 150.
 Peine: 123.
 Peng Shuzhi: 538, 541, 552, 555, 572.
 Perevercev, P.: 210.
 Pergen, J.: 12.
 Péricat, R.: 334.
 Perl, J.: 18.
 Peterson, A.A.: 3.
 Petrov, V.: 688.
 Pfannkuch, W.: 117.
 Piatakov, I.L.: 166, 186, 236, 241, 473-474, 476, 488, 490, 492, 495, 502, 510, 512-513, 564, 572, 593, 599, 616, 620, 625, 695-699, 708-710, 714-715, 719.
 Piatnitsky, O.A.: 335, 516, 528.
 Pichon, S.: 409.
 Pieck, W.: 73, 76, 156, 262, 265-266, 272, 281, 511-512, 514-516, 518, 547.
 Pilniak, B.A.: 648-652, 655.
 Pilsudski, J.: 31, 92, 318, 337, 558-559, 665, 676, 678.
 Platten, F.: 169, 181, 197-198, 202, 206-208.
 Plättner, F.: 380.
 Plekhanov, G.V.: 51, 59.
 Pogany, J.: 377.
 Poincaré, R.: 409, 433, 445, 448, 468.
 Pokrovski, M.N.: 657, 659-660.
 Poretsky, E.: 635, 703.
 Pouchkine Initiales: 23, 25.
 Poutna, V.K.: 718.
 Préobrajenski, E. A.: 489-490, 494, 562, 586-588, 600-601, 604-606, 609-610, 612-613, 619, 621-623, 625-626.
 Price, M.P.: 292.
 Prigojin, A.G.: 547, 579.
 Prochian, P.P.: 241.
 Prochniak, E.: 338, 506.
 Proust, M.: 654.
 Quelch, H.: 347.
 Radek, A. (du roman de Zeromski): 33-34.
 Radek, R.M. (sa femme, née Abramowicz): 70, 196, 206, 209, 250, 531, 596, 616, 694, 706, 719, 726.
 Radek, S.K. (sa fille): 596, 697, 719, 726-727.
 Raevski, S.A.: 663.
 Rafes, M.G.: 577.
 Rakosi, M.: 366, 370, 377, 389.
 Rakov, W.: 246, 260, 277, 329, 355, 524, 526.
 Rakovsky, K.G.: 259, 316, 322, 324, 418, 420, 488, 490, 492, 497, 562, 588, 590, 593, 595, 600, 605, 616, 618, 620, 624-625.
 Ramzine, L.K.: 640.
 Ransome, A.: 235, 317.
 Raskolnikov, F.F.: 530, 571.
 Rathenau, W.: 294, 297, 314, 403-404, 407, 409, 412-413, 418-421, 425, 426.
 Ravensteyn, W.: 177.
 Reed, J.: 228, 332, 336, 341, 347, 349.
 Reibnitz, J. baron von: 292, 300-301.
 Reich, J.: 324.
 Reichnitz: 230.
 Reinhardt, W.: 278-279.
 Reinstein, B.: 228.
 Reiss, I.: 704.
 Reissner, L.M.: 71, 530-532, 547.
 Remmele, H.: 458, 508-509, 514, 516, 518-519.
 Renner, K.: 221.
 Reuter, E.: 246, 260-361, 385, 394, 504.
 Reventlow, comte E.: 455-456.
 Rhein: 134.
 Riazanov, D.B.: 2-3, 141, 166, 207, 237.
 Ribbentrop, J. von: 667, 687.
 Ricardo, D.: 60.
 Richart, K.: 283.
 Riezler: 213, 224, 281.
 Rioutine, M.N.: 563, 630.
 Robespierre: 225, 499.
 Robins, R.: 229.
 Röhting, R.: 129.
 Roland-Holst, H.: 177, 185, 357.
 Rolland, R.: 640.

- Romberg, G. von: 205.
 Römer, K.: 397, 399-400, 408, 412.
 Römer, J.: 460.
 Roop, archevêque: 318.
 Rosen, F. baron von: 405.
 Rosenberg, A.: 667, 675, 679, 712.
 Rosenberg, A.: 304.
 Rosenfeld, K.: 287.
 Rosmer, A.: 182, 341, 347-348, 357, 442, 505, 522, 728.
 Rossmann, E.: 86.
 Roth, J.: 11.
 Rotstadt, J.: 329.
 Roubakine, N. A.: 166.
 Roudenko, R. A.: 726.
 Roudzoutak, J. E.: 631.
 Roupasov, A. I.: 663-664.
 Rousseau, J.-J.: 692.
 Roy, M. N.: 346-347, 350, 543, 555, 574, 578.
 Rubinstein, A.: 91.
 Rück, F.: 262.
 Rütgers, S. J.: 357.
 Russel, B.: 332.
 Rybakov: 694.
 Rykov, A. I.: 529, 599, 608, 611, 625, 630, 695.
 Sacco, N.: 585.
 Safarov, G. I.: 579, 593, 599, 710.
 Saint-Just: 225.
 Saladin: 11, 18.
 Saltykov-Chtchédrine, M. E.: 562.
 Sanders, Liman von: 299.
 Sapronov, T. V.: 480, 490, 494, 563, 565, 584, 594, 727.
 Sauerwein, J.: 666.
 Savinkov, B. V.: 486.
 Sarnovska, M.: 69.
 Schacht, H.: 685.
 Schachtman, M.: 555.
 Schapiro, L.: 218-219.
 Scharlau, W. B.: 216.
 Scheidemann, P.: 81, 117, 155, 157, 164, 169, 174, 176, 254-255, 273, 280, 320, 354, 416, 425.
 Scheffer, P.: 590, 618.
 Schepferle: 86.
 Schippel, M.: 36, 135.
 Schlageter, A. L.: 312, 445-448, 450-457, 460-461, 465-466, 670, 687.
 Schleicher, K. von: 671.
 Schmidt, G.: 292, 295.
 Schmidt, R.: 105.
 Schmidt, V. V.: 474.
 Scholem, W.: 516, 529, 602.
 Schorske, C.: 63.
 Schröder, K.: 305, 311.
 Schub, D.: 212.
 Schubert, W.: 402, 405.
 Schüddekopf, O. E.: 253, 302.
 Schwartz: 141.
 Sedov, L. L.: 630, 634, 710, 718.
 Seeckt, H. von: 297-299, 314, 397, 401, 404, 411, 475, 502.
 Semkovski: 141.
 Senn, A. E.: 215.
 Sérébriakov, L. P.: 599, 696, 697, 702, 708, 709, 726.
 Serge, V.: 9, 328, 415, 442, 487, 588, 640, 697, 705, 716, 717, 721.
 Serrati, G.: 333-334, 346, 366-368, 370-371, 385, 389-390.
 Shurer, H.: 729.
 Simon: 295.
 Simons, W.: 401, 405.
 Singer, P.: 21.
 Sisson, E.: 225, 233.
 Sklarz: 280.
 Skoblevski, A. P.: 471.
 Slowacki, J.: 25.
 Smeral, B.: 333, 522.
 Smilga, I. T.: 562, 587-588, 590, 593, 600, 604-606, 617, 619, 622-623, 727.
 Smirnov, I. N.: 490, 494, 497, 562, 605, 624-625, 630.
 Smirnov, V. M.: 238, 480, 490, 494, 565, 584, 594.
 Smith, A.: 60.
 Sneevliet, H.: 539.
 Sobelsohn, A. (sœur aînée de Radek): 15.
 Sobelsohn, B. (père de Radek): 15-16.
 Sobelsohn, Z. (mère de Radek, née Lobert): 15-17.

- Sokolnikov, G.I.: 166, 564, 696, 698, 703, 708, 709, 719.
- Solntsev, E.B.: 547, 562, 603, 623.
- Sombart, W.: 225.
- Sosnovsky, L.S.: 604-605, 608, 612, 625.
- Souvarine, B.L.: 216, 218, 474, 489, 503, 505, 522, 557, 615, 635, 640, 641, 660, 710, 721.
- Spiridonova, L.: 653.
- Stadtler, E.: 285, 455.
- Staline, J.V.: 2, 6-8, 68, 240, 241, 342, 465-466, 470-471, 473-474, 479, 483-484, 487-491, 493-494, 496, 498-499, 507, 510, 512, 514-515, 517, 521-525, 527-528, 532, 538-540, 544, 547-550, 553-556, 559-562, 565, 569-572, 574-575, 577-580, 583-586, 590, 592-593, 598-602, 611-613, 615-617, 619, 621-622, 625-628, 630-634, 636-640, 642-648, 650-651, 653, 655-658, 660-662, 664-669, 672-673, 675-681, 683-699, 701-707, 711, 713, 716-717, 719-720, 724-725, 727-728.
- Stambolisky, A.: 463.
- Stanislas: 109-112.
- Stassova, E.D.: 247.
- Steffen, J.: 729.
- Stein, H.: 102, 165.
- Steinhardt, K.: 246, 322.
- Stetsky, A.I.: 662-663.
- Stimson, H.L.: 673.
- Stinnes, H.: 294, 419, 433, 447-448, 467.
- Stöcker, W.: 353-354, 371.
- Stomoniakov, B.S.: 678-679.
- Stratz, H.: 316.
- Stresemann, G.: 467-468.
- Ström, O.F.: 219, 321.
- Stroilov, M.S.: 709, 719, 726.
- Struthahn, A.: 191, 196.
- Stsejinski, M.: 678.
- Sudoplatov, P.A.: 636.
- Sun Yat-sen: 532, 534-535, 539-543, 545-547, 550, 555, 572, 576, 587.
- Sverdlov, J.M.: 547, 621.
- Syrtssov, S.I.: 630.
- Szekely, G.: 727.
- Talaat Pacha: 298-299.
- Tanner, J.: 341.
- Tchang Kaï-chek: 530, 540, 546, 550-570, 572, 574, 576, 578-579, 581, 673.
- Tchang Tso-lin: 535-536, 545, 569.
- Tchernov: 205.
- Tchitchérine, G.V.: 243, 249, 258, 292, 330, 339, 406, 412, 418-419, 471, 540, 676.
- Teplov: 51.
- Thaelmann, E.: 392, 438, 514, 516, 519, 522, 528-529, 576.
- Thalheimer, A.: 70, 76, 80, 84-88, 126, 133, 156, 177, 262, 265, 311, 329, 371, 384-385, 388, 421, 437-438, 440, 444, 501, 504-505, 508-509, 511, 517-518, 523-529, 547.
- Thalheimer, B.: 126, 177, 184, 560.
- Thermann, Freiherr von: 286.
- Thierse, W.: 723.
- Thomas, camarade: 273-274, 324, 328-329, 357, 378, 398, 524.
- Toller, E.: 21.
- Tollet, D.: 26.
- Tolstoï, A.: 648.
- Tomann, Karl: 244, 246.
- Tomsky, M.P.: 599, 608, 611, 625, 697, 700.
- Toukhatchevsky, M.N.: 342, 718, 725.
- Towianski, A.: 25.
- Trautman: 212.
- Traverso, E.: 53.
- Treint, A.: 522, 557.
- Troeltsch, E.: 418.
- Trotsky, L.D.: 2, 21, 35, 69, 71, 141, 144-146, 151-152, 166-167, 171, 180, 182, 185, 207, 225, 227, 230-233, 235, 240, 243, 288, 326, 338, 387-388, 392, 397, 404, 435, 439, 462-464, 466-467, 469-471, 473-474, 481, 483, 487-499, 503-507, 510-515, 517-523, 526, 529-532, 537-539, 544, 547, 555-565, 570, 572-573, 575, 578-596, 598-611, 613, 615-624, 630-631, 633-637, 640, 643-644, 646, 649-650, 656, 659-660, 670, 681, 692, 695, 697, 702, 704, 709-711, 713-715, 720, 721, 728.
- Trusiewicz, S.: 92, 93.

- Tschunke, F.: 411.
 Tuck, J.: 28, 35, 646, 729.
 Turati, F.: 366-367, 370.
 Tyszka: 90, 140, 142, 152, 262.
 Uldricks, T.: 688.
 Urbahns, H.: 392, 432, 529, 602.
 Vaksberg, A.: 653.
 Vandervelde, E.: 414-416.
 Vanzetti, B.: 585.
 Varga, J.S.: 398, 452, 457, 462, 475, 477, 516, 532, 663, 667, 668.
 Vardine, I.V.: 599.
 Vergeat, M.: 332.
 Viator: 226, 397, 399-400.
 Voitinsky, G.N.: 539, 547, 551.
 Voline, M.: 547.
 Volkogonov, D.: 211-212, 214-215.
 Vorochilov, K.E.: 490, 493, 630, 668.
 Voronski, A.K.: 648, 650.
 Vorovski, V.V.: 208-209, 213, 222-223, 442.
 Vratchev, I.J.: 561, 617, 625.
 Vuilleumier, M.: 200.
 Vujovic, V.: 570.
 Vychinski, A.J.: 242, 695-697, 705, 707-708, 711, 713-718.
 Walcher, J.: 156, 440, 470, 511-512, 514, 516, 527-528.
 Walecki, M.: 505.
 Wang Jingwei: 550-551, 573, 579, 580.
 Warszawski, A.: 39-40, 45, 47-49, 52, 55, 58, 93, 94, 98, 100, 111, 113, 143, 154, 158, 165, 167, 181, 188, 320-321, 378, 505.
 Warynski: 33.
 Waurick, B.: 408.
 Weber: 506.
 Weinberg, S.: 287.
 Weisman, R.: 277, 282, 285-286.
 Wellmann, J.: 123, 138.
 Wells, H.G.: 666.
 Werth, N.: 8, 556, 700.
 Wetsmeyer, J.F.: 76, 85, 88, 124, 126, 128.
 Wiedenfeld, K.: 405-408.
 Wiemers, A.: 729-730.
 Wijnkoop, D.: 177, 334, 340, 357.
 Wills, W.: 715.
 Wilson, W.: 225, 248, 258, 348.
 Wirth, J.: 403, 407-408, 411, 421, 426.
 Witold (beau-fils de Radek): 70, 596, 694.
 Witos, W.: 558.
 Wolf[f], F.: 246, 260, 277, 328-329, 355, 395, 524-528.
 Wolffheim, F.: 164, 191, 301-302, 305, 308, 310, 670.
 Wolikow, S.: 409.
 Wrangel, P.N.: 337, 368, 372, 586.
 Wu Peifu: 535, 540, 545, 566.
 Wurm, E.: 118.
 Yang Mingzhai: 539, 545.
 Yuan Che-kaï: 535.
 Zaks-Gladneiv, S.: 310.
 Zalewski: 92, 113, 141.
 Zaroubine, L.: 635, 636.
 Zeigner, E.: 431, 463, 475.
 Zeman, Z.A.B.: 216.
 Zembaty: 45, 107, 108, 111-112.
 Zeromski, S.: 32-33, 677.
 Zetkin, C.: 76, 82, 84, 104, 124, 143, 156, 168, 183, 306, 311, 354, 363, 365-366, 368, 371, 375, 378, 383, 385, 388, 392-394, 401, 415, 427, 437-438, 449-450, 454, 457, 461, 469, 504, 516, 518, 525.
 Zietz, L.: 222.
 Zinoviev, G.E.: 5, 21, 52, 166, 176, 181, 183-189, 194, 198, 205-207, 210, 221, 322, 327-329, 339, 342, 347-349, 352-353, 355-356, 364, 368-369, 372, 374-377, 385, 387-389, 391, 393, 414, 424, 426-427, 432, 434, 437-439, 444, 447, 454, 463-466, 469-471, 474, 477, 487-490, 494, 496, 499-501, 506-528, 532-533, 556-558, 561-565, 573, 575, 579, 584-590, 592-593, 599, 602, 604, 615, 630, 643, 645, 660, 669, 692, 694-695, 697, 709, 711.
 Zulawski, Z.: 37, 41.

L'Europe et les Europes

19^e et 20^e siècles



Collection publiée sous la direction de Jean-Claude Favez.

Ouvrages parus

- Vol. 1 Christian Baechler: *L'Aigle et l'Ours. La politique russe de l'Allemagne de Bismarck à Hitler 1871-1945*, 2001.
X, 437 p., ISBN 3-906767-07-8
- Vol. 2 Jeannie Bauvois-Cauchepin: *Enseignement de l'histoire et mythologie nationale. Allemagne-France du début du XX^e siècle aux années 1950*, 2002.
XII, 330 p., ISBN 3-906767-06-X
- Vol. 3 Antoine Fleury, Carole Fink et Lubor Jílek (éds): *Les droits de l'homme en Europe depuis 1945 / Human Rights in Europe since 1945*, 2003.
VIII, 364 p., ISBN 3-906770-51-6, US-ISBN 0-8204-5946-1
- Vol. 4 Jean-François Fayet: *Karl Radek (1885-1939). Biographie politique*, 2004.
XV, 813 p., ISBN 3-906770-31-1
- Vol. 5 Christine Manigand: *Les Français au service de la Société des Nations*, 2003.
VI, 230 p. ISBN 3-906770-90-7
- Vol. 6 Marta Petricioli, Donatella Cherubini et Alessandra Anteghini (éds): *Les Etats-Unis d'Europe. Un projet pacifiste / The United States of Europe. A pacifist project*, 2004.
XIV, 447 p., ISBN 3-906770-84-2, US-ISBN 0-8204-6256-X

Chez le même éditeur

Jacques Bariéty et Antoine Fleury (sous la direction de), *Mouvements et initiatives de paix dans la politique internationale. Actes du colloque de l'Association Internationale d'Histoire Contemporaine, tenu à Stuttgart (29-30 août 1985)*, 1987.

ISBN 3-261-03662-1, 395 pages.

Jacques Bariéty (sous la direction de), *1889: Centenaire de la Révolution française. Réactions et représentations politiques en Europe. Actes du colloque de l'Association Internationale d'Histoire Contemporaine, tenu à Strasbourg (20-22 Avril 1989)*, 1992.

ISBN 3-906750-05-1, 336 pages.

Marta Petricioli (sous la direction de), *Une occasion manquée? 1922: La reconstruction de l'Europe / A Missed Opportunity? 1922: The Reconstruction of Europe. Actes du colloque de l'Association Internationale d'Histoire Contemporaine, tenu à Florence (1-3 octobre 1992)*, 1995.

ISBN 3-906754-15-4, 512 pages.

Christian Baechler et Carole Fink (sous la direction de), *L'établissement des frontières en Europe après les deux guerres mondiales. Actes des colloques de Strasbourg et de Montréal (juin et septembre 1995)*, 1996.

ISBN 3-906754-62-6, XI + 457 pages.

Antoine Fleury en collaboration avec Lubor Jilek (eds), *Le Plan Briand d'Union fédérale européenne. Actes du colloque international, tenu à Genève (19-21 septembre 1991)*, 1998.

ISBN 3-906760-61-8, XVII + 610 pages.

Association internationale d'histoire contemporaine de l'Europe

L'Association internationale d'histoire contemporaine de l'Europe a été créée à Strasbourg par un groupe d'historiens de divers pays d'Europe, sous l'impulsion du professeur Fernand L'Huillier, en novembre 1968. L'Association a été reconnue comme organisme affilié au Comité internationale des sciences historiques en septembre 1982. Elle compte actuellement quatre cents membres répartis dans tous les pays d'Europe, aux Etats-Unis, au Canada et au Japon.

Selon ses statuts, l'Association poursuit des buts purement scientifiques, à savoir:

- *faciliter et développer les échanges de vues et d'informations entre enseignants et chercheurs d'histoire contemporaine de l'Europe;*
- *promouvoir et développer l'enseignement et la recherche en histoire contemporaine de l'Europe;*
- *collaborer avec toutes les organisations nationales et internationales en vue de promouvoir et de développer l'enseignement et la recherche en histoire contemporaine.*

Dans la période de division de l'Europe, l'Association a réussi à maintenir et à développer contacts personnels et échanges internationaux en dépit de gros obstacles. Les événements que connaît l'Europe depuis ces dernières années donnent une nouvelle impulsion aux activités de l'Association.

LE PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION est actuellement:

PROFESSEUR JACQUES BARIÉTY

Professeur émérite à la Sorbonne

77, rue de Monceau, F-75008 Paris

Le Bulletin de l'Association et des informations complémentaires peuvent être obtenus auprès du SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ASSOCIATION:

PROFESSEUR ANTOINE FLEURY

Professeur à l'Université de Genève

22, chemin du Gué, CH-1213 Petit-Lancy

Adresse du Siège social de l'Association:

Association internationale d'histoire contemporaine de l'Europe

Palais Universitaire, Place de l'Université, F-67000 Strasbourg